Les « camps d'extermination » de l'« Aktion Reinhardt »

Les « camps d'extermination » de l'« Aktion Reinhardt »

Analyse et réfutation des « preuves » factices, des tromperies et de l'argumentation erronée des blogueurs du site « Holocaust Controversies ».

Par
Jürgen Graf, Carlo Mattogno et Thomas Kues

PARTIE UNE SUR TROIS

Traduit par
Valérie Devon

Didi18
Editions

Titre original : *The "Extermination Camps" of "Aktion Reinhardt"*
An Analysis and Refutation of Factitious "Evidence," Deceptions and Flawed Argumentation of the "Holocaust Controversies" Bloggers – publié pour la première fois en 2013 dans la série HOLOCAUST HANDBOOKS, vol. 28.

Couverture : photographie récente de la gare de Sobibór, près de l'ancien réalisée par Didi18edition
Composition et mise en page Valérie Devon

« Reinhard » ou « Reinhardt » ? On ne sait pas si cette opération fut nommée en honneur de Heydrich Reinhard, assassiné en juin 1942, ou d'après un certain Fritz Reinhardt, secrétaire au ministère des Affaires étrangères. Cela explique les deux orthographes. Certains historiens préfèrent « Reinhard », d'autres « Reinhardt »

©2024 Didi18edition
Imprimé et Publié par les Éditions Didi18
Tous les droits sont réservés.
Ce livre ou une partie de celui-ci ne peut être reproduit ou utilisé de quelque manière que ce soit sans l'autorisation écrite expresse de l'éditeur, à l'exception de l'utilisation de courtes citations dans une revue de livres ou un journal scientifique.
Contact : valpop@didi18edition.com

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE UNE **9**

Introduction : les tueurs de dragons **11**

1. Le sort du Dr James Smith 11

2. Quatre intrépides tueurs de dragons 14

3. Pourquoi le blog Holocaust Controversies est détesté par les historiens et les propagandistes de l'Holocauste 16

4. La tactique des « blogueurs controversés » 19

Chapitre 1 : Le défi insensé **22**

1.1. « Les faussetés de Mattogno, Graf et Kues ». 22

1.2. Notes sur trois erreurs 23

1.3. Les sources de nos adversaires 24

1.3.1. Le rapport Gerstein 25

1.3.2. Le prétendu massacre de Babi Yar 26

1.3.3. Le massacre imaginaire de l'« *Erntefest* » 28

1.4. Le rôle d'Auschwitz et des camps Reinhardt dans l'historiographie orthodoxe et révisionniste 31

1.5. La prétendue « théorie du complot » révisionniste 37

1.6. L'absurdité écrasante de la version officielle des évènements 41

1.6.1. La prétendue extermination des juifs valides 41

1.6.2. Les crématoires manquants 42

1.6.3. La genèse des prétendues chambres à gaz 42

Chapitre 2 : Portée et importance de la présente étude **45**

2.1. Les adversaires et leurs références 45

2.2. Genèse de l'historiographie de l'Holocauste et de la méthode révisionniste 63

2.3. Auschwitz : Premier exemple de schizophrénie de l'Holocauste 83

2.4. Portée et importance de notre réponse 85

Chapitre 3 : Les origines propagandistes de la légende des camps d'extermination **88**

Chapitre 4 : Les « nobles vainqueurs » et leur inlassable quête de « justice » **145**

Chapitre 5 : L'ordre du *Führer* et la prétendue politique d'extermination des NS **164**

5.1. La prétendue politique NS de « famine de masse » des populations orientales 166
5.2. La « politique de famine » et la « politique de fusillade plus active » 182
5.3. La « politique de représailles » et l'extermination des juifs 190
5.4. « Décimation par le travail » 199
5.5. Les « *fourgons à gaz* » 210
5.6. La « critique » contre Mattogno 212
5.7. Les « exterminations locales » 265
5.8. La « solution finale à l'échelle de l'Europe » 306
5.9. « L'assassinat des Juifs soviétiques » 359

Chapitre 6 : « Aktion Reinhardt » dans le contexte de la politique juive nationale-socialiste 370

PARTIE UNE

Introduction : les tueurs de dragons

Par Jürgen Graf

1. Le sort du Dr James Smith

Le 7 octobre 2010, le *Jewish Chronicle Online* a rapporté ce qui suit :

> *« La négation de l'Holocauste est en train de devenir une chose du passé, selon une autorité de premier plan qui affirme qu'il ne reste plus que trois ou quatre 'experts en négation pure'. Nicholas Terry, fondateur du blog anti-négationniste HC [Holocaust Controversies], a déclaré lors d'une conférence à l'université de Leicester que le négationnisme avait aujourd'hui 'une grande notoriété, mais presque aucun client'. Nicholas Terry, historien à l'université d'Exeter, a déclaré : 'Je pense qu'il y a eu environ 100 auteurs depuis les années 1940 qui ont écrit ce que l'on peut considérer comme des livres ou des pamphlets purement négationnistes. La plupart de ces experts sont aujourd'hui décédés ou inactifs. Il ne reste plus que trois ou quatre auteurs capables d'écrire de tels livres'. Il ajoute qu'il existe une centaine d'autres meneurs de jeu ou propagandistes qui dénigrent l'Holocauste, mais sans apporter d'idées originales. Il s'agit notamment du Président iranien Mahmoud Ahmadinejad et de 500 'fantassins' actifs en ligne.* [...] *Mais le Dr James Smith, président du Beth Shalom Holocaust Centre, a mis en garde contre la persistance du danger : 'Le problème, c'est que même après la mort des négationnistes professionnels, leurs publications restent en circulation, sont disponibles sur Internet et demeurent aussi pernicieuses et dangereuses que jamais', a-t-il ajouté. »*

L'estimation du Dr Nicholas Terry selon laquelle une centaine d'auteurs ont écrit des livres ou des pamphlets révisionnistes depuis les années 1940 est réaliste ; j'étais arrivé à un chiffre très similaire il y a quelques années. Cependant, cette centaine d'auteurs révisionnistes était, et est apparemment, si dangereuse – non seulement pour l'historiographie officielle, mais pour l'ensemble du système « démocratique » du « monde libre » – que de nombreux pays occidentaux ont adopté des lois sur le délit d'opinion qui font du révisionnisme de l'Holocauste un délit pénal et étouffent tout débat libre sur l'ampleur de la persécution des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Il va sans dire que ces lois totalitaires violent de manière flagrante les constitutions des pays concernés et font de leurs dirigeants politiques, qui ne cessent de proclamer leur engagement en faveur de la « liberté » et des « droits de l'homme », des hypocrites éhontés. La répression antirévisionniste est particulièrement féroce en Autriche et en République fédérale d'Allemagne où, dans certains cas, des révisionnistes ont été condamnés à de nombreuses années de prison. Il n'y a pas besoin de meilleures preuves pour démontrer que la version officielle du sort des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale est pourrie jusqu'à la moelle.

Les partisans de la version orthodoxe de l'Holocauste comparent régulièrement les révisionnistes à ceux qui pensent que la terre est plate. Ces personnes existent en effet ; elles ont même leur propre organisation, la Flat Earth Society, et leur propre site Web.[1] Mais il est intéressant de noter que personne ne se préoccupe des platistes. L'establishment politique et scientifique refuse de leur accorder la moindre attention ; nos politiciens n'envisageraient pas, dans leurs rêves les plus fous, de promulguer des lois anticonstitutionnelles pour les faire taire. Aucun Dr James Smith, du Centre de l'Holocauste Beth Shalom, ne fustige leurs publications en les qualifiant de « pernicieuses et dangereuses ». Après tout, les platistes n'ont aucune chance de gagner : n'importe quel astronome compétent pourrait facilement les battre dans un débat ouvert.

D'autre part, les historiens orthodoxes de l'Holocauste ont une peur mortelle d'un débat avec des chercheurs révisionnistes qualifiés. Pour prouver cette affirmation, il suffit de consulter l'ouvrage collectif *Neue Studien zu nationalsozialistischen Massentötungen durch Giftgas* (Nouvelles études sur les massacres de masse nationaux-socialistes par gaz toxiques)[2] , publié en 2011. Dans son introduction à ce volume, Thomas Krüger écrit :[3]

> *« Cet ouvrage collectif* [...] *explique les intentions et les structures de la propagande révisionniste et présente des suggestions et des concepts pour faire face au négationnisme révisionniste ».*

Comme il n'est pas possible de « faire face au négationnisme révisionniste » sur une base scientifique sans résumer et analyser les revendications et les arguments des révisionnistes, on s'attendrait bien sûr à ce que les auteurs des *Neue Studien* fassent précisément cela, mais en fait ils refusent catégoriquement tout débat. Deux des rédacteurs du volume, Günter Morsch et Bertrand Perz, expliquent pourquoi ils ne veulent pas aborder les arguments de leurs adversaires.[4]

> *« Il ne saurait être question de répondre aux arguments pseudo-scientifiques pour les réfuter, car cela conférerait à leurs représentants et à leurs théories absurdes une aura de respectabilité ».*

Conformément à cette stratégie, dans son article sur les prétendus gazages homicides au camp de concentration de Sachsenhausen[5], G. Morsch ignore la seule étude révisionniste détaillée sur ce camp, un article de Carlo Mattogno

---

[1] http://theflatearthsociety.org/cms/

[2] Günter Morsch, Bertrand Perz (eds.), *Neue Studien zu nationalsozialistischen Massentötungen durch Giftgas*, Metropol Verlag, Berlin 2011.

[3] Ibid., p. XII.

[4] Ibid, p. XXIX.

[5] Ibid, pp. 260-276.

publié en 2003.[6] De même, Dieter Pohl, l'auteur d'un article sur les camps de l'Aktion Reinhard,[7] ne mentionne pas les monographies révisionnistes sur Treblinka[8] et Bełżec.[9]

Cependant, l'un des auteurs des *Neue Studien*, Achim Trunk, s'écarte de cette stratégie du silence en discutant et en tentant de réfuter plusieurs arguments révisionnistes dans son article « Die todbringenden Gase » (Les gaz mortels)[10], conférant ainsi aux « négateurs pseudo-scientifiques » une « aura de respectabilité » non méritée, comme le diraient Morsch et Perz. Malheureusement pour Trunk, sa « réfutation » échoue lamentablement, car dans sa récente réponse à l'ouvrage collectif, *Schiffbruch* (Shipwreck – Naufrage), Carlo Mattogno démolit les objections de Trunk avec la plus grande facilité.[11] Le seul argument révisionniste que Trunk est en mesure de réfuter est l'affirmation de Fred Leuchter selon laquelle l'explosivité du cyanure d'hydrogène aurait empêché les SS d'installer les chambres à gaz dans le même bâtiment que les fours crématoires. Cet argument est en effet bancal, puisque le danger d'explosion n'aurait existé que si des quantités exorbitantes de HCN avaient été utilisées. Mais comme Carlo Mattogno avait signalé ce fait quinze ans avant la publication de l'ouvrage collectif[12] et que l'erreur de Leuchter a été corrigée dans une édition révisée de son rapport rédigée avec Germar Rudolf et Robert Faurisson[13], Trunk ne fait qu'enfoncer une porte ouverte.

En résumé, les historiens orthodoxes de l'Holocauste sont confrontés à un terrible dilemme : soit ils choisissent de ne pas répondre aux révisionnistes, ce qui équivaut à une capitulation inconditionnelle, soit ils tentent de les réfuter, lançant ainsi un débat qu'ils sont condamnés à perdre. On comprend dès lors la détresse du pauvre Dr James Smith, président du Beth Shalom Holocaust Centre, hanté jour et nuit par l'idée que *« même après la mort des négationnistes professionnels, leurs*

---

[6] Carlo Mattogno, « KL Sachsenhausen. Stärkemeldungen und 'Vernichtungsaktionen' 1940 bis 1945 », in : Vierteljahreshefte für freie Geschichtsforschung, n° 2/2003, pp. 173-185.

[7] G. Morsch, B. Perz (eds.), pp. 185-196.

[8] Carlo Mattogno, Jürgen Graf, *Treblinka : Vernichtungslager oder Durchgangslager ?,* Castle Hill Publishers, Hastings 2002 – English Version : *Treblinka : Extermination Camp or Transit Camp?,* Theses & Dissertations Press, Chicago 2004.

[9] Carlo Mattogno, *Belzec. Propaganda, Zeugenaussagen, archäologische Untersuchungen, historische Fakten*, Castle Hill Publishers, Hastings 2004 – English Version : *Belzec in Propaganda, Testimonies, Archeological Research and History,* Theses & Dissertations Press, Chicago 2004.

[10] G. Morsch, B. Perz (eds.), op. cit. pp. 23-49.

[11] Carlo Mattogno, *Schiffbruch. Vom Untergang der Holocaust-Orthodoxie*, Castle Hill Publishers, Uckfield 2011, pp. 28-45. Une traduction anglaise est à paraître dans The Barnes Review sous le titre *Confronting Revisionism*, 2013.

[12] Carlo Mattogno, *Olocausto : Dilettanti allo sbaraglio*, Padoue 1996, pp. 212-215.

[13] Fred Leuchter, Robert Faurisson, *Germar Rudolf, The Leuchter Reports. Critical Edition*, Theses & Dissertations Press, Chicago 2005 ; 3e édition, The Barnes Review, Washington, DC, 2011.

publications restent en circulation, sont disponibles sur Internet et demeurent aussi pernicieuses et dangereuses que jamais ». Il faudrait vraiment avoir un cœur de pierre pour ne pas plaindre ce malheureux !

2. Quatre intrépides tueurs de dragons

Le Dr Smith n'avait pas à s'inquiéter : les sauveurs étaient proches. Quatre intrépides tueurs de dragons ont entrepris de débarrasser le monde du péril révisionniste. Et voici que l'un d'entre eux n'est autre que le même Dr Nicholas Terry que *The Jewish Chronicle* cite au début de l'article susmentionné. Avec trois autres combattants héroïques du « négationnisme » – Roberto Muehlenkamp, Jonathan Harrison et Sergey Romanov – Nicholas Terry dirige le blog Holocaust Controversies qui, contrairement à d'autres sites Web promouvant l'histoire orthodoxe de l'Holocauste, ne se contente pas de mentionner les livres et les arguments révisionnistes, mais les discute et en fait même *« de la chair à saucisse »*, comme le dit Sergey Romanov :[14]

> *« Mattogno et Graf ne sont rien d'autre que des nains intellectuels. Même des amateurs comme Roberto [*Muehlenkamp*] ou moi-même, en nous appuyant sur des sources accessibles au public, peuvent les réduire en bouillie ».*

Écoutez ces joyeuses nouvelles, Dr. Smith ! Holocaust Controversies peut réduire en bouillie les révisionnistes ! Ces génies ont sûrement été envoyés par Yahvé lui-même pour sauver le monde de l'horrible dragon révisionniste ? Les articles que ces génies ont publiés sur leur blog paraissent sûrement tous sous forme imprimée dans une série toujours croissante de volumes collectifs qui font la fierté de toutes les bibliothèques universitaires du monde libre ? Les historiens de l'Holocauste reconnaissants utilisent sûrement largement les idées inestimables de ces champions de la narration orthodoxe ?

En fait, ce n'est pas le cas. Bien que Terry, Muehlenkamp, Harrison et Romanov aient rédigé des centaines d'articles depuis la création de leur blog en 2006, ils n'ont jamais rien publié en tant que groupe. Les principaux historiens de l'Holocauste persistent à les ignorer. L'ouvrage collectif *Neue Studien* ne les mentionne même pas dans une note de bas de page. Et si le site Web de l'Aktion Reinhard Camps (ARC), un groupe antirévisionniste, mentionne bien le groupe Holocaust Controversies, c'est uniquement pour adresser une réprimande cinglante à ses membres :[15]

> *« Les liens non autorisés vers notre site Web à partir des publications controversées et grossièrement inexactes des blogues haineux des personnes suivantes : Roberto Muehlenkamp, Sergey Romanov, Dr. Nick Terry, ne sont pas approuvés par l'ARC.*

[14] http://holocaustcontroversies.blogspot.com/2006/10/thats-why-it-is-denial-notrevisionism.html.

[15] www.deathcamps.org/dedication/

Nous n'avons aucun lien avec les blogs haineux sur l'Holocauste et nous conseillons à tous d'éviter d'être induits en erreur par ces personnes ».

Pourquoi cette ingratitude profonde ? Pourquoi ces infatigables combattants du négationnisme sont-ils soit ignorés, soit vilipendés par leurs collègues antinégationnistes ? Pourquoi les historiens de l'Holocauste à l'esprit étroit refusent-ils obstinément de reconnaître leur combat titanesque ?

La solution à cette apparente énigme est simple. Tout d'abord, il y a le ton souvent puéril des « blogueurs controversés », avec l'utilisation d'un langage insultant et obscène, auquel les adultes qui se respectent, toutes tendances confondues, ne veulent naturellement pas être associés. Lorsqu'un auteur prétendant s'engager dans un débat historique sur un sujet aussi important et controversé que l'Holocauste pimente néanmoins ses articles et ses communications privées d'insultes et de mots de quatre lettres, il révèle non seulement un niveau déplorable de développement intellectuel et moral, mais fait également preuve d'un manque de respect fondamental pour le sujet lui-même. Ce manque de sérieux est d'autant plus flagrant qu'il se manifeste non seulement dans le langage et le ton, mais aussi dans l'utilisation d'arguments si peu convaincants et si embarrassants qu'ils doivent parfois sembler aux historiens orthodoxes de l'Holocauste comme équivalant à du sabotage. Un seul exemple suffira.

Dans une discussion dans le cadre de « Holocaust Controversies » sur le rapport Gerstein et les prétendues chambres à gaz homicides de Bełżec, Roberto Muehlenkamp cite avec approbation l'opinion d'un certain Charles Provan, selon laquelle *« 703 personnes, dont plus de la moitié sont des enfants, peuvent tenir dans une surface de 25 m² »*, et ajoute ensuite à son propre compte :[16]

> *« Le nombre était probablement plus élevé dans les chambres à gaz de Bełżec, étant donné que les Juifs qui y ont été tués étaient émaciés en raison du manque de nourriture dans les ghettos de l'est de la Pologne en 1942 et d'une taille relativement petite, comme l'a souligné Provan. »*

L'idée que les juifs prétendument gazés à Bełżec étaient tous des enfants ou des Lilliputiens, et qu'ils se tenaient sur les épaules les uns des autres dans les chambres à gaz (car c'est essentiellement ce qu'implique l'affirmation de Muehlenkamp), peut sembler drôle à certaines personnes, mais la plaisanterie sera sans aucun doute perdue pour le monde académique de l'orthodoxie de l'Holocauste, et les juifs n'apprécient certainement pas ce genre d'humour. Ce dernier groupe pourrait bien ressentir le besoin de défendre le récit de l'Holocauste contre la critique révisionniste, mais il ne voudrait pas qu'il soit défendu par des clowns.

[16] http://holocaustcontroversies.blogspot.com/2006/05/carlo-mattogno-on-belzec_27.html

À la page 35 de leur volumineux *Bełżec, Sobibór, Treblinka : Holocaust Denial and Operation Reinhard*, objet de la présente réfutation, les blogueurs de « Holocaust Controversies » déclarent :

> *« Cette critique a été rédigée sans rémunération, pendant notre temps libre, les soirs, les week-ends et les vacances. Aucun d'entre nous n'a jamais été rémunéré pour ses activités. »*

S'il y a un passage du texte entier dont je crois chaque mot, c'est bien celui-là ! Aucune personne saine d'esprit ne contribuerait ne serait-ce qu'un centime à soutenir les « recherches » de personnes qui prétendent que 703 êtres humains – ou plus – peuvent tenir dans une surface de 25m². Pour les idéologues juifs de l'industrie de l'Holocauste, des gens comme Roberto Muehlenkamp sont une gêne, des alliés dont ils peuvent se passer. Cela ne veut pas dire que les défenseurs et les bénéficiaires de l'orthodoxie de l'Holocauste n'ont pas besoin d'alliés du tout, mais seulement d'alliés d'un autre type. Ils ont besoin de politiciens qui promulguent des lois contre le révisionnisme. Ils ont besoin de juges qui appliquent ces lois et envoient les révisionnistes en prison ou les ruinent avec de lourdes amendes. Ils ont besoin de journalistes qui insultent et diffament les révisionnistes sans jamais avoir lu aucun de leurs écrits. Ils ont besoin d'historiens de cour qui ressassent la sagesse traditionnelle de l'Holocauste sans jamais se demander si les évènements allégués étaient physiquement possibles. Mais ils n'ont certainement pas besoin d'« aides » qui les mettent dans le pétrin en exposant par inadvertance l'absurdité accablante de la légende de l'Holocauste.

3. Pourquoi le blog Holocaust Controversies est détesté par les historiens et les propagandistes de l'Holocauste

Comme nous l'avons vu, Roberto Muehlenkamp semble croire que 703 personnes, ou plus, peuvent tenir dans une surface de 25m². Les juges allemands du premier procès de Treblinka à Düsseldorf (1964-1965) étaient dotés d'un bon sens à peine plus développé. Dans leur verdict, ils décrivent le « vieux bâtiment de la chambre à gaz » comme suit :[17]

> *« Le bâtiment, solidement construit en briques sur des fondations en béton, contenait trois chambres à gaz d'une superficie d'environ 4 × 4 m et d'une hauteur d'environ 2,6 m. [...]. [Une capacité d'accueil d'environ 200 à 350 personnes par chambre à gaz dans le vieux bâtiment [...] peut être considérée comme la plus probable d'après toutes [les informations]. »*

Ainsi, selon ces excellents juristes, il était possible d'entasser jusqu'à vingt-deux personnes par mètre carré dans les trois chambres de l'ancien bâtiment des

[17] Adalbert Rückerl, *NS-Vernichtungslager im Spiegel deutscher Strafprozesse*, dtv, Frankfurt 1977, pp. 206 sqq.

chambres à gaz ! (Par ailleurs, aucun historien de l'Holocauste n'a jamais été en mesure d'expliquer pourquoi il aurait été judicieux de subdiviser le bâtiment de gazage en trois pièces, réduisant ainsi l'espace disponible et compliquant la procédure de gazage).

Aussi absurdes que soient ces affirmations, elles sont la conséquence logique de l'image officielle de l'Holocauste. Si pas moins de 491 000 juifs ont été gazés à Treblinka entre le 23 juillet et le 30 septembre 1942, comme l'historien israélien de l'Holocauste Yitzhak Arad voudrait nous le faire croire dans son « ouvrage de référence » sur les camps de l'Aktion Reinhardt[18], et si les chambres à gaz de l'ancien bâtiment avaient effectivement une surface totale de seulement quarante-huit mètres carrés, la capacité de ces chambres devait être vraiment stupéfiante, tout comme le moteur diesel prétendument utilisé pour effectuer le gazage devait fonctionner impeccablement 24 heures sur 24 pendant toute la période de soixante-dix jours. Il va de soi qu'il n'est pas dans l'intérêt des historiens orthodoxes de l'Holocauste d'attirer l'attention du public sur les preuves détaillées qui étayent leurs affirmations. En effet, ils sont généralement réticents à toute discussion sur la faisabilité technique des allégations de gazage de masse, préférant s'en tenir à la célèbre devise des trente-quatre universitaires français qui ont déclaré en 1979 :[19]

> *« Il ne faut pas se demander comment, techniquement, un tel meurtre de masse a été possible. Il a été possible techniquement puisqu'il a eu lieu. »*

Le fait est que Kurt Gerstein, témoin clé des gazages homicides présumés à Belżec, a affirmé que 700 à 800 victimes ont été entassées dans une chambre à gaz d'une superficie de 25 m^2. Tout historien ou propagandiste de l'Holocauste modérément intelligent doit naturellement comprendre que la meilleure façon de traiter un tel « témoignage » est de le passer sous silence. Tenter de justifier les affirmations ridicules de Gerstein, comme le fait Muehlenkamp, c'est non seulement se ridiculiser personnellement, mais aussi exposer le manque total de fiabilité du rapport de Gerstein, portant ainsi un coup dévastateur à la crédibilité de la version officielle de l'histoire de Belżec. Lorsque l'historien israélien de l'Holocauste Yitzhak Arad a cité le rapport dans le célèbre ouvrage collectif *Nationalsozialistische Massentötungen durch Giftgas* [Massacres de masse nationaux-socialistes par gaz toxiques], il a eu suffisamment de jugeote pour supprimer toutes les références à la capacité supposée des « chambres à gaz » de Belżec.[20]

---

[18] Yitzhak Arad, *Belzec, Sobibor, Treblinka. The Operation Reinhard Death Camps*, Indiana University Press, Bloomington/Indianapolis 1987, pp. 392-397.

[19] *« Il ne faut pas se demander comment, techniquement, un tel meurtre de masse a été possible. Il a été possible techniquement puisqu'il a eu lieu. »* Le Monde, 21 février 1979.

[20] Eugen Kogon, Hermann Langbein, Adalbert Rückerl et al. (eds.), *Nationalsozialistische Massentötungen durch Giftgas*, Fischer Taschenbuch Verlag, Frankfurt 1983, pp. 171 sq.

Raul Hilberg, sans doute le plus compétent des historiens de la Shoah, a bien compris ce principe, et c'est sans doute pourquoi il n'a même pas reconnu l'existence de révisionnistes ou de révisionnisme dans son ouvrage de référence, *La destruction des Juifs d'Europe*.[21] Jean-Claude Pressac, quant à lui, n'a pas tenu compte de l'injonction des trente-quatre historiens français et a tenté de démontrer, en deux livres, que les prétendus meurtres de masse dans les « chambres à gaz d'Auschwitz » avaient bien été techniquement possibles.[22] Ce faisant, il n'a réussi qu'à ouvrir une brèche dans le mur du bunker exterminationniste, les révisionnistes s'empressant de relever les nombreuses failles de son raisonnement.[23] La fin de l'histoire est bien connue : Pressac est contraint de faire les concessions les plus surprenantes aux révisionnistes et de réduire drastiquement le nombre de morts dans les prétendus « camps d'extermination ».[24] Cette hérésie impardonnable lui vaut de tomber en disgrâce auprès des pouvoirs en place et, lorsqu'il décède en 2003 à l'âge de 59 ans, les médias, qui l'avaient présenté comme l'ennemi juré du révisionnisme après la publication de son deuxième livre en 1993,[25] réagissent par un silence glacial. Ironiquement, les seules notices nécrologiques connues le concernant ont été rédigées par trois de ses anciens adversaires, Robert Countess, Carlo Mattogno et moi-même.[26]

Les propagandistes qui animent le site Internet Aktion Reinhard Camps sont peut-être intellectuellement malhonnêtes, mais ce ne sont pas de vulgaires imbéciles. Tout comme Yitzhak Arad, Raul Hilberg ou les auteurs du volume collectif *Neue Studien*, ils savent qu'il ne faut pas attirer l'attention sur les absurdités techniques et logiques de l'histoire de l'Holocauste, et qu'il faut au contraire les étouffer. Ils évitent toute discussion sur l'exactitude historique de la version officielle des évènements, car ils savent trop bien qu'une telle discussion ouvrirait la proverbiale boîte de Pandore. C'est pourtant ce que font régulièrement nos tueurs de dragons en herbe. C'est cela, et non le langage abusif de Nicholas Terry ou les obscénités de Roberto Muehlenkamp, qui est la

---

[21] Raul Hilberg, *The Destruction of the European Jews*, 3 volumes, Homes and Meier, New York 1985.

[22] Jean-Claude Pressac, *Auschwitz : Technique et fonctionnement des chambres à gaz*, Fondation Beate Klarsfeld, New York 1989. Jean-Claude Pressac, *Les crématoires d'Auschwitz*, CNRS, Paris 1993.

[23] Robert Faurisson, « Bricolages et gazouillages à Auschwitz et Birkenau selon J. -C. Pressac », Revue d'Histoire Révisionniste, n° 3, novembre 1990. S. Verbeke (éd.), *Auschwitz : Nackte Fakten*, Berchem 1995. Carlo Mattogno, *Auschwitz : The Case for Sanity. Une étude historique et technique des 'Traces criminelles' de Jean Claude Pressac et de 'Convergence of Evidence'* de Robert Jan van Pelt, The Barnes Review, Washington 2010.

[24] Valérie Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, Editions du Seuil, Paris 2000, p. 641.

[25] *« Les émissions de radio et de télévision ont analysé son importance pendant des heures. Pressac a été adopté comme un héros par la presse française et adopté par les intellectuels français de gauche comme l'homme qui a prouvé que l'Holocauste a vraiment eu lieu ».* Sharon Waxman, « Speaking Terms : Europe's Left And Right Are Too Divided To Even Talk About It », Chicago Tribune, 13 décembre 1993, p. 1, 1993, p. 1.

[26] Vierteljahreshefte für freie Geschichtsforschung, No. 3/2003, pp. 406-415.

véritable raison pour laquelle les historiens et propagandistes orthodoxes détestent le blog Holocaust Controversies, et même – comme dans le cas du site Web de l'ARC – *« avertissent tout le monde d'éviter d'être induit en erreur par ces individus »*.

4. La tactique des « blogueurs controversés »

Presque tous les livres d'histoire contiennent forcément des erreurs. Si l'auteur s'en aperçoit, ou si elles lui sont signalées par un ami ou un ennemi, il les corrige généralement dans l'édition suivante, s'il y en a une. Il va de soi que les livres révisionnistes ne font pas exception à cette règle.

La tactique utilisée par les « Controversial Bloggers » est fondamentalement très simple : ils cherchent des erreurs dans les livres de leurs adversaires – une erreur à la page 82, une deuxième à la page 175, une troisième à la page 243 – et tentent ensuite d'utiliser ces erreurs pour discréditer le livre dans son ensemble. Un seul exemple suffira à illustrer cette méthode.

Dans ma critique de Raul Hilberg de 1999,[27] j'ai déclaré à tort que Hilberg n'avait fourni aucune référence pour son affirmation selon laquelle, le 12 octobre 1941, les Allemands ont fusillé 10 000 juifs au cimetière de Stanisławów, en Pologne. En fait, Hilberg avait bien mentionné une source (totalement peu fiable), les déclarations de quelques « témoins oculaires » autoproclamés. Mon erreur, qui était bien sûr due à une négligence, a incité Nicholas Terry à écrire :[28]

> *« Graf a choisi d'omettre le contenu de la note de bas de page de la même page et de prétendre qu'aucune preuve n'a été avancée. Par conséquent, Graf est un menteur pur et simple »*.

Mais pourquoi diable aurais-je « choisi d'omettre le contenu de la note de bas de page » ? La question de la prétendue fusillade de Stanisławów n'est pas particulièrement importante ; si je ne l'avais pas mentionnée du tout, ma critique de Hilberg n'aurait rien perdu de sa force. En fait, l'embarras de voir une erreur aussi élémentaire relevée par un adversaire l'emporte clairement sur tout avantage que j'aurais pu espérer tirer d'une tromperie délibérée.

Ironiquement, Terry commet à deux reprises des erreurs similaires lorsqu'il m'attaque dans sa contribution à *Bełżec, Sobibór, Treblinka : Holocaust Denial and Operation Reinhard*. La première erreur concerne la personne d'Erich Bauer, le

---

[27] Jürgen Graf, *Riese auf tönernen Füssen. Raul Hilberg und sein Standardwerk über den "Holocaust"*, Castle Hill Publishers, Hastings 1999. Version anglaise : *The Giant with Feet of Clay. Raul Hilberg and his Standard Work on the "Holocaust"*, Theses & Dissertations Press, Chicago 2001.

[28] http://holocaustcontroversies.blogspot.com/2006/05/jrgen-graf-is-liar.html.

prétendu « Gasmeister » de Sobibór. Dans le livre sur Sobibór écrit par Thomas Kues, Carlo Mattogno et moi-même[29], j'ai déclaré :

> *« Quel est le fondement de ces affirmations [selon lesquelles Bauer aurait été le « Gasmeister »] ? Dans les premiers récits de témoins sur Sobibor, Erich Bauer n'est pas mentionné du tout ou seulement en passant. Son nom n'apparaît ni dans les deux rapports Pechersky, ni dans le témoignage de Leon Feldhendler – qui cite tout de même le nom de 10 SS. Zelda Metz dispose d'un total de dix-sept noms de SS stationnés à Sobibor, dont celui de Bauer [les noms de ces 17 SS sont énumérés dans ma note 494, Bauer est le quinzième de la liste], mais n'attribue à aucun d'entre eux de crimes spécifiques ».* (pp. 172 et suivantes).

Cela n'empêche pas Terry d'écrire :

> *« Typiquement, Graf souligne l'absence de Bauer dans le témoignage d'un témoin* [Feldhendler] *tout en omettant son inclusion dans la déclaration suivante de sa source* [Metz] *».* (p. 76)

Selon ses propres critères, j'ai donc le droit de qualifier Terry de « menteur pur et simple » !

Puis, à la page 150, Terry déclare :

> *« Graf ne parvient même pas à mentionner le mot 'ghetto' une seule fois dans Le Géant aux pieds d'argile ».*

Si ce splendide érudit avait pris la peine de lire plus attentivement Le Géant aux pieds d'argile, il aurait remarqué que le mot « ghetto » apparaît sur pas moins de vingt pages du livre (pp. 10, 16-18, 38-42, 44, 55-57, 59, 65, 69, 107-109, 112) et comme titre d'un sous-chapitre.[30]

Le même Nicholas Terry, pour qui les erreurs insignifiantes sont automatiquement des « mensonges purs et simples » lorsqu'elles sont commises par des révisionnistes, alors qu'il est lui-même coupable d'erreurs plus graves, ne recule pas devant la calomnie. À deux reprises, en juin 2009 et en mai 2011, Terry a accusé le révisionniste allemand Udo Walendy d'être un faussaire éhonté. Dans sa revue *Historische Tatsachen*, Walendy avait reproduit en fac-similé une coupure du journal polonais *Dziennik Polski*, basé à Londres, datée du 11 juillet 1942, accompagnée d'une traduction allemande des passages les plus importants.[31]

---

[29] Jürgen Graf, Thomas Kues, Carlo Mattogno, *Sobibor. Holocaust Propaganda and Reality*, The Barnes Review, Washington 2010.

[30] Nous incluons la « ghettoïsation » conformément à la plainte de Terry. Le texte du livre dans le fichier PDF proposé sur VHO ou HolocaustHandbooks.com n'est pas consultable si la police de caractères appropriée n'est pas installée. On soupçonne que le programme de recherche de notre limier académique a consisté à 1) télécharger et ouvrir le fichier PDF, 2) taper CTRL+F et entrer la chaîne de recherche « ghetto » et 3) fermer le PDF après, pour ensuite dénoncer ce que je ne suis « même pas parvenu » à faire.

[31] Udo Walendy, « Der Fall Treblinka », Historische Tatsachen, no. 44, Verlag für Volkstum und Zeitgeschichtsforschung, Vlotho 1990.

Selon l'article de *Dziennik Polski*, les Allemands avaient déjà gazé un grand nombre de juifs à Treblinka. Mais comme tous les historiens de l'Holocauste s'accordent à dire que les premiers transports sont arrivés à Treblinka le 23 juillet 1942, soit douze jours après la publication de l'article, l'information véhiculée par *Dziennik Polski* était donc nécessairement fausse – un cas classique de propagande atrocitaire qui met en lumière les origines du mythe de Treblinka. Le 19 juin 2009, Terry a écrit :[32]

> *« Il me tarde de consulter un jour une copie de Dziennik Polski pour la date en question et de montrer qu'il s'agit d'un exemple sans équivoque de falsification de la part des négateurs ».*

Près de deux ans plus tard, le 13 mai 2011, notre infatigable chercheur n'avait toujours pas pris le temps de « consulter une copie de *Dziennik Polski* pour la date pertinente » – ce qui ne l'empêchait pas de réitérer ses attaques contre Walendy. C'est ainsi que, quelques mois plus tard, le révisionniste Thomas Kues a fini par mettre Terry au pied du mur : il s'est procuré un exemplaire du journal polonais et a démontré qu'il n'y avait pas eu de falsification. *Dziennik Polski* avait en effet parlé de gazages massifs à Treblinka près de deux semaines avant que le camp ne devienne opérationnel.[33]

Accuser un universitaire de falsifier ses sources est l'accusation la plus grave que l'on puisse porter contre lui. Le fait que Terry ait eu l'effronterie de traiter Walendy de faussaire sans la moindre preuve à l'appui de cette accusation le désigne comme un calomniateur sans scrupules. Son « erreur » est bien pire que celle que j'ai commise dans le cas de la prétendue fusillade de Stanisławów, car je n'ai pas accusé Hilberg d'avoir falsifié quoi que ce soit ; j'ai seulement affirmé (à tort) qu'il n'avait pas donné de référence pour une affirmation spécifique.

[32] http://rodohforum.yuku.com/sreply/130194/Revisionists-proven-Udo-Walendy-forgeddocument-réponse-130196 ; maintenant supprimée.

[33] www.inconvenienthistory.com/archive/2011/volume_3/number_3/apremature_news_report.php

Chapitre 1 : Le défi insensé

Par Jürgen Graf

1.1. « Les faussetés de Mattogno, Graf et Kues ».

Curieux de voir comment le groupe Holocaust Controversies réagirait lorsqu'il serait mis au défi de rédiger une critique complète d'une étude révisionniste, j'ai lancé le défi à Roberto Muehlenkamp à deux reprises au cours des dernières années, d'abord en octobre 2010, puis en juin 2011, en lui offrant le choix entre plusieurs ouvrages révisionnistes. N'ayant reçu aucune réponse de sa part au 5 décembre 2011, j'ai alors déclaré dans un article qu'il avait apparemment « jeté l'éponge ».[34] C'était toutefois un peu prématuré, car seulement trois semaines plus tard, Muehlenkamp (ou l'un de ses collègues blogueurs) m'a envoyé un gros fichier texte PDF intitulé Bełżec, Sobibór, Treblinka : Holocaust Denial and Operation Reinhard, A Critique of the Falsehoods of Mattogno, Graf and Kues.[35] Les auteurs étaient Jonathan Harrison, Roberto Muehlenkamp, Jason Myers[36], Sergey Romanov et Nicholas Terry, et les objets de leur critique étaient les trois livres suivants :

- Mattogno, Carlo, Jürgen Graf, *Treblinka : Extermination Camp or Transit Camp ?*, Theses & Dissertations Press, Chicago 2004 (ci-après : Treblinka)
- Mattogno, Carlo, *Bełżec in Propaganda, Testimonies, Archeological Research and History*, Theses & Dissertations Press, Chicago 2004 (désormais : Belżec)
- Graf, Jürgen, Thomas Kues et Carlo Mattogno, *Sobibór : Holocaust Propaganda and Reality*, The Barnes Review, Washington 2010 (ci-après : Sobibór)

J'avoue que j'ai été totalement stupéfait par la folie de ces gens et l'ambition délirante de leur projet. Après tout, réfuter notre trilogie sur les camps de l'Aktion Reinhard reviendrait à prouver que Belżec, Sobibór et Treblinka étaient bien des camps d'extermination où un nombre considérable de juifs ont été

[34] « A challenge to Dr. Christian Lindtner ». http://globalfire.tv/nj/12en/history/lindtner.htm

[35] Jonathan Harrison, Roberto Muehlenkamp, Jason Myers, Sergey Romanov, Nicholas Terry, *Belżec, Sobibor, Treblinka : Holocaust Denial and Operation Reinhard, A Critique of the Falsehoods of Mattogno, Graf and Kues*, A Holocaust Controversies White Paper, http://holocaustcontroversies.blogspot.com, décembre 2011.

[36] Apparemment, Yahvé, dans son infinie sagesse, a recruté un cinquième génie pour aider les quatre autres dans leur entreprise.

assassinés dans des chambres à gaz. Mais même Raul Hilberg, dont la connaissance des documents de guerre était certainement bien supérieure à celle de cinq « blogueurs controversés » réunis, n'avait pas été en mesure de prouver qu'un seul juif avait été gazé dans l'un de ces trois camps. Alors comment des inconnus comme Harrison, Muehlenkamp, Myers, Romanov et Terry pouvaient-ils espérer réussir là où les historiens de l'Holocauste les plus compétents avaient échoué ? Pensaient-ils sérieusement qu'ils étaient meilleurs que Hilberg ?

1.2. Notes sur trois erreurs

Il est facile d'imaginer avec quelle frénésie les cinq « blogueurs controversés » ont dû chercher des erreurs dans nos livres, et il fallait s'attendre dès le départ à ce qu'ils en trouvent quelques-unes. En ce qui concerne mes propres écrits, ils n'ont pu déceler qu'une poignée de véritables erreurs. Je me limiterai ci-dessous à commenter trois d'entre elles qui n'ont pas été abordées ailleurs : une de *Sobibór*, une du *Géant aux pieds d'argile* et une de mon article « David Irving et les camps de l'Aktion Reinhardt ».

La première de ces erreurs est signalée par Nick Terry à la page 76 de la critique. Dans *Sobibór*, j'avais commenté le procès d'Hubert Gomerski et Johann Klier, qui s'est déroulé à Francfort en 1950, en indiquant que la procédure avait été *« accompagnée d'une campagne massive dans les médias encore sous le contrôle des Alliés »*. (p. 179). Terry s'oppose à cette affirmation :

> *« Pour étayer son affirmation, il [Graf] cite précisément un article du* Frankfurter Rundschau*, un journal basé dans la ville où se tenait le procès. Cette 'campagne massive dans les médias' n'incluait évidemment ni* Die Zeit *ni* Der Spiegel*, qui n'ont pas publié un seul article sur le procès. »*

Note prise ; j'aurais en effet dû vérifier si les procédures avaient été rapportées dans d'autres médias allemands avant de parler d'une « campagne massive ».

La seconde erreur est relevée par Jonathan Harrison aux pages 106 et suivantes. À la page 40 de *The Giant with Feet of Clay*, j'avais écrit que, selon Raul Hilberg, l'« unité mobile de tuerie » Einsatzgruppe A avait tué 125 000 Juifs jusqu'au 15 octobre 1941, la grande majorité d'entre eux entre août et octobre. Comme l'Einsatzgruppe A ne comptait que 990 membres, dont environ 240 non-combattants, j'en ai conclu que, pour des raisons logistiques, cette unité n'aurait pas pu tuer 120 000 juifs en l'espace de deux mois et demi seulement. Mais Hilberg déclare explicitement que l'Einsatzgruppe A était soutenu par d'autres unités allemandes, ainsi que par des aides locales. À la lumière de ce fait, je suis obligé de concéder que les prétendus massacres ont pu être possibles d'un point de vue logistique – ce qui ne signifie pas, bien sûr, qu'ils ont réellement eu lieu.

Une troisième erreur de ma part est présentée par Nick Terry aux pages 221 et suivantes. Dans mon article « David Irving et les camps de l'Aktion

Reinhardt »[37] (que Terry appelle à tort « une lettre ouverte à David Irving »), j'avais soutenu qu'un transport de 1 000 juifs de Varsovie vers Minsk le 31 juillet 1942 devait nécessairement passer par Treblinka, *« puisque la déportation des Juifs du ghetto de Varsovie avait commencé huit jours auparavant, et que tout le monde s'accorde à dire qu'à cette époque tous les Juifs de Varsovie ont été déportés à Treblinka »*. Étant donné qu'environ 11 000 juifs de Varsovie déportés ne sont ***pas*** allés à Treblinka, cet argument n'est pas valable. Comme le note Terry à la page 221, j'ai par la suite reconnu mon erreur dans un message privé en suédois adressé à un correspondant en Suède.

Les auteurs de « Holocaust Controversies » ont donc prouvé une fois de plus qu'ils étaient capables de détecter quelques erreurs isolées disséminées dans des centaines de pages de livres et d'articles révisionnistes – ce dont personne n'a jamais douté en premier lieu. Mais leur objectif est bien plus ambitieux. Ils veulent prouver que Bełżec, Sobibór et Treblinka étaient bien des centres d'extermination, réfutant ainsi la thèse révisionniste selon laquelle il s'agissait de camps de transit. Examinons maintenant les sources qu'ils utilisent pour atteindre cet objectif.

1.3. Les sources de nos adversaires

À première vue, le texte présenté par nos adversaires – 533 pages copieusement annotées – est impressionnant, mais même une lecture superficielle montre qu'il contient un grand nombre d'éléments inutiles. Au lieu de se concentrer sur leur but avoué – la réfutation de Mattogno, Graf et Kues – les cinq auteurs présentent un résumé global de la version orthodoxe du sort des juifs en Pologne et dans les territoires soviétiques occupés. Afin d'étaler leur érudition et de donner à leur polémique un vernis de savoir, ils invoquent une pléthore de sources, citant des myriades de livres, dont je suis presque certain qu'ils n'ont pas lu la majorité.

Si le langage de nos adversaires dans *Bełżec, Sobibór, Treblinka* est plus tempéré que sur leur blog (ils s'abstiennent pour la plupart d'utiliser un langage obscène, bien que Terry dérape quelque peu sur plusieurs pages, donnant une démonstration de son niveau intellectuel plus habituel en utilisant le mot « bullshit » à plusieurs reprises et des expressions telles que « the Shits 'n' Giggles department », p. 60), leur style est constamment excessif et insolent. C'est pourquoi ils ne peuvent pas s'attendre à ce que nous les traitions avec doigté.

L'analyse des preuves que les auteurs présentent pour démontrer la prétendue extermination systématique des juifs révèle un manque effroyable d'esprit critique

[37] Jürgen Graf, « David Irving and the Aktion Reinhardt Camps », Inconvenient History, Volume 1, No. 2, 2009.

de leur part. En tant que fondamentalistes de l'Holocauste, nos opposants acceptent sans sourciller les sources les plus fallacieuses tant qu'elles soutiennent leur récit. Jamais ils n'admettraient que certains documents aient pu être manipulés ou fabriqués, que certains aveux de « responsables nazis » aient pu être obtenus sous la contrainte, ou que certains témoins oculaires aient pu mentir. Si les déclarations d'un témoin oculaire autoproclamé sont si farfelues que même les blogueurs controversés ne peuvent prétendre qu'elles sont vraies, ces derniers concluent plutôt que le témoin en question a simplement commis une erreur excusable. Se référant à des « témoins » qui ont revendiqué deux, voire trois millions de victimes pour ***chacun*** des trois camps Reinhardt, nos adversaires ont l'audace de parler de *« surestimations de la part de survivants désorientés »* ! (p. 17)

À maintes reprises, les auteurs de Holocaust Controversies s'appuient sur des preuves manifestement fausses pour avancer leurs affirmations. Je pourrais citer de nombreux exemples, mais je me limiterai ici à trois : les arguments relatifs au fameux rapport Gerstein, au prétendu massacre de Babi Yar et à la fusillade imaginaire d'*Erntefest* à Majdanek.

1.3.1. Le rapport Gerstein

Les étranges « aveux » de l'officier SS Kurt Gerstein, atteint de troubles mentaux, ayant toujours été la pierre angulaire du mythe du camp d'extermination de Bełżec, l'orthodoxie de l'Holocauste n'a d'autre choix que de présenter cet homme comme un témoin crédible – du moins lorsque son rôle embarrassant dans l'histoire ne peut pas être complètement éludé. Et bien sûr, Nicholas Terry, auteur du premier chapitre du livre (*The Hoax That Dare Not Speak Its Name*), affirme qu'il est *« difficile pour les négationnistes d'expliquer »* pourquoi Gerstein a donné une *« description détaillée des chambres à gaz de Bełżec »* (p. 70). Certes, Terry n'a peut-être pas lu le livre de Mattogno sur le rapport Gerstein[38] (parce qu'il ne l'a pas trouvé dans une bibliothèque anglaise, voir p. 53), mais il connaît certainement la magnifique analyse d'Henri Roques sur les six versions différentes du rapport[39], qui suffit amplement à « réduire en bouillie » cette source de preuves, comme pourrait le dire Sergey Romanov, le copain de Terry. Cependant, si les critiques de Mattogno et Roques sont effectivement concluantes, le simple bon sens suffit à juger de la valeur de Gerstein en tant que témoin. Non content d'affirmer qu'à Bełżec, 700 à 800 victimes ont été entassées dans une chambre à gaz d'une superficie de 25 m², Gerstein a également affirmé qu'au total, 20 millions de personnes ont été gazées par les « nazis » ! Et ce ne sont là que deux des absurdités les plus saillantes de ses « confessions ». Dans son

[38] Carlo Mattogno, *Il rapporto Gerstein. Anatomia di un falso*, Sentinella d'Italia, Monfalcone 1985.

[39] André Chelain, *La thèse de Nantes et l'affaire Roques*, Polémiques, Paris 1989.

ensemble, le rapport est à peu près aussi crédible que les confessions des sorcières médiévales sur leurs orgies sauvages avec le diable. Le fait que Terry soit obligé de citer ce texte comme une source fiable montre toute l'étendue de son désespoir. Qui d'autre que les non-informés peut espérer tromper cet historien de troisième ordre ?

1.3.2. Le prétendu massacre de Babi Yar

De toutes les fusillades de masse qui auraient été perpétrées par les Allemands et leurs auxiliaires locaux sur le front de l'Est, le massacre de Babi Yar est le plus célèbre. Le 29 septembre 1941, 33 711 juifs auraient été tués dans le ravin de Babi Yar, près de Kiev. Comme on pouvait s'y attendre, Jonathan Harrison accepte sans critique la version officielle de Babi Yar dans son chapitre sur l'« Extermination des Juifs soviétiques, juin 1941–mars 1942 ». (p. 100)

Udo Walendy [40] et Herbert Tiedemann [41] ont documenté la folle invraisemblance de la version officielle de Babi Yar. Pour ne citer qu'un exemple, les différents « témoins » de ce crime présumé se contredisent de manière flagrante sur la question la plus élémentaire de l'identification de l'instrument de mise à mort : les victimes ont été abattues au fusil ou à la mitraillette, ou massacrées à la baïonnette, ou enterrées vivantes, ou explosées par des mines, ou écrasées par des chars, ou tuées au moyen d'injections létales, ou noyées dans le Dniepr, ou soufflées par des grenades à main, ou ont eu la tête écrasée par des pierres, ou ont été asphyxiées dans des fourgons à gaz.[41] Il va sans dire qu'aucune de ces divergences embarrassantes n'est mentionnée par Harrison.

Si les Allemands avaient réellement assassiné plus de 33 000 juifs dans les environs de Kiev les 29 et 30 septembre 1941, le gouvernement soviétique aurait appris cette atrocité dans les jours qui ont suivi et l'aurait immédiatement dénoncée dans les termes les plus forts. Or, la première mention officielle du « massacre » n'est intervenue que très tardivement. Le 6 janvier 1942, le Ministre soviétique des affaires étrangères, V. Molotov, déclare qu'un « grand nombre » de juifs ont été déshabillés, battus (!) et fusillés dans le cimetière juif de Kiev.[41]

Voilà pour les « témoignages oculaires ». Qu'en est-il des restes médico-légaux ?

Selon la version officielle de l'histoire de Babi Yar, les corps des victimes ont été déterrés et brûlés par les SS en septembre 1943, alors que l'armée rouge s'approchait de la capitale ukrainienne, afin de détruire toute preuve du crime. Si

---

[40] Udo Walendy, « Babi Jar. Die Schlucht mit den '33,711 ermordeten Juden' », (Le gouffre aux 33,711 Juifs assassinés). Historische Tatsachen, no. 51, Verlag für Volkstum und Zeitgeschichtsforschung, Vlotho 1992.

[41] Herbert Tiedemann, « Babi Yar. Critical Questions and Comments », dans Germar Rudolf (éd.), Dissecting the Holocaust, 2e édition, Theses & Dissertations Press, Chicago 2003, pp. 501-528.

l'on en croit les « témoins », cette action de crémation massive s'est achevée juste avant la fin du mois.[42] Or, le 26 septembre, la Luftwaffe allemande a effectué une mission de reconnaissance au-dessus de Kiev, prenant des photographies aériennes de nombreuses parties de la ville, dont le quartier où se trouvait Babi Yar. En 1992, le chercheur révisionniste John Ball a obtenu des archives américaines une copie de la photographie de Babi Yar et l'a publiée. Son commentaire résume ce que tout observateur objectif peut constater sur la photographie elle-même.[43]

> *« Les photos aériennes de 1943 du ravin de Babi Yar et du cimetière juif adjacent à Kiev révèlent que ni le sol ni la végétation ne sont perturbés, comme on pourrait s'y attendre si des matériaux et du carburant avaient été transportés une semaine plus tôt vers des centaines d'ouvriers qui avaient déterré et brûlé des dizaines de milliers de corps en un mois ».*

Toutefois, il convient de noter que l'assassinat de 33 711 juifs près de Kiev est bel et bien mentionné dans l'un des rapports des Einsatzgruppen.[44] Ainsi, soit le rapport est un faux, soit il est formellement authentique mais historiquement inexact. Dans les deux cas, le rapport jette des doutes sur l'authenticité ou la véracité des rapports des Einsatzgruppen dans leur ensemble.

Cela signifie-t-il qu'***aucun*** juif n'a été abattu près de Kiev à la fin du mois de septembre 1941 ? En effet, ce n'est pas le cas. Dès que les troupes allemandes ont occupé la capitale ukrainienne, le 19 septembre 1941, de formidables explosions ont secoué la ville et, le 25 septembre, un grand incendie a causé des dégâts considérables. En peu de temps, des mines ont détruit presque tous les bâtiments publics et des centaines de soldats allemands et de civils ukrainiens ont péri.[45] Face à ce type d'activité terroriste, l'armée allemande a réagi comme les armées d'occupation l'ont fait tout au long de l'histoire face à des provocations similaires : en exerçant des représailles. Si l'on me présentait des preuves tangibles que deux ou trois mille juifs ont effectivement été fusillés vers la fin du mois de septembre 1941, je ne serais pas très surpris. Comme les Allemands n'auraient pas voulu s'aliéner les Ukrainiens de souche (dont beaucoup les avaient accueillis comme des libérateurs du joug « juif » et communiste), selon la sinistre logique de la guerre, les juifs locaux seraient apparus comme la cible naturelle de ces représailles.

Quoi qu'il en soit, des questions cruciales restent sans réponse. Si un certain nombre de juifs ont effectivement été tués, et si le massacre lui-même a eu lieu en

---

[42] Selon le procès-verbal de Nuremberg, les témoins Ostrovski & Co. se sont enfuis le 29 septembre, ce qui implique que l'opération de crémation venait de s'achever (c'est pourquoi les SS auraient alors tiré sur les équipes de travail). TMI, vol. VII, p. 556.

[43] John Ball, *Air Photo Evidence*, Ball Ressource Service, Delta 1992, p. 108.

[44] 102-R.

[45] Herbert Tiedemann, « Critical Questions and Comments », *op. cit.*

un seul endroit à Babi Yar, pourquoi les différents rapports de « témoins oculaires » font-ils état de méthodes de massacre aussi différentes – et absurdes ? D'autre part, si les représailles ont eu lieu à un autre endroit (et en fait, Babi Yar n'est pas du tout mentionné dans le rapport respectif des Einsatzgruppen), pourquoi les Soviétiques n'ont-ils pas identifié correctement le lieu d'exécution ? Après tout, en l'absence d'observateurs externes pour vérifier leurs affirmations, ils auraient pu faire autant de victimes qu'ils le souhaitaient dans un sens ou dans l'autre.

1.3.3. Le massacre imaginaire de l'« *Erntefest* »

Le 24 juillet 1944, le camp de concentration de Majdanek, près de Lublin, en Pologne, est envahi par l'armée rouge. Trois semaines plus tard, une commission polono-soviétique a « établi » que pas moins de 1,5 million de prisonniers avaient été assassinés dans le camp. Les recherches ultérieures des historiens polonais ont cependant réduit ce chiffre, d'abord à 360 000 en 1948, puis à 235 000 en 1992.[46] En 2005, Tomasz Kranz, directeur du département de recherche de l'institution commémorative de Majdanek, a fait sensation en révisant une nouvelle fois à la baisse le nombre de victimes, cette fois à 78 000.[47] Pourtant, comme je l'ai montré dans un article publié pour la première fois en 2008, le chiffre de Kranz est encore trop élevé d'au moins 28 000 morts.[48] En outre, dans le livre sur Majdanek qu'il a coécrit avec moi et qui a été publié pour la première fois en allemand en 1998, Carlo Mattogno est parvenu à la conclusion qu'environ 42 200 prisonniers avaient péri à Majdanek,[46] un chiffre qui pourrait en fait être trop bas, mais seulement de quelques milliers.[48] Ainsi, les historiens orthodoxes, qui disposaient depuis le début de tous les documents pertinents, avaient menti avec impudence et ténacité pendant des décennies, tandis que deux « négationnistes », aux ressources limitées, qui n'avaient passé que quelques jours dans les archives de Majdanek, s'approchaient de la vérité ! Il va sans dire que nos cinq opposants préféreraient se mordre la langue plutôt que de reconnaître ce fait embarrassant.

La révision surprenante de Kranz a sérieusement ébranlé la crédibilité de l'histoire officielle du camp – à supposer, bien sûr, qu'elle ait jamais été crédible. Souhaitant manifestement limiter les dégâts, Kranz a tenté de sauver les deux piliers centraux de la légende du « camp d'extermination » en ce qui concerne

---

[46] Jürgen Graf, Carlo Mattogno, *Concentration Camp Majdanek. A Historical and Technical Study*, 3e édition, The Barnes Review, Washington, DC, 2012, chapitre 4.

[47] Tomasz Kranz, « Ewidencja zgonów I śmiertelność więźniów KL Lublin », in Zeszyty Majdanka XXIII (2005).

[48] Jürgen Graf, « Révision du nombre des victimes de Majdanek », Sans Concession n° 42-45 (septembre décembre 2008). Traduction anglaise : « Official Reductions of the Majdanek Death Toll » in : Jürgen Graf, Carlo Mattogno, Camp de concentration de Majdanek, *op. cit.* (note 46), pp. 260-274.

Majdanek : le mensonge selon lequel il y a eu des gazages homicides au camp (dans un article ultérieur, il affirme que 11 000 à 12 000 prisonniers ont été tués[49]) et le mensonge selon lequel 17 000 juifs, auparavant employés dans des sites de production d'armement, y ont été fusillés le 3 novembre 1943. Avec le meurtre présumé de 25 000 travailleurs juifs qui auraient été fusillés le même jour dans deux camps satellites de Majdanek, Poniatowa et Trawniki, ce massacre inventé a inexplicablement trouvé sa place dans la mythologie de l'Holocauste sous le nom d'« *Aktion Erntefest* » ou « Opération Fête de la moisson ». Comme on pouvait s'y attendre, Nicholas Terry approuve sans réserve cette histoire (pp. 233 et suivantes).

Une semaine avant la prétendue fusillade, Oswald Pohl, chef du bureau principal économique et administratif de la SS (*Wirtschafts- und Verwaltungshauptamt*, ou SS-WVHA), avait envoyé une directive aux commandants de tous les camps de concentration, y compris Majdanek. Le texte déclarait notamment :[50]

> *« À partir de rien, nous avons créé des sites de production d'armement qui n'ont pas d'équivalent dans le monde. Nous devons maintenant tout faire pour que les résultats obtenus jusqu'à présent soient non seulement maintenus, mais constamment augmentés. Comme les usines et les fabriques en sont l'élément vital, cela ne peut se faire qu'en maintenant et en augmentant la capacité de travail des détenus. »*

Cette directive montre à quel point l'industrie militaire allemande avait désespérément besoin de travailleurs, alors comment une personne saine d'esprit peut-elle sérieusement croire que les SS ont tué 42 000 d'entre eux une semaine plus tard sans aucune raison ? Il va sans dire qu'il n'existe pas la moindre preuve documentaire ou matérielle corroborant l'affirmation qu'un tel massacre a eu lieu ; comme c'est souvent le cas, toute l'histoire repose exclusivement sur des « rapports de témoins oculaires ».

Ironiquement, l'historiographie officielle polonaise ne cache pas le fait que des prisonniers malades ont été transférés d'Auschwitz à Majdanek, à la fois avant et après le prétendu massacre de l'« *Erntefest* ». Par exemple, dans l'entrée du 3 juin 1943 de sa *Chronique d'Auschwitz*, Danuta Czech indique :[51]

> *« 542 hommes et 302 femmes détenus à Majdanek ont été transférés d'Auschwitz au camp de concentration de Lublin, Majdanek ».*

Selon la même source, le 25 novembre 1943, *« l'enregistrement des détenus atteints de paludisme qui se trouvaient dans l'infirmerie des détenus et dans les blocs de récupération*

---

[49] Tomasz Kranz, « Massentötungen durch Giftgas im Konzentrationslager Majdanek », in G. Morsch, B. Perz (eds.), *op. cit.*, p. 227.

[50] Archiwum Muzeum Stutthof, I-IB 8, p. 53.

[51] Danuta Czech, *Kalendarium der Ereignisse im Konzentrationslager Auschwitz-Birkenau 1939-1945*, Rowohlt Verlag, Reinbek 1989, p. 511. (*Auschwitz Chronicle: 1939- 1945*, Henry Holt, New York, 1997).

[d'Auschwitz] a été ordonné ; les malades du paludisme seraient transférés au camp de Lublin (Majdanek) »[52]

Auschwitz, il faut le rappeler, est censé avoir été le plus grand de tous les « camps d'extermination ». Pourquoi alors les SS d'Auschwitz n'ont-ils pas tué ces « mangeurs inutiles » sur place par gazage ou injection létale, mais ont décidé de les envoyer à Majdanek – où ils n'ont pas été exterminés non plus ?

Entre le 12 décembre 1943 et mars 1944, des transports de détenus malades continuent d'arriver à Majdanek en provenance de divers autres camps du Reich.[53] Là encore, personne ne prétend que ces personnes y ont été exterminées. Apparemment, nous nous sommes trompés : loin de tuer les juifs malades et d'épargner les juifs en bonne santé, les SS ont épargné les invalides et fusillé les valides ! Une vision vraiment révolutionnaire, n'est-ce pas, Dr Terry ?

Dans le neuvième chapitre de notre livre sur Majdanek, Carlo Mattogno cite les « aveux » d'Erich Mussfeldt, ancien chef du crématorium de Majdanek, qui a décrit en captivité polonaise comment les juifs ont été abattus dans trois fossés près du bâtiment du crématorium.[54] Mattogno résume la déclaration comme suit :[55]

> *« Selon E. Mussfeldt, la tuerie a commencé à 6 ou 7 heures du matin et s'est terminée vers 17 heures, elle n'a donc pas pu durer plus de 11 heures. Les Juifs ont été liquidés par groupes de dix. En supposant que les exécutions aient eu lieu simultanément dans les trois fossés, on obtient (17 000 : 30 =) 567 exécutions distinctes. Chaque exécution a donc duré (11 x 3 600 =) environ 70 secondes. Dans ce court laps de temps, les dix personnes composant chacun des trois groupes devaient descendre dans le fossé et s'allonger sur les corps de leurs prédécesseurs, pour être fusillés à leur tour. Après les premières exécutions, les victimes auraient littéralement dû grimper sur les cadavres des victimes précédentes ».*

Cela aurait-il été possible ? Peut-être, mais seulement si tout s'était déroulé sans accroc. Quel dommage que Mussfeldt n'ait pas dit à ses interrogateurs combien de temps les SS et les juifs avaient répété la procédure pour la mener à bien ! Bien sûr, toute cette histoire est absurde : les juifs auraient su qu'ils n'avaient plus rien à perdre et auraient tenté de s'échapper ou d'organiser la résistance. Terry, qui a lu notre livre sur Majdanek, en est parfaitement conscient.

Incapable de contrer les arguments de Mattogno, l'historien britannique se contente de changer de sujet :

> *« La tentative de Mattogno de 'démystifier' les massacres dans sa brochure de 1998* [sic !] *sur Majdanek est assez faible dans sa compréhension des sources disponibles.* [...] *En outre, son*

---

[52] Ibid, p. 663.

[53] Jürgen Graf, Carlo Mattogno, *Concentration Camp Majdanek*, *op. cit.* (note 46), p. 65.

[54] Anna Zmijewska-Wiśniewska, « Zeznania szefa krematorium Ericha Muhsfeldta na temat bylego obozu koncentracynego w Lublinie (Majdanek) », *Zeszyty Majdanka* no. I, 1965.

[55] J. Graf, C. Mattogno, *Concentration Camp Majdanek, op. cit.* (note 46), p. 217.

omission/ignorance totale des massacres parallèles de Trawniki et Poniatowa signifie que nous allons simplement le renvoyer à la bibliothèque et aux archives pour qu'il traite toutes les preuves plutôt que de les sélectionner ». (p. 234)

Si Mattogno et moi-même avions écrit un livre sur l'« Opération *Erntefest* », nous aurions sans aucun doute étudié les preuves des « massacres parallèles » également, mais notre sujet était Majdanek, et un seul des dix chapitres de notre livre traitait de l'« *Erntefest* ». Comme l'idée même que les Allemands auraient pu tuer un grand nombre de travailleurs du secteur des munitions dont on avait désespérément besoin est risible dès le départ, et comme les preuves que les historiens de l'Holocauste citent pour le prétendu massacre de Majdanek sont franchement absurdes, ni Mattogno ni moi ne nous sommes sentis obligés de traiter de Trawniki et de Poniatowa. Si la partie centrale d'une histoire est totalement invraisemblable, il n'y a aucune raison de supposer que les parties secondaires sont meilleures.

Le fait que la plus grande fusillade de masse prétendument commise par les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale appartienne au domaine de la fantaisie ne signifie évidemment pas qu'aucune fusillade de juifs ou de non-juifs n'a eu lieu (aucun révisionniste sérieux n'a jamais fait une affirmation aussi farfelue), mais cela devrait faire réfléchir un « révisionniste modéré » comme Samuel Crowell, qui, dans son intéressant livre *The Gas Chamber of Sherlock Holmes*, rejette le mensonge de la chambre à gaz, mais accepte sans critique l'affirmation selon laquelle « l'Allemagne nazie » a massacré (c'est-à-dire fusillé) des « millions » de juifs.[56]

1.4. Le rôle d'Auschwitz et des camps Reinhardt dans l'historiographie orthodoxe et révisionniste

On dit que le début d'un livre est la carte de visite de son (ses) auteur(s). Jetons donc un coup d'œil à la carte de visite des cinq auteurs de *Bełżec, Sobibór, Treblinka : Operation Reinhard and Holocaust Denial*. Leur « réfutation » de Mattogno, Graf et Kues commence comme suit :

« Depuis les premiers jours de leur mouvement, les négationnistes ont largement centré leurs arguments sur le camp de la mort d'Auschwitz. Si l'on examine la littérature qui constitue ce que l'on appelle le révisionnisme de l'Holocauste, l'obsession [sic !] d'Auschwitz est sans aucun doute l'un de ses traits caractéristiques. Depuis le début des années 1990, avec l'avènement de l'Internet moderne, les négationnistes de l'Holocauste se sont emparés de l'Internet pour tenter de défendre leur cause. Jusqu'à récemment, les débats en ligne entre les partisans de la négation de l'Holocauste et leurs détracteurs se sont également concentrés sur Auschwitz. En 2005, il y a même eu un débat officiel sur Auschwitz entre plusieurs révisionnistes éminents et leurs

[56] Samuel Crowell, *The Gas Chambers of Sherlock Holmes*, Nine-Banded Books, Charlestown Charlestown, 2011, p. xiv.

détracteurs, organisé sur le forum Real Open Debate on the Holocaust. À peu près à la même époque, cependant, un changement notable dans le discours révisionniste a commencé à se faire sentir. Après avoir longtemps débattu d'Auschwitz, et perdu ces arguments en audience publique lors du procès en diffamation Irving contre Lipstadt en 2000, les négationnistes ont commencé à s'intéresser aux camps de Belzec, Sobibor et Treblinka, connus sous le nom d'Aktion Reinhard. Bien que ces camps aient été évoqués en passant dans de nombreux ouvrages révisionnistes plus anciens, ce n'est qu'au milieu des années 2000 qu'ils sont devenus une véritable fixation pour les négationnistes ». (p. 6)

L'affirmation selon laquelle les « négationnistes » n'ont commencé à s'intéresser aux camps Reinhardt qu'*« après avoir si longtemps débattu d'Auschwitz, et perdu ces arguments en audience publique lors du procès en diffamation Irving contre Lipstadt en 2000 »* est d'un ridicule inouï. Considérons ce qui suit :

- David Irving est un brillant historien de la Seconde Guerre mondiale, mais il n'est absolument pas un expert de l'Holocauste. En fait, il n'a jamais écrit un article scientifique, et encore moins un livre sur le sujet.
- Comme je l'ai montré dans mon article « David Irving et les camps de l'Aktion Reinhardt », Irving n'est pas, et n'a jamais été, un révisionniste systématique techniquement informé. Les seuls aspects de l'histoire officielle de l'Holocauste qu'il conteste sont les prétendus gazages dans les crématoires d'Auschwitz I et de Birkenau et le *Führerbefehl*.
- Lors du procès Irving contre Lipstadt en 2000, le juge Charles Gray n'a pas eu à décider si l'Holocauste est un fait historique ou non. Cela aurait dépassé ses compétences. Il devait seulement décider si Lipstadt et les livres Penguin avaient diffamé Irving en le traitant de « négateur de l'Holocauste », et il a décidé que ce n'était pas le cas.
- En ce qui concerne Auschwitz en particulier, Gray *a* néanmoins outrepassé sa compétence de juge, en se prononçant sur ce qu'un « historien objectif et impartial » devrait ou ne devrait pas « avoir de sérieuses raisons de douter » :[57]

« Après avoir examiné les divers arguments avancés par Irving pour contester l'effet des preuves convergentes invoquées par les défendeurs, je conclus qu'aucun historien objectif et impartial n'aurait de raison sérieuse de douter de l'existence de chambres à gaz à Auschwitz et de leur fonctionnement à grande échelle pour tuer des centaines de milliers de juifs ».

Sur ce point, les Controversial Bloggers ont certainement raison : Gray a effectivement « statué » sur Auschwitz. Le problème réside dans l'implication que le révisionnisme *en général* « [a perdu] ces arguments en audience publique », alors que la vérité est que, pour l'essentiel, « ces arguments » n'ont jamais été entendus par le tribunal. Ce que le tribunal a entendu à la place, ce sont les arguments

[57] Angleterre et Pays de Galles High Court (Queen's Bench Division), « Decision David Irving v. Penguin Books Limited, Deborah E. Lipstadt, » 13.91.

d'Irving, et en se défendant de l'accusation de « négationnisme », Irving s'est vu contraint de prendre ses distances avec les experts révisionnistes – régulièrement diffamés comme « négationnistes » – qui auraient pu l'aider à gagner son procès. L'issue de l'affaire Irving contre Lipstadt a peut-être été une défaite pour un historien mal informé doté d'une mauvaise stratégie juridique, mais elle n'a en aucun cas été une défaite pour le révisionnisme scientifique.

- Enfin, l'implication selon laquelle les révisionnistes, ayant perdu l'argument sur Auschwitz « en audience publique », ont maintenant abandonné le terrain à leurs adversaires et se sont tournés vers les camps de l'*Aktion Reinhardt* en dernier recours, est totalement fausse. Au contraire, les révisionnistes ont aisément répondu à l'argument dit des « preuves convergentes » que Gray mentionne dans son jugement, plus particulièrement dans la critique exhaustive de Carlo Mattogno de l'« opinion d'expert » du témoin vedette de Lipstadt, Robert Jan van Pelt.[58]

En résumé, les révisionnistes n'ont pas perdu la partie sur Auschwitz, bien au contraire, et en s'intéressant récemment aux camps de l'*Aktion Reinhardt*, ils ne reculent pas, ils avancent.

Certes, il est indéniable que les révisionnistes ont d'abord concentré leur attention presque exclusivement sur Auschwitz, mais cela s'explique aisément par le fait que les exterminationnistes eux-mêmes ont dès le départ axé leur propagande sur ce camp, obligeant ainsi leurs adversaires à les rencontrer sur le champ de bataille qu'ils avaient eux-mêmes choisi.

Le fait qu'Auschwitz soit rapidement devenu la pierre angulaire du mythe de l'Holocauste est naturel pour plusieurs raisons :

a) Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe a littéralement regorgé d'anciens détenus d'Auschwitz, et nombre d'entre eux se sont empressés de décrire leur « survie miraculeuse », permettant ainsi aux médias d'inonder le monde d'un flot continu de propagande abrutissante sur Auschwitz.

b) Lors de la prise du camp, les Soviétiques ont saisi un grand nombre de documents laissés par l'administration allemande. Parmi cette masse de documents, ils ont trouvé quelques éléments pouvant être interprétés comme une confirmation des affirmations relatives aux chambres à gaz et à l'extermination, les exemples les plus célèbres étant la lettre de Karl Bischoff du 29 janvier 1943 dans laquelle il mentionne une « *Vergasungskeller* » (cave à gazage).[59]

c) Le camp d'Auschwitz est tombé presque intact aux mains de l'armée rouge, ce qui a permis aux communistes polonais de créer un site commémoratif où l'on

[58] Carlo Mattogno, *Auschwitz : The Case for Sanity*, *op. cit.*

[59] Archives du musée d'État d'Oświęcim, BW 30/34, p. 100.

pouvait faire visiter une sorte de Maison des horreurs de l'Holocauste, avec un portail portant l'inscription « *Arbeit macht frei* », des bidons vides d'un pesticide, des piles de chaussures et de lunettes, et d'autres « preuves irréfutables » d'un gigantesque meurtre de masse dans des abattoirs chimiques.

Avec Belżec, Sobibór et Treblinka, la situation était fondamentalement différente. Il y a relativement peu de « rapports de témoins oculaires » ; seule une poignée de documents a survécu ; les Allemands ont détruit les camps avant leur retraite. Dans ces conditions, les trois camps Reinhardt ne se prêtaient pas aussi facilement qu'Auschwitz à des fins de propagande. Il y a bien eu le rapport surréaliste de Kurt Gerstein sur un prétendu gazage à Belżec, et les médias ont ensuite fait de leur mieux pour promouvoir les fantasmes obscurs d'imposteurs tels que Jean-François Steiner, Martin Gray, Richard Glazar et Toivi Blatt, mais dans l'ensemble, le développement de cette partie du récit a été éclipsé par la vaste production de propagande liée à Auschwitz.

Dès le début, cependant, le mensonge d'Auschwitz a vécu en sursis. Les mêmes facteurs qui l'ont rendu si utile aux bénéficiaires de la légende ont ensuite permis aux révisionnistes de la démystifier :

a) De nombreux témoins, tels que Rudolf Höss et d'anciens membres du *Sonderkommando* du crématoire, ont décrit avec force détails les prétendus gazages. Tôt ou tard, un chercheur sceptique devait apparaître pour étudier la littérature technique sur le Zyklon B et la comparer aux « rapports des témoins oculaires ». Ce chercheur sceptique fut Robert Faurisson qui, à la fin des années 1970, fut le premier à mettre en évidence les impossibilités de la prétendue procédure de gazage.

b) Loin de corroborer l'idée d'une politique allemande d'extermination, les documents d'Auschwitz, devenus progressivement accessibles aux historiens révisionnistes, prouvent qu'une telle politique n'a pas existé :

– Les *Sterbebücher* (Livres des décès) d'Auschwitz, que les Russes ont mis à la disposition de la Croix-Rouge en 1990 et dont les données ont été publiées sous forme imprimée cinq ans plus tard[60], montrent que les enfants et les vieillards juifs n'ont pas été « gazés à leur arrivée sans être enregistrés » comme le prétend l'historiographie officielle, mais qu'ils ont été régulièrement enregistrés au camp.

– La richesse des documents relatifs à l'assistance médicale à Auschwitz[61] exclut catégoriquement la possibilité qu'il s'agisse d'un « camp d'extermination ». Des informations précieuses sur cet aspect de l'histoire du camp peuvent être glanées même dans la littérature orthodoxe sur l'Holocauste. Par exemple,

[60] Staatliches Museum Auschwitz-Birkenau (ed.), *Sterbebücher von Auschwitz*, Saur, Munich 1995.

[61] Carlo Mattogno, *Auschwitz : Assistenza sanitaria, « selezioni » e « Sonderbehandlung » dei detenuti immatricolati*, Effepi, Genova 2010.

comme l'a montré l'historien polonais Henry Świebocki, pas moins de 11 246 détenus ont subi une intervention chirurgicale à Auschwitz rien qu'entre le 10 septembre 1942 et le 23 février 1944.[62]

– Les livraisons de coke au camp de concentration d'Auschwitz sont entièrement documentées pour une période allant de février 1942 à octobre 1943 : elles s'élèvent à 1 032,5 tonnes.[63] En moyenne, environ 20 kg de coke sont nécessaires pour l'incinération d'un corps humain, ce qui signifie que 51 625 corps ont pu être incinérés à Auschwitz au cours de la période susmentionnée. Comme le montrent les *Sterbebücher*, ce chiffre correspond presque exactement au nombre de prisonniers décédés de février 1942 à octobre 1943. La seule conclusion possible est que les SS n'ont pas prévu d'incinérer les corps d'hypothétiques victimes de gazage.

– Deux documents allemands datant de la guerre, cités par Mattogno dans l'un de ses articles[64], prouvent que les cadavres des prisonniers décédés dans le camp pouvaient être transportés à tout moment vers les crématoires. La conclusion qui s'impose est que les morgues des crématoires étaient effectivement utilisées régulièrement comme morgues et qu'il est donc impossible qu'elles aient servi *de* chambres à gaz homicides déguisées en salles de douche.

c) Selon l'histoire de l'Holocauste, le *Leichenkeller* (morgue) 1 du Krematorium II d'Auschwitz-Birkenau a été l'épicentre du génocide. Robert J. van Pelt, par exemple, a affirmé que pas moins d'un demi-million de personnes ont été gazées dans cette pièce d'une superficie d'exactement 210 mètres carrés.[65] (À titre de comparaison, pendant la Seconde Guerre mondiale, 291 557 soldats américains ont été tués au combat sur tous les fronts.[66]) Mais comme *Leichenkeller* 1 a survécu jusqu'à aujourd'hui dans un état relativement intact, il est possible de prélever des échantillons de ses murs et d'autres surfaces pour les soumettre à des tests médico-légaux. Dans le cadre de recherches pionnières menées à grands frais, les révisionnistes Fred Leuchter et Germar Rudolf ont montré que des échantillons de briques et de mortier provenant des ruines, analysés dans des laboratoires indépendants, ne contiennent aucune trace pertinente des composés de ferrocyanure qui se seraient nécessairement formés si du cyanure d'hydrogène avait été régulièrement utilisé dans un tel environnement. En outre, comme l'ont

---

[62] Staatliches Museum Auschwitz-Birkenau, *Auschwitz : Studien zur Geschichte des Konzentrations- und Vernichtungslagers*, Oświęcim 1999, p. 330.

[63] Archiwum Państwowego Muzeum w Oświęcimiu, D-AUI-4, Segregator 22, 22a.

[64] Carlo Mattogno, « Die Leichenkeller der Krematorien von Birkenau im Licht der Dokumente », *Vierteljahreshefte für freie Geschichtsforschung* No. 3, 4/2003.

[65] Robert J. van Pelt, *The Case for Auschwitz*, Indiana University Press, Bloomington et Indianapolis 2002, pp. 68, 458, 469.

[66] John Whiteclay-Chambers II et al, *The Oxford Companion to American Military History*. Oxford Uni. Press, New York City 1999, p. 849. cf. http://en.wikipedia.org/wiki/United_States_military_casualties_of_war

démontré Germar Rudolf[67], Brian Renk[68] et Carlo Mattogno[69], les trous dans le plafond du *Leichenkeller* 1, par lesquels les pastilles de Zyklon B empoisonnées auraient été introduites dans la chambre à gaz, n'ont jamais existé. Le gazage des juifs dans la *Leichenkeller* 1 est littéralement un « meurtre » sans arme du crime.

À toutes fins utiles, le mythe du gazage d'Auschwitz a été démenti de manière décisive en 1994 avec la publication de l'important ouvrage collectif *Grundlagen zur Zeitgeschichte*.[70] Cela ne signifie pas qu'aucune autre recherche sur Auschwitz n'était nécessaire, bien sûr, mais cela a permis aux chercheurs révisionnistes de commencer à consacrer plus de temps et d'énergie à l'étude des autres « camps d'extermination » présumés. Fin 1995, lors de notre deuxième visite aux archives nouvellement ouvertes à Moscou, Carlo Mattogno et moi-même avons décidé d'écrire un livre sur Treblinka. Par la suite, nous avons modifié nos plans et nous avons commencé par Majdanek, car c'était un sujet beaucoup plus facile ; Treblinka viendrait ensuite, suivi de Bełżec et Chelmno (étudiés par Mattogno seul) et de Sobibór (étudié par nous deux, avec Thomas Kues, qui avait déjà écrit plusieurs articles soigneusement documentés sur ce camp).

Dans mon introduction à *Treblinka Extermination Camp or Transit Camp?* [Treblinka : camp d'extermination ou camp de transit ?] j'ai déclaré :

> *« L'historien qui veut vérifier par des méthodes scientifiques l'image des quatre « camps d'extermination pure » [les trois camps Reinhardt plus Chelmno] se voit confronté à une tâche beaucoup plus difficile que le chercheur qui s'est fixé le même objectif pour Auschwitz et Majdanek. Ce dernier peut étudier les documents de l'administration du camp, qui sont disponibles en grand nombre ; il peut examiner les quartiers – certains conservés en l'état, d'autres en ruines – qui, selon l'idée dominante, servaient de chambres à gaz pour tuer les êtres humains, pour voir si leur structure était adaptée à cette fonction et si les crématoires étaient capables de réduire en cendres le nombre de cadavres revendiqué. Toutes ces possibilités sont refusées à l'historien des 'purs camps d'extermination' ».* (Treblinka, p. 10)

C'est sans doute pour ces mêmes raisons que les blogueurs de Holocaust Controversies ont choisi d'interpeller les révisionnistes au sujet des camps Reinhardt, et non d'Auschwitz ou de Majdanek. En effet, tenter de réfuter *Auschwitz : The Case for Sanity* de Mattogno ou *Concentration Camp Majdanek* de Graf et Mattogno aurait été le comble de la folie de leur part. En ce qui concerne

---

[67] Germar Rudolf, *The Rudolf Report*, Theses & Dissertations Press, Chicago 2003.

[68] Brian Renk, « Convergence or Divergence ? On Recent Evidence for Zyklon Introduction Holes at Auschwitz-Birkenau Crematory II », Journal of Historical Review, vol. 20, no. 5, pp. 33-51.

[69] Carlo Mattogno, « Keine Löcher, keine Gaskammern », *Vierteljahreshefte für freie Geschichtsforschung* n° 3/2002, pp. 284-304 ; prolongé en anglais : « No Holes, No Holocaust », *The Revisionist* n° 4/2004, pp. 387-436.

[70] Ernst Gauss (ed.), *Grundlagen zur Zeitgeschichte*, Grabert Verlag, Tübingen 1994. Traduction anglaise élargie : Germar Rudolf (ed.), *op. cit.* (note 41).

Auschwitz et Majdanek, la position exterminationniste est sans espoir dès le départ, et les auteurs de Holocaust Controversies en sont pleinement conscients.

1.5. La prétendue « théorie du complot » révisionniste

Au début de son chapitre intitulé « The Hoax that dare not speak its Name » (Le canular qui n'ose pas dire son nom), Nicholas Terry écrit :

> *« Depuis sa création, le révisionnisme de l'Holocauste n'a cessé d'affirmer qu'on nous avait menti sur le sort des Juifs d'Europe aux mains des nazis. Même si certains négationnistes contemporains le nient, le négationnisme est impensable sans une certaine forme de théorie du complot ».* (p. 38)

Avec sa malhonnêteté habituelle, Terry présente ici une version d'homme de paille de la thèse révisionniste. Bien entendu, personne en possession de ses facultés mentales ne prétendrait sérieusement que l'histoire officiellement acceptée de l'Holocauste est le produit d'une conspiration dans laquelle les participants se sont tous mis d'accord pour supprimer la vérité et promouvoir à la place une version falsifiée des évènements convenue à l'avance. Pour réfuter l'insinuation absurde de Terry, je vais brièvement récapituler l'origine réelle de la légende.

Selon un aphorisme bien connu, la première victime de la guerre est la vérité. Au cours de la Première Guerre mondiale, les marchands d'atrocités britanniques ont accusé les Allemands de couper les mains des enfants belges, de crucifier les soldats ennemis sur les portes des églises et de distiller de la glycérine à partir des corps de leurs propres soldats morts.[71] Après la fin de la guerre, cette propagande primitive contre les « Huns » a été abandonnée. Elle n'était plus nécessaire.

En 2002 et au début de 2003, les régimes Bush et Blair aux États-Unis et au Royaume-Uni ont répandu le mensonge selon lequel Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive afin de justifier leur guerre d'agression imminente contre un pays qui, en réalité, ne pouvait pas les menacer. Quelques mois après l'occupation de l'Irak, les « armes de destruction massive » de Saddam ont été oubliées.

En septembre 1939, les Allemands conquièrent la moitié occidentale de la Pologne, où vivent de nombreuses et importantes communautés juives, puis, au cours de l'été 1941, la moitié orientale occupée par les Soviétiques. Comme les Allemands avaient beaucoup d'armes et les juifs très peu, ces derniers n'ont pas pu résister aux mesures de plus en plus dures imposées par les Allemands (ghettoïsation, enfermement dans des camps de concentration, enrôlement pour le travail forcé) qui ont rendu leur vie misérable et ont même provoqué la mort d'un grand nombre d'entre eux. Afin de mobiliser l'opinion mondiale contre les

[71] Arthur Ponsonby, *Falsehood in Wartime*, George Allen and Unwin, 1928.

bourreaux de leur peuple, les mouvements clandestins juifs de Pologne ont rapidement commencé à répandre toutes sortes d'histoires ahurissantes sur l'extermination de leurs coreligionnaires que les Allemands auraient assassinés à l'électricité, à la vapeur, au gaz et par d'autres moyens exotiques. Les blogueurs de Holocaust Controversies tentent vainement d'expliquer ces rapports contemporains embarrassants sur les installations d'électrocution, les chambres à vapeur et autres par de simples « inexactitudes », des « ouï-dire de guerre » et des « téléphone arabe » (p. 16), mais cette explication ne tient pas la route une seule minute. Pour « réduire en bouillie » cette théorie (pour reprendre la charmante formule de Sergey Romanov), il suffit de rappeler le long rapport sur les « chambres à vapeur » de Treblinka publié par le mouvement de résistance du ghetto de Varsovie le 15 novembre 1942. Je n'en citerai qu'un extrait :[72]

> *« C'est maintenant le dernier acte de la tragédie de Treblinka. La masse terrifiée d'hommes, de femmes et d'enfants entame son dernier chemin vers la mort. En tête, un groupe de femmes et d'enfants est conduit, battu par les Allemands qui l'accompagnent, fouet à la main. Le groupe est conduit de plus en plus vite, des coups de plus en plus lourds tombent sur la tête des femmes qui sont folles de peur et de souffrance.* [...] *Le sol des chambres est glissant. Les victimes glissent et tombent, et elles ne peuvent pas se relever car de nouvelles victimes poussées de force leur tombent dessus. Le chef jette les petits enfants dans la chambre par-dessus la tête des femmes. Lorsque les chambres d'exécution sont remplies, les portes sont hermétiquement fermées et la lente asphyxie des personnes commence, provoquée par la vapeur qui s'échappe des nombreuses bouches d'aération des tuyaux. Au début, des cris étouffés parviennent jusqu'à l'extérieur ; peu à peu, ils s'apaisent et, quelques minutes plus tard, l'exécution est terminée ».*

Selon un autre passage du rapport, deux millions (!) de juifs ont déjà été tués dans les chambres à vapeur de Treblinka, et les Allemands s'apprêtent à exterminer toute la population polonaise dans ces mêmes chambres !

En 1944, un rabbin genevois, Adolf Abraham Silberschein, publie un autre long rapport sur Treblinka, qu'il choisit de baptiser « Tremblinki ».[73] Le pieux rabbin n'étant apparemment pas très sûr de la méthode de mise à mort utilisée à « Tremblinki », il opte pour une synthèse créative : d'une part, il parle de « chambres à gaz » et d'autre part, il affirme que les corps des victimes, « sous l'influence de la vapeur d'eau », se sont agglutinés. Je vais maintenant citer quelques extraits de son « rapport » :

> *« Chaque jour, des groupes d'un millier de personnes étaient amenés dans les chambres à gaz et les fours.* [Tous les historiens s'accordent à dire qu'il n'y avait pas de fours crématoires à Treblinka.] *Au début, comme à leur arrivée, ils étaient conduits dans le bain*

[72] Krystyna Marczewska, Wladyslaw Ważniewski, « Treblinka w świetle Akt Delegatury Rz Rządu du na Kraji », (Treblinka à la lumière des dossiers de la délégation du gouvernement de la République polonaise pour la nation) dans : *Biuletyn Głównej Komisji Badania Zbrodni Hitlerowskich w Polsce*, volume XIX, Varsovie 1968, pp. 136 et suivantes.

[73] Adolf Abraham Silberschein, *Die Judenausrottung in Polen*, Genève 1944, vol. 3.

par les Kapos. Tous devaient enlever leurs vêtements et leurs chaussures et restaient nus. Pour mieux tromper les victimes, chacun recevait un petit morceau de savon. [...] *Le Hauptmann Sauer les a pris en charge dans la salle de réception des installations d'extermination.* [...] *Il ne manquait pas une occasion de fouetter chaque personne.* [Si des groupes de mille personnes étaient amenés chaque jour à 'Tremblinki' et si Sauer fouettait chaque victime, il devait être dans une forme physique enviable ! De manière plus pertinente, il aurait tourné en dérision la prétendue tromperie consistant à dire aux juifs qu'ils allaient prendre une douche]. *Les cellules d'extermination se remplissent toutes. Quand elles sont pleines, elles sont hermétiquement fermées, de tous côtés s'ouvrent des tuyaux d'où s'écoule le gaz. La mort par asphyxie donne une récolte rapide. Ensuite, les Kapos doivent se mettre au travail. Par des coups impitoyables, le personnel de garde les oblige à effectuer le travail. Les portes de la mort s'ouvrent – mais les cadavres ne peuvent pas être sortis individuellement, car ils se sont agglutinés les uns aux autres et ont raidi sous la vapeur d'eau.* [...] *Mais le camp de Tremblinki avait une autre spécialité : l'orchestre juif Arthur Gold y donnait des concerts et avait pour mission de jouer pour ceux qui étaient conduits à la mort !!!! Alors que des milliers de Juifs sont empoisonnés dans les chambres à gaz, les musiciens doivent jouer des mélodies joyeuses. Celui qui refusait de le faire était pendu par les pieds, tête baissée ».*

En prétendant que les auteurs de ces rapports ridicules, que Mattogno et moi-même citons abondamment dans *Treblinka*, étaient de bonne foi et n'ont fait que commettre une erreur excusable en s'appuyant sur des « ouï-dire de guerre », nos adversaires se ridiculisent une fois de plus. En fait, ces rapports sont des exemples classiques de propagande grossière sur les atrocités ; il s'agit de *canulars* évidents. La théorie du « téléphone arabe » n'explique pas non plus pourquoi la commission soviétique qui a visité Treblinka fin août 1944 et interrogé douze anciens détenus du camp a « établi » que « trois millions de personnes » (!) avaient été tuées en pompant l'air des chambres (!).[74]

À partir de décembre 1941, les rapports concoctés par divers mouvements juifs clandestins sont transmis aux organisations juives du monde entier. Le fait que la presse des pays alliés n'ait pas couvert à plusieurs reprises en première page les massacres de masse prétendument en cours[75], voire pas du tout, indique dans quelle mesure les dirigeants juifs de ces pays ont cru à ces récits grotesques. Ils étaient bien trop intelligents pour les prendre pour argent comptant.

Après la guerre, cependant, les vainqueurs ont décidé de maintenir et même d'étendre leur propagande d'extermination en temps de guerre, car contrairement aux histoires d'horreur de la Première Guerre mondiale et aux mensonges sur les

[74] Gosudarstvenny Arkhiv Rossiskoy Federatsii (Archives d'État de la Fédération de Russie), Moscou, 7021-115-9, p. 108.

[75] Voir Laurel Leff, « News of the Holocaust : Why FDR Didn Tell and the Press Didn't Ask », (Les nouvelles de l'Holocauste : pourquoi FDR ne l'a pas dit et la presse ne l'a pas demandé). http://varianfry.org/documents_english/leff_fdr_press.pdf

armes de destruction massive irakiennes, elles étaient encore très utiles aux parties intéressées :

- Les juifs sionistes influents dans les médias internationaux et les cercles politiques ont naturellement compris que le récit de l'Holocauste leur donnerait le statut de nation martyre, victime d'un crime d'une ampleur sans précédent. Désormais, toute personne critiquant le judaïsme organisé, ses objectifs et ses méthodes pouvait automatiquement être fustigée comme un « vil antisémite » désireux de perpétrer un nouvel Holocauste. Ce musellement des voix dissidentes a rendu possible la création anachronique de l'État moderne d'Israël en 1948. À cette époque, la Grande-Bretagne venait d'accorder l'indépendance à l'Inde et des dizaines d'autres territoires asiatiques et africains s'efforçaient de se défaire de la domination de l'homme blanc. Pourtant, au moment même de la décolonisation mondiale, les sionistes ont été autorisés à lancer une nouvelle entreprise coloniale au Proche-Orient, avec des conséquences terribles pour le peuple palestinien. L'ancien ambassadeur d'Israël aux Nations unies, Abba Eban, n'a pas caché que l'Holocauste avait joué un rôle déterminant dans la fondation de l'entité sioniste :[76]

« L'une des raisons de cette victoire vraiment stupéfiante était sans le moindre doute la Shoa. La mémoire du génocide était encore vivante ».

- Malgré l'animosité qui a toujours caractérisé les relations polono-juives, les Polonais ont également bénéficié du canular de l'Holocauste. Après tout, la Pologne avait annexé de vastes étendues de territoire allemand à la fin de la guerre et expulsé brutalement l'écrasante majorité de sa population d'origine allemande. Pour justifier ce crime contre l'humanité, les Polonais avaient donc besoin d'un crime allemand encore plus odieux : l'Holocauste. Cependant, pour que l'histoire de l'Holocauste soit largement crue, il fallait lui donner un minimum de cohérence. Comme il n'était tout simplement pas crédible que les Allemands aient utilisé dans leurs « camps d'extermination » un large éventail de méthodes de mise à mort farfelues, voire irréalisables – les chambres à vapeur, les installations souterraines d'électrocution, etc. – Elles ont finalement été reléguées dans le trou de la mémoire et remplacées par des chambres à gaz homicides utilisant des gaz toxiques.
- Pour les Alliés occidentaux et l'Union soviétique, le récit de l'extermination des juifs était également d'une grande utilité, car il leur permettait d'étouffer leurs propres crimes, tels que les bombardements aveugles des villes allemandes et le massacre de Katyn. Grâce à l'histoire

[76] Cité dans Sans Concession, n° 67-70, octobre 2011, p. 15.

de l'Holocauste, Staline a pu endosser le rôle du sauveur qui a libéré la moitié de l'Europe d'une tyrannie encore plus cruelle que la sienne. Plus important encore, les puissances victorieuses ont pu utiliser le mythe de l'Holocauste pour empêcher toute résurgence du nationalisme allemand. Il leur a permis d'empoisonner le peuple allemand avec un complexe de culpabilité collective qui a rendu les Allemands incapables de défendre leurs intérêts nationaux.

Comme nous pouvons le constater, aucune « théorie du complot » n'est nécessaire pour expliquer la naissance du mythe de l'Holocauste et sa survie après 1945. Il s'agit plutôt d'une « mystification » (canular), comme l'a surnommée Arthur Butz dans son étude phare de 1976, *La mystification du XX^e siècle*[77], née des exigences de la propagande de guerre et perpétuée depuis lors parce qu'elle sert les intérêts convergents de diverses parties nationales et transnationales qui ont à la fois la volonté et les moyens de la faire accepter par le public. Dans un excellent article récent intitulé « The Non-Jewish stake in the Holocaust mythology »[78], le révisionniste Paul Grubach expose les nombreuses raisons pour lesquelles le canular continue d'être défendu avec ténacité, même six décennies et demie après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

1.6. L'absurdité écrasante de la version officielle des évènements

La version officielle de ce qui s'est passé dans les camps Reinhardt peut être résumée en quelques phrases :

Bełżec, Sobibór et Treblinka étaient de « purs camps d'extermination ». À l'exception d'une poignée d'*Arbeitsjuden* nécessaires au fonctionnement des camps et de quelques petits groupes de juifs redirigés vers Majdanek ou des camps de travail plus petits dans le district de Lublin, tous les juifs déportés vers ces trois camps étaient immédiatement gazés aux gaz d'échappement des moteurs sans enregistrement préalable, qu'ils soient valides ou non. Les camps Reinhardt ne disposant pas de fours crématoires, les corps des victimes du gazage ont dû être brûlés en plein air, la plupart du temps après avoir été enterrés.

De nombreux arguments peuvent être avancés pour démontrer l'absurdité de ce récit, comme cela apparaîtra clairement au cours de cet ouvrage. Pour l'instant, nous n'en retiendrons que deux.

1.6.1. La prétendue extermination des juifs valides

[77] Arthur Butz, *The Hoax of the Twentieth Century*, Historical Review Press, Brighton 1976.

[78] www.inconvenienthistory.com/archive/2010/volume_2/number_1/non_jewish_stake_in_holocaust_mythology.php

Nombre de documents allemands, pour la plupart cités par Mattogno et moi-même dans nos ouvrages sur les camps, prouvent que l'industrie allemande avait un besoin constant et désespéré de main d'œuvre pendant la guerre. Un seul exemple suffira ici. Le 28 décembre 1942, alarmé par le taux de mortalité élevé des détenus dû aux épidémies, Richard Glücks, chef de l'inspection des camps de concentration de la SS-WVHA, envoie une circulaire à tous les commandants des camps de concentration, les rendant personnellement responsables du maintien des détenus dans un état apte au travail. Glücks déclare :[79]

> *« Les premiers médecins des camps doivent utiliser tous les moyens à leur disposition pour réduire considérablement la mortalité dans les différents camps. [...] Le Reichsführer-SS a ordonné que la mortalité diminue absolument »*

Comment une personne raisonnable peut-elle croire que les Allemands étaient assez stupides pour tuer des centaines de milliers de travailleurs précieux ? Dans ce contexte, il convient de rappeler que, même selon la version orthodoxe des évènements, les juifs valides n'ont *pas* été exterminés à Auschwitz. Et pourtant, dans les camps dits de l'*Aktion Reinhardt*, peu de juifs valides auraient survécu aux prétendus processus de sélection et d'extermination. Aucun historien de l'Holocauste n'a jamais pu expliquer cette contradiction flagrante.

1.6.2. Les crématoires manquants

Les camps de concentration « normaux » comme Buchenwald et Dachau, pour lesquels aucun massacre n'est allégué aujourd'hui, étaient équipés de crématoires pour l'élimination des corps des détenus décédés pendant leur détention, mais, inexplicablement, les SS ont oublié d'installer des crématoires dans les « camps d'extermination pure », où ils auraient été bien plus urgents. En conséquence, un million et demi de cadavres auraient dû être brûlés avec des moyens manuels primitifs en plein air, dont près d'un demi-million en hiver ![80]

Au lieu de rejeter cette insulte à la saine raison humaine, nos adversaires de Holocaust Controversies l'approuvent sans réserve et l'intègrent à leur récit. Qui est déraisonnable ?

1.6.3. La genèse des prétendues chambres à gaz

L'aspect le plus fou de la version officielle des évènements, cependant, est son explication de la genèse des prétendues chambres à gaz des camps de l'*Aktion Reinhardt*. Pour illustrer ce point, je ne peux faire mieux que de citer ce que Carlo Mattogno a écrit à ce sujet dans *Sobibór* :

---

[79] NO-1523.

[80] Les corps de 434 000 juifs qui auraient été tués à Belzec, où la crémation aurait commencé en décembre 1942, ainsi que les corps de quelques dizaines de milliers de juifs qui auraient été assassinés à Sobibor.

« L'Encyclopédie de l'Holocauste veut nous faire croire que les SS devaient envisager 'l'assassinat des 2 284 000 juifs vivant alors dans les cinq districts du Gouvernement général' dans le cadre de l'Aktion Reinhardt. Pour réaliser cet objectif, les planificateurs SS auraient construit un seul camp d'extermination – Bełżec – avec une installation de gazage absolument ridicule au regard de sa tâche : trois chambres à gaz d'une superficie totale de 96 mètres carrés. [...]

À Sobibór, construit pour pallier les insuffisances de Bełżec, les SS ont également installé trois chambres à gaz, mais elles étaient encore plus petites, 36 mètres carrés en tout ou, si l'on suit la sentence du procès de Sobibór à Hagen, trois chambres de 4 mètres sur 4, soit 48 mètres carrés en tout !

Ce n'est que lentement et péniblement que les SS auraient réalisé que 'les chambres à gaz s'avéraient trop petites, que le 'rendement' du camp de Sobibór était trop faible' et qu'ils auraient donc décidé de construire trois autres chambres de la même taille, de 4 mètres sur 4, pour atteindre un total de 96 mètres carrés. [...]

À Treblinka, le dernier des prétendus camps d'extermination de l'Est à avoir été mis en place et censé avoir été construit sur la base de l'expérience acquise à Bełżec et Sobibór, la même erreur a été commise : une fois de plus, trois petites chambres à gaz sont revendiquées, de 4 mètres sur 4 = 16 mètres carrés chacune, avec un total de 48 mètres carrés, exactement comme celles de Sobibór, qui s'étaient avérées trop petites ! Et, comme à Bełżec, les premières chambres à gaz ont été remplacées par 'six ou dix' (!) nouvelles chambres, de 8 mètres sur 4 chacune. En outre, pour rendre les choses encore plus absurdes, les anciennes chambres à gaz de Bełżec ont été démolies au lieu d'être laissées intactes ou réparées afin d'assurer une plus grande capacité d'extermination. [...]

Par conséquent, le SS-Obersturmführer Richard Thomalla, qui aurait construit les trois prétendus camps d'extermination de l'Aktion Reinhardt, l'un après l'autre, aurait été un parfait imbécile, si l'on suivait l'historiographie dominante de l'Holocauste, et plus encore Wirth et Globocnik, qui lui avaient ordonné de faire le travail. En réalité, c'est l'histoire dominante de l'Holocauste qui revêt le bonnet du bouffon ». (pp. 260-262)

En effet ! Si les Nationaux-Socialistes avaient vraiment essayé de mettre en œuvre leurs prétendus objectifs génocidaires de la manière résumée par Mattogno, ils auraient été les plus grands crétins depuis l'extinction de l'homme de Neandertal. Mais ils auraient alors bien sûr perdu la guerre dès le premier jour.

Avec le manque de documents et l'absurdité des rapports des témoins oculaires, l'inanité de ce récit de la genèse des prétendues chambres à gaz de l'Aktion Reinhardt est sans aucun doute la raison pour laquelle très peu d'historiens de l'Holocauste ont voulu traiter de ces camps en détail. Dans les premiers chapitres de *Treblinka et de Sobibór*, je présente une étude de la littérature existante sur ces camps, montrant que les quelques travaux ayant une quelconque prétention à l'érudition sont tous basés sur des sources bidon et que les bavures de menteurs éhontés sont acceptées comme des classiques de la littérature sur Treblinka et Sobibór. Comme on pouvait s'y attendre, nos blogueurs controversés ne tentent pas de réfuter cette évaluation, à moins bien sûr de

considérer comme une « réfutation » la seule phrase qu'ils consacrent à mon étude de la littérature :

> *« Si Graf suppose qu'écrire des coups de gueule et des commentaires sarcastiques à l'encontre des auteurs de mémoires et des historiens sur les camps est considéré comme une revue de littérature digne de ce nom, il se trompe lourdement. »* (p. 13.)

En réalité, prétendre que les travaux de ces « mémorialistes » et « historiens » ont un quelconque mérite est un peu excessif, même pour nos cinq intrépides blogueurs. Comment peut-on prétendre discerner un goût d'authenticité dans les livres d'un Vasily Grossman ou d'un Stanislaw Szmajzner ? Comment justifier un faussaire éhonté comme Yitzhak Arad qui, dans son « ouvrage de référence » sur les camps, falsifie impudemment le rapport du mouvement de résistance juif du 15 novembre 1942, en remplaçant les embarrassantes « chambres à vapeur » de Treblinka par des « chambres à gaz » ?[81] Comme je l'ai souligné dans *Sobibór*, le seul historien orthodoxe de l'*Aktion Reinhardt* qui mérite un peu de respect est Jules Schelvis, mais même lui est incapable de prouver dans son livre sur le camp qu'un seul juif a été gazé à Sobibór.

Nos cinq tueurs de dragons en herbe pensent pouvoir faire mieux, bien sûr. Mais comme « réfuter Mattogno, Graf et Kues » revient à défendre la version officielle de l'histoire des camps Reinhardt, truffée de contradictions et d'absurdités, leur tâche n'est pas enviable. Il n'y a pas de solution intermédiaire : les trois camps Reinhardt étaient si petits qu'ils n'ont pu accueillir qu'une infime partie des quelque 1,5 million de juifs qui y ont été déportés ; il s'agit donc nécessairement soit de camps d'extermination, comme l'affirment les historiens orthodoxes, soit de camps de transit, comme le prétendent les révisionnistes ; *tertium non datur*. Mais s'ils espèrent prouver que Bełżec, Sobibór et Treblinka étaient en fait des camps d'extermination, les Controversial Bloggers devront nécessairement faire face à toutes les absurdités sur lesquelles l'historiographie orthodoxe s'appuie pour ses « preuves » à cet égard, y compris l'histoire ridicule de la genèse des chambres à gaz.

Voyons maintenant comment Jonathan Harrison, Roberto Muehlenkamp, Jason Myers, Sergey Romanov et Nick Terry s'acquittent de cette tâche. Les résultats de leurs efforts montreront une fois pour toutes si l'histoire officielle des gazages de l'*Aktion Reinhardt* peut être sauvée par nos audacieux blogueurs, ou si, comme le mythe d'Auschwitz, elle reste condamnée à finir dans les poubelles de l'histoire – et si Yahvé nous a dupés en envoyant cinq clowns.

[81] Y. Arad, *Belzec, Sobibor, Treblinka*, *op. cit.* p. 354 et suivantes.

Chapitre 2 : Portée et importance de la présente étude

Par Carlo Mattogno

2.1. Les adversaires et leurs références

Jürgen Graf est un révisionniste depuis le début des années 1990. Il est l'auteur de nombreuses études, dont les plus importantes, totalisant plus de 900 pages, sont les suivantes :

- *Der Holocaust auf dem Prüfstand. Augenzeugenberichte versus Naturgesetze*. Guideon Burg Verlag, Bâle, 1992 ;
- *Auschwitz. Tätergeständnisse und Augenzeugen des Holocaust*. Neue Visionen GmbH, Verlag, Würenlos, 1994 ;
- *Riese auf tönernen Füssen. Raul Hilberg und sein Standardwerk über den « Holocaust »*. Castle Hill Publishers, Hastings, 1999 ;
- *Krach mirowogo porjadka* (L'effondrement de l'ordre mondial), Moscou, 2008.

Il a également écrit de nombreux articles, dont les plus importants peuvent être consultés sur le site http://juergen-graf.vho.org/.

Thomas Kues se consacre au révisionnisme depuis 2007. Il est l'auteur de nombreux articles, dont :

- « Evidence for the Presence of 'Gassed' Jews in the Occupied Eastern Territories » (série d'articles en cours dans le journal en ligne Inconvenient History) ;
- « The Maly Trostenets 'Extermination Camp' – A Preliminary Historiographical Survey », Inconvenient History, vol. 3 (2011), nos. 1 et 2.
- « Tree-Felling at Treblinka », Inconvenient History, vol. 1 (2009), n° 2.
- « The Alleged First Gas Chamber Building at Sobibór » (http://codoh.com/library/document/654) ;
- « On Rudolf Höss' alleged visit to Treblinka » (http://codoh.com/library/document/652).

Son principal axe de recherche est d'ailleurs très éloigné du simple « négationnisme », puisqu'il tente de reconstituer, dans les limites des sources disponibles, le sort des juifs déportés à l'Est.

Graf et moi-même [C. Mattogno], ensemble ou séparément, avons visité les anciens camps de concentration allemands suivants, ou leurs emplacements :

– Auschwitz-Birkenau,
– Buchenwald,
– Chełmno,
– Dachau,
– Gusen,
– Mauthausen,
– Gross-Rosen,
– Lublin-Majdanek,
– Stutthof,
– Plaszów,
– Belżec,
– Sobibór,
– Treblinka,
– l'ex-ghetto de Terezín
– et le Fort IX à Kaunas.

Ensemble ou séparément, nous avons eu accès aux archives suivantes :
– Archives du camp de concentration de Dachau
– Archives fédérales de Coblence
– Archives d'État à Weimar
– Archives municipales d'Erfurt
– Archives du musée de Stutthof
– Archives du musée d'État de Gross-Rosen, Walbrzych
– Archives d'État de Katowice
– Archives du musée d'État de Majdanek
– Archives provinciales de l'État de Lublin
– Archives du musée d'État d'Auschwitz-Birkenau
– Archives de la Commission centrale d'enquête sur les crimes commis contre le peuple polonais Mémorial national, Varsovie
– Archives d'État de la Fédération de Russie, Moscou
– Archives de guerre de l'État russe, Moscou
– Bureau fédéral de sécurité de la Fédération de Russie, Moscou
– Institut d'État pour la documentation de guerre, Amsterdam
– Archives militaires d'État, Prague
– Archives du ministère de l'Intérieur de la République tchèque, Prague
– Archives du Musée juif d'État, Prague

– Archives du monument de Terezín
– Archives centrales d'État de la République slovaque, Bratislava
– Archives nationales slovaques
– Archives historiques nationales du Belarus à Minsk
– Archives centrales de l'État de Lituanie, Vilnius
– Archives nationales de Hongrie, Budapest.
– Archives d'État de Łódź
– Archives d'État du district de Lwów.

Nous avons reçu des documents d'un certain nombre d'institutions, notamment :

– Deutsches Patentamt, Berlin
– Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen, Ludwigsburg
– Institut für Zeitgeschichte, Munich
– Staatsarchiv Nürnberg, Nürnberg
– Centre de Documentation Juive Contemporaine, Paris
– Archives fédérales suisses, Berne
– National Archives, Washington D.C.
– Institut Yivo pour la recherche juive, New York
– Bibliothèque Franklin D. Roosevelt, New York
– Public Record Office (aujourd'hui au sein des Archives nationales), Kew
– Musée juif, Londres
– Bibliothèque Wiener, Londres
– Studium Polski Podziemnej, Londres
– Imperial War Museum, Londres
– Yad Vashem, Jérusalem
– Archives d'État d'Israël, Jérusalem
– Archives Friedman, Haïfa
– Riksarkivet, Stockholm.

Le fait que nos recherches se soient d'abord concentrées sur Auschwitz n'est pas dû à une quelconque « obsession » pour ce camp, mais plutôt au fait évident qu'Auschwitz était considéré à l'époque comme le « centre » de l'Holocauste, et parce qu'il existe des quantités relativement importantes de documents sur ce camp. Sur la base de l'important matériel documentaire que j'ai recueilli sur place, j'ai rédigé une série d'études systématiques sur des aspects essentiels de l'histoire du complexe d'Auschwitz, totalisant environ 3 300 pages :

- *The Central Construction Office of the Waffen-SS and Police Auschwitz*. Theses & Dissertations Press, Chicago, 2005 ;
- *Auschwitz : The First Gassing. Rumor and Reality*. Theses & Dissertations Press, Chicago, 2005 ; 2e édition, The Barnes Review, Washington, DC, 2012 ;
- *Auschwitz : Crematorium I and the Alleged Homicidal Gassings*. Theses & Dissertations Press, Chicago, 2005 ;
- *The Bunkers of Auschwitz. Black Propaganda versus History*. Theses & Dissertations Press, Chicago, 2004 ;
- *Special Treatment in Auschwitz. Origine and Meaning of a Term*. Theses & Dissertations Press, Chicago, 2004 ;
- *Auschwitz : Open Air Incinerations*. Theses & Dissertations Press, Chicago, 2005 ;
- *Auschwitz : assistenza sanitaria, « selection » e « Sonderbehandlung » dei detenuti immatricolati*. Effepi, Genova, 2010 ;
- *Auschwitz : Open Air Incinerations*. Theses & Dissertations Press, Chicago, 2005 ;
- *Auschwitz : The Case for Sanity. A historical & technical study of Jean-Claude Pressac's Criminal Traces and Robert Jan van Pelt's Convergence of Evidence*, 2 vols (*Une étude historique et technique des Traces criminelles de Jean-Claude Pressac et de la Convergence des preuves de Robert Jan van Pelt*, 2 volumes), The Barnes Review, Washington, DC, 2010 ;
- *I forni crematori di Auschwitz. Studio storico-tecnico con la collaboration del dott. ing. Franco Deana*. 2 volumes, Effepi, Gênes, 2012.

Au cours d'années de recherche, menées avec des ressources limitées et au prix de grands sacrifices personnels, Graf et moi-même avons rassemblé une abondante documentation sur les anciens camps de concentration de Lublin-Majdanek et de Stutthof, documentation corroborée par une inspection minutieuse des installations des camps eux-mêmes. Sur la base de cette documentation, nous avons co-écrit les études suivantes :

- *Concentration Camp Majdanek : A Historical and Technical Study* (Le camp de concentration de Majdanek : une étude historique et technique). Theses & Dissertations Press, Chicago, 2003 ; 2e édition, The Barnes Review, Washington, DC, 2012, et
- *Concentration Camp Stutthof and its Function in National Socialist Jewish Policy* (Le camp de concentration de Stutthof et sa fonction dans la politique juive nationale-socialiste). Theses & Dissertations Press, Chicago, 2003.

Tous les livres mentionnés ci-dessus offrent une abondante moisson de matériel (documents, témoignages, photographies, comparaisons matérielles) qui

avait été précédemment inconnu ou ignoré, de sorte que rejeter ce matériel d'emblée comme simplement « négationniste » n'a pas de sens.

D'un point de vue strictement révisionniste (c'est-à-dire critique), la recherche de documents a été dictée par l'observation que, en ce qui concerne la question des prétendues chambres à gaz homicides, la « confiance justifiée » dans l'historiographie de l'Holocauste est inversement proportionnelle à la documentation examinée ; autrement dit, plus la documentation est importante et riche, plus il est difficile de démontrer l'existence (présumée) des chambres à gaz homicides et plus il devient facile de réfuter les arguments connexes en faveur de leur existence. Il en va de même pour les arguments orthodoxes critiquant le révisionnisme : plus la documentation est abondante et riche, plus les arguments de nos détracteurs exterminationnistes sont insignifiants. La démonstration la plus évidente de ce schéma se trouve dans les exemples d'Auschwitz, de Majdanek et de Stutthof.

La raison de ce schéma réside dans le fait qu'il est plus difficile de déformer systématiquement une masse énorme de documents qui, précisément en raison de leur abondance, permettent généralement de comprendre efficacement les évènements auxquels ils se rapportent. En outre, il est tout aussi difficile de réfuter une véritable convergence de preuves documentaires.

En revanche, lorsque la documentation est quasi inexistante, comme dans le cas des camps de l'« Aktion Reinhardt », la « reconstruction » liée à l'Holocauste est nécessairement conjecturale et repose presque exclusivement sur des témoignages. Même si, par la suite, les partisans de la thèse exterminationniste prétendent apporter des « preuves matérielles », il s'avère, après un examen critique, qu'il ne s'agit que de poudre aux yeux.

Au cours de nos recherches, Graf et moi-même n'avons pas négligé d'examiner les documents existants concernant ces camps, aussi rares soient-ils ; nous avons également trouvé des témoignages, des rapports et toute une série d'autres éléments qui avaient été inconnus ou ignorés auparavant. Ces recherches ont abouti à la rédaction de trois livres, un pour chacun des trois principaux camps de l'« Aktion Reinhardt » (le quatrième étant Lublin-Majdanek) :

- *Bełżec in Propaganda, Testimonies, Archeological Research, and History* (Bełżec dans la propagande, les témoignages, la recherche archéologique et l'histoire). Theses & Dissertations Press, Chicago 2004 ;
- *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp ?* (Treblinka. Camp d'extermination ou camp de transit ?) Theses & Dissertations Press, Chicago, 2004 ;
- *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality* (Propagande et réalité de l'Holocauste), écrit en collaboration avec T. Kues, The Barnes Review, Washington, DC, 2010.

Ces trois ouvrages totalisent plus de 900 pages.

Nos détracteurs, dans des termes extrêmes, nous accusent d'avoir truqué nos résultats. Ils prétendent en fait avoir démasqué les soi-disant « mensonges de Mattogno, Graf et Kues », comme l'indique le sous-titre de leur livre.

Mais peut-on sérieusement croire que Graf et moi avons passé quinze ans de notre vie à voyager, au prix de grands sacrifices personnels (qui, dans le cas de Graf, comme on le sait, ont gravement perturbé sa vie personnelle et professionnelle), afin d'écrire des milliers de pages dans le seul but de « falsifier » l'histoire ? Dans le domaine des possibilités raisonnables invoquées par nos détracteurs, n'est-il pas au moins plus *probable* que nos intentions étaient honnêtes ? Que nous ayons été motivés par le désir d'établir la vérité, ou de l'approcher dans la mesure du possible, ou – comme le dirait le grand révisionniste français Robert Faurisson – par un désir d'*akribéia* ? Si nous avions vraiment voulu falsifier l'histoire, nous n'aurions pas entrepris d'épuisants voyages à la recherche de documents, mais nous aurions plutôt simplement copié les sources dans la littérature existante, comme l'ont fait les « blogueurs controversés ».

Jetons maintenant un coup d'œil à nos critiques : Jonathan Harrison, Roberto Muehlenkamp, Jason Myers, Sergey Romanov, Nicholas Terry. Qui sont-ils ? Les termes dans lesquels ils se décrivent sont plutôt vagues :

> *« Deux d'entre nous vivent aux États-Unis (l'un natif du pays, l'autre immigré du Royaume-Uni) ; l'un d'entre nous vit en Angleterre, un autre au Portugal et un autre en Russie. »* (p. 35)

Ils ont en fait de bonnes raisons d'être circonspects, car ils sont tous affiliés au célèbre blog Holocaust Controversies, dont les membres sont bien connus pour avoir été bannis par le site ARC (Aktion Reinhard Camps), un site Web de premier plan qui promeut le récit orthodoxe de l'Holocauste :

> *« Dans le cadre de nos efforts continus pour restaurer le site Aktion Reinhardt Camps dans son état d'origine, [avant qu'il ne soit vandalisé en 2006], nous avons identifié cette page comme l'un des nombreux faux documents sur l'Holocauste créés par le groupe Holocaust Controversies, et malicieusement insérés dans nos pages par Michael Peters. Nous avons supprimé cette page et la remplacerons, ainsi que toute autre information erronée, par des données historiques exactes qui ne sont pas entachées par ces 'blogueurs controversés' qui ne cherchent rien d'autre qu'à semer la discorde et le mécontentement au sein de la communauté historique ».*

Il s'agit en fait d'infractions pénales graves. Le site de l'ARC ajoute (voir illustration 2.1) :[82]

> *« 'Holocaust Controversies' est un blog controversé dont le seul objectif déclaré est de créer des conflits et de favoriser les altercations sur Internet avec les négationnistes et les révisionnistes.*

[82] www.deathcamps.org/gas_chambers/trebmuenzberger.html

Cependant, ils ne se sont pas limités aux négationnistes et sont connus pour avoir attaqué des spécialistes de l'Holocauste et des sites Web. Les membres de Holocaust Controversies sont liés à l'attaque contre l'ARC, ainsi qu'à la fabrication de faux documents et de fausses photos. Tous leurs membres ont depuis été bannis de ce site, et nous rappelons à tous que le site Aktion Reinhardt Camps n'a aucun lien avec les membres de ce blog peu recommandable.

Membres du groupe 'Controverses de l'Holocauste' :

Nicholas Terry

Sergey Romanov

Roberto Muehlenkamp

Andrew Mathis

Michael Peters ».[82]

Action Reinhard Camps Website Restoration Initiative

(cleanup after being vandalized)

As part of our ongoing effort to restore the Action Reinhard Camps website to its original state, *[prior to it being vandalized back in 2006]*, we have identified this page as one of several forged/faked Holocaust documents created by the **Holocaust Controversies group**, and maliciously inserted into our pages by Michael Peters. We have removed the page and will replace it, *and any other erroneous information* with accurate historical data that is untainted by those "controversial bloggers" who seek nothing more than to sow the seeds of discord and malcontent amongst the historical community.

We sincerely apologize for these events that were outside of our control, and pledge that **Never Again** will the ARC website be subjected to such insidious activity from any individual or group.

Since the ARC website was put into archival state back in 2007 we have been diligently updating all of our pages (offline) in preparation for a re-launch of the site, complete with an updated look and feel, and cleansed of association with the vandals.

We hope that ARC has proved a invaluable resource over the past ten years and we strive to ever improve our ability to shed light on the dark period of history known as Action Reinhard.

★

"Holocaust Controversies" *is a controversial blog who's sole stated purpose is an insane dedication to manufacture dispute, and foster Internet-based altercation with Holocaust deniers and revisionist believers. However they have not limited their dispute to deniers, and are notorious for attacking Holocaust scholars, and websites as well. The Holocaust Controversies members are linked to the attack on ARC, as well as the fabrication of forged documents and photos. Their entire membership has since been banned from this website, and we would remind everyone that the Action Reinhard Camps website maintains no connection to the members of that disreputable blog.*

Holocaust Controversies members:

Nicholas Terry

Sergey Romanov

Roberto Muehlenkamp

Andrew Mathis

Michael Peters

ILLUSTRATION 2.1 : *membres de « Holocaust Controversy » bannis d'un site internet orthodoxe sur l'holocauste en raison d'activités illégales.*

Dans une autre communication, l'équipe de l'ARC nous informe qu'elle « a convenu à l'unanimité d'interdire pour une durée indéterminée les personnes suivantes : Sergey Romanov et Nick Terry », en précisant ce qui suit (voir illustration 2.2) :[83]

[83] www.deathcamps.org/sergeyandnick.html

ILLUSTRATION 2.2 : S. Romanov et N. Terry définitivement bannis du site internet orthodoxe sur l'holocauste en raison de leurs activités illégales.

« L'ARC n'entretient AUCUNE association ni aucun contact avec ces personnes et, bien que nous soyons reconnaissants des milliers de courriels que nous avons reçus concernant leurs actions peu recommandables, nous devons vous demander de transmettre ces informations aux autorités compétentes. » (Emph. ajoutée)

En outre, l'équipe de l'ARC a expressément interdit à Muehlenkamp, Romanov et Terry de créer des liens vers leur site (voir Illustration 3) :[84]

« Les liens non autorisés vers notre site Web à partir des articles controversés et ***grossièrement inexacts*** *du blog haineux des personnes suivantes :*

Roberto Muehlenkamp – Sergey Romanov – Dr. Nick Terry

ne sont pas approuvées par l'ARC. Nous n'entretenons aucun lien avec les blogs de haine de l'Holocauste et nous conseillons à tous d'éviter d'être induits en erreur par ces individus ».

Malgré l'avertissement ci-dessus, nos détracteurs, avec

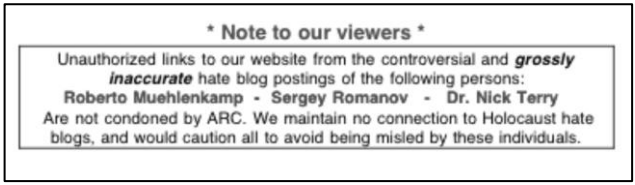


ILLUSTRATION 2.3 : R. Muehlenkamp, S. Romanov, N. Terry sont des blogueurs haineux grossièrement inexacts, selon le site internet orthodoxe sur l'holocauste.

[84] www.deathcamps.org/contact/contact.html

leur effronterie typique, ont créé au moins *six liens* vers le site de l'ARC dans leur polémique à notre encontre (p. 338, note de bas de page 293 ; p. 396, notes de bas de page 36, 40 ; p. 424, notes de bas de pages 60 et 61).

Selon le site de l'ARC, nos détracteurs sont donc des semeurs de haine, des vandales et des falsificateurs, coupables d'« actions peu recommandables » et auteurs d'« articles de blog haineux et **grossièrement inexacts** ». Avec de telles références, leurs attaques contre notre crédibilité, exprimées dans les termes suivants :

> *« Cela ne signifie pas que nous considérons les négateurs comme des partenaires de débat égaux sur le plan intellectuel ou éthique ; au contraire, nous agissons en sachant que les négateurs agissent dans l'ignorance et la mauvaise foi ».* (p. 8),

apparaissent tout simplement grotesques : quelle chaire pour faire des sermons sur l'honnêteté intellectuelle et morale !

Il ne faut donc pas s'étonner que le groupe Holocaust Controversies, malgré ses prétentions à former l'avant-garde de l'antirévisionnisme, ne soit pas pris au sérieux par les historiens orthodoxes de l'Holocauste.

Comme on le sait, une conférence historique internationale s'est tenue à Oranienburg, en Allemagne, en 2008, dont les documents n'ont été publiés qu'en 2011 – dans un volume de plus de 400 pages intitulé *Neue Studien zu nationalsozialistischen Massentötungen durch Giftgas. Historische Bedeutung, technische Entwicklung, revisionistische Leugnung*.[85] L'objectif de la conférence était, d'une part, de faire connaître les conclusions les plus récentes des historiens orthodoxes concernant les « chambres à gaz » en général et, d'autre part, de critiquer le révisionnisme en particulier. Les participants se sont intéressés, directement et indirectement, aux camps de l'« Aktion Reinhardt », entre autres. En particulier, Dieter Pohl présente un article sur le thème des « Massentötungen durch Giftgas im Rahmen der 'Aktion Reinhard' » (tueries de masse par gaz toxique dans le cadre de l'« Aktion Reinhard »)[86] dans lequel il explique que, dans ce contexte,

> *« [l]a recherche est surtout limitée par le manque de sources significatives. Contrairement aux camps de concentration, il n'existe pratiquement pas de documents contemporains sur les camps de l''Aktion Reinhard' ».*[87]

D'où le fait que la « recherche historique » se fonde « presque entièrement sur les interrogatoires des accusés, des quelques survivants et des témoins oculaires polonais ».[87] Il s'agit là, bien sûr, de ce à quoi nous devrions nous attendre – il n'y a tout simplement pas moyen de contourner certains faits. Ce qui est plus intéressant, pour notre propos ici, c'est l'approbation de Pohl dans ce contexte :[87]

---

[85] Publié par Günter Morsch et Betrand Perz, avec la collaboration d'Astrid ×, Metropol, Berlin, 2011.

[86] *Ibid.* pp. 185-195.

[87] *Ibid*, p. 187.

« On peut obtenir une bonne vue d'ensemble [de l'histoire de l'Aktion Reinhardt] *sur le site Internet deathcamps.org. »*

Il s'agit du seul site Web sur le sujet apparemment considéré comme suffisamment sérieux pour mériter d'être mentionné. Nulle part dans le livre, qui totalise, comme indiqué, plus de 400 pages, il n'est fait mention du site Holocaust Controversies ou de ses membres.

En effet, le fait que le site de nos critiques, parmi la masse quasi infinie de littérature sur l'Holocauste, soit mentionné exclusivement dans quelques articles du site Holocaust Denial on Trial de l'université Emory et dans un livre de Pavel Polian et Alfred Kokh (p. 11) montre que les historiens de l'Holocauste qui font autorité n'accordent aucune valeur aux affirmations de Muehlenkamp et de ses associés. Et la notice du livre de Polian et Kokh est en effet pathétique, car ses presque 400 pages ne contiennent qu'une seule mention éparse, consistant en trois lignes entières, de Jonathan Harrison en relation avec une critique par Harrison de *The Dissolution of Eastern European Jewry* de Walter Sanning.[88]

Quant au site de l'Université Emory, les articles qui y mentionnent Holocaust Controversies sont manifestement rédigés par des personnes désespérées, prêtes à saisir toutes les occasions pour « réfuter » les arguments révisionnistes. La compétence intellectuelle et l'honnêteté de ces auteurs sont mises en évidence, entre autres, par la manière dont ils présentent mon article « The Crematory Ovens of Auschwitz and Birkenau » (Les fours crématoires d'Auschwitz et de Birkenau) :[89]

« Carlo Mattogno, un négationniste italien, a construit ses arguments sur les spéculations amateurs de Leuchter, dans une monographie de 1994. Pour prouver que les fours n'auraient pas pu incinérer assez de corps, il a comparé le fonctionnement des fours civils modernes à la situation d'Auschwitz-Birkenau ».

Ces deux affirmations sont fausses et simplistes : d'une part, j'ai indiqué dans mon article original que la capacité crématoire citée par Leuchter « est en fait très inférieure à la capacité réelle », et d'autre part, j'ai décrit la structure et le fonctionnement des fours civils pour permettre de comprendre la capacité des fours d'Auschwitz-Birkenau. J'ai ensuite étoffé cette description sur la base des documents de la *Zentralbauleitung* (Office central de construction) du camp

---

[88] Pavel Polian et Alfred Kokh (eds.), *Otritsanie otritsaniia ili bitva pod Aushvitsem. Debaty o demografii i gepolitike Kholokhosta*, Moscou : Tri kvadrata, 2008, p. 288 et note 196 à la p. 317. Traduction anglaise disponible sous le titre *Denial of the Denial, or the Battle of Auschwitz : Debates about the Demography and Geo-Politics of the Holocaust*, Academic Studies Press, Boston, 2012.

[89] « Les fours crématoires d'Auschwitz n'auraient pas pu éliminer les restes de 1,1 million de Juifs », www.hdot.org/en/learning/myth-fact/cremation1. Mon article se trouve à l'adresse www.codoh.com/node/921 ; il s'agit d'une traduction anglaise de la version allemande publiée dans Ernst Gauss (ed.), op. cit. (note 70), pp. 281-320 ; publiée en anglais dans une version révisée dans G. Rudolf (ed.), *op. cit.* version révisée dans G. Rudolf (ed.), *op. cit.* (note 41), pp. 373-412.

d'Auschwitz, en les comparant aux fours Topf du même modèle, à 2 ou 3 moufles, dans d'autres camps – un travail d'analyse historique et technique auquel j'ai consacré par la suite un volume de plus de 500 pages.[90]

Ces deux mentions de Holocaust Controversies, outre leur portée dérisoire, sont donc tout sauf élogieuses. Nos détracteurs nous assurent qu'ils ont reçu l'« appréciation » de nombreux historiens et universitaires, par « courrier électronique et en face à face », mais ils n'en citent même pas un seul par son nom. Même s'il est vrai qu'ils ont reçu des « appréciations » de divers milieux, il est clair que les personnes concernées ne sont pas des historiens ou des universitaires ou qu'elles ont honte d'être associées publiquement aux « blogueurs de la haine » et qu'elles leur ont donc interdit de rendre leur nom public.

Mais la question de l'« appréciation » n'est probablement qu'un prétexte pour attaquer sournoisement ma propre personne. À cet égard, les « blogueurs de la haine » font la remarque suivante :

> *« sans nommer tous les historiens qui ont exprimé leur appréciation, nous sommes tout à fait certains qu'ils sont plus nombreux que tous les éloges que Mattogno lui-même a jamais reçus de la part de n'importe quel universitaire ».* (p. 11)

De toute évidence, il y a une certaine différence entre le fait que nos « historiens » autoproclamés de l'Holocauste ne reçoivent aucune considération de la part de leurs « collègues » et la suppression systématique des historiens révisionnistes par le monde universitaire orthodoxe. Dans le premier cas, la raison de l'exclusion ne peut être que l'ignorance historiographique des « blogueurs controversés » snobés ; dans le second, les préjugés idéologiques sont clairement à l'œuvre, résultat de décennies de diabolisation (voir, en particulier, P. Vidal-Naquet et D. Lipstadt), accompagnées de copieuses accusations d'antisémitisme, de nazisme, de racisme, etc. Malgré cette situation, je peux personnellement citer quelques exceptions. Ernst Nolte, éminent historien allemand, m'a par exemple cité parmi les « chercheurs sérieux ».[91] De plus, le prestigieux recueil documentaire *Standort- und Kommandanturbefehle des Konzentrationslagers Auschwitz 1940-1945*, publié par l'Institut für Zeitgeschichte de Munich, mentionne dans sa bibliographie mon étude sur le *Central Construction Office of the Waffen-SS and Police Auschwitz* (Theses & Dissertations Press, Chicago, 2005).[92] Tomasz Kranz, directeur du département de recherche de l'Institution Mémoriale de Majdanek, a jugé notre étude sur Majdanek digne d'être

---

[90] *I forni crematori di Auschwitz, Studio storico-tecnico con la collaboration del dott. ing. Franco Deana*. 2 volumes, Effepi, Gênes, 2012 ; vol. I.

[91] E. Nolte, Controversie. *Nazionalismo, bolscevismo, questione ebraica nella storia del Novecento*. Corbaccio, Milan, 1999, p. 13.

[92] Edité par Norbert Frei, Thomas Grotum, Jan Parcer, Sybille Steinbacher et Bernd C. Wagner. Institut für Zeitgeschichte. K.G. Saur, Munich, 2000, p. 570.

mentionnée dans un petit livre, sans éloge certes, mais sans reproche non plus.[93] Enfin, notre livre *Treblinka. Vernichtungslager oder Durchgangslager* (Castle Hill Publishers, Hastings, 2002) est présent à la Bibliothèque nationale polonaise de Varsovie sous la cote II 2.182.986 A. Ce n'est pas grand-chose, bien sûr, mais c'est toujours plus que la reconnaissance obtenue, sous forme imprimée, par nos critiques en herbe, qui n'est... rien.

Dans ce contexte, il est facile de comprendre pourquoi, après quelques réponses initiales, j'ai décidé de m'abstenir de continuer à répondre aux affirmations des « blogueurs controversés » à moins que leurs affirmations ne soient publiées sur papier, une condition qu'ils ont typiquement interprétée comme du « désespoir » de ma part (p. 11). Cette condition visait uniquement à établir de manière substantielle que ce qui se trouve sur le Web n'est que virtuel, un fait évident même pour les blogueurs eux-mêmes, puisqu'ils déclarent que « les liens internet sont éphémères et ont tendance à se 'décomposer' au fil du temps ». (p. 1). En d'autres termes, dans les blogs, on peut écrire les bêtises les plus évidentes et elles peuvent disparaître au bout de quelques années, au profit de leurs auteurs. Un texte imprimé, par contre, continue d'exister, fixant la responsabilité de l'auteur pour une période de temps beaucoup plus longue. En second lieu, je ne suis nullement intéressé par les interminables disputes « en ligne », stériles par nature pour la même raison. En troisième lieu, je n'ai aucune envie de débattre avec des personnes manifestement animées par la haine et la mauvaise foi, qui n'hésitent pas à affirmer les absurdités les plus ridicules dès lors qu'elles contredisent de quelque manière que ce soit les arguments des révisionnistes. Comment peut-on discuter sérieusement avec des personnes qui, par exemple, prétendent qu'il est possible d'entasser vingt personnes dans un seul mètre carré ? Parmi les historiens orthodoxes de l'Holocauste les plus « érudits », tout le monde est prêt à admettre qu'il s'agit d'une absurdité évidente. Seuls les « blogueurs controversés » adoptent cette même absurdité comme profession de foi.[94] Et que dire de ceux qui tentent de calculer la valeur combustible d'un corps humain à partir du biogaz produit par la décomposition de « déchets animaux », en particulier le « fumier de bovins ».[95] Si Muehlenkamp avait publié une telle absurdité dans un livre, il aurait été la risée de toute personne compétente jusqu'à la fin de sa vie.

Un simple fichier PDF sur le Web se rapproche davantage d'un livre imprimé, ne serait-ce que parce qu'il peut être imprimé comme un livre sans modification. Pour notre part, nous nous réjouissons que les « blogueurs controversés » se

---

[93] Tomasz Kranz, *Zur Erfassung der Häftlingssterblichkeit*..., *op. cit.* p. 54.

[94] Je reviendrai sur cette question au chapitre 11.

[95] http://holocaustcontroversies.blogspot.com/2006/05/carlo-mattogno-on-belzec_28.html.

soient enfin décidés à utiliser un mode de communication qui les engage, nous l'espérons, pour des années, sans espoir d'une « déchéance » trop rapide.

Et la relative permanence du support est d'autant plus importante qu'elle ne laisse à nos détracteurs aucun moyen d'effacer les preuves de leur plagiat. Le fichier PDF rédigé par les « blogueurs controversés » a été publié sur Internet le 24 décembre 2011 et, dans les jours qui ont suivi, il a été rebaptisé à juste titre par des personnes connaissant bien les auteurs « Cut and Paste Manifesto » (Manifeste du copier-coller). Par exemple, l'utilisateur Blogbuster a écrit ce qui suit dans le forum CODOH de l'époque :[96]

> *« Mon point de vue sur le manifeste de HC :*
>
> *Je n'ai pas été très impressionné par la collection hétéroclite de recherches 'copier-coller' compilée par Nick Terry, Sergey Romanov, Roberto Muehlenkamp et les autres. Après l'avoir lu, j'ai trouvé beaucoup d'informations qui avaient été publiées à l'origine sur d'autres sites Web et adaptées dans le manifeste pour répondre aux arguments du compilateur de HC. Je l'ai trouvé inutile en tant qu'aide au débat sur le révisionnisme, que ce soit dans un sens ou dans l'autre. L'accent est davantage mis sur la structure conçue pour imiter un Livre blanc que pour fournir une critique substantielle de la croyance révisionniste.*
>
> *N'importe quel lycéen pourrait tout aussi bien assembler un ensemble de travaux tirés des recherches d'autres personnes, en les organisant selon le thème souhaité, tout comme ce manifeste s'adressait spécifiquement à Mattongo [sic], Grag [sic] et Kues. Le problème est que la recherche originale dont se compose cet argument électronique n'a pas été conçue à cette fin, et la façon dont Terry et Romanov ont tenté de faire entrer une cheville carrée dans un trou rond est pour le moins bâclée ».*

Pris isolément, il ne s'agit que de l'opinion non étayée d'un seul pseudonyme sur un forum de discussion Internet, c'est vrai. Mais comme ce livre le montrera, il s'agit aussi d'une opinion remarquablement précise, qui identifie correctement la vaste prétention pseudo-scientifique entretenue par les « blogueurs controversés » – une prétention qui est manifestement le résultat de journées entières passées à faire du « copier-coller ». Dans les chapitres suivants, je montrerai que le plagiat historique, documentaire et bibliographique de la part de nos « blogueurs controversés » est en effet si important qu'il leur vaut le titre non pas de « blogueurs controversés » mais plutôt de « blogueurs plagiaires ».

L'annexe I contient une liste de leurs plagiats les plus marquants, et aussi impressionnante qu'elle puisse paraître, elle est encore incomplète. Je recommande au lecteur d'y jeter un coup d'œil avant de poursuivre la lecture de notre réponse, afin qu'il puisse immédiatement évaluer le degré de duplicité et de déformation des propos de nos détracteurs.

Les « nouvelles » sources adoptées par nos blogueurs en ce qui concerne « notre connaissance de Bełżec, Sobibór et Treblinka » (pp. 20-24) sont en fait

[96] http://forum.codoh.com/viewtopic.php?f=2&t=6769.

précisément les mêmes que celles énumérées sous forme résumée par Dieter Pohl dans son article « Massentötungen durch Giftgas im Rahmen der 'Aktion Reinhard' » mentionné plus haut. Quant à nos propres sources, l'analyse qu'en font les « blogueurs de la haine » – comme toujours dépourvus de tout sens des proportions - est ridiculement simpliste :

> *« En effet, parmi les dossiers non judiciaires cités dans la « trilogie », 11 concernent Auschwitz et 7 d'autres camps de concentration, ce qui n'en laisse que 7 qui se rapportent ostensiblement à Belzec ou Treblinka, 18 aux districts de Galicie et de Lublin et 4 au ghetto de Lodz. Onze autres dossiers provenant des archives de Moscou sont cités en relation avec l'Holocauste en Union soviétique, tandis qu'un dossier prétendument cité des archives nationales de Biélorussie est apparemment plagié à partir de sources secondaires ».*

Ils concluent ensuite :

> *« Mesurés aux efforts de recherche des historiens sérieux, tous ces chiffres sont risibles ».* (p. 28)

En réalité, notre « trilogie » présente un matériel inconnu jusqu'alors, accompagné d'analyses critiques, à une échelle et avec un degré de rigueur qui n'avaient jamais été tentés dans l'historiographie des camps Reinhardt. Sans entrer dans les détails, l'ouvrage sur Bełżec réunit pour la première fois une vaste collection de sources de propagande de guerre et d'après-guerre relatives aux origines et au développement des méthodes supposées de massacre, montrant comment et pourquoi l'histoire des « chambres à gaz » a émergé de ces contes de fées de propagande.[97] Nous avons réalisé des compilations de sources similaires pour Treblinka[98] et Sobibór.[99] Dans les trois cas, nous avons largement utilisé des sources polonaises qui n'étaient pas considérées à l'époque comme faisant partie de l'historiographie occidentale. Le livre de Bełżec propose également une analyse critique détaillée des études archéologiques réalisées par Andrzej Kola sur le terrain de l'ancien camp.

On peut discuter autant que l'on veut de l'exposition de ces ouvrages, mais ils n'en demeurent pas moins le premier effort d'une telle ampleur à paraître dans la littérature imprimée.

Notre étude sur Treblinka présente également une documentation pertinente qui, à l'époque de sa publication, était totalement inconnue, même des spécialistes de l'Holocauste. Nous nous référons en particulier au matériel que nous avons obtenu des Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF) à Moscou : par exemple, les témoignages d'A. Kon et de K. Skarzyński ; le texte de S. Rajzman *Kombinat Smerti v Treblinke* et son interrogatoire daté du 26 septembre 1944 ; le rapport soviétique sur les charniers de Treblinka daté du 15 au 23 août 1944 ; les

[97] Bełżec..., *op. cit.*, pp. 9-50.

[98] Treblinka, *op. cit.* pp. 47-76.

[99] Sobibór, *op. cit.* pp. 63-76.

rapports de la TASS rédigés immédiatement après, datés du 11 et du 12 septembre 1944 ; le rapport de l'enquête préliminaire de Z. Łukaszkiewicz en date du 29 décembre 1945 ; le diagramme soviétique de Treblinka en date du 24 septembre 1944 (publié par nos soins comme document 11 dans *Treblinka*) ; les diagrammes des chambres à gaz présumées [homicides] du camp dessinés par le premier lieutenant Jurowski (documents 18 et 19), et d'autres documents. Comme nous le verrons dans les chapitres suivants, Muehlenkamp et compagnie ont plagié même ces sources !

Notre travail sur Sobibór présente et analyse pour la première fois les résultats des recherches archéologiques effectuées par A. Kola dans l'ancien camp de Sobibór, décrits notamment dans l'article « Badania archeologiczne terenu byłego obozu zagłady Żydów w Sobiborze w 2001 r. », in *Przeszłość i Pamięć*, no. 4, octobre-décembre 2001.

Ces trois ouvrages sont illustrés par des photographies que j'ai personnellement prises dans les zones des anciens camps. Le livre sur Bełżec contient environ 90 références bibliographiques, celui sur Treblinka environ 210, celui sur Sobibór environ 310. Contrairement aux insinuations des « blogueurs de la haine », les sources sont toutes de première main et ont été vérifiées.[100]

Les blogueurs commencent donc leur « critique » par une déformation systématique de la valeur de notre travail avec l'intention évidente de le discréditer.

En passant, puisque nos blogueurs se considèrent comme des « historiens », pourquoi n'ont-ils pas commencé par présenter l'énorme masse de recherches historiques, de documents et d'autres matériaux relatifs aux camps de concentration et aux chambres à gaz homicides qu'ils ont eux-mêmes rassemblés et compilés ? Par exemple, ils déclarent :

> *« Mattogno a également affirmé qu'aucun des membres du blog n'a jamais visité d'archives ou de bibliothèque, n'a vu de document original ou n'est au courant de l'existence de preuves documentaires sur les camps. C'est tout à fait faux, comme on le verra dans les pages suivantes. »* (p. 11)

Quelques pages plus loin, ils ajoutent :

> *« Nos propres recherches sur les documents provenant des archives d'Europe de l'Est ont inclus des voyages de recherche dans certaines des archives concernées. »* (p. 29)

Pourtant, ces vagues assurances n'éclairent que peu ou pas du tout les questions fondamentales : qui, parmi eux, a visité quelles archives ? Quels

[100] Dans ce contexte, nos blogueurs affirment qu'« un dossier prétendument cité des Archives nationales du Belarus est apparemment plagié à partir de sources secondaires ». (p. 28). Il s'agit d'une liste de transport de juifs de Hambourg à Minsk datée du 18 novembre 1941, que j'ai sous les yeux au moment où j'écris ces lignes ; elle commence par le nom « Abramowicz Ruchla » et se termine par « Wollfsohn Clara ». Le plagiat n'est pas notre spécialité.

éléments nouveaux y ont-ils découverts ? Qui a visité quels anciens « camps d'extermination » ? Et s'ils ont réellement effectué un travail de recherche approfondi comme ils le prétendent, pourquoi perdre leur temps à « réfuter » les prétendus « falsificateurs » au lieu de mettre à la disposition du monde académique les précieuses connaissances qu'ils ont acquises au cours de leurs études, en publiant des monographies spécialisées sur chacun des trois principaux camps de l'« Aktion Reinhardt » ? Pourquoi gâcher une occasion si précieuse de graver leur nom dans les annales prestigieuses de l'historiographie de l'Holocauste !

La tragique réalité est que nos blogueurs ne sont même pas des « historiens de papier » (terme que Robert Faurisson a justement appliqué à Pierre Vidal-Naquet), mais de simples « blogueurs copier-coller ».

Le discrédit que les blogueurs controversés tentent de jeter sur nos propres travaux semble d'autant plus malveillant et injustifié que l'historiographie de l'Holocauste elle-même, malgré un immense déploiement d'effectifs et de moyens spécialisés, n'a produit que très peu d'éléments significatifs sur les trois camps de l'« Aktion Reinhardt », comme l'a admis Pohl lui-même.

Nous sommes bien évidemment conscients que notre « trilogie » aurait pu bénéficier d'une documentation encore plus riche et plus étendue qu'elle ne l'a été. Ceux qui voudraient nous faire ce reproche devraient considérer que nous n'avons plus accès aux archives publiques depuis plus d'une décennie, puisque nous sommes des révisionnistes connus, voire « notoires », ce qui nous empêche de poursuivre nos recherches documentaires à cet égard. Et c'est sans parler de nos ressources financières, qui sont absolument ridicules par rapport à celles dont disposent les historiens orthodoxes de l'Holocauste. Dans ce contexte pour le moins défavorable, notre objectif a été de proposer des travaux de recherche pionniers qui, nous l'espérons, pourront constituer la base d'autres recherches plus approfondies à l'avenir.

Nos « blogueurs plagiaires » insistent de manière répétée et obsessionnelle sur le fait que la bibliographie que nous avons consultée lors de la préparation et de la publication de ces ouvrages est incomplète. C'est vrai. C'est en partie le résultat de facteurs indépendants de notre volonté et en partie une décision délibérée. Notre intention étant de présenter dès que possible des études introductives sur les camps de l'« Aktion Reinhardt », nous avons renoncé à un examen systématique de la riche littérature exterminationniste (à l'exception peut-être de notre étude sur Sobibór), car cela aurait retardé, peut-être indéfiniment, la publication de notre ouvrage. Nous nous sommes donc concentrés sur les positions « traditionnelles » de l'historiographie de l'Holocauste, qui sont peut-être « datées », mais qui n'ont pas encore été remplacées. Cette décision délibérée a été prise en nous posant la question suivante : dans quelle mesure les

développements récents de l'historiographie de l'Holocauste sont-ils réellement pertinents pour la compréhension et la démonstration des « chambres à gaz » ?

Morsch et Perz soulignent qu'au moins soixante textes majeurs ont été publiés sur le thème du « Massenmord durch Giftgas » (meurtre de masse au gaz toxique) entre 1983 et 2010, mais que peu de progrès réels ont été réalisés en la matière.[101]

> *« Dans ce contexte de sources manquantes, de nombreuses restrictions imposées aux recherches antérieures par la situation difficile des sources de l'époque ne sont toujours pas faciles à surmonter, même trente ans plus tard. C'est notamment le cas pour les camps de l''Aktion Reinhardt' pour lesquels, contrairement aux camps de concentration ordinaires, très peu de documents contemporains nous ont été transmis ».*

Pohl, un auteur très cité par les « blogueurs plagiaires », fait la même affirmation de manière encore plus explicite.[102]

> *« La recherche sur les camps d'extermination de l'Aktion Reinhard a beaucoup progressé entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1990, notamment grâce au recueil 'Nationalsozialistischen Massentötungen durch Giftgas'. Depuis lors, nous avons effectivement réussi à acquérir beaucoup de nouvelles connaissances sur les évacuations et les déportations des ghettos, mais moins sur les camps d'extermination proprement dits, c'est-à-dire Bełżec, Sobibór et Treblinka. »*

Pohl énumère avec diligence les « nouvelles sources », mais doit ensuite admettre que « nous sommes encore loin d'une synthèse globale de toutes ces connaissances ; *l'état de la recherche n'a pas fondamentalement changé depuis les années 1980* ».[103] (Emph. ajoutée)

En fait, Pohl observe avec découragement :[104]

> *« Bien sûr, il manque encore des études plus détaillées, notamment sur Treblinka, le plus grand des trois camps, et sur Bełżec. »*

Puisque nous nous sommes essentiellement intéressés au problème des « camps d'extermination » et des « chambres à gaz », et que cette littérature plus récente n'a rien apporté de nouveau à cet égard – comme le dit explicitement Pohl, et comme nous le verrons en détail dans les chapitres qui suivent – les reproches que nous adressent nos détracteurs n'ont qu'une pertinence marginale. En revanche, leur utilisation obsessionnelle et compulsive d'innombrables sources, pour la plupart plagiées, ne vise pas à combler ce vide dans l'historiographie de l'Holocauste, ni même à présenter une synthèse de la littérature existante, mais simplement à attirer le lecteur dans un maquis dense de

---

[101] G. Morsch, B. Perz (éds.), *Neue Studien zu nationalsozialistischen Massentötungen durch Giftgas*. Introduction, pp. xvii-xviii.

[102] D. Pohl, « Massentötungen durch Giftgas im Rahmen der 'Aktion Reinhard' », in : G. Morsch, B. Perz (éds.), *op. cit*. p. 187.

[103] *Ibid*, p. 190.

[104] *Ibid*, p. 187.

références non concluantes par une démonstration puérile et ostentatoire de faux-apprentissage.

2.2. Genèse de l'historiographie de l'Holocauste et de la méthode révisionniste

Chaque fois qu'il est question de révisionnisme parmi les défenseurs orthodoxes de l'Holocauste, le vieux refrain de la « théorie du complot » refait inévitablement surface. Nos « blogueurs plagiaires » l'expriment ainsi :

> *« Depuis sa création, le révisionnisme de l'Holocauste n'a cessé d'affirmer qu'on nous avait menti sur le sort des Juifs d'Europe aux mains des nazis. Même si certains négationnistes contemporains le nient, le déni de l'Holocauste est inimaginable sans une certaine forme de théorie du complot».* (p. 38)

Cette affirmation repose à son tour sur une déformation systématique de l'approche révisionniste des sources documentaires. Cela apparaît clairement dès le début de leur livre, dans un passage où ils prétendent donner une leçon sur la bonne méthode historiographique :

> *« Il est frappant de constater que dans tous ses travaux, MGK agit systématiquement comme si la seule source pouvant être considérée comme un 'document' était un rapport allemand. Pourtant, une telle attitude relève franchement du charabia le plus pur lorsqu'elle est mesurée à l'aune de toutes les pratiques standard connues de l'érudition historique depuis qu'elles ont été codifiées au XIX^e^ siècle. Le rankéisme n'a qu'une seule règle : préférer, dans la mesure du possible, une source plus proche des évènements, que ce soit en termes de chronologie ou de proximité. Les médiévistes, en effet, sont souvent contraints de s'appuyer sur des sources datant de longtemps après les faits, rédigées par des commentateurs qui étaient loin des évènements qu'ils décrivent. Les historiens militaires n'ont aucun problème à utiliser les archives des deux parties d'une guerre ou d'un conflit. Depuis les années 1940, de nombreux historiens de l'Holocauste ont fait bon usage de documents contemporains non allemands, en particulier les archives écrites des conseils juifs et de la clandestinité polonaise. Ces sources sont incontestablement des documents, et nous avons utilisé certaines d'entre elles dans ce qui suit »* (pp. 29 et suivantes).

Il n'est évidemment pas vrai, comme l'insinue Nick Terry, que les documents non allemands n'ont aucune valeur pour nous en ce qui concerne les activités allemandes en temps de guerre (ou, pire, qu'ils ne sont pas des « documents » du tout !). Nous pensons en effet qu'en ce qui concerne l'historiographie de l'Holocauste, « un rapport allemand » est le type de document écrit le plus précieux en ce sens qu'il peut généralement être considéré comme véridique et exact à première vue (étant basé sur plus que de simples récits de témoins ou des ouï-dire), tandis que les rapports de guerre non allemands, même s'ils ne sont pas à rejeter d'emblée, sont des sources dont la valeur dépend de nombreux facteurs. Il va de soi que nous considérons également les photographies et les pièces à conviction comme des preuves précieuses, qu'elles soient d'origine allemande ou non. Tout le reste, à commencer par les témoignages, n'a qu'une valeur probante

secondaire, voire nulle dans le cas très fréquent de témoignages non étayés par un document de guerre. Nous *utilisons* en effet des sources documentaires non allemandes tout au long de nos travaux. Comme toutes les autres (y compris les rapports allemands), elles doivent être soumises à la critique, et ce n'est qu'après avoir été vérifiées comme légitimes et dignes de confiance qu'elles peuvent (et doivent) être utilisées, un processus qui agace fortement nos « blogueurs ».

La justesse de cette approche est même admise par des historiens de l'Holocauste tels que Mathias Beer :[105]

> *« Cependant, les historiens ne sont pas autorisés à accepter les jugements des tribunaux sans examen, car la justice et la connaissance scientifique sont motivées par des objectifs différents. Pour les historiens, les déclarations de témoins sont importantes avant tout parce qu'elles aident à combler les lacunes dans les sources. Mais en raison de leur nature particulière, les déclarations de témoins ne peuvent être traitées sur un pied d'égalité avec les documents et être évaluées utilement par les chercheurs en histoire que si certains principes sont respectés. La condition essentielle est de ne jamais renoncer, dans la mesure du possible, à la corrélation entre les témoignages et les documents déjà soumis à un examen critique des sources, c'est-à-dire de toujours associer les faits probables aux faits avérés ».*

Pour expliquer cette position, il faut examiner comment et pourquoi l'historiographie de l'Holocauste est née. Nos « blogueurs controversés » décrivent les origines de l'historiographie de l'Holocauste sans même se rendre compte qu'ils sapent leurs propres critiques. Par exemple, ils discutent de l'histoire des prétendus « camps d'extermination de l'*Aktion Reinhardt* » à partir de ses origines dans la propagande noire publiée par divers groupes de résistance juifs et polonais :

> *« Un nombre croissant de rapports parvenant à l'État clandestin polonais, la Delegatura, ainsi qu'à des organisations juives telles que les archives Oneg Shabes à Varsovie, ont rapidement amené pratiquement tout le monde en Pologne à conclure que Belzec, Sobibor et Treblinka étaient des sites d'extermination ».* (p. 15)

Même si nos blogueurs essaient de balayer le problème du revers de la main, ce sont les circonstances entourant ce « nombre croissant de rapports » qui remettent toute l'histoire en question :

> *« Des rumeurs sur l'utilisation de l'électricité et de la vapeur circulaient parmi la population polonaise et juive de Pologne, ainsi que parmi les fonctionnaires et les troupes d'occupation allemandes, mais la majorité des rapports en Pologne convergeaient vers l'utilisation de chambres à gaz ».* (p. 15)

Des « rumeurs » en effet. Bełżec en est un exemple typique. L'historien Michael Tregenza a souligné « la fraternisation entre le personnel du camp et la population ukrainienne du village » : des habitants du village de Bełżec

[105] M. Beer, « Die Entwicklung der Gaswagen beim Mord an den Juden », in : *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, Jg. 35, 1987, Heft 3, p. 404.

travaillaient dans les cuisines et les blanchisseries du commandement SS ; « quatre hommes étaient employés à l'intérieur du camp proprement dit » ; l'un d'eux, un électricien, « installait les câbles et l'éclairage dans le deuxième bâtiment à gaz » et, dit-on, assistait parfois à des gazages ; deux photographes du village étaient en outre autorisés à photographier l'intérieur du camp. En pratique, « dès le début, chaque villageois savait ce qui se passait dans le camp ».[106]

Mais dans ce cas, pourquoi la prétendue « vérité » des chambres à gaz utilisant les gaz d'échappement des moteurs – la version de l'histoire officiellement acceptée aujourd'hui – n'est-elle pas apparue « dès le début » ? La naissance de « rumeurs », en particulier celles concernant les fantastiques installations d'électrocution de masse, les trains de la mort et les usines de savon humain, en dépit de tout un village de témoins oculaires, ne peut s'expliquer que comme le résultat d'une propagande d'atrocité intentionnelle.

Il en va de même pour Treblinka. Le rapport du 15 novembre 1942 sur les « chambres à vapeur de Treblinka » est si détaillé qu'il ne peut résulter que d'une description délibérément falsifiée d'installations qui ont réellement existé, mais qui ne peuvent en aucun cas être des « chambres à gaz » : si nos adversaires ont raison, pourquoi le ou les auteurs du rapport les ont-ils décrites comme des « chambres à vapeur » ? Et pourquoi les méthodes d'extermination les plus improbables, à commencer par le chlore, ont-elles été initialement attribuées à Sobibór ?

La croyance que Bełżec, Sobibór et Treblinka étaient des « camps d'extermination » résulterait du fait que « pendant la guerre, des rapports ont commencé à apparaître dans le mois suivant l'ouverture de Bełżec, selon lesquels un grand nombre de Juifs entraient dans le camp et n'en ressortaient pas. » (p. 15) Mais ce n'est là que le préalable indispensable à toute propagande noire : les propagandistes répandent d'abord la notion de « camps d'extermination » et ne cherchent que plus tard à l'étayer (étant, comme nos détracteurs, totalement dépourvus du sens du ridicule) par les fantaisies les plus absurdes.

Ces fantasmes incluaient aussi, il est vrai, les chambres à gaz, mais il est faux d'affirmer, comme l'ont fait nos critiques, que « la majorité des rapports en Pologne convergeaient vers l'utilisation de chambres à gaz » ; en outre, les rares sources qui les mentionnent ne les relient pas à l'utilisation des gaz d'échappement des moteurs. À la fin de l'année 1945, malgré les différents témoignages – et précisément à cause d'eux –, plusieurs méthodes de mise à mort se disputent simultanément la primauté de la « vérité » officielle : la vapeur, les pompes à vide, l'électrocution et les chambres à gaz. Notamment, les installations

---

[106] M. Tregenza, « Das vergessene Lager des Holocaust », dans I. Wojak, P. Hayes (éds.), *« Arisierung » im Nationalsozialismus, Volksgemeinschaft, Raub und Gedächtnis*, Campus Verlag, Frankfurt/Main, New York 2000, pp. 241-268. Résumé dans *Mattogno, Bełżec in Propaganda*..., *op. cit.* pp. 41 et suivantes.

d'électrocution de Bełżec et les « chambres à vapeur » de Treblinka ont été acceptées comme des faits officiellement établis, même lors du procès de Nuremberg.[107]

Ce n'est que grâce au témoignage de Rudolf Reder et au « rapport Gerstein » (qui se contredisent cependant mutuellement) que les enquêteurs polonais se sont finalement ralliés, en 1947, à la théorie selon laquelle les Allemands avaient utilisé des gaz d'échappement des moteurs, comme nous l'avons documenté dans les sections intitulées « Des chambres à vapeur aux chambres à monoxyde de carbone », « Origines de la version monoxyde de carbone » et « Triomphe de la version monoxyde de carbone » dans notre livre sur Treblinka, et « La lutte entre le courant électrique et le gaz d'échappement » dans celui sur Bełżec. La solution ainsi excogitée a ensuite été appliquée, par analogie, à Sobibór également.

Avant de poursuivre, je dois répondre à une critique portant précisément sur le terme « propagande noire ». Nos « blogueurs controversés » écrivent qu'à mes yeux « la propagande implique nécessairement sa fausseté » et que j'utilise « propagande noire » dans ce sens, alors qu'ils objectent au contraire que « le terme 'propagande noire' a un sens très précis », c'est-à-dire, tout simplement, « la propagande censée provenir du camp ennemi ». (p. 43). S'il ne s'agissait que d'une question de terminologie, nous pourrions parler de « propagande mensongère », mais le problème de fond demeure : appelez-la comme vous voulez, la propagande en question est intentionnellement trompeuse, comme le reconnaît, en fait, l'historiographie actuelle de l'Holocauste en l'évitant. Comment décrire autrement les histoires d'électrocutions de masse, de chambres à vapeur, de savon humain, etc. ?

Nick Terry m'a reproché de ne pas utiliser « propagande noire » comme l'expression consacrée actuellement dans les études sur la propagande, où celle-ci peut être classée comme blanche, grise ou noire. C'est particulièrement vrai pour *Sobibór*, où « *Greuelpropaganda* » (propagande d'atrocité ; familièrement, récits d'atrocité) dans l'édition allemande a été traduit par « black propaganda » dans l'édition anglaise, une question à laquelle nous n'avons pas accordé trop d'attention étant donné les connotations populaires du terme, et comme il n'y a pas deux façons de l'interpréter, en particulier si l'on se réfère à une déclaration de témoin d'après-guerre. Dans *Treblinka*, en revanche, le terme « *Greuelpropaganda* » a été plus précisément traduit par « propagande d'atrocité ». Il est connu que le groupe Holocaust Controversies est obsédé par nos différentes éditions de livres de différentes tailles afin de rechercher des anomalies, il est donc fort à parier qu'ils ont également vérifié ce point et qu'ils inventent un problème, qui n'affecte pratiquement personne d'autre, pour en faire ma « répétition hystérique ».

[107] USSR-93 ; PS-3311.

Néanmoins, la définition de nos adversaires semble être simpliste, ne régissant que les relations entre deux parties, généralement des gouvernements. Il est inexact de prétendre que la « propagande noire » se limite à celle « censée provenir du côté ennemi » au sens où l'entend Terry, dans lequel le « côté ennemi » serait le gouvernement allemand. Les définitions savantes modernes de la « propagande noire », un terme qui a toujours des connotations populaires négatives malgré des définitions plus précises, comprendraient deux points essentiels : (1) l'information transmise est incorrecte, généralement dans le but de diaboliser une cible ou d'atteindre un objectif, et (2) sa véritable source et/ou son autorité supposée est soit déformée, soit masquée, soit falsifiée.

À titre d'exemple, on peut citer le canular de l'« usine à cadavres » de la Première Guerre mondiale. Outre la traduction erronée de « kadaver » en cadavre, la propagande britannique a eu recours à des histoires manifestement fausses, censées provenir de groupes ou d'individus neutres. Par exemple, un journal anglophone de Shanghai rapporte que le Premier ministre chinois est horrifié par les déclarations vantardes et de plus en plus macabres de l'amiral Paul von Hintze, ambassadeur allemand, qui a d'abord déclaré au Premier ministre que les Allemands étaient prêts à envoyer des femmes dans les tranchées pour gagner le conflit, puis qu'ils fabriquaient de la glycérine à partir des soldats tombés au combat.[108] D'autres exemples pourraient inclure des déclarations d'indignation faussement attribuées à des parties neutres à la simple nouvelle de l'histoire (le pape Benoît XV), ou des témoins autoproclamés fournissant des indications utiles quant à la véracité du récit, que l'on peut supposer inventé sans risque.[109]

Tous les exemples cités ci-dessus sont clairement de la « propagande noire », même au sens académique que Terry affectionne tant, bien qu'ils soient dirigés contre la partie allemande sans la « propagande censée provenir » des Allemands. Il ne s'agit certainement pas de propagande grise, dont la source, l'autorité ou l'importance de l'étiquette ne sont pas identifiables, ni de propagande blanche, qui repose généralement sur la persuasion et dont la source est identifiée de manière véridique. Un bon indicateur de la « propagande noire » est qu'elle repose sur des « informations privilégiées » concernant l'autorité ou la capacité à connaître le message, ce qui est précisément la situation à laquelle nous sommes confrontés avec la résistance ou les groupes d'intérêt qui prétendent relayer des déclarations de témoins oculaires exacts sur les installations d'extermination. Dans ce contexte, nos critiques mentionnent le courrier clandestin polonais Jan Karski qui « se livrait à une 'propagande noire' auprès des soldats allemands ». (p.

[108] « China's Issue with Germany. How Feng Kuo-Chang Was Converted. Informal Messages from Berlin » (Le problème de la Chine avec l'Allemagne. Comment Feng Kuo-Chang a été converti. Informal Messages from Berlin), The North-China Daily News, 26 février 1917, p. 7.

[109] TNA FO 395/147.

43). Il s'agit en fait d'un excellent exemple pour établir la signification réelle de la « propagande noire ». Karski est présenté comme suit à la page 15 du livre :

> *« Un autre rapport crucial, combinant les informations compilées par Oneg Shabes avec des sources clandestines polonaises, a été publié par le courrier clandestin polonais Jan Karski en novembre 1942. »*

Les « blogueurs plagiaires » se gardent bien de mentionner le contenu réel de ce « rapport crucial ». Karski y affirme en effet avoir infiltré le camp de Bełżec, mais n'y avoir trouvé aucune installation de gazage. Au lieu de cela, selon Karski, les juifs déportés ont été tués dans des « trains de la mort » saupoudrés de chaux vive, les trains étant chargés au camp puis conduits à un endroit situé à 127 km de là, où les victimes ont été laissées pendant plusieurs jours jusqu'à ce qu'elles meurent toutes. J'ai décrit les divers « témoignages oculaires » de Karski dans la section « De l'électrocution au 'train de la mort' » de mon livre sur Bełżec. Cette histoire, du point de vue orthodoxe de l'Holocauste, est évidemment fausse (du point de vue révisionniste, il pourrait s'agir d'une distorsion des rapports sur les transports qui ont effectivement quitté le camp pour d'autres destinations). Cela explique le silence embarrassé de nos critiques, qui savent pertinemment que la « propagande noire », à commencer par celle diffusée par Karski lui-même, consiste précisément en des mensonges intentionnels.

Revenant au fil conducteur de l'argumentation, nos « blogueurs controversés » retracent ensuite les phases par lesquelles cette propagande mensongère, filtrée et revigorée par les différentes « commissions d'enquête sur les crimes de guerre » soviétiques, polono-soviétiques et polonaises et les « conclusions » des juges d'instruction, est entrée dans les salles d'audience des différents tribunaux militaires de l'après-guerre, d'où elle allait bientôt ressortir revêtue de l'habit de la « vérité juridique ».

L'élément décisif de ce processus est sans doute la « Déclaration des Nations Unies » du 17 décembre 1942 qui, d'une part, élève cette propagande au rang de vérité officielle et, d'autre part, détermine les critères de répression des crimes allégués qui y sont décrits, jetant ainsi les bases de la création des futurs Tribunaux militaires.[110]

> *« De tous les pays occupés, les Juifs sont transportés vers l'Europe de l'Est dans des conditions d'horreur et de brutalité effroyables. En Pologne, qui est devenue le principal abattoir nazi, les ghettos créés par les envahisseurs allemands sont systématiquement vidés de tous les Juifs, à l'exception de quelques travailleurs hautement qualifiés nécessaires aux industries de guerre. On n'entend plus jamais parler de ceux qui ont été emmenés. Les personnes valides sont lentement réduites à la mort dans des camps de travail. Les infirmes sont laissés à l'abandon et meurent de faim, ou sont délibérément massacrés lors d'exécutions massives.*

[110] TMI, vol. XII, p. 364.

Le nombre de victimes de ces cruautés sanglantes s'élève à plusieurs centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants totalement innocents ».

La déclaration se terminait par la menace que les Nations Unies « réaffirment leur résolution solennelle de veiller à ce que les responsables de ces crimes n'échappent pas au châtiment, et de prendre les mesures pratiques nécessaires à cette fin ».

Le projet de cette déclaration a été discuté au Foreign Office de Londres dès le début du mois de décembre, suite à l'arrivée de nombreux rapports de propagande, dont le dernier n'est autre que celui de Jan Karski, daté du 25 novembre.[111] Une note datée du 26 novembre résume la discussion à ce moment-là :[112]

« Extermination des Juifs en Europe.

M. Law fait état d'une conversation avec MM. Silverman[113] *et Easterman*[114] *au sujet de l'extermination des Juifs en Europe. M. Silverman a insisté pour que le gouvernement de Sa Majesté prenne des mesures pour lutter contre ces atrocités et a suggéré qu'une déclaration des quatre puissances soit faite par les Nations unies, déclarant que les auteurs seraient dûment punis, et que l'on utilise la radiodiffusion pour encourager les non-Juifs à aider les Juifs persécutés ».*

Dans une note manuscrite datée du 27 novembre, Denis Allen, un fonctionnaire du département central du ministère, indique que la future déclaration de l'ONU devrait, « en l'absence de preuves plus claires, éviter toute référence trop spécifique au plan[115] d'extermination » et se limiter à condamner la « politique allemande » à l'égard des juifs.[116] Un autre fonctionnaire du Foreign Office, Frank Roberts, note dans le même sens :[117]

« Une déclaration dans ce sens devrait être assez vague, puisque nous n'avons pas de preuves réelles de ces atrocités, mais je pense que leur probabilité est suffisamment grande pour justifier une action dans ce sens, si cela est considéré comme essentiel pour satisfaire l'opinion parlementaire ici. Les propagandistes pourraient alors s'inspirer des déclarations susmentionnées. Sans une telle déclaration, il serait, je pense, dangereux de se lancer dans une campagne de propagande qui ne s'appuierait pas sur des faits citables et prouvés ».

Une note du Foreign Office composée par Anthony Eden le 2 décembre concerne une conversation entre lui-même et l'ambassadeur soviétique Ivan

---

[111] Voir à cet égard *Bełżec*..., *op. cit*. pp. 22-25.

[112] TNA FO 371/30923 XP004257, p. 62. La note a été reçue au greffe le 1er décembre 1942.

[113] Sydney Silverman, membre travailliste du Parlement britannique.

[114] Alexander Easterman, alors secrétaire politique du Congrès juif mondial, section britannique. britannique.

[115] Souligné dans l'original.

[116] TNA FO 371/30923 XP004257, p. 64 sq.

[117] *Ibid*, p. 66 et suivantes. Également daté du 27 novembre 1942.

Maisky sur la prochaine déclaration de l'ONU. Après avoir exprimé son approbation chaleureuse pour le discours qu'il venait de prononcer à la Chambre des Communes,[118] laissant entendre que Staline serait du même avis, Maisky aurait poursuivi :

> *« Son Excellence a poursuivi en disant que j'avais évoqué la situation des Juifs en Europe et la tentative systématique d'extermination que semblaient faire les Allemands. Les Juifs étaient venus le voir comme ils étaient venus, d'après ce qu'il avait compris, me voir à ce sujet, et leur suggestion, d'après ce qu'il avait compris, était que les trois puissances, nous-mêmes, les États-Unis et la Russie, s'associent pour condamner ces atrocités et déclarer que ceux qui les avaient perpétrées seraient punis lorsque le jour de la rétribution viendrait ».*

L'aveu de ceux qui ont fait pression en faveur de la déclaration, des deux côtés, est certainement révélateur. La note se termine par le fait qu'Eden décrit lui-même – c'est-à-dire sans rapporter les propos de Maisky – la déclaration des Grandes Puissances comme « la déclaration que les Juifs demandaient ».[119]

Le document établissant les futurs tribunaux militaires alliés n'est donc pas fondé sur des « preuves réelles », mais sur une simple « probabilité » d'« atrocités » allemandes. Mais les Nations unies s'étaient désormais engagées devant le monde entier à ce que leurs tribunaux « prouvent » d'une manière ou d'une autre les crimes allemands.

L'amour de la justice et de la vérité qui animait ces tribunaux a été explicitement révélé par le juge Robert H. Jackson, procureur général américain, lors de la séance du 26 juillet 1946 du premier procès de Nuremberg :[120]

> *« En interprétant la Charte, cependant, nous ne devons pas négliger le caractère unique et émergent de cet organe en tant que Tribunal militaire international. Il ne fait partie du mécanisme constitutionnel de justice interne d'aucune des nations signataires. L'Allemagne a capitulé sans condition, mais aucun traité de paix n'a été signé ou convenu. Les Alliés sont toujours techniquement en état de guerre avec l'Allemagne, bien que les institutions politiques et militaires de l'ennemi se soient effondrées. En tant que tribunal militaire, ce Tribunal s'inscrit dans la continuité de l'effort de guerre des nations alliées. En tant que tribunal international, il n'est pas lié par les raffinements de procédure et de fond de nos systèmes judiciaires ou constitutionnels respectifs, et ses décisions n'introduiront pas de précédents dans le système interne de justice civile de quelque pays que ce soit.* (Emph. ajoutée)

En effet, la *Charte du Tribunal militaire international* stipule explicitement que le tribunal n'a pas été créé dans le but d'établir la vérité ou de veiller à ce que justice

---

[118] http://hansard.millbanksystems.com/commons/1942/dec/02/reconstruction.

[119] TNA FO 954/25 (SU/42/345), Eden à H.L. Baggallay, 2 décembre 1942. Également deux copies dans TNA FO 371/30923, 113 sq., 115 sq.

[120] TMI, vol. XIX, p. 398.

soit faite, mais plutôt « pour que soient jugés et *châtiés*, dans les plus brefs délais, les grands *criminels de guerre* de l'Axe européen ».[121] (Emph. ajoutée)

Afin d'obtenir le résultat souhaité, les puissances victorieuses du temps de guerre ont créé des instruments juridiques propices. L'article 19 de la *Charte* du Tribunal :[122]

> *« Le Tribunal n'est pas lié par des règles techniques de preuve. Il adopte et applique dans toute la mesure du possible une procédure rapide et non technique et admet tout élément de preuve qu'il estime avoir une valeur probante. »*

Et l'article 21 :[(122)]

> *« Le Tribunal n'exigera pas la preuve de faits notoirement connus, mais il en prendra connaissance d'office. Il prendra également connaissance des documents gouvernementaux officiels et des rapports des Nations unies, y compris les actes et documents des comités créés dans les divers pays alliés pour enquêter sur les crimes de guerre, ainsi que des procès-verbaux et conclusions des tribunaux militaires ou autres de l'une quelconque des Nations unies ».*

Pour couronner le tout, les documents sur lesquels se fondaient les procès étaient sélectionnés à l'avance en fonction de leur valeur pour l'accusation ; les avocats de la défense n'étaient autorisés à puiser des documents que dans ce vivier présélectionné, de sorte que, dans la pratique, il n'y avait pas de documents de la défense.

L'historien britannique A.J.P. Taylor a merveilleusement décrit cette situation en tentant d'expliquer « l'accord presque universel entre les historiens » sur les origines de la Seconde Guerre mondiale, une explication qui s'applique également à l'historiographie de l'Holocauste :[123]

> *« Si les preuves avaient été suffisamment contradictoires, on aurait rapidement trouvé des spécialistes pour contester le verdict populaire, même s'il est généralement accepté. Cela ne s'est pas produit, et ce pour deux raisons apparemment contradictoires : il y a à la fois trop de preuves et trop peu. Les preuves dont il y a trop sont celles qui ont été recueillies pour les procès des criminels de guerre à Nuremberg. Bien que ces documents paraissent imposants dans leurs volumes interminables, il s'agit d'un matériel dangereux pour un historien. Ils ont été rassemblés, à la hâte et presque au hasard, pour servir de base aux mémoires des avocats. Ce n'est pas ainsi que les historiens procéderaient. L'avocat cherche à défendre une cause, l'historien veut comprendre une situation. Les preuves qui convainquent les avocats ne nous satisfont souvent pas ; nos méthodes leur paraissent singulièrement imprécises. Mais même les juristes doivent aujourd'hui avoir des doutes sur les preuves présentées à Nuremberg. Les documents ont été choisis non seulement pour démontrer la culpabilité de guerre des hommes jugés, mais aussi pour dissimuler celle des puissances chargées de l'accusation.Si l'une des quatre puissances qui ont mis en place le tribunal de Nuremberg avait géré l'affaire seule, cela aurait largement éclaboussé plus*

---

[121] TMI, vol. I, p. 10.

[122] *Ibid*, p. 15.

[123] A.J.P. Taylor, *The Origins of Second World War*. Athäneum, New York, 1983, p. 13.

de monde. Les puissances occidentales auraient introduit le pacte nazi-soviétique ; l'Union soviétique aurait riposté par la conférence de Munich et des transactions plus obscures. Face au tribunal des quatre puissances, la seule voie possible était d'assumer à l'avance la seule culpabilité de l'Allemagne. Le verdict a précédé le tribunal et les documents ont été apportés pour étayer une conclusion déjà arrêtée. Bien sûr, les documents sont authentiques. Mais ils sont « chargés », et quiconque s'y fie se trouve dans la quasi-impossibilité d'échapper au fardeau dont il est chargé. »

Reginald T. Paget, qui a défendu le Feldmarschall Erich von Manstein, a décrit la situation documentaire difficile dans laquelle se trouvaient les avocats de la défense des accusés allemands :

« Les murs entiers étaient couverts de dossiers et plusieurs rangées de dossiers de deux mètres de haut traversaient la pièce. Les difficultés imposées à la défense sont évidentes. Les seuls documents disponibles étaient ceux qui avaient été sélectionnés parce qu'ils pouvaient aider l'accusation, les documents allemands n'avaient jamais été examinés pour savoir s'ils pouvaient aider la défense. Nous n'avons eu accès qu'à une infime partie des documents saisis. Notre personnel était tout à fait insuffisant pour examiner ne serait-ce qu'une infime partie des documents qui se trouvaient à Hambourg, et ce n'est qu'au tout dernier moment que nous avons découvert plusieurs documents vitaux pour la défense. Nous ne saurons jamais combien d'autres documents de ce type existaient ».

Avant de décrire sa propre situation, Paget revient sur la sélection initiale des documents destinés au TMI. Il raconte qu'en juillet 1945, une branche spéciale de l'armée américaine a été chargée de « collecter, évaluer et rassembler des preuves documentaires sur le théâtre européen en vue *de poursuivre* les principaux criminels de guerre devant le Tribunal international ». Ce travail a été effectué par l'intermédiaire de centres de documentation. Les documents ainsi sélectionnés étaient ensuite remis au personnel de l'accusation pour être à nouveau passés au crible afin de déterminer « s'ils devaient ou non être retenus comme éléments de preuve pour les procureurs ». Enfin, les documents ainsi re-sélectionnés étaient photocopiés et mis à la disposition des tribunaux. La défense devait essentiellement sélectionner parmi eux les documents qu'elle utiliserait.[124]

Il est utile d'examiner les documents qui constituent la base de l'évaluation de Paget. Le colonel Robert G. Storey, conseiller exécutif du juge Robert H. Jackson, a préparé une déclaration datée du 20 novembre 1945 décrivant la collecte et le traitement des preuves documentaires. Il explique que les documents à présenter au tribunal ont été « examinés, réexaminés et traduits par

[124] R.T. Paget, *Manstein : His Campaigns and His Trial*, Collins, Londres, 1951, pp. 106 et suivantes. Paget cite l'affidavit de Coogan discuté ci-dessous, en y ajoutant un accent. Également dans R.T. Paget, *Manstein. Seine Feldzüge und sein Prozeß*. Limes Verlag, Wiesbaden, 1952, pp. 128 et suivantes.

des experts de l'armée américaine, dont beaucoup sont nés en Allemagne et possèdent donc d'excellentes qualifications linguistiques et générales ».[125]

Peut-être conscient de l'allusion trop compromettante à l'identité ethnique de « nombreux » membres de son personnel, Storey modifia cette phrase dans sa déclaration verbale devant le Tribunal le 22 novembre 1945, au cours de laquelle il expliqua également son rôle décisif dans l'organisation de la sélection des documents pour le procès :[126]

> *« À partir de juin dernier, le juge Jackson* [procureur en chef des États-Unis au TMI] *m'a demandé de diriger la collecte des preuves documentaires sur le continent pour le dossier des États-Unis. Des équipes de terrain de notre bureau ont été organisées sous la direction du major William H. Coogan, qui a mis en place des officiers de liaison américains dans les principaux centres de documentation de l'armée. Ces officiers étaient chargés de passer au crible et d'analyser la masse de documents capturés, et de sélectionner ceux qui avaient une valeur probante pour notre dossier. Des centaines de tonnes de documents et de dossiers ennemis ont été triés et examinés, et ceux qui ont été sélectionnés ont été envoyés à Nuremberg pour y être traités. Je présente maintenant comme preuve une déclaration sous serment du major Coogan, datée du 19 novembre 1945 et jointe à la présente, décrivant la méthode de procédure, la capture, le tri et la livraison de ces documents à Nuremberg ».* (Emph. ajoutée)

Après avoir lu un long extrait de la déclaration sous serment de Coogan au Tribunal, Storey poursuivit :[127]

> *« Finalement, plus de 2 500 documents ont été sélectionnés et déposés ici, dans ce palais de justice. Au moins plusieurs centaines d'entre eux seront présentés comme preuves. Ils ont été photographiés, traduits en anglais, classés, indexés et traités. La même procédure générale a été suivie par le British War Crimes Executive en ce qui concerne les documents capturés par l'armée britannique, et il y a eu une intégration et une coopération complètes des activités avec les Britanniques à cet égard ».* (Emph. ajoutée)

Le major William H. Coogan susmentionné a été nommé chef de la division de la documentation du bureau du chef du contentieux des États-Unis en juillet 1945. Le 26 octobre 1945, Storey rédigea un mémo de l'Accusation qui conseillait de soumettre un affidavit général au lieu d'une authentification individuelle des documents capturés.[128] Dans son affidavit soumis au Tribunal, Coogan décrivit le personnel employé pour cette tâche et ses objectifs en matière de collecte et d'évaluation des documents allemands :[129]

> *« La branche locale de la division de la documentation était composée d'un personnel connaissant parfaitement la langue allemande. Leur tâche consistait à rechercher et à sélectionner*

---

[125] « Outline Of Method Of Capture, Processing And Assembling Documentary Evidence, And Plan Of Presentation To The Tribunal » par Robert G. Storey, 20 nov. 1945, PS-001(a). TMI, vol. XXV, p. 3.

[126] TMI, vol. II, p. 157.

[127] *Ibid*, p. 160.

[128] En ligne : http://library2.lawschool.cornell.edu/donovan/pdf/Batch_8/ ol_XVIII_55_03_01.pdf.

[129] « Affidavit du major William H. Coogan », 19 novembre 1945, PS001(a). TMI, vol. XXV, p. 5.

les documents ennemis capturés sur le théâtre européen qui contenaient des informations relatives à la poursuite des principaux criminels de guerre de l'Axe ». (Emph. ajoutée)

Dans les chambres des Tribunaux militaires, l'extermination présumée des juifs, notamment en ce qui concerne les « camps d'extermination » et les « chambres à gaz », devient soudain un « fait de notoriété publique » ne nécessitant qu'un « avis judiciaire », c'est-à-dire un dogme incontestable. La stratégie de défense des accusés s'est naturellement adaptée à cette situation. Dans ce contexte, l'« aveu » était incomparablement plus porteur d'espoir pour l'accusé que le « déni » ; poursuivre dans cette dernière voie n'aurait fait qu'alourdir la peine de l'accusé récalcitrant qui, présumé coupable, aurait nécessairement été considéré comme un nazi impénitent et endurci lui aussi. Les témoins de l'accusation, aigris par les souffrances endurées sous le régime national-socialiste, se sont empressés de réclamer vengeance. Les tribunaux se sont montrés très conciliants à cet égard, garantissant à ces témoins autoproclamés une impunité totale. Des milliers de témoignages recueillis dans des dizaines de procès n'ont jamais donné lieu à une seule poursuite pour parjure, alors que les déclarations manifestement et absurdement fausses ne manquaient pas.

L'exemple du procès de Belsen est typique à cet égard. Belsen fut le premier grand procès de l'après-guerre, tenu par les Britanniques du 17 septembre au 17 novembre 1945. Le principal accusé était le *SS-Hauptsturmführer* Josef Kramer, qui avait été commandant du camp de concentration d'Auschwitz-II (Birkenau) entre octobre 1942 et mai 1944, puis commandant à Bergen-Belsen. Pour cette raison, le procès concernait à la fois Auschwitz et Belsen. Dans sa première déclaration, Kramer dit ingénument la vérité :[130]

« J'ai entendu les allégations d'anciens prisonniers d'Auschwitz faisant état d'une chambre à gaz, d'exécutions massives et de coups de fouet, de la cruauté des gardiens employés, et j'ai appris que tout cela s'était déroulé en ma présence ou à ma connaissance. Tout ce que je peux dire à propos de tout cela, c'est que c'est faux du début à la fin ».

Mais il ne tarde pas à comprendre la fonction idéologique et politique du procès. La seule stratégie de défense admissible consiste à se conformer entièrement au dogme des « chambres à gaz » ; même son avocat ne peut s'empêcher de l'accepter :[131]

« La chambre à gaz a existé, il n'y a aucun doute là-dessus ».

---

[130] *Trial of Josef Kramer and Forty-Four Others (The Belsen Trial).* (Procès de Josef Kramer et de quarante-quatre autres personnes (le procès de Belsen)). Édité par Raymond Phillips. William Lodge and Company, Limited. Londres, Édimbourg, Glasgow, 1949, p. 731.

[131] *Ibid*, pp. 150, 512, resp. Les deux déclarations ont été recueillies par le major Thomas Claude M.Winwood, avocat de la défense de Kramer et de trois autres accusés.

« Il [est] clair que des milliers de personnes [ont été] tuées dans les chambres à gaz à Auschwitz... ».

C'est pourquoi Kramer a été contraint de se rétracter au fur et à mesure du procès. C'est ainsi qu'est apparue la stratégie qui allait bientôt devenir la pratique courante de la défense dans les tribunaux d'après-guerre : l'accusé « savait », mais n'était pas directement « responsable ». Dans ce cas précis, Kramer déclara :[132]

« J'ai reçu un ordre écrit de sa part [Rudolf Höss] selon lequel je n'avais rien à faire avec les chambres à gaz ni avec les transports qui arrivaient ».

Le procès de Belsen est également typique en ce qui concerne les témoignages des anciens détenus. Alors que l'équipe de la défense était composée de onze officiers britanniques et d'un Polonais, même eux n'ont pu s'empêcher d'objecter à plusieurs reprises le manque de fiabilité des témoins, comme l'indiquent la transcription directe et le résumé :[133]

« Je suggère que tout cet incident est imaginaire ». (concernant Ada Bimko)

« Je suggère que le récit que vous avez fait aujourd'hui est exagéré et faux. [...] *Je suggère qu'il en va de même pour le reste de votre témoignage et que vous êtes un témoin tout à fait peu fiable... ».* (concernant Sophia Litwinska)

« Je vous dis que cet incident ne s'est produit que dans votre imagination et que tout cela n'est qu'un tissu de mensonges... ». (concernant Dora Szafran)

« Nous nous opposons à ce que l'ensemble de ces déclarations sous serment, contenues dans ce livre et ailleurs, soit présenté à la Cour comme preuve. À notre avis, l'ensemble des preuves contenues dans ce livre n'est absolument pas fiable, et nous invitons la Cour, après avoir examiné les déclarations des témoins qui ont déjà témoigné, à juger à partir de celles-ci et à dire que le reste ne devrait pas être reçu par la Cour, car elles sont complètement sans valeur et en ont si peu que la Cour ne devrait pas s'écarter à ce point de la pratique normale des tribunaux pénaux et des cours martiales générales de campagne ».

« L'avocat a demandé à la Cour de considérer l'histoire de Bimko et Hammermasch concernant l'assassinat des quatre Russes comme une pure invention de deux témoins qui avaient comparu coup sur coup devant le tribunal dans le seul but de s'en prendre à Kramer, leur ancien commandant, et que c'était d'ailleurs pour cette raison que ces deux témoins l'avaient accusé d'avoir pris une part active aux sélections d'Auschwitz. »

« L'avocat a soutenu que ce témoin était venu au tribunal et avait lancé cette accusation sauvage contre Kraft, et une autre accusation sauvage contre Kramer, sans se soucier de la vérité. [...] *L'avocat a demandé à la Cour d'accepter l'histoire de Kraft dans son intégralité et de rejeter la description du camp n° 2 faite par Sompolinski, qui ne pouvait pas être considérée comme une description véridique ».*

---

[132] *Ibid.* p. 157.

[133] *Ibid*, pp. 76, 82, 89, 141, 518, 519, 524, 524, p. 535, resp. Mais la visite d'A. Bimko à la « chambre à gaz » était également une « histoire stupide et irréelle ». *Auschwitz : The Case for Sanity*, *op. cit*, pp. 599-601.

« Le major Munro a affirmé que toute l'histoire n'était que pure absurdité... » (concernant Helen Klein)

« Toute l'histoire était démente. » (concernant Charles S. Bendel)

« Ce que Litwinska avait dit était inconcevable par rapport au témoignage du Dr Bendel. Où l'avait-elle puisé ? Selon l'avocat, elle avait tout d'abord entendu son ami [Ada] *Bimko lui raconter ce qu'elle avait vu lorsqu'elle avait visité la chambre à gaz ; elle avait ensuite entendu l'histoire de la jeune fille sauvée de la chambre à gaz par Hoessler ; elle avait ensuite rassemblé les deux et avait produit cette histoire stupide et irréelle ».*

Comme l'a noté l'avocat de la défense, le major L. S. W. Cranfield, il n'était pas difficile de deviner la motivation de tous ces mensonges :[134]

« Les nazis ont suscité des passions raciales partout dans le monde, et je ne pense pas qu'il soit anormal ou surprenant que ces jeunes juives soient vindicatives à l'égard de leurs anciens gardiens, ou qu'elles cherchent à se venger d'eux ».

Le procès de Belsen, hélas, n'a pas fait exception. Si je m'y attarde ici, c'est précisément parce qu'il illustre parfaitement l'atmosphère de l'époque, le dogmatisme des Tribunaux, les stratégies concessives de la défense et les motivations vengeresses des témoins.

Grâce à une puissante mobilisation des moyens de communication, les nouveaux dogmes judiciaires se sont rapidement transformés en une sorte d'atmosphère de consensus de masse qui a imprégné et contaminé toutes les parties au procès, juges et témoins, ex-détenus et ex-SS, journalistes et « opinion publique ».

Ce que les ennemis du révisionnisme appellent « théorie du complot » n'est en réalité que cette atmosphère omniprésente : toutes les parties au procès avaient implicitement accepté, pour des raisons différentes, de soutenir le dogme des « chambres à gaz », non pas à la suite d'un « complot », mais parce que les chambres à gaz étaient désormais la « vérité » judiciaire et médiatique, et qu'elles n'étaient pas sujettes à discussion. Quant aux témoins, il n'est pas nécessaire de présupposer qu'ils étaient tous des menteurs délibérés ; en effet, le nombre de menteurs délibérés est numériquement insignifiant. L'écrasante majorité des témoins ont simplement répété et embelli ce qu'ils avaient entendu ailleurs, selon un processus que l'historien David Irving a appelé « pollinisation croisée ».[135] Il ne s'agit pas non plus d'une simple question de ouï-dire, car les témoins peuvent croire sincèrement à leur propre témoignage corrompu, après avoir interprété des évènements dont ils ne pouvaient connaître la signification réelle, à la lumière de

[134] *Ibid*, p. 244.

[135] D. Irving, « David Irving's Final Address in the London Libel Trial », Journal of Historical Review, vol. 19 (2000) no. 2, pp. 9-46. (www.ihr.org/jhr/v19/v19n2p-9_Irving.html)

« connaissances » ultérieures, dans une sorte d'auto-illusion bien décrite par l'écrivain italien antirévisionniste Valentina Pisanty :[136]

> *« Ces auteurs* [c'est-à-dire les témoins] *entremêlent souvent leurs observations avec des fragments de 'ouï-dire', dont la diffusion était omniprésente dans les camps. La plupart des inexactitudes que l'on trouve dans ces textes sont dues au fait que les témoins confondent ce qu'ils ont vu de leurs propres yeux avec ce dont ils ont simplement entendu parler pendant leur période d'internement. Ensuite, avec le temps, à la mémoire des évènements vécus s'ajoute la lecture d'autres ouvrages sur le sujet, de sorte que les autobiographies publiées ces dernières années manquent de l'immédiateté du souvenir au profit d'une vision plus cohérente et plus complète du processus d'extermination ».* (Emph. ajoutée)

À partir du début des années 1950, l'industrie historiographique de l'Holocauste, en plein essor, grâce aux efforts de personnalités telles que Léon Poliakov, Gerald Reitlinger, lord Russell of Liverpool, Artur Eisenbach et d'autres, a progressivement transformé la « vérité juridique » des salles d'audience en une « vérité historique » établie. Les procès antérieurs ont alimenté les procès ultérieurs dans une spirale perverse et auto-entretenue où chaque nouvelle sentence a servi à consolider la « vérité judiciaire » qui avait toujours été présumée dès le départ. Et cette nouvelle « vérité judiciaire », à son tour, a consolidé la « vérité historique » qui en a résulté. Au-delà des facteurs strictement politiques, les nombreux procès tenus dans l'ancienne République fédérale d'Allemagne semblent avoir eu pour but non pas tant d'administrer la justice que de fournir des détails « factuels » supplémentaires pour les besoins de l'historiographie de l'Holocauste. Quelques accusés, comme Wilhelm Pfannenstiel, ont participé consciemment à ce processus et ont bénéficié d'un acquittement ou d'une impunité légale.

Un livre comme *NS-Verbrechen vor Gericht* (Crimes nationaux-socialistes devant le tribunal) d'Adalbert Rückerl [137] démontre visiblement la dépendance de l'historiographie de l'Holocauste à l'égard du processus d'« historiographie judiciaire » inauguré par les tribunaux militaires alliés, qui ont agi comme le terreau fertile dans lequel tout le processus a germé en premier lieu.[138] Dans leur introduction au volume collectif *Neuen Studien* dont il a été question plus haut, Morsch et Perz déclarent candidement :[139]

---

[136] V. Pisanty, *La question controversée des chambres à gaz. Logique du négationnisme*. Bompiani, Milan, 1998, p. 183.

[137] C.F. Müller Juristischer Verlag, Heidelberg, 1982.

[138] Dans son traitement du sujet, Rückerl inverse la relation de cause à effet du processus, en décrivant d'abord les « NS-Verbrechen » (crimes nationaux-socialistes), puis les procès qui ont permis d'établir la « vérité juridique » de l'affaire.

[139] G. Morsch, B. Perz (éds.), *Neue Studien zu nationalsozialistischen Massentötungen durch Giftgas*. Introduction, p. xvi.

« Sans l'activité d'enquête d'organes juridiques tels que la Commission principale polonaise à Varsovie ou l'Office central des administrations de la justice d'État à Ludwigsburg, il serait aujourd'hui très difficile d'effectuer des recherches historiques sur les massacres au gaz toxique ».

Il faut ajouter que ces procès, en règle générale, n'ont même pas tenté de présenter un dossier juridiquement plausible correspondant aux normes des procès d'assassinat normaux pour la « vérité judiciaire » qu'ils servaient à promouvoir. L'exemple du procès d'Auschwitz à Francfort (du 20 décembre 1963 au 20 août 1965) est représentatif à cet égard. Dans leur verdict écrit, les juges ont déclaré ce qui suit :[140]

« Outre quelques documents peu productifs, la Cour, pour reconstituer les actes de l'accusé, s'est appuyée presque exclusivement sur des déclarations de témoins. L'une des expériences de la criminologie est que les déclarations de témoins ne sont pas l'une des meilleures méthodes de preuve. C'est d'autant moins vrai lorsque la déposition du témoin porte sur des évènements qui se sont déroulés vingt ans ou plus auparavant et que le témoin les a observés dans des circonstances de douleur et de souffrance indescriptibles. Même le témoin idéal qui ne souhaite que dire la pure vérité et qui s'efforce de fouiller sa mémoire souffre de nombreuses lacunes dans ses souvenirs après vingt ans. Un tel témoin court le risque de projeter sur d'autres personnes des choses qu'il a réellement vécues, et de considérer comme ses propres expériences des faits décrits avec force dans le même contexte par d'autres personnes. Il risque ainsi de confondre le temps et le lieu dans ses souvenirs. [...]

Au contraire, il suffit de rappeler, une fois de plus, le travail minutieux et interminable qu'exige un procès pour meurtre ordinaire à notre époque, le grand nombre de petites pièces du puzzle qu'il faut assembler pour reconstituer les véritables circonstances au moment du meurtre. Tout d'abord, le cadavre est disponible pour examen par la cour ; il y a les rapports d'autopsie, les rapports d'experts sur la cause du décès ; nous connaissons la date approximative du décès et les effets sur la victime qui ont entraîné la mort. L'arme du crime est disponible, il y a les empreintes digitales de l'auteur du crime, laissées en pénétrant dans la maison de la victime, ainsi que de nombreux autres détails qui donnent au tribunal un sentiment de certitude quant aux causes et aux circonstances de la mort subie par la victime aux mains d'un auteur donné. Tous ces éléments sont absents du présent procès ».

Cet aveu suffit à démontrer que l'historiographie de l'Holocauste n'a rien de commun avec l'historiographie normale. L'histoire médiévale, pour revenir à l'allusion aux « blogueurs controversés » (p. 29), n'est pas le sous-produit dépendant de tribunaux militaires mis en place pour punir un coupable (présumé), et il en va de même pour toute autre branche de l'historiographie. L'historiographie de l'Holocauste, une anomalie évidente, est la seule exception. Le fait que l'Holocauste soit « unique » est, bien sûr, parfaitement vrai, mais uniquement en ce qui concerne les procédures connexes de l'écriture historique.

---

[140] Bern Naumann, *Auschwitz. Bericht über die Strafsache gegen Mulka u.a. vor dem Schwurgericht Frankfurt*. (Auschwitz. Rapport sur l'affaire pénale contre Mulka et autres devant la cour d'assises de Francfort). Athäneum Verlag, Frankfurt am Main-Bonn, 1965, pp. 523 sq.

Ce qui est « unique », c'est la méthode exterminationniste d'écriture de l'histoire elle-même, dont les « résultats » constituent la seule forme de « vérité » non ouverte à la discussion dans le débat public – par la loi dans de nombreux pays, par le tabou social presque partout sur cette planète. Il s'agit donc d'une sorte de « vérité » métaphysique : au-dessus de la raison, au-dessus de la discussion, au-dessus de l'objection, à accepter sous peine de divers coûts sociaux, souvent des peines d'emprisonnement d'une longueur vindicative. Les hommes politiques qui promeuvent et défendent les diverses lois antirévisionnistes en vigueur dans le monde ne font, ce faisant, qu'admettre que l'historiographie de l'Holocauste est une construction essentiellement idéologique et politique bâtie autour d'une « vérité » incapable de résister à un examen objectif. En revanche, personne n'a jamais exigé de lois anti-« négationnistes » en ce qui concerne, par exemple, les procès de sorcellerie ou tout autre aspect de l'histoire du Moyen-Âge.

L'un des auteurs du présent ouvrage, Jürgen Graf, a expérimenté la force de cette vérité inviolable, idéologique et « supérieure » sur sa propre personne, comme on le sait.

Compte tenu du cadre de l'historiographie judiciaire idéologiquement intéressée décrite ci-dessus – un cadre fondé dès le départ sur la corruption sélective du dossier documentaire allemand par le biais des objectifs et des procédures des tribunaux militaires – il est tout à fait étonnant de lire que nous sommes censés soutenir que « la seule source pouvant être considérée comme un 'document' est un rapport allemand », comme l'affirme Nick Terry, comme s'il n'y avait pas de lacunes à combler. Il n'en reste pas moins que la question mérite d'être débattue. Il est utile à cet égard d'examiner d'abord et de garder à l'esprit un avant-propos à *Tyranny on Trial* de Whitney R. Harris écrit par nul autre que Robert G. Storey en avril 1954 :[141]

> *« Le but du procès de Nuremberg n'était pas seulement, ni même principalement, de condamner les dirigeants de l'Allemagne nazie et de leur infliger une peine à la mesure de leur culpabilité. Il m'a semblé dès le départ qu'il était bien plus important de constituer un dossier sur le régime hitlérien qui résisterait à l'épreuve de l'histoire*[142] *J'ai donc entrepris de rassembler le plus grand nombre possible de documents allemands ayant un rapport avec les crimes reprochés aux accusés. [...]*

---

[141] Whitney R. Harris, *Tyranny On Trial : The Trial of the Major German War Criminals at the End of World War II at Nuremberg* (Le procès des principaux criminels de guerre allemands à la fin de la Seconde Guerre mondiale à Nuremberg), Allemagne, 1945-1946. Southern Methodist University Press, Dallas, 1999, pp. xi-xii.

[142] Un objectif connexe est énoncé sans détour dans un plan non daté de l'OCC sur l'organisation des relations publiques : « L'un des principaux objectifs du procès des grands criminels de guerre est de documenter et de dramatiser, pour l'usage contemporain et pour l'histoire, les moyens et les méthodes employés par les principaux nazis dans leur projet de domination du monde et de guerre agressive. » En ligne : http://library2.lawschool.cornell.edu/donovan/pdf/Batch_8/Vol_XVIII_54_02_03.pdf.

Nous avons été grandement aidés par des équipes de l'armée américaine dans la collecte et l'examen préliminaire de ces documents. Mais il nous a fallu créer notre propre centre d'archives auquel ont été affectés des analystes et des traducteurs. Les documents que nous jugions utiles, après examen final, ont été traduits et dupliqués pour être utilisés par les équipes d'avocats chargées de préparer les différents aspects de la cause positive. Au cours des quelques semaines dont nous disposions avant le début du procès, nous avons pu rassembler un nombre surprenant de documents établissant la criminalité du régime hitlérien. Cela est dû en partie à la tenue de dossiers par tous les bureaux et départements allemands, et en partie au fait qu'à la fin de la guerre, aucun ordre général n'a été donné pour la destruction des documents, les décisions à cet égard étant laissées à l'appréciation des individus, des bureaux et des départements. Il n'est pas rare que l'on ait tenté de cacher, plutôt que de détruire, des documents importants. Et parfois, nous avons pu récupérer des caches entières de preuves écrites inestimables ».

Comme nous l'avons vu précédemment, la collecte et le tri des documents allemands effectués par les vainqueurs après la Seconde Guerre mondiale représentaient « une continuation de l'effort de guerre des nations alliées » qui allait marquer de manière indélébile le paysage culturel, politique et judiciaire de l'Europe d'après-guerre. En fait, elle a été réalisée dans le seul but de localiser des matériaux susceptibles d'être utilisés pour « punir » des crimes dont la réalité était supposée *a priori*.

L'historiographie de l'Holocauste est également unique en ce sens. Tous les documents présélectionnés et présentés comme preuves lors des différents procès d'après-guerre sont des documents de l'accusation ; les avocats de la défense ont dû sélectionner des documents pour leur propre usage exclusivement parmi cette collection de l'accusation, de sorte que, dans la pratique, il n'y a pas de documents de la défense dans le dossier. Plus généralement, tous les documents d'archives actuellement à la disposition des chercheurs sont également, de fait, des documents de l'accusation. Nos « blogueurs plagiaires », pour leur part, se réjouissent sarcastiquement du fait qu'au cours de nos recherches dans diverses archives d'Europe de l'Est, Graf et moi-même n'avons trouvé aucun document relatif à la destination des juifs qui, selon nous, ont été transférés à l'Est à partir des prétendus « camps d'extermination ». Mais si l'on considère que ces archives ne sont constituées que de documents rassemblés par les Soviétiques, peut-on sérieusement s'attendre à trouver des documents sur les transferts qui réfuteraient le même Grand Mythe qu'ils ont trouvé avantageux de maintenir comme vrai ?

En réalité, la question fondamentale est désormais insoluble d'un point de vue documentaire, quelle que soit la position historiographique à partir de laquelle on l'examine : si les « camps d'extermination » ont réellement existé, les Nationaux-Socialistes doivent avoir détruit la documentation relative aux « chambres à gaz » et aux exterminations (car il n'y en a pas) ; si les « camps d'extermination » n'ont *pas* existé en tant que tels, alors les Soviétiques doivent avoir détruit la documentation relative aux transferts de prisonniers et à la réinstallation. Face à

ce dilemme, ceux qui affirment l'existence des « chambres à gaz » homicides souffrent du même inconvénient de devoir prouver leurs accusations sans documents, en s'appuyant uniquement sur des « témoignages » et des « aveux » qui, comme je l'ai expliqué plus haut, n'ont aucune valeur probante sans support documentaire valable, même du point de vue de *ces* procédures historiographiques anormales.

Néanmoins, si le dilemme est réel, la position révisionniste est plus raisonnable. Il est bien connu que les Allemands ont laissé en l'état de grandes quantités de documents relatifs aux fusillades de juifs, notamment sur le front de l'Est, documents rédigés dans un langage cru et ouvert. Pourquoi, alors, auraient-ils eu besoin de détruire systématiquement tous les documents relatifs aux « camps d'extermination de l'Aktion Reinhardt » et à Chelmno ? Cette prétendue destruction exhaustive mais très sélective des documents n'a aucun sens. On ne peut pas non plus croire sérieusement que les documents sur les fusillades aient été sauvés par quelque accident fortuit (ce qui nécessiterait en l'occurrence toute une multitude d'accidents fortuits), comme l'a supposé de façon insensée Jean-Claude Pressac pour les archives de la *Zentralbauleitung* (Office central de construction) d'Auschwitz, laissées pratiquement intactes par les SS en retraite pour être retrouvées par les Soviétiques.[143]

On sait avec certitude que les Nationaux-Socialistes ont émis des directives claires et précises sur la destruction des documents qu'ils considéraient comme importants, un processus qui peut être retracé dans de nombreux dossiers retrouvés aux Archives historiques militaires de Prague. Par exemple, les documents classés « *geheime Sache* » (matière secrète) et « *geheime Reichssache* » (matière secrète d'État) appartenant à l'*Einsatzgruppe* VII de l'*Organisation Todt* ont été détruits à partir de janvier 1945 sur ordre supérieur, comme en témoigne un *Vernichtungsprotokoll* (protocole de destruction) qui énumère en détail tous les documents détruits. [144] Mais en ce qui concerne les camps de l'« Aktion Reinhardt », aucune trace d'un tel « protocole de destruction » n'a jamais été trouvée. Par conséquent, dans la pratique, il n'y a aucun moyen de savoir quels documents ont réellement été détruits par les Nationaux-Socialistes et quels documents les Soviétiques ont pu trouver mais ont choisi de supprimer.

La tâche et la fonction essentielles du révisionnisme ne consistent pas à « nier » les affirmations de l'historiographie de l'Holocauste concernant des installations ou des évènements présumés, mais plutôt à soumettre ces affirmations à une évaluation critique et à une vérification. D'un point de vue strictement méthodique, le problème fondamental n'est pas de savoir si les « chambres à gaz » ont existé ou non, *mais si les preuves avancées par l'historiographie*

[143] *Auschwitz : The Case for Sanity*, *op. cit.* pp. 32-34.

[144] VHA, Fond OT, 25/7, pp. 299-303.

orthodoxe de l'Holocauste sont justifiables ou infondées. (Emph. ajoutée) De ce point de vue, les révisionnistes s'intéressent positivement à ce qui s'est réellement passé, et c'est là l'orientation principale de nos recherches.

Nous sommes également enclins à penser que la propagande de guerre qui s'est sublimée d'abord en « vérité » judiciaire, puis en une atmosphère omniprésente de « vérité » historique et médiatique, a eu une influence délétère sur la grande majorité des historiens de l'Holocauste. Il ne fait aucun doute que la plupart de ces historiens ont travaillé de bonne foi, du moins du point de vue de leur propre vision historique globale, et nous sommes heureux de le reconnaître même si, comme Raul Hilberg, ils créent parfois un tissu évident de mensonges délibérés.[145] Mais ils construisent sur de fausses fondations : l'historiographie de l'Holocauste a été corrompue par l'opportunisme et la mauvaise foi dès le départ.

Malgré les « centaines de tonnes de documents et d'archives de l'ennemi » examinés par les seuls Américains immédiatement avant les procès d'après-guerre, comme l'a astucieusement noté Samuel Crowell[146] , les 72 volumes des trois plus importants recueils de transcriptions de procès[147] ne contiennent en tout et pour tout que *trois* documents concernant les prétendues chambres à gaz (fixes), deux relatifs à Auschwitz et un à Gross-Rosen (NO- 4473, NO-4465 et NO-4345). Parmi ceux-ci, un, la lettre bien connue de Karl Bischoff du 29 janvier 1943, a fait l'objet d'une erreur de traduction, le terme « Vergasungskeller » ayant été rendu par « chambre à gaz ».[148] La seconde, une lettre de la *Zentralbauleitung* (Office central de construction) d'Auschwitz datée du 31 mars 1943, est à l'origine d'une erreur encore plus grave, puisque le terme « gasdichte Türme » (tours étanches au gaz) – ce dernier mot étant manifestement une erreur typographique pour « Türen » (portes) – a été traduit par « chambres étanches au gaz[149] ». Et la dernière n'est bien sûr qu'une grotesque falsification, car dans cette lettre de la firme Tesch et Stabenow au camp de Gross-Rosen, datée du 25 août 1941, les deux chambres de désinfestations équipées de systèmes de circulation *Degesch- Kreislauf* commandées à cette firme par le *Bauleitung* (bureau de construction) du camp sont désignées de manière inquiétante dans la traduction

---

[145] J. Graf, *Riese auf tönernen Füssen. Raul Hilberg und sein Standardwerk über den "Holocaust", op. cit.* et C. Mattogno, *Raul Hilberg e i « centri di sterminio » nazionalsocialisti. Fonti e metodologia*, disponible en ligne à l'adresse suivante : www.vho.org/aaargh/fran/livres8/CMhilberg.pdf

[146] Samuel Crowell, *op. cit.* pp. 87 et s.

[147] *Procès des grands criminels devant le Tribunal militaire international. Nuremberg 14 novembre 1945-1er octobre 1946. Publié à Nuremberg*, Allemagne, 1947, (TMI) 42 volumes ; *Procès des criminels de guerre devant les tribunaux militaires de Nuremberg. Nuremberg*, octobre 1946-avril 1949 (NMT), 15 volumes ; *Law Reports of War Criminals* ; Publié pour la Commission des crimes de guerre des Nations Unies par His Majesty's Stationery Office, Londres, 1947, 15 volumes.

[148] NMT, vol. V, p. 620. NO-4473.

[149] *Ibid.* p. 622. NO-4465.

comme « deux chambres d'extermination, »[150] tandis que la lettre ultérieure de ce bureau au *Hauptamt Haushalt und Bauten* (Office central, administration et bâtiments) du 28 août, qui se réfère à la lettre de Tesch et Stabenow, avait clairement pour objet « l'usine d'épouillage » ![151] Quant à Bełżec et Treblinka, il n'y avait que des fantasmes d'« installations d'électrocution » et de « chambres à vapeur »[152], tandis que de Chełmno et Sobibór, on ne savait pratiquement rien du tout.

Et pourtant, malgré tout cela, il n'est jamais venu à l'esprit de nos historiens de l'Holocauste de se demander si l'histoire des « chambres à gaz » n'était pas sans fondement. Comme les tribunaux militaires avant eux, ils l'ont considéré apriori comme un « fait de notoriété publique », un « fait certain » ne nécessitant aucune discussion, seulement une présentation et une approbation. En près de soixante-dix ans, ils n'ont toujours pas trouvé de preuves documentaires à l'appui de cette affirmation, mais ils s'obstinent à poursuivre leur vaine tâche.

Les « blogueurs plagiaires » sont une sorte de précipité de l'historiographie corrompue que nous avons décrite plus haut – une sorte de sédiment visqueux dans lequel se concentrent tous les pires éléments. Leur méthode (si l'on peut utiliser ce terme) est grossièrement simpliste, car elle découle d'une attitude non pas de détachement critique, mais de foi fondamentaliste. Ils *croient* que les camps de l'« Aktion Reinhardt » étaient des « camps d'extermination » et donc, pour eux, tous les témoins déclarés de cette affirmation sont *a priori* véridiques. Cela implique un programme de déformation systématique, d'une part des témoignages, qui font l'objet d'une suite pénible et ridicule de tentatives d'explication ou de justification des innombrables contradictions qu'ils présentent, et d'autre part de la documentation nationale-socialiste, dénaturée par une multiplicité de mensonges et d'impostures à l'appui de la thèse de l'« extermination ».

Nous, au contraire, partons d'une base de certitude construite sur un grand nombre de faits indiscutables, comme nous le verrons plus loin.

2.3. Auschwitz : Premier exemple de schizophrénie de l'Holocauste

Les « blogueurs controversés » démontrent leur mauvaise foi dès le début de leur « critique » :

> *« Depuis les premiers jours de leur mouvement, les négationnistes ont largement centré leurs arguments sur le camp de la mort d'Auschwitz. Si l'on examine la littérature qui constitue ce*

[150] *Ibid.* p. 363. NO-4345.

[151] *Ibid.* p. 362. NO-4344.

[152] Voir chapitre suivant.

que l'on appelle le révisionnisme de l'Holocauste, l'obsession d'Auschwitz est sans aucun doute l'un de ses traits caractéristiques ». (p. 6)

Voilà un bel exemple de la manière dont nos blogueurs, avec leur impudence coutumière, renversent complètement la réalité. Une bibliographie établie par le Musée d'Auschwitz recensant les publications sur le camp parues dans les années 1942-1980 contient 1 950 titres, dont à peine une dizaine sont de nature révisionniste. [153] Voilà qui prouve à suffisance que toute « obsession d'Auschwitz » était et reste le fait des historiens orthodoxes de l'Holocauste et des fervents de la « Mémoire de l'Holocauste ». Depuis que Jean-Claude Pressac a attiré l'attention des historiens et des médias sur Auschwitz avec ses études fondamentales sur le camp, en 1989 et 1993, le flot ne s'est pas démenti.[154] En 1994, Michael Berenbaum, dans la préface d'un autre classique de la littérature sur l'Holocauste, a écrit : « Auschwitz a été le plus grand et le plus meurtrier des camps de la mort nazis ».[155] Une étude volumineuse de Debórah Dwork et Robert Jan van Pelt [156] est parue seulement deux ans plus tard. Le musée d'Auschwitz a publié sa propre histoire du camp en cinq volumes en 1999.[157] Un autre tome massif de Robert Jan van Pelt – *The Case for Auschwitz* – a vu le jour en 2002... et ainsi de suite – et ce, pour ne citer que les ouvrages les plus importants à vocation scientifique. Les révisionnistes n'ont fait que répondre à ce flot de littérature sur l'Holocauste, ce qui est d'autant plus juste que la documentation existante sur ce camp est notoirement énorme.

Quant aux « blogueurs controversés », il n'est que trop facile de montrer qu'ils font eux-mêmes preuve d'une véritable « obsession » – à mon égard et à l'égard de mes coauteurs – comme en témoigne le contenu de leur blog. Et l'obsession empêche parfois de voir clair. Quelques lignes après leur insinuation idiote sur la prétendue « obsession » du révisionnisme pour Auschwitz, les « blogueurs controversés » déclarent :

« Après avoir argumenté pendant si longtemps sur Auschwitz, et perdu ces arguments en audience publique lors du procès en diffamation Irving contre Lipstadt en 2000, les négationnistes ont commencé à tourner leur attention vers les camps dits de l'Aktion Reinhard de Belzec, Sobibor et Treblinka ». (p. 6)

---

[153] Anna Malcówna, *Bibliografia KL Auschwitz za lata 1942-1980.* Wydawnictwo Państwowego Muzeum w Oświęcimiu, 1991.

[154] J.-C. Pressac, *Auschwitz : Technique et fonctionnement..., op. cit.* et *Les crématoires d'Auschwitz, op. cit.*

[155] Yisrael Gutman, Michael Berenbaum (éds.), *Anatomy of the Auschwitz Death Camp.* Indiana University Press, Bloomington et Indianapolis, 1994, p. vii.

[156] D. Dwork, R. J. van Pelt, *Auschwitz 1270 to the present.* W.W. Norton & Company. New York-Londres, 1996.

[157] *Auschwitz 1940-1945. Studien zur Geschichte des Konzentrations- und Vernichtungslager Auschwitz.* Publié par Waclaw Długoborski et Franciszek Piper. Maison d'édition du Musée d'État d'Auschwitz-Birkenau. Oświęcim 1999.

Il est clair que nos « blogueurs controversés » souffrent d'une sorte de schizophrénie de l'Holocauste qui les coupe de la réalité. La réalité, en ce qui me concerne, peut se résumer ainsi : c'est *après* le verdict du procès en diffamation d'Irving (11 avril 2000) que j'ai publié les huit études fondamentales sur Auschwitz énumérées ci-dessus dans la section 2.1, y compris ma démolition systématique (publiée en anglais en 2010) du rapport d'expertise de van Pelt dont les arguments ont été utilisés par le juge Gray dans sa décision contre Irving !

2.4. Portée et importance de notre réponse

Dans leur arrogance puérile, nos « blogueurs plagiaires » font la prédiction ridicule suivante :

> *« Étant donné que les négationnistes semblent incapables de lire un livre du début à la fin, nous prévoyons que de nombreux lecteurs négationnistes commenceront par le chapitre sur les chambres à gaz et réagiront ensuite avec une incrédulité personnelle. Ils ignoreront les longues sections sur la découverte et la connaissance en temps de guerre (chapitre 1), les preuves accablantes des décisions d'extermination (chapitre 2) et le chemin tortueux vers Belzec (chapitre 3). Ils refuseront d'accepter la charge de la preuve pour démontrer qu'il y a eu un canular (chapitre 1) ou pour montrer des preuves systématiques de la réinstallation, et non les ouï-dire triés sur le volet que Kues présente hypocritement comme des preuves (chapitre 4). Toutes ces choses seraient des erreurs. La critique est destinée à être lue comme un tout, et les arguments avancés dans chaque chapitre n'ont pas été présentés indépendamment les uns des autres ».* (p. 36)

Apparemment, nos blogueurs pensent vraiment avoir produit un travail de recherche historique inattaquable, un symptôme qui confirme pleinement le diagnostic de schizophrénie de l'Holocauste. En réalité, ce qu'ils ont construit est un château de sable intellectuel qui se dissout à la première vague de critiques révisionnistes. Notre critique, présentée dans les chapitres qui suivent, est à la fois radicale et totale : notre réponse couvre chaque chapitre du « Manifeste du copier-coller » et répond à tous les arguments des « blogueurs controversés », même les plus fallacieux (qui ne manquent pas).

L'objet de notre réponse n'est pas tant de réfuter leur fallacieuse « reconstruction historique », même si nous le ferons, en démontrant les faussetés, les impostures et les envolées délirantes qu'elle contient. Mais nous ne voudrions pas que l'attention que nous accordons ainsi à leur « travail » soit interprétée comme une marque de respect érudit : les propagateurs de haine, les vandales et les falsificateurs ne méritent pas le respect, et encore moins une réponse patiente. Notre intérêt réside plutôt dans l'opportunité de réfutation complète que nos adversaires ont involontairement fournie en produisant leur « Manifeste du copier-coller ». En effet, avec leurs plagiats sans précédent, ils ont créé une sorte de *Summa holocaustica*, empilant, tant bien que mal, tous les arguments possibles et imaginables en faveur de l'existence des « chambres à

gaz » homicides et toutes les critiques possibles et imaginables de nos arguments contraires.

Notre réponse vise donc avant tout à démontrer la vacuité totale de l'historiographie orthodoxe de l'Holocauste qui prétend que Bełżec, Sobibór et Treblinka étaient des « camps d'extermination » équipés de « chambres à gaz » homicides. En ce sens, les « blogueurs plagiaires » ont apporté une contribution décisive, d'une part en mettant en évidence l'incohérence historique totale d'une telle affirmation, d'autre part en nous stimulant à de nouvelles découvertes extrêmement profitables. Ce dernier point concerne notamment l'introduction d'une masse importante de nouveaux documents, rassemblés dans notre présentation de nombreux nouveaux arguments encore plus solides que ceux que nous avons publiés dans le passé. Le résultat est la fin de la légende des « camps d'extermination de l'Aktion Reinhardt ».

À cet égard, la contribution de Robert Muehlenkamp est fondamentale. Ses deux chapitres sur les « preuves médico-légales et archéologiques concernant les charniers » (« Mass Graves » pp. 382-439) et « les besoins en combustible, la durée de la crémation et l'élimination des restes de la crémation » (« Burning of the Corpses » pp. 440-515 ; descriptions des capsules p. 35) sont caractérisés par des envolées délirantes qui démontrent à elles seules l'absurdité totale de tout le scénario de l'Holocauste. Par une sorte d'effet boomerang que les « blogueurs controversés », dans leur arrogante autosatisfaction, ne pouvaient guère imaginer, leur « critique » nous a incités à jeter les bases d'une toute nouvelle étude exhaustive sur les camps de l'« Aktion Reinhardt », qui sera publiée dès que nous aurons achevé des tâches plus urgentes reportées en vue de l'élaboration de cette réponse. Le temps consacré à la présente réponse et le report de notre principal engagement n'auront cependant pas été vains, puisqu'ils auront abouti à un nouvel ouvrage au format papier, bien mieux documenté que les trois livres qui l'ont précédé. C'est l'objet principal de la présente réponse.

Dans leur « Manifeste du copier-coller », les « blogueurs plagiaires » présentent une « reconstruction historique » basée sur une masse de documents déformés, de pseudo-arguments et de bavardages futiles. Pour se faire une idée de l'incohérence historiographique totale de leur approche et pour mieux comprendre l'importance et la valeur de notre propre réponse, il faut partir d'une base factuelle. Les faits relatifs aux camps de l'« Aktion Reinhardt » seront documentés en détail dans l'étude qui suit, mais passons-les brièvement en revue ici :

- Il n'existe aucun document sur le gazage des juifs dans les camps de l'« Aktion Reinhardt ».
- Il n'y a pas d'ordre allemand d'exterminer les juifs dans ces camps.

- Il n'y a pas d'ordre allemand de construire ces camps en tant que « camps d'extermination ».
- Les recherches archéologiques menées par les autorités polonaises à Belżec et Sobibór n'ont trouvé aucune trace de « chambres à gaz » homicides.
- Il aurait été impossible d'enterrer les corps des victimes présumées à Belżec et à Treblinka ; quelque 281 200 et 654 800 corps seraient restés sans sépulture dans ces deux camps respectivement. Par conséquent, l'assassinat et l'enterrement de 434 508 personnes à Belżec et de 758 400 à Treblinka ne peuvent pas avoir eu lieu.
- Pour ces deux camps, le volume des cendres produites lors de la crémation du nombre de cadavres revendiqué aurait dépassé le volume des fosses communes « officiellement certifiées » de 109 % et 305 %, respectivement, tandis qu'à Sobibór, il aurait occupé plus de 50%. Mais ces quantités ne sont pas confirmées par l'archéologie, et les crémations revendiquées ne peuvent donc pas avoir eu lieu.
- Dans aucun des trois camps, il n'aurait été possible d'acquérir les quantités de bois nécessaires à la crémation du nombre de corps allégué dans les délais impartis. Pour approvisionner les trois camps, les détenus affectés à cette tâche auraient eu besoin de 9 716 jours, soit plus de 26½ ans ! La fourniture d'une telle quantité de bois ne peut donc pas avoir eu lieu.
- Enfin, la crémation du nombre de cadavres allégués aurait été impossible dans les limites chronologiques affirmées et aurait duré 592 jours supplémentaires. Pour cette raison, l'incinération des victimes présumées du gazage ne peut avoir eu lieu.

Face à ces preuves, les tentatives pathétiques des « blogueurs plagiaires » pour soutenir la thèse de l'extermination massive s'évanouissent comme autant de brouillard exterminationniste sous le soleil du révisionnisme.

Chapitre 3 : Les origines propagandistes de la légende des camps d'extermination

Par Carlo Mattogno

[1] Le premier chapitre de l'ouvrage de nos opposants, intitulé « The Hoax That Dare Not Speak Its Name » (Le canular qui n'ose pas dire son nom), s'ouvre à la page 38 sur Nick Terry qui prétend expliquer le lien supposé entre le révisionnisme et la « théorie du complot » :

> *« Depuis sa création, le révisionnisme de l'Holocauste n'a cessé d'affirmer que l'on nous a menti sur le sort des Juifs d'Europe aux mains des nazis. Même si certains négationnistes contemporains le nient, le négationnisme est impensable sans une certaine forme de théorie du complot ».*

Il ajoute, avec un air de grande supériorité, ce qui suit quelques lignes plus bas :

> *« De plus, il est pratiquement impossible de trouver un auteur négationniste majeur qui n'avance pas, à un moment ou à un autre, une allégation de fabrication, de manipulation, de coercition ou d'une autre forme d'escroquerie. »*

Dans le chapitre 2 de cette réfutation, j'ai montré qu'en ce qui nous concerne, l'accusation de « négationnisme » est totalement infondée. L'affirmation de Terry selon laquelle le révisionnisme est exclusivement négatif – ou « négationniste » – est réfutée par les faits. Pour nous limiter aux seuls ouvrages que nous avons mentionnés dans le chapitre ci-dessus, peut-on sérieusement croire que les plus de 5 500 pages consacrées à Auschwitz, les plus de 900 consacrées aux camps de l'« Aktion Reinhardt » et les plus de 400 relatives aux camps de Majdanek et de Stutthof ne contiennent rien d'autre que des « négations » ?

La signification réelle de la « propagande noire » (p. 43) a déjà été discutée dans le chapitre précédent. Mais Terry ne s'oppose pas seulement à l'utilisation de ce terme, il s'oppose au mot « propagande » lui-même, insistant sur le fait que les rapports de l'État clandestin polonais (*Delegatura*) et des organisations clandestines juives « ne peuvent pas être appelés 'propagande' ».

Encore une fois, une distinction terminologique sophistique. En 1945, le gouvernement polonais a rédigé un long rapport officiel pour le procès de Nuremberg, rapport qui a ensuite été présenté comme preuve par les procureurs soviétiques à Nuremberg sous le nom de USSR-93. Un paragraphe traite des « camps d'extermination ». En ce qui concerne Belżec, la commission est parvenue aux « conclusions » suivantes :

> *« Au début de 1942, les premiers rapports indiquaient que des installations électriques spéciales étaient utilisées dans ce camp pour tuer rapidement des Juifs en masse. Sous le prétexte*

d'être conduits à un bain, les Juifs étaient entièrement déshabillés et conduits dans un bâtiment dont le sol était soumis à un fort courant électrique. »

Quant à Treblinka, le rapport indique que les juifs y « ont été mis à mort dans des chambres à gaz, à la vapeur et au courant électrique ». À Sobibór, le rapport note laconiquement qu'« ils ont été tués dans des chambres à gaz », mais il n'est pas fait mention de gaz d'échappement. Le rapport attribue des « millions » de victimes à Auschwitz et affirme que « 1 700 000 êtres humains ont été assassinés à Majdanek ».

L'histoire des « chambres à vapeur » de Treblinka a fait l'objet d'un autre rapport officiel du gouvernement polonais. À Nuremberg, le « chef d'accusation n° 6 » de l'acte d'accusation polonais contre Hans Frank a été consigné comme suit :

« Les autorités allemandes, agissant sous l'autorité du gouverneur général Hans Frank, ont établi en mars 1942 le camp d'extermination de Treblinka, destiné à l'extermination massive des Juifs par asphyxie dans des chambres remplies de vapeur. »

Les références du rapport, daté du 5 décembre 1945, sont les suivantes :[158]

« Certificat. Ceci certifie que le document intitulé 'Charge No 6, Camp de Treblinka', concernant l'extermination des Juifs dans ce camp, est officiellement soumis par le gouvernement polonais au Tribunal militaire international par le soussigné en vertu des dispositions de l'article 21 de la Charte. – Dr. Tadeusz Cyprian Représentant adjoint polonais auprès de la Commission des crimes de guerre des Nations Unies à Londres ».

Terry est libre d'appeler ces rapports comme il l'entend, mais il n'en reste pas moins que les affirmations qui y sont faites sont fausses, et sont donc, au sens où nous l'entendons, purement propagandistes. Puisque ces affirmations ont été faites dans des rapports officiels, il faut supposer que le gouvernement polonais les a fondées sur une évaluation de toutes les sources disponibles, y compris celles de la *Delegatura* et des divers mouvements de résistance juifs. La propagande officielle forme ainsi un tout avec la propagande officieuse des mouvements clandestins en temps de guerre, la désinformation remontant d'en bas pour être rediffusée vers le bas dans un cycle qui se renforce lui-même. Aucun complot n'est nécessaire à ce processus, seulement un objectif commun de diffamation.

[2] Terry cite ensuite un long rapport sur Bełżec de l'*Armia Krajowa* (armée polonaise de l'intérieur) datant d'avril 1942, « que Mattogno juge bon d'ignorer totalement dans son livre sur Bełżec » (pp. 47 et suivantes). Ce reproche peut s'appliquer à l'édition américaine du livre, mais pas à l'édition italienne, dans laquelle je discute effectivement du rapport et des trois prétendues méthodes

[158] IMT, vol. XXXII, pp. 153-154.

d'extermination qui y sont énumérées.[159] Voici le texte pertinent du rapport tel qu'il est présenté par Terry :

> *« On ne sait pas par quel moyen les Juifs sont liquidés dans le camp. Il existe trois hypothèses : (1) l'électricité ; (2) le gaz ; (3) le pompage de l'air. En ce qui concerne (1) : il n'y a pas de source d'électricité visible ; en ce qui concerne (2) : aucun apport de gaz et aucun résidu du gaz restant après la ventilation de la chambre à gaz n'ont été observés ; en ce qui concerne (3) : il n'y a pas d'éléments qui le démentent. Il a même été vérifié que lors de la construction d'un des baraquements, les murs et le sol ont été recouverts de tôles (dans un but quelconque). »* (p. 48)

Dans sa référence au texte (note de bas de page 46), Terry écrit : « Zygmunt Marikowski, *Zwiazek Walki Zbrojnej, I, Armia Krajowa w Okregu Lubelskim*, London. 1973. Livre deux, Documents, pp. 34-35, également traduit et cité dans le livre d'Arad, *Belzec, Sobibor, Treblinka*, pp. 350-1 ».

Le texte est manifestement tiré du livre d'Arad. Ici, en fait, Terry fournit un excellent exemple de son activité de plagiaire ridicule. Je dis ridicule parce qu'il a inventé un livre qui n'existe pas. Le texte en question a en effet été écrit par Ireneusz Caban et Zygmunt Mańkowski (et non Marikowski) et porte le titre *Związek Walki Zbrojnej i Armia Krajowa w Okręgu Lubelskim 1939-1944* (L'Union pour la lutte armée et l'armée de l'intérieur dans le district de Lublin 1939-1944).[160] Dans le titre de Terry, la conjugaison « i » (« et ») devient un « I » majuscule dûment encadré de virgules comme s'il s'agissait du numéro du volume – une erreur qu'il a copiée directement de sa source dans la bibliographie et les notes d'Arad.[161] Pour aggraver l'absurdité, ce monstrueux pastiche bibliographique (avec « Londres » comme lieu de publication et une date incorrecte) est ensuite répété dans la note 359 de la page 218 : « Zygmunt Marikowski, *Zwiazek Walki Zbrojnej, I, Armia Krajowa w Okregu Lubelskim*, London. 1973. Livre deux, Documents, pp. 34-35 ». Il est clair que Terry n'a jamais lu le texte original qu'il présente avec un tel air d'autorité assumée.

Le rapport lui-même n'avait évidemment aucune raison d'être puisque, comme je l'ai expliqué au chapitre 2, les circonstances à Bełżec auraient nécessairement signifié que « dès le début, chaque villageois savait ce qui se passait dans le camp ». Il n'y aurait pas eu besoin d'observations furtives ni de spéculations sur ce qui se passait à l'intérieur. Mais Terry fait de son mieux pour passer sous silence ces absurdités, attirant plutôt l'attention du lecteur sur le nombre de transports de juifs annoncé dans le rapport : « 52 transports sont arrivés, alors qu'aucun Juif n'a quitté le camp, ni pendant le jour ni pendant la

---

[159] *Bełżec. Propagande, testimonianze, indagini archeologiche e storia*. Effepi, Gênes, 2006, p. 17.

[160] I. Caban, Z. Mańkowski, *Związek Walki Zbrojnej i Armia Krajowa w Okręgu Lubelskim 1939- 1944*, Lublin, 1971, Część druga, Dokumenty, pp. 34-35.

[161] Y. Arad, *Belzec, Sobibor, Treblinka*, *op. cit.* pp. 401, 425.

nuit' ». D'où – prétendument – la conclusion 'qu'il y [a eu] un meurtre massif de Juifs à l'intérieur du camp' ».

Ce que nous voyons ici n'est pas tant de la mauvaise foi que la naïveté puérile de ceux qui croient *a priori* à la véracité de toutes les sources de l'Holocauste. L'affirmation selon laquelle aucun transport chargé de juifs n'a jamais quitté le camp est peut-être un « fait » pour Terry et ses semblables, mais pour nous, il s'agit d'une simple affirmation non démontrée[162], qui est d'ailleurs contredite par le témoin Jan Karski. La littérature sur l'Holocauste est pleine de ces soi-disant « faits ».

Pour ne citer que l'exemple le plus frappant, le conte de fées des 4 millions de victimes d'Auschwitz n'a-t-il pas été présenté comme le résultat d'« observations » par des « témoignages oculaires » ?

On pourrait tout aussi bien affirmer que l'histoire des trains entrant à Bełżec chargés de personnes et n'en sortant jamais, même la nuit, a été simplement inventée par les auteurs du rapport ou empruntée par eux à d'autres sources. La légende du « camp d'extermination » étant ainsi établie, il ne restait plus qu'à inventer le système de mise à mort massive. Si l'histoire a effectivement été empruntée à d'autres sources, et que ces sources étaient juives, ce qui est probable, l'explication est encore plus simple. Gerald Reitlinger, marchand d'art devenu historien de l'Holocauste, a décrit avec justesse ces sources en ces termes :[163]

> *« Les survivants robustes qui ont été examinés* [par la Commission centrale d'histoire juive de Pologne] *étaient rarement des hommes instruits. De plus, le juif d'Europe de l'Est est un rhétoricien naturel, qui s'exprime par des simulations fleuries.* [...] *Ainsi, les lecteurs, qui ne sont nullement affligés de préjugés raciaux, mais qui trouvent les détails d'un meurtre à l'échelle nationale trop épouvantables pour être assimilés, sont enclins à s'écrier* Credat Judeaus Apella *et à rejeter tous ces récits comme étant des fables. Les témoins, diront-ils, sont des Orientaux qui utilisent les chiffres comme des adjectifs oratoires et dont les noms mêmes sont des créations de la fantaisie, Sunschein et Zylberdukaten, Rothalsam et Salamander ».*

La tâche de l'historien est de démêler les faits des « créations de la fantaisie » – et certainement pas de les faire passer pour des faits, comme le tentent nos blogueurs.

[3] Toujours à propos des rapports clandestins, Terry porte l'accusation suivante :

---

[162] Une telle affirmation aurait nécessité une présence continue de guetteurs à proximité du camp, jour et nuit, censés avoir recueilli d'énormes quantités d'informations, dont il n'existe pourtant aucune trace documentaire.

[163] G. Reitlinger, *The Final Solution. The Attemptate to Exterminate the Jews of Europe 1939-1945*, Vallentine, Mitchell, Londres, 1953, p. 531.

« Le commentaire de Mattogno sur les rapports, selon lequel ils ne spécifiaient pas de 'chambres à gaz utilisant les gaz d'échappement d'un moteur diesel', est un exemple particulièrement odieux du sophisme de la précision mal placée et un exemple classique de mauvaise orientation négationniste. En omettant le rapport de l'AK [Armia Krajowa, voir point [2] ci-dessus] *de son analyse, Mattogno a empêché ses fidèles de prendre connaissance d'un rapport qui pourrait leur infliger une trop grande dissonance cognitive ».* (p. 49)

Sur ce point, l'« erreur » est celle de Terry, car aucun rapport souterrain connu ne mentionne des « chambres à gaz utilisant des gaz *d'échappement* » à Bełżec, quel que soit le type de moteur. La seule exception connue en ce qui concerne les camps de l'« Aktion Reinhardt » est Treblinka, comme nous l'avons d'ailleurs noté.[164] Par ailleurs, je n'ai jamais étouffé les rapports qui mentionnent le « gaz » à Bełżec ; au contraire, le tout premier rapport que je cite dans mon livre sur le camp est un rapport daté du 8 avril 1942 qui mentionne précisément des juifs « assassinés par un courant électrique ou empoisonnés au gaz ».[165] (Bien sûr, une traduction un peu plus exacte serait « avec des gaz », puisque le texte polonais utilise le pluriel, « *gazami* ». Dans les rapports en question, le terme polonais « gaz » est extrêmement générique ; l'utilisation du pluriel ici suggère que les rédacteurs du rapport n'avaient pas une idée exacte de la nature du gaz qui, selon eux, était utilisé).

Il convient toutefois de noter que, si les rapports clandestins sur Bełżec parlaient effectivement à l'occasion de l'utilisation de « gaz » – ce que je n'ai jamais caché –, ce « fait » a été jugé si peu pertinent par le gouvernement polonais qu'il ne méritait pas d'être mentionné dans son rapport officiel (URSS-93) de 1945, au profit d'« installations électriques spéciales ».

Le rapport du 8 avril 1942 mentionné ci-dessus est tiré du livre *Dziennik z lat okupacji* (Journal des années d'occupation) de Zygmunt Klukowski. Terry le cite lui-même au début de sa page 49 :

« [Nous] *savons maintenant que chaque jour arrivent à Belzec un train en provenance de Lublin et un autre en provenance de Lwow, chacun avec vingt wagons. Les Juifs doivent descendre, sont emmenés derrière une clôture de barbelés et assassinés par courant électrique ou empoisonnés au gaz, puis les cadavres sont brûlés ».*

Ce que Terry ne dit pas à son lecteur, c'est que le texte traduit qu'il cite est tiré mot pour mot de *mon* livre.[166] Dans la note de bas de page correspondante, il a même inséré ma référence à l'original polonais, « Zygmunt Klukowski, *Dziennik z lat okupacji*, Lublin, 1959, p. 254 », sans la moindre mention de sa véritable source. S'il s'agissait simplement d'avoir une traduction anglaise pour le bénéfice de ses

---

[164] *Treblinka. Camp d'extermination ou camp de transit, op. cit*. p. 48.

[165] *Bełżec in Propaganda..., op. cit*. p. 11.

[166] Il effectue deux changements orthographiques purement cosmétiques, en renonçant aux l et ż polonais dans le nom Bełżec et en remplaçant Lvov par Lwow. Cf. *Bełżec, op. cit.* p. 11.

lecteurs, il existe une édition anglaise du livre de Klukowski, publiée en 1993, dans laquelle il aurait pu trouver le passage en question (bien que naturellement avec une formulation légèrement différente).[167] Au lieu de cela, Terry essaie de faire passer la citation pour sa propre découverte indépendante à partir de sources polonaises originales, tout en plagiant ma traduction – sa véritable source – alors même qu'il me reproche hypocritement de « supprimer » les sources mêmes qu'il cite.[168] Un travail de « copier-coller » éhonté, en effet !

[4] Dans sa note 49 à la page 49, Terry, contraint par l'évidence de sa propre irresponsabilité antérieure, fait un petit geste de contrition :

> *« Le présent auteur a précédemment exprimé le soupçon qu'Udo Walendy avait modifié le journal original pour marquer un 'but' révisionniste, et il est heureux d'accepter qu'il a agi comme, eh bien, un révisionniste. Voir Thomas Kues, 'A Premature News Report on a Death Camp for Jews', Inconvenient History ».*

Cette démonstration moqueuse de fausse contrition démontre l'hypocrisie typique des « blogueurs controversés » : alors que d'un côté ils accusent les autres de ne pas avoir consulté diverses sources, ils lancent eux-mêmes des accusations infondées sans vérifier les sources. Terry ne dit pas non plus toute la vérité sur l'incident, car il n'a pas simplement « [exprimé] le soupçon », mais a déclaré de manière apodictique, sans connaître le texte original du numéro de *Dziennik Polski* en question, que la reproduction de Walendy était « en fait une falsification négationniste assez grossière, plus précisément une altération du texte original »[169]. Pour démontrer le ridicule d'une telle accusation, Kues a obtenu et publié la page du rapport polonais original, ce que, selon toute norme de logique et d'honnêteté, Terry aurait dû faire en premier lieu. Je reviendrai sur cette question plus tard, au cours de la réfutation des autres mensonges de Terry à cet égard.

[5] Terry rejette l'histoire des électrocutions de masse à Belżec comme une simple « déformation de ouï-dire », mais pour expliquer les origines de ce « ouï-dire », il ne trouve rien de mieux que de citer le proverbe « pas de fumée sans feu. » (p. 51). Ici, le « feu » est le fait incontestable que les déportés juifs ne sont pas retournés dans leur ancienne maison – ce qui n'exclut pas, bien sûr, qu'ils aient été déportés plus à l'est. Pour Terry et ses semblables en tout cas, la logique

---

[167] Voir Z. Klukowski, *Diary from the Years of Occupation, 1939-1944*, traduction de G. Klukowski, A. Klukowski, H. Klukowski May (éds), University Illinois Press, 1993, p. 191.

[168] Je note au passage que le rapport en question affirme également à propos des assassinats présumés à Belżec que « les cadavres sont brûlés [*zwłoki palą*] ». Ainsi, la crémation des corps des victimes présumées à Belżec devait déjà être en cours au début du mois d'avril 1942, soit environ quatre mois plus tôt que ce que les « blogueurs plagiaires » sont disposés à admettre subrepticement, et entièrement huit mois avant la datation de l'historiographie « officielle » de l'Holocauste. Il ne fait aucun doute que ce mensonge est lui aussi le fruit d'« observations adéquates ».

[169] www.inconvenienthistory.com/archive/2011/volume_3/number_3/a_premature_news_report.php

est implacable : les juifs ont quitté les ghettos et ne sont pas revenus, « donc » ils ont dû être assassinés quelque part, « donc » les « camps d'extermination » ont existé.

Toutes les élucubrations de Terry à ce sujet sont réfutées par deux faits simples :

1. Puisque, comme nous l'avons vu plus haut, la situation à Bełżec était telle que « dès le début, chaque villageois savait ce qui se passait dans le camp », la véritable nature des « opérations de mise à mort » entreprises dans ce camp aurait également dû être évidente dès le départ ; quel sens peut avoir l'affirmation d'une « distorsion par ouï-dire » lorsqu'il y avait de nombreux témoins oculaires qui avaient accès au camp ?

2. Le gouvernement polonais a choisi de présenter les massacres par électrocution comme la vérité officielle sur Bełżec lors du procès de Nuremberg. Les gouvernements peuvent faire de la propagande, peut-être, mais sûrement pas des « ouï-dire ».

[6] Terry souligne que tous les rapports de guerre sur Bełżec ne sont pas d'origine polonaise ou juive, un fait qui, affirme-t-il, réfuterait ma « thèse de la propagande ». À titre d'exemple, il cite un rapport daté du 20 août 1942 « déposé par le consul suédois à Stettin, Vendel, après une rencontre avec un officier de l'armée allemande, très probablement associé au cercle de résistance autour de Henning von Tresckow. » Pourtant, le rapport ne fait que confirmer la nature douteuse de ces sources. On y lit notamment :

> *« dans les villes, tous les Juifs sont rassemblés ; ils sont officiellement informés qu'il s'agit d'une opération d'épouillage. À l'entrée, ils doivent laisser leurs vêtements, qui sont immédiatement envoyés dans un 'entrepôt central de matériaux textiles'. L'épouillage est en fait un gazage, après quoi tous sont entassés dans des fosses communes préparées à l'avance ».* (p. 52, emph. ajoutée)

Une excellente confirmation de la thèse de Samuel Crowell : les mesures classiques de santé publique pour prévenir la propagation des maladies infectieuses – rasage, douche, désinfestation des vêtements – sont déformées par la paranoïa populaire et la propagande, et la « légende urbaine » des gazages de masse (littéralement « dans les villes ») est née ![170]

En ce qui concerne l'évaluation critique des sources, la naïveté d'écolier de Terry est une fois de plus mise en évidence. Puisque le document qu'il cite a été rédigé à Stettin (qui faisait encore partie de l'Allemagne à l'époque), il estime que sa source ne peut être ni polonaise ni juive. Comment peut-il le supposer ? Le

[170] Pour un exposé complet de ce que Crowell a appelé « la séquence douche-gaz-incinération», voir S. Crowell, *op. cit.*

rapport lui-même dit seulement que la source « est telle qu'il ne peut y avoir l'ombre d'un doute sur la véracité de sa description ». (p. 52)

Bien qu'il date du 20 août 1942, et donc précisément de la période où, selon la théorie de Terry, la connaissance clandestine des « camps d'extermination » se répandait en Pologne, ce rapport [171] ne mentionne pas Belżec, Sobibór et Treblinka, ni même la déportation des juifs. Au contraire, les gazages homicides présumés sont censés avoir eu lieu « dans les villes », et le rapport énonce le mensonge de propagande ridicule selon lequel « le nombre de Juifs assassinés *à* Lublin est estimé à 40 000 » (emph. ajoutée).

Plutôt que de réfuter la « thèse de la propagande », ce rapport constitue donc une confirmation supplémentaire de la nature grossièrement propagandiste des premiers rapports sur les « camps d'extermination » de l'Est.

[7] Parmi le groupe de rapports non polonais et non juifs, Terry cite également le soi-disant « rapport Ubbink » :

> *« Mattogno est totalement silencieux sur le rapport Ubbink à Bełżec, et n'a d'ailleurs que très peu à dire sur Gerstein dans cette brochure. Il pourrait répondre en citant sa discussion sur Gerstein dans* Treblinka *(!) et son livre des années 1980 sur Gerstein – malheureusement, pas un seul exemplaire de ce dernier livre ne semble être disponible dans une bibliothèque du pays d'origine de l'auteur actuel, de sorte qu'il pourrait tout aussi bien ne pas exister en pratique.*
>
> *La déroute et l'incohérence produites par son refus de discuter le rapport Ubbink dans son contexte approprié – les rapports de guerre sur Belzec – et le refus plus général d'analyser les trois camps ensemble est à notre avis un exemple typique de la malhonnêteté et de l'insipidité intellectuelle de Mattogno ».* (p. 53)

Au contraire, c'est Terry lui-même qui nous donne une nouvelle preuve de sa profonde « malhonnêteté et de son insipidité intellectuelle ». Tout d'abord, le terme qu'il utilise – « refus » – est stupidement inapproprié ; il semble probable que ce qu'il veut vraiment dire est « omission ». Mais même cette accusation est fausse. Bien qu'il affirme ne pas avoir pu se procurer un exemplaire de mon livre *Il rapporto Gerstein : Anatomia di un falso*[172], il s'agit de son échec personnel et il est absurde de dire sur cette base que le livre « pourrait tout aussi bien ne pas exister en pratique ». Dans ce livre de 243 pages, j'ai en effet analysé – « dans [leur] contexte approprié – les rapports de guerre sur Belżec » – non seulement le document que Terry appelle à tort le « rapport Ubbink », mais aussi toute une série d'autres sources pertinentes, des rapports moins connus, inconnus ou ignorés, tels que les rapports reçus par le Saint-Siège, les déclarations du baron

---

[171] Józef Lewandowski, « Early Swedish information about the Nazis' mass murder of the Jews », Polin 13, 2000, pp. 113-127. Disponible en ligne à l'adresse suivante : www.jozeflewandowski.se/pdf/Lewandowski_Early_Swedish_Information_about_Holocaust.pdf

[172] Sentinella d'Italia, Monfacone, 1985.

von Otter (y compris sa lettre en suédois au baron Lagerfelt datée du 23 juillet 1945), et le témoignage de Rudolf Reder. Quant au soi-disant « rapport Ubbink », tout le cinquième chapitre du livre, « *Tötungsanstalten in Polen* », en reprend le titre. Ce document particulier est un manuscrit anonyme de quelque quatre-vingt-onze lignes sur deux feuilles de papier, recto et verso (trois pages complètes plus six lignes sur le verso final), daté du 25 mars 1943, rédigé en néerlandais mais comportant de nombreux germanismes, à commencer par le titre. J'ai obtenu ma copie du document auprès du *Rijksinstituut voor Oorlogsdocumentatie* à Amsterdam. Dans mon livre de 1985 sur Gerstein, j'ai présenté une traduction complète du document, accompagnée d'une discussion. Ce n'est que quinze ans plus tard que l'historiographie « orthodoxe » de l'Holocauste a rattrapé son retard, puisque l'écrivain antirévisionniste Florent Brayard, ignorant mon travail antérieur, a publié en 2000 un article sur le rapport en affirmant qu'il le présentait « pour la première fois dans une langue autre que le néerlandais ».[173]

Terry présente le rapport, selon l'opinion populaire erronée, comme un « rapport de l'ami de Gerstein aux Pays-Bas, J. H. Ubbink, écrit en néerlandais après une rencontre en 1943 avec Gerstein à Berlin » (p. 53). Selon Brayard, la source de Terry, c'est en fait Cornelius van der Hooft, un ami d'Ubbink, qui a produit le document tel qu'il nous est parvenu :[174]

> *« Quelques jours plus tard, le 25 mars 1943, Van der Hooft rencontre des membres de son réseau clandestin, Jo Satter et son père, dans les environs de Doesburg. En leur présence, Van der Hooft rédigea un long rapport de quatre pages en néerlandais, intitulé 'Tötunsanstalten in Polen' – celui qui est reproduit ici et qui sera analysé dans la deuxième partie de cet article ».*

Ni Brayard ni *sa* source, l'historien néerlandais Louis de Jong, ne précisent si van der Hooft a simplement produit une copie fidèle d'un texte qui lui avait été envoyé par Ubbink ou s'il a activement rédigé un nouveau texte sur la base de ses souvenirs ou de ses notes sur ce qu'Ubbink lui avait dit.[175] Ce qui est clair, en tout cas, c'est que le document lui-même ne peut pas être appelé « rapport Ubbink », puisque, comme le note Brayard lui-même, le rapport est rédigé « à la première personne »[176] et prétend donc au moins être un compte-rendu des propres paroles de Gerstein. Quelle que soit la contribution précise d'Ubbink et de van der Hooft, le « rapport » lui-même, avec sa chaîne tortueuse de transmission de deuxième et troisième main (il aurait été caché sous une tuile dans un poulailler

---

[173] F. Brayard, « An Early Report by Kurt Gerstein », in : Bulletin du CRFJ, numéro 6, printemps 2000, p. 159.

[174] *Ibid*, p. 163.

[175] L. de Jong, « Die Niederlande und Auschwitz », Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, Vol. 17, No. 1 (janvier 1969), pp. 1-16.

[176] F. Brayard, « An Early Report by Kurt Gerstein », *op. cit*. p. 169.

pendant quelques années)[177], est tout à fait emblématique de la nature confuse et douteuse du « dossier documentaire » de l'historiographie de l'Holocauste. C'est ce texte que Terry me reproche de « refuser » de discuter.

Bien sûr, nous voyons ici un cas de « refus de discuter du rapport Ubbink » – mais pas de ma part, de la part des « blogueurs controversés ». La citation que je reproduis ci-dessus est en effet tout ce qu'ils ont à dire sur ce document. La raison de ce silence gêné tient sans doute au fait que le rapport en question révèle de nombreuses contradictions graves et inexplicables par rapport aux rapports établis par Gerstein en 1945, malgré les fausses assurances contraires de Brayard.[178] Résumons les principales contradictions :

1. Les circonstances de la visite de Gerstein aux « *Tötungsanstalten* » de Belżec et de Treblinka contrastent totalement avec celles décrites en 1945. Dans la version Ubbink, Gerstein n'est pas choisi à l'improviste par le RSHA pour une mission top secrète, mais prend personnellement l'initiative : il cherche à se mettre en contact avec des responsables SS en Pologne, gagne leur confiance et réussit à « obtenir le consentement » (*toestemming te krijgen*) pour visiter l'un des quatre « *Tötungsanstalten* ».
2. Le nom du camp est déformé en « Belsjek ».
3. Selon la version Ubbink, Treblinka est situé « à environ 80 km au nord de Varsovie ». Dans les versions de 1945, il est situé à 120 km au nord-nord-est de Varsovie.
4. Dans le récit de 1943, Gerstein visite Belżec et Treblinka mais ne parvient pas à entrer dans les deux autres « *Tötungsanstalten* » de Pologne, à savoir Majdanek [!] et Sobibór. En 1945, en revanche, Gerstein déclare avoir visité Belżec, Sobibór et Treblinka, mais pas Majdanek,[179] et dans une autre version encore qu'il a visité Belżec, Treblinka et Majdanek, mais pas Sobibór[180].
5. Dans la version de 1943, les transports consistent en des wagons à bestiaux chargés de 120 personnes par wagon. Dans les versions de 1945, Gerstein parle d'un train de 45 wagons transportant 6 700 personnes, soit une moyenne de 148 personnes par wagon.

---

[177] *Ibid.* p. 163. Voir également B. Van Kaam, « De waarheid bleef liggen onder een dakpan », Trouw, 22 juillet 1995.

[178] *Ibid*, p. 170 (« La structure du témoignage est absolument identique ») et 171 (« Cette grande similitude, tant dans la structure que dans les *détails*... » emphase ajoutée).

[179] Rapport du Dr. Gerstein de Tübingen du 6 Mai 1945, p. 4. Cf. André Chelain, *Faut-il fusiller Henri Roques ?* Polémiques, Paris, 1986, p. 327.

[180] PS-2170, p. 3.

6. À leur arrivée, les victimes sont enfermées dans des baraquements appropriés (1943) au lieu d'être laissées à l'air libre (1945).
7. Les « gazages » ont lieu « le lendemain ou quelques jours après » l'arrivée (*de andere dag of enkele dagen later*) ; dans les versions de 1945, les gazages ont lieu le jour même de l'arrivée du transport.
8. Dans la version de 1943, 700 à 800 personnes sont entassées dans le bâtiment (*gebouw*) où a lieu le gazage. Dans les versions de 1945, 700 à 800 personnes sont entassées dans chaque « chambre à gaz », qui sont au nombre de six dans le bâtiment, dont quatre sont remplies.
9. Ce sont des « criminels ukrainiens », et non des juifs de l'*Arbeitskommando* comme indiqué dans les versions de 1945, qui coupent les cheveux des victimes – et pas seulement ceux des femmes, mais aussi ceux des hommes.
10. Dans la version de 1943, le « gazage » est effectué à l'aide d'un « grand tracteur » (*een groote tractor*). Les versions de 1945 parlent d'un vieux moteur diesel.[181]
11. Les victimes meurent toutes en une heure environ (*binnen het uur*). Dans les versions de 1945, 32 minutes suffisent.
12. Les corps sont jetés dans des « fosses remplies de chaux vive » (*kalkputten*). Les versions de 1945 parlent seulement d'une couche de sable jetée sur les corps dans les fosses.
13. Selon le texte de 1943 : « Dans chaque établissement, le nombre d'exécutions est enregistré statistiquement » (*In iedere Anstalt wordt het aantal Tötungen statistisch bijgehouden*). Ceci est en contradiction flagrante avec la confession manuscrite en français de Gerstein du 26 avril 1945 : *« À Belcek* [sic] *et à tréblinka* [sic]*, on ne s'est pas donné la peine de compter d'une manière quelque peu exacte le nombre des hommes tués ».*[182]
14. Encore une fois : « Entre 3 et 4 assassinats par jour sont réalisés, c'est-à-dire en 24 heures. Cela fait donc un total de 8 000 à 9 000 morts par jour pour les 4 établissements » (*Per dag, dit is per 24 uur worden 3 tot 4 Tötungen doorgevoerd. Dit bedraagt dus voor de 4 Anstalten gezamenlijk per dag 8-9000 doden*). Dans les versions de 1945, en revanche, les trois camps de Bełżec, Treblinka et Sobibór sont censés posséder une capacité d'extermination totale de 60 000 personnes par jour.[183]

[181] Ironiquement, Brayard cite dans son article une lettre datée du 14 septembre 1949 dans laquelle Ubbink affirme que Gerstein lui a raconté, en février 1943, « comment les gazages ont été effectués en utilisant les gaz d'échappement des moteurs diesel » ; F. Brayard, « An Early Report by Kurt Gerstein », *op. cit.* p. 161.

[182] PS-1553, p. 7 du rapport.

[183] PS-1553, p. 2 ; PS-2170 (rapport en allemand daté du 6 mai 1945), p. 3.

15. Enfin, le rapport de 1943 affirme que : « Au total, de cette manière, 6 millions et demi d'hommes ont déjà péri, dont 4 millions de Juifs et 2 millions et demi de malades mentaux et de prétendus ennemis des Allemands. » (*In totaal zijn op deze wijze reeds 6½ miljoen mensen omgebracht, waarvan 4 miljoen Joden en 2½ miljoen krankzinnigen en zgn. Deutschfeindlichen*). Ce chiffre, lui-même manifestement faux, est en contradiction flagrante avec ceux des rapports de 1945, eux-mêmes réciproquement contradictoires et absurdes : 25 millions [184] et 20 millions.[185]

Brayard fait peu de cas de ces contradictions, et lorsqu'il en admet une, sa réponse consiste à éviter ses implications évidentes pour le récit orthodoxe de l'Holocauste et à se réfugier dans la fantaisie spéculative à la place. Par exemple, en ce qui concerne le problème mentionné ci-dessus au point 14, il écrit :[186]

> *« Cependant, les rapports rédigés par Gerstein lui-même en 1945 donnent des chiffres beaucoup plus élevés (entre 15 et 25 000) et, de plus, ces chiffres ne s'appliquent pas au complexe d'extermination dans sa totalité, mais à chacun des camps d'extermination séparément. »*

Une divergence importante est donc reconnue, mais plutôt que d'admettre que cela pourrait mettre en doute la fiabilité de Gerstein en tant que témoin, Brayard choisit plutôt de blâmer les Néerlandais, estimant que « le chiffre de 9 000 victimes par jour dans le document de 1943 était une altération des chiffres fournis par Gerstein ».[186]

Un argument digne des « blogueurs controversés » ! L'affirmation selon laquelle le chiffre de 8 000 à 9 000 victimes par jour était « une altération » est une simple conjecture sans aucune preuve à l'appui ; que ce chiffre se réfère à chaque camp serait une conjecture tout aussi infondée, et n'élimine même pas la contradiction : une capacité maximale de 9 000 morts dans quatre « *Tötungsanstalten* » ferait 36 000 en tout, mais en 1945 Gerstein parlait de 60 000 morts dans seulement trois (Bełżec, Sobibór, Treblinka).

Le rapport de mars 1943 a été rédigé sept mois seulement après la visite de Gerstein à Bełżec, alors que sa mémoire était probablement encore fraîche, et devrait donc être plus précis, et non moins, que l'ensemble des textes connus collectivement sous le nom de « rapport Gerstein », qui date de fin avril/début mai 1945. Du point de vue révisionniste, aucune des deux versions n'est fiable, bien sûr, mais s'il fallait choisir entre les deux, il est évident que tout historien responsable devrait donner la préférence au rapport de 1943.

---

[184] PS-1553, p. 4.

[185] PS-2170, p. 7.

[186] F. Brayard, « An Early Report by Kurt Gerstein », *op. cit.* p. 171.

Pour en revenir à notre « blogueur plagiaire », le « refus » de Terry d'expliquer pourquoi, en un peu plus de deux ans, Gerstein aurait déformé sa version antérieure des évènements d'une manière aussi évidente est, à notre avis, un excellent exemple de sa propre « malhonnêteté et de son insipidité intellectuelle ».

[8] En ce qui concerne les prétendus efforts de Gerstein pour informer diverses autorités non allemandes de ses « découvertes » pendant la guerre, Terry se limite à une brève mention du baron Göran von Otter :

> *« Presque exactement à la même époque, comme on le sait, Kurt Gerstein a visité Belzec et, à son retour, a informé le diplomate suédois, le baron von Otter, de ce qu'il avait vu sur place. Bien qu'Otter ait corroboré l'affirmation de Gerstein selon laquelle il avait transmis la nouvelle en 1945, aucune trace documentaire n'a survécu dans les dossiers du ministère suédois des Affaires étrangères* ». (p. 52)

Nul doute que la réticence de Terry s'explique par le fait qu'il sait que les « confirmations » présumées des déclarations de Gerstein, par Otter et d'autres, au lieu de clarifier la question, ne font que la compliquer davantage, en introduisant encore plus de contradictions dans une histoire déjà alambiquée. À cet égard, je résumerai ce que j'ai déjà écrit dans mon livre sur Gerstein.[187]

La première déclaration connue de von Otter sur sa rencontre avec Gerstein est une lettre « strictement confidentielle » adressée au baron Lagerfelt, premier secrétaire de l'ambassade de Suède à Londres, portant l'en-tête « Helsingfors [Helsinki] den 23 juli 1945 ». Dans cette lettre, von Otter écrit que lors de son voyage de retour à Varsovie, dans les « derniers jours d'août 1942 », il a été approché par un Allemand appartenant apparemment à la SS, l'ingénieur Kurt Gerstein, né en 1907 et originaire de Braunschweig. Gerstein prétend avoir quelque chose d'extrêmement important à raconter. Il revenait d'un séjour d'études de quelques jours « dans une usine de cadavres à Belżec » et il devait raconter à quelqu'un ce qu'il avait vu.[188]

> *« Ensuite,* [Gerstein] *m'a décrit toute la procédure de gazage* [hela gasningsförfarandet] *et m'a donné tous les détails* [hela detaljer] *que je lui ai demandés, pour vérification, au sujet des conditions de transport, de la procédure technique, de la réaction des victimes, du personnel de garde SS et des bourreaux ukrainiens, du traitement des victimes avant et après les exécutions, de la collecte des bijoux, des dents en or et de la monnaie, de la méthode d'enterrement, etc. »*

En outre, pour étayer son récit, Gerstein aurait également montré à von Otter divers éléments de preuve : « des documents, des commandes d'acide cyanhydrique, des cartes d'identité, etc. »

---

[187] *Il rapporto Gerstein. Anatomia di un falso, op. cit.* pp. 87-97.

[188] En 1983, lorsqu'une copie m'a été envoyée, le document se trouvait dans les archives du ministère des Affaires étrangères de Suède, volume HP 1051 du système de classement de 1920.

Étonnamment, malgré l'importance évidente de ces terribles informations, von Otter n'a jamais pris la peine de rédiger un rapport écrit à l'intention de ses supérieurs ; en effet, d'après la lettre en question, on peut déduire qu'il n'a même pas pris de notes de la réunion, puisqu'il se trompe sur la date et le lieu de naissance de Gerstein (1905 à Münster) – une erreur plutôt inconvenante étant donné que Gerstein lui aurait montré sa carte d'identité. Et malgré les assurances de von Otter qu'il a reçu « tous les détails » de son informateur, son compte rendu des révélations de Gerstein sur « l'usine de cadavres de Belżec » est vague et général et ne fait même pas six lignes. La lettre dans son ensemble ne parle ni des juifs ni des autres prétendus « camps d'extermination » que Gerstein a prétendu avoir visités. Quelle version de son rapport Gerstein a-t-il donc communiquée à von Otter ? La version de 1943, celle de 1945, ou une autre encore ?

Ce n'est qu'en 1964 que le diplomate suédois se décide enfin à révéler les détails de la procédure de gazage que lui avait confiés Gerstein, à savoir que « plus de 6 000 personnes » étaient arrivées à « Belsec » et avaient été entassées, à raison de 700 à 800 personnes à la fois, « dans chacune des quatre chambres, chacune mesurant 93 mètres carrés. »[189] Mais ces détails et d'autres sont en fait simplement tirés d'un article contemporain de Léon Poliakov, « Le Dossier Kurt Gerstein », dans lequel l'historien juif de l'Holocauste avait présenté une version fortement manipulée de la « confession » de Gerstein en français du 26 avril 1945,[190] allant jusqu'à réviser arbitrairement la taille de chaque « chambre à gaz » pour la faire passer de 25 à 93 mètres carrés.[191] Même l'orthographe « Belsec » provient du texte de Poliakov.

En effet, les sources disponibles montrent que Gerstein a raconté une version différente des évènements présumés à chacun de ses interlocuteurs.

En juin 1944, le diplomate suisse Paul Hochstrasser rencontre Gerstein à Berlin. Plus de dix ans plus tard, dans un document dactylographié intitulé « Remarques concernant les mesures d'extermination sous le régime national-socialiste, pour le professeur Dr. Carl Ludwig à Bâle ; daté de Hambourg, 25 juillet 1955 », il rend compte de son expérience avec l'officier SS et de ses affirmations :[192]

---

[189] Randolph Braumann, « Das Zeugnis des Barons von Otter für den SS Offizier Gerstein », in : Rheinischer Merkur, no. 30, 24 juillet 1964, p. 12.

[190] Dans *Il rapporto Gerstein. Anatomia di un falso, op. cit.* (pp. 208-227), je fournis une documentation détaillée sur les nombreuses manipulations de Poliakov.

[191] *Le Monde Juif*, n° 1 (36), janvier-mars 1964, pp. 8-9.

[192] Une copie du document m'a été envoyée à ma demande en 1983 par le Bundesarchiv de Berne, mais sans indication de la référence de l'archive. Le document a été mentionné plus récemment dans D. Bourgeois, « La Suisse, les Suisses et la Shoah », Revue d'Histoire de la Shoah, 163 (1998), pp. 132-151, où

« G.[erstein] *s'est rendu à plusieurs reprises dans les camps d'extermination afin de tester les mesures prises pour lutter contre les épidémies. Peu avant la réunion de juin 1944, il se trouvait dans le camp de Berblenka* [*sic*, évidemment Treblinka] *(Gouvernement [recte, Generalgouvernement]), et après trois heures passées ensemble dans un groupe de trois personnes (Gerstein, l'homme de liaison et moi-même), il était encore visiblement sous l'impression de ses expériences.* [...] *Dans un hall scellé, [les victimes] étaient tellement serrées les unes contre les autres qu'elles n'avaient plus la possibilité de tomber. Les gaz d'échappement des moteurs diesel ont ensuite été libérés dans la pièce. La procédure de mise à mort a duré une heure et demie, car le flux de gaz entrant était irrégulier.* [...] *L'élimination des corps posait un problème difficile : fosses communes, destruction chimique ou incinération. Ces trois méthodes ont été essayées. En raison du grand nombre de personnes concernées, la procédure suivante a finalement été adoptée : les corps (dont beaucoup devaient encore bouger) ont été empilés par centaines dans de grandes fosses (voir ci-dessus la remarque relative aux camions-bennes à Dachau), après quoi ils ont été imbibés d'essence ou d'un produit similaire et brûlés, aussi complètement que possible, afin de faire de la place pour le prochain arrivage. Un professeur d'une université d'Allemagne de l'Ouest, entre autres, a été chargé de tester une procédure radicale de destruction des cadavres. Mais aucune procédure suffisamment efficace n'a été trouvée. »*

Les contradictions avec les différentes versions du « rapport Gerstein » sont évidentes. Gerstein s'est rendu « à plusieurs reprises dans les camps d'extermination » et non pas une seule fois ; il a visité le camp de « Berblenka », c'est-à-dire Treblinka, « peu avant la réunion de juin 1944 », expression qui ne peut se référer qu'à sa visite d'août 1942. Bełżec n'est pas mentionné du tout, toute la description de la procédure d'extermination présumée se concentrant plutôt sur Treblinka. La mission de Gerstein aurait consisté à « tester les mesures prises pour lutter contre les épidémies » et non à modifier le système de mise à mort en remplaçant les gaz d'échappement des moteurs diesel par de l'acide cyanhydrique, comme Gerstein l'a prétendu en 1945. La mise à mort elle-même aurait eu lieu dans un « hall scellé », au singulier, au lieu de quatre pièces, et aurait duré une heure et demie au lieu de trente-deux minutes (après deux heures et quarante-neuf minutes de tentatives maladroites de démarrage du moteur). Même les expériences d'élimination des corps par « destruction chimique ou par combustion » sont en contradiction avec les autres versions de l'histoire de Gerstein, tout comme la technique de crémation prétendument préférée, finalement adoptée, utilisant des liquides combustibles sur des corps placés dans de grandes fosses – qui est elle-même, en outre, en contradiction avec la thèse orthodoxe selon laquelle les corps ont d'abord été enterrés, et seulement plus tard exhumés pour la crémation sur des grilles métalliques disposées à la surface du sol. Le « professeur d'une université d'Allemagne de l'Ouest » ne peut être que le professeur Wilhelm Pfannenstiel, chargé ici de « tester une procédure radicale de

il est mentionné (p. 141, n. 3) comme : « E 2001 (E) 1970/217/206, AF [Archives fédérales] ». Les éléments cités ci-dessus sont tirés des pages 3-4 du texte dactylographié.

destruction des cadavres ». Dans la « confession » de Gerstein en allemand du 4 mai 1945, Pfannenstiel est en revanche venu accompagner Gerstein « tout à fait par hasard »[193], uniquement « parce qu'une place dans le wagon était encore libre »[194], c'est-à-dire qu'il n'avait aucune mission dans les camps.

Lors du procès de l'ancien directeur de la Degesch, Gerhard Peters, en 1948, plusieurs témoins ont affirmé avoir rencontré Gerstein. La sentence du 28 mars 1949 indique à cet égard :[195]

> *« La raison pour laquelle il* [Gerstein] *a été envoyé à Belcec* [sic] *était, selon sa communication au témoin* [Hermann] *Eh.*[lers]*, de trouver des mesures pour combattre le fléau croissant des rats causé par les enterrements de masse ».*

Armin Peters, un ancien ami, a également déclaré que Gerstein lui avait montré :[196]

> *« il s'agit d'une lettre officielle top secrète qui lui a été apportée par coursier quelques heures auparavant. Elle émanait des chefs supérieurs des SS et de la police à Lublin, qui avaient demandé à Gerstein 500 kg d'acide cyanhydrique par mois 'à des fins de désinfestation' et l'avaient personnellement chargé de s'en procurer.* [...] *Pour autant que je m'en souvienne, il a obtenu la première livraison d'acide cyanhydrique de 'Degesch' et l'a transportée lui-même, en camion, jusqu'à Lublin ».*

L'évêque Otto Dibelius, invariablement cité par les historiens orthodoxes comme garant de la crédibilité de Gerstein, a décrit sa rencontre avec l'officier SS dans sa célèbre méditation sur « l'autorité » :[197]

> *« Il a raconté ce qui suit : les SS l'avaient chargé d'élaborer un procédé permettant d'éliminer un grand nombre de corps sans contaminer l'air ni laisser de traces gênantes. Ils l'avaient envoyé dans l'un des plus grands camps de concentration pour cette mission. Là, il avait été témoin d'une action brûlante : arrivée des trains, bondés de gens, surtout des Juifs, hommes, femmes et enfants ; déshabillage ; marche vers l'installation de gazage sous les fouets de cuir des SS ; entassement des gens dans le four de gazage au milieu des cris incessants de désespoir ; le moteur se met en marche ; les cris s'arrêtent ; les corps sont traînés par les larges trappes latérales ; on examine les dents et on casse les plombages en or ; enfin, les corps sont jetés dans une fosse ; on jette de la terre sur eux ; c'est fini ! C'est ainsi que le décrit Kurt Gerstein, d'une voix à demi étouffée ».*

Cette version présente à son tour plusieurs contradictions inexplicables avec les versions de 1943 et 1945, notamment en ce qui concerne la prétendue mission de Gerstein « d'élaborer un procédé permettant d'éliminer un grand nombre de

---

193 T/1310, p. 6 du rapport.

194 PS-2170, p. 3.

195 C.F. Rüter, *Justiz und NS-Verbrechen. Sammlung deutscher Strafurteile wegen nationalsozialistischer Tötungsverbrechen 1945-1966*. Amsterdam, 1968-1981, vol. XIII, pp. 147-148.

196 *Ibid*, p. 148.

197 O. Dibelius, *Obrigkeit*, 1963, p. 141.

corps sans contaminer l'air ni laisser de traces gênantes ». Ici, Gerstein est mystérieusement transformé en expert de l'élimination des cadavres – ce qui explique peut-être pourquoi Dibelius parle d'un processus de *gazage* et *d'enterrement* comme d'une « opération de brûlage » réalisée avec un « four à gazage ». Le Zyklon-B, objet supposé de la mission de Gerstein dans les « confessions » de 1945, n'est pas du tout mentionné.

Ce bref examen est instructif à plusieurs égards :

1. Il montre en particulier que les divers « témoignages concordants » du « rapport Gerstein » sont beaucoup moins déterminants que les historiens de l'Holocauste voudraient nous le faire croire. Tout en citant les témoins en termes généraux, ces mêmes historiens gardent généralement un silence embarrassé sur les détails de ce qu'ils disent réellement, une omission qui en dit long sur leurs méthodes et leurs motivations.
2. Plus généralement, cela montre une fois de plus que la simple référence à des textes par des historiens comme preuve de quelque chose ne prouve en réalité rien. Ce qui compte, c'est l'examen critique de ces textes dans leur contexte historique.
3. Enfin, en ce qui concerne nos « blogueurs controversés », cela confirme que, lorsqu'ils ne trouvent rien à plagier dans la littérature sur l'Holocauste, ils sont désemparés, incapables d'entreprendre un tel examen par eux-mêmes. Leur « refus » d'analyser dans son contexte l'ensemble des « témoignages » contradictoires entourant Kurt Gerstein et le contenu de son fameux « rapport » est d'autant plus grave qu'ils citent ce témoin clé littéralement des dizaines de fois dans leurs attaques contre nous.

[9] En affirmant que mon présumé « refus d'analyser les trois camps ensemble » constitue également un « exemple typique de la malhonnêteté et de l'insipidité intellectuelle de Mattogno » (p. 53), Terry ne fait que démontrer une fois de plus sa propre insipidité. La décision de rédiger des monographies individuelles sur des sujets connexes ou de les traiter ensemble dépend évidemment de la nature du matériel en question, des moyens et du temps dont on dispose et d'un grand nombre d'autres facteurs. Les raisons de la rancœur de Terry à l'égard des monographies individuelles ne sont en tout cas pas très claires pour moi : peut-être devrions-nous reprocher à Robin O'Neil de n'avoir écrit que sur Bełżec, ou à Jules Schelvis de n'avoir écrit que sur Sobibór et à Alexander Donat de s'être concentré uniquement sur Treblinka ?

[10] Terry fait à nouveau preuve d'un remarquable manque de sens du ridicule lorsqu'il souligne que le rapport de l'*Armia Krajowa* daté d'avril 1942

mentionne « un 'capitaine de police' du nom de Wirth qui commandait Bełżec » et qu'il insiste ensuite :

« Ce serait une coïncidence colossale que la résistance polonaise réussisse à nommer le même homme que celui qui est documenté dans les archives allemandes comme étant directement impliqué dans l'Aktion Reinhard » (p. 53).

Mais en réalité, le fait que les camps de l'Aktion Reinhardt soient devenus le point de mire du mythe naissant des « centres d'extermination » n'est pas si difficile à comprendre, étant donné leur fonction centrale en tant que points de passage dans la déportation des juifs de Pologne. En outre, étant donné les relations étroites entre les citoyens de Bełżec et la garnison du camp, il n'est pas du tout surprenant qu'ils connaissent le nom et le rang de Wirth, et que le mouvement de résistance ait appris l'existence de ces deux personnes par leur intermédiaire. Loin d'être une coïncidence « colossale », l'identification par l'*Armia Krajowa* de Wirth comme commandant de Bełżec est le fruit d'une simple observation ; c'est l'histoire construite autour de ces faits qui est improbable. Terry regarde par le mauvais bout de la lorgnette.

[11] Terry continue de montrer les fruits de son infatigable historiographie du « copier-coller » en citant une entrée du journal d'Emanuel Ringelblum datée du 17 juin 1942 qui parle de « Sobibor près de Chelm, où les Juifs sont empoisonnés au gaz » (p. 54) comme si cela soutenait le récit standard des chambres à gaz à moteur d'échappement de l'« Aktion Reinhard ». Mais le journal de Ringelblum, comme on peut le voir dans la propre source de Terry pour la citation, l'édition allemande de l'ouvrage majeur de Raul Hilberg, parle en fait de « gaz » au pluriel.198 Il n'y a rien de nouveau là-dedans. Comme nous l'avons vu plus haut, un rapport sur Bełżec daté du 8 avril 1942 parle également de tueries « au gaz »199, de même qu'un autre, daté du 23 décembre 1942, sur Sobibór. L'expression elle-même, comme je l'ai noté plus haut, est tout à fait générique, tout comme le terme « chambre à gaz », et reflète non pas des « renseignements fiables », mais plutôt un système de rumeurs contemporaines qui ne reculait pas devant les spéculations les plus folles : « Ils ont été asphyxiés au chlore. [...] Puis le plancher s'est ouvert automatiquement. Les cadavres tombaient dans le wagon d'une voie ferrée qui traversait la chambre à gaz et transportait les cadavres vers le four ».200

[12] Au sujet du rapport, reproduit par le « diariste de Varsovie, Abraham Lewin », selon lequel les déportés de Sobibór ont été envoyés à Pinsk, Terry déclare : « en effet, aucun Juif n'est arrivé de nulle part dans le ghetto de Pinsk, ni

198 R. Hilberg, *Die Vernichtung der europäischen Juden* (La destruction des Juifs d'Europe). Fischer Taschenbuch Verlag, Frankfurt am Main, 1999, vol. 2, p. 525

199 *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.*, p. 65.

200 *Ibid.*, p. 71.

à cette époque ni à aucune autre ». Pour prouver cette affirmation, il ne cite qu'un seul livre, « E.S Rozenblat et I.E. Elenskaia, *Pinskie evrei : 1939-1944* gg. Brest, 1997 ». (p. 54, note 74). Ce recours permanent à la littérature de l'Holocauste pour « prouver » les choses est décidément puéril, étant donné la fonction idéologique de cette littérature. Faut-il croire que si Roszenblat et Elenskaia avaient trouvé des preuves documentaires attestant que les juifs déportés à Sobibór avaient ensuite été transférés à Pinsk, ils les auraient effectivement publiées ? S'appuyer ainsi sur la littérature secondaire de l'Holocauste pour « démontrer » que certains évènements se sont réellement produits ou non – par exemple, invoquer le *Kalendarium* de Danuta Czech ou les travaux de Jean-Claude Pressac pour les gazages présumés d'Auschwitz – revient à abandonner complètement les responsabilités de l'historien critique. Dans le cas présent, on pourrait tout aussi bien se référer au livre bien connu de Yitzhak Arad[201] pour « démontrer » que les camps de l'« Aktion Reinhardt » étaient des « camps d'extermination ».

Toujours en s'appuyant sur sa « théorie du complot », Terry conclut sa « réfutation » du lien entre Sobibór et Pinsk comme suit :

> *« Pour prendre au pied de la lettre l'affirmation d'une déportation de Deblin-Irena vers Pinsk, il faudrait en outre supposer que tous les survivants du ghetto de Pinsk ont participé à une gigantesque conspiration du silence et que tous les documents allemands du Generalkommissariat Wolhynien ont été falsifiés ; de plus, même si tous ces obstacles étaient surmontés, comme nous le verrons au chapitre 2, les Juifs de Pinsk ont été assassinés en octobre 1942 au cours d'une fusillade de masse. »* (p. 55)

Que Terry connaisse les déclarations de « tous les survivants du ghetto de Pinsk » me semble plutôt improbable. En outre, il convient de noter que ce qu'il appelle « tous les documents allemands du Generalkommissariat Wolhynien » n'est pas en fait un ensemble complet des documents en question, mais plutôt la fraction de l'ensemble original saisie par les commissions soviétiques et ensuite sélectionnée pour être classée dans leurs archives. La position révisionniste ne présuppose donc pas « une gigantesque conspiration du silence », mais simplement une sélection minutieuse des documents allemands saisis. Faut-il sérieusement croire que les Soviétiques, après avoir continuellement accusé les Allemands pendant la guerre de mener une campagne d'« extermination » contre les juifs, auraient pris connaissance de documents qui auraient catégoriquement réfuté ces affirmations une fois la guerre terminée ? La conclusion de Terry révèle également un curieux saut logique, puisque la prétendue fusillade des juifs du ghetto de Pinsk en octobre 1942 (y compris, éventuellement, des juifs déportés de Sobibór) ne rendrait pas moins faux le récit des gazages dans le camp.

---

[201] *Belzec, Sobibor, Treblinka. The Operation Reinhard Death Camps* (Les camps de la mort de l'Opération Reinhard). Indiana University Press, Bloomington et Indianapolis, 1987.

[13] À partir de la page 55, Terry discute d'un rapport d'un « Juif slovaque anonyme », lançant son commentaire avec l'accusation typique de l'effet boomerang que « [b]ien que reproduit presque intégralement dans le livre de Jules Schelvis sur Sobibor, Mattogno n'a pas jugé bon de reconnaître cette source comme il se doit ». La partie la plus importante du rapport cité par Terry concernant Sobibór se lit comme suit :

> *« Dans les environs de Sobibor, on peut toujours observer des incendies nocturnes et, dans une large zone, on peut sentir la puanteur des cheveux brûlés. Divers signes permettent de conclure (la population l'affirme en tout cas) que les cadavres, qui avaient été exécutés auparavant à l'électricité et au gaz – et avaient ensuite été enterrés – sont maintenant exhumés et brûlés, afin de ne pas laisser de traces ».* (p. 56)

Même dans ce rapport, Terry prétend pouvoir établir ce qui est le fruit de véritables « observations » et ce qui relève de « rumeurs » :

> *« Les descriptions de l'écrivain concernant les feux brûlant la nuit et la puanteur des cheveux brûlés étaient des observations directes, ce qui n'était pas le cas de sa mention de 'l'électricité et du gaz' ».* (p. 56)

Pour mémoire, notons également ici le texte original allemand, qui n'est pas cité par Terry :[202]

> *« In der Umgebung von Sobibor ist in der Nacht immer Feuer zu beobachten, und im weiten Umkreis ist ein Gestank nach verbrannten* [sic] *Haar wahrzunehmen. Verschiedene Anzeichen lassen darauf schliessen (die Bevoelkerung behauptet es jedenfalls), dass die Leichen welche vordem durch Eletrizitaet und Gas hingerichtet wurden – und spaeter begraben wurden – jetzt exhumiert und verbrannt werden um keine Spuren zurueckzulassen. »*

Là encore, Terry prétend pouvoir établir ce qui est le fruit de véritables « observations » et ce qui n'est que « rumeur » :

> *« Les descriptions de l'écrivain concernant les feux allumés la nuit et la puanteur des cheveux brûlés sont des observations directes, ce qui n'est pas le cas de sa mention de 'l'électricité et du gaz' ».* (p. 56)

Lors d'une véritable crémation de masse, cependant, la « puanteur des cheveux brûlés » ne serait même pas perceptible, d'une part parce que les cheveux ne constituent qu'une infime proportion du poids total d'un corps humain, et d'autre part parce qu'ils brûleraient en premier et pendant quelques secondes seulement ; en tout état de cause, la puanteur des cheveux brûlés serait couverte par l'odeur beaucoup plus intense et plus durable de la chair brûlée. L'histoire de la « puanteur des cheveux brûlés » est une « rumeur » typique que l'on retrouve dans les « témoignages oculaires » de ce type. Par exemple, Miklos Nyiszli parle

---

[202] *Tatsachenbreicht eines aus der Slowakei deportierten und zurueckgekehrten Juden*, (Rapport factuel d'un Juif déporté de Slovaquie et revenu au pays), daté "Slovaquie, 17 août 1943". La citation est tirée de la p. 4. Cf. J. Schelvis, Vernichtungslager Sobibór, Metropol Berlin 1998, p. 269. Schelvis l'a reçue des archives Moreshet, Givat Haviva, Israël.

de l'odeur des « cheveux brûlés », bien qu'il ait au moins le bon sens de mentionner également celle de la « chair grillée ».[203]

L'odeur de cheveux brûlés est également en contradiction avec la pratique alléguée, acceptée comme un fait par les « blogueurs plagiaires »[204], consistant à raser la tête des juifs déportés avant le gazage présumé. Si cette pratique avait été conforme à l'ordonnance de Richard Glücks d'août 1942,[205] les cheveux des hommes auraient également été coupés s'ils mesuraient plus de 20 mm, de sorte que les victimes présumées auraient été incinérées pratiquement sans cheveux.

Les « observations » présumées sur Sobibór dans le rapport se réfèrent à avril 1943,[206] mais l'exhumation des corps aurait déjà été achevée au mois de mars 1943 (voir chapitre 12, point 92), de sorte qu'à cette époque les corps n'auraient plus dû être en cours d'exhumation.

Bien entendu, il n'y a aucune raison de douter qu'un nombre limité de juifs ait pu mourir ou être tué à Sobibór, de sorte que les « observations » d'exhumations et de crémations, même si elles sont vraies, ne démontrent pas nécessairement la réalité de *l'extermination de masse* alléguée.

La source indiquée par Terry est « Tatsachenbericht eines aus der Slowakei[207] deportierten und zurückgekehrten Juden, 17.8.43, VHA Fond 140/59, pp. 41-50 (Papers of J. Kopecky) » (note 79 p. 55). Le document en questio[208] ne comporte que cinq pages dactylographiées, de sorte que l'indication « pp. 41-50 » n'a pas de sens. De plus, pour le passage qu'il cite concernant les « cheveux brûlés », reproduit ci-dessus, Terry écrit « p. 50 » comme référence de page (note 82 à la p. 56), de sorte qu'il devrait se trouver à la dernière page du document, alors qu'il se trouve en fait à la quatrième.

[14] Terry tente ensuite de démontrer que les rapports polonais et juifs sur Treblinka datant de la guerre étaient véridiques, du moins pour l'essentiel. Il en mentionne deux, datés du 17 août et du 8 septembre 1942, que je cite dans ma monographie sur le camp[209], puis m'accuse de ne pas les avoir commentés en détail, ce que je considérais à l'époque comme superflu, puisque leur contenu parle de lui-même. Voici, en revanche, le commentaire de Terry :

---

[203] M. Nyiszli, *A Doctor's eyewitness Account*. Fawcett Crest, New York, 1961, p. 70.

[204] « Sobibor a été planifié de manière similaire à Belzec. Les victimes étaient acheminées par voie ferrée, déchargées sur une rampe, amenées au camp de réception (camp II), séparées par sexe, déshabillées, *rasées*, gazées, puis enterrées ». (p. 288, italiques ajoutés)

[205] URSS-511. Voir le point 88 du chapitre 8.

[206] *Tatsachenbericht eines aus der Slowakei*..., p. 4.

[207] Dans le titre du document, le nom allemand de ce pays est mal orthographié « Slovakei » avec un « v » au lieu du « w » correct.

[208] Une copie de ce document se trouve dans les archives 804 du NIOD (Nederlands Instituut voor Oorlogsdocumentatie), inventaire 54, pp. 148-152.

[209] *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp, op. cit*. p. 48.

« les deux descriptions sont tout à fait plausibles de la part d'un témoin échappé du camp extérieur de Treblinka qui ne disposait ni d'une ligne de vue précise ni du temps nécessaire pour enregistrer correctement ses impressions ». (p. 59)

Puisque Terry insiste, prenons donc la peine ici d'examiner d'un peu plus près la nature de ces rapports « tout à fait plausibles », tels qu'ils sont reproduits par Terry. Par souci de concision, nous passerons pour l'instant sous silence le premier rapport (nous y reviendrons au point 22) et son affirmation farfelue de chambres à gaz mobiles « situées au-dessus des fosses [d'enterrement] » (p. 58 ; si Terry veut qualifier cette description d'« entièrement plausible », c'est son problème, pas le nôtre), pour nous concentrer sur le second, daté du 8 septembre 1942 :

« Le camp d'extermination de Treblinka, l'endroit où les Juifs sont tués, est situé près du camp de travail. Il est situé à 5 km de la gare de Treblinka et à 2 km de la gare de Poniatowo. Il y a une liaison téléphonique directe avec Malkinia. Il y a un ancien camp (pour les Polonais) et un nouveau camp dont la construction est encore en cours (exclusivement pour les Juifs)... L'extermination des Juifs se fait désormais de manière totalement indépendante de l'ancien camp. Une locomotive pousse les wagons contenant les Juifs jusqu'au quai. Les Ukrainiens retirent les Juifs des chats [sic] *et les conduisent à la 'douche pour se baigner'. Ce bâtiment est entouré de barbelés. Ils y entrent par groupes de 300 à 500 personnes. Chaque groupe est immédiatement enfermé hermétiquement à l'intérieur et gazé. Le gaz ne les affecte pas immédiatement, car les Juifs doivent encore continuer jusqu'aux fosses qui se trouvent à quelques dizaines de mètres, et dont la profondeur est de 30 mètres. Là, ils tombent inconscients, et une pelleteuse les recouvre d'une fine couche de terre. Puis d'autres groupes arrivent... Bientôt, nous relaierons le témoignage authentique d'un Juif qui a réussi à s'échapper de Treblinka ».* (cité par Terry, pp. 58 et suivantes)

La source citée par Terry est « Informacja Bieżąca Nr 33 (58), 5.9.1942, publié dans Marczewska/Waźniewski, 'Treblinka w świetle Akt Delegatury', pp.137-8 » (note 94 de la p. 59). En réalité, le texte est reproduit mot pour mot de l'ouvrage d'Yitzhak Arad sur les camps de l'« Aktion Reinhard »[210], avec quelques modifications mineures et/ou erreurs de transcription : « link » pour « line », « wagons » pour « cars », « cats » pour « cars », « other » pour « another », « arrive » pour « arrives ». (La date que Terry attribue au rapport est également erronée : « 5 » au lieu de « 8 » septembre 1942).

La traduction d'Arad contient deux omissions indiquées par des ellipses, que le plagiaire reproduit « telles quelles ». Le texte omis dans le premier cas est le suivant :[211]

---

[210] Y. Arad *Belzec, Sobibor, Treblinka, op. cit.* pp. 353-354.

[211] K. Marczewska, W. Ważniewski, « Treblinka w świetle Akt Delegatury Rządu RP na Kraji » *op. cit.* p. 138.

« Personnel du camp : 25 SS et 180 Ukrainiens (dont 12 Allemands et 50 Ukrainiens dans l'ancien camp). Armes : outre les armes de poing personnelles, mitraillettes, carabines et grenades. Le travail des prisonniers consiste principalement à charger du gravier ».

La seconde omission supprime cette anecdote alléguant la présence d'ethnies polonaises parmi les juifs déportés :[211]

« Il s'avère parfois qu'il y a aussi des Polonais parmi les Juifs. Le 28 août, un Polonais s'est jeté sur un Ukrainien, a saisi sa carabine et a fracassé la tête d'un Allemand et d'un Ukrainien. Il fut immédiatement abattu. (Les informations ci-dessus ont été obtenues auprès des gardes ukrainiens et doivent être vérifiées). »

Enfin, le rapport se termine par la curieuse déclaration suivante :[211]

« Nous fournirons bientôt un rapport authentique d'un Juif qui a réussi à s'enfuir de Treblinka. »

Cette déclaration implique, bien sûr, que le rapport lui-même n'est pas un « rapport authentique » de quelqu'un qui a été dans le camp, et si les informations des gardes ukrainiens attendent toujours d'être vérifiées, sur quels faits authentiques les rédacteurs d'*Informacja Bieżąca* ont-ils basé leurs descriptions ? Le rapport n'est manifestement que de la propagande, un pastiche de faussetés simples d'esprit. Qui pourrait sérieusement croire à des fosses communes profondes de trente mètres ou, pire encore, à un gaz fantastique qui, bien que mortellement toxique, permettait aux victimes de courir encore quelques dizaines de mètres après le gazage pour s'effondrer, inconscientes, à l'endroit qui leur avait été assigné pour leur dernière demeure ?

Mais Terry, prisonnier de sa foi en l'Holocauste et de sa méthode aberrante, est contraint de présupposer que tout rapport ostensiblement incriminant sur les camps doit être le résultat d'« observations », aussi farfelues soient-elles. Les absurdités manifestes deviennent ainsi « tout à fait plausibles », alors que Terry s'accroche pour trouver une explication qui sauvera une fois de plus les apparences.

[15] Typiquement Terry, tout en m'accusant de ne pas examiner tel ou tel document « dans son contexte », passe rapidement, sans analyse contextuelle, sur l'important article publié par le *Dziennik Polski* en date du 11 juillet 1942 :

« Le massacre des Juifs. La situation des Juifs est encore plus grave. L'affaire du ghetto de Varsovie est bien connue. La faim, la mort et les maladies menacent continuellement et systématiquement la population juive. Dans la région de Lublin, dans la nuit du 23 au 24 mars [1942]*, la population juive a été déportée. Les malades et les handicapés sont tués sur place. Tous les enfants âgés de 2 à 3 ans de l'orphelinat, au nombre de 108, ont été renvoyés de la ville avec leurs infirmières et assassinés. Au total, 2 500 personnes ont été assassinées cette nuit-là, tandis que les 26 000 autres ont été envoyées dans des camps à Bełżec et Tremblinka* [*wywieziono do obozów w Bełżcu i Tremblince*]*. Depuis Izbica Kujawska, 8 000 personnes ont*

été déportées dans une direction inconnue. À Bełżec et à Tremblinka, la tuerie se poursuivrait à l'aide de gaz toxiques[es[212]] [*za pomoca gazów trujacych*]... »

Thomas Kues, dont j'ai repris l'article sur le sujet, a souligné l'importance du rapport dans le cadre de la propagande naissante sur les « camps d'extermination » de la manière suivante :[213]

> *« Les historiens de l'Holocauste affirment unanimement que le camp d'extermination de Treblinka II a commencé à fonctionner avec l'arrivée du premier des transports en provenance du ghetto de Varsovie, qui est parti le 22 juillet 1942 et a atteint le camp le même jour ou le jour suivant. Cela signifie que Mikołajczyk a fait état des actions d'extermination présumées à Treblinka deux semaines entières avant qu'elles ne soient censées avoir commencé. Plus remarquable encore, il est allégué qu'une machinerie de meurtre de masse était en service à Treblinka trois mois et demi plus tôt, les 23 et 24 mars 1942. »*

Terry, comme mentionné plus haut, passe cette question sous silence, la reléguant à une note de bas de page (note 49 à la p. 49) dans laquelle il fournit l'explication suivante :

> *« Comme le protocole officiel de la réunion du cabinet indique apparemment 'Trawniki', le stratagème – tenter d'éveiller les soupçons au sujet d'une référence trop précoce aux déportations vers Treblinka – échoue complètement. Quelque part dans la chaîne de transmission entre l'organisation clandestine locale et Londres, et ensuite le journaliste de* Dziennik Polski*, l'information a été brouillée – ce qui est apparu clairement en relisant l'article de Stola pour cette critique ».*

C'est donc de l'article de Dariusz Stola intitulé « Early News of the Holocaust from Poland » [214] que Terry tire l'information selon laquelle « Stanislaw Mikolajczyk, le Premier ministre du gouvernement polonais en exil, [a déclaré] lors d'une réunion le 7 juillet 1942 que 'apparemment, à Bełżec et Trawniki, [les Allemands] assassinent avec des gaz toxiques' » (p. 49). La source de Stola, quant à elle, est le procès-verbal du Conseil national polonais, tel qu'il se trouve dans les archives de l'Institut polonais de Londres.[215] Ce compte-rendu des remarques de Mikołajczyk est donc probablement exact. Mais l'essentiel de la revendication elle-même avait déjà été rapporté des mois auparavant par le *Biuyletyn Informacyjny*, organe du bureau de propagande (*Biuro Informacji i Propagandy*) de l'*Armia Krajowa*, dans un article publié le 14 avril 1942 sous le titre « The Killing of Jews in the Area of Lublin » (L'assassinat de Juifs dans la région de Lublin) :[216]

---

[212] Ou plutôt, encore une fois, « gaz » (*gazów*). Voir le point [3] de ce chapitre, ci-dessus.

[213] T. Kues, « A Premature News Report on a 'Death Camp' for Jews », in : *Inconvenient History*, vol. 3, no. 3, 2011.

[214] Dariusz Stola, « Early News of the Holocaust from Poland », *Holocaust and Genocide Studies*, vol. 11, no. 1 (1997), pp. 1-27.

[215] « NC minutes, 7.7.42, Archives of the Polish Institute in London .... A.5.2/32 », cf. *ibid.* note 31, p. 23.

[216] *Biuletyn Informacyjny*. Część II. Przedruk roczników 1942-1943. Rok III (LIV) Nr. Specjalny 2 (195), Varsovie 2002, p. 902.

« [Les juifs] *restés en vie, au nombre d'environ 25 000, ont été transportés dans les camps de Belzec et de Trawniki* [*w obozów Bełżcu i Trawnikach*]. *Dans ces camps, selon un rapport très fiable* [*wedle najwiarygodnicjszych relacji*], *les massacres de Juifs ont eu lieu au moyen de gaz toxiques* [*przy pomocy gazów trujących*]. *»*

En outre, le 30 avril, le même journal fait à nouveau référence à des wagons scellés arrivant « au camp de Bełżec ou de Trawniki ».[217] Et tandis que *Dziennik Polski* a peut-être écrit « Tremblinka » dans son rapport sur les remarques de Mikołajczyk, la *Jewish Telegraphic Agency* de New York parle clairement de « Belzec et Trawniki » dans son Bulletin quotidien du 10 juillet 1942 :[218]

« L'exécution massive par gaz toxique de 26 000 Juifs polonais [...] *a été rapportée ici aujourd'hui par le Vice-premier ministre polonais Stanislaw Mikolajczyk sur la base d'informations fiables qui viennent d'être reçues par le gouvernement polonais ici.* [...] *L'étouffement des 26 000 Juifs polonais par des gaz toxiques a eu lieu dans les deux camps de concentration 'juifs' que les nazis ont établis à Belzec et à Trawniki ».*

Ainsi, selon les « informations fiables que vient de recevoir le gouvernement polonais » (bien que déjà publiées par son « Bureau d'information et de propagande » affilié plus de deux mois auparavant !), en mars 1942, les Allemands avaient établi « deux camps de concentration 'juifs' » pour l'extermination des juifs, l'un à Bełżec et l'autre à Trawniki.

L'identification de Trawniki comme étant le camp mentionné par Mikołajczyk ne résout donc un problème que pour en créer un autre. En outre, comme le note Thomas Kues dans l'article cité ci-dessus, même si les rédacteurs de *Dziennik Polski* se sont trompés en parlant de « Tremblinka », il existe d'autres « premiers rapports » sur le « camp de la mort de Trenblinka [sic] » qui sont antérieurs de quarante à cinquante jours au début présumé des opérations dans ce camp, du 22 au 23 juillet 1942. [219] Le dilemme pour l'historiographie de l'Holocauste est clair : soit la résistance polonaise et juive a déclaré que Treblinka était un « camp d'extermination » avant même d'avoir reçu son premier transport de juifs, soit elle en a inventé un à Trawniki. Quoi qu'il en soit, les « premiers rapports » sur les prétendus massacres dans les camps de l'*« Aktion Reinhard »* se révèlent donc être des exemples de propagande atroce, vulgaire et mensongère.

[16] Terry nous fait la courtoisie de citer, sans commentaire, un long article publié le 20 septembre 1942 dans le journal clandestin *Bund Oif der Vach*[220] qui ne

---

[217] *Ibid*, p. 916.

[218] « Nazis Slaughter 30,000 German Jews ; Exterminate 36,000 Polish Jews by Gas and Guns ». JTA Daily News Bulletin, 10 juillet 1942, p. 1.

[219] T. Kues, « A Premature News Report on a 'Death Camp' for Jews », *op. cit.* citant des documents dans R. Sakowska « Two Forms of Resistance in the Warsaw Ghetto ; Two Functions of the Ringelblum Archives », *Yad Vashem Studies*, vol. 21 (1991), pp. 207-208.

[220] Le texte anglais cité par Terry, et cité ci-dessous, est tiré de Y. Arad, *Belzec, Sobibor, Treblinka*, *op. cit.* pp. 244-246.

fait que confirmer notre thèse sur l'origine du mythe des « camps d'extermination ». L'article commence comme suit :

> *« Au cours de la première semaine de l'"Aktion de déportation', Varsovie a été inondée de saluts de la part des Juifs déportés. Les salutations arrivaient de Białystok, Brest-Litovsk, Kosov, Malkinia, Pinsk, Smolensk. »* (p. 60)

Bien entendu, Treblinka étant censé être un « camp d'extermination », les « salutations » devaient nécessairement être fausses. L'auteur de l'article explique la « contradiction » comme suit :

> *« Tout cela était un mensonge. Tous les trains transportant les Juifs de Varsovie sont allés à Treblinka, où les Juifs ont été assassinés de la manière la plus cruelle. Les lettres et les salutations provenaient de personnes qui avaient réussi à s'échapper des trains ou du camp. Il est possible qu'au début, dès les premiers transports, certains Juifs de Varsovie aient été envoyés à Brest-Litovsk ou à Pinsk, afin que leurs salutations induisent en erreur, trompent et provoquent de fausses illusions parmi les Juifs de Varsovie ».* (p. 60)

Deux possibilités s'offrent donc à nous : *soit* des juifs se sont échappés, en grand nombre, du prétendu « camp d'extermination » de Treblinka ou des transports en cours de route, et ont ensuite réussi à voyager, sans être inquiétés, jusqu'à des endroits aussi éloignés que Białystok, Pinsk et Smolensk, d'où ils ont « inondé » Varsovie de messages d'accueil arrivés « [au cours] de la première semaine [!] de la 'déportation Akkovo'. de l'"Aktion de déportation' » ; *ou bien* les Allemands ont délibérément détourné un nombre indéterminé de juifs (suffisamment pour écrire un « flot » de lettres, en tout cas) des transports de Treblinka vers des villes situées à des centaines de kilomètres à l'est, juste pour qu'ils puissent envoyer des vœux chez eux afin de tromper d'autres juifs de Varsovie qui attendaient encore d'être déportés. La première hypothèse est bien sûr trop absurde pour être envisagée, mais la seconde, tout en inversant l'ordre naturel des choses, contient un noyau de vérité évidente, bien qu'étouffée : des juifs ont réellement été envoyés au *camp de transit* de Treblinka et, de là, vers diverses destinations dans l'Est occupé.

La méthode d'extermination indiquée dans l'article mérite également d'être soulignée pour son absurdité :

> *« Le plancher de ce baraquement s'est ouvert et les gens sont tombés dans une machine. Selon l'opinion de certains des évadés, les personnes présentes dans le baraquement ont été gazées. Selon un autre avis, ils ont été tués par le courant électrique. »* (p. 60)

En ce qui concerne la capacité journalière de ce remarquable appareil d'extermination, l'article précise :

> *« Le bain absorbe 200 personnes toutes les quinze minutes, de sorte qu'en vingt-quatre heures, la capacité de mise à mort est de 20 000 personnes. »* (p. 61)

Il s'agit bien sûr d'une affirmation insensée, même selon les critères de l'historiographie orthodoxe de l'Holocauste.

Enfin, à la fin de l'article, l'auteur d'*Oif der Vach* présente une liste des « camps d'extermination » qui auraient existé à l'époque :

> *« Il y avait trois camps de ce type : un dans les environs de Pinsk pour la zone orientale, un autre dans la région de Lublin à Belzec, et le troisième, le plus grand, était Treblinka près de Malkinia ».* (p. 61)

Comment s'appelait exactement le camp d'extermination « dans les environs de Pinsk » ? Encore un fantasme propagandiste !

[17] Terry continue à renforcer involontairement nos propres arguments en présentant de manière plus critique des documents manifestement propagandistes :

> *« Peretz Opoczynski, militant de Oneg Shabes, a fait état de rumeurs concernant une 'chaise électrique géante' à Treblinka, capable de tuer dix mille Juifs et Polonais chaque jour. 'Les Allemands aiment se vanter de leurs prouesses industrielles', écrit-il, 'et c'est pourquoi ils veulent aussi faire fonctionner leur industrie de la mort avec l'efficacité américaine'. De même, Emanuel Ringelblum rapporte dans une longue note de journal, sans doute datée rétrospectivement du 15 octobre, une fois l'action de déportation terminée, 'les nouvelles concernant les fossoyeurs (Rabinowicz, Jacob), les Juifs de Stok qui se sont échappés des wagons... la description unanime du 'bain', les fossoyeurs juifs avec des taches jaunes sur les genoux. – Les méthodes de mise à mort : gaz, vapeur, électricité' ».* (p. 61)

Terry ajoute ensuite l'affirmation remarquable selon laquelle « le récit de Jacob Rabinowicz avait en fait décrit les chambres à gaz, spécifiant même l'utilisation d'un moteur 'diesel' » (p. 61). À l'appui de cette affirmation, il donne la référence suivante dans une note de bas de page : « Le rapport de Rabinowicz est publié dans Ruta Sakowska (éd.), *Archiwum Ringelbluma, getto warszawskie : lipiec 1942-styczen 1943*. Varsovie, 1980 ». En réalité, le « rapport Rabinowicz » n'existe même pas. Les archives Ringelblum ne contiennent que les quelques lignes citées par Terry ci-dessus, qui mentionnent le gaz, la vapeur et « l'électricité » :[221]

> *« Treblinka. Wiadomość od grabarzy (Jakub Rabinowicz), Żydów ze Stoczka, którzy zbiegli z wagonów, naładowanych rzeczami, złotem i walutą. Jednomyślny opis 'łaźni', grabarze z żółtymi łatami na kolanach. Sposób uśmiercania : gaz, para, elektryczność. »*

Traduit :

> *« Informations provenant des fossoyeurs (Jakob Rabinowicz), les Juifs de Stoczek, qui se sont échappés des trains chargés d'objets, d'or et d'argent liquide. Description concordante du 'bain', des fossoyeurs avec des taches dorées sur les genoux. Méthode de mise à mort : gaz, vapeur, électricité ».*

[221] A. Eisenbach (éd.), *Emanuel Ringelblum Kronika getta warszawskiego wrzesień 1939-styczeń 1943*. Czytelnik, Varsovie, 1983, p. 416 ; *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp ? op. cit*. p. 51.

L'historienne israélienne Esther Farbstein confirme effectivement qu'il n'y a rien de plus dans le rapport de Rabinowicz :[222]

« Pendant les Aktionen de l'été 1942, les rapports des premiers évadés de Treblinka parviennent au ghetto. L'un de ces évadés était Ya'akov (Jacob) Rabinowicz, le fils du rebbe de Parczew. Ringelblum, qui rédigea les premiers rapports sur le camp dans son journal sous le titre 'Treblinki', écrivit en tête : les nouvelles concernant les fossoyeurs (Rabinowicz, Jacob), les Juifs de Stok qui se sont échappés des wagons ».

En d'autres termes, Ringelblum a noté dans son journal qu'il avait reçu des « nouvelles sur les fossoyeurs » d'un certain Jacob Rabinowicz, mais d'un « rapport Rabinowicz » il n'y a apparemment rien de plus à *rapporter*.

[18] Essayant d'expliquer comment les moteurs diesel ont été associés aux prétendues chambres à gaz des camps de l'*Aktion Reinhardt*, Terry nous aide à mieux comprendre les origines des affirmations de la propagande sur le gazage de masse :

« Comme nous le verrons au chapitre 5, le fait d'appeler le moteur d'abattage 'diesel' semble avoir fait partie du jargon de l'Aktion Reinhard, un terme impropre emprunté au générateur diesel qui fournissait l'électricité au camp et qui était situé plus ou moins à côté du moteur de gazage à essence. C'est ainsi que plusieurs inexactitudes peuvent être ramenées à une même cause première ». (p. 62)

Comme le dirait Terry, « il n'y a pas de fumée sans feu » – le « feu » étant ici simplement le moteur utilisé pour faire fonctionner le générateur électrique du camp. En effet, le célèbre rapport sur les « chambres à vapeur » du 15 novembre 1942 indique explicitement :[223]

« Un moteur diesel fournit l'énergie et son cliquetis est un son caractéristique de Treblinka B. »

Terry, bien sûr, veut faire croire à ses lecteurs qu'il y avait un autre moteur à Treblinka – un « moteur de mise à mort [... un] moteur de gazage à essence » – qu'il faut distinguer du générateur diesel qui alimentait le camp en électricité. Toutefois, il ne fait que supposer ce qui doit être prouvé. L'hypothèse naturelle selon laquelle le générateur diesel lui-même, avec son « cliquetis » caractéristique, a servi d'inspiration à des rumeurs obscures qui se sont finalement transformées en allégations de gazage de masse, est totalement ignorée.

[19] Toujours à propos de Treblinka, Terry offre bientôt un nouvel exemple de son inaptitude et de sa malhonnêteté intellectuelle :

« Un autre témoignage d'un évadé de Treblinka écrit à cette époque est entièrement ignoré par Mattogno dans sa tentative de retracer 'le développement de l'idée de Treblinka en tant que camp d'extermination', à savoir la longue description donnée par Abraham Krzepicki et

---

[222] E. Farbstein, Hidden in Thunder : Perspectives sur la foi, la Halachah et le leadership pendant l'Holocauste. Holocauste. Old City Press, Jérusalem, 2007, p. 49.

[223] *Treblinka. Exterminatiopn Camp or Transit Camp?, op. cit*. p. 54.

enregistrée par l'activiste de Oneg Shabes, Rachel Auerbach, en octobre 1942. Le rapport de Krzepicki, auquel il sera fait référence à plusieurs reprises dans cette critique, identifiait également une chambre à gaz ». (p. 62)

Tout en me reprochant d'avoir « ignoré » cette « longue description », Terry lui-même s'abstient soigneusement et hypocritement de citer toute partie de cette description dans laquelle le « témoin » décrit effectivement la « chambre à gaz » qu'il prétend avoir vue. Les parties pertinentes de la description de Krzepicki ainsi délibérément ignorées par Terry sont les suivantes :[224]

« Mais le long bâtiment en briques, pas trop grand, qui se dressait au milieu du 'camp de la mort' exerçait sur moi une étrange fascination : c'était la chambre à gaz. [...] *Ce n'est que lorsque nous revenions de notre repas de midi et que notre colonne s'est arrêtée un moment que je me suis éloigné d'eux et que je me suis dirigé vers la porte ouverte de la chambre à gaz.*

Je crois avoir déjà noté que ce bâtiment était entouré d'une zone boisée. J'ai maintenant remarqué que, sur le toit plat du bâtiment, il y avait un grillage vert dont les bords dépassaient légèrement les murs du bâtiment. Il s'agissait peut-être d'une protection contre les attaques aériennes. Sous le filet, au sommet du toit, je pouvais voir un enchevêtrement de tuyaux ...

Les murs du bâtiment étaient recouverts de béton. La chambre à gaz ne fonctionnait plus depuis une semaine. J'ai pu regarder à l'intérieur par l'une des deux solides sorties en fer blanchies à la chaux qui se trouvaient être ouvertes.

J'ai vu devant moi une pièce qui n'était pas très grande. Elle ressemblait à une salle de douche ordinaire avec tous les accessoires d'un bain public. Les murs de la pièce étaient recouverts de petits carreaux blancs. C'était un travail très fin et propre. Le sol était recouvert de carreaux de terre cuite orange. Des robinets en métal nickelé étaient fixés au plafond.

C'est tout. Un petit établissement de bains confortable et soigné, situé au milieu d'une zone boisée. Il n'y avait rien d'autre à voir. Mais en se plaçant devant l'entrée de ce 'bain', on pouvait apercevoir des collines de chaux et, en dessous, les gigantesques fosses communes encore ouvertes où des dizaines, voire des centaines de milliers de 'baigneurs' reposent dans un état éternel.

En réalité, le témoin n'a jamais vu de « chambre à gaz », mais plutôt « [un] petit établissement de bains confortable et soigné situé au milieu d'une zone boisée » – « une salle de douches ordinaire avec tous les accessoires d'un établissement de bains public » avec des murs « recouverts de petits carreaux blancs » et un sol « recouvert de carreaux de terre cuite orange » et « des robinets en métal nickelé [...] encastrés dans le plafond ». Une telle description est évidemment plus caractéristique de l'installation de désinfection et de désinfestation d'un camp de transit (*Durchgangslager*) que de l'installation de mise à mort d'un « camp d'extermination ». Même si le récit parle ensuite de « charniers » de cadavres de « baigneurs », il le fait sans pour autant expliquer comment les

[224] A. Krzepicki, « Eighteen Days in Treblinka », in : A. Donat (éd.), *Death Camp Treblinka : A Documentary.* Holocaust Library, New York, 1979, p. 105. Certes, Jason Myers cite la description dans sa contribution à la critique du « copier-coller », mais il omet lui aussi de manière trompeuse les détails gênants. Il cite six mots en tout et pour tout : « longish, not too longish, not too large brick building » (p. 295, note 92).

victimes ont été tuées. L'arme utilisée était-elle la vapeur, une pompe à vide, un gaz à effet retard, du chlore, du « Cyclon-gaz » ou des gaz d'échappement ? Étant donné la description courante du « bâtiment de la mort » comme une « chambre à gaz », quelle que soit la méthode de mise à mort, ce n'est qu'avec une hypocrisie consommée que Terry peut contredire en toute confiance Hersz Wasser (voir le point suivant) et prétendre que le rapport de Krzepicki confirme la thèse des « chambres à gaz » (à gaz d'échappement), juxtaposée plus haut sur la page à celle des chambres « à vapeur ».

La dernière phrase du passage, bien entendu, est censée servir de « preuve » pour le reste : Krzepicki affirme avoir vu des charniers à Treblinka, et donc le bâtiment qu'il a vu doit nécessairement avoir servi de « chambre à gaz ». Sans cette preuve, le témoignage de Krzepicki se résume donc à ce qui est le plus remarquable, à savoir sa banalité.

Enfin, il convient de noter la méthode particulière avec laquelle ce « témoignage oculaire » est cité par les « blogueurs plagiaires ». À la page 62, note 102, Terry cite comme source les numéros 43-44 de l'édition de 1962 de *Biuletyn Żydowskiego Instytutu Historycznego*, une source pratiquement inaccessible et non vérifiable par les non-spécialistes ; plus loin, à partir de la note 92 de la page 295, il est cité comme « Krzepicki, 'Eighteen Days in Treblinka' », avec une référence au livre accessible de Donat en anglais (voir aussi la note 36 de la page 15). Il est évident que nos « blogueurs » veulent éviter de rendre trop facile la vérification des textes discutés par les lecteurs quand cela les arrange, et comme nous l'avons vu plus haut, ils ont leurs raisons.

Il est d'ailleurs évident que Terry n'a jamais vu la source polonaise qu'il cite. Dans le texte original, Krzepicki note que les SS désignaient la prétendue « chambre à gaz » comme une « *Badeanstalt* » (installation de bain), terme qui, à la lumière de la description qu'il en fait, doit être compris littéralement.[225]

[20] Armé d'un rapport qui ne mentionne pas les « chambres à gaz » (Rabinowicz), et d'un autre qui les décrit comme un « petit bain confortable et soigné » (Krzepicki), Terry passe à l'offensive et s'attaque au fameux rapport sur les « chambres à vapeur », un document extrêmement embarrassant pour les « blogueurs controversés » :

> *« Comme Rabinowicz et Krzepicki avaient tous deux parlé de chambres à gaz, il est relativement difficile de comprendre pourquoi le long rapport compilé par l'activiste de Oneg Shabes Hersz Wasser sur la liquidation du ghetto de Varsovie et du camp d'extermination de Treblinka, daté du 15 novembre 1942, faisait référence à des chambres à vapeur. Mais ce n'est que relativement difficile à comprendre, car la vapeur est, après tout, un gaz, et il n'est pas difficile de voir comment la source anonyme décrivant la vapeur à Wasser a pu déduire que les*

[225] A. Krzepicki, « Treblinka », in : Biuletyn Żydowskiego Instytutu Historycznego, juillet-décembre 1962, no. 43-44, p. 104. La description de la chambre à gaz présumée se trouve à la page 107.

victimes étaient tuées à la vapeur en assistant à l'ouverture d'une chambre à gaz et en confondant l'émanation des gaz d'échappement de la chambre avec un sauna mortel ». (p. 62)

Terry nous présente donc un véritable chef-d'œuvre d'hypocrisie. Tout d'abord, la prémisse de son argument, comme démontré ci-dessus, est fausse : il n'y a aucune preuve que Rabinowicz ait « fait référence » aux chambres à gaz lorsqu'il parlait avec Ringelblum ; et si Krzepicki a effectivement utilisé ce terme, ce qu'il a décrit dans son rapport était clairement une installation de bain qui ne pouvait être considérée comme une « chambre à gaz » uniquement dans l'hypothèse préalable qu'il s'agissait effectivement de cela. Deuxièmement et surtout, le rapport relatif aux « chambres à vapeur », qui est très détaillé, dément catégoriquement sa conclusion :[226]

« Selon le rapport d'un témoin oculaire, l'intérieur du bâtiment se présente comme suit : un couloir de 3 mètres de large traverse le milieu ; il y a cinq chambres de chaque côté ; la hauteur de chaque chambre est d'environ 2 mètres ; la surface est d'environ 35 mètres carrés. Les chambres d'exécution n'ont pas de fenêtres, mais elles ont des portes qui s'ouvrent sur le couloir et des sortes de soupapes sur les murs extérieurs. À côté de ces vannes se trouvent de grandes pelles (elles ressemblent à de grandes cuves). Des tuyaux ont été installés dans les murs, d'où la vapeur d'eau est censée se déverser dans les chambres. Il devait s'agir de la morgue n°2. Un chemin contourne le bâtiment et longe son mur ouest pour aboutir au bâtiment suivant, près de la chambre mortuaire n° 1. Ce bâtiment est perpendiculaire à la morgue n°2.

Il s'agit d'une construction en briques beaucoup plus petite que l'autre. Elle ne comprend que trois chambres et un hammam. Le long du mur nord de cette maison se trouve un couloir d'où partent des portes menant aux chambres. Les murs extérieurs des chambres sont équipés de vannes (jusqu'à récemment, des portes avaient été transformées en vannes pour des raisons d'utilité). Ici aussi, une pelle en forme de récipient peu profond est placée à la hauteur des vannes. La salle de vapeur est adjacente au bâtiment. À l'intérieur de la salle de vapeur se trouve une grande cuve qui produit la vapeur. La vapeur chaude arrive dans les chambres par des tuyaux installés là, chacun ayant un nombre prescrit d'évents. Lorsque cette machine de mort est en action, les portes et les vannes sont hermétiquement fermées. Le sol des chambres est recouvert d'une couche de terre cuite qui devient très glissante lorsqu'on y verse de l'eau. Il y a un puits à côté de la salle de vapeur, le seul puits dans toute la zone de Treblinka B. »

L'original polonais est encore plus explicite : là où le texte anglais ci-dessus dit « Inside the steam room there is a large vat which produces the steam » (à l'intérieur de la salle de vapeur, il y a une grande cuve qui produit la vapeur), l'original polonais parle clairement d'une « boiler room » (salle de chaudière) contenant « a large boiler for production of water vapour » (une grande chaudière pour la production de vapeur d'eau).[227] Ainsi, la prétention de Terry selon laquelle le témoin du rapport aurait confondu « exhaust fumes » (fumées

[226] *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp ? op. cit.* pp. 53 et suivantes.

[227] Likwidacja żydowskiej Warszawy. « Treblinka », in : Biuletyn Żydowskiego Instytutu Historycznego, no. 1, 1951, p. 95.

d'échappement) et « steam » (vapeur) ne s'avère guère plus qu'une piètre tentative de détournement de l'objectif visé.

Bien sûr, Terry a raison lorsqu'il dit que « la vapeur est, après tout, un gaz », mais cela ne fait que corroborer ce que j'ai dit plus haut, à savoir que la simple référence dans les rapports à des meurtres au « gaz » ou dans des « chambres à gaz » ne signifie rien en termes concrets, puisqu'elle peut tout aussi bien se référer à la vapeur.

En résumant les preuves des « premiers rapports » sur Treblinka, la « critique » de Terry apporte donc indirectement une contribution valable à la clarification des origines de la propagande sur le camp :

1) tout d'abord, les propagandistes clandestins polonais et juifs « identifient » Treblinka comme un « camp d'extermination » avant même que les premiers transports juifs n'y arrivent ;

2) dans le cadre de cette propagande clandestine, « un petit bain confortable et soigné » certainement attenant à une « salle des chaudières » est « réinterprété » comme une sinistre « installation d'extermination » ;

3) et les observations de « vapeur » et de « chambres à vapeur » – en fait des autoclaves de désinfection/désinfestation pour l'épouillage des vêtements – deviennent la preuve présumée de l'existence de « chambres à gaz » homicides.

[21] Le témoignage de l'« évadé de Treblinka » David Milgroim (alternativement, Milgrom), que Terry aborde ensuite, sert une fois de plus à montrer la progression graduelle de cette propagande. Enregistré, comme le note Terry, « à la fin du mois d'août 1943 » puis « transmis à l'OSS à Istanbul au début de l'année 1944 » (p. 63), il mentionne le « gaz toxique » comme instrument présumé de mise à mort dans le camp, mais sans en préciser la nature exacte. La description qui en est faite dans le texte est assez rudimentaire : du processus de gazage, nous apprenons simplement que les victimes « étaient rassemblées dans ces baraquements » et que « lorsqu'un lot se trouvait à l'intérieur, la porte était fermée et le restait pendant quinze minutes ». Ensuite, les corps des victimes étaient jetés « dans la fosse à feu qui s'étendait au-delà de la clôture du camp de la mort ». Mais comme Milgroim aurait été « déporté de Czestochowa en 1942 et se serait évadé du camp après une semaine », il n'aurait pas pu assister à la crémation des corps à Treblinka, qui, selon l'historiographie orthodoxe de l'Holocauste, a commencé en mars 1943 et n'a d'ailleurs pas été effectuée dans une « fosse à feu », mais sur des grilles métalliques disposées à la surface du sol (voir le chapitre 12, point 12). Les autres « observations » de Milgroim contredisent également la version actuelle : il parle de « baraque » de gazage au lieu d'un bâtiment qui serait

« en briques, solidement construit, sur des fondations en béton »[228] ; il laisse entendre que la « baraque de gazage » était une unité unique (« lorsqu'un lot était à l'intérieur, la *porte* était fermée ») plutôt que subdivisée en 6 ou 8 « chambres à gaz »[229] ; il cite une durée de gazage de 15 minutes seulement, contre les 30 à 40 minutes de la version officielle, « approuvée par le tribunal ».[230] Ce n'est sans doute pas un hasard si la durée de 15 minutes mentionnée ici est la même que celle indiquée dans le rapport sur les « chambres à vapeur » du 15 novembre 1942 : « peu à peu ils se calment et 15 minutes plus tard l'exécution est terminée. »[231] Milgroim ne rapporte pas ici des observations personnelles, il transmet des rumeurs, de la propagande et des mythes.

En effet, le « rapport » de Milgroim n'est pas du tout un témoignage de témoin oculaire, mais plutôt, au mieux, un ouï-dire. L'historien Richard Breitman a décrit la provenance du « rapport » dans un autre contexte :[232]

> *« Bien que tenu à l'écart de la zone des chambres à gaz, Milgrom a entendu une description de première main de la part de deux garçons qui avaient brièvement traversé les baraquements destinés aux travailleurs juifs. »*

Voici donc le pedigree de ce témoignage « indépendant » et « corroborant » les « chambres à gaz » de Treblinka : un homme qui *affirme* avoir reçu « une description de première main de la part de deux garçons qui [prétendent avoir ?] brièvement traversé » la partie du camp concernée, produit un rapport près d'un an après cette communication présumée, qui passe ensuite d'une manière ou d'une autre de la Slovaquie à la Turquie, où il est finalement remis entre les mains des agents locaux de l'Office américain des services stratégiques (OSS, ancêtre de la CIA en temps de guerre) par une source dont nous savons seulement qu'elle a été « décrite comme un Juif fiable à Istanbul ».[233]

Il va sans dire que Terry ne dit *rien* à son lecteur sur les origines par ouï-dire du « rapport » de Milgroim – et ce malgré le fait que Breitman lui-même y fait allusion à la page même d'où Terry tire sa citation.[234] Nous sommes donc obligés de conclure que Terry doit utiliser un critère différent de l'examen critique de source lorsqu'il juge de l'authenticité d'un document, à savoir *la publication dans un journal* :

---

[228] Verdict du 3 septembre 1965 du procès contre Kurt Franz, in : Adalbert Rückerl (éd.), *NSVernichtungslager im Spiegel deutscher Strafprozesse, op. cit*. 1979, p. 203.

[229] *Ibid*, p. 204.

[230] *Ibid*, p. 224.

[231] *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp, op. cit*. p. 56.

[232] R. Breitman, « Other Responses to the Holocaust », dans R. Breitman et al, *U.S. Intelligence and the Nazis*. Cambridge University Press, 2005, p. 51.

[233] *Ibid*, p. 50.

[234] Cf. note 110 de Terry, p. 63.

« Une version anonyme de ce rapport a été publiée en janvier 1944 dans le Canadian Jewish Chronicle *; les lignes clés correspondent mot pour mot, et la version publiée peut donc être fermement rattachée au rapport de Milgroim. »* (p. 63)

Le fait qu'un texte soit paru dans un journal ne prouve cependant que le fait que le texte en question était disponible pour l'impression ; il ne prouve en rien la véracité de son contenu. La parution anonyme du « rapport Milgroim » dans un journal juif canadien à peu près au moment où le texte lui-même aurait été transmis pour la première fois par l'OSS d'Istanbul à Washington ne fait que renforcer le soupçon naturel de manœuvre propagandiste. En effet, la parution de l'article dans le *CJC* (dans le numéro du 7 janvier 1944, et non du 14 janvier 1944, comme le prétend Terry – voir sa note 111 à la page 63) *précède* en fait la transmission « officielle » du rapport de près d'une semaine, comme le montre clairement la référence de Breitman à ce sujet : « Melbourne to Secretary of State, *13 Jan. 1944*, NA, RG 59, CDF-740.00116 E.W. [European War] 1939/1311 2/3/TLPS/TL. »[235] Si un texte peut être « fermement relié » à un autre, le critère de la priorité temporelle indiquerait donc au moins que c'est le rapport de l'OSS qui a suivi l'article du journal, et non l'inverse. Naturellement, nous n'imaginons pas que les agents de l'OSS à Istanbul aient lu le *Canadian Jewish Chronicle*, mais le fait que la source du journal pour l'article, *The Independent Jewish Press Service*[236], ait clairement essayé de placer l'histoire dans d'autres lieux à peu près au même moment[237], donne un indice sur les origines probables du rapport de l'OSS également.

En bref, l'histoire était diffusée par des parties intéressées à qui voulait bien l'entendre. Naturellement, ce fait n'a en soi aucune incidence sur l'authenticité du document, ni sur la véracité ou la fausseté de son contenu : ce sont là des questions qui doivent être déterminées par d'autres moyens. De la même manière, cependant, il sape clairement la notion de Terry d'un authentique « rapport de Milgroim », transmis à l'OSS à Istanbul et corroboré par des articles de journaux contemporains qui « peuvent être fermement retracés » jusqu'à ce prétendu « ur-document » [« ur » = « *Ursprung* » = source – NdT].

Enfin, notons au passage que Terry me reproche ici d'avoir « ignoré » la « richesse des preuves concernant la progression des déportations » disponibles

---

[235] R. Breitman, « Other Responses to the Holocaust », *op. cit.* p. 68, note 17, soulignement ajouté.

[236] « Il s'agit du premier témoignage sur les horreurs de Treblinka. [...] Il est publié dans ce pays par l'Independent Jewish Press Service ». The Canadian Jewish Chronicle, Vol. XXXI, No. 34 (7 janvier 1944), p. 8.

[237] « NEW YORK, 8 janvier - (INS) – L'Independent Jewish Press Service a annoncé aujourd'hui la réception d'un témoignage oculaire des horreurs de Treblinka [...] » *Milwaukee Sentinel*, Vol. VII, No. 17 (9 janvier 1944), p. A7. Le texte qui suit, intitulé « Bare Wholesale Murder of Jews in Hitler's Polish Gas Chambers », est effectivement identique à celui publié dans *The Canadian Jewish Chronicle*.

dans les rapports de guerre (p. 63) – comme si la preuve des déportations était en quelque sorte la preuve de l'extermination.

[22] Passant du crime présumé à sa dissimulation présumée, Terry écrit ensuite que,

> *« contrairement à une affirmation assez folle de Mattogno, le mouvement clandestin polonais a également rendu compte des crémations en plein air dans les camps de la mort. Il faut un effort particulier pour demander, à propos des crémations en plein air à Treblinka, 'comment se fait-il qu'il n'y ait aucune mention de cela dans les rapports du mouvement de résistance polonais', et ne pas se rendre compte que sa propre source le précise, alors que l'ouvrage de référence sur les camps de Reinhard cite le même point ».* (pp. 64-65)

Pour saisir la signification de la déclaration que Terry attaque ici, il faut connaître le contexte :[238]

> *« Comme nous l'avons souligné dans notre introduction, le camp de Treblinka était entouré d'un grand nombre de villages et de hameaux. Dans un rayon de 10 km se trouvaient les petites villes de Wólka Ogrąlik, Poniatowo, Grady, Treblinka, Małkinia, Zawisty Dzikie, Rostki Wlk..., Rytele, Świeckie, Olechny, Wszołki, Jakubiki, Tosie, Kosów Lacki, Dębe, Żochy, Rostki, Maliszewa, Guty, Bojewo, Brzózka, Kołodziaż, Orzełek, Złotki, Prostyń, Kiełczew.*
>
> *De chacun de ces villages et hameaux, on aurait vu la lueur des flammes de Treblinka pendant 122 jours - comment se fait-il qu'il n'y ait aucune mention de cela dans les rapports du mouvement de résistance polonais ? »*

En d'autres termes, pendant les 122 jours au cours desquels les prétendues crémations massives de Treblinka ont eu lieu, il y aurait eu littéralement des centaines d'« observateurs » dans la région qui auraient fourni un flot d'informations à la résistance polonaise qui, à son tour, aurait vraisemblablement compilé des douzaines et des douzaines de rapports sur cette base.

Terry ne mentionne cependant que deux de ces rapports, dont il ne cite aucun extrait. Il se contente d'indiquer les sources dans une note de bas de page :

« Marczewska/Ważniewski, 'Treblinka w świetle Akt Delegatury', p. 154 » (note 119 de la p. 65).

« Arad, 'Reinhard', p. 358 » (note 120 de la p. 65)

La première référence n'est vérifiable que par des spécialistes. La source est l'article, déjà mentionné, de Krystyna Marczewska et Wladyslaw Ważniewski, « *Treblinka w świetle Akt Delegatury Rządu RP na Kraji* », abondamment utilisé par nous-mêmes dans notre étude sur Treblinka. En effet, la page indiquée par Terry, p. 154, contient la fin d'un rapport envoyé à Londres le 31 mars 1943, dont nous reproduisons la première partie dans cet ouvrage.[239] Cette page contient en outre

---

[238] *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.* p. 152 (et non 148, comme Terry l'affirme de façon erronée).

[239] *Ibid*, p. 49 et suivantes.

un bref rapport intitulé « Annex no. 45 for the period 1-15.1.1943 », cité par Terry p. 64, avec une référence en polonais (« *Aneks nr 45 za czas od 1 do 15.I.1943 r* ») à l'article de Marczewska et Ważniewski, mais sans numéro de page (note 113 de la p. 64) ; le texte traduit est en fait tiré du livre d'Arad sur les camps. En fait, il cite le texte d'Arad mot pour mot (avec quelques fautes de frappe)[240] – « dernièrement il y a des transports avec des Juifs de Galicie orientale et de Roumanie » (p. 64) – bien qu'il s'agisse d'une traduction inexacte du texte polonais sous-jacent : « *Ostatnio przychodzą głównie transporty Żydów z Galicji Wsch. i Rumunii* » (« Récemment, ce sont ***surtout*** des transports de Juifs de Galicie orientale et de Roumanie qui sont arrivés » ; emphase ajoutée).

Enfin, la page 154 de l'article contient le début d'un autre rapport, intitulé « Annexe n° 46 pour la période 16-31.1.1943 », qui se termine à la page suivante par une petite histoire juteuse sur la façon dont des « parties de corps de Juifs » auraient été envoyées de Treblinka à des hôpitaux militaires « à des fins de transplantation dans le cadre d'opérations chirurgicales ».

Cependant, la page en question ne mentionne nulle part l'incinération des corps. Ce n'est que dans le rapport envoyé à Londres le 31 mars 1943 qu'il est fait mention de brûlages, à savoir de « brûlages de déchets et d'ordures » et de juifs qui auraient été brûlés *vifs* dans une fosse appelée « *Lazarett* ». En revanche, le rapport mentionne explicitement des « chambres à vapeur »[241], fait que Terry, avec l'hypocrisie qui le caractérise, ne partage naturellement pas avec ses lecteurs.

La deuxième référence de Terry concernant les « rapports de brûlage » se trouve à la page 358 de l'ouvrage d'Arad intitulé *Belzec, Sobibor, Treblinka : The Operation Reinhard Death Camps* (Belzec, Sobibor, Treblinka : les camps de la mort de l'Opération Reinhard). Le livre reproduit un extrait de quelque treize lignes d'un rapport de la *Delegatura* daté du 26 août 1943. Abordant la récente révolte des prisonniers à Treblinka, le rapport fait en passant la remarque laconique suivante :

> *« Récemment, ils ont été chargés d'ouvrir les fosses communes des Juifs assassinés à Treblinka et de brûler les corps qui s'y trouvaient. »*

Le pauvre Terry, dans la confusion la plus totale en raison de ses plagiats par copier-coller, attribue vraisemblablement cette citation à la page 154 de l'article de Marczewska et Ważniewski également, puisqu'il prétend que « l'ouvrage de référence sur les camps Reinhard cite le *même* point » (p. 65, italiques ajoutés), alors qu'en réalité le texte qu'Arad traduit se trouve à la page 156 de l'article d'origine.

---

[240] Y. Arad, *Belzec, Sobibor, Treblinka, op. cit.* p. 356.

[241] Le passage correspondant est cité dans *Treblinka*, *op. cit.* p. 50.

Voilà donc les « preuves » à propos desquelles, selon Terry, « il faut faire un effort particulier » pour ne pas les trouver si convaincantes qu'elles ne remettent jamais en question l'absence de rapports contemporains concernant la prétendue incinération massive de cadavres à Treblinka : une source qui ne parle pas du tout de crémation et une autre, écrite plusieurs semaines *après* la fin supposée de l'« action de brûlage » d'une durée de plusieurs mois, qui relate simplement, de seconde main, qu'un tel incident se serait produit. Un effort particulier, en effet.

Avant d'aller plus loin, il convient de s'arrêter un instant pour présenter un bref excursus sur les plagiats de Terry, dans la mesure où ils concernent l'article de Marczewska et Ważniewski et d'autres.

La première mention de l'article par Terry apparaît dans la note 44 de la page 16 en tant que référence bibliographique générale : « Krystyna Marczewska et Władysław Waźniewski, 'Treblinka w świetle Akt Delegatury Rządu RP na Kraj', in : *Biuletyn Głównej Komisji Badania Zbrodni Hitlerowskich w Polsce*, XIX, Varsovie 1968, pp. 129-164. » Cependant, il est clair qu'il a simplement repris cela de notre propre étude sur Treblinka, puisqu'il reproduit notre petite erreur dans le marquage diacritique du nom de famille « Ważniewski » (« ź » au lieu de « ż »).[242] L'autre source régulièrement plagiée par Terry, *Belzec, Sobibor, Treblinka* d'Arad, cite l'article en question sans aucun diacritique polonais et sans l'abréviation RP pour « *Rzeczypospolitej Polskiej* » (« de la République de Pologne ») : « Papiers de la Delegatura. Krystyna Marczewska, Wladyslaw Wazniewski, 'Treblinka w swietle akt Delegatury Rzadu na Kraj', *Biuletyn glownej Komisji Badania Zbrodni Hitlerowskich w Polsce*, XIX, Varsovie, 1968. »[243]

À la page 58, Terry présente la citation suivante :

> *« Après que la locomotive a quitté la gare, ils forcent les Juifs à se déshabiller pour aller, soi-disant, aux douches. En réalité, ils sont emmenés dans les chambres à gaz, y sont exterminés, puis enterrés dans des fosses préparées à cet effet, parfois alors qu'ils sont encore vivants. Les fosses sont creusées à l'aide de machines. Les chambres à gaz sont mobiles et se trouvent au-dessus des fosses ».*

La source indiquée par Terry est « *Informacja Bieżąca* Nr 30 (55), 17.8.1942, publié dans Marczewska/Waźniewski, 'Treblinka w świetle Akt Delegatury', pp. 136-7 » (note 92 sur p. 58) En réalité, la citation est reprise mot pour mot du livre d'Arad.[244]

À propos de la citation ci-dessus, Terry remarque que « l'observation concernant les chambres à gaz mobiles ne pouvait être corroborée par aucune autre source » (p. 58) – un commentaire qui conduit bientôt, comme il se doit, à

---

[242] *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.* note 52 p. 29.

[243] Cf. Y. Arad, *Belzec, Sobibor, Treblinka, op. cit.* p. 404.

[244] *Ibid*, p. 353.

un autre exemple de sa propre approche rapide et vague du référencement des sources. La note de bas de page de ce commentaire se lit comme suit :

> *« Une chambre à gaz mobile est également mentionnée dans le journal du capitaine de la Wehrmacht Wilm Hosenfeld le 6 septembre 1942. À notre avis, il s'agirait de la même source d'origine. Entrée publiée dans Wladyslaw Szpilman,* Das wunderbare Überleben. Warschauer Erinnerungen 1939-1945. *Düsseldorf, 1998, p. 197 et suivantes ».* (note 93, p. 58)

L'affirmation elle-même relève manifestement de la propagande la plus grossière, mais Terry refuse de l'admettre : à condition bien sûr qu'elle serve le récit plus large de l'« Holocauste », il semble qu'un mensonge, aussi grossier soit-il, ne soit pour lui qu'une « information » non confirmée par une autre source – comme si une « confirmation » pouvait prouver la véracité de quelque chose qui est manifestement faux. Le journal auquel Terry fait référence est, bien entendu, une « confirmation », mais uniquement des origines propagandistes de toute l'histoire :[245]

> *« 6 septembre 1942 :* [...] *quelques personnes réussissent toujours à s'échapper, et les nouvelles de ces actes fous parviennent au public par l'intermédiaire de ces évadés. L'endroit s'appelle Treblinka, dans la partie orientale du Generalgouvernement. Là, les wagons sont déchargés, beaucoup sont déjà morts, toute la zone est fermée par des murs ; les trains entrent et sont déchargés.* [...] *Les femmes et les enfants, qui se comptent par milliers, doivent se déshabiller, sont conduits dans un baraquement sur roues et là, ils sont gazés. »*

La véritable source de Terry n'est pas celle indiquée par lui-même, mais plutôt un livre de Bogdan Musial, dont j'ai traduit le texte cité ci-dessus. Cela découle de la référence que Musial lui-même fournit pour le texte en question : « Auszüge aus dem Tagebuch von Hauptmann Wilm Hosenfeld, in : Władysław Szpilman, *Das wunderbare Überleben. Warschauer Erinnerungen 1939-1945*, Düsseldorf u.a., 1998, S. 193 f., 197 f. »[246] [« f » = « sq » - NdT]. Il est clair que Terry dit « p. 197ff » [« ff » = « sqq » = et suivantes – NdT] parce que Musial, à la page précédente, reproduit d'autres entrées du journal en question : la dernière du groupe est celle du 6 septembre 1942 ; par conséquent, Terry a dû supposer que l'indication « 197 f. » se référait à celle-ci.

En ce qui concerne le contenu du journal de Hosenfeld, avec sa mention de « baraquements mobiles » et son affirmation bizarre selon laquelle toute la zone du camp de Treblinka II (y compris, vraisemblablement, l'embranchement ferroviaire : « les trains circulent à l'intérieur et sont déchargés ») était « fermée par des murs » – qu'est-ce que c'est d'autre que de la propagande de seconde main dans ce qu'elle a de plus grotesque et de plus ridicule ?

---

[245] Bogdan Musial, *Deutsche Zivilverwaltung und Judenverfolgung im Generalgouvernement*. Harrassowitz Verlag, Wiesbaden, 1999, p. 325. Notre traduction.

[246] *Ibid*, note 484 à la p. 325.

La référence suivante de Terry à l'article de Marczewska et Ważniewski apparaît à la page 59 : il s'agit du plagiat dont j'ai déjà parlé au point 14.

À la page 62, Terry mentionne que « le long rapport compilé par l'activiste de Oneg Shabes Hersz Wasser sur la liquidation du ghetto de Varsovie et du camp d'extermination de Treblinka, daté du 15 novembre 1942, faisait référence aux chambres à *vapeur* » (souligné dans l'original), et cite la source suivante : « L'original polonais est publié dans Marczewska/ Waźniewski, 'Treblinka w świetle Akt Delegatury', pp.138-145 ; pour les traductions anglaises, voir ci-dessous » (note 103). Dans la note qui suit, il oriente ensuite ses lecteurs vers une source plausible : « Apenszlak (éd.), *The Black Book of Polish Jewry*, pp.141-7. Ce titre peut être consulté gratuitement sur le site de la bibliothèque numérique Hathi Trust et ne sera donc pas reproduit ici » (note 104). Naturellement, Terry néglige d'informer ses lecteurs que Jürgen Graf et moi-même avons déjà reproduit le rapport dans son intégralité, tel qu'il apparaît dans le livre d'Apenszlak, dans notre monographie sur Treblinka (également disponible en ligne), bien qu'il soit heureux d'emprunter une fois de plus notre référence bibliographique à l'original avec son « Waźniewski » révélateur.[247]

Aux pages 64 et 65, Terry présente ensuite le plagiat que j'ai décrit plus haut.

La dernière mention de l'article de Marczewska et Ważniewski par Terry apparaît à la page 221, où il déclare que « les rapports clandestins polonais ont enregistré deux transports supplémentaires possibles vers Brest et Malaszewice près de Brest, mais aucune autre trace n'a été découverte », une affirmation à laquelle il fait ensuite référence comme suit : « Marczewska/Waźniewski, 'Treblinka w świetle Akt Delegatury', p. 137 » (note 375). Une fois de plus, il omet de dire à son lecteur que Graf et moi-même avions déjà mentionné ces rapports dans notre livre sur Treblinka, et une fois de plus, il est néanmoins heureux d'emprunter notre référence bibliographique pour ces rapports.[248]

Après cette série de plagiats, nos Holo-charlatans ont l'impudeur d'insérer le titre de l'article dans leur bibliographie :

> *« Marczewska, Krystyna, Władysław Waźniewski, 'Treblinka w świetle Akt Delegatury Rządu RP na Kraj', in : Biuletyn Głównej Komisji Badania Zbrodni Hitlerowskich w Polsce, XIX, Varsovie 1968, pp. 129-164. »* (p. 536)

Par ailleurs, le titre qui précède directement celui-ci dans leur bibliographie est « Marczewska, Krystyna et Władysław Waźniewski, 'Obóz koncen tracyjny na Majdanku w świetle akt Delegatury Rządu RP na Kraj', Zeszyty Majdanka, VII, 1973, pp. 164-241. » Et quelques pages plus tôt (534), on trouve l'article : « Gajowniczek, Jolanta 'Obóz koncentracyjny na Majdanku w świetle 'Dzennik

---

[247] *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.* p. 51 et s., notes 129 et 130. Nick Terry commet une petite coquille en copiant la page de départ de notre référence à partir de la note 129.

[248] *Ibid*, note 837 à la p. 280 : « K. Marczewska, W. Waźniewski, *op. cit.* (note 52), p. 137. »

Polski' i 'Dziennik Polski i Dziennik Żołnierza' z latach 1940-1944', Zeszyty Majdanka, VII, 1973, pp. 242-261. » Outre leurs entrées dans la bibliographie, ces deux titres sont cités à *un* seul endroit dans l'ensemble du « Manifeste du couper-coller », note 121 à la p. 66 :

> *« Mattogno a essayé ailleurs de répéter la même routine isolationniste de pinaillage pour Auschwitz et Majdanek, en utilisant des publications polonaises qui extraient des rapports sur les différents camps, notamment les compilations 'Oboz koncentracyjny Oswiecim w swietle akt Delegatury Rzadu RP na Kraj', Zeszyty Oswiecimskie, 1968, numéro spécial 1 pour Auschwitz, ainsi que Krystyna Marczewska et Władysław Ważniewski 'Obóz koncentracyjny na Majdanku', ainsi que Krystyna Marczewska et Władysław Ważniewski, 'Obóz koncentracyjny na Majdanku w świetle akt Delegatury Rządu RP na Kraj', et Jolanta Gajowniczek, Obóz koncentracyjny na Majdanku w świetle 'Dziennika Polskiego' i 'Dziennika Polskiego i Dziennika Żołnierza' z latach 1940-1944', Zeszyty Majdanka, VII, 1973, pp. 164-241, 242-261. »*

Nous devons ici admettre un autre problème typographique, que nous mettons en parallèle avec notre petite erreur de « Waźniewski » : l'orthographe correcte de « Polish Daily » dans la phrase « in the light of the 'Polish Daily' » (*w świetle...*) est en effet « Dziennika Polskiego » et *non pas* « Dzennika Polskiego ». Cette dernière erreur n'apparaît pas dans l'édition allemande de notre texte, mais seulement dans la traduction anglaise. Mais les fautes de frappe ont aussi leur utilité, semble-t-il, car l'erreur nous permet une fois de plus d'observer notre plagiaire du copier-coller en action. La référence de Terry à l'article de Jolanta Gajowniczek dans la note citée ci-dessus contient *cette même erreur*, qu'il a copiée de la note de bas de page 446 à la page 163 de notre monographie *Concentration Camp Majdanek : A Historical and Technical Study*.[249] En outre, la référence de Terry à l'article ultérieur (1973) de Marczewska et Ważniewski sur Majdanek est également tirée de la même page de notre livre (n. 445, p. 163), et reproduit à nouveau notre orthographe erronée « Waźniewski ».

En d'autres termes, notre critique plagiaire a simplement détourné des références bibliographiques à des ouvrages avec lesquels il ne montre par ailleurs aucune familiarité réelle, en puisant les références elles-mêmes dans nos propres livres, avec les fautes de frappe !

[23] Passant à des considérations encore plus générales, Terry s'émerveille ensuite du remarquable « succès » de la propagande de guerre dans l'« identification » des cibles de la propagande d'après-guerre :

> *« En effet, la résistance polonaise a réussi à identifier non pas un ou deux, mais les six camps comme étant des sites de gazage. Cela soulève une série de questions auxquelles Mattogno, Graf ou Kues* [MGK – NdT] *n'apportent aucune réponse, même vague, à commencer par : pourquoi ? S'il s'agissait vraiment d'une sorte de 'propagande' clandestine polonaise, pourquoi*

[249] Theses & Dissertations Press, Chicago, 2003. Également repris dans l'édition 2012 (p. 161).

identifier à tort comme camps de la mort six camps que MGK déclarent être tous des 'camps de transit' ? » (p. 66)

Bien entendu, Terry ne répond pas à la question – il l'admet d'ailleurs lui-même sans le vouloir. Comme nous l'avons vu plus haut, les camps de transit étaient des cibles naturelles pour les revendications de gazage de masse, à la fois en raison de leur grand nombre de déportés et parce que les procédures standard d'épouillage qui y étaient suivies pour empêcher la propagation du typhus et d'autres maladies étaient susceptibles d'être interprétées de manière paranoïaque et/ou malveillante, à l'instar de la séquence dite « douche-gaz-brûlage ». En tout état de cause, la résistance polonaise ne peut avoir « réussi » à identifier les camps comme des « sites utilisant le gazage » que si ces camps étaient effectivement des sites de gazage homicide – mais c'est précisément ce qui doit encore être prouvé.

Quant à la question plus générale de la raison d'être de ces rapports, l'objectif de toute cette propagande anti-allemande, suivant le même schéma précis que celui mis en place pendant la Première Guerre mondiale, était simplement de diaboliser l'ennemi afin de créer une hostilité universelle à son égard. Les récits d'atrocités les plus grotesques et les plus horribles ont donc été diffusés contre l'ennemi, et le recours au mensonge dans ce processus était tout simplement normal. Voilà pour la question du « pourquoi ».

[24] Les déclarations d'intention des Nationaux-Socialistes à l'égard des juifs, résumées par Terry comme « 'détruire' ou 'extirper' les juifs d'Europe » (p. 66), doivent être examinées dans leur contexte historique – un examen qui révèle qu'elles sont tout à fait cohérentes avec une politique de déportation des juifs vers les territoires occupés de l'Est, alors considérés comme étrangers à l'Europe. Dans son discours devant le Reichstag le 30 janvier 1941, Hitler déclara :[250]

> *« Je ne veux pas que l'on oublie la remarque que j'ai faite devant le Reichstag le 1er septembre 1939. Cette remarque, à savoir que si le reste du monde est précipité dans une guerre générale par la juiverie, alors le rôle de la juiverie dans son ensemble sera terminé en Europe ».*

Selon les rapports contemporains du service de sécurité allemand (*Sicherheitsdienst*, ou SD), lui-même chargé de suivre avec précision le sentiment du public, la population allemande attribuait la bonne signification à ces mots : « le Führer mène sa lutte contre les Juifs jusqu'à sa conclusion logique ; bientôt, le dernier Juif sera chassé du sol européen »[251]

Quant aux informations sur les fusillades des *Einsatzgruppen* en Union soviétique pendant les premiers mois de l'opération Barbarossa en 1941, elles ont

---

[250] Max Domarus, *Hitler Reden und Proklamationen 1932-1945*. R. Löwit – Wiesbaden, 1973, vol. II – *Zweiter Halbband*, p. 1663. Comme on le sait, Hitler s'est trompé dans ses souvenirs : la déclaration en question a été faite le 30 janvier 1939.

[251] Heinz Boberach (éd..), *Meldungen aus dem Reich. Die geheimen Lageberichte des Sicherheitsdienstes der SS 1938-1945*. Pawlak Verlag, Herrsching, 1984, vol. 9, p. 3235.

effectivement créé le terreau fertile d'où jaillira plus tard la propagande polonaise et juive. Je reviendrai sur cette question plus loin.

[25] Dans ce contexte, Terry cite quelques lignes d'une lettre circulaire allemande du 9 octobre 1942, intitulée « Rumeurs concernant la situation des Juifs à l'Est » et destinée aux fonctionnaires du parti NSDAP. Bien entendu, Terry ne cite le texte que pour tenter de l'écarter, mais celui-ci mérite d'être examiné plus en détail ici :[252]

« Dans le cadre des travaux sur la solution finale de la question juive, des discussions sur les 'mesures très dures' prises à l'encontre des Juifs, en particulier dans les territoires de l'Est, sont actuellement en cours au sein de la population dans différentes parties du territoire du Reich. Il a été constaté que de tels récits – le plus souvent déformés et exagérés – sont transmis par des permissionnaires des différentes unités employées à l'Est, qui ont eux-mêmes eu l'occasion d'observer de telles mesures.

Il est concevable que tous les compatriotes ne soient pas en mesure de comprendre la nécessité de telles mesures, en particulier la partie de la population qui n'a pas eu l'occasion de se faire sa propre opinion sur les atrocités bolchevistes.

Afin de pouvoir contrer toute création de rumeurs à ce sujet, qui revêt souvent un caractère intentionnellement tendancieux, l'exposé ci-dessous est donné à titre d'information sur la situation actuelle : [...].

Depuis le début de la guerre en 1939, ces possibilités d'émigration se sont de plus en plus réduites ; d'autre part, le domaine économique du peuple allemand n'a cessé d'augmenter par rapport à son espace vital, de sorte qu'aujourd'hui, compte tenu du grand nombre de Juifs résidant dans ces territoires, une expulsion complète par le biais de l'émigration n'est plus possible. Étant donné que notre prochaine génération ne verra plus ce problème de manière aussi réaliste et que, sur la base des expériences passées, elle n'y verra plus assez clair, et que la question, une fois qu'elle a commencé à circuler, rend un règlement urgent, l'ensemble du problème doit être résolu par la génération actuelle.

C'est pourquoi l'expulsion ou la séparation complète des millions de Juifs résidant dans le domaine économique européen[253] *est un commandement impérieux dans la lutte pour assurer l'existence du peuple allemand.*

En commençant par le territoire du Reich et en allant vers le reste des nations européennes incluses dans la solution finale, les Juifs seront continuellement transportés vers l'est dans de grands camps, certains existants, d'autres à construire, d'où ils seront soit mis au travail, soit emmenés encore plus loin vers l'est. Les Juifs âgés, ainsi que les Juifs ayant reçu de hautes décorations de guerre (E.K.I., Médaille d'or pour la bravoure, etc.) continueront à être réinstallés dans la ville de Theresienstadt, située dans le Protectorat de Bohême et de Moravie ».

---

[252] PS-3244. Cf. *Treblinka : Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.* p. 191 et suivantes.

[253] C'est dans ce sens que Hitler a utilisé le mot « Vernichtung » (destruction) dans sa célèbre « prophétie » du 30 janvier 1939. Cf. C. Mattogno, *Raul Hilberg e i « centri di sterminio » nazionalsocialisti*, *op. cit.* pp. 15-18.

En réponse à cette preuve évidente, datant d'octobre 1942, que la politique nationale-socialiste à l'égard des juifs était une politique de déportation et non d'extermination, Terry se contente d'objecter que

> *« en fait, les Juifs déportés disparaissaient à travers l'Europe vers des 'destinations inconnues' où ils ne pouvaient être joints par la poste ou toute autre forme de communication et étaient signalés comme 'localisation inconnue' ».* (p. 67)

Pour étayer cette affirmation, il renvoie ses lecteurs à une communication du bureau d'Adolf Eichmann, datée du 9 décembre 1942 et rédigée en réponse à une demande du commandant de la police de sécurité et du SD à Paris, Heinz Röthke, concernant une demande d'informations sur la destination des déportés juifs de France que Röthke avait lui-même reçue de l'Union générale des Israélites de France. Terry ne cite évidemment pas le message (à moins que son utilisation de l'expression « localisation inconnue » ne soit une sorte de citation approximative). Au lieu de cela, il a recours à une note de bas de page mystifiante : « FS RSHA IV B 4 A an BdS Frankreich, Betr : Ausstellung von Bescheinigungen für Evakuierte, 9.12.1942, gez. Eichmann, T/37 (65) » (note 129, p. 67) – comme si le nom talismanique d'« Eichmann » suffisait à établir la nature sinistre de la communication. Ce faisant, il déforme totalement le sens véritable de ce document, qui dit en fait :[254]

> *« Pour des raisons de principe, l'émission de confirmations par votre bureau ou par les administrations des camps concernant l'évacuation des Juifs et leur localisation n'est pas autorisée et doit donc toujours être évitée. Dans la mesure où, dans des cas individuels, le besoin* [souligné] *d'information est admis – règlement de successions, etc. – il n'y a pas d'objection à ce que les autorités de police françaises donnent des informations appropriées. Mais pour éviter que ces informations ne soient utilisées à des fins de propagande d'atrocités (Greuelhetze), il ne doit pas être fait mention de l'évacuation ou de la déportation des Juifs dans les informations qui peuvent être données. Au contraire, seul le fait que le Juif concerné a déménagé et que son lieu de résidence actuel est inconnu peut être mentionné ».*

De plus, à en juger par les erreurs qu'il a commises en reproduisant le texte de cette note, il apparaît que Terry n'a pas lu attentivement le document en question. En effet, l'en-tête du document n'est pas « RSHA IV B 4 A » mais « R.F.SS Sicherheits-Dienst » ; il est adressé non pas « an BdS Frankreich », comme corrigé par Terry sans préavis, mais « an BdS Paris ». En outre, la dernière partie de l'en-tête du message se lit en réalité « ... *fuer Evakuierte Juden* » (« ... pour les Juifs évacués ») ; le dernier mot « *Juden* » (qui commence une nouvelle ligne) a été omis par Terry. Enfin, le document se termine par « *i.A. [im Auftrag] gez. Eichmann, SS.-Ostubaf.* », c'est-à-dire « signé au nom du SS *Obersturmbannführer* Eichmann », ce

[254] State of Israel (ed.), *The Trial of Adolf Eichmann. Record of Proceedings in the District Court of Jerusalem* (Le procès d'Adolf Eichmann. Compte rendu des débats devant le tribunal de district de Jérusalem). Jérusalem, 1992, vol. II, p. 596.

qui signifie qu'il n'est en fait pas « *signé* Eichmann » comme le laisse entendre la note de bas de page de Terry en omettant « i.A. »[255]

[26] Notre « blogueur plagiaire » affirme ensuite que :

> *« Goebbels et le ministère de la Propagande étaient tout à fait conscients qu'ils ne pouvaient pas endiguer le flot des rapports d'extermination parce qu'ils ne pouvaient pas fournir un alibi plausible, une couverture ou une preuve de vie ».*

À l'appui de cette affirmation, il présente ensuite trois citations, dont la première provient d'une « conférence du 12 décembre 1942 » au cours de laquelle Goebbels aurait admis que « nous n'avons pas grand-chose à apporter comme contre-épreuve ». (p. 67). Une fois de plus, Terry révèle ici son habitude de citer de manière sélective et hors contexte.[256] Voici le texte de la remarque, tel qu'il est reproduit dans un livre récent de Peter Longerich :[257]

> *« Puisque les nouvelles hostiles sur les prétendues atrocités allemandes contre les Juifs et les Polonais se multiplient et que nous ne pouvons pas apporter beaucoup de preuves du contraire, le ministère recommande, selon le principe que la meilleure défense est une bonne attaque* [...]*, que nous commencions à produire de la propagande sur les atrocités de notre propre côté* [...]*. Tout comme les Anglais, nous pouvons nous référer à des sources tout à fait vagues qui disent quelque chose comme : 'Des personnes dignes de confiance, récemment arrivées à Lisbonne en provenance du Caire, rapportent que tant et tant de personnalités égyptiennes ont été fusillées, et ainsi de suite' ».*

Goebbels se préparait donc clairement à « combattre le feu par le feu » en ce qui concerne la propagande des atrocités, mais il était loin de reconnaître une quelconque vérité dans les accusations portées contre l'Allemagne. Au contraire, son argument était précisément que si les Alliés allaient répandre des mensonges à leur sujet, les Allemands étaient justifiés de répondre en retour.

Terry présente ensuite sa deuxième citation :

> *« Le même jour, il* [Goebbels] *écrit dans son journal :*
>
> *'La campagne d'atrocités sur la Pologne et la question juive prend des dimensions énormes de l'autre côté. Je crains qu'avec le temps, nous ne puissions pas maîtriser la question par le silence. Il est préférable de passer à l'offensive et de parler des atrocités commises par les Anglais en Inde ou au Moyen-Orient. Peut-être que cela incitera les Anglais à se taire. En tout cas, en faisant cela, on change de sujet et on soulève une autre question' ».* (p. 68)

La source citée par Terry dans ce cas est « TBJG II/6, pp. 438-9 (13.12.1942) » (note 133 de la page 68). En réalité, il s'agit d'un nouvel exemple

---

[255] T/37 (65).

[256] La référence donnée par Terry est « Minister Conference of 12.12.1942, publié dans Willi Boelcke (ed), *The Secret Conferences of Dr : The Nazi Propaganda War, 1939-1943*, New York : Dutton, 1970 » (n. 132 à la p. 68). La citation proposée par Terry n'apparaît pas à la page 308 où il est question de la conférence du 12 décembre 1942.

[257] P. Longerich, *« Davon haben wir nichts gewusst ! »* Siedler, Munich, 2006, pp. 257 et suivantes.

des méthodes de copier-coller de Terry. Il veut faire croire à ses lecteurs qu'il travaille directement à partir de sources primaires – en l'occurrence les journaux de Joseph Goebbels (*Tagebücher Joseph Goebbels*, TBJG) – mais la citation est en fait reprise mot pour mot, ellipses comprises, d'un livre récent de Jeffrey Herf.[258]

La dernière citation de Terry à ce sujet est une fois de plus manipulée pour donner aux lecteurs l'impression que Goebbels a admis la « vérité » des allégations d'atrocités des Alliés et qu'il a donc désespéré de les réfuter : « Deux jours plus tard, Goebbels admettait qu'il ne pouvait être question d'une réfutation complète ou pratique des allégations d'atrocités antijuives. (p. 68). Terry cite comme source la 'Conférence ministérielle du 14.12.42, publiée dans Boelcke (éd.), Secret Conferences, pp. 308-9' » (note 134 de la p. 68), bien que la copie involontaire d'une autre erreur[259] indique que, là aussi, sa véritable source est Herf :[260]

> *« Il ne peut être question d'une réfutation complète ou pratique des allégations d'atrocités antijuives, mais simplement d'une campagne allemande concernant les atrocités britanniques et américaines dans le monde entier. »*

Bien entendu, l'utilisation par Herf des remarques de Goebbels est également trompeuse et hors contexte – à cet égard, au moins, Terry est en « bonne » compagnie. L'examen d'un échantillon plus complet du procès-verbal du discours de Goebbels du 14 décembre, tel qu'il a été récemment publié par Peter Longerich, fait apparaître une image tout à fait différente de l'état d'esprit du Ministre :[261]

> *« Le ministère, de toute urgence, considère qu'il est absolument nécessaire d'entamer une campagne de grande envergure pour nous disculper dans la question juive, et ce dès à présent. Il n'y a plus aucun doute que la question juive doit devenir un problème dans le monde en général, de manière importante. Pour l'instant, il n'y a aucun moyen de répondre à ces questions. Si les Juifs disent, par exemple, que nous avons fusillé 2,5 millions de Juifs en Pologne ou que nous les avons déportés à l'Est, nous ne pouvons évidemment pas dire qu'il ne s'agissait que de 2,3*

---

[258] J. Herf, *The Jewish Enemy. Nazi propaganda during World War II and the Holocaust* (L'ennemi juif : la propagande nazie pendant la Seconde Guerre mondiale et l'Holocauste). Harvard, 2006, p. 177. La source copiée par Terry se trouve dans la note 103 de la page 334 : « Goebbels, entrée pour le 13 décembre 1942, TBJG, II,6, pp. 438-439 ».

[259] La phrase pertinente telle qu'elle est reproduite dans le volume édité par Boelcke se lit comme suit : « Il ne peut être question d'une réfutation complète ou *partielle* des allégations d'atrocités antijuives, mais simplement d'une campagne allemande concernant les atrocités britanniques et américaines dans le monde entier » (italiques ajoutés). Il convient de noter que la traduction du volume Boelcke, que Terry feint de reproduire ici, contient « *partial* refutation » (réfutation *partielle*), tandis que la traduction de Herf contient « *practical* refutation » (réfutation *pratique*), comme dans la citation de Terry. La phrase en question se trouve dans son intégralité à la page 308 de l'édition de 1970 du volume de Boelcke, et non aux « pp. 308-9 » comme l'indique notre contradicteur.

[260] J. Herf, *The Jewish Enemy. Nazi propaganda during World War II and the Holocaust* (La propagande nazie pendant la Seconde Guerre mondiale et l'Holocauste), *op. cit.* p. 178.

[261] P. Longerich, *Davon haben wir nichts gewusst!* (Nous n'en savions rien !) *op. cit.*, p. 259.

millions. Nous ne sommes pas en mesure d'entamer une discussion sur ces questions, du moins pas en public.

De plus, le public international n'est pas suffisamment informé sur la question juive pour que nous puissions dire : 'Oui, nous l'avons fait, et voici pourquoi'. Nous n'avons même pas réussi à faire passer un mot. C'est pourquoi il faut maintenant lancer une campagne de secours dans les règles de l'art. Si, par exemple, TO [l'agence de presse allemande Transocean ; P. L.] *annonce que 500 personnes ont été arrêtées [c'est-à-dire par les Britanniques] en Inde, nous ne devons pas simplement répéter l'information sous cette forme, mais plutôt dire : '378 ont été fusillés et 82 autres ont été pendus ; les autres ont été condamnés à mourir de faim'. Tous les rapports de ce type* [...] *doivent désormais être fortement exagérés, comme le fait l'ennemi, en sens inverse, avec ses rapports d'atrocités sur la question juive ».*

En soi, la référence de Goebbels à 2,5 (ou 2,3) millions de juifs en Pologne ayant été « fusillés... ou déportés ... à l'Est » semble certainement suggérer un aveu de culpabilité. Mais il faut y opposer des expressions telles que « rapports hostiles sur *les prétendues* atrocités allemandes » et la conscience indignée de Goebbels des exagérations systématiques de la propagande anti-allemande, dans laquelle 500 simples arrestations peuvent être transformées en 378 fusillades, 82 pendaisons et un nombre indéterminé de morts misérables par famine. Bien sûr, ce dernier passage est la prescription de Goebbels sur la manière dont la propagande allemande *anti-britannique* doit fonctionner dans sa « campagne de secours » proposée, mais il est clair qu'il considère ces déformations diffamatoires comme justifiables précisément parce qu'elles sont caractéristiques de ce que « l'ennemi fait ... avec ses rapports d'atrocités sur la question juive ». En résumé, Goebbels semble reconnaître que des mesures sévères ont effectivement été prises pour déporter les juifs vers l'Est, mais il affirme tout aussi clairement que la propagande anti-allemande entourant ces actions a été « grandement exagérée ».

À en juger par ces deux documents, l'accusation selon laquelle Goebbels s'est senti incapable de répondre aux rapports sur les fusillades et les déportations vers l'Est soviétique occupé, qui ont toutes deux indéniablement eu lieu, quels que soient les chiffres réels impliqués, n'implique cependant pas que les déportés aient été envoyés dans des « camps d'extermination », et il ne semble pas que Goebbels ait jamais fait mention d'une telle chose. Il s'agit plutôt d'une simple répétition du phénomène singulier que j'ai déjà noté plus haut, à savoir l'existence de rapports et de références explicites à des fusillades dans les archives allemandes, mais rien concernant les « camps d'extermination ».

L'intensification de la propagande anti-allemande avait commencé le 30 août 1942, lorsque le Bureau de Genève de l'Agence juive pour la Palestine diffusa un rapport sur les « atrocités » nationales-socialistes. Myron Taylor, représentant personnel du Président Roosevelt auprès du pape Pie XII, transmet le rapport le 26 septembre au cardinal secrétaire d'État Luigi Maglione, en lui demandant si le Vatican peut en confirmer le contenu. Le rapport commence comme suit :

« (1) La liquidation du ghetto de Varsovie est en cours. Tous les Juifs, sans distinction d'âge ou de sexe, sont enlevés du ghetto par groupes et fusillés. Leurs cadavres sont utilisés pour la fabrication de graisses et leurs os pour la fabrication d'engrais. Des cadavres sont même exhumés à ces fins ».

Belżec est mentionné immédiatement après au point (2) :

« Ces exécutions massives ont lieu, non pas à Varsovie, mais dans des camps spécialement préparés à cet effet, dont l'un se trouverait à Belzek [sic] *».*

Au mois de juillet, poursuit le rapport, quelque 50 000 juifs ont été tués à Lemberg « sur place », tandis que

« selon un autre rapport, 100 000 ont été massacrés à Varsovie. Il ne reste plus un seul juif dans tout le district à l'est de la Pologne, y compris en Russie. On rapporte également, à ce propos, que toute la population non juive de Sébastopol a été assassinée ».

Par ailleurs, le rapport relate que « les Juifs déportés d'Allemagne, de Belgique, de Hollande, de France et de Slovaquie sont envoyés à l'abattoir », sans préciser où, et ajoute qu'« une grande partie de la population juive déportée en Lituanie et à Lublin a déjà été exécutée ». Enfin, le rapport mentionne Theresienstadt comme « station provisoire » pour les juifs attendant « le même sort » et souligne que « [d]es dispositions sont prises pour de nouvelles déportations dès qu'il y a de la place pour les exécutions », les transports de déportation étant « souvent vus [...] une quarantaine de personnes dans chaque wagon à bestiaux ».[262]

Le Vatican, pour sa part, répond que :[263]

« des rapports faisant état de mesures sévères prises à l'encontre de non-Aryens sont également parvenus au Saint-Siège en provenance d'autres sources, mais [...] *jusqu'à présent, il n'a pas été possible d'en vérifier l'exactitude ».*

Dans cet enchevêtrement de peu de vérité et de beaucoup de propagande, il était sans doute difficile, même pour Goebbels, de fournir des « *Gegenbeweise* » – des contre-preuves. Une lettre de Heinrich Himmler au chef de la Gestapo, Heinrich Müller, datée du 20 novembre 1942, montre à quel point les préoccupations du Reichsführer-SS étaient grandes à cet égard. Himmler joint à sa lettre « un rapport très intéressant sur un mémorandum du Dr Wise datant de septembre ». Le rabbin Stephen Wise, éminent dirigeant sioniste à New York et destinataire privilégié des rapports provenant d'Europe, avait prononcé un discours sur les atrocités présumées du national-socialisme le 28 septembre [1942] au Madison Square Garden. À ce propos, Himmler écrit à Müller :

« Compte tenu de l'émigration massive des Juifs, je ne suis pas du tout surpris que de telles rumeurs circulent dans le reste du monde. Nous savons tous les deux que les Juifs qui sont mis au travail souffrent d'un taux de mortalité accru ».

---

[262] United States Department of State, *Foreign Relations of the United States : Documents diplomatiques 1942*, vol. III (Europe), p. 775 et suivantes.

[263] *Ibid*, p. 777.

Dans ces conditions, la seule demande de Himmler à son subordonné est de garantir que les corps de ces juifs décédés « soient brûlés ou enterrés » et que « rien d'autre ne puisse arriver aux corps ».[264]

Dans cette note interne, destinée à un petit nombre de destinataires qu'il connaît et en qui il a confiance, Himmler reconnaît ainsi les rumeurs alarmantes qui circulent sur « l'émigration massive des Juifs » et sa seule incertitude, sa seule inquiétude, est que quelqu'un, quelque part, ait réellement profané les corps de certains juifs décédés. C'est pourquoi il ordonne que les corps de tous les juifs décédés sous la garde des SS soient incinérés et enterrés, interdisant leur utilisation à quelque fin que ce soit.

Quant à la suggestion de Szmul Zygielbojm, rapportée avec tout le sérieux apparent par Terry, selon laquelle une commission neutre aurait dû se rendre en Pologne occupée en temps de guerre afin de vérifier où se trouvaient les juifs déportés (p. 68), il s'agit d'une demande pour le moins naïve (ou cyniquement fausse[265]), qui aurait en effet été rejetée par toute puissance occupante.

[27] Toujours sur la question des observateurs « neutres », Terry se réfère ensuite au « journaliste slovaque peu farouche, qui a été emmené par le bureau d'Eichmann visiter le complexe de camps de travail forcé de l'Organisation Schmelt en Haute-Silésie orientale en décembre 1942 », ajoutant avec une condescendance typiquement irréfléchie :

> *« Il faudra peut-être signaler aux négationnistes aux prises avec des difficultés géographiques que les camps de Schmelt se trouvaient à l'ouest d'Auschwitz ».* (p. 68 ; souligné dans l'original).

Il est certes vrai que les camps de cette organisation étaient situés à l'ouest d'Auschwitz, mais il faut également rappeler que lors de sa tournée avec le conseiller SS pour les affaires juives à Bratislava, Dieter Wisliceny, Fritz Fiala, rédacteur en chef du périodique *Grenzbote*, a effectivement visité Auschwitz et s'est entretenu avec des détenus slovaques qui y avaient été déportés.[266] Auschwitz, faut-il le rappeler, n'est *pas* à l'ouest d'Auschwitz.

---

[264] Peter Longerich (éd.), *Die Ermordung der europäischen Juden. Eine umfassende Dokumentation des Holocaust 1941-1945*. München-Zürich 1990, p. 149.

[265] À cet égard, il convient de rappeler l'histoire de l'usine à cadavres de la Première Guerre mondiale. Selon un télégramme daté du 24 avril 1917, un rédacteur en chef de journal belge interviewé a déclaré que l'histoire qu'il avait diffusée était « tout à fait sans preuve » et qu'« il a mené cette campagne car cette affaire agaçait intensément les Allemands, car il n'y avait aucun moyen de réfuter [l']histoire sauf [par] la nomination [d'une] commission neutre », ce qui était manifestement improbable dans la pratique. Cf. TNA FO 395/147.

[266] Déclaration sous serment de D. Wisliceny, 15 juillet 1946, LST, 36/48, pp. 174-178 ; également présentée comme document du procès Eichmann T/1107. Voir C. Mattogno, *Raul Hilberg e i « centri di sterminio nazionalsocialisti, op. cit.* pp. 88-89.

Sans surprise, Terry « ignore » la déclaration sous serment de Wisliceny au sujet de la visite, et oriente les lecteurs vers une référence déformée à un autre document :

> *« À propos de la visite des camps Schmelt et de la visite proposée de Theresienstadt, voir RSHA IV B 4, Aussiedlung der Juden aus der Slowakei – Hirtenbriefe der slowakischen Bischöfe gegen die staatlichen antijüdischen Massnahmen, 3.6.1943, gez. Eichmann, T/1108 ».* (note 136, p. 69)

Dans cette lettre d'Adolf Eichmann à Eberhard von Thadden, Referatsleiter (chef de section) de la section « Inland II » et Judenreferent (consultant en affaires juives) au ministère allemand des Affaires étrangères, datée du 2 (et non du 3) juin 1943,[267] il n'est nullement question de Theresienstadt, ni d'ailleurs des camps de Schmelt – bien qu'Eichmann renvoie von Thadden aux articles publiés par Fiala sur la tournée, qui devaient naturellement contenir des détails sur ces derniers. Contrairement à l'affirmation de Terry selon laquelle « lorsque, au printemps 1943, l'Église catholique de Slovaquie a commencé à dénoncer les déportations de Juifs slovaques et à demander ce qui leur était arrivé, le mieux qu'Eichmann et ses hommes aient pu faire a été de proposer d'organiser une visite du ghetto Potemkine de Theresienstadt » (pp. 68-9), la lettre d'Eichmann ne suggère rien de tel. Au contraire, Eichmann dit à von Thadden qu'une visite d'inspection est superflue précisément parce qu'elle a déjà été effectuée.[267] Et si Wisliceny note que Theresienstadt a effectivement été mentionnée comme une destination possible lors des négociations initiales, son affidavit indique également clairement qu'Eichmann lui-même, en consultation avec le commandant du camp Rudolf Höss, a approuvé le changement d'itinéraire pour inclure Auschwitz.[268] Enfin, si Terry avait lu la déclaration sous serment de Wisliceny, il aurait également su que la visite de Fiala avait eu lieu au milieu de l'été 1942,[268] et non en décembre 1942 comme il le prétend à tort.

De manière typique, Terry supprime ainsi une source gênante tout en déformant le contenu d'une autre. La réponse proposée par Eichmann au « Message pastoral des évêques slovaques » n'était pas de s'emparer de tromperies à la Potemkine, mais simplement de renvoyer la question à une tournée d'inspection déjà entreprise, avec son approbation, à Auschwitz et dans d'autres camps en Pologne. Il adresse cependant une dernière suggestion à son correspondant von Thadden :[269]

---

[267] Document du procès Eichmann T/37(70). Le numéro de référence fourni par Terry, T/1108, renvoie à la même pièce ; certains documents ont été renumérotés pour des raisons de commodité au cours du procès.

[268] T/1107, p. 2.

[269] T/37(70).

« En outre, pour nous défendre des fables d'atrocité qui circulent en Slovaquie sur le sort des Juifs évacués, on peut mentionner l'utilisation des services postaux par ces Juifs vers la Slovaquie, leur courrier étant acheminé par l'intermédiaire du conseiller pour les affaires juives de la légation allemande à Pressburg [Bratislava]*, ce qui représente, pour février-mars de cette année, par exemple, plus de 1 000 lettres et cartes postales à destination de la Slovaquie. »*

Naturellement, Terry ne mentionne pas ces lettres et cartes postales – pas plus qu'il ne daigne informer ses lecteurs que dans la lettre même qu'il cite comme preuve de l'incapacité d'Eichmann à « rendre compte » de la localisation des juifs slovaques déportés, Eichmann lui-même rejette les histoires qui circulent sur leur sort présumé comme des « fables d'atrocités ».

[28] Sous le titre « Investigations and Trials » (p. 69), Terry se tourne une fois de plus vers la supposée « théorie du complot » qu'il prétend être indispensable au révisionnisme de l'Holocauste :

« En plus de soixante ans d'efforts, les révisionnistes ont toujours échoué à expliquer comment il était possible que les puissances alliées ainsi que les États successeurs en Allemagne et en Autriche aient pu orchestrer la conspiration massive visant à déformer la vérité qu'implique l'expression 'procès-spectacle' ».

Dans le chapitre 2, j'ai déjà expliqué pourquoi les procès d'après-guerre étaient effectivement des « procès-spectacles », sans recours à la torture ou aux « conspirations ». Pour cette raison, je ne m'occuperai plus de cette objection en termes généraux, mais je me limiterai aux arguments individuels que Terry avance en sa faveur.

En effet, Terry se contente ici d'affirmer ce qu'il a nié précédemment, une technique d'argumentation particulière qui aboutit à une auto-réfutation complète :

« La connaissance soviétique de Belzec, Sobibor et Treblinka était en fait extrêmement faible. Peu de rapports sur les camps avaient été publiés dans la presse russe ou yiddish de l'Union soviétique en temps de guerre, tandis que les dirigeants soviétiques recevaient au mieux des rapports vagues sur les camps. Aucun survivant des camps n'a atteint les lignes soviétiques avant l'été 1944, précisément au moment où Belzec, Sobibor et Treblinka ont été libérés. Toute insinuation selon laquelle 'les Soviétiques' auraient appliqué à ces camps un récit de propagande scénarisé ou préétabli est réfutée par l'absence totale de preuves à l'appui d'une telle suggestion ». (p. 69)

Après avoir passé plusieurs pages à tenter de démontrer que « la résistance polonaise a réussi à identifier non pas un ou deux, mais les six camps comme des sites utilisant le gazage » (p. 66), Terry nous apprend donc que les Soviétiques ne savaient en fait presque rien des camps de l'« Aktion Reinhard ». De plus, comme les Soviétiques se sont basés sur un rapport du gouvernement polonais (document USSR-93), il s'ensuit que le gouvernement polonais ne savait rien non plus. Ses déclarations sur une installation d'électrocution à Bełżec ou des « chambres à vapeur » à Treblinka s'expliqueraient, selon Terry, par

« l'insuffisance et l'imprécision des informations », mais cette affirmation ne fait qu'aggraver le problème, puisqu'elle montre l'absence totale de scrupules des enquêteurs de Nuremberg, qui ont donc dû fonder leurs accusations concernant ces « camps d'extermination » sur de la poudre aux yeux. Il est un fait, que Terry lui-même doit reconnaître, que Tadeusz Cyprian, l'homme qui a signé le rapport de l'accusation sur les « chambres à vapeur » de Treblinka, « avait été le représentant du gouvernement polonais en exil à la Commission des crimes de guerre des Nations unies » (note 144, p. 70), et qu'il connaissait donc parfaitement tous les rapports reçus par la Delegatura. S'il choisit l'accusation de la chambre à vapeur pour la présenter au tribunal de Nuremberg, ce ne peut être que parce qu'il la considère comme la plus convaincante.

Cependant, aussi contradictoire qu'elle puisse être, l'affirmation de Terry concernant la « rareté et l'inexactitude » lui est utile d'une autre manière, car elle lui permet de lancer un appel contrefactuel en faveur de l'exactitude des « témoins » dont le témoignage est conforme à l'histoire reçue :

> *« [La] rareté et l'inexactitude des informations contenues dans ces rapports font qu'il est difficile pour les négationnistes d'expliquer pourquoi les témoins oculaires interrogés par les puissances occidentales, tels que Gerstein ou Oskar Berger, ont donné des descriptions détaillées des chambres à gaz de Belzec et de Treblinka si les Alliés avaient une connaissance aussi manifestement inexacte de ces camps jusqu'à la fin de l'année 1945. »* (p. 70)

Il va sans dire que Terry ne fait qu'éluder une fois de plus la question, en supposant, avec ses propos sur les « témoins oculaires » et les « descriptions détaillées des chambres à gaz », que c'est précisément ce qu'il faut prouver. De plus, en ce qui concerne Oskar Berger, il s'agit d'un mensonge ridicule. Ce « témoin » est ensuite cité par le « blogueur controversé » de Terry, Jason Myers, dans le chapitre 5 de leur « critique », mais uniquement à propos de la fusillade ; il n'est pas question de gazage (p. 299). À la page suivante, Myers cite à nouveau Berger, mais uniquement à propos de son « témoignage sur les fusillades à son arrivée à Treblinka » (p. 300). Je reviendrai sur ce problème au point 66 du chapitre 8.

[29] Continuant à battre en brèche sa thèse de la conspiration, Terry écrit ensuite :

> *« Mattogno et Kues ont tous deux affirmé que le rapport Gerstein avait servi de modèle aux enquêteurs polonais qui auraient aidé Rudolf Reder, pratiquement le seul survivant de Belzec, à 'scénariser' son témoignage. Mais cette affirmation est immédiatement réfutée par le fait que Reder a longuement témoigné devant les enquêteurs soviétiques du parquet de l'oblast de Lvov en septembre 1944, bien avant que Gerstein ne rédige son rapport »* (pp. 71 et suivantes).

En ce qui me concerne, Terry déforme ici tout ce que j'ai écrit sur ce sujet.[270] Pour le dire très brièvement : le 11 avril 1946 encore, le procureur du tribunal de

[270] Voir mon *Bełżec in Propaganda..., op. cit.* pp. 35-41.

Zamość, Jan Grzybowsky, dans son « Rapport sur les résultats de l'enquête sur le camp d'extermination de Bełżec » pouvait encore écrire qu'« il était impossible de déterminer quelle avait été la méthode de mise à mort des personnes dans les chambres à gaz » :

> *« En particulier, nous n'avons pas pu déterminer si les tuyaux qui reliaient le moteur aux chambres à gaz servaient à insuffler un gaz dans les chambres, à comprimer l'air dans les chambres ou à pomper l'air hors des chambres. Le témoin Rudolf Reder, qui travaillait dans le camp à l'époque de l'assassinat des Juifs, a déclaré* [...] *qu'il n'avait jamais remarqué d'odeur particulière.* [...] *L'air des chambres, à l'ouverture, était pur, transparent et inodore. En particulier, il n'y avait pas d'odeur de fumée ou de gaz d'échappement. »*

En effet, la version de l'histoire de Bełżec utilisant les gaz d'échappement des moteurs n'a été canonisée qu'en 1947 par la Commission centrale d'enquête sur les crimes allemands en Pologne. Dans l'article sur le camp qu'il a publié en 1947, Eugeniusz Szrojt a écrit que la mise à mort avait été effectuée « au moyen des gaz d'échappement d'un moteur », invoquant comme source nul autre que Rudolf Reder, qui, comme nous pouvons le voir dans le rapport de Grzybowsky, n'a en fait rien dit de tel. Au contraire, Szrojt a sans doute tiré cette méthode de mise à mort du « rapport Gerstein » qui avait entre-temps acquis une grande notoriété à la suite des audiences du 30 janvier 1946 du procès de Nuremberg.

Terry revient à son allégation de « théorie du complot » à partir de la page 75 avec un argument basé sur les résultats de divers procès d'après-guerre en Allemagne de l'Ouest. Jürgen Graf répond à ces affirmations au chapitre 4, mais j'ajouterai quelques mots ici aussi.

La déclaration de Graf, citée par Terry à la page 75, selon laquelle :

> *« une fois que les alliés occidentaux victorieux ont créé un État fantoche appelé 'République fédérale d'Allemagne', ses dirigeants ont ordonné au pouvoir judiciaire de fabriquer les preuves du mirage de l'assassinat de millions de personnes dans des chambres à gaz, dont il ne reste pas la moindre trace – si tant est qu'elles aient jamais existé »,*

signifie, à notre avis, que la magistrature allemande a été soumise, comme le reste de la population, à la « rééducation » (*Umerziehung*) et à la « dé-nazification », et qu'elle est ainsi devenue une « marionnette » des vainqueurs, une « marionnette » qui a beaucoup de péchés à se faire pardonner. Mais là n'est pas le vrai problème. Les « marionnettes » judiciaires sont rapidement devenues des complices volontaires et ont adopté, avec un masochisme nauséabond qui n'a fait que croître au fil des décennies, l'ordre du jour imposé par les tribunaux militaires alliés. Bien que poursuivant sans aucun doute les fins de la justice à leur manière, ils ont ainsi poursuivi l'effort de guerre allié en agissant en tant que pourvoyeurs judiciaires locaux de la propagande alliée anti-allemande. En fait, comme l'a noté l'historien Martin Broszat en 1977, « les circonstances spécifiques » du programme d'extermination présumé n'avaient « pratiquement pas été documentées de manière systématique » avant les procès ouest-allemands, et c'est

cette série d'« enquêtes longues et minutieuses du pouvoir judiciaire » qui a fini par créer le cadre de l'historiographie de l'Holocauste tel que nous le connaissons aujourd'hui.[271]

Le résumé que fait Graf de ce processus est tout à fait remarquable :[272]

> *« Bien que presque tous les livres d'histoire et autres manuels scolaires mentionnent la solution finale de la question juive, celle-ci n'a pratiquement pas été documentée de manière systématique. Cela n'a été fait que plus tard, grâce aux longues et minutieuses enquêtes de la justice ! En d'autres termes, les procureurs et les juges ont dû se ranger du côté des historiens pour prouver tardivement ce qui n'avait pas été prouvé jusqu'alors. »*

Dans ce contexte, « le fait qu'il y ait eu au moins 155 procès liés directement ou indirectement à l'Aktion Reinhard » (p. 79) ressemble un peu au fait que l'Inquisition a tenu des centaines de procès en sorcellerie qui ont « prouvé » l'existence des sorcières et du diable. Dans les deux cas, il y avait une prémisse absolument indiscutable qui n'était pas sujette à discussion. Dans les procès allemands, l'acceptation de l'accusation et les aveux éventuels n'étaient pas nécessairement le résultat d'une « négociation de peine », comme Terry l'imagine de manière quelque peu puérile ou l'affirme de manière opportuniste en raison du fait que la loi ouest-allemande ne permettait pas une telle procédure (p. 80). Il s'agissait plutôt du résultat d'une connivence tacite entre les procureurs et les accusés, un processus démontré de manière exemplaire dans le cas de Wilhelm Pfannenstiel.[273] Tout comme aucune femme accusée de sorcellerie n'aurait jamais rêvé de se défendre en niant l'existence de la sorcellerie ou du diable, peu d'accusés nationaux-socialistes ont osé nier la « réalité » des atrocités prétendument commises par le régime : le seul espoir de clémence résidait dans la reconnaissance des accusations en général, tout en essayant de minimiser son propre rôle en particulier. Inutile de dire qu'avec chaque reconnaissance de ce type, la « base judiciaire » apparemment inattaquable de l'historiographie de l'Holocauste n'a fait que croître.

Pourtant, le calcul clé pour les accusés n'était probablement pas, comme l'imagine Terry, « plus de témoignages sur le gazage = peine plus légère » (p. 80), mais simplement « négation des gazages = peine maximale ». C'est ainsi que l'« histoire » a été écrite dans le monde de l'après-guerre.

[30] Outre les procès ouest-allemands, Terry s'attarde longuement sur les enquêtes soviétiques concernant les « Trawnikis » (c'est-à-dire les volontaires SS ukrainiens « diplômés » du centre d'entraînement de Trawniki et servant de gardiens dans le système concentrationnaire). Il affirme que les accusés n'ont pas signé « d'aveux au sens cliché du terme, les Trawnikis continuant à nier leur

---

[271] A. Rückerl, *NS-Vernichtungslager...*, *op. cit.*, p. 8.

[272] *Sobibór. Holocaust Propaganda end Reality, op. cit.* pp. 171 et suivantes.

[273] Voir *Bełżec in Propaganda..., op. cit.*, 53 sq.

implication personnelle dans les crimes d'excès » (p. 84). Bien entendu, il s'agit précisément de l'une des stratégies de défense que j'ai mentionnées plus haut. En conclusion, il fait la déclaration suivante :

> *« MGK* [c'est-à-dire Mattogno, Graf et Kues] *ont certainement le droit d'affirmer que tous les interrogatoires de Trawnikis ont été le produit d'une sorte de gigantesque exercice de fabrication, sans offrir aucune preuve de leur allégation, mais au prix de s'exclure eux-mêmes de toute considération en tant que chercheurs sérieux. »* (p. 84)

Terry, comme la quasi-totalité des auteurs de son obédience, est prisonnier d'une sorte d'idolâtrie du témoignage judiciaire, une foi aveugle qui confirme à quel point l'historiographie de l'Holocauste repose sur ce type de « preuves ». En réponse à ses fanfaronnades, je ne peux que répéter que, du point de vue de l'historiographie, les simples témoignages en l'absence de faits objectifs n'ont aucune valeur. Mais plutôt que de me croire sur parole, il serait peut-être bon que le lecteur prenne en compte l'avis d'un spécialiste orthodoxe, Dieter Pohl :[274]

> *« Que pouvons-nous apprendre de ces dossiers soviétiques ? Tout d'abord, il faut rappeler qu'il ne s'agit pas de comptes rendus de procédures judiciaires dans un État de droit. Les accusés ont souvent été menacés pendant les interrogatoires, voire maltraités, surtout pendant les procès à la fin des années 1940 et au début des années 1950. C'est pourquoi les accusations et les aveux individuels doivent être interprétés avec prudence ».*

Pour juger de leur crédibilité, Pohl suggère de comparer les dossiers soviétiques aux conclusions des procédures judiciaires occidentales[275], mais sans autre confirmation matérielle, ces dernières ne sont naturellement pas plus dignes de la confiance d'un historien responsable. La suggestion de Pohl marque donc un pas dans la bonne direction ; mais si la référence à des tribunaux antérieurs peut servir de critère judiciaire suffisant, elle n'est certainement pas adéquate en tant que critère historiographique.

[31] Partant apparemment du principe que les tribunaux américains, contrairement à ceux de l'ex-Union soviétique, sont en quelque sorte incapables de produire des erreurs judiciaires sur la base de faux témoignages, Terry fait ensuite appel aux procès contre les hommes de Trawniki qui ont émigré aux États-Unis après la guerre, soulignant que le premier d'entre eux, « la procédure de dénaturalisation contre Treblinka II Trawniki Feodor Fedorenko, s'est déroulée sans le bénéfice d'aucune preuve d'origine soviétique » (p. 85). Néanmoins, et malgré l'importance que Terry attache au cas de Fedorenko, outre l'affirmation délibérément trompeuse que Fedorenko « n'a jamais nié avoir servi à

---

[274] D. Pohl, « Massentötungen durch Giftgas im Rahmen der 'Aktion Reinhard' », in : G. Morsch, B. Perz (eds.), *Neue Studien zu nationalsozialistischen Massentötungen durch Giftgas*, *op. cit.* p. 188.

[275] « *Deshalb ist es wichtig, die Materialen mit westlichen Untersuchungsergebnissen zu konfrontieren, und daraus auf die Glaubwürdigkeit zu schließen.* » (« C'est pourquoi il est important de confronter les matériaux aux résultats des enquêtes occidentales et d'en déduire la crédibilité »). *Ibid.*

Treblinka ni avoir été témoin de l'extermination de Juifs dans les chambres à gaz » (p. 85), notre « blogueur plagiaire » néglige de citer une seule bribe de son témoignage.

L'affaire Fedorenko aux États-Unis est utilement résumée dans le syllabus de la décision « Feodor Fedorenko, Petitioner, v. United States » [276] , l'appel (infructueux) de Fedorenko devant la Cour suprême des États-Unis :

> *« Le gouvernement a présenté des témoins qui ont déclaré avoir vu le requérant commettre des actes de violence contre les détenus du camp, ainsi qu'un témoin expert dans l'interprétation et l'application de la loi sur les personnes déplacées (DPA), qui a affirmé que le requérant aurait été déclaré inéligible à un visa en vertu de la loi s'il avait été établi qu'il avait été un garde armé dans le camp, qu'il se soit ou non porté volontaire pour le service ou qu'il ait ou non commis des atrocités contre les détenus. Dans son témoignage, le requérant a admis avoir délibérément donné de fausses informations dans le cadre de sa demande de visa DPA, mais il a affirmé qu'il avait été contraint de servir comme gardien et a nié toute implication personnelle dans les atrocités commises dans le camp. Le tribunal de district a rendu un jugement en faveur du requérant, estimant, entre autres, que bien que le requérant ait menti sur ses activités en temps de guerre lorsqu'il a demandé un visa en 1949, il avait été contraint de servir comme gardien et que le gouvernement ne s'était pas acquitté de la charge de la preuve qu'il avait commis des crimes de guerre ou des atrocités à Treblinka.* [...] *La cour d'appel a infirmé cette décision, estimant que le tribunal de district avait mal interprété le critère de Chaunt et qu'il n'avait pas le pouvoir discrétionnaire de prononcer un jugement en faveur du pétitionnaire alors qu'il avait été constaté qu'il avait obtenu sa naturalisation en dissimulant délibérément des faits importants. »*

En effet, comme le dit Terry, il est vrai que ces procédures ont apparemment été menées sans recours à des « preuves d'origine soviétique ». Notez cependant que Terry néglige d'informer ses lecteurs que les preuves présentées par le gouvernement ont en fait été jugées inadéquates par le juge du procès initial : « Le gouvernement ne s'est pas acquitté de la charge de prouver que [Fedorenko] avait commis des crimes de guerre ou des atrocités à Treblinka ». La tentative de Terry de faire disparaître ce point est caractéristique dans sa malhonnêteté :

> *« Sa défense a cependant tenté de faire valoir que Fedorenko n'ayant pas participé directement au processus d'extermination mais s'étant contenté de monter la garde dans un mirador, il devait être acquitté, un argument que le juge du premier procès a accepté, mais qui a été renversé en appel après que le ministère de la Justice eut souligné les erreurs juridiques du verdict initial. »* (p. 86)

Il s'agit là d'un pur tour de passe-passe rhétorique. L'« argument » selon lequel « Fedorenko n'avait pas participé directement au processus d'extermination » n'a pas été annulé du tout ; c'est la *décision* de la juridiction inférieure qui l'a été, et ce sur la base d'un argument purement *juridique* selon lequel « le tribunal de district

[276] 449 U.S. 490, 101 S.Ct. 737, 66 L.Ed.2d 686. Feodor FEDORENKO, requérant, contre les ÉTATS-UNIS. No. 79-5602. Argumenté le 15 octobre 1980. Décidé le 21 janvier 1981.

avait mal interprété le test de *Chaunt* et qu'il n'avait pas le pouvoir discrétionnaire de prononcer un jugement en faveur du pétitionnaire face à la constatation qu'il avait obtenu sa naturalisation en dissimulant délibérément des faits matériels », c'est-à-dire qu'il avait effectivement servi comme garde à Treblinka, quels que soient les détails de ce service. Cependant, rien ne vaut le succès : la Cour suprême a confirmé cette dernière décision, et Fedorenko a donc été déchu de ses droits de citoyen et expulsé vers l'URSS, où il a finalement été tué par un peloton d'exécution, à l'âge avancé de quatre-vingts ans.[277] Le résultat final sert donc de justification *ex post facto* à toute l'affaire : « Fedorenko a ensuite été déporté en Union soviétique et exécuté après un procès dans ce pays en 1987 » (p. 86), conclut Terry avec suffisance, comme si cela réglait la question de la participation « au processus d'extermination ». Hélas, Terry néglige de nous informer sur le rôle que les « preuves d'origine soviétique » ont pu jouer, si tant est qu'il y en ait eu, dans ce dernier procès.

Les détails des cas spécifiques, cependant, sont en fin de compte d'une importance secondaire pour l'orthodoxie ; dans la marche en avant de l'historiographie orthodoxe de l'Holocauste, ce qui importe, c'est que l'histoire globale de l'« extermination » soit une fois de plus « confirmée » dans une cour de justice. Ainsi, « Feodor Fedorenko, Petitioner, v. United States » note également que,

> *« le tristement célèbre camp de concentration de Treblinka a été décrit par le tribunal de district comme un 'abattoir humain' dans lequel plusieurs centaines de milliers de civils juifs ont été assassinés ».*

Face à une présomption de « fait » qu'il n'avait aucun espoir raisonnable de contester, le seul recours de Fedorenko a donc été d'admettre ce « fait » en termes généraux tout en niant toute implication dans son propre cas :

> *« Il a admis avoir servi comme garde armé à Treblinka et avoir su que des milliers de détenus juifs y étaient assassinés.* [...] *Le requérant a affirmé qu'il avait été forcé de servir comme garde et a nié toute implication personnelle dans les atrocités commises au camp* [...] *; il a insisté sur le fait qu'il n'avait été qu'un simple garde du périmètre. »*

Ainsi, pour le public et pour les archives « historiques », l'histoire orthodoxe imposée par la justice reçoit une fois de plus le sceau d'une confirmation juridique spécieuse. Peu importe que les documents du procès américain ne montrent nulle part que Fedorenko ait jamais déclaré « qu'il avait été témoin de l'extermination de Juifs dans des chambres à gaz », comme le prétend Terry sans fournir de référence précise. En effet, comme on peut le voir dans le dossier de « United States v. Fedorenko », le procès initial devant le tribunal de district qui s'est tenu en Floride en 1978, il a dit exactement le contraire : « Il a nié avoir joué

[277] « Nazi Expelled by U.S. Executed : Fyodor Fedorenko Dies by Soviet Firing Squad », Los Angeles Times (Associated Press), 27 juillet 1987, p. 1.

le moindre rôle dans le camp 2 ou s'être jamais trouvé à proximité des chambres à gaz ».[278]

L'affaire Fedorenko n'était que le premier de ces « procès Trawniki ». En ce qui concerne les procès ultérieurs tenus aux États-Unis et au Canada, Dieter Pohl note que « bien sûr, des quantités considérables de documents de procès soviétiques ont également été évaluées », même si quelques nouveaux témoins et parfois de nouveaux documents ont été introduits.[279] Voilà pour l'indépendance vis-à-vis des « preuves d'origine soviétique ».

Avec une rhétorique pompeuse et insolente, Terry conclut ce premier chapitre de sa critique du copier-coller en déclarant que notre « 'travail' a été pesé dans la balance et jugé insuffisant », et revient encore une fois pour s'attaquer à l'homme de paille de nos « théories de conspiration idiotes » avant de nous conseiller enfin de simplement « nous taire » (p. 89). Tout le chapitre est en effet imprégné d'une discussion obsessionnelle sur notre prétendue « théorie du complot », une obsession qui constitue la base de tout le système de preuves de Terry et qui l'invalide complètement. Je le laisserai volontiers à sa « stupide obsession ».

[278] United States v. Fedorenko. 455 F. Supp. 893 (1978). ÉTATS-UNIS d'Amérique, demandeur, contre Feodor FEDORENKO, défendeur. N° 77-2668-Civ-NCR. United States District Court, S. D. Florida, Ft. Lauderdale Division. 25 juillet 1978.

[279] « Zwar wurden dabei zu erheblichen Teilen wiederum die sowjetischen Prozessmaterialen ausgewertet. » D. Pohl, « Massentötungen durch Giftgas im Rahmen der 'Aktion Reinhard' », *op. cit.* p. 189.

Chapitre 4 : Les « nobles vainqueurs » et leur inlassable quête de « justice »

Par Jürgen Graf

Le curieux degré de dépendance de l'historiographie de l'Holocauste à l'égard des comptes rendus des procès d'après-guerre, à la fois comme méthode de « découverte » et comme source d'autorité présumée, est une question que nous avons déjà abordée plus haut.[280] De peur que les lecteurs ne s'imaginent que cette observation se limite aux cercles révisionnistes, il convient toutefois de noter ici que ce point a pour l'essentiel été admis par des historiens travaillant au cœur même de l'orthodoxie de l'Holocauste. Par exemple, dans son introduction à l'ouvrage d'Adalbert Rückerl publié en 1977 et consacré aux « camps d'extermination NS, »[281] Martin Broszat, qui a longtemps dirigé l'*Institut für Zeitgeschichte* (Institut d'histoire contemporaine) de Munich, a formulé la question de la manière suivante :[282]

> *« Bien que le fait de la 'solution finale de la question juive' soit mentionné dans presque tous les livres d'histoire et autres manuels scolaires sur l'époque de la Seconde Guerre mondiale, les circonstances spécifiques de ces évènements horribles n'ont pratiquement pas été documentées de manière systématique jusqu'à présent.* [...] *Malgré des conditions de départ défavorables, les enquêtes longues et minutieuses de la justice* [ouest-allemande] *ont permis une clarification générale des faits et des circonstances. »*

Bien sûr, Broszat adhère à la ligne orthodoxe selon laquelle les procès ont en effet « apporté une clarification générale des faits et des circonstances » de « ces évènements horribles », mais le fait étonnant reste que, jusqu'en 1977, un historien respecté et dominant a ressenti le besoin de faire un tel aveu. Pendant les décennies qui ont suivi la fin du Troisième Reich, les livres d'histoire et autres manuels scolaires ont endoctriné les élèves sur la prétendue solution finale de la question juive, bien que celle-ci n'ait été « pratiquement pas documentée de manière systématique ». Et lorsqu'une « clarification générale » a finalement vu le jour, c'est grâce aux « longues et minutieuses enquêtes de la justice ». En bref : les procureurs et les juges ont dû se ranger du côté des historiens pour « prouver » tardivement ce que les historiens n'avaient pas pu prouver eux-mêmes.

Mais si les National-Socialistes avaient réellement gazé des millions de juifs dans des camps d'extermination pendant la guerre, des procès auraient-ils

---

[280] Voir notamment le chapitre 2.2 et le chapitre 3 points 29-31.

[281] Adalbert Rückerl, *NS-Vernichtungslager im Spiegel deutscher Strafprozesse, op. cit.*

[282] *Ibid.* p. 7 et suivantes.

vraiment été nécessaires pour prouver cette atrocité ? Comme l'a fait remarquer Arthur Butz dans un important discours prononcé en 1982 :[283]

> *« Nous n'avons pas besoin d''aveux' ou de 'procès' pour déterminer que les bombardements de Dresde et d'Hiroshima, ou les représailles à Lidice après l'assassinat de Heydrich, ont réellement eu lieu. Or, la légende de l'extermination ne fait pas état de quelques cas d'homicides, mais d'évènements continentaux sur le plan géographique, de trois ans sur le plan temporel, et de plusieurs millions de victimes. Quelle position ridicule que celle des porteurs de la légende qui, en dernière analyse, tenteront de « prouver » ces évènements sur la base d''aveux' livrés sous le couvert de l'hystérie, de la censure, de l'intimidation, de la persécution et de l'illégalité flagrante qui ont entouré ce sujet pendant 35 ans.* [...] *On pourrait tout aussi bien affirmer que les gitans ont incendié la ville de New York en 1950, sur la base des confessions des gitans qui y vivaient à l'époque ».*

Au total, la justice ouest-allemande a organisé six grands procès de personnels anciennement stationnés à Treblinka et Sobibór :

a. Le procès de Kurt Franz et de neuf autres accusés à Düsseldorf (1964/1965) ;

b. Le procès de Treblinka de Franz Stangl à Düsseldorf (1970) ;

c. Le procès Sobibór d'Erich Bauer à Berlin (1950) ;

d. Le procès de Hubert Gomerski et Johann Klier à Francfort (1950) ;

e. Le procès Sobibór de Karl August Frenzel et onze autres accusés à Hagen (1965/1966) ;

f. Le procès Sobibór de John Demjanjuk à Munich (2009-2011).

Dans le chapitre 5 de *Treblinka* et le chapitre 6 de *Sobibór*, je traite des cinq premiers de ces procès (la procédure judiciaire contre Demjanjuk à Munich a commencé peu avant que Mattogno, Kues et moi-même ayons terminé le manuscrit de *Sobibór*), ainsi que de plusieurs cas de procédures judiciaires menées dans des pays autres que la République fédérale d'Allemagne. Nicholas Terry consacre à ces deux chapitres quinze des pages les plus tristes et les plus dépourvues de tout le Manifeste (pp. 74-89), mais la substance de son attaque est bien représentée dans un seul paragraphe de la p. 75 :

> *« Graf ne sait pas de quoi il parle, puisque nulle part il ne prend la peine de citer un seul dossier relatif à ces procès. Il en résulte une série d'affirmations qui seraient simplement risibles si ce n'était le ton de plus en plus offensif du conspirationnisme de Graf. Non content de prétendre qu'il s'agit d'un coup monté, Graf finit par décrocher le jackpot du complot en affirmant que des témoins clés ont été assassinés, en diffamant des journalistes respectés et en calomniant des témoins oculaires en affirmant qu'ils ont sciemment participé à la condamnation à mort de criminels de guerre, tout cela sans se donner la peine de fournir la moindre preuve et en ignorant*

[283] Arthur Butz, « Context and Perspective in the Holocaust Controversy », dans Arthur Butz, *The Hoax of the Twentieth Century*, 3e édition, Theses & Dissertations Press, Chicago 2003, pp. 379 sq.

presque tout ce qui a été écrit dans ces procès pour crimes de guerre, et encore moins leurs transcriptions et leurs pièces à conviction ».

Analysons maintenant ce petit chef-d'œuvre de désinformation.

Mes sources : En ce qui concerne les deux procès de Sobibór qui se sont tenus en Allemagne en 1950, j'ai cité directement les sentences prononcées par les tribunaux respectifs (*Sobibór*, pp. 172-182), mais en ce qui concerne les autres procès, ma principale source a été le volume documentaire d'Adalbert Rückerl *NS-Vernichtungslager im Spiegel deutscher Strafprozesse* (Les camps d'extermination nationaux-socialistes tels qu'ils se reflètent dans les procès pénaux allemands). Étant donné que Rückerl a longtemps dirigé l'Agence centrale allemande pour la poursuite des crimes nazis à Ludwigsburg et que les procédures judiciaires engagées contre des SS ayant servi à Bełżec, Sobibór et Treblinka (plus Chełmno, un prétendu « camp d'extermination » dont il n'est pas question dans notre trilogie) constituent le sujet exclusif de sa documentation, ce livre est certainement la source la plus digne de foi que l'on puisse demander. D'ailleurs, Raul Hilberg cite le livre de Rückerl comme source pas moins de quarante et une fois dans le chapitre sur les « Killing Centers » de son propre « ouvrage standard » sur l'Holocauste.[284]

Ma prétendue affirmation selon laquelle des témoins clés ont été assassinés : en fait, je n'ai jamais fait une telle « affirmation ». J'ai simplement exprimé mon *soupçon* que le suicide présumé de Hermann Julius Höfle, accusé (et non témoin) dans un procès à venir en 1962, s'est produit dans des circonstances suspectes étant donné que « suffisamment de preuves ont été rassemblées contre lui pour remplir neuf volumes » et pourtant « le bureau du procureur de Vienne n'avait pas réussi à cette date [le suicide présumé de Höfle] à extraire un acte d'accusation formel de ces dossiers substantiels. »[285] Dans ces conditions, il n'est pas déraisonnable de supposer que Höfle, qui a refusé d'avouer pendant plus d'un an de détention – s'il *avait* avoué, un acte d'accusation aurait vraisemblablement été établi – aurait pu menacer de devenir une source d'embarras importante pour les autorités autrichiennes s'il s'était présenté à la barre pour sa propre défense afin de réfuter l'accusation de programme d'extermination, et qu'il a par conséquent été éliminé de manière préventive. Il s'agit bien sûr de spéculations, mais c'est loin d'être une « affirmation » sans fondement.

Ma prétendue « diffamation de journalistes respectés » : bien que Terry utilise le pluriel, il ne cite qu'un seul cas dans lequel j'aurais « diffamé » un « journaliste respecté », à savoir l'escroc Gitta Sereny. Dans son livre *Into that Darkness*, qui

---

[284] Raul Hilberg, *The Destruction of the European Jews, op. cit.*, pp. 861-990.

[285] Voir *Sobibór*, *op. cit.*, pp. 89-90. La deuxième citation est traduite de W. R. Garscha, « Das Scheitern des 'kleinen Eichmann-Prozesses' in Österreich », Forschungsstelle Nachkriegsjustiz 2004 (2009), article original consultable en ligne sur http://www.nachkriegsjustiz.at/prozesse/geschworeneng/hoefle. php

allait devenir un « classique » de la littérature sur l'Holocauste, Sereny prétendait que l'ancien commandant de Treblinka, Franz Stangl, qu'elle avait interviewé à plusieurs reprises dans sa prison, avait avoué sans réserve les meurtres de masse dont il avait été accusé. Cependant, comme il n'existe aucun enregistrement de ses conversations avec Stangl, Sereny n'a pu apporter aucune preuve qu'elle avait correctement restitué ses propos. En fait, toute cette histoire est franchement ridicule : Stangl, qui avait été condamné à la prison à vie, avait fait appel de sa condamnation, alors comment une personne saine d'esprit peut-elle croire qu'il était assez fou pour avouer à un journaliste tout ce qu'il avait contesté dans sa demande d'appel, ruinant ainsi ses chances, aussi minces soient-elles, de redevenir un homme libre ? Mais après sa disparition soudaine et mystérieuse le 28 juin 1971, Sereny a pu mettre dans sa bouche ce qui lui plaisait. Quant au fait, que Terry s'indigne si violemment contre moi d'avoir mentionné, que Sereny a rendu visite à Stangl la veille, et lui a même apporté de la soupe pour le déjeuner, c'est un fait que Sereny elle-même rapporte dans son livre.[286] Elle laisse son lecteur, en fait, « tirer ses propres conclusions » – ce qui est tout ce que nous avons jamais suggéré concernant notre propre livre (*Sobibór*, p. 192). En tout état de cause, fondé sur les « aveux » d'un témoin décédé, pour lesquels il n'existe aucun enregistrement ou témoin tiers confirmant leur authenticité, le « travail de référence » tant vanté de la « journaliste respectée » Gitta Sereny sur Treblinka s'avère donc n'être qu'une escroquerie éhontée.

Les « témoins oculaires calomniés » : un autre péché grave dont Terry m'accuse est d'avoir « calomnié des témoins oculaires » (là encore, il utilise le pluriel alors qu'en réalité un seul individu est concerné) en « affirmant qu'ils avaient sciemment participé à la condamnation à mort de criminels de guerre ». À quoi Terry fait-il référence ?

Dans ma contribution à *Sobibór*, j'ai mentionné deux procès menés à Kiev en 1963 et 1965 contre d'anciens gardiens ukrainiens du camp de Sobibór. Au cours du premier de ces procès, dix accusés ont été condamnés à être fusillés et un autre a été condamné à quinze ans de prison. Lors du second procès, le tribunal soviétique a prononcé trois condamnations à mort. Si l'on suit le site Internet Aktion Reinhard Camps, Alexander Aronovich Pechersky a témoigné à la barre lors du premier procès ;[287] selon Barbara Distel, ancienne conservatrice des archives du musée de Dachau, il a été témoin de l'accusation lors des deux procès.[288] À la lumière de ce dossier, j'ai conclu :

---

[286] G. Sereny, *Into that Darkness*, Vintage Books, New York 1983, p. 362.

[287] http://www.deathcamps.org/sobibor/sobibortrials.html

[288] B. Distel, « Sobibór » in W. Benz, B. Distel (eds.), *Der Ort des Terrors. Geschichte der nationalsozialistischen Konzentrationslager*, vol. 8, Verlag C. H. Beck, Munich 2008, p. 400.

« Alexander A. Pechersky pouvait ainsi se vanter d'avoir amené dix ou treize hommes devant un peloton d'exécution et d'en avoir fait enfermer un autre pendant une décennie et demie à cause de ses mensonges. » (*Sobibór*, p. 190)

En m'accusant d'avoir « calomnié » Pechersky, Terry laisse entendre que ce « témoin » avait fait des déclarations véridiques à la barre, aidant ainsi le tribunal soviétique à traduire les « criminels de guerre » en justice. Mais comme je l'ai montré au chapitre 4.2 de *Sobibór*, ce témoin clé était un menteur obsessionnel. Son affirmation mensongère selon laquelle il avait été « jeté en prison pendant de nombreuses années » pour s'être rendu aux Allemands en octobre 1941 suffit à le désigner comme un escroc, désireux de se parer de l'auréole d'un double martyr ayant survécu non seulement à un « camp de la mort nazi », mais aussi aux cachots de Staline. Le récit de son séjour à Sobibór est truffé de mensonges grotesques. Parmi les nombreuses choses ridicules que cet ancien officier juif soviétique veut faire croire à ses lecteurs, on trouve l'histoire selon laquelle 300 oies étaient « poursuivies afin que leur klaxon étouffe les cris des gens » chaque fois qu'un nouveau groupe de victimes était conduit à la chambre de la mort. Comment peut-on s'attendre à ce que ce sinistre farceur ait fait des déclarations véridiques lors d'un procès d'anciens gardiens ukrainiens ?

Si le fait que le témoin numéro un du procès soviétique de Sobibór était un menteur invétéré ne prouve évidemment pas que tous les autres témoins ont également menti, il porte néanmoins un coup sévère à la version officielle des évènements. Comme la version des camps d'extermination – qu'il s'agisse de Bełżec, Treblinka ou Sobibór - ne repose sur aucun document authentique datant de la guerre, ni sur aucune preuve médico-légale, toute l'histoire repose exclusivement sur les déclarations d'anciens détenus des camps, ainsi que sur les aveux d'anciens SS et de gardes ukrainiens qui y ont servi.

Les juifs qui ont témoigné à charge dans les procès d'après-guerre avaient beaucoup souffert pendant la guerre : ils avaient été privés de leur liberté et de leurs biens ; ils avaient été contraints à des travaux forcés ; ils avaient perdu des parents et des amis ; ils avaient vu un grand nombre de leurs coreligionnaires être envoyés dans des lieux inconnus. Il est compréhensible qu'ils aient brûlé d'envie de se venger de leurs anciens oppresseurs et qu'ils se soient empressés d'attribuer les atrocités les plus ahurissantes à n'importe quel SS sur le banc des accusés.[289] Au vu de ces faits indéniables, leur témoignage doit être traité avec la plus grande prudence. Si cela ne nous autorise pas à les rejeter sans examen préalable, il convient de garder constamment à l'esprit que l'on ne peut attendre de ces

[289] Certes, il y a eu des exceptions à cette règle. Lors du procès de Hubert Gomerski et Johann Klier en 1950, ce dernier a été acquitté après avoir reçu des témoignages favorables. Voir *Sobibór*, p. 178.

témoins qu'ils fassent preuve d'objectivité. Comme le remarque très justement Paul Grubach :[290]

> *« Il y a de bonnes raisons, même pour le croyant le plus acharné de l'histoire de l'Holocauste, d'être très sceptique quant à l'histoire de l'extermination de Sobibor. Comme l'a souligné le philosophe écossais David Hume il y a plusieurs siècles, la véracité d'un témoignage humain est compromise lorsque 'les témoins se contredisent, lorsqu'ils sont peu nombreux ou de caractère douteux, lorsqu'ils ont un intérêt dans ce qu'ils affirment'.* [...] *Nombre de ces survivants juifs de Sobibor ont présenté des témoignages plutôt douteux, et ils avaient intérêt à promouvoir d'horribles histoires d'atrocités à propos de Sobibor. Cela contribuerait à vaincre et à dégrader à jamais leur ennemi détesté, l'Allemagne nationale-socialiste, et ils en sortiraient en héros aux yeux du monde ».*

Dans mes deux chapitres de *Treblinka* et *Sobibór* mentionnés ci-dessus, je donne de nombreux exemples de mensonges évidents et éhontés proférés par des témoins juifs qui déposaient sous serment. Ne voulant pas se ridiculiser en essayant de présenter ces fraudeurs comme des témoins honnêtes et crédibles, Terry se contente de passer cette question sous silence. Comme la question des témoins oculaires sera abordée en détail dans un chapitre ultérieur, je me limiterai ici à un exemple particulièrement parlant, celui du procès Demjanjuk à Jérusalem (1986-1988).

À la page 86, Terry déclare :

> *« Du point de vue des preuves, l'affaire Demjanjuk, y compris son appel contre l'ordre d'extradition en 1985 et le procès en Israël, se distingue à deux égards. Le premier était l'identification erronée : toute l'affaire était un cas d'erreur manifeste d'identité, dont les origines pouvaient cependant être facilement retracées au fait que Demjanjuk ressemblait plutôt à Ivan Marchenko, le véritable 'Ivan le Terrible'. Le deuxième aspect de l'affaire est le grand nombre de preuves fournies par l'Union soviétique, qui ont permis de rendre publiques pour la première fois des preuves provenant de procès antérieurs de Trawniki. En effet, les preuves ont clairement montré qu'Ivan Marchenko avait actionné le moteur de gazage à Treblinka, puisqu'il était régulièrement désigné par les Trawnikis de Treblinka pour avoir accompli cette tâche avec zèle et sadisme ».*

Je concède que la théorie de l'« identification erronée » est tout à fait possible ; après tout, des cas d'erreur d'identité se produisent. Mais si Terry pense que cela l'aide en quoi que ce soit, il se trompe lourdement, car dans ce cas particulier, la crédibilité des témoins ne dépendait pas de la personne de l'accusé. Lors du procès de Jérusalem, cinq menteurs ont déclaré sous serment qu'« Ivan le Terrible », non content d'avoir gazé un grand nombre de juifs avec les gaz d'échappement du moteur diesel d'un char soviétique hors d'usage, avait écrasé des crânes avec un tuyau de fer, poignardé des femmes enceintes dans le ventre

[290] Paul Grubach, « The 'Nazi Extermination Camp' Sobibor in the Context of the Demjanjuk Case », *Inconvenient History*, vol. 1, no. 2, 2009, cité dans *Sobibór*, p. 57.

de manière à ce que les fœtus pendent à moitié, arraché les yeux, coupé les seins de jeunes filles avec un poignard ou une baïonnette, percé des trous dans les fesses des détenus et coupé la chair vivante de leur corps, et enfin tenté de forcer des hommes juifs à avoir des relations sexuelles avec les cadavres de demoiselles juives gazées (*Treblinka*, p. 161 sq. ; *Sobibór*, pp. 10, 11, 386).

Que « Ivan le Terrible » soit Ivan Demjanjuk ou Ivan Marchenko, ces allégations ne sont rien d'autre que des récits d'atrocités des plus nauséabonds. L'objectif de cette propagande grossière était clair : en plus d'alimenter la psychose de persécution des juifs en Israël et à l'étranger et de détourner l'attention du monde de l'oppression impitoyable des Palestiniens, le procès-spectacle israélien était un moyen idéal de fomenter la haine contre le peuple ukrainien, avec lequel, comme l'écrivait en 1986 Dov Ben-Meir, alors vice-président de la Knesset, les juifs ont « un long compte à régler depuis l'époque de Bogdan Chmelnitzky. »[291]

Pour les lecteurs qui ne connaissent pas l'histoire ukrainienne, il convient de noter que l'expression « l'époque de Bogdan Chmelnitzky » se réfère à des évènements qui se sont produits il y a plus de trois siècles. En effet, au cours des décennies précédant la révolte, les propriétaires polonais absents avaient délégué la collecte des loyers auprès de la population locale à des « fermiers fiscaux » juifs, qui en étaient venus à être amèrement détestés par les Ukrainiens. Ce dernier fait est ouvertement reconnu dans le célèbre récit contemporain de Rabbi Nathan ben Moses Hannover :[292]

> *« Lorsque le noble et sa femme arrivèrent à Czehiryn, ils furent accueillis avec enthousiasme et reçurent de nombreux cadeaux. Dans cette ville vivait le juif Zacharie Sobilenki, qui en était le gouverneur et l'administrateur. Il était le fermier de la noblesse, comme c'était l'habitude de la plupart des Juifs dans le royaume de* [Petite] *Russie. Ils régnaient en effet sur toutes les parties de la* [Petite] *Russie, ce qui suscitait la jalousie des paysans et était à l'origine des massacres ».*

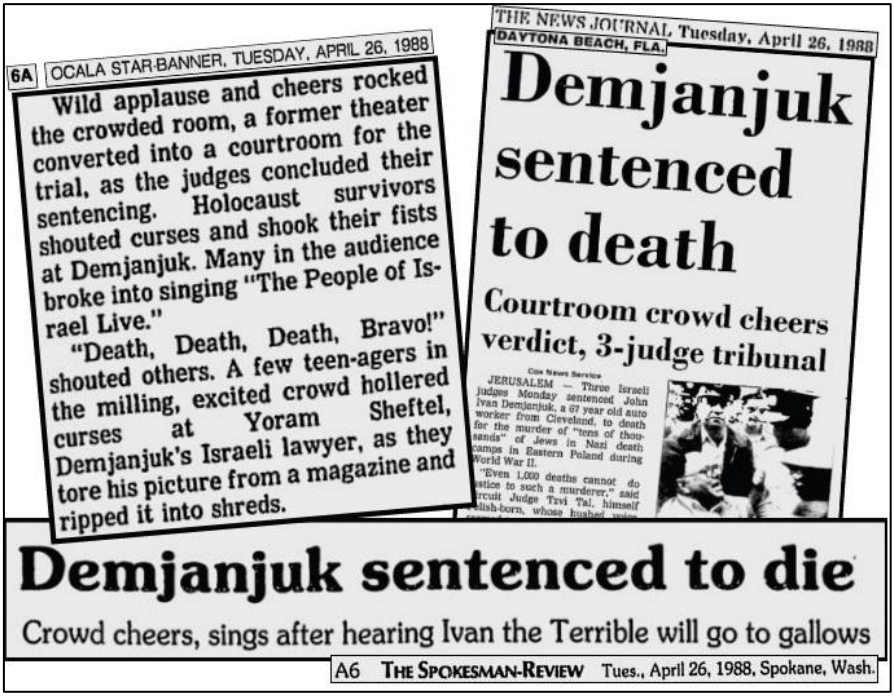
---

[291] Hans Peter Rullmann, *Der Fall Demjanjuk. Unschuldiger oder Massenmörder*, Verlag für ganzheitliche Forschung und Kultur, Viöl 1987, pp. 202 et suivantes.

[292] N. Hannover, A. Mesch (trans.), *Abyss of Despair : The Famous 17th Century Chronicle Depicting Jewish Life in Russia and Poland During the Chmielnicki Massacres of 1648-1649*, Transaction Publishers, New Brunswick (NJ) 2009, (1950, révisé en 1983), p. 36.

[293] *Ocala Star-Banner* (FL), 26 avril 1988, p. 6A. The News-Journal (Daytona Beach, FL), 26 avr 26 avril 1988, p. 1A. The Spokesman-Review (Spokane, WA), 26 avril 1988, p. A6.

Les historiens modernes s'accordent bien sûr à dire que les « massacres » évoqués par Hannover ont toujours été « largement exagérés »[294], mais l'histoire objective est une chose et la « mémoire culturelle » en est une autre. En effet, certains des récits d'atrocités relatés par Hannover en 1653 (« Ils tranchaient le ventre des femmes enceintes, enlevaient leurs enfants et les leur jetaient au visage... ») [295] pourraient très bien être tirés de la transcription du procès



6A OCALA STAR-BANNER, TUESDAY, APRIL 26, 1988

Wild applause and cheers rocked the crowded room, a former theater converted into a courtroom for the trial, as the judges concluded their sentencing. Holocaust survivors shouted curses and shook their fists at Demjanjuk. Many in the audience broke into singing "The People of Israel Live."

"Death, Death, Death, Bravo!" shouted others. A few teen-agers in the milling, excited crowd hollered curses at Yoram Sheftel, Demjanjuk's Israeli lawyer, as they tore his picture from a magazine and ripped it into shreds.

THE NEWS JOURNAL, Tuesday, April 26, 1988
DAYTONA BEACH, FLA.

Demjanjuk sentenced to death

Courtroom crowd cheers verdict, 3-judge tribunal

Demjanjuk sentenced to die

Crowd cheers, sings after hearing Ivan the Terrible will go to gallows

A6 THE SPOKESMAN-REVIEW Tues., April 26, 1988, Spokane, Wash.

ILLUSTRATION 4.1 : reaction du public a la condamnation a mort de john demjanjuk en 1988 demjanjuk.[294]

Demjanjuk de 1986-88 – et vice versa. Loin d'être un simple cas d'« identification erronée », le premier procès Demjanjuk à Jérusalem a donc été une affaire beaucoup plus complexe, emblématique à bien des égards de l'« histoire de l'Holocauste » dans son ensemble, dans laquelle des accusations sauvages,

[294] « Les chroniqueurs juifs du XVIIe siècle fournissent des chiffres très différents et invariablement exagérés en ce qui concerne les pertes en vies humaines au sein de la population juive d'Ukraine pendant le soulèvement des Khmel'nyts'kyi. [...] Presque sans exception, les spécialistes actuels de la période rejettent ce qu'ils décrivent comme des chiffres grossièrement exagérés dans les chroniques ». P. R. Magocsi, *A History of Ukraine: The Land and its Peoples*, 2e édition, University of Toronto Press 2010, p. 215.

[295] N. Hannover, *Abyss of Despair, op. cit*. p. 43.

alimentées en partie par d'anciennes rancunes ethniques, se sont déchaînées sans être confrontées à des faits vérifiables.

Quoi qu'il en soit, on peut difficilement demander une meilleure preuve du manque de fiabilité des témoins juifs lors de ces procès que l'aveu étonnant de Ben-Meir concernant le règlement des comptes. Dans un environnement culturel où les hauts fonctionnaires de l'État pouvaient s'exprimer ouvertement en ces termes, les témoins savaient qu'ils ne risquaient rien (voir illustration 4.1.). Aucun ne serait jamais poursuivi pour parjure, car même s'ils étaient pris la main dans le sac, les tribunaux excuseraient automatiquement les mensonges les plus éhontés en les qualifiant d'« erreurs » ou d'exagérations compréhensibles de personnes émotionnellement désemparées.

Il va sans dire que Terry n'abordera pas, même fugitivement, cette question cruciale de la crédibilité des témoins. Leurs déclarations étant l'un des deux piliers sur lesquels repose le mythe du « camp d'extermination » (l'autre étant les « aveux des auteurs »), tout doute sur la fiabilité des témoins ébranlerait tout l'édifice de mensonges jusqu'à ses fondements.

Les mensonges époustouflants des témoins juifs ne sont pas le seul aspect important du procès Demjanjuk. Terry souligne qu'un « grand nombre de preuves fournies par l'Union soviétique » ont clairement montré que le véritable « Ivan le Terrible » était un certain Ivan Marchenko, et non Ivan Demjanjuk (p. 86), mais il oublie de dire à son lecteur que les Soviétiques n'ont pas volontairement remis ces preuves aux autorités israéliennes de leur propre chef. C'est l'avocat israélien de Demjanjuk, Yoram Sheftel, qui a découvert les dossiers dans les archives russes.[296] Pourquoi les autorités soviétiques, qui savaient indéniablement que Demjanjuk n'était pas « Ivan le Terrible », n'ont-elles pas informé les Israéliens de ce fait avant même le début du procès ? Après tout, leur inaction a failli provoquer l'exécution d'un homme innocent des crimes dont il était accusé.

Les Soviétiques ont profité du procès Demjanjuk pour deux raisons. Non seulement il leur a permis de dénigrer la communauté ukrainienne en exil, qui critiquait vivement l'URSS, en l'accusant d'abriter des « collaborateurs nazis » malfaisants, mais, plus spécifiquement, il a contrecarré toute possibilité d'alliance antisoviétique entre les exilés ukrainiens et les juifs. Concernant la stratégie

[296] Un compte rendu différent des résultats est donné par James Traficant dans un article du 23 novembre 2009, dans lequel il présente également plusieurs points contre les affirmations comme celles de Terry selon lesquelles Demjanjuk pourrait être facilement mal identifié. Cf. http://www.americanfreepress.net/html/demjanjuk_fights_201.html

soviétique, Yoram Sheftel, qui a finalement évité à Demjanjuk de finir sur la potence à Jérusalem, a déclaré :[297]

> *« Malgré les nombreux souvenirs difficiles et douloureux des relations tendues entre les Juifs et les Ukrainiens, ces deux communautés commençaient à coopérer dans le cadre d'activités antisoviétiques. [...] Les Soviétiques ont donc décidé d'étouffer dans l'œuf la 'conspiration' juive-ukrainienne. Le succès soviétique avec le complot Demjanjuk était complet ».*

Cette explication est des plus convaincantes. Comme on le voit, ni les Soviétiques ni les Israéliens ne s'intéressaient le moins du monde à la personne de John Demjanjuk. Pour les uns comme pour les autres, ce malheureux n'était qu'un outil permettant d'atteindre des objectifs politiques importants. Il va de soi que lors d'autres procès de « criminels de guerre nazis », de la farce judiciaire de Nuremberg (1945-46 et après) au procès-spectacle d'Auschwitz à Francfort (1963-65), des objectifs politiques extrêmement importants étaient également en jeu.

Comme je l'ai déjà souligné, les « aveux des coupables » constituent le deuxième pilier sur lequel repose le mythe des camps d'extermination. Toutefois, avant d'aborder la question des procès ultérieurs en Allemagne de l'Ouest et des « aveux » qu'ils ont produits, examinons d'abord le cas des anciens « Trawnikis » (gardiens ukrainiens ayant servi à Bełżec, Sobibór et Treblinka) qui ont été jugés en Union soviétique après la guerre. À propos de ces procès, Terry écrit ce qui suit :

> *« La probabilité que les interrogatoires des Trawnikis de Belzec, Sobibor et Treblinka aient tous été contraints est extrêmement faible pour trois raisons. Premièrement, les registres sont trop volumineux et trop étendus, avec trop d'interrogatoires par suspect. Deuxièmement, plus d'une centaine de Trawnikis ayant servi dans les camps Reinhard ont probablement été interrogés après la guerre. Ce nombre rend tout à fait improbable l'hypothèse d'une fabrication. Enfin, et surtout, les interrogatoires et les procès n'ont bénéficié d'aucune publicité, les procès des années 1940 et 1950 n'ayant même pas fait l'objet d'un semblant d'article dans la presse soviétique, tandis que les procès collectifs des années 1960 n'ont été évoqués qu'en passant, au mieux. Comme pour les rapports de guerre, MGK ne peuvent qualifier ces procès de 'propagande' s'ils n'ont pas été utilisés comme tels ». (p. 85)*

Tout ceci n'est qu'un tissu d'absurdités scandaleuses. Il est clair que ce splendide professeur d'histoire moderne est incapable de comprendre – ou fait semblant de ne pas comprendre – la fonction et le mécanisme des procès politiques dans un État totalitaire tel que l'Union soviétique. Contrairement à Terry, son grand compatriote George Orwell a admirablement bien compris la question. Lorsqu'il est diaboliquement torturé dans les cachots de la police de la pensée, Winston Smith, le héros du *1984* d'Orwell, se demande pourquoi les

---

[297] Yoram Sheftel, Defending *« Ivan the Terrible » : The Conspiracy to Convict John Demjanjuk*, Regnery Publishing, Washington 1996, p. ix-x.

laquais du régime perdent autant de temps avec un non-être comme lui alors qu'ils pourraient simplement l'abattre sans autre forme de procès. O'Brien, un membre haut placé du parti qui supervise les séances de torture, éclaire Winston : personne n'est jamais abattu avant d'avoir avoué ses crimes, et ses aveux doivent être authentiques. Avant de recevoir la balle mortelle, le coupable doit avoir appris à aimer Big Brother.[298]

Si l'URSS de Staline était certainement une dictature beaucoup moins parfaite que l'Océanie de Big Brother (je doute franchement que beaucoup des 700 000 « contre-révolutionnaires », « saboteurs », « traîtres » et « espions » exécutés pendant la Grande Purge aient ressenti un quelconque amour pour le Père des peuples face au peloton d'exécution), l'aveu du coupable était un élément indispensable de toute procédure judiciaire soviétique, qu'elle soit utilisée à des fins de propagande ou non. Pour prouver cette affirmation, il suffit d'examiner l'interrogatoire de Fritz Sander, Kurt Prüfer, Karl Schultze et Gustav Braun. Ces quatre ingénieurs avaient travaillé pour la société Topf & Söhne, basée à Erfurt, qui avait installé des fours crématoires à Auschwitz et dans plusieurs autres camps de concentration allemands. Au début du mois de mars 1946, ils ont été arrêtés par les Soviétiques pour complicité de meurtre de masse.[299]

Les ingénieurs n'ont pas fait l'objet d'un simulacre de procès ; en fait, il n'y a pas eu de procès du tout. Les sentences, vingt-cinq ans de travaux forcés pour Prüfer, Schultze et Braun (Sander étant décédé moins d'un mois après son arrestation), sont simplement basées sur les protocoles de leurs interrogatoires.[300] Les sentences ont peut-être été rapportées dans la presse soviétique, mais si elles l'ont été, elles auraient difficilement pu être utilisées à des fins de propagande, puisqu'elles avaient été prononcées à huis clos. Néanmoins, conformément au rituel, les accusés devaient avouer, ce qu'ils firent dans le style des procès-spectacles de Moscou. Le 19 mars 1946, Kurt Prüfer fait les aveux abjects suivants :

> *« Je plaide pleinement coupable d'avoir travaillé comme chef de la section de construction des fours crématoires à l'usine de la firme Topf à Erfurt. J'ai personnellement construit des fours crématoires, dont 150 unités ont été produites pendant toute la période de [mon] activité dans ce domaine. Pendant la guerre que l'Allemagne a menée contre les pays d'Europe, jusqu'à 20 fours crématoires susmentionnés ont été construits à la demande de la direction des SS, sous ma supervision directe, pour les camps de concentration de Buchenwald, Auschwitz, Dachau, Mauthausen et Gross-Rosen, où les corps de personnes totalement innocentes de différentes*

---

[298] G. Orwell, *1984*, éditions multiples. Voir le dialogue entre O'Brien et Winston Smith au chapitre 19.

[299] Arkhiv Federalnoy Sluzhby Bezopasnosti Rossiskoy Federatsii, Moscou, N-19262.

[300] J'ai traduit et analysé les protocoles d'interrogatoire dans un article publié en 2002. Voir J. Graf, « Anatomie der sowjetischen Befragung der Topf-Ingenieure », *Vierteljahreshefte für freie Geschichtsforschung*, n° 4/2002, pp. 398-421.

nationalités, qui avaient été torturées à mort par les Allemands dans les camps de concentration susmentionnés, ont été incinérés ».

Ainsi, trois semaines à peine après son arrestation, Prüfer maîtrisait déjà parfaitement le jargon de ses geôliers !

Tout comme les accusés des procès-spectacles de Moscou avaient avoué des crimes qu'ils ne pouvaient pas avoir commis, les ingénieurs ont avoué des choses qui ne pouvaient pas être vraies. Par exemple, le 7 mars 1946, Fritz Sander déclare à ses interrogateurs qu'au printemps 1942, à son retour d'Auschwitz, son collègue Prüfer lui a confié avoir assisté à l'anéantissement « d'un très grand nombre de personnes originaires de Pologne, de Grèce et d'autres pays » et que les corps des victimes avaient été incinérés dans les *crématoires* (au pluriel). Or, en 1942, la déportation des juifs grecs vers Auschwitz n'avait pas encore commencé (elle a débuté en mars 1943.[301]) et il n'y avait alors qu'un seul crématorium dans le camp (Krema I).

Un autre aspect très significatif de la procédure est que la mémoire des ingénieurs s'est améliorée avec le temps. Le 5 mars 1946, l'interrogateur soviétique qui avait interrogé Prüfer sur son voyage à Auschwitz-Birkenau au printemps 1943 lui demanda :

« Avez-vous vu une chambre à gaz à côté des crématoires ? »

Prüfer répondit :

« Oui, j'ai vu une chambre à gaz de l'extérieur ; il y avait une cabane en bois reliée à la chambre à gaz ; à partir de la chambre à gaz, il y avait une connexion avec le crématoire. »

Même du point de vue de l'histoire orthodoxe de l'Holocauste, cette affirmation n'a aucun sens. Selon la version officielle des évènements, des chambres à gaz homicides ont été installées *à l'intérieur* les nouveaux bâtiments des crématoires de Birkenau, opérationnels à partir du printemps 1943, alors comment Prüfer aurait-il pu voir un « lien » entre l'une de ces chambres à gaz et « le crématoire » ? Et d'ailleurs, puisqu'il y avait plusieurs crématoires à Birkenau, lequel ?

Exactement deux ans plus tard, le 4 mars 1948, la mémoire de Prüfer s'était miraculeusement améliorée : il était désormais en mesure de fournir une description précise et détaillée des installations de gazage à l'intérieur les bâtiments des crématoires de Birkenau, y compris des détails tels que l'utilisation d'ascenseurs électriques spécialement conçus pour amener les cadavres des chambres à gaz souterraines aux salles de fours situées au-dessus. [302] Apparemment, ses geôliers lui avaient donné quelques leçons particulières

[301] Eberhard Jäckel, Peter Longerich, Julius H. Schoeps (éds.), *Enzyklopädie des Holocaust. Die Verfolgung und Ermordung der europäischen Juden.* Argon Verlag, Berlin, 1993, vol. I, p. 561.

[302] Voir J. Graf, « Anatomie der sowjetischen Befragung der Topf-Ingenieure », *op. cit.* pp. 409-410.

d'histoire contemporaine. Lorsqu'ils l'ont interrogé pour la première fois en mars 1946, ils ne savaient pas vraiment ce qu'ils voulaient lui faire avouer, car à cette époque la version officielle de ce qui s'était passé à Auschwitz ne s'était pas encore cristallisée. Deux ans plus tard, la situation est bien différente : grâce à deux procès d'une importance cruciale menés en 1947, le procès de Rudolf Höss à Varsovie et le procès de quarante SS anciennement stationnés à Auschwitz à Cracovie, les communistes polonais sont désormais en mesure de présenter une histoire plus ou moins cohérente, quoique fictive, du « camp d'extermination », qu'ils ont évidemment transmise à leurs camarades soviétiques.

Les Ukrainiens accusés d'avoir servi comme gardiens de camps de concentration pendant la guerre se trouvaient dans une situation encore plus difficile que les accusés allemands ; en effet, le système soviétique les considérait non seulement comme des ennemis, mais aussi comme des traîtres. Ce seul fait aurait permis aux tribunaux de les condamner à mort[303], mais conformément au rituel traditionnel, ils devaient avouer qu'ils avaient non seulement trahi leur pays, mais aussi commis, ou du moins encouragé, toutes sortes d'atrocités.

Bien entendu, les procureurs connaissaient la version officielle de ce qui s'était passé dans les camps allemands et, pour la "confirmer", ils pouvaient toujours s'appuyer sur des témoins parjures comme Pechersky. Dans ces conditions, la position des accusés était sans espoir dès le départ, et ils devaient le savoir. Il n'était sans doute même pas nécessaire de les torturer pour obtenir les aveux souhaités. Comme on le voit, aucune « théorie du complot » n'est donc nécessaire pour expliquer ces aveux ; le « jackpot du complot » révisionniste n'existe que dans l'imagination de Terry.

Alors que toute personne modérément intelligente peut facilement comprendre la fonction et le mécanisme de ces procès soviétiques, les procédures judiciaires contre les « criminels de guerre nazis » en République fédérale d'Allemagne sont un sujet plus complexe.

Si la position révisionniste est correcte, et si le prétendu meurtre de masse des juifs dans les abattoirs chimiques n'a jamais eu lieu, les révisionnistes doivent encore être en mesure de donner des réponses satisfaisantes aux deux questions fondamentales suivantes :

1. Pourquoi « l'État le plus libre de l'histoire allemande » a-t-il jugé un grand nombre de ses propres citoyens pour avoir participé à un massacre imaginaire ?
2. Tout le monde s'accorde à dire que la torture n'a *pas* été utilisée en République fédérale d'Allemagne, alors pourquoi les accusés de ces procès n'ont-ils pas contesté les prétendus gazages de masse ?

[303] Sauf pour la période 1947-1950, lorsque la peine de mort a été abolie.

En ce qui concerne la première question, il est essentiel de rappeler que la République fédérale, sous sa « constitution » actuelle, n'est pas et n'a jamais été un pays souverain. Jusqu'à aujourd'hui, cet État a toujours suivi servilement la ligne du parti américano-sioniste. À aucun moment, ses dirigeants n'ont sérieusement tenté de défendre la dignité nationale et les intérêts nationaux de leur peuple. D'ailleurs, même s'ils avaient voulu mener une telle politique, ils n'auraient pas été autorisés à le faire.

L'article 7, paragraphe 1, des dispositions générales de l'Überleitungsvertrag (traité de transition)[304] signé le 26 mai 1952 entre les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la République fédérale d'Allemagne stipule sans équivoque :[305]

> *« Tous les jugements et décisions en matière pénale rendus jusqu'à présent ou ultérieurement en Allemagne par un tribunal ou une autorité judiciaire des trois puissances ou de l'une d'entre elles resteront définitifs et valides à toutes fins en vertu du droit allemand et seront traités comme tels par les tribunaux et autorités allemandes. »*

Les tribunaux et les autorités de la République fédérale d'Allemagne, nominalement indépendante, se voient donc explicitement interdire de réviser les peines prononcées par les trois puissances occidentales à l'encontre des hommes politiques et des soldats allemands. Bien entendu, cette interdiction s'appliquait également aux résultats du premier procès de Nuremberg, au cours duquel les vainqueurs avaient décidé que l'Allemagne était la seule responsable du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et que des millions de juifs avaient été assassinés dans des « camps d'extermination ». Depuis lors, la République fédérale d'Allemagne n'a pas réussi à se libérer des chaînes auxquelles elle a été enchaînée par cet « accord ».

D'ailleurs, les dernières exécutions d'officiers allemands effectuées par les occupants américains sur le sol allemand n'ont eu lieu qu'en 1951, soit deux ans après la fondation de la République fédérale.[306] Aucune nation véritablement souveraine n'aurait toléré une telle situation.

Dans ma contribution à *Sobibór*, j'ai résumé l'attitude des élites dirigeantes de la République fédérale, comme en témoigne la poursuite (et la persécution) du nonagénaire John Demjanjuk longtemps après qu'il ait été innocenté par la Cour suprême israélienne, dans les termes suivants (p. 397) :

---

304 Formellement, *Vertrag zur Regelung aus Krieg und Besatzung entstandener Fragen*. En ligne à l'adresse suivante : www.lexexakt.de/glossar/ueberleitungsvertrag.php

305 *Convention de 1952 sur le règlement des questions issues de la guerre et de l'occupation*, signée à Bonn le 26 mai 1952, telle qu'amendée par le *Protocole sur la cessation du régime d'occupation en République fédérale d'Allemagne*, signé à Paris le 23 octobre 1954 ; entrée en vigueur le 5 mai 1955. Cf. *The American Journal of International Law*, Vol. 49, No. 3, Supplément : Official Documents (juillet 1955), p. 75.

306 « Mr. Brit ist eingetroffen », Der Spiegel, 24 (1951), 13 juin 1951, pp. 12-3. Consultable en ligne à l'adresse : www.spiegel.de/spiegel/print/d-29194094.html.

« Le zèle des autorités allemandes pour juger un vieil homme, bien que rien de concret ne le justifie, ne peut s'expliquer uniquement par la servilité proverbiale de l'État fantoche allemand à l'égard d'Israël et des organisations sionistes. La classe dirigeante allemande a besoin de l'Holocauste plus que de toute autre chose pour sa propre survie. Elle en a besoin pour étouffer dans l'œuf toute résurgence de l'amour-propre allemand, pour bloquer la montée des forces et des idées nationales, et donc pour rester au pouvoir.

Afin de démontrer encore et encore au peuple allemand dans son ensemble et aux jeunes Allemands en particulier le caractère abject du système national-socialiste, 'l'État le plus libre de l'histoire allemande' a eu besoin, depuis sa création, d'un flot ininterrompu de monstres nazis comme preuve de l'état d'esprit abominable de la génération allemande de la Seconde Guerre mondiale ».

Le procès Demjanjuk de 2009-2011 à Munich n'est qu'une pièce d'un tableau beaucoup plus vaste, et ce que j'ai dit à son sujet pourrait très bien s'appliquer à un grand nombre d'affaires similaires au fil des décennies. En bref, tout comme les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale à Nuremberg et les Israéliens avec leurs procès d'Adolf Eichmann et de John Demjanjuk, les autorités et la classe dirigeante de la République fédérale d'Allemagne ont eu un intérêt politique direct à poursuivre les anciens SS stationnés dans les prétendus « camps d'extermination ». En effet, les élites politiques allemandes utilisent les dogmes culpabilisants de l'« enseignement de l'Holocauste » pour discréditer l'opposition patriotique et justifier leur maintien au pouvoir. C'est pourquoi, depuis le procès d'Auschwitz à Francfort en 1963-1965, d'innombrables classes ont été contraintes d'assister à tous les grands procès de « criminels de guerre nazis » en Allemagne. Il serait difficile d'imaginer une forme plus insidieuse de lavage de cerveau.

Pourquoi les prévenus allemands accusés d'avoir participé au gazage des juifs n'ont-ils pas contesté la plainte elle-même ? Tout simplement parce qu'il aurait été inutile d'essayer. Depuis que le Tribunal de Nuremberg de 1945-46 a donné le ton en déclarant dans sa charte qu'il « ne serait pas lié par des règles techniques de preuve » et qu'il « n'exigerait pas la preuve de faits de notoriété publique »[307], aucun tribunal allemand n'a voulu ou pu envisager la possibilité que certains « faits de notoriété publique » concernant la prétendue extermination des juifs d'Europe par le régime national-socialiste puissent ne pas être des faits du tout. Le fait pour un accusé de prétendre le contraire n'aurait pu que conduire à des peines plus sévères, puisque les tribunaux auraient inévitablement considéré une telle attitude « non coopérative » comme indiquant un manque de remords et/ou une loyauté continue envers les idées nazies proscrites. Il ne fait aucun doute que leurs conseillers juridiques les ont informés de la situation dans laquelle ils se trouvaient et des stratégies qu'ils pouvaient raisonnablement mettre en œuvre. En conséquence, les accusés se sont limités à insister sur leur innocence personnelle

[307] TMI, vol. I, p. 10. Voir également la discussion sur la charte du Tribunal au chapitre 2.2 ci-dessus.

ou tout au plus sur le fait qu'ils avaient agi sous la contrainte en suivant les ordres de l'armée.

Sans surprise, Terry rejette avec colère cette explication. Il m'accuse une fois de plus de défendre une « théorie du complot » alors que lui-même fait fi du bon sens en tentant d'expliquer des faits évidents concernant les sentences du procès :

> *« Le fait qu'aucun SS ayant servi dans les camps Reinhard n'ait nié qu'il s'agissait de camps d'extermination ne l'effraie manifestement pas* [Graf]*, puisqu'il construit une théorie alambiquée selon laquelle si les accusés l'avaient fait, ils auraient été condamnés à des peines plus lourdes, une affirmation pour laquelle il ne fournit pas le moindre élément de preuve.* [...] *Le droit ouest-allemand ne prévoyait pas la possibilité d'une négociation de peine* [...]. *En effet, l'exemple d'Erich Bauer, condamné à la prison à vie pour son rôle de 'Gasmeister' de Sobibor, réfute une telle insinuation avant même qu'elle n'ait pris son envol ».* (p. 80)

Terry prétend que je n'ai pas fourni « la moindre preuve » pour étayer l'affirmation selon laquelle les accusés ont reçu des peines clémentes en échange de leur témoignage complaisant, mais la preuve est là : les peines parlent d'elles-mêmes. Le fait qu'il ait pu y avoir des exceptions occasionnelles à la règle générale, comme dans le cas d'Erich Bauer, ne constitue pas une faiblesse fatale pour la position révisionniste, car en effet, les anciens SS qui avaient servi dans les prétendus « camps d'extermination » s'en sont le plus souvent tirés avec des peines de prison étonnamment légères. Lors du procès de Hagen en 1965-1966, les accusés Erich Lachmann, Hans-Heinz Schütt et Heinrich Unverhau, inculpés de « complicité dans le meurtre » d'« au moins 150 000 », « au moins 86 000 » et « au moins 72 000 » personnes respectivement, ont même été acquittés ! Et à l'exception du commandant de Sobibór, Karl Frenzel, qui a été condamné à la prison à vie, les cinq autres accusés qui ont été reconnus coupables lors du procès ont été condamnés à des peines allant de trois à huit ans d'emprisonnement pour avoir (à nouveau) « aidé et encouragé d'autres personnes à assassiner » des dizaines de milliers de personnes.[308] Dans *Sobibór*, j'ai expliqué cette étrange clémence de la part du système judiciaire allemand de la manière suivante :

> *« Les juges ont supposé que les accusés ne s'étaient pas portés volontaires pour servir dans ces camps et qu'un refus de participer à l'entretien de la « machinerie du meurtre » aurait pu les exposer à des sanctions, y compris la peine de mort. Ainsi, le tribunal ne leur a pas attribué a priori de mobiles cachés – une condition qui était et est toujours nécessaire en Allemagne pour une accusation de meurtre. Les motifs cachés n'entrent en jeu que si l'accusé a commis des crimes non demandés, par exemple en tuant ou en maltraitant des travailleurs juifs, ou en fouettant des juifs sur le chemin des chambres à gaz. Dans ces cas d''excès', les accusés risquaient les sanctions les plus sévères. La question de savoir si un SS a commis de tels « excès » dans un camp d'extermination ne peut évidemment être tranchée par le tribunal que sur la base de témoignages.*

[308] Voir *Sobibór*, *op. cit.* p. 183-6.

Comme il y a toujours beaucoup de témoins lors de ces procès, tous[309] *désireux d'attribuer les actes les plus horribles à l'un ou l'autre des accusés, le tribunal peut facilement faire pression sur les SS qui se trouvent sur le banc des accusés. Après tout, il appartenait entièrement aux juges de qualifier les 'déclarations des témoins' de 'crédibles' ou non. »* (pp. 183 et suivantes)

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'aucun de ces examens minutieux des motifs et des circonstances atténuantes n'aurait jamais eu lieu si les accusés avaient eu l'imprudence de s'exposer en tant que « nazis impénitents » en remettant en question la validité du mythe du « camp d'extermination » lui-même. Il est vrai qu'aucune mention de cet accord tacite entre les procureurs, les accusés et les juges n'est susceptible d'apparaître dans le dossier documentaire, mais c'est justement la nature d'un accord *tacite*.

Revenons maintenant au cas étrange de Lachmann, Schütt et Unverhau. Dans son ouvrage sur Sobibór, Jules Schelvis explique l'acquittement de Lachmann par le fait que le tribunal l'avait considéré comme « mentalement déficient »[310], mais une explication plus probable est tout simplement qu'il avait activement coopéré avec l'accusation. En fait, il a continué à le faire après son acquittement, en incriminant d'anciens camarades qui avaient été accusés de crimes similaires aux siens. Aux pages 355-6 de *Belzec, Sobibor, Treblinka*, Jason Myers cite une déclaration faite par Lachmann en 1969 lors de la procédure préliminaire contre l'ancien commandant de Trawniki, Karl Streibel. Alors qu'il était encore en poste à Trawniki – c'est-à-dire avant son déploiement à Sobibór – Lachmann aurait déjà su que Bełżec et Sobibór étaient des usines d'assassinat parce que

« [chaque] *enfant polonais savait à l'époque qu'il s'agissait de camps d'extermination. On ne pouvait pas cacher que des transports de Juifs entraient constamment dans les camps et qu'aucun Juif n'en sortait.* [...] *Je suppose qu'il n'y avait pas un Allemand ou un Ukrainien à Trawniki qui ne savait pas ce qui se passait avec les Juifs ».*

En d'autres termes : Lachmann a dit aux procureurs exactement ce qu'ils voulaient entendre – et ils avaient suffisamment confiance en ses capacités mentales pour l'utiliser comme témoin. On peut sans doute supposer que la même situation s'est produite quelques années plus tôt, lorsque la liberté de Lachmann était en jeu.

Quant à Hans-Heinz Schütt, son acquittement peut également s'expliquer par son empressement à épouser la cause de l'accusation, lui qui avait témoigné de « l'inhumanité de l'Endlösung » et dénoncé la brutalité des gardes ukrainiens.[311]

Au sujet de Heinrich Unverhau, Jules Schelvis s'exprime ainsi :[312]

---

[309] Une formulation plus prudente aurait été « presque tous », car quelques témoins ont témoigné en faveur de certains accusés. Voir *Sobibór*, *op. cit.* p. 178.

[310] J. Schelvis, *Sobibor : A History of a Nazi Death Camp*, Berg Publishers, Oxford 2006, p. 258.

[311] *Ibid*, p. 261.

[312] *Ibid*, p. 263.

« Il a été blanchi à l'issue des procès de Hagen et de Bełżec [ce dernier s'est déroulé à Munich entre 1963 et 1965]. *Il est le seul SS à avoir volontairement parlé de sa participation à l'opération Reinhardt immédiatement après la guerre. »*

Cela signifie qu'Unverhau s'était en fait engagé volontairement en tant que témoin de l'accusation dans les procès NS d'après-guerre – et qu'il avait donc reçu sa récompense. Si Terry est incapable, ou feint d'être incapable, de voir le lien évident entre l'acquittement de ces hommes et leur coopération active avec l'accusation, c'est son problème et non le mien.

Un exemple encore plus frappant de ce mécanisme est le cas de Wilhelm Pfannenstiel. Je n'ai pas mentionné son cas dans les deux chapitres précités de *Treblinka* et *Sobibór* car Pfannenstiel est associé à Bełżec, ce qui n'était pas mon sujet, mais Mattogno en parle assez longuement dans son livre sur le camp (pp. 51 et suiv.). Dans son célèbre « rapport » de 1945, Kurt Gerstein affirme que Pfannenstiel l'avait accompagné lors de son voyage de 1942 à Bełżec, où ils auraient assisté au gazage d'un groupe de déportés juifs. Interrogé sur ce point lors du procès IG Farben de 1947-48, Pfannenstiel a admis avoir assisté à un gazage au gaz d'échappement Diesel mais a nié s'être jamais rendu à Bełżec. Comme dans le cas des ingénieurs de Topf, sa mémoire s'est toutefois affinée avec le temps : Pfannenstiel se souvint plus tard qu'il s'était effectivement rendu à Bełżec avec Gerstein. Dans son témoignage de 1947, il n'avait pas donné de date pour le gazage dont il aurait été témoin, mais en 1950, il se souvenait qu'il avait eu lieu « au cours de l'été 1942 » – et en 1960, il se souvenait même du jour exact : 19 août 1942 ! Devenu ainsi le garant officiel de la véracité du rapport Gerstein, Pfannenstiel fut récompensé par un acquittement « faute de preuves » dans trois procédures différentes intentées contre lui.[313] En privé, il ne cacha pas qu'il avait témoigné comme il l'avait fait pour des raisons purement opportunistes : dans une lettre au pionnier révisionniste Paul Rassinier datée du 3 août 1963, il qualifia le rapport Gerstein de « déchet » dans laquelle « la poésie l'emporte de loin sur la vérité ».[314] Je reviendrai sur Pfannenstiel dans un chapitre ultérieur.

Enfin, l'objection de Terry selon laquelle « le droit ouest-allemand ne permettait pas la négociation de peine » est plutôt infantile : bien que la négociation de peine soit en effet formellement interdite dans le système juridique allemand, elle a néanmoins lieu tout le temps, dans le cadre d'accords officieux conclus à huis clos entre l'accusation, la défense et les juges, sans qu'aucun registre ne soit tenu et avec la complicité de toutes les parties. Ainsi,

---

[313] Mattogno, *Bełżec*, *op. cit.* p. 54.

[314] Un fac-similé de la lettre de Pfannenstiel à Rassinier est reproduit dans Wilhelm Stäglich, Udo Walendy, « NS-Bewältigung. Deutsche Schreibtischtäter », Historische Tatsachen no. 5, Historical Review Press, Brighton 1979, p. 20.

une évaluation universitaire moderne de l'autorité citée par Terry (note 190, p. 80) se lit comme suit :[315]

> *« En 1979 encore, l'auteur américain John H. Langbein citait l'Allemagne de l'Ouest comme exemple d'un système de justice pénale occidental moderne qui fonctionnait bien sans aucune négociation de peine.* [...] *L'exposé de Langbein sur les garanties contre la négociation de peine dans la procédure pénale allemande était très précis. Toutefois, il se fondait exclusivement sur une étude de la loi dans ses grandes lignes. Ainsi, Langbein a dévoilé les raisons procédurales pour lesquelles les avocats allemands devraient s'abstenir de mener des négociations informelles, et non pas ce qu'était la pratique réelle dans les tribunaux allemands à l'époque. En fait, une pratique de négociations informelles qui peut être comparée à la négotiation de peine était déjà bien connue des pénalistes au moment de la publication de l'article de Langbein ».*

Le fait qu'un certain nombre d'anciens SS aient été condamnés à perpétuité n'invalide pas non plus la position révisionniste : l'apparente clémence des tribunaux ouest-allemands n'a pas seulement suscité des protestations irritées à New York et Tel Aviv, elle a également été sévèrement critiquée par de nombreux Allemands qui croyaient honnêtement à la version officielle des évènements. Afin de désamorcer ces protestations, lors de presque tous les grands procès contre le National-Socialisme, au moins l'un des accusés a été désigné comme bouc émissaire devant subir les sanctions les plus sévères.[316] Lors du procès de Sobibór à Hagen, le bouc émissaire était Karl August Frenzel ; lors du procès de Majdanek à Düsseldorf, ce rôle revenait à Hermine Braunsteiner-Ryan. Mais ces deux-là ont été relativement chanceux. Contrairement à Frenzel, libéré après seize ans de prison, et à Frau Braunsteiner-Ryan, graciée par Johannes Rau, ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, après dix-sept ans derrière les barreaux, Erich Bauer, condamné à la prison à vie lors du premier procès de Sobibór à Berlin en 1950, mourra en prison trente et un ans plus tard. Promu « Gasmeister » par le « témoignage » de deux menteurs invétérés, Samuel Lerer et Esther Raab (voir *Sobibór*, pp. 172-8), ce malheureux était devenu l'incarnation du mal, et désormais aucun ministre-président n'osait s'attirer les foudres de la gauche et des juifs en lui accordant sa grâce.

---

[315] Regina Rauxloh, *Plea Bargaining in National and International Law : A Comparative Study*, Routledge, 2012, p. 63.

[316] Lors du procès d'Auschwitz (1963-1965), pas moins de six accusés ont été condamnés à la réclusion à perpétuité. Cela s'explique sans doute par le fait que ce procès a fait l'objet d'une couverture médiatique internationale particulièrement importante.

Chapitre 5 : L'ordre du *Führer* et la prétendue politique d'extermination des NS

Par Carlo Mattogno

Dans le deuxième chapitre de l'ouvrage de nos adversaires, consacré au développement de la « politique nazie », Jonathan Harrison conteste mon approche concernant l'existence d'un soi-disant ordre du Führer pour la prétendue extermination des juifs d'Europe[317], arguant que l'historiographie orthodoxe la plus récente sur l'holocauste est parvenue à l'idée d'un « processus progressif, avec un certain nombre de poussées d'accélération, entre l'été 1941 et l'été 1942 ». (p. 90)[318] En conséquence, selon Harrison, « Mattogno est profondément mécontent que de nombreux historiens ne s'appuient plus sur un ordre hitlérien unique, et il prétend donc que toute cette historiographie 'frôle la parapsychologie' ». (p. 91)

Abstraction faite du fait que la parapsychologie a effectivement été évoquée par le « doyen des études sur l'Holocauste » Raul Hilberg, qui a parlé à cet égard d'une « incroyable rencontre d'esprits, d'une lecture consensuelle par une bureaucratie lointaine »[319], le mérite de mon portrait réside dans le fait qu'il rend compte des efforts embarrassants déployés, d'abord par divers tribunaux militaires, puis par des historiens orthodoxes de l'Holocauste, pour démêler et clarifier cette question délicate. L'histoire exterminationniste de l'insaisissable « ordre du Führer » est un réseau dense de spéculations infondées et d'interprétations erronées de documents dans lequel les historiens successifs dénoncent les erreurs et les affirmations infondées de leurs prédécesseurs, pour voir ensuite leurs propres faux pas dénoncés à leur tour. Les derniers développements de cette saga reposent sur le mot magique de « radicalisation », un subterfuge lexical qui n'a fait qu'exacerber le problème. Ces développements ne montrent finalement que l'obstination désespérée d'historiens croyants, contraints de se creuser les méninges et de tordre le dossier documentaire à la recherche d'une solution à un problème insoluble. D'un point de vue historiographique, la thèse de la « radicalisation progressive » peut expliquer comment et pourquoi l'hypothétique décision et l'hypothétique ordre

---

317 *The Führerbefehl* et les *Origins of the « Extermination Camps » in the East*, in : *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.* pp. 219-282.

318 La phrase citée est elle-même tirée de I. Kershaw « Hitler's Role in the Final Solution », *Yad Vashem Studies,* 34 (2006), p. 24.

319 Cité dans G. de Wan, « The Holocaust in Perspective », Newsday, Long Island, New York, 23 février 1983, p. II/3.

d'extermination massive auraient été pris, mais elle ne peut en aucun cas se substituer à la décision et à l'ordre eux-mêmes. En effet, celui qui a le plus contribué au développement de la thèse, Christian Gerlach, s'est lui-même montré incapable de renoncer à la croyance en un ordre du Führer, auquel il attribue simplement une date différente : « Selon moi, Hitler a pris cette décision au début du mois de décembre 1941 »[320]. La question dans son ensemble sera explorée en détail dans les pages qui suivent.

Puisque les « blogueurs plagiaires » nous opposent sans cesse les *fusillades* de juifs, notamment dans les territoires de l'Est, il est impératif d'affirmer d'emblée une distinction importante. Pour illustrer notre propos, nous pouvons commencer par trois déclarations d'éminents historiens de l'Holocauste. En résumant la position de l'historiographie orthodoxe antérieure sur la chronologie des décisions clés, Gerlach déclare :[321]

> *« Tout au plus peut-on supposer qu'il y a eu deux décisions distinctes. L'une, concernant l'exécution des juifs soviétiques, aurait eu lieu en juillet ou en août 1941. La seconde, concernant l'extermination des juifs du reste de l'Europe, est censée avoir été prise en septembre ou octobre de la même année ».*

Concernant la décision relative aux juifs soviétiques en particulier, Christopher Browning a écrit :[322]

> *« Cependant, la politique juive des nazis dans le reste de l'Europe n'a pas été modifiée immédiatement. On continua à parler d'émigration, d'expulsions et de projets de réinstallation future.* [...] *L'idée de la solution finale pour les Juifs d'Europe a été formée par un processus distinct et a résulté d'une décision différente. »*

Dieter Pohl confirme également ce point de vue :[323]

> *« Bien que, vraisemblablement au même moment – fin juillet/début août – des instructions aient été données aux Einsatzgruppen en Union soviétique pour qu'ils abattent également en masse les enfants et les femmes juifs, le plan d'assassinat complet de tous les juifs d'Europe n'était pas encore prédéterminé par ce biais. »*

Mutatis mutandis, c'est d'ailleurs notre propre position, à savoir que le traitement des juifs soviétiques constitue une question tout à fait distincte de celle de la politique appliquée aux autres juifs européens. Pour prouver le contraire, nos « blogueurs plagiaires » devraient démontrer :

---

[320] C. Gerlach, « The Wannsee Conference, the Fate of German Jews and Hitler's Decision in Principle to Exterminate All European Jews », in : *The Journal of Modern History*, Vol. 70, No. 4, décembre 1998, p. 760.

[321] *Ibid.* pp. 763-764.

[322] C.R. Browning, « La décision concernant la solution finale », in : Colloque de l'École des Hautes Études en sciences sociales (éd.), *L'Allemagne nazie et le génocide juif*, Gallimard, Paris, 1985, p. 198.

[323] D. Pohl, *Von der « Judenpolitik » zum Judenmord. Der Distrikt Lublin des Generalgouvernements 1939-1944*. Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, Berlin, 1993, p. 98.

1) qu'il existait un ordre institutionnel (de Hitler, Himmler ou Heydrich) d'exécuter les juifs soviétiques ;

2) que cet ordre hypothétique stipulait que ces juifs devaient être exterminés *parce qu'ils étaient juifs* et non parce qu'ils étaient porteurs du bolchevisme ;

3) qu'en conséquence, tous les massacres documentés ont été perpétrés contre les juifs *parce qu'ils étaient juifs* et non pour d'autres raisons contingentes (représailles de guerre, lutte contre les partisans, etc.) En outre, en ce qui concerne les juifs européens non soviétiques, les « blogueurs plagiaires » devraient également prouver :

4) qu'il existait un ordre institutionnel ou des ordres régionaux d'exterminer les juifs *parce qu'ils étaient juifs* ;

5) que chaque fusillade documentée de juifs occidentaux, si elle est revendiquée comme relevant d'une politique d'extermination, a été perpétrée contre des juifs *parce qu'ils étaient juifs*, et non pour d'autres raisons contingentes ;

6) que des « camps d'extermination » ont bien été construits à Birkenau, Majdanek, Chełmno, Bełżec, Sobibór et Treblinka ;

7) et que des millions de juifs y ont été tués dans des « chambres à gaz ».

Nous confronter à une longue liste de fusillades sans répondre de manière convaincante à ces questions ne résout rien, puisque, par principe, nous n'avons aucune difficulté à admettre la réalité des fusillades de masse et que - plus important encore – ces fusillades ne prouvent pas en elles-mêmes l'existence d'un ordre ou d'un plan systématique d'extermination des juifs.

Ces prémisses étant posées, je peux maintenant passer à la critique de notre travail par Harrison. Il commence son exposé détaillé par une section intitulée « Extermination des Juifs soviétiques, juin 1941-mars 1942 ». Comme j'ai déjà traité cette question en termes généraux dans le chapitre 2 ci-dessus, je me passerai d'une vue d'ensemble ici et passerai directement à l'examen d'arguments spécifiques. En ce qui concerne la question des *Einsatzgruppen*, Graf, Kues et moi-même préparons actuellement une étude spécifique sur le sujet, et je me limiterai donc à de simples déclarations de caractère général, tout en continuant à disséquer les arguments individuels et les sources de Harrison.

5.1. La prétendue politique NS de « famine de masse » des populations orientales

Harrison commence sa section sur « l'extermination des Juifs soviétiques" » par ces mots :

> *« Lors de la planification de l'opération Barbarossa, la politique alimentaire nazie était liée aux plans d'assassinats politiques à grande échelle. »* (p. 94)

Pour étayer cette affirmation, il présente une liste de documents que je vais examiner un par un.

[1] *« Le 2 mai 1941, une conférence des secrétaires d'État, présidée par Thomas, avait conclu que 'dix millions de personnes mourront sans doute de faim, si nous extrayons du pays tout ce qui nous est nécessaire' ».* (p. 94)

La source de ce passage est une note du dossier intitulée « Conclusions de la réunion des vice-ministres d'aujourd'hui concernant Barbarossa », datée du 2 mai 1941. Le document indique en partie :[324]

> *« 1.) La guerre ne peut être poursuivie que si l'ensemble de la Wehrmacht est alimentée par des* [approvisionnements] *en provenance de Russie au cours de la troisième année de la guerre.*
>
> *2.) Dans ce contexte, des millions de personnes mourront sans aucun doute de faim si ce dont nous avons besoin est sorti du pays. »*

Il ne s'agit pas d'un « plan d'assassinat politique à grande échelle », mais d'une évaluation des conséquences hypothétiques (« si... si... ») des mesures prises pour assurer l'alimentation de l'armée, comme le montre encore plus clairement le point 3 de la note :[324]

> *« La récolte et le transport des oléagineux et des tourteaux sont les tâches les plus importantes, suivies des céréales. Les graisses et la viande disponibles seront vraisemblablement consommées par les troupes. »*

[2] Le deuxième document est introduit par Harrison comme suit :

> *« La sélection de ces victimes de la famine suivrait une économie politique de la valeur raciale, mais serait également façonnée par une croyance politico-idéologico-raciale selon laquelle l'ennemi était le 'juif-marxiste' ».* (p. 94)

Harrison produit ensuite sa source, un passage de l'*Allgemeine Instruktion für alle Reichskommissare in den besetzten Ostgebieten* (Instructions générales pour tous les commissaires du Reich dans les territoires occupés de l'Est), publiée par Alfred Rosenberg le 8 mai 1941, et présentée au procès de Nuremberg comme le document PS-1030 :

> *«* [Le combat à venir sera] *un combat pour l'approvisionnement en nourriture et en matières premières du Reich allemand et de l'Europe dans son ensemble, un combat de nature idéologique dans lequel le dernier ennemi juif-marxiste doit être vaincu. »* (cité aux pages 94 et suivantes).

La prémisse de cette déclaration était un plan de restructuration des pays de l'Est alors sous domination soviétique, décrit comme suit à la page précédente du document :

---

[324] « Aktennotiz über Ergebnis der heutigen Besprechung mit den Staatssekretären über Barbarossa ». 2.5.1942. PS-2718, TMI, vol. XXXI, p. 84.

« Cette grande tâche orientale consiste essentiellement à créer de nouvelles entités étatiques d'environ 70 millions d'habitants et à ramener une autre entité étatique (la Russie) dans son espace vital d'origine. »

Rosenberg qualifie cette tâche de « *riesengroß* » (« gigantesque ») et conclut par la remarque suivante, à partir de laquelle Harrison établit son « lien » entre la politique raciale du National-Socialisme et le prétendu plan de famine du régime :[325]

« Cette bataille à venir est une bataille pour l'alimentation et l'approvisionnement en matières premières du Reich allemand et de l'ensemble de l'espace européen, une bataille de nature idéologique mondiale, dans laquelle le dernier ennemi judéo-marxiste doit être terrassé, une guerre politique d'État qui implique une nouvelle conception de l'État et par laquelle l'Europe proprement dite est avancée à l'Est de manière décisive. »

Nous ne trouvons donc pas ici de plan visant à affamer une population ; l'importance de la guerre à venir en ce qui concerne « l'alimentation et l'approvisionnement en matières premières » pour l'Allemagne et l'Europe dans son ensemble est certes soulignée, de même que l'importance de « l'idéologie », mais contrairement à ce que Harrison voudrait faire croire à ses lecteurs, cela n'est pas envisagé comme une question d'« économie politique de la valeur raciale » pour la « sélection des [...] victimes de la famine », mais plutôt comme une partie d'un projet ambitieux visant à restructurer l'équilibre des pouvoirs en Europe de l'Est. Que ce projet implique l'appropriation de terres par le Reich allemand, et dans certains cas la réinstallation de populations locales, est ouvertement reconnu, mais non seulement Rosenberg ne parle pas d'affamer délibérément ces personnes, mais il évoque explicitement la nécessité de prévoir leur « compensation et leur remboursement » en vue de « parvenir à un règlement équitable ».[326]

[3] Nous passons au troisième document. Harrison cite un bref extrait du document de Nuremberg EC-126, *Wirtschaftspolitische Richtlinien für Wirtschaftsorganisation Ost, Gruppe Landwirtschaft* (Directives de politique économique pour l'organisation économique de l'Est, groupe agricole) du 23 mai 1941, en vue de souligner « les conséquences démographiques spécifiques prévues dans cette planification » :

« Il n'y a pas d'intérêt allemand à maintenir la capacité de production de ces régions, y compris en ce qui [sic[327]] *concerne le ravitaillement des troupes qui y sont stationnées.* [...] *La population de ces régions, en particulier celle des villes, devra s'attendre à une famine de grande*

[325] PS-1030. TMI, vol. XXVI, pp. 579-580.

[326] *Ibid*, p. 579.

[327] Harrison entend vraisemblablement ici « en dehors de ce qui » : « außer hinsichtlich der Versorgung der dort stehenden Truppen, usw ». Voir EC-126, p. 141.

ampleur. Il s'agira de rediriger la population vers les régions sibériennes. Le transport ferroviaire étant exclu, ce problème sera également extrêmement difficile à résoudre. » (p. 95)

Ce document *contient* bien sûr des remarques effrayantes sur la mort potentielle par famine de millions de personnes ; en fait, en ce sens, Harrison aurait pu y trouver des passages encore plus frappants à citer. Plutôt qu'une preuve de l'idée que, comme le dit Harrison, « la mort était au premier plan des intentions nazies pour la population soviétique, avec les Juifs en tête de file » (p. 95), ce qui ressort en fait d'une lecture du document complet, cependant, est quelque chose de tout à fait différent :[328]

> *« Il résulte de tout cela que l'administration allemande dans cette région pourrait s'efforcer d'atténuer les conséquences de la famine certainement imminente et d'accélérer le processus de naturalisation. On pourrait s'efforcer de cultiver ces régions de manière plus intensive en augmentant la surface cultivée en pommes de terre et autres cultures à haut rendement importantes pour la consommation. La famine dans cette région ne peut* [cependant] *pas être évitée. Plusieurs dizaines de millions de personnes dans cette région seront superflues et devront mourir ou émigrer en Sibérie. Les tentatives de sauver la population de la famine en utilisant les excédents de production de la terre noire ne peuvent se faire qu'au détriment de l'approvisionnement de l'Europe. Elles compromettent les chances de l'Allemagne de persévérer dans la guerre, elles compromettent la capacité de l'Allemagne et de l'Europe à supporter le blocus. L'industrie manufacturière de la Belgique et de la France est beaucoup plus importante pour l'Allemagne et l'effort de guerre allemand que celle de la Russie. Il est donc beaucoup plus important d'assurer les besoins alimentaires de ces régions avec les excédents de l'Est que de chercher par ambition à préserver l'industrie russe dans la zone de consommation* [soviétique]. [...]
>
> *La ligne directrice en toutes choses doit être : pas de dispersion* [des ressources] *sur les dépendances, mais la résolution de la tâche principale, le soulagement de la situation alimentaire de la Grande Allemagne ». (souligné dans l'original)*

En d'autres termes, ce qui était « au premier plan » des intentions des NS en mai 1941, du moins tel que reflété dans le texte des « Directives de politique économique », était de soulager la situation critique de l'approvisionnement alimentaire en Allemagne et en Europe occidentale afin de permettre au Reich de résister au type de « blocus de la famine » (*Hungerblockade*) avec lequel les Alliés avaient mis l'Allemagne à genoux lors de la Première Guerre mondiale.[329] Les calculs sont faits froidement et sans se soucier des souffrances humaines qu'ils

---

[328] EC-126, TMI, vol. XXXVI, pp. 145, 153.

[329] Un rapport officiel allemand achevé en décembre 1918 estime à 763 000 le nombre de morts en Allemagne du fait du blocus allié, chiffre qui n'inclut pas les morts supplémentaires résultant de la prolongation du blocus en 1919 *après* l'armistice. Voir *Reichsgesundheitsamt (éd.), Schädigung der deutschen Volkskraft durch die feindliche Blockade : Denkschrift des Reichsgesundheitsamtes*, Verlag Gerhard Stalling, Oldenburg i. Gr., 1919, p. 18 *et passim.*

impliquent, mais ils ne visent en aucun cas la mort pour elle-même de la population soviétique, et encore moins celle des juifs.

En effet, la tentative de Harrison de lier ce document à la « Solution finale » illustre parfaitement la fragilité des liens établis par l'historiographie orthodoxe de l'Holocauste. Bien entendu, le document lui-même ne mentionne pas les juifs, mais Harrison reprend le terme « *überflüssig* » (superflu), apparemment tel qu'il apparaît dans le passage cité plus haut, et tente de le déformer pour l'adapter :

> *« Le document fait référence à ces groupes comme à des 'mangeurs inutiles', une expression utilisée à l'origine pour justifier le meurtre des malades mentaux dans le programme T4, confirmant ainsi que la terminologie de l'euthanasie s'était répandue chez ces planificateurs. »* (p. 95)

Le programme T4, bien sûr, est généralement interprété comme un « précurseur » de l'Holocauste et, pour Harrison, la conclusion s'impose donc naturellement que, comme nous l'avons vu plus haut, « ce document pourrait être considéré comme un aveu précoce que la mort était au premier plan des intentions nazies pour la population soviétique, avec les Juifs en tête de file ».

Curieusement, l'expression « mangeurs superflus » apparaît vraiment plus loin dans le document, mais il semble peu probable que Harrison ait ce passage à l'esprit dans ses sombres spéculations sur la « terminologie de l'euthanasie » :[330]

> *« Selon des rapports provenant de Russie, environ 25 % de la main-d'œuvre totale des fermes collectives (Kolchosen) est occupée par le management, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une bureaucratie stérile. Il sera donc essentiel de fournir un travail pratique à tous les mangeurs superflus* [alle überflüssigen Esser]. [...] *En toutes circonstances, l'assurance de la production doit passer en premier ».*

Il apparaît que les planificateurs de l'Organisation économique de l'Est étaient effectivement préoccupés par la question des « mangeurs superflus », mais uniquement pour leur valeur de travail, et non en tant que cibles de meurtre. Ainsi, Harrison interprète de manière totalement erronée le document EC-126 au service du mythe de l'Holocauste.

[4] Harrison poursuit :

> *« Ceci est confirmé par un document d'Engelhardt, qui comprend un tableau des nationalités par ville et par pays en Biélorussie, sur lequel Waldemar von Poletika a souligné les Juifs, les Russes et les Polonais et a ajouté une note marginale disant 'mourrez de faim !'. Une autre partie du même texte comportait une note marginale de von Poletika indiquant qu'une population de 6,3 millions de personnes allait mourir. »* (p. 95)

À cette brève référence, il ajoute une note de bas de page presque aussi longue :

[330] EC-126. TMI, vol. XXXVI, p. 146. Souligné dans l'original.

« Eugen Freiherr von Engelhardt, Ernährung- und Landwirtschaft, p. 11, NARA T84/225/1595914. Le document a été discuté pour la première fois dans Bernhard Chiari, 'Deutsche Zivilverwaltung in Weissrussland 1941-1944. Die lokale Perspektive der Besatzungsgeschichte', Militärgeschichtliche Mitteilungen *52, 1993 et plus largement dans Christian Gerlach,* Kalkulierte Morde. Die deutsche Wirtschafts- und Vernichtungspolitik in Weißrußland 1941 bis 1942. *Hambourg : Hamburger Edition, 1999, pp. 57-8 ».* (note de bas de page 13, p. 95)

Bien que camouflée par des changements cosmétiques – en particulier le remplacement des références archivistiques complexes au Bundesarchiv allemand (BA) par une référence plus simple à la copie du document trouvée dans les Archives nationales américaines (NARA) – la première partie de cette note montre une similitude remarquable avec une citation postée sur le forum RODOH aujourd'hui disparu par un certain « Jonny » le 6 septembre 2008 :[331]

« Eugen v. Engelhardt, 'Die Ernährungs- und Landwirtschaft der Weissrussischen Sozialistischen Sowjetrepublik', BA, F 10772, Bl. 5895-6051, également BA-MA, RW 31/299 et 31/300, ici : RW 31/299, bl. 11, 72. Bernhard Chiari a déjà discuté les commentaires marginaux sans en préciser le sens dans 'Deutsche Zivilverwaltung in Weissrussland 1941-1944', in : Militärgeschichtliche Mitteilungen 52, Nr. 1 (1993), pp. 67-89, 78 sq, no. 72. »

Bien entendu, cet impressionnant morceau d'érudition ne peut être attribué à aucun « Jonny » (ou Jonathan, d'ailleurs), puisqu'il est en fait repris presque mot pour mot d'une note plus longue qui figure dans un article publié par l'historien allemand Christian Gerlach en 2000, « German Economic Interests, Occupation Policy, and the Murder of the Jews in Belorussia, 1941/43 ».[332]

La méthode est peut-être plus subtile, mais si les « emprunts » sont moins évidents, l'attitude sous-jacente à l'égard de la recherche et des sources d'autrui reste inchangée. Dans les plus de 500 pages du « Manifeste du copier-coller » de nos adversaires, l'article de Bernhard Chiari est mentionné exactement deux fois : dans la note de bas de page de la page 95 et dans la bibliographie (p. 543). Il s'agit donc d'un plagiat bibliographique parmi d'autres.

Gerlach, bien sûr, donne son dû dans la note la plus récente. Dans son *Kalkulierte Morde* (Meurtres calculés), il présente le document en question de la manière suivante :[333]

---

[331] Précédemment disponible à l'adresse suivante :
http://rodohforum.yuku.com/topic/7380#.TxsFmWWvo1E

[332] Réimprimé dans U. Herbert (éd.), *National Socialist Extermination Policies : Contemporary German Perspectives and Controversies*, Berghahn Books, New York/Oxford 2000, pp. 210-239. La note en question est le numéro 26, p. 232.

[333] C. Gerlach, *Kalkulierte Morde. Die deutsche Wirtschafts- und Vernichtungspolitik in Weißrußland 1941 bis 1942.* Hamburger Edition, Hamburg, 1999, pp. 56 sq.

« [Le document] consiste en des notes manuscrites en marge de la description la plus détaillée du pays et de l'économie de la Russie blanche qui ait été compilée en Allemagne avant le 22 juin 1941 ».

Il fournit ensuite une transcription de deux passages du rapport d'Engelhardt, l'un légèrement plus long et subdivisé en deux parties, l'autre un peu plus court. Le début du premier passage, plus long, se lit comme suit :

« Sur trois familles agricoles, deux peuvent certainement libérer un travailleur chacune (entre 16 et 40 ans, des deux sexes) pour le Reich, pour la plupart comme travailleurs saisonniers, et pour une plus petite partie comme ouvriers agricoles sous contrat ».

Selon Gerlach, quelqu'un a ajouté une note dans la marge gauche de la copie du document disant « *sollen sterben !* » (mourront !). Mais pourquoi ces « *Saisonarbeiter* » (travailleurs saisonniers) et « *Landarbeiter* » (ouvriers agricoles) devaient-ils mourir ? Quelle en serait la motivation ?

Le passage se poursuit en affirmant que le pays (c'est-à-dire la Biélorussie, alors sous contrôle soviétique en tant que RSS de Biélorussie) pourrait livrer au Reich un million d'ouvriers agricoles, « qui, contrairement aux ouvriers agricoles polonais, auraient également l'avantage d'avoir une attitude totalement apolitique et pro-allemande ». Là encore, Gerlach inscrit une note marginale : à côté du texte, dans la marge gauche, « *sterben !* » (mourir !). Ainsi, un hypothétique million d'ouvriers agricoles, nécessaires à la survie du Reich et même décrits comme pro-allemands, devaient-ils mourir ? Pourquoi ? Quelle est la logique ?

Le deuxième passage se lit comme suit :

« La proportion de la population urbaine et rurale dans la RSSB est donc actuellement approximativement la suivante :

Population urbaine 2 000 000 = 19%

Population rurale 8 600 000 = 81%.

Population totale 10 600 000 = 100 % ».

Ici aussi, Gerlach signale l'ajout de notes marginales : à côté de la ligne relative à la population urbaine figure le mot « *Verhungern* ! » (affamer !), tandis que dans la marge à côté de la ligne pour la population rurale se trouvent les mots « Verhungern zur Hälfte » (affamer de moitié).

Gerlach commente :

« Théoriquement, il ressort donc de ces notes un total projeté de 6,3 millions de morts ».

Harrison fait dûment écho à cette conclusion – il se réfère à « une note marginale de von Poletika disant qu'une population de 6,3 millions de personnes mourrait » – mais ce faisant, il ne fait que confirmer le soupçon selon lequel il dépend entièrement (bien que confusément) du récit de Gerlach, et n'a aucune connaissance directe du document en question. La conclusion selon laquelle l'auteur des notes marginales était un certain Poletika est celle de Gerlach – il écrit que « [l]eur auteur était avec une grande certitude [*mit großer Sicherheit*] le

professeur berlinois de sciences agricoles Waldemar von Poletika », bien que sa seule preuve à cet égard soit une lettre à Poletika qui est jointe au rapport d'Engelhardt dans les dossiers d'archives mais qui ne fait aucune mention du rapport lui-même[334] – et bien sûr, il n'y a pas de « note marginale » dans le document « disant qu'une population de 6,3 millions de personnes mourrait » : il s'agit là aussi d'une extrapolation de Gerlach.

Nous voyons donc ici un autre exemple des preuves extraordinairement ténues sur lesquelles les historiens orthodoxes de l'Holocauste s'appuient régulièrement. Pour Gerlach, « une concrétisation du programme de famine pour la Russie blanche avec toutes ses conséquences potentielles » « se révèle »[335] dans quelques simples notes marginales de provenance douteuse ajoutées à un obscur rapport agricole. Compte tenu de leur caractère insensé, voire absurde, n'est-il pas plus probable que ces notes soient des modifications ultérieures ajoutées après la guerre par ceux qui ont confisqué ce document ?

En tout état de cause, les *Ereignismeldungen* (EM, rapports d'évènements) de l'*Einsatzgruppe* B, qui a opéré en Russie blanche, réfutent catégoriquement l'idée d'un programme planifié de famine. Je ne citerai ci-dessous que quelques exemples relatifs à la période de juillet-août 1941.

EM 21 du 13 juillet 1941 :[336]

> *« Le Dr. Tumasch et ses collaborateurs s'efforcent, comme tâches les plus importantes, d'assurer l'alimentation de la population urbaine, de remettre la population au travail par* [la création] *d'un bureau du travail et de ramener à la campagne la population rurale qui, depuis 1928, sous la pression des bolcheviques, a émigré* [vers les villes]. *»*

EM 23 du 15 juillet 1941 :[337]

> *« Sur cette question, les États-majors ont prévu qu'à partir de maintenant, seule une partie des entrepôts capturés sera réclamée pour les troupes, tandis que le reste sera livré à la population civile. »*

EM 43 du 5 août 1941 :[338]

> *« Les administrations s'occupent principalement d'assurer le ravitaillement, de rétablir la vie économique, d'enregistrer tout le bétail, de fournir des logements aux habitants devenus sans abri et, dans ce contexte, d'établir des ghettos. »*

EM 67 du 29 août 1941 :[339]

---

[334] *Ibid*, note 121, p. 58. Gerlach fait par ailleurs référence à deux voyages d'inspection documentés effectués par ce professeur en Russie blanche les 24 juillet et 25 août 1941 dans la note de bas de page 123.

[335] *Ibid*, p. 57.

[336] Klaus-Michael Mallmann, Andrej Angrick, Jürgen Matthäus, Martin Cüppers (eds.), *« Die Ereignismeldungen UdSSR 1941 ». Dokumente der Einsatzgruppen in der Sowjetunion*. WBG, Darmstadt, 2011, p. 113.

[337] *Ibid*, p. 123.

[338] *Ibid*, p. 235.

« Jusqu'à présent, la distribution de denrées alimentaires provenant de stocks publics ou capturés n'a été possible que très rarement et, pour l'instant, uniquement à Vitebsk et à Mogilev (pour Mogilev, il est prévu de distribuer des stocks plus importants d'orge de brasserie pour l'approvisionnement en pain de la population civile). À Vitebsk, trois stations de ravitaillement ont été créées et fournissent du pain et du lait contre des cartes [de rations] et des certificats d'emploi régulier ou à des familles avec beaucoup d'enfants ».

[5] *« La planification de la faim a été réitérée après l'invasion. Le 14 août 1941, Göring 'compte sur de grandes pertes de vies humaines pour des raisons de nutrition' ».* (p. 95)

La référence de Harrison est la suivante « Verbindungsstelle d. OKW/WiRüAmt beim Reichsmarschall, Wirtschaftsauszeichungen für die Berichtszeit vom 1-14.8.41 (u. früher), NARA T77/1066/1062 ; cf. Christopher R. Browning, 'A Reply to Martin Broszat regarding the Origins of the Final Solution', Simon Wiesenthal Center Annual 1, 1984, pp. 113-32 » (note 14 de la p. 95). Le texte cité est lui-même tiré de l'article de Browning, où il apparaît à son tour sous forme de citation : Et en août, Göring « comptait sur de grandes pertes en vies humaines pour des raisons de nutrition... » Browning, cependant, fournit une source différente : « Archives nationales, Wi / ID 1420, 'Anlage zu : Verb. St. d. OKW / Wi R6 Amt beim Reichsmarschall v. 14.8.41.' »[340] La « citation » par Harrison d'une source archivistique non vérifiée constitue donc ici un autre plagiat de facto. En effet, hormis la référence à Browning, la « documentation » de Harrison se résume ici à reprendre des sources de Gerlach, qui cite un certain nombre de commentaires de Göring sur la mise au travail des juifs dans les camps de travail situés sur le territoire contrôlé par les Allemands, dont le suivant :[341]

Dans la note de bas de page correspondante, Gerlach indique ensuite les documents suivants comme sources, fournissant ainsi les références plagiées par Harrison (notez les parties soulignées) :[342]

« Verbindungsstelle OKW/WiRüAmt beim Reichsmarschall (Nagel), an Thomas v. 29.7.1941, ebd. Bl. 103. Ähnlich auch Nagels 'Wirtschaftsauszeichungen für die Berichtszeit vom 1-14.8.41 (u. früher)', Anlage zu seinem Schreiben v. 14.8.1941, BA-MA (BarchP)F 42942, Bl. 918f. »

En ce qui concerne le raisonnement probatoire de Harrison pour présenter la citation de Browning, il est évident qu'il n'est pas méthodiquement judicieux d'extrapoler à partir de dix mots d'un seul passage d'un document allemand une

---

[339] *Ibid*, p. 373.

[340] L'article de Browning est disponible sur Internet :

http://motlc.wiesenthal.com/site/pp.asp?c=gvKVLcMVIuG&b=394981. Il ne fait aucun doute que Harrison a repris la citation de cette source, puisqu'il n'indique pas la page où elle se trouve, ce qu'il aurait naturellement fait s'il avait travaillé à partir du texte imprimé original.

[341] C. Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit*. p. 577.

[342] *Ibid*, note 466 à la p. 577 : « L'alimentation en particulier doit être réglementée et surveillée. »

affirmation aussi radicale que « la planification de la faim a été réitérée après l'invasion » – d'autant plus que les mots sont tirés d'une traduction anglaise et que Harrison ignore le contexte et le reste du contenu de ce document.

La « planification de la faim » a-t-elle en effet été « réitérée » après l'invasion de l'URSS ? Le 16 septembre 1941 – soit près de trois mois après le début de l'opération Barbarossa – Göring participe à une conférence sur l'économie de guerre des territoires occupés de l'Est au cours de laquelle il déclare :[343]

> *« Il est clair qu'une différenciation dans l'alimentation est nécessaire. D'abord les troupes combattantes, puis les autres troupes en territoire ennemi et enfin les troupes de la patrie. Les ratios doivent être établis en conséquence. Ensuite, la population allemande non militaire sera nourrie. Ce n'est qu'ensuite que l'on s'occupera de la population des territoires occupés. En principe, dans les territoires occupés, seuls ceux qui travaillent pour nous doivent être nourris. Même si l'on voulait nourrir tous les habitants restants, on ne pourrait pas le faire dans les régions orientales nouvellement occupées ».*

Il s'agit peut-être d'une politique dure, mais elle n'a manifestement rien à voir avec un plan délibéré visant à affamer les populations de l'Est comme une fin en soi.

> **[6]** *« Le 13 novembre 1941, Wagner confirme que 'les prisonniers de guerre qui ne travaillent pas dans les camps de prisonniers doivent mourir de faim' ».* (p. 95)

La source citée par Harrison est « AOK 18 Chef des Stabes, Merkpunkte aus der Chefbesprechung in Orscha am 13.11.41, NOKW-1535 » (note 15 de la p. 95). Le même document a été cité par Roberto Muehlenkamp dans un forum dès le 13 novembre 2002.[344] Il y présente l'extrait du document allemand publié sous forme d'extrait dans le catalogue de l'exposition controversée sur les crimes de guerre de la Wehrmacht[345], ainsi que sa propre traduction en anglais, qui diffère légèrement de celle donnée par Harrison.

Je ne dispose pas non plus d'une copie du document original en question, c'est pourquoi j'ai repris les passages suivants de la littérature :[346]

> *« La question de l'alimentation de la population civile est catastrophique. Pour arriver à un quelconque résultat, il fallait procéder à une classification. Il est clair que, dans cette classification, les forces armées et leurs besoins doivent être placés tout en haut de l'échelle. Seul un minimum existentiel peut être accordé à la population. De cette manière, les campagnes s'en*

---

343 EC-003. TMI, vol. XXXVI, p. 107, « Wirtschaftsaufzeichnungen für die Berichtszeit vom 15.8. bis 16.9.1941 ». Le rapport indique qu'au cours de la période en question « Äußerungen von grundsätz1icher neuer Bedeutung fielen im allgemeinen nicht », et que ces directives étaient donc également valables le 14 août 1941.

344 http://forum.axishistory.com/viewtopic.php?p=90493#p90493

345 Il apparaît, par exemple, dans : Hamburger Institut für Sozialforschung (éd.), *Verbrechen der Wehrmacht. Dimensionen des Vernichtungskrieges 1941-1944*, 2nd éd., Hamburger Edition, Hamburg 2002, p. 213.

346 Johannes Hürter, *Hitlers Heerführer. Die deutschen Oberbefehlshaber im Krieg gegen die Sowjetunion 1941/42*, Oldenbourg Wissenschaftsverlag, München, 2007, p. 495.

sortent à peu près. La question de l'alimentation des grandes villes, en revanche, est insoluble. Il ne fait aucun doute que Leningrad en particulier doit mourir de faim, car il est impossible de nourrir cette ville. La seule tâche de la direction peut être de tenir les forces armées à l'écart de cette situation et des manifestations qui y sont liées. [...]

Approvisionnement de la population : 1. l'approvisionnement de la population agricole ne posera pas de problème particulier. 2. La population urbaine ne peut recevoir que de très faibles quantités de nourriture. Pour les grandes villes (Moscou, Leningrad, Kiev) rien ne peut être fait pour l'instant. Les répercussions qui en découlent sont dures mais inévitables. Les personnes travaillant dans l'intérêt immédiat de l'Allemagne doivent être nourries directement sur leur lieu de travail de manière à ce que leur force de travail puisse être plus ou moins maintenue. »

Il est clair que ces passages n'envisagent pas un plan visant à affamer intentionnellement la population civile de l'Est occupé, mais témoignent plutôt d'une préoccupation sobre et pragmatique pour les effets tragiques d'une situation alimentaire « catastrophique ».

Dans ce contexte, revenons au passage du document NOKW-1535 cité par Harrison, mais replacé dans un contexte plus large :[347]

« Les prisonniers de guerre qui ne travaillent pas et qui se trouvent dans les camps de détenus doivent mourir de faim. Les prisonniers de guerre actifs peuvent être nourris dans des cas particuliers avec les ressources de l'armée. Mais malheureusement, compte tenu de la situation alimentaire générale, même cela ne peut pas être recommandé de manière générale ».

Le texte de NOKW-1535 reconnaît donc clairement la dure réalité selon laquelle certains prisonniers devraient mourir de faim, mais il implique tout aussi clairement qu'il est souhaitable de nourrir les autres, et même de puiser dans les ressources de l'armée pour le faire – même s'il concède que, *malheureusement*, cela ne sera probablement pas possible dans une large mesure, compte tenu de la « situation alimentaire générale ». En bref, le texte signifie tout le contraire de ce que Harrison tente de lui faire dire.

Harrison n'est pas le seul à utiliser le texte de cette manière. Prenons par exemple ce passage de l'historien Reinhard Otto :[348]

« Des ordres ont été donnés dans chaque administration de camp : les soldats non actifs et affaiblis, c'est-à-dire ceux qui devaient encore se rétablir, recevaient les plus petites rations. Et les administrations des camps suivaient cet ordre. Après une tournée d'inspection, un commandant de district des prisonniers de guerre en Biélorussie a écrit à propos du point de rassemblement des prisonniers de guerre de l'armée à Michailowski le 1er décembre 1941, rapportant qu'il contenait plus de 10 000 soldats de l'Armée rouge à ce moment-là. La nuit précédente, 144 d'entre eux étaient morts. L'alimentation est totalement insuffisante. Les prisonniers de guerre actifs

[347] Texte original dans Hartmut Lehmann, Otto Gerhard Oexle (éds.), *Nationalsozialismus in den Kulturwissenschaften*, Vendenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 2004, Band 1, p. 432.

[348] R. Otto, « The fate of Soviet soldiers in German captivity », in : *The Holocaust in the Soviet Union*. Center for Advanced Holocaust Studies. Musée commémoratif de l'Holocauste des États-Unis. Washington, D.C., 2005, p. 132.

reçoivent officiellement 200 grammes de pain, un kilogramme de pommes de terre et 200 grammes de chou, les prisonniers non actifs environ la moitié de cette quantité, mais en réalité c'est moins. Le quartier-maître général Wagner décrivit la situation en une courte phrase : 'Les prisonniers de guerre qui ne travaillent pas dans les camps doivent mourir de faim' ».

Le récit d'Otto parle d'un seul camp de prisonniers de guerre comptant 10 000 détenus – un camp confronté à une grave pénurie de nourriture, certes, mais sans que rien n'indique que cette pénurie était intentionnelle de la part des autorités allemandes. Quel est le rapport avec un prétendu « plan » d'extermination visant à affamer la population civile ? Comme souvent, il s'agit ici d'une bribe de quelques mots, sortis de leur contexte, qui sont repris sans esprit critique d'une publication exterminationniste à l'autre. Pour prendre un autre exemple, la citation apparaît comme suit dans un livre récent de Peter Longerich : « les prisonniers de guerre dans les camps qui ne travaillent pas devront mourir de faim ».[349] La formulation de la traduction est légèrement différente dans ce cas, mais la déformation du matériel source reste la même.

Par ailleurs, d'autres documents réfutent clairement l'idée d'un programme délibéré d'affamation des prisonniers de guerre soviétiques. Par exemple, un *Merkblatt für die Behandlung sowjetischer Kriegsgefangener* (Bulletin pour le traitement des prisonniers de guerre soviétiques), sans date, s'ouvre sur ces mots :[350]

« Le traitement des prisonniers de guerre ennemis affecte largement notre capacité à mener la guerre, que ce soit du point de vue militaire, politique ou économique. Un traitement correct est un traitement juste. La justice, qui n'exclut pas la dureté lorsqu'elle est nécessaire, est non seulement un droit militaire, mais aussi un principe de prudence. »

Après avoir souligné l'importance de chacun de ces trois aspects du problème, le document aboutit à la conclusion suivante :

« Par conséquent : une alimentation adéquate et un bon traitement de tous les prisonniers de guerre dès leur capture ».

En effet, dès le 26 août 1941, Albert Speer ordonne que des prisonniers de guerre soviétiques soient employés pour occuper les postes de travail laissés vacants par les 100 000 prisonniers de guerre français qu'il a réaffectés à l'industrie de l'armement aérien.[351]

Les « Directives pour le traitement des prisonniers de guerre soviétiques dans tous les camps de prisonniers de guerre » approuvées par l'*Oberkommando der Wehrmacht* le 8 septembre 1941 et envoyées par Martin Bormann le 30 septembre

---

[349] P. Longerich, Holocaust. *The Nazi Persecution and Murder of Jews* (L'Holocauste, la persécution et l'assassinat des Juifs par les nazis). Oxford University Press, New York, 2010, p. 249.

[350] NARA, T 175, Roll 225, 2764247-2764248.

[351] PS-3005. TMI, vol. XXXI, p. 474.

depuis le *Führerhauptquartier*, contenaient des directives sévères mais non oppressives :[352]

> *« Le traitement doit être réservé, mais correct.* [...] *Le prisonnier de guerre obéissant et prêt à travailler doit être traité correctement.* [...] *Grâce à une meilleure alimentation, à un meilleur traitement et à un meilleur hébergement, une branche exécutive sera établie dans le camp, ce qui soulagera fortement le fardeau opérationnel de l'unité allemande de gardiens de sécurité. »*

Le 31 octobre, le commandant suprême de la Wehrmacht Wilhelm Keitel rendit public un ordre de Hitler relatif à la mobilisation générale des prisonniers de guerre soviétiques à des fins de travail :[353]

> *« Le Fuehrer* [sic] *a maintenant ordonné que la force de travail des prisonniers de guerre russes soit également utilisée dans une large mesure par des affectations à grande échelle pour les besoins de l'industrie de guerre. La condition préalable à la production est une alimentation adéquate. »*

Le 7 novembre, Göring, en sa qualité de plénipotentiaire pour le plan quadriennal, convoqua dans son ministère une réunion sur le thème « *Einsatz russischer Arbeitskräfte in der Kriegswirtschaft* » (Déploiement des travailleurs russes dans l'économie de guerre) au cours de laquelle fut notamment discutée la question de l'« *Einsatz von russischen Kriegsgefangenen* » (Déploiement des prisonniers de guerre russes). Les conditions matérielles et organisationnelles de leur utilisation y sont minutieusement décrites, y compris la question de leur « Verpflegung » (mise à disposition) :[354]

> *« Le Russe est frugal et peut donc être nourri facilement sans conséquences graves pour notre équilibre alimentaire. Il ne faut pas le choyer ni l'habituer à la nourriture allemande, mais il faut le maintenir rassasié et productif conformément à sa mission. »*

Dans le rapport d'une conférence du *Reichsministerium für Ernährung und Landwirtschaft* (ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture du Reich) tenue le 24 novembre 1941 sous le titre « Alimentation des prisonniers de guerre et des travailleurs civils russes », les détails du niveau d'approvisionnement prévu sont même présentés sous forme de tableau : dix plats contenant un total de 2 540 kcal sont spécifiés, et ce pour des prisonniers n'effectuant qu'un travail « léger » ![355]

La question n'est donc pas aussi tranchée que Harrison voudrait le faire croire à son lecteur. Les planificateurs allemands ont en effet anticipé une famine

---

[352] PS-1519. TMI, vol. XXVII, pp. 275-277.

[353] EC-194. NMT, vol. II, p. 394.

[354] PS-1193. TMI, vol. XXVII, p. 58 ; PS-1519. IMT, vol. XXVII, p. 67.

[355] *« Entwurf. Kostsatz für sowjetische Kriegsgefangene im Reich bei leichter Arbeit (auf Grund der Besprechung bei Herrn Min.-Dirig. Claußen am 27.11.41 im Reichsministerium für Ernährung und Landwirtschaft) »* (Projet : Rapport de coût pour les prisonniers de guerre soviétiques dans le Reich pour les travaux légers (basé sur la conférence avec le secrétaire adjoint Dr. Claußen le 27.11.41 au ministère du Reich pour l'alimentation et l'agriculture)). URSS-177. TMI, vol. XXXIX, p. 448.

généralisée comme conséquence de la situation alimentaire en 1941, mais les comptes rendus de leurs propres délibérations montrent clairement que le fait d'affamer délibérément les prisonniers de guerre jusqu'à la mort n'était ni envisagé par la politique, ni recommandé dans la pratique.

[7] *« En novembre, Göring déclare au ministre italien des Affaires étrangères, Ciano : 'Cette année, 20 à 30 millions de personnes mourront de faim en Russie. C'est peut-être une bonne chose que cela arrive, car certains peuples doivent être décimés' ».* (pp. 95 et suivantes)

Harrison fait ici référence à « Czeslaw Madajczyk (ed), 'Generalplan Ost', *Polish Western Affairs* III/2, 1962, pp. 391-442 ». Le fait qu'aucune page précise ne soit citée signifie – comme d'habitude – que Harrison a très certainement pris le texte sur le web.[356] De plus, dans l'ensemble de leur « critique », les « blogueurs plagiaires » ne mentionnent cet article qu'ici et dans leur bibliographie (p. 535). Madajczyk cite le passage mentionné par Harrison dans une édition française des « archives secrètes » de Ciano (*Les archives secrètes du comte Ciano*), une collection de protocoles verbaux enregistrant les conversations que Ciano a eues avec des hauts fonctionnaires de différents pays pendant la durée de son mandat. Le texte complet du passage en question est le suivant :[357]

« Dans les camps des prisonniers de guerre russes, après avoir mangé tout ce qui était possible, y compris les semelles de chaussures et leurs bottes, ils ont commencé à se manger les uns les autres et, ce qui est plus grave, ils ont aussi dévoré un gardien allemand. Cette année, entre 20 et 30 millions de personnes mourront de faim en Russie. C'est peut-être une bonne chose, car certaines personnes doivent être décimées. Mais même si ce n'était pas le cas, il n'y a rien à faire. Il est clair que si l'humanité est destinée à mourir de faim, nos deux nations seront les dernières ».

Cependant, lorsque l'on examine l'entrée relative à la rencontre dans le journal de Ciano lui-même, telle qu'elle figure dans l'édition complète publiée par Renzo De Felice, on trouve un compte-rendu de la conversation étonnamment différent :[358]

*« C'était impressionnant quand il a parlé des Russes qui se mangeaient entre eux et qui ont aussi mangé un gardien allemand dans un camp de prisonniers de guerre. Il l'a fait avec la plus grande désinvolture. Mais il a fait preuve de cœur et lorsqu'il a parlé d'*Udet et de Mölders [deux héros de l'armée de l'air allemande]*, décédés ces jours-ci, il a eu les larmes aux yeux.*

Un épisode dramatique. Göring me dit que la famine parmi les prisonniers russes est si intense qu'actuellement, lorsqu'on les déplace vers l'arrière, il n'est plus nécessaire de les entourer

---

[356] www.worldfuturefund.org/wffmaster/Reading/GPO/gpoarticle.HTM

[357] Cité dans J. Stengers, « Himmler et l'extermination de 30 millions d'esclaves », *Vingtième Siècle*, no. 71 (2001.3), pp. 3-11. (Disponible en ligne à l'adresse suivante : www.cairn.info/revue-vingtieme-sieclerevue-d-histoire-2001-3-page-3.htm.) Le texte est en fait facilement disponible en traduction anglaise : voir M. Muggeridge (éd.), S. Hood, transl., Ciano's Diplomatic Papers, Odhams Press, Londres, 1948, pp. 464-5.

[358] G. Ciano, *Diario 1937-1943*, R. De Felice, ed. Rizzoli, Milan, 1980, p. 560.

de soldats armés ; il suffit de placer en tête de colonne une cuisine de campagne dégageant des odeurs de nourriture pour que des milliers et des milliers de prisonniers la suivent comme des animaux voraces. Et nous sommes en l'an du Seigneur 1941 ».

Les différences sont évidentes et soulèvent naturellement la question de savoir pourquoi la version des « archives secrètes » s'écarte si radicalement du récit personnel de Ciano, tel qu'il l'a confié à son journal. Mais même si nous acceptons le texte du protocole comme authentique, seule une forte dose d'hypocrisie permet de conclure qu'il confirme un plan des Nationaux-Socialistes visant à affamer délibérément les populations soviétiques.

[8] À la page 96, Harrison conclut :

« Au cours de l'été 1941, la politique de famine a été associée à une politique de fusillade plus active, justifiée en partie par le concept de représailles et en partie par l'amalgame entre tous les Juifs de sexe masculin et le bolchevisme. »

Comme je l'ai démontré plus haut, la prétention de Harrison d'avoir établi l'existence d'une « politique de famine » par une accumulation de citations hétéroclites, sorties de leur contexte et mal interprétées, est tout simplement ridicule. Comme si cela ne suffisait pas, son allusion aux *Einsatzgruppen* détruit complètement cette prétention. Les *Ereignismeldungen* (rapports d'évènements, en abrégé EM) des *Einsatzgruppen* montrent en effet une compréhension totalement opposée de la situation. L'armée rouge, au cours de sa retraite devant l'avancée des troupes allemandes, a démonté ou détruit les installations de production, vidé les réserves de nourriture, emmené le bétail et partiellement détruit les récoltes, condamnant ainsi à la famine les populations restées sur place. L'une des principales tâches de l'administration allemande dans les territoires occupés de l'Est consistait donc à rétablir les conditions économiques essentielles, ce dont les rapports des *Einsatzgruppen* rendent largement compte. Je donne ici quelques exemples supplémentaires concernant la Russie blanche. Dans l'EM no. 73 du 4.9.1941 :[359]

« L'approvisionnement en nourriture de la population civile reste l'une des tâches les plus difficiles de l'administration provisoire locale ».

Malgré les mesures prises « en partie avec l'appui des États-majors [militaires] de campagne et locaux », la situation ne s'améliore guère, sauf pour les personnes travaillant pour des entreprises allemandes. La population est néanmoins confiante :

« Alors qu'au début on parlait beaucoup de la menace d'une famine pour l'hiver, la perception a entre-temps changé dans le sens que les Allemands prendront tous les mesures nécessaires pour contrecarrer cette famine ».

L'auteur du rapport révèle en outre la ligne d'action à suivre :

---

[359] K.-M. Mallmann, A. Angrick, J. Matthäus, M. Cüppers (éds.), *« Die Ereignismeldungen UdSSR 1941. » Dokumente der Einsatzgruppen in der Sowjetunion*, *op. cit.* pp. 398 sq.

« Un soutien allemand planifié sera plutôt nécessaire. »

Au moment de la rédaction du rapport, en septembre 1941, les autorités allemandes n'ont pas encore été en mesure d'apporter une aide substantielle aux populations locales, car elles sont évidemment tenues « d'approvisionner principalement les troupes en nourriture et au-delà le Reich ». Si le territoire de la Biélorussie doit être utilisé pendant longtemps par le Reich, comme le laisse entendre l'auteur du rapport, « il faut obtenir la coopération de la population et, à cet égard, un approvisionnement alimentaire adéquat est une condition préalable importante ».

Les Allemands se présentent comme les libérateurs du judéo-bolchevisme, et ils tiennent à ce que les populations locales comprennent immédiatement et instinctivement « que le peuple allemand ne mène pas la guerre contre les peuples de l'Union soviétique, mais exclusivement contre le bolchevisme juif ».[360] Quel serait alors l'intérêt d'affamer des millions de ces personnes ?

EM no. 133 du 14 novembre 1941 :[361]

« Comme toutes les réserves alimentaires ont été récemment détruites ou emportées des villes évacuées par les Russes, la situation alimentaire dans les villes nouvellement occupées est évidemment extrêmement difficile. [...] *Cette situation alimentaire difficile a également eu pour conséquence que la population restée dans les zones nouvellement occupées a accueilli favorablement l'occupation de la région par la Wehrmacht allemande, surtout dans l'espoir d'une amélioration rapide de sa situation alimentaire. »*

Les *Einsatzgruppen* agissent donc conformément aux directives établies par le Ministre du Reich pour les territoires occupés de l'Est, Alfred Rosenberg, quelques mois plus tôt. Dans ses « Directives de travail pour l'administration civile », qui font partie de ce que l'on appelle la « *Braune Mappe* » ou « dossier brun » définissant la politique à suivre dans les territoires occupés de l'Est, Rosenberg déclare :[362]

« Lorsqu'il existe une demande pressante de nourriture de la part de la population, celle-ci doit être satisfaite dans les limites du possible afin d'éviter les famines. Il peut être souhaitable de distribuer des allocations en argent ou en nature à ceux qui en ont désespérément besoin (chômeurs et autres). »

La politique allemande dans les territoires occupés de l'Est n'était donc pas une politique de pillage pour le plaisir de piller ; les denrées alimentaires étaient certes réquisitionnées pour être utilisées par les troupes à court terme, mais les autorités d'occupation poursuivaient en même temps une politique de reconstruction et d'investissement à long terme. Une déclaration sous serment présentée au tribunal de Nuremberg en mars 1946 par le Dr. Carl Heinrich

---

[360] *Ibid*, p. 609, EM no. 100 du 1.10.1941.

[361] *Ibid*, p. 780.

[362] PS-1056. TMI, vol. XXVI, p. 604. Le mémorandum n'est pas daté, mais il date de juillet 1941.

Dencker, expert en technologie agricole pour le ministère des territoires occupés de l'Est, donne une idée de l'ampleur de cet effort. Par exemple, alors que les Soviétiques ont détruit la majeure partie des machines agricoles locales au cours de leur retraite, les Allemands ont pu réparer 40 % des machines endommagées et ont livré eux-mêmes des machines de remplacement pour combler les 60 % restants. Au cours des seules années 1942 et 1943, le Reich a envoyé dans les territoires soviétiques occupés environ 271 000 machines ou pièces détachées d'une valeur de quelque 180 millions de Reichsmarks, et a en outre livré chaque mois quelque 8 000 tonnes de combustibles et 65 000 tonnes de briquettes de lignite. Les machines sont données aux kolkhoses et sovkhoses (collectifs agricoles), qui ne paient que 1 /6 de leur valeur, soit 30 000 000 RM ; les 5 /6 restants, soit 150 000 000 RM, sont absorbés par l'administration allemande en tant qu'« Abschleusungsbetrag » (amortissement).[363] Voilà pour le prétendu « plan de famine » des Allemands pour l'Est occupé.

5.2. La « politique de famine » et la « politique de fusillade plus active »

[9] Après avoir tenté (et échoué) à établir l'existence d'une « politique de famine » dans les plans allemands pour l'Est occupé, Harrison se tourne ensuite vers la question du programme réel, mais constamment déformé, de fusillades ciblées que les Allemands ont poursuivi dans leur effort pour débarrasser l'URSS des influences bolchéviques :

> *« En mars 1941, Göring avait demandé à Heydrich de rédiger un avertissement à l'intention des troupes 'afin qu'elles sachent qui mettre au pied du mur' ».* (p. 96)

La source indiquée ici par Harrison est « Browning, Path, p. 236, citant la note du dossier secret Heydrich (CdS B Nr. 3795/41), 26.3.41, RGVA 500-3-795, fols. 140-42 » (note de bas de page 17 à la p. 96). Le titre abrégé « Path » fait bien sûr référence à l'ouvrage de Christopher R. Browning, *The Path to Genocide : Essays on the Launching of the Final Solution* (Cambridge, 1992). Dans l'édition italienne de ce livre[364], le texte cité par Harrison ne se trouve nulle part ; d'autre part, l'édition originale compte moins de 210 pages, y compris les pages de garde, de sorte que le « p. 236 » de Harrison est manifestement une erreur. En fait, la citation apparaît dans un autre livre de Browning, où elle figure effectivement à la page 236 :[365]

---

[363] Rosenberg-35. TMI, vol. XLI, pp. 202-205. Affidavit du Dr. Carl Heinrich Dencker du 26 mars 1946.

[364] C. R. Browning, *Verso il genocidio. Come è stata possibile la « soluzione finale »*. Il Saggiatore, Milan, 1998.

[365] Christopher R. Browning, Jürgen Matthäus, *The Origins of the Final Solution. The Evolution of Nazi Jewish Policy, September 1939-March 1942* (Les origines de la solution finale. L'évolution de la politique juive nazie, septembre 1939-mars 1942). Yad Vashem, Jérusalem, 2004.

« Lorsque Heydrich a soumis à Göring, le 26 mars 1941, son projet de 'solution de la question juive', le Reichsmarschall a demandé, en plus d'un avertissement aux troupes sur le danger que représentent les membres du GPU, les commissaires politiques, les juifs et autres, 'afin qu'ils sachent qui mettre au pied du mur dans la pratique', l'ajout de références aux futures compétences de Rosenberg. »

La référence complète de Browning pour la source est la suivante :[366]

« Note du dossier secret Heydrich (CdS B n° 3795/41) à Müller ('également pour l'information d'Eichmann' [auch zur Unterrichtung Eichmann]), Schellenberg, Streckenbach, Filbert (pour Jost), Ohlendorf ('uniquement pour des informations personnelles, très confidentielles' [nur zur persönlichen, streng vertraulichen Information]), 26 mars 1941, Special Archive Moscow (ci-après cité comme SAM) 500-3-795, fols. 140-45, extraits imprimés dans Klein, Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion, pp. 367-68 ; Aly, 'Final Solution', p. 172. »

Comme le note Browning, des extraits de ce document ont été transcrits par Peter Klein dans son étude sur les *Einsatzgruppen*. La partie citée par Browning (et donc Harrison) est la suivante :[367]

« Le Reichsmarschall m'a dit, entre autres, que pour une opération en Russie, nous devrions préparer un document d'information très court, de 3 à 4 pages, qui pourrait être remis aux troupes. Sur le danger de l'organisation GPU [une unité des services secrets]*, des commissaires politiques, des Juifs, etc., afin qu'ils sachent concrètement qui ils doivent mettre au pied du mur. »*

Ce commentaire, comme nous l'expliquerons plus loin, se réfère à des membres de l'appareil d'État soviétique et, malgré l'apparition des « juifs » dans sa liste d'éléments dangereux, n'a rien à voir avec une politique d'extermination des juifs en tant que telle. En discutant ce document dans son contexte historique, Götz Aly arrive en fait à la conclusion « qu'au plus tard à partir de mars 1941, les délibérations de Heydrich en vue d'une 'solution de la question juive' se référaient au territoire de l'Union soviétique ». Il ajoute ensuite que Heydrich, « parallèlement à la formation conceptuelle des futurs *Einsatzgruppen* », a préparé « dans le même contexte la déportation de tous les Juifs européens [...] vivant à l'ouest de la frontière d'intérêts germano-soviétique ».[368] Cela implique que les déportations et les fusillades étaient deux politiques coexistantes mais distinctes, et que la première n'entraînait pas la seconde, et vice versa. Bien entendu, c'est

---

366 *Ibid*, note 100, p. 485.

367 P. Klein (éd.), *Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion 1941/42. Die Tätigkeits- und Lageberichte des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD*. Edition Hentrich, Berlin, 1997, pp. 367-368. Le document est présenté comme « Aktennotiz für Himmler über eine Unterredung Heydrichs mit Göring am 26.3.1941 » avec la référence suivante : « Sonderarchiv Moskau 500/3/795 Bl. 140-145 ».

368 G. Aly, *« Endlösung ». Völkerverschiebung und der Mord an den europäischen Juden*. S. Fischer, Verlag, Francfort-sur-le-Main, 1995, pp. 271 et suivantes.

exactement le contraire de ce que Harrison tente d'affirmer en faisant l'amalgame entre les deux.

[10] Harrison poursuit :

*« Le 17 juin 1941, Heydrich a tenu une réunion avec les commandants des Einsatzgruppen à Berlin, donnant des instructions aux unités après l'invasion. Le 2 juillet 1941, il transmet un résumé de ces instructions aux quatre HSSPF. Il cite explicitement les 'Juifs occupant des fonctions au sein du parti et de l'État' comme un groupe à exécuter, et demande également l'incitation à des pogroms, appelés par euphémisme 'tentatives d'auto-nettoyage' (*Selbstreinigungsversuchen*), mais 'sans trace' (*spurenlos*) de l'implication allemande ».* (p. 96)

La référence citée est la suivante :

« Heydrich an Jeckeln, von dem Bach-Zelewski, Prützmann, and Korsemann, 2.7.41, RGVA 500-1-25 ; cf. Peter Klein, ed. Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion 1941/42. Die Taetigskeits-und Lageberichte des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD. *Berlin : Edition Heinrich, 1997, pp. 319-28 »* (note 18 de la p. 96)

Pourtant, Harrison n'a jamais vu ces documents, même de loin, car tout, citations et références, est tiré de Browning :[369]

« Le document le plus spécifique à cet égard est un résumé [...] que Heydrich a transmis aux hauts responsables de la SS et de la police le 2 juillet 1941. Selon Heydrich, les Einsatzgruppen avaient reçu l'ordre 'd'exécuter' (zu exekutieren) les fonctionnaires communistes, les 'Juifs occupant des postes au sein du parti et de l'État' (Juden in Partei- und Staatsstellungen) et 'd'autres éléments radicaux (saboteurs, propagandistes, tireurs d'élite, assassins, agitateurs, etc.)' Ils ont également reçu pour instruction de 'promouvoir' (fördern) les pogroms, appelés par euphémisme 'tentatives d'auto-nettoyage' (Selbstreinigungsversuchen), par des éléments antijuifs locaux, mais 'sans trace' (spurenlos) d'une implication allemande. »

La source citée par Browning est la suivante :[370]

« Heydrich à Jeckeln, von dem Back-Zelewski, Prützmann et Korsemann, 2.7.41, SAM, 500-1-25, imprimé dans : Peter Klein, ed. Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion 1941/1942 *(Berlin, 1997), pp. 323- 28. [sonstigen radikalen Elemente (Saboteure, Propagandeure, Heckenschützen, Attentäter, Hetzer, usw)] ».*

La seule « contribution » de Harrison à la documentation des sources est le remplacement de SAM (= Special Archive Moscow) par RGVA (= Rossiiskoi Gosudarstvennoi Voennyi Arkhiv, Russian State Military Archive), et une erreur dans l'indication de l'emplacement de la page des extraits dans le livre de Klein.

---

[369] C.R. Browning, *Evidence for the Implementation of the Final Solution : Electronic Edition*, p. 6. hass.unsw.adfa.edu.au/timor_companion/documents/Browning%20expert%20evidence.pdf

[370] *Ibid*, note de bas de page 30, p. 30.

En ce qui concerne la substance de la revendication elle-même, le mémo de Heydrich indique en effet que les efforts locaux d'« auto-nettoyage » doivent être autorisés à se poursuivre sans entrave :[371]

> *« Les tentatives d'auto-nettoyage des cercles anticommunistes ou antijuifs dans les zones qui seront bientôt occupées ne doivent pas être entravées. Au contraire, elles doivent être soutenues, bien que de manière discrète, sans que ces cercles locaux d''autodéfense' puissent invoquer ultérieurement des directives ou se référer à des assurances politiques qui leur auraient été données. »*

Il va de soi, cependant, qu'une telle politique est loin de ressembler à un programme systématique d'extermination.

En outre, en ce qui concerne la question de l'implication directe de l'Allemagne dans les exécutions, le document se concentre sur des objectifs spécifiquement politiques et militaires (débolchevisation et mesures antipartisanes), et ne révèle à nouveau aucun intérêt pour une politique génocidaire d'extermination en tant que telle :[372]

> *« Les personnes à exécuter sont tous les fonctionnaires du Komintern (en général les politiciens communistes de carrière par excellence), les fonctionnaires supérieurs, moyens et inférieurs radicaux du Parti, du Comité central, des comités de district et de zone, les commissaires du peuple, les Juifs occupant des postes au sein du Parti et de l'État, d'autres éléments radicaux (saboteurs, propagandistes, tireurs d'élite, assassins, agitateurs, etc.). »*

Le document prévoit même des exceptions dans les cas où les personnes visées sont jugées susceptibles d'être utiles à la reconstruction (*Wiederaufbau*) des territoires occupés.

Les directives de Heydrich se réfèrent donc à des mesures limitées visant à détruire la direction de l'appareil d'État soviétique et à combattre la résistance ultérieure, et ne prouvent en aucune façon l'existence d'un programme national-socialiste d'extermination des juifs de l'Union soviétique.

[11] Harrison cite ensuite trois rapports distincts des *Einsatzgruppen* :

> *« Parmi les premiers hommes dans la ligne de feu se trouvaient tous les hommes juifs éduqués, tels que les hommes de Lwow tués lors de l 'action de l'intelligentsia' de début juillet. L'Einsatzgruppe C rapporte que 'les dirigeants de l'intelligentsia juive (en particulier les enseignants, les avocats, les fonctionnaires soviétiques) ont été liquidés'. [19] L'Einsatzgruppe B note qu''à Minsk, toute l'intelligentsia juive a été liquidée (enseignants, professeurs, avocats, etc. à l'exception du personnel médical)'[20] Lutsk, en Ukraine, est un des premiers exemples de l'application extrêmement disproportionnée des représailles [21].*
>
> *Le 2 juillet, les cadavres de dix soldats allemands de la Wehrmacht sont découverts. En représailles, 1 160 Juifs sont fusillés par les Ukrainiens avec l'aide d'un peloton de police et d'un peloton d'infanterie ».* (p. 96)

---

[371] P. Klein (éd.), *Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion 1941/42, op. cit*. p. 325 sq.

[372] *Ibid*, p. 325.

Les notes de bas de page 19, 20 et 21 indiquent respectivement « EM 13, 5.7.41 », « EM 32, 24.7.41 » et « EM 24, 16.7.41 ». Comme toujours, l'objectif apparent est de mystifier les lecteurs avec une série de références obscures (la signification de l'abréviation EM – *Ereignismeldung*, diversement traduite par « rapport d'évènement » ou « rapport de situation » – n'est expliquée nulle part dans le texte), mais la formulation et la disposition identiques du matériel cité révèlent une fois de plus que la véritable méthode de « recherche » ici ressemble davantage à un « copier-coller ».

Les deux premières citations, par exemple, sont clairement tirées du texte précité de Christopher Browning :[373]

> *« Par exemple, pour l'Einsatzgruppe C : 'Leaders de l'intelligentsia juive (en particulier enseignants, avocats, fonctionnaires soviétiques) liquidés'. [...] Et pour l'Einsatzgruppe B : 'À Minsk, toute l'intelligentsia juive a été liquidée (enseignants, professeurs, avocats, etc. à l'exception du personnel médical)' ».*

Browning donne comme sources « EM No. 13, 5.7.41 » et « EM No. 32, 24.7.41 »,[374] et Harrison a donc simplement repris les références sans reconnaître sa véritable source. La troisième citation, en revanche, est probablement tirée du site Internet *The Nizkor Project* :[375]

> *« Le 2 juillet, les cadavres de dix soldats allemands de la Wehrmacht ont été découverts. En représailles, 1 160 Juifs ont été abattus par les Ukrainiens avec l'aide d'un peloton de police et d'un peloton d'infanterie ».*

Il s'agit toutefois d'une simple spéculation plausible, basée sur le fait que Harrison s'appuie également sur une ressource en ligne dans le cas de l'article de Browning. Quoi qu'il en soit, les trois textes proviennent en fin de compte du livre *The Einsatzgruppen Reports*, un recueil de rapports de situation en traduction anglaise publié pour la première fois en 1989.[376] Ils ne constituent pas une nouveauté dans le domaine de la recherche sur l'holocauste.

Quant au contenu des rapports eux-mêmes, ils décrivent effectivement des mesures sévères prises par les forces allemandes dans leur lutte pour détruire le système bolcheviste en URSS, mais ces actes doivent être replacés dans le contexte plus large de cette lutte. Par exemple, après la citation de l'EM 24 concernant la fusillade de 1 160 juifs en représailles à la mort de dix membres de la Wehrmacht, Harrison commente que « les Allemands n'ont pas reconnu le concept de 'proportionnalité' qui s'applique aux représailles en droit

---

[373] C.R. Browning, *Evidence for the Implementation of the Final Solution, op. cit*. p. 6.

[374] *Ibid*, notes 34 et 36 de la p. 30.

[375] « Einsatzgruppen Operational Situation Report USSR No. 24 », in :
www.nizkor.org/hweb/orgs/german/einsatzgruppen/osr/osr-024.html

[376] Y. Arad, S, Krakowski, S. Spector (éds.), *The Einsatzgruppen Reports*, Holocaust Library, New York, 1989. Les rapports en question (13, 32 et 24) figurent respectivement aux pages 8-9, 45-46 et 29-33

international » (p. 96) – et un lecteur qui n'en saurait pas plus sur le contenu du rapport devrait en convenir : la disproportion semble en effet excessive. Ce que Harrison oublie de dire à son lecteur, c'est que ces représailles s'inscrivent dans un contexte d'atrocités répétées commises par les forces bolchevistes en retraite à l'encontre des populations locales. Ainsi, pour prendre un exemple, EM 24 rapporte également que « les prisons de Lvov étaient remplies de cadavres d'Ukrainiens assassinés » et indique comme « estimation modérée » que « dans la seule ville de Lvov, 3 à 4 000 personnes ont été soit tuées, soit déportées ». Ou encore, pour prendre un autre exemple : « À Sambor, le 26 juin 1941, environ 400 Ukrainiens ont été abattus par les bolcheviques. » En outre, le rapport note explicitement que les juifs locaux n'ont pas été de simples spectateurs de ces crimes : « Les Juifs, dont certains occupaient des postes officiels, en plus de leur suprématie économique, et qui servaient dans l'ensemble de la police bolchevique, ont toujours été associés à ces atrocités. »[377]

Naturellement, comme pour tous les documents de ce type – y compris les rapports des *Einsatzgruppen* eux-mêmes – ces récits d'atrocités doivent sans aucun doute être traités avec prudence. Mais si nous hésitons à tirer des conclusions définitives de ces preuves, et si nous ne cherchons certainement pas à justifier une atrocité par une autre, nous pouvons au moins dire qu'il est fondamentalement malhonnête de présenter la question, comme le fait Harrison, en « sélectionnant » des citations pour créer un portrait trompeur et unidimensionnel du mal « nazi » et de la condition de victime juive. Il n'est pas nécessaire d'ajouter que rien dans les documents cités par Harrison n'indique l'existence d'un programme systématique d'extermination.

[12] Poursuivant son exposé, Harrison écrit :

> *« En octobre, un chef militaire, Reichenau, appelait à une 'expiation dure mais juste de l'Untermenschentum juif' ».* (pp. 96 et suivantes).

Cette citation est un exemple parfait pour démontrer la méthode de travail des historiens orthodoxes de l'holocauste. Le texte est bien sûr équivoque : par « juste », Reichenau voulait-il dire que l'« expiation » devait être mesurée et équitable (« traitement juste ») ou plutôt que, quelle que soit sa dureté, elle était méritée ? Comme source de la citation, Harrison cite un ouvrage des historiens allemands Gerd R. Ueberschär et Wolfram Wette où l'ordre de Reichenau est reproduit à partir de la page 285 (note de bas de page 23, p. 97). Cependant, dans une discussion plus tôt dans leur livre[378], Ueberschär et Wette citent également le texte en partie, écrivant que le Generalmarschall von Reichenau, le Generaloberst Hoth et le General von Manstein…

---

377 *Ibid.* p. 30.

378 Gerd R. Ueberschär, Wolfram Wette (éds.) : *Der deutsche Überfall auf die Sowjetunion – « Unternehmen Barbarossa » 1941*. Fischer Taschenbuch, Frankfurt am Main, 1991, p. 104.

« ont fait savoir dans leurs ordres d'armée qu'ils attendaient de leurs soldats qu'ils 'fassent preuve d'une compréhension totale de la nécessité de l'expiation dure mais méritée (sic !) de la sous-humanité juive' [...] *».*

Le « (sic !) » montre clairement que Gerd R. Ueberschär et Wolfram Wette ont interprété l'adjectif « gerechten » dans le sens de « juste, droit, équitable » – et montre tout aussi clairement leur désir de mettre les lecteurs en garde contre toute idée de ce genre. En appliquant cette « tournure » au contexte, ils complètent ensuite la phrase comme suit :

« et de faire de 'l'éradication sans remords de la trahison et de la cruauté, qui sont étrangères à [notre] *espèce', un objectif de la lutte militaire ».*

Ainsi, les soldats allemands auraient reçu l'ordre explicite de commettre des exterminations et des atrocités.

Le document en question est un ordre secret du Generalfeldmarschall Walther von Reichenau daté du 10 octobre 1941 et portant le titre « Comportement des troupes dans le territoire de l'Est ». Il commence comme suit (je cite le texte original et la traduction officielle préparée pour le Tribunal de Nuremberg et publiée dans le recueil de documents *Nazi Conspiracy and Aggression*) :[379]

« En ce qui concerne la conduite des troupes à l'égard du système bolchevique, des idées vagues prévalent encore dans de nombreux cas.

L'objectif essentiel de la guerre contre le système juif-bolcheviste est la destruction complète des moyens de pouvoir et l'élimination de l'influence asiatique de l'espace culturel européen.

Dans ce contexte, les troupes sont confrontées à des tâches qui dépassent la routine traditionnelle du soldat. Dans les territoires de l'Est, le soldat n'est pas seulement un combattant selon les règles de la guerre, mais aussi le porteur d'une idée ethnique implacable et le vengeur de toutes les bestialités qui ont été infligées aux nations allemandes et à celles qui leur sont apparentées.

C'est pourquoi le soldat doit comprendre parfaitement la nécessité d'une expiation sévère mais juste de la sous-humanité juive. Il s'agit en outre d'étouffer dès le départ les révoltes dans l'arrière-pays de la Wehrmacht qui, comme l'expérience le prouve, ont toujours été fomentées par des juifs ».

Le document énumère ensuite divers problèmes perçus dans le comportement des troupes au front, y compris, remarquablement, un empressement trop généreux à partager leurs rations avec l'ennemi :

« L'alimentation des indigènes et des prisonniers de guerre qui ne travaillent pas pour les forces armées à partir des cuisines de l'armée est un acte humanitaire tout aussi mal compris que le don de cigarettes et de pain. Les choses que les gens à la maison peuvent épargner au prix de

[379] NOKW-3411. NMT, vol. XI, pp. 329-330, fac-similé du document original ; D-411. TMI, vol. XXXV, pp. 84-86 ; UK-81. NCA, vol. VIII, pp. 585-586.

grands sacrifices et les choses que le commandement apporte au front au prix de grandes difficultés ne devraient pas être données à l'ennemi par le soldat, même si elles proviennent d'un butin. C'est une partie importante de notre approvisionnement ».

Ainsi, quelque trois mois et demi après le début de l'opération Barbarossa, la prétendue « politique de famine » du régime NS n'avait apparemment pas encore été communiquée aux troupes chargées de l'appliquer, qui continuaient à partager avec bonhomie leurs cigarettes et leur pain avec l'ennemi !

Il ne fait aucun doute que von Reichenau avait raison de craindre qu'un esprit « humanitaire mal compris » ne devienne un obstacle à la conduite efficace de la guerre, mais a-t-il – comme Harrison et d'autres le laissent entendre – ordonné que l'on se livre plutôt à des « atrocités » ? À la fin du document, les attentes du Generalfeldmarschall à l'égard de ses troupes sont résumées comme suit :

« La peur des contre-mesures allemandes doit être plus forte que les menaces des restes bolcheviques errants. Loin de toute considération politique d'avenir, le soldat doit remplir deux missions :

1. Annihilation complète de la fausse doctrine bolcheviste de l'État soviétique et de ses forces armées.

2. L'extermination impitoyable de la trahison et de la cruauté étrangères et, par conséquent, la protection de la vie du personnel militaire en Russie.

C'est le seul moyen d'accomplir notre tâche historique de libérer le peuple allemand une fois pour toutes du danger judéo-asiatique ».

Oui, le document parle clairement d'« anéantissement complet » et d'« extermination impitoyable » – mais les « victimes » visées sont la « fausse doctrine bolcheviste » et « la trahison et la cruauté » étrangères à l'esprit allemand. En tant que soldat, von Reichenau connaissait certainement les réalités de la guerre et n'avait sans doute pas l'illusion que ces objectifs pouvaient être atteints sans violence et sans effusion de sang, mais il est loin de suggérer que ces derniers sont une fin en soi. En effet, von Reichenau n'ordonne *pas* aux soldats allemands de commettre des atrocités contre les populations de l'Est, ni même contre les juifs en particulier, mais seulement d'agir pour entraver et extirper les atrocités *bolcheviques* pour la protection de l'armée et de la nation allemandes.[380]

Cet exemple montre donc de manière paradigmatique la nature trompeuse et mensongère de la « méthode » consistant à empiler des citations sorties de leur contexte, sur laquelle Harrison et ses semblables s'appuient tant.

[13] De cette collection de *non sequiturs* et de sources déformées, Harrison tire maintenant ses conclusions – conclusions qui sont bien sûr tout à fait infondées :

[380] Le document confirme ainsi la validité de notre interprétation de l'utilisation du terme « *Ausrottung* » (éradication) par Rosenberg. Voir la section [70] ci-dessous.

« Le désir des nazis de se venger des Juifs a donc convergé, à l'Est, avec une culture militaire dans laquelle les actions de vengeance étaient déjà enclines à rechercher des solutions totales illimitées. » (p. 97)

Pour étayer, vraisemblablement, son affirmation selon laquelle l'Allemagne entretenait « une culture militaire dans laquelle les actions de vengeance étaient [...] enclines à rechercher des solutions totales illimitées », Harrison cite « Isabel V. Hull, *Absolute Destruction. Military Culture and the Practices of War in Imperial Germany*. London, 2005 » (note 24, p. 97), mais comme il ne donne aucun numéro de page à consulter, il est difficile de dire ce que, hormis peut-être l'effet évocateur du titre du livre, il veut que son lecteur retire de cette référence. (En effet, le livre n'est mentionné qu'ici et dans la bibliographie de la page 549 – encore un exemple de « copier-coller »). Quoi qu'il en soit, aucune référence à l'ouvrage de Hull n'est nécessaire pour constater l'absurdité de l'affirmation de Harrison concernant les « solutions totales illimitées » dans les « actions de vengeance » pour une armée à qui l'on doit rappeler de ne pas partager ses cigarettes avec les soldats ennemis capturés.

Harrison croit sans doute avoir marqué un point en affirmant que « ce contexte est totalement ignoré par MGK » (p. 97), mais s'il est vrai que nous avons ignoré ce pan de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale dans nos travaux antérieurs, c'est uniquement parce que « ce contexte », comme le prétend Harrison, n'existe pas en tant que tel, mais n'est que le résultat illusoire de multiples déceptions et erreurs d'interprétation.

5.3. La « politique de représailles » et l'extermination des juifs

[14] Harrison ajoute que le contexte supposé que nous « ignorons » est « systématiquement déformé par les négationnistes qui discutent de la politique de représailles ». Il affirme ensuite que « le secteur nord des territoires occupés » sous la juridiction de Franz Stahlecker, le chef de l'*Einsatzgruppe* A, « devint la source d'une initiative locale cruciale » et poursuit en mentionnant la fusillade de 201 Juifs le 23 juin 1941 par l'*Einsatzgruppe* A. Il affirme en outre que « l'*Einsatzkommando (EK) Tilsit*' a procédé à des assassinats similaires, principalement de Juifs, dans les villes voisines de Krottingen (25 juin, 214 personnes) et Polangen (27 juin, 111 personnes) ; il s'agissait dans les deux cas de mesures de représailles pour les activités de la guérilla. » (p. 97)

Nous n'avons aucune difficulté à admettre que les mesures de représailles allemandes à l'Est, et pas seulement là, ont été parfois excessives et disproportionnées, parfois même exécutées sous de faux prétextes, mais cela n'a rien à voir avec une « radicalisation » qui aurait presque automatiquement conduit à une extermination massive des juifs.

[15] Harrison affirme que « Heydrich et Himmler, lors de leur visite de Grodno le 30 juin, ont 'approuvé en totalité' les mesures de l'EK Tilsit ». La source (note 28 de la page 97) est « Peter Witte et al. (éds.), Der Dienstkalender Heinrich Himmlers 1941/42. Hambourg : Christians, 1999. » Cette référence est sans aucun doute fausse, car Harrison n'indique pas le numéro de page correspondant de cet ouvrage. L'approbation des mesures prises par l'EK [*Einsatzkommando*] Tilsit se trouve dans le rapport de la Stapo-Stelle Tilsit du 1er juillet 1941, RGVA-500-1-758, dont Harrison ne connaît que les mots « approved in full », tirés très probablement de l'article mentionné par lui dans la note de bas de page 27, et qui dit : « Report of Stapo Tilsit, 1.7.41, RGVA 500-1-758 ; cf. Konrad Kwiet, 'Rehearsing for Murder : The Beginning of the Final Solution in Lithuania in June 1941', *HGS* 12/1, 1998, p. 5. »

Kwiet écrit :

> *« Le 30 juin, Himmler et Heydrich arrivent à Augustowo. Ils avaient déjà reçu des messages télégraphiques concernant le lieu et le nombre de morts des premières fusillades et, après avoir examiné un rapport détaillé, 'ils approuvèrent tous deux sans réserve les mesures' prises par EK Tilsit [39] ».*

Sa note 39 à la page 23 fait référence à un « Rapport Stapostelle Tilsit, 1.7.41 ». Harrison a repris la référence « RGVA 500-1-758 » de la note 5 de la page 22 :

« Special Archives Moscow (Osobi), 500-1-758, fol. 2, Report of Stapostelle Tilsit », en substituant comme d'habitude l'acronyme « RGVA » au nom de l'archive. Les mots « approuvé intégralement » sont évidemment une élaboration de « approuvé sans réserve » pour dissimuler le plagiat. Le texte du document prouve qu'à l'époque, il n'existait ni ordre ni politique d'extermination des juifs :

> *« En coopération avec le SD* [Sicherheitsdienst – Service de sécurité] *du district de Tilsit, trois grandes opérations de nettoyage ont été effectuées, et en particulier*
>
> *le 24 juin 1941 à Gardsen (dont 1 femme) 201 personnes*
>
> *le 24 juin 1941 à Krottingen (dont 1 femme) 214 personnes*
>
> *le 27 juin à Polangen 111 personnes ont été fusillées ».*

Après avoir expliqué les raisons de ces mesures de représailles, le rapport poursuit :

> *« Dans les trois opérations de grande envergure, la plupart des Juifs ont été liquidés. Cependant, parmi eux se trouvaient également des fonctionnaires bolcheviques et des tireurs d'élite, qui avaient en partie été transférés en tant que tels de la Wehrmacht à la police de sécurité ».*

Le 26 juin, Krottingen est incendié – la population juive restante le soupçonne – mais

« jusqu'à présent, on s'est abstenu d'imposer une nouvelle action, parce qu'il ne restait à Krottingen que des femmes et des enfants juifs, qui sont actuellement encore sous la garde du service d'ordre lituanien dans les environs de Krottingen ».

Et voici le passage auquel Harrison fait allusion :[381]

« D'autres actions punitives ont été menées par des officiers du département de la police des frontières de Suwalki à Augustowo. Entre autres, une maison de convalescence pour enfants a été sécurisée à cet endroit. Le Reichsführer-SS et le Gruppenführer, qui étaient présents par hasard, ont été informés des mesures prises par la branche de la police d'État à Tilsit et les ont approuvées dans leur intégralité. Le Gruppenführer a ordonné de réserver catégoriquement le bâtiment sécurisé au Reichsführer-SS jusqu'à nouvel ordre ».

L'initiative de ces mesures revient au Sturmbannführer Böhme.[382] Même Kwiet est d'accord avec cela :[383]

« Ni Hitler ni Stahlecker n'ont réellement donné les premiers ordres de mise à mort. Ils ont été donnés dans la ville de Tilsit, en Prusse orientale, par le SS-Major Hans Joachim Bohme [sic]*, chef de la Staatspolizeistelle (Stapo) de Tilsit ».*

Ce qui précède prouve seulement que Himmler et Heydrich n'ont pas donné d'ordre d'extermination aux *Einsatzgruppen* avant le début de l'opération Barbarossa et qu'ils se sont limités à approuver ce qu'ils considéraient comme des « mesures de représailles pour les activités de la guérilla », qui n'impliquaient pas les femmes et les enfants.

[16] L'intensification de ces initiatives locales, en plus des pogroms plus ou moins spontanés, a conduit – selon Harrison – à la radicalisation de l'activité des *Einsatzgruppen*, qui ont donc agi sans ordres spécifiques pour exterminer les juifs.

C'est à ce moment-là que Harrison introduit « l'extension du massacre aux femmes et aux enfants » qui « a été autorisée explicitement par Hitler le 16 juillet 1941, lorsque, lors d'une réunion avec les principaux dirigeants nazis, il a souligné son désir de créer un jardin d'Eden à l'Est par 'toutes les mesures nécessaires – fusillades, réinstallation, etc.' – et a laissé entendre que les troupes et la police devraient désormais prendre l'initiative de 'tirer sur toute personne qui nous regarde même [sic] de travers' ». (p. 98)

Les deux citations sont extraites du document L-221, qui est un mémorandum du 16 juillet 1941 concernant une discussion entre Hitler,

---

[381] Bert Hoppe, Hildrun Glass (eds.), *Die Verfolgung und Ermordung der europäischen Juden durch das nationalsozialistische Deutschland 1933-1945*. Volume 7, « Sowjetunion mit annektierten Gebiete I. » Oldenbourg Verlag, Munich, 2011, doc. 14, pp. 143 sq.

[382] K.-M. Mallmann, A. Angrick, J. Matthäus, M. Cüppers (éds.), *« Die Ereignismeldungen UdSSR 1941. » Documents des Einsatzgruppen en Union soviétique, op. cit.*, p. 79.

[383] K. Kwiet, « Rehearsing for Murder : The Beginning of the Final Solution in Lithuania in June 1941 », *Holocaust and Genocide Studies*, Vol. 12, no. 1, Spring 1998, p. 4.

Rosenberg, Lammers, Keitel et Göring sur les objectifs allemands en Union soviétique. Le texte complet de la première citation est le suivant :[384]

> *« Nous soulignons donc à nouveau que nous avons été contraints d'occuper, d'imposer l'ordre et de sécuriser un territoire ; dans l'intérêt des habitants locaux, nous devons assurer la paix, la nourriture, le transport, etc. Il ne faut donc pas croire qu'un régime définitif commence à se mettre en place ! Toutes les mesures nécessaires – fusillade, réinstallation, etc. – nous les prenons de toute façon et nous pouvons les prendre de toute façon ».*

La seconde citation apparaît dans le contexte d'un passage discutant du déploiement et de l'équipement des unités de police dans les territoires occupés de l'Est :[385]

> *« Ce territoire gigantesque doit naturellement être pacifié le plus rapidement possible ; le meilleur moyen d'y parvenir est de tirer sur tous ceux qui nous regardent même de travers. »*

On ne sait pas exactement qui a prononcé cette phrase, mais elle fait suite à une déclaration de Göring, un homme qui n'hésitait pas à recourir à l'hyperbole. La fusillade des opposants à l'occupation allemande était donc considérée comme la « meilleure » méthode pour pacifier les territoires soviétiques occupés « aussi rapidement que possible » – c'est-à-dire pas comme une politique durable – et doit être considérée dans le contexte de la lutte contre les partisans, comme le décrit le passage suivant du même document :[386]

> *« Les Russes ont donné l'ordre de mener une guerre de partisans derrière notre ligne de front. Cette guerre de partisans a aussi son avantage : elle nous permet d'éradiquer ce qui s'oppose à nous. »*

Il s'agit ici des mesures militaires résultant de l'occupation, en particulier de la guerre contre les partisans. Cela n'a rien à voir avec « une extension du massacre aux femmes et aux enfants ».

[17] Harrison cite ensuite l'*Einsatzbefehl n° 8* (Ordre d'opérations n° 8) de Heydrich du 17 juillet 1941 :

> *« Avant tout, les personnes suivantes doivent être découvertes : tous les fonctionnaires importants de l'État et du Parti, en particulier les révolutionnaires professionnels ... tous les commissaires du peuple de l'armée rouge, les personnalités dirigeantes de l'État ... les personnalités dirigeantes du monde des affaires, les membres des services de renseignements russes soviétiques, tous les Juifs, toutes les personnes qui sont considérées comme des agitateurs ou des communistes fanatiques. Les exécutions ne doivent pas avoir lieu dans le camp ou dans ses environs immédiats... Les prisonniers doivent être emmenés pour un traitement spécial si possible dans l'ancien territoire russe soviétique ».* (p. 99)

La source qu'il cite est « Einsatzbefehl No. 8, 17.7.41, NO3414 ; voir aussi le projet antérieur, 28.6.41, 78-PS » (note 13 de la p. 99). Nous nous concentrons

---

[384] L-221. TMI, vol. XXXVIII, p. 87.

[385] *Ibid*, p. 92.

[386] *Ibid*, p. 88.

tout d'abord sur le document NO-3414. Le document est reproduit dans le volume IV des *Procès des criminels de guerre*, mais la traduction est différente :[387]

« Avant tout, il est nécessaire d'identifier tous les fonctionnaires importants de l'État et du Parti, en particulier :

Les révolutionnaires professionnels.

Les fonctionnaires du Komintern.

Tous les responsables influents du Parti communiste.

De l'Union soviétique et de ses subdivisions dans les comités centraux, les comités régionaux et de district.

Tous les commissaires du peuple et leurs adjoints.

Tous les anciens commissaires politiques de l'armée rouge.

Les personnalités dirigeantes de l'administration centrale et intermédiaire de l'État.

Les personnalités dirigeantes de l'économie, les intellectuels russes soviétiques.

Tous les Juifs.

Toutes les personnes considérées comme des agitateurs ou des communistes fanatiques ».

Le texte cité par Harrison, avec les mêmes mots et les mêmes coupures, provient de la section « Meurtre et mauvais traitements des prisonniers de guerre » du verdict du procès de Nuremberg[388] ; Harrison l'a probablement repris du site *The Nizkor Project*, où il apparaît sans indication du document[389].

Harrison ignore même que le document en question est le PS-502. Des directives générales contre les ennemis du régime NS sont énumérées, qui n'ont rien de commun avec « l'extension du massacre aux femmes et aux enfants ». Les *Kommandos* auxquels elles étaient adressées devaient « découvrir » les personnes incluses dans les catégories mentionnées ci-dessus. Ensuite, le RSHA aurait décidé de leur sort, dont les options comprenaient des fusillades, appelées « *Sonderbehandlung* » (traitement spécial). [390] La procédure à suivre était la suivante :[391]

« Chaque semaine, le chef de l'EK [Einsatzkommando] remet un bref rapport par FS [FernSchreiben, telescript] ou par lettre expresse au bureau principal de la sécurité du Reich [RSHA].

Le rapport doit contenir les éléments suivants :

1) Une brève description de l'activité de la semaine précédente,

2) Le nombre de personnes considérées comme suspectes (il suffit d'indiquer le nombre),

---

[387] NO-3414. NMT, vol. IV, p. 130.

[388] PS-078. IMT, vol. I, p. 230.

[389] www.nizkor.org/hweb/imt/tgmwc/judgment/j-war-crimes-pows-01.html

[390] Texte allemand du document dans : Hans Bucheim, Martin Broszat, Hans-Adolf Jacobsen, Helmut Krausnick, *Anatomie des SS-Staates*. Deutscher Taschenbuch Verlag, München, 1982, pp. 202-204.

[391] PS-502. IMT, vol. XXVI, p. 113-114.

3) l'indication des noms, avec une brève description de leurs fonctions, des personnes classées comme : responsables du Komintern, responsables du Parti, Commissaires du Peuple, Commissaires Politiques, personnalités de premier plan.

4) Nombre de personnes qualifiées de non suspectes

a) prisonniers de guerre

b) civils.

Sur la base de ces rapports d'activité, le bureau principal de la sécurité du Reich [RSHA] *transmet rapidement les mesures à prendre. »*

Le document PS-078 confirme que :[392]

« Le devoir des commandements est le filtrage politique des prisonniers et la ségrégation et le traitement ultérieur des éléments indésirables parmi eux en ce qui concerne les aspects politiques, criminels ou similaires. »

En dehors du seul exemple cité, il n'y a aucune autre référence aux juifs dans ce document, et la prétention de Harrison est donc erronée.

[18] Une autre « radicalisation presque immédiate » aurait résulté des réquisitions par la Wehrmacht de 6 500 tonnes de blé en août 1941 sur des stocks de réserve de 5 000 à 6 000 tonnes (p. 99). Cela signifie que, selon les termes de Göring, « la Wehrmacht a la préséance absolue en tant que consommateur ... sur la population civile indigène »[393] à laquelle il restait de toute façon 120 000 tonnes de blé sur une récolte prévue de 800 000, bien que la source ne précise pas à combien d'habitants cette livraison a été attribuée.[394]

[19] Harrison ajoute ensuite :

« Il est donc très significatif que, lorsque le 2e régiment de cavalerie SS se préparait à balayer les marais du Pripet, il ait reçu un 'ordre explicite' (ausdrücklicher Befehl des RF-SS) de Himmler, le 1er août 1941, de tuer les femmes et les enfants par noyade : 'Tous les Juifs doivent être abattus. La réponse de Magill précise que 'les marécages ne sont pas si profonds qu'un noyage puisse se produire'[36]. » (p. 99)

Les sources qu'il cite sont :

Note 35 :

« Christopher R. Browning et Jürgen Matthäus, The Origins of the Final Solution. The Evolution of Nazi Jewish Policy, September 1939-March 1942. *Londres, 2004, p. 310, citant l'ordre de Himmler du 30.7.41 au SS Calvary Regiment 2, 1.8.41, BA-MA, RS 3-8/36 ; cf. JuNSV Bd. XX, Nr. 570 ».*

Note 36 :

---

[392] PS-078. NCA, vol. III, p. 123.

[393] Christoph Dieckmann, « The War and the Killing of the Lithuanian Jews », in : David Cesarani (éd.), *Holocaust. Critical Concepts in Historical Studies*, Routledge, New York, 2004. Volume II : « From the Persecution of the Jews to Mass Murder », p. 278.

[394] Ulrich Herbert (éd.), *National Socialist Extermination Policies, op. cit*, p. 258. Il s'agit très probablement du même article cité par Harrison.

« Magill report on the Pripet action, 12.8.41, MHA, Kommandostab des RFSS ».

Il s'agit là d'un autre exemple obscène de « copier-coller ». Tout est en effet tiré de l'expertise expurgée par Browning pour le procès Irving contre Lipstadt, dans laquelle figure le passage suivant :[395]

> *« L'escalade de la campagne de massacre pour inclure les femmes et les enfants juifs a commencé au début du mois d'août 1941, sous l'impulsion claire des principaux dirigeants SS. Alors que le 2e régiment de cavalerie SS se préparait à ratisser les marais du Pripet, il reçut un 'ordre explicite' (ausdrüklicher Befehl des RF-SS) de Himmler le 1er août 1941 : 'Tous les Juifs doivent être abattus. Chassez les femmes juives dans les marécages'. La réponse du SS-Sturmbannführer Magill montre qu'il a parfaitement compris l'objectif de l'ordre de Himmler, à savoir l'assassinat des femmes et des enfants juifs par noyade, et il explique l'inadéquation de la méthode : 'Conduire les femmes et les enfants dans les marais n'a pas eu le succès escompté, car les marais n'étaient pas assez profonds pour que l'on puisse s'y enfoncer'. »*

Le plagiat est démontré par la phrase « 'explicit order' (ausdrüklicher Befehl des RF-SS) », qui apparaît ainsi dans le texte en ligne mais pas dans le livre, qui comporte : « Le même jour, il donna un 'ordre explicite' (ausdrüklicher Befehl) ... 'Tous les Juifs doivent être abattus. Chassez les femmes juives dans les marécages' ».[396]

Harrison, dans son ignorance flagrante des archives, cite des acronymes dont, semble-t-il, il ne connaît même pas la signification : « BA-MA » et « MHA », qui n'apparaissent qu'ici dans le « Manifeste du copier-coller ». Le premier est l'acronyme de *Bundesarchiv-Militärarchiv Freiburg*, le second est une erreur pour « VHA », *Vojenský Historiczký Archiv*, les archives militaires de Prague. La source de la note de bas de page 36 est également tirée de Browning : « Magill report on the Pripet action, 12.8.41, in : Prague Military Archives, Kommandostab des RFSS. »[397] Afin de dissimuler le plagiat, Harrison a maladroitement remplacé « Prague Military Archives » par l'acronyme erroné « MHA ».

En ce qui concerne la signification du document, nous sommes à nouveau confrontés à l'extrapolation habituelle d'une phrase isolée d'un document sans référence au contexte dans lequel elle se trouve : « tous les Juifs » de tous les territoires occupés étaient-ils censés être fusillés ou seulement les juifs locaux ? Et devaient-ils être fusillés parce qu'ils étaient juifs ou pour d'autres raisons ?

Roman Shahriari le mentionne dans le contexte suivant :

> *« Après que Himmler eut rencontré von dem BachZelewski à Baranowicze le 31 juillet, avec qui il discuta également de l'action à Pripyat, un message radio fut envoyé le 1er août par le régiment de cavalerie SS 2 : 'Ordre spécifique du RFSS. Tous les Juifs doivent être abattus. Les femmes juives* [*Weiber,* péjoratif] *doivent être conduites dans les marais' ».*

---

[395] C.R. Browning, *Evidence for the Implementation of the Final Solution, op. cit*. p. 6.

[396] C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit*. p. 310.

[397] C.R. Browning, *Evidence for the Implementation of the Final Solution, op. cit*. note 40 à la p. 31.

L'ordre a été interprété différemment. Alors que le « commandant de la 'division de cavalerie' du régiment 1, Gustav Lombard » l'entendait dans le sens où les femmes devaient également être abattues, le « commandant du régiment 2, Franz Magill », l'interpréta littéralement :[398]

> *« Une bonne semaine plus tard, Magill fit un rapport : les pillards juifs ont été abattus. Seuls quelques artisans employés dans les ateliers de réparation de la Wehrmacht sont restés sur place. Le fait de pousser les femmes et les enfants dans les marais n'a pas eu le succès escompté, car les marais n'étaient pas si profonds qu'ils auraient pu s'enfoncer. Dans la plupart des cas, à une profondeur d'un mètre, on atteignait un sol solide (probablement du sable), de sorte qu'il n'était pas possible de s'enfoncer ».*

Toute cette histoire est totalement invraisemblable. Tout d'abord, le prétendu ordre de Himmler n'incluait pas les enfants, et son application *littérale* les aurait donc exclus de la tuerie. Deuxièmement, peut-on sérieusement croire que Himmler aurait ordonné une telle absurdité ? La noyade de milliers de personnes aurait été une tâche énorme, sans parler de les ramener sur le rivage et d'enterrer les cadavres. Troisièmement, le rapport se contente d'indiquer que les femmes et les enfants n'ont pas pu être noyés dans les marais en raison de la trop faible profondeur de l'eau, sans mentionner le sort qui leur a été réservé. Il est donc probable que le document ait été au moins falsifié.

[20] Immédiatement après, Harrison écrit :

> *« Dans la région de la Baltique, Stahlecker rédigea le 6 août 1941 un projet qui rejetait les propositions de ghettoïsation de Lohse du 27 juillet et proposait à la place que la politique se concentre sur 'les possibilités radicales de traiter le problème juif' qui avaient 'émergé pour la première fois dans l'Ostland'. Il se réfère à des 'ordres généraux venant d'en haut qui ne peuvent être discutés par écrit' et déclare que, contrairement à la GG, 'les perspectives dérivées de la nécessité d'utiliser les Juifs pour le travail ne seront tout simplement pas pertinentes pour la plupart dans l'Ostland'. Stahlecker ne dit rien sur le sort des Juifs qui ne travaillent pas, mais affirme que le petit nombre de Juifs qui travaillent sera soumis à une 'exploitation impitoyable' qui 'facilitera considérablement le transport ultérieur des Juifs'. Cela ne peut que signifier que les Juifs qui ne travaillent pas doivent déjà être tués immédiatement, tandis que les Juifs qui travaillent doivent être décimés par le travail forcé pour ne laisser qu'un petit nombre qui devra être réinstallé plus tard ».* (pp. 99 et sq.)

Ici, la mauvaise foi de Harrison, qui omet un élément fondamental qui donne au texte le sens opposé à celui qu'il prétend, peut être démontrée avec le texte complet :[399]

> *« À la fin de sa réponse, Stahlecker résume les 'avantages' de son approche : 'un nettoyage immédiat à près de 100 % de l'ensemble de l'Eastland, empêchant les Juifs de se multiplier, des*

---

[398] R. Shahriari, *Das « Unternehmen Barbarossa » und die Genesis der « Endlösung der Judenfrage ». Examensarbeit*. Grin Verlag, 2005, pp. 82-83

[399] P. Longerich, *Holocaust. The Nazi persecution and Murder of the Jews, op. cit*. p. 233.

possibilités d'exploitation la plus impitoyable de la main-d'œuvre juive, un allègement significatif du transport ultérieur des Juifs dans une réserve juive en dehors de l'Europe ». (Emph. ajoutée)

Le segment souligné est en parfait accord avec l'objectif de la politique nationale-socialiste à l'égard des Juifs tel que je l'ai exposé, et c'est pour cette raison que Harrison l'a omis.

[21] Notre « blogueur plagiaire » poursuit :

« Pendant ce temps, un document de l'OKW révélait les premières intimations que le gazage était une option envisagée dans l'Ostland. » (p. 100)

La source est :

« Otto Dov Kulka et Eberhard Jäckel (éds.), Die Juden in den geheimen Stimmungsberichten 1933-1945. *Düsseldorf, 2004, p. 454, citant le Doc. 563, Reisebericht des Ia des Wehrwirtschafts- und Rüstungsamts des OKW über seiner Besuch im Abschnitt der Wirtschaftsinspektion Nord, 11.8.41. Originally cited by Götz Aly,* 'Endlösung'. Völkerverschiebung und der Mord an den europäischen Juden*, Frankfurt am Main : Fischer, 1995, p. 333 ».*

Voici le passage pertinent du document en question :[400]

« La question juive à Riga n'a pratiquement pas été abordée. Les Juifs portent une étoile jaune pour s'identifier et sont affectés à des travaux de déblaiement, de construction de routes, etc. En revanche, plusieurs milliers de Juifs ont déjà été 'liquidés' à Libau, en partie par les autorités allemandes, mais surtout par les Lettons qui accusent les Juifs d'avoir été d'accord avec les bolchevistes pendant la période russe, au détriment des Lettons. Jusqu'à présent, les femmes juives n'ont pas encore été fusillées. Il a été dit qu'elles seraient éliminées plus tard par gazage ».

La référence au « gazage » est générique et ne peut être rattachée à un contexte précis : qui devait procéder au gazage et où, comment, quand, avec quel gaz et selon l'ordre de qui le gazage était-il censé être effectué ? Et de qui provenaient ces informations ? De hauts gradés SS ou de simples ouï-dire ?

Et où est le contexte ? En fait, ce document précède de plus de deux mois la seule référence présumée aux intentions des SS de gazer les Juifs à Riga : la lettre de Wetzel du 25 octobre 1941, sur laquelle je reviendrai aux points 49-51. Dans cette lettre, cependant, le prétendu gazage aurait été prévu pour les juifs incapables de travailler, alors que dans le document susmentionné, il n'était destiné qu'aux femmes. Quel est le rapport entre les deux documents ?

Si aucune réponse à ces questions ne peut être apportée, alors cette référence n'a aucune valeur historiographique vis-à-vis de la prise de décision du régime hitlérien.

Je traiterai du rapport Jäger, évoqué p. 100 par Harrison, dans notre future étude sur les *Einsatzgruppen*. Je me contente ici de signaler que la référence de

[400] D. Pohl, H.Weber, *Die Verfolgung und Ermordung der europäischen Juden..., op. cit.* Dok. 56, p. 240.

Harrison, « Jäger report of EK 3, 1.12.41, RGVA 500-1-25, p. 115 » (note 39 de la p. 100) est erronée, car la référence précise est « RGVA 500-1-25/1 » et la page 115, correspondant au *Blatt 7* du document, ne contient aucune statistique sur les fusillades, alors que Harrison la cite à propos d'« une forte augmentation du nombre de Juifs fusillés et l'inclusion d'un grand nombre de femmes et d'enfants juifs. » (p. 100)

Les autres citations du rapport Jäger (note 61 à la p. 103, 77 à la p. 107 et 169 à la p. 126) sont toujours sans référence au numéro de page. La note 169 de la page 126 se réfère à la prétendue fusillade de divers transports de juifs allemands vers le Fort IX à Kaunas, qui se trouve à la page 113bis du document. Aux pages 257 et suivantes, on trouve à la place une citation sur les « *Arbeitsjuden* » (juifs qui travaillent) tirée de la page 115, celle indiquée par Harrison en ce qui concerne les fusillades !

5.4. « Décimation par le travail »

[22] Harrison aborde un autre sujet :

> *« Le point de vue de Stahlecker sur la décimation par le travail est partagé par le chef de l'Einsatzgruppen C, Otto Rasch. En août, Rasch préconise l'utilisation de Juifs dans les marches du Pripet. [41]. Le 17 septembre, Rasch [42] suggère de recourir à une 'utilisation extensive de la main-d'œuvre' pour parvenir à une 'liquidation progressive des Juifs' [43]. »* (p. 100)

Les sources qu'il indique sont les suivantes (p. 100) :

Note 41 : « EM 52, 14.8.41 », c'est-à-dire *Ereignismeldung* (rapport d'évènement) no. 52, qui dit :[401]

> *« Parce que les masses juives excédentaires peuvent être dépensées et utilisées à bon escient, notamment pour cultiver les grands marais de Pripjet et les marais du nord du Dniepr ainsi que ceux de la Volga. »*

Le texte ne contient aucune remarque sur une « décimation par le travail ». Les références données dans la note de bas de page 42 seront disséquées ultérieurement. Note 43 : « EM 86, 17.9.41. » On trouve exactement le même texte sur les sites de la Bibliothèque virtuelle juive[402] et de Nizkor.[403] Voici le passage correspondant :[404]

---

[401] K.-M. Mallmann, A. Angrick, J. Matthäus, M. Cüppers (éds.), *« Die Ereignismeldungen UdSSR 1941 ». Dokumente der Einsatzgruppen in der Sowjetunion, op. cit.* p. 290.

[402] Operational Situation Report USSR No. 86 (17 septembre 1941), in :

www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Holocaust/sitrep86.html

[403] www.nizkor.org/hweb/orgs/german/einsatzgruppen/osr/osr-086.html

[404] K.-M. Mallmann, A. Angrick, J. Matthäus, M. Cüppers (éds.), *« Die Ereignismeldungen UdSSR 1941 ». Dokumente der Einsatzgruppen in der Sowjetunion, op. cit.* p. 479.

« En Ukraine occidentale et centrale, la communauté juive est presque identique à la couche urbaine des travailleurs, des artisans et des commerçants. La reconstruction économique des centres administratifs ukrainiens et le développement des centres administratifs des villes seront pratiquement impossibles si l'on s'abstient totalement d'utiliser la main-d'œuvre juive. Il n'y a qu'une seule possibilité, que l'administration allemande au sein du gouvernement général a mal évaluée pendant longtemps : la solution de la question juive par l'affectation généralisée de la main-d'œuvre juive. Cela entraînerait une liquidation graduelle de la juiverie : un développement qui est en accord avec les conditions économiques du pays. »

Il s'agissait en fait d'une recommandation. L'EM no. 81 du 12 septembre présente une perspective tout à fait différente. Après avoir constaté que dans certaines zones, environ 70 à 90 % de la population juive a fui, dans d'autres zones, 100 %, l'auteur du rapport commente :[405]

« C'est là que l'on peut constater un succès indirect des efforts de la police de sécurité, car l'[auto-]*déportation libre de centaines de milliers de Juifs – qui, dans la plupart des cas, auraient dépassé l'Oural – constitue une contribution appréciable à la solution de la question juive en Europe. »*

Harrison énumère ensuite divers massacres qui, comme je l'ai déjà mentionné, nous occuperont dans notre étude sur les *Einsatzgruppen*. La série commence comme suit :

« En août, 23 600 Juifs, dont beaucoup avaient été expulsés de Hongrie, ont été tués à Kamenets-Podolsky. Leur sort a été scellé lors d'une réunion dirigée par le quartier-maître général Wagner et le chef de l'administration militaire, Schmidt von Altenstadt. » (p. 100)

Dans la note de bas de page correspondante, Harrison fait référence à cette source : « Vermerk über die im OKH stattgefundene Besprechung wegen Übernahme eines Teils der Ukraine in Zivilverwaltung am 27.8.1941 in Berlin, 197-PS » (note 44). Mais ce document ne justifie pas l'affirmation de Harrison, car il dit :[406]

« Près de Kamenez-Podolsk, les Hongrois ont fait passer la frontière à environ 11 000 Juifs. Au cours des négociations menées jusqu'à présent, il n'a pas été possible de parvenir à des mesures pour le retour de ces Juifs. Le chef supérieur des SS et de la police (SS-Obergruppenfuehrer Jeckeln) espère toutefois avoir achevé la liquidation de ces Juifs d'ici le 1.9.1941. »

L'intitulé du document PS-197, en allemand, est sans doute plagié, probablement à partir d'un article d'Andrej Angrick disponible sur le net, qui mentionne également le nombre de 23 600 tués[407], qui provient de l'EM n°80 du

---

[405] *Ibid.* p. 452

[406] PS-197. NCA, vol. III, p. 211.

[407] A. Angrick, *The Escalation of German-Rumanian Anti-Jewish Policy after the Attack on the Soviet Union, June 22, 1941.* Centre de ressources SHOAH,

www1.yadvashem.org/odot_pdf/Microsoft%20Word%20-%203208.pdf. Notes de bas de page 65 à la page 23 et 66 à la page 24.

11 septembre 1941.[408] L'EM no. 67 du 29 août 1941 explique les évènements antérieurs à celui ci :[409]

> *« Les Roumains ont chassé de Bessarabie et de Bucovine des milliers de personnes infirmes, incapables de travailler, et d'enfants vers le territoire allemand. Au total, près de Swaniza-Mogilev-Podolsk et Yampol, environ 27 500 personnes* [ont été] *refoulées en territoire roumain et 1 265, en partie des plus jeunes, ont été fusillées ».*

La référence dans la note de bas de page 44 – « cf. Klaus-Michel Mallmann, 'Der qualitative Sprung im Vernichtungsprozess. Das Massaker von Kamenez-Podolsk Ende August 1941', Jahrbuch für Antisemitismusforschung 10, 2001, pp. 237-64 » – est d'ailleurs un exemple de plagiat, en l'occurrence tiré de Longerich.[410] En ce qui concerne la fusillade de Zhitomir, Harrison rapporte cette phrase :

> *« Les femmes étaient autorisées à tenir leurs enfants dans leurs bras ».* (p. 100)

S'agit-il d'une citation tirée d'un document ? Ou s'agit-il d'une déclaration ? Harrison ne le dit pas ; il se contente de rapporter la phrase sans aucune explication. Sa source nous informe qu'il s'agit d'une simple déclaration de procès de Heinrich Huhn, un chef de sous-unité du SK 4a, faite à la date du 13 mars 1966.[411]

[23] À la page 101, Harrison écrit :

> *« Le 3 septembre, Gewecke a noté la nécessité de 'liquider tous les Juifs' dans toute la région de 'Schaulen'* [Siauliai] *».*

Comme référence, il cite : « Gewecke, Jewish Concerns in Schaulen, 3.9.41, 3661-PS » (note de bas de page 47, p. 101). Dans son pillage frénétique des sources d'autrui, Harrison s'est manifestement embrouillé. Le document en question est une courte lettre de Hans Gewecke, le *Gebietskommissar* (commissaire régional) de Schaulen, mais elle ne concerne que les biens juifs saisis et ne contient aucune référence à la nécessité de « liquider tous les Juifs ».[412]

[24] Immédiatement après, Harrison ajoute :

---

[408] Klaus-Michael Mallmann, Andrej Angrick, Jürgen Matthäus, Martin Cüppers (éds.), *« Die Ereignismeldungen UdSSR 1941. » Documents des Einsatzgruppen en Union soviétique, op. cit.*, p. 444.

[409] *Ibid.*, p. 378.

[410] P. Longerich, *Holocauste. The Nazi persecution and Murder of the Jews, op. cit.* note 51 à la page 512 : « Klaus-Michael Mallmann, 'Der qualitative Sprung im Vernichtungsprozess. Das Massaker von Kamenez-Podolsk Ende August 1941', *Jahrbuch für Antisemitismusforschung* (JA) 10 (2001), 237-64 ». Dans la note de bas de page 50, l'auteur cite le document PS-197.

[411] Wendy Lower, « The 'reibungslose' Holocaust ? The German Military and Civilian Implementation of the 'Final Solution' in Ukraine, 1941-1944 », in : Gerald D. Feldman, Wolfgang Seibel (éds.), *Networks of Nazi Persecution. Bureaucracy, Business and the Organization of the Holocaust*, Berghahn Books, 2005, note 38 à la page 254.

[412] PS-3661. TMI, vol. XXXII, pp. 434-435.

« Les témoignages d'après-guerre indiquent qu'ils ont été tués en tant que 'mangeurs inutiles', la même formulation que celle utilisée précédemment pour justifier le meurtre des patients T4. Ce langage a été répété par Erren à Slonim, en Biélorussie, lorsque 7 000 Juifs ont été abattus : L'action menée par le SD le 13 novembre m'a débarrassé des bouches inutiles à nourrir ». (p. 101)

Un tel « témoignage d'après-guerre » n'a de valeur que pour Harrison. Quant à la deuxième citation, Harrison indique cette source : « Status report, RC Slonim, 25.1.42, in Anklageschrift Erren et al, StA Hamburg 141 Js 173/61, p. 50 » (note 49 de la p. 101). Il s'agit sans doute d'un autre plagiat. Il a posté la citation en question sur le blog Holocaust Controversies le 25 avril 2009,[413] donnant alors comme source le site Web Jewish Virtual Library, où figure en effet un extrait du « Situation Report of Gebietskimmissar [sic] Gerhard Erren (January 25, 1942) »[414] contenant la phrase citée par lui.

La source est le volume « *The Good Old Days* ».[415] Sur l'« action » à Slonim le 13 novembre 1941, les documents n'ont rien à dire. Les éditeurs de « *Die Ereignismeldungen UdSSR* » 1941 ne la mentionnent que brièvement dans une note de bas de page, renvoyant à l'étude de Krausnick et Wilhelm sur les *Einsatzgruppen*,[416] tandis que ces deux auteurs se réfèrent au rapport Erren.[417] Il s'ensuit que nous avons affaire ici à un cas unique, qui n'est confirmé par aucune autre source documentaire et qu'il est donc insensé de prendre comme modèle pour une politique générale.

[25] Harrison écrit ensuite :

« L'extermination a également été rendue nécessaire par l'hypothèse, exprimée par exemple par von Bechtolsheim, selon laquelle 'sans aucune exception, les Juifs et les partisans sont un concept identique'. Cette déclaration, avec l'utilisation du terme 'concept', démontre que le lien entre Juifs et partisans était établi dans l'esprit des dirigeants de la Wehrmacht avant l'invasion de l'URSS, mais qu'il s'est également intensifié dans le cadre d'actions de tuerie plus systématiques au fur et à mesure que la guerre avançait ». (p. 101)

Dans la note de bas de page correspondante (n° 50, p. 101), Harrison se réfère à la source suivante : Jürgen Förster, « The Wehrmacht and the War of

---

413 Jonathan Harrison, « Extermination Planning and Forced Labour Needs », (Planification de l'extermination et besoins en travail forcé).

http://holocaustcontroversies.blogspot.com/2009/04/extermination-planning-and-forced.html

414 www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Holocaust/Erren.html

415 Ernst Klee, Willi Dressen, Volker Riess (eds.), *« The Good Old Days ». The Holocaust as Seen by Its Perpetrators and Bystanders* (L'Holocauste vu par ses auteurs et ses spectateurs). The Free Press, 1991, « From the situation report of Gebietskommissar Gerhard Erren, 25 January 1942 », p. 179.

416 K.-M. Mallmann, A. Angrick, J. Matthäus, M. Cüppers (éds.), *« Die Ereignismeldungen UdSSR 1941 ». Dokumente der Einsatzgruppen in der Sowjetunion, op. cit.* p. 847.

417 Helmut Krausnick, Hans-Heinrich Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges. Die Einsatzgruppen der Sicherheitspolizei und des SD 1938-1942*, Deutsche Verlags Anstalt, Stuttgart, 1981, p. 600.

Extermination against the Soviet Union », *Yad Vashem Studies* 14, 1981, pp. 7-33, citant Kommandant in Weissruthenien, Situation Report of February 1-15, 1942, BA- MA WK VII/527 RH 53 - 7/v. 206 RH 26- 707/v. 1. »

Je donne ci-dessous le passage correspondant de la source indiquée par lui :[418]

« En ce qui concerne les Juifs et les Polonais, il convient d'ajouter aux rapports de situation précédents qu'ils travaillent main dans la main avec le communisme et les organisations de partisans et les aident de toutes les manières imaginables. Ainsi, sans aucune exception, les Juifs et les partisans sont un concept identique. »

Ce passage étant tiré d'un rapport de février 1942, il n'est pas logique de prétendre que l'équation juifs = partisans avait déjà été établie avant l'invasion de l'Union soviétique.

[26] Dans ce contexte, Harrison ajoute :

« En outre, l'ordre de Bechtolsheim selon lequel les Juifs devaient 'disparaître de la plaine et les Tziganes devaient également être exterminés' a été donné avant qu'il n'y ait une quelconque menace partisane en Biélorussie. » (p. 101)

Harrison cite la source suivante (note 51 de la p. 101) :

« Kommandant in Weissruthenien Ia, Befehl Nr. 24, 24.11.41, gez. v. Bechtolsheim, NARB 378-1-698, p. 32 ; cf. Browning, Origins, p. 289. »

Apparemment, il ne connaît pas le texte original allemand, puisqu'il se contente de se référer au seul passage cité par Browning :[419]

« Selon Bechtolsheim, les Juifs devaient 'disparaître de la plaine et les Tziganes devaient également être exterminés' ».

La source de Browning fournit à son tour le texte original du passage :

« Conformément aux instructions ci-dessus, les Juifs doivent disparaître de la campagne et les Tsiganes doivent être anéantis. »

Le commentaire suivant de Harrison confirme qu'il ne connaît du document en question que le court passage cité par Browning :

« En outre, l'ordre de Bechtolsheim selon lequel les Juifs devaient 'disparaître de la campagne et les Tsiganes devaient également être exterminés' a été émis avant qu'il n'y ait une quelconque menace partisane en Biélorussie. En effet, le fait que les Tsiganes doivent également être exterminés montre que Bechtolsheim utilise ses prérogatives militaires pour procéder à l'extermination de groupes qu'il définit par leur race ». (p. 101)

La phrase qui suit immédiatement dit en fait[420] :

---

[418] Jürgen Förster, « The Wehrmacht and the War of Extermination against the Soviet Union », in : *Yad Vashem Studies* 14, 1981 p. 31.

[419] C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit*. p. 289.

[420] Auszug aus dem Befehl Nr. 24 des Kommandanten in Weißruthenien (v. Bechtolsheim) vom 24. November 1941 u. a. betr. « Juden und Zigeuner », in : Wolfgang Benz, Konrad Kwiet, Jürgen Matthäus, *Einsatz im « Reichskommissariat Ostland »*. Metropol, Berlin, 1998, p. 78.

« La mise en œuvre d'opérations juives plus importantes n'est pas une tâche des unités de la Division. Elles sont menées par les autorités civiles ou policières, le cas échéant elles sont ordonnées par l'intermédiaire du commandant de la Ruthénie blanche, si des unités spéciales sont à sa disposition ou pour des raisons de sécurité et lors de mesures collectives. »

Browning nous informe que le général Gustav Freiherr von Bechtolsheim était « le commandant de la 707e division d'infanterie déployée dans le Generalkommissariat Weissruthenien »[421] et que le document réfute donc l'interprétation de Harrison ; le prétendu ordre d'extermination n'émanait pas de von Bechtolsheim et son traitement n'était pas de sa compétence.

En ce qui concerne le document, le fait que les Juifs doivent « disparaître du plat pays » ne signifie pas qu'ils doivent être tués ; le terme « plat pays » (« *flaches Land* ») se réfère en fait aux zones rurales en juxtaposition avec les zones urbaines. C'est ce qui ressort clairement de la lettre de Stahlecker du 6 août 1941 :[422]

« Le projet considère que la mesure la plus importante et la plus radicale consiste à nettoyer les campagnes des Juifs. D'autre part, il est interdit aux Juifs de résider dans les localités d'importance économique, militaire ou idéologique, ainsi que dans les stations balnéaires et les villes thermales. Ainsi, seul un petit nombre de villes de taille petite ou moyenne resteront à l'avenir des lieux de vie pour les Juifs. [...]

Le projet prévoit une réinstallation de la campagne vers les villes ».

Ce sens apparaît explicitement dans le document PS-1138, où l'expression « Le plat pays doit être nettoyé des Juifs » (« *Das flache Land ist von Juden zu säubern* ») signifie que les Juifs devaient être confinés dans des ghettos (voir chapitre 8, point 7).

Le 6 janvier 2012, « Little Grey Rabbit » a écrit sur le Axis History Forum :[423]

« C'est, comme je l'ai déjà suggéré, à mon avis une faiblesse majeure que l'équipe de HC semble ne pas avoir consulté les documents qu'ils citent ni dans leur intégralité, ni dans le contexte de leur dossier, ni dans leur langue d'origine. Ils semblent avoir simplement repris cette référence de l'ouvrage de Christopher Browning, The Origin of the Final Solution, page 289 (où figure la même erreur de traduction), ainsi que la référence du dossier dans ses notes de bas de page, afin d'épater la galerie.

Au moins Christopher Browning fournit-il plus tard un contexte qui nous aide à comprendre cette citation, à la page 290 : 'Là où des groupes de Juifs plus ou moins importants sont rencontrés sur le plat pays', ajoute Bechtolsheim, 'nous pouvons nous en débarrasser nous-mêmes ou les concentrer dans des ghettos désignés dans des endroits plus importants où ils seront remis à l'administration civile ou au SD : ».

Nick Terry a rapidement répondu :[424]

---

[421] C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit*. p. 288.

[422] Bert Hoppe, Hildrun Glass (éds.), *Die Verfolgung und Ermordung..., op. cit*, pp. 512 sq.

[423] http://forum.axishistory.com/viewtopic.php?p=1662247#p1662247

« Lorsque nous avons cité des documents d'un autre auteur, nous avons écrit par exemple Jürgen Förster, 'The Wehrmacht and the War of Extermination against the Soviet Union', Yad Vashem Studies 14, 1981, pp. 7-33, citant Kommandant in Weissruthenien, Situation Report of February 1-15, 1942, BA-MA WK VII/527 RH 53 – 7/v. 206 RH 26-707/v. 1.

Lorsque nous avons vu les documents nous-mêmes, mais que cela est déjà connu dans la littérature, nous avons écrit Kommandant in Weissruthenien Ia, Befehl Nr. 24, 24.11.41, gez. v. Bechtolsheim, NARB 378-1-698, p. 32 ; cf. Browning, Origins, p. 289.

Il y a quelques rares endroits où cette présentation est devenue confuse ; un exemple est le rapport Erren cité sur la même page (et ceci sera corrigé dans la version 2) ».

Quelqu'un qui examine *vraiment* un document allemand le traduirait lui-même et ne s'en remettrait pas à la traduction d'autres personnes pour une simple ligne du texte. C'est exactement le contraire de ce qu'a fait Harrison : il a repris la phrase « disparaissez de la plaine et les Tsiganes devront eux aussi être exterminés » du livre de Browning mentionné ci-dessus, ainsi que la référence archivistique : « Kommandant in Weissruthenien Abt. Ia, ordre no. 24, November 24, 1941, USHMMA RG 53.002m, reel 2 (csa Minsk 378-1- 698, fol. 32). »[425] Mais même en admettant que Terry ait dit la vérité, le problème n'en serait pas moins grave : Harrison se serait appuyé sur la traduction – et pas même une traduction impeccable – d'autrui pour une seule ligne d'un document dont il aurait eu le texte original sous la main. La première méthode est celle des fanfarons, la seconde celle des incompétents.

Note 52 à la page 101 – « Kommandant in Belorussia, 8.10.41 and 16.10.41, NARB 378-1-698 ; cf. Gerlach, *Kalkulierte Morde*, pp. 612- 13. » – est également tirée de Browning, qui indique cette source : « Rapports du Kommandant à Weissruthenien Abt. Ia, 10 et 16 octobre 1941, USHMMA RG 53.002m, bobine 2 (CSA Minsk 378-1-698, fols. 4, 11). »[426] Harrison a immaturement essayé de déguiser le plagiat en écrivant « Belorussia » au lieu de « Weissruthenien » (ou « Weißruthenien », comme Gerlach l'écrit correctement) et en remplaçant « CSA [=Central State Archive] Minsk » par « NARB » (Natsionalni Archiv Republiki Belarus), le résultat d'un autre plagiat (voir le point 109).

Enfin, en ce qui concerne la prétention selon laquelle l'ordre de von Bechtolsheim du 24 novembre 1941 « a été émis avant qu'il n'y ait une menace partisane en Biélorussie », dans l'attente d'une recherche plus détaillée sur la question, je me limite à souligner qu'au moins trois mois plus tôt, l'*Einsatzgruppe*

---

[424] http://forum.axishistory.com/viewtopic.php?p=1662384#p1662384 La dernière phrase est un mensonge flagrant, car ce que Terry présente comme une exception est la procédure normale des « blogueurs plagiaires ».

[425] C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit.* note de bas de page 250 à la p.507.

[426] *Ibid*, note de bas de page 246, p. 507.

B, alors basé à Smolensk, a consacré un long rapport intitulé « Instructions de combat pour les groupes de partisans »[427] ; ce qui prouve que les partisans constituaient déjà à l'époque une menace réelle dans la zone opérationnelle de l'*Einsatzgruppe* B, qui comprenait la Biélorussie et certaines parties de la Russie occidentale limitrophe.

[27] Harrison poursuit :

> *« En novembre, Georg Thomas appelle à 'l'extermination complète des Juifs' en Volhynie (dans l'ouest de l'Ukraine) au motif que les juifs sont 'sans aucun doute moins précieux en tant que travailleurs que les dégâts qu'ils causent en tant que 'porteurs de germes' du communisme' ».* (pp. 101-102)

La référence est « EM 133, 14.11.41 » (note 54 de la p. 102), mais les citations sont tirées, comme d'habitude, de Browning.[428] Le texte du passage est le suivant :[429]

> *« Juifs : il n'est pas nécessaire de souligner que les efforts communistes sont chaleureusement soutenus par les Juifs. La seule possibilité, dans les conditions actuelles, d'arrêter les machinations des Juifs en Volhynie et de priver ainsi le bolchevisme de son terreau le plus fertile, est l'anéantissement complet des Juifs qui, incontestablement, apportent moins d'avantages en tant que main-d'oeuvre qu'ils ne nuisent en tant que 'porteurs de germes' pour le communisme. »*

L'extermination était donc motivée par le fait que les Juifs étaient considérés comme un « terreau » et des « porteurs de germes » du bolchevisme.

[28] Harrison passe ensuite à une autre « preuve » :

> *« Le 18 décembre 1941, Braütigam* [sic] *déclara à Lohse que les 'considérations économiques' (auxquelles Lohse avait fait référence dans une correspondance antérieure du 15 novembre) 'ne devraient fondamentalement pas être prises en compte'. En outre, il déclara que cela avait probablement été convenu lors d'une discussion verbale, confirmant ainsi que la politique n'était pas toujours transmise par des ordres écrits, mais plutôt de vive voix. Le 10 janvier 1942, Himmler confirme à Rosenberg que 'les mesures d'élimination des Juifs doivent être prises sans tenir compte des conséquences économiques' ».* (p. 102)

Le 31 octobre 1941, le Dr Georg Leibbrandt, chef du bureau du ministère Rosenberg, envoie à Hinrich Lohse, Reichskommissar für das Ostland, une lettre libellée comme suit :[430]

> *« Le bureau central du Reich et de la sécurité* [sic, manifestement une déformation de Reichssicherheitshauptamt (RSHA), le bureau principal de la sécurité du Reich]

---

[427] K.-M. Mallmann, A. Angrick, J. Matthäus, M. Cüppers (éds.), *« Die Ereignismeldungen UdSSR 1941 », op. cit.* pp. 359-362. EM ; n° 65 du 25 août 1941.

[428] C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit.* p. 296.

[429] K.-M. Mallmann, A. Angrick, J. Matthäus, M. Cüppers (eds.), *« Die Ereignismeldungen UdSSR 1941 », op. cit.* p. 792.

[430] PS-3663. IMT, vol. XXXII, pp. 435-436.

a déposé une plainte sur le fait que le commissaire du Reich pour l'Ostland a interdit les exécutions de Juifs à Libau. Je demande un rapport immédiat sur cette affaire ».

Le 15 novembre 1941, Lohse répond :[431]

« J'ai interdit les exécutions sauvages de Juifs à Libau, parce qu'elles étaient irresponsables. Je vous demande de m'informer si votre demande du 31 octobre doit être comprise comme une directive selon laquelle tous les Juifs de l'Ostland doivent être liquidés. Cela se fera-t-il sans tenir compte de l'âge, du sexe et des intérêts économiques (par exemple de la Wehrmacht qui recherche des travailleurs qualifiés dans les usines d'armement) ? Bien sûr, l'élimination des Juifs de l'Ostland est une tâche primordiale, mais sa solution doit être conciliée avec les nécessités de l'économie de guerre. Je n'ai pu trouver une telle instruction ni dans les directives sur la question juive figurant dans le 'dossier brun', ni dans d'autres directives. » (Emph. ajoutée)

Et voici la réponse d'Otto Bräutigam, du ministère de Rosenberg, datée du 18 décembre :[432]

« Concernant : Question juive

À la communication écrite du 15.11.1941

Entre-temps, la clarté sur la question juive aurait pu être obtenue par des discussions orales. En règle générale, les préoccupations économiques ne seront pas prises en compte dans le cadre de la résolution du problème. Pour le reste, veuillez régler les questions qui se posent directement avec le chef supérieur de la SS et de la police ».

En résumé, Lohse demande essentiellement si « tous les Juifs de l'Ostland » (c'est-à-dire les pays baltes et l'ouest de la Biélorussie) sont censés être tués, ce qui est pour lui une nouveauté, car aucune des directives précédentes n'avait prévu cette possibilité, à commencer par le « dossier brun » Leibbrandt ne déclare pas que ces directives ont été modifiées, mais se limite à affirmer qu'en ce qui concerne la solution de la question juive, les intérêts économiques ne doivent pas être pris en considération. Il ne s'agit pas nécessairement d'une extermination, mais plutôt d'une exclusion des Juifs de la vie économique de l'État. À l'époque, la politique nationale-socialiste visait à déporter les juifs du Reich vers le RK Ostland. Le 9 novembre, Leibbrandt envoie à Lohse un télégramme qui dit :[433]

« Concernant les transports de Juifs vers l'Ostland. Communication écrite exacte en cours d'acheminement. Les Juifs seront déplacés plus à l'est. Les camps de Riga et de Minsk ne sont que des mesures temporaires, il n'y a donc pas d'objection ici. »

D'autre part, le « dossier vert », dans la section « Directives pour le traitement de la question juive » de septembre 1942, donne des instructions exactement opposées en ce qui concerne la question juive et l'économie de guerre :[434]

---

[431] *Ibid*, p. 436.

[432] PS-3666, p. 437.

[433] GARF, 7445-2-145, p. 54. Le télégramme est écrit avec des lettres majuscules sans les trémas.

[434] EC-347. TMI, vol. XXXVI, p. 350.

« En ce qui concerne l'urgence des tâches économiques à l'Est causée par la guerre, il faut s'assurer que, malgré toutes les mesures prises contre les Juifs, les préoccupations économiques ne seront pas considérablement affectées. »

La dernière déclaration de Harrison, qui confère un caractère criminel aux mesures susmentionnées, reste à examiner :

« Le 10 janvier 1942, Himmler confirme à Rosenberg que « les mesures visant à éliminer les Juifs doivent être prises sans tenir compte des conséquences économiques ».

La source est : « Himmler an Rosenberg, 10.1.42, NARA T454/154/334 ; cf. Wendy Lower, *Nazi Empire-Building and the Holocaust in Ukraine*. Chapel Hill, 2005, p. 251 » (note 56 de la page 102).

Dans un post sur le Forum RODOH daté du 29 septembre 2008 (qui n'est plus disponible en ligne), Harrison a écrit à ce sujet :[435]

« Je n'ai que la traduction de Lower, mais j'ai fourni la réf. d'archive dans mon blog, vous êtes donc libre de le consulter. »

Cette phrase pourrait être l'emblème du « Manifeste du copier-coller » et de la mentalité des « blogueurs plagiaires ». Pour eux, la simple citation dans un livre d'un passage tiré d'un document constitue une « preuve ». Ils ne se demandent pas si le document existe réellement, si la référence archivistique est correcte, si la traduction donnée dans le livre est exacte, ou si le contexte confirme ou contredit l'interprétation de l'auteur du livre. Aussi incroyable que cela puisse paraître, ils supposent que cette recherche doit être effectuée par leurs lecteurs, et non par eux-mêmes, qui prétendent citer directement le document ! En ce qui concerne le terme « éliminer » (quel est le verbe allemand ?), il pourrait également se référer à une évacuation.

[29] La citation suivante montre bien l'absence de sens critique et la crédulité des historiens orthodoxes de l'holocauste :

« En Ukraine, les massacres se sont poursuivis pendant l'hiver 1941-1942, comme le montre le gazage des Juifs à la Lorpicrine pour vider le ghetto de Zlatopol à Nikolayev, sur ordre du commissaire du comté. » (p. 103)

La référence est :

« Fragment d'un rapport de situation du BdO Ukraine (gez. MüllerBrunkhorst), vers mars 1942 (page de titre manquante) ; TsADAVOV, R-3676-4- 317, p. 71 ; cf. Dieter Pohl, 'The Murder of Ukraine's Jews under German Military Administration and in the Reich Commissariat Ukraine', in Ray Brandon and Wendy Lower (éds.) The Shoah in Ukraine*, Bloomington, 2008, p. 48 »* (note de bas de page 65, pp. 103-104)

Le système de citation correspond au cas évoqué par Terry « où nous avons vu les documents nous-mêmes, mais c'est déjà connu dans la littérature ». En réalité, Harrison n'a jamais vu le document en question, qui est simplement repris

[435] Précédemment disponible sur http://rodohforum.yuku.com/topic/7376#.Tx-ycmWvo1F

du livre mentionné par lui, cette fois sans même une citation, malgré le fait remarquable qu'il est censé traiter explicitement d'un gazage homicide. Dans la version allemande de son article, Pohl rapporte le passage en question comme suit :[436]

> *« Le 2 février 1942, 202 Juifs du ghetto de Zlatopil ont été éliminés par la milice sur ordre du commissaire de district par gazage à la Lorpicrine. L'élimination des Juifs a pu se faire sans troubles et sans faire de bruit. »*

Qu'est-ce que la « Lorpicrine » ? Pohl n'a pas enquêté et Harrison pas le moins du monde : le sujet est le « gazage » et cela suffit amplement !

En fait, ce terme ne signifie rien, car il s'agit d'une simple erreur pour « Chlorpikrin » (Trichlornitrométhane). Cette substance a été utilisée comme irritant chimique agressif pendant la Première Guerre mondiale, puis comme désinfectant contre les insectes nuisibles, tels que les charançons, les poux, les puces, les punaises, ainsi que contre les rats. Ce gaz a une densité relative de 5,66 par rapport à l'air (celle du cyanure d'hydrogène est de 0,93) et un point d'ébullition de 112°C.[437] On sait cependant que pendant la Seconde Guerre mondiale, la chlorpikrine ne faisait pas partie des désinfectants les plus courants et donc les plus faciles à obtenir, qui comprenaient le Zyklon, le T-Gas (un mélange d'oxyde d'éthylène et de dioxyde de carbone), le Tritox (Trichloroacétonitrile), Ventox (Nitrile), Cartox (mélange en différentes proportions d'oxyde d'éthylène et de dioxyde de carbone), Nitrile, Calcid (substance contenant un pourcentage élevé de cyanure de calcium) et cyanogaz (substance contenant un faible pourcentage de cyanure de calcium). Tous ces désinfectants étaient régulièrement distribués par la société Degesch.[438]

Compte tenu de ce qui précède, il convient d'expliquer comment un simple « *Gebietskommissar* » (commissaire de district) a pu se procurer de la chlorpikrine dans un petit village d'Ukraine, situé à environ 80 km au nord-est de Kirovohrad, près de Kiev[439], comment il l'a utilisée pour le prétendu « gazage », puisque son point d'ébullition est de 112°C, et comment l'opération a pu se dérouler « sans

---

[436] D. Pohl, « Schauplatz Ukraine. Der Massenmord an Juden im Militärverwaltungsgebiet und im Reichskommissariat 1941-1943 », dans : Christian Hartmann, Johannes Hürter, Peter Lieb, Dieter Pohl, *Der deutsche Krieg im Osten 1941-1944. Facetten einer Grenzüberschreitung*. Oldenburg Wissenschaftsverlag, Munich 2009, p. 181.

[437] Ferdinand Flury, Franz Zernik, *Schädliche Gase, Dämpfe, Nebel, Rauch- und Stauharten*. Verlag von Julius Springer, Berlin, 1931, pp. 418-419 et 540-541 ; Gerhard Peters, *Die hochwirksamen Gase und Dämpfe in der Schädlingsbekämpfung*. Sammlung chemischer und chemisch-technischer Vorträge. Neue Folge. Volume 47a. Verlag von Ferdinad Enke in Stuttgart, 1942, pp. 81 et 88.

[438] NI-9098.

[439] D'après le texte de Harrison (« le ghetto de Zlatopol à Nikolayev »), il semble que Zlatopol était le nom d'un ghetto dans la ville de Nikolayev (Mykolaïv), qui se trouve en ligne droite à plus de 400 km au sud, sur la mer Noire, mais nous pouvons lui accorder le bénéfice du doute qu'il voulait dire « dans le *Generalkommissariat* Nikolayev », ce qui serait correct.

perturbation ». En 1942, le département d'hygiène de l'université royale de Padoue a réalisé des expériences pour tester l'efficacité de divers désinfectants, dont la chlorpikrine, au sujet de laquelle il a observé :[440]

> *« La chlorpikrine présente certains inconvénients : elle est difficile à manipuler en raison de ses effets lacrymogènes, même si elle est massivement diluée (1 : 200 000 000), et elle est très toxique.* [...] *Après avoir terminé l'opération,* une ventilation prolongée de la pièce pendant deux ou trois jours est nécessaire*, car l'effet lacrymogène persiste pendant ce même temps ».* (souligné dans l'original)

L'histoire ridicule de la « Lorpicrine » est également évoquée par Myers au chapitre 4 du « Manifeste ».

5.5. Les « *fourgons à gaz* »

[30] Le « gazage » par la « Lorpicrine » mentionné ci-dessus nous amène à un autre sujet : les prétendus « fourgons à gaz », que Harrison nous présente de la manière suivante :

> *« Des fourgons à gaz ont été utilisés à Simferopol, comme l'a confirmé le procès de Drexel et Kehrer de l'EK 12a et 12b. » (pp. 103 et suivantes).*

La note de bas de page correspondante se réfère à « JuNSV Bd. XL, Nr. 816 StA Muenchen I, Az.119c Ks 6 a-b/70, Bl. 33-35 » (note 66 à la page 104). La référence apparaît dans l'article de Mathias Beer intitulé « The Development of the Gas Van in the Murdering of the Jews » (Le développement du fourgon à gaz dans l'assassinat des Juifs), qui renvoie à la note de bas de page 72 : « Décision du tribunal concernant Drexel et Kehrer, StA Muenchen I, Az.119c Ks 6 a-b/70, Bl.33-35 [ZSL, Az.Sammelakte 32] ».[441] Il ajoute « JuNSV Bd. XL, Nr. 816 », c'est-à-dire « Rüter, C. F., et al. (éds.), Justiz und NS-Verbrechen. Sammlung deutscher Strafurteile wegen nationalsozialistischer Tötungsverbrechen. Amsterdam 1968ff, 45 volumes », ouvrage mentionné dans la bibliographie (p. 538), mais qui est toujours cité comme « Justiz und NS-Verbrechen » (la première fois dans la note 164 de la p. 76), et jamais comme « JuNSV », acronyme qui reste inexpliqué et incompréhensible pour le lecteur non averti. Harrison a pris la référence correspondante dans une autre source, apparemment sans même comprendre la signification de l'acronyme « JuNSV ». Le fait qu'il n'ait pas consulté le volume XL de cette collection est prouvé par le fait qu'il n'indique pas la date du verdict, ni les pages mentionnant les « *Gaswagen* » (« fourgons à gaz »).

---

[440] Socrate Mondini, *I mezzi di disinfestazione contro le « cimex » nell'ambiente militare*. Tipografia Albarelli-Marchesetti, Verona, 1942, p. 26.

[441] http://weber.ucsd.edu/~lzamosc/chelm10.htm. Cet article est également disponible en ligne sur les sites de la Bibliothèque virtuelle juive (http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Holocaust/vans.html) et de Nizkor (http://www.nizkor.org/hweb/camps/chelmno/sonderdruck.html).

D'un point de vue historiographique, les affirmations faites dans les années 1970 sans aucune preuve documentaire ne sont que des paroles en l'air.

À la page 104, Harrison fait référence à un « groupe de documents [allemands] » qui ont été « [d]écouverts par Sergey Romanov » et donne un extrait du verdict d'une cour martiale allemande contre le sous-officier Hans Röttgermann, dans lequel on peut lire ce qui suit :

> *« Par conséquent, les fusillades de Juifs, qui ont récemment été une tâche du SD, sont des actes de l'État, ordonnés pour l'extermination de ces ennemis d'une certaine manière et exécutés de cette manière ».*

Le texte, publié à l'origine dans un message de Terry sur un forum le 15 septembre 2010, se lit comme suit :[442]

> *« 'C'est pourquoi les fusillades de Juifs par le SD* [=*Sicherheitsdienst,* Service de sécurité] *sont aussi en fin de compte des actes de l'État, qui a ordonné la destruction de ces ennemis d'une certaine manière et qui a également permis qu'elle soit entreprise. Pour ces mesures jugées nécessaires par l'État, des institutions spécialisées sont créées. Ces institutions sont elles-mêmes soumises à des règlements stricts.' ~ Verdict de la Cour martiale du Reich du 17 avril 1942 contre le caporal de la police militaire Hans Roettgermann ».*

Harrison se réfère ensuite à un passage du verdict d'une autre cour martiale contre le SS-*Untersturmführer* Max Täubner (celui-ci tiré d'un livre), qui dit – entre autres choses :

> *« Les Juifs doivent être exterminés et aucun des Juifs qui ont été tués n'est une grande perte. »* (p. 105)

Cela fait partie de la lutte nationale-socialiste contre ce que l'on appelle l'ennemi juif-bolchevique, comme l'atteste l'ordre du général Erich von Manstein du 20 novembre 1941 :[443]

> *« La juiverie constitue l'intermédiaire entre l'ennemi de l'arrière et les restes de l'armée rouge et de la direction rouge qui se battent encore. Ici plus qu'en Europe, elle occupe tous les postes clés de la direction politique et de l'administration, de l'artisanat et du commerce, et continue à former la cellule de toutes les perturbations et de tous les soulèvements possibles. Le système juif-bolchevique doit être éradiqué une fois pour toutes. Il ne doit plus jamais s'immiscer dans notre espace vital européen. »*

[31] Harrison écrit en outre :

> *« Himmler avait informé le tribunal, dans des instructions données en son nom par Bender le 26 octobre 1942, que 'l'exécution pour des motifs purement politiques n'entraînera aucune peine, à moins que cela ne soit nécessaire pour maintenir la discipline et l'ordre'. Himmler considérait donc le meurtre des Juifs comme un meurtre politique justifié par la politique de l'État, à savoir la Solution finale ».* (p. 106)

---

[442] http://forums.randi.org/showpost.php?p=6336974&postcount=671

[443] PS-4064. IMT, vol. XXXIV, p. 130.

Le texte original du document dit :[444]

« En ce qui concerne la question de savoir si et quelle punition doit être infligée pour les fusillades de Juifs sans ordre et sans autorité, les motifs sont pertinents.

1.) Pour les motifs purement politiques [des fusillades]*, aucune peine ne doit être infligée, à moins que le maintien de l'ordre ne l'exige.* [...]

2.) Pour des motifs égoïstes, sadiques ou sexuels, des sanctions judiciaires seront prises, et selon le cas, également pour meurtre ou pour homicide involontaire ».

On peut en déduire que les fusillades individuelles nécessitaient un « ordre et une autorité » spécifiques, en dehors desquels les meurtres n'étaient autorisés que pour certaines motivations. Cette règle était en vigueur dans les territoires de l'Est dans le cadre de la lutte contre le « judéo-bolchevisme », mais pas, par exemple, dans les camps de concentration, à commencer par Auschwitz, où une norme différente s'appliquait à tous, y compris aux juifs :[445]

« Je sais que seul le Führer décide de la vie ou de la mort d'un ennemi de l'État. Je ne suis pas autorisé à blesser physiquement un ennemi de l'État (détenu) ou à provoquer sa mort. Tout meurtre d'un détenu dans un camp de concentration nécessite l'approbation personnelle du Reichsführer-SS ».

Par conséquent, la disposition susmentionnée de Himmler n'a rien à voir avec la prétendue « solution finale ».

5.6. La « critique » contre Mattogno

Dans la section « Evolution de la solution finale à l'échelle de l'Europe, septembre-décembre 1941 », Harrison prétend démontrer que pour « promouvoir sa thèse, Mattogno doit supprimer des preuves tout en déformant le sens des documents qui prouvent en fait l'extermination ». (p. 109). Je reproduis ci-dessous l'intégralité de sa critique afin d'éviter son accusation d'... omissions. Certaines de ses objections sont d'une stupidité sans nom, mais j'y répondrai également.

[32] *« Les déformations de Mattogno commencent par atténuer la réalité des plans qui ont précédé la Solution finale. À la page 198 de Sobibór, Mattogno affirme que le plan Madagascar formulé par Franz Rademacher proposait pour les Juifs un 'État autonome sous supervision allemande'. Il traduit ensuite l'une des lignes de Rademacher comme suit : 'Sur ce territoire, les Juifs bénéficieront d'une autonomie dans d'autres domaines : leurs propres maires, leur propre police, leurs propres services postaux et ferroviaires, etc'. Cependant, il omet la phrase clé qui précède cette ligne et qui transforme le passage d'une manière que Mattogno a intentionnellement*

[444] H. Bucheim, M. Broszat, H.-A. Jacobsen, H. Krausnick, *Anatomie des SS-Staates, op. cit.* vol. 1, pp. 279-280.

[445] GARF, 7021-107-11, p. 30. Voir mon étude *Auschwitz : Assistenza sanitaria, « selezione » e « Sonderbehandlung » dei detenuti immatricolati* (Soins de santé, « sélection » et « Sonderbehandlung » des détenus enregistrés). Effepi, Gênes, 2010, p. 27 et le document 3 de l'annexe.

dissimulée : 'La partie de l'île qui n'est pas nécessaire à des fins militaires sera placée sous l'administration d'un gouverneur de la police allemande, qui sera sous l'administration du Reichsführer-SS. En outre, les Juifs auront leur propre administration sur ce territoire : leurs propres maires, leur propre police, leur propre administration postale et ferroviaire, etc.' La formulation de Rademacher, omise par Mattogno, montre clairement que la réserve de Madagascar aurait été une enceinte SS' ». (p. 109)

Cette objection est manifestement un prétexte. Elle serait valable si j'avais écrit que les juifs de Madagascar auraient joui d'une indépendance et d'une autonomie totales ; au lieu de cela, j'ai précisé qu'ils auraient constitué un « État autonome sous tutelle allemande ». L'expression « sous contrôle allemand » résume en effet le passage que j'aurais omis : si cet État était « sous l'administration d'un gouverneur de la police allemande, qui sera sous l'administration du Reichs-Führer-SS », il est évident qu'il était « sous contrôle allemand ». Stupidité ou mauvaise foi ? Probablement les deux.

En tout cas, je suis en bonne compagnie. Pour ne citer qu'un exemple, l'historien orthodoxe de l'holocauste Eberhard Jäckel parle du projet Madagascar en expliquant qu'il prévoyait « la déportation des Juifs d'Europe vers cette île, qui sera placée sous mandat allemand ».[446]

Dans un autre texte disponible sur le Web, je précise que le projet Madagascar « a été approuvé par Ribbentrop et transmis au RSHA, qui devait mettre en œuvre les exigences techniques pour l'évacuation des Juifs vers l'île de Madagascar et garder les Juifs évacués sous surveillance ».[447] Il ressort donc clairement de mes écrits que le contrôle a été confié aux SS.

[33] *« Mattogno omet également l'insistance de Rademacher sur le fait que les Juifs seraient des otages : 'De plus, les Juifs resteront entre les mains des Allemands comme gage de la bonne conduite future des membres de leur race en Amérique. L'expression 'un État autonome' de Mattogno est directement contredite par l'insistance de Rademacher sur le fait que 'notre sens allemand des responsabilités envers le monde nous interdit de faire don d'un État souverain à une race qui n'a pas eu d'État indépendant pendant des milliers d'années'. Mattogno omet également le rejet par Rademacher, dans un document antérieur, de l'idée d'envoyer des Juifs en Palestine, en raison du 'danger d'une seconde Rome', alors que cette phrase a été citée par le négationniste David Irving dans* Hitler's War. *»* (pp. 109 et suivantes)

Cette objection est encore plus spécieuse que la précédente. Elle suppose que j'ai affirmé que les Nationaux-Socialistes auraient permis l'établissement à Madagascar d'un État « souverain » et « indépendant », alors qu'en fait j'ai affirmé que cet État aurait été « sous tutelle allemande ». Étant sous la garde des Allemands, les juifs étaient évidemment aussi leurs otages, mais cela n'a rien à

---

[446] E. Jäckel, « L'élimination des Juifs dans le programme de Hitler », in : Colloque de l'École des Hautes Études en sciences sociales (éd.), *L'Allemagne nazie et le génocide juif, op. cit.* p. 111.

[447] *Raul Hilberg e i « centri di sterminio » nazionalsocialisti, op. cit.* p. 7.

voir avec ma citation : le plan pour Madagascar démontre que les Nationaux-Socialistes de l'époque ne poursuivaient pas une politique d'extermination des juifs, mais une politique d'évacuation/déportation/réinstallation.

[34] *« Lorsque Mattogno discute de la fin du Plan Madagascar, à Treblinka (p.186) il affirme qu'il a été 'temporairement mis de côté' en septembre 1941 ; Sobibór (p. 209) donne le 10 février 1942 comme la date officielle à laquelle le plan a été annulé. Cependant, ce fait met à mal la confiance de Graf dans l'entrée du journal de Goebbels du 7 mars 1942 où il fait référence aux déportations vers Madagascar : 'Étant l'une des figures de proue du Troisième Reich, le Dr Goebbels aurait bien sûr été au courant d'une telle politique d'extermination, alors comment les historiens de l''holocauste' expliquent-ils le fait qu'il ait parlé de la concentration des Juifs à l'Est et qu'il ait préconisé de leur assigner Madagascar (ou une autre île) aussi tard que le 7 mars 1942 ?' »* (p. 110)

Si je comprends bien, la contradiction résiderait dans le fait que Goebbels a évoqué le plan Madagascar le 7 mars 1942, après qu'il ait été officiellement mis en veilleuse. Si tel est le cas, la contradiction n'existe pas. L'entrée du journal de Goebbels du 7 mars 1942 dit en effet :[448]

« La question juive doit être résolue maintenant dans le cadre de l'ensemble de l'Europe. Il y a encore plus de 11 millions de Juifs en Europe. Plus tard, ils devront d'abord être concentrés à l'Est. Peut-être qu'après la guerre, une île, comme Madagascar, pourra leur être attribuée ».

Cette entrée de journal concerne la conférence de Wannsee (le chiffre de 11 millions de juifs présents à cette époque en Europe est une exagération tirée de la statistique figurant dans le protocole correspondant).[449] Goebbels, comme le montre le texte cité, ne connaissait pas l'existence d'un plan d'extermination des juifs. Le plan madagascar n'était qu'une option pour la période « après la guerre ».

[35] *« Mattogno ignore également le fait que le plan Madagascar a évolué en même temps que les échanges écrits entre Wetzel et Himmler sur la politique raciale. Mattogno cite sélectivement cette documentation dans* Sobibór*, dans une tentative boiteuse de la neutraliser, mais ignore ses implications sur la nature décimatoire de la 'réinstallation' ».* (p. 110)

Dans mon exposé, j'ai examiné l'orientation centrale de la politique nationale-socialiste à l'égard des juifs afin de souligner qu'il ne s'agissait pas d'une politique d'extermination délibérée. En ce qui concerne le « caractère décimateur des 'réinstallations' », on constate que, plutôt que le résultat d'intentions précises, elles sont le fruit d'une négligence méprisable, comme dans le cas suivant.

[36] *« Le 25 novembre 1939, Wetzel et Hecht déclarent : 'Le sort hygiénique des Juifs nous est indifférent. Pour les Juifs aussi, le principe de base est valable, à savoir que leur propagation doit être freinée de toutes les manières possibles.' »* (p. 110)

---

[448] Voir ci-dessous, point 75.

[449] NG-2586-G, p. 6

C'est vrai, et je l'ai également souligné dans l'article « Origines et fonctions du camp de Birkenau », dans lequel j'ai consacré plus d'espace au document en question, en écrivant :[450]

> *« Suivent d'autres restrictions, relatives aux journaux, aux noms, aux propriétés agricoles, et aux mesures destinées à éviter l'accroissement de la population, comme l'avortement. »*

Cela ne signifie pas que les mots précédents s'opposent à une politique de décimation :[451]

> *« Pour rendre les Juifs aptes à l'émigration, il conviendra en tout cas de leur donner une meilleure instruction. Les associations politiques juives doivent être interdites, tout comme les associations polonaises. En revanche, les associations culturelles juives doivent être tolérées un peu plus facilement que les associations polonaises. Il faut certes laisser aux Juifs une plus grande liberté que les Polonais à cet égard, car les Juifs n'ont pas de véritable force politique, comme les Polonais avec leur idéologie de la Grande Pologne. Mais il faut bien sûr toujours garder à l'esprit que l'essence bien connue du judaïsme est sa tendance à l'entreprise et à l'esprit d'entreprise politique et économique. La langue yiddish peut être autorisée dans la vie quotidienne. En revanche, il est impossible* [d'autoriser] *la langue juive écrite dans les relations officielles. »*
>
> **[37]** *« Ceci converge clairement avec les développements de 1940 ignorés par Mattogno tels que les propositions de Brack pour la stérilisation par rayons X et l'autorisation de Hitler pour les avortements forcés. »* (pp. 110-111)

La référence relative à la stérilisation est « Brack an Himmler, 28.3.41, NO-203 » (note 95 de la p. 111). Le document en question est un « *Bericht über die Versuche betr. Röntgenkastration* » (Rapport sur les expériences de castration aux rayons X) qui n'a rien à voir avec la politique juive (les juifs ne sont même pas mentionnés), mais qui fait clairement référence à l'eugénisme national-socialiste. En ce qui concerne les « avortements forcés », Harrison ne donne aucune référence, laissant entendre qu'il s'agit d'une invention de sa part. La « *Gesetz zur Verhütung erbkranken Nachwuchses* » (loi pour la prévention de la procréation génétiquement malade) du 14 juillet 1933 prévoyait des avortements facultatifs comme dans le programme eugénique :[452]

> *« Une personne génétiquement malade peut être rendue infertile (stérile) par une intervention chirurgicale si, d'après les expériences de la science médicale, on peut s'attendre avec une grande probabilité à ce que sa progéniture souffre de graves défauts génétiques physiques ou mentaux. »* (Emph. ajoutée)

---

[450] Dans : *Inconvenient History* (L'histoire qui dérange), www.inconvenienthistory.com/archive/2010/volume_2/number_2/origins_and_functions_of_birkenau.php

[451] *Ibid.* PS-660.

[452] Reichsgesetzblatt, Teil I, Berlin, 25 July 1933, Nr. 86, p. 529.

Le 9 mars 1943, le Ministerrat für Reichsverteidigung a publié « avec l'application de la loi » un « *Verordnung zum Schutz von Ehe, Familie und Mutterschaft* » (décret pour la protection du mariage, de la famille et de la maternité) qui, dans son article II, interdisait expressément l'avortement.[453]

[38] *« En mai 1940, Himmler a déclaré que :*

'...J'espère que le concept de Juifs sera complètement éteint grâce à la possibilité d'une émigration à grande échelle de tous les Juifs vers l'Afrique ou une autre colonie. Il doit également être possible, dans un délai un peu plus long, de faire disparaître le concept national des Ukrainiens, des Gorals et des Lemcos [Lemkos] *sur notre territoire. Tout ce qui a été dit au sujet de ces peuples dissidents s'applique à plus grande échelle aux Polonais.*

Aussi cruel et tragique que puisse être chaque cas individuel, cette méthode est la plus douce et la meilleure si, par conviction intérieure, nous rejetons la méthode bolcheviste de destruction physique d'un peuple comme non germanique et impossible...'

Himmler proposait donc, au minimum, une extermination à court terme de l'identité juive en tant qu'identité culturelle par le biais de l'émigration à Madagascar. Comment aurait-on pu y parvenir autrement que par la décimation ? ». (p. 111)

La référence utilisée est le document NO-1880, qui, à l'insu de Harrison, apparaît dans une traduction anglaise dans les *Trials of War Criminals* (Procès des criminels de guerre).[454] Le texte allemand est le suivant :

« Den Begriff Juden [Il s'agit manifestement d'un génitif singulier, et non pluriel, comme le veut la source de Harrison ('of Jews')] *hoffe ich, durch die Möglichkeit einer großen Auswanderung sämtlicher Juden nach Afrika oder sonst in eine Kolonie völlig auslöschen zu sehen.* [...]. *So grausam und tragisch jeder einzelne Fall sein mag, so ist diese Methode, wenn man die bolschewistische Methode der physischen Ausrottung eines Volkes aus innerer Überzeugung als ungermanisch und unmöglich ablehnt, doch die mildeste und beste ».*[455]

Traduction :

« J'espère voir le terme Juif disparaître complètement grâce à la possibilité d'une grande émigration de tous les Juifs vers l'Afrique ou vers une autre colonie. [...]. *Aussi cruel et tragique que puisse être chaque cas particulier, si l'on rejette par conviction intime la méthode bolchevique d'extermination physique d'un peuple comme non germanique et impossible, cette méthode est la plus douce et la meilleure ».*

L'extrait et les ellipses, prétendus fruits des recherches de Harrison, proviennent en fait de Yitshak Arad *et al*, mais ont sans aucun doute été copiés par Harrison à partir d'un article en ligne de Stuart D. Stein[456], qui, contrairement à Harrison, a eu la décence de citer Arad *et al* comme sa source.

---

[453] Reichsgesetzblatt, Teil I, Berlin, 1943, pp. 140-141.

[454] NO-1880. NMT, vol. XIII, pp. 147-150.

[455] « Denkschrift Himmlers über die Behandlung der fremdvölkischen im Osten (Mai 1942) », in : *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, anno 5, 1957, n. 2, p. 197.

[456] http://www.ess.uwe.ac.uk/genocide/destrtim.htm

Apparemment, Harrison est obsédé par la politique de « décimation ». La signification de ce passage est que « l'émigration de tous les Juifs »[457] à Madagascar aurait évidemment signifié leur disparition d'Europe, et donc l'extinction proverbiale du *terme*. Le plan pour Madagascar, comme Harrison le sait bien, ne prévoyait aucune « décimation », ni physique ni culturelle, car les juifs « sous l'administration d'un gouverneur de la police allemande », subordonné à « l'administration des Reichsführers-SS », auraient joui d'une « auto-administration »[458], et donc d'une pleine autonomie culturelle. Cette objection relève donc soit de la stupidité, soit de la mauvaise foi.

[39] *« Mattogno s'accroche à la dernière phrase sur le fait que 'nous rejetons la méthode bolcheviste de destruction physique d'un peuple comme étant non germanique et impossible', mais cela suppose que Himmler incluait les Juifs dans sa définition de 'peuple', ce qui est manifestement très improbable ; tant Wetzel que Himmler ont souligné que les Juifs devaient être traités différemment des autres nationalités orientales dont il est question dans ces documents. »* (p. 111)

La prétention de Harrison est réfutée par le début du document, qu'il ignore manifestement :[459]

« En traitant avec les nationalités étrangères à l'Est, nous devons veiller à reconnaître et à cultiver autant de groupes ethniques individuels que possible, c'est-à-dire, outre les Polonais et les Juifs, les Ukrainiens, les Biélorusses, les Gorals, les Lemkos et les Kachoubes. »

Himmler considérait donc également les juifs comme une « *Völkerschaft* » (nation). Il est vrai que, selon ce document, ils devaient faire l'objet d'un traitement différent, mais certainement pas pire. Pour les autres populations, Himmler prévoit le fractionnement et la perte de l'identité culturelle, pour les juifs l'émigration sans autre précision.

[40] *« Même dans le cas improbable où Himmler rejetait l'extermination physique des Juifs en 1940, ce serait une erreur grossière de le citer pour tenter de neutraliser les traces écrites de 1941 à 1944. Il est possible mais peu probable que Himmler ait rejeté l'idée de l'extermination en mai 1940, mais tout à fait ridicule entre juin et décembre 1941. »* (p. 111)

S'il y a une « erreur », c'est dans le raisonnement de Harrison. J'ai cité ce document dans un exposé chronologique de la politique des NS à l'égard des juifs, en particulier dans le cadre de la politique d'émigration.[460] Le fait que j'aie cité ce document pour « neutraliser » les prétendus changements d'avis de Himmler (qui restent à démontrer) constitue une déduction « ridicule » de la part de Harrison.

---

[457] Le projet prévoyait la déportation d'environ 4 millions de Juifs. NG-2586-D.

[458] NG-2586-B.

[459] *Denkschrift Himmler über die Behandlung der fremdvölkischen im Osten* (Mémoire de Himmler sur le traitement des populations étrangères à l'Est) (mai 1942), *op. cit*., p. 196.

[460] *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit*. p. 197.

[41] *« Le chapitre politique de Mattogno sur* Treblinka *(chapitre VI), repris dans* Sobibór *(chapitre 7), s'appuie largement sur une note envoyée par Zeitschel, conseiller à l'ambassade d'Allemagne à Paris, à l'attention de l'ambassadeur Otto Abetz, suggérant que tous les Juifs des lieux occupés par les Allemands soient déportés vers 'un territoire spécial vraisemblablement délimité pour eux'. Mattogno affirme que :*

'La proposition de Zeitschel fut donc acceptée quelques mois plus tard par Hitler lui-même, qui décida d'abandonner provisoirement le plan Madagascar et de déporter tous les Juifs vivant dans les territoires occupés à l'est. Cette décision du Führer a probablement été prise en septembre 1941'.

L'imprécision de 'probablement' contredit la demande de Mattogno pour la précision des seuils politiques qu'il impose à sa version de paille de l'historiographie appropriée. » (p. 111)

Il s'agit là d'une autre objection plutôt stupide. Tout d'abord, ma demande de « précision » vise l'aspect essentiel de la prétendue décision ou de l'ordre d'extermination. Deuxièmement, alors qu'ici l'imprécision de la date exacte se situe entre deux séries d'événements incontestables et intrinsèquement liés – la politique d'émigration/évacuation/réinstallation et le début pratique de la déportation vers l'Est à partir des territoires du Reich –, pour l'historiographie orthodoxe de l'holocauste, l'imprécision de la date se situe entre une série d'événements en contradiction avec l'extermination, la politique d'émigration/évacuation/réinstallation, et ceux qui sont dogmatiquement supposés réels : la création des « camps d'extermination ». Il est évident que cette imprécision exterminationniste, qui est due à l'absence pure et simple de preuves et qui se traduit par de simples spéculations de l'école exterminationniste, mais qui ne peut être rectifiée, a une importance historiographique bien plus grande. Je me réfère ici à Christian Gerlach, qui a écrit :[461]

« Entre le 14 et le 18 septembre 1941, Hitler a approuvé le lancement d'un programme de déportation des Juifs allemands vers les territoires de l'Est. »

Si Harrison cherche une date encore plus précise, c'est celle du 17 septembre 1941 :[462]

« Nous savons que la décision de Hitler du 17 septembre 1941 concernant la déportation des juifs allemands a été précédée, entre autres, d'une conférence avec Otto Abetz, l'ambassadeur à Paris, et avec Rippentrop. En outre, une rencontre entre Rippentrop et Himmler a eu lieu le 17 septembre 1941 ».

[42] *« De plus, l'accent mis sur Zeitschel et Abetz est sélectif car il ignore trois faits cruciaux. Premièrement, la veille, Zeitschel avait proposé la stérilisation de tous les Juifs se trouvant sur le territoire contrôlé par l'Allemagne. Les intentions de Zeitschel avaient donc*

---

461 C. Gerlach, « The Wannsee Conference », *op. cit.*, p. 763.

462 Eckart Konze, Norbert Frei, Peter Hayes, Moshe Zimmerman, *Das Amt und die Vergangenheit. Deutsche Diplomaten im Dritten Reich und in der Bundesrepublik* (Les diplomates allemands sous le Troisième Reich et en République fédérale d'Allemagne). Éditions Panthéon, 2012, p. XVII.

clairement un but génocidaire et reflétaient les expériences de stérilisation qui avaient déjà lieu à Berlin ». (pp. 111-112)

Cette interprétation est totalement dénuée de fondement. Comme l'indique Longerich, « Zeitschel a été incité à élaborer ce plan par le livre de Theodor Kaufman, qui suggérait la stérilisation de tous les Allemands ».[463] Il s'agissait donc d'une forme de représailles non scénarisée, et non d'un projet reflétant des « expériences de stérilisation ».

[43] *« Deuxièmement, lorsque Hitler a rencontré Abetz le 16 septembre 1941, le Führer a discuté des plans visant à affamer des millions de personnes à Leningrad... :*

'Le 'nid de poison' de Pétersbourg, d'où le poison asiatique s'est si longtemps déversé dans la Baltique, doit disparaître de la terre. La ville [Leningrad] est déjà encerclée : il ne reste plus qu'à la pilonner avec l'artillerie et depuis les airs. Tout ce dont la population a besoin pour survivre, comme les canalisations d'eau et les centrales électriques, sera détruit. Les Asiatiques et les bolchevistes doivent être chassés d'Europe, l'épisode des '250 ans d'Asie' est terminé'.

Abetz était donc parfaitement conscient que le sort réservé aux Juifs impliquerait des taux de mortalité très élevés, puisque Hitler lui avait déjà dit qu'il retirerait 'tout ce dont la population avait besoin pour survivre' aux 'Asiatiques et aux bolchevistes'. Mattogno ignore ce contexte car, implicitement, il montre que Hitler ne permettrait pas aux Juifs, automatiquement définis comme des ennemis du Reich, de survivre en URSS ». (p. 112)

La source de la citation est « Note on the Führer's comments to Abetz, 16.9.41, ADAP [*Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik*], Serie D, Bd. 13/2. Goettingen : Vandenhoek & Ruprecht, 1970, pp. 424-25 » (note 100 à la p. 112). Comme d'habitude, Harrison utilise les sources d'autrui, conformément à la procédure habituelle des « blogueurs plagiaires ». La citation et la référence archivistique correspondante sont sans aucun doute tirées de l'article de Peter Witte intitulé « Two Decisions Concerning the 'Final Solution to the Jewish Question' : Deportations to Lodz and Mass Murder in Chelmno », in *Holocaust and Genocide Studies*, 9/3, 1995, pp. 327-328, qui est mentionné dans la bibliographie (p. 564). Harrison déforme totalement le sens du texte, qui traite manifestement d'un épisode de la guerre.

La destruction des moyens de subsistance par l'artillerie allemande aurait incité la ville à se rendre. Selon le document, ni cette population ni les « Asiatiques et bolchevistes » ne devaient périr, mais ils auraient été « chassés hors d'Europe », c'est-à-dire au-delà des montagnes de l'Oural : « L'Oural sera la frontière derrière laquelle Staline et ses semblables pourront faire tout ce qu'ils veulent ».[464] Lorsque Hitler parle de la disparition des Juifs « d'Europe » (« *das*

[463] P. Longerich, *Holocaust. The Nazi Persecution and Murder of Jews, op. cit.*, note 93, p. 529.

[464] P. Witte, « Zwei Entscheidungen in der 'Endlösung der Judenfrage' : Deportationen nach Lodz und Vernichtung in Chelmno », in : *Theresienstädter Studien und Dokumente*, Verlag Academia, Prag, 1995, p. 49.

Judentum aus Europa verschwindet »),[465] il vise en fait leur déportation au-delà de l'Oural. C'est d'ailleurs ce que déclare expressément Rosenberg le 18 novembre 1941 :[466]

> *« En ce qui concerne la question juive, le Ministre du Reich Rosenberg a observé que la campagne à l'Est apporterait également à l'Europe la solution à cette question ; la juiverie serait complètement éliminée de ce côté de l'Oural, même si elle compte encore plusieurs millions de têtes en Europe. »*
>
> **[44]** *« Troisièmement, Mattogno ignore la littérature qui montre comment la politique de déportation en France a évolué à partir de la politique de représailles. Le 14 décembre 1941, Goebbels décrit les déportations imminentes de France 'vers la région de l'Est' comme 'équivalant dans de nombreux cas... à une condamnation à mort'. En avril 1942, un décret de Hitler stipule que 'pour chaque futur assassinat [...] 500 communistes et juifs doivent être remis au RFSS et au chef de la police allemande pour être déportés à l'Est'. Le 31 mai 1942, 6 000 communistes et juifs avaient été déportés à titre de 'représailles' ».* (p. 112)

La citation de Goebbels est sans référence. Pour Harrison, il aurait été trop embarrassant d'admettre qu'il l'avait tirée de l'article de Thomas Dalton intitulé « Goebbels on the Jews. Part I », publié dans *Inconvenient History*, 2010, vol. 2, no. 1 :

> *« Le couvre-feu anticipé à Paris a été aboli, mais il reste une pléthore de Juifs à pousser hors (*abgeschoben*) de la France occupée vers la région orientale. Dans de nombreux cas, cela équivaut à une condamnation à mort ».*

J'ajoute également le commentaire de Dalton :[467]

> *« Si la déportation est parfois 'l'équivalent d'une condamnation à mort' et que beaucoup 'paieront de leur vie', nous nous demandons comment, exactement, et en quel nombre, ils mourront. Je pense qu'il y a une nette différence entre (a)* un grand nombre *de personnes mourant de maladie, d'exposition, de manque de soins médicaux, de fusillades périodiques, etc. et (b)* toutes *les personnes mourant dans le cadre d'une opération de gazage complexe et systématique. Il ne fait aucun doute que la concentration et la déportation de milliers ou de millions de personnes en temps de guerre entraîneraient de nombreux décès. Mais il ne s'agit pas d'un génocide ».*

Mais il y a aussi une explication plus élaborée.

Harrison falsifie le contexte historique dans lequel se sont déroulées les premières déportations de juifs de France : il omet de préciser où elles ont été dirigées et il reste silencieux sur leur sort.

---

[465] Discours de Hitler au Sportpalast du 30 janvier 1942. Max Domarus, *Hitler Reden und Proklamationen 1932-1945*. R. Löwit – Wiesbaden, 1973, vol. II, Erster Halbband, pp. 1828-1829.

[466] Aufzeichnung. Betr : Ausführungen des Reichsministers Alfred Rosenberg bei Berliner Presseempfang am 18.11.1941. Politisches Archiv des Auswärtiges Amt, Pol. Abt. XIII, V.A.A. bei OKW, Band 25.

[467] www.inconvenienthistory.com/archive/2010/volume_2/number_1/goebbels_on_the_jews.php

Le 12 décembre 1941, les Allemands mènent à Paris une action de représailles provoquée par une série d'assassinats anti-allemands. Quelque 1 043 juifs sont arrêtés, puis détenus au camp de Compiègne. Deux jours plus tard, les autorités allemandes publient une notification annonçant la déportation vers l'Est pour le travail forcé d'un nombre important d'éléments criminels juifs-bolcheviques.

L'information parvient immédiatement à Londres. Le 15 décembre, la *Jewish Telegraphic Agency* rapporte la nouvelle suivante de la veille :[468]

> *« L'exécution de 100 otages à Paris, dont de nombreux Juifs, l'annonce que les Juifs français seront déportés 'à l'Est' pour des travaux forcés et l'imposition d'une amende d'un milliard de francs aux Juifs du territoire occupé ont été rapportées aujourd'hui par la radio de Vichy.*
>
> *À Paris, selon la radio de Vichy, le général Von Stuelpnagel, commandant des forces d'occupation nazies en France, a ordonné l'exécution de 100 otages, accusant les attaques contre les soldats allemands dans la France occupée d'être l'œuvre d'un 'complot organisé juif, anarchiste, anglo-saxon' visant à ruiner la France.*
>
> *Il annonce également qu''un grand nombre d'éléments criminels judéo-bolcheviques seront déportés aux travaux forcés dans les territoires de l'Est (probablement en Pologne). D'autres déportations, encore plus nombreuses, suivront immédiatement en cas de nouvelles attaques, et ce indépendamment de toute autre mesure qui pourrait être prise' ».*

Rosenberg demande à Hitler « d'autoriser la fusillade d'au moins 100 banquiers, avocats, etc. juifs au lieu de 100 Français », car les instigateurs des assassins communistes sont les juifs de Londres et de New York, et qu'il est donc juste que leurs coreligionnaires paient pour cela, mais « pas les petits Juifs, seulement les Juifs de premier plan ».[469] Cette demande n'est pas prise en compte.

Le 23 décembre 1941, 73 juifs sont libérés, certains parce qu'ils ont plus de 65 ans ou sont malades, d'autres en raison de pressions politiques. Le 24 décembre, le chef de la Gestapo, Heinrich Müller, communique à la *Sicherheitspolizei* (police de sécurité) en France que la déportation annoncée des 1 000 juifs doit être reportée en raison du manque de transports ferroviaires.[470]

Cette information est réitérée le 6 janvier 1942 par le commandant militaire allemand en France dans une lettre adressée au représentant du chef de la *Sicherheitspolizei* (police de sécurité) et du *Sicherheitsdienst* (SD, service de sécurité) à Paris :[471]

---

[468] « French Jews executed in Paris ; others deported to Poland ; fineed billion francs » (Juifs français exécutés à Paris ; autres déportés en Pologne ; amende d'un milliard de francs), JTA Daily News Bulletin, 15 décembre 1941, p. 1.

[469] Aktennotiz für den Führer, 18 December 1941. PS-001. IMT, vol. XXV, pp. 1-2.

[470] Serge Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz. Le rôle de Vichy dans la solution finale de la question juive en France – 1942*, Fayard, Paris, 1983, pp. 32-33.

[471] F-967. IMT, vol. XXXVII, p. 388.

« Selon une communication de l'OKH [*Oberkommando des Heeres,* Haut Commandement de l'armée]*, les 1 000 Juifs destinés à la déportation ne peuvent pas être déportés à l'Est pour l'instant, pour des raisons de transport. Leur déportation ne sera probablement possible qu'en février ou mars de cette année ».*

Une lettre d'Eichmann au ministère allemand des Affaires étrangères datée du 10 mars 1942 informe de l'évolution de l'épisode :[472]

« Il est prévu de déporter au camp de concentration d'Auschwitz (Haute-Silésie) 1 000 Juifs qui ont été arrêtés à l'occasion de mesures de représailles mises en œuvre à Paris le 12 décembre 1941 pour des attentats contre des membres allemands de la Wehrmacht. »

Le 11 mars 1942, Eichmann fait savoir qu'en plus des 1 000 juifs susmentionnés, 5 000 autres devaient être déportés à Auschwitz.[473] Enfin, le 20 mars, l'attaché d'ambassade Rademacher du ministère allemand des Affaires étrangères fait savoir à Eichmann que le ministère des Affaires étrangères n'a pas soulevé d'objection à la « déportation de 6 000 » juifs à Auschwitz.[474] Tels sont les faits documentés. À la page 246, les « blogueurs plagiaires » écrivent :

« Comme Mattogno aime à le souligner, les Juifs français ont été initialement déportés à Auschwitz principalement à des fins de travail au cours de cette année, comme le montre le grand nombre de Juifs français sélectionnés pour rester dans le camp ».

En effet, les 6 000 (pour être précis 6 148) juifs déportés de France vers Auschwitz ont tous été dûment enregistrés. Comme l'écrit le *SS-Hauptsturmführer* Theodor Dannecker, responsable des questions juives en France, le 10 mars 1942 : « dans ce contexte, il doit s'agir, pour l'instant, de Juifs mâles capables de travailler, n'ayant pas plus de 55 ans »[475], ce qui montre que la punition consistait en un dur labeur et non en une « décimation » imaginée.

Harrison présente faussement la citation de l'entrée du journal de Goebbels du 14 décembre 1941 comme s'il se référait à un plan général de déportation des juifs de France et non à un cas unique. La déportation générale a en fait été ordonnée plusieurs mois plus tard. Le 22 juin 1942, Eichmann est l'auteur d'une lettre adressée à Rademacher sur le thème du « déploiement de main-d'œuvre des Juifs de France, de Belgique et des Pays-Bas », dans laquelle il écrit :[476]

« À partir de la mi-juillet ou plutôt au début du mois d'août de l'année en cours, il est prévu de déporter dans un premier temps, dans des trains spéciaux quotidiens vers le camp

---

[472] Texte dans : R.M. Kempner, *Eichmann und Komplizen*. Europa Verlag, Zürich, Stuttgart, Wien, 1961, p. 186.

[473] *Ibid*, p. 189.

[474] *Ibid*, p. 192.

[475] Serge Klarsfeld (éd.), *Deutsche Dokumente 1941-1944. Die Endlösung der Judenfrage in Frankreich*, Dokumentationszentrum für Jüdische Zeitgeschichte, CDJC Paris ; publié par Beate et Serge Klarsfeld. Paris, 1977, p. 48. Document CDJC XXVI-18, et RF-1216. TMI, vol. XXXVIII, p. 746.

[476] NG-183. Fac-similé du document dans : R.M. Kempner, *Eichmann und Komplizen, op. cit*. p. 199.

d'Auschwitz pour le déploiement du travail, environ 40 000 juifs du territoire français occupé, 40 000 juifs des Pays-Bas et 10 000 juifs de Belgique.

Le groupe de personnes à appréhender comprend des Juifs capables de travailler, à condition qu'ils ne vivent pas dans un mariage mixte et ne soient pas citoyens de l'Empire britannique, des États-Unis, du Mexique, des pays ennemis d'Amérique centrale et du Sud, ainsi que des pays neutres et alliés ».

En réponse à une lettre expresse datée du 22 juin, Luther communique au RSHA et à Eichmann :[477]

« En règle générale, le ministère des Affaires étrangères ne s'oppose pas au transfert prévu du nombre indiqué de Juifs des territoires français occupés, des Pays-Bas et de la Belgique en vue de leur affectation au travail dans le camp d'Auschwitz. »

À cette occasion, Goebbels n'avait rien à objecter. Cela confirme que son commentaire cruel du 14 décembre 1941 se référait à des déportations isolées et n'avait pas de véritable fondement de politique générale.

La deuxième citation relative au décret de Hitler d'avril 1942 contient une omission discrète qui permet à Harrison de déformer le sens de ce passage. Sa source reproduit le passage en question comme suit :[478]

« En avril, elle est officialisée par un décret du Führer qui stipule que 'pour chaque assassinat futur, outre l'exécution par un peloton d'exécution d'un certain nombre de personnes appropriées, 500 communistes et juifs doivent être remis à la RFSS et au chef de la police allemande pour être déportés à l'Est' ». (Passage souligné omis par Harrison)

Ce n'est qu'en recourant à ce bas subterfuge que Harrison a pu conclure que

« Les déportations à partir de la France doivent donc être comprises comme ayant été commencées en lieu et place de la fusillade : comme une condamnation à mort équivalente. » (p. 112)

Cette conclusion est délibérément trompeuse, car la déportation vers l'Est de ces personnes était une peine supplémentaire, mais pas du tout comparable à une condamnation à mort, qui était au contraire régulièrement prononcée à l'encontre des auteurs de crimes sur le sol français.

Dans la citation relative à la déportation de 6 000 communistes et juifs, Harrison – pour rester dans sa mauvaise foi – a omis une autre phrase essentielle qui oblitère son interprétation erronée. Voici le texte de sa source[479] :

« Au 31 mai, 993 exécutions avaient été ordonnées et 471 effectivement réalisées ; le nombre de déportations de 'Juifs et de communistes' ordonnées à titre de 'représailles' pour la même période était d'environ 6 000 ».

---

[477] Serge Klarsfeld, Maxime Steinberg (éds.), *Die Endlösung der Judenfrage in Belgien*, Fondation Beate Klarsfeld, Paris, 1980, p. 30.

[478] Ulrich Herbert, « The German Military Command in Paris and the Deportation of the French Jews », in : Ulrich Herbert (éd.), *National Socialist Extermination Policies, op. cit*, p. 143.

[479] *Ibid*, p. 143.

Cela confirme que les déportations n'ont rien à voir avec les exécutions.

Harrison termine son argumentation par la déclaration suivante :

> *« Cela suffit à placer la correspondance de Zeitschel et Abetz dans la chronologie de l'extermination, et non (comme le prétend le chapitre titre de Mattogno) dans celle de l''émigration' ».* (p. 112)

Tout cela ne fait que démontrer une fois de plus l'extraordinaire mauvaise foi de Harrison.

> **[45]** *« Mattogno cite l'entrée du journal de Goebbels pour le 20 août 1941, mais oublie les parties de cette entrée, citées par Browning, qui citent les déclarations de Hitler selon lesquelles les juifs déportés vers l'URSS 'seront traités dans le climat rude qui y règne' et : en ce qui concerne la question juive, on pourrait dire aujourd'hui qu'un homme comme Antonescu, par exemple, procède de manière beaucoup plus radicale que nous ne l'avons fait jusqu'à présent. Mais je ne me reposerai pas et ne resterai pas inactif tant que nous ne serons pas allés jusqu'au bout avec les Juifs ».* (p. 113)

La source citée par moi[480] ne contient pas la phrase présentée par Harrison, qui ne se trouve d'ailleurs pas dans l'entrée du 20 août 1941, mais plutôt dans celle du 19 août[481] :

> *« Incidemment, le Führer m'a promis de déporter le plus rapidement possible les Juifs berlinois, dès que la première possibilité de transport se présentera, de Berlin vers l'Est. Là, ils seront traités dans un climat plus rude. »*

L'obsession de Harrison pour la « décimation » réapparaît ici. Cette objection est également assez stupide, car je n'ai jamais prétendu que Hitler aurait aimé les juifs et aurait voulu les envoyer en vacances avec toutes les commodités. Mais le but des déportations vers l'Est n'était pas leur extermination, et c'est ce que je voulais souligner.

La citation mentionnant Antonescu a pour référence « TBJG [= Die Tagebücher Joseph Goebbels], II/1, p. 266 (19.8.41) et p. 278 (20.8.41) » (note de bas de page 103 à la p. 113), mais elle est tirée de la page 320 du livre de Browning *The Origins of the Final Solution*. La note 40 de la page 517 de cet ouvrage donne la référence suivante : « Die Tagebücher von Joseph Goebbels, 1:265-66, 269, 278 (entrées des 19 et 20 août 1941) ». Comme d'habitude, Harrison, à l'instar de son digne compagnon Terry, s'approprie des sources qu'il n'a jamais vues. À la page 570 du « Manifeste du copier-coller », sous la rubrique « Livres fréquemment cités », les « TBJG Die Tagebücher Joseph Goebbels » sont énumérés sans aucune donnée éditoriale ou de publication !

Mais revenons aux objections de Harrison. De la citation ci-dessus, il conclut :

---

[480] Martin Broszat, « Hitler und die Genesis der 'Endlösung'. Aus Anlaß der Thesen von David Irving », (Hitler et la genèse de la 'solution finale'. À l'occasion des thèses de David Irving), in : *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 25, no. 4, 1977, p. 751.

[481] Irving v. Lipstadt, *Expert Report* de Richard J. Evans, note 609, p. 212.

« Hitler aurait su que la police roumaine d'Antonescu liquidait les Juifs depuis juillet, en coopération avec l'Einsatzgruppe D, et conduisait les personnes inaptes au travail en Transnistrie, où la plupart d'entre elles mourraient de faim ou seraient fusillées. Par exemple, l'Einsatzkommando 11A a rapporté que '551 Juifs ont été liquidés à Kishinev' ». (p. 113)

Sa source est « EM 45, 7.8.41 » (note 104 de la p. 113). Le texte du passage pertinent de cette *Ereignismeldung*, que Harrison prétend connaître directement, comme toutes les autres sources qu'il cite, est le suivant:[482]

« Einsatzkommando 11a : emplacement Kishinev. Au cours de l'inspection des quelques immeubles de bureaux non détruits, saisie de matériel et de plusieurs organisations de terreur et de sabotage. Les principaux agents sont abattus. Jusqu'à présent, 551 Juifs ont été liquidés, dont 151 pour avoir participé à des actes de sabotage et 400 à titre de représailles pour avoir tiré sur des ambulances allemandes et pour avoir allumé des fusées éclairantes pour les avions rouges. Juifs enfermés dans le ghetto, pour autant qu'ils ne l'aient pas quitté ».

En ce qui concerne ce jour-là, il s'agit donc d'une fusillade de juifs, pour « sabotage » et en guise de « représailles », par l'*Einsatzkommando* 11a sans aucune coopération des Roumains mentionnés. Pourtant, Harrison en déduit « que la police roumaine d'Antonescu avait liquidé des Juifs depuis juillet ». Une logique très rigoureuse, en effet ! Browning, dans la note de bas de page 40 mentionnée ci-dessus, écrit sans se référer à aucune source :

« À la mi-août, les forces d'Antonescu avaient tué des Juifs en Bessarabie et tentaient d'expulser les Juifs bessarabiens restants par le Dniestr en Transnistrie. »

Pour une fois, Harrison a voulu surpasser son maître, en essayant maladroitement d'étayer la phrase de Browning. Il vaut cependant la peine de se pencher sur la question.

L'une des principales sources d'information allemandes était sans aucun doute l'*Einsatzgruppe* D, qui opérait en étroite collaboration avec les forces roumaines. L'EM no. 43 du 5 août 1941 mentionne « que la police est soudoyée par les Juifs ».[483] EM no. 61 du 23 août contient une note intitulée « Comportement des Roumains » qui indique :[484]

« À Borowka, des éléments en maraude des troupes roumaines se sont installés avec quelques Juifs et ont opéré à partir de là leurs méfaits de pillage. »

L'EM no. 63 du 25 août présente un long rapport sur la Bessarabie et les Roumains. En ce qui concerne les juifs locaux, on peut y lire :[485]

« La solution de la question juive, qui est l'un des problèmes les plus importants, a déjà été abordée, bien qu'avec hésitation. À Kishinev, environ 60 à 80 000 Juifs vivaient avant la

---

[482] K.-M. Mallmann, A. Angrick, J. Matthäus, M. Cüppers (éds.), *« Die Ereignismeldungen UdSSR 1941 ». Dokumente der Einsatzgruppen in der Sowjetunion, op. cit.* p. 225.

[483] *Ibid*, p. 243.

[484] *Ibid*, p. 344.

[485] *Ibid.* p. 350.

guerre. Une grande partie d'entre eux s'est déplacée lors de la retraite des Russes. Lors de l'occupation de la ville, il ne restait plus que 4 000 Juifs, mais leur nombre a augmenté en raison de l'afflux de population. À l'initiative du Einstazkommando, le commandant de la ville roumaine a établi un ghetto juif dans le centre historique de la ville. Le ghetto abrite actuellement environ 9 000 Juifs. Les Juifs forment des équipes de travail qui sont affectées à différents bureaux de service allemands et roumains pour le déblaiement et d'autres travaux ».

Juste pour rétablir la paix dans l'esprit de Browning et Harrison.

[46] *« Mattogno évoque également la rencontre de Goebbels avec Heydrich le 24 septembre 1941, au cours de laquelle ce dernier a déclaré que les Juifs déportés de Berlin 'doivent finalement tous être transportés [...] dans les camps construits par les bolcheviques' ; et ils citent la déclaration de Hitler du 6 octobre 1941, rapportée par Koeppen, selon laquelle 'avec les Juifs du Protectorat, tous les Juifs de Vienne et de Berlin doivent disparaître'. Cependant, ils ne font pas le lien évident entre ces deux déclarations : les 'camps construits par les bolcheviques' de Heydrich sont devenus des lieux où les Juifs de Berlin 'disparaissent'. Comment la disparition dans les camps peut-elle être assimilée à une politique de réinstallation ? »* (p. 113)

Nous nous trouvons ici face à une autre fraude inepte qu'il convient d'analyser en détail.

La première citation, « à la fin, tous sont censés être transportés [...] dans les camps construits par les bolcheviques », est tirée de notre étude sur Treblinka[486], mais Harrison prétend en connaître la source de première main en se référant au « TBJG, II/I, pp.480-81 (24.9.1941) » (note de bas de page 105 de la p. 113). La seconde citation, « Avec les Juifs du Protectorat, tous les Juifs de Vienne et de Berlin doivent disparaître », n'est en revanche pas tirée de notre livre, même si Harrison cite les numéros de page correspondants dans sa note de bas de page (106 à la p. 113), mais de Browning.[487] La raison de ce procédé alambiqué s'explique aisément. Le texte de Browning contient une traduction inexacte qui permet à Harrison d'introduire son objection erronée. Dans la version allemande de notre livre sur Treblinka, nous avons cité le texte original du passage en question.[488] Voici la traduction correcte :[489]

« Tous les Juifs doivent être expulsés du Protectorat, et pas seulement dans le Gouvernement général, mais directement plus à l'est. Les besoins importants en moyens de transport sont la seule raison pour laquelle cela ne peut pas être exécuté pour le moment. En même temps que les Juifs du Protectorat, tous les Juifs doivent disparaître de Berlin et de Vienne. »

Ce ne sont donc pas « tous les Juifs *de* Vienne et de Berlin » qui devaient disparaître, mais « tous les Juifs *originaires* de Vienne et de Berlin ». Il est en effet

---

[486] *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.* p. 185.

[487] C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit.* p. 328.

[488] C. Mattogno, J. Graf, Treblinka. *Vernichtungslager oder Durchgangslager ?* Castle Hill Publishers, Hastings, 2002, p. 231.

[489] *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.* p. 185.

clair que si les Juifs de Vienne et de Berlin devaient être transférés dans les « camps construits par les bolcheviques », ils devaient également disparaître de ces villes. Et si tous les Juifs devaient être transportés dans les camps de l'Est, leur disparition du Protectorat, de Berlin et de Vienne ne pouvait évidemment pas s'opposer à une « politique de réinstallation ». Et Harrison le savait bien, c'est exactement pour cela qu'il a mis au point cette fraude stupide. C'est un autre exemple de sa mauvaise foi manifeste.

[47] *« En outre, Mattogno cite la réunion de Heydrich à Prague le 10 octobre 1941, mais ignore un passage clé faisant référence à la manière dont les Juifs seraient 'décimés' (*dezimiert*). »* (p. 113)

Dans notre étude sur *Sobibór*, je l'ai résumé en fournissant le passage suivant du document en question :[490]

« Des difficultés sont apparues en raison de l'évacuation. Il était prévu de la commencer vers le 15 octobre 1941 [sic]*, afin de laisser les transports se terminer progressivement jusqu'au 15 novembre, jusqu'à environ 5 000 Juifs – uniquement de Prague. Pour l'instant, les inquiétudes des autorités de Litzmannstadt doivent être prises en compte. Minsk et Riga en recevront 50 000.* [...] *Au cours des prochaines semaines, les 5 000 Juifs de Prague seront évacués. SSBrif.* [Brigadeführer] *Nebe et Rasch peuvent accepter des Juifs dans les camps pour détenus communistes de la zone opérationnelle. Ceci a déjà été initié selon le SS-Stubaf.* [Sturmbannführer] *Eichmann. »*

Plus loin, le document indique :[491]

« En Bohême, le vieux château hussite d'Alt-Ratibor pourrait être envisagé, mais le mieux serait l'acquisition de Theresienstadt par l'Office central de l'émigration juive. Après l'évacuation de ce camp de collecte temporaire (où les Juifs seraient déjà fortement décimés) vers les territoires de l'Est, l'ensemble du terrain pourrait être transformé en une colonie allemande exemplaire. »

La « décimation » ne se référait donc pas à la destination de l'évacuation, mais à l'évacuation elle-même, et il s'agissait en tout état de cause d'un accent rhétorique. Deux semaines plus tard, le 24 octobre 1941, Kurt Daluege, chef de la police d'ordre, envoie aux services concernés une lettre expresse ayant pour objet « Evacuations de Juifs de l'Altreich et du Protectorat », dans laquelle on peut lire :[492]

« Entre le 1er novembre et le 4 décembre 1941, 50 000 Juifs seront déportés par la police de sécurité de l'Altreich, de l'Ostmark [Autriche] et du Protectorat de Bohême et de Moravie dans la région de Minsk et de Riga à l'Est. Les déportations seront effectuées par des trains de transport de la Reichsbahn de 1 000 personnes chacun. Les trains de transport seront rassemblés à Berlin, Hambourg, Hanovre, Dortmund, Münster, Düsseldorf, Cologne, Francfort/M., Kassel, Stuttgart, Nuremberg, Munich, Vienne, Breslau, Prague et Brünn ».

---

490 *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.* p. 204.

491 T/37 (299).

492 PS-3921. TMI, vol. XXXIII, pp. 535-536.

Il était donc prévu des conditions de transport normales plutôt que des conditions conduisant à une « décimation » des déportés.

[48] *« Huit jours plus tôt, un discours de Heydrich à Prague avait fait référence à la nécessité de 'rassembler les plans et le matériel brut' et de 'tester le matériel'. Cela indique que les déportations à venir étaient associées à des expériences menées sur la 'matière première' ».* (p. 113)

La source indiquée par Harrison est « Karny, *Politik im 'Protektorat Böhmen und Mähren' unter Reinhard Heydrich 1941-1942*, pp. 107-22 » (note 108 de la p. 113). En réalité, il est tiré comme d'habitude de Browning, qui écrit :[493]

« Dans un discours prononcé devant les membres de l'appareil d'occupation le 2 octobre à Prague, où il venait d'occuper le poste de Reichsprotektor par intérim en plus de ses fonctions de chef de la police de sécurité et du SD, il souligna que les évènements des années précédentes étaient liés entre eux et constituaient une condition préalable à la germanisation finale de la sphère d'influence du Reich. Pour atteindre cet objectif, même ceux qui ont une bonne origine raciale mais un mauvais caractère (gutrassig Schlechtgesinnten) doivent être mis au pied du mur ; on ne peut qu'imaginer ce que Heydrich a en tête pour ceux qu'il considère comme inférieurs sur le plan racial. La mise en œuvre de cette vision est toutefois une 'question que le Führer devra trancher'. Mais il est déjà possible de 'rassembler les plans et la matière première'. 'Nous devons tester le matériel', conclut-il, 'nous devons profiter des opportunités disponibles' ».

J'affirme tout d'abord que l'explication de Browning interprète mal le sens du document. Heydrich mentionne d'abord deux « Gegenpole » (homologues) : les individus qui sont « racialement bons et bien disposés » contre ceux qui sont « racialement mauvais et mal disposés ». Il discerne ensuite un « niveau intermédiaire » supplémentaire qui contient en nombre égal deux autres catégories, les « personnes racialement mauvaises et bien disposées » et les « personnes racialement bonnes et mal disposées ». En ce qui concerne la seconde, il déclare :[494]

« Pour une partie des personnes racialement bonnes et mal disposées, il ne restera que la possibilité d'essayer de les réinstaller dans le Reich dans un environnement purement allemand, de les germaniser et de les éduquer avec de nobles principes, ou, si cela s'avère impossible, de les mettre en fin de compte au pied du mur. »

Il s'agit donc d'une possibilité hypothétique, qui ne concerne d'ailleurs qu'une « partie » de cette catégorie de personnes. Ce n'est qu'avec une forte dose de mauvaise foi que l'on peut affirmer que toutes ces personnes « devraient être mises au pied du mur ». Il en va de même pour l'affirmation selon laquelle « on ne peut qu'imaginer ce que Heydrich avait en tête pour ceux qu'il considérait

[493] C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit.* p. 301.

[494] Jaroslava Milotová, Margita Kárná, Miroslav Kárný, *Deutsche Politik im « Protektorat Böhmen und Mähren » unter Reinhard Heydrich 1941 – 1942*. Metropol, Berlin, 1997, p. 119.

comme racialement inférieurs », ce qui laisse supposer qu'ils étaient censés être exterminés ; à leur sujet, le document dit en effet :[494]

> *« Pour les personnes racialement mauvaises et bien disposées, il faut probablement les installer quelque part dans le Reich ou les employer d'une manière ou d'une autre, en veillant seulement à ce qu'elles n'aient plus d'enfants. »*

La dernière citation de Browning n'a pas un sens particulièrement grossier. Voici le texte :[494]

> *« Et quand cela se produira, c'est une question que le Führer doit trancher. Mais la planification et la collecte des matières premières sont des activités que nous pouvons déjà initier. Nous devons examiner le matériel, nous devons exploiter les possibilités existantes. »*

Cela signifie simplement que le matériel humain devait être examiné selon les critères raciaux susmentionnés avant même la décision du Führer concernant les catégories uniques. En déformant le texte de Browning, Harrison en tire la déduction fantaisiste que « les déportations à venir étaient associées à des expériences menées sur du 'matériel brut' », alors qu'il n'est question ici ni de « déportations », ni d'« expériences », ni même de juifs ! C'est un autre exemple de stupidité obtuse ou de mauvaise foi.

> **[49]** *« Aux pages 274-276 de Sobibór, Mattogno tente de neutraliser le projet de Wetzel à Lohse du 25 octobre 1941 (trois semaines après le discours de Heydrich sur les 'matières premières'), concernant le projet de construction d'une 'Vergasungsapparate' (également appelée 'dispositif de Brack') à Riga pour tuer les Juifs du Reich incapables de travailler. Il convient de noter le contexte de ce projet. Wetzel a également rédigé une lettre d'accompagnement au nom de Rosenberg, de sorte que les allégations de falsification devraient porter sur les deux projets, et non sur un seul. Les deux projets avaient été préparés à l'attention de Lohse, mais ils ont dû lui être remis verbalement car il est arrivé à Berlin le même jour pour protester contre la déportation prévue des Juifs du Reich vers Riga et Minsk ».* (p. 113-114)

Comme je l'ai démontré plus haut, la référence au « discours de Heydrich sur les 'matières premières' » n'a aucun rapport avec les déportations de juifs. L'objection de Harrison est plutôt puérile : en principe, le fait que Wetzel ait « rédigé une lettre d'accompagnement au nom de Rosenberg » n'exclut pas catégoriquement que la lettre jointe puisse être un faux ou qu'elle ait pu être falsifiée. La lettre jointe, sans date, est adressée « au commissaire du Reich pour le territoire de l'Est » et a pour objet « Votre rapport du 4 octobre 1941 concernant la solution de la question juive ». Wetzel y joint sa note de dossier (*Vermerk*), mais aussi le rapport en question, dont le texte est inconnu.[495]

[495] NO-997.

Il existe également un « brouillon manuscrit » qui, en raison de sa brièveté (une seule page avec quelques lignes inintelligibles), ne peut être le brouillon original de la lettre.[496]

Le document se présente comme un « brouillon » (*Entwurf*) d'une lettre dactylographiée qui, pour ce que l'on en sait, n'a jamais été envoyée. Il ne contient en bas qu'une note manuscrite, que les analystes du Staff Evidence Analysis de l'Office of US Chief Counsel ont interprétée comme « Wet 25/10 ». Au-dessus de cette note est censé apparaître, écrit légèrement au crayon, « N.d.H.M. », ce qui signifierait « *Nachschrift dem Herrn Minister* [copie pour le ministre] »[497], mais « *Nachschrift* » ne signifie pas « copie » (en allemand *Abschrift*), mais plutôt post-scriptum. Dans la transcription allemande du document, l'acronyme est « N.d.R.M. » et la note en bas est « Wlt. »[498] Donc, pour être précis, il n'y a pas de preuve que le document est authentique, je reviendrai sur ce sujet plus loin.

> **[50]** *« En outre, deux jours seulement avant ce projet, et le jour même où Wetzel rencontrait Brack, Paul Wurm, le rédacteur étranger de* Der Stürmer*, avait écrit de Berlin à Franz Rademacher pour l'informer que 'beaucoup de vermines juives seront exterminées par des mesures spéciales'. Il est donc certain que Lohse était au courant des projets d'extermination des Juifs déportés dans l'Ostland avant son départ de Berlin ».* (p. 114)

Paul Wurm était également le fondateur de la « Antijüdische Welt-Liga » (Ligue mondiale antijuive), et la lettre en question a été rédigée sur le papier à en-tête de cette organisation. Ses informations de seconde main (l'origine est un ancien « camarade de parti qui travaille à la régulation de la question juive à l'Est ») ne peuvent évidemment pas être comparées à celles des dirigeants des institutions politiques et militaires nationales-socialistes. En outre, la traduction de Browning (source de Harrison) n'est pas impeccable, car dans le texte allemand de la phrase blâmée – « *in nächster Zeit wird von dem jüdischen Ungeziefer durch besondere Massnahmen manches vernichtet werden* » (« dans un avenir proche, une partie de la vermine juive sera détruite par des mesures spéciales »)[499], « *manches* » n'est pas « *many* » (« de nombreux ») (qui en allemand serait « vieles »), mais plutôt « some » (certains). Cette lettre ne prouve donc en rien l'existence de prétendus « plans de mise à mort des Juifs déportés dans l'Ostland ».

D'autre part, la date de la lettre est le 23 octobre 1941, alors que l'ordre du Führer remonterait au mois de décembre : qui donc aurait élaboré de tels « plans » ? Personne, car – comme je le documente dans ce chapitre – à cette

---

[496] NO-996, inscrit au procès Eichmann sous le numéro T/39(188), accompagné d'une *copie* des documents NO-365 et NO-997.

[497] Traduction du document NO-365. Office of U.S. Chief Counsel. Staff Evidence Analysis, p. 2, NA, Record Group no. 238, NO-365.

[498] Staatsarchiv Nürnberg, KV-Anklage, Umdrucke deutsch, NO-365.

[499] Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes. Inland II A/B. Aktz. 83-25 Sdh. IV, Band 59/3.

époque, le Reich suivait une politique juive d'émigration/évacuation/réinstallation.

[51] *« Mattogno tente de nier l'ensemble de ce processus en affirmant que 'l'appareil de Brack' proposé par Wetzel pour être utilisé à Riga aurait été 'des cylindres de monoxyde de carbone', mais cela est très douteux étant donné que, comme nous le montrons dans le chapitre sur la chambre à gaz, Widmann avait déjà discuté de 'l'impossibilité de transporter les cylindres de CO en Russie' (et des essais de gazage à Mogilev utilisant des gaz d'échappement de moteur avaient déjà eu lieu) lorsque Wetzel a écrit son projet le 25 octobre. »* (p. 114)

La question est importante et nécessite une analyse approfondie. Je commencerai par reproduire le texte du document :[500]

« Réf. : Solution de la question juive

1. Au Commissaire du Reich pour l'Est

Objet : Votre rapport du 4 octobre 1941 concernant la solution de la question juive

En référence à ma lettre du 18 octobre 1941, je vous informe que l'Oberdienstleiter Brack de la Chancellerie du Führer a accepté de collaborer à la production des abris et des dispositifs de gazage nécessaires. À ce jour, les dispositifs envisagés ne sont pas disponibles en quantité suffisante ; ils devront d'abord être fabriqués. Comme, de l'avis de Brack, la fabrication des dispositifs dans le Reich entraînera beaucoup plus de difficultés que leur fabrication sur place, Brack estime qu'il est plus opportun d'envoyer ses collaborateurs à Riga, en particulier son chimiste, le Dr Kallmeyer, qui effectuera toutes les démarches ultérieures sur place. L'Oberdienstleiter Brack souligne que la procédure en question n'est pas sans danger, de sorte que des mesures de protection spéciales sont nécessaires. Dans ces circonstances, je vous prie de vous adresser à l'Oberdienstleiter Brack à la Chancellerie du Führer par l'intermédiaire de votre chef supérieur des SS et de la police et de demander l'envoi du chimiste Kallmeyer et d'autres assistants. Je dois vous informer que le Sturmbannführer Eichmann, l'expert de la question juive au sein du RSHA, est entièrement d'accord avec ce processus. D'après les informations du Sturmbannführer Eichmann, des camps pour Juifs doivent être créés à Riga et à Minsk, où les Juifs du territoire de l'Ancien Reich pourront également se rendre. À l'heure actuelle, les Juifs sont évacués de l'Ancien Reich vers Litzmannstadt [Łódź]*, ainsi que vers d'autres camps, pour être ensuite utilisés comme main-d'œuvre à l'Est, dans la mesure où ils sont capables de travailler.*

Dans l'état actuel des choses, il n'y a pas d'objection à ce que les Juifs qui ne sont pas capables de travailler soient éliminés par le remède Brackian. De cette façon, des évènements tels que ceux qui, selon un rapport que j'ai sous les yeux, ont eu lieu à l'occasion de la fusillade des Juifs à Vilna, et qui, compte tenu du fait que la fusillade a été effectuée en public, peuvent difficilement être excusés, ne seront plus possibles. En revanche, les personnes aptes au travail seront transportées pour travailler à l'Est. Il va de soi que les Juifs hommes et femmes aptes au travail seront séparés.

Je vous demande un rapport sur les mesures que vous prendrez. »

---

[500] NO-365 ; la traduction anglaise est tirée de www.holocaust-history.org/19411025-wetzel-no365/, qui est de loin supérieure à la version de Nuremberg.

Tout d'abord, quels étaient les appareils de gazage ? Pour Harrison, il s'agissait de « camionnettes à gaz » (voir également le point suivant), une hypothèse réfutée à la fois par le contexte[501] et par l'historiographie orthodoxe de l'holocauste. Patricia Heberer, par exemple, écrit à ce sujet :[502]

> *« Le 25 octobre 1941, le Dr Erhard Wetzel, administrateur chargé des questions raciales au sein du ministère du Reich pour les territoires occupés de l'Est, a écrit une lettre au commissaire du Reich Lohse pour lui faire part d'une proposition avancée par Brack : installer des dispositifs de gazage fixes dans le Reichskommissariat Ostland et utiliser ainsi la technologie de gazage 'T-4' et le personnel des centres de mise à mort. »*

Heberer conclut alors qu'il s'agit d'une simple proposition qui n'a jamais été réalisée.[503]

Les « dispositifs de gazage » étant associés à des bâtiments (« abris obligatoires et dispositifs de gazage »), il ne peut s'agir que de chambres à gaz fixes, qu'elles soient homicides ou désinfectantes. L'hypothèse exterminationniste, selon laquelle il s'agirait de bouteilles de gaz de monoxyde de carbone, n'est pas tenable après une analyse approfondie. Le terme ne peut s'appliquer à de simples bouteilles de gaz, mais à un dispositif qui pouvait être construit sur place et qui pouvait être utilisé pour l'évaporation d'une substance liquide, comme les *Kreislaufgeräte* des chambres de désinfection Degesch au cyanure d'hydrogène (Zyklon B), appelées « *Vergaser-Geräte* » (appareils de gazage).[504] Ce système a été testé à Sachsenhausen le 25 octobre 1940 par des représentants de la section « Assainissement et hygiène des camps » de l'Inspection des camps de concentration, de l'Institut d'hygiène de la Waffen-SS et de la société Degesch. Le même jour, le chef du bureau de construction du *Hauptamt Haushalt und Bauten* a envoyé à tous les camps de concentration l'ordre de l'utiliser à l'avenir à des fins de désinfection.[505] Cette interprétation est encore confirmée par un message intercepté par les Britanniques en novembre 1941 :[506]

---

[501] Voir les arguments adduits contre elle par Santiago Alvarez et Pierre Marais dans *The Gas Vans. A Critical Investigation.* The Barnes Review, Washington, 2011, pp. 95-96, un livre non mentionné par les « blogueurs controversés ».

[502] P. Heberer, « Von der 'Aktion T4' zum Massenmord an den europäischen Juden », in : Günter Morsch and Bertrand Perz (éds.), *Neue Studien zu nationalsozialistischen Massentötungen durch Giftgas. Historische Bedeutung, technische Entwicklung, revisionistische Leugnung, op. cit.*, p. 168.

[503] *Ibid.*, p 168.

[504] Gerhard Peters, *Blausäure zur Schädlingsbekämpfung* (Acide cyanhydrique pour la lutte antiparasitaire). Recueil de conférences chimiques et chimico-techniques. Verlag von Ferdinand Enke, Stuttgart, 1933, p. 40

[505] Günter Morsch, « Tötungen durch Giftgas im Konzentrationslager Sachsenhausen », in : *Neue Studien zu nationalsozialistischen Massentötungen durch Giftgas. Historische Bedeutung, technische Entwicklung, revisionistische Leugnung, op. cit.*, p. 262.

[506] German SS and Police Unit Radio Messages in British Archives, in : www.fpp.co.uk/Auschwitz/docs/PoliceDecodes.html

« N° 490, 13 décembre 1491 : décodages du 13 novembre 1941. Point 10, SS Oberabschnitt Nordsee, Hamburg 13, Firma Tesch Stabenow, Hamburg 1, Réf lettre du 5 nov. 'Demande des informations immédiates quand le Zyklon a été fourni et quand un envoi partiel de Tegas, Athyleno. D et Trito peuvent être attendus, afin que le Dr Tesch, qui enseigne à Riga [...] *; [groupes corrompus]... tous [...] sont vraiment nécessaires. Le Dr Tesch demande que son courrier soit transmis ici. Chirurgien commandant, au commandant supérieur SS et Pol. de Riga' ».*

Les gaz mentionnés sont le T-Gas, l'oxyde d'éthyle et le Tritox.

Le 21 décembre 1941, le journal *Deutsche Zeitung im Ostland*, basé à Riga, publie un article intitulé « *Hygiene im Ostland* » (Hygiène dans l'Ostland) qui fait référence à l'introduction récente de mesures d'hygiène dans le RK Ostland :[507]

« L'une des tâches les plus urgentes dans le domaine de l'hygiène dans les territoires de l'Est est l'amélioration de la propreté personnelle de la population et la lutte contre les parasites, en particulier les poux. [...] *En vertu du décret du commissaire du Reich pour les territoires de l'Est du 12 décembre 1941, toutes les municipalités sont tenues de créer et d'exploiter les installations nécessaires à la lutte contre les parasites et à la prévention des maladies dangereuses pour la sécurité publique. Sur ce territoire, les installations de désinfection en font partie au premier chef. »*

La lettre de Wetzel mentionne trois personnes : Eichmann, Kallmeyer et Brack. Lors de la 98ème session du procès d'Eichmann (17 juillet 1961), celui-ci a contesté ce document, en posant une série d'objections dont le sens a été brièvement résumé par le procureur général de la façon suivante : « ...et voilà que vous prétendez soudain qu'il s'agit d'un faux ». Eichmann a notamment nié avoir parlé avec Wetzel « du gaz ».[508]

Le 20 juin 1947, en vue du procès contre Karl Brandt et consorts (procès des médecins), le chimiste Helmut Kallmeyer a rédigé une déclaration sous serment dans laquelle il affirme, à propos de la lettre de Wetzel qui lui a été soumise :[509]

« Je n'étais ni à Riga ni dans la Baltique à l'automne 1941, ni à aucun autre moment. Victor Brack ne m'a jamais parlé de m'envoyer à Riga pour coopérer à la construction des locaux nécessaires et des chambres à gaz (Vergasungsapparate), ni pour prendre d'autres dispositions. »

Enfin, Brack a déclaré au cours de son propre procès qu'il ne savait rien de la lettre en question :

« R. Je n'ai pas reçu de copie de cette lettre, ni même vu une copie de cette lettre, et je ne connais pas non plus cet Amtsgerichtsrat Wetzel.

---

[507] « Hygiene im Ostland. » Von Dr. med. Otto v. Lilienfeld-Toal, Hygieniker beim Reichskommissariat. In : *Deutsche Zeitung im Ostland*, n° 139 du 21 décembre 1941.

[508] *The Trial of Adolf Eichmann, op. cit*. vol. IV, pp. 1707-1709.

[509] Brack and Handloser [sic] supplément V. Document n° 62. Déclaration sous serment de Helmuth Kallmeyer. Kiel, 20 juin 1947.

Q. Avez-vous eu une conférence avec Eichmann sur ce problème, sur la solution de la question juive ?

R. J'ai déjà dit que je ne me souvenais même pas du nom d'Eichmann et que je ne me souvenais pas non plus du nom de Wetzel.

Q. Savez-vous quoi que ce soit sur les questions discutées lors de cette conférence concernant la solution du problème juif ?

R. Non, je ne sais rien. »

Après avoir lu la lettre, le procureur demande à Brack :[510]

« Herr Brack, allez-vous toujours maintenir ce que vous avez dit ici en interrogatoire direct, à savoir que vous avez essayé de protéger les juifs et de sauver les juifs de leur terrible destin et que vous n'avez jamais été un champion du programme d'extermination ?

R. Je voudrais même maintenir que mon nom a été mal utilisé, terriblement mal utilisé. »

Wetzel est même mentionné dans un document du 16 janvier 1942 dans lequel on apprend que le « SS Obergruppenführer Heydrich aurait reçu du Reichsmarschall le mandat, avec l'approbation du Führer, d'entamer les préparatifs en vue de mettre en œuvre, après l'achèvement de la guerre, la solution immédiate et uniforme de la question juive en Europe » (voir point 73).

En conclusion, la lettre de Wetzel du 25 octobre 1941 est historiquement incohérente et donc non pertinente.

Avant de poursuivre, je dois examiner un autre élément important de la « critique » de Harrison – important parce qu'il démontre clairement son extraordinaire obtusité et les faux semblants de ses objections : il ne cherche en effet pas à identifier et à corriger mes éventuelles erreurs d'interprétation, mais son seul but est de discréditer mes travaux de quelque manière et par quelque moyen que ce soit.

Il objecte à mon hypothèse initiale selon laquelle les « dispositifs de gazage » étaient des bouteilles de monoxyde de carbone que « Widmann avait déjà évoqué 'l'impossibilité de transporter les bouteilles de CO en Russie' » (Widmann sera abordé aux points 10 et suivants du chapitre 8). Mais cela n'a aucun rapport avec la prétendue lettre de Wetzel ; elle dit en fait que les « dispositifs de gazage » étaient insuffisants et qu'ils devaient être fabriqués, mais « selon Brack, la fabrication des dispositifs dans le Reich causera plus de difficultés que s'ils étaient fabriqués sur place », et Brack a donc jugé plus pratique d'envoyer son chimiste Kallmayer à Riga. Puisque, selon Harrison, les « dispositifs de gazage » étaient des « fourgons à gaz », il en résulte que Brack (!) aurait proposé de construire des « fourgons à gaz » à Riga ! Cette hypothèse est ridicule même du point de vue exterminationniste, car un prototype de « fourgons à gaz » aurait été testé au

[510] NMT, vol. I, pp. 887-889.

camp de Sachsenhausen début novembre 1941,[511] alors que pour Harrison, ils existaient déjà en octobre 1941, mais pas « en nombre suffisant », et qu'il fallait donc en fabriquer davantage à Riga ! Quelle stupidité prodigieuse !

[52] *« L'utilisation éventuelle de fourgons à gaz dans la région de Minsk-Mogilev a été confirmée par le conducteur de l'EK 8, Josef Wendl, dans un témoignage au tribunal en 1970, tandis que Sergey Romanov, de Holocaust Controversies, a publié un document cité par Gerlach montrant l'arrivée de deux 'fourgons à gaz' (Gaswagen dans l'original allemand) à Smolensk en février 1942. »* (p. 114)

D'un point de vue historiographique, un simple témoignage, a fortiori s'il date de l'année 1970, n'a aucune valeur. En ce qui concerne ce document particulier, j'ai démontré dans mon étude *Schiffbruch. Vom Untergang der Holocaust-Orthodoxie*[512] que l'une des deux « *Gaswagen* » (camionnettes à gaz) affectées à l'EK 8, le camion Saurer immatriculé POL 71462 qui a ensuite été envoyé à Auschwitz au début du mois de septembre 1944, était assurément un « *Generatorfahrzeug* » (véhicule fonctionnant au gaz de générateur) et que, dans ce cas, « *Gaswagen* » n'était donc qu'une abréviation de « *Generatorgaswagen* », (camionnette à gaz de générateur). Il va de soi que la deuxième « camionnette à gaz » de l'EK, un camion Saurer portant la plaque d'immatriculation POL 71457, était du même type.

[53] *« La procédure judiciaire a également révélé que, vers la fin du mois de mai 1942, l'EK 8 a reçu une camionnette à gaz en provenance de Smolensk. Le chauffeur était le SSHstuf Sch. qui appartenait au Staffel des chauffeurs de l'EK ».* (p. 114)

Comme je l'ai expliqué précédemment, les « procédures judiciaires » peuvent « découvrir » ce qu'elles veulent, mais sans documents, leurs « conclusions » n'ont qu'une valeur historiographique limitée.

[54] *« Face à ce faisceau de preuves, Mattogno ne cite que le témoignage de Brack à Nuremberg sur les cylindres de CO, et affirme que cela s'appliquait au même dispositif que dans le projet de Wetzel, mais l'échange qu'il cite se référait uniquement au gazage des malades mentaux dans les centres d'euthanasie T4 et n'était donc pas pertinent pour le gazage proposé des juifs à Riga. »* (pp. 114-115)

Mais quel genre de « faisceau de preuves » ? Harrison n'a présenté qu'une série de citations équivoques, sorties de leur contexte et mal interprétées quant à leur signification réelle.

En ce qui concerne ma référence au témoignage de Brack, Harrison n'a pas compris ou feint de ne pas comprendre. On sait que les « *Gaswagen* » sont désignés de diverses manières dans la littérature exterminationniste, mais jamais comme « *Brackschе Hilfsmittel* ». Quelle était la signification réelle de ce terme ? La

---

[511] M. Beer, « Gaswagen. Von der 'Euthanasie' zum Genozid », in : Günter Morsch, Bertrand Perz (éds.), *Neue Studien zu nationalsozialistischen Massentötungen durch Giftgas. Historische Bedeutung, technische Entwicklung, revisionistische Leugnung, op. cit.*, p. 161.

[512] Castle Hill Publishers, Uckfield, 2011, pp. 138-141.

piste la plus évidente aurait été d'interroger Brack. Le fait qu'il se référait au contexte de l'Aktion T4 n'est pas du tout « hors de propos », car les « *Bracksche Hilfsmittel* » n'ont été mentionnés *que* dans ce contexte, et leur élément essentiel, du point de vue exterminationniste, était en fait les bouteilles de gaz, comme le confirme Heberer en parlant des « appareils de gazage stationnaires » qui auraient évidemment fonctionné à l'aide de bouteilles de gaz.

[55] *« Cette même section se livre ensuite à un sophisme du milieu exclu en supposant que le plan de Riga a dû être abandonné lorsque les travaux ont commencé à Bełżec. »* (p. 115)

Le « sophisme » est celui de Harrison, puisque c'est lui qui doit prouver que le « plan » a réellement existé[513] et que sa mise en œuvre a été sérieusement envisagée. Je n'ai donc pas à prouver le contraire. Son objection est également réfutée par Gerlach dans un ouvrage cité par Harrison lui-même dans sa note de bas de page 1 à la page 90 :[514]

« À l'automne 1941, cependant, lorsque les déportations massives de Juifs du Reich allemand ont commencé, la décision de les exterminer n'avait pas encore été prise. C'est ce qui ressort des différents types de traitement que les déportés juifs allemands ont reçus lorsqu'ils sont arrivés à leurs différentes destinations ».

Il est évident qu'une décision qui n'a pas encore été prise ne peut pas non plus être « abandonnée ».

[56] *« En outre, elle suppose que l'intention initiale de Bełżec devait être, selon l'historiographie officielle, de tuer aussi bien les Juifs aptes que ceux qui ne l'étaient pas. Il s'agit simplement d'une lecture erronée de l'historiographie, car presque tous les historiens s'accordent à dire que la politique menée à l'époque du protocole de Wannsee consistait à gazer les Juifs inaptes tout en accordant un sursis aux travailleurs. Ces deux fausses hypothèses peuvent être réfutées en notant le fait évident que l'Ostland et Bełżec ont fonctionné comme sites de mise à mort simultanément au printemps et à l'été 1942, de sorte que Bełżec était simplement une option de mise à mort supplémentaire au moment où la construction a commencé, et non un remplacement de la proposition de Wetzel. »* (p. 115)

Il est vrai que la prétendue mise à mort des juifs aptes au travail n'est pas attestée pour cette période (octobre 1941) ; elle n'est revendiquée qu'à partir de mars 1942. Mais alors, qui, comment, quand et pourquoi a donné l'ordre de tuer également les juifs aptes au travail ? S'agit-il d'une « radicalisation » automatique qui s'est produite d'elle-même ? Le point crucial ici est l'argument chronologiquement absurde de Harrison selon lequel « Bełżec était simplement une option de mise à mort supplémentaire au moment où la construction a commencé », c'est-à-dire en novembre 1941, en raison du « fait évident » qu'« au

---

[513] En réalité, il s'agissait d'une simple proposition introduite avec la formulation suivante : « ...bestehen keine Bedenken, wenn... » NO-365.

[514] C. Gerlach, *The Wannsee Conference, the Fate of German Jews and Hitler's Decision in Principle to Exterminate All European Jews, op. cit.* pp. 760-761.

printemps et à l'été 1942 », « l'Ostland et Bełżec ont fonctionné comme sites de mise à mort simultanément. » La logique voudrait que l'on fasse plutôt référence au traitement des juifs déportés au RK Ostland pendant la période de construction de Bełżec, c'est-à-dire en novembre 1941.

En ce qui concerne les juifs déportés directement au RK Ostland jusqu'au printemps 1942, le *Gesamtbericht vom 16. Oktober 1941 bis 31 Januar 1942* (rapport général du 16 octobre 1941 au 31 janvier 1942) de l'*Einsatzgruppe* A, tout en énumérant les horribles fusillades de juifs locaux, décrit le sort de ceux qui ont été déportés du Reich comme suit :

> *« Depuis décembre 1940* [recte : 1941]*, des transports de Juifs en provenance du Reich sont arrivés à intervalles rapprochés. Parmi eux, 20 000 Juifs ont été dirigés vers Riga et 7 000 vers Minsk. Les 10 000 premiers Juifs évacués vers Riga sont logés en partie dans un camp d'accueil temporairement agrandi et en partie dans un camp de baraquement nouvellement construit près de Riga. Les autres transports sont regroupés pour l'instant dans une section séparée du ghetto de Riga. La construction du camp de baraquement avec le déploiement de tous les Juifs aptes au travail se poursuit de telle sorte qu'au printemps, tous les Juifs qui ont enduré l'hiver puissent être transférés dans ce camp. Seule une petite partie des Juifs du Reich est apte au travail. Environ 70 à 80 % sont des femmes et des enfants, ainsi que des personnes âgées incapables de travailler. La mortalité ne cesse d'augmenter, notamment en raison de l'hiver extraordinairement rigoureux ».*

En conséquence, les transports envoyés à Riga et à Minsk ne sont pas soumis à des « sélections » : les personnes inaptes au travail ne sont pas gazées ou fusillées, mais transférées dans les ghettos comme les personnes aptes au travail. Il y a également eu des assassinats, mais pas planifiés et pas à grande échelle :[515]

> *« Dans certains cas isolés, des Juifs atteints de maladies contagieuses ont été… mis à l'écart et exécutés. »*

Il s'agit précisément des juifs mentionnés dans la lettre de Wetzel. La proposition de tuer les personnes inaptes au travail n'a donc pas été mise en œuvre.

> **[57]** *« De plus, en admettant que le document de Wetzel faisait référence à des meurtres, Mattogno admet l'existence d'un mobile meurtrier et n'explique pas pourquoi ce mobile n'aurait pas été reporté en 1942 au détriment de la réinstallation. »* (p. 115)

Le « mobile meurtrier », selon le document (dont l'authenticité, comme je l'ai expliqué plus haut, est assez douteuse), était une simple proposition parmi d'autres. Il est important de vérifier si elle a été prise en considération et mise en œuvre. La question pourrait également se retourner contre Harrison : si la proposition mentionnée dans la lettre de Wetzel n'a *pas* été mise en œuvre à l'égard des juifs déportés à Riga, pourquoi l'aurait-elle été à l'égard des juifs déportés dans les camps de l'« *Aktion Reinhardt* » en 1942 ?

---

[515] PS-2273. IMT, vol. XXX, pp. 79-80.

[58] *« Mattogno perpétue également des distorsions concernant les témoins de la prise de décision. À la page 235 de* Sobibór*, Mattogno insiste sur le fait qu'il faut retrouver les ordres du Führer qui correspondent à ceux qui sont cités dans les témoignages de Höss pour juin 1941 et de Wisliceny pour avril 1942. Il s'agit bien sûr d'une hypocrisie, tout d'abord parce que la date de Mattogno pour une décision de réinstallation n'est pas précise (il dit 'probablement' septembre, comme indiqué ci-dessus) et ensuite parce qu'il insiste dans d'autres chapitres sur le fait que les témoignages des auteurs de crimes ne sont pas fiables en ce qui concerne la datation et les détails ».* (p. 115)

Ignorant la question des dates, que j'ai déjà abordée plus haut, l'objection est digne de Harrison. Même lui devrait être capable de comprendre que, de notre point de vue, ni une décision ni un ordre d'extermination n'ont jamais existé, et qu'il est donc évident que j'ai seulement voulu souligner les contradictions trouvées dans les témoignages essentiels relatifs à cette question, à savoir ceux de Höss et de Wisliceny. Harrison les considère-t-il également comme « non fiables » ? Pour les historiens orthodoxes, il est évident que l'ordre du Führer a dû être émis entre juin 1941 et avril 1942. Comme on le voit, il ne s'agit pas d'hypocrisie de ma part mais de stupidité de la part de mon adversaire.

[59] *« De plus, la datation de Höss est contredite par sa propre déclaration sous serment, qui indique qu'il a reçu l'ordre alors que les trois camps Reinhard étaient déjà opérationnels. »* (p. 115)

Harrison se tire ici une balle dans le pied. Le fait que Höss se soit contredit dans sa déclaration sous serment du 5 avril 1946 (PS-3868) ne fait qu'aggraver son propre manque de crédibilité. Et comment Harrison explique-t-il que Höss, selon lui-même, se soit rendu à Treblinka *après* avoir reçu l'ordre imaginaire d'extermination mais *avant* d'avoir procédé à son premier « gazage » dans le crématoire I d'Auschwitz, qui aurait eu lieu le 16 septembre 1941 ?[516]

[60] *« Sa datation a également été critiquée par des historiens tels que Browning et Orth, qui ont montré pourquoi elle était incorrecte. Par conséquent, il n'y a aucune raison pour que les historiens suivent la datation de Höss, et le fait que Mattogno insiste sur le contraire est tout simplement ridicule, voire carrément malhonnête. »* (p. 115)

Si quelque chose est « simplement ridicule, voire carrément malhonnête » dans tout cela, c'est bien l'objection de Harrison. Au début du chapitre 8 de notre étude sur Sobibór, j'ai souligné que Höss, lors de l'audience du matin du 15 avril 1946 du procès de Nuremberg, avait déclaré que Himmler l'avait convoqué à Berlin au cours de l'été 1941 et lui avait remis à cette occasion l'insaisissable ordre du Führer sur l'extermination des juifs. J'ai observé que « ce *Führerbefehl* est immédiatement devenu la pierre angulaire de l'historiographie dominante sur l'Holocauste, qui prenait alors forme mais manquait encore de tout type de

[516] *Auschwitz : The Case for Sanity, op. cit.* pp. 429-430.

documentation ».[517] J'ai ensuite décrit la controverse entre intentionnalistes et fonctionnalistes et j'ai ajouté qu'« il a fallu attendre 1999 pour que l'article de Karin Orth sur Rudolf Höß révise radicalement 'l'ancienne littérature de recherche'. Dans cet article, Orth a repoussé d'un an, jusqu'en juin 1942, le prétendu ordre de Himmler appelant Höß à Berlin ».[518]

Puisque j'ai expliqué que les dates revendiquées par Höss ont « également été critiquées par des historiens », à savoir l'article de Karin Orth[519] qui a marqué un tournant dans l'historiographie orthodoxe de l'holocauste[520], l'objection de Harrison est sans objet. Il n'en reste pas moins que ces deux témoignages, qui ont été considérés pendant des décennies comme les pierres angulaires de l'historiographie holocaustique orthodoxe concernant l'ordre du Führer, sont profondément incohérents et auto-contradictoires. Si la date de l'ordre du Führer est avancée à juin 1942, rien n'est résolu, car de nouvelles contradictions apparaissent alors : d'une part, Höss aurait commencé l'extermination des juifs à Auschwitz *avant* même d'avoir reçu l'ordre correspondant, mais – comme indiqué plus haut – *après* avoir visité Treblinka (qui n'a ouvert ses portes que le mois suivant) ; d'autre part, Wisliceny aurait vu un ordre d'extermination signé par Himmler et datant du mois de mai. Je reviendrai sur cette question ultérieurement.

> **[61]** *« Les historiens soulignent également que des auteurs tels que Höss avaient un motif d'insister sur un Führerbefehl précoce, comme moyen d'échapper à leur propre responsabilité personnelle pour les meurtres, mais ce point évident sur la stratégie de défense est ignoré par Mattogno parce qu'il ferait disparaître l'homme de paille du Führerbefehl. »* (p. 115)

Quelle sorte de « responsabilité personnelle » ? Cela implique que Höss aurait perpétré des massacres de juifs de sa propre initiative. Sur quelle base peut-on déduire cela ? La seule base de ce type consiste en les fantasmes insensés de Robert Jan van Pelt, que j'ai abondamment réfutés dans une de mes études récentes.[521] Et quel genre de stratégie de défense aurait été de prétendre que l'ordre d'extermination présumé avait été reçu en juin 1941 plutôt qu'en juin 1942 ? Si, comme le prétend l'historiographie orthodoxe de l'holocauste, l'extermination de masse à Auschwitz n'a commencé qu'en juillet 1942, comment Höss aurait-il pu espérer éviter sa « responsabilité personnelle » en repoussant d'un an la date de l'ordre allégué ?

---

[517] *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.*, p. 219.

[518] *Ibid.*, p. 234.

[519] K. Orth, « Rudolf Höß und die 'Endlösung der Judenfrage'. Drei Argumente gegen deren Daterung » auf den Sommer 1941 », in : *Werkstatt Geschichte*, 18 novembre 1999, pp. 45-57.

[520] *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.*, p. 234.

[521] *Schiffbruch. Vom Untergang der Holocaust-Orthodoxie, op. cit.* pp. 113-141.

[62] *« La façon dont Mattogno traite le témoignage de Wisliceny est tout aussi médiocre. Wisliceny a fait référence à un ordre d'extermination émis par Himmler en avril 1942, qui accordait une exemption temporaire aux Juifs requis pour un travail essentiel. Mattogno ne donne aucune raison plausible pour laquelle Himmler n'aurait pas eu à cette date l'autorité nécessaire pour délivrer une telle exemption sans avoir besoin d'un ordre supérieur de Hitler ».* (p. 116)

Harrison prouve ici une fois de plus sa propre malhonnêteté. L'ordre supposé de Himmler d'avril 1942, selon Wisliceny, était le suivant :[522]

« Le Führer a ordonné la solution finale de la question juive ; le chef de la police de sécurité et du SD et l'inspecteur des camps de concentration sont chargés de mettre en œuvre cette solution finale. Tous les hommes et femmes juifs capables de travailler devaient être temporairement exemptés de la solution finale et utilisés pour travailler dans les camps de concentration. Cette lettre était signée par Himmler lui-même. Je ne pouvais pas me tromper puisque la signature de Himmler m'était bien connue ».

Harrison ment sans réserve en affirmant que « Wisliceny s'est référé à un ordre d'extermination de Himmler en avril 1942 », car Himmler s'est explicitement référé à l'ordre du Führer pour la « solution finale de la question juive », qui, pour Wisliceny, a été donné par Hitler à ce moment-là et pour la première fois. Harrison feint de croire que l'ordre émane de Himmler, alors qu'il ressort clairement du contexte qu'il s'agit de l'ordre de Hitler (« Le Führer a ordonné... ») qui a été signé par Himmler pour en garantir la prétendue authenticité. Il est donc clair que l'« exemption » faisait partie de l'ordre de Hitler (et qu'elle n'était pas seulement valable « pour le travail essentiel », mais simplement « pour le travail ») et que, par conséquent, Himmler n'avait aucune autorité pour la modifier, de quelque manière que ce soit.

[63] *« De plus, l'affirmation de Wisliceny est étayée par des documents que Mattogno ignore. Le 18 mai 1942, Müller écrit à Jäger, après l'exécution de 630 travailleurs à Minsk, pour l'informer que les Juifs âgés de 16 à 32 ans dans ces camps doivent être 'exclus des mesures spéciales jusqu'à nouvel ordre'. Peter Longerich a conclu, sur la base de documents du GG, que Himmler avait effectivement donné cet ordre le 18 mai. Ainsi, l'ordre daté d'avril 1942 par Wisliceny peut être documenté comme ayant été donné en mai ».* (p. 116)

La question n'est pas aussi simple que le présente Harrison. Sa source, Peter Longerich, a écrit à ce sujet :[523]

« Fin avril ou début mai [1942]*, la décision semble avoir été prise d'assassiner tous les Juifs sans distinction et avec effet immédiat. Apparemment, à la fin du mois d'avril ou en mai 1942, le régime nazi a décidé d'étendre le meurtre des Juifs de Lublin et de Galicie à l'ensemble du*

---

[522] *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.* p. 235.

[523] P. Longerich, « The Wannsee Conference in the development of the 'Final Solution' », in : David Cesarani (éd.), *Holocaust, op. cit.* p. 141.

Gouvernement général. En même temps, la décision a dû être prise d'assassiner massivement les Juifs de Haute-Silésie ».

Il ajoute ensuite :[524]

« Une indication significative de l'ordre donné par Himmler en mai 1942 d'étendre les meurtres a été obtenue. À la mi-mai 1942, le chef de la Gestapo, Müller, a déclaré au commandant de la police de sécurité de Riga, Jäger, que, conformément à un 'ordre général du Reichsführer SS et du chef de la police allemande', tous les 'Juifs et Juives aptes au travail, âgés de 16 à 32 ans, doivent être exclus des 'mesures spéciales' jusqu'à nouvel ordre. Ces Juifs doivent être affectés au travail forcé. Camp de concentration ou camp de travail' ».

Wisliceny parle d'un ordre général d'extermination du Führer relatif à la « solution finale » datant d'avril 1942 dans lequel il est précisé que les juifs aptes au travail sont temporairement exclus de l'extermination, sans limitation d'âge. Longerich se réfère plutôt à une ordonnance de Himmler de mai 1942 qui étendait au gouvernement général une ordonnance antérieure de Hitler, mais avec une exemption temporaire des juifs aptes au travail âgés de 16 à 32 ans. Il est évident que les déclarations de Longerich ne confirment en rien celles de Wisliceny. Cette interprétation ne fait que compliquer une affaire déjà bien embrouillée.

Gerlach décrit la signification de la conférence de Wannsee du 20 janvier 1942 comme suit :[525]

« Premièrement, il s'agissait d'une condition préalable non seulement à l'exécution des 'Juifs de l'Est', mais aussi à l'extermination des Juifs allemands et d'Europe de l'Ouest. Deuxièmement, elle était étroitement liée à la décision fondamentale de Hitler de procéder à la liquidation de tous les Juifs vivant en Europe. À mon avis, Hitler a pris cette décision au début du mois de décembre 1941 ».

Le protocole de Wannsee ne dit pas explicitement quel sort était réservé aux personnes incapables de travailler (sauf dans un cas, que j'analyserai plus loin), mais il déclare expressément :[526]

« Dans le cadre de la solution finale, il est prévu que les Juifs soient affectés au travail à l'Est, sous une surveillance appropriée et de manière adéquate. »

La conséquence – d'un point de vue exterminationniste – est que le prétendu ordre d'extermination de Hitler de début décembre 1941 envisageait, au moins temporairement, l'exemption des juifs aptes au travail de cette « solution finale » qui visait « tous les Juifs vivant en Europe », y compris ceux qui vivaient dans le Gouvernement général. Par conséquent, le prétendu ordre de Himmler de mai 1942 n'a aucun sens, car tant l'ordre d'extermination que l'exemption avaient déjà été donnés par Hitler en décembre 1941 pour le gouvernement général

[524] *Ibid*, p. 142.

[525] C. Gerlach, « The Wannsee Conference », *op. cit.* p. 760.

[526] NG-2586-G, p. 7.

également. En ce qui concerne les juifs incapables de travailler, le prétendu ordre de Himmler présuppose un ordre de Hitler pour une extermination totale des juifs, y compris ceux qui sont aptes au travail, donné au plus tard en décembre 1941 (excluant de l'extermination directe les juifs aptes au travail), qui a ensuite été modifié par le Reichsführer-SS en excluant les juifs aptes au travail.

De ce prétendu ordre de Himmler, il n'existe aucune autre trace en dehors du document mentionné par Harrison, ce qui appelle un commentaire. Harrison cite la source suivante : « FS Müller an Jäger, Betr : Endgültige Lösung der Judenfrage, 18.5.1942, RGVA 500-1-25, p. 379 » (note 121 de la page 116). Ignorant que « FS » signifie « *Fernschreiben* » (télégramme), Harrison affirme que « Müller a *écrit* à Jäger », comme s'il s'agissait d'une lettre normale. Je présente le texte original du document :[527]

« Riga Ft. [Funktelegramm?] Nr. 1533

Geheim.

An den Kommandeur Sipo u. SD Litauen,

SS-Standartenfuehrer Jaeger.

Im Auftrage des Befehlshabers der Sipo und des SD gebe ich folgendes Ft. zur Kenntnis :

Geheime Reichssache

Betrifft: Endgiltige [sic] *Loesung der Judenfrage.*

Nach Mitteilung des OKH [Oberkommando des Heeres] *sind beim HKP* [Heeres-Kraftfahrzeug-Park] *630 in Minsk als Fachhandwerker beschaeftigte Juden, trotz gegenteiliger Zusage kuerzlich Sonderbehandlungen unterzogen worden, wodurch angeblich Leistungspotential dieser Stelle wesentlich beeintraechtigt wurde. Zutreffendenfalls bitte ich kuenftig in Ausfuehrung einer generellen Anordnung des Reichsfuehrers SS* [sic] *und Chefs der deutschen Polizei, arbeitsfaehige Juden und Juedinnen im Alter von 16 bis 32 Jahren, bis auf weitere Weisung von Sondermaxnahmen* [sic] *auszunehmen. Diese Juden sind dem geschlossenen Arbeitseinsatz zuzu fuehren. KZ oder Arbeitslager.*

i.V. gez. Mueller, SS-Gruppenfuehrer ».

Traduit :

« Riga Ft. [Télégramme radio ?] *no. 1533*

Secret.

Au commandant du Sipo et du SD de Lituanie,

SS-Standartenfuehrer Jaeger.

Au nom du commandant territorial du Sipo et du SD, je soumets à votre attention le Ft. suivant :

Question secrète du Reich

[527] ZStL, Sammlung UdSSR, 401, p. 259.

Concernant : la solution finale [avec une lettre mal orthographiée en allemand] *de la question juive.*

Selon une communication de l'OKH, 630 juifs employés au HKP [parc automobile de l'armée] *à Minsk ont récemment été soumis, en dépit d'une promesse contraire, à des traitements spéciaux, ce qui aurait considérablement nui à l'efficacité interne de cette institution. Si cela s'avère exact, je demande qu'à l'avenir, conformément à une directive générale du Reichsführer-SS et du chef de la police allemande, les juifs et les juives âgés de 16 à 32 ans capables de travailler soient exemptés de mesures spéciales* [avec une lettre mal orthographiée en allemand] *jusqu'à nouvel ordre. Ces juifs doivent être envoyés dans des camps de travail fermés. Camp de concentration ou camp de travail.*

par procuration signé Mueller, SS-Gruppenfuehrer ».

Le document fait référence aux juifs soviétiques, dont le sort, comme je l'ai expliqué précédemment, était différent de celui des autres juifs. La formulation soulève quelques doutes : les meurtres de juifs sont d'abord qualifiés de « traitements spéciaux », puis de « mesures spéciales » ; la tranche d'âge des personnes aptes à travailler est remarquablement étroite : 16-32 ans. En outre, le document ne précise pas que tous les juifs doivent faire l'objet de mesures/traitements spéciaux. Il est faux de prétendre que, si certains juifs doivent être protégés de toutes représailles, il existe une politique visant à tuer tous les juifs.

Dès le 12 octobre 1941, le Sonderkommando 1 de l'*Einsatzgruppe* A indique avoir ordonné en Estonie :[528]

« 1) Arrestation de tous les Juifs de sexe masculin âgés de plus de 16 ans,

2) Arrestation de toutes les Juives capables de travailler, domiciliées à Reval et dans les environs, âgées de 16 à 60 ans, qui seront affectées à la coupe de la tourbe. »

Ceci, au moins, est plus logique. Puisque, selon de nombreux historiens orthodoxes de l'Holocauste, l'ordre « d'exécution des Juifs soviétiques aurait eu lieu en juillet ou en août 1941 »[529], il faut considérer qu'il excluait aussi temporairement les juifs aptes au travail, et donc – encore une fois – quelle était la raison de l'ordre de Himmler de mai 1942 ?

[64] *« Mattogno prétend au contraire que le Führerbefehl original n'autorisait, selon Höss, aucune exception, de sorte que toute exception devait être accordée par Hitler dans un ordre ultérieur, mais cela ne tient pas compte du fait que la formulation réelle de Höss indiquait simplement que tous les Juifs devaient être 'détruits maintenant, pendant la guerre, sans exception'. En ne tenant pas compte de l'échelle de temps impliquée par l'expression 'pendant la guerre' de Höss, Mattogno falsifie sa signification en exigeant une mise à mort totale et immédiate au moment de la déportation, alors qu'en fait la formulation de Höss est parfaitement*

[528] K.-M. Mallmann, A. Angrick, J. Matthäus, M. Cüppers (éds.), *« Die Ereignismeldungen UdSSR 1941. » Documents des Einsatzgruppen en Union soviétique, op. cit.*, p. 672, EM Nr. 111 du 12.10.1941.

[529] C. Gerlach, « The Wannsee Conference », *op. cit.*, p. 763.

compatible avec l'exigence du protocole de Wannsee selon laquelle certains Juifs devaient être exemptés de travail, mais tués par la suite. Il n'y a tout simplement rien dans Höss ou dans d'autres sources qui exclut les exemptions temporaires pour le travail ». (p. 116)

Ici encore, c'est Harrison qui « falsifie » maladroitement les déclarations du commandant d'Auschwitz, car son interprétation est réfutée par Höss lui-même, qui écrit :[530]

« Lorsque le RFSS [Reichsführer-SS = Himmler] *a modifié son ordre initial d'anéantissement des Juifs de 1941, selon lequel tous les Juifs devaient être anéantis sans exception, de manière à ce que ceux qui étaient capables de travailler soient affectés à l'industrie de l'armement, Auschwitz est devenu un camp pour Juifs, un camp de collecte de Juifs dans une mesure inconnue jusqu'alors. »*

Si seul un ordre ultérieur a établi l'exclusion de l'extermination des juifs aptes au travail, le premier ordre d'extermination totale doit avoir eu un caractère immédiat et n'a pas été en vigueur pendant toute la durée de la guerre.

[65] *« Les déformations de Mattogno se poursuivent avec les preuves de 1942. Le 1er mai 1942, Greiser a demandé à Himmler la permission d'étendre la* Sonderbehandlung *d''environ 100 000 Juifs dans la région de mon Gau' pour s'assurer que 'les cas de tuberculose avérée parmi le peuple polonais soient extirpés'. Mattogno reconnaît que Greiser demandait l'autorisation de tuer ces Polonais, mais omet de manière perverse le lien avec le meurtre des 100 000 Juifs que Greiser a explicitement établi dans la lettre. L'utilisation du mot* Sonderbehandlung *pour désigner le meurtre de ces Polonais apparaît également dans les lettres de Koppe et de Blome. Dans cette dernière, Blome présente la* Sonderbehandlung *et la 'création d'une réserve pour tous les tuberculeux' comme des options qui s'excluent mutuellement, de sorte que la* Sonderbehandlung *ne peut signifier la réinstallation, contrairement à ce que prétend Mattogno, qui affirme qu'il s'agit d'un prolongement de la correspondance Himmler-Greiser de septembre 1941. La même distinction a été faite par Himmler dans sa réponse ».* (pp. 116-117)

Dans la note 128 de la p. 117, Harrison cite mon étude *Il campo di Chełmno tra storia e propaganda*[531], où j'ai « perversement » cité le texte allemand du passage en question, qui se lit :[532]

« Reichsführer ! L'opération de traitement spécial de quelque 100 000 Juifs dans ma zone de gouvernance, telle qu'approuvée par vous en accord avec le chef du bureau principal de la sécurité du Reich, SS-Obergruppenführer Heydrich, sera probablement achevée dans les 2 à 3 mois à venir. »

La lettre se poursuit comme suit :[533]

---

[530] *Kommandant in Auschwitz. Autobiographische Aufzeichnungen des Rudolf Höss*. Herausgeben von Martin Broszat. Deutscher Taschenbuch Verlag, München, 1981, p. 114.

[531] Effepi, Gênes, 2009.

[532] *Ibid*, pp. 40-41.

[533] NO-246.

« Dans le cadre de l'opération juive, je vous demande l'autorisation de libérer, avec le commando spécial existant et expérimenté, le district d'un danger qui devient de plus en plus catastrophique chaque semaine. »

À la fin de la lettre, Greiser demande à nouveau l'autorisation :[533]

« afin de mettre en œuvre, avec toutes les précautions déjà prises au cours de l'opération juive actuelle, les préparatifs pour le début ultérieur de l'opération contre les Polonais ouvertement atteints de tuberculose ».

Le document ne contient pas de référence explicite à un « traitement spécial » de ces malades ; cela apparaît plutôt dans la lettre de W. Koppe du 3 mai 1942 (NO-247) et dans celle de Kurt Blome du 18 novembre 1942 (NO-250). Dans sa réponse, datée du 3 décembre 1942, Himmler propose de « sélectionner une zone appropriée, vers laquelle les malades incurables atteints de tuberculose pourraient être envoyés ».[534] Puisqu'il ressort de cet échange de lettres que l'isolement des Polonais malades dans une zone spécialement désignée était considéré comme une « *Sonderbehandlung* », je ne comprends pas pourquoi « *Sonderbehandlung* ne pouvait pas signifier réinstallation », puisque les juifs pouvaient également être envoyés dans une « zone appropriée ». Dans le livre susmentionné, j'ai mis ce « traitement spécial » en relation avec l'ordre donné par Himmler à Greiser le 18 septembre 1941 :[535]

« Le Führer souhaite que l'Altreich [Allemagne proprement dite] *et le Protectorat soient vidés et libérés des juifs le plus rapidement possible, de l'ouest à l'est. C'est pourquoi j'ai l'intention, si possible dès cette année, de transporter dans un premier temps les Juifs de l'Altreich et du Protectorat dans les territoires de l'Est nouvellement incorporés au Reich il y a deux ans, afin de les déporter encore plus loin vers l'Est au printemps prochain.*

J'envisage de faire passer l'hiver à environ 60 000 Juifs de l'Altreich et du Protectorat dans le ghetto de Litzmannstadt qui, d'après ce que j'ai compris, dispose d'un espace suffisant pour les accueillir. Dans l'intérêt de l'ensemble du Reich, je vous demande non seulement de comprendre, mais aussi d'appuyer de toutes vos forces cette mesure qui ne manquera pas de causer des difficultés à votre district.

Le SS-Gruppenführer Heydrich, qui est chargé de mener à bien cette migration des Juifs, s'adressera à vous en temps voulu, directement ou par l'intermédiaire du SS-Gruppenführer Koppe ».

Harrison peut bien ne pas être d'accord, mais il doit alors expliquer quand et pourquoi Hitler a changé d'avis et a donné des ordres d'extermination. On pourrait objecter que Greiser s'est référé aux juifs polonais du Warthegau, et non

---

[534] NO-251.

[535] *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.* p. 194.

à ceux du Reich transportés à Łódź. Dans ce cas, une autre conséquence inexplicable surviendrait. Gerlach affirme que[536]

> *« à la mi-janvier 1942, lorsque l'administration civile et l'appareil policier SS ont commencé à transporter les juifs du ghetto de Lodz vers le camp d'extermination de Chelmno, les juifs d'Allemagne ont d'abord été exclus. »*

On prétend donc qu'à partir du 8 décembre 1941, seuls les juifs du Warthegau ont été exterminés à Chełmno. Mais qui a donné cet ordre ? Si Greiser, le 1er mai 1942, a mentionné un « traitement spécial » conforme à ce que prétendent nos adversaires, à savoir l'assassinat de 100 000 juifs du Warthegau, qui avait été approuvé par Himmler et Heydrich et devait prendre fin dans les 2 à 3 mois suivants, qui donc avait approuvé les massacres de masse prétendument perpétrés jusqu'à la fin du mois d'avril ? Le nombre n'est pas sans importance, puisqu'il s'agit de 57 000 victimes présumées.[537] Un ordre général d'extermination n'aurait pas nécessité une « approbation » spécifique pour chaque action d'extermination, mais un ordre d'évacuation l'aurait exigé.

L'évacuation des juifs du Warthegau était prévue depuis juillet 1940. Lors d'une conférence à Cracovie (la date exacte n'est pas indiquée), Greiser déclare :[538]

> *« À Litzmannstadt même, les Juifs ont été regroupés dans un ghetto. On dit que l'opération est terminée en tant que telle, bien qu'elle n'ait qu'un caractère provisoire. Il y a environ 250 000 Juifs dans ce ghetto. Ces 250 000 Juifs, dont le nombre pourrait s'élever à 260 000, devront un jour ou l'autre quitter le Warthegau ».*

Le plan initial prévoyait de les déporter vers le Gouvernement général.

Auparavant, le 12 novembre 1939, le SS-Obergruppenführer Wilhelm Koppe, chef supérieur des SS et de la police du Warthegau, rédige une lettre circulaire ayant pour objet la « Déportation des Juifs et des Polonais du district du Reich 'Warthe-Land' », dans laquelle il transmet les ordres de Himmler en tant que commissaire du Reich pour la consolidation de la nation allemande, dont un passage indique :[539]

> *« Conformément aux décisions prises lors d'une conférence chez le gouverneur général à Cracovie, la déportation du « Warthe-Gau » entre le 15 novembre 1939 et le 28 février 1940 comprendra dans un premier temps 200 000 Polonais et 100 000 Juifs. »*

---

[536] C. Gerlach, « The Wannsee Conference », *op. cit.*, pp. 766 sq.

[537] *Il campo di Chełmno tra storia e propaganda, op. cit.*, p. 147.

[538] Tatiana Berenstein, Artur Eisenbach, Bernard Mark, Adam Rutkowski, *Faschismus – Getto – Massenmord. Dokumentation über Ausrottung und Widerstand der Juden in Polen während des zweiten Weltkrieges.* Herausgegeben vom Jüdischen Historischen Institut Warschau. Röderberg Verlag, Frankfurt/Main, 1960, p. 58.

Ibid, p. 44.

[539] *Ibid*, p. 44.

[66] *« Mattogno déforme encore cette séquence documentaire en affirmant que, puisque Himmler a changé d'avis sur l'autorisation de ces meurtres, cela doit jeter le doute sur les meurtres de malades mentaux polonais en 1939-1940. Il s'agit toutefois d'une distorsion chronologique, car la lettre de Blome faisait référence à la controverse politique qui avait conduit à la suspension du programme d'euthanasie comme raison de craindre que l'euthanasie de la tuberculose ne fasse l'objet d'une controverse similaire :*

'Je pouvais imaginer que le Führer, qui avait arrêté il y a quelque temps le programme dans les asiles d'aliénés, pourrait à ce moment-là considérer un 'traitement spécial' des malades incurables comme inapproprié et irresponsable d'un point de vue politique'.

Cette controverse a eu lieu après que les Polonais malades mentaux eurent déjà été tués en 1939-1940 ; elle n'a donc pas pu empêcher le meurtre de ces Polonais. En outre, l'hypothèse de Mattogno selon laquelle aucun Polonais tuberculeux n'a été tué est peut-être erronée ; la note de Greiser à Brandt de juin 1942 comporte une mention manuscrite indiquant que l'action était 'en cours' ». (p. 117)

Dans la description de cette prétendue « séquence documentaire », Harrison puise largement ses sources dans la littérature holocaustique orthodoxe, mais – conformément aux axiomes du « Manifeste du copier-coller » – il cite les sources qui en sont extraites comme s'il les avait réellement consultées.

En ce qui concerne le premier argument, la distorsion est causée par Harrison, qui omet la phrase suivante de la lettre de Blome :[540]

« Pendant l'action d'euthanasie, il s'agissait de personnes malades de nationalité allemande. Maintenant, il s'agirait des malades atteints d'infections d'une nation soumise ».

La « controverse politique qui a conduit à la suspension du programme d'euthanasie » n'a donc rien à voir avec cela. Le problème est que dans le cas souligné par Greiser, il s'agissait de citoyens d'une « nation soumise » et que c'est précisément ce fait qui a potentiellement causé des difficultés. D'autre part, le fait que l'action d'euthanasie ait été limitée aux citoyens allemands exclut que les Polonais aient été inclus, et je n'ai donc rien déformé. Harrison, bien conscient de ce fait, évite de fournir une référence pour sa citation, peut-être afin d'empêcher une vérification indépendante de ce texte.

La dernière phrase doit être analysée : « La note de Greiser à Brandt de juin 1942 comporte une mention manuscrite indiquant que l'action était 'en cours' ». Dans l'original du document cité par Harrison (NO-252), la note en question est illisible, mais les traducteurs américains diligents l'ont « *provisoirement* traduite » de la manière suivante : « XIa/97 Informer par téléphone que (gazage ?) en cours. Initiales illisibles ».[541] Qui a apposé cette note et quand cela a-t-il été fait ? Qu'est-ce qui était « en cours » ? Quel est le texte allemand ? Le fait que cette note fasse référence à l'assassinat de Polonais malades comme étant « en cours » est réfuté

[540] NO-250, p. 3 de l'original.

[541] Traduction du document NO-252. Bureau de l'avocat en chef pour les crimes de guerre.

par le document lui-même, puisque Himmler n'avait pas encore pris de décision à ce sujet (« Parce que dans cette affaire une décision du Reichsführer doit être prise... »), et il n'est donc pas logique que Greiser ait, d'une part, demandé à Himmler d'autoriser l'assassinat de Polonais malades et que, d'autre part, il les ait fait tuer avant même d'avoir reçu une telle autorisation.

Il n'existe aucun document sur la fin de cet épisode, mais lors du procès dit des médecins contre Karl Brandt et consorts, le Dr Oskar Gundermann, médecin-chef du département du gouverneur du Reich à Poznan pendant la guerre, l'a décrit comme suit :[542]

> *« J'ai conclu que la lettre du Dr. Blome au Gauleiter Greiser était un succès, principalement en raison de l'évolution de la lutte contre la tuberculose dans le Wartheland. Le règlement sur l'aide aux tuberculeux étant entré en vigueur pour l'ensemble du territoire du Reich le 1er avril 1943, un règlement similaire pour la protection contre la tuberculose a pu être décrété dans le Wartheland en faveur de la population polonaise. Un bureau central de lutte contre la tuberculose est créé sous la direction d'un spécialiste. Ce bureau traitait de la même manière les cas allemands et polonais.* [...]
>
> *Pendant mon mandat de médecin-chef à Poznan, jusqu'en janvier 1945, aucun tuberculeux n'a été 'liquidé' dans le Wartheland, pour autant que je sache. Je n'ai jamais reçu d'ordre pour une telle mesure, et je n'en ai encore moins provoqué une directement ou indirectement. Au contraire, le bureau s'est toujours efforcé de donner à tous les tuberculeux un traitement adéquat ».*
>
> *[67] « Cette longue liste de distorsions de Mattogno est destinée à détourner l'attention de ses lecteurs de la véritable chronologie politique. Celle-ci peut être reconstituée comme suit. Le 20 septembre 1941, le représentant du ministère de l'Est au quartier général de Hitler, Koeppen, écrit que l'envoyé von Steengracht (représentant du ministère des Affaires étrangères au quartier général du Führer) lui a dit que Hitler envisageait de reporter d'éventuelles 'Pressalien' (c'est-à-dire Repressalien ; représailles) contre les Juifs allemands 'dans l'éventualité d'une entrée en guerre des États-Unis' ».* (p. 117)

Compte tenu de la longue liste de déformations de Harrison que j'ai dressée jusqu'à présent, qui exactement a commis une « longue liste de déformations », certaines stupides, d'autres ridicules ?

Le document dont il présente, comme d'habitude, la traduction anglaise d'une demi-phrase seulement, déclare que Hitler[543]

> *« n'a pas encore pris de décision sur la question du recours à des représailles contre les Juifs pour le traitement des Allemands de la Volga. Comme me l'a dit l'envoyé von Steengracht, le Führer a envisagé de réserver cette mesure pour l'entrée éventuelle de l'Amérique dans la guerre ».*

---

[542] Blome 1. NMT, vol. I, pp. 778-780.

[543] Michael Wildt, *Generation des Unbedingten. Das Führungskorps des Reichssicherheitshauptamtes*. Hamburg Edition, Hambourg, 2002, p. 616.

Le contexte dans lequel Longerich, la source de Harrison, place la phrase de ce passage citée par Harrison est important et mérite d'être cité :

« À la mi-septembre 1941, Hitler ordonne la déportation des Juifs du Grand Reich allemand vers les ghettos d'Europe de l'Est. Il met ainsi en œuvre les plans de déportation qu'il avait poursuivis au début de l'année 1941, sans attendre la condition préalable initiale – la victoire militaire sur l'armée rouge. Un mois auparavant, à la mi-août, Hitler s'était prononcé contre l'"évacuation" des Juifs de la zone du Reich. »

Après avoir cité la lettre de Himmler à Greiser du 18 septembre 1941 (voir point 65), déjà discutée, Longerich poursuit :[544]

*« Dans les semaines qui suivent, Hitler confirme à plusieurs reprises sa détermination à déporter les Juifs d'Europe centrale vers l'Est. Le 6 octobre, alors qu'il expie les sanctions prévues contre les Tchèques, il annonce à ses convives que tous les Juifs du Protectorat doivent être 'enlevés' (entfernt), et pas seulement envoyés au Gouvernement général, mais plutôt 'directement plus loin, à l'Est'. Selon Hitler, cela n'est pas possible pour l'instant, en raison du manque de moyens de transport. En même temps que les 'Juifs du Protectorat', les Juifs de Vienne et de Berlin doivent également 'disparaître' (*verschwinden*).*

Le 25 octobre, Hitler fait la remarque suivante lors de son discours de table, après avoir rappelé sa 'prophétie' du 30 janvier 1939 :

'Cette race criminelle a sur la conscience les deux millions de morts de la guerre mondiale, et maintenant encore des centaines de milliers. Personne ne peut me dire : nous ne pouvons pas les envoyer dans le bourbier ![545] *Qui donc se soucie de notre peuple ? Il est bon que la terreur de l'extermination de la juiverie nous précède'.*

En fait, les déportations à partir du territoire du Reich commencent le 15 octobre 1941. Pourquoi Hitler prend-il à ce moment-là la décision de commencer les déportations qu'il avait commencé à planifier dès le début de l'année 1941 ? Les hauts fonctionnaires du régime réclament de telles mesures : entre autres, le Ministre du Reich pour les territoires occupés de l'Est, Rosenberg, avait suggéré des déportations en septembre – en réaction à la décision de Staline de déporter les Allemands de la Volga vers l'Est. Plusieurs Gauleiters demandent alors que les Juifs soient chassés de leur lieu de vie afin de créer des logements pour les personnes touchées par les bombardements. Pour Hitler, il semble qu'un autre motif ait joué un rôle : il voulait lancer un avertissement à la 'juiverie mondiale' en déportant les Juifs d'Europe centrale – dans le sens de sa 'prophétie' du 30 janvier 1939. Il entend ainsi empêcher l'entrée en guerre des États-Unis (dont les dirigeants sont, selon lui, des marionnettes de la 'juiverie mondiale', un thème particulièrement présent dans la propagande allemande des semaines suivantes) ».

La référence à la lettre de Koeppen à von Steengracht suit. Ce contexte ne fait que confirmer ce que j'ai écrit à ce sujet.

---

[544] Irving v. Lipstadt. Defense Documents. Hitler's Role in the Persuection of the Jews by the Nazi Regime : Electronic Version, par Heinz Peter Longerich, dans : www.hdot.org/en/trial/defense/pl1/16.

[545] Le texte allemand dit « in den Morast ». Cela fait sans doute référence au projet de déporter les juifs dans les marais de Pripyat pour les assécher. Cf. Götz Aly, *« Endlösung ». Völkerverschiebung...*, *op. cit.* p. 275.

Après avoir séparé cette seule motivation du contexte donné par Longerich des autres motivations qui auraient pu influencer la décision d'Hitler de déporter les Juifs allemands vers l'Est, Harrison conclut :

> *« Étant donné que la politique de représailles appliquée à l'Est et en Serbie consistait à exécuter 100 civils pour chaque soldat allemand tué, il serait pervers de supposer qu'une population juive déportée en guise de représailles ne subirait pas un grand nombre de morts, même si la méthode de mise à mort n'avait pas encore été décidée. »* (p. 117)

L'obsession de la « décimation » l'emporte à nouveau. Il ressort du contexte que les « représailles » ne consistaient pas en l'extermination ou en la « décimation » des déportés, mais en leur élimination, en leur disparition du Reich. C'est aussi ce qu'admet franchement Harrison :

> **[68]** *« Au cours de cette période du début de l'automne, les intentions de Hitler, Himmler et Heydrich semblent avoir été la 'décimation' plutôt qu'une politique d'extermination de tous les Juifs. Hitler déclare en août que les Juifs déportés 'seront traités dans le climat rude de l'endroit'. Hitler n'a pas dit 'par le climat rude', de sorte que sa formulation laissait ouverte la possibilité que le terme 'traiter' puisse signifier l'assassinat actif par les SS et la police ainsi que la décimation par la faim et la maladie. Cette interprétation est étayée par sa référence, dans la même entrée, à la fusillade d'Antonescu contre les Juifs roumains. Comme nous l'avons déjà vu plus haut, cette possibilité a également été envisagée par Heydrich lors de sa réunion de Prague du 10 octobre 1941. »* (pp. 117-118)

Harrison reprend ici un thème déjà abordé. Le passage en question se lit comme suit :

> *« Incidemment, le Führer m'a promis de déporter dès que possible les Juifs berlinois, dès que la première possibilité de transport se présentera, de Berlin vers l'Est. Là, ils seront traités dans un climat plus rude ».*

La dernière phrase est clairement le commentaire de Goebbels, une expression familière et fougueuse à partir de laquelle seul Harrison peut faire de telles déductions, en se basant évidemment sur la seule traduction anglaise, car il ignore comme d'habitude le texte original allemand de ses citations. Quant à la référence suivante « aux tirs d'Antonescu sur les Juifs roumains », j'ai montré plus haut quel était son fondement, ou plutôt son absence de fondement (voir point 45).

> **[69]** *« Le processus décisionnel qui a conduit à ce stade peut être retracé grâce à la connaissance qu'avait Rosenberg des intentions de Hitler, telles qu'elles ressortent des documents et des discours qu'il a prononcés au cours de la seconde moitié de 1941* […] *Il était présent à la réunion du 16 juillet, lorsque Hitler a proposé de 'fusiller quiconque nous regarde même de travers' en URSS. »* (p. 118)

Comme je l'ai expliqué plus haut (point 16), cette proposition se référait à l'« ordre de guerre des partisans derrière notre front » émis par les Soviétiques et n'a rien à voir avec les décisions sur la question juive.

[70] *« Rosenberg décline la demande de Frank du 13 octobre de déporter des Juifs du Gouvernement général vers l'Ostland, où les Juifs soviétiques étaient fusillés en grand nombre. Le projet Wetzel-Lohse du 25 octobre concernant la construction d'une 'Vergasungsapparate' à Riga fut préparé à l'attention de Rosenberg. »* (p. 118)

Harrison se réfère à une déclaration de Browning :[546]

« Le 13 octobre 1941, le même jour que la réunion Himmler-Krüger-Globocnik, Frank avait approché Rosenberg au sujet de 'la possibilité de déporter la population juive du gouvernement général dans les territoires occupés de l'Est'. 'Pour l'instant', Rosenberg ne voyait 'aucune possibilité de mettre en œuvre de tels plans de réinstallation' ».

Le commentaire de Harrison, « où les Juifs soviétiques étaient fusillés en grand nombre », est trompeur pour deux raisons : 1) le meurtre des « juifs soviétiques » n'impliquait pas nécessairement le meurtre des autres juifs, pour des raisons que nous verrons immédiatement ; 2) l'idée, comme je l'ai mentionné plus haut (point 43) et comme nous le verrons à nouveau maintenant, était de déporter les juifs au-delà de l'Oural. J'ai déjà disséqué la lettre de Wetzel ci-dessus (points 49-51).

[71] *« Le 18 novembre, trois jours après une réunion avec Himmler, Rosenberg donna un briefing à la presse allemande dans lequel il déclara que :*

'À l'Est, quelque six millions de Juifs vivent encore, et cette question ne peut être résolue que par l'éradication biologique de l'ensemble des Juifs d'Europe. La question juive ne sera résolue pour l'Allemagne que lorsque le dernier juif aura quitté le territoire allemand, et pour l'Europe lorsque plus un seul juif ne vivra sur le continent européen jusqu'à l'Oural. ... pour cette raison, il est nécessaire de les expulser au-delà de l'Oural ou de les éradiquer d'une autre manière ». (p. 118)

Ce texte est beaucoup trop important pour être reproduit seulement en traduction ; Browning en donne le passage suivant :[547]

« ...cette question ne peut être résolue que par l'extirpation biologique de l'ensemble des Juifs d'Europe. La question juive ne sera résolue pour l'Allemagne que lorsque le dernier Juif aura quitté le territoire allemand et pour l'Europe lorsque plus aucun Juif ne subsistera sur le continent européen jusqu'à l'Oural ...

... à cette fin, il est nécessaire de les pousser à franchir l'Oural ou, d'une manière ou d'une autre, à l'extirpation. »

Au-delà de la mention de la destination des déportations juives, il convient de rappeler ici le sens purement figuré de l'« *Ausmerzung des Judentums* » (extirpation de la juiverie), même avec la connotation de « *biologische Ausmerzung* » (extirpation biologique) : elle désigne l'éradication de la juiverie du sol du Reich et du sol européen.

---

[546] C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit.* p. 360.

[547] *Ibid*, p. 404.

La communication de Rosenberg reflète pleinement les idées qu'il a exprimées quelques mois plus tôt dans l'article « *Die Judenfrage als Weltproblem* » (« La question juive en tant que problème mondial ») :[548]

« Pour l'Europe, la question juive ne sera résolue que lorsque le dernier Juif aura quitté le continent européen ».

Toujours le 6 août 1942, Rosenberg déclara :[549]

« Nous ne pouvons nous satisfaire du fait que les Juifs soient repoussés d'un pays à l'autre et qu'il y ait encore un grand ghetto juif ici et là, mais notre objectif ne peut être que l'ancien : la question juive en Europe et en Allemagne ne sera résolue que lorsqu'il n'y aura plus de Juifs sur le continent européen ».

[72] Harrison poursuit :

« Ces 'six millions' apparaissent à nouveau dans un projet de discours préparé par Rosenberg pour le 18 décembre, dans lequel il menace les 'Juifs de New York' d'une 'élimination négative de ces éléments parasites'. Plus important encore, le 16 décembre, Rosenberg a pris note d'une réunion avec Hitler au cours de laquelle ils avaient décidé de modifier le discours à la lumière de la déclaration de guerre contre les États-Unis et de la 'décision' de tuer tous les juifs d'Europe : 'En ce qui concerne la question juive, j'ai dit que mes remarques sur les Juifs de New York devraient peut-être être modifiées maintenant, après la décision. Ma position était que l'extermination des Juifs ne devait pas être mentionnée. Le Führer était d'accord. Il a dit qu'ils nous avaient apporté la guerre, qu'ils avaient commencé toutes les destructions, et qu'il ne fallait donc pas s'étonner qu'ils en soient les premières victimes' ». (p. 118)

Dans ce cas, il est également important de lire le texte du document :[550]

« En ce qui concerne la question juive, j'ai dit que peut-être maintenant, après la décision, les remarques sur les Juifs de New York devraient être légèrement modifiées. J'étais d'avis de ne pas parler de l'extermination des Juifs. Le Führer approuva cette attitude et déclara qu'ils nous avaient imposé cette guerre et provoqué la destruction, et qu'il n'était pas étonnant qu'ils soient les premiers à en subir les conséquences ».

Harrison devrait expliquer pour quelle mystérieuse raison une « *biologische Ausmerzung* » est une « extirpation biologique », alors qu'une « *Ausrottung* » est une « extermination ».

---

[548] PS-2665. TMI, vol. XXXI, p. 67. L'article est paru dans le périodique *Weltkampf. Die Judenfrage in Geschichte und Gegenwart*, Heft 1/2, avril septembre 1941. Le texte était déjà paru dans le *Völkischer Beobachter* de Munich du 29 mars 1941 à propos d'une conférence tenue par Rosenberg la veille. PS-2889. TMI, vol. XXXI, p. 256.

[549] USSR-170. IMT, vol. XXXIX, p. 417. Rapport sténographique de la réunion du maréchal Göring avec les commissaires du Reich pour les territoires occupés et les commandants militaires sur la situation alimentaire, le jeudi 6 août 1942, à 4 heures du matin, dans la salle Hermann Göring du ministère de l'Air du Reich. (Rapport sténographique sur la conférence du maréchal Göring avec les commissaires du Reich pour les territoires occupés et avec les commandants militaires sur la situation alimentaire le jeudi 6 août 1942 à 4h00 du matin, dans la salle Hermann-Göring du ministère de l'Aviation du Reich).

[550] PS-1517. TMI, vol. XVII, p. 270.

Au lieu de citer la source, qui est facilement accessible et qui contient le texte original (« Rosenberg, Vermerk über die Unterredung beim Führer, 14.12.41, 1517-PS, IMT XXVII, p. 270ff. » : note 135 à la p. 118), Harrison utilise une traduction tirée d'une version anglaise de l'article de Gerlach sur la conférence de Wannsee.[551] Cela démontre encore une fois que ce spécialiste autoproclamé n'est même pas capable de traduire quelques lignes de l'allemand ! D'autant plus que la traduction en question est manifestement malveillante, puisque « extermination *de la juiverie* » est remplacée par « extermination *des Juifs* ».

Rosenberg a été interrogé sur la signification de ce terme par Thomas J. Dodd, Executive Trial Counsel for the United States, lors de la séance du 17 avril 1946 du tribunal de Nuremberg :

> *« Dans ce cas, nous pouvons peut-être vous aider. Je vais demander que l'on vous montre le document 1517-PS. Il devient la pièce à conviction USA-824.* [Le document 1517-PS a été soumis à l'accusé.]
>
> *Or, il s'agit également d'un mémorandum que vous avez rédigé sur une discussion que vous avez eue avec Hitler le 14 décembre 1941, et il ressort clairement du premier paragraphe que vous et Hitler discutiez d'un discours que vous deviez prononcer au Sportpalast de Berlin, et si vous regardez le deuxième paragraphe, vous y trouverez ces mots :* [le passage mentionné ci-dessus] *».*

Dodd, avec une obtusion semblable à celle des « blogueurs plagiaires », demande alors à Rosenberg :

> *« Vous avez indiqué que vous aviez des difficultés avec le sens de ce mot, et je vais vous interroger sur le mot 'Ausrottung'. Je vais demander qu'on vous montre – vous connaissez le dictionnaire standard allemand-anglais,* Cussell's*, je suppose, n'est-ce pas ? Connaissez-vous ce mot, en avez-vous déjà entendu parler ? »*

L'accusé a répondu d'une manière méprisante :

> *« Je n'ai pas besoin d'un dictionnaire étranger pour expliquer les différentes significations que le terme 'Ausrottung' peut avoir dans la langue allemande. On peut exterminer une idée, un système économique, un ordre social, et comme conséquence finale, aussi un groupe d'êtres humains, certainement. Voilà les nombreuses possibilités que recèle ce mot. Pour cela, je n'ai pas besoin d'un dictionnaire anglais-allemand ».*

Puis Dodd a repris la parole :

> *« Je tiens à vous rappeler que votre discours dans lequel vous utilisez le terme 'Ausrottung' a été prononcé environ 6 mois après que Himmler ait dit à Höss, que vous avez entendu à la barre, de commencer à exterminer les juifs. C'est un fait, n'est-ce pas ?'*
>
> *ROSENBERG : Non, ce n'est pas exact, car Adolf Hitler a dit dans sa déclaration devant le Reichstag : Si une nouvelle guerre mondiale devait être déclenchée par les attaques des émigrants et de ceux qui les soutiennent, il en résulterait une extermination et une extirpation. Cela a été compris comme un résultat et une menace politique. Apparemment, j'ai également*

[551] C. Gerlach, « The Wannsee Conference », *op. cit.* p. 783.

utilisé une menace politique similaire avant que la guerre contre l'Amérique n'éclate. Et lorsque la guerre avait déjà éclaté, j'ai apparemment dit que, puisqu'on en était arrivé là, il ne servait à rien d'en parler ».

Rosenberg explique alors que « nous parlons ici de l'extermination de la juiverie ; il y a encore une différence entre 'la juiverie' et 'les Juifs' ».

Dodd rétorque qu'à l'époque, dans les territoires de l'Est, « les Juifs étaient exterminés », citant la lettre de Leibbrandt du 31 octobre 1941 (PS-3663)[552], dont j'ai parlé au point 28.

Par conséquent, si des fusillades de juifs ont eu lieu dans ces territoires avant même le prétendu ordre d'extermination de Hitler de décembre 1941, soit elles ne faisaient pas partie d'un plan *général* d'extermination des juifs, soit le prétendu ordre de Hitler était antérieur, mais ces deux hypothèses sont contraires à la thèse de Harrison.

[73] *« La preuve que c'est à ce moment-là que Hitler a annoncé 'la décision' est également fournie par le discours que Goebbels a décrit comme ayant été prononcé par Hitler devant les échelons supérieurs du parti nazi le 12 décembre 1941 :*

'En ce qui concerne la question juive, le Führer est déterminé à faire table rase. Il a prophétisé que s'ils provoquaient une nouvelle guerre mondiale, ils connaîtraient leur anéantissement. Ce n'était pas une parole en l'air. La guerre mondiale est là. L'anéantissement de la juiverie doit en être la conséquence nécessaire. La question doit être envisagée sans aucune sensiblerie. Nous ne sommes pas là pour sympathiser avec les Juifs, mais seulement avec notre peuple allemand. Si le peuple allemand a de nouveau sacrifié quelque 160 000 morts dans la campagne de l'Est, les auteurs de ce conflit sanglant devront le payer de leur vie ». (pp. 118-119)

Avant d'examiner la signification de cette citation, il convient d'analyser la nouvelle hypothèse de Gerlach telle qu'elle est présentée par Harrison. La pièce maîtresse de l'argumentation de Gerlach est en effet la rencontre entre Hitler et les *Gauleiter* (chefs de partis régionaux) le 12 décembre 1941, au cours de laquelle le Führer est censé avoir annoncé sa « décision fondamentale »,[553] dont Gerlach résume les conséquences comme suit :[554]

« En résumé, le discours de Hitler du 12 décembre et les autres réunions ont eu trois résultats cruciaux : (1) de nouvelles directives fondamentales concernant l'exécution de tous les Juifs par le gouvernement général et par le ministère de l'Est, les unités administratives ayant le contrôle de la majorité des Juifs vivant dans les régions sous domination allemande ; (2) une intensification de la planification et des préparatifs pour l'extermination des Juifs dans diverses régions à l'aide de gaz toxiques ; et (3) une détermination de la politique à l'égard des Juifs

[552] IMT, vol. XI, pp. 553-556.

[553] C. Gerlach, « The Wannsee Conference », *op. cit*. p. 784 et suivantes.

[554] *Ibid*, p. 810.

allemands. En annonçant sa décision d'exterminer tous les Juifs d'Europe, Hitler avait également décidé du sort des Juifs allemands déportés ».

Cette interprétation est le résultat d'une transposition systématique de la réalité. Je rappelle tout d'abord que pour Gerlach la conférence de Wannsee « était étroitement liée à la décision fondamentale de Hitler de procéder à la liquidation de *tous* les Juifs vivant en Europe »[555], où « liquidation » signifie extermination physique. Il indique presque en passant que cette conférence était initialement prévue pour le 9 décembre[556], mais c'est là que le bât blesse.

La lettre d'invitation de Heydrich aux participants, parmi lesquels se trouvait également Martin Luther, à qui a été envoyée la copie que je cite, portait la date du 29 novembre 1941 et disait :[557]

« Le 31 juillet 1941, le Reichsmarschall du Grand Reich allemand m'a confié l'ordre d'entreprendre – avec la participation de toutes les autres institutions centrales à considérer – tous les préparatifs nécessaires à une solution complète de la question juive en Europe sur le plan organisationnel, factuel et matériel, et de lui soumettre un projet complet dans un avenir proche.

En raison de l'importance extraordinaire qu'il convient d'accorder à ces questions et afin que les institutions centrales concernées aient la même perception des autres tâches liées à cette solution finale, je suggère que ces problèmes fassent l'objet d'une discussion générale, d'autant plus que, depuis le 15 octobre 1941, les Juifs du territoire du Reich, y compris le Protectorat de Bohême et de Moravie, sont déjà évacués vers l'Est dans des transports en cours.

C'est pourquoi je vous invite à une telle conférence avec un petit déjeuner ultérieur le 9 décembre 1941, à 12 heures, dans les bureaux administratifs de la Commission internationale de police criminelle, à Berlin, Am grossen Wannsee n° 56-58 ».

Heydrich se réfère explicitement à la mission bien connue qui lui a été confiée par Göring le 31 juillet 1941 :[558]

« En plus des tâches qui vous ont déjà été confiées par le décret du 24 janvier 1939 pour mener la question juive à la meilleure solution possible selon les conditions actuelles au moyen de l'émigration et de l'évacuation, je vous charge par la présente d'entreprendre tous les préparatifs nécessaires pour une solution complète de la question juive dans la sphère d'influence allemande en Europe en ce qui concerne l'organisation, les faits et le matériel.

Au cas où, dans ce contexte, les compétences d'autres institutions centrales seraient touchées, celles-ci doivent être impliquées.

Je vous demande en outre de me soumettre dans un avenir proche un projet complet de mesures préparatoires organisationnelles, factuelles et matérielles pour la mise en œuvre de la solution finale envisagée de la question juive ».

---

[555] *Ibid*, p. 760.

[556] *Ibid*, p. 764.

[557] Fac-similé du texte dans : R.M. Kempner, *Eichmann und Komplizen*, *op. cit.* pp. 127-128.

[558] PS-710. TMI, vol. XXVI, pp. 266-267. Fac-similé du texte original dans : R.M. Kempner, *Eichmann und Komplizen, op. cit.* p. 98.

Cette situation était si claire pour le ministère allemand des Affaires étrangères que le 8 décembre 1941, « en préparation de la réunion de demain avec le SS-Obergruppenführer Heydrich » – c'est-à-dire la conférence de Wannsee, prévue à l'époque pour le lendemain – ce ministère a rédigé une notification pour Luther intitulée « Demandes et idées du ministère des Affaires étrangères concernant la solution globale envisagée de la question juive en Europe ». Le point 1 décrit l'objectif suivant :[559]

> *« Déportation de tous les Juifs de nationalité allemande résidant dans le Reich allemand à l'Est, y compris les Juifs croates, slovaques et roumains ».*

En outre, une demande similaire a été formulée pour la « déportation » de tous les juifs privés de la citoyenneté allemande, de tous les juifs serbes ainsi que des juifs remis par le gouvernement hongrois.

Le décret Göring du 24 janvier 1939 prévoit la création d'une « *Reichszentrale für jüdische Auswanderung* » (Centre du Reich pour l'émigration juive). Sa mission est de promouvoir « l'émigration des Juifs d'Allemagne » par tous les moyens.[560] Le 31 juillet 1941, l'émigration ou l'évacuation est étendue à tous les juifs sous domination allemande, et c'est pourquoi le document utilise l'expression « *Gesamtlösung* » (solution globale). On constate donc une stricte continuité dans la politique juive NS, du décret du 24 janvier 1939 à la lettre du 31 juillet 1941, à l'invitation du 29 novembre 1941 et à la conférence de Wannsee du 20 janvier 1942 : une politique d'émigration/évacuation/réinstallation sans aucune décision d'extermination des juifs.

L'interprétation susmentionnée de Gerlach est donc dénuée de fondement et contredit également les documents. Abandonnant la date exacte du 12 décembre à laquelle elle aurait été annoncée, il écrit en effet que « la décision d'"exterminer les Juifs d'Europe' a dû être prise après le 7 décembre et avant le 14 décembre 1941 ».[561]

Mais si la conférence de Wannsee, qui, selon lui, a été programmée pour communiquer l'ordre du Führer d'exterminer tous les juifs, était déjà conceptualisée avant le 29 novembre (date de la lettre d'invitation de Heydrich), il s'ensuit que le prétendu ordre de Hitler était encore plus ancien. Il convient de souligner qu'il ne s'agit pas d'une simple question chronologique. Déplacer cette date à une date antérieure d'une dizaine de jours au 7 décembre n'est pas admissible, car les éléments de preuve circonstancielle prétendument « convergents » que Gerlach a rassemblés et sur lesquels il fonde ses conjectures

---

[559] NG-2586-F.

[560] NG-2586-A.

[561] C. Gerlach, *The Wannsee Conference, the Fate of German Jews and Hitler's Decision in Principle to Exterminate All European Jews, op. cit.* p. 784.

fantaisistes sont concentrés entre le 7 et le 14 décembre 1941 et s'effondreraient par conséquent.

L'interprétation de Gerlach présente en outre une autre énorme lacune : la *motivation* de la décision. La politique nationale-socialiste d'émigration juive est un fait incontestable au moins jusqu'au 23 octobre 1941, date à laquelle Himmler l'interdit officiellement :[562]

> *« Le Reichsführer-SS et le chef de la police allemande ont ordonné que l'émigration des Juifs soit empêchée avec effet immédiat ».*

Mais un mois plus tard, le 25 novembre 1941, l'administration militaire allemande en Belgique publie un « Décret relatif à la création d'une 'Association des Juifs de Belgique' », organisée sur le modèle de l'association allemande, dont l'objectif principal est la « préparation de l'émigration ».[563]

Ainsi, en l'espace de quelques semaines seulement, la politique initiale aurait été radicalement bouleversée, passant de l'émigration/évacuation/réinstallation à l'extermination totale : *Pourquoi ?* L'école de pensée intentionnaliste, malgré toutes ses erreurs, a avancé au moins une motivation : la haine de Hitler pour les juifs. L'école de pensée fonctionnaliste ne peut évidemment pas avancer cette motivation, qui contraste ouvertement avec la politique juive nationale-socialiste suivie jusqu'alors. Mon observation sur cette question reste donc tout à fait valable :[564]

> *« Le problème fondamental de l'historiographie dominante de l'Holocauste - quand, comment et pourquoi la politique nationale-socialiste d'émigration/évacuation a été abandonnée en faveur de l'extermination - reste donc non résolu. Par conséquent, le Führerbefehl, qui devrait coïncider avec ce changement historique et le clarifier, se dissout dans des conjectures subjectives qui frisent la parapsychologie ».*

Si Gerlach a renoncé à l'explication quasi-parapsychologique de Hilberg, le fondement de ses spéculations n'en reste pas moins fragile.

J'analyserai ensuite les propos de Goebbels, dont je cite tout d'abord le texte :[565]

> *« En ce qui concerne la question juive, le Führer est déterminé à faire table rase du passé. Il a prédit aux Juifs qu'ils seraient anéantis s'ils provoquaient une nouvelle guerre mondiale. Ce n'était pas une phrase en l'air. La guerre mondiale est là, l'anéantissement de la juiverie doit en être la conséquence inévitable. Cette question doit être examinée sans aucune sensiblerie. Nous ne sommes pas ici pour montrer de la compassion aux Juifs, mais seulement pour avoir de la*

---

[562] T-394. Souligné dans le document original.

[563] *Sonderbericht. Das Judentum in Belgien*. 31 décembre 1941. *Die Endlösung der Judenfrage in Belgien*. Herausgegeben von Serge Klarsfeld und Maxime Steinberg, *op. cit.* pp. 12-13.

[564] *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.* p. 236.

[565] *Joseph Goebbels : Tagebucheintrag vom 13. Dezember 1941 (Auszug)*, in : www.kurt-bauergeschichte.at/PDF_Lehrveranstaltung%202008_2009/25_Goebbels-Tagebuch_Dez_1941.pdf

compassion pour notre peuple allemand. Si le peuple allemand a de nouveau sacrifié quelque 160 000 vies dans la campagne de l'Est, les auteurs de ce conflit sanglant doivent en retour payer de leur vie ».

Le fait que cette remarque ne contienne rien de nouveau et de décisif résulte clairement d'un article de Goebbels paru dans *Das Reich* un mois plus tôt et qui contenait des phrases encore plus explicites :[566]

« La culpabilité historique de la juiverie mondiale dans le déclenchement et l'extension de cette guerre a été si amplement prouvée qu'il n'est pas nécessaire d'en dire plus à ce sujet. Les Juifs voulaient leur guerre, et maintenant ils l'ont. Mais la prophétie que le Führer a annoncée le 30 janvier 1939 au Reichstag allemand se réalisera aussi pour eux, à savoir que si la juiverie financière internationale réussissait une fois de plus à plonger les nations dans une guerre mondiale, le résultat ne serait pas la bolchevisation du monde et donc la victoire de la juiverie, mais l'anéantissement de la race juive en Europe.

Nous vivons actuellement la mise en œuvre de cette prophétie, qui implique pour la juiverie un destin qui, bien que dur, est plus que mérité. La compassion ou même la sympathie sont ici totalement déplacées. En déclenchant cette guerre, la juiverie mondiale a fait une évaluation totalement erronée des forces dont elle disposait, et elle subit maintenant un processus graduel d'anéantissement qu'elle avait prévu pour nous et qu'elle appliquerait sans scrupules contre nous, si seulement elle en avait le pouvoir ».

Ne citant que quelques extraits de cet article, Gerlach écrit qu'il a été interprété par d'autres historiens « comme une preuve de l'existence d'un plan global d'extermination », mais que pour lui il « est en fait ambigu ».[567] Ce verdict est plutôt hypocrite. En réalité, le texte est sans équivoque, mais il ne fait pas référence à l'extermination physique.

Peter Klein a publié un document qui donne le coup de grâce aux fantasmes de Gerlach. Il s'agit de la « Note de conversation de l'*Oberregierungsrats* au ministère du Reich pour les territoires occupés de l'Est, Walter Labs, du 16 janvier 1942 », où l'on peut lire :[568]

« Quelques jours avant Noël, chez l'Amtsgerichtsrat Wetzel, département principal I, le fonctionnaire chargé des questions raciales, s'est tenue une conférence concernant le projet de décret sur la définition du terme 'juif' envoyé ici il y a quelque temps, à laquelle ont en outre participé [les noms des six participants suivent].

Quelques jours avant cette conférence, j'en ai eu une autre avec le responsable du ministère de l'Intérieur du Reich, le conseiller ministériel Feldscher. Il m'a dit ce qui suit sur l'évolution attendue du terme « juif » : l'Obergruppenführer SS Heydrich aurait reçu du Reichsmarschall,

---

[566] « Die Juden sind schuld ! » (« C'est la faute des juifs ! »), par le Reichsminister Dr. Goebbels, in : *Das Reich*, 16 novembre 1941.

[567] C. Gerlach, *The Wannsee Conference, the Fate of German Jews and Hitler's Decision in Principle to Exterminate All European Jews, op. cit.* p. 808.

[568] P. Klein, *Die Wannsee-Konferenz vom 20. Januar 1942. Analyse und Dokumentation*. Edition Hentrich, Berlin, 1995, p. 40.

avec l'approbation du Führer, l'ordre d'entreprendre des préparatifs pour mettre en œuvre la solution immédiate et uniforme de la question juive en Europe après la guerre. Dans le cadre de cette mission, Heydrich aurait convoqué une conférence des secrétaires d'État des institutions concernées pour le début du mois de décembre [1941]*, bien qu'elle ait dû être reportée au mois de janvier en raison de la session du Reichstag ».*

Ce document prouve d'une part que Hitler, le 12 décembre 1941, n'a pas annoncé de décision d'exterminer physiquement les juifs, et d'autre part il confirme pleinement mon interprétation de la conférence de Wannsee telle qu'elle a été expliquée ci-dessus.

Il en résulte que l'« anéantissement de la juiverie » a manifestement la même signification que l'« extirpation biologique de la juiverie » mentionnée ci-dessus et que l'expression « doivent payer de leur vie » – un commentaire rhétorique cruel typique de Goebbels – se réfère aux « initiateurs de ce conflit sanglant » qui voulaient provoquer « la bolchevisation du monde et donc la victoire de la juiverie », c'est-à-dire du judéo-bolchevisme.

[74] *« Le lendemain, Goebbels écrit que la déportation des Juifs français sera 'dans de nombreux cas [...] l'équivalent d'une condamnation à mort'. Le nombre de morts que Goebbels anticipe doit être élevé car, la veille, il a enregistré la référence de Hitler à 160 000 morts dans la campagne de l'Est. Si les nazis appliquaient un ratio de 100:1 pour les représailles à l'encontre des Juifs pour ces morts, alors le bilan des représailles à lui seul engloberait facilement tous les Juifs vivant en Europe. Par conséquent, bien que Goebbels n'ait fait référence au plan Madagascar que le 7 mars 1942 et qu'il n'ait peut-être pas été informé de l'Aktion Reinhard avant que les déportations ne commencent plus tard dans le mois (voir la discussion ci-dessous dans la section relative à son journal du 27 mars 1942), il envisageait déjà, dès le 14 décembre 1941, les plans de déportation à travers le prisme de la mort de masse, dans lequel la déportation entraînerait la 'destruction des Juifs', c'est-à-dire la mort d'un si grand nombre d'entre eux qu'ils cessent d'être une entité viable, si ce n'est leur extermination totale ».* (p. 119)

Le contexte historique dans lequel s'inscrit la note de Goebbels du 14 décembre 1941, exposé ci-dessus, montre clairement l'interprétation erronée de Harrison sur le plan historique et documentaire. Sa référence à « un ratio de 100:1 pour les représailles contre les Juifs » est basée sur un mensonge, à savoir que les déportations de juifs de France vers l'Est « ont commencé à la place de la fusillade : comme une peine de mort équivalente », alors qu'en réalité il était prévu de déporter « des Juifs capables de travailler, n'ayant pas plus de 55 ans » à des fins de main-d'œuvre. La conclusion de Harrison est donc aussi fausse que son hypothèse.

[75] *« De plus, si un quota de représailles de 100:1 était appliqué aux 160 000 Allemands morts dans ce discours, ce quota justifierait le meurtre de tous les 11 000 000 de Juifs que Goebbels mentionne le 7 mars 1942. Il est donc inconcevable que Goebbels conçoive la déportation comme une réinstallation dans laquelle il ne resterait plus qu'un 'reste' de Juifs en vie. Son point de vue sur la déportation s'est déjà radicalisé, même s'il n'est pas au courant des*

discussions sur l'ampleur de l'extermination et sur les détails de la mise en œuvre quant au lieu, à la méthode et au calendrier de la destruction. » (p. 119)

L'entrée du journal de Goebbels du 7 mars 1942 embarrasse beaucoup les « blogueurs plagiaires ». Elle n'est mentionnée que deux fois par Harrison, ici et à la page 110, mais dans les deux cas, il évite soigneusement de citer le texte, qui se lit comme suit :[569]

« Je suis en train de lire un mémorandum détaillé du SD et de la police sur la solution finale de la question juive. Il en ressort une pléthore de nouveaux points de vue. La question juive doit maintenant être résolue dans un cadre paneuropéen. Il y a encore plus de 11 millions de Juifs en Europe. Plus tard, il faudra les concentrer une fois pour toutes à l'Est ; après la guerre, une île, par exemple Madagascar, pourra peut-être leur être attribuée. En tout état de cause, il n'y aura pas de paix en Europe si les Juifs ne sont pas complètement neutralisés sur le territoire européen. Il s'ensuit une multitude de questions extrêmement délicates. Que se passera-t-il avec les demi-Juifs, avec ceux qui ont des parents juifs, avec les beaux-parents des Juifs, avec ceux qui sont mariés à des Juifs ? Nous aurons encore beaucoup à faire et, dans le cadre de la résolution de ce problème, un grand nombre de tragédies personnelles se produiront sans aucun doute. Mais c'est inévitable. La situation est maintenant mûre pour apporter une solution définitive à la question juive. Les générations suivantes ne posséderont plus l'énergie et la vivacité de l'instinct. Il est donc préférable de procéder de manière radicale et conséquente. Le fardeau que nous assumons aujourd'hui sera un avantage et une aubaine pour nos descendants ».

Ce « mémorandum détaillé du SD et de la police sur la solution finale de la question juive » est le protocole de la conférence de Wannsee. Goebbels affirme qu'il contenait « une pléthore de nouveaux points de vue », ce qui réfute la prétention de Gerlach selon laquelle il était strictement lié à la prétendue décision de Hitler d'exterminer tous les juifs d'Europe. Ces « nouveaux points de vue » consistaient en fait à déporter – et non à tuer – les juifs d'Europe vers l'Est et à les envoyer ailleurs « après la guerre », peut-être à Madagascar.

Cette entrée de journal est une autre confirmation du fait que la conférence de Wannsee, comme je l'ai souligné plus haut, était liée à la politique nationale-socialiste d'émigration/évacuation/réinstallation telle qu'elle a été ordonnée par Göring le 31 juillet 1941.

[76] *« Hans Frank a reflété la signification de la 'décision' dans un discours prononcé à Cracovie le 16 décembre 1941 :*

'Mais qu'adviendra-t-il des Juifs ? Croyez-vous qu'ils seront logés dans des colonies de l'Ostland ? À Berlin, on nous a dit : pourquoi tant de soucis, nous ne pouvons pas les utiliser dans l'Ostland, ni dans le Reichskommissariat, liquidez-les vous-mêmes ! Messieurs, je vous le demande, armez-vous contre toute pensée de compassion. Nous devons détruire les Juifs, partout

[569] Louis P. Lochner (éd.), *Goebbels Tagebücher. Aus den Jahren 1942-1943 mit anderen Dokumenten*, Zürich 1948, p. 114. Je tire cette citation de : Steffen Werner, *Die 2. babylonische Gefangenschaft. Das Schicksal der Juden im europäischen Osten*. Selbstverlag Steffen Werner, Pfullingen 1990, pp. 43 et suivantes.

où nous les rencontrons et partout où c'est possible, afin de préserver l'ensemble de la structure du Reich'.

Frank poursuit en notant que 'nous ne pouvons pas tirer sur ces 3 500 000 Juifs ni les empoisonner, mais nous pourrons néanmoins prendre des mesures qui conduiront, d'une manière ou d'une autre, à leur anéantissement...'. (pp. 119-120)

Harrison, fidèle à lui-même, a tout copié d'un livre écrit par d'autres, y compris la référence à la source « Werner Präg et Wolfgang Jacob meyer (éds.), *Das Diensttagebuch des deutschen Generalgouverneurs in Polen 1939-1945*. Stuttgart, 1975, p. 457 et suivantes ». (note 139 de la p. 120) : il s'agit sans doute d'un extrait du document déjà cité de Browning pour le procès Irving contre Lipstadt : « Frank speech at Regierungssitzung of 16.12.41, printed in Das Diensttagebuch des deutschen Generalgouverneurs in Polen 1929-1945 (Stuttgart, 1975), pp. 457-8. »[570] Tout le monde, sauf Harrison, sait qu'il s'agit du document PS-2233.

Jetons d'abord un coup d'œil au texte :[571]

« Quant aux juifs – je vous le dis ouvertement – il faut s'en débarrasser d'une manière ou d'une autre. Le Führer a dit un jour : si l'organisation réussit à nouveau à déclencher une guerre mondiale, alors le sacrifice du sang ne sera pas seulement fait par les peuples poussés à la guerre, mais alors le Juif d'Europe connaîtra sa fin. [...]

Je dois également ajouter, en tant que vieux national-socialiste, que si la communauté juive d'Europe survivait à la guerre, mais que nous aurions sacrifié notre meilleur sang pour la conservation de l'Europe, alors cette guerre ne constituerait qu'un succès partiel. C'est pourquoi, par principe, j'aborderai les affaires juives dans l'espoir que les Juifs disparaissent. Ils doivent disparaître. J'ai entamé des négociations en vue de leur déportation vers l'Est. En janvier, il y aura une grande conférence sur cette question à Berlin, à laquelle j'enverrai le secrétaire d'État, le Dr Bühler. Cette conférence se tiendra dans le bureau du SS-Obergruppenführer Heydrich au bureau principal de la sécurité du Reich. En tout état de cause, une énorme migration juive se mettra en place.

Mais qu'adviendra-t-il des Juifs ? Croyez-vous qu'ils seront logés dans l'Ostland dans des villages de colonisation ? À Berlin, on nous l'a dit : pourquoi tout ce remue-ménage ? Nous ne pouvons rien faire avec eux dans l'Ostland ni dans le Reichskommissariat, liquidez-les vous-mêmes ! Messieurs, je dois vous demander de vous opposer à toute considération de compassion. Nous devons détruire les Juifs partout où nous les trouvons, et partout où c'est possible, afin de maintenir la structure globale du Reich. [...]

Les Juifs sont aussi pour nous des pourvoyeurs exceptionnellement nuisibles. Le gouvernement général compte environ 2,5, voire 3,5 millions de Juifs, y compris les personnes qui ont des parents juifs et d'autres. Nous ne pouvons pas tirer sur ces 3,5 millions de Juifs, nous ne pouvons pas les empoisonner, mais nous prendrons des mesures pour les détruire d'une manière ou d'une autre, bien sûr en relation avec les mesures générales à prendre par le Reich, comme

[570] C.R. Browning, *Evidence for the Implementation of the Final Solution, op. cit*. note de bas de page 88 sur p. 34.

[571] PS-2233, TMI, vol. XXIX, pp. 502-503.

nous l'avons vu ici. Le gouvernement général doit devenir aussi libéré des Juifs que le Reich. Le lieu et la manière d'y parvenir relèvent des autorités à créer dans ces régions, dont je vous informerai en temps voulu. »

Les menaces de Frank doivent-elles être prises au pied de la lettre ou s'agit-il de simples attaques verbales ?

La première remarque qui s'impose est qu'il a tenu ce discours le 16 décembre 1941, soit quatre jours après que Hitler ait prétendument annoncé sa décision d'exterminer tous les juifs. Frank en avait-il connaissance ? Si la réponse est oui, il aurait naturellement fait référence à cette décision au lieu de la référence stéréotypée à la « prophétie » de Hitler. Si ce n'est pas le cas, au nom de qui a-t-il été autorisé à parler de l'extermination de 2,5 ou même 3,5 millions de juifs du gouvernement général ?

Un autre élément important doit être analysé : la référence à la conférence de Wannsee et à Bühler. Comme nous l'avons mentionné plus haut, la conférence était initialement prévue pour le 9 décembre 1941. L'invitation aux autorités du gouvernement général a été envoyée par Heydrich le 1er décembre 1942, une lettre ayant pour objet « la solution finale de la question juive ». Elle commence par une « *Vermerk* » (note) dans laquelle Heydrich évoque une réunion avec le SS-Obergruppenführer Friedrich Wilhelm Krüger, chef supérieur de la SS et de la police pour le gouvernement général, et avec le secrétaire d'État à la sécurité pour discuter de « la question d'une gestion centrale des questions juives au sein du gouvernement général ». Il ressort en effet des mesures prises précédemment « que le gouverneur général a l'intention de prendre complètement en charge le traitement du problème juif ». Pour ces raisons, Heydrich, en accord avec le Referat IV B 4 du RSHA, avait décidé d'inviter à la conférence à la fois Krüger et Josef Bühler, qui était secrétaire d'État du cabinet du gouvernement général. La lettre d'invitation en question était adressée aux deux et était identique à celle envoyée à Luther, à l'exception évidemment de l'en-tête.[572] À cette époque, Frank savait seulement que le thème de cette future conférence serait la « solution finale de la question juive » en tant que mise en œuvre de la lettre de Göring du 31 juillet, c'est-à-dire « sous la forme de l'émigration ou de l'évacuation » ; connaissance qu'il a exprimée par cette phrase :

« En janvier, il y aura une grande conférence sur cette question à Berlin, à laquelle j'enverrai le secrétaire d'État, le Dr Bühler. Cette conférence se tiendra dans le bureau du SS-Obergruppenführer Heydrich au bureau principal de la sécurité du Reich. <u>En tout état de cause, une énorme migration juive se mettra en place</u> ». (Emph. ajoutée)

Tout le reste, comme il est facile de le prouver, n'était que la rhétorique cruelle de Frank. Avant de poursuivre l'analyse de la question, une clarification s'impose. David Irving écrit que « le 11 janvier 1946, l'avocat de Hans Frank,

[572] PS-709.

Alfred Seidl, demanda au tribunal que l'ancien gouverneur général de Pologne soit autorisé à utiliser ses propres journaux intimes, dont il avait volontairement remis quarante volumes à la septième armée. Ces volumes se trouvent maintenant dans la salle des documents du palais de justice, mais lui aussi n'est autorisé à utiliser que les extraits choisis par l'accusation. L'autorisation lui a été refusée. »[573]

Cette sélection constitue le document PS-2233 et ne contient donc que les éléments jugés les plus importants par l'accusation, sans aucune sélection de la défense.

Lors de la séance du 18 avril 1946 du procès de Nuremberg, Frank déclara :[574]

« Je n'ai pas détruit les 43 volumes de mon journal, qui relatent tous ces évènements et la part que j'y ai prise ; mais de mon propre chef, je les ai remis volontairement aux officiers de l'armée américaine qui m'ont arrêté. »

Cinq jours plus tard, Seidl précise :[575]

« Le journal de l'accusé Dr. Frank, qui contient 42 volumes, a été soumis, mais l'accusation n'a utilisé que les parties qui lui paraissaient favorables. »

Après avoir pris connaissance de cette prémisse, nous revenons à Bühler. Il a participé à la conférence de Wannsee et a rapporté à Frank les décisions du Führer annoncées par Heydrich. Lors de la séance du 23 avril 1946, l'avocat Seidl a interrogé Bühler à ce sujet :[576]

« DR. SEIDL : L'accusation a soumis un extrait du journal de Frank comme preuve sous le numéro USA-281[577] *(document numéro 2233(d)-PS.) Il s'agit d'une discussion sur les problèmes juifs. À cet égard, Frank a déclaré, entre autres, ce qui suit :*

'Mon attitude à l'égard des Juifs est basée sur l'espoir qu'ils disparaîtront, qu'ils doivent partir. J'ai entamé des négociations en vue de leur déportation vers l'Est. Cette question sera discutée lors d'une grande réunion à Berlin en janvier, à laquelle j'enverrai le secrétaire d'État, le Dr Buhler. Cette conférence doit avoir lieu au bureau principal de la sécurité du Reich, dans le bureau de l'Obergruppenführer SS Heydrich. En tout état de cause, l'émigration juive à grande échelle va commencer.'

Je vous demande maintenant si le gouverneur général vous a envoyé à Berlin pour cette conférence et, si oui, quel était le sujet de la conférence ?

BÜHLER : Oui, j'ai été envoyé à la conférence et le sujet de la conférence était le problème juif. Je dois dire à l'avance que, dès le début, les questions juives au sein du gouvernement général ont été considérées comme relevant de la compétence du chef supérieur de la SS et de la police et

---

573 D. Irving, *Nuremberg. The Last Battle*. Focal Point Publications, Londres, 1996, p. 174.

574 TMI, vol. XII, p. 7.

575 *Ibid*, p. 115.

576 TMI, vol. XII, pp. 68-69.

577 Le document US-281 est extrait du volume 17 du journal de Frank et contient des extraits des transcriptions des sessions tenues dans la période octobre-décembre 1941 du Cabinet du Gouvernement général, y compris celle du 16 décembre.

ont été traitées en conséquence. Le traitement des questions juives par l'administration de l'État était supervisé et simplement toléré par la police.

Au cours des années 1940 et 1941, un nombre incroyable de personnes, principalement des Juifs, ont été accueillies au sein du gouvernement général en dépit des objections et des protestations du gouverneur général et de son administration. Cette arrivée totalement inattendue, non préparée et non souhaitée de la population juive en provenance d'autres territoires a placé l'administration du gouvernement général dans une situation extrêmement difficile.

Loger ces masses, les nourrir et prendre soin de leur santé – en luttant contre les épidémies par exemple – a presque, ou plutôt, définitivement surchargé les capacités du territoire. La propagation du typhus, non seulement dans les ghettos, mais aussi parmi la population polonaise et les Allemands du Gouvernement général, était particulièrement menaçante. Il semblait que l'épidémie s'étendrait même au Reich et au front de l'Est.

C'est à ce moment-là que l'invitation de Heydrich au gouverneur général est reçue. La conférence devait initialement avoir lieu en novembre 1941, mais elle a été fréquemment reportée et il est possible qu'elle ait eu lieu en février [recte : janvier] *1942.*

En raison des problèmes particuliers du gouvernement général, j'avais demandé à Heydrich un entretien personnel et il m'avait reçu. À cette occasion, parmi beaucoup d'autres choses, j'ai décrit en particulier les conditions catastrophiques qui avaient résulté de l'introduction arbitraire de Juifs dans le gouvernement général. Il m'a répondu que c'était précisément pour cette raison qu'il avait invité le gouverneur général à la conférence. Le Reichsführer SS, dit-il, avait reçu l'ordre du Führer de rassembler tous les Juifs d'Europe et de les installer dans le nord-est de l'Europe, en Russie. Je lui ai demandé si cela signifiait qu'il n'y aurait plus d'arrivée de Juifs dans le gouvernement général et si les centaines de milliers de Juifs qui avaient été introduits dans le gouvernement général sans l'autorisation du gouverneur général en seraient à nouveau expulsés. Heydrich m'a promis ces deux choses. Heydrich ajoute que le Führer a donné l'ordre que Thresienstadt, une ville du Protectorat, devienne une réserve où seront logés à l'avenir les Juifs âgés et malades, ainsi que les Juifs faibles qui ne peuvent supporter les contraintes d'une réinstallation. Ces informations m'ont définitivement convaincu que la réinstallation des Juifs, si ce n'est pas pour le bien des Juifs, mais pour la réputation et le prestige du peuple allemand, se ferait de manière humaine. L'expulsion des Juifs du Gouvernement général fut ensuite effectuée exclusivement par la police ».

Bühler confirme ainsi pleinement qu'au cours de la conférence de Wannsee, Heydrich a annoncé un plan de déportation des juifs vers l'Est. Le fait que les déclarations de Frank sur le sort réservé aux déportés étaient de cruelles provocations verbales est démontré par le fait qu'après que Bühler soit revenu de la conférence de Wannsee et l'ait informé de son contenu, il n'a plus jamais fait de commentaire de ce genre. Dans le document PS-2233, après la séance du Cabinet du 16 décembre 1941, les juifs ne sont mentionnés à nouveau que lors de la séance du 25 avril 1942, cette fois dans un contexte anodin.[578] Si Frank a fait

[578] TMI, vol. XXIX, p. 516.

des commentaires - et on ne peut pas croire qu'il n'a jamais mentionné les juifs pendant quatre mois entiers - ils étaient conformes à ce que Bühler avait déclaré.

À Nuremberg, Frank a fait la déclaration suivante :[579]

> *« Il faut prendre le journal dans son ensemble. On ne peut pas parcourir 43 volumes et en extraire des phrases isolées et les séparer de leur contexte. Je voudrais dire ici que je ne veux pas discuter ou ergoter sur des phrases individuelles. C'était une période violente et agitée, remplie de passions terribles, et lorsque tout un pays est en feu et qu'une lutte à la vie à la mort est en cours, il est facile d'utiliser de tels mots.* [...]
>
> *Certains mots sont terribles.*
>
> *Je dois moi-même admettre que j'ai été choqué par de nombreux mots que j'ai utilisés ».*

Il ne s'agissait que de « mots », de simples provocations verbales.

À la fin, Harrison invoque une sorte de « convergence des preuves » concernant Rosenberg, Goebbels, Frank et Wetzel (p. 120) qui, comme je l'ai démontré plus haut, n'est que le résultat de ses hypothèses erronées.

5.7. Les « exterminations locales »

À la page 120 du « Manifeste du copier-coller » commence la section « Exterminations locales : Chelmno, Serbie et Juifs du Reich dans le RK Ostland ». Harrison y résume les dernières réflexions de l'historiographie holocaustique orthodoxe sur la genèse des « camps d'extermination ».

L'« ancienne » historiographie ne proposait à cet égard que des spéculations sans fondement, mais elles étaient au moins chronologiquement cohérentes. L'ordre supposé du Führer était placé dans une période antérieure à la prétendue création des « camps d'extermination », par exemple à la fin de l'été 1941 (Hilberg). La « nouvelle » historiographie, Gerlach en tête, se trouve au contraire confrontée à une profonde contradiction : la construction du camp de Bełżec a commencé en novembre 1941 et le camp de Chelmno a été inauguré le 8 décembre (bien que cette date ne repose ni sur des documents ni sur des témoignages),[580] donc les travaux préparatoires de ces camps (plans, réquisitions de matériel, dotation en personnel, préparatifs en matière de logistique, etc.) ont dû commencer plusieurs mois auparavant, mais la « décision » fatidique de Hitler n'est pas censée avoir été prise avant le 7 décembre. Pour surmonter cette contradiction, la « nouvelle » historiographie a dû inventer le concept utile de « centres d'extermination locaux » ou « régionaux ».

---

[579] TMI, vol. XII, p. 20. 18 avril 1946.

[580] C. Mattogno, *Chełmno A German Camp in History and Propaganda, op. cit.* p. 29 sq.

Revenons à Gerlach. Comme on peut s'y attendre, il part de simples spéculations :[581]

> *« Il est possible que les échanges des 13 et 14 décembre décrits ci-dessus aient conduit à un changement de personnel à très court terme. Mais il est également concevable que, lors de ces réunions, Bouhler, Rosenberg et Himmler n'aient donné à Hitler que des informations sur les mesures déjà prises pour exterminer les Juifs à l'aide de gaz toxiques, c'est-à-dire sur les meurtres commis à l'aide de camions à gaz dans les territoires soviétiques et à Chelmno, ainsi que sur l'état des préparatifs à Belzec. »* (Emph. ajoutée)

Tout est évidemment « possible » et tout est « concevable », mais un historien doit s'appuyer sur ce qui est documenté.

Gerlach tente ensuite de justifier ses spéculations concernant les camps susmentionnés :[582]

> *« Il est significatif que quatre jours seulement avant la décision du Führer, et indépendamment de celle-ci, le premier camp d'extermination de Chelmno ait commencé son travail macabre. Arthur Greiser avait littéralement reçu l'autorisation spéciale de Himmler et de Heydrich d'exécuter cent mille Juifs. Il est peu probable que Hitler ait été impliqué. Si Greiser avait reçu l'autorisation de Hitler, il n'aurait pas eu à exprimer sa gratitude à Himmler, ce qu'il a pourtant fait ».*

En réalité, dans sa lettre à Himmler du 1er mai 1942 – déjà examinée ci-dessus – Greiser n'a pas « exprimé sa gratitude à Himmler », mais il s'est limité à dire que le « traitement spécial » avait été autorisé par le Reichsführer-SS en accord avec Heydrich. On ne sait toutefois pas pourquoi Gerlach affirme que l'ordre n'est *pas* venu de Hitler, ce qui serait plus logique et plus « probable ». Gerlach l'exclut uniquement parce que cela contraste avec sa thèse. De plus rien ne prouve que cette autorisation se référait à l'ouverture du camp de Chelmno. Dans ce cas, il se contredit même en affirmant :[583]

> *« Artur Eisenbach, 'Operation Reinhard : Mass Extermination of the Jewish Population in Poland',* Polish Western Affairs 3 *(1962) : 80-124, en particulier p. 83. Eisenbach mentionne un décret de Greiser, daté du 2 janvier 1942, 'concernant la liquidation des Juifs (*Entjudung*) dans le Wartheland' ».*

Dans l'article mentionné, Eisenbach écrit :[584]

> *« Le Gauleiter Greiser a reçu un ordre spécial de Himmler (approuvé par Heydrich) de lancer la campagne d'extermination dans la province et de liquider 100 000 Juifs au cours des premiers mois de 1942. Dans ce contexte, le 2 janvier 1942, Greiser a donné l'ordre secret de*

---

[581] C. Gerlach, « The Wannsee Conference », *op. cit.* p. 782 et suivantes.

[582] *Ibid*, p. 809.

[583] *Ibid*, note 143 à la page 791.

[584] A. Eisenbach, « Operation Reinhard. Mass Extermination of the Jewish Population in Poland », in : *Polish Western Affairs*, Vol. III, No.1, 1962, pp. 82-83.

*'libérer le Warthegau des Juifs' (*betreffend Entjudung des Warthegaues*) et, au début du mois de mai de la même année, il a signalé à Himmler que cet ordre serait bientôt exécuté ».*

Veuillez noter la traduction trompeuse, dans l'article de Gerlach, du terme « *Entjudung* » (déjudaïsation), qui peut également se référer à la déportation, par le mot plus horrible de « liquidation ». Isaiah Trunk nous informe qu'il s'agit d'un « décret sur la déjudaïsation du Warthegau du 2.I.1942/1/50, 142/.s[ecret] ». Ce décret n'a pas été retrouvé. Nous l'apprenons par la lettre de Greiser au maire de Łódź, datée du 13 décembre 1942.[585] Ce n'est pas faire preuve d'une grande érudition que d'invoquer comme preuve de quelque chose un document dont on ne connaît pas le contenu.

L'existence d'un « ordre de Himmler » antérieur, dont l'ordre de Greiser du 2 janvier 1942 aurait été la mise en œuvre, est une pure spéculation. De plus, comment concilier ce prétendu ordre avec l'ouverture du prétendu camp d'extermination de Chełmno près d'un mois *plus tôt* ?

Gerlach tente ensuite de résoudre les contradictions relatives au camp de Bełżec :[586]

> *« Il est possible, par hypothèse, que Hitler ait déjà annoncé sa décision devant un cercle plus restreint à un moment donné entre le 7 et le 12 décembre. Les déclarations faites par Eichmann après la guerre rendent toutefois cette hypothèse relativement improbable. À plusieurs reprises, Eichmann a déclaré que Heydrich l'avait convoqué un jour et lui avait dit que Hitler avait ordonné l'extermination des Juifs. Deux détails de son récit sont significatifs. Tout d'abord, selon Eichmann, Heydrich avait manifestement reçu l'information de Himmler. Si une réunion avait eu lieu entre le 7 et le 11 décembre pour permettre à Hitler d'annoncer sa décision d'exterminer tous les Juifs d'Europe devant un cercle plus restreint de conseillers, il est difficile d'imaginer que Heydrich n'aurait pas été présent et qu'il aurait dû apprendre la décision de Himmler. Après tout, Heydrich était en ville jusqu'au 11 décembre, il était donc disponible pour assister à une telle réunion, et c'est Heydrich qui avait été chargé de préparer la 'solution totale de la question juive pour l'Europe'. Deuxièmement, Eichmann a déclaré qu'il avait été envoyé immédiatement après sa conversation avec Heydrich pour rencontrer Globocnik au camp de concentration de Belzec. Les descriptions d'Eichmann sur l'état d'avancement des travaux à Belzec montrent clairement que sa visite n'a pas pu avoir lieu avant décembre 1941. La plupart des experts ont déclaré que cela était impossible car, selon leurs théories, une telle date aurait été 'trop tardive'. Le souvenir plus général d'Eichmann d'avoir été envoyé à Belzec immédiatement après l'annonce d'une décision importante serait cependant cohérent avec le fait que Hitler ait pris sa décision en décembre 1941. »*

Le premier argument de Gerlach est une simple spéculation sans aucune preuve documentaire pour l'étayer. Le second est une interprétation erronée des déclarations d'Eichmann[587]:

---

[585] I. Trunk, *Łódź ghetto : A history.* Indiana University Press, Bloomington, 2006, note 36 à la p. 445.

[586] C. Gerlach, « The Wannsee Conference », *op. cit.* p. 791 et suivantes.

« Lors de son interrogatoire (31 mai 1960, dans Trial of Adolf Eichmann *[n. 25 ci-dessus], p. 169), Eichmann a maintenu que cela s'était produit deux mois après l'invasion de l'Union soviétique en juin 1941. Dans une correction manuscrite, il a ajouté plus tard : 'Il se peut aussi que ce soit trois mois après'. Mais les dates abstraites et les séquences temporelles des évènements relatés par Eichmann doivent être traitées avec prudence et vérifiées par d'autres sources : ses récits sont notoirement incohérents et ne peuvent être utilisés en eux-mêmes pour prouver ou réfuter une thèse. Les déclarations d'Eichmann peuvent cependant être évaluées dans le contexte d'autres preuves afin de déterminer lesquelles sont les plus susceptibles d'être correctes ».*

En résumé : Eichmann aurait été envoyé à Bełżec immédiatement après sa conversation avec Heydrich, qui lui aurait mentionné l'ordre d'extermination de Hitler ; la visite d'Eichmann à Bełżec n'ayant pu avoir lieu avant décembre 1941, la création du camp de Bełżec est « cohérente » avec la « décision » de Hitler au début du mois de décembre 1941.

Dans cette reconstruction, Gerlach omet les parties des déclarations d'Eichmann qui contredisent sa thèse. Selon Eichmann, lors de la réunion susmentionnée, Heydrich lui a communiqué ce qui suit : « Le Führer a ordonné l'anéantissement physique des Juifs. » Pour Gerlach, cela s'est produit au début du mois de décembre. Heydrich a ensuite ajouté (toujours selon Eichmann) :

« Allez à Globocnigg [sic]. *Le Reichsführer a déjà donné des directives appropriées à Globocnigg et voyez où en est son projet. Il y utilise, je crois, les fossés antichars russes pour l'anéantissement des Juifs ».*

Eichmann s'est rendu à Lublin pour voir Globocnik et lui a fait part de l'ordre qu'il avait reçu de Heydrich, à savoir « que le Führer aurait ordonné l'anéantissement physique des Juifs ». Ensuite, il a visité un camp, peut-être Treblinka ou un autre. Eichmann n'a cependant pas mentionné Bełżec. Dans ce camp sans nom, les juifs auraient été empoisonnés avec les gaz d'échappement d'un « moteur de sous-marin russe ».[588] Quel camp Eichmann a-t-il visité ? Lors de son interrogatoire, il revient sur cette question en déclarant qu'il a été envoyé dans le même camp « cette fois-ci pour la deuxième fois » afin de faire un rapport au chef de la Gestapo, Heinrich Müller. Il a reconnu la structure : « La maison en bois ici à droite était encore dans mes souvenirs, à gauche il y en avait plusieurs autres, 2 ou 3 autres maisons en bois ». Mais cette fois, il n'a aucun doute sur le nom du camp : « au lieu de cela, j'arrive à une gare, c'est-à-dire à une gare nommée Treblinka ».[589]

---

[587] *Ibid*, note 145 à la page 791.

[588] État d'Israël (éd.), *The Trial of Adolf Eichmann, op. cit.* vol. VII, pp. 169-172.

[589] *Ibid*, p. 229.

Dans le récit publié dans le périodique *Life* en 1960, Eichmann affirme au contraire que le massacre présumé a eu lieu à Majdanek.[590]

> *« C'est à la fin de l'année 1941 que j'ai assisté aux premiers préparatifs en vue de l'anéantissement des Juifs. Le général Heydrich m'a ordonné de visiter Maidanek, un village polonais près de Lublin. Un capitaine de la police allemande m'a montré comment ils avaient réussi à construire des chambres hermétiques déguisées en simples huttes de fermiers polonais, à les sceller hermétiquement, puis à y injecter le gaz d'échappement d'un moteur de sous-marin russe. Je me souviens très précisément de tout cela, car je n'aurais jamais pensé qu'une telle chose soit possible, techniquement parlant ».*

Le récit d'Eichmann est totalement « incohérent » avec la thèse de Gerlach, car d'une part Globocnik aurait reçu un ordre d'extermination de Himmler déjà avant cela, et Eichmann aurait alors été invité à vérifier comment cet ordre était appliqué ; d'autre part Eichmann aurait transmis l'ordre d'extermination du Führer à Globocnik, qui agissait déjà sur la base d'un ordre d'extermination encore plus ancien, donné par Himmler !

L'argument de Gerlach aurait un sens si Eichmann avait transmis à Globocnik l'ordre de construire le camp de Bełżec, mais l'historien allemand lui-même affirme que la construction du camp avait déjà commencé en novembre 1941, avant la « décision » de Hitler. Par conséquent, ce camp, comme Chełmno, n'a pu être établi ni en raison d'une initiative personnelle locale (par Greiser ou Globocnik), ni comme la conséquence d'un ordre de Himmler sans décision préalable de Hitler. La prétendue visite d'Eichmann à Treblinka ou à Majdanek plutôt qu'à Bełżec embrouille encore plus la question, sans parler de ses mémoires publiées par *Life* en 1960. Eichmann y déclare : « En 1941, le Führer lui-même a ordonné l'anéantissement physique de l'ennemi juif. » Il ajoute que « peu après l'ordre » Heydrich l'a convoqué et lui a mentionné « l'ordre du Reichsführer Himmler d'interdire toute émigration de Juifs – sans plus d'exception ».[591] Mais cet ordre a été donné le 23 octobre 1941 (voir point 73), et donc le prétendu ordre d'extermination aurait été donné avant même cette date.

Par conséquent, la « nouvelle » historiographie orthodoxe de l'Holocauste, loin d'avoir résolu le problème de l'ordre du Führer, s'est engagée dans une impasse de spéculations infondées.

Ceci étant clarifié, je reprends l'examen du texte de Harrison.

> **[77]** *« Le 2 septembre 1941, Höppner (un proche collaborateur des hauts responsables du Warthegau Greiser et Koppe) écrit à Eichmann qu'il est « essentiel [...] qu'une clarté totale règne sur ce qu'il adviendra finalement des éléments ethniques indésirables déportés de la grande zone de réinstallation allemande. L'objectif est-il de leur assurer un certain niveau de vie à long*

[590] « Eichmann tells his own damning story », in : *Life*, vol. 49, n° 22, 28 novembre 1960, p. 102. Le paragraphe correspondant porte en fait le titre « The chambers at Maidanek ».

[591] *Ibid*, p. 24.

terme ou de les éradiquer totalement ? Höppner est conscient que la déportation peut être synonyme de mort et cherche donc à obtenir des éclaircissements. Les mois suivants répondront à sa question. » (p. 120)

Dans la note 140, Harrison cite les sources suivantes :

« Höppner an Eichmann, 2.9.41, AIPN CA 362/102, pp.45-62 ; Cf. Götz Aly, 'Endlösung.' Völkerverschiebung und der Mord an den europäischen Juden*, Francfort-sur-le-Main : Fischer, 1995, pp. 334-39 ; Christopher* R. *Browning,* Nazi Policy, Jewish Workers, German Killers. *Cambridge : Cambridge University Press, 2000, p. 37. »*

La phrase citée par Harrison est tirée de Browning, qui reproduit un extrait beaucoup plus long présenté de la manière suivante :[592]

« Le 3 septembre, Höppner soumet à ses deux supérieurs du RSHA, Ehlich et Eichmann, une proposition de restructuration et d'expansion majeures de l'UWZ [Umwandererzentralstelle, bureau central de la réémigration] *pour gérer les déportations à grande échelle de l'après-guerre, impliquant non seulement des Juifs mais aussi d'autres éléments racialement indésirables ».*

Il ajoute ensuite :

« Fondamentalement, Höppner voulait que l'UWZ soit transformée en une sous-section du RSHA au sein de la Gestapo, chargée à la fois des zones à partir desquelles les personnes seraient déportées et des 'territoires d'accueil' (Aufnahmegebieten). Ses propositions concrètes concernant ces derniers doivent pour l'instant rester des 'patchworks' (Stückwerk) 'car je ne connais pas les intentions du Führer et du Reichsführer-SS, ainsi que du chef de la police de sécurité et du SD, en ce qui concerne l'aménagement de ce territoire. Je peux imaginer que de vastes zones de l'actuelle Russie soviétique sont préparées pour accueillir les éléments ethniques indésirables de la grande zone de peuplement allemande. ... Entrer dans les détails de l'organisation de cette zone d'accueil relèverait de la fantaisie, car il faut d'abord prendre les décisions fondamentales. Il est d'ailleurs essentiel à cet égard que la plus grande clarté règne sur ce qu'il adviendra finalement des éléments ethniques indésirables déportés de la zone de repeuplement de la grande Allemagne. S'agit-il de leur assurer un certain niveau de vie à long terme ou doivent-ils être totalement éradiqués ?' »

Browning donne même le texte allemand de ce passage.[593]

Aly, auquel Harrison se réfère également, rapporte la première partie du document, qui ressemble à ceci :[594]

« Après la fin de la guerre, il faudra procéder à une réinstallation, à partir des divers territoires nouvellement obtenus par l'Allemagne, des segments de population qui ne sont pas les bienvenus dans le grand Reich allemand. Il ne s'agit pas seulement de la solution finale de la question juive, qui englobera, outre le grand Reich allemand, tous les pays sous influence

[592] C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit*. p. 322.

[593] *Ibid*., pp. 322-323.

[594] G. Aly, *« Endlösung. » Völkerverschiebung..., op. cit*. p. 335.

allemande, mais aussi et surtout de l'expulsion de la zone de peuplement allemande des personnes racialement incompatibles avec la ré-germanisation, provenant principalement des nations de l'Est et du Sud-Est. Cette tâche relève de la compétence du Reichsführer-SS en sa qualité de commissaire du Reich pour la consolidation de la nation allemande et sera transmise par lui, comme jusqu'à présent, au chef de la police de sécurité et du SD, car il s'agit principalement d'une tâche relevant de la responsabilité de la police de sécurité ».

D'après le contexte et la formulation, il me semble clair que les « éléments ethniques indésirables » ne peuvent pas être des juifs, mais en fait des personnes « racialement incompatibles avec la re-germanisation, principalement des nations de l'Est et du Sud-Est ». La conclusion de Harrison est donc erronée. Le fait que l'option de l'exécution ait été envisagée pour ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'il en allait de même pour la « solution finale de la question juive ». Mais cette solution a-t-elle été envisagée un tant soit peu sérieusement ? Höppner admet qu'il ne connaissait ni les intentions des dirigeants, ni l'ampleur de ce qui allait se passer. Le fait que l'élaboration de la logistique soit une « fantaisie » a ouvert la voie à sa remarque.

[78] *« La décision de gazer les Juifs à Chelmno a été précédée par des discussions sur le surpeuplement du ghetto de Lodz résultant de la déportation. Le 4 octobre 1941, Uebelhoer transmet à Himmler une protestation écrite par Hans Biebow, selon laquelle 'si le ghetto était un ghetto de pure décimation, on pourrait alors envisager une pure concentration de Juifs'. Himmler répond que l'auteur 'ne semble pas être un vieux national-socialiste' et, le 15 octobre, 20 000 Juifs et 5 000 Tziganes supplémentaires sont envoyés à Lodz, faisant ainsi du 'ghetto de décimation' une plus grande réalité. »* (p. 121)

La source est « Ventzki an Uebelhoer, 24.9.41, NARA T/175/54/2568671-94 ; Himmler an Uebelhoer, 10.10.41, NARA T/175/54/2568662-63 ; cf. Browning, *Origins*, p. 331 » (note 141 de la p. 121). Je rappelle au lecteur que, selon Terry, cela signifie que Harrison a vu les deux documents en question, mais il se réfère à Browning parce que c'est « déjà connu dans la littérature ». J'ai déjà démontré plus haut que – sauf dans de très rares cas – les « blogueurs plagiaires » se comportent exactement de la manière inverse : ils ont repris les citations de la littérature en feignant d'avoir vu les sources. Harrison en apporte ici une nouvelle confirmation. Cependant, dans son découpage et son collage frénétiques, il s'est une fois de plus embrouillé. La phrase « si le ghetto était un ghetto de pure décimation, alors on pourrait envisager une pure concentration de Juifs » n'est pas tirée du livre indiqué par lui, dans lequel la phrase figure également, mais traduite différemment : « Si le ghetto de Lodz était un ghetto de *pure* décimation, alors on pourrait envisager une plus grande concentration de Juifs »[595] La phrase

[595] C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit*. p. 331.

est plutôt tirée d'un autre livre de Browning, *The Path to Genocide*.[596] La citation suivante, en revanche, est tirée du premier livre mentionné :[597]

> *« Himmler répondit à Uebelhoer que si Ventzki (en fait Biebow) avait rédigé un 'excellent' rapport, il ne semblait pas être un 'vieux national-socialiste' ».*

Le texte original indique :[598]

> *« En conclusion, je voudrais vous demander qui est M. Ventzki qui a préparé cet excellent rapport. Il ne semble pas être un vieux national-socialiste, car dans le cas contraire, le rapport ne contiendrait pas que des préoccupations, s'il y a un ordre dans l'intérêt du Reich à portée de main. »*

La lettre de Ventzki à Übelhör du 24 septembre 1941 a été partiellement publiée par Artur Eisenbach dès 1946.[599] Le texte complet se trouve dans les transcriptions du procès Eichmann. Il s'agit d'un rapport de 13 pages ayant pour objet « le confinement de 20 000 Juifs et de 5 000 Tziganes dans le ghetto de Litzmannstadt ». Ventzki présente diverses protestations contre la livraison à Łódź des juifs et Tziganes susmentionnés, mentionnant des difficultés concernant le manque d'espace, la production, la situation sanitaire, l'approvisionnement en nourriture, les transports, l'approvisionnement en carburant et l'administration. En même temps, il envisageait les besoins immédiats qui résulteraient du transfert en matière de désinfection, la sécurisation à long terme des fosses fécales et la « construction d'une autre installation de désinfection pour les vêtements »[600].

Dans la lettre du 4 octobre 1941, Übelhör écrit :[601]

> *« Si le ghetto de Litzmannstadt était un ghetto de pure décimation, on pourrait alors penser à entasser encore plus les Juifs. »*

Il s'agit évidemment d'une hyperbole polémique, voire sarcastique. Himmler répond :[602]

> *« Ce n'est bien sûr pas agréable quand on vous assigne de nouveaux juifs. Mais je dois vous demander très cordialement de faire preuve ici de la même compréhension évidente que celle dont a fait preuve votre Gauleiter. L'acceptation des Juifs est dans l'intérêt du Reich et, conformément au souhait du Führer, il est nécessaire que les Juifs soient déportés progressivement de l'Ouest vers l'Est ».*

---

[596] C.R. Browning, *The Path to Genocide : Essays on Launching the Final Solution*. Cambridge University Press, 1995, p. 139. Harrison a commis une erreur en remplaçant « plus grande » concentration par « pure ».

[597] C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit.* p. 331.

[598] Bundesarchiv Koblenz, NS 19/2655, p. 39.

[599] A. Eisenbach, *Getto Łódzkie.* Dokumenty i materiały do dziejów okupacji niemieckiej w Polsce, Tom III. Varsovie, Łódź, Cracovie, 1946, pp. 197-200.

[600] T/221, p. 11.

[601] Hans Safrian, *Die Eichmann-Männer. Europaverlag,* Vienne, 1993, p. 117.

[602] Bundesarchiv Koblenz, NS 19/2655, p. 38.

Cela signifie que la déportation des juifs vers l'Est avait la priorité même sur les considérations économiques et, par conséquent, la déduction de Harrison selon laquelle, à la suite des déportations, « le 'ghetto de décimation' [est devenu] une plus grande réalité » est complètement infondée. Elle est également plutôt stupide, car Harrison s'est appuyé sur une seule phrase au lieu d'analyser la mortalité dans le ghetto de Łódź. En 1941, l'indice de mortalité le plus élevé a été enregistré en janvier : 1 192 décès sur une population de 152 791 personnes = 0,78 %. Il s'agit également du pourcentage le plus élevé. Au mois de septembre, avant les déportations, le nombre de décès était de 769 sur 143 800 personnes (= 0,53%). En octobre, 17 010 personnes ont été envoyées dans le ghetto, et 637 sur 159 505 (= 0,4 %) sont décédées. En novembre, les nouveaux arrivants sont au nombre de 11 132, tandis que 914 des 168 623 détenus du ghetto (= 0,54 %) meurent. En décembre 1941, on dénombre 1 131 décès sur 167 681 personnes (= 0,67 %). Au cours de l'année 1942, l'indice de mortalité a augmenté, mais il est toujours resté très faible. La mortalité la plus élevée a été enregistrée en mars 1942, avec 2 244 décès sur 115 102 personnes (= 1,95 %) ; à partir du mois de janvier, la population du ghetto n'a cessé de diminuer en raison des évacuations, passant de 151 001 (janvier) à 101 259 (1er août).[603] Dans ce contexte, il est tout simplement ridicule de parler de « décimation ».

[79] *« Le gazage a été convenu entre Greiser, Koppe et Himmler comme une solution à ce problème parce qu'il permettait une décimation par des moyens plus rapides. »* (p. 121)

Cette affirmation est totalement infondée. Dans la note de bas de page 143, Harrison se limite à citer « pour plus de contexte » quatre livres sans mentionner un seul numéro de page. Voici les titres :

« Pour plus de détails, voir Michael Alberti, Die Verfolgung und Vernichtung der Juden im Reichsgau Wartheland 1939-1945. *Wiesbaden : Harrassowitz, 2006 ; Peter Klein,* Die 'Gettoverwaltung Litzmannstadt' 1940- 1944 : Eine Dienststelle im Spannungsfeld von Kommunalbürokratie und staatlicher Verfolgungspolitik. *Hambourg : Hamburger Edition, 2009 ; Gordon Horwitz, Ghettostadt :* Lodz and the making of a Nazi city. *Cambridge, MA : Belknap Press of Harvard University Press, 2008 ; Montague,* Chelmno and the Holocaust *».*

Le livre d'Alberti figure dans la bibliographie (p. 538) et en outre dans la note de bas de page 40 de la p. 46, où une simple note de bas de page du livre est mentionnée (note de bas de page 403 de la p. 451) ; le livre d'Horwitz n'apparaît qu'ici et dans la bibliographie (p. 549). Il s'agit donc sans aucun doute de titres

[603] Bevölkerungsbewegung in Litzmannstadt-Getto vom 16. Juni 1940 bis 1. August 1942 nach Meldungen. (Mouvement de population dans le ghetto de Litzmannstad du 16 juin 1940 au 1er août 1942 d'après les déclarations.) Archiwum Państwowe w Łodzi [APL], PSZ, 863, p. 51.

plagiés. La source est très probablement le compte rendu de Browning sur le livre d'Alberti, qui mentionne également le livre d'Horwitz.[604]

[80] *« Le centre [Himmler] répondait ainsi aux initiatives et aux protestations locales, un schéma qui s'est répété dans l'Ostland et en Serbie. En outre, cela ne nécessitait pas l'intervention personnelle de Hitler, car ce dernier avait déjà dit à Greiser qu'il pouvait choisir à sa guise la manière de traiter le problème juif. »* (p. 121)

Il cite ici la source suivante : « Ian Kershaw, 'Improvised Genocide ? The Emergence of the 'Final Solution' in the 'Warthegau', *Transactions of the Royal Historical Society*, 6th Series, 2, 1992, p. 72, citant Greiser an Himmler, 21.11.42, BDC, PA Greiser » (note 144 de la p. 121).

Kershaw a abordé la question du « traitement spécial » des 35 000 Polonais du Warthegau, incurablement malades de la tuberculose, pour lequel Greiser a demandé l'autorisation à Himmler le 1er mai 1942. Le 18 novembre 1942, avant le début de l'opération, Blome, dans une lettre à Greiser, soulève diverses objections à sa mise en œuvre (voir points 65 et 66) et dans ce contexte[605]

« Greiser écrit à nouveau à Himmler le 21 novembre à la lumière des objections de Blome. Son commentaire est éclairant. Il écrit : 'Je ne crois pas, pour ma part, qu'il faille interroger à nouveau le Führer sur cette question, d'autant plus que lors de notre dernière discussion sur les Juifs, il m'a dit que je pouvais procéder à leur sujet selon mon propre jugement' ».

La demande de Blome, comme je l'ai expliqué plus haut (point 66), concernait le problème de l'extension de l'opération d'euthanasie aux personnes n'ayant pas la nationalité allemande. Blome a écrit :[606]

« Mais avant que l'action ne soit finalement lancée, j'estime nécessaire que vous vous assuriez une fois de plus que le Führer est également d'accord avec une telle solution. »

Dans sa lettre du 21 novembre, Greiser informe Himmler des objections de Blome et lui demande « de me faire savoir rapidement si vous estimez nécessaire d'informer le Führer de cet état de la procédure et éventuellement de lui demander, ou si l'on doit s'abstenir d'une telle démarche ». Il ajoute ensuite :[607]

« Pour ma part, je ne crois pas que le Führer doive être sollicité une fois de plus dans cette affaire, d'autant plus qu'il vient de me dire, lors de la dernière consultation concernant les Juifs, que je pouvais procéder avec eux à ma guise. »

La référence de Harrison est donc complètement à côté de la plaque, même d'un point de vue chronologique, car Greiser faisait référence à une autorisation

---

[604] Christopher Browning, *M. Alberti, Die Verfolgung und Vernichtung der Juden im Reichsgau Wartheland 1939-1945*, in : www.perspectivia.net/content/publikationen/francia/franciarecensio/2010-1/ZG/alberti_browning

[605] Ian Kershaw, « Improvised Genocide ? The Emergence of the 'Final Solution' in the 'Warthegau' », *Transactions of the Royal Historical Society*, Sixth Series, Vol. 2 (1992), p. 72.

[606] NO-250, p. 3.

[607] NO-249, p. 2.

de Hitler qui n'aurait eu lieu que quelques mois plus tôt et qui n'aurait donc pu avoir aucun rapport avec la prétendue décision d'établir un camp d'extermination à Chelmno. Kershaw aborde cette question quelques pages plus tôt :[608]

> *« L'initiative de la mise à mort est-elle venue de Berlin ou de l'intérieur du Warthegau ? Lors d'un procès d'après-guerre, il a été admis que les ordres de 'réinstallation' (c'est-à-dire de mise à mort) des Juifs du ghetto de Lodz vers le camp d'extermination de Chelmno étaient passés directement du siège de la sécurité du Reich à Berlin au bureau de la Gestapo à Lodz. Même si cela est exact, cela pourrait être considéré comme conforme à une demande émanant du Warthegau, puis sanctionnée à Berlin. Toutefois, ni une demande émanant de Lodz ni un ordre général émanant de Berlin pour la 'réinstallation' des Juifs de Lodz n'auraient pu contourner les chefs de l'administration civile et policière du Warthegau, Greiser et Koppe. En outre, la 'réinstallation' des Juifs de Lodz n'a commencé que le 16 janvier 1942, soit plus d'un mois après le début des massacres de Chelmno. »*

Il souligne que la politique nationale-socialiste à l'égard des juifs visait à expulser ces derniers du Warthegau dès 1939 : « Koppe a donné des instructions le 12 novembre 1939 pour l'expulsion du Warthegau, entre le 15 novembre 1939 et le 28 février 1940, de 200 000 Polonais et de 100 000 Juifs »[609] ; en outre, « [l]es discussions avec Eichmann à Berlin le 4 janvier 1940 ont indiqué que l'objectif pour le Warthegau était la déportation de 200 000 Juifs et de 80 000 Polonais. »[610] La lettre de Himmler à Greiser du 18 septembre 1941 prévoit l'affectation au ghetto de Łódź de 60 000 juifs « dans un premier temps, afin de les déporter encore plus loin vers l'est au printemps prochain » (voir point 65). Kershaw commente :

> *« L'objectif déclaré, à savoir la poursuite de l'expulsion des Juifs au printemps prochain vers l'est, ne semble pas à ce stade dissimuler une intention réelle d'exterminer les Juifs dans des camps de la mort en Pologne. Il est clair qu'Uebelhoer n'avait pas connaissance d'une telle intention. Hitler lui-même a parlé, à la fin de la première semaine d'octobre, de transporter les Juifs tchèques directement 'vers l'Est' et non d'abord dans le Gouvernement général, et Heydrich et Himmler ont tous deux évoqué, au début du mois d'octobre, l'envoi de Juifs allemands dans des camps de la Baltique ».*

Comme il s'agissait de territoires où les *Einsatzgruppen* opéraient, selon lui, « la décision de déporter des Juifs dans des régions où ils avaient déjà été tués par dizaines de milliers était manifestement en soi génocidaire »,[611] mais cela, comme nous l'avons montré plus haut, n'est pas du tout aussi évident.

Le transfert dans le ghetto de Łódź des 20 000 juifs (et des 5 000 Tziganes) mentionnés ci-dessus représente la première étape de la mise en œuvre de l'ordre

---

[608] I. Kershaw, « Improvised Genocide? », *op. cit.* p. 67.

[609] *Ibid*, p. 56.

[610] *Ibid*, p. 57.

[611] *Ibid*, p. 63.

de Himmler du 18 septembre. Kershaw se réfère à la prétendue lettre de Wetzel du 25 octobre 1941, dont il déduit qu'« Eichmann indiquait clairement que la poursuite de la déportation vers l'est des Juifs déportés d'Allemagne à Litzmannstadt ne concernait que les Juifs 'aptes au travail' »[612], tandis que ceux qui étaient inaptes au travail devaient évidemment être tués. Les personnes de moins de 10 ans et de plus de 65 ans sont considérées comme « inaptes au travail ».[613] Néanmoins, sur les 54 990 évacués du ghetto entre le 1er janvier et le 30 juin 1942, seuls 2 524 étaient âgés de plus de 65 ans et 5 957 de moins de 10 ans, de sorte que 46 509 étaient « théoriquement » ou « par leur âge » considérés comme aptes au travail.[614] Ceci est en totale contradiction avec les jeux d'esprit de Kershaw, mais correspond à une véritable politique de transfert vers l'Est. Kershaw, comme ses collègues, est incapable de dire quand et par qui cette politique de déportation aurait été remplacée par une politique d'extermination, et pour rendre ses spéculations plausibles, il est obligé de se référer – dans un cercle vicieux stérile – à de prétendues actions d'extermination qu'il suppose a priori être des faits.[615] L'établissement présumé de Chelmno en tant que camp d'extermination prouverait *de facto* la décision présumée d'exterminer les juifs du Warthegau, et cela démontrerait à son tour que Chelmno était un camp d'extermination !

[81] *« Le gazage des Juifs à Chelmno a été précédé en 1940 par l'utilisation de fourgons à gaz employant du CO en bouteille dans le Warthegau et à Soldau, en Prusse orientale, dirigés par Otto Rasch ».* (p. 121)

La source indiquée par Harrison est « Rasch testimony to SS investigation of Soldau, 16.6.43, NO-1073 ; cf. Peter Witte and Stephen Tyas, 'A New Document on the Deportation and Murder of Jews during 'Einsatz Reinhard' 1942', *HGS* 15/3, 2001, p. 486 no. 61 » (note de bas de page 145 à la p. 121).

La déclaration de Rasch ne contient pas la moindre indication sur les « fourgons à gaz » introuvables. Rasch y déclare que le camp de Soldau a été créé par lui afin d'effectuer « discrètement » les « liquidations » nécessaires de détenus politiques polonais, conformément aux instructions de Heydrich. Il est ensuite devenu un véritable « camp de transit » « pour les réinstallés polonais », mais en même temps « sur instructions spéciales, des malades mentaux étaient admis dans le camp et abattus ».[616] La note de bas de page 61 à la page 486 de l'article de

[612] *Ibid*, p. 64.

[613] Julian Baranowski, *The Łódź Ghetto 1940-1944 : Vademecum.* Archives d'État de Łódź. Bilbo, Łódź, 1999, pp. 93 et suivantes.

[614] « Ausgesiedelte aus dem Getto 1.I.- 30.VI.1942. » APL, PSZ, 863, pp. 66 sq.

[615] I. Kershaw, « Improvised Genocide? », *op. cit.* pp. 64 et suivantes. Il invoque même l'introuvable « premier gazage » d'Auschwitz !

[616] NO-1073.

Witte et Tyas mentionné par Harrison ne fait pas référence à une discussion sur les « camionnettes à gaz » dans le cadre du rapport Korherr, mais au « camp de transit » : « Mais il y a d'autres exemples de Durchgangslager qui ont servi exclusivement[617] de lieux de mise à mort ».[618] Dans la note de bas de page, les auteurs écrivent :[619]

> *« Le premier lieu de mise à mort appelé Durchgangslager fut probablement le camp de Soldau (Dzialdowo), établi au cours de l'hiver 1939/40 'spécialement dans le but de procéder à des liquidations discrètes nécessaires' de Polonais et d'handicapés. Voir l'interrogatoire du Dr. Otto Rasch, 16 juin 1943, fol. 4, BAB, BDC, SSO Hans Krause (NO-1073) ; HSSPF Wilhelm Koppe au SSPF Jakob Sporrenberg, 18 octobre 1940, BAB, NS 19/2576. »*

La lettre de Koppe est le document NO-2098, que j'analyserai dans l'article suivant. Je révèle toutefois à l'avance qu'aucune trace de « fourgons à gaz » n'y apparaît non plus, ce qui dément la déclaration de Harrison.

> **[82]** *« La principale unité utilisant des fourgons à gaz dans le Warthegau était le SK Lange, qui était affecté au HSSPF Koppe pour des 'tâches spéciales'. Au printemps 1940, Koppe prête l'unité à Rediess, le HSSPF de Prusse orientale, pour gazer des malades mentaux à Soldau :*
>
> *'[Le] Sonderkommando Lange, qui m'a été assigné pour des tâches spéciales, a été détaché à Soldau en Prusse orientale du 21 mai au 8 juin 1940, conformément à l'accord avec l'Office principal de sécurité du Reich [RSHA]. Au cours de cette période, il a réussi à évacuer 1 558 malades mentaux du camp de transit de Soldau'.*
>
> *Koppe a qualifié Soldau de 'camp de transit' car, à cette époque, il était également utilisé pour réinstaller de force les Juifs des villes de l'ouest de la Pologne, telles que Plock, dans le Gouvernement général. Cependant, l'utilisation de l'euphémisme évident 'évacué' pour signifier 'tué' suggère que Soldau a peut-être créé un précédent pour désigner les camps de la mort comme des camps de transit, ce qui a été appliqué plus tard à Sobibor ».* (pp. 121-122)

La source de la citation est « Koppe an HSSPF Nordost, 18.10.1940, BA NS19/2576, p. 3sqq, also NO-2908 » (note 146 à la p. 121). En réalité, Harrison n'a examiné ni ce document, ni celui mentionné précédemment (NO-2909), car il a repris le texte cité d'un post de forum de David Thompson de mars 2004,[620] qui est identique[621] à celui publié par Gerald Fleming dans les années 1980.[622] Si

---

[617] Comme je l'ai expliqué plus haut, cette affirmation est erronée. À l'époque, le camp était un véritable Durchgangslager (camp de transit) dans lequel des exécutions avaient également lieu.

[618] Peter Witte, Stephen Tyas, « A New Document on the Deportation and Murder of Jews during 'Einsatz Reinhardt' », in : *Holocaust and Genocide Studies*, Vol. 15, N. 3, Winter 2001, p. 477.

[619] *Ibid.* note de bas de page 61, p. 486.

[620] http://forum.axishistory.com/viewtopic.php?p=406436#p406436

[621] La seule différence est que Harrison écrit « [The] so-called... », alors que Fleming écrit « The so-called... » Harrison a repris les parenthèses du message de Thompson sur le forum, en ne changeant prudemment que le « t » de « the » en T majuscule.

Harrison avait réellement vu le document NO-2908,[623] il aurait remarqué qu'il commence en fait par « The so-called Special Detachment LANGE... » (Le détachement spécial LANGE) et que les crochets qui entourent « The » (« Le ») sont donc redondants. Harrison prétend que le terme « évacué », qui apparaît dans le document, serait un « euphémisme, » néanmoins le document prétend :

> *« À cette époque, j'ai convenu avec le SS Gruppenfuehrer Rediess qu'un montant de 10 RM (Reichmark) devrait payer pour l'évacuation de chaque patient ».*

Le montant total s'élevait donc à 15 580 RM.[624] Faut-il alors supposer que le *Sonderkommando* Lange a reçu 10 Reichsmark pour chaque malade qu'il a abattu ? Ou plutôt pour chaque personne effectivement évacuée ? La seconde hypothèse semble la plus raisonnable et la plus crédible que la fusillade mentionnée par Rasch et, comme nous le verrons tout de suite, elle est également étayée par des preuves documentaires.

Il s'agit simplement d'une tentative maladroite de Harrison d'expliquer pénalement l'utilisation très embarrassante – pour les « blogueurs plagiaires » – du terme « camp de transit » pour Sobibór.

> **[83]** *« Une lettre de Rediess à Wolff du 7 novembre 1941 révèle que 250 à 300 'aliénés (Polonais) de la région de Zichenau' ont été ajoutés à cette opération. Cette lettre comportait également une note marginale, écrite à la main par Brack, indiquant que Lange avait reçu une avance de Rasch. Une lettre ultérieure de cette correspondance portait en haut une note manuscrite : 'Tel. with Obf. Brack' ».* (p. 122)

La lettre du SS-Gruppenführer Rediess indique :[625]

> *« La lettre du SS-Gruppenführer Koppe traite de l'évacuation de 1 558 détenus des institutions provinciales de Prusse orientale. À ceux-ci s'ajoutent, à ma connaissance, environ 250 à 300 aliénés (Polonais) de la région de Zichenau, qui a été annexée à la Prusse-Orientale. »*

S'ensuit une discussion sur la question du paiement de 10 RM pour chaque patient évacué – rien de nouveau par rapport au document NO-2098 analysé plus haut. Harrison change complètement le sens de la note en marge du document : il ne s'agit pas d'une note « écrite à la main par Brack » mais simplement du mot écrit à la main « Brack », comme cela résulte de la traduction officielle du document faite par le Bureau du Chef du Conseil pour les Crimes de Guerre : « (handwritten marginal note = (note manuscrite en marge)) Brack ». Ici,

---

[622] G. Fleming, *Hitler and the Final Solution*. University of California Press, Berkeley /Los Angeles, 1987, p. 21.

[623] Traduction de l'accusation de NO-2908 consultable en ligne à l'adresse suivante : http://nuremberg.law.harvard.edu/imagedir/HLSL_NMT01/HLSL_NUR_02350001.jpg

[624] NO-2908.

[625] NO-2909.

Harrison interprète incroyablement mal comme une note marginale de Brack la partie de la lettre qui parle d'une avance versée à Lange par Rasch.

La lettre portant « une note manuscrite en haut, 'Tel. with Obf. Brack' » reste à analyser. Il s'agit d'une lettre de Koppe au SS-Gruppenführer Wolff du 22 février 1941, document NO-2911. Cette lettre contient en fait une note manuscrite, qui a été traduite comme suit : « Conversation téléphonique avec Obf. Brack. » Mais elle contient aussi d'autres informations beaucoup plus importantes :

> *« En juin 1940, j'ai pris en charge, à la place du chef supérieur des SS et de la police du Nord-Est, 1 558 personnes encombrantes afin de les loger ailleurs. Afin d'exécuter l'accord conclu avec le Gruppenfuehrer Rediess, un détachement de mon agence a été obligé de séjourner pendant 17 jours en Prusse orientale. Mon inspecteur de la police de sécurité et du SD, le Standartenfuehrer SS Damzog, et l'inspecteur de la police de sécurité et du SD à Koenigsberg, le Brigadefuehrer SS Rasch, se sont mis d'accord sur un montant de 10 RM. pour les frais de transport et autres dépenses pour chaque personne à transférer ».*

Il s'ensuit une discussion pour savoir qui doit payer le montant total.[626] Il est donc clair que l'évacuation était un véritable transfert et qu'elle avait « pour but de les loger ailleurs ». Ou bien s'agit-il d'« euphémismes » ?

> **[84]** *« En octobre 1941, Koppe transmet à Himmler une demande du haut commandement de l'armée pour que Lange, cinq subordonnés et le fourgon à gaz soient envoyés à Novgorod pour tuer cent Russes souffrant de dysenterie, car l'armée a besoin de l'hôpital pour ses propres quartiers. »* (p. 122)

La source est la suivante : « PRO, HW 16/32, 4.10.41 » (note 152 de la page 122). La littérature orthodoxe sur l'holocauste qui mentionne cette source ne fait aucune référence aux prétendues « camionnettes à gaz ». Par exemple, Longerich dit à ce sujet :[627]

> *« À peu près à la même époque, probablement encore en octobre 1941, l'assassinat en masse de Juifs locaux commence dans la région de Konin, dans le sud du Warthegau[240] Au cours d'une 'action' de plusieurs jours fin novembre, 700 Juifs sont tués dans des fourgons à gaz au camp de Bornhagen (Kozminek), dans la région de Kalisch[241]. Cette opération a été menée par le SK Lange, qui avait déjà assassiné des milliers de détenus d'asiles psychiatriques dans des fourgons à gaz en 1939/1940, puis en juin/juillet 1941[242].En octobre 1941, l'unité de*

---

[626] NO-2911.

[627] P. Longerich, *The Systematic Character of the National Socialist Policy for the Extermination of the Jews. Expert Opinion.* Opinion d'expert, rédigée par Heinz Peter Longerich, M.A, Dr. Phil, Professeur au Royal Holloway College, Université de Londres, sur les instructions de Davenport Lyons et Mishcon de Reya, Solicitors, dans le but d'assister la Queen's Bench Division de la Haute Cour de Londres dans l'affaire opposant David John Cawdell [sic] Irving, Plaintiff, à Penguin Books Limited et Deborah E. Lipstadt, Defendants, p. 59 sur la page web :

http://reference.kfupm.edu.sa/content/l/o/london_in_the_case_between_david_john_ca_80897.pdf

Lange fut appelée à Novgorod par Himmler pour y tuer les patients des asiles psychiatriques[243] ».

Sa note de bas de page 243 contient en effet la référence « PRO, HW 16/32, 4.10.41. »[627]

Je mentionne au passage que les sources de Longerich concernant les « camionnettes à gaz » mentionnées ici sont historiquement incohérentes, puisque la note 241 renvoie à un « Verdict District Court Stuttgart du 15.8.50 », alors que la note 242 cite « Aly, Endlösung, pp. 188f. » Aly fait référence à l'épisode de Soldau discuté ci-dessus[628], mais cite lui-même Hilberg, qui à son tour cite l'acte d'accusation contre Wilhelm Koppe à Bonn, 1964 ![629]

Le texte actuel du décodage (p. 3, n° 20) à la source indiquée confirme pleinement ce qui précède :

« 20. DHQ de DPJ SQM Nr.7 1345 113 SQP 155. To HSSPF POSEN, Gruppenführer GOPPE [sic, devrait être Koppe] *Le Sonderkommando doit être envoyé immédiatement. La demande doit être acceptée.*

Signé, H. HIMMLER. »

Il n'y a ici aucune indication sur le Sonderkommando Lange, et encore moins sur les camions à gaz, Novgorod ou les malades mentaux à tuer. En pratique, l'histoire de l'emploi des « fourgons à gaz » dans ce contexte ne fait l'objet d'aucune preuve documentaire, et ce qu'écrit Harrison à ce sujet n'est que le fruit de sa fantaisie.

[85] *« Fin novembre, les Juifs du camp de travail de Bornhagen ont été gazés. »* (p. 122)

Dans la note de bas de page correspondante, Harrison écrit :

« Les tombes ont été exhumées après la guerre et le chef de l'action, Ferdinand Goehler, a été condamné à la prison à vie par un tribunal de Stuttgart. Browning, Origins, 2004, p. 542 n.144, citant JuNSV, Bd. VII, Nr. 231b, pp.217-33, Urteil LG Stuttgart 3 Ks 31/49 ».

Browning se limite à indiquer que « les tombes des victimes ont été exhumées dans la forêt voisine après la guerre »[630], sans rien dire de la méthode de mise à mort : les cadavres ont-ils fait l'objet d'une autopsie d'où il est ressorti qu'ils avaient été gazés ? Si ce n'est pas le cas, l'exhumation prouve peut-être un massacre, mais pas un « gazage ». La source est la même que celle adoptée par Longerich, un verdict de procès basé sur des témoignages qui n'ont pas une grande valeur historiographique.

[86] *« L'initiative de gazer les Juifs du Warthegau à Chelmno est le fruit d'une étroite collaboration entre Koppe et son Gauletier, Arthur Greiser. Ce dernier écrivit à Himmler le 28 octobre 1941, faisant référence à 'l'accord conclu entre nous' ».* (p. 122)

---

628 G. Aly, *« Endlösung. » Völkerverschiebun...*, *op. cit.*, p. 188.

629 *R. Hilberg, Die Vernichtung der europäischen Juden, op. cit., volume 2, note 104, p. 957.*

630 C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit.* p. 417.

Harrison cite ici la source suivante :

« Catherine Epstein, Model Nazi : Arthur Greiser and the Occupation of Western Poland, Oxford, 2010, p. 185, citant Greiser am Himmler 28.10.41 BAB, NS19/2655, 49 » (note 154 de la p. 122). Dans l'ouvrage en question, l'auteur livre une interprétation complètement fausse des évènements. Après avoir repris la question du transfert de 20 000 juifs et 5 000 Tziganes vers le ghetto de Łódź déjà abordée plus haut, elle affirme :[631]

> *« Greiser, en échange de l'acceptation des Juifs et des Tziganes, semble avoir reçu la permission de faire assassiner 100 000 Juifs 'improductifs'. On en trouve la preuve dans la correspondance future entre Greiser et Himmler. Le 28 octobre 1941, Greiser rappelle à Himmler 'l'accord conclu entre nous' ».*

En réalité, la lettre en question fait référence aux protestations de Friedrich Übelhör concernant l'affectation prévue au ghetto de Łódź de 20 000 juifs et de 5 000 Tziganes. À cet égard, Greiser écrit à Himmler :[632]

> *« Je peux donc vous dire que je suis absolument convaincu qu'Übelhör voulait ce qu'il y avait de mieux, mais qu'il a adopté une forme et un ton quelque peu incorrects en appliquant son tempérament proverbial. En outre, il a bien sûr tout organisé et initié afin de garantir, par lui-même et par l'intermédiaire de ses services, l'application sans faille de vos décrets et de l'accord conclu entre nous ».*

L'« accord » entre Himmler et Greiser n'avait évidemment rien à voir avec l'« échange » non prouvé revendiqué par Epstein, mais faisait plutôt référence au transfert à Łódź des 20 000 juifs et des 5 000 Tziganes, comme le montre la lettre de Heydrich à Himmler du 19 octobre 1941 sur le sujet « *Einweisung von Juden aus dem Altreich in das Ghetto Litzmannstadt* » (Affectation des juifs de l'Ancien Reich au ghetto de Łódź). Heydrich y écrit qu'il a envoyé au SS-Brigadeführer Übelhör un télégramme commençant par les mots suivants :[633]

> *« En raison de votre opposition à l'enfermement des Juifs et des Tziganes de l'Altreich ordonné par le Reichsführer-SS et convenu en détail par le RF-SS et le Gauleiter Greiser, vous avez pour une fois extraordinairement entravé les tâches en cours pour la mise en œuvre de ces mesures... »* (Emph. ajoutée)

Harrison a ainsi copié, à la manière d'un perroquet, une phrase d'un document qu'il ne connaît pas, l'a sortie de son contexte d'origine et l'a insérée dans un contexte purement imaginatif.

> **[87]** *« Le 1er mai 1942, il [Greiser] écrit à nouveau et se réfère à la demande initiale de gazage :*

---

631 Catherine Epstein, *Model Nazi. Arthur Greiser and the Occupation of Western Poland*, Oxford University Press, 2010, p. 185.

632 Bundesarchiv Koblenz, NS 19/2655, p. 49.

633 *Ibid*, p. 47.

'Il sera possible de conclure l'action de traitement spécial d'environ 100 000 Juifs dans la région de mon Gau, autorisée par vous-même avec l'accord du chef du Reichssicherheitshauptamt, SS-Obergruppenführer Heydrich, dans les 2 à 3 mois à venir.'

Le chiffre de 100 000 avancé par Greiser est proche de celui figurant dans une lettre adressée par Willy Just à Walter Rauff le 5 juin 1942, dans laquelle il suggère d'améliorer les camionnettes. Just a noté que depuis 'décembre 1941, quatre-vingt-dix-sept mille ont été traités, à l'aide de trois fourgons, sans qu'aucune défectuosité ne soit apparue dans les véhicules' ». (p. 122)

J'ai déjà discuté de la lettre de Greiser du 1er mai 1942 ci-dessus. Quant à la lettre de Just du 5 juin 1942, c'est un document plein d'erreurs grossières et d'absurdités techniques qui m'amènent à douter radicalement de son authenticité.[634]

[88] *« Dans l'un de ses entretiens avec Sassen, enregistré alors qu'il était un homme libre en Argentine, Eichmann a déclaré que 'plus tard au cours de ce même hiver [1941], Müller m'a envoyé assister au gazage de Juifs dans la région de Litzmannstadt, dans le centre de la Pologne' ».* (pp. 122-123)

Au cours des interrogatoires menés par les procureurs israéliens, Eichmann est revenu sur cette question, déclarant que Müller lui avait ordonné, à l'automne 1941, de se rendre à « Culm dans le Warthegau », où se déroulait une « action juive », et de lui rendre compte de ce qui s'y passait. Eichmann s'y rendit et décrivit un épisode au cours duquel des juifs entrèrent dans un « camion [...] qui était complètement fermé et dont les portes s'ouvraient à l'avant ». Eichmann a suivi le camion après son départ jusqu'à une fosse, où des cadavres ont été déchargés du véhicule.[635] Il est difficile de croire que Müller n'était pas au courant de la prétendue extermination à Chelmno soi-disant ordonnée par son supérieur direct Heydrich et – encore plus difficile – qu'il aurait envoyé son subordonné Eichmann pour recueillir des informations au lieu de les demander directement à Heydrich lui-même. Pour Eichmann, cette histoire alambiquée servait évidemment à créer un prétexte pour introduire l'autre histoire de la visite à Chelmno. En 1960, il avait manifestement une connaissance assez superficielle de ce camp à partir de la littérature, comme en témoigne son récit générique et maigre qui ne contient pas un seul aspect nouveau (par rapport à la littérature orthodoxe sur l'holocauste) qui pourrait vraiment être le résultat d'une observation directe. À l'époque, il a même évité de mentionner le nom de ce prétendu site d'extermination qu'il affirmait avoir visité :

« Plus tard, au cours de ce même hiver, Müller m'a envoyé assister au gazage de Juifs dans la région de Litzmannstadt [Łódź]*, dans le centre de la Pologne. Je dois souligner que les gaz*

---

634 Voir l'analyse détaillée de ce document dans : Santiago Alvarez, Pierre Marais, *The Gas Vans. A Critical Investigation*. The Barnes Review, Washington, 2011, pp. 63-84.

635 État d'Israël (éd.), *The Trial of Adolf Eichmann, op. cit.* vol. VII, pp. 174-178.

n'ont pas été effectués sur son ordre, mais Müller voulait tout savoir. C'était un fonctionnaire très minutieux.

Arrivé à Litzmannstadt, je me suis rendu à [l']*endroit désigné où un millier de Juifs s'apprêtaient à monter dans des bus. Les bus étaient des véhicules normaux, aux fenêtres hautes et toutes fermées. Pendant le voyage, m'a-t-on dit, le monoxyde de carbone provenant du tuyau d'échappement était acheminé à l'intérieur des bus. Il était destiné à tuer immédiatement les passagers ».*

Arrivés à destination, « certains Polonais qui se trouvaient là ont sauté dans les bus et ont jeté les cadavres dans la fosse », tandis qu'« un autre Polonais, une pince à la main, a sauté dans la fosse. Il a parcouru les cadavres en leur ouvrant la bouche. Chaque fois qu'il voyait une dent en or, il l'arrachait et la jetait dans un petit sac qu'il portait sur lui ».[636]

Comme on peut le constater, Eichmann ignorait même le « fait » que le personnel auxiliaire du prétendu camp d'extermination aurait été juif et non polonais. La phrase citée par Harrison, extraite d'un contexte qu'il ignore, ne démontre que son inaptitude.

[89] *« Les gazages dans le Warthegau ont quatre implications importantes pour le processus décisionnel nazi qui ne sont tout simplement pas comprises par Mattogno.*

Premièrement, les gazages n'ont pas nécessité d'ordre ; Greiser indique clairement que les gazages ont été 'autorisés par vous-même avec l'accord du chef du Reichssicherheitshauptamt, SS-Obergruppenführer Heydrich'. Deuxièmement, l'autorisation de gazer 100 000 Juifs localement pouvait être donnée sans que le chef du Reichssicherheitshauptamt, SS-Obergruppenführer Heydrich, n'intervienne. Deuxièmement, l'autorisation de gazer localement 100 000 Juifs pouvait être donnée sans que cette action ne nécessite une politique générale déjà décidée d'extermination de tous les Juifs d'Europe ». (p. 123)

Les deux autres « implications », de nature morale et organisationnelle, ne sont pas pertinentes.

La question de l'autorisation n'exclut pas nécessairement un ordre d'extermination. Cela est si évident que pendant des décennies, l'historiographie orthodoxe de l'holocauste a essayé de déduire l'existence d'un ordre général d'extermination des juifs par Hitler, entre autres, exactement à partir du début du fonctionnement du camp de Chelmno. Par exemple, Browning a écrit en 1982 :[637]

« Si les plans pour Bełżec ont été préparés à la mi-octobre et si les travaux dans ce camp ont commencé le 1er novembre ; si Lange était à Berlin à la fin du mois d'octobre afin de prendre les dernières dispositions pour Chelmno et si les travaux dans ce camp ont commencé au début du mois de novembre, il est très difficile de ne pas en déduire qu'à un moment donné au cours du

[636] « Eichmann tells his own damning story », in : *Life*, vol. 49, no. 22, 28 novembre 1960, pp. 102-104.

[637] C.R. Browning, « La décision concernant la solution finale », in: *L'Allemagne nazie et le génocide juif*, op. cit., p. 206.

mois d'octobre 1941, Hitler a approuvé le plan d'extermination qu'il avait demandé l'été précédent. »

D'autre part, le document en question date du 1er mai 1942, soit près de cinq mois après le début de la prétendue activité d'extermination à Chełmno. Entre ces deux dates, l'historiographie holocaustique orthodoxe ne présente qu'un seul document, celui cité par Eisenbach, à savoir le décret de Greiser du 2 janvier 1942, dont on ne connaît que l'intitulé. Il s'ensuit que l'on ne sait pratiquement rien des actes qui ont précédé la lettre de Greiser ni de sa signification effective, et il en va de même en ce qui concerne l'origine et la portée du camp de Chełmno. En un sens, on ne peut donc pas affirmer que l'extermination présumée de 100 000 juifs aurait pu être mise en œuvre sans un plan préalable d'extermination des juifs d'Europe.

Dans sa reconstruction, Harrison affirme qu'à l'époque, les autorités du Reich n'avaient pris en considération que l'assassinat des juifs inaptes au travail. Or, l'« autorisation » de Himmler et Heydrich fait référence à « environ 100 000 Juifs », mais Greiser ne précise pas qu'il s'agit de juifs inaptes au travail. Par conséquent, l'hypothétique autorisation d'exterminer 100 000 juifs devait faire partie d'un plan général d'extermination.

[90] *« Mi-août 1941, Harald Turner, chef de l'administration militaire en Serbie, demande (par l'intermédiaire de Benzler) que tous les Juifs soient déportés le long du Danube vers la Roumanie ou le gouvernement général. Cette demande est rejetée, mais un mois plus tard, Turner persuade Benzler de faire appel à Rademacher, demandant la déportation des Juifs vers la Pologne ou l'URSS. Rademacher consigna la réponse qu'il reçut dans une note manuscrite qui fut ensuite présentée comme preuve au procès Eichmann : 'De l'avis du Sturmbannführer Eichmann, RSHA IVD4, il n'y a aucune possibilité de les emmener en Russie ou au Gouvernement général. Même les Juifs d'Allemagne ne peuvent y être accueillis. Eichmann propose de les tuer par balles.' ».* (p. 123)

La note manuscrite de Rademacher est illisible sur le fac-similé (négatif) qui se trouve dans les archives du procès Eichmann. Elle est plus claire sur le fac-similé publié par Kempner, sur lequel je reviens ci-dessous : la note apparaît en bas à gauche et a été transcrite par Kempner comme indiqué.

Le 8 septembre 1941, Felix Benzler, plénipotentiaire du ministère allemand des Affaires étrangères, envoya de Belgrade à son ministère un télégramme indiquant :[638]

« Il a été vérifié que les Juifs se sont rendus complices de nombreux actes de sabotage et d'insurrection. Il est donc urgent d'accélérer la mise en sécurité et l'éloignement de tous les Juifs de sexe masculin. Le nombre à prendre en considération à cette fin pourrait être d'environ 8 000. Actuellement, un camp de concentration est en cours de construction, mais compte tenu de l'évolution future, il semble souhaitable de faire sortir ces Juifs du pays le plus rapidement

[638] Texte dans : R.M. Kempner, *Eichmann und Komplizen, op. cit.*, pp. 289-290.

possible, c'est-à-dire avec des barges de marchandises vides sur le Danube, afin de les débarquer sur le territoire roumain (îles dans le delta du Danube). Je demande la création des conditions préalables nécessaires à l'acceptation de la part de la Roumanie ».

Le 11 septembre, Luther répond :[639]

« Aucune approbation ne peut être donnée pour la déportation de Juifs en territoire étranger. De cette manière, on ne parviendra pas à résoudre la question juive. Il est suggéré d'enfermer les Juifs dans des camps de travail et de les utiliser pour les travaux publics nécessaires. »

Benzler répond le lendemain par un autre télégramme dans lequel il déclare :

« L'hébergement dans des camps de travail dans les conditions internes actuelles n'est pas possible, car la sécurité n'[est] *pas assurée. Les camps juifs gênent et mettent en danger même nos troupes. C'est pourquoi il est nécessaire d'évacuer immédiatement le camp de 1 200 Juifs à Sabac, car Sabac* [est] *une zone de combat et des bandes d'insurgés de plusieurs milliers d'hommes ont été identifiées dans les environs. »*

Il ajoute que « la déportation d'abord des Juifs mâles est la condition essentielle du rétablissement de l'ordre ». Benzler réitère donc sa proposition : si on lui refuse à nouveau du temps, il ne reste plus que la « déportation immédiate vers le Gouvernement général ou vers la Russie », même si cela implique des difficultés de transport.[640]

Rademacher implique alors Eichmann : il l'appelle par téléphone le 13 septembre et prend note de la discussion où l'on peut lire :[641]

« Selon les informations du Sturmbannführer Eichmann RSHA IV D VI, l'hébergement en Russie et au gouvernement général est impossible, même les Juifs d'Allemagne ne peuvent y être hébergés. Eichmann propose la fusillade ».

Néanmoins, Ribbentrop, dans un télégramme daté du 2 octobre 1941, décide qu'il est nécessaire de prendre contact avec Himmler pour savoir « s'il ne peut pas prendre en charge 8 000 Juifs, afin de les amener en Pologne orientale[642] ou ailleurs. »[643]

Le 25 octobre, Rademacher résume les décisions prises :

« Les Juifs mâles sont fusillés jusqu'à la fin de cette semaine, afin que le problème soulevé dans le rapport de la mission soit résolu. »

Quant aux « quelque 20 000 Juifs[644] restants (femmes, enfants et vieillards) ainsi qu'environ 1 500 Tsiganes, dont les mâles seront également fusillés », ils

---

[639] NG-3354. Texte dans : R.M. Kempner, *Eichmann und Komplizen, op. cit.* p. 290.

[640] *Ibid*, p. 291, fac-similé du document.

[641] *Ibid.* p. 292. N

[642] Le terme « *Ostpoland* », « Pologne orientale » comprenait sans doute les parties de la Pologne annexées par l'Union soviétique en 1939 qui avaient alors été incorporées à la RK Ostland et à la RK Ukraine.

[643] *Ibid.* p. 292.

[644] Ce chiffre est largement exagéré ; en avril 1941, au début de l'occupation allemande, on estimait à 16 700 le nombre de juifs – hommes et femmes – vivant en Serbie, y compris dans la région du Banat ;

doivent être rassemblés dans un ghetto à Belgrade, où ils pourront être nourris pendant l'hiver. La décision concernant les Juifs est la suivante :[645]

« Dès que la possibilité technique existera dans le cadre de la solution globale de la question juive, les Juifs seront déportés sur les voies navigables vers les camps d'accueil de l'Est. »

L'argument de Harrison est donc incomplet et trompeur.

[91] *« Entre-temps, la Wehrmacht, sous le commandement de Böhme, a commencé à fusiller des Juifs sous prétexte qu'il fallait remplir des quotas de représailles de 1:100. Ces représailles n'étaient toutefois pas exercées pour des crimes commis par des Juifs, mais étaient infligées à des Juifs à la place de partisans serbes qui n'avaient pas été capturés en nombre suffisant pour remplir les quotas. Dans une lettre privée datée du 17 octobre 1941 et adressée à Hildebrandt, Turner admet que cette pratique est moralement répréhensible :*

'Au cours des huit derniers jours, j'ai fait abattre 2 000 Juifs et 200 Tziganes, conformément au quota de 1:100 pour les soldats allemands sauvagement assassinés, et 2 200 autres, presque tous Juifs, seront abattus au cours des huit prochains jours. Ce n'est pas un travail agréable ! Mais il faut le faire, pour que les gens comprennent bien ce que signifie attaquer un soldat allemand, et en même temps, c'est ainsi que la question juive se résout le plus rapidement. En fait, il est faux, si on le prend au pied de la lettre, que pour les Allemands assassinés, pour lesquels le rapport de 1:100 devrait se faire aux dépens des Serbes, 100 Juifs seront maintenant fusillés, mais ce sont ceux que nous avions par hasard dans le camp... ». (p. 124)

Je présente le passage cité par Harrison dans son contexte :[646]

« D'importants renforts de troupes sont arrivés et ont maintenant commencé le travail de nettoyage, bien que cela soit lié à des difficultés nécessaires, car, conformément aux instructions de Lénine sur les méthodes d'insurrection, des pelotons de deux ou trois hommes se sont formés en nombre nécessaire pour commettre des meurtres, des actes de sabotage et autres, qui sont bien sûr difficiles à saisir. Il y a déjà 5 semaines, j'ai mis les 600 premiers au pied du mur. Depuis lors, nous en avons éliminé environ 2 000 lors d'une opération de nettoyage, 1 000 lors d'une autre opération et, entre-temps, au cours des six derniers jours, j'ai autorisé la fusillade de 2 000 Juifs et de 200 Tziganes, conformément au quota de 1:100 pour les soldats allemands sauvagement assassinés, et 2 200 autres, également presque uniquement des Juifs, seront fusillés au cours des huit prochains jours. Ce n'est pas un travail agréable. Mais, après tout, il faut le faire pour que le peuple comprenne clairement ce que signifie le simple fait d'attaquer un soldat allemand et, en outre, de cette façon, la question juive est résolue le plus rapidement possible ».

Ainsi, avant même que les Juifs et les Tziganes ne soient pris pour cible, 3 600 Serbes avaient déjà été abattus en guise de représailles. L'*Ereignismeldung* no. 120 du 21 octobre 1941 informe que, selon l'ordre du général Böhme, « pour chaque

---

Jasa Romano, *Jews of Yugoslavia 1941-1945. Victims of genocide and freedom fighters* (Victimes du génocide et combattants de la liberté), p. 3,

http://www.jasenovac.org/images/jews_of_yugoslavia_1941_1945.pdf

[645] R.M. Kempner, *Eichmann und Komplizen, op. cit.* p. 293.

[646] NO-5810.

soldat abattu 100 et pour chaque soldat blessé 50 Serbes seront exécutés », « 2 200 Serbes et juifs » ont été fusillés, en plus de « 1 736 habitants » de Kraljevo et de « 19 femmes communistes ».[647]

Il est donc très simple et trompeur d'affirmer que les juifs et les Tziganes ont été fusillés « à la place des partisans serbes ».

[92] *« ...tandis que l'évacuation des femmes et des enfants 'vers l'Est' était convenue pour une date ultérieure non précisée. Toutefois, cette évacuation n'a pas pris la forme d'une expulsion, mais plutôt celle de fourgons à gaz au printemps suivant, dont Turner s'est faussement attribué le mérite dans sa lettre à Wolff : ... »*

Harrison cite ensuite un passage de la lettre de Turner à Wolff du 11 avril 1942, dans laquelle il est fait mention d'un « camion d'épouillage », et il commente :

« Turner a admis que 'Entlausungswagen' *était un euphémisme pour fourgon à gaz en plaçant le terme entre guillemets. »* (pp. 124-125)

Dans la note de bas de page correspondante, Harrison ajoute :

« Carlo Mattogno, Raul Hilberg e i 'centri di sterminio' nazionalsocialisti*, AAARGH, 2008, p. 79, cite ce document mais suit l'exemple de Weckert en ignorant la signification des guillemets et en prenant le terme Entlausungswagen au pied de la lettre. Mattogno n'explique pas pourquoi un fourgon d'épouillage serait nécessaire pour 'vider un camp' et ne confronte pas non plus la dernière phrase concernant 'les proches qui n'existent plus' ».*

La prétention de Harrison concernant la « signification des guillemets » est plutôt naïve, comparable à la prétention de Pressac selon laquelle le terme « *Normalgaskammer* » (« chambre à gaz normale » ou « standard ») dans une lettre de la société Tesch & Stabenow du 8 juin 1944 avait une signification criminelle parce qu'il était souligné.[648] D'une manière générale, si les détenus devaient être transférés ailleurs, le « fourgon d'épouillage » était en fait nécessaire pour l'évacuation, et il est évident que les déportés, après avoir été transférés ailleurs, n'auraient plus été présents dans le camp.[649]

En particulier, comme il résulte de l'analyse minutieuse d'Alvarez, l'authenticité de la lettre en question est fallacieuse et tout porte à croire qu'il s'agit de la traduction maladroite d'un texte antérieur écrit en anglais.[650]

[93] *« La camionnette à gaz avait été commandée directement de Berlin par le chef de la police de sécurité à Belgrade, Emanuel Schäfer, qui l'a admis dans son témoignage au procès d'après-guerre de l'Allemagne de l'Ouest, tant à son procès à Cologne qu'à celui de Pradel à*

---

[647] K.-M. Mallmann, A. Angrick, J. Matthäus, M. Cüppers (eds.), *« Die Ereignismeldungen UdSSR 1941 ». Dokumente der Einsatzgruppen in der Sowjetunion, op. cit.* p. 711.

[648] *Auschwitz : The Case for Sanity, op. cit.* pp. 181-185.

[649] L'expression « la famille qui n'existe plus » se lit dans l'original allemand « *nicht mehr vorhandenen Angehörigen* ». Le verbe « vorhanden sein » peut signifier à la fois « exister » et « être présent ».

[650] S. Alvarez, P. Marais, *The Gas Vans. A Critical Investigation, op. cit*. p. 87-92.

Hanovre. Après les gazages, Schäfer a fait un rapport à Berlin en notant que les deux chauffeurs du 'camion spécial Saurer', Götz et Meyer, 'avaient accompli leur tâche spéciale'. Les archives de l'armée citées dans le jugement du procès Schäfer montrent que les victimes étaient des femmes et des enfants. La Serbie illustre donc comment une mentalité de représailles visant des cibles raciales a pu dégénérer en une politique de gazage de groupes raciaux ». (p. 125)

Les deux verdicts, contre Schäfer (Cologne, 20 juin 1953) et contre Friedrich Pradel, August Becker et Harry Weintritt (Hanovre, 7 juin 1966) ont été analysés par Alvarez et je renvoie à ses observations.[651] Pour ce qui me concerne, j'ai déjà expliqué au début les motivations et la valeur historiographique de ces « aveux ».

Le document PS-501 et ses annexes ont également été examinés de manière très approfondie par Alvarez, et je me fonde donc sur sa démonstration que ce document ne peut être authentique.[652]

Enfin, en affirmant que « les dossiers de l'armée cités dans le jugement du procès Schäfer montrent que les victimes étaient des femmes et des enfants », Harrison pousse sa source (note 166 à la p. 125) à l'extrême. Il indique :[653]

« Du rapport du général commandant du 20 décembre 1941, il résulte que 'jusqu'au 15 décembre 1941, 5 281 personnes seront amenées dans le camp pour juifs et Tziganes récemment créé'. Le rapport du 10 mars 1942 indique sous VI : Le 26 février, 5 780 personnes (principalement des femmes et des enfants) se trouvaient dans le camp pour Juifs de Semlin ».

Les autres documents cités mentionnent les variations d'effectifs du camp de Semlin ; aucun d'entre eux ne parle d'assassinats des détenus juifs.

Le cas de la Serbie illustre donc exclusivement des fusillades de juifs mâles en guise de représailles. En ce qui concerne les femmes et les enfants, la séquence des évènements ne comporte aucun aspect génocidaire :

- le 8 septembre 1941, Benzler propose de les transférer sur une île du Danube ;
- le 12 septembre, il réitère la suggestion de leur « déportation immédiate au Gouvernement général ou en Russie » ;
- le 2 octobre, Ribbentrop déclare qu'il est obligatoire de demander à Himmler de décider si ces juifs peuvent être transportés « pour les amener en Pologne orientale ou ailleurs » ;
- le 25 octobre, il est décidé que « les quelque 20 000 juifs restants (femmes, enfants et personnes âgées) ainsi qu'environ 1 500 Tziganes » seront détenus dans un ghetto à Belgrade afin d'être « déportés par voie fluviale vers les camps d'accueil à l'Est » plus tard,

---

651 *Ibid.*, pp. 180-184 et 207-215.

652 *Ibid.*, pp. 40-63

653 Die deutschen Strafverfahren wegen NS-Tötungsverbrechen. Ausgewählte Urteile. Lfd.Nr.362 (Ausschnitt). Die Tötung von jüdischen und nicht-jüdischen Serben in Belgrad. Gründe. in: www1.jur.uva.nl/junsv/Excerpts/362005.htm.

dès que les possibilités techniques seront disponibles « dans le cadre de la solution globale de la question juive » ;

- le 8 décembre 1941, Rademacher écrit la note suivante :[654]

« L'envoyé Benzler, qui se trouve actuellement à Berlin, m'a dit au téléphone : en ce qui concerne le plan de traitement ultérieur des Juifs serbes, un changement est intervenu par rapport à la conférence de Belgrade, dans la mesure où les Juifs ne seraient pas amenés sur une île serbe mais dans le camp de Semlin. L'île initialement prévue est maintenant submergée. Les Croates avaient accepté que les Juifs soient amenés à Semlin et que celui-ci fonctionne comme un camp temporaire. L'envoyé Benzler a donc demandé que les Juifs soient accueillis à l'Est dès que possible. J'ai répondu que cela ne serait pas possible avant le printemps, car dans un premier temps, la déportation des Juifs d'Allemagne devait avoir la priorité. Même au printemps, l'expulsion serait encore incertaine ».

Les juifs serbes (femmes et enfants) ont été affectés au camp de Selin, qui servait de « camp temporaire », terme synonyme de « *Durchgangslager* » (camp de transit), dans l'attente d'être envoyés « à l'Est ». Ce projet s'inscrit dans les véritables plans de déportation des juifs du Reich vers l'Est. Au printemps 1942, conformément au plan, le camp de Semlin a été progressivement évacué et, dans le même temps – si l'on se fie à la lettre de Turner – un « fourgon d'épouillage » y a été envoyé, manifestement pour désinfecter/désinfester les personnes censées être transférées. Quand cette suite logique d'évènements a-t-elle été interrompue ? Comment, quand, pourquoi et par qui aurait-on décidé de gazer ces juifs ? Aucune réponse n'a été apportée.

[94] *« La prise de décision dans l'Ostland a été initiée, comme on l'a vu plus haut, par la décision de Hitler en septembre 1941 selon laquelle les Juifs du Reich devaient être déportés en tant que mesure de représailles, ce qui signifie que leur vie était gravement menacée. »* (p. 125)

Harrison n'aborde cette question que partiellement afin de justifier son obsession pour la « décimation » en relation avec le concept des déportations « en tant que mesure de représailles ». En réalité, les principales motivations qui ont influencé la décision de Hitler de déporter les juifs du Reich vers l'Ostland étaient de nature interne (le manque de logements dû aux bombardements) et liées à des considérations de politique étrangère (la proposition de Rosenberg de déporter tous les juifs d'Europe centrale vers les territoires occupés de l'Est).[655]

[95] *« Il existe des preuves irréfutables que la mort de certains Juifs allemands déportés au RK Ostland a été décidée avant que la décision formelle de Hitler de tuer tous les Juifs d'Europe ne soit communiquée à la hiérarchie allemande en décembre. »* (p. 125)

---

[654] Die deutschen Strafverfahren wegen NS-Tötungsverbrechen. Ausgewählte Urteile. Lfd.Nr.673 (Ausschnitt). *« Alle Juden aus Europa! » Aus dem Urteil gegen den Legationsrat im Auswärtigen Amt, Franz Rademacher*, in: www1.jur.uva.nl/junsv/Excerpts/673004b.htm The original document is reproduced at: http://forum.axishistory.com/viewtopic.phpp=1664077#p1664077

[655] P. Witte, « Zwei Entscheidungen... », *op. cit.* pp. 44 et 47.

Il s'agit simplement d'une fantaisie de Harrison, pour la justification de laquelle il cite un livre sans aucune référence spécifique : « Andrej Angrick et Peter Witte, *The 'final solution' in Riga : exploitation and annihilation, 1941-1944*. Oxford : Berghahn, 2009 » (note de bas de page 167). À quelle page est-il écrit qu'une telle décision a été prise ? À part ici, ce livre n'apparaît que dans la bibliographie (p. 539), et doit donc être considéré comme un énième plagiat bibliographique.

> **[96]** *« La décision a été prise alors que Lohse était en visite à Berlin pour deux semaines à partir du mois d'octobre. Elle peut être déduite du fait que, le 27 octobre, Lange a dit à Lohse que les 'travaux essentiels' dans les camps n'avaient pas encore commencé et que d'autres dispositions pourraient être prises si les camps n'étaient pas prêts (d'autres dispositions étant le code pour la fusillade ou pour le dispositif de gazage dans le projet de Wetzel du 25 octobre) ».* (p. 125)

Dans la note de bas de page 168, Harrison cite la référence suivante : « Browning, Origins, 2004, p. 333, citant RK Ostland Vermerk, paraphé par Wetzel, 27.10.41 YVA, JM 3435 (YIVO Berlin Collection Occ E3- 30) ». Par conséquent, Browning affirme que la prétendue décision de tuer « certains Juifs allemands déportés au RK Ostland » a été prise avant l'ordre fatidique d'extermination générale. Je rapporte le passage correspondant du livre de Browning dans son contexte :[656]

> *« Le 11 octobre 1941, le commandant de l'Einsatzgruppe A, Stahlecker, informe le Generalkommissar de Lettonie, le Dr. Otto-Heinrich Drechsler, qu'il a besoin de matériaux pour la construction d'un grand camp de concentration destiné à accueillir les Juifs du Reich envoyés à Riga conformément à la volonté du Führer. Dix jours plus tard, le Sturmbannführer Rudolf Lange, de l'EK 2, précise qu'il s'agit de 25 000 Juifs dans un camp situé à l'extérieur de Riga. Trois jours plus tard, le 24 octobre, le Reichskommissar pour l'Ostland, Hinrich Lohse, et Drechsler rencontrent Lange pour discuter de la question. Lange insiste sur le fait qu'il n'a fait qu'agir conformément aux ordres de l'Obergruppenführer Heydrich. Il avait été chargé d'informer les autorités du Reichskommissariat Ostland, ce qu'il avait fait. Drechsler se plaint de ne pas avoir été informé dans le but de discuter de la question, mais d'avoir été simplement notifié après coup. En raison de la 'signification politique importante' de ces mesures, Lohse a ajouté qu'il avait l'intention de se rendre à Berlin le lendemain matin pour clarifier la question. En réponse à une question précise, Lange assura à Lohse que les 'travaux essentiels' du camp n'avaient pas encore commencé, de sorte qu'indépendamment de la construction du camp, d'autres décisions pouvaient être prises ».*

La note 90 figure à la fin de cette citation. Le texte de la page 520 est celui rapporté par Harrison. Ce n'est que par un impressionnant effort d'imagination qu'il peut « déduire » de cette citation une décision d'extermination.

---

[656] C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit*. pp. 332 sq.

[97] *« On peut en déduire que la lettre de Lange du 8 novembre, qui annonce la déportation de 25 000 Juifs chacun vers Riga et Minsk, révèle que cinq transports pourraient être envoyés à Kaunas. Lange et Lohse devaient savoir que Kaunas disposait d'un lieu de mise à mort (Fort IX), mais pas de camps de détention pour les Juifs. Les exécutions qui en résultent sont consignées dans le rapport Jäger :*

25.11.41 Kauen-F.IX 1 159 Juifs, 1 600 Juives, 175 enfants juifs (réinstallés de Berlin, Munich et Francfort-sur-le-Main) 2 934

29.11.41 Kauen-F.IX 693 Juifs, 1 155 Juives, 152 enfants juifs (réinstallés de Vienne et Breslau) 2 000'.

Le rapport de situation opérationnelle n° 151 de l'URSS établit un lien entre ces assassinats et une Aktion menée par Jeckeln à Riga le 30 novembre :

'Les trois premiers transports qui devaient arriver à Riga ont été envoyés à Kaunas. Le camp de Riga, qui doit accueillir environ 25 000 Juifs, est en cours de construction et sera achevé très prochainement. Entre-temps, la police SS supérieure de Riga, le SS-Obergruppenführer Jeckeln, a commencé une fusillade [de masse] le dimanche 30 novembre 1941. Il a fait sortir environ 4 000 Juifs du ghetto de Riga et d'un transport d'évacuation de Juifs en provenance d'Allemagne. L'action devait à l'origine être menée avec les forces du chef supérieur de la SS et de la police ; cependant, après quelques heures, 20 hommes de l'EK 2 qui avaient été envoyés sur place pour des raisons de sécurité ont également été utilisés pour la fusillade. » (pp. 125- 126)

Comme je l'ai déjà observé plus haut, Harrison donne l'impression de ne pas connaître le texte allemand du « Jäger report », dont il ne cite que des passages des traductions anglaises disponibles sur le Web. La source exacte est : RGVA, 500-1-25/1, p. 113a. Et, comme je l'ai également déjà noté, il semble n'avoir jamais vu les *Ereignismeldungen* (comptes rendus d'évènements), non plus. L'extrait qu'il cite est tiré du site *Holocaust Education & Archive Research Team*.[657] Dans ce cas également, je rapporte en premier lieu le texte original en allemand :[658]

« Die ersten 5[659] *Transporte, die nach Riga kommen sollten, wurden nach Kauen geleitet. Das Rigaer Lager, das zur Aufnahme von rd. 25.000 Juden dienen soll, ist z. Zt. im Entstehen und wird in kürzester Zeit fertiggestellt sein.*

Der Höhere SS- und Polizeiführer in Riga, SS-Obergruppenführer Jeckeln, hat inzwischen eine Erschießungsaktion in Angriff genommen und am Sonntag, dem 30.11.41, ca. 4.000 Juden des Rigaer Ghettos und eines Evakuierungstransportes aus dem Reich beseitigt. Die Aktion sollte ursprünglich mit eigenen Kräften des Höheren SS- und Polizeiführers durchgeführt werden, nach einigen Stunden wurden jedoch die zu Sicherungszwecken abkommandierten 20 Mann des EK 2 mit in der Aktion eingesetzt »

Traduit de l'anglais :

---

[657] *Operational Situation Report USSR No. 151*, in :
www.holocaustresearchproject.org/einsatz/situationreport151.html

[658] EM 151 du 5.1.1942. NARA, T 175/234, 2723503 (p. 14 du rapport).

[659] La traduction utilisée par Harrison dit, à tort, « trois ».

« Les cinq premiers transports qui devaient aller à Riga ont été dirigés vers Kauen. Le camp de Riga, qui doit accueillir environ 25 000 Juifs, est actuellement en construction et sera bientôt terminé.

Entre-temps, le chef supérieur des SS et de la police à Riga, le SS-Obergruppenführer Jeckeln, a lancé une action de fusillade et, le dimanche 30.11.41, environ 4 000 Juifs du ghetto de Riga et d'un transport d'évacuation du Reich ont été éliminés. L'action devait à l'origine être menée par les propres forces du chef supérieur de la SS et de la police, mais après quelques heures, les 20 hommes de l'EK 2 qui avaient été détachés à des fins de sécurité ont tout de même été employés dans l'action ».

Tout en ignorant la question de l'authenticité du rapport Jäger, il faut noter que deux fusillades à Kauen (Kaunas en lituanien, Kowno en polonais) sont mentionnées ici, qui concernaient les cinq transports de Juifs envoyés à cet endroit depuis le Reich, c'est-à-dire depuis Berlin (17 novembre), Munich (20 novembre), Francfort-sur-le-Main (22 novembre), Vienne (23 novembre) et Breslau (25 novembre), soit un total de 4 934 personnes. L'EM no. 151 parle quant à lui de la fusillade d'environ 4 000 personnes « du ghetto de Riga et d'un transport d'évacuation ». J'ajoute que ni le « rapport Jäger » ni l'*EM* 151 ne donnent de raisons à ces exécutions. Les *Ereignismeldungen* ne mentionnent d'ailleurs pas la fusillade des Juifs du Reich à Kaunas. Au contraire, comme nous l'avons déjà mentionné, un rapport ultérieur, daté du 3 juillet 1942, indique expressément que, depuis le Reich, « 25 103 Juifs [ont été] évacués dans 25 transports vers Riga et hébergés dans des camps ou des ghettos ».[660]

Ces fusillades à Kaunas restent donc à vérifier.

[98] *« Les assassinats ont été organisés au niveau local lors d'une réunion entre Peter Kleist et Jäger le 22 novembre. Le carnet de notes de Kleist confirme cette rencontre et certains des assassinats. »* (p. 126)

La source qu'il cite, « Gerlach, 'Wannsee Conference', pp. 768-69 » (note de bas de page 171), se réfère plutôt à la fusillade de Juifs lituaniens et non de Juifs allemands :[661]

« Trois jours avant le premier massacre, le Dr Peter Kleist, chef de section pour l'Ostland au sein du ministère du Reich pour les territoires occupés à l'Est (Ostministerium), a rencontré Karl Jäger, chef de l'Einsatzkommando 3 à Kaunas, et a exprimé sa satisfaction quant aux exécutions de Juifs lituaniens. Nous sommes donc en droit de conclure que le ministère de l'Est, qui avait été informé des transports, était d'accord avec le plan d'exécution des Juifs allemands qui devaient arriver à Kaunas ».

---

[660] Anlage zu den « Meldungen aus den besetzten Ostgebiete » Nr. 10 vom 3.7.1942. GARF, 500-1-775, p. 233.

[661] C. Gerlach, *The Wannsee Conference, the Fate of German Jews and Hitler's Decision in Principle to Exterminate All European Jews, op. cit.* pp. 767-768.

Le prétendu « plan d'exécution des Juifs allemands » est donc une simple spéculation de la part de Gerlach.

[99] *« L'entrée du 1er décembre [dans le carnet de Kleist] indique que Lohse était présent lors du massacre, la veille, de Juifs allemands et lettons à Riga. Lohse a volontairement admis qu'il avait assisté au massacre lorsqu'il a été interrogé par les autorités ouest-allemandes le 19 avril 1950. Le massacre de Riga a également été noté par Bernhard Lösener le 19 décembre 1941 ».* (p. 126)

La source de Harrison indique : « On m'a parlé de la fusillade de 10 000 Juifs allemands et lettons par les SS. Le commissaire du Reich en a été le témoin. »[662] Gerlach écrit à propos de Lösener : « Le 19 décembre, un rapport sur l'incident est parvenu au ministère de l'intérieur du Reich ; voir Bernhard Lösener, 'Als Rassereferent im Reichsministerium des Innern', VJZ9 (1961) : 264- 313. »663 [663] Voici le texte :[664]

« Peu avant Noël 1941, le conseiller municipal Feldscher est venu dans mon bureau et m'a raconté ce qu'une de ses connaissances fiables lui avait dit la veille en tant que témoin oculaire de meurtres de masse de Juifs allemands autour de Riga, en particulier de Juifs de Berlin. C'était tellement atroce que je m'abstiendrai de tout détail ».

Cela peut constituer une preuve d'une fusillade de juifs allemands à Riga, mais cela n'explique pas qui l'a ordonnée et pourquoi elle a été mise en œuvre, ni combien de victimes elle a fait.

[100] *« Himmler avait tardivement tenté d'éviter ce massacre en émettant un ordre de 'keine Liquidierung', peut-être parce que les exécutions n'avaient été autorisées explicitement que pour Kaunas, ou parce que les protestations locales contre les exécutions antérieures avaient incité Berlin à demander une pause. Dans tous les cas, la formulation 'keine Liquidierung' exprime clairement une exception qui reconnaît que des liquidations ont eu lieu ailleurs. »* (p. 126)

Harrison fait référence à « Dienstkalender, p. 278 (30.11.41) » (note de bas de page 172), une source qui est le résultat du plagiat habituel. Le document, comme on le sait, a été découvert par Irving et est disponible sur le Web.[665]

Richard Evans interprète la question comme suit :[666]

« Les preuves documentaires récemment disponibles suggèrent que la décision d'inclure les Juifs transportés depuis Berlin dans le massacre des Juifs de Riga a été prise localement, par Jeckeln. Bien que Himmler ait approuvé le massacre des Juifs de la Baltique, et l'ait même probablement ordonné, il n'avait pas encore donné d'ordre pour l'extermination des Juifs

---

662 *Ibid*, note de bas de page 40, p. 768.

663 *Ibid*, note 42, p. 769.

664 Werner Strauß, « Das Reichsministerium des Innern und die Judengesetzgebung », in : *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, Jg. 9, 1961, Heft 3, p. 310.

665 www.fpp.co.uk/Himmler/Note301141b.html

666 *Expert Report by Professor Richard Evans* pour le procès Irving v. Lipstadt, in :
www.phdn.org/negation/irving/EvansReport.pdf, p. 168.

transportés de Berlin à Riga. C'est ainsi qu'il appelle Heydrich le 30 novembre pour empêcher l'assassinat des Juifs berlinois à leur arrivée à Riga, à la lumière de l'assassinat des Juifs berlinois transportés à Kovno quelques jours plus tôt. Il s'agissait d'une démarche semi-publique qui allait susciter l'attention. Cependant, au moment de cette conversation téléphonique entre Himmler et Heydrich, les Juifs étaient déjà morts. Le lendemain du massacre, le 1er décembre 1941, Himmler s'entretient à nouveau avec Heydrich au sujet des exécutions de Riga. Le soir même, il adresse à Jeckeln, à Riga, le message suivant : 'Les Juifs qui ont été réinstallés sur le territoire de l'Ostland ne doivent être traités que conformément aux directives émises par moi ou par la direction de la sécurité du Reich en mon nom. Je punirai les initiatives individuelles et les infractions. Signé H. HIMMLER'. Il ne fait donc guère de doute que Jeckeln a agi de sa propre initiative le 30 novembre et que Himmler a non seulement tenté de l'en empêcher, mais qu'après avoir échoué, il s'est assuré que Jeckeln ne répéterait pas son action. De même, il ne fait guère de doute que Himmler ne s'est préoccupé que d'empêcher l'assassinat des Juifs transportés à Riga depuis l'ouest ; il a pleinement approuvé l'assassinat en masse des Juifs locaux à Riga à cette époque ».

Himmler appelle Heydrich par téléphone à Prague à 13h30. À ce moment-là, la prétendue fusillade du transport juif en provenance de Berlin aurait déjà eu lieu. L'interception britannique présentée par Evans se lit comme suit :

« N° 471, 4 décembre 1941, décode le trafic du 1er décembre 1941 : le point 24 (page 3) se lit comme suit :

'OEJ de DSQ SSD DSQ Nr 3 1930 2 Tle 175 71 SPK1 3742.

SS Obergruppenführer Jeckeln, commandant supérieur SS et police Ostland, Riga. Le Rf SS vous invite à une conférence avec lui le 4.12.41. Veuillez indiquer quand vous arriverez ici ou plutôt avec quel moyen de transport vous arriverez (en ce qui concerne votre prise en charge).

Signé Grothmann, SS Hauptsturmführer et adjudant ».

Immédiatement après, le point 25 se lit comme suit :[667]

« OEJ de DSQ DSAQ Nr 4 1930 2 Tle 177 75 DSPK1 3742

Au commandant supérieur des SS et de la police de l'Ostland, Riga.

À partir de maintenant, les Juifs réinstallés dans le territoire de l'Ostland doivent être traités uniquement selon mes directives ou selon les directives données par le Bureau principal de sécurité du Reich (RSHA) en mon nom. Je punirai les actes arbitraires et les contraventions.

Signé H. Himmler ».

Trois jours plus tard, le 4 décembre 1941, Leibbrandt envoie à Lohse une lettre ayant pour objet la « solution de la question juive », qui explique les « directives » susmentionnées :[668]

« Les évènements locaux du commissaire général à Riga concernant le transport de Juifs de l'Altreich vers Riga ainsi que la construction de camps pour les Juifs m'ont été transmis. Comme

---

667 Messages radio des unités SS et de police allemandes dans les archives britanniques, in : www.fpp.co.uk/Auschwitz/docs/PoliceDecodes.html.

668 GARF, 7445-2-145, p. 64.

le SS-Obergruppenführer Heydrich l'a indiqué lors d'une conférence il y a quelques jours, le camp pour Juifs qui devait être construit dans les environs de Riga sera situé dans la région de Pleskau [Pskov] *».*

Browning commente :

« Les preuves sont confuses. Si les tueries de Kaunas représentaient un moment où Himmler avait ordonné la mise à mort de tous les transports suivants, mais qu'il a soudainement changé d'avis le 30 novembre, pourquoi était-il en colère contre Jeckeln pour avoir fidèlement exécuté des ordres qui n'avaient pas encore été annulés ? Si les meurtres de Kaunas représentaient un cas particulier et que Jeckeln n'avait pas reçu l'ordre de détruire le transport de Berlin, comment se fait-il que Himmler et Heydrich aient même eu l'idée, le 30 novembre, de discuter de la 'non liquidation' de ce transport en particulier ? »

Il émet ensuite l'hypothèse que la confusion ne concernait que le transport en question en provenance de Berlin, concluant :[669]

« Ce n'est qu'une spéculation, mais les répercussions des meurtres de Kaunas ont peut-être donné à Himmler un temps pause ».

Mais pourquoi cette « pause » n'aurait-elle concerné que ce transport ? Selon la logique holocaustique orthodoxe, à la fin du mois de novembre 1941, il existait déjà un ordre d'extermination, ou une pratique locale d'extermination, que l'appel téléphonique de Himmler aurait perturbé ; dans ce cas, l'exception de Himmler se serait appliquée au « transport juif de Berlin », tandis que tous les transports ultérieurs auraient dû être exterminés, mais cela ne s'est pas produit.

Butz estime que l'expression « *keine Liquidierung* » « s'applique au transport lui-même, de sorte que la liquidation doit être comprise dans le sens d'une 'annulation' ou d'un 'démantèlement' du transport ». Cette position était probablement justifiée, puisque les cinq premiers transports dirigés vers Riga furent redirigés vers Kauen en raison de difficultés logistiques, tandis que celui du 30 novembre 1941 fut le premier à atteindre Riga.[670]

[101] *« On peut en déduire trois raisons pour lesquelles Lohse a insisté pour que les Juifs du Reich soient tués. Premièrement, les camps d'accueil de Riga qui avaient été promis pour ces Juifs n'étaient pas prêts. Deuxièmement, Lohse et ses collègues pensaient que les camps auraient dû être installés plus à l'est. Troisièmement, le groupe d'armées Centre était susceptible de s'opposer aux déportations, et c'est précisément ce qui s'est produit dans le cas des 25 000 Juifs qui devaient être déportés à Minsk. »* (p. 126)

Il s'agit en fait de difficultés qui confirment l'interprétation de Butz.

[102] *« Le 20 novembre, à l'instigation de von Greiffenberg, le Wehrmachtbefehlshaber Ostland (Walter Braemer) se plaint que 'l'afflux de Juifs allemands, bien plus intelligents que le gros de la population biélorusse, constitue un grave danger pour la pacification de la Ruthénie*

669 C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit.* pp. 396-397.

670 A. Butz, *Keine Liquidierung*, in : http://codoh.com/node/200.

blanche, dont la population juive est composée de bolcheviques capables de toute attitude hostile et anti-allemande'. » (pp. 126-127)

Harrison se réfère à Hilberg (« Hilberg, Destruction, Vol. 2, 2003, p. 366 », note 173), mais ce document est également cité dans notre étude sur Treblinka.[671] Le document original dit :[672]

« Selon un rapport de la 707e division, 25 000 Juifs allemands doivent être transportés d'Allemagne en Ruthénie blanche, dont apparemment 3 000 sont destinés à Minsk et 1 500 sont déjà arrivés de Hambourg.

L'afflux de Juifs allemands, dont l'intelligence est de loin supérieure à celle de la masse de la population de la Ruthénie blanche, représente un grand danger pour la pacification de la Ruthénie blanche ».

[103] *« Suite à ces protestations, les déportations de l'ancien Reich vers Minsk ont cessé le 28 novembre, et seuls 7 000 des 25 000 Juifs ont été transportés. Cet incident démontre, en miniature, pourquoi la Wehrmacht n'aurait jamais consenti à la réinstallation de Juifs en URSS. »* (p. 127)

Harrison interprète mal les faits et les documents qu'il reprend de notre livre sur Treblinka, notamment l'arrivée à Minsk de 7 000 Juifs du Reich. En réalité, comme cela est bien documenté, l'opposition à ces transports n'était due qu'aux conditions désastreuses qui régnaient à Minsk à l'époque.[673] Une fois que ces conditions se sont améliorées, les transports ont repris et, entre mai et novembre 1942, au moins 28 transports de Juifs du Reich sont arrivés à Minsk.[674]

[104] *« Le principal administrateur de Minsk, Kube, a envoyé une lettre à Lohse le 16 décembre 1941, notant que les Juifs du Reich allaient mourir de froid à Minsk, et demandant à Lohse d'ordonner leur mise à mort par une méthode plus humaine. »* (p. 127)

La source citée par Harrison est « Kube an Lohse, 16.12.41, fac-similé dans Max Weinrich, *Hitler's Professors*, New York, 1946, p. 153 sqq. ». (note 174 de la page 127). Il s'agit d'un énième « copier-coller ». Sa véritable source est manifestement Gerlach, qui reproduit le document avec quelques omissions. La dernière partie se lit comme suit :

« Je peux être dur et je suis prêt à aider à résoudre la question juive. Mais les individus issus de notre propre milieu culturel ne sont pas les mêmes que les hordes animales de ces régions. Voulez-vous vraiment que je demande aux Lituaniens et aux Lettons de massacrer ces gens ? Je ne pourrais pas le faire. Je vous demande donc, en gardant à l'esprit la réputation du Reich et de notre parti ici, de donner des directives claires indiquant la manière la plus humaine d'accomplir ce qui est nécessaire ».

---

671 *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.*, p. 197.

672 GARF, 7445-2-145, p. 60.

673 *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.*, pp. 198 sq.

674 *Ibid*, pp. 200-201.

La source indiquée par Gerlach et plagiée par Harrison est la suivante : « Kube à Lohse, 16 décembre 1941, reproduit en fac-similé dans Max Weinrich, Professors (New York, 1946), pp. 153 et suivantes ».[675] Ceci n'apparaît que dans la note de bas de page susmentionnée et dans la bibliographie du « Manifeste du copier-coller ». (p. 563).

Il est important de lire ce texte dans son intégralité :[676]

« Mon cher Hinrich,

Je souhaite vous demander personnellement une directive officielle pour la conduite de l'administration civile à l'égard des Juifs déportés d'Allemagne en Biélorussie. Parmi ces Juifs, il y a des hommes qui ont combattu au front [pendant la Première Guerre mondiale] *et qui ont la Croix de fer, de première et de deuxième classe, des invalides de guerre, des demi-aryens, voire des trois-quarts d'aryens. Jusqu'à présent, seuls 6 000 à 7 000 Juifs sont arrivés, sur les 25 000 attendus. Je ne sais pas ce qu'il est advenu des autres. Au cours de plusieurs visites officielles dans le ghetto, j'ai constaté que parmi ces Juifs, qui se distinguent des Juifs russes par leur propreté personnelle, il y a aussi des ouvriers qualifiés capables de faire cinq fois plus de travail en une journée que les Juifs russes.*

Ces Juifs vont probablement mourir de froid ou de faim dans les semaines à venir. Ils représentent pour nous une terrible menace de maladie, car ils sont naturellement aussi exposés que nous, Allemands du Reich [Reichsdeutsche]*, aux vingt-deux épidémies qui sévissent en Biélorussie. Le sérum n'est pas disponible pour eux.*

Sous ma propre responsabilité, je ne donnerai au SD aucune instruction concernant le traitement de ces personnes, bien que certaines unités de la Wehrmacht et de la police aient déjà un œil sur les possessions des Juifs du Reich. Sans rien demander, le SD a déjà simplement pris 400 matelas aux Juifs du Reich et a également confisqué diverses autres choses. Je suis certainement un [homme] *dur et prêt à aider à résoudre la question juive, mais les gens qui viennent de notre propre sphère culturelle ne sont tout simplement pas les mêmes que les hordes brutales de cet endroit. Le massacre doit-il être effectué par les Lituaniens et les Lettons, qui sont eux-mêmes rejetés par la population d'ici ? Je ne pourrais pas le faire. Je vous prie de donner des directives claires* [à ce sujet]*, en tenant compte de la bonne réputation de notre Reich et de notre Parti, afin que les mesures nécessaires puissent être prises de la manière la plus humaine possible. »*

Noter également le texte allemand de la dernière partie de la lettre.[677]

L'assassinat des déportés était donc une simple possibilité, dictée par une sorte de politique d'euthanasie, pour laquelle Kube attendait « une directive officielle » de Lohse, dont la réponse n'est pas connue. De toute évidence, Kube

---

[675] C. Gerlach, *The Wannsee Conference, the Fate of German Jews and Hitler's Decision in Principle to Exterminate All European Jews, op. cit.* note 60 à la p. 773.

[676] Zvi Gitelman (ed.), *Bitter Legacy. Confronting the Holocaust in the USSR*, Indiana University Press, 1997, pp. 269f.

[677] Klaus Wedemeier, *Mut zum Erinnern. Gegen das Vergessen*. Donat Verlag, Bremen, 1994, p. 8.

n'avait pas connaissance d'un quelconque ordre d'extermination des juifs de la part de Hitler.

[105] *« Kube fit une autre demande voilée le 6 février 1942, lorsqu'il nota que 'le sol de la Russie blanche étant gelé jusqu'à une profondeur de deux mètres, d'autres possibilités n'étaient pas non plus disponibles' ».* (p. 127)

Je replace la citation, tirée de Browning, dans son contexte :[678]

« Lohse réprimande Janetzke pour ne pas avoir suivi les directives et dit à Kube que le quota du RSHA pour Minsk est encore de 25 000 Juifs. Pour le moment, même ces derniers ne peuvent être envoyés en raison des difficultés de transport. Une fois ces difficultés surmontées, Minsk doit compter sur l'arrivée de ces Juifs. Kube a défendu la présentation de Janetzke de la situation à Minsk. On ne peut pas héberger soudainement 25 000 personnes dans une ville détruite à 80 %. De plus, 'le sol de la Russie blanche étant gelé jusqu'à une profondeur de deux mètres, il n'y avait pas non plus d'autres possibilités'. En fait, les transports vers Minsk n'ont repris qu'en mai 1942, lorsque le sol n'était plus gelé ».

Le document original indique à cet égard ce qui suit :

« Étant donné que 80 % de la ville de Minsk est en ruines, les objections formulées par le commissaire de la ville, Gauamtsleiter Janetzke, par la voie officielle, étaient non seulement justifiées, mais aussi justifiées par le devoir. Il n'est pas possible d'accueillir soudainement 25 000 personnes dans une ville détruite, et comme le sol de la Ruthénie blanche est gelé jusqu'à une profondeur de 2 mètres, il n'y a pas d'autres possibilités, selon un rapport de mon service de sécurité ».

À la fin, Kube en appelle, comme argument supplémentaire, à la tragique « situation alimentaire » et conclut : « Mais il va de soi que l'ordre de M. le ministre du Reich sera exécuté ».[679] Dans une lettre du 5 janvier 1942 adressée à Rosenberg, le commissaire de la ville de Minsk, Wilhelm Janetzke, avait déjà soulevé cette objection à l'encontre de l'« évacuation des Juifs d'Allemagne vers Minsk », déclarant :[680]

« Au cas où cela ne serait plus possible, j'ai le regret de devoir déclarer dès aujourd'hui que je :

1. n'assumerai ni la responsabilité de l'hébergement de ces Juifs, ni

2. la responsabilité de leur alimentation ».

L'ordre d'« évacuation » ne visait pas à l'extermination, car Kube a en fait *menacé* de tuer précisément pour s'y *opposer* ; au niveau local, ces meurtres ne s'inscrivaient pas dans une politique déclarée d'extermination des Juifs parce qu'ils étaient juifs, mais étaient dictés par les circonstances.

---

678 C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit*. p. 394.

679 GARF, 7445-2-145, p. 72. Cfr. *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp ? op. cit.* p. 198 et sq.

680 GARF, 7445-2-145, pp. 65-66.

[106] *« Cela faisait écho à la note, citée plus haut, faite par Hofmann une semaine auparavant, déclarant que 'le sol est trop gelé pour creuser des fosses qui seraient alors disponibles comme fosses communes pour les Juifs' mais que 'au printemps, des exécutions à grande échelle seraient à nouveau lancées' ».* (p. 127)

La source indiquée par Harrison est la suivante : « Protokoll über den Hergang der Hauptabteilungsleiter- und Abteilungsleiterbesprechung am 29.1.42, NARB 370-1-53, p. 165 » (note 176 à la p. 127). Un autre « copier-coller », puisque la citation et la source sont en fait tirées de Browning, qui écrit :[681]

« Comme l'a expliqué le SS-Sturmbannführer Hofmann, chef du service de sécurité à Minsk, lors d'une réunion de fonctionnaires de l'administration civile :

Actuellement, une liquidation complète des Juifs n'est pas possible en raison du gel, car le sol est trop gelé pour creuser des fosses qui serviraient alors de fosses communes pour les Juifs.

Une éradication complète des Juifs n'est pas non plus possible, car on a encore besoin de travailleurs dans les rangs des Juifs.

Néanmoins, Hofmann assurait à ses auditeurs qu''au printemps, des exécutions à grande échelle seraient à nouveau lancées' ».

Dans une note de bas de page, Browning indique la source (« Central State Archives,[682] Minsk, 1370-1-53 ») et le texte allemand avec un commentaire :[683]

« (Eine restlose Liquidierung der Juden sei zur Zeit wegen des Frostes nicht möglich, da die Erde zu stark gefroren sei, um Gruben ausheben zu können, die dann als Massengräber für die Juden zur Verfügung stehen. Eine völlige Ausmerzung der Juden sei auch deshalb nicht möglich, weil aus den Reihen der Juden immer noch Arbeitskräfte benötigt werden. … Im Frühjahr werde jedoch wieder mit starken Exekutionen begonnen werden.) Selon le dictionnaire Langenscheidts, 'ausmerzen' a un sens littéral (dans le contexte du jardinage) de 'éliminer, sarcler' et des sens figurés de 'éradiquer, effacer', 'éliminer', 'expurger, rayer' et 'se défaire, rejeter'. Dans ce contexte, il est clair que 'Ausmerzung' est synonyme de 'Liquidierung' ou 'liquidation' et doit donc être traduit par 'éradication' ou 'élimination'. »

J'accepte l'intention apparaissant dans les deux documents mentionnés ci-dessus de tuer les Juifs déportés du Reich. Les documents examinés ci-dessus montrent qu'il s'agit d'une initiative locale dictée par les circonstances, mais cela contraste avec le prétendu ordre d'extermination totale donné par Hitler à la mi-décembre 1941. Je reviendrai sur cette question ultérieurement.

[107] Harrison résume ensuite les transports d'Allemagne vers la Biélorussie et la région baltique, citant dans ce contexte un passage du « Rapport du

---

[681] C.R. Browning, *Evidence for the Implementation of the Final Solution, op. cit.* p. 7.

[682] NARB est l'acronyme de « Natsionalnii Archiv Respubliki Belarus », les archives nationales de la République de Russie blanche [Biélorussie]. J'expliquerai plus loin pourquoi Harrison a utilisé cet acronyme et non la dénomination « Central State Archives ».

[683] C.R. Browning, *Evidence for the Implementation of the Final Solution, op. cit.* note 51, p. 31.

Hauptmann Salitter de la police de sécurité sur le transport de Juifs de Düsseldorf à Riga ; Düsseldorf, 11.12.41, T/303 » (note 178 à la p. 127) :

> *« À 12 h 10, le train a quitté Konitz. Le voyage s'est poursuivi via Dirschau, Marienburg, Elbing jusqu'à Koenigsberg Pr. À 1 h 50, le train s'est rendu à Tilsit.*
>
> *À 5 h 15, il atteint la gare frontalière de Laugszargen et, 15 minutes plus tard, la gare lituanienne de Tauroggen ».* (p. 127)

La référence est correcte, mais la citation est clairement tirée du site Web de l'*Holocaust Education & Archive Research Team*[684], un autre travail de « copier-coller » où Harrison n'a même pas pris la peine de séparer le trait d'union du mot « station ». En outre, cette citation contient des omissions non justifiées. Après « Koenigsberg Pr. » (manifestement Königsberg), le texte allemand comporte dix lignes supplémentaires. Ensuite apparaît la phrase « À 1 h 50, il s'est rendu à Tilsit ». Après six lignes, on trouve une phrase commençant par « *Um 5,15 Uhr* » (à 5h15). Le terme que la source de Harrison traduit par « frontière-station » est « *Grentstation* » [sic],[685] c'est-à-dire « *Grenzstation* » (gare frontalière).

> **[108]** *« La situation politique à Minsk était tendue. La planification à partir de mars 1942 est un sujet d'hostilité entre Kube et Strauch. Le 25 juillet 1943, Strauch rédige un rapport à von dem Bach qui décrit cette période, se plaignant que 'le Gauleiter a utilisé ses connaissances pour sauver ses Juifs' ».* (p. 128)

Dans la note 179, Harrison fait référence à « Strauch an von dem Bach, 25.7.43, BA NS19/1770, pp.15-27, also NO-2662, NO-4315 and NO- 4317 ». Il est clair qu'il a repris la citation d'un post de David Thompson sur le Axis History Forum le 22 novembre 2004 (« À l'époque, il n'était pas possible de prouver ces incidents. Il est clair, cependant, que le Gauleiter a utilisé ses connaissances pour sauver son juif »)[686] et de la source archivistique de Gerlach ; « ...dans le rapport de Strauch, Abwehroffizier du chef des unités antipartisanes du Reichsführer-SS, à son superviseur, von dem Bach-Zelewski, 25 juillet 1943, BA NS 19/1770, fols. 15-27 (publié dans Helmut Heiber, 'Aus den Akten des Gauleiters Kube', VJZ4 [1956] : 67-92) »[687] ; Thompson tire sa citation de « Ernst Klee, Willi Dressen et Volker Riess (éd.), 'The Good Old Days : The Holocaust as Seen by its Perpetrators and Bystanders', Free Press, New York : 1991, pp. 183-194. »

Harrison a admis à l'origine qu'il l'avait tiré du post de Thompson sur le AHF :[688]

---

[684] *The Killings at Riga*, in : www.holocaustresearchproject.org/ghettos/riga.html.

[685] T/303, pp. 5-6. Transcription du document dans : Raul Hilberg, *Sonderzüge nach Auschwitz*, Dumjahn Verlag, Mainz, 1981, pp. 134 sq.

[686] http://forum.axishistory.com/viewtopic.php?p=581842#p581842

[687] C. Gerlach, « The Wannsee Conference », *op. cit.* note 45, p. 770.

[688] Holocaust Controversies blog, May 13, 2008,
http://holocaustcontroversies.blogspot.com/2008/05/eduard-strauch.html

« Le rapport est reproduit dans son intégralité sur le site Axis History Forum ici. Le rapport comprend le paragraphe révélateur suivant. »

Le rapport en question est le document NO-2262. La source littéraire indiquée par Gerlach le reproduit intégralement sur 12 pages[689] ; Harrison, quant à lui, se limite à neuf mots !

[109] Après avoir mentionné la visite de Heydrich à Minsk en avril 1942, Harrison écrit :

« Cette visite fut suivie peu après par le début des déportations d'Autriche, d'Allemagne et du Protectorat vers la Ruthénie blanche de la GK, vers le site de mise à mort de Maly Trostinets. Il s'agit d'au moins dix-sept transports qui partent entre mai et octobre 1942. » (p. 128)

Il mentionne ici la source d'archives suivante : « See the file of Haupteisenbahndirection Mitte, NARB 378-1-784 » (note 181, p. 128). Cette source est tirée de notre livre sur Treblinka, où nous avons observé :[690]

« Certains documents concernant les transports vers Minsk se trouvent dans les Archives nationales de la République de Russie blanche (Natsionalni Archiv Republiki Belarus, NARB) sous le numéro d'inventaire 378-1-784. »

Gerlach le mentionne à propos d'un cas particulier comme suit : « Bureau de contrôle des chemins de fer de Minsk, télégramme du service ferroviaire, 7 mai 1942, ZStA Minsk 378-1-784, fol. 64. »[691] Harrison l'a cependant repris de notre référence. C'est la raison pour laquelle il a adopté l'acronyme NARB au lieu de « Central State Archives » lorsqu'il a plagié ce livre ainsi que d'autres.

[110] *« Un autre transport est détourné vers Baranovichi et liquidé le 31 juillet 1942. »* (p. 128)

Dans la note de bas de page 182, Harrison écrit : « KdS Minsk an HBD Mitte, 31.7.42, gez. Heuser, NARB 378-1-784 ; cf. Yehuda Bauer, 'Jewish Baranowicze in the Holocaust', Yad Vashem Studies, 31, 2003, pp. 95- 152 ; JuNSV Bd. XIX, Nr. 552 ». Sa source dit :

« Nous disposons maintenant d'informations assez précises sur ce train : son numéro était Da 221, et il a quitté Theresienstadt le 28 juillet 1942, avec 999 personnes à bord. Des documents allemands attestent de l'utilisation de deux fourgons à gaz lors de cette tuerie. Les Juifs de Theresienstadt ont été assassinés à Baranowicze parce que le jour de leur arrivée dans la région, le 31 juillet, était le dernier jour de l'Aktion à Minsk, et que les Allemands ne voulaient pas que le train continue à cet endroit. »

---

689 Helmut Heiber, « Aus den Akten des Gauleiter Kube », in : *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, 4 Jg., 1956, Heft 1, pp. 80-92. La citation de Harrison est p. 87 : « Il est cependant certain que le Gauleiter a utilisé ses connaissances pour sauver ses Juifs ».

690 *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.*, note 568 à la p. 199.

691 C. Gerlach, *The Wannsee Conference, the Fate of German Jews and Hitler's Decision in Principle to Exterminate All European Jews, op. cit.* note 210 p. 804.

Dans la note de bas de page, Bauer donne la référence suivante :[692]

« Voir YVS, M.41/2229, une lettre de l'Obersturmbannführer Dr. Heuser de la Sipo de Minsk à la direction des chemins de fer de la 'Ruthénie blanche', 31 juillet 1942 : 'Aus technischen Gründen (wurde Ustrmführer [sic]*) Amelung angewiesen bereits in Baranowitsche auszuladen.'* ['Pour des raisons techniques, l'Usturmführer Amelung a reçu l'ordre de décharger dès Baranowitsche']. *À peu près à la même époque, 100 Juifs dans un autre train (on ne sait pas lequel) sont arrivés au camp de Kołdyczewo en provenance de Theresienstadt. »*

Comme cela ressort également de Gerlach, l'assassinat des personnes à bord de ce transport n'est pas étayé par des documents, mais simplement par des enquêtes soviétiques et polonaises.[693] L'histoire des « fourgons à gaz » trouve son origine dans des témoignages d'après-guerre, dont aucun n'est unanime. Bauer déclare :[694]

« Les Juifs ont été forcés de se déshabiller et ont ensuite été tués sur place dans des fourgons à gaz (ou par des policiers biélorusses ou lituaniens, selon Lewinbok) ».

Dans la note 182, Harrison commet un double plagiat : « KdS Minsk an HBD Mitte, 31.7.42, gez. Heuser » est tiré de Gerlach, qui mentionne cette source : « KdS Weißruthenien (Heuser) an HBD Mitte v. 21.7.1942 »[695] ; « NARB 378-1-784 » provient plutôt de Longerich, avec le changement de nom habituel et astucieux de Harrison : « StA Minsk, 378-1-784. »[696]

La question du « site de mise à mort de Maly Trostinets » sera examinée par Thomas Kues au chapitre 7.

[111] *« La visite de Heydrich a également coïncidé avec une nouvelle vague d'assassinats dans d'autres parties du GK. Ainsi, Kube rapporte le 31 juillet 1942 que 'nous avons liquidé environ 55 000 Juifs en Biélorussie au cours des dix dernières semaines', y compris les 'Juifs incapables de travailler, qui ont été envoyés à Minsk en novembre de l'année dernière sur ordre du Führer, principalement de Vienne, Bruenn, Brême et Berlin' ».* (p. 128)

Harrison se réfère à « Kube an Lohse, 28.7.42, PS-3428 » (note de bas de page 183, p. 128). Les deux citations sont reprises mot pour mot de la traduction anglaise du document qui figure dans une anthologie de 1981[697] et qui n'est jamais mentionnée dans le « Manifeste du copier-coller ». Les phrases citées par

---

[692] Y. Bauer, « Jewish Baranowicze in the Holocaust », in : *Yad Vashem Studies*, 31, 2003, p. 120.

[693] C. Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit.* note 1393 à la p. 759.

[694] Y. Bauer, *Jewish Baranowicze in the Holocaust, op. cit.* p. 119. Le docteur Zelig Lewinbok était médecin de campagne médecin de campagne du camp de Kołdyczewo à partir du 1er septembre 1942. *Ibid*, p. 127.

[695] C. Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit.* note 1393 à la p. 759.

[696] P. Longerich, *Holocaust. The Nazi Persecution and Murder of the Jews, op. cit.* note 46 p. 546.

[697] Yitzhak Arad, Yisrael Gutman, Abraham Margaliot (éds.), *Documents on the Holocaust. Selected Sources on the Destruction of the Jews of Germany and Austria, Poland, and the Soviet Union*, Yad Vashem, Jérusalem, 1981, pp. 411 sqq.

lui doivent être lues dans le contexte de la lettre en question, qui est datée du 31 juillet 1942 :[698]

« Lors de chaque rencontre avec les partisans en Ruthénie blanche, il a été établi que dans l'ancienne partie soviétique du district général ainsi que dans l'ancienne partie polonaise, les Juifs, le mouvement de résistance polonais à l'Est et les hommes de l'Armée rouge de Moscou sont les piliers du mouvement partisan. De ce fait, et compte tenu du danger pour l'ensemble de l'économie, le traitement des Juifs en Ruthénie blanche est une question essentiellement politique qui, par conséquent, ne doit pas être résolue en fonction d'aspects économiques mais politiques. Au cours de consultations approfondies avec le SS Brigadefuehrer Zenner et le très compétent chef du SD, le SS Obersturmbannfuehrer Dr. jur. Strauch, nous avons découvert que nous avions liquidé environ 55 000 Juifs en Ruthénie blanche au cours des dix dernières semaines. Dans la région de Minsk-Land, les Juifs ont été complètement exterminés, sans que la répartition de la main-d'œuvre ne soit compromise de quelque manière que ce soit. Dans la région polonaise de Lida, 16 000 Juifs ont été liquidés, à Slonim 8 000 Juifs, etc. Les préparatifs de la liquidation des Juifs dans la région de Glebokie ont été complètement interrompus par l'action arbitraire de la zone de l'arrière-armée, qui a déjà été signalée à votre bureau. Dans la zone de l'arrière-armée – je n'ai pas été contacté – 10 000 Juifs ont été liquidés alors que nous avions prévu de les exterminer de toute façon. Dans la ville de Minsk, environ 10 000 Juifs ont été liquidés les 28 et 29 juillet, dont 6 500 Juifs russes – principalement des vieillards, des femmes et des enfants – le reste étant constitué de Juifs inaptes au travail, dont la plupart avaient été envoyés à Minsk depuis Vienne, Brno, Brême et Berlin en novembre de l'année précédente sur ordre du Führer.

La région de Slutsk est également débarrassée de plusieurs milliers de Juifs. Il en va de même pour Novogrudok et Vileika. Des mesures radicales restent à prendre pour Baranovichi et Hanzevichi. Dans la seule ville de Baranovichi, environ 10 000 Juifs vivent encore, dont 9 000 seront liquidés le mois prochain. Dans la ville de Minsk, 2 600 Juifs originaires d'Allemagne ont été laissés sur place. En outre, les 6 000 juifs et juives encore en vie ont travaillé, pendant l'action, dans les unités qui les employaient auparavant. Même à l'avenir, c'est à Minsk que la main-d'œuvre juive sera la plus nombreuse, car la centralisation des industries d'armement et le fardeau des chemins de fer l'exigent pour le moment. Dans toutes les autres régions, le nombre de Juifs utilisés pour le travail par le SD et moi-même sera fixé à 800 à l'extérieur, mais à 500 si possible, de sorte qu'après l'achèvement de l'action, il restera 8 600 Juifs à Minsk et environ 7 000 dans les 10 territoires restants, y compris le territoire de Minsk-Land, qui est déjà exempt de Juifs. Le danger que les partisans obtiennent à l'avenir un soutien important de la part des Juifs aura alors cessé d'exister ».

Les massacres, même dans leur brutalité, sont donc motivés par la guerre anti-partisane et non par un ordre d'extermination des juifs parce qu'ils sont juifs.

[112] *« L'assassinat d'un grand nombre de ces Juifs déportés s'est fait dans des fourgons à gaz. Cela a été précisé dans un télex du 15 juin 1942 :... »* (p. 129)

[698] PS-3428. NMT, vol. IV, pp. 192-193.

Ce qui est cité ensuite est un « télégramme » qui fait partie de la série de textes constituant le document PS-501, que j'ai déjà mentionné plus haut. Il a été analysé par Alvarez, qui le considère comme une probable falsification américaine. Il observe entre autres que le document en question mentionne deux « fourgons à gaz » de la marque Diamond, une société américaine, et il remarque que l'Allemagne n'aurait pas obtenu de pièces de rechange pour ces véhicules après l'entrée en guerre des États-Unis.[699] Dans une « note » datée de « *Berlin, den 29. Januar 1942* », il est question d'une « voiture de tourisme de la marque Nash » :

> *« La voiture de tourisme est d'une marque américaine originale ... de plus, il faut considérer que l'approvisionnement en pièces détachées pour cette voiture est totalement hors de question ».*

L'entrée en guerre des États-Unis, le mois précédent, en était manifestement la cause. La note en question porte le code de signature d'identification II D 3a, le Referat II D 3a « *Kraftwesen der Sicherheitspolizei* » (« parc automobile de la police de sécurité ») du RSHA et la signature manuscrite de Rauff, chef du « *Gruppe II D 3* »[700], qui, selon l'historiographie orthodoxe de l'holocauste, avait construit le prototype du « fourgon à gaz ».[701] Comment peut-on sérieusement croire que Rauff aurait ensuite autorisé la transformation de véhicules Diamond américains en « fourgons à gaz » ?

Les témoignages présentés par Harrison à la page 129 sont clairement basés sur le document PS-501 et sur la littérature holocaustique orthodoxe qui s'y réfère.

> **[113]** *« Outre le gazage, les Allemands continuèrent à fusiller des milliers de Juifs. Strauch avait parlé de 'réinstallation', d''évacuation' et de 'fosses' dans son* Einsatzbefehl *du 5 février 1943, pour l'extermination des Juifs de Slutsk. »* (p. 130)

Il s'agit de la référence suivante : « Kommandeur der Sicherheitspolizei Weißruthenien, Einsatzbefehl v. 5.2.43 » (note 190 de la p. 130). Il ne fait aucun doute que dans ce contexte particulier « *Evakuierung* » équivaut à fusillade, tout comme le terme « *Sonderaktion* » figurant dans le document.[702] Mais le sens de ces termes doit en fait résulter à chaque fois du contexte.

> **[114]** *« En résumé, les massacres localisés à Chelmno, en Serbie et à Minsk ont donc contribué à amener la technologie du gazage au centre de la Solution finale grâce à l'utilisation de camionnettes à gaz. Les exigences des autorités locales en matière d'éradication des Juifs ont donné un nouvel élan à la recherche de solutions de mise à mort qui ont ensuite alimenté la*

---

[699] Santiago Alvarez, Pierre Marais, *The Gas Vans. A Critical Investigation, op. cit.* p. 59.

[700] NARA, 175-254-2747313-14.

[701] C. Mattogno, *Chelmno. A German Camp in History..., op. cit.* p. 14.

[702] Un vaste extrait de ce document a été publié dans : Helmut Krausnick, Hans-Heinrich Wilhelm, *Die Truppen des Weltanschauungskrieges. Die Einsatzgruppen der Sicherheitspolizei und des SD 1938-1942*, Deutsche Verlags Anstalt, Stuttgart, 1981, pp. 582 sq.

radicalisation de la Solution finale à l'échelle de l'Europe par l'utilisation des technologies de gazage. La réponse de Mattogno à cette masse de preuves est d'en ignorer la plupart et de déformer systématiquement les autres. Par exemple, il cite la lettre de Kube à Lohse du 6 février 1942, mais omet le passage clé selon lequel 'le sol de la Russie blanche étant gelé jusqu'à une profondeur de deux mètres, il n'y avait pas d'autres possibilités.'» (p. 130)

Je commencerai par la fin. J'ai mentionné le document en question dans une section intitulée « Direct Transports of Jews to the Eastern Territories ».[703] Les menaces de Kube, comme je l'ai montré plus haut, ne réfutent pas la politique de déportation vers l'Est. Je reviendrai ultérieurement sur ce sujet essentiel. En ce qui concerne la prétendue « masse de preuves », j'ai amplement démontré que c'est Harrison qui déforme systématiquement la réalité – en recourant plus d'une fois au plagiat systématique – afin d'essayer de créer un dossier qui, à partir du prétendu ordre du Führer de décembre 1941, en passant par les « fourgons à gaz » non prouvés, tente d'expliquer et de résoudre d'un point de vue historiographique le grave problème des « chambres à gaz ».

Le problème fondamental est de savoir si des exécutions de juifs ont eu lieu en Serbie et au *Reichskommissariat Weißruthenien* sur la base d'un ordre spécifique d'extermination de juifs parce qu'ils étaient juifs. (Je ne prends pas en compte Chełmno car Harrison n'a pas apporté de preuves d'exécutions dans ce camp). Ce problème n'est pas résolu non plus dans l'historiographie orthodoxe la plus récente sur l'holocauste. Si, comme l'affirme Gerlach, « la décision d'exterminer les Juifs d'Europe doit avoir été prise après le 7 décembre et avant le 14 décembre 1941 », alors les transports d'évacuation du territoire du Reich vers l'Est après cette période étaient condamnés à l'extermination sur la base de cet ordre, et n'importe lequel des prétendus centres d'extermination locaux *ad hoc* ou officiels – Chełmno, Bełżec, Sobibór, Treblinka, Auschwitz et aussi Majdanek – aurait été le lieu d'application de cet ordre. Néanmoins, de nombreux transports de juifs ont été dirigés vers l'Est à partir de ces centres, même après l'ouverture des prétendus camps d'extermination, comme je l'ai observé dans notre étude sur Sobibór :[704]

« Outre les transports vers le district de Lublin, entre le 5 mai et le 28 novembre 1942, 36 transports de Juifs occidentaux (plus de 35 000 personnes) ont été déportés dans les localités des territoires orientaux mentionnés précédemment, en contournant complètement les trois camps d'extermination présumés de Bełżec, Sobibór et Treblinka. Les 124 transports qui se sont rendus de Vienne à Minsk entre le 16 mai et le 28 novembre 1942 ont suivi la ligne Vienne-Lundenburg-Prerau, contournant Auschwitz à l'ouest via Oppeln (Opole) et Tschenstochau (Częstochowa) en direction de Varsovie, certains d'entre eux continuant vers Wolskowysk-Minsk via Bialystok. Pour ce faire, ils sont passés par Malkinia, à environ 4 km du 'camp

[703] *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit., pp.* 198 sq.

[704] *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.* p. 307.

d'extermination' de Treblinka. D'autres transports sont passés par Siedlce-Czeremcha-Wolkowysk et se sont ainsi rapprochés à 80 km de Treblinka et à 140 km de Sobibór.

Dans l'"ordre des horaires de train n° 40' de l'administration ferroviaire allemande située à Minsk, on peut lire : 'Selon une annonce de la RBD [Reichsbahndirektion, administration ferroviaire impériale] de Königsberg, il y aura un train spécial hebdomadaire (Zugg [sic] 30,9) le vendredi/samedi avec environ 1 000 personnes de Vienne via Białystok-Baranowitsche à Minsk Gbf [gare de marchandises] ayant l'horaire suivant...' L'ordre des horaires n° 517 du RBD de Vienne, daté du 18 mai 1942, mentionne l'itinéraire suivant pour les transports de Vienne à Minsk : 'Wien Aspangbahnhof – Wien Nordbf – Lundenburg – Prerau – Olmütz – Gross Wisternitz – Jägerndorf – Neisse – Oppeln – Tschenstochau – Warschau West Gbf – Siedlce – Platerow – Czeremcha – Wolkowysk – Minsk'.

Pourquoi vouloir faire un détour de quelque 300 km autour de trois 'camps d'extermination' avec des trains remplis de Juifs destinés à être tués ?

Un autre évènement inexplicable du point de vue de l'Holocauste a été noté par Jules Schelvis : 'La question intrigante est de savoir pourquoi, au printemps et à l'été 1943, les transports en provenance d'Europe occidentale se sont dirigés vers Sobibór plutôt que vers Auschwitz/Birkenau, qui était en fait plus proche'. [...]

Les transports en provenance de Westerbork empruntaient la ligne Breslau (Wroclaw) – Oppeln – Czestochowa – Kielce- Radom – Dęblin – Lublin – Cholm (Chełm). En allant vers le sud depuis Czestochowa, le long de la ligne Zawiercie- Szczakowa – Mysłowice, le camp d'Auschwitz n'est qu'à une centaine de kilomètres – au lieu de cela, les transports se sont dirigés vers l'est, soit 400 km de plus, pour atteindre Sobibór. »

Si le but des déportations vers l'Est était l'extermination, pourquoi ces juifs n'ont-ils pas été dirigés vers les « camps d'extermination » les plus proches et les mieux équipés ?

5.8. La « solution finale à l'échelle de l'Europe »

À la page 131 commence une nouvelle section intitulée « La solution finale à l'échelle de l'Europe, janvier 1942 – mars 1943 ». Je vais continuer à analyser en détail les déclarations de Harrison.

[115] *« Le protocole de Wannsee est muet sur le sort des Juifs qui ne travaillent pas. Étant donné que le document prétend s'intéresser à la réinstallation, il s'agit d'un cas où le silence implique l'intention de tuer. Le sort réservé aux Juifs qui travaillaient fait également de cette déduction la seule plausible :*

'Sous une direction appropriée, au cours de la solution finale, les Juifs doivent être affectés à un travail approprié à l'Est. Les juifs valides, séparés selon le sexe, seront emmenés dans de grandes colonnes de travail vers ces régions pour travailler sur les routes, et au cours de cette action, une grande partie d'entre eux sera sans aucun doute éliminée par des causes naturelles. Le reste final éventuel, étant donné qu'il consistera sans aucun doute en la partie la plus résistante, devra être traité en conséquence, car il est le produit de la sélection naturelle et agirait,

s'il était libéré, comme la graine d'une nouvelle renaissance juive (voir l'expérience de l'histoire)' ». (p. 131)

Dans la note de bas de page 194, Harrison affirme :

« Besprechungsprotokoll, Am Grossen Wannsee Nr. 56-58, 20 janv. 1942, Berlin, 20.1.42, NG-2586-G. Dans Treblinka*, M&G affirme qu'il existe des doutes fondés quant à l'authenticité du Protocole de Wannsee' (p.187 n.537), mais dans* Sobibór*, ils déclarent que 'les auteurs du présent ouvrage ... ne voient pas la nécessité de douter de son authenticité' (p. 205 n.602). De plus, des documents ultérieurs de la même liasse IMT font référence au Protocole, et M&G utilise au moins un des documents de la liasse (mémorandum Luther, 21.8.42, NG-2586-J) à l'appui de leur propre thèse ».*

Je constate tout d'abord que Harrison ne connaît pas le texte original de ce document, comme c'est le cas pour tous les autres qu'il mentionne. La citation est en effet tirée d'une traduction qui est publiée en termes identiques sur plusieurs sites Web et qui provient de « la traduction officielle du gouvernement américain préparée pour les preuves dans les procès de Nuremberg, telle que reproduite dans John Mendelsohn, éd., *The Holocaust: Selected Documents in Eighteen Volumes*. Vol. 11 : *The Wannsee Protocol and a 1944 Report on Auschwitz by the Office of Strategic Services* (New York : Garland, 1982), 18-32. »[705]

En ce qui me concerne, je n'ai jamais douté de l'authenticité du document et j'ai toujours cité le mémorandum de Luther pour le justifier. Je ne peux cependant pas parler au nom de tous les révisionnistes, dont certains ne sont pas d'accord.

Selon une pratique orthodoxe consolidée, qui remonte au moins à Léon Poliakov[706], Harrison ne présente que la citation habituelle de cet important document, en omettant les parties essentielles illustrant la politique des NS à l'égard des juifs à cette époque. Je présente le résumé que j'ai déjà présenté dans notre étude sur Sobibór :

L'orateur principal était Reinhardt Heydrich. Le procès-verbal de la réunion commence par un aperçu général de la politique nationale-socialiste à l'égard des Juifs :[707]

« Le lieutenant général SS [Obergruppenführer] Heydrich, chef de la police de sécurité et du SD, a ouvert la réunion en annonçant que le maréchal du Reich [Göring] l'avait chargé des préparatifs en vue de la solution finale de la question juive. Il note que cette conférence a été convoquée pour clarifier des questions fondamentales. La demande du maréchal du Reich de lui soumettre un projet concernant les aspects organisationnels, techniques et matériels de la solution

---

[705] *Le protocole de Wannsee*, dans : http://writing.upenn.edu/~afilreis/Holocaust/wanseetranscript.html.

[706] L. Poliakov, *Bréviaire de la haine. Le IIIe Reich et les Juifs*. Calmann-Lévy, Paris, 1979, p. 132. Cette édition est conforme à l'original de 1951.

[707] *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit*. pp. 205-207.

finale de la question juive nécessitait un examen conjoint préalable par tous les organismes centraux directement concernés par ces problèmes afin de coordonner leur action ultérieure.

L'autorité pour diriger la solution finale de la question juive appartient au Reichsführer-SS et au chef de la police allemande [c'est-à-dire Himmler] (chef de la police de sécurité et du SD) [c'est-à-dire Heydrich], sans tenir compte des frontières géographiques.

Le chef de la police de sécurité et du SD [Heydrich] a ensuite dressé un bref bilan de la lutte menée jusqu'à présent contre cet ennemi. Les éléments les plus importants sont :

a) l'éviction des Juifs des différentes sphères de la vie du peuple allemand,

b) chasser les Juifs de l'espace vital du peuple allemand (Lebensraum).

Dans le cadre de ces efforts, une émigration accélérée des Juifs du territoire du Reich a été considérée comme la seule solution temporaire et a donc été entreprise de manière intensifiée et systématique.

Sur instruction du maréchal du Reich [c'est-à-dire Göring], un Office central du Reich pour l'émigration juive fut créé en janvier 1939 ; sa direction fut confiée au chef de la police de sécurité et du service de sécurité (SD) [*c'est-à-dire* Heydrich]. *Ses tâches particulières étaient les suivantes :*

a) prendre des mesures pour préparer l'augmentation de l'émigration juive,

b) diriger le flux d'émigration,

c) d'accélérer le processus d'émigration dans des cas individuels.

L'objectif de cette tâche était de purger l'espace vital allemand des Juifs par des moyens légaux ».

Grâce à cette politique et malgré de nombreuses difficultés, souligne Heydrich, environ 537 000 juifs avaient émigré au 31 octobre 1941 :

« Parmi eux, environ 360 000 ont quitté l'Altreich [Allemagne avec ses frontières de 1937], environ 147 000 ont quitté l'Ostmark [Autriche après le 15 mars 1938], environ 30 000 ont quitté le Protectorat de Bohême et de Moravie [après le 15 mars 1939]. »

Le protocole poursuit :

« Entre-temps, le Reichsführer-SS et chef de la police allemande [c'est-à-dire Himmler] a interdit toute nouvelle émigration de Juifs, compte tenu des dangers que présente l'émigration en temps de guerre et des possibilités qui se profilent à l'Est.

III. Comme autre solution possible, et avec l'autorisation préalable du Führer, l'émigration a été remplacée par l'évacuation vers l'Est. Cette opération ne doit être considérée que comme une option provisoire, bien qu'en vue de la solution finale à venir de la question juive, elle fournisse déjà une expérience pratique d'une importance vitale ».

Cela confirme pleinement que, comme je l'ai observé plus haut, la conférence de Wannsee était l'étape finale logique et cohérente dans la formulation de la politique d'émigration/évacuation/réinstallation des NS à l'égard des juifs, dont les traces écrites consistent, entre autres, en le décret du 24 janvier 1939, la lettre du 31 juillet 1941, l'invitation de 1941 à cette conférence, aboutissant à la conférence de Wannsee du 20 janvier 1942.

Le document explique aussi clairement que la décision du Führer n'envisageait pas « la liquidation de tous les Juifs vivant en Europe », comme le fantasme Gerlach, mais la déportation de tous les juifs d'Europe vers l'Est :[708]

> *« Entre-temps, le Reichsführer-SS et le chef de la police allemande ont interdit l'émigration des Juifs, compte tenu des dangers d'une émigration pendant la guerre et des possibilités offertes par l'Est. »*
>
> *« Désormais, et après approbation préalable du Führer, l'évacuation des Juifs vers l'Est remplace l'émigration comme autre solution possible. »* (Emph. ajoutée)

Cette interprétation est confirmée par d'autres documents. Par exemple :

Un *Schnellbrief* (lettre expresse) d'Eichmann daté du 31 janvier 1942 et adressé « à tous les bureaux (principaux) de la police d'État dans l'Altreich (y compris le Sudetengau), au bureau de la police d'État à Vienne, à l'Office central de l'émigration juive à Vienne » donne les directives pour les déportations de l'Altreich, en déclarant :[709]

> *« L'évacuation des Juifs vers l'Est, récemment effectuée dans certaines régions, constitue le début de la solution définitive de la question juive dans l'Altreich, l'Ostmark et le Protectorat de Bohême et de Moravie ».*

Diverses catégories de Juifs sont exemptées de l'évacuation, notamment

> *« les Juifs a) âgés de plus de 65 ans ; b) ainsi que les Juifs âgés de 55 à 65 ans qui sont particulièrement faibles et donc inaptes au transport ».*

Le 25 janvier 1942, Heydrich envoie « aux commandants de la police de sécurité et du SD, aux inspecteurs de la police de sécurité et du SD, aux personnes autorisées du chef de la police de sécurité et du SD, aux bureaux de Paris et de Bruxelles, à l'*Einsatzgruppe* de la police de sécurité et du SD à Belgrade, au bureau de la police de sécurité et du SD à Athènes, aux *Einstatzgruppen* A-D » – c'est-à-dire aux départements qui lui sont subordonnés – une lettre ayant pour objet « la solution finale de la question juive », dans laquelle il écrit :[710]

> *« Je joins en annexe la photocopie d'une lettre de nomination par le Reichsmarschall du grand Reich allemand / Plénipotentiaire pour le plan quadriennal et Président du Conseil ministériel pour la défense nationale du 31.7.1941 avec la demande de reconnaissance et d'observation.*
>
> *J'ai donc été désigné pour entreprendre tous les préparatifs nécessaires en ce qui concerne les questions organisationnelles, factuelles et matérielles en vue d'une solution complète de la question juive à l'intérieur des zones d'intérêt allemandes en Europe. Les tâches préliminaires ont été entamées. »*

---

[708] L'ordre de Himmler interdisant l'émigration juive, comme je l'ai indiqué plus haut, date du 23 octobre 1941. octobre 1941. T-394.

[709] T/730.

[710] Document original : www.ghwk.de/deut/heydrich-an-befehlshaber-sd.htm.

Heydrich se référait ainsi explicitement à la mission que lui avait confiée Göring le 31 juillet 1941 et qui était sur le point d'être mise en œuvre, car la conférence de Wannsee venait de commencer les travaux préliminaires. Dans ces documents, on ne trouve aucune trace d'un prétendu ordre d'extermination de Hitler datant de la première moitié de décembre 1941.

La conférence de Wannsee a marqué la suspension définitive du plan Madagascar. La décision correspondante est annoncée le 10 février 1942 par Rademacher dans une lettre au Gesandter (envoyé) Harald Bielfeld du German Forein Office :[711]

> *« En août 1940, j'ai soumis à votre attention le plan élaboré par mon département pour la solution finale de la question juive, pour laquelle l'île de Madagascar devait être demandée à la France dans le traité de paix, mais la mise en œuvre pratique de la tâche devait être confiée au Bureau principal de la sécurité du Reich. Selon ce plan, le Gruppenführer Heydrich a été nommé par le Führer pour résoudre la question juive en Europe.*
>
> *Entre-temps, la guerre contre l'Union soviétique a ouvert la possibilité d'affecter d'autres territoires à la solution finale. Le Führer a donc décidé que les Juifs ne seraient pas déportés à Madagascar mais à l'Est. Par conséquent, Madagascar n'a plus besoin d'être considéré pour la solution finale ».* (Emph. ajoutée)

Il s'agit là d'une autre confirmation complète de la signification réelle de la conférence de Wannsee et de la « décision » du Führer.

Le 7 mars, comme nous l'avons vu plus haut, Goebbels écrit dans son journal, à propos de la conférence de Wannsee, ce qui suit :

> *« La question juive doit maintenant être résolue dans un cadre paneuropéen. Il y a encore plus de 11 millions de Juifs en Europe. Plus tard, il faudra donc, une fois pour toutes, les concentrer à l'Est ; après la guerre, une île, par exemple Madagascar, pourra peut-être leur être attribuée. »*

Encore une confirmation.

> **[116]** *« Il y a une continuité politique entre ces paragraphes et la discussion de Wetzel sur le 'Vergassungsapparate'* [sic] *(le Protocole ne peut être lu que comme indiquant que les Juifs inaptes recevront le même traitement que le 'reste final'), mais à Wannsee, la discussion avait clairement évolué pour inclure tous les Juifs d'Europe. »* (p. 132)

Cette affirmation est doublement fausse, car la seule « continuité politique » attestée par des documents est celle de l'émigration/évacuation/réinstallation, et ce pour les raisons que j'ai expliquées plus haut à propos de la lettre de Wetzel.

> **[117]** *« Mattogno prétend que le protocole de Wannsee ne peut pas faire référence à l'extermination des inaptes parce que l'expression 's'ils sont libérés' doit signifier que les Juifs devaient être maintenus en captivité. Cependant, le passage dans son ensemble fait référence à la mort des Juifs : l'expression 's'ils sont libérés' est écrite dans le contexte de 'éliminés par des*

[711] NG-5770.

causes naturelles' dans le paragraphe précédent ; elle est destinée à transmettre le sens que les Juifs étaient un virus historique qui ne devait pas être autorisé à revenir dans l'écosystème ('voir l'expérience de l'histoire') ». (p. 132)

Je me réfère tout d'abord au texte du document :[712]

« Dans le cadre de la solution finale, il est prévu que les Juifs soient déployés pour le travail à l'Est, sous une supervision appropriée et de manière adéquate. Les Juifs aptes au travail seront amenés dans ces régions par grands pelotons de travail, avec séparation des sexes, lors de la construction des routes, et une grande partie d'entre eux disparaîtront sans doute par décroissance naturelle.

Ce dernier reliquat éventuel, qui représente sans doute la partie la plus résistante, doit être traité en conséquence, car à sa libération, cette élite naturelle doit être considérée comme le noyau d'une nouvelle reconstruction juive (voir l'expérience de l'histoire). »

L'interprétation de Harrison n'a aucun fondement. Cela résulte également du fait que Hilberg, citant ce passage, a omis l'expression « *bei Freilassung* » (à la libération), ayant bien compris sa signification réelle.[713] Il est évident pour tout le monde, sauf pour Harrison, que si ces juifs étaient de toute façon condamnés à mort en raison d'un ordre général d'extermination, cette expression n'aurait aucun sens, tout comme il n'aurait aucun sens d'affirmer qu'un détenu américain dans le couloir de la mort doit être « traité en conséquence après sa libération » pour éviter qu'il ne commette de nouveaux délits. Les juifs déportés étaient en effet qualifiés de « *Schutzhäftlinge* » (prisonniers en détention préventive).

Ainsi, aux yeux des principaux nationaux-socialistes, ces juifs ne devaient *pas* être libérés, mais maintenus, comme dans le cas du projet Madagascar, « sous l'administration d'un gouverneur de la police allemande, qui sera sous l'administration du Reichsführer-SS ».

[118] *« Mattogno nie également la mise à mort des personnes inaptes au motif que le protocole autorisait le transport de personnes âgées vers Theresienstadt. Mais cela ne tient pas compte du fait que les documents de transport désignaient Theresienstadt comme un 'Propagandalager'. Par exemple, la documentation du procès Eichmann comprenait un procès-verbal de Zoepf du 5 octobre 1942, déclarant que, selon Eichmann, les Juifs qui, en raison de leur âge ou de leurs mérites, ne pouvaient être mis sur le même pied que les autres Juifs d'Auschwitz pouvaient être transférés à tout moment de Westerbork au 'camp de propagande' de Theresienstadt ».* (p. 132)

Il s'agit là d'un nouvel exemple de l'ignorance et de la mauvaise foi de Harrison. Tout d'abord, je vais réitérer mon argument :[714]

« Le point suivant de l'ordre du jour de la réunion de Wannsee est également en contradiction flagrante avec une prétendue politique d'extermination : 'L'intention n'est pas

---

[712] NG-2586-G, p. 8 de l'original.

[713] R. Hilberg, *Die Vernichtung der europäischen Juden, op. cit.* tome 2, p. 423.

[714] *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.* pp. 244 245.

d'évacuer les Juifs âgés de plus de 65 ans, mais de les envoyer dans un ghetto pour personnes âgées. Theresienstadt a été prévu à cet effet'. Cette dernière catégorie représentait environ 30 % des 280 000 Juifs encore présents dans l'Altreich et l'Ostmark au 31 octobre 1941, soit 84 000 personnes ».

Étant donné que le document ne contient pas la moindre allusion à Theresienstadt en tant que « *Propagandalager* » (camp de propagande), je n'ai rien « omis ». Harrison introduit sa référence en utilisant le terme trompeur de « documents de transport », et un « par exemple » tout aussi trompeur dans la phrase suivante, parce que c'est le *seul* document dans lequel ce terme apparaît, comme Marc Oprach nous l'indique :[715]

« Le terme 'Propagandaghetto' pour Theresienstadt n'apparaît qu'une seule fois dans les documents des SS. Le 5 octobre 1942, Eichmann a décidé de laisser les Juifs néerlandais se rendre au 'Propagandaghetto Theresienstadt' ».

L'objection de Harrison est déjà inutile d'un point de vue chronologique, car le fait que Theresienstadt ait été qualifié de « ghetto de propagande » une fois en octobre 1942 ne prouve pas que c'était déjà le cas en janvier de cette année-là. Harrison doit donc expliquer pourquoi 84 000 juifs inaptes au travail n'ont pas été destinés à la mort mais à la déportation à Theresienstadt, et ce après le prétendu ordre d'extermination de Hitler, qui aurait concerné en premier lieu les Juifs inaptes au travail.

Pour ce qui est de sa source, Harrison nous renvoie dans la note 195 à « Minute by Zoepf, 5.10.42, T/537 », mais le contenu du document est en fait tiré de l'index des documents du procès Eichmann, dans lequel T/37(197) est décrit comme suit :[716]

« Procès-verbal de Zoepf indiquant que, selon Eichmann, les Juifs qui, en raison de leur âge ou de leurs mérites, ne peuvent être mis sur le même pied que les autres Juifs d'Auschwitz peuvent être transférés à tout moment de Westerbork au 'camp de propagande' de Theresienstadt ; La Haye, 5.10.42. Présenté au cours du procès et marqué T/537 ».

Le texte du document, dont le sujet est « *Freistellungsgesuche* » (« demandes d'exemption »), dit :[717]

« Parce qu'à tout moment, nous pouvons laisser un train aller de Westerbork au camp de propagande de Theresienstadt ».

Harrison a manifestement trouvé plus facile de plagier l'index des documents.

[119] *« De plus, si Theresienstadt est la seule référence du Protocole aux inaptes, cela ne fait que souligner le silence du document concernant d'autres Juifs inaptes. »* (p. 132)

---

[715] M. Oprach, *Das Konzentrationslager Theresienstadt in der Propaganda. Der Besuch einer Delegation des Internationalen Roten Kreuzes*. Magisterarbeit. Grin Verlag, Munich, 2000, p. 33.

[716] *Trial of Adolf Eichmann, op. cit*. vol. VI, p. 2385.

[717] T/537.

Le véritable problème est que le document ne contient même pas la moindre allusion à la prétendue extermination des juifs inaptes au travail, alors qu'à l'époque le prétendu camp d'extermination de Chełmno aurait été opérationnel et que les travaux de construction du prétendu camp d'extermination de Bełżec avaient déjà commencé. Le sort réservé à cette catégorie de juifs n'est pas indiqué explicitement, mais il faut noter deux présentations différentes de la déportation vers l'Est, apparemment incompatibles l'une avec l'autre, qui figurent pourtant toutes deux dans le protocole :[718]

> *« Dans le cadre de la solution finale, les Juifs doivent être déployés pour le travail à l'Est sous une supervision appropriée et de manière adéquate. Les Juifs aptes au travail seront amenés dans ces régions par grands pelotons de travail, avec séparation des sexes, lors de la construction des routes, une grande partie d'entre eux étant sans doute amenée à quitter la région en raison d'une diminution naturelle.*
>
> *Au cours de la mise en œuvre pratique de la solution finale, l'Europe sera traversée d'ouest en est.* [...] *Les Juifs évacués seront d'abord amenés progressivement dans ce que l'on appelle des ghettos de transit, et de là, ils seront transportés vers l'Est. »* (Emph. ajoutée)

Soit cette contradiction est réelle, et alors le premier passage a probablement été interpolé, soit elle n'est qu'apparente, auquel cas le second passage pourrait se référer aux juifs inaptes au travail. En d'autres termes : ceux qui sont aptes au travail doivent être déportés « à l'Est pour le déploiement du travail » ; ceux qui ne sont pas aptes au travail seront d'abord envoyés dans des ghettos de transit, puis « plus loin à l'Est ». Dans son intervention, Bühler demande que la solution finale soit prise en charge par le gouvernement général :[719] « Les Juifs doivent être éloignés le plus rapidement possible du territoire du gouvernement général », précisant en outre : « La majorité des quelque 2½ millions de Juifs considérés est d'ailleurs déclarée inapte au travail. » Cela confirme le fait que les Juifs inaptes au travail devaient être transportés loin du gouvernement général, c'est-à-dire « plus à l'Est ».

Deux semaines après la conférence de Wannsee, le 2 février 1942, Heydrich évoque explicitement le sort de tous les juifs d'Europe, aptes et inaptes au travail, lors d'un discours devant des dignitaires et des membres du parti NS du Protectorat :[720]

> *« Ceux qui ne peuvent pas encore être germanisés [les Tchèques] seront peut-être [déployés] dans le développement de la région de la mer Arctique – où nous reprenons les camps de concentration des Russes, qui, à notre connaissance actuelle, comptent quelque 15 à 20 millions de déportés et qui seront donc la future patrie idéale des 11 millions de Juifs d'Europe – peut-*

[718] NG-2586-G, p. 7 et 8 de l'original.

[719] *Ibid*, pp. 14-15.

[720] Saul Friedländer, *Die Jahre der Vernichtung. Das Dritte Reich und die Juden 1939-1945*. C.H. Beck, München, 2006, pp. 370 et suivantes.

être pourrons-nous y déployer, à titre d'exemple positif, les Tchèques qui ne peuvent pas être germanisés dans la tâche pro-allemande d'agir en tant que superviseurs, contremaîtres, etc. »

Cela correspond tout à fait à l'idée qu'il avait déjà exprimée le 10 octobre 1941 :[721]

« SS-Brif. [Brigadeführer] *Nebe et Rasch peuvent également héberger des Juifs dans les camps pour détenus communistes dans la zone opérationnelle. Cela a déjà été entrepris d'après les informations fournies par le SS-Stubaf.* [Sturmbannführer] *Eichmann. »*

[120] *« Dans son discours des Vieux Combattants du 24 février 1942, Hitler déclare que 'par cette guerre, l'humanité aryenne ne sera pas anéantie, mais le Juif sera exterminé' ».* (p. 132)

La source indiquée est : « Max Domarus, *Hitler. Reden und Proklamationen 1932-1945*. 2 Bde. Wiesbaden, 1973, II, p. 1844 ; cf. Aly, *Endlösung*, p. 404 ; Richard J. Evans, *David Irving, Hitler and Holocaust Denial*, electronic edition, 2000 » (note 196 à la page 132). En réalité, la seule source est le rapport d'expertise d'Evans, dont Harrison a également repris les références : « Cité dans G. Aly, 'Endlösung' (Frankfurt a.M., 1995), p. 404 ; voir également VB, 26.2.1942, Domarus II, 1844. »[722]

Evans cite le passage suivant :[723]

« Aujourd'hui, l'idée de notre national-socialiste et celle de la révolution fasciste ont conquis de grands et puissants États, et ma prophétie se réalisera : par cette guerre, l'humanité aryenne ne sera pas anéantie, mais le Juif sera exterminé. Quoi que la lutte puisse apporter et quelle que soit sa durée, ce sera son résultat final. Et ce n'est qu'alors, avec l'élimination de ces parasites, qu'une longue période de compréhension entre les nations, et avec elle la vraie paix, s'ouvrira sur le monde qui souffre. »

Hitler fait d'abord allusion à la « conspiration qui poursuit le même but depuis les institutions bancaires du monde ploutocratique jusqu'aux voûtes du Kremlin : l'*extermination* des nations et des races aryennes ». La terminologie est importante. Le passage cité par Evans dit en fait : « ... que ce n'est pas l'humanité aryenne qui sera *anéantie* par cette guerre, mais les Juifs qui seront *exterminés* ».[724] Il est évident que le terme anéantir (*vernichten*) ne se réfère pas à une élimination physique totale de tous les peuples aryens dans le monde, et que le terme exterminer (*ausrotten*) ne se réfère pas non plus à une destruction physique complète des Juifs. En ce qui

[721] T37(299). Voir ci-dessus, point 47.

[722] *Expert Report by Professor Richard Evans, op. cit*. note de bas de page 100, p. 390.

[723] *Ibid*, pp. 238-239.

[724] Max Domarus, *Hitler Reden und Proklamationen 1932-1945*. R. Löwit – Wiesbaden, 1973, vol. II, *Erster Halbband*, p. 1844.

concerne la « prophétie » de Hitler et l'utilisation des termes *Ausrottung/ausrotten* et *Vernichtung/vernichten*, je renvoie le lecteur à mon étude sur Hilberg.[725]

[121] *« Dans son journal du 27 avril 1942, Goebbels rapporte une menace similaire du Führer, qui déclare que 'la punition la plus dure que l'on puisse infliger [aux Juifs] est encore trop indulgente' ».* (p. 132)

La source mentionnée est : « *TBJG* II/4, p. 184 (27.4.1942) » (note 197 de la p. 132).

Ceci est une autre preuve de la malhonnêteté de Harrison. Il a repris la citation et la source du rapport d'expertise d'Evans, où l'on peut lire :[726]

« Une déclaration similaire a été consignée par Goebbels le 27 avril 1942 dans son journal. Hitler y parle de 'pousser les Juifs hors d'Europe', ce qui, depuis l'échec du plan Madagascar à l'automne 1941, signifiait des déportations vers l'Est, dans l'ancien territoire soviétique :

'Je discute à nouveau longuement de la question juive avec le Führer. Sa position à l'égard de ce problème est implacable. Il veut absolument expulser les Juifs d'Europe. C'est également une bonne chose. Les Juifs ont apporté tant de souffrances sur notre terre que la punition la plus sévère que l'on puisse leur infliger est encore trop indulgente. Himmler s'efforce actuellement de procéder à la réinstallation des Juifs des villes allemandes dans les ghettos de l'Est' ».

Dans une note de bas de page, Evans cite la référence, également plagiée par Harrison : « E. Fröhlich (éd.), *Die Tagebücher von Joseph Goebbels*, Teil II, Vol. 4 (Munich, 1996), p. 184 » et aussi le texte :[727]

« Je discute à nouveau en profondeur avec le Führer de la question juive. Son point de vue sur ce problème est implacable. Il veut absolument expulser les Juifs d'Europe. C'est tout à fait correct de ce point de vue. Les Juifs ont infligé tant de souffrances à notre continent que même la punition la plus sévère qui leur serait infligée serait encore trop clémente. Himmler dirige actuellement le grand déplacement des Juifs des villes allemandes vers les ghettos de l'Est ». (Emph. ajoutée)

C'est une autre confirmation complète du protocole de Wannsee (déportation vers l'Est via des ghettos de transit) que Harrison transforme, par une omission piteuse, en une « preuve » en faveur de ses arguments.

[122] *« Lors de la conférence sur la solution finale du 6 mars 1942, il a été déclaré que 'le plus haut responsable' (Hitler) avait fait savoir qu''il n'était pas possible de maintenir en vie les demi-Juifs de façon permanente en tant que petite race'. Il était donc clairement établi que les Juifs à part entière ne devaient pas être maintenus en vie ».* (p. 132)

La déduction de Harrison est risible. Sa source, Evans (même si Harrison mentionne un « *Besprechungsniederschrift der Besprechung über die Endlösung der*

---

[725] *Raul Hilberg e i "centri di sterminio" nazionalsocialisti, op. cit.,* "4. La "profezia" di Hitler del discorso del 30 gennaio 1939," pp. 15-18.

[726] *Expert Report by Professor Richard Evans, op. cit.* p. 235.

[727] *Ibid*, note 87 à la p. 388.

Judenfrage, 6.3.1942, NG-2586 (H) ; T/100 » qu'il n'a très probablement jamais vu), déclare :[728]

> *« Selon une communication du représentant de la Chancellerie du Parti, l'opinion avait été exprimée, au plus haut niveau, en relation avec la discussion des questions relatives aux demi-juifs dans l'armée, qu'il était nécessaire de diviser les demi-juifs en Juifs et en Allemands, et qu'il n'était en aucun cas tenable de maintenir les demi-juifs en vie de façon permanente en tant que petite race. Il ne serait pas tenu compte de cette demande si tous les demi-Juifs étaient stérilisés et autorisés à rester sur le territoire du Reich ».*

Cela signifie que les « personnes de sang mêlé » ne devaient pas exister en tant que troisième catégorie raciale (« *als dritte kleine Rasse* » – comme une troisième petite race) à côté des Allemands et des Juifs, et qu'il était donc impératif de « diviser les personnes de sang mêlé en Juifs et en Allemands »[729], c'est-à-dire de les réintégrer dans leur « race », de les ramener à leur « race » en fonction de la prédominance de l'une ou l'autre chez l'individu, ou de traiter les « personnes de sang mêlé » du premier degré, qui étaient assimilées aux juifs, comme des juifs, et celles du second degré, qui – à quelques exceptions près – étaient considérées comme des Allemands, comme des Allemands. Cela résulte également de la conférence de Wannsee.[730]

> **[123]** *« Le 27 mars 1942, Goebbels révèle le sort des Juifs non travailleurs, tout en reprenant la formulation du Protocole de Wannsee pour les travailleurs :*
>
> *'Les juifs sont maintenant expulsés du gouvernement général, en commençant près de Lublin, vers l'est. Il s'agit là d'une procédure assez barbare qu'il n'est pas question de décrire plus en détail, et il ne reste pas grand-chose des Juifs eux-mêmes. D'une manière générale, on peut conclure que 60 % d'entre eux doivent être liquidés, tandis que 40 % seulement peuvent être mis au travail. L'ancien Gauleiter de Vienne [Globocnik], qui mène cette action, le fait de manière assez prudente et avec une procédure qui ne fonctionne pas trop ostensiblement'. »* (pp. 132-133)

Je suppose qu'ici aussi Harrison se réfère à une source qu'il n'a jamais vue : « TBJG II/3, p. 561 (27.3.1942) » (note 199 de la p. 133). Cette citation est très probablement tirée du rapport d'expertise d'Evans[731] qui, dans sa note 72, indique comme source « E. Fröhlich (éd.), *Die Tagebücher von Joseph Goebbels*, Teil II, Vol. 3 (Munich, New Providence, London, Paris, 1994), p. 561 »[732].

---

[728] *Ibid*, p. 222.

[729] T/100. Reproduction en négatif mal lisible. Fac-similé très clair dans : R.M. Kempner, *Eichmann und Komplizen, op. cit.* pp. 170-178.

[730] NG-2586-G, p. 10-12 de l'original.

[731] Expert Report by Professor Richard Evans, *op. cit.* p. 232.

[732] *Ibid*, p. 386.

Je présente tout d'abord le texte, transcrit d'Evans dans la note de bas de page mentionnée ci-dessus :[733]

> *« En commençant par Lublin, les Juifs sont maintenant déportés du Gouvernement général vers l'Est. Une méthode plutôt barbare qu'il n'est pas nécessaire de décrire plus avant est appliquée, et il ne reste pas grand-chose des Juifs. Dans l'ensemble, on peut constater que 60 % d'entre eux doivent être liquidés, tandis que 40 % seulement peuvent être utilisés comme main-d'œuvre. L'ancien Gauleiter de Vienne, qui exécute cette action, le fait avec beaucoup de circonspection et en utilisant une procédure qui n'est pas trop visible. Les Juifs font l'objet d'un jugement pénal qui, bien que barbare, est pleinement mérité. »*

L'entrée du journal de Goebbels citée par Evans contient deux autres passages importants, que Harrison ne mentionne pas. Le premier passage consiste en une énième référence à la « prophétie » de Hitler, devenue un *leitmotiv* stéréotypé dans les commentaires de Goebbels :

> *« La prophétie que le Führer leur a adressée au cas où ils déclencheraient une nouvelle guerre mondiale commence à se réaliser de la manière la plus terrible ».*

L'autre passage est le suivant :

> *« Les ghettos qui sont libérés dans le gouvernement général sont maintenant remplis par les Juifs déportés du Reich et, après un certain temps, la procédure doit se répéter ici. »*

J'ai démontré plus haut que les documents correspondent parfaitement à la politique d'émigration/évacuation/réinstallation des NS et qu'ils ne contiennent pas la moindre trace d'une « décision » de Hitler d'exterminer les juifs. Au contraire, ils l'infirment abondamment. Nous avons également vu comment Goebbels lui-même a résumé ce qu'il avait compris de la conférence de Wannsee, en notant que les juifs devaient d'abord être « concentrés à l'Est », puis, enfin, après la guerre, une île, « par exemple Madagascar », pourrait leur être attribuée. Il est donc légitime de se demander : qui a pris la « décision » de « liquider » 60 % des déportés, et quand cela s'est-il produit ?

Puisque cette déclaration contraste fortement avec toute la documentation contemporaine que j'ai présentée ci-dessus, et si un ordre d'extermination des juifs inaptes au travail ne peut être déduit, le terme « liquidation » doit être entendu au sens de la *Vermerk* (note) de Fritz Reuter du 27 mars 1942 – sur laquelle je reviendrai au chapitre 6 –, c'est-à-dire que les juifs inaptes au travail devaient traverser la frontière à Bełżec et ne plus jamais revenir dans le gouvernement général, c'est-à-dire une « liquidation » *territoriale*, et non *physique*.

> **[124]** *« La répartition 60-40 entre ceux qui sont immédiatement sélectionnés pour le gazage et ceux qui sont 'mis au travail' suggère que les nazis étaient encore conservateurs dans les cibles qu'ils annonçaient à leur cercle intime par rapport aux proportions réelles qui ont été sélectionnées. »* (p. 133)

[733] Goebbels Tagebücher, *op. cit.* p. 142 sqq. S. Werner, *Die 2. babylonische Gefangenschaft, op. cit.* p. 44-45.

Ce commentaire est une pure fantaisie contredite par les documents. Harrison doit expliquer qui a donné l'ordre et quand l'ordre a été donné de « gazer » ces juifs, et ensuite démontrer qu'ils ont vraiment été « gazés ».

[125] *« Une confirmation ultime que la réinstallation des Juifs en Sibérie avait été abandonnée en tant que politique en mai 1942 est contenue dans le document de Wetzel, Opinion et idées concernant le plan général pour l'Est du Reichsführer-SS, daté du 27 avril 1942. Wetzel écrit que :*

'L'évacuation des Juifs, également mentionnée dans le plan, n'est plus nécessaire en raison de la résolution de la question juive. Le transfert éventuel des Juifs restant après la fin de la guerre vers des camps de travail forcé dans le nord de la Russie et en Sibérie n'est pas une 'évacuation'. Parmi les peuples étrangers dont l'évacuation est envisagée, il ne reste donc à discuter que des Polonais, des Ukrainiens de l'Ouest (on ne sait pas très bien si par 'Galiciens' on entend les Polonais ou les Ukrainiens) et des Ruthènes blancs'.

Il ressort clairement des propos de Wetzel que 'les Juifs qui resteront après la fin de cette guerre' ne constitueront qu'un petit reste de la population d'origine, ce qui fait écho à la référence du protocole de Wannsee à un 'éventuel dernier reste' qui 'devra être traité en conséquence'. Les Juifs qui ne travaillent pas ont déjà été liquidés et ne peuvent donc pas être réinstallés. Wetzel compare leur sort à celui des Polonais :

'Il doit être clair que l'on ne peut pas résoudre la question polonaise en liquidant les Polonais comme les Juifs. Une telle solution de la question polonaise incriminerait le peuple allemand jusqu'à un avenir lointain et nous enlèverait toute sympathie, d'autant plus que tous les autres peuples voisins devront compter sur un traitement similaire le moment venu' ». (p. 133)

Harrison mentionne comme source « Helmut Heiber, 'Der Generalplan Ost', *VfZ Jahrgang* 6, 1958, pp. 281-325 » (note 200 à la p. 133), qu'il n'a manifestement jamais vu, puisqu'il a repris la citation d'un article de blog de Muehlenkamp, qui a au moins regardé la source citée.[734]

Le texte du document dit :[735]

« Une réinstallation des Juifs mentionnée plus loin dans le plan devient inutile avec la solution de la question juive. [...] *Un éventuel transfert des Juifs restant après la conclusion de cette guerre vers des camps de travail forcé dans le nord de la Russie ou en Sibérie n'est pas une 'réinstallation'.* [...]

Il est évident que la question polonaise ne peut être résolue dans le sens où les Polonais seraient liquidés comme les Juifs. Une telle solution de la question polonaise serait un fardeau pour la nation allemande dans un avenir lointain et nous priverait de sympathies partout, d'autant plus que les autres nations voisines devraient s'attendre à être finalement traitées de la même manière ».

[734] http://holocaustcontroversies.blogspot.it/2009/05/belzec-mass-graves-and-archaeologymy.html

[735] Helmut Heiber, « Der Generalplan Ost », in : 6. Jg. 1958. Heft 3, pp. 300, 305 et 308.

Mais avant ce passage, nous trouvons ces phrases étranges :[736]

« Par conséquent, pour les régions considérées ici, il en résulte une population totale de 51 millions d'habitants. Le nombre de ceux qui devraient être évacués selon le plan serait en fait plus important que prévu. Ce n'est que si l'on suppose que les quelque 5 à 6 millions de Juifs vivant dans cette région ont été éliminés avant l'évacuation que le nombre de 45 millions d'étrangers ethniques mentionné dans le plan est atteint. Cependant, la présentation du plan montre que les Juifs sont toujours inclus dans les 45 millions susmentionnés ».

Dans le protocole dit de Wannsee, la population juive de l'Union soviétique est estimée à 5 millions de personnes, dont 2 994 684 en Ukraine et 446 484 en Biélorussie, à l'exclusion du district de Bialystok.[737] D'un point de vue exterminationniste, ces 5 (ou 6) millions de juifs devaient évidemment tous être fusillés, puisqu'aucun « camp d'extermination » n'était prévu pour les territoires de l'Est. Il s'ensuit que ces millions n'étaient pas d'une importance primordiale pour la prétendue économie de l'extermination.

Heiber publie une simple transcription de ce document (NG-2325), dont l'original est inconnu. Quoi qu'il en soit, il ne s'agit que de « commentaires et réflexions sur le Plan général pour l'Est du Reichsführers-SS », ce qui signifie que le document n'exprime que l'opinion personnelle de Wetzel. Le document en question constitue une sorte de révision d'un plan élaboré par le bureau IIIB du RSHA à la fin de l'année 1941, qui n'a pas survécu. Ce plan, qui s'étendait sur une période de trente ans, considérait une population de 45 millions de *Fremdvölkische* dans les territoires de l'Est, dont 31 millions devaient être évacués (*ausgesiedelt*). D'après ce qu'écrit Wetzel, le total de 45 millions comprenait également des juifs, qui devaient donc être évacués eux aussi. Le chiffre total de Wetzel pour la population *Fremdvölkische* dans les territoires concernés peut être décomposé comme suit : 35 millions en provenance de l'ancienne Pologne, 5,5 millions en provenance des pays baltes, 3,6 millions en provenance des régions de Zhitomir et Kamenetz-Podolsk et 2 millions en provenance de la région de Vinnitsa.[738] Soit 46,1 millions et non 51 millions. Nous ne connaissons cependant pas la réponse de Himmler ou du RSHA. Le fait est que trois mois plus tard, le 24 juillet 1942, Hitler déclare lors d'un de ses discours de table :[739]

« Après la fin de la guerre, il [Hitler] adoptera la position rigoureuse de presser une ville après l'autre jusqu'à ce que les Juifs sortent, prêts à émigrer à Madagascar ou dans un autre État national juif ».

---

[736] *Ibid*, p. 300.

[737] NG-2586-G, p. 6 de l'original.

[738] Helmut Heiber, « Der Generalplan Ost », in : *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, op. cit*, pp. 298-300.f

[739] Henry Picker, *Hitlers Tischgespräche im Führerhauptquartier*. Wilhelm Goldmann Verlag, Munich, 1981, p. 456.

En outre, l'opinion rapportée par Wetzel concernant le sort des juifs est en contradiction flagrante avec, entre autres, la note de Luther du 21 août 1942.

[126] *« Pohl reconnaît la nouvelle politique le 30 avril 1942, mais note que la main-d'œuvre juive sera exploitée jusqu'à la mort ; le travail sera 'exhaustif au vrai sens du terme' ».* (p. 133)

Il s'agit là d'une autre falsification embarrassante de Harrison. Tout d'abord, le document ne mentionne même pas les juifs, mais parle en termes généraux des camps de concentration. Deuxièmement, il se méprend complètement sur le sens de la phrase citée, dont le texte est le suivant :[740]

« Le commandant du camp est seul responsable de l'affectation de la main-d'œuvre. Cette affectation doit être épuisante au sens propre du terme, afin d'atteindre un maximum d'efficacité ».

Le sens de « *erschöpfend* » est « épuisant, pénible », ce qui signifie que le travail devait être organisé de manière globale, en utilisant tous les détenus et en limitant les pertes de temps. Travailler les prisonniers jusqu'à la mort aurait abouti à l'effet inverse de celui recherché par Pohl.

Dans sa réponse du 29 mai 1942, non seulement Himmler ne mentionne pas du tout la prétendue extermination par le travail, mais il craint en fait que « l'idée puisse naître que nous arrêtons des gens, ou que nous les gardons en détention après leur arrestation, afin d'obtenir des travailleurs ». Dans ce contexte, il donna l'ordre suivant à Pohl[741] :

« En plus de cela, et en donnant une priorité absolue au travail à obtenir [des prisonniers], j'estime que les commandants de camp devraient s'occuper de l'éducation de ceux qui sont aptes à l'être. »

Avant la directive de Pohl, l'horaire de travail des détenus à Auschwitz était de 6 heures à 11 heures et de 13 heures à 19 heures, soit un total de 11 heures par jour.[742] Le 22 janvier 1943, Pohl envoya aux commandants de tous les camps de concentration une circulaire sur le « Temps de travail du prisonnier » dans laquelle il établissait :[743]

« Je tiens à souligner que le temps de travail des détenus, fixé par arrêté, qui est de 11 heures par jour, doit être maintenu également pendant les mois d'hiver. »

Ces dispositions ne concernaient pas « les détachements travaillant à l'extérieur des enceintes », qui devaient retourner au camp avant la tombée de la nuit. La lettre se poursuit comme suit :

---

740 R-129. IMT, vol. XXXVIII, p. 366.

741 NO-719. NMT, vol. V, p. 302.

742 *Sonderbefehl für* KL. und FKL. du 17 avril 1942. RGVA, 502-1-36, p. 121.

743 NO-1290. NMT, vol. V, p. 371.

« En revanche, les prisonniers qui travaillent dans les salles d'usine ou dans les hangars de production doivent travailler du lundi au samedi selon un horaire de 11 heures. En outre, dans des cas d'urgence extraordinaires, les prisonniers devraient également travailler le dimanche, mais seulement le matin. Les vastes opérations qui se déroulent aujourd'hui et qui sont importantes pour notre guerre et décisives pour la victoire ne permettent en aucun cas que le temps de travail journalier net soit inférieur à 11 heures ».

Ces documents démontrent que les déclarations de Harrison sont des mensonges flagrants.

[127] *« Dix-huit jours plus tard, Müller écrit à Jäger, après l'exécution de 630 ouvriers à Minsk, pour l'informer que les Juifs âgés de 16 à 32 ans dans ces camps doivent être 'exclus du traitement spécial* [Sonderbehandlung] *jusqu'à nouvel ordre'. Il s'agit là d'un autre document où le terme* 'Sonderbehandlung' *est clairement utilisé pour signifier 'mise à mort ».* (pp. 133-134)

Ce document a déjà été cité. Comme je l'ai expliqué plus haut, la signification d'un terme dépend toujours du contexte. Dans d'autres cas, « *Sonderbehandlung* » signifie un traitement favorable.[744] L'un d'entre eux est même contenu dans l'*EM* no. 156 du 16 janvier 1942 :[745]

« L'Église évangélique luthérienne s'efforce d'obtenir des institutions allemandes un traitement spécial, qui devrait se concrétiser en particulier sous la forme d'une aide gouvernementale pécuniaire. »

[128] *« Ceci* [la communication de Müller à Jäger] *converge également avec le témoignage de Wisliceny selon lequel un ordre d'extermination lui avait été montré en avril 1942, indiquant que les Juifs aptes au travail devaient être exclus et placés dans des camps de concentration. »* (p. 134)

Harrison répète ce que j'ai déjà discuté plus haut. J'ai déjà démontré que cette « convergence » est purement fictive (voir points 58 et 62-63).

[129] *« Le 23 juin 1942, Brack écrit ce qui suit à Himmler, établissant un lien clair entre la stérilisation et l'extermination :*

'Parmi les 10 millions de Juifs d'Europe, je pense qu'il y a au moins 2 à 3 millions d'hommes et de femmes qui sont en état de travailler. Compte tenu des difficultés extraordinaires que nous pose le problème du travail, je suis d'avis que ces 3 millions devraient être spécialement sélectionnés et préservés. Mais cela ne peut se faire que si, en même temps, on les rend incapables de se propager. Il y a environ un an, je vous ai signalé que mes agents avaient réalisé les expériences nécessaires à cette fin. Je voudrais rappeler ces faits une fois de plus. La stérilisation, telle qu'elle est normalement pratiquée sur les personnes atteintes de maladies héréditaires, est ici hors de question, parce qu'elle est trop longue et trop coûteuse. En revanche, la castration par rayons X est non seulement relativement bon marché, mais elle peut aussi être pratiquée sur des milliers de personnes en un minimum de temps. Je pense qu'à l'heure actuelle, il importe peu que

[744] *Auschwitz : Assistenza sanitaria, op. cit*, p. 103.

[745] NARA, T 175, Rouleau 234/2723655.

les personnes concernées se rendent compte qu'elles ont été castrées au bout de quelques semaines ou de quelques mois, lorsqu'elles en ressentent les effets' ». (p. 134)

Je présente tout d'abord le texte de la partie essentielle du document :[746]

« Selon moi, parmi les quelque 10 millions de Juifs européens, il y a au moins 2 à 3 millions d'hommes et de femmes tout à fait capables de travailler. Compte tenu des difficultés extraordinaires que pose la question de l'emploi, je suis d'avis que ces 2 à 3 millions doivent en tout état de cause être extraits et conservés. Cela n'est toutefois possible que s'ils sont stérilisés ».

Si Harrison pense que « *erhalten* » est utilisé ici dans le sens de « garder en vie », implicitement pour empêcher ces juifs d'être « exterminés », alors la proposition de Brack contredirait « le témoignage de Wisliceny selon lequel un ordre d'extermination lui avait été montré en avril 1942 indiquant que les Juifs aptes au travail devaient être exclus et placés dans des camps de concentration », ainsi que les autres « convergences » non prouvées. Dans ce cas, Brack *présuppose* en fait que 10 millions de juifs doivent être tués et *propose* de maintenir en vie ceux qui sont aptes au travail ; mais une telle proposition aurait été inutile, car elle est faite à Himmler, qui aurait donné un ordre en ce sens déjà deux mois plus tôt.

Mais « *herauszuziehen und erhalten* » (« extraire et conserver ») peut aussi être interprété à la lumière du passage déjà cité du protocole de Wannsee : « Dans le cadre de cette solution finale de la question juive européenne, environ 11 millions de Juifs sont à prendre en considération, qui sont répartis comme suit entre les différents pays :... »[747] Les 2-3 millions de juifs en question pourraient donc être « extraits » de la masse des déportés et laissés à la disposition des entreprises ayant besoin de travailleurs en Europe centrale et occidentale, même si Brack proposait de les stériliser.

D'autre part, ce document n'est finalement qu'une simple proposition. La question est de savoir quelle a été la décision de Himmler à l'égard des juifs mentionnés par Brack ?

En fait, aucune décision claire n'est connue. Le 11 août, le Reichsführer- SS envoie une réponse par lettre dans laquelle il se limite à déclarer qu'il voit « un intérêt certain à ce que la stérilisation par rayons X soit testée au moins une fois dans un camp avec une série d'expériences. »[748] Trois jours plus tard, le 14 août, Werner Blankenburg, de la Chancellerie du Führer, qui avait succédé à Brack à son poste après le transfert de ce dernier, le même mois, à la division SS « Prinz Eugen », accusa réception de la lettre de Himmler, déclarant qu'il était prêt, en tant qu'« adjoint permanent de l'Oberführer Brack », à « prendre immédiatement

[746] NO-205.

[747] NG-2586-G, p. 5 de l'original.

[748] NO-206.

les mesures nécessaires et à se mettre en rapport avec les chefs des bureaux principaux (Hauptamtschefs) pour les camps de concentration ».[749]

D'autres documents abordent également la question de la stérilisation, mais pas la proposition de Brack concernant les 2 à 3 millions de juifs. Le 7 juillet 1942, Himmler, le SS-Brigadeführer Prof. Dr. Karl Gebhardt, le SS-Brigadeführer Richard Glücks et le SS-Brigadeführer Prof. Carl Clauberg assistent à une réunion sur le thème de la « stérilisation des juives ». Himmler met alors le camp d'Auschwitz à la disposition de Clauberg « pour ses expériences sur l'homme et l'animal » afin de créer un système de stérilisation efficace et discret. Une fois les résultats des expériences disponibles, Himmler attend un rapport « afin que la mise en œuvre pratique de la stérilisation des juives puisse commencer ».[750] Les expériences se déroulent cependant à un rythme très lent. Le 7 juin 1943, Clauberg, se référant à la réunion susmentionnée, écrit à Himmler que la méthode de stérilisation en question est « pratiquement prête ».[751] Le 10 juillet 1943, Brandt écrit à Clauberg que, sur ordre de Himmler, ce dernier doit se rendre au camp de Ravensbrück pour y effectuer « la stérilisation des juives » selon sa méthode. Pour en évaluer l'efficacité, Brandt propose une méthode pratique de vérification : il s'agit d'isoler ensemble un juif mâle et une juive et d'attendre le résultat.[752] Le 29 avril 1944 encore, Blankenburg transmet à Himmler un rapport du Dr Schumann concernant l'efficacité des rayons X dans la stérilisation des hommes, ce qui signifie que les expériences se poursuivent à ce moment-là.[753]

> **[130]** *« Le 10 avril 1942, Heydrich informe le Premier ministre slovaque, Tuka, qu'un 'demi-million' de Juifs doivent être déportés 'd'Europe vers l'Est'. Les pays concernés sont la Slovaquie, le Reich, le Protectorat, la France, la Belgique et la Hollande. Au cours de la même période, Heydrich se rend à Minsk et à Paris dans le cadre de la préparation de ces déportations ».* (p. 134)

La source de la visite de Heydrich à Tuka le 10 avril 1942 est « Longerich, *Holocaust*, p. 328 ». (note 206 de la p. 234). Dans son expertise pour le procès Irving v. Lipstadt, Longerich a établi le cadre historique suivant :[754]

> *« La déportation de 5 000 personnes vers Auschwitz, annoncée par Heydrich au début du mois de mars, a eu lieu entre le 5 juin et le 17 juillet. Ces cinq transports – tout comme les transports de familles slovaques qui avaient commencé en avril – faisaient déjà partie du premier*

[749] NO-207.

[750] NO-216. Le document est daté de juillet 1942 sans indication de la date exacte.

[751] NO-212.

[752] NO-213.

[753] NO-208.

[754] Heinz Peter Longerich, *The Systematic Character of the National Socialist Policy for the Extermination of the Jews* (Le caractère systématique de la politique nationale-socialiste d'extermination des Juifs) : Electronic Edition, in : www.hdot.org/en/trial/defense/pl2/IIIF#pl2_3910p67n299

programme de déportation du RSHA à l'échelle européenne. Une note du bureau du Premier ministre slovaque Tuka, datée du 10 avril, concernant une visite de Heydrich[298], constitue une preuve importante de l'existence de ce programme. À cette occasion, Heydrich explique à Tuka que la déportation prévue des Juifs slovaques n'est qu'une 'partie du programme'[299]. À l'époque, il y a eu une 'réinstallation' de '1/2 million' de Juifs 'hors d'Europe vers l'Est'. Outre la Slovaquie, le Reich, le Protektorat, les Pays-Bas, la Belgique et la France sont également concernés ».

Dans la note de bas de page 298, Longerich fait référence aux « Archives Moreshet, Givat Haviva, Israël (copie des Archives d'État de Prague, 114-7-300), imprimées dans Tragedia Slovenskych Zidov Fotografie a Dokumenty, Bratislava 1949 » ; dans la note de bas de page 299, il écrit : « Ibid. Note de Dannecker 15.6., RF 1217, imprimée dans Klarsfeld, Vichy-Auschwitz, pp. 379 et suivantes ; cf. l'interprétation de Klarsfeld, ibid. pp. 66 et suivantes ».

De toute évidence, Harrison n'a jamais vu la note du dossier datée du 10 avril 1942, qui est rédigée en slovaque. J'en rapporte la partie la plus importante :[755]

« Le Président du gouvernement, M. Vojtech Tuka, a rencontré aujourd'hui l'agent désigné de Heinrich Himmler, le Reichsführer-SS, chef de la police allemande et plénipotentiaire du Reichsmarschall Göring, qui a reçu de la chancellerie du Reich ainsi que du Führer Adolf Hitler l'ordre direct de résoudre la question juive européenne. Au cours de la réunion, il est précisé que la déportation des Juifs slovaques ne constitue qu'une partie du programme. Actuellement, la déportation d'un demi-million de Juifs d'Europe vers l'Est est en cours. La Slovaquie est le premier État dont le Reich allemand était prêt à absorber les Juifs. Au même moment, la déportation des Juifs de France (territoire occupé), de Hollande, de Belgique, du Protectorat ainsi que du territoire du Reich est mise en œuvre. Les Juifs de Slovaquie seront réinstallés dans certains endroits des environs de Lublin (district de Lublin), où ils resteront en permanence. Les familles restent ensemble. Du point de vue du droit international et de la citoyenneté, les Juifs deviendront des pupilles [Schutzbefohlene[756]] du Reich allemand ».

Ce document est confirmé par une lettre du Ministre slovaque Sidor au cardinal Maglione, secrétaire d'État du Saint-Siège, datée du 23 mai 1942 :[757]

« Mais au cours de cette période [entre le 12 novembre 1941 et le 8 mai 1942]*, un changement concernant la solution de la question juive s'est produit. Le gouvernement slovaque et la chancellerie allemande ont mené des négociations sur la solution de la question juive en Europe, et il a été décidé que l'émigration des juifs slovaques n'était qu'une partie d'un programme intégral plus vaste. Actuellement, un demi-million de juifs seront envoyés d'Europe vers l'Europe de l'Est. La Slovaquie serait le premier État dont les habitants d'origine juive auraient été acceptés par l'Allemagne. Parallèlement, l'émigration des Juifs de France (de la*

---

[755] Štefan Engel, *Tragédia slovenských židov. Fotografie a dokumenty*. Dokumentačná akcia pri Úsžno v Bratislave, 1949, pp. 6 sq. (ma numérotation; il manque les nujméros de page au livre).

[756] En allemand dans l'original.

[757] Holy Sea (éd.), *Actes et Documents du Saint Siège relatifs à la Seconde Guerre Mondiale*. Vol. 8, Le Saint Siège et les victimes de la guerre. Janvier 1941-Décembre 1942. Libreria Editrice Vaticana, 1974, p. 542.

partie occupée), du pays de Hollande, de Belgique, du Protectorat et du territoire du Reich est en cours. De même, la Hongrie s'est montrée prête à expulser 800 000 Juifs, comme l'a annoncé le président du Conseil des ministres, le Dr Kallay, dans son discours du 20 avril de l'année en cours [1942]. *Les Juifs slovaques seront placés dans les environs de Lublin, où ils resteront définitivement ».*

Ceci est en parfait accord avec la politique allemande d'évacuation des juifs, comme le prouve encore le mémorandum de Luther du 21 août 1942, sur lequel je reviendrai plus loin. Pour mieux le démontrer et en contradiction avec la thèse d'une décision antérieure d'exterminer les juifs, il faut d'abord noter que pour la Slovaquie comme pour la France, les déportations ont commencé avec pour objectif le déploiement de la main-d'œuvre.[758]

Dès le 16 février 1942, Luther envoie un message par télétype à l'ambassade d'Allemagne à Bratislava dans lequel il informe que « dans le cadre des mesures pour la solution finale de la question juive européenne », le gouvernement du Reich est prêt à transférer immédiatement « 20 000 jeunes Juifs slovaques forts » vers l'Est « là où il y a un besoin de main-d'œuvre ».[759] Le 21 août, Luther résume la question comme suit :[760]

« Le nombre de Juifs ainsi déportés vers l'Est n'était pas suffisant pour répondre à la demande de main-d'œuvre dans cette région. Sur instruction du Reichsführer-SS, le Reichssicherheitshauptamt [RSHA] *a donc pris contact avec le ministère des affaires étrangères pour demander au gouvernement slovaque de mettre à disposition 20 000 jeunes Juifs slovaques robustes de Slovaquie en vue de leur déportation vers l'Est. L'ambassade à Bratislava rapporte à D III 1002 que le gouvernement slovaque a accueilli la proposition avec empressement et que des travaux préliminaires ont pu être entamés ».*

Le document RF-1217 est mentionné dans le volume VII des transcriptions du procès de Nuremberg :[761]

« Je présente maintenant comme preuve le document numéro RF-1217, qui est un mémorandum du 15 juin 1942 intitulé 'Autres transports de Juifs en provenance de France'. Il s'agit toujours de la même opération, mais je crois qu'il est intéressant de présenter ces documents sans les lire, car ils montrent le fonctionnement extrêmement complexe et régulier de cette administration dont le but était d'arrêter et de déporter des innocents. Le début de la note fait allusion à une nouvelle conférence tenue à Berlin le 11 juin 1942 et à laquelle ont participé les responsables des services juifs de Bruxelles et de La Haye, ainsi que Dannecker lui-même. Dans le quatrième paragraphe de la page 1 de ce document, je lis la dernière phrase du paragraphe : 'Dix pour cent des Juifs inaptes au travail peuvent être inclus dans ces convois'. Cette phrase montre que le but de cette déportation n'était pas seulement de se procurer de la main d'œuvre, même s'il s'agissait d'une main d'œuvre à exterminer par le travail.

---

[758] *Raul Hilberg e i "centri di sterminio" nazionalsocialisti, op. cit.*, pp. 80-89.

[759] T-1078.

[760] NG-2586-J, pp. 5-6 de l'original.

[761] TMI, vol. VII, p. 37.

Je voudrais également lire le cinquième paragraphe, qui ne contient qu'une seule phrase :

'Il a été convenu que 15 000 Juifs seraient expulsés de Hollande, 10 000 de Belgique et jusqu'à 100 000 de France, y compris la zone non occupée' ».

Edgar Faure, procureur général adjoint de la République française, précurseur spirituel de Harrison, a fait une omission discrète qui lui a permis de déformer le sens du document dont je rapporte le texte :[762]

« a) Objet. Pour des raisons militaires, la déportation des Juifs d'Allemagne vers le territoire opérationnel de l'Est ne peut plus être effectuée pendant l'été. Le RF-SS a donc ordonné que, soit à partir du sud-est (Roumanie), soit à partir des territoires occidentaux occupés, des quantités plus importantes de Juifs soient remises au camp de concentration d'Auschwitz pour des activités de travail. La condition de base est que les Juifs (des deux sexes) soient âgés de 16 à 40 ans. Dix pour cent des Juifs incapables de travailler peuvent être inclus dans les transports.

b) Accord. Il a été convenu que 15 000 Juifs seraient déportés des Pays-Bas, 10 000 de Belgique et 100 000 de France, y compris les territoires non occupés. »

Par conséquent, les déportations vers Auschwitz avaient pour objectif premier le déploiement de la main-d'œuvre. Les deux documents susmentionnés confirment donc pleinement la politique des NS à l'égard des juifs décrite ci-dessus.

[131] *« Dans la même période, Heydrich se rend à Minsk et à Paris dans le cadre de la préparation de ces déportations. »* (p. 134)

La source est « Helmut Heiber, 'Aus den Akten das Gauleiters Kube', *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 4, 1956, pp. 67-92 ». (note 207 de la page 134).

Harrison ne sait pas ce qu'il écrit. En fait, cet article ne mentionne qu'une seule lettre de Heydrich à Kube, datée du 21 mars 1942[763], qui ne contient aucune allusion à la prétendue visite à Minsk.

[132] *« Entre le 11 mars et le 25 mai 1942, trente transports quittent le Reich pour les ghettos de transit de la région de Lublin, mais en juin 1942, la plupart des Juifs du Reich déportés dans cette région vont directement à Sobibór. »* (p. 134)

Dans la note de bas de page 208, Harrison commente : « Mattogno confond ces deux périodes afin de dissimuler le point d'escalade. » Il s'agit là d'une autre objection sans fondement. Dans notre étude sur Treblinka, je n'ai rien « confondu », mais j'ai d'abord présenté la documentation disponible, qui concerne principalement la première période, puis la liste des transports de juifs dans le district de Lublin, qui mentionne également tous ceux qui ont été directement affectés à Sobibór.[764]

---

[762] RF-1217/CDJC, XXVI-29. *Die Endlösung der Judenfrage in Belgien, op. cit.*, pp. 24-26.

[763] H. Heiber, « Aus den Akten des Gauleiters Kube », *op. cit.* p. 85.

[764] *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.* p. 242-244.

[133] *« Une circulaire d'Eichmann indiquait que le 15 juin 1942, un transport vers 'Izbica' inclurait 450 malades mentaux de Bendorf-Rhein [209], mais des rapports ultérieurs de la Gestapo montrent que 142 malades mentaux ont été envoyés dans ce train dans des G-Wagen couverts [210]. »* (p. 134)

Voici les références des deux notes de bas de page : 209 : « Photocopies de documents provenant des dossiers de Düsseldorf, 21.4.42-30.6.42 (Vol. III, pp.1357- 58), T/1400 » ; 210 : « Dossier Düsseldorf n° 2 (Vol. III, pp. 1356-57), T/1396 ». Dans son copier-coller frénétique, Harrison s'est encore une fois embrouillé. Les « dossiers de Düsseldorf » sont une série de documents de la « Gestapo Leitstelle de Düsseldorf » mentionnée dans le volume III des dossiers du procès Eichmann (tous les documents y ont reçu les numéros T/1395-T/1398 [dossiers N.1-4], T/1300 et T-1400). La référence « Vol. III, pp. 1356-57 » ne renvoie pas au « Düsseldorf File No. 2 », mais bien au volume III de ces dossiers. Le document mentionné par Harrison est décrit comme suit :[765]

« Il y a ensuite un câble signé par l'accusé, daté du 6 juin 1942, dans lequel il donne des ordres à plusieurs Leitstellen de la Gestapo - y compris Düsseldorf - concernant l'organisation d'une nouvelle déportation vers le district de Lublin, et il donne des ordres pour que dans les quatre cent cinquante [déportés] du district de Coblence, des malades mentaux d'un hôpital de Bendorf soient inclus. »

Ce document, daté du 3 juin 1942, indique :[766]

« Réf : évacuation des Juifs vers l'Est.

Pour la déportation des Juifs destinés à être évacués vers l'Est, l'affectation du train spécial Da 22 du 15.6.42 de Coblence à Izbica près de Lublin a été convenue avec la Reichsbahn. Dans ce transport sont impliqués :

Le bureau Stapo de Coblence avec 450 Juifs, dont des déficients mentaux de la maison de convalescence et de soins de Bendorf am Rhein.

Bureau Stapo d'Aix-la-Chapelle avec 144 Juifs

Bureau Stapo de Cologne avec 318 Juifs

Bureau Stapo de Düsseldorf avec 154 Juifs.

Le transport peut exceptionnellement contenir plus de 1 000 Juifs ».

Avant d'examiner la question, il est nécessaire d'exposer brièvement l'histoire antérieure afin de montrer, d'une part, l'évolution des évènements et, d'autre part, l'ignorance flagrante de Harrison en matière de documents historiques. Le premier document des dossiers de Düsseldorf est la lettre expresse du 31 janvier

---

[765] État d'Israël (éd.), *The Trial of Adolf Eichmann, op. cit.* vol. III, p. 1358. Le document T-1396 est ainsi décrit : « Dossier Düsseldorf n° 2 (Vol. III, pp. 1356-1357). *Ibid*, vol. VI, p. 2454 ». Harrison a préféré revenir au site *The Nizkor Project*, The Trial of Adolf Eichmann, Session 74 (Part 2 of 2), www.nizkor.org/hweb/people/e/eichmannadolf/transcripts/Sessions/Session-074-02.html. Le texte est identique à celui de la version imprimée, à l'exception de l'omission de « [déportés] ».

[766] T/1396 [119].

1942[767], dont j'ai déjà parlé au point 115. Eichmann y déclare que « l'évacuation des Juifs vers l'Est » représentait « le début de la solution finale de la question juive » dans l'Altreich, l'Ostmark (Autriche) et le Protectorat de Bohême et de Moravie. Les transports effectués jusqu'alors ne constituaient que des opérations partielles (*Teilaktionen*) « face aux possibilités limitées d'hébergement à l'Est et aux difficultés de transport », mais « actuellement, de nouvelles possibilités d'hébergement sont étudiées dans le but de déporter davantage de contingents de Juifs de l'Altreich, de l'Ostmark et du Protectorat de Bohême et de Moravie ». Comme je l'ai décrit ci-dessus, diverses catégories de Juifs ont été exemptées des évacuations, notamment :[768]

« Les Juifs a) âgés de plus de 65 ans ; b) ainsi que les Juifs âgés de 55 à 65 ans qui sont particulièrement faibles et donc inaptes au transport. »

Il est important de souligner que l'ordre d'Eichmann faisait suite à la conférence de Wannsee et que, par conséquent, selon l'historiographie orthodoxe de l'holocauste, il représentait la mise en œuvre du prétendu ordre du Führer de décembre 1941 qui aurait sanctionné au moins le meurtre des juifs inaptes au travail. Mais l'ordre d'Eichmann exemptait de la déportation précisément ceux qui étaient inaptes au travail !

Les « directives pour l'exécution technique de l'évacuation des Juifs dans le Gouvernement général (Trawniki près de Lublin) » datent de début janvier 1942 et apparaissent dans les dossiers de Düsseldorf peu après la lettre expresse citée ci-dessus. Ces directives s'ouvrent sur une considération d'ordre général :

« Pour l'évacuation des Juifs du territoire du Reich et du Protectorat de Bohême et de Moravie vers le Gouvernement général, les directives suivantes sont établies et doivent être suivies à la lettre sur tous les points. »

Le document établit tout d'abord les directives concernant les « bureaux administratifs chargés de l'évacuation », puis celles concernant la « détermination du groupe de personnes à évacuer », qui commence comme suit :

« Dans le cadre de ces actions d'évacuation, tous les Juifs peuvent être inclus (§ 5 du 1er décret de la loi sur les citoyens du Reich du 14.11.1935, RGBl. I, S 1333), à l'exception, pour l'instant, des cas suivants : »

Quatre catégories de juifs ont été exemptées de l'évacuation :

1) les juifs qui vivaient dans un mariage mixte juif-allemand ;

2) les juifs de nationalité étrangère, y compris les Soviétiques, à l'exception des apatrides, des anciens citoyens polonais et des citoyens luxembourgeois ;

3) les juifs employés dans les industries en temps de guerre dont les autorités compétentes n'avaient pas autorisé la déportation.

---

[767] T/1395. Dossier Düsseldorf n° 1.

[768] T/1395, [2]. Le numéro entre crochets est celui qui figure dans le document.

La dernière catégorie est la plus importante dans ce contexte, et il convient donc de rapporter le texte complet du document :[769]

« 4. Juifs

a) âgés de plus de 65 ans ;

b) ainsi que les Juifs âgés de 55 à 65 ans qui sont particulièrement faibles et donc inaptes au transport.

Dans les mariages juifs où l'un des conjoints est âgé de moins de 65 ans et l'autre de plus de 65 ans, les deux conjoints peuvent être évacués si le conjoint considéré n'est pas âgé de plus de 67 ans et qu'une attestation d'un agent de santé publique concernant la capacité de travail peut être fournie pour ce conjoint. Aucune autre exception n'est autorisée, quelles que soient les circonstances.

(Pour les Juifs qui ne doivent pas être déportés en raison de leur âge, un règlement distinct sera prévu à l'avenir).

Les conseillers juridiques juifs ne doivent être inclus que dans un rapport correspondant au nombre de Juifs restant initialement.

La séparation des conjoints et des enfants jusqu'à 14 ans de leurs parents doit être évitée ».

Les directives sur le transport imposaient que chaque train puisse contenir au maximum 1 000 personnes (« une occupation plus élevée est interdite ») et prescrivaient que chaque déporté devait emporter avec lui :

« un moyen de paiement de 50 RM en certificats de crédit du Reich ou de 100 zlotys

Une valise ou un sac à dos avec des articles d'habillement (pas d'articles encombrants)

Vêtements complets (chaussures solides)

Des draps de lit avec une couverture

Provisions pour 2 semaines (pain, farine, orge perlé, haricots)

Vaisselle (assiette ou casserole avec cuillère) ».

Les directives exemptant de déportation les juifs inaptes au travail ne sont pas de simples affirmations. Le 27 mai 1942, la *Staatspolizeistelle* (bureau de police de l'État) de Düsseldorf envoie au RSHA un télégramme résumant les déportations dans sa zone de compétence en se référant à la lettre expresse d'Eichmann du 31 janvier 1942 :

« Les juifs désignés pour le ghetto pour personnes âgées de Theresienstadt sont répartis comme suit :

1. Juifs de plus de 65 ans et Juifs faibles de plus de 55 ans 1 545, dont 571 hommes et 974 femmes ».

Il y avait en outre 56 maris et conjoints de mariages mixtes qui n'étaient plus intacts (n° 2), 83 « personnes de sang mêlé » (n° 3), 51 « juifs grands invalides de

[769] T/1395 [15-18].

guerre ou titulaires de l'insigne de l'ordre des blessés ou titulaires de distinctions honorifiques de haute valeur ». Le rapport conclut :[770]

« Dans le district local,

154 Juifs peuvent être déportés vers l'Est, tandis que

1 735 Juifs peuvent être déportés vers le ghetto pour personnes âgées de Theresienstadt. »

Les candidats à la déportation sont soumis à un examen médical qui confirme ou infirme leur aptitude au travail et dont les résultats sont transcrits sur un formulaire vierge fourni appelé « résultats de l'examen » et signé par le « médecin accrédité de la police ».[771]

Le 8 août 1942, la *Staatspolizeileitstelle* (direction de la police d'État) de Düsseldorf envoie au bureau d'Eichmann un rapport sur les déportations vers l'« Altersghetto » (« ghetto pour personnes âgées ») de Theresienstadt :[772]

« Sur les 1 735 Juifs signalés sur la base du décret F.S. no. 974 30 du 21.5.1942 – IV B 4 a – 2093/42g – le 21.7.1942, 965 Juifs du train spécial Da 70 et le 25.7.1942 694 Juifs du train spécial Da 71, soit au total 1659 Juifs, ont été déportés à Theresienstadt ».

Les personnes disparues s'étaient en partie suicidées, étaient en partie décédées ou s'étaient enfuies. Une personne était « alitée » et, pour cette raison, « a été exclue du transport ».

D'une part, cela confirme pleinement ce que j'ai observé au sujet du ghetto de Theresienstadt en relation avec la conférence de Wannsee, d'autre part, cela réfute radicalement les fantasmes insipides de Harrison.

Le 6 juin 1942, Eichmann a transmis au siège de la police d'État de Düsseldorf une lettre expresse intitulée « *Reichssicherheitshauptamt IV B 4 a 2093/42g (391)* » et ayant pour objet « l'évacuation des Juifs vers Izbica près de Lublin ». Les nouvelles « directives pour la mise en œuvre technique de l'évacuation des Juifs vers l'Est » y sont jointes.[773]

Aux quatre catégories déjà mentionnées de juifs exemptés de déportation, une cinquième est ajoutée :

« Les titulaires de l'insigne de l'ordre des blessés ou les titulaires de hautes distinctions honorifiques (EK I, médaille d'or de la valeur, etc.) »

Comme précédemment, les directives établissent :[774]

« Lors de la radiation des Juifs des registres de population des bureaux d'enregistrement, la destination ne doit pas être mentionnée, mais simplement « adresse inconnue » ou plutôt « émigré' ».

---

[770] T/1395 [89].

[771] T/1395 [45- 48].

[772] T/1397 [223].

[773] T/1396 [128].

[774] T/1395 [121-127].

Puisqu'il est généralement admis qu'en janvier 1942 (date de rédaction de la première version de ces directives) aucun « camp d'extermination » n'existait au sein du Gouvernement général, et considérant en outre que la destination des déportés était bien connue, les arguties des « blogueurs plagiaires » à ce sujet n'ont pas le moindre sens.

Pour revenir à la question initiale, un télégramme du Kriminalkommissar Schubert, envoyé par le Stapo Koblenz à tous les *Stapo(leit)stellen* de Düsseldorf, Aix-la-Chapelle et Cologne en date du 11 juin 1942, informe que le transport Da 22 transitera le 15 juin par Coblence-Lützel à 0h00, et non à 2h08 comme prévu. Le train était composé de 15 wagons de passagers et de 9 wagons de marchandises.

> *« Les wagons de marchandises seront occupés par les Juifs de la maison de repos et de soins israélite de Bendorf-Sayn. »*

La répartition des wagons de passagers était la suivante : 3 pour les juifs de la Stapoleitstelle Düsseldorf, 3 pour ceux de la Stapostelle Aachen, et 9 pour ceux de la Stapostelle Cologne.[775]

Le rapport de la Staatspolizeileitstelle Düsseldorf pour sa zone de compétence avec pour sujet « l'évacuation des Juifs vers Izbica près de Lublin » est connu. Le train Da 22 est parti de Coblence-Lützel le 15 juin à 8h37 et est arrivé à 10h15 à Düsseldorf, où 142 Juifs sont montés à bord. Le nombre prévu était de 154, mais trois personnes se sont suicidées, une est décédée, une s'est enfuie et « sept Juifs étaient inaptes au transport pour cause de maladie ».[776]

Ces documents démentent catégoriquement l'existence, à cette époque, d'une politique d'extermination des juifs en application d'un ordre non prouvé du Führer.

[134] Harrison commente :

> *« Étant donné que MGK affirment que les Juifs malades ont été 'euthanasiés' à Sobibór, il serait très hypocrite de leur part de nier le véritable sort de ces déportés. »* (p. 134)

J'observe tout d'abord que dans tous les documents, la destination du transport est Izbica, qui se trouve à environ 20 km au nord-nord-ouest de Zamość, directement sur l'itinéraire du train menant à Bełżec, à plus de 100 km de distance de Sobibór. Le nombre de patients ne pouvait pas être de 450, car ils étaient, selon les directives d'Eichmann, inclus dans ce nombre. Il est possible que ces patients aient été tués plus tard à Sobibór dans le cadre de l'euthanasie, mais cela prouverait en fait un plan d'euthanasie et non un plan d'extermination totale.

---

[775] T/1396 [134].

[776] T/1396 [145].

L'affirmation de Harrison reste donc une tautologie ridicule : si, soutient-il, nous admettons que les « Juifs malades ont été 'euthanasiés' à Sobibór », alors nous serions hypocrites si nous n'affirmions pas qu'ils n'ont pas été « euthanasiés » !

[135] *« Une destination de Sobibór est également connue avec certitude pour le transport viennois documenté par Fischmann, dont le nom est orthographié par Mattogno comme 'Frischmann'. »* (pp. 134-135)

Ici, le plagiat de Harrison est également assez maladroit, car il a omis l'aspect du document que sa source, Browning, expose ainsi :[777]

« Comme Bełżec, Sobibór a reçu des transports de Juifs jugés incapables de travailler, comme le montre le rapport du lieutenant Fischmann du 20 juin 1942. Fischmann commandait la garde policière qui accompagnait un train parti de Vienne avec 1 000 Juifs de Vienne pour le district de Lublin. Le SS-Obersturmführer Pohl, de l'Etat-major de Globocnik, rencontre le train à Lublin le 16 juin et sélectionne 51 Juifs âgés de 15 à 50 ans, jugés aptes au travail. Le 17 juin, le lieutenant Stangl a pris en charge les 949 Juifs restants à Sobibór ».

Dans sa note de bas de page, Browning mentionne la source « Fischmann report, 20.6.42, copy in YVA, O-51/163/42-43 »[778] copiée intégralement par Harrison : « Rapport Fischmann, 20.6.42. YVA, O-51/163/42-43 » (note 211).

Le document original est reproduit par Jules Schelvis[779], qui le présente comme suit : « *Bericht des Transportführers Josef Frischmann aus Wien* »[780] et cite ensuite cette source : « *Josef Frischmann am 20. Juni 1942 in Wien. Yad Vashem 051/63=DN/27-3.* »[781] Schelvis n'est pas en faute, car il est vrai que dans le document dactylographié figure la mention « Fischmann », mais la signature manuscrite est sans aucun doute « Frischmann ».

Le document ne peut être considéré comme une preuve que Sobibór était un camp d'extermination *que* si l'on présuppose *a priori* que Sobibór était un camp d'extermination. Or, au contraire, le document est tout à fait compatible avec la thèse d'un camp de transit. Il est indiqué que le transport est arrivé à Sobibór, « et non comme prévu à Izbica », donc qu'il n'était *pas* destiné à l'origine au prétendu camp d'extermination. Le fait qu'à Lublin, le *SS-Obersturmführer* Pohl ait retiré « 51 Juifs aptes au travail » des 1 000 déportés ne signifie pas que les 949 restants étaient tous inaptes au travail.

[136] *« Il est significatif que Fischmann ait parlé de Sobibór comme d'un 'camp de travail', ce qui était manifestement un euphémisme. Kues tente de neutraliser cela en affirmant que Fischmann a commis une erreur, mais son affirmation repose sur une hypothèse totalement a*

---

[777] C.R. Browning, *Evidence for the Implementation of the Final Solution*, *op. cit.* p. 20.

[778] *Ibid*, note 119 à la p. 37.

[779] J. Schelvis, *Vernichtungslager Sobibór, op. cit.* p. 70 sq.

[780] *Ibid*, p. 71.

[781] *Ibid*, note 178 à la p. 72.

priori (un sophisme d'incrédulité personnelle) selon laquelle les nazis n'auraient pas utilisé trois euphémismes différents pour 'camp de la mort'. Kues doit enfreindre la règle du 'rasoir d'Occam' pour faire cette tentative de neutralisation. Étant donné que Kues admet que Fischmann n'était pas pleinement informé sur Sobibór, il est plus plausible que l'information ait été cachée à l'officier parce que le camp était un camp de la mort que parce qu'il s'agissait d'un camp de transit, car la première aurait été plus préjudiciable aux intérêts allemands si elle avait été divulguée à l'ennemi ». (p. 135)

Comme je l'ai dit plus haut, c'est le contraire qui est vrai : ce n'est que sur la base d'une « hypothèse totalement *a priori* (sophisme de la crédulité personnelle) » que l'on peut prétendre que le terme « camp de travail » mentionné dans le document en question est un « euphémisme ». En fait, cette affirmation est réfutée par le contexte. Le document indique qu'à Lublin Pohl a donné à Frischmann « l'ordre d'amener les 949 autres Juifs au camp de travail de Sobibór » et ajoute : « Le 17.6. le train est parti à 8h15 vers le camp de travail situé près de la gare de Sobibór ». Le terme « *Arbeitslager* » (camp de travail) provient donc soit de Pohl, soit de Frischmann. Dans le premier cas, Pohl aurait utilisé un euphémisme avec le *Transportführer* (chef du transport) : pour quelle raison ? Pour le tromper ? Dans le second cas, Frischmann aurait utilisé un « euphémisme » dans son rapport à ses supérieurs, les destinataires de son rapport : pour quelle raison ? Quelle était la nécessité de cet « euphémisme » ? Frischmann aurait pu simplement définir Sobibór comme un « *Lager* » (camp) et personne n'aurait rien eu à redire. Il en résulte que le camp de travail de l'époque était une dénomination courante pour Sobibór, ce qui n'exclut pas nécessairement qu'il ait également servi de « camp de transit ».

Thomas Kues a écrit à ce sujet :[782]

« Il est indiqué qu'à leur arrivée, les juifs ont été remis au commandant du 'camp de travail situé à côté de la gare' ('das neben dem Bahnhof gelegene Arbeitslager'*). Il s'agit de la seule source documentaire dans laquelle Sobibór est qualifié de 'camp de travail'. Il est très probable que cette désignation soit une simple erreur de la part d'un officier de police viennois qui n'avait pas été informé en détail de la réinstallation des juifs. Du point de vue de l'extermination, il n'est pas logique que les SS aient utilisé trois désignations de camouflage différentes* – Durchgangslager, Sonderlager et Arbeitslager *(camp de transit, camp spécial et camp de travail) – pour le même camp de la mort ! »*

Le contraire est plus probable : ces trois termes désignaient des fonctions réelles et complémentaires de Sobibór.

[137] *« On estime à 53 000 le nombre de Juifs slovaques déportés entre le 26 mars et le 26 juin 1942 ; à la fin de l'année 1942, ce nombre était passé à 57 752, dont 18 746 vers Auschwitz et 39 006 vers Lublin et ses environs. »* (p. 135)

---

[782] T. Kues, « On the terms Sonderlager and SS-Sonderkommando », in : *Inconvenient History*, 27 mai 2001, dans : www.revblog.codoh.com/2011/05/on-the terms-sonderlager-and-sssonderkommando/

Ces mêmes données identiques ont été évoquées par moi-même dans notre étude sur Sobibór.[783] Mais ces données de déportation démontrent-elles que les déportés ont été gazés ?

[138] *« Le début des déportations systématiques à partir de la France est précédé de plusieurs déclarations exterminatrices. Le 6 mai 1942, Heydrich se rend à Paris pour marquer l'entrée en fonction d'Oberg au HSSPF et fournit aux responsables de la Wehrmacht des informations sur la politique de gazage, notant que les 'bus' de gazage sont remplacés par des 'solutions plus sophistiquées offrant un rendement plus élevé'. Cette conversation est transmise par l'un des participants (Bälz) à Bargatzky, qui la consigne dans son journal. Comme pour les Juifs russes de Kiev, l'arrêt de mort a été prononcé pour tous les Juifs d'Europe. Même les Juifs de France, dont les déportations commencent ces semaines-ci. Bälz rapporte la révélation de Heydrich selon laquelle :*

'Comme pour les Juifs russes de Kiev, la sentence de mort a été prononcée à l'encontre de tous les Juifs d'Europe. Même sur les Juifs de France, dont la déportation commence ces semaines-ci' ». (p. 135)

La source est la suivante : « Walter Bargatzky, *Hotel Majestic. Ein Deutscher im besetzten Frankreich*, Freiburg, 1987, p. 103ff.; cf. Herbert, 'Deportation of the French Jews', p. 152 » (note 215 à la p. 135)

Il s'agit là d'une autre preuve de la mauvaise argumentation de Harrison. Il transforme hypocritement une suite de déclarations délirantes en quelque chose qui semble avoir du sens. Voici le texte du passage en question :[784]

« Bus destinés au transport des Juifs de la gare au camp, du camp au lieu de travail, et dans lesquels un gaz mortel est introduit pendant le trajet. Une tentative qui a échoué au détriment de Heydrich en raison d'une technologie insuffisante : les bus étaient trop petits, le taux de mortalité trop faible, en plus d'autres déficiences gênantes. Il conclut donc en annonçant des solutions plus grandes et plus parfaites, permettant d'atteindre des chiffres plus élevés. ... Comme pour les Juifs russes de Kiev, l'arrêt de mort a été prononcé pour l'ensemble de la communauté juive d'Europe. Il en va de même pour les Juifs français, dont la déportation commence cette semaine ».

Harrison semble être la seule personne à prendre au sérieux les déclarations de Bargatzky dans son prétendu « journal ». Voici ce qu'un chercheur sérieux déclare à ce sujet :[785]

« Il existe différentes déclarations concernant la formulation du discours inaugural de Heydrich. Alors que l'ancien juge en chef du MBF [Commandant militaire de la France] *Hans Boetticher, dans une déclaration du 29.10.1949, a particulièrement insisté sur le refus de Heydrich de tuer des otages, soulignant ainsi l'"aspect humanitaire"* [...], *Walter Bargatzky se*

---

[783] *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.*, p. 319.

[784] Jörg Osterloh, *Nationalsozialistische Judenverfolgung im Reichsgau Sedetenland 1938-1945*. Oldenbourg Verlag, München 2006, p. 81.

[785] Bernhard Brunner, *Der Frankreich-Komplex. Die nationalsozialistischen Verbrechen in Frankreich und die Justiz der Bundesrepublik Deutschland* (Les crimes nazis en France et la justice de la République fédérale d'Allemagne). Wallstein, Göttingen, 2004, note 95, p. 59.

souvient qu'on lui a dit (il n'était pas personnellement présent) que Heydrich avait également été informé des décisions de la conférence de Wannsee et des expériences de massacres au gaz toxique et qu'il avait annoncé une solution efficace qui engloberait également les Juifs de France. Cf. Bargatzky, Hotel Majestic, p. 103 et suivantes. »

La narration de Harrison est également réfutée par Hans Crome, ancien 1c-Offizier du MBF, qui « a été témoin du discours de Heydrich à Paris mentionné par Bargatzky, mais a nié que Heydrich ait également mentionné le meurtre des Juifs à cette occasion ».[786]

En reconstituant l'épisode lié à la visite de Heydrich à Paris, Serge Klarsfeld ne mentionne même pas Bargatzky.[787] Il cite à la place une note du consul général Rudolf Schleier du 11 septembre 1942 selon laquelle, à l'occasion de sa visite à Paris du 5 au 12 mai, Heydrich aurait déclaré lors d'une conférence avec le chef de la police française, René Bousquet, que des trains seraient bientôt disponibles pour évacuer les juifs apatrides de la partie occupée de la France « à destination de l'Est afin d'être employés à certains travaux ».[788]

Une dernière observation : Harrison présente les déclarations de Bargatzky comme un « journal ». À cet égard, son « collègue » Nick Terry, le 28 août 2008 sur le forum RODOH, a transmis certaines informations au membre du forum « Jonny », qui lui avait demandé :

« Le livre de Bargartzky [sic] *a été publié en 1987. S'agit-il de mémoires ou d'un journal intime ? S'agit-il d'une transcription correcte du journal ? Où se trouve l'original ? L'épisode complet semble être une fabrication d'après-guerre. Heydrich parle du gazage des 'bus' à des officiers de la Wehrmacht (!), et l'un d'entre eux raconte les détails à Bargartzky* [sic]*, qui n'était après tout qu'un fonctionnaire de l'Abteilung 'Justiz' du commandement militaire en France. Cela ne semble pas très crédible ».*

Et voici la réponse de Terry :[789]

« Le livre de Bargatzky est son journal de guerre. Il faudrait consulter ce livre pour savoir où il se trouve actuellement. À mon avis, il se trouve à Fribourg. »

Ainsi, Terry, comme son digne « collègue » Harrison, se révèle être soit un ignorant, soit un menteur, car un tel « journal de guerre » n'existe pas. Brunner l'a en effet décrit comme « '*Hotel Majestic*', un rapport de mémoire plus de 20 ans après cette déclaration [de Heydrich] »[790], et Ahlrich Meyer parle de la

---

[786] *Ibid.*, p. 250.

[787] Bargatzky n'est même pas cité dans la reconstruction de Barbara Lambauer dans l'article « Opportunistischer Antisemitismus. Der deutsche Botschafter Otto Abetz und die Judenverfolgung in Frankreich (1940-1942) », in : *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 53e année, 2005, cahier 2, pp. 265-266.

[788] S. Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz. Le rôle de Vichy dans la Solution Finale de la question juive*. Fayard, Paris, 1983, pp. 54-55. Le texte allemand de la phrase citée est « nach dem Osten zwecksseinsatz zu transportieren ».

[789] Messages du forum du 28 août 2008 précédemment disponibles à l'adresse suivante http://rodohforum.yuku.com/topic/6239#.Tz6y62Wvo1E

[790] B. Brunner, *Der Frankreich-Komplex, op. cit*. p. 250.

« description de Walter Bargatzky, l'ancien conseiller pour l'administration de la guerre dans la section justice du commandant militaire, dont les souvenirs de France ont été publiés sous le titre 'Hotel Majestic' en 1987 ».[791] Il s'agit donc de simples souvenirs écrits des dizaines d'années après les faits.

[139] *« L'utilisation par Heydrich de l'expression 'condamnation à mort' fait écho à l'utilisation par Goebbels de la même expression le 14 décembre 1941, mais Heydrich fait référence à 'tous les Juifs d'Europe' plutôt qu'à 'dans de nombreux cas'. Le 15 mai 1942, Goebbels note dans son journal que 'le mieux serait d'évacuer (*abschöben*) ou de liquider (*liquidierten*) tous les Juifs de l'Est encore présents à Paris'. Étant donné que Goebbels avait déjà déclaré en décembre 1941 que la déportation de France serait 'dans de nombreux cas... l'équivalent d'une condamnation à mort', Goebbels a dû utiliser abschöben pour désigner l'assassinat par déportation et liquidierten pour désigner l'assassinat sur le sol français ».* (pp. 135-136)

Harrison fait ici preuve d'une « convergence de preuves » (comme dirait van Pelt) de caractère purement spéculatif, basée sur des omissions et des tromperies, comme je l'ai démontré plus haut.

En ce qui concerne la citation de Goebbels, pour laquelle il cite la référence « *TBJG*, II/4, p. 293 (15.5.42) » (note 216 à la p. 135), il s'agit d'un autre plagiat, tiré de l'article de Thomas Dalton :[792]

« Un rapport de Paris m'informe qu'un certain nombre de ceux qui ont organisé les derniers actes de terreur ont été retrouvés. Environ 90 % [sic : 99 %] *d'entre eux sont des Juifs de l'Est* [Ostjuden]. *Un régime plus rigoureux va maintenant être appliqué à ces Juifs. En ce qui me concerne, il serait préférable d'évacuer (*abschöben*) ou de liquider (*liquidierten*) tous les Juifs de l'Est qui se trouvent encore à Paris. De par leur nature et leur race, ils seront toujours nos ennemis naturels ».*

Le 20 avril, Goebbels avait écrit :[792]

« Le dernier acte de sabotage [en France] contre un train militaire allemand, qui a fait plusieurs morts, sera puni par de sévères représailles. Le nombre de personnes à fusiller sera doublé et plus d'un millier de communistes et de juifs seront mis dans des wagons de marchandises et expédiés (verfrachtet) à l'Est. Là, ils ne verront bientôt plus aucun intérêt à perturber la politique d'ordre de l'Allemagne en Europe ».

La « liquidation » fait également partie de sa rhétorique sévère.

[140] *« Le 13 mai 1942, Dannecker note que, lors d'une conversation avec le lieutenant général Kohl, qui était responsable à Paris du transport ferroviaire, Kohl est apparu à Dannecker comme un 'ennemi' des Juifs, qui était d'accord 'à 100 %' avec 'une solution finale à la question juive dans le but d'une destruction totale de l'ennemi' (*eine Endlösung der Judenfrage mit dem Ziel restloser Vernichtung des Gegners*) ».* (p. 136)

---

[791] Ahlrich Meyer, *Täter im Verhör. Die « Endlösung der Judenfrage » in Frankreich 1940-1944*. Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 2005, p. 274.

[792] T. Dalton, « Goebbels on the Jews, Part 2 », in : *Inconvenient History*, vol. 2. no. 2, 2010, www.inconvenienthistory.com/archive/2010/volume_2/number_2/goebbels_on_the_jews_2.php

Il s'agit là d'une autre phrase arrachée à son contexte historique et documentaire et brandie comme « preuve » de la prétendue politique d'extermination des juifs français. Je postule que Harrison ne connaît que la phrase susmentionnée de ce document – une « note » de Dannecker datée du 13 mai 1942 ayant pour objet « l'approvisionnement en matériel roulant [=véhicules ferroviaires] pour le transport des Juifs ». Il se réfère à deux sources, mais il s'agit comme d'habitude de plagiats bibliographiques :

> « XXVb-29*, publié dans Serge Klarsfeld,* Die Endlösung der Judenfrage in Frankreich. Deutsche Dokumente 1941-1944. *Paris, 1977 ; également Raul Hilberg,* Sonderzüge nach Auschwitz : The Role of the German Railroads in the Destruction of the Jews*, Mainz, 1981 »* (note 217 de la p. 136)

Harrison a sans doute repris cette citation d'un article de Robert Faurisson :[793]

> *« au cours de cette conversation, Kohl est apparu à Dannecker comme un 'ennemi' ('Gegner') des Juifs, approuvant à 100 % 'une solution finale à la question juive dans le but d'une destruction totale de l'ennemi' 'eine Endlösung der Judenfrage mit dem Ziel restloser Vernichtung des Gegners'. »*

Dans ce document, Dannecker mentionne une discussion avec le Generalleutnant Kohl, chef du département des transports ferroviaires, dans laquelle il déclare :

> *« Au cours de la discussion, qui a duré 1¼ heure, j'ai donné au général un aperçu des questions juives et de la politique juive en France. J'ai ainsi pu constater qu'il était un ennemi intransigeant des Juifs et qu'il était d'accord à cent pour cent sur la solution finale de la question juive avec pour objectif l'anéantissement complet de l'ennemi. »*

Dannecker rapporte ensuite ces propos de Kohl :[794]

> *« Si vous me dites que je veux transporter 10 000 ou 20 000 Juifs de France vers l'Est, vous pouvez compter en tout cas sur moi pour fournir le matériel nécessaire et les locomotives. »*

Dannecker a donc donné à Kohl une « vue d'ensemble des questions juives et des politiques juives en France », sur la base de laquelle Kohl était entièrement d'accord avec « la solution finale de la question juive avec pour objectif l'anéantissement complet de l'ennemi ». Mais quelle était alors la « politique juive en France » mise en œuvre par Dannecker ?

Pour répondre à cette question, il faut examiner le contexte historico-documentaire. Comme je l'ai exposé plus haut, dès le 10 mars 1942, Dannecker précise que les personnes à déporter doivent être « des Juifs de sexe masculin, aptes au travail, n'ayant pas plus de 55 ans ». Le 15 juin, il souligne que la « condition de base » pour les déportations est « que les Juifs (des deux sexes)

---

[793] R. Faurisson, « My Life as a Revisionist (September 1983 to September 1987) », *The Journal for Historical Review*, vol. 9, no. 1, 1989, p. 28 ; www.ihr.org/jhr/v09/v09p--5_Faurisson.html

[794] S. Klarsfeld, *Die Endlösung der Judenfrage in Frankreich, op. cit.* p. 56 ; H. Hilberg, *Sonderzüge nach Auschwitz, op. cit*. p. 153 sq.

soient âgés de 16 à 40 ans. Dix pour cent des Juifs incapables de travailler peuvent être inclus dans les transports ». Le 22 juin, Eichmann parle de l'affectation des juifs de la France occupée, de la Belgique et des Pays-Bas « au travail dans le camp d'Auschwitz ». Le 26 juin, Dannecker établit des « directives pour l'évacuation des Juifs » dans lesquelles il précise que « dans le cadre d'une action d'évacuation, tous les Juifs des deux sexes soumis au marquage obligatoire et aptes au travail dans la tranche d'âge de 16 à 45 ans peuvent être inclus ».[795] Et un mois plus tard, le 27 juillet 1942, Karl Otto Klingenfuss, fonctionnaire du ministère allemand des Affaires étrangères, communique à Eichmann :[796]

> *« Le ministère des Affaires étrangères n'a, pour l'essentiel, aucune objection à formuler à l'encontre du transfert prévu d'un nombre déterminé de Juifs du territoire français occupé, des Pays-Bas et de la Belgique en vue de leur affectation au travail dans le camp d'Auschwitz. »*

Où est la prétendue politique d'« anéantissement complet de l'ennemi » ? Le contexte historico-documentaire montre donc que le terme « *Vernichtung* » (anéantissement, effacement) a été utilisé ici au sens figuré, comme dans les autres cas mentionnés ci-dessus.

> **[141]** *« La politique de déportation s'est déroulée par étapes. Le 11 juin 1942, Dannecker annonce que 100 000 Juifs seront déportés de la zone non occupée, à raison de trois transports par semaine. »* (p. 136)

La source est « Memorandum by Dannecker on a discussion in Eichmann's office, 11.6.42, RF-1217, also T/419 » (note 218, p. 136). Harrison, avec son habituel « copier-coller », a probablement repris cette référence de la description du document en ligne du procès Eichmann : « Memorandum by Dannecker on a discussion in Eichmann's office on 11 June 1942 ».[797] Il a attribué au document, qui est daté du 15 juin, la date de la conférence du 11 juin qui y est mentionnée. Il s'agit du document RF-1217 que j'ai cité plus haut. Harrison ignore l'élément essentiel qui s'oppose à sa thèse préfabriquée, à savoir : « que les Juifs (des deux sexes) ont entre 16 et 40 ans ; 10 % des Juifs incapables de travailler peuvent être inclus dans les transports ».

> **[142]** *« Le 22 juin 1942, Eichmann précise à Rademacher que 40 000 Juifs de la zone non occupée, 40 000 des Pays-Bas et 10 000 de Belgique seront déportés à Auschwitz, mais le lendemain, Himmler donne pour instruction au RSHA que 'le rythme précédemment prévu (3 transports de 1 000 Juifs chacun par semaine)' doit être 'sensiblement augmenté dans un bref délai* [...] *dans le but de libérer la France de tous ses Juifs le plus tôt possible' ».* (p. 136)

En ce qui concerne la lettre du 22 juin, que j'ai également mentionnée plus haut, Harrison omet le but des déportations, à savoir que les convois étaient envoyés « au camp d'Auschwitz pour le déploiement de la main-d'œuvre ».

---

[795] RF-1221. TMI, vol. XXXIX, p. 3.

[796] T/448.

[797] State of Israel (éd.), *The Trial of Adolf Eichmann, op. cit.* vol. VI, p. 2409.

La deuxième citation, pour laquelle Harrison cite comme source « Minutes by Eichmann and Dannecker on their discussion concerning deportation of Jews from France, Paris, 1.7.42, RF-1223, also T/429 » (note 220, p. 136) est tirée de Longerich :[798]

> *« Il s'agit de : tous les Juifs résidant en France doivent être déportés dans les plus brefs délais. Le 'rythme précédemment prévu (3 transports de 1 000 Juifs chacun par semaine)' doit 'être sensiblement augmenté dans un bref délai [...] dans le but de libérer la France de tous ses Juifs le plus rapidement possible ».*

Comme d'habitude, Harrison semble ne rien savoir des documents, à l'exception des passages qu'il a copiés à partir des travaux d'autres personnes.

Dans ce document, Eichmann, « compte tenu de l'ordre du RF SS (envoyé au département IV B 4 par l'intermédiaire du chef du département IV le 23.6.42), selon lequel tous les Juifs résidant en France doivent être déportés dès que possible », observe qu'il « a été décidé que le rythme actuel (3 transports hebdomadaires de 1 000 Juifs chacun) devra bientôt être considérablement augmenté dans le but de débarrasser complètement la France des Juifs dès que possible ».[799]

Cela démontre-t-il que les déportés devaient être exterminés ?

> **[143]** *« Quelques jours plus tard, Zeitschel déclare que Dannecker exige que 50 000 Juifs de la zone non occupée soient déportés 'vers l'Est le plus rapidement possible'. En raison de cette urgence, les transports vers Auschwitz passent de quatre au mois de juin à huit en juillet, treize en août et treize en septembre. Le 21 juillet 1943, le nombre de Juifs évacués de France s'élevait à 52 000 ».* (p. 136)

La première citation, pour laquelle Harrison donne la référence « Ambassade allemande au chef de la police de sécurité en France, 27.6.42, RF- 1220 » (note 221 à la p. 136) provient de la transcription du procès de Nuremberg :[800]

> *« Suite à mon entretien avec le Hauptsturmfuehrer Dannecker à la date du 27 juin, au cours duquel il m'a indiqué qu'il exigeait que 50 000 Juifs de la zone non occupée soient déportés à l'Est dans les plus brefs délais, et que sur la base des notes envoyées par le Commissaire général aux questions juives, Darquier de Pellepoix, nous devions simplement faire quelque chose pour ce dernier, j'ai rapporté l'affaire à l'ambassadeur Abetz et au conseiller d'ambassade Hahn immédiatement après la discussion. »*

Harrison a repris le titre du document RF-1220[801] présenté par le procureur français Edgar Faure.

---

[798] P. Longerich, *Holocaust. The Nazi Persecution and Murder of the Jews, op. cit.* p. 329.

[799] RF-1223. Transcription dans : R.M. Kempner, *Eichmann und Komplizen, op. cit.* p. 205-206.

[800] TMI, vol. X, p. 404. 2 avril 1946.

[801] *Ibid*, p. 403.

« Je demande qu'on vous [Ribbentrop] *montre le document français RF-1220, qui est une lettre de l'ambassade d'Allemagne du 27 juin 1942, adressée au chef de la police de sécurité et du SD en France ».*

La référence du second document concernant le nombre de transports est la suivante : « Serge Klarsfeld, *Die Endlösung der Judenfrage in Frankreich. Deutsche Dokumente 1941-1944*. Paris, 1977 » (note 222 de la p. 136). Un autre plagiat, comme on peut le déduire du fait que Harrison n'est pas en mesure de donner le numéro de page.[802]

Le dernier document a pour source « la revue de Roethke sur 'l'état actuel de la question juive en France'. Paris, 21.7.43, T/488 » (note 223 de la p. 136), qui provient de l'index des documents des dossiers du procès Eichmann (« T/37(64) Roethke's review of 'the present state of the Jewish Question in France' ; Paris, 6.3.43. Soumis au cours du procès et marqué T/474 (RF-1230, CJM-534, BO6-249, Vol. II, p. 598 »),[803] mais, comme d'autres références de même teneur, il provient du site Web du Projet Nizkor.[804]

Le document en question est une « note » de Röthke disant : « déportés jusqu'au 20.7.1943, dont 52 000 Juifs ».[805]

Dans une note ultérieure, datée du 3 septembre, Röthke donne un chiffre de 52 069, dont 27 069 avaient été déportés jusqu'au 2 septembre 1942 (à partir de la France occupée et de la zone non occupée) et 25 000 autres devaient être déportés (à partir des deux zones) du 3 septembre à la fin du mois d'octobre.[806]

[144] *« Le caractère exterminateur de la déportation est également démontré par la politique de déportation des enfants non accompagnés vers les camps de la mort, et d'empêchement des enfants de se réfugier en Palestine. Le 20 juillet 1942, Eichmann informe Dannecker que dès que des trains pourront à nouveau être envoyés dans la zone du Generalgouvernement, les transports d'enfants pourront s'effectuer. »* (p. 136)

La source est la suivante : « Minute de Dannecker sur un appel téléphonique d'Eichmann et de Novak. Paris, 21.7.42, T/439 » (note 224 de la p. 136). Comme d'habitude, la source est l'index des documents du procès Eichmann : « Procès-verbal de Dannecker sur un appel téléphonique d'Eichmann et Novak ; Paris, 21.7.42. Soumis au cours du procès et marqué T/439 ».[807] Il est clair que Harrison n'a jamais vu le document cité et qu'il n'a aucune idée de sa signification

[802] Cfr. S. Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz. Le rôle de Vichy dans la Solution Finale de la question juive, op. cit*. p. 191 (liste chronologique des transports de 1942).

[803] State of Israel (ed.), *The Trial of Adolf Eichmann, op. cit*. vol. VI, p. 2377.

[804] www.nizkor.org/ftp.cgi/people/e/eichmann.adolf/transcripts/Exhibits/List-of-Exhibits.

[805] T/488.

[806] T/452.

[807] State of Israel (ed.), *The Trial of Adolf Eichmann, op. cit. vol.* VI, p. 2375.

réelle. Je rapporte tout d'abord le texte allemand de la partie la plus importante du document :[808]

> *« Mit SS-Obersturmbannführer Eichmann wurde die Frage des Kinderabschubes besprochen. Er entschied, daß, sobald der Abtransport in das Generalgouvernement wieder möglich ist, Kindertransporte rollen können. SS-Obersturmführer Nowak sicherte zu, Ende August/Anfang September etwa 6 Transporte nach dem Generalgouvernement zu ermöglichen, die Juden aller Art (auch arbeitsunfähige und alte Juden) enthalten können »*

Traduit :

> *« Avec le SS-Obersturmbannführer Eichmann, la question de la déportation des enfants a été discutée. Il a décidé que, dès que la déportation vers le gouvernement général serait à nouveau possible, les transports d'enfants pourraient avoir lieu. Le SS-Obersturmführer Nowak assure que pour la fin août/début septembre, quelque 6 transports vers le gouvernement général seront rendus possibles, ce qui pourrait inclure des Juifs de toutes sortes (également des Juifs incapables de travailler et des Juifs âgés) ».*

Harrison ignore qu'Auschwitz ne faisait pas partie du Gouvernement général, mais du Grand Reich allemand. La *Vermerk* (note) est datée du 21 juillet 1942 et indique que « dès que la déportation vers le Gouvernement général sera à nouveau possible, les transports d'enfants pourront avoir lieu ». Or, comme Harrison l'a lui-même souligné en recopiant cette information, huit convois juifs sont partis de France en juillet 1942, et treize en août de la même année. Il est essentiel d'examiner les dates des transports : 17, 19, 20, 22, 24, 27, 29 et 31 juillet ; 3, 5, 7, 10, 12, 14, 17, 19, 21, 24, 26, 28 et 31 août.[809] Puisque le 21 juillet on attendait que la « déportation au Gouvernement Général » redevienne possible, ce qui ne pouvait que signifier qu'à ce moment-là la déportation vers cette destination n'était *pas* possible, il en résulte que celle-ci était différente de la « déportation » vers Auschwitz, qui s'est poursuivie sans interruption pendant toute cette période. L'intention était donc d'envoyer les enfants dans les ghettos du gouvernement général. Le document démontre donc exactement le contraire de ce qu'affirme Harrison.

En ce qui concerne l'histoire de « l'empêchement des enfants de se réfugier en Palestine », Harrison la confond avec un épisode débutant en mars 1943 sur lequel je reviendrai au point 148.

> **[145]** *« Le 13 août 1942, Günther a informé le SD de Paris que les enfants juifs des camps de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande pourraient être répartis progressivement dans les transports vers Auschwitz. »* (pp. 136-137)

La source indiquée par Harrison est à nouveau la liste de documents des dossiers du procès Eichmann (« Message téléimprimé de Günther à la branche de

---

[808] RF-1233 et T/439. Le texte original est reproduit par R.M. Kempner, *Eichmann und Komplizen, op. cit.* p. 212.

[809] S. Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz. Le rôle de Vichy dans la Solution Finale de la question juive, op. cit*. p. 191.

la police de sécurité à Paris indiquant que les enfants juifs des camps de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande peuvent être répartis progressivement entre les transports vers Auschwitz. Berlin, 13.8.42, T/443, » note 225 à la p. 237).[810]

Le 13 août, le SS-*Sturmbannführer* Rolf Günther envoie aux autorités SS de Paris un télégramme ayant pour objet « Évacuation des Juifs vers Auschwitz. Déportation des enfants juifs » dans lequel il communique ce qui suit :[811]

> *« Les enfants juifs hébergés dans les camps de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande peuvent être répartis au fur et à mesure dans les transports prévus vers Auschwitz. Toutefois, les transports ne comportant que des enfants ne doivent en aucun cas être effectués. »*

Une note de Röthke du même jour faisant état d'une discussion tenue dans le Referat *IV J* du RSHA au sujet de la déportation des juifs de France non occupée indique :[812]

> *« Les Juifs arrivant du territoire non occupé seront mélangés à Drancy avec des enfants juifs, qui résident encore actuellement à Pithiviers et Beaune-la-Rolande, de telle sorte que 300 à 500 enfants soient attribués à 700 mais au moins 500 Juifs adultes, car selon la directive du bureau principal de la sécurité du Reich, les trains ne contenant que des enfants juifs ne doivent pas être déportés ».*

Au vu de la *Vermerk* d'Eichmann du 21 juillet 1942 examinée ci-dessus, la « déportation » des enfants à Auschwitz montre que les SS avaient d'abord l'intention de déporter les enfants directement au gouvernement général, puis, en s'écartant de ce plan, de passer par Auschwitz en tant que camp de transit.

> **[146]** *« Les instructions pour le transport des enfants de France à Auschwitz ont été communiquées à Höss et au RSHA, mais à aucune autre institution plus à l'est. »* (p. 137)

Pour étayer cette affirmation, Harrison cite les sources suivantes :

> *« Roethke à Eichmann signalant le départ d'un train du Bourget-Drancy vers Auschwitz avec 1 000 Juifs, Paris, 14.8. 42, T/444 ; série de messages téléimprimés, classés chronologiquement, de la section IV J du SD à Paris signalant le départ de trains de déportation vers Auschwitz (chaque rapport a été transmis à Eichmann au siège de la sécurité du Reich, à l'inspecteur des camps de concentration à Oranienburg et au camp de concentration d'Auschwitz), Paris, 17.7.42-2.3.43, T/447 (pp.1-9, 12-13, 14, 16) ; et message téléimprimé de Roethke à Eichmann, à l'inspecteur des camps de concentration d'Oranienburg et au camp de concentration d'Auschwitz, signalant le départ d'un train de déportation transportant 1 000 Juifs ; Paris, 23.9.42, T/455 ; voir aussi la même chaîne de distribution dans T/457 et T/461 ». (note 226 de la page 137)*

Harrison a de nouveau pillé l'index des documents du procès Eichmann tout en montrant son ignorance des documents en question.

---

[810] *Ibid*, *op. cit*, vol. VI, p. 2410, description du document T-443.

[811] T/443. Cfr. S. Klarsfeld, *Die Endlösung der Judenfrage in Frankreich, op. cit.* p. 112. CDJC, XXVb-126.

[812] RF-1234 et T/449.

T-444 : « Message télégraphique de Röthke[813] à Eichmann au siège de la sécurité du Reich, signalant le départ d'un train du Bourget-Drancy pour Auschwitz avec 1 000 Juifs ; Paris, 21.7.42. »[814]

T-447 (1-9, 12-13, 14,16) :[815] « Ensemble de messages téléimprimés, classés par ordre chronologique, provenant de la section IV J du SD à Paris et signalant le départ de trains de déportation vers Auschwitz. Chaque rapport a été transmis à Eichmann au siège de la sécurité du Reich, à l'inspecteur des camps de concentration à Oranienburg et au camp de concentration d'Auschwitz ; Paris, 17.7.42-2.3.43 (CJM-534, BO6-696, 695, 752, 691, 692, 690, 271, 257, 256, 436, 275, 276, 273, Vol. II, pp. 593-594). »[816]

T-455 : « Message télégraphique de Röthke à Eichmann, à l'inspecteur des camps de concentration d'Oranienburg et au camp de concentration d'Auschwitz, signalant le départ d'un train de déportation transportant 1 000 Juifs ; Paris, 23.9.42. »[817]

Le télégramme du 14 août 1942 (XLIX-38 du CDJC) annonce le départ du Bourget-Drancy « vers Auschwitz » d'un transport de 1 000 Juifs, « dont pour la première fois des enfants ».

Tous les documents de cette série, sauf le dernier, sont adressés à Eichmann, à « l'inspecteur du camp de concentration d'Oranienburg » et au « camp de concentration d'Auschwitz ». Les autres documents relatifs au départ des transports juifs du Bourget-Drancy « vers Auschwitz » ont été créés le jour même de l'envoi du télégramme. Il s'agit des documents XXVc-75 (17.7.1942), XXV-c-144 (2.9.1942), XXV-c-155 (9.9.1942), XXV-c-162 (11.9.1942), à nouveau XXV-c-162 (14.9.1942), XXV-c-164 (16.9.1942), XXV-c-173 (28.9. 1942), XXV-c-193 (6.11.1942), à nouveau XXV-c-193 (9.11.1942) et enfin XXV-c-201, qui s'adresse plutôt « au commandant de la Sûreté et du SD à Metz ».[818]

Le document suivant mentionné par Harrison est un autre télégramme de Röthke envoyé le 23 septembre 1942 aux mêmes destinataires, et concerne le

---

[813] Harrison écrit « Roethke » parce que la source de son plagiat, la liste des documents du procès Eichmann telle que présentée par le site Web *The Nizkor Projekt*, porte cette orthographe : www.nizkor.org/ftp.cgi/people/e/eichmann.adolf/transcripts/Exhibits/List-of-Exhibits

[814] State of Israel (ed.), *The Trial of Adolf Eichmann, op. cit*. vol. VI, p. 2410.

[815] Avec son ignorance typique, Harrison interprète ces chiffres comme les pages du document (« pp.1-9, 12-13, 14, 16 »). En réalité, ils représentent une série de 18 documents (State of Israel (ed.), *The Trial of Adolf Eichmann", op. cit.*, vol. II, p. 593) répartis comme suit : T-447 (1-9, 12-13, 14, 16) ; T-447 (10-11) ; T-447 (15) et T-447 (17-18).

[816] *Ibid*, vol. VI, p. 2410. « BO6 » signifie « numéro attribué à un document par la police israélienne » ; les numéros suivants sont en fait ceux attribués par la police israélienne aux 18 documents mentionnés ci-dessus.

[817] *Ibid*, p. 2410.

[818] T/447.

départ le même jour d'un transport de juifs du « Bourget Drancy vers Auschwitz ».[819]

Le télégramme du 1er octobre nous informe qu'un jour plus tôt, un train transportant 211 juifs est parti pour la même destination. Ce transport était nécessaire « pour des raisons politiques et de prestige », car de nombreux bureaux français avaient tenté d'interférer avec le départ du dernier train du mois de septembre.[820] Le document T/461, enfin, est un télégramme de Röthke du 11 novembre 1942 concernant le départ le même jour du « train de transport 931/38 », toujours du « Bourget Drancy vers Auschwitz avec un total de 745 juifs ».[821]

Compte tenu de ce contexte nécessaire, j'observe que l'objection de Harrison est résolument pathétique. Si un train devait atteindre Auschwitz, d'où il revenait et d'où la nouvelle « déportation » des enfants devait être mise en œuvre, pourquoi Röthke aurait-il été obligé de mentionner leur destination finale dans le gouvernement général ? Cela aurait été, au mieux, la tâche de Höss.

> **[147]** *« De même, deux télégrammes de Roethke à Eichmann et aux commandants supérieurs de la police de sécurité et du SD à Cracovie et Lublin, envoyés les 4-6 mars 1943, signalant le départ de trains de déportation du Bourget-Drancy vers Chelm (Cholm), n'avaient pas de destinataires plus à l'est. »* (p. 137)

Harrison est vraiment incroyable. Examinons tout d'abord les documents dont il ne connaît apparemment que les titres de l'index.

Le 4 mars 1943, Röthke envoie à Eichmann, au « commandant de la police de sécurité et du SD Krakau » et au « commandant de la police de sécurité et du SD Lublin », un télégramme indiquant[822] :

« Le 4 mars 1943 à 9 h 15, le train de transport n° 901 a quitté la gare de départ du Bourget-Drancy, près de Paris, en direction de ~~Auschwitz~~ Cholm avec un total de 1 000 Juifs ».

Dans le texte, « Auschwitz » est biffé et remplacé par un « Cholm » manuscrit.

Le télégramme du 6 mars, adressé aux mêmes destinataires, indique que le transport n° 901 avec 1 000 juifs est parti « en direction de Cholm »[823], comme celui du 23 mars (transport avec 999 juifs « en direction de Cholm »)[824] et du 25 mars (transport avec 1 000 juifs « en direction de Cholm »). »[825]

---

[819] T/455.

[820] T/457.

[821] T/461.

[822] T/447 (17-18). Document XXVc-211.

[823] T/447 (17-18). Document XXVc-215.

[824] T/37(29) = T/1420.

[825] T/37(30)) T/1421.

La déclaration de Harrison est aussi invalide que la précédente. Dans ce cas également, selon le code de pratique, les autorités de destination ont été informées de ces transports. Deux transports partis de Drancy les 4 et 6 mars 1943 ont été envoyés à Cholm (Chełm), un site situé à environ 60 km à l'est de Lublin (distance routière) et à environ 40 km au sud de Sobibór (distance ferroviaire) ; deux autres se sont dirigés vers Cholm les 23 et 25 mars. Lors du procès Eichmann, le procureur Bach a déclaré que ces quatre transports ont été exterminés à Sobibór.[826] Selon Klarsfeld, les transports des 4 et 6 mars 1943 ont atteint le camp de Majdanek,[827] ceux des 23 et 25 mars ont atteint Sobibór, mais pour Zofia Leszczyńska, historienne au musée de Majdanek, tous les quatre sont arrivés dans ce camp.[828] Klarsfeld se réfère à un document et à deux témoignages, dont l'un affirme que seuls 15, soit 1,5 %, des 1 008 déportés sont restés en vie.[829] Le télégramme annonçant le départ de ces deux transports a été envoyé aux mêmes destinataires que ceux des messages correspondants pour les deux transports envoyés à Majdanek, le BdS de Cracovie et le BdS de Lublin. Le plus probable est donc que Klarsfeld et Leszczyńska ont tous deux raison : ces quatre transports sont allés d'abord à Majdanek, où sont descendus les détenus aptes au travail, puis à Sobibór.

D'un point de vue orthodoxe, l'ensemble de l'épisode semble déraisonnable. Le 15 février 1943, le *Gesandtschaftsrat* Ernst Achenbach communique à Berlin que deux jours auparavant, deux officiers allemands ont été victimes d'un assassinat à Paris et qu'« en guise de représailles temporaires, il est prévu d'arrêter 2 000 Juifs et de les envoyer à l'Est. »[830] Le 24 février, le SS-*Obersturmbannführer* Kurt Lischka informe le RSHA que la police française a reçu la mission d'arrêter « 2 000 Juifs âgés de 16 à 65 ans », en précisant qu'il doit s'agir de « Juifs aptes au travail ».[831] Ces 2 000 Juifs sont ensuite envoyés à Majdanek. Pratiquement, deux transports de déportés ont servi d'action de représailles, qui aurait déclenché la brutalité homicide allemande, mais au lieu d'être exterminés de la manière la plus atroce, ils

---

826 *Ibid*, documents T-447 (17-18), T-1420 et T-1421 ; t. II, p. 593 et t. IV, p. 1636.

827 S. Klarsfeld, *Le mémorial de la déportation des Juifs de France*. Edité et publié par Beate et Serge Klarsfeld, Paris 1978, « Tableau chronologique des convois de déportation » et commentaire « La déstination des deux convois N° 50 et 51 : Maidanek » (les pages ne sont pas numérotées).

828 Zofia Leszczyńska, « Transporty wiezniów do obozu na Majdanku », in : *Zeszyty Majdanka*, IV, 1969, p. 193 et 221-222 (5 transports de Drancy sont ici mentionnés, comprenant respectivement 992, 1001, 1001, 994 et 1009 juifs). Selon Barbara Schwindt, ces données sont érronées. Schwindt, *Das Konzentrations- und Vernichtungslager Majdanek. Funktionswandel im Kontext der « Endlösung. »* Königshausen & Neumann, Würzburg, 2005, p. 200.

829 S. Klarsfeld, *Le mémorial de la déportation des Juifs de France, op. cit*., Kommentar « La déstination finale des convois N° 52 et 53: Sobibor ».

830 S. Klarsfeld, *Die Endlösung der Judenfrage in Frankreich*, *op. cit*., p. 105 (NG-4894).

831 *Ibid*., S. 108.

ont été envoyés travailler dans le camp de Majdanek. Si l'on croit à l'existence d'un plan d'extermination des juifs, cela devrait surprendre.

> **[148]** *« En avril 1944, les rafles sont étendues aux maisons d'enfants [228]. Les tentatives d'empêcher l'émigration d'enfants juifs vers la Palestine ont donné lieu à une correspondance, impliquant le bureau d'Eichmann, au sujet d'enfants se trouvant, par exemple, en Suède [229], en Bulgarie [230] et en Roumanie [231]. »* (p. 137)

La note 228 donne ces sources : « Télégramme de Barbie de la Sûreté de Lyon au Groupe IVb, Paris, signalant l'arrestation et la déportation des enfants et du personnel de la Colonie Enfant d'Izieu-Ain ; Lyon, 6.4.44, NO-1411, également T/505 et CDJC VII–10 ; cf. Serge Klarsfeld, *Die Endlösung der Judenfrage in Frankreich. Deutsche Dokumente 1941-1944*. Paris, 1977, p. 135. » La première partie est copiée, comme d'habitude, de l'index des documents du procès Eichmann[832], mais ici Harrison a également tout mélangé. La source mentionne en effet le document RF-1235. Le document NO-1411 n'a aucun rapport avec le sujet en question, car il s'agit d'un « *Merkblatt über Steigerung der Festnahmezahl der Juden im Bereich des BdS in Frankreich* » (Bulletin sur l'augmentation du nombre d'arrestations de Juifs sur le territoire de la BdS en France) du SS-*Standartenführer* Helmuth Knochen, chef de la police de sécurité et du SD en France, du 14 avril 1944. La référence au livre de Klarsfeld est également hors de propos : la page indiquée par Harrison contient en fait un « *Aktenvermerk* » (note de dossier) du SS-*Sturmbannführer* Herbert Hagen daté du 4 septembre 1942.[833] La référence au document T/505 est correcte. En effet, ce document mentionne l'arrestation de 41 enfants âgés de 3 à 13 ans qui ont dû être transportés à Drancy le 7 avril 1944.[834]

La note 229 indique ce qui suit : « Lettre de Günther au ministère des Affaires étrangères, transmettant un rapport du DNB (agence de presse officielle allemande) sur une manifestation de charité à Stockholm en faveur d'enfants juifs devant être envoyés en Palestine, Berlin, 6.4.43, T/601 ; voir également T/602. » Ceci a également été repris littéralement de la même source.[835] T-602 est décrit comme suit : « Lettre de von Thadden à la légation allemande de Stockholm concernant un évènement caritatif en faveur des enfants juifs (avec lettre transmise à IVB4 au siège de la sécurité du Reich (voir T/601) ; Berlin, 9.4.43, 13.5.43. »[836] Dans aucun de ces documents, il n'est fait allusion à « empêcher l'émigration d'enfants juifs vers la Palestine ».

---

[832] State of Israel (ed.), *The Trial of Adolf Eichmann, op. cit.* vol. VI, p. 2413, description du document T-505.

[833] *Die Endlösung der Judenfrage in Frankreich, op. cit.* p. 135.

[834] T/505.

[835] State of Israel (ed.), *The Trial of Adolf Eichmann, op. cit. vol.* VI, p. 2417, description du document T-601.

[836] *Ibid*, p. 2417.

Dans le premier document, Günther informe le département DIII du ministère allemand des Affaires étrangères d'un communiqué de presse du DNB [Deutsches Nachrichtenbüro, une agence de presse allemande] (n° 75 du 16.3.1943) selon lequel, le 5 mars, une « grande manifestation caritative juive a été organisée à l'opéra de Stockholm en faveur des enfants juifs qui devraient être transférés en Palestine ».[837]

Le second document contient le commentaire de von Thadden sur ce communiqué de presse :[838]

> *« Une réponse est demandée, également pour* [être informé] *de l'évolution des plans en Suède concernant un transfert d'enfants juifs vers la Palestine ».*

Dans la note de bas de page 230, Harrison écrit : « Lettre de Bergmann, ministère des Affaires étrangères, à la légation allemande à Sofia lui donnant instruction de s'opposer à l'émigration de 5 000 enfants juifs vers la Palestine, 13.2.43, NG-1783, également T/948 ; voir aussi T/949, T/950, T/951 et T/952. » Plagiat une fois de plus.[839] Voici les descriptions des autres documents mentionnés par Harrison :

T-949 : « Télégramme de Rademacher à la légation allemande de Bucarest donnant des instructions pour que le gouvernement bulgare soit informé que l'Allemagne s'oppose à la fois à l'émigration et à la conduite de négociations à ce sujet ; 10.3.43 (NG-2184). »[839]

T-950 : « Lettre de Günther à von Hahn au sujet des prétendues négociations entre le gouvernement bulgare et la Grande-Bretagne concernant l'émigration des Juifs en Palestine : 2.4.43. »[840]

T-951 : « Lettre de Pausch au ministère des Affaires étrangères à Eichmann concernant les négociations entre les Bulgares et les Britanniques sur l'autorisation d'émigration en Palestine ; 7.4.43. »[840]

T-952 : « Eichmann informe le ministère des Affaires étrangères de l'intention des Bulgares d'autoriser l'émigration en Palestine d'un grand nombre de Juifs des Balkans ; 4.5.43. »[840]

Le télégramme de Rademacher du 10 mars 1943 aux légations allemandes de Budapest et de Bucarest informe que la légation de Sofia a l'impression que le gouvernement bulgare n'a pas d'opinion claire sur la question du « départ de 4 000 juifs vers la Palestine ». Le gouvernement allemand s'oppose à ces négociations unilatérales pour une série de raisons d'opportunité.[841]

---

[837] T/601.

[838] T/602.

[839] State of Israel (ed.), *The Trial of Adolf Eichmann, op. cit.* vol. VI, p. 2433.

[840] *Ibid*, p. 2433-2434.

[841] T/949 = NG-2184.

La lettre de Günther à von Hahn du 2 avril 1943 indique que le *Deutsches Nachrichtbüro* (DNB) a rapporté un message radio selon lequel l'ambassadeur britannique à Washington a communiqué au Congrès juif « que les négociations entre la Bulgarie et la Grande-Bretagne pour l'"expulsion' de 4 000 Juifs âgés et de 4 000 enfants juifs ont été menées à bien ».[842]

Le 7 avril 1943, Walter Pausch, fonctionnaire du ministère allemand des Affaires étrangères, rapporte que l'ambassade allemande à Sofia a confirmé que le gouvernement bulgare s'est effectivement engagé dans des négociations avec la Grande-Bretagne pour la « réinstallation de 4 000 enfants juifs en Palestine ».[843]

Enfin, dans sa lettre du 4 mai 1943, Eichmann informe le *Legationsrat* von Hahn du ministère allemand des Affaires étrangères que le « gouvernement en Palestine » a autorisé l'octroi de « visas d'immigration », en plus des 4 000 enfants et 500 adultes, à un grand nombre de « sionistes avec femmes et enfants » ; en outre, selon une autre communication, la Bulgarie a donné « son accord pour la déportation via la Turquie de 8 000 Juifs vivant en Bulgarie ».[844]

Dans sa note de bas de page 231, Harrison mentionne les documents « T/1049, T/1050, T/1051 et T/1056 » :

Le premier d'entre eux est une lettre expresse de Günther datée du 10 mars 1943 dans laquelle, « pour les raisons évoquées à plusieurs reprises », il supplie von Hahn d'intervenir contre l'émigration prévue de « 150 enfants juifs » de Roumanie vers la Palestine via la Bulgarie.[845]

Le second est un télégramme du SS-*Hauptsturmführer* Gustav Richter, représentant d'Eichmann à Bucarest, daté du 9 avril 1943, réitérant l'opposition du gouvernement allemand à l'émigration d'enfants juifs en Palestine et déclarant « dass es nicht im politischen Interesse des Reichs liege, dass eine Auswanderung von Juden nicht nur aus Rumänien, sondern aus Europa überhaupt im Hinblick auf die vom Reich erstrebte Lösung der Judenfrage in Europa staatfinde [sic] » – qu'il n'est pas dans l'intérêt politique du Reich qu'une émigration de Juifs se produise non seulement de Roumanie, mais d'Europe en tant que telle, compte tenu de la solution envisagée par le Reich pour la question juive en Europe ».[846]

Le troisième est celui d'Adolf Heinz Beckerle, représentant du ministère allemand des Affaires étrangères en Bulgarie, qui communique par télégramme du 10 avril 1943 que 74 enfants juifs ont déjà reçu le visa d'expatriation du

[842] T/950.
[843] T/951.
[844] T/952.
[845] T/1049.
[846] T/1050.

gouvernement roumain, mais que l'Allemagne les considère comme non valables et qu'elle s'opposera à de « tels transports de Juifs » à l'avenir également.[847]

Le dernier document est une lettre expresse datée du 31 mars 1944 dans laquelle Günther informe von Thadden que la Turquie a consenti à laisser transiter par son territoire « 5 000 enfants juifs en partance pour la Palestine » ; et qu'en outre, les États-Unis ont prévu d'affecter un petit navire turc au transport des enfants sous l'insigne de la Croix-Rouge via Costanza-Istanbul-Haïfa ; chaque voyage devait transporter 1 000 enfants. Bien que les autorités allemandes locales ne se soient pas opposées aux transports des premiers groupes d'enfants,[848]

> *« dans l'intérêt d'une appréhension éventuellement globale de tous les Juifs en Europe, nous pouvons demander d'établir des mesures appropriées et d'interdire par tous les moyens le départ de Juifs, en particulier d'enfants juifs, des pays des Balkans ».*

Il est clair que Harrison ne sait rien des épisodes mentionnés dans ces documents.

Je résume brièvement. Le 29 janvier 1943, Eichmann reçoit du chef des juifs roumains, Wilhelm Filderman, une demande d'émigration de 5 000 enfants juifs orphelins déportés par les Roumains en Transnistrie. L'objectif du projet était de permettre à 150 enfants d'émigrer en Palestine via la Bulgarie, mais le ministère allemand des Affaires étrangères s'y est opposé. Au début du mois de mai 1943, ce bureau communique que le RSHA est prêt à permettre « le départ de 5 000 enfants juifs des territoires occupés de l'Est », à condition qu'ils soient échangés avec 20 000 Allemands internés à l'étranger[849], mais le 13 mai, le Grand Mufti communique à Ribbentrop son opposition résolue à l'entrée de ces enfants en Palestine. Le ministre allemand des Affaires étrangères se déclare alors prêt à laisser émigrer les 5 000 enfants juifs si l'Angleterre se déclare prête à les accueillir. Par la suite, la proposition n'a progressé que lentement, selon l'accusation dans le procès dit de *Wilhelmstraßenprozess* ou procès des ministères, en raison du manque de bonne volonté de la part de l'Allemagne.[850]

> **[149]** *« La Roumanie est particulièrement importante pour expliquer le rôle des fonctionnaires allemands dans la Solution finale à cette époque. Mattogno a souvent tenté d'utiliser la note de Luther du 21 août 1942 comme preuve d'un programme de réinstallation. Cependant, deux jours avant cette note, Luther a reçu un télex de Rintelen citant un rapport du chef de la police de sécurité et du SD, daté du 26 juillet 1942 et adressé à Himmler, sur la situation concernant la déportation des Juifs de Roumanie [232]. Il y est indiqué que les Juifs qui ne travaillent pas seront 'soumis à un traitement spécial' ».* (p. 137)

---

[847] T/1051.

[848] T/1056.

[849] T/1055.

[850] R.M. Kempner, *Eichmann und Komplizen, op. cit.*, pp. 397-404.

La critique de Harrison sur mon utilisation du mémorandum de Luther est intentionnellement vague et sans indications. Dans tout le « Manifeste du copier-coller », aucune autre référence n'apparaît à la description que j'en ai faite et que je reproduis ici dans son contexte. Après avoir cité la lettre de Rademacher à Bielfeld du 10 février 1942 telle que discutée ci-dessus, dans laquelle la suspension du plan Madagascar est annoncée et « la possibilité de fournir d'autres territoires pour la solution finale » est envisagée, j'ai commenté :[851]

> *« Cela montre clairement que la* 'Endlösung' *était de nature territoriale et consistait en la déportation des Juifs vers les territoires détenus par l'Allemagne à l'Est. Ceci est en parfait accord avec un autre document important, le mémorandum de Luther d'août 1942. Luther y reprend principalement les éléments essentiels de la politique allemande à l'égard des Juifs :*
>
> *'Le principe de base de la politique allemande à l'égard des Juifs, à partir de la prise de pouvoir* [par Hitler en 1933]*, était de promouvoir l'émigration juive par tous les moyens disponibles. À cette fin, le Generalfeldmarschall Göring, en sa qualité de chef du Plan quadriennal, a créé une agence centrale du Reich pour l'émigration juive et en a confié la direction au Gruppenführer Heydrich, le chef de la police de sécurité'.*
>
> *Après avoir exposé les origines et l'évolution du plan Madagascar – qui avait été abandonné en raison de l'évolution de la situation – Luther a souligné que la lettre de Göring du 31 juillet 1941 faisait suite à la lettre de Heydrich du 24 juin 1940, qui affirmait que la question juive ne pouvait plus être résolue par l'émigration, mais nécessitait une 'solution finale territoriale'. Luther poursuit :*
>
> *'C'est pourquoi le Reichsmarschall Göring a demandé au Gruppenführer Heydrich, le 31 juillet 1941, d'entreprendre tous les préparatifs nécessaires à une solution globale de la question juive dans la sphère d'influence allemande en Europe (cf.* [document] *DIII 709g). Sur la base de cet ordre, le Gruppenführer Heydrich a convoqué pour le 20 janvier 1942 une réunion de tous les organismes allemands concernés, à laquelle participaient les secrétaires d'État des autres ministères et moi-même du ministère des Affaires étrangères. Le Gruppenführer Heydrich expliqua lors de cette réunion que le Reichsmarschall Göring avait émis son ordre sur ordre du Führer et que ce dernier avait maintenant approuvé l'évacuation des Juifs vers l'Est' ».*

À cela Harrison oppose un document qu'il ne connaît pas et dont je rapporte la partie la plus importante :[852]

> *« Les préparatifs politiques et techniques relatifs à la solution de la question juive en Roumanie ont été achevés par le responsable du bureau principal de la sécurité du Reich, de sorte que les transports d'évacuation pourront bientôt commencer. À partir du 10 septembre 1942, il est prévu d'amener les Juifs de Roumanie dans le district de Lublin, où la partie apte au travail sera employée, le reste devant faire l'objet d'un traitement spécial ».*

Les historiens orthodoxes de l'holocauste et leur serviteur Harrison expliquent qu'ici, « traitement spécial » signifie mise à mort, ce qui n'est que pure

[851] Sobibór. *Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.* p. 209 et s.

[852] NG-3559. Également T/1023.

spéculation. Une analyse du mémorandum de Luther, cependant, fournit la bonne explication. En ce qui concerne les juifs roumains, Luther écrit :[853]

> *« La légation allemande de Bucarest signale à la D III 602 g que le gouvernement roumain laisse au gouvernement du Reich le soin de déporter ses Juifs avec les Juifs allemands dans les ghettos de l'Est ».*

À la fin du document, Luther souligne :[854]

> *« Le transport vers le gouvernement général est une mesure temporaire. Les Juifs seront envoyés dans les territoires occupés de l'Est dès que les conditions techniques requises seront réunies ».*

On notera que cela est parfaitement conforme aux dispositions déjà mentionnées du protocole de Wannsee : « Les Juifs évacués seront d'abord amenés progressivement dans des ghettos dits de transit, d'où ils seront transportés vers l'Est. »[855] Le « traitement spécial » dans ce contexte signifiait exactement cela.

Le 13 mai 1942, le *Kreishauptmann* (président du comté) de Pulawy envoie au gouverneur du district de Lublin, c'est-à-dire à la destination prévue des juifs roumains, une lettre concernant les déportations vers sa juridiction. Au point 5 de cette lettre, il informe :[856]

> *« À Opole se trouve le ghetto des Juifs de Slovaquie qui ont été admis ici récemment. La plupart des Juifs slovaques aptes au travail ont été affectés aux entreprises susmentionnées. Il ne reste donc dans le ghetto d'Opole qu'un reliquat de Juifs âgés et malades qui ne peuvent être déployés. »*

Ces juifs étaient également exposés à un « traitement spécial », parce qu'ils n'étaient pas forcés de travailler. Qui a décidé, et si oui, quand a-t-il été décidé, de les tuer ?

> **[150]** *« Le 5 octobre 1942, Luther rencontra l'ambassadeur de Hongrie, Sztojay, qui s'inquiétait du fait que les Juifs hongrois déportés n'auraient pas d''existence continue ». Luther répond que tous les Juifs évacués seront 'd'abord utilisés à l'Est pour la construction de routes et seront ensuite installés dans une réserve juive'. Il s'agissait manifestement d'un mensonge car, comme nous l'avons vu au chapitre 2, Heydrich avait insisté dès l'automne 1941 sur le fait que les déportés seraient internés dans des 'camps construits par les bolcheviques' et que la déportation impliquerait une 'décimation', alors que Luther niait ici toute décimation. »* (pp. 137-138)

La source indiquée par Harrison est « A Discussion between the German Foreign Office and the Hungarian Ambassador about the Final Solution of the

---

[853] NG-2586-J. Le document original est reproduit dans : R.M. Kempner, *Eichmann und Komplizen, op. cit.* p. 224-235. Citation à la p. 228 (p. 5 du document).

[854] *Ibid*, p. 235 (p. 12 du document).

[855] NG-2586-G, p. 7 et 8 de l'original.

[856] Tatiana Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Faschismus – Getto – Massenmord, op. cit.* p. 438.

Jewish Problem in Hungary (Discussion entre le ministère allemand des Affaires étrangères et l'ambassadeur hongrois sur la solution finale du problème juif en Hongrie). Archives Yad Vashem, TR2, NG 1800, N11/553/E » (note 233 de la page 138). Les citations et références sont clairement tirées du Shoah Resource Center de l'Institut Yad Vashem. Je rapporte le texte :[857]

> *« Il s'agirait d'éliminer environ 800 000 à 900 000 Juifs de toutes les branches de l'économie, ce qui prendrait évidemment un certain temps. Il sait, d'après les discussions qu'il a eues dans le passé, que le Premier ministre s'intéresse particulièrement à la question de savoir si les juifs pourront continuer à vivre à l'Est après leur évacuation. De nombreuses rumeurs circulent à ce sujet, auxquelles il ne croit pas personnellement, mais qui dérangent quelque peu le Premier ministre KALLAY. Il ne voulait pas être accusé d'avoir exposé les juifs hongrois à la misère ou à pire après leur évacuation. Ma réponse indiquant que tous les juifs évacués, y compris évidemment les juifs hongrois, seraient d'abord utilisés à l'Est pour la construction de routes et seraient ensuite installés dans une réserve juive, l'a visiblement rassuré et il était d'avis que cette information aurait un effet particulièrement réconfortant et encourageant sur le Premier ministre ».*[858]

Le commentaire de Harrison selon lequel « il s'agissait clairement d'un mensonge » est, comme d'habitude, infondé et incohérent. Le recours au terme « décimation », comme je l'ai démontré plus haut, est le résultat d'une imposture. Le sort des juifs déclaré ici est parfaitement conforme au protocole de la conférence de Wannsee : l'expression « seraient d'abord utilisés pour la construction de routes » renvoie clairement à la phrase du protocole « les Juifs aptes au travail seront amenés dans ces zones lors de la construction des routes », tandis que la destination finale, le « *Judenreservat* » (réserve juive) correspond à l'envoi des inaptes au travail « à l'Est » via les « *Durchgangsghettos* » (ghettos de transit), comme mentionné plus haut.

Un rapport du 22 juin 1942 envoyé par le « Cabinet du gouvernement général – département principal du génie civil » au « département principal du travail » local indique que 18 365 juifs étaient employés dans les « activités d'entretien et de construction des routes dans les districts de Cracovie, Varsovie, Lublin, Radom et Galicie », et que d'autres étaient « nécessaires de toute urgence » pour la réalisation de « travaux importants pour l'effort de guerre sur les routes de transit militaire du gouvernement général ».[859]

> **[151]** *« Luther a fait croire aux Hongrois que les Juifs déportés auraient une 'existence continue' et pourtant, le 7 décembre 1942, Luther a de nouveau discuté des plans de stérilisation*

[857] La traduction du document, avec la référence copiée par Harrison, se trouve dans : www1.yadvashem.org/odot_pdf/Microsoft%20Word%20-%205063.pdf Le passage cité, à l'exception de la première phrase, est rapporté dans le document NG-5086. NMT, vol. XIII, p. 261.

[858] NG-1800. Texte dans : H.G. Adler, *Der verwaltete Mensch. Studien zur Deportation der Juden aus Deutschland.* J.C.B. Mohr (Paul Siebeck). Tübingen, 1974, p. 265.

[859] Archiwum Państwowe w Lublinie, sygn. 746, p. 387.

de Mischlinge. La stérilisation et la 'continuité de l'existence', appliquée à la survie d'une population, sont des termes qui s'excluent mutuellement. » (p. 138)

La référence est reprise mot pour mot de l'index des documents du procès Eichmann : « Lettre de Luther à Eichmann concernant la position du ministère des Affaires étrangères sur le projet de stérilisation des demi-juifs et des partenaires juifs dans les mariages mixtes. Berlin, 7.12.42, T/192 »[860] (note 234 de la p. 138). Comme d'habitude, Harrison se montre ignorant du contenu et du contexte du document auquel il se réfère.

Le 27 octobre 1942, une discussion a lieu au RSHA sur la « solution finale de la question juive », en particulier sur la question des « métis ». Le protocole de la réunion commence par ces mots :

> *« Au début de la conférence, il a été indiqué que les nouvelles connaissances et expériences dans le domaine de la stérilisation pourraient éventuellement permettre de stériliser déjà pendant la guerre sous une forme simplifiée et plus rapide. C'est pourquoi on a approuvé la proposition de stériliser toutes les personnes fertiles de sang mêlé du premier degré. La stérilisation sera volontaire. Elle sera cependant une condition préalable à l'autorisation de rester sur le territoire du Reich, et constitue donc un service volontaire de la personne métisse du premier degré en échange de l'autorisation de rester sur le territoire du Reich qui lui a été accordée par miséricorde ».*

La personne métisse du premier degré devait en effet « être confrontée au choix entre la déportation, y compris, le cas échéant, la réinstallation dans un 'établissement pour personnes métisses', [...] ou la stérilisation ».[861]

Le 3 novembre, Eichmann envoie une copie du protocole au *Gesandtschaftsrat* Karl Otto Klingenfuss du ministère allemand des Affaires étrangères.[862] Le 7 décembre, « Luther informe Weizsäcker, Woermann et Gaus qu'une méthode rapide et simple pour la stérilisation de tous les Mischlinge du premier degré a été mise en évidence ».[863] Il s'agit du même document que le document T/192, qui est presque illisible. À la suite de la circulaire d'information résumée ci-dessus, on trouve une notification de Luther adressée à Eichmann en réponse « à la lettre du 3 novembre 1942 » qui commence comme suit :[864]

> *« Le ministère des Affaires étrangères a fait une déclaration définitive sur les propositions de solution finale de la question juive dans la lettre du 2.10.42 adressée à DII 67 gRs, selon laquelle, en tenant compte des aspects de la politique étrangère, il faudrait choisir dans chaque cas la forme la plus douce des solutions suggérées. Cela devrait rendre inutile toute autre*

---

[860] State of Israel (ed.), *The Trial of Adolf Eichmann, op. cit.* vol. VI, p. 2398 (description du document T/192).

[861] T/190. Fac-similé du document dans : R.M. Kempner, *Eichmann und Komplizen, op. cit.* p. 259-263.

[862] R.M. Kempner, *Eichmann und Komplizen, op. cit.* p. 258.

[863] C. Browning, *The Final Solution and the German Foreign Office. A Study of Referat DIII of Abteilung Deutschland 1940-43*. Holmes & Meier Publishers, New York, Londres 1978, p. 144.

[864] T/192.

déclaration du ministère des Affaires étrangères sur les questions individuelles abordées dans le protocole de conférence transmis ».

En écrivant que « Luther a de nouveau discuté des plans de stérilisation de Mischlinge », Harrison ne sait manifestement pas de quoi il parle. Voici le commentaire de Browning à ce sujet :[865]

« La méthode n'a pas été perfectionnée et, en fin de compte, les Mischlinge du premier degré n'ont été ni déportés et exterminés, ni stérilisés. »

[152] *« Les responsables des territoires contrôlés par l'Italie connaissaient le sort réservé aux Juifs déportés. En août 1942, les nazis ont demandé la remise des Juifs croates qui se trouvaient sous l'occupation italienne. Le ministre d'État à l'ambassade d'Allemagne, le prince Otto von Bismarck, 'déclara qu'il s'agissait de plusieurs milliers de personnes et me fit comprendre que de telles mesures conduiraient, dans la pratique, à leur dispersion et à leur liquidation ['anéantissement' dans l'original, mais rayé]'. Cependant, lorsque Mussolini reçut cette information par écrit, il griffonna qu'il n'avait 'aucune objection' (Nulla osta) à la déportation ».* (p. 138)

Le document en question est un « *Appunto per il Duce* » (note pour le Duce) rédigé par le ministère italien des Affaires étrangères le 21 août 1942. Steinberg en donne le texte, qui dit :

« Bismarck a pris connaissance d'un télégramme signé par Ribbentrop, selon lequel l'ambassade d'Allemagne est priée de demander instamment aux autorités militaires italiennes compétentes en Croatie de donner des instructions afin que les procédures élaborées par les Allemands et les Croates en vue d'un transfert massif des Juifs de Croatie vers les territoires de l'Est puissent également être mises en œuvre dans les territoires sous notre occupation.

Bismarck a précisé que cela concernerait plusieurs milliers de personnes et a laissé entendre que ces procédures pourraient, dans la pratique, conduire à leur dispersion et à leur élimination. »

Sur ce document figure ensuite la mention manuscrite de Mussolini « *Nulla osta* »[866] (approuvé). La mention de « dispersion et élimination » n'est donc qu'une allusion ou une insinuation quant au sort possible des déportés, comme le souligne l'emploi du conditionnel (« *tenderebbero* », « pourrait conduire à »).

[153] *« À l'inverse, les officiers de Mussolini sont restés obstructifs à mesure que leur connaissance du génocide augmentait. En mars 1943, Bastianini aurait dit à Mussolini :*

'La vraie raison de l'attitude de nos officiers n'a pas été dite par Ambrosio, mais je vais vous la dire, Duce. Notre peuple sait quel sort attend les Juifs confiés aux Allemands. Ils seront tous gazés sans distinction, les vieilles femmes, les bébés. Et c'est pourquoi notre peuple ne permettra jamais que de telles atrocités se produisent avec sa connivence. Et vous, Duce, ne pouvez pas donner votre accord. Pourquoi voulez-vous assumer une responsabilité qui vous incombera entièrement ?' » (p. 138)

---

[865] C. Browning, *The Final Solution and the German Foreign Office, op. cit.* p. 144.

[866] Jonathan Steinberg, *All Or Nothing. The Axis and the Holocaust 1941-43.* Routledge, Londres, 1990, p. 2.

La source est donnée comme suit : « Steinberg, *All or Nothing*, p. 116, citant Luca Pietromarchi, 'Estratti del diario privato', 31.3.43, dans Joseph Rochlitz, *The Righteous Enemy. The Italians and Jews in Occupied Europe 1941-43* (Les Italiens et les Juifs dans l'Europe occupée), Rome, 1988, p. 8. Rome, 1988, p. 8 » (note 227 de la page 138)

L'historien du fascisme Renzo de Felice a écrit un article intéressant sur la vie de Giuseppe Bastianini dans lequel, entre autres, il déclare :

> *« Alors que ces efforts s'enlisaient de plus en plus, montrant l'impossibilité de faire revenir Hitler sur ses positions, l'attitude de B.* [=Bastianini] *à l'égard des Allemands devenait de plus en plus rigide, donnant l'impression à beaucoup qu'il 'cherchait délibérément à aggraver les rapports entre les deux pays afin de provoquer un incident propice à justifier une éventuelle rupture'* [...]. *Typique est la façon dont B. s'opposa aux demandes allemandes visant à obtenir la remise des Juifs dans les zones d'occupation italienne, en réussissant à obtenir également l'accord de Mussolini, qui oscillait entre le désir de ne pas offenser son allié et la motivation opposée d'humanité et de protection de la réputation de l'armée italienne ».*

Lors de la session du *Gran Consiglio del Fascismo* (Grand Conseil du Fascisme) dans la nuit du 24 au 25 juillet 1943, Bastianini vota la défiance à l'égard de Mussolini et fut ensuite condamné à mort par contumace le 19 janvier 1944 en tant que traître.[867]

En ce qui concerne Luca Pietromarchi, on sait qu'« en 1943, il a coopéré à la préparation du cessez-le-feu avec les Alliés »[868], c'est-à-dire qu'il s'agit d'un autre traître. Même en supposant que son journal soit un compte rendu sténographique de la réunion en question, il est clair, au vu de l'hostilité que ces deux individus nourrissaient à l'égard des Allemands, qu'il reflète les récits propagandistes des Alliés que j'ai examinés plus haut.

> **[154]** *« Au début de l'année 1943, les progrès de la Solution finale ont été documentés par Richard Korherr. On sait cependant que la version originale du rapport Korherr n'utilisait pas le terme 'durchgeschleust' ('passé au crible'), mais parlait plutôt de 'Sonderbehandlung' ('traitement spécial'). L'assistant de Himmler, Brandt, avait écrit à Korherr et déclaré que :*
>
> *'Le Reichsführer-SS a reçu votre rapport sur 'La solution finale de la question juive européenne'. Il souhaite que le 'traitement spécial des Juifs' ne soit mentionné nulle part.'*
>
> *Le terme 'traitement spécial' avait donc clairement une signification sinistre. L'histoire du rapport Korherr révèle donc non seulement l'ampleur de la Solution finale, mais aussi son véritable objectif. »* (pp. 138-139)

---

867 Renzo de Felice, « Bastianini, Giuseppe », in : *Dizionario Biografico degli Italiani* – Volume 7 (1970), dans : www.treccani.it/enciclopedia/giuseppe-bastianini_(Dizionario-Biografico)/

868 Fondazione Luigi Einaudi, *LUCA PIETROMARCHI* (1895-1978), in : http://www.fondazioneeinaudi.it/archivio/fondi-archivistici/

Harrison n'a même pas pris la peine de discuter mon analyse détaillée du rapport Korherr.[869] Il s'agit en effet d'une méthode de « réfutation » très particulière ! Je vais donc répéter ce que j'ai écrit à cet égard, en commençant par une citation de Witte et Tyas :[870]

« '[...] la formulation originale de la page 9 point 4 de Korherr à laquelle Himmler s'est opposé n'est pas entièrement connue. Seule la version corrigée existe. Korherr a dû être trop explicite, laissant peu de doute sur le fait qu'il parlait de l'assassinat ; sinon, les objections de Himmler à l'égard du terme largement répandu de Sonderbehandlung dans un document 'secret d'État' ne pourraient pas être expliquées. Korherr modifie la page 9 du rapport comme demandé. Lorsqu'il a renvoyé la version corrigée au bureau de Himmler le 28 avril, le Reichsführer n'a apparemment pas remarqué que le terme contestable 'Sonderbehandlung' figurait toujours à la page 10.'

La supposition de Witte et Tyas ne tient pas debout : si Korherr, à la page 9, point 4 de son rapport, avait vraiment été 'trop explicite' dans son allusion à un prétendu meurtre de Juifs, Himmler lui aurait ordonné de modifier cette formulation ; au lieu de cela, il lui a ordonné de ne pas utiliser les mots 'traitement spécial des Juifs', ce qui signifie qu'en relation avec la lettre du 10 avril 1943 mentionnée ci-dessus, l'expression 'traitement spécial des Juifs' est effectivement apparue à la page 9, point 4, du rapport. Ceci est confirmé par la somme totale qui apparaît à la fin du point 5 du rapport de Korherr où il est dit :

'Evacuation, total (y compris Theresienstadt et y compris traitement spécial) 1.873.549 Juifs' ».

J'ai ensuite observé que ce nombre se décompose comme suit :

87 193 :	déportés à Theresienstadt
1 449 692 :	Transports/passés = traitement spécial
6 504 :	évacués de Baden et du Palatinat vers la France
159 518 :	120 512 déportés à Auschwitz (121 428 selon F, Piper), dont 54 759 sélectionnés pour le travail 39 006 déportés dans le district de Lublin
170 642 :	68 808 déportés à l'Est (Minsk, Riga, Kaunas, Raasiku, Maly Trostinec, Baranovici) 35 818 déportés dans le district de Lublin 19 433 déportés à Litzmannstadt 45 591 dont : 8 500 déportés à Auschwitz, 1 380 sélectionnés pour le travail 38 091 déportés à l'Est.

[869] *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.* 9.4, « Evacuations vers l'Est : télégramme Höfle et rapport Korherr », p. 311-330.

[870] *Ibid*, p. 314.

Sans entrer dans les détails, il ressort déjà de ces chiffres que dans le rapport Korherr sur le traitement spécial, il manque au moins 423 857 déportés, dont 129 012 ont été envoyés à Auschwitz, et parmi eux 56 139 ont été sélectionnés pour le travail. Si donc « traitement spécial » avait été un cryptonyme signifiant mise à mort, le rapport Korherr prouverait (entre autres) qu'à Auschwitz, aucune mise à mort de juifs n'a été effectuée et que les 72 873 Juifs non enregistrés n'ont pas été gazés. Je laisse à l'imagination de Harrison le soin de fournir une autre réponse.

> **[155]** *« Le rapport Korherr et d'autres documents déjà évoqués dans ce chapitre (ainsi que dans le suivant) devraient également montrer que la Solution finale était pleinement mise en œuvre pendant la guerre. Dans des passages répétés presque mot pour mot dans* Treblinka *et dans* Sobibór*, Mattogno laisse entendre à demi-mot que les actions menées contre les Juifs pendant la guerre n'étaient que des mesures provisoires et temporaires ; la véritable Solution finale ne devait être mise en œuvre qu'après la guerre. Cette position repose sur plusieurs documents périmés de 1940 et 1941 (antérieurs à la décision de mettre en œuvre la solution finale), sur des documents erronés ou tertiaires dans le processus de prise de décision (l'entrée du journal de Goebbels du 7 mars 1942 et la note dite 'Schlegelberger' d'avril 1942), ainsi que sur une interprétation fondamentalement erronée du protocole de la conférence de Wannsee ».* (p. 139)

J'ai abondamment démontré plus haut que c'est Harrison lui-même qui a commis « une erreur de lecture fondamentale du protocole de la Conférence de Wannsee ». Pour le reste, je me contenterai de rapporter ce que les documents en question disent réellement :

- 7 mars 1942, Goebbels : « Il y a encore plus de 11 millions de Juifs en Europe. Plus tard, il faudra les concentrer une fois pour toutes à l'Est ; après la guerre, une île, par exemple Madagascar, pourra peut-être leur être attribuée. »
- Mars-avril 1942 : « Herr Reich Minister Lammers m'a dit, le Führer a déclaré à plusieurs reprises qu'il aimerait voir la solution de la question juive reportée après la guerre. »[871]
- 24 juillet 1942, Hitler : « Après la fin de la guerre, il [Hitler] prendra la position rigoureuse de presser une ville après l'autre jusqu'à ce que les Juifs sortent, prêts à émigrer à Madagascar ou dans un autre État national juif ».
- Septembre 1942, « Directives pour le traitement de la question juive » : « Toutes les mesures concernant la question juive dans les territoires occupés de l'Est doivent être prises en considérant que la question juive sera généralement résolue pour l'ensemble de l'Europe

[871] PS-4025. Le document original est reproduit dans : D. Irving, *Nuremberg. The Last Battle, op. cit,* encart hors texte.

après la guerre. Elles doivent être conçues comme des mesures partielles préparatoires et doivent être conciliées avec les autres décisions prises en la matière. »[872]

Il ne s'agit donc pas de « documents tertiaires » et ils sont tous postérieurs à la prétendue « décision de mettre en œuvre la solution finale ».

[156] *« Mattogno considère que les 'mesures temporaires' (*Ausweigh-möglichkeiten*)* [sic] *mentionnées font référence aux déportations prévues, alors qu'en réalité le protocole fait référence aux déportations en cours des Juifs du Reich vers des lieux tels que Lodz, Minsk et Riga. Ces évacuations à plus petite échelle permettent d'acquérir une 'expérience pratique' qui facilitera l'application d'une solution finale totale. Il n'y a tout simplement rien de provisoire ou de temporaire dans le sort décrit pour les Juifs valides à Wannsee, qui devaient être tués par le travail et dont les restes devaient être 'traités en conséquence' afin d'empêcher la naissance d'un nouveau réveil juif. »* (p. 139)

Ignorant les documents et incapable de présenter une argumentation propre, Harrison se réfère ici à deux autorités orthodoxes : « Browning, *Origins of the Final Solution*, p. 411 ; Longerich, *Holocaust*, p. 307 » (note 242 de la p. 139). Longerich traite la question presque en passant :[873]

*« Ces 'actions' (les déportations qui avaient déjà commencé) ne devaient être considérées que comme des 'solutions temporaires' (*Ausweichmöglichkeiten*), néanmoins 'une expérience pratique serait accumulée' qui serait « d'une grande importance pour la solution finale imminente de la question juive ».*

Browning, cependant, laisse entendre beaucoup plus :[874]

*« Heydrich passe ensuite à la deuxième partie de son discours. Au lieu de l'émigration, l'évacuation des Juifs vers l'Est est apparue, après l'approbation préalable du Führer, comme une autre solution possible. Ces évacuations (c'est-à-dire celles vers Lodz, Minsk et Riga) devaient être considérées 'uniquement comme des mesures temporaires' (*lediglich als Ausweichmöglichkeiten*). Cependant, des 'expériences pratiques' (*praktischen Erfahrungen*) sont déjà en train d'être rassemblées, qui seront d'une grande importance pour la solution finale 'imminente' de la question juive, qui comprendra plus de 11 millions de Juifs, y compris ceux provenant de tous les coins de l'Europe, comme l'Angleterre, la Turquie, la Finlande, le Portugal et même l'Irlande ».*

Afin de répondre aux explications de ces deux sommités, je dois à nouveau citer le passage pertinent du protocole de Wannsee, ici complété par une phrase supplémentaire :[875]

« Entre-temps, le Reichsführer-SS et le chef de la police allemande ont interdit l'émigration des Juifs, compte tenu des dangers d'une émigration pendant la guerre et des possibilités offertes

---

[872] EC-347. TMI, vol. XXXVI, p. 348. Voir également PS-212. TMI, vol. XXV, p. 302.

[873] P. Longerich, *Holocaust. The Nazi Persecution and Murder of Jews, op. cit*. p. 307.

[874] C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit.* p. 411.

[875] NG-2586-G, p. 5 de l'original.

par l'Est. Désormais, et après approbation préalable du Führer, l'évacuation des Juifs vers l'Est remplace l'émigration comme autre solution possible.

Ces actions ne doivent être considérées que comme des solutions de repli, bien que l'on ait déjà accumulé ici des expériences pratiques qui s'avéreront d'une grande importance en vue de la prochaine solution finale de la question juive ».

Les mots « ces actions » sont donc cités par Longerich comme « ces 'actions' (les déportations qui avaient déjà commencé) ». De manière plus trompeuse, Browning les traduit par « Ces *évacuations* (c'est-à-dire celles vers Lodz, Minsk et Riga) ». Le problème est que le texte du protocole ne fait aucune référence aux déportations vers Łódź, Minsk et Riga. En effet, après la description des « activités d'émigration » menées sous l'égide du « Centre du Reich pour l'émigration juive », créé en janvier 1939 « sur ordre du Reichsmarschall » Göring, qui ont permis l'émigration de 557 000 Juifs du territoire de la Grande Allemagne depuis le 30 janvier 1933 jusqu'au 15 mars 1939, deux paragraphes suivent dans le protocole sur le « financement de l'émigration », après lesquels apparaît le passage cité ci-dessus. Le contexte ne laisse donc aucun doute sur le fait que « ces actions » sont des « évacuations » ordonnées par le Führer. Par conséquent, l'objection de Harrison dans ce cas est également incohérente, et tout aussi banale est sa référence à l'expression « traité en conséquence », sur laquelle, comme démontré ci-dessus, il n'a que des choses redondantes et infondées à dire.

5.9. « L'assassinat des Juifs soviétiques »

Nous passons maintenant à la dernière section de la « réfutation » de Harrison, intitulée « Mise à mort des Juifs soviétiques, août-décembre 1942 ». En ce qui concerne l'assassinat des « Juifs soviétiques », je me réfère à ce que j'ai indiqué au début de ce chapitre. Ici, j'examinerai les sources de Harrison en ajoutant quelques considérations supplémentaires.

[157] *« Le nombre de Juifs dans cette région* [le Commissariat général de Volhynie-Podolie] *était de 330 000 [244] en mars 1942 et de 326 000 en mai 1942 [245] ».* (pp. 139-140)

La source indiquée dans la note 244 est « Stadtkommissar Brest, Niederschrift ueber die zweite Tatung [sic] in Luzk 27-29.3.42, 13.4.1942, BA R 6/243, p. 10R ». Sans grand doute, la référence est en fait copiée (sans doute par l'intermédiaire de Romanov) d'un texte polonais de Grzegorz Hryciuk, « *Galicja wschodnia i Wołyń w latach 1941-1944* » (Galicie orientale et Volhynie dans les années 1943-1944), dont le chapitre 5 est disponible sur Internet. La note de bas de page 244 de ce texte se lit comme suit :[876]

[876] www.mankurty.com/hryciuk/hryciuk.html

« Lors de la conférence de Brześć sur le fleuve Bug dans les jours 27-29 mars 1942, il a été rapporté que le nombre de la population du Commissariat général de Volhynie-Podolie au printemps 1942 s'élevait à 4,6 millions, dont 3,5 millions d'Ukrainiens, 460 000 Polonais, 280 000 Russes blancs, 33 000 Russes et 330 000 Juifs. BAB, R 6/243, k. 10, protocole de la deuxième session à Luzk du 27 au 29 mars 1942 ».

On ne sait pas exactement de quelles archives il s'agit, car Hryciuk emploie systématiquement l'acronyme « BAB », qui signifie « Bundesarchiv Berlin », alors que « R 6/243 » est un fonds documentaire du Bundesarchiv Koblenz (BAK). Harrison a opté pour la première possibilité.

Pour la note 245, la référence est « Meldungen aus den besetzten Ostgebieten Nr. 5, 29.5.1942, NA T175/235/2724430 ; cf. Dean, *Collaboration in the Holocaust*, p. 195 ». La première référence se trouve à la page 11 du rapport, où l'on peut lire :[877]

« Aujourd'hui, la population totale du district général de Volhynie et de Podolie compte environ 4 630 000 personnes, dont 465 000 Polonais et 326 000 Juifs. »

Le livre de Dean fait simplement référence au même rapport des *Einsatzgruppen*.[878]

[158] *« La plupart de ces Juifs sont morts à la fin du mois de novembre. Leurs décès ont été inclus dans la Meldung 51 de Himmler, dont le total de 363 211 morts incluait également environ 70 000 Juifs du Bezirk Bialystok. »* (p. 140)

Harrison se réfère au document NO-511 et déclare dans ce contexte : « Les 292 263 Juifs tués avant le 1.11.42 provenaient presque exclusivement du RKU, tandis que ceux du Bezirk Bialystok ont été tués en novembre ; cf. Kruglov, 'Jewish Losses', p. 289 n. 12 ». (note de bas de page 246, p. 140). Il s'agit là d'un nouvel exemple de détournement de sources.

Le document en question mentionne les assassinats de juifs suivants : août : 31 246 ; septembre : 165 282 : Octobre : 95 735 : Novembre : 70 948[879] Avec cette prémisse, je cite la note de Kruglov à laquelle Harrison fait référence :[880]

« Les spécialistes ne s'entendent pas sur la manière de ventiler le nombre total de Juifs assassinés mentionné dans ce document. La plupart d'entre eux, par exemple, estiment que sur les 363 211 victimes, les 292 263 Juifs tués avant le 1er novembre provenaient presque exclusivement du commissariat du Reich en Ukraine. Si l'on soustrait de ce chiffre une estimation de 70 000 Juifs originaires des territoires biélorusses rattachés à la RKU, il reste

---

877 NARA, T-175-235, f. 2724430.

878 Martin Dean, *Collaboration in the Holocaust-Crimes of the Local Police in Bielorussia and Ukraine, 1941-44*. Publié en association avec le Musée de l'Holocauste des États-Unis. New York, 2000, note 110 à la page 195.

879 NO-511.

880 Alexander Kruglov, « Jewish Losses in Ukraine, 1941-1944 », in : Ray Brandon, Wendy Lower (eds.), *The Shoah in Ukraine. History, Testimony, Memorialization*. Publié en association avec le Musée de l'Holocauste des États-Unis. Indiana University Press, 2008, note 12 sur les pp. 289 sq.

*222 263 Juifs originaires des frontières de l'Ukraine actuelle. La majorité des 70 948 Juifs mentionnés comme tués en novembre dans le rapport de Himmler proviendraient de la région de Białystok (*Bezirk Białystok*), une partie de la Pologne de l'entre-deux-guerres subordonnée à la Prusse-Orientale. La concentration des Juifs de cette région dans de grands ghettos en vue de leur déportation vers les camps de la mort de Treblinka et d'Auschwitz a commencé le 2 novembre 1942, le lendemain même du massacre de Pinsk dans la RKU. Le HSSPF Ukraine Hans-Adolf Prützmann était en même temps HSSPF pour la Prusse orientale et, en tant que tel, responsable de la région de Białystok ».* (Emphase ajoutée)

Il en ressort clairement que ces massacres présumés ne sont pour la plupart confirmés par aucun autre document : on ne sait pas où, quand et par qui ils ont été perpétrés. Ceci est d'autant plus curieux que les vrais massacres sont attestés par divers documents. Comment est-il possible de tuer 363 211 personnes sans laisser de traces documentaires importantes ?

La question des transports du Bezirk Białystok vers Auschwitz et Treblinka au cours du mois de novembre 1942 sera récapitulée au chapitre 6, point 175.

[159] *« Les plus grandes actions de tuerie ont eu lieu après une réunion à Lutsk du 28 au 30 août 1942. Dirigée par Paul Dargel, représentant de Koch, et à laquelle assistait Pütz, cette réunion a ordonné une 'solution à 100 %' de la question juive dans la région* [de Volhynie-Podolie]*, à mettre en œuvre dans les cinq semaines, avec seulement un sursis de deux mois pour les 'spécialistes' après chaque Aktion. »* (p. 140)

Dans la note 247, Harrison écrit : « Stadtkommissar Brest, Aktenvermerk über die Sitzung am 28-31.8.42, 4.9.1942, BA R6/243, p. 21 ; la réunion de Lutsk a été précédée d'une conférence d'Erich Koch et de l'Etat-major de RK Ukraine soulignant la situation alimentaire, un 'accélérateur' important pour la campagne d'extermination en Volhynie (Vermerk über die Tagung in Rowno vom 26-28.8.1942, 264-PS, IMT XXV, pp. 325-27) ». Il n'est pas nécessaire de préciser que Harrison n'a jamais vu le document en question ; sa citation est très probablement tirée d'un article d'Andrej Angrick.[881] La présentation que fait Harrison du document PS-264 est donc doublement erronée, car il ne contient aucune allusion à un « accélérateur » important de la campagne d'extermination en Volhynie, ni en ce qui concerne les juifs, comme son contexte pourrait le laisser croire (dans PS-264, les juifs ne sont jamais mentionnés), ni en ce qui concerne la population civile en général. Le passage crucial du document est le suivant :[882]

« La situation de l'alimentation en Allemagne est grave. La production diminue déjà sous l'effet de la mauvaise situation alimentaire. L'augmentation de la ration de pain est une nécessité politique afin de poursuivre la guerre de manière victorieuse. Les quantités de céréales

[881] A. Angrick, « Annihilation and Labor : Jews and Thoroughfare IV in Central Ukraine », in : R. Brandon, Wendy Lower (eds.), *The Shoah in Ukraine*, p. 206 (« 100 percent solutions are to be carried out in principle »).

[882] PS-264. TMI, vol. XXV, p. 318.

manquantes doivent être obtenues en Ukraine. Le Führer tient le chef de district [Gauleiter] pour responsable de l'obtention de ces quantités. Face à cette tâche, l'alimentation de la population civile n'a aucune importance. Grâce au marché noir, ils vivent certainement mieux que nous ne le pensons ».

Cela n'a rien à voir avec la « campagne d'extermination » sur laquelle Harrison fantasme. Il montre au pire l'indifférence pour le sort de la population civile, atténuée par l'assentiment tacite au marché noir.

Quant au document du 31 août 1942 sur les « solutions à 100 % » de la question juive censées avoir été mises en œuvre en Volhynie-Podolie dans les cinq semaines suivantes, Angrick fournit la référence « IPN Zbiór zespołów szczątkowych jednostek SS i policji, no. 77, Der Generalkommissar für Wolynien und Podolien. An die Aussenstellen der Sicherheitpolizei und des SD Brest, Pinsk, Starokonstantinow, Kamenez-Podolsk, Betr. : Judenaktionen, August 31, 1942 », notant que le document lui a été fourni par Dieter Pohl.[883]

Martin Dean nous informe à son tour que la source archivistique polonaise mentionnée contient une série de documents qui[884]

« semblent être des transcriptions polonaises d'originaux allemands, qui pourraient avoir été partiellement détruits ou même sortis illégalement par les forces clandestines. Les efforts pour retrouver les documents originaux se sont révélés infructueux ».

Ces documents ont été, toujours selon Dean, retrouvés par Shmuel Spector qui, dans son livre sur les juifs de Volhynie, cite un extrait d'« une circulaire » datée du 31 août 1942 comme suit :[885]

« Les Aktionen de cette région doivent être organisées de telle sorte que, comme dans les régions de Brest-Litovsk, Pinsk, Starokonstantinov et Kamenets-Podolsk, elles soient achevées dans un délai de cinq semaines. Lors de la réunion des Gebietskommissaren [commissaires de district] qui s'est tenue à Lutsk du 29 au 31 août 1942, le chef du gouvernement du Reichskommissariat Dargel a déclaré aux participants que le Reichskommissar lui-même avait exprimé son souhait personnel et ardent que le nettoyage soit complet à 100 %. Les Gebietskommissaren doivent agir en conséquence. Des exceptions ne seront approuvées que pour

---

883 A. Angrick, « Annihilation and Labor : Jews and Thoroughfare IV in Central Ukraine », dans : R. Brandon, Wendy Lower (eds.), *The Shoah in Ukraine, op. cit.* note 59, p. 220.

884 M. Dean, *Collaboration in the Holocaust-Crimes of the Local Police in Bielorussia and Ukraine, 1941-44, op. cit.* note 111 à la p. 195. La référence est donnée par Dean comme « INRW Zbior Zespolow Szczatkowych Jednostek SS i Policji – Sygnatura 77 ». INRW, selon la clé des abréviations de Dean (*Ibid.*, p. 171), signifie « Institut de la mémoire nationale, Varsovie ». Il s'agit clairement de l'Institut du souvenir national, *Instytut Pamięci Narodowej*, généralement abrégé IPN, comme dans la référence d'Angrick (cf. http://en.wikipedia.org/wiki/Institute_of_National_Remembrance). INRW est clairement une abréviation basée sur le nom anglais de cet institut.

885 Shmuel Spector, *The Holocaust of Volhynian Jews, 1941-1944*, Yad Vashem, Jérusalem 1990 pp. 172sq. Spector indique que la source est « AGK, *Zbiór Zespołów Szczątkowych Jednostek SS i Policji*, Syg. 77, K. 8 » sans discuter de sa provenance.

une période intérimaire de deux mois, exclusivement dans les cas où des entreprises militaires ou d'autres entreprises vitales pourraient être paralysées ».

Spector se limite ensuite à résumer la partie suivante du document :[886]

« La lettre poursuivait en disant que seul un petit nombre de travailleurs qualifiés pourraient bénéficier de l'exemption. »

À moins que l'on ne suppose a priori que par « Aktionen » on entend les fusillades de ces Juifs en masse, l'extrait et le résumé fournis par Spector ne prouvent en rien l'affirmation de Harrison selon laquelle le « nettoyage » « complet à 100 % » impliquait l'extermination des juifs de la région. L'alternative est que ces juifs ont été retirés de la région ou de certaines parties de celle-ci, comme le suggère l'article suivant de la JTA daté du 27 avril 1942, environ six mois avant le début de l'extermination présumée des Juifs du ghetto de Volhynie :[887]

« Les Juifs du district de Wolhynian, dans la Pologne occupée par les nazis, seront bientôt envoyés au travail forcé dans les marais de Pripet, dans la région de Pinsk, annonce le journal ukrainien pro-nazi Krakiwski Visti, qui nous parvient aujourd'hui de Cracovie.

Le journal rapporte que de nombreux Juifs vivent encore dans la ville de Rovno et dans d'autres villes de Wolhynie qui faisaient autrefois partie de la Pologne. Ils doivent porter un cercle jaune dans le dos afin d'être distingués des Juifs de la Galicie sous contrôle nazi qui portent une étoile de David jaune. Certains d'entre eux sont employés à des travaux manuels, mais il est prévu de les envoyer tous faire des travaux de drainage dans les marais de Pinsk ».

Il résulte de ce qui précède que la source citée par Harrison est non seulement probablement d'origine fallacieuse, mais que nous n'avons aucune indication solide qu'elle fasse même référence à une extermination. Il reste donc à Harrison à démontrer que le document « Stadtkommissar Brest, Aktenvermerk über die Sitzung am 28-31.8.42, 4.9.1942, BA R6/243 » – contrairement au document relatif à la même conférence localisé par Spector – est un document allemand authentique et qu'il mentionne effectivement des plans d'extermination des Juifs de Volhynie.

[160] *« La première grande Aktion en Polésie après cette conférence* [à Lutsk du 28 au 30 août 1942] *eut lieu à Domachevo, une ville thermale située à 25 miles au sud de Brest qui comptait 3 316 habitants juifs en février 1942. Le sort de la plupart de ces Juifs a été documenté dans un rapport de gendarmerie daté du 6 octobre 1942 :*

'Les 19 et 20 septembre 1942, une action antijuive a été menée à Domachevo et Tomashovka par un commando spécial du SD en collaboration avec l'escadron de cavalerie de la gendarmerie et la police locale stationnée à Domachevo ; au total, quelque 2 900 Juifs ont été abattus. L'action s'est déroulée sans aucune perturbation'.

---

[886] *Ibid*, p. 173.

[887] « Jews in Occupied Wolhynia Will Be Sent to Work in Pinsk Swamps, Nazi Paper Reports », JTA Daily News Bulletin, 28 avril 1942, p. 1.

L'Aktion comprenait le massacre d'enfants juifs d'un orphelinat, dont les vêtements étaient ensuite remis à des enfants d'origine allemande fréquentant un jardin d'enfants de Domachevo. » (p. 140)

Dans ce cas également, Harrison se réfère à une série de sources qu'il n'a sans doute jamais vues : « Gendarmerie GebietsFührer Brest-Litovsk, Lagebericht für Monat Oktober 1942, 6.10.42 NARA T454/102/980 ; Gebietskommissar Brest-Litovsk Lagebericht, 9.10.42, NARA T454/103/204-5 ; cf. Martin Dean, 'Soviet Ethnic Germans and the Holocaust in Reich Commissariat Ukraine', in Ray Brandon and Wendy Lower (eds.) *The Shoah in Ukraine*, Bloomington : Indiana University Press, 2008, p. 259 » (note de bas de page 248 à la page 140). En réalité, la citation est tirée de l'article de Dean. Harrison indique que Domachevo est situé « à 25 miles au sud de Brest », ce qui est plus ou moins exact. Cependant, il ne mentionne pas le fait que ce site se trouve à environ 40 km au nord de Sobibór, que l'on pouvait également atteindre facilement en train par la route 584h passant par Włodawa. Si donc, comme le prétend Harrison en ce qui concerne cette fusillade (dont le contexte et la motivation sont inconnus), il existait « une politique générale de mise à mort des Juifs inaptes » (p. 142), pourquoi ces Juifs n'ont-ils pas été gazés à Sobibór en octobre 1942 ?

[161] Harrison s'étend ensuite pendant quelques pages (pp. 141-142) sur le massacre des Juifs du ghetto de Brest. Du 24 mars au 23 avril 1942, la population de ce ghetto a été réduite de 17 724 personnes. Le 15 octobre 1942, les 16 934 juifs du ghetto ont été retirés des statistiques démographiques de la ville. Harrison cite un article de 1998 de John et Carol Garrard qui nous informe que « selon des documents des archives de Brest, de la fin juin à novembre 1942, sept trains au total ont transporté des Juifs pour être exécutés à Bronnaya Gora ». Deux trains sont partis en juillet, un en octobre, avec un total de 81 wagons. La source de Harrison suppose que chaque wagon transportait 200 personnes, de sorte que « le nombre total transporté selon cette estimation (16 200) avoisine le chiffre » mentionné ci-dessus. Il en serait de même si l'on supposait que chaque wagon contenait (17 724÷81=) 219 personnes ; le calcul aurait alors été parfait. En ce qui concerne les quatre autres transports, Harrison ne dit rien. Pour se rattraper, il déclare que

« ces chiffres ont été corroborés par un cheminot polonais, Roman Stanislavovich Novis, ancien chef de gare de Bronnaia Gora, qui a affirmé avoir compté 186 wagons arrivant à Bronnaia Gora en provenance de différents endroits, et que son successeur allemand au poste de chef de gare, Heil, lui avait dit que 48 000 personnes avaient été fusillées à cet endroit. » (p. 142)

Mais dans ce cas, chaque wagon aurait transporté (48 000÷186=) 258 personnes ; or, si chaque wagon avait contenu 200 personnes, les 186 wagons auraient transporté (200×186=) 37 200 personnes. Dans les deux cas, le calcul n'est pas juste.

Le site d'extermination de Bronnaya Gora est pratiquement inconnu des historiens orthodoxes de l'holocauste, même si la littérature commémorative parle de 50 000 victimes.[888] Par exemple, Longerich se limite à déclarer :[889]

> *« Dans le district de Kobryn, à une date qui ne peut plus être établie avec précision, entre 11 000 et 14 500 Juifs de Kobryn Bereza-Kartuska, Antopol, Drogitschin (Drogichin) et d'autres villes ont été fusillés. Certaines de ces personnes ont été déportées dans des trains vers les environs de la ville de Bronnaja (Bronnaya) Gora, où un centre de fusillade avait été mis en place ».*

Yitzhak Arad est un peu moins succinct, mais tout aussi générique :[890]

> *« Au printemps 1942, les deux ghettos de Brest-Litovsk abritaient entre 18 000 et 20 000 Juifs.* [...] *Au début du mois d'octobre 1942, des forces de police allemandes, ukrainiennes et lituaniennes se sont rassemblées en grand nombre dans la ville. Le ghetto fut bouclé dans la nuit du 15 au 16 octobre et le massacre commença à l'aube ».*

Après avoir cité un passage d'un témoignage, Arad conclut :

> *« Aucun juif n'est resté à Brest-Litovsk après l'action meurtrière d'octobre-novembre 1942. »*

Il est très symptomatique que ce grand massacre ne soit mentionné dans aucune source d'archives. Arad nous informe que les traces matérielles ont été éliminées :[891]

> *« Au début du mois d'avril* [1943]*, une sous-unité du Sonderkommando 1005 Mitte fut envoyée dans la région de Brest-Litovsk, et les autorités locales mirent à sa disposition une centaine de prisonniers. L'opération de brûlage des corps commence à Bronnaya-Gora, où 48 000 Juifs de Brest-Litovsk, Pinsk et d'autres villes ont été assassinés ».*

Il n'y a donc pratiquement ni documents ni traces. En effet, comme l'écrit Andrea Simon[892]

> *« la parole officielle sur le massacre de Brona [sic] Gora peut être obtenue dans le rapport de 1944 de la Commission d'État extraordinaire chargée d'enquêter sur les crimes nazis commis sur le territoire de l'Union soviétique. »*

Ce livre contient une section intitulée « La libération du ghetto de Brest-Litovosk [sic] en octobre 1942 et l'assassinat des Juifs ».

Une partie du rapport a été publiée dans un recueil connu de propagande juive soviétique[893] qui n'a aucune valeur historiographique, de sorte qu'aucun

---

[888] Lucyna B. Radlo, *The World War II Memoir of a Girl in Occupied Warsaw and a Nazi Labor Camp*. McFarland & Company, Jefferson, 2009, p. 99. Selon l'auteur, le massacre s'est déroulé en une seule journée : « Les tueries se sont poursuivies toute la journée, train après train, et on estime que 50 000 Juifs ont été abattus et enterrés ce jour-là ».

[889] P. Longerich, *Holocaust. The Nazi Persecution and Murder of Jews, op. cit*. p. 352.

[890] Y. Arad, *The Holocaust in the Soviet Union*. Yad Vashem, Jérusalem, 2009, p. 267.

[891] *Ibid*, p. 352.

[892] A. Simon, *Bashert. A Granddaughter's Quest*. University of Mississippi Press, 2002, p. 189 et 213-214.

historien sérieux n'essaie de l'utiliser comme source. Je reviendrai brièvement sur la question de Bronnaya Gora au chapitre 11, point 31.

Une dernière remarque : Bronnaya Gora, l'actuelle Bronnaja Hara, est située le long de la route et de la voie ferrée Brest-Baranavičі, à environ 110 km de Brest (distance routière ; la distance ferroviaire est plus longue). Mais Brest est situé à environ 70 km de Włodawa et à environ 80 km de Sobibór. Dans ce cas également, les Allemands, qui auraient disposé d'un « camp d'extermination » dans les environs, auraient envoyé des trains remplis de juifs dans une direction presque opposée afin de les abattre en plein champ. En pratique, Harrison nous a fourni encore plus d'indications que Sobibór n'était pas un camp d'extermination.

[162] *« Enfin, ces données démographiques sont étayées par les archives des passeports du ghetto de Brest, qui consistent en une liste de Juifs âgés de 14 ans et plus vivant dans le ghetto de Brest, qui devaient obtenir et signer des papiers d'identité comprenant leur nom, leur âge, ainsi que le nom et la date de naissance de leurs parents. Une photo de chaque personne a été prise et tous ceux qui ont reçu ces passeports internes ont dû les signer. La liste contient 12 258 noms. Si l'on ajoute à ce total les enfants omis, on obtient un chiffre de référence pour le nombre de Juifs de Brest assassinés au cours du second semestre 1942.*

Dans Treblinka*, Mattogno s'émeut du fait que des vieillards et des enfants figurent sur la liste du ghetto de Brest. Il s'agit cependant d'un faux-fuyant, car les preuves citées par Andrea Simon et Garrard & Garrard ont révélé que des enfants avaient été tués lors de la liquidation. Beaucoup ont été tués en ville au lieu d'être envoyés à Bronnaya Gora ».*

En réalité, aucun des trois auteurs susmentionnés n'a démontré que les juifs du ghetto de Brest ont été tués à Bronnaya Gora ; ils n'ont donc pas « révélé », mais seulement supposé le meurtre des enfants. Le lien vers le site Web de *JewishGen* mentionné par Harrison dans la note de bas de page 255 à la page 142 décrit la documentation de la manière suivante :[894]

« Les archives des passeports du ghetto de Brest sont constituées de documents préparés sur ordre des autorités nazies après la prise de Brest à l'été 1941. Tous les Juifs âgés de 14 ans et plus vivant dans le ghetto de Brest devaient obtenir et signer des papiers d'identité sur lesquels figuraient leur nom, leur âge, ainsi que le nom et la date de naissance de leurs parents. Une photo de chaque personne a été prise et tous ceux qui ont reçu ces passeports internes ont dû les signer. Au total, plus de 12 000 personnes ont reçu ces passeports. Ces passeports ont survécu dans les archives capturées par les troupes soviétiques en 1944 ».

Ce qu'écrit Simon à ce sujet est encore plus intéressant :[895]

« Les documents de l'administration allemande entre 1941 et 1942 témoignent de l'attitude politique à l'égard des Juifs. Dès le début de l'occupation, les Juifs ont reçu des papiers d'identité

---

[893] Ilya Ehrenburg, Vasily Grossman, *The Complete Black Book of Russian Jewry*. Transaction Publishers, New Bruswick. 2009, p. 179-184.

[894] JewishGen, The Brest Ghetto Passport Archive, in : www.jewishgen.org/databases/Belarus/brest.htm

[895] A. Simon, *Bashert*, *op. cit.* p. 169.

spéciaux et ont été enregistrés par les Allemands. Ce 'livre d'enregistrement des passeports' répertorie 12 260 Juifs, y compris des adolescents nés avant 1928, qui vivaient dans le ghetto entre le 10 novembre 1941 et le 5 juin 1942. Il s'agit de la liste des Juifs dont on sait qu'ils ont été emmenés du ghetto de Brest à Brona Gora ».

Là encore, la prétendue tuerie n'est que pure spéculation. Simon ajoute ensuite :[896]

« Conformément à l'administration bureaucratique allemande, il y avait plusieurs listes. Les établissements de travail devaient présenter les noms des Juifs qu'ils employaient. Ces registres montrent qu'au 15 juillet 1942, 7 994 Juifs occupaient divers emplois dans la ville ».

Personne ne semble s'être interrogé sur la nécessité de fournir des « passeports » réguliers, comportant même des photos de leurs détenteurs : quelle fonction remplissaient-ils dans le cadre d'une prétendue politique d'extermination ?

Sur un point, Simon a tout à fait raison : ces documents « témoignent de l'attitude politique à l'égard des Juifs », mais cette « attitude politique » n'était certainement pas une politique d'extermination.

Harrison clôt le chapitre en revenant sur les fusillades de Pińsk :

[163] *« Au début du mois de novembre, les 26 200 Juifs restants de Pinsk furent exterminés à la suite de cet ordre de Himmler :* [...] *».* (p. 142)

Je cite un passage de l'ordre de Himmler du 27 octobre 1942 :[897]

« Le quartier général opérationnel de la Wehrmacht m'informe que le tronçon Brest-Gomel subit de plus en plus d'attaques de bandits et que le ravitaillement des troupes combattantes est donc menacé.

D'après les informations dont je dispose, le ghetto de Pinsk doit être considéré comme le centre de tout le mouvement de banditisme dans les marais de Pripyat.

C'est pourquoi je vous ordonne, malgré les objections économiques existantes, d'écraser et d'anéantir immédiatement le ghetto de Pinsk. Si l'opération le permet, 1 000 travailleurs masculins doivent être assurés et affectés à la Wehrmacht pour la construction des baraquements en bois. Le travail de ces 1 000 ouvriers ne peut avoir lieu que dans un camp fermé et surveillé. Si la surveillance ne peut être garantie, ces 1 000 travailleurs doivent être anéantis. »

Cela démontre que la destruction du ghetto était due à des considérations militaires et non le résultat d'une politique d'extermination des Juifs parce qu'ils étaient Juifs. Cela démontre en outre qu'il n'existait pas d'ordre général d'extermination de tous les Juifs, car dans ce cas les habitants du ghetto de Pińsk, comme ceux de tous les autres ghettos, dont plusieurs existant jusqu'en 1944, auraient été tués plus tôt, à moins que Himmler n'ait ordonné une dérogation pour chaque ghetto, ce qui devrait être prouvé. Enfin, nous trouvons ici une

---

[896] *Ibid*, p. 169.

[897] Fac-similé du document original dans : A. Eisenbach, *Hitlerowska polityka zagłady Żydów*. Książka i Wiedza, 1961, annexe documentaire hors texte.

démonstration du fait que, lorsque l'élimination physique était effectivement ordonnée, Himmler le faisait ouvertement, comme c'est également le cas dans de nombreux rapports des *Einsatzgruppen*.

La source citée par Harrison est « Helmut Heiber (ed), *Reichsfüh rer ! ...' Briefe an und von Himmler*. Stuttgart, 1968, p. 165 » (note 258 à la page 143). La source réelle est en fait le site *JewishGen*, sur lequel figure la traduction du document en question, que Harrison a modifiée afin de cacher le plagiat. Je cite ce texte en indiquant entre crochets la « correction » apportée par lui :[898]

> *« Le quartier général de la Wehrmacht m'informe* [l'OKW m'a informé] *que la région de Brisk-Gomel* [région de Brest-Gomel] *souffre de plus en plus d'attaques de gangs, ce qui remet en question la nécessité d'avoir des troupes supplémentaires.*
>
> *Sur la base des informations qui m'ont été communiquées, il faut voir dans le ghetto de Pinsk le centre du mouvement des gangs dans la région des marais de Prifet* [Pripyat]. *C'est pourquoi j'ordonne, en dépit de considérations économiques, la destruction et l'anéantissement du ghetto de Pinsk. Quelque 1 000 travailleurs masculins peuvent être épargnés, dans la mesure où l'opération le permet, pour être mis à la disposition de la Wehrmacht, pour la production de cabanes préfabriquées en bois. Ces 1 000 hommes doivent être maintenus dans un camp bien gardé, et si la sécurité n'est pas maintenue, ces 1 000 hommes doivent être détruits ».*

Le plagiaire a cru que le *Quartier général de la Wehrmacht* était une traduction de *Oberkommando der Wehrmacht*, et il a donc introduit l'acronyme OKW, ignorant que le terme allemand utilisé est *Wehrmachtsführungsstab*.

[164] Dans sa « *Conclusion* », Harrison écrit :

> *« Les défauts des écrits de MGK sur la politique nazie, que nous avons documentés ci-dessus, peuvent être divisés en quatre catégories : auto-contradiction, manque de pertinence, sources très sélectives, et distorsion ».* (p. 143)

Il énumère ensuite son long catalogue d'impostures et de falsifications. J'ai amplement démontré que ce sont en fait les caractéristiques de la propre réponse de Harrison, en plus d'une forte dose d'hypocrisie et de mauvaise foi, sans parler du pillage des sources d'autrui, qui ne fait que témoigner de son ignorance documentaire.

Paraphrasant ce qu'il dit à la page 144, « comme les lecteurs peuvent le voir, il y a donc plus qu'assez d'exemples de distorsion dans » le travail des Controversial Bloggers « pour prouver leur manque de scrupules ». Bref, c'est un amas honteux de falsifications, de plagiats, d'interprétations erronées et d'impostures. Voilà pour l'aspect « destruens », « réfutation ».

La situation est encore pire en ce qui concerne le « construens », l'aspect positif ou démonstratif, qui est totalement absent. Harrison n'est même pas capable de répondre de manière documentée et significative à l'une des questions

[898] The Destruction of Pinsk Jewry According to Enemy Records, in : www.jewishgen.org/yizkor/pinsk1/pine12_129.html

que j'ai posées. Par conséquent, le verdict final sur le chapitre 2 du « Manifeste du copier-coller » des « blogueurs plagiaires » doit être désastreux à tous points de vue.

Chapitre 6 : « Aktion Reinhardt » dans le contexte de la politique juive nationale-socialiste

Par Carlo Mattogno

Le troisième chapitre du « Manifeste du copier-coller », rédigé par Nick Terry, est intitulé « Aktion Reinhard et l'Holocauste en Pologne ». Ce chapitre, explique l'introduction du « Manifeste », « replace l'histoire de l'Aktion Reinhard dans le contexte de la politique nazie en Pologne et montre comment et pourquoi la région de Lublin a finalement été choisie comme la région où tant de juifs allaient être tués. Il expose la manipulation et l'incompréhension par MGK des documents relatifs à l'évolution du programme ». (p. 34).

Terry déclare immédiatement que « tout comme pour la politique juive nazie dans son ensemble, les chapitres examinés ici sont presque entièrement l'œuvre de Carlo Mattogno. » (p. 145). Dans le chapitre précédent, les tentatives de réfutation de Terry se sont révélées incohérentes et finalement vaines. Dans le présent chapitre, je poursuivrai ma dissection de ses arguments souvent risibles.

[1] Le premier reproche de Terry est que je suis coupable d'avoir « omis un document crucial », à savoir l'entrée du journal de Goebbels du 27 mars 1942, soi-disant parce que « j'en suis embarrassé » (pp. 146-147). J'ai déjà analysé le document en question dans son contexte historique, en montrant à quel point il m'« embarrasse ».

Après avoir compté de manière pédante le nombre de mots que j'ai consacrés à un certain nombre de questions qu'il a soulevées, Terry, afin de démontrer mon « ignorance », présente une longue liste copiée dans une bibliographie sur l'Holocauste. La première est « Tatiana Berenstein, 'Prace przymosiwa ludnosci Zydowskiej w tzw. Dystrikcie Galicja (1941-1944)', *BZIH* 1969, pp.3- 45 » (note 14 à la p. 148). Terry a mal copié, car le titre correct de l'article est « Praca przymusowa ludności Żydowskiej w tzw. dystrykcie Galicja » (« Le travail forcé de la population juive dans le district de Galicie »). Inutile de dire que je suppose qu'il ne l'a jamais lu et qu'il n'est cité ici que pour servir de plume d'emprunt. Les « blogueurs plagiaires » ont même oublié de l'insérer dans leur bibliographie. Le livre suivant, « Elisabeth Freundlich, *Die Ermordung einer Stadt namens Stanislau*. Vienne, 1986 » n'est cité qu'ici et dans la bibliographie (p. 545). Les autres livres dont les titres ont été copiés par Terry et qui n'apparaissent que dans cette note sont :

– « David Kahane, *Lvov Ghetto Diary*, Amherst, 1990 » ;

– « Jakub Chonigsmann, *Katastrofa lwowskogo evreitsva*, Lviv, 1993 » ;

– « Eliyahu Jones, *Żydzi Lwowa w czasie okupacji 1939- 1945*, Łódź : Wyd. Oficyna Bibliofilów, 1999, traduit en anglais sous le titre *Smoke in the Sand. The Jews of Lvov in the War Years 1939-1944*, Jerusalem : Gefen House, 2005 » ;

– « Bogdan Musial, '*Konterrevolutionäre Elemente sind zu erschiessen'. Die Brutalisierung des deutsch-sowjetischen Krieges im Sommer 1941* (Les éléments contre-révolutionnaires doivent être fusillés. La brutalisation de la guerre germano-soviétique à l'été 1941), Munich, 2000 » ;

– « Rosa Lehmann, *Symbiosis and Ambivalence : Poles and Jews in a Small Galician Town*, New York et Oxford : Berghahn Books, 2001 » ;

– « Shimon Redlich, *Together and Apart in Brzezany*. Bloomington : Indiana University Press, 2002 » ; « Thomas Geldmacher, '*Wir als Wiener waren ja bei der Bevölkerung beliebt'. Oesterreichische Schutzpolizisten und der Judenvernichtung in Ostgalizien 1941-1944*, Vienna : Mandelbaum Verlag, 2002 ».

En pratique, 8 références bibliographiques sur 9 sont copiées et jamais utilisées par nos adversaires pour étayer leurs arguments spécifiques. Inutile de préciser que cette méthode leur permet d'enrichir facilement leur propre bibliographie !

La liste des titres copiés se poursuit avec la note 15 de la page 148 :

– Gabriel N. Finder et Alexander V. Prusin, « Collaboration in Eastern Galicia : The Ukrainian police and the Holocaust », *East European Jewish Affairs*, 2004, 34:2, pp.95 -118 ;

– Delphine Bechtel, « 'De Jedwabne a' Zolotchiv : Pogromes locaux en Galicie, juin-juillet 1941, » in *Cultures d'Europe Centrale*, *vol. 5, La destruction de confines*, éd. Delphine Bechtel et Xavier Galmiche (Paris, 2005), 69-92 ;

– Omer Bartov, « Eastern Europe as the Site of Genocide », *Journal of Modern History*, 80 (2008), pp. 557 - 593 ;

– Omer Bartov, *Erased : Vanishing Traces of Jewish Galicia in Present Day Ukraine*. Princeton : Princeton University Press, 2007 ;

– Wlodzimierz Wazniewski, *Stracone nadzieje. Polityka wladz okupacyjnych w Malopolsce Wschodniej 1939-1944*, Varsovie, 2009 ;

– Christoph Mick, *Kriegserfahrungen in einer multiethnischen Stadt : Lemberg 1914-194*7. Wiesbaden : Harrassowitz, 2011 ; ce dernier est également cité dans la bibliographie (p. 554).

Si Terry me reproche de ne pas avoir consulté ces revues et ces livres, la même critique devrait s'abattre encore plus lourdement sur lui : s'ils sont aussi importants qu'il le prétend, pourquoi ne les a-t-il pas utilisés dans sa reconstruction de l'« Aktion Reinhardt » ?

[2] Passant à la discussion sur « l'interaction du travail et de l'extermination » (p. 148), Terry donne un exemple de ses profondes connaissances bibliographiques :

> *« La littérature sur cette question est vaste, aussi nous contenterons-nous à ce stade de signaler ce qui reste l'un des meilleurs résumés du débat, à savoir l'article d'Ulrich Herbert, 'Labour and Extermination : Economic Interest and the Primacy of Weltanschauung in National Socialism',* Past & Present*, No. 138 (Feb., 1993), pp. 144-195, paru à l'origine en allemand dans Wolfgang Schneider (éd),* Vernichtungspolitik. Eine Debatte über den Zusammenhang vom Sozialpolitik und Genozid im nationalsozialistischen Deutschland. *Hambourg, 1991. D'autres titres seront cités plus loin. »* (note 17 de la p. 148)

Cet article est cité à l'identique par Harrison (note 201 de la p. 133) et ne réapparaît que dans la bibliographie (p. 548), de sorte que ni Harrison ni Terry ne l'ont vraisemblablement jamais lu.

[3] Terry déclare :

> *« Mattogno recourt sans cesse à l'homme de paille de l'extermination à 100 %, exprime sa perplexité quant à la raison pour laquelle des minorités de plus en plus réduites de Juifs sont épargnées pour le travail forcé, et déclare pompeusement que les sélections pour le travail forcé dans tel ou tel camp sont soi-disant incompatibles avec la 'thèse officielle' de l'extermination ».* (p. 149)

Comme *seul* exemple, il se réfère à la page 310 de notre livre sur Sobibór. En tant que « blogueur controversé », Terry est en bonne place, car il déforme immédiatement ce que nous avons écrit. Après une discussion sur l'*Ostwanderung* (migration vers l'Est) d'Auschwitz, qui peut expliquer « le nombre extrêmement faible de détenus valides à Sobibór », et après avoir noté que, de toute façon, « au total 117 camps de travail juifs de différentes catégories ont fonctionné dans le district de Lublin entre 1939 et 1944 », nous concluons :[899]

> *« Le récit de Dina Czapnik sur la façon dont 'elle a été déportée de Minsk à Sobibór à la mi-septembre 1943, puis transférée à Trawniki avec environ 225 spécialistes' est également en désaccord avec la thèse de l'extermination presque totale des déportés emmenés à Sobibór et donne du crédit à l'hypothèse selon laquelle les juifs polonais sélectionnés pour le travail étaient beaucoup plus nombreux que ne l'affirme l'historiographie dominante ».*

Je ne parle donc pas de la « thèse officielle » de l'extermination qui est « l'extermination à 100 % », comme Terry le prétend de manière trompeuse, mais de la « thèse de l'extermination *presque totale* ». Terry a employé ici une « stratégie d'argumentation vraiment imbécile », du type de celle qu'il nous attribue !

[4] Après un certain nombre de critiques vagues, Terry en arrive au « phénomène de la ghettoïsation » (p. 150) et présente une autre série de titres copiés :

---

[899] *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.* p. 311.

– Philip Friedman, « The Jewish Ghettos of the Nazi Era », *Jewish Social Studies*, Vol. 16, No. 1 (Jan., 1954), pp. 61-88 ;

– Isaiah Trunk, *Judenrat. The Jewish Councils in Eastern Europe under Nazi Occupation*. Lincoln, 1972 ;

– Gustavo Corni, *Hitler's Ghettos : Voices from a Beleaguered Society, 1939-1944*. Londres : Bloomsbury, 2002 ;

– Tim Cole, « Ghettoization » chez Stone (éd), *Historiography of the Holocaust*, pp.65-87 ;

– Dan Michman, *The Emergence of Jewish Ghettos During the Holocaust*. Cambridge : Cambridge University Press, 2011 » (note de bas de page 21 à la p. 150 ; cette dernière figure également dans la bibliographie, p. 554)

[5] À la fin de la page 150, Terry commence enfin à présenter un semblant d'argumentation :

> *« De même, le fait de se focaliser sur les trois camps de l'Aktion Reinhard finit par occulter les circonstances des déportations de 1942-1943 et l'ampleur de la violence employée pour les mener à bien. En effet, elle ignore le fait que les nazis ont semé la mort parmi les Juifs depuis 1939. Dès les premiers jours de l'invasion allemande de la Pologne, les Juifs ont souffert de la terreur nazie en Pologne [24], qui s'est traduite par quelque 16 000 exécutions le 25 octobre et 50 000 à la fin de l'année 1939 [25] ». (pp. 150-151)*

Dans la note de bas de page n° 24, Terry nous informe :

> *« Sur la campagne de septembre, voir Szymon Datner, 55* dni Wehrmachtu w Polsce. *Varsovie, 1967 ; Alexander B. Rossino,* Hitler Strikes Poland. Blitzkrieg, Ideology and Atrocity. *Lawrence, Kansas, 2003 ; Jochen Böhler,* Auftakt zum Vernichtungskrieg. Die Wehrmacht in Polen 1939. *Francfort, 2006 ».*

On assiste ici au plagiat habituel. Le livre de Datner n'est mentionné qu'ici et dans la note suivante. Le titre est d'ailleurs incomplet, il manque « *Zbrodnie dokonane na polskiej ludności cywilnej w okresie 1.IX.-25.X.1939 r.* »[900] Le livre de Rossino n'est cité qu'ici, alors que celui de Böhler est cité ici et dans la bibliographie (p. 541). La note 25 fait référence à :

> *« Datner, 55* dni Wermachtu*, pp. 110-122 ; Luczak,* Polityka*, pp. 68-76 ; sur les meurtres perpétrés dans les 'territoires incorporés', souvent par des milices ethniques allemandes, voir Christian Jansen et Arno Weckbecker,* Der 'Volksdeutsche Selbstschutz' in Polen 1939/40. *Munich : Oldenbourg, 1992 et, plus récemment, Maria Wardzyńska,* Był rok 1939 Operacja niemieckiej policji bezpieczeństwa w Polsce. Intelligenzaktion. *Varsovie : IPN, 2009 Pour une étude de cas d'une unité SS qui effectuait déjà des massacres de Juifs en trois figures en 1939, voir Alexander B. Rossino, 'Nazi Anti- Jewish Policy during the Polish Campaign : The Case of the Einsatzgruppe von Woyrsch',* German Studies Review*, Vol. 24, No. 1. (février 2001), pp. 35-53 ».*

[900] Le titre complet peut être traduit comme suit : « 55 jours de la Wehrmacht en Pologne. Crimes commis contre la population civile polonaise entre le 1.9.-25.10.1939 »

Terry se révèle ici un véritable bouffon. Le livre de Datner présente un ensemble précis de statistiques sur les exécutions réalisées par les Allemands en Pologne entre le 1er septembre et le 25 octobre 1939, c'est-à-dire pendant les 55 premiers jours de l'occupation. Il les répertorie dans deux tableaux, avec le nombre d'exécutions de masse et le nombre de victimes, calculant 12 137 (septembre) et 4 199 victimes (1er-25 octobre), soit un total de 16 336.[901] Il répartit ensuite ces victimes en fonction de douze voïvodies ;[902] dans un autre tableau, il compile ces données, ainsi que le pourcentage des 16 336 victimes et des 714 exécutions de masse.[903] Les juifs ne sont mentionnés que dans le tableau « *Liczba ofiar* » (« nombre de victimes ») qui se réfère aux exécutions effectuées dans la voïvodie de Łódź, plus précisément à 2 387 des 2 393 victimes, qui se répartissent comme suit :

– exécutions au cours desquelles seuls des Polonais ont été tués : 1 773 victimes ;

– exécutions au cours desquelles seuls des juifs ont été tués : 112 victimes ;

– exécutions au cours desquelles des Polonais et des juifs sont morts : 502 victimes.[904]

Par conséquent, l'affirmation de Terry selon laquelle « les nazis distribuaient la mort aux juifs depuis 1939 » est risible.

Les livres de Jansen et Weckbecker et de Wardzyńska n'apparaissent que dans cette note et dans la bibliographie (p. 549 et 562).

[6] Terry ajoute :

> *« 7 000 des personnes tuées étaient des Juifs, victimes d'une culture de violence et d'abus antisémites qui s'était développée au sein de l'Allemagne nazie pendant les années d'avant-guerre [26] ainsi que d'un mépris spécifique pour les Juifs d'*Europe de l'Est *(*Ostjuden*) [27], une réaction qui est amplement documentée dans les lettres de soldats et d'autres sources [28]. »* (p. 151)

Où trouve-t-il ce chiffre de 7 000 juifs ? La note de bas de page 26 se lit comme suit :

> *« Sur la violence antisémite et les rituels d'humiliation dans la vie quotidienne allemande, voir l'important travail récent de Michael Wildt, 'Gewalt gegen Juden in Deutschland 1933-1939',* Werkstatt Geschichte *18, 1997, pp. 59-80 ; et sa monographie* Volksgemeinschaft als Selbstermächtigung. Gewalt gegen Juden in der deutschen Provinz 1919 bis 1939. *Hambourg : Hamburger Edition, 2007, ainsi que l'étude la plus*

---

[901] Sz. Datner, *55 dni Wehrmachtu w Polsce. Zbrodnie dokonane na polskiej ludności cywilnej w okresie 1.IX.-25.X.1939* (55 jours de la Wehrmacht en Pologne. Crimes commis contre la population civile polonaise pendant la période). Varsovie, 1967, pp. 110-112.

[902] *Ibid*, p. 113-117.

[903] *Ibid*, p. 118.

[904] *Ibid*, p. 120.

récente sur la tristement célèbre 'Nuit de cristal', le pogrom de novembre 1938, par Alan Steinweis, Kristallnacht 1938*, Cambridge, MA : Belknap Press, 2009 ».*

L'article de Wildt ne mentionne pas du tout ces 7 000 victimes ; il se réfère en fait au cas spécifique de Treuchtlingen, près de Nuremberg, où un « pogrom » s'est produit en 1938, avec les résultats suivants : sur 92 juifs présents, « 48 ont été déportés et tués ».[905]

On suppose que Terry n'a jamais vu cette source, ni la monographie du même auteur, mentionnée ici et dans la bibliographie (p. 563) ; il n'a jamais vu non plus le travail de Steinweis, également cité seulement ici et dans la bibliographie (p. 561). Dans la note 27, Terry continue d'exhiber d'autres titres plagiés :

« Voir Trude Maurer, Ostjuden in Deutschland : 1918-1933, Hambourg : Hans Christian, 1986, ainsi que David Clay Large, 'Out with the Ostjuden. The Scheunenviertel Riots in Berlin, November 1923', in : Hoffmann, Christhard, Werner Bergmann, Helmut Walser Smith (éds.), Exclusionary Violence. Antisemitic Riots in Modern German History*, Michigan : University Press, 2002, p. 123-40. Il convient de rappeler que la Nuit de Cristal a été déclenchée par l'expulsion des Juifs polonais par l'Allemagne nazie en octobre 1938 : Jerzy Tomaszewski,* Auftakt zur Vernichtung. Die Vertreibung polnischer Juden aus Deutschland im Jahre 1938*, Osnabrück, 2002 ».*

Les titres de Large et Tomaszweski ne sont mentionnés que dans cette note et dans la bibliographie (pp. 554, 552, 562).

Enfin, voici la note de bas de page 28 :

« Voir les exemples compilés dans Walter Manoschek (ed), 'Es gibt nur eines für das Judentum : Vernichtung'. Das Judenbild in deutschen Soldatenbriefen 1939-1944. *Hambourg : Hamburger Edition, 1995, pp. Alexander B. Rossino, 'Destructive Impulses : German Soldiers and the Conquest of Poland',* HGS *11/3, 1997, pp.351-265. »*

Le livre de Manoschek n'apparaît qu'ici et dans la bibliographie (p. 535) ; il en va de même pour l'article de Rossino (p. 559).

[7] En ce qui concerne la « démographie de l'Holocauste en Pologne », Terry déclare dans la note 29 de la page 151 :

« De temps à autre, Mattogno invoque rituellement le nom de Walter Sanning, pratiquement le dernier auteur négationniste à avoir tenté d'aborder la question des nombres de manière significative. Cf. Mattogno, 'Denying Evidence', p.245 et M&G, Treblinka*, p.293, un chapitre ostensiblement rédigé par Mattogno, bien que la note de bas de page ressemble à un ajout de Graf ou de Germar Rudolf ».*

[905] Michael Wildt, « Gewalt gegen Juden in Deutschland 1933 bis 1939 », in : *Werkstatt Geschichte*, 18 (1997), Ergebnisse Verlag, Hambourg, p. 80.

Il s'agit là d'une autre déformation. Dans les textes cités par Terry, je n'ai « invoqué rituellement » personne. Dans mon livre sur Treblinka (note 916, pp. 295 et suivantes), j'ai donné une simple référence bibliographique :[906]

> *« Les études les plus complètes sur cette question sont : du côté des historiens orthodoxes, l'anthologie* Dimension des Völkermords*, éditée par W. Benz, op. cit. (note 80), et, du côté révisionniste,* The Dissolution of Eastern European Jewry *de W. Sanning, op. cit. (note 79). Une comparaison des deux ouvrages a été entreprise par Germar Rudolf : 'Holocaust Victims : A Statistical Analysis á W. Benz and W. N. Sanning – A Comparison', op. cit. (note 81). »*

Dans l'autre texte, je me suis contenté de noter que Michael Shermer et Alex Grobman « ne mentionnent pas la meilleure étude révisionniste dans le domaine des statistiques, l'ouvrage de Walter N. Sanning, bien qu'il ait été publié pour la première fois aux États-Unis ! »[907]

[8] Terry écrit ensuite :

> *« Avec un total de 1 611 communautés juives identifiées à l'intérieur des frontières de la Pologne d'avant-guerre, et plus de 630 localités dans les districts du Generalgouvernement, de Zichenau et de Białystok documentées avec des communautés juives, sans parler des centaines de ghettos identifiés par de multiples projets de recherche au cours des dernières années, il est évident que l'Holocauste en Pologne ne peut pas être réduit à une question de trois camps et quelques remarques à la sauvette sur le ghetto de Varsovie. » (pp. 151-152)*

Il s'agit là encore d'une objection hors de propos. Puisque nous contestons essentiellement l'extermination des juifs dans les chambres à gaz de Bełżec, Sobibór et Treblinka, la question se limite précisément à ces trois camps.

Dans la note de bas de page 30 de la page 152, Terry fournit le catalogue habituel des titres rélevés :

– Guy Miron (éd), *The Yad Vashem Encyclopedia of Ghettos During the Holocaust*, Jérusalem : Yad Vashem, 2010, 2 volumes, cité uniquement ici et dans la bibliographie (p. 554) ;

– Ilya Altman, *Kholokost na territorii SSSR. Entsiklopedia.* Moscou : Rosspen, 2011 », cité uniquement ici ;

– Czeslaw Pilichowski (ed), *Obozy hitlerowskie na ziemiach polskich 1939-1945*, Varsovie, 1979 », cité uniquement ici et dans la bibliographie (p. 557).

[9] Terry commence enfin à traiter le sujet du chapitre à la page 152, mais il le fait de manière simpliste. Après avoir invoqué l'introuvable *Führerbefehl*, que l'on ne peut plus appeler ainsi et que l'on appelle désormais « décisions de haut niveau prises en décembre 1941 » – dont j'ai documenté l'incohérence historique totale

---

[906] *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.* note de bas de page 916, p. 295.

[907] C. Mattogno, « Denying Evidence. The Phony 'Holocaust' 'Convergence of Evidence' », in : G. Rudolf, C. Mattogno, *Auschwitz Lies. Legends, Lies, and Prejudices on the Holocaust*. Theses & Dissertations Press Chicago, 2005, p. 245.

dans le chapitre précédent – Terry se limite à résumer une fois de plus les canons de l'historiographie orthodoxe de l'Holocauste, en supposant d'emblée ce qui reste encore à prouver : la « 'solution finale de la question juive' a commencé pour de bon le 16 mars 1942 », avec les déportations de Lublin, de Lwów et d'autres petites villes.

> *« À partir de mai 1942, le camp de Bełżec fut rejoint par un deuxième centre de mise à mort à Sobibór, qui coûta la vie à des Juifs du district de Lublin ainsi qu'à des Juifs allemands, autrichiens, tchèques et slovaques déportés dans la région depuis l'extérieur du gouvernement général. »*

Enfin, en juillet 1942, « un troisième camp d'extermination » a été « créé par l'équipe de Globocnik à Treblinka ». Il s'agit là d'une « démonstration » accablante : les « camps d'extermination » ont existé parce qu'ils ont existé ! Ou, si l'on préfère, parce que Terry le postule !

Le tout agrémenté du plagiat bibliographique habituel (notes 31-33 de la page 152) :

– Andrea Löw et Markus Roth, *Juden in Krakau unter deutscher Besatzung 1939-1944*. Göttingen : Wallstein, 2011, cité uniquement ici et dans la bibliographie (p. 553) ;

– Aleksander Bieberstein, *Zagłada Zydow w Krakowie*. Cracovie, 1986, cité uniquement ici et dans la bibliographie (p. 540) ;

– Barbara Engelking et Jacek Leociak, *The Warsaw Ghetto : A Guide to the Perished City*. New Haven : Yale University Press, 2009, cité uniquement ici et dans la bibliographie (p. 544) ;

– Jacek Andrzej Mlynarczyk, *Judenmord in Zentralpolen. Der Distrikt Radom im Generalgouvernement 1939-1945*. Darmstadt : Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2007 : ce titre est recyclé dans la note de bas de page 36 de la p. 153 et apparaît finalement dans la bibliographie (p. 555).

[10] Terry parle ensuite des déportations vers les différents camps et conclut :

> *« À la fin de 1942, 1 274 166 Juifs avaient été déportés dans les camps Reinhard. »* (p. 153)

Et sur ce point, nous sommes parfaitement d'accord. Ici encore, les titres plagiés ne manquent pas (note 34 de la p. 153) :

– Szymon Datner, « *Eksterminacja ludności żydowskiej w Okręgu Białostockim. Strukturą administracyjną okręgu Białostockiego* », *BZIH* 60, 1966, pp. 3-48, cité ici, recyclé dans la note 60 de la p. 157 et inséré dans la bibliographie (p. 543) ;

– Michal Grynberg, *Zydzi w rejencji ciechanowskiej 1939-1942*. Varsovie, 1984, cité uniquement ici et dans la bibliographie (p. 547) ;

– Jan Grabowski, *Die antijüdische Politik im Regierungsbezirk Zichenau*, in : Jacek Andrzej Mlynarczyk et Jochen Böhler (éds.), Der Judenmord in den

eingegliederten polnischen Gebieten 1939-1945. Osnabrück : fibre Verlag, 2010, pp. 99-116 ; cet ouvrage n'est lui aussi cité qu'ici et dans la bibliographie (p. 547) ;

– il en va de même pour Andreas Schulz, « Regierungsbezirk Zichenau », in : Wolf Gruner et Jörg Osterloh (eds.), *Das 'Grossdeutsche Reich' und die Juden. Nationalsozialistische Verfolgung in den 'angegliederten Gebieten'*. Francfort-sur-le-Main : Campus Verlag, 2010, pp. 261-282 (p. 560).

[11] Terry nous apprend ensuite qu'« au cours des années 1942 et 1943, plus de 300 000 Juifs ont été tués sur place lors d'exécutions massives qui ont touché tous les districts concernés par l'opération Reinhard. Dans le district de Radom, au moins 11 000 ont été fusillés au cours des déportations ». (p. 153). La source (note 36 de la p. 153) est constituée de quatre titres, dont au moins trois sont des plagiats : outre le titre recyclé de Młynarczyk – *Judenmord in Zentralpolen* – un article du même auteur, « Bestialstwo z urzedu. Organizacja hitlerowskich akcji deportacyjnych w ramach 'Operacji Reinhard' na przykladzie likwidacji kieleckiego getta », *Kwartalnik Historii Zydow* 3, 2002, pp.354-379, cité uniquement ici et dans la bibliographie (p. 555), et Sara Bender, « The Extermination of the Kielce Ghetto – New Study and Aspects Based on Survivors' Testimonies », *Kwartalnik Historii Zydow 2/2006*, pp.185-199.

L'article en polonais de Jacek Andrzej Młynarczyk contient une section intitulée « *Zagłada kieleckich Żydów w obozie śmierci w Treblince* » (« L'extermination des Juifs de Kielce dans le camp de la mort de Treblinka »)[908] aux pages 373-375 qui est la partie de l'article pertinente pour la question soulevée ici par Terry (« la liquidation du ghetto de Kielce »). Le fait que Terry se réfère à l'ensemble de l'article au lieu de citer ces pages indique qu'il ne l'a pas lu.

Il convient de noter l'approche ridicule des sources généralement employée par Terry : s'il suffit de citer quelques titres de la littérature de l'Holocauste pour prouver ou réfuter quelque chose, alors les meilleures démonstrations et réfutations consistent en des bibliographies !

[12] Terry poursuit sa liste d'exterminations présumées en écrivant :

> *« Un nombre similaire fut fusillé lors de la liquidation des ghettos provinciaux du district de Varsovie,* ... [la suite de la citation est reproduite ci-dessous]. *»* (p. 153)

Ici, le titre plagié est Barbara Engelking, Jacek Leociak, Dariusz Libionka (eds.), *Prowincja Noc. Zycie i zagłada Zydow w dystrykcie warszawskim.* Varsovie, 2007 (note 37 à la p. 153), dont le titre est repris dans la note 243 à la p. 190, où figure un autre titre plagié : Jan Grabowski, « Zydzi przed obliczem niemieckich i polskich sadow w dystrykcie warszawskim Generalnego Gubernatorstwa, 1939-

[908] J. A. Młynarczyk, « Bestialstwo z urzędu. Organizacja hitlerowskich akcji deportacyjnych w ramach 'Operacji Reinhard' na przykładzie likwidacji kieleckiego getta », *Kwartalnik Historii Żydów*, 3, 2002, pp. 373-375, 3, 2002, pp. 373-375.

1942 », in Barbara Engelking, Jacek Leociak, Darius Libionka (eds.), *Prowincja Noc. Zycie i zagłada Zydow w dystrykcie warszawskim*, Varsovie, 2007, pp.75-118, un titre qui est facilement disponible sur Internet avec une indication exacte des numéros de page (75-118).[909] Dans la bibliographie, le titre apparaît, précisément, sous la rubrique « Grabowski, Jan. » (p. 547).

Terry n'est même pas capable de recopier correctement un titre polonais ; le titre exact est en fait « Żydzi przed obliczem niemieckich i polskich sądów w dystrykcie warszawskim Generalnego Gubernatorstwa, 1939-1942 » dans : *Prowincja noc. Życie i zagłada Żydów w dystrykcie warszawskim*.[910]

Pour démontrer qu'« au moins 5 000 juifs, et selon toute probabilité bien plus de 10 000, ont été fusillés lors de l'action du ghetto de Varsovie au cours de l'été 1942 ». (p. 153), Terry utilise Hilberg :

« Hilberg, Vernichtung, p. 530, citant Monatsberichte von Lichtenbaum, 5.9. et 5.10.42, ZStL Polen 365 d, S.654-72 » (note 38 de la p. 153)

Sur cette page, Hilberg écrit :[911]

« Un grand nombre de Juifs tentent pendant ces semaines de se cacher ou de s'enfuir. Dans son rapport pour le mois d'août, le Conseil juif fait état de 2 305 morts par 'blessures par balles', le chiffre correspondant pour le mois de septembre est de 3 158 ».

En additionnant ces deux chiffres, on arrive à 5 463 victimes, de sorte que le chiffre de 10 000 est une invention de Terry. Il est tellement attentif au contexte historique qu'il parvient toujours à mentionner les véritables tueries hors contexte. Dans ce cas précis, Hans Höfle a donné des directives au Conseil juif de Varsovie le 22 juillet concernant l'organisation de la déportation des juifs du ghetto. Ces directives se terminent par un paragraphe intitulé « *Strafen* » (punitions), menaçant de la peine de mort dans les cas suivants :[912]

« a) toute personne juive qui, à partir du début de la réinstallation, quitte le ghetto sans appartenir aux catégories de personnes énumérées aux points 2a et c et qui, jusqu'à ce moment, n'en avait pas le droit, sera fusillée ;

b) toute personne juive qui entreprend une activité visant à contourner les mesures de réinstallation ou à les perturber sera fusillée ;

c) toute personne juive qui participe à une activité visant à contourner les mesures de réinstallation ou à les perturber sera fusillée ;

---

[909] Jan Grabowski, www.history.uottawa.ca/faculty/grabowski.html

[910] Traduit : « Les Juifs devant les tribunaux allemands et polonais dans le district de Varsovie du gouvernement général, 1939-1942 » dans : *Province Night : La vie et l'extermination des Juifs polonais dans le district de Varsovie.*

[911] R. Hilberg, *Die Vernichtung der europäischen Juden, op. cit.* volume 2, p. 530.

[912] Tatiana Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Faschismus - Getto - Massenmord*, *op. cit*, pp. 306 et suivantes.

d) tous les Juifs trouvés à Varsovie après la fin de la réinstallation et qui n'appartiennent pas aux catégories de personnes énumérées aux points 2a à h seront fusillés ».

On peut débattre du caractère juste ou injuste de ces ordres, mais le fait est qu'ils ont existé et que les juifs susmentionnés ont été fusillés en raison des transgressions stipulées.

[13] Dans ce contexte, Terry ajoute :

« Jusqu'à la fin de l'année 1942, environ 250 000 Juifs ont été déportés et 70 000 autres ont été fusillés 'localement'. » (pp. 153-154)

Dans la note de bas de page 40 de la page 154, il fournit les références suivantes :

« Pour des reconstitutions des déportations dans le district de Galicie, voir Tatiana Berenstein, 'Eksterminacja ludnosci zydowskiej w dystrykcie Galicja (1941-1943)', BZIH *61, 1967, pp.3-58 Aleksander Kruglow, 'Deportacja ludnosci zydowskiej z dystryktu Galicja do obozu zaglady w Belzcu',* BZIH *151, 1989, pp. 101-118, mis à jour dans Alexander Kruglov,* The Losses Suffered By Ukrainian Jews in 1941-1944*, Kharkov : Tarbut Laam, 2005, chapitres sur les oblasti d'Ivano-Frankivsk, de Lviv et de Ternopil ».*

L'article de Berenstein n'apparaît qu'ici et dans la bibliographie (p. 540). Les chiffres qu'il contient sont différents de ceux mentionnés par Terry, à savoir 400 000 victimes au 1er décembre 1942[913], ce qui montre que Terry n'a jamais pris la peine de consulter la source.

L'article de Kruglov figure dans cette note et dans la bibliographie (p. 552). Dans le tableau récapitulatif des transports vers Bełżec, l'auteur cite 71 transports de juifs de Galicie, soit 251 700 personnes.[914] Terry a sans doute repris l'article et le chiffre (« environ 250 000 ») d'une de mes propres citations.[915] Quant au livre *The Losses*..., il est recyclé à l'identique dans la note 60 de la p. 157 et repris ensuite dans la bibliographie (p. 552).

[14] La liste des assassinats locaux dressée par Terry se poursuit comme suit :

« Les fusillades ont été presque aussi nombreuses dans le district de Cracovie, dans l'ancienne Galicie occidentale, où jusqu'à 60 000 Juifs ont été fusillés lors d'actions répétées jusqu'au début de l'année 1943. » (p. 154)

Dans la note de bas de page 41, il cite les sources empruntées suivantes :

– E. Podhorizer-Sandel, « O zagladzie Zydow w dystrykcie krakowskim », *BZIH* 30, 1959 ; Klaus-Michel *Mallmann*, « 'Mensch, ich feiere heute den

---

913 T. Berenstein, « Eksterminacja ludności żydowskiej w dystrykcje Galicja (1941 – 1943) » (« L'extermination de la population juive dans le district de Galicie (1941 – 1943 »)), dans : *Biuletyn Żydowskiego Instytutu Historycznego w Polsce*, 1967, no. 61, p. 30

914 A. Kruglow, « Deportacja ludności żydowskiej z dystryktu Galicja do obozu zagłady w Bełżcu w 1942 R. » (« La déportation de la population juive du district de Galicie vers le camp de la mort de Belzec en 1942 »), in : *Biuletyn Żydowskiego Instytutu Historycznego w Polsce*, 1989, no. 3 (151), p. 107.

915 *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.*, p. 264.

tausenden Genickschuss'. Die Sicherheitspolizei und die Shoa in Westgalizien » in Gerhard Paul (ed), *Die Täter der Shoah*, pp.109-136 », cité uniquement ici et dans la bibliographie (p. 554) ;

– Thomas Kühne, *Belonging and Genocide : Hitler's Community, 1918-1945*. New Haven : Yale University Press, 2010, pp.55-94 cité uniquement ici et dans la bibliographie (p. 552) ;

– Stawiarska, Malgorzata, « Judenmorde in der polnischem Stadt Sanok während des Zweites Weltkrieges », *Kwartalnik Historii Zydow 4/2005*, pp.506-540 ; cet article n'est également cité qu'ici et dans la bibliographie (p. 561). Les titres polonais sont reproduits sans signes diacritiques.

[15] Terry poursuit en ces termes :

« En 1943, après la fermeture de Belzec, les fusillades furent plus ou moins la seule méthode utilisée en Galicie orientale, faisant 150 000 victimes supplémentaires à la fin de l'année. Alors que la population juive de Galicie était de 278 000 personnes le 15 septembre 1942, elle n'était plus que de 161 500 personnes à la fin de l'année 1942. » (p. 154)

Encore un argument insipide. Belżec ayant été fermé en décembre 1942, comment la diminution de la population juive de Galicie de 278 000 personnes le 15 septembre 1942 à 161 500 à la fin de la même année peut-elle démontrer la pratique des fusillades « *après* la fermeture de Belzec », c'est-à-dire en 1943 ? D'autre part, s'il restait 150 000 juifs à exterminer en Galicie, pourquoi Belżec a-t-il été fermé fin décembre 1942 ? Comme 70 000 juifs galiciens ont été fusillés par les *Einsatzgruppen* en 1941 (p. 153), le nombre total de victimes présumées des fusillades est très proche de celui des victimes présumées du gazage : 220 000 contre 250 000 : mais alors, à quoi servait un « camp d'extermination » si les fusillades étaient si efficaces ?

[16] Terry présente ensuite d'autres arguments de ce type, affirmant :

« Une diminution similaire est facilement démontrée pour d'autres districts. Alors qu'au début de 1942, le district de Lublin comptait entre 300 et 320 000 Juifs, en juillet/août 1942, ce chiffre était tombé à 190 000 Juifs, et à la fin de l'année, il n'en restait plus que 20 000 ». (p. 154)

Dans la note de bas de page 43, il indique ses sources :

« Musial, Deutsche Zivilverwaltung*, pp. 100-1 ; Bevölkerung des Distrikts Lublin nach dem Stande vom 1. August 1942, Lublin, den 5. März 1943, AIPN CA 891/8, p.487, cf. Eisenbach,* Hitlerowska polityka*, p.426 ; Korherr-Bericht, 19.4.1943, NO-5193. »*

Les chiffres et les références de la deuxième partie de la citation sont tirés de l'ouvrage d'Eisenbach :

« En fin de compte, le nombre de près de 250 000 Juifs qui vivaient dans ce district en avril 1941 est tombé à la mi-1942 à 190 000, et à la fin de cette année-là, selon les données officielles, il s'élevait à peine à 20 000 personnes. »

Dans les notes de bas de page correspondantes, Eisenbach se réfère aux « chiffres de la population des comtés du district de Lublin au 1er août 1942 » et au rapport Korherr ![916] Terry a manifestement tenté d'augmenter le nombre de juifs présents afin d'accroître le nombre de victimes présumées, mais il ne s'est jamais interrogé sur l'origine des 50 000 à 70 000 personnes, et il a donc fait passer la population du district de 250 000 à 300 000-320 000 juifs d'avril 1941 au début de l'année 1942.

[17] Il conclut ses réflexions par ce constat :

> *« Dans l'ensemble du Gouvernement général, il ne restait officiellement que 297 000 Juifs à la fin de 1942, dont la quasi-totalité était engagée dans le travail forcé. Le recensement du 1er mars 1943 fait état de 203 679 Juifs restants dans le Gouvernement général, un nombre qui a été réduit à environ 80 000 au début de 1944. »* (p. 154)

La référence est « Golczewski, 'Polen', p.479 » (note 44 de la p. 154), mais ici l'auteur se contente de noter :

> *« Pour le 1er mars 1943, le recensement du gouvernement général faisait encore état de 203 679 Juifs, auxquels il fallait ajouter les Juifs du ghetto de Litzmannstadt (86 000) et les Juifs non encore 'réinstallés' de Białystok et de Haute-Silésie. »*

Il observe ensuite qu'à la fin de l'année 1943, il y avait encore 83 000 juifs dans le ghetto de Litzmannstadt. Les données statistiques s'arrêtent là. À la page suivante, dans une note de bas de page, Golczewski reproduit des informations du mouvement de résistance polonais *Krajowa Rada Narodowa* (Conseil national de la patrie), selon lesquelles le nombre de juifs dans les camps de travail du gouvernement général s'élevait à 100 000 le 15 juin 1944.[917] D'où Terry tire-t-il le chiffre d'« environ 80 000 au début de 1944 » ?

[18] Après cette série de détails peu concluants, Terry aborde enfin, à la page 154, le sujet principal de son chapitre, dans une section intitulée « Les origines de l'Aktion Reinhard ». Le début n'en est pas moins insipide, car il poursuit avec ses accusations bibliographiques habituelles et avec la liste habituelle des titres plagiés. Par exemple :

– Browning, *Collective Memories* (note 49 de la p. 156), titre qui n'apparaît qu'ici et dans la bibliographie (p. 542) ;

– dans la note 52 de la p. 156 : Siegfried Pucher, *« ...in der Bewegung führend tätig ». Odilo Globocnik – Kämpfer für den « Anchluss », Vollstrecker der Holocaust*, Klagenfurt, 1997, cité uniquement ici et dans la bibliographie (p. 558) ;

– Popreczny, *Globocnik*, cité uniquement ici, dans la bibliographie (p. 557) et dans la note de bas de page 88 de la page 23 dans son intégralité : Joseph

---

[916] A. Eisenbach, *Hitlerowska polityka zagłady Żydów, op. cit.*, pp. 425-426.

[917] Frank Golczewski, « Polen », in : Wolfgang Benz (éd.), *Dimension des Völkermords. Die Zahl der jüdischen Opfer des Nationalsozialismus*, Oldenbourg Verlag, Munich 1991, pp. 479 sq.

Poprzeczny, *Odilo Globocnik, Hitler's Man in the East*. Londres : McFarland & Company, 2004 ;

– Rieger, *Globocnik*, cité uniquement ici et intégralement dans la note 88 de la p. 23 et dans la bibliographie (p. 559) : Berndt Rieger, *Creator of Nazi Death Camps. The Life of Odilo Globocnik*. Londres : Vallentine Mitchell, 2007.

D'autres plagiats apparaissent dans la note de bas de page 55 à la page 156 :

– Jacek Andrzej Mlynarczyk, « Mordinitiativen von unten. Die Rolle Arthur Greisers und Odilo Globocnik im Entscheidungsprozess zum Judenmord » in : Jacek Andrzej Mlynarczyk et Jochen Böhler (éds.), *Der Judenmord in den eingegliederten polnischen Gebieten 1939-1945*. Osnabrück : fibre Verlag, 2010, pp. 27-56, un titre recyclé dans la note de bas de page 112 à la p. 168 et inséré dans la bibliographie (p. 555) ;

– Irmtrud Wojak, *Eichmanns Memoiren. Ein kritischer Essay*. Francfort-sur-le-Main, 2001 (note 57 à la p. 156 et dans la bibliographie, p. 564).

[19] À la fin de la page 157, Terry utilise la formule magique de la « radicalisation de la politique juive nazie en Pologne » et consacre la page suivante à la description des « unités participant aux massacres » qui « avaient en fait servi de forces d'occupation dans le Gouvernement général occidental avant 'Barbarossa' ». Dans ce contexte, Terry démontre immédiatement ses compétences en matière de découpage et de collage :

> *« Ce qui est encore plus frappant, c'est l'engagement de forces de la police de sécurité sous le commandement du BdS Ost Eberhard Schöngarth, déployées dans l'est de la Pologne sous le nom d'Einsatzgruppe zbV. » (p. 158)*

La note de bas de page 62 correspondante renvoie à « FS Chef der Sipo u.d.SD an alle Einsatzgruppenchefs, Befehl Nr. 6, 4.7.41, gez. Heydrich, RGVA 500-1-25, pp.398-9. » Ce document ne contient aucune référence à l'« Einsatzgruppe zbV ».[918] Cette abréviation inhabituelle apparaît 14 fois dans le « Manifeste du copier-coller », mais n'est jamais expliquée. Elle signifie en fait « *zur besonderen Verwendung* [ou *Verfügung*] » – « pour une utilisation particulière ».

> **[20]** *« La plus grande force, 150 hommes du KdS Krakau, forma l'Einsatzkommando zbV Lemberg, divisé en quatre troupes, qui reprit la Galicie orientale de l'Einsatzgruppe C et devint le nouveau KdS Lemberg en septembre 1941. »* (p. 158)

Dans la note de bas de page correspondante, 63 Terry fait référence à « EM 11, 3.7.41, p. 7 » ainsi qu'à un texte de Dieter Pohl. Il est étonnant de constater que les plagiaires n'expliquent jamais ce que signifie « EM ». La méthode de citation adoptée ici par Terry est stupéfiante, car elle donne la page du document mentionné (c'est-à-dire la p. 7 de l'EM susmentionné), mais pas la source ! Le

[918] P. Klein (ed.), *Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion 1941/42. Die Tätigkeit- und Lageberichte des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD, op. cit.,* pp. 329-330.

livre qui a publié les *Ereignismeldungen* de 1941 (*Die « Ereignismeldungen UdSSR »* 1941 par Mallmann, Angrick, Matthäus et Cüppers) et qui a été cité ultérieurement et de manière inappropriée par Terry, ne donne pas les numéros de page de l'original.

Pour l'instant, je note seulement que la source adoptée par Terry se limite à indiquer :[919]

> *« B.d.S. Krakau rapporte le 2.7.41 :*
>
> *Départ des EK*
>
> *de Cracovie 150 hommes, de Varsovie 50 hommes, de Lublin 30 hommes ».*

Quelques mots sur les acronymes utilisés ici. Dans leur édition des *Ereignismeldungen*, Mallmann et al. commentent :[920]

> *« L'EK z.b.V. de Cracovie était composé du personnel des bureaux du KdS de Cracovie, de Radom et de Lublin. »*

Cet EK était directement subordonné au BdS Eberhard Schöngarth et arriva à Lemberg le 2 juillet 1941. Le BDS (ou B.D.S.) Krakau (« *Befehlshaber der Sicherheitspolizei und der SD* », chef de la police de sécurité et du service de sécurité) était l'équivalent du BdS GG à Krakau (« *Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des Sicherheitsdienstes im Generalgouvernement* », chef de la police de sécurité et du service de sécurité du gouvernement général, à l'époque *Oberführer* Eberhard Schöngarth) ; le KdS (ou K. d.S.) Krakau (« *Kommandeur der Sicherheitspolizei und der SD* », commandant de la police de sécurité et du service de sécurité à Cracovie, à l'époque SS-*Obersturmbannführer* Max Großkopf) était subordonné au BdS.

L'abréviation « BDS » apparaît 12 fois dans le « Manifeste du copier-coller », mais sa signification n'est ni expliquée ni traduite ; il en va de même pour l'abréviation « KdS ». La seule traduction erronée est présentée à la page 158 : KdS Lublin est rendu par « la police de sécurité de Lublin » ! Quelle ignorance prodigieuse !

> **[21]** *« À la mi-juillet, l'Einsatzkommando zbV Brest opérait avec des troupes à Brest, Pinsk, Luck, Rowno, Kowel et Rawa Ruska. »* (p. 158)

Dans la note 64, Terry mentionne « EM 11, 3.7.41, p.7 ; EM 25, 17.7.41, p. 2. » La première référence n'a rien à voir avec le sujet qui nous occupe ; la seconde indique :[921]

> *« Les garnisons spécifiques sont les suivantes :* [...]. *Ek* [=Einsatzkommando] *Brest avec des troupes à Brest, Pińsk, Luck, Rovno, Koael* [recte : Kovel]*, Rawa Ruska. »*

---

[919] NARA, T 175-233-2721410.

[920] K.-M. Mallmann, A. Angrick, J. Matthäus, M. Cüppers (eds.), *« Die Ereignismeldungen UdSSR 1941 ». Dokumente der Einsatzgruppen in der Sowjetunion, op. cit.* note 16, p. 74.

[921] NARA, T 175-233-2721547.

Ici, Terry n'a pas réussi son plagiat, car il ajoute un « zbV » qui n'est pas présent dans le texte original.

[22] Dans la note 65 de la page 158, Terry cite le « Vernehmungsprotokolle [Protocoles d'interrogatoire] Josef Blösche, 11.1-10.3.1967, BStU ZUV 15/1, p.121ff » en référence à ce texte :

> *« Parmi les hommes de la Sipo qui passaient leurs vacances d'été à faire du 'tourisme d'exécution' dans l'est de la Pologne, il y avait Josef Blösche, mieux connu des survivants du ghetto de Varsovie sous le nom de 'Frankenstein' et le SS photographié dans le rapport Stroop en train de faire prisonnier un petit garçon. »* (p. 158)

L'acronyme BStU signifie « Der Bundesbeauftragte für die Stasi- Unterlagen » (« Commissaire fédéral aux archives de la Stasi », un raccourci pour une agence fédérale plus informellement connue sous le nom de bureau Gauck), tandis que ZUV signifie « Zentraler Untersuchungsvorgang ».

Andreas Mix a décrit les évènements qui ont entouré le procès de Josef Blösche, arrêté en ex-RDA le 11 janvier 1967 et condamné à mort le 30 avril 1969. Lors de son premier interrogatoire, il a reconnu « avoir participé à des fusillades lors de la liquidation du ghetto de Varsovie ». L'auteur fournit la référence suivante dans une note de bas de page : « BStU MfS-HA IX/II ZUV 15, B I, Bl. 44. Aussage Blösches vor dem Bezirksgericht Mitte am 12. Januar 1967 » (... Témoignage de Blösche devant le centre du tribunal de district le 12 janvier 1967).[922] Comme les protocoles d'interrogatoire de la période du « 1.1-10.3.1967 » ne peuvent pas se trouver aux pages 121 et suivantes, nous sommes en présence d'un plagiat supplémentaire.

> **[23]** *« Les activités de l'Einsatzgruppe zbV sont rapportées froidement et cliniquement dans les rapports des Einsatzgruppen, détaillant les chiffres des exécutions et des arrestations généralement par Kommando et par période, mais avec des lacunes notables. Du 21 juillet au 9 septembre 1941, un total de 19 338 exécutions a été enregistré, en grande majorité des Juifs, mais cela ne rend pas compte du carnage provoqué par les hommes de Schöngarth ».* (p. 159)

Terry fournit les références suivantes à cet égard :

« EM 43, 5.8.41, NARA T175/233/2721775 ; EM 47, 9.8.41, T175/233/2721840 ; EM Nr. 56, 18.8.41, T175/233/2721972 ; EM 58, 20.8.41, T175/233/2721965 ; EM 66, 28.8.41, p.2-3 EM 67, 29.8.41, T175/233/272167 ; EM 78, 9.8.41, T175/233/2722248 ; EM 91 22.9.41, T175/233/2722501" (note 66 de la p. 159)

---

[922] A. Mix, « Das Ghetto vor Gericht. Zwei Strafprozesse gegen Exzeßtäter aus dem Warschauer Ghetto vor bundesdeutschen und DDR-Gerichten in Vergleich », in : Stephan Alexander Glienke, Volker Paulmann, Joachim Perels (éds.), *Erfolgsgeschichte Bundesrepublik ? Die Nachkrieggesellschaft im langen Schatten des Nationalsozialismus.* Wallstein, Göttingen, 2008, p. 330 et note de bas de page 40.

Le caractère aléatoire de cette collection de sources prélevées ici et là est immédiatement perceptible dans le fait que, comme dans le cas examiné ci-dessus pour l'EM n° 66, Terry indique les pages au lieu des *trames*.

C'est ce qui résulte de la vérification de ces sources :

– EM 43, 5.8.41, T175/233/2721775 : activité des « Befehlshaber der Sicherheitspolizei und der SD in Krakau » : 3 947 personnes liquidées du 21 au 31 juillet 1941.

– EM 47, T175/233/2721840 : activité du « Befehlshaber der Sicherheitspolizei und der SD im Generalgouvernement » : (510 + 296) 806 personnes liquidées.

– EM 56, T175/233/2721972 : cette trame correspond à la p. 3 du document et ne contient aucune mention d'exécutions.

– EM 58, T175/233/2721965 : « Exekutive Tätigkeit im ehem. polnisch-russischen Gebiet für die Zeit vom 12.-15.8.1941 » (activités exécutives dans l'ancien territoire polono-russe pour la période du 12 au 15 août 1941) : 4 988 personnes liquidées, dont 4 500 juifs.

– EM 66, p. 2-3 : la p. 2 correspond à la trame 2722101 et se réfère à l'activité de l'« *Einsatzgruppe z.b.V* » : 2 117 personnes liquidées ; la p. 3 correspond à la trame 2722102 et ne mentionne aucune exécution.

– EM 67, T175/233/272167 : cette *trame* correspond à la p. 2 de l'EM 72 du 3 septembre 1941 et ne mentionne aucune exécution. L'EM 67, en revanche, commence par la trame 2722106 ; la p. 2 (f. 2722107) commence par le § II, « *Meldungen der Einsatzgruppen und -kommandos. Einsatzgruppe ZBV. Lemberg. Tätigkeitsbericht in dem ehm. pol. russ. Gebieten* », qui mentionne 2 739 personnes liquidées.

– EM 78, 9.8.41, T175/233/2722248 (manifestement du 9.9.1941) : dans le rapport « *Generalgouvernement : Lagebericht ehem. Russisch-Polen* » (Gouvernement général : rapport de situation pour l'ancienne Pologne russe), on trouve la section « *Vollzugstätigkeit* » (activité d'exécution), dans laquelle est mentionné le chiffre de 1 308 personnes liquidées.

– EM 91, T175/233/2722501, p. 3 : ce document parle de 595 personnes liquidées entre le 25 août et le 9 septembre 1941, dont quelques juifs. L'information se trouve dans le paragraphe intitulé « *I) Politische Übersicht* [aperçu politique]. *a) Im Reich* [dans le Reich] ». À la page 2 (cadre 2722500), on lit à propos du projet de transfert des Juifs de Bialystok à Pruzana :

> *« La réinstallation de 20 000 Juifs est censée commencer dès ce mois-ci. Il est prévu de transformer Pruzana en une ville entièrement juive. »*

Cela démolit les fantasmes de Terry sur une « radicalisation » et confirme que la signification réelle des termes allemands – dans ce cas, « *Umsiedlung* » (réinstallation) – ne peut être déduite que du contexte.

En résumé, dans les documents susmentionnés, l'« *Einsatzgruppe z.b.V* » (Einsatzgruppe pour une mission particulière) n'apparaît que deux fois ; le nombre de « personnes » liquidées est enregistré comme étant de 16 500, et non de 19 338, et il s'agit de « personnes » – les juifs ne sont mentionnés comme victimes qu'à quelques reprises.

[24] *« Les exécutions par l'Einsatzkommando zbV Białystok peuvent être identifiées dans les rapports SS ainsi que dans les registres militaires des trois premières semaines de juillet.* » (p. 159)

La source mentionnée dans la note de bas de page 67 est la suivante :

« See Polizeilicher Lagebericht Einsatzgruppe B, 9-16.7.41, publié dans Johannes Hürter, 'Auf dem Weg zur Militäropposition. Tresckow, von Gersdorff, der Vernichtungskrieg und der Judenmord. Neue Dokumente über das Verhältnis der Heeresgruppe Mitte zur Einsatzgruppe B im Jahr 1941', VfZ 3/2004, pp.527-562 ».

Terry, qui n'est pas en mesure d'indiquer la page exacte de la citation, a mal recopié l'en-tête du document, qui se lit en fait : « *Polizeilicher Tätigkeitsbericht der Einsatzgruppe B für das Heeresgruppenkommando Mitte für die Zeit von ca. 9 bis 16. Juli 1941* » (Rapport d'activité de police de l'*Einsatzgruppe* B pour le Army Group Command Center pour la période allant du 9 au 16 juillet 1941).

Qui plus est, seule Bialystok est mentionnée ici, sans aucune mention de l'« *Einsatzkommando zbV* » :

« Selon d'autres rapports en provenance de Bialystok, il est pratiquement impossible de provoquer des pogroms contre les Juifs en raison de la forte prédominance de la population juive et de la franchise des Russes blancs. »

Immédiatement après, le document nous informe que :

« Grâce au déploiement d'informateurs de la police et à une coopération étroite avec la Wehrmacht et la GFP [police secrète de campagne]*, 37 autres personnes ont pu être arrêtées à Bialystok et liquidées sur la base des preuves rassemblées à leur encontre. »*

Parmi ces 37 personnes se trouvaient 12 juifs, qui ont été abattus « en raison de leurs activités communistes, de leur comportement anti-allemand et de leurs actes de pillage ».[923]

La note 69 se lit comme suit :

« EM 58, 20.8.41, NARA T175/233/2721965. Comme le montre Cüppers, Wegbereiter des Shoahs, p. 158, la brigade SS-Cavalerie a manifestement perdu la trace de ses

[923] Johannes Hürter, « Auf dem Weg zur Militäropposition Tresckow, Gersdorff, der Vernichtungskrieg und der Judenmord Neue Dokumente über das Verhältnis der Heeresgruppe Mitte zur Einsatzgruppe B im Jahr 1941 », in : *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 52e année, cahier 3, juillet 2004, p. 553.

*décomptes de corps au cours de cette opération, en classant de manière erronée les signaux du matin et du soir. Les témoins oculaires estiment que jusqu'à 9 000 Juifs ont été tués à Pinsk au cours de l'*Aktion*, un chiffre rendu tout à fait plausible par la présence de deux unités de décompte des corps, dont l'une avait, comme nous l'avons mentionné, perdu la trace de ses meurtres. Pour le contexte, voir également Rozenblat/ Elenskaia, Pinskie evrei ».*

Terry reprend ici la source déjà citée à la note 66 et qui indique :[924]

« Au cours de la période considérée, 4 988 personnes ont été liquidées et plus de 6 000 arrêtées. L'agitation et l'activité subversive des Juifs continuent à augmenter. Dans les environs de Pinsk, un membre de la milice a été abattu. À cause de cela, 4 500 Juifs ont été liquidés ».

Cet évènement montre l'importance réelle de la « radicalisation » : les juifs de l'Est se retrouvent sur le théâtre des opérations militaires, et les mesures d'« extermination » prises à leur encontre ont pour but de protéger la Wehrmacht de ce que les Allemands considèrent comme une menace.

Quant au nombre de victimes, on assiste ici au sadomasochisme typique des dénonciateurs prétentieux des crimes « nazis ». Ils semblent éprouver de la satisfaction à gonfler le nombre de morts, et l'on peut se demander de quelle manière les « témoins oculaires » ont établi leurs estimations.

Le livre cité à la fin de la note de bas de page est le résultat d'un plagiat bibliographique habituel ; le livre est mentionné dans la note de bas de page 74 à la page 54 (E.S Rozenblat et I.E. Elenskaia, *Pinskie evrei : 1939-1944 gg.* Brest, 1997) et ensuite dans la bibliographie (p. 559).

[25] *« Deuxièmement, la conscience de l'escalade vers le meurtre de masse et le génocide plus à l'est s'est rapidement répandue dans la hiérarchie SS au sein du Generalgouvernement. Non seulement de nombreux hommes de l'Einsatzgruppe zbV retournèrent à leurs postes dans les districts de Varsovie et de Lublin, mais le BdS Schöngarth ainsi que le HSSPF, Friedrich-Wilhelm Krüger, figuraient sur la liste de distribution des rapports d'Einsatzgruppen compilés par le RSHA. »* (p. 159)

Terry renvoie les lecteurs au livre de Klaus-Michel Mallmann, Andrej Angrick, Jürgen Matthäus, Martin Cüppers (eds.), *Die « Ereignismeldungen UdSSR » 1941. Dokumente der Einsatzgruppen in der Sowjetunion.* Darmstadt : Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2011 (note de bas de page 70 à la p. 159), naturellement sans indication du numéro de page. On peut supposer qu'il n'a jamais vu le livre.

Schöngarth n'y est cité qu'une seule fois, en tant que destinataire de l'exemplaire 41 de l'EM no. 128 du 3 novembre 1941[925], alors que Krüger n'est jamais mentionné !

[26] À la fin de la p. 159, Terry tourne enfin son attention vers l'Aktion Reinhardt. Il s'attarde sur ce que j'ai écrit à propos du « *Generalplan Ost* »[926] (Plan

[924] NARA, T 175-233-2721965.

[925] Klaus-Michael Mallmann, Andrej Angrick, Jürgen Matthäus, Martin Cüppers (eds.), *« Die Ereignismeldungen UdSSR 1941. » Documents des Einsatzgruppen en Union soviétique, op. cit.*, p. 747.

général Est), tout en faisant appel à d'autres sources, en particulier celles d'un article de Jan Erik Schulte.

Note de bas de page 71 à la page 160 : « Himmler à Globocnik, 17.7.1941, NARABDC SS-OA Odilo Globocnik. Sur le projet Strongpoints en général, voir Schulte, *Zwangsarbeit und Vernichtung*, pp. 264-313 ». Schulte le cite comme suit : « Himmler an Globocnik, 17. 7. 1941, in : Bundesarchiv Berlin, ehemaliges Berlin Document Center (künftig : BAB/BDC), Personalakte (PA) Globocnik. Dans le jargon SS, les territoires occupés par les Allemands en Union soviétique étaient appelés 'nouvel espace oriental' ».[927]

Note de bas de page 72 à la page 160 : « Himmler, Vermerk, 21.7.1941, NARA-BDC SS-OA Odilo Globocnik, also published in Czeslaw Madajczyk (ed), *Zamojszczyzna – Sonderlaboratorium SS : zbior dokumentow polskich i niemieckich z okresu okupacji hitlerowskiej*. Warsaw, 1979, t.1, p. 26ff ; cf. Tomasz Kranz, 'Das KL Lublin – zwischen Planung und Realisierung', in : Ulrich Herbert, Karin Orth, Christoph Dieckmann (eds.), *Die nationalsozialistischen Konzentrationslager – Entwicklung und Struktur*, Bd. I, Göttingen 1998, pp. 363-389 ». Dans le papier de Schulte, nous lisons :[928]

> *« Afin de mieux le distinguer d'un autre mémorandum de la même date préparé et également pourvu de notes marginales par Himmler, le premier sera dorénavant appelé 'mémorandum de construction' et le second 'mémorandum de camp de concentration'. Le 'mémorandum du camp de concentration', dans lequel la création du camp de concentration de Lublin* [Majdanek] *a été ordonnée et qui se trouve également dans l'inventaire BAB/BDC, PA Globocnik, a été publié dans : Czesław Madajczyk (ed.), Zamojszczyzna – Sonderlaboratorium SS. Zbiór dokumentów polskich i niemieckich z okresu okupacji hitlerowskiej, Varsovie 1977, vol. 1, pp. 26f. »*

Il faut ajouter que le document publié dans ce livre n'est pas un « *Vermerk* » (mémorandum) *de* Himmler du 21 juillet 1941, mais un mémo *à propos de* la visite de Himmler du 30 juillet. En effet, il commence comme suit :[929]

> *« Le Reichsführer* [= Himmler] *a ordonné ce qui suit lors de sa visite du 30 juillet 1941 à Lublin et Zamość :*
>
> *(Brigf. Glück* [sic] *en charge pour l'ensemble du Reich).*
>
> *1. La personne désignée par le RFSS* [Reichsführer-SS = Himmler] *construit un KL* [camp de concentration] *de 25 000 à 50 000 détenus destinés à être déployés dans les ateliers et les chantiers de construction des SS et de la police. »*

---

[926] *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.*, pp. 236-243.

[927] J.E. Schulte, « Vom Arbeits- zum Vernichtungslager. Die Entstehungsgeschichte von Auschwitz-Birkenau 1941/42 », in : *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 50e année, cahier 1, janvier 2002, note 13, p. 43.

[928] *Ibid*, note de bas de page 14, p. 43.

[929] Cz. Madajczyk, *Zamojszczyzna – Laboratoire spécial SS Zbiór dokumentów polskich i niemieckich z okresu okupacji hitlerowskiej*. Varsovie, 1979, vol. I, p. 26.

Note 74 à la p. 160 : « Der Chef des Amtes II-Bauten an den Leiter der Bauinspektion beim Sonderbeauftragten des RF-SS für die Errichtung von SS- u. Polizeistützpunkte im neuen Osttraum SS-Stubaf Lenzer, Betr. : Zwischenlager Lublin, 6.8.1941, gez. Kammler, BA DH KL/Hafta, Verschiedene Nr. 7 (Getto) ». Que signifie « BA DH » ? Cet acronyme est mentionné à plusieurs reprises dans le « Manifeste du copier-coller » (note 136 à la p. 171 ; note 185 à la p. 179 : note 187 à la p. 180 ; note 252 à la p. 193) et trois fois dans la bibliographie (p. 530) mais pas dans les « Abréviations d'archives et de revues » à la p. 570. Il semblerait que les « blogueurs plagiaires », à commencer par Terry, n'aient aucune idée de ce que cela signifie. Cette abréviation désigne le *Bundesarchiv Dahlwitz-Hoppegarten* (Archives fédérales allemandes de Dahlwitz-Hoppegarten) et « Hafta » est l'abréviation de « *Haftanstalten* » (« Pénitenciers »). Toutes les références sont tirées de Schulte :[930]

« Hans Kammler, Chef Amt II - Bauten in Pohls Hauptamt Haushalt und Bauten, an Lenzer, 6. 8. 1941, in : Bundesarchiv Berlin, Zwischenarchiv Dahlwitz-Hoppegarten (dorénavant : BAB/ZDH), KL/Hafta, Verschiedene Nr. 7 (Ghetto) ».

Note de bas de page 75 à la page 161 : « *Dienstkalender*, p. 179 (24.6.41) » :[931]

« Dienstkalender Heinrich Himmler, p. 179 (Eintrag 24.6.1941) »

Note de bas de page 76) à la page 161 : « Meyer à Himmler, 15.7.1941 in : Czeslaw Madajczyk (ed), *Vom Generalplan Ost zum Generalsiedlungsplan*, Munich, 1994, p.14. Le plan lui-même a disparu, seule la lettre de couverture a survécu, mais d'autres sources permettent sa reconstruction. Voir Karl Heinz Roth, 'Generalplan Ost' – 'Gesamtplan Ost. Forschungsstand, Quellenprobleme, neue Ergebnisse' in Mechtild Rössler and Sabine Schleiermacher (eds.), *Der 'Generalplan Ost. Hauptlinien der nationalsozialistischen Planungs- und Vernichtungspolitik*', Berlin, 1993, pp.25-117 » :[932]

« So Meyer an Himmler, 15.7. 1941, in : Czesław Madajczyk (Hrsg.), Vom Generalplan Ost zum Generalsiedlungsplan, München 1994, p. 14. »

Note de bas de page 77 à la page 161 : « Vermerk über die Besprechung am 16.7.1941, L-221, IMT XXXVIII, pp. 86-94 » :[933]

« Aufzeichnungen Martin Bormanns über die Besprechung am 16. 7. 1941, in : Der Prozeß gegen die Hauptkriegsverbrecher vor dem Internationalen Militärgerichtshof (künftig : IMT), Nürnberg 14. November 1945-1. Oktober 1946, Bd. XXXVIII, Nürnberg 1949, S. 86-94 (Nürnberger Dok. L- 221) ».

---

[930] J. E. Schulte, « Vom Arbeits- zum Vernichtungslager. Die Entstehungsgeschichte von Auschwitz-Birkenau 1941/42 », *op. cit.*, note 26, p. 45.

[931] *Ibid.*, note 7, p. 42.

[932] *Ibid.*, note 6, p. 42.

[933] *Ibid.*, note 11, p. 43.

Dans la note de bas de page 78 de la p. 161, l'acronyme archivistique « TsDAVOV » apparaît, puis est répété dans la note de bas de page suivante, dans la note de bas de page 166 de la p. 264 et dans la note de bas de page 171 de la p. 265. Je peux ici prouver au moins un autre plagiat éhonté. La note 166 de la page 264 cite comme source :

> *« Reichssicherheitsdienst, Sicherungsgruppe Eichenhain an Rattenhuber, 12.1. 1942 ; 16.5.1942 (citation), TsDAVOV [sic] 3637-4-116, pp. 28ff »*

Ceci est tiré de l'article de Dieter Pohl déjà cité au point 29 du chapitre 5 :[934]

> *« CDAVO, R-3637/4/116, S.28ff. Reichssicherheitsdienst, Sicherungsgruppe Eichenhain an Rattenhuber, 12.1.1942 ; 16.5.1942 (Zitat) ».*

Pour masquer ce plagiat, Terry substitue à l'acronyme utilisé par Pohl « CDAVO », abréviation de « Central'nyj Deržavynj Archiv Vyščych Orhanov Ukraïny » (Zentrales Staatliches Archiv der Obersten Organe der Ukraine, Kiev)[935], celui de « TsDAVOV » (TsADAVOV) qui est expliqué p. 570 ; en langue ukrainienne, le nom des archives est « Центральный Державный архив Вищих Органыв Влади и Управлиння Украины » (Archives centrales d'État des plus hauts organes de l'autorité et du gouvernement de l'Ukraine). Il ne fait aucun doute que les autres références à ces archives sont également le fruit d'un plagiat.

Note 80 à la p. 161 : « SS-Obersturmführer Hanelt, Notiz für den 9.8.1941, AIPN CA 891/6, p.11, publié in extenso dans Michael G. Esch, 'Die 'Forschungsstelle für Ostunterkünfte' in Lublin (Dokument)', 1999, 11/2, 1996, pp.62-96, ici pp.68ff » est cité par Pohl comme :[936]

> *« Notiz für den 9. 8. 1941, in : Archiwum Glówna Komisja Badania Zbrodni Przeciwko Narodowi Polskiemu, Warschau, CA MSW 891/6, Bl. 11 ; abgedruckt in : Michael G. Esch, Die 'Forschungsstelle für Ostunterkünfte' in Lublin (Dokument), in : 1999, 11 (1996), H. 2, S. 62-96, hier S. 68 f. »*

Je reviendrai sur la signification de l'acronyme « AIPN » au point 65.

[27] À la fin de la page 161, Terry commence à parler des juifs en relation avec le « *Generalplan Ost* », mais il se limite à noter que l'un des subordonnés de Globocnik, le SS-*Obersturmführer* Hanelt, a été chargé « de l'élaboration 'théorique' de la 'planification totale des points d'appui SS' ainsi que du 'nettoyage des Juifs' (Judenbereinigung) ». Cependant, le texte correspondant est tout à fait inoffensif :[937]

---

[934] D. Pohl, « Schauplatz Ukraine, Der Massenmord an Juden in Militärverwaltungsgebiet und im Reichskommisariat 1941-1943 », in : C. Hartmann et al., *Der deutsche Krieg im Osten, op. cit*, p. 180, note 150.

[935] *Ibid.*, p. 167, note 66.

[936] *Ibid.*, note 24, p. 45.

[937] J. E. Schulte, *Zwangsarbeit und Vernichtung : Das Wirtschaftsimperium der SS. Oswald Pohl und das SS-Wirtschafts Verwaltungshauptamt 1933-1945*. Schöningh, Paderborn, 2001, p. 265.

« La planification et les opérations scientifiques, avec un représentant permanent du chef de brigade (SS-Obersturmführer Hanelt), doivent élaborer théoriquement la planification générale des points d'appui des SS et de la police, l'élimination des Juifs et le déploiement scientifique dans le cadre de la résidence des SS. »

Pour tenter d'attribuer des connotations criminelles à ce document, Terry s'appuie incroyablement sur une déclaration de Rudolf Höss de janvier 1947 à propos d'un prétendu propos de Globocnik, selon lequel « dans la mesure où il n'avait pas besoin d'eux pour le travail dans 'ses' bases, il voulait liquider les Juifs de ces régions sur-le-champ ». (p. 162). Sans doute conscient de l'incohérence totale de sa « preuve », Terry tente péniblement de la renforcer :

« Le récit de Höss sur les intentions de Globocnik à l'égard des Juifs soviétiques, de leurs biens et de leur potentiel de travail est indirectement confirmé par un ordre de la mi-septembre 1941 : Globocnik interdit le paiement de salaires aux Juifs travaillant pour les SS et la police, car 'les Juifs effectuent un travail forcé' ». (p. 162)

Seul Terry sait comment cela pourrait étayer l'intention prétendue de Globocnik d'exterminer ces juifs.

[28] Sans le moindre appui documentaire, Terry avance d'autres arguments peu concluants :

« De plus, l'emplacement des premiers points d'appui a placé le projet de Globocnik en contact direct avec plusieurs sites d'extermination de masse ». (p. 162)

Ces « sites » ne sont pas ceux des futurs camps de l'« Aktion Reinhardt », mais des lieux où des exécutions massives de juifs soviétiques auraient eu lieu, et ces exécutions ne se limitaient certainement pas aux « premiers points d'appui ». Ils n'étaient donc pas directement liés à ces exécutions.

Faisant appel à sa prodigieuse perspicacité, Terry note également que :

« les officiers SS chargés de diriger les différents points d'appui en Union soviétique étaient tous des hommes de Globocnik qui se sont ensuite fortement impliqués dans l'Aktion Reinhardt ». (p. 161)

Il s'agit d'une observation immature, puisque Globocnik et ses hommes avaient effectivement reçu les deux missions de Himmler : d'abord la « construction des points d'appui de la SS et de la police dans la nouvelle région orientale », puis l'« Aktion Reinhardt ».

[29] Terry donne encore plus libre cours à son imagination :

« Ni Globocnik ni ses plénipotentiaires ne pouvaient ignorer les exécutions massives de Juifs à Riga, Minsk, Mogilev et Kiev au cours de l'été et de l'automne 1941. » (p. 163)

Même s'ils étaient au courant des fusillades dans ces endroits, qu'est-ce que cela prouve ?

[30] Il poursuit en disant :

« Il n'est pas non plus probable que Globocnik et ses hommes ignoraient les expériences de mise à mort, y compris l'utilisation de gaz de monoxyde de carbone, qui ont été menées contre des

patients psychiatriques à Minsk et à Mogilev à la même époque. En effet, Georg Wippern, futur chef de l'administration de Globocnik, a témoigné après la guerre avoir entendu Höfle et Michalsen plaisanter sur les expériences de gazage qu'ils avaient menées en Union soviétique ». (p. 163)

En ce qui concerne l'histoire des « expériences de mise à mort », Terry se réfère au chapitre 4 du « Manifeste » (que je traiterai au chapitre 7) ainsi qu'à un titre plagié, « Angelika Ebbinghaus and Gerd Preissler, 'Die Ermordung psychisch kranker Menschen in der Sowjetunion' in Götz Aly et al (eds.), *Aussonderung und Tod. Die klinische Hinrichtung der Unbrauchbaren*. Berlin, 1985, pp. 75-107 » (note 89 de la p. 163), qui n'apparaît ensuite que dans la bibliographie (p. 544).

Terry déforme ensuite la déclaration de Georg Wippern, qui est en fait la suivante :[938]

« Dans ce contexte, j'ai personnellement appris verbalement de Höfle et Michalsen qu'ils avaient eux-mêmes effectué des expériences avec une camionnette à gaz. »

[31] Terry se livre ensuite à une brillante démonstration de logique aristotélicienne :

« Rien ne prouve que Höfle, qui s'est ensuite caché derrière son affectation à Mogilev pour dissimuler son implication dans l'Aktion Reinhardt, ait en fait initié ou participé au gazage expérimental à Mogilev, et qu'il se soit donc sûrement vanté, mais son exposition et sa proximité avec un massacre expérimental utilisant du monoxyde de carbone généré par les gaz d'échappement d'un moteur sont plus que frappantes. » (p. 163)

En d'autres termes, il n'y a aucune preuve de l'implication de Höfle dans les gazages expérimentaux, mais il y a été impliqué quand même, parce que Terry le dit. Une affirmation d'autant plus ridicule qu'il s'agirait d'expériences « avec un seul fourgon à gaz » !

À la fin de la page 163, Terry nous informe que les premiers gardiens du camp de Janowska à Lwów « provenaient du SS-Sonderkommando Dirlewanger, alors stationné à Lublin sous le commandement de Globocnik ». Dans la note de bas de page 93 correspondante, il écrit, entre autres, ce qui suit :

« La plupart provenaient du personnel d'un camp de travail forcé à Biala Podlaska fermé à l'été 1941. Sandkühler, Endlösung in Ostgalizien*, p. 495 note 98. »*

Mais dans la note de bas de page de Sandkühler, on lit :[939]

« Le témoin est arrivé avec au moins cinq autres gardes (Dyga, Hasenberg, Mellar, Pramor, Schwach) du camp de gestion des eaux de Biała Podlaska à la DG IV. »

Il s'agit donc de la « *Durchgangsstrasse IV* », et non du camp de Janowska.

---

[938] Interrogation of G. Wippern, Saarbrücken, 6 décembre 1962. ZstL, 208 AR-Z 251/59, vol. 9, p. 1721.

[939] Thomas Sandkühler, « Endlösung » in Galizien. *Der Judenmord in Ostpolen und die Rettungsinitiativen von Berthold Beitz 1941-1944*. Dietz, Bonn, 1996, fn 98 à la p. 495.

[32] Terry ajoute :

« Thomas Sandkühler a identifié des preuves circonstancielles que Janowska a été considérée comme une destination de déportation pour les Juifs du Reich à la fin de l'année 1941. » (p. 164)

Cela confirme notre thèse, ainsi que d'autres informations. Dans une dépêche datée du 8 juillet 1943, la *Jewish Telegraphic Agency* présente les informations suivantes :[940]

« Des centaines de milliers de Juifs concentrés en Galicie orientale, entre les villes de Rawa-Russka et Przemysl, sont maintenant organisés par les nazis en groupes qui doivent être déportés vers des destinations inconnues, a-t-on appris aujourd'hui de source sûre dans un message du mouvement clandestin en Pologne.

Le message indique également que pratiquement tous les Juifs du centre de la Pologne sont actuellement internés dans trois 'camps de concentration juifs' près de Lublin, Birkenau et Oswiecim, d'où ils sont envoyés au travail forcé. En raison d'une alimentation insuffisante, le taux de mortalité parmi eux est très élevé ».

À Nuremberg, Paul Roser déclare :[941]

« Les Allemands ont transformé la région de Lemberg-Rawa Ruska en un gigantesque ghetto ».

Et le Dr Guérin écrit en 1945 :[942]

« La province, située dans la Galicie la plus sombre, à la frontière de l'Ukraine, avait été transformée en un gigantesque ghetto, dans lequel séjournaient des Juifs déportés de toute l'Europe occupée. Ils étaient gardés par des Ukrainiens brutaux, à la solde des Allemands ».

[33] Terry poursuit :

« Il [Sandkühler] *a également mis l'accent sur un développement distinct, à savoir les contacts entre le directeur du département de la santé du gouverneur du district de Galicie, le Dr Dopheide, et l'organisation d'euthanasie T4 à Berlin au cours du mois de novembre 1941 [94]. Cette combinaison n'indique pas, comme l'a supposé Sandkühler, qu'un camp d'extermination potentiel était prévu à Lwow, mais elle souligne le fait que les autorités d'occupation allemandes de toute l'Europe de l'Est étaient largement informées de l'existence de techniques spécialisées de mise à mort : la demande de Dopheide visait à éliminer les patients de l'hôpital psychiatrique de Lwow ».* (p. 164)

Ce récit est étonnant. Dans un climat de « radicalisation » provoqué par la guerre contre l'Union soviétique, où l'*Einsatzgruppe* B signale le 9 octobre 1941 la fusillade de 632 « malades mentaux » à Minsk[943], dans le district de Galicie, les

---

940 « Deportation of Jews from Polish Cities Continues ; Belgian Jews Held in Lublin District », in : *JTA Daily News Bulletin*, 8 juillet 1943, p. 1.

941 IMT, vol. VI, p. 291.

942 Jean Guérin, *Rawa Ruska*, Editions Oris, Paris, 1945, p. 13.

943 EM no. 108 du 9.10.1941. Klaus-Michael Mallmann, Andrej Angrick, Jürgen Matthäus, Martin Cüppers (eds.), *« Die Ereignismeldungen UdSSR 1941 ». Dokumente der Einsatzgruppen in der Sowjetunion, op. cit.* p. 663.

prétendues négociations relatives à l'assassinat de 1 179 malades mentaux ont duré 7 mois (!) pour finalement laisser les malades mourir de faim ! Il est facile d'en déduire le degré d'implication de l'organisation T 4 dans cet évènement et le degré de justification de l'affirmation de Terry sur la « disponibilité de techniques spécialisées de mise à mort ».

Dans la note 94 de la p. 164, Terry cite « Linden an Dopheide, 10.12.41, DALO R-35-13-158, pp.1-3 », un document qu'il n'a manifestement jamais vu, puisqu'il en a repris la référence chez Sandkühler, en recopiant mal le numéro du *delo* (dossier), qui est 58, et non 158.[944] Terry a remplacé l'abréviation archivistique utilisée par Sandkühler, « StArLo » (« Staatsarchiv Lwów (Lviv) »), par « DALO », qui dans le « Manifeste du copier-coller » réapparaît dans la note 95 de la p. 164, la note 294 de la p. 203, la note 319 de la p. 209 et la note 319 de la p. 209, et la note 330 de la p. 212, où les références correspondantes sont explicitement reprises de « Pohl, Ostgalizien » dans la note 356 de la p. 218 et enfin dans la bibliographie, qui indique « DALO R12-1-37, 38 » (p. 531) sans autre explication. Les « blogueurs plagiaires » ont en effet oublié d'indiquer la signification de l'abréviation reprise du livre de Pohl. « DALO » signifie *« Державний архів Львівської області/ Deržavnyj Archiv L'vivs'koi Oblasti »* (Archives d'État de l'Oblast de Lwów). Dans la note 356 de la page 218, la référence « Cf. Kommandeur der Ukrainischen Polizei in Lemberg an KdSch Lemberg, Betr. Judenaktion am 27.3.1942, 30.3.1942, 1.4.1942, DALO R12-1-37, pp.45, 52 et R12-1-38, p. 14 » est également reprise de Sandkühler[945] et de Pohl. Il convient de noter l'interprétation par Terry de l'acronyme utilisé par Pohl, « DALO R-12/1/38, Bl. 14, Ukr. Pol. kdo an KdSch, 1.4.1942 »[946] qui signifie respectivement « *Ukrainisches Polizeikommando* » (Quartier général de la police ukrainienne) et « *Kommandeur der Ukrainischen Polizei* » (Commandant de la police ukrainienne).

Terry ajoute :

> *« Comme Linden ne pouvait pas fournir de personnel T4, l'équipe de Dopheide a choisi d'affamer les patients psychiatriques jusqu'à ce qu'ils meurent : au total, 1 179 patients sont morts le 1er juin 1942 ».*

La note de bas de page 95 correspondante contient trois références, dont la suivante : « *Pacjenci i pracownicy szpitali psychiatrycznych w Polsce zamordowani przez okupanta hitlerowskiego i los tych szpitali w latach 1939-1945*, Varsovie, 1989, vol. 1, pp.90-3. » Ce titre apparaît également sous cette forme dans la bibliographie (p. 556). Il s'agit manifestement d'un autre plagiat. Cet ouvrage traite d'un rapport

---

[944] T. Sandkühler, « *Endlösung* » in *Galizien, op. cit.* note 136 à la p. 499.

[945] *Ibid.* note 258 à la p. 510.

[946] D. Pohl, *Nationalsozialistische Judenverfolgung in Ostgalizien 1941 – 1944 : Organisation und Durchführung eines staatlichen Massenverbrechens*, Oldenbourg, Munich, 1996, note 263 à la p. 187.

intitulé « Kulparków – Lwów. Państwowy Zakład dla Chorych Umysłowo » (Kulparków – Lwów. Institution mentale d'État) qui expose l'histoire de l'institution à partir de 1783. Les Allemands ont commencé à exterminer les patients à partir de juillet 1941. Dans ce contexte, il est indiqué que « dans la période allant de juillet 1941 à mai 1942, un total de 1 179 patients sont décédés dans un Kulparków ».[947] La source n'est pas révélée. Trois tableaux de prétendues victimes de malades mentaux de 1939 à 1945 apparaissent ensuite, recensant 7 477, 6 457 et environ 2 300 victimes[948] – mais Terry les ignore totalement, ce qui confirme son plagiat.

[34] *« Ce n'était pas la première fois que le programme d'euthanasie T4 était lié au Generalgouvernement. »* (p. 164)

Cette affirmation est sans fondement, puisque dans le cas précédent, l'organisation T4 n'était pas du tout « connectée au gouvernement général » – Il ne s'agissait que d'une tentative ratée de Terry de faire « un lien ».

[35] *« Plutôt que d'envoyer des certificats de décès de Wunstorf ou d'un centre T4, l'organisation d'euthanasie a choisi, pour maintenir la tromperie, d'informer les proches que les patients juifs avaient été transférés à l'hôpital 'Cholm- II' ou 'Chelm-II' dans le comté de Chelm, dans le district de Lublin. En réalité, les notifications ont été rédigées à Berlin ».* (p. 164)

Si ce n'était donc qu'un faux-semblant, on ne peut pas vraiment parler d'un lien entre l'organisation T4 et le gouvernement général. Terry poursuit :

« En réalité, il n'y avait pas d'hôpital psychiatrique à Chelm ; ses 441 pensionnaires avaient été assassinés le 12 janvier 1940 et l'établissement avait été fermé pour la durée de la guerre. » (p. 164)

Dans la note de bas de page 98, il fait référence à « Tadeusz Nasierowski, *Zaglada osob z zaburzeniami psychicznymi w okupowanej Polsce. Poczatek ludobojstwa.* Varsovie : Wydawnictwo Neriton, 2008, pp. 149-153. » Dans cet ouvrage, l'auteur fait référence à la liquidation de l'hôpital psychiatrique de Chełm Lubelski, qui aurait été effectuée le 12 janvier 1940 par un capitaine SS Weiss ou Weisse. Les victimes étaient « environ 300 hommes, 124 femmes et 17 enfants », soit au total *environ* 441. À l'appui de ce prétendu évènement, Nasierowski ne présente aucun document allemand, mais seulement un document dactylographié (!) par T.

[947] Zdzislaw Jaroszewski (ed.), *Pacjenci i pracownicy szpitali psychiatrycznych w Polsce zamordowani przez okupanta hitlerowskiego i los tych szpitali w latach 1939-1945* (Patients et personnel des hôpitaux psychiatriques en Pologne tués par les forces d'occupation hitlériennes et le sort de ces hôpitaux dans les années 1939-1945), Volume I. *Szpitale* (Volume I, Hospitals.), Varsovie 1989, pp. 91 et suivantes.

[948] *Ibid*, pp. 94-95.

Mlynarczyk et B. Grzywna à côté de deux pages de la transcription du procès Bühler.[949]

Il s'agit là d'un autre bel exemple de la manière dont nos « blogueurs plagiaires » tentent d'étayer leurs « faits » sur la base de simples références à des livres que, dans la plupart des cas, ils n'ont jamais vus.

[36] *« Que les SS de Lublin aient été ou non au courant de la tromperie de T4 sur Chelm, en septembre 1941, Victor Brack et Philipp Bouhler, les directeurs de T4, ont rendu visite à Globocnik à Lublin. Brack, dont le témoignage nous apprend l'existence de cette visite, a nié que la réunion ait eu un quelconque rapport avec les camps d'extermination ».* (p. 164)

Terry émet ensuite l'hypothèse que les Nationaux-Socialistes envisageaient d'établir un centre d'euthanasie dans le district de Lublin après que l'opération d'euthanasie eut été officiellement terminée en Allemagne le 24 août 1941, mais il ajoute :

« Ainsi, l'interprétation proposée par un certain nombre d'historiens, selon laquelle la fin du T4 a permis un transfert quasi immédiat du personnel à Lublin, doit être rejetée. » (p. 165)

Il constate que seuls deux hommes du personnel du T4 ont été envoyés à Lublin avant décembre 1941, Josef Oberhauser et Christian Wirth, et malgré ce fait il a des visions sur « une troisième source d'inspiration pour Globocnik à côté de sa connaissance de l'extermination massive des Juifs en Union soviétique en général et de la connaissance évidente de l'expérience de mise à mort par gaz à Mogilev » (p. 165), alors que la seule connaissance réelle était en fait celle relative aux fusillades des juifs soviétiques.

[37] *« De plus, il existe des preuves que Globocnik et son équipe avaient déjà expérimenté le gaz plusieurs mois auparavant. Selon le témoignage d'après-guerre de Ferdinand Hahnzog, commandant de la gendarmerie du district de Lublin de janvier 1940 à avril 1942, il avait connaissance d'une 'installation primitive près de Bełżec, cachée au plus profond de la forêt à la frontière de la Galicie... consistant en un hangar scellé dans lequel la police de sécurité et le SD de Zamosc pompaient les gaz d'échappement des véhicules utilisés pour acheminer les 'morituri' jusqu'ici'. Hahnzog a daté ces expériences du 'printemps 1941, sinon plus tôt, à l'automne 1940' ».* (pp. 165-166)

Musial, la source de Terry (note 104 de la page 166) se limite à dire que Hahnzog a « rapporté » cet évènement : était-il un témoin oculaire ? L'a-t-il appris par quelqu'un ? S'agit-il d'un simple ouï-dire ? Le texte cité ne précise même pas qui étaient les victimes supposées de cette « installation primitive » et quel était son but : une installation expérimentale ? Une installation d'extermination massive ?

---

[949] T. Nasierowski, *The extermination of persons with mental disorders in occupied Poland. Le début du génocide.* (L'extermination des personnes atteintes de maladies psychiatriques dans la Pologne occupée. Le début du génocide). Neriton Publishing House, Warsawa 2008, pp. 149 sq.

Projeter sur le sort des juifs ce bobard, tiré des « souvenirs » de Hahnzog de juillet 1962, est totalement anachronique, puisque l'évènement allégué est placé « *au printemps 1941*, sinon déjà *à l'automne 1940* » (souligné par l'auteur).[950] En d'autres termes, des « preuves » totalement incohérentes.

[38] Terry révèle à nouveau son approche non scientifique de la preuve dans le paragraphe récapitulatif suivant :

> *« Récapitulons :* [1] *en juillet 1941, Himmler a ordonné à Globocnik d'établir des points d'appui de la SS et de la police dans l'Union soviétique occupée, tout en donnant des instructions pour forcer la germanisation du district de Lublin.* [2] *Selon Höss, Globocnik voulait tuer tous les Juifs autres que les travailleurs de 'ses' bases.* [3] *Un subordonné, Hanelt, est chargé de* planifier *les points d'appui et le 'nettoyage des Juifs'.* [4] *Grâce aux points d'appui en Union soviétique, Globocnik et son équipe étaient au courant de l'intensification de l'extermination massive des Juifs et* [5] *des expériences de mise à mort, un lien confirmé par Georg Wippern.* [6] *Des hommes du commandement de la police de sécurité de Globocnik ont même participé à un massacre de Juifs à Pinsk.* [7] *Indépendamment de ces évènements, l'organisation T4 a contacté Globocnik, apparemment dans le but de relancer l'euthanasie dans le district de Lublin, et a envoyé au moins deux membres du T4 pour des périodes plus ou moins longues à l'automne 1941.* [8] *Selon son chef de gendarmerie, Hahnzog, l'état-major de Globocnik avait peut-être déjà procédé lui-même à des expériences de mise à mort au moyen de gaz d'échappement de moteur ».* (p. 166, chiffres entre parenthèses ajoutés)

Dans ce résumé, le point [1] est réel mais sans rapport avec la portée de la démonstration ; le point [2] est un témoignage absolument incohérent relatant de prétendues déclarations de Globocnik ; le point [3] est une citation dont le sens dans ce contexte est mal interprété par Terry ; le point [4] est probable mais sans rapport avec la question ; le point [5] est tout simplement une invention ; le point [6], la participation des hommes de Globocnik au massacre de Pińsk, est une invention de Terry ; le point [7] est une simple conjecture ; le point [8] consiste en des « souvenirs » historiographiquement incohérents écrits en 1962.

[39] Terry reproduit le texte d'une lettre envoyée par Globocnik à Himmler le 1er octobre 1941, dans laquelle la seule référence aux juifs est la suivante :

> *« Parce que l'activisme politique des Polonais et des Ukrainiens et l'influence des Juifs, augmentée par l'afflux de milliers de prisonniers de guerre évadés, ont pris ici une forme qui, ici aussi, simplement en ce qui concerne les implications pour la politique de sécurité, nécessite une réponse rapide... »* (p. 166)

Le 13 octobre, Globocnik et Krüger rencontrent Himmler. La référence dans la note de bas de page correspondante (n° 106 à la page 166), « *Dienstkalender*, p. 233 (13.10.1941) » est plagiée du livre de Musial, dont Terry reprend la majeure partie de son exposé :[951]

950

951 *Ibid*, note de bas de page 40, p. 205.

« Montag, 13. Oktober 1941, 18h - 20h, Besprechung m. SS-Ogruf. Krüger u. SS.Brif. Globocnik. Der Dientskalender Heinrich Himmler 1941/42, S. 233 ».

[40] Terry explique :

« Ni le protocole de la réunion ni la 'proposition détaillée' envoyée le 30 septembre n'ont survécu, mais on peut déduire quelque chose de leur contenu d'une lettre du représentant du bureau principal des courses et de la réinstallation dans le district de Lublin, le SS-Hauptsturmführer Müller, deux jours après la réunion Himmler-Kruger-Globocnik, dans laquelle Müller écrit que Globocnik considérait 'le nettoyage progressif de l'ensemble du gouvernement général des Juifs et des Polonais comme nécessaire pour sécuriser les territoires de l'Est... Il est plein d'excellents plans de grande envergure à ce sujet'. La seule chose qui l'empêche de les réaliser est le pouvoir limité de sa position actuelle ». (pp. 166-167)

La référence qu'il cite est le document NO-5875 (note 107, p. 167). Il s'agit d'un long rapport relatif aux projets de germanisation de Globocnik, résumé de la manière suivante :[952]

« L'idée du général de brigade est de réaliser la colonisation allemande dans toute la région de Lublin, en commençant par une partie. En outre (objectif !), il veut établir une connexion à travers le district de Lublin avec la Transylvanie, peuplée d'Allemands, en liaison avec les pays baltes peuplés d'une population nordique et allemande. Il veut ainsi 'emprisonner' les Polonais restants dans les régions occidentales intermédiaires par le biais de la colonisation et les écraser progressivement sur le plan économique et biologique. L'expansion d'ouest en est à partir du Warthegau doit être suivie d'une pression d'est en ouest, du nord au sud à partir de la région de Lublin, un objectif très ambitieux mais excellent dans sa tendance. À l'attitude passive des bureaux de direction, engourdis par la bureaucratie, s'opposera une politique active de colonisation et de peuplement, dont les objectifs sont d'une grande portée.

Le chef du Reich SS a donné son accord de principe à cette idée ».

Le document ne contient qu'une seule référence aux juifs :[953]

« Le chef des SS et de la police, Globocnik, récemment nommé brigadier général de la police, considère la situation politique au sein du gouvernement général comme une période de transition. Il est en profond désaccord avec le gouverneur du district, le membre du parti Zoerner. Par exemple, il est d'avis que l'élimination des Juifs et des Polonais de l'ensemble du gouvernement général est nécessaire pour la sécurité des territoires de l'Est, etc. »

[41] Terry fait ensuite preuve d'une autre forme d'argumentation incohérente :

« Le 17 octobre 1941, Hans Frank se rendit à Lublin en compagnie d'Ernst Böpple, sous-secrétaire d'État à l'administration de la GG, et rencontra Globocnik, le gouverneur du district, Ernst Zörner, et son chef administratif Wilhelm Engler. Le troisième point à l'ordre du jour est la 'question juive'. La réunion décide que 'tous les Juifs, à l'exception des artisans indispensables et autres, seront évacués de Lublin. Dans un premier temps, 1 000 Juifs seront

[952] NO-5875. NMT, vol. IV, p. 865.

[953] *Ibid*, p. 864.

transférés de l'autre côté du Bug. La responsabilité en est confiée au SSPF. Le Stadthauptmann choisira les Juifs à évacuer'. Deux semaines plus tard, les travaux de construction de Bełżec commencent. »

Sa source, Musial (note 108 de la p. 167), affirme que « l'évacuation des Juifs par le [fleuve] Bug » signifiait leur mise à mort et il tente même de justifier cette affirmation en affirmant que « l'interprétation littérale du terme 'par le [fleuve] Bug' aurait dû signifier l'évacuation des Juifs de Lublin soit vers le district de Galicie, soit vers le commissariat d'Ukraine, soit vers le district de Bialystok », mais que cela était impossible, car le district de Galicie faisait partie du gouvernement général, tandis que le district de Białystok était sous l'autorité d'Erich Koch ; et enfin « pour l'instant, la déportation vers le commissariat Ukraine était également hors de question, comme Rosenberg l'avait déclaré sans ambiguïté à Frank trois jours plus tôt. »[954] Mais les choses ne sont pas aussi simples que le souligne Musial. Voici en effet le texte de la conférence entre Frank et Rosenberg :[955]

« Le gouverneur général [= Frank] *a ensuite évoqué la possibilité de déporter la population juive du gouvernement général vers les territoires occupés de l'Est. Le ministre du Reich Rosenberg fait remarquer que des demandes similaires lui ont déjà été soumises par l'administration militaire à Paris. Pour l'instant, il ne voit aucune possibilité de mettre en œuvre de tels plans de réinstallation. Mais pour l'avenir, il accepte de soutenir l'émigration juive vers l'Est, d'autant plus que l'intention existe d'envoyer les éléments antisociaux du territoire du Reich dans les territoires peu peuplés de l'Est ».*

L'« émigration des Juifs vers l'Est » n'est donc que retardée. Il convient ici de rappeler le passage déjà cité dans lequel Terry affirme que « Thomas Sandkühler a identifié des preuves circonstancielles selon lesquelles Janowska a été considérée comme une destination de déportation pour les juifs du Reich à la fin de l'année 1941 » (p. 164), ce qui signifie évidemment le transport de ces juifs « à travers le Bug » pour atteindre Lwów.

Le 17 octobre 1941, Frank assiste à une réunion du cabinet à Lublin (les participants ne sont pas indiqués, mais cela correspond apparemment à la réunion susmentionnée) au cours de laquelle la « question juive » est discutée entre autres. Le protocole correspondant fait référence aux juifs de Lublin et confirme ensuite :[956]

« Une clarification de la question juive ne sera naturellement atteinte que si l'évacuation totale de tous les Juifs peut être accomplie. Pour la ville de Lublin également, ce n'est qu'à ce

[954] B. Musial, *Deutsche Zivilverwaltung und Judenverfolgung..., op. cit.*, p. 197.

[955] T. Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Faschismus – Getto – Massenmord, op. cit.* p. 252. La date de la discussion indiquée ici est le 13 octobre 1941.

[956] PS-2232. IMT. vol. XXIX, p. 494.

moment-là que l'on pourra constater un soulagement substantiel de la crise actuelle de pénurie de logements. »

Si, le 13 octobre 1941, Frank et Rosenberg parlaient encore d'« émigration juive » et de « plans de réinstallation », qui n'étaient pas révoqués mais seulement reportés dans un avenir proche, comment est-il possible que, « deux semaines plus tard », les travaux de construction d'un camp d'*extermination* aient été lancés à Belżec ? Cela soulève naturellement les questions suivantes : quand, pourquoi et qui a ordonné le lancement de ce projet de construction ?

[42] À ces questions, l'historiographie orthodoxe la plus récente sur l'holocauste n'apporte que des réponses très peu concluantes, que Terry introduit comme suit :

> *« La chaîne de documents citée ci-dessus, couvrant la période du 1er au 17 octobre 1941, a été à la fois surinterprétée (par les historiens conventionnels) et sous-interprétée (par Mattogno). Traitons d'abord des surinterprétations ».* (p. 167)

Ce qu'il appelle une « *chaîne* de documents » est en réalité constituée de trois documents :

1. Une lettre de Globocnik à Himmler du 1er octobre, qui ne mentionne les Juifs qu'en passant. Cette allusion est si peu pertinente que Musial, citant le document en question, l'omet ![957]

2. Une conférence entre Globocnik, Krüger et Himmler le 13 octobre pour laquelle « il ne reste ni protocole de la réunion ni 'proposition détailléer' », bien que l'on puisse supposer que « *quelque chose* de leur contenu peut être *déduit* » d'un document du 15 octobre 1941 qui est en fait lié à une question complètement différente et qui ne contient qu'une vague référence aux juifs !

3. Enfin, une réunion à Lublin entre Frank, Globocnik, Zörner et Engler qui portait sur l'évacuation des juifs du ghetto local.

[43] Terry présente ensuite les considérations approfondies des sommités actuelles de l'Holocauste :

> *« Un certain nombre d'historiens, au premier rang desquels Bogdan Musial, suivi de près par Christopher Browning, ainsi que des écrivains tels que Jules Schelvis, ont considéré que la séquence de documents et de réunions signifiait qu'une décision avait été prise d'exterminer tous les Juifs du Gouvernement général en octobre 1941. »* (p. 167)

Incroyable mais vrai : à partir de cette « *chaîne* de documents » fictive, certaines de ces personnes ont fait des déductions complètement fantastiques – déductions qui sont d'ailleurs contredites par la documentation que j'ai présentée dans le chapitre précédent !

> **[44]** *« Musial en particulier a soutenu que cette décision a été prise séparément d'une décision plus générale de mettre en œuvre une solution finale à l'échelle de l'Europe, tandis que*

[957] B. Musial, *Deutsche Zivilverwaltung und Judenverfolgung..., op. cit*. p. 204.

d'autres, comme Browning, considèrent que la prise de décision en Pologne fait partie de la cristallisation d'une 'intention hitlérienne' émergeant en octobre 1941, qui peut ou non être distincte d'un ordre *hitlérien. »* (p. 167)

Il s'agit simplement de conjectures fantaisistes sans aucune preuve documentaire pour les étayer. Dans la note 111 de la page 167, Terry écrit :

« Browning, Origins*, pp. 258-265, est l'énoncé définitif d'un argument centré sur l'interprétation des témoignages d'après-guerre d'Eichmann concernant une visite à Lublin au cours de laquelle Eichmann a affirmé avoir rencontré un capitaine de police, manifestement Christian Wirth, expérimentant des chambres à gaz à moteur. »*

Ce commentaire revient à la même interprétation trompeuse des déclarations d'Eichmann que j'ai déjà analysée au chapitre 5, point 76.

[45] *« Comme nous l'avons vu au chapitre 2, le processus global de prise de décision était substantiellement plus complexe et évolutif que ne le supposent souvent ceux qui pensent en termes d'un simple ordre hitlérien. »* (p. 167)

Cette affirmation est fausse, car Gerlach, le mentor argumentatif de Harrison, se sent obligé de restaurer le *Führerbefehl* même qu'il feint pompeusement de rejeter, et tout cela se résume à un simple changement de date du calendrier, comme je l'ai démontré dans ma réponse ci-dessus à la critique de Harrison.

[46] *« L'interprétation de Musial-Browning est cependant contestée, entre autres historiens, par Christian Gerlach, Jacek Młynarczyk, Dieter Pohl et Peter Longerich. »* (p. 168)

Comment peut-on sérieusement réfuter une véritable « *chaîne* de documents » ? Ces divergences ne font qu'indiquer que de telles discussions sont infondées et inutiles, de simples conjectures dont le seul but est de justifier la création du camp de Bełżec : *d'abord*, ces historiens supposent que Bełżec a été établi comme un « camp d'extermination », *puis* ils cherchent désespérément des arguments pour soutenir d'une manière ou d'une autre leur supposition a priori. Tout leur dogmatisme aveugle, sinon leur mauvaise foi, transparaît.

Voici un exemple concret fourni par Barbara Schwindt :[958]

« Dans une lettre adressée à Himmler le 1er octobre [1941], Globocnik constate que 'l'influence des Juifs [...] *a pris une telle ampleur que des mesures doivent être prises du point de vue de la sécurité'. Krüger du HSSPF l'a alors chargé de 'demander à Himmler une audition rapide'. Cette conférence avec Himmler, à laquelle assistait également le HSSPF de la GG, Friedrich-Wilhelm Krüger, eut lieu le 13 octobre à Rastenburg, au quartier général de Hitler. Il est probable que ce jour-là Globocnik et Himmler se soient mis d'accord sur la construction d'un centre d'extermination régional, car immédiatement après le retour de Globocnik, les préparatifs pour la construction du camp d'extermination de Bełżec ont commencé. »* (Emph. ajoutée)

Pour être précis : d'abord l'établissement de Bełżec en tant que « camp d'extermination » est supposé prouvé, bien qu'il reste une simple supposition,

[958] B. Schwindt, *Der Konzentrations- und Vernichtungslager Majdanek* (Le camp de concentration et d'extermination de Majdanek), *op. cit.*, p. 38.

puis d'autres suppositions sont faites pour rendre compte de l'existence de ce « camp d'extermination ». Ainsi, dans un cercle vicieux parfait, la réalité supposée du « camp d'extermination » *démontre* la réalité supposée de la décision de le construire et, inversement, la réalité supposée de la décision de le construire *démontre* la réalité supposée du « camp d'extermination » !

[47] Terry se permet ensuite de réviser l'historiographie orthodoxe de l'Holocauste en déclarant :

> *« À notre avis, c'est indéfendable pour les raisons suivantes. Premièrement, la proposition de Globocnik du 1er octobre ainsi que la réunion de Lublin du 17 octobre ne se réfèrent explicitement qu'au district de Lublin. »* (p. 168)

Il s'agit d'une triste tentative, car l'affirmation de Terry est « explicitement » contredite par le document NO-5875, celui à partir duquel – selon lui – il est possible de déduire quelque chose sur le contenu de la conférence du quartier général du Führer du 13 octobre 1941, au cours de laquelle la décision de faire de Bełżec un « camp d'extermination » est censée avoir été prise. Ce document parle en fait de « l'élimination des Juifs et des Polonais *de l'ensemble du gouvernement général* ».

[48] La critique de Terry se poursuit :

> *« Il est donc plus plausible de voir la construction de Bełżec en relation avec un projet limité de réduction de la population juive du district de Lublin en conjonction avec la germanisation du district. En effet, la réunion du 17 octobre ne fait référence qu'à l'évacuation des Juifs de la ville de Lublin, ville dont Himmler avait ordonné la germanisation rapide en juillet 1941. »* (p. 168)

L'ignorance de Terry en matière de preuves documentaires et son incapacité à interpréter correctement les documents sont ici particulièrement flagrantes. Dans le protocole de la réunion du cabinet susmentionnée du 17 octobre 1941, le traitement de la « question juive » commence comme suit :[959]

> *« À la fin de l'année 1939, la ville de Lublin comptait environ 40 000 Juifs. Au fil du temps, quelque 12 000 d'entre eux ont été réinstallés, mais depuis lors, presque le même nombre a de nouveau immigré. »*

Si l'on suit la logique tordue de Terry, le fait que 12 000 juifs aient été réinstallés hors de la ville, mais que presque le même nombre soit ensuite revenu, fait en quelque sorte partie de la base de la prétendue décision selon laquelle tous les Juifs de Lublin devaient être assassinés !

D'après le contexte du dernier passage cité ci-dessus au point 41, il est donc évident que « la déportation totale de tous les Juifs » était valable « pour la ville de Lublin *également* », ce qui nous ramène au plan proposé dans le document NO-

[959] PS-2232. TMI. vol. XXIX, p. 494.

5875 concernant une évacuation des juifs « de l'ensemble du gouvernement général ».

[49] Terry présente ensuite d'autres critiques de la thèse de Musial, qui ne font que confirmer que l'ensemble de la question n'a aucun fondement historico-documentaire et n'est guère plus qu'un embrouillamini de suppositions. Dans ce contexte, une contradiction interne flagrante dans la chaîne d'arguments de nos adversaires apparaît :

> *« Comme nous le verrons plus loin, Belzec a été fermé à la fin de 1942 lorsque l'espace disponible pour les fosses communes a été saturé après avoir accueilli 434 000 victimes »* (p. 168)

Le camp avait une superficie d'environ 6 hectares[960], alors que la superficie des fosses communes officiellement estimée par Andrzej Kola est de 0,549 hectare[961] ! Selon les calculs insensés de Muehlenkamp (voir chapitre 11), l'utilisation d'un quart seulement de la superficie du camp (15 000 m²) aurait suffi pour enterrer théoriquement plus de ([15 000 m² × 3,9 m de profondeur moyenne × 19,51 cadavres par m³ =) 1 141 000 cadavres !

> **[50]** *« Cela explique pourquoi Globocnik voulait commencer modestement en réduisant la population juive de la ville de Lublin, contrairement aux plans mis en œuvre dans le Warthegau à la même époque pour réduire de 100 000 personnes l'ensemble de la population juive du Warthegau. Contrairement à Globocnik, Koppe disposait d'une équipe de tueurs toute prête, le Sonderkommando Lange. Dans les deux cas, cependant, l'autorisation de Hitler ne fut pas nécessaire, car il s'agissait dans les deux cas de solutions locales à des problèmes spécifiques découlant des projets de germanisation et de réinstallation. Il suffisait d'assurer la coordination entre les SS locaux et l'administration civile ».* (p. 168)

Ces déclarations n'ont aucun sens. Tout d'abord, la demande de Greiser à Himmler « de réduire la population juive du Warthegau de 100 000 personnes » date du 1er mai 1942, et il est donc absurde de prétendre qu'elle a été faite « en même temps », c'est-à-dire en octobre 1941. Deuxièmement, comme nous l'avons déjà mentionné, la réunion entre Himmler, Globocnik et Krüger du 13 octobre 1941 a eu lieu « à Rastenburg, au quartier général de Hitler ». Dans ce contexte, il est tout simplement ridicule d'affirmer que « *l'autorisation de Hitler* n'était pas nécessaire » pour construire le « camp d'extermination » de Belżec. La persévérance de Terry contre Musial peut s'expliquer par le fait que l'historien allemand affirme exactement cela. Il déduit les origines de l'« Aktion Reinhardt »

---

[960] Główna Komisja Badania Zbrodni Hitlerowskich w Polsce Rada Ochrony Pomników Walki i Męczeństwa. *Obozy hitlerowskie za ziemiach polskich 1939 1945. Informator encyklopedyczny* (Les camps hitlériens sur le territoire polonais 1939 1945. Informateur encyclopédique). Państwowe Wydawnictwo Naukowe, Varsovie, 1979, entrée « Belżec », p. 93.

[961] C. Mattogno, *Belżec. Propaganda, testimonianze..., op. cit.* p. 98. Dans l'édition anglaise, le nombre de 5 919 est indiqué par erreur. *Belżec dans Propaganda..., op. cit.* p. 73.

d'un ordre du Führer mentionné par Hans Frank à Lublin lors de la réunion gouvernementale du 17 octobre 1941.[962] Musial déclare ensuite explicitement :[963]

> *« Après que Hitler eut pris cette décision à ses yeux historique, Himmler eut pour tâche d'en informer Globocnik, qui avait insisté pour qu'elle soit prise. Le 13 octobre 1941, une conférence a effectivement eu lieu, à laquelle ont participé Himmler, Krüger et Globocnik. »*

La « critique » de Terry vise donc à discréditer un historien orthodoxe de l'holocauste qui soutient une conjecture contraire à la sienne. »

[51] À la fin de ce méandre de spéculations infondées, Terry retourne sa critique contre moi :

> *« Mattogno, quant à lui, sous-interprète cette séquence décisionnelle. En effet, il ignore apparemment totalement deux des quatre sources cruciales impliquées, la lettre de Globocnik du 1er octobre et la réunion de Lublin du 17 octobre. Il est d'ailleurs difficile de comprendre comment il pourrait connaître ces sources puisqu'il ne cite aucune littérature qui en parle. Il reprend cependant la réunion du 13 octobre entre Himmler, Krüger et Globocnik et en fait un homme de paille ».* (pp. 168-169)

Comme je l'ai démontré plus haut, ce que Terry définit pompeusement comme « quatre sources cruciales » n'est en fait absolument pas pertinent. Aucune personne raisonnable ne pourrait en déduire quoi que ce soit quant à la politique nationale-socialiste à l'égard des juifs. Il est misérable et douloureux d'observer ces historiens de renom, de les voir courir autour de non-lieux et de n'importe quoi pour trouver une quelconque justification documentaire à l'établissement du prétendu « camp d'extermination » de Belżec. Ces historiens omettent de mentionner tous les documents contraires à leurs thèses préconçues, non seulement la conférence entre Frank et Rosenberg du 13 octobre 1941, mais aussi la véritable chaîne de documents montrant la véritable politique nationale-socialiste à l'égard des juifs que j'ai exposée dans le chapitre précédent, y compris l'invitation par Heydrich, le 1er décembre 1941, de Bühler et Krüger à la conférence de Wannsee.

Cette documentation prouve de manière irréfutable que, jusqu'à cette conférence, les Nationaux-Socialistes ont suivi une politique stricte d'émigration/évacuation/réinstallation, d'« émigration juive » et de « plans de réinstallation ». Par conséquent, si les travaux de construction du camp de Belżec ont commencé en octobre 1941, l'explication la plus raisonnable – et la seule en accord avec les documents – est qu'il s'agissait d'un camp de transit.

> **[52]** *« Ignorant toute autre interprétation, il* [Mattogno] *ne cite que Jules Schelvis affirmant qu''il est certain que le 13 octobre, Hitler a ordonné la construction du camp d'extermination de Belzec, et probablement aussi de celui de Sobibór'. Après avoir mis en relief*

[962] B. Musial, *Deutsche Zivilverwaltung und Judenverfolgung..., op. cit*. p. 197 et s.

[963] *Ibid*, p. 205.

l'historiographie officielle' en ne citant que Schelvis, il tente d'établir autant de 'contradictions' qu'il peut en halluciner. » (p. 169)

Mais les affirmations de l'« historiographie officielle » ne diffèrent pas de celles de Schelvis, qui n'a certainement rien inventé de nouveau à cet égard. Dans un article publié pour la première fois en 2000, Musial affirme que « selon les découvertes les plus récentes, il semble que, lors de leur rencontre du 13 octobre 1941, Himmler ait ordonné à Globocnik de commencer la construction du premier camp d'extermination à Bełżec. »[964] Cela ne fait qu'accroître les récriminations de Terry à l'encontre de cet auteur.

[53] Après avoir établi que les historiens orthodoxes de l'Holocauste cités n'ont rien produit de nouveau, si ce n'est de nouvelles spéculations infondées sur lesquelles ils sont en désaccord, même entre eux, Terry aborde la question suivante :[965]

« Comment expliquer que Himmler ait nommé Globocnik commissaire à l'installation des SS et des services de police dans les nouveaux territoires de l'Est le 17 juillet 1941 et que, le 13 octobre de la même année, il lui ait demandé de construire un camp d'extermination tout en conservant ses fonctions antérieures ? »

Et voici sa réponse :

« Eh bien, c'est peut-être parce que Himmler a également ordonné à Globocnik d'accélérer la germanisation en même temps qu'il a ordonné le projet Strongpoints, et parce que la prise de décision en octobre 1941 menant à la construction de Bełżec impliquait un projet limité relatif à la germanisation, et non un ordre général d'extermination sur l'ensemble du territoire polonais. Il n'y a rien de contradictoire ou d'incompatible à ce qu'un même individu se voie confier des tâches multiples. » (p. 169)

Manifestement, Terry ne comprend pas que la contradiction ne porte pas sur les « tâches multiples » concomitantes en soi, mais sur leur contenu : les projets de germanisation étaient basés sur le transfert d'Allemands dans le district de Lublin et sur le transfert de Juifs hors du district de Lublin : transfert contre transfert, et non pas transfert et mise à mort. Cette dernière hypothèse, reprise par Terry, est déraisonnable et ne se contente pas d'être en contradiction avec les documents : pourquoi la germanisation de ce district aurait-elle impliqué une extermination locale des juifs ?

[54] Après une autre critique des interprétations de Musial et de Browning, qui vont toutes deux à l'encontre de sa propre hypothèse, Terry écrit :

« Mattogno n'a apparemment pas remarqué que Globocnik a cessé d'être le plénipotentiaire pour les points d'appui. En effet, Mattogno se réjouit d'une apparente coquille dans

---

[964] B. Musial, *The Origins of « Operation Reinhard » : The Decision Making Process for the Mass Murder of the Jews in the Generalgouvernement*. Shoah Resource Center, pp. 4-5. En ligne : http://www1.yadvashem.org/odot_pdf/Microsoft%20Word%20-%203222.pdf

[965] *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.* p. 243.

l'encyclopédie allemande de l'Holocauste et cite cette source en bloc en disant que Himmler n'a nommé Globocnik qu'en juillet 1942. Bien qu'il s'agisse d'un obscurcissement puéril, il est insignifiant en comparaison avec Mattogno qui invoque la responsabilité de Globocnik pour les Points d'Appui en essayant d'interpréter un document datant d'après le 1er mars 1942 [126]. Globocnik ayant été déchargé de cette tâche à l'époque en question, l'interprétation de Mattogno est un anachronisme total, et donc fondamentalement bidon. Cette erreur est encore aggravée par le fait que Mattogno aurait très bien pu lire le transfert de la responsabilité des points d'appui dans l'une des sources secondaires qu'il cite le plus souvent. Cela signifie qu'une fois de plus, on est obligé de se demander si Mattogno est simplement si mauvais en lecture ou s'il est vraiment si malhonnête ». (p. 170)

Enfin, après 169 pages, les « blogueurs plagiaires » ont repéré une erreur de ma part. En effet, le texte cité dit « 1941 » au lieu de « 1942 », ce qui est une erreur de copie de ma part. Laissant de côté l'accusation de malhonnêteté (qui vient d'un vrai maître en la matière), force est de constater que Terry n'a pas du tout vérifié le texte que j'ai cité. Il n'a donc pas remarqué qu'il y a également une erreur dans la référence de la citation ;[965] la bonne étant « I. Gutman, E. Jäckel, P. Longerich, J. Schoeps (Hg.), *Enzyklopädie des Holocaust*. Argon Verlag, Berlin, 1993, Bd. I, p. 546 ». Terry n'a pu plagier ce texte nulle part, il n'en a donc tenu aucun compte.

Terry montre ici sa malhonnêteté. Il m'accuse d'avoir « essayé d'interpréter un document datant d'après le 1er mars 1942 » en relation avec la responsabilité de Globocnik en tant que plénipotentiaire pour les points d'appui. Sa note 126 renvoie à la page 297 de notre étude sur Sobibór, où est examinée la note de Fritz Reuter du 17 mars 1942. Terry affirme que « début mars 1942, Globocnik a été déchargé de toutes les responsabilités restantes liées aux points d'appui, qui relèveraient désormais du WVHA nouvellement créé par Pohl » (p. 170), et que cette note ne fait pas référence à la note de Fritz Reuter sur Sobibór, qui examine la note du 17 mars 1942. (p. 170), ce qui confirmerait mon interprétation erronée. Dans la note 124 (p. 170), il se réfère à « Schulte, 'Vom Arbeits- zum Vernichtungslager', p.46 ». Sur cette page, Schulte écrit :[966]

> *« Parce que Pohl, à son quartier général de Berlin, a mis en œuvre une partie importante de la planification de la construction des points d'appui et parce qu'il a fourni à plusieurs avant-postes des commissariats du Reich d'Ostland et d'Ukraine le personnel formé correspondant, Himmler lui a finalement confié, le 31 mars 1942, l'établissement des points d'appui de la SS et de la police dans la nouvelle région de l'Est. »*

Globocnik a donc été relevé par Pohl le 31 mars, et non « au début du mois de mars », comme le prétend Terry. Par conséquent, jusqu'à ce jour, il a conservé

[966] Jan Erik Schulte, « Vom Arbeits- zum Vernichtungslager. Die Enthstehunggeschichte von Auschwitz-Birkenau 1941/42 », *op. cit.*, p. 46.

toutes ses fonctions de plénipotentiaire pour les points d'appui. Le document correspondant indique :[967]

« Le 17 juillet 1941, je vous ai chargé de la préparation, de la planification et de la construction des points d'appui des SS et de la police dans la nouvelle région de l'Est. Vous avez accompli les tâches nécessaires de planification et de mise en œuvre. Pour cet excellent travail, je vous exprime ma gratitude et mon appréciation, et je vous décharge de vos obligations avec effet au 31 mars 1942. »

[55] Terry présente ensuite un excursus sur le camp de Trawniki, qu'il introduit par les mots suivants :

« L'héritage du projet Strongpoints apparaît très clairement dans la formation de la force auxiliaire de Globocnik, les Trawnikis, recrutés en 1941 en grande partie parmi les prisonniers de guerre soviétiques d'origine ethnique allemande et ukrainienne. Le camp de Trawniki a d'abord été un camp d'internement pour divers réfugiés déplacés au cours des premières semaines de 'Barbarossa' – le médecin du camp était un Polonais libéré d'une prison du NKVD à Lwow - ainsi que pour des suspects en état d'arrestation ; à la mi-juillet, il comptait 676 détenus, dont 141 Ukrainiens. » (p. 170)

La source est « Bericht über die Besichtigung des Auffanglagers in Trawniki, 14.7.1941, publié dans Blumental (ed), Obozy, pp. 258-9 » (note 128 de la p. 170). Terry omet notamment toute référence aux détenus juifs. Dans le rapport publié par Blumental, on peut lire :[968]

« Le camp d'accueil pour les réfugiés et pour les personnes suspectes arrêtées par la Wehrmacht est situé à Trawnicki [sic] *sur une propriété rurale. Le camp est isolé et particulièrement bien délimité. La majorité des détenus du camp est constituée de Juifs, parmi lesquels des commissaires politiques et des agitateurs russes, pour lesquels une zone spéciale est cloisonnée avec du fil barbelé.*

Dans la partie restante du camp, les Russes, les Polonais et environ 141 Ukrainiens sont également séparés les uns des autres. Actuellement, le camp compte 676 détenus ».

À Trawniki, on trouve donc essentiellement des détenus juifs, parmi lesquels les ennemis par excellence des Nationaux-Socialistes, les commissaires politiques. Cela contraste évidemment avec l'idée trompeuse de Terry d'une « radicalisation » contre les juifs, et c'est pourquoi il ne l'a pas mentionnée.

[56] Terry fait ensuite étalage de son érudition dans un traitement peu concluant concernant les tâches assignées à certains gardes ukrainiens à Trawniki, reléguant à une note de bas de page l'aspect le plus important de la question :

« De mars à avril 1942, le travail fut repris par le SS-Obersturmführer Richard Thomalla, qui avait passé les derniers mois de 1941 à construire un point d'appui à Kiev. Les premiers SS du T4 sont arrivés début avril, dont le commandant désigné, le Hauptmann der

---

[967] Lettre de Himmler à Globocnik du 27 mars 1942. Bundesarchiv Berlin, Personalakte Globocnik.

[968] Nachmann Blumental (ed.), *Dokumenty i materiały*, Wydawnictwa Centralnej Żydowskiej Komisji Historycznej w Polsce, Tom I, *Obozy*, (Volume I, Camps), Łódź 1946, p. 259.

Schutzpolizei Franz Stangl. Cf. Vernehmung Franz Stangl, 29.4.1969, BAL B162/208 AR-Z 230/59, Bd. 12, p.4464. Selon Jakov Engelhardt, au début de l'année 1942, douze Trawnikis arrivèrent à Sobibór pour trouver le camp déjà clôturé et des travaux en cours dans la 'maison de bains'. Un couloir de broussailles a été érigé, le tristement célèbre 'tube' ou Schlauch, et derrière le 'bain', une fosse commune a été creusée. Un essai de gazage est effectué dans la 'maison des bains' à l'aide d'un moteur. Cinq Allemands étaient présents, dont un homme qu'il a identifié en 1975 comme un capitaine qui 'portait toujours des vêtements civils' et un Oberscharführer, ainsi que deux hommes en vêtements de travail qui construisaient la chambre à gaz. Engelhardt retourna à Trawniki, après que son escouade de 12 hommes eut été relevée par un détachement beaucoup plus important de 40 auxiliaires sous le commandement d'un Allemand de souche. Cf. Protokol doprosa, Yakov Genrikovich Engel'gard, 21.3.1961, ASBU Kiev 66437-14-31, pp. 27-28a ; Protokoll einer Zeugenvernehmung Jakow Genrikowitsch Engelhardt, 21.8.1975, BAL B162/208 AR-Z 673/41, Bd.3, pp.466-512. » (note 142 de la page 172)

Cela démontre que l'historiographie orthodoxe de l'Holocauste est en fait capable de documenter méticuleusement tous les aspects marginaux et non pertinents de l'« Aktion Reinhardt », mais que lorsqu'il s'agit des questions centrales, elle doit recourir à des témoignages d'après-guerre, c'est-à-dire à de simples ragots historiographiques, parce que son récit n'est pas étayé par des preuves solides.

Stangl a en effet déclaré s'être présenté à Lublin à Globocnik, qui lui a dit que sa mission consistait à « poursuivre la construction d'un camp dans lequel devaient être entreposés des munitions et du matériel pour la Waffen-SS ». Arrivé à Sobibór, Stangl ne voit qu'un « bâtiment en briques » dans la zone partiellement clôturée du camp :[969]

« Ce bâtiment ne figurait pas sur la carte. C'est en rapport avec ce bâtiment qu'est né, au bout de quelques jours, le soupçon qu'il pouvait s'agir de la construction de chambres à gaz ».

Le soupçon de Stangl est incompréhensible, car si l'on en croit son récit, il ne savait encore rien des prétendues exterminations et des « chambres à gaz », mais avait l'impression de construire un camp-entrepôt pour la Waffen-SS.

Je reviendrai sur les déclarations d'Engelhardt au chapitre 8.

[57] Terry est parfaitement conscient de l'incohérence totale de ses « preuves », c'est pourquoi il fait preuve d'imagination pour créer des liens fictifs à son insipide « chaîne de documents ». À cette fin, il imagine qu'il

« est en fait probable que Globocnik ait présenté à Himmler des plans pour un vaste programme d'extermination en octobre 1941, mais qu'on lui ait seulement dit de commencer les préparatifs et d'attendre d'autres ordres. » (pp. 172-173)

Une « probabilité » qui ne repose sur rien !

---

[969] Interrogation of Franz Stangl, Duisburg-Hamborn, 29 avril 1969. ZstL, 208 AR-Z 230/59, vol. 12, p. 4463.

[58] Terry émet ensuite d'autres spéculations tout aussi « probables » :

« La réunion du 17 octobre 1941 à Lublin, au cours de laquelle l'idée de déporter un premier millier de juifs de Lublin 'par le Bug' est particulièrement instructive à cet égard. Frank et ses collaborateurs ont très probablement compris que cette formulation signifiait que les Juifs déportés seraient tués, mais il est également probable que Globocnik n'avait pas informé ses homologues civils de ses plans précis ; les remarques de Frank le 16 décembre 1941, que nous examinons ci-dessous, rendent peu probable que quelqu'un lui ait dit jusqu'à cette date que les chambres à gaz étaient le moyen envisagé, mais seulement que les Juifs seraient détruits. » (p. 173)

Puisqu'il revient sur ce document, il convient d'en examiner à nouveau le texte :[970]

« Les Juifs seront évacués de Lublin – à l'exception des artisans indispensables et autres. Dans un premier temps, 1 000 Juifs seront transférés au-delà du [fleuve] *Bug. Le commandant des SS et de la police est chargé de la mise en œuvre. La sélection des Juifs à évacuer doit être effectuée par le capitaine de la ville ».*

Je rappelle que la conférence entre Frank et Rosenberg du 13 octobre 1941 portait sur les futurs « plans d'émigration juive » et de « réinstallation » et que lors de la réunion du cabinet du 17 octobre 1941, l'un des principaux points de discussion avait été la réinstallation antérieure de 12 000 juifs de Lublin, qui avait été implicitement considérée comme un échec, car, à la grande consternation de Frank, presque le même nombre de juifs avait ensuite immigré dans la ville (voir le point 48 ci-dessus). J'observe que le projet d'évacuation « au-delà du Bug » visait à s'assurer que les déportés ne reviendraient *plus* à Lublin. L'hypothèse de leur mise à mort est une simple conjecture dépourvue de tout support documentaire. Les informations contenues dans ce document – le faible nombre du premier groupe de Juifs à évacuer (1 000 personnes), l'étroite collaboration entre Globocnik et le capitaine de la ville, à qui la tâche de sélection a été déléguée – vont plutôt à l'encontre de l'interprétation exterminationniste orthodoxe imaginaire d'une initiative régionale d'extermination : si tant est que l'on puisse en déduire quelque chose, seule une initiative régionale d'*évacuation* peut être envisagée.

[59] Terry revient ensuite sur l'insaisissable *Führerbefehl* de décembre 1941 :

« L'annonce faite par Hitler le 12 décembre 1941 aux Reichs- et Gauleiter à Berlin a été suivie d'une série de réunions entre Himmler, Hitler et d'autres dirigeants nazis qui confirment que ce n'est qu'à ce moment-là que le feu est enfin passé au vert. Le 14 décembre 1941, Himmler a rencontré Victor Brack, directeur de T4, et a discuté de ce que son journal de rendez-vous rapporte sous le nom d''euthanasie' ». (p. 173)

[970] B. Musial, *Deutsche Zivilverwaltung und Judenverfolgung..., op. cit.*, p. 196.

Gerlach écrit à propos de la conférence du 14 décembre 1941 entre Himmler et Brack que « les sujets de discussion ont été énumérés comme '[...] cours sur le ministère de l'Est' et 'euthanasie' ». Il souligne qu'entre cette date et le 23 juin 1942 (date de la fameuse lettre de Brack à Himmler), aucune autre rencontre n'est enregistrée entre ces deux individus.[971] C'est décidément trop peu pour la prétendue organisation des « camps d'extermination ».

[60] Terry poursuit :

> *« Il est frappant de constater que ce n'est qu'après cette réunion que le personnel T4 a commencé à arriver en plus grand nombre à Lublin, selon toute probabilité après le 22 décembre, lorsque la construction des installations de base était terminée. »* (p. 173)

Si ce que Terry écrit avait du sens, Hitler aurait annoncé le 12 décembre sa décision d'exterminer tous les Juifs d'Europe ; deux jours plus tard, Himmler et Brack se seraient rencontrés pour définir les modalités de cette extermination sur le territoire de l'ancienne Pologne, et immédiatement après, le personnel de l'Aktion T4 aurait commencé à arriver à Lublin pour se préparer à cette mission.

Cela contraste toutefois de manière frappante avec les fantasmes de Terry concernant l'établissement du prétendu camp d'extermination de Belżec « en relation avec un projet limité de réduction de la population juive du district de Lublin », en tant qu'initiative locale sans ordre spécifique de Hitler. À ce stade, je suis obligé de citer à nouveau la conclusion des recherches de Gerlach sur le *Führerbefehl* :[972]

> *« En résumé, le discours de Hitler du 12 décembre et les autres réunions ont eu trois résultats cruciaux : (1) de nouvelles directives fondamentales concernant l'exécution de tous les Juifs par le gouvernement général et par le ministère de l'Est, les unités administratives ayant le contrôle de la majorité des Juifs vivant dans les régions sous domination allemande ; (2) une intensification de la planification et des préparatifs pour l'extermination des Juifs dans diverses régions à l'aide de gaz toxiques ; et (3) une détermination de la politique à l'égard des Juifs allemands. En annonçant sa décision d'exterminer tous les Juifs d'Europe, Hitler avait également décidé du sort des Juifs allemands déportés ».* (Emph. ajoutée)

Gerlach déclare explicitement que la décision de Hitler affectait l'extermination de tous les juifs européens, y compris *tous les juifs du gouvernement général*. Ceci est en contradiction flagrante avec la critique de Terry sur Musial, qui est censée « démontrer » que Belżec a été établi comme centre d'extermination pour le district de Lublin.

[61] Terry évoque ensuite l'« *Osteinsatz* » (« mission à l'Est ») :

> *« Brack lui-même a dirigé un contingent d'hommes T4 pour une mission distincte débutant en janvier 1942, le mystérieux 'Osteinsatz', qui consistait à déployer des médecins, des*

[971] C. Gerlach, « The Wannsee Conference », *op. cit.* p. 781.

[972] *Ibid*, p. 810.

infirmières et des assistants spécialisés dans l'euthanasie à Minsk et à Smolensk. Les témoins oculaires interrogés après la guerre dans le cadre d'enquêtes sur l'euthanasie ou sur l'Aktion Reinhardt ont parlé en termes extrêmement vagues, mais on soupçonne fortement que le personnel T4 a pu être utilisé pour 'tuer par pitié' des soldats allemands blessés. L'écrasante majorité des cadres de l'Osteinsatz provenait de l'institut T4 désœuvré d'Hadamar, qui a cédé 40 de ses 90 employés, les autres instituts toujours engagés dans l'exécution de l'Aktion 14 f 13 en ayant affecté un nombre bien inférieur. » (pp. 173-174)

Cette opération n'a rien de « mystérieux », car les témoins qui en ont parlé (et auxquels Terry se réfère) ne se sont pas exprimés « en termes extrêmement vagues ». C'est le contraire qui est vrai, comme le prouvent les témoignages suivants :

Heinrich Gley :[973]

« Par l'intermédiaire de T4, nous avons été amenés en janvier 1942 à Berlin-Richkamp, où l'OT [= Organisation Todt] *nous a fourni des vêtements d'hiver et divers équipements. Nous avons été amenés à Minsk dans des bus. Au cours de la période suivante, nous avons été déployés sur la piste dans la région de Khask-Tolochin pour aider au transport des blessés et des soldats souffrant d'engelures. Cette mission a duré jusqu'en mars/avril 1942. Une fois cette mission terminée, les infirmières ont été renvoyées dans leurs institutions respectives et je suis retourné à Sonnenstein. »*

Karl Schluch :[974]

« De l'hiver 1941 jusqu'à février/mars 1942 environ, j'ai participé à la mission OT mentionnée à l'Est, c'est-à-dire que je devais aider à ramener les soldats blessés. »

Patricia Heberer, citée comme source par Terry dans ce contexte, présuppose que le but de l'*Osteinsatz* aurait été de tuer les soldats allemands blessés, mais précise ensuite :[975]

« Peut-être les historiens ne connaîtront-ils jamais le véritable objectif de la mission des membres du 'T4' sur le front de l'Est à l'hiver 1942. »

Heberer est incapable de se rendre à l'évidence, car elle continue à considérer comme « plausible » l'interprétation absurde mentionnée ci-dessus. Même si, pour les besoins de l'argumentation, nous supposons que des soldats allemands blessés ont effectivement été « euthanasiés » au cours de cet hiver, pourquoi cette opération aurait-elle été suspendue après février-mars 1942, étant donné qu'il y avait beaucoup, voire de plus en plus, de soldats blessés à « euthanasier » sur le front de l'Est après cette date ? L'assistance médicale à ces soldats blessés aurait

[973] Interrogation protocol of Heinrich Gley, Münster, 8 mai 1961. ZStL, 208 AR-Z 252/59, vol. IX, p. 1281-1282.

[974] Interrogation of the accused Karl Schluch, Kleve, 10 novembre 1961. ZStL, 208 AR-Z 252/59, vol. VIII, p. 1504.

[975] P. Heberer, « Von der 'Aktion T4' zum Massenmord an den europäischen Juden », in : Günter Morsch, Betrand Perz (eds.), *Neue Studien zu nationalsozialistischen Massentötungen durch Giftgas, op. cit*. p. 167.

pu être assurée par n'importe quelle organisation médicale militaire, mais qui aurait continué à pratiquer l'euthanasie sur eux ? Il s'agit là de conjectures fallacieuses visant à expliquer pourquoi le personnel du T4, qui aurait été composé de simples assassins, a été temporairement utilisé pour sauver des vies. Il s'agit évidemment d'une contradiction encore plus flagrante, de sorte que les historiens orthodoxes de l'Holocauste ont dû inventer cet « argument stupide » pour y faire face (voir la note 149 de la page 174 du « Manifeste »).

[62] Terry écrit en outre ce qui suit :

> *« Les preuves examinées jusqu'à présent permettent d'interpréter que Belzec, bientôt rejoint par Sobibor, était destiné à mettre en œuvre ce qui était encore un programme d'assassinat relativement limité. En effet, Adolf Eichmann a témoigné plus tard que Globocnik avait d'abord été autorisé à tuer environ 100 000 personnes, puis avait obtenu de Heydrich l'autorisation d'assassiner 150 à 250 000 personnes supplémentaires ».* (p. 174)

Il est évident que Terry ne comprend pas de quoi il parle. Sa source, Longerich, dit :[976]

> *« Une déclaration d'Eichmann à la police israélienne révèle également que Globocnik avait été chargé d'assassiner la majorité des Juifs du district, à savoir ceux qui étaient 'incapables de travailler'. Selon les informations d'Eichmann, une fois que le meurtre de masse avait déjà commencé, Globocnik avait obtenu l'autorisation de Heydrich de tuer encore 150 000, probablement 250 000 personnes ».*

Il se réfère à nouveau à la procédure du procès Eichmann.[977] Dans les passages correspondants, Eichmann a déclaré à propos de la conférence de Wannsee :[978]

> *« Je me souviens encore qu'il* [Heydrich] *a autorisé rétroactivement Globocnik, qui avait cet établissement de mise à mort à Lublin, à tuer les Juifs. »*

Eichmann a ensuite déclaré que l'ordre avait été transmis par son bureau :

> *« Heydrich m'a dicté : Je vous autorise à livrer 150 000 Juifs supplémentaires à la solution finale. »*

Eichmann n'était pas sûr du nombre, qui était soit 150 000, soit 250 000, mais il a ajouté : « Ces Juifs étaient déjà morts ».[979]

Par conséquent, la prétention de Terry « que Globocnik avait d'abord été autorisé à tuer environ 100 000 personnes » est une pure fantaisie, tout comme l'autorisation de Heydrich « de tuer encore 150 000, probablement 250 000 personnes », qui s'est produite rétroactivement et qui se référait à des juifs vraisemblablement déjà tués immédiatement après la conférence de Wannsee.

---

[976] P. Longerich, Holocauste. *The Nazi Persecution and Murder of Jews, op. cit*. p. 331.

[977] *Ibid*, note de bas de page 103, p. 548.

[978] State of Israel (ed.), *The Trial of Adolf Eichmann, op. cit*. vol. VII, p. 239.

[979] *Ibid*, p. 240.

La question est si complexe qu'elle nécessite une analyse plus détaillée. Comme je l'ai expliqué dans le chapitre précédent, Eichmann a déclaré à Jérusalem que deux ou trois mois après le début de la guerre contre l'Union soviétique, et en tout cas à la fin de l'été, Heydrich lui avait transmis : « Le Führer a ordonné l'extermination physique des Juifs ». [980] Plus tôt, il avait daté l'évènement allégué entre la fin de 1941 et le début de 1942 :[981]

> *« Au tournant de l'année 1941/42, le chef du Sipo et du SD, Heydrich, m'a transmis oralement que le Führer avait ordonné l'extermination physique de l'ennemi juif. »*

Il est important de noter que ces deux dates se réfèrent à une période antérieure à la conférence de Wannsee. Mais Himmler avait déjà donné à Globocnik des « instructions appropriées » et Heydrich l'avait envoyé à Lublin pour voir où en était l'extermination des juifs. [982] Immédiatement après cela, Eichmann s'est effectivement rendu avec Globocnik à Lublin et a visité un camp, qui pour des raisons chronologiques évidentes devait être Bełżec (bien qu'il l'ait identifié comme Treblinka), dans lequel l'extermination aurait déjà été en cours. Après ces évènements antérieurs et la conférence de Wannsee, Eichmann présente l'ordre de Heydrich, dans lequel il est censé autoriser « rétroactivement » Globocnik à tuer 150 000 à 250 000 Juifs, qui avaient déjà été tués par Globocnik sur la base des « instructions appropriées » susmentionnées de Himmler !

Seuls des historiens désespérés pourraient croire sérieusement à une histoire aussi insensée en l'absence de preuves documentaires. Il convient en outre de noter que l'ordre présumé de Himmler, qui aurait lancé l'activité d'extermination à Bełżec/Treblinka avant la conférence de Wannsee, contredit encore davantage la thèse de Terry concernant l'établissement de Bełżec en tant que centre d'extermination régional sur la base d'une directive d'extermination initiée au niveau local.

[63] Terry cite ensuite l'interrogatoire de Josef Oberhauser du 10 novembre 1964, selon lequel « seuls les Juifs inaptes au travail des différents ghettos devaient être liquidés. Il n'était pas encore question d'une action d'extermination à grande échelle » ; Oberhauser n'aurait eu connaissance d'un plan systématique d'extermination des juifs qu'en avril-mai 1942. Terry conclut :

> *« Belzec et Sobibor ont été construits pour tester la faisabilité de l'extermination de masse ; Robin O'Neil a d'ailleurs qualifié à juste titre Belzec de 'tremplin' ou de 'prototype' de la Solution finale. Jusqu'en juin 1942, seuls les Juifs des districts de Galicie et de Lublin sont déportés à Belzec et Sobibor, tandis que les districts de Varsovie, Radom et Cracovie restent initialement épargnés, ce qui limite considérablement la portée géographique de l'opération au*

---

[980] *Ibid.*, p. 169.

[981] Rudolf Aschenauer (ed.), *Ich, Adolf Eichmann. Ein historischer Zeugenbericht*, Druffel- Verlag, Leoni am Starnberger See, 1980, p. 177.

[982] State of Israel (ed.), *The Trial of Adolf Eichmann, op. cit.* vol. VII, pp. 169-170.

sein du Generalgouvernement. En outre, dès le début de l'année 1942, le district de Lublin devient la destination privilégiée des Juifs non polonais. Bien que conçue comme une solution locale à la 'question juive' au sein du gouvernement général, l'Aktion Reinhardt fut rapidement intégrée à la Solution finale paneuropéenne ». (pp. 174-175)

Les efforts considérables des historiens orthodoxes actuels de l'holocauste ainsi que ceux de Terry doivent être salués, même si c'est de façon marginale. Ils tentent d'expliquer d'une manière ou d'une autre les absurdités évidentes inhérentes à la « reconstruction historique » de l'origine des camps Reinhardt établie par l'historiographie holocaustique précédente.

Selon ce nouveau récit des évènements, Belżec a été créé à la suite d'une initiative locale en tant que centre d'extermination pour le district de Lublin, mais est ensuite devenu un centre d'extermination à part entière à l'échelle européenne. Cependant, même si elle est examinée d'un point de vue organisationnel, cette thèse se révèle futile.

Selon le témoin Stanisław Kozak, la première installation d'extermination de Belżec, celle affectée à l'initiative locale d'extermination des Juifs du district de Lublin, mesurait 12 × 8 mètres et contenait trois chambres à gaz de 4 × 8 mètres[983], soit au total 96 m². La seconde installation d'extermination, qui aurait été construite entre fin mai et fin juin 1942 pour mettre en œuvre systématiquement le processus d'extermination revendiqué à l'échelle européenne, disposait de six chambres à gaz de 4 × 5 mètres chacune, soit 120 m² au total ![984] Les SS auraient donc prévu pour une véritable extermination à l'échelle européenne une capacité de chambres à gaz à peine supérieure à celle qu'ils avaient employée jusqu'alors pour une extermination locale à petite échelle. Ils auraient même démoli la première installation existante, évitant ainsi de doubler la capacité d'extermination. Je laisse au lecteur le soin de juger si une telle stupidité est plus vraisemblablement le fait des SS ou de ceux qui croient à cette histoire. Je reviendrai sur cette question aux points 161 et 165.

[64] À la page 175, Terry écrit :

« Pour comprendre le contexte dans lequel fut prise la décision de déporter les Juifs d'Allemagne, d'Autriche, du Protectorat et de Slovaquie vers le district de Lublin, il faut revenir en arrière, à la fin de l'été 1941. »

Il mentionne la « fameuse lettre d'autorisation » de Göring du 31 juillet 1941 sans expliquer qu'il s'agissait d'un « supplément » à la mission confiée à Heydrich dès le 24 janvier 1939 afin de résoudre la « question juive sous forme d'émigration ou d'évacuation », conformément à la politique nationale-socialiste à l'égard des juifs. D'autre part, Terry fait étalage de sa connaissance de données

[983] Interrogation de S. Kozak du 16 octobre 1945. CPN, 252/59, vol. I, p. 1129. Cf. *Bełżec in Propaganda..., op. cit.*, p. 45.

[984] A. Rückerl, *NS-Vernichtungslager im Spiegel deutscher Strafprozesse, op. cit.*, 1979, p. 133.

non pertinentes, par exemple le fait qu'« au sein du bureau d'Eichmann, Friedrich Suhr est devenu le 'référent pour la solution finale de la question juive, en particulier à l'étranger' en juillet 1941, selon une note sur son dossier personnel ». (p. 171). La source est « NARA-BDC SS-OA Friedrich Suhr ; cf. Aly, *Endlösung*, pp.306-7 (note 156 de la p. 175), mais l'information est tirée du livre d'Aly, où elle est insérée dans un contexte argumentatif qui lui donne de l'importance : les Allemands s'attendaient à une victoire rapide sur l'Union soviétique, et les plans d'évacuation des juifs vers l'Est étaient liés à cet évènement, ce qui – soit dit en passant – expliquerait également la mission confiée par Heydrich à Suhr en tant que « consultant pour la solution finale de la question juive en Europe, en particulier à l'étranger »[985]. Cette mission résulte également « d'une proposition d'investiture du 21 octobre 1944 ».[986] En dehors de ce contexte, l'évènement n'est absolument pas pertinent. En effet, Aly semble être à peu près le seul historien important à le citer. Friedrich Suhr est mentionné quatre fois dans le « Manifeste du copier-coller », à la p. 124, à la p. 175 (deux fois) et à la p. 547, mais ni son grade ni sa position hiérarchique ne sont jamais mentionnés, ce qui montre que Terry n'a jamais vu la source d'archives qu'il cite. Friedrich Suhr avait le grade de SS-*Sturmbannführer* et était à la tête de l'*Unterreferat* IV-B4b (*Rechtsfragen*) (subdivision IVB4b – questions juridiques) du RSHA.

[65] Un autre élément d'information non pertinent présenté par Terry est le suivant :

> *« Au début du mois d'août, des statistiques ont été établies sur le nombre de Juifs vivant dans chaque pays du monde. »* (p. 175)

La source donnée est « Anzahl der Juden absolut und im Verhältnis zur Gesamtbevölkerung in den einzelnen Ländern und nach Erdteilen, 7.8.1941, AIPN CA 362/218, pp. 5-10 ». (note 157 de la p. 175) Il s'agit là d'un énième cas de plagiat. La référence est en effet tirée d'un livre de Gerlach, qui ne consacre que quelques lignes à la question :[987]

> *« Déjà le 7 août, le RSHA avait également achevé le premier décompte du nombre de Juifs en Europe ».*

Dans une note de bas de page, Gerlach révèle la source :[988]

> *« 'Anzahl der Juden absolut und im Verhältnis zur Gesamtbevölkerung in den einzelnen Ländern und nach Erdteilen' v. 7. 8. 1941, Archiwum Głównej Komisji Badania Zbrodni*

---

[985] G. Aly, *« Endlösung ». Völkerverschiebung, op. cit.* p. 305-306.

[986] *Ibid*, note 16 de la p. 307.

[987] C. Gerlach, *Krieg, Ernährung, Völkermord : Forschungen zur deutschen Vernichtungspolitik im Zweiter Weltkrieg*. Hamburger Edition, 1998, p. 112.

[988] *Ibid*, note 88 de la p. 112. La même référence se trouve également dans l'article déjà cité de C. Gerlach, « The Wannsee Conference », *op. cit.* p. 777.

przeciwko Narodowi Polskiemu, Warschau, CA 362/218, Bl. 5-10 (die Akte ist mittlerweile ins Bundesarchiv Berlin überführt worden). »

La référence donnée par Terry, « AIPN », renvoie selon lui à « Arkhiv Instytyt Pamieci Narodowej ». (p. 570). Les « blogueurs plagiaires » ont mal copié, écrivant « *Arkhiv Instytyt* » au lieu de « *Archiwum Instytutu* » (en orthographiant mal le mot polonais « *Archiwum* » et le génitif de « *Instytut* »).

[66] Immédiatement après, Terry ajoute :

« Entre-temps, la pression s'est accrue en Allemagne de la part de certains Gauleiter, notamment Josef Goebbels à Berlin, pour déporter les Juifs allemands. » (p. 175)

Dans la note de bas de page 158, il inclut une autre référence bibliographique très importante pour nous :

« Pour un examen récent du contexte de cette phase, voir Wolf Gruner, 'Von der Kollektivausweisung zur Deportation der Juden aus Deutschland (1938-1943). Neue Perspektiven und Dokumente', Beiträge zur Geschichte des Nationalsozialismus 20, 2004, pp. 21-62. »

Il s'agit là encore d'un titre plagié, qui est également cité de la même manière dans la bibliographie (p. 547). L'article en question se trouve dans le volume *Die Deportation der Juden aus Deutschland. Pläne – Praxis – Reaktionen 1938-1945* (La déportation des Juifs d'Allemagne. Plans – pratiques – réactions 1938-1945), qui est le volume n° 20 de la série *Beiträge zur Geschichte des Nationalsozialismus*.[989] Gruner y examine « le contexte de cette phase » dans la section « *Die Entscheidung über weitere Teildeportationen (Sommer 1941)* » (La décision concernant d'autres déportations partielles (été 1941)).[990]

[67] Terry poursuit ensuite « sa » reconstruction des évènements :

« Le 2 septembre 1941, il [Himmler] *rencontre Krüger, le HSSPF du Generalgouvernement, pour discuter de la 'question juive – réinstallation hors du Reich'. Deux jours plus tard, il rencontre également Wilhelm Koppe, le HSSPF du Warthegau, et discute probablement de la faisabilité de la déportation des Juifs du Reich vers le ghetto de Lodz ».* (p. 175)

La référence fournie se lit comme suit : « Dienstkalender, pp.200-203 (2.9.1941), p. 205 (4.9.1941) » (note 159). Tout est repris de Browning, qui écrit :[991]

---

[989] Wolf Gruner, « Von der Kollektivausweisung zur Deportation der Juden aus Deutschland (1938-1945). Neue Perspektiven und Dokumente », in : Christoph Dieckmann, Wolf Gruner, Anne Klein, Birthe Kundrus, Beate Meyer, Armin Nolzen, Babette Quinkert, Sven Reichardt, Thomas Sandkühler, Sybille Steinbacher (ed.), *Die Deportation der Juden aus Deutschland. Pläne – Praxis – Reaktionen 1938-1945*. Wallstein, Göttingen, 2004, pp. 21-62.

[990] *Ibid.* p. 46 et suivantes.

[991] C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit*. p. 324-325.

« Le 1er septembre 1941, les deux hommes se rencontrent. Le lendemain, Himmler rencontre son HSSPF au gouvernement général, Friedrich Wilhelm Krüger, et discute de la 'question juive – réinstallation hors du Reich' (Judenfrage-Ausiedlung aus dem Reich). Deux jours plus tard, Himmler a rencontré son HSSPF du Warthegau, Wilhelm Koppe, et a probablement discuté de la déportation de 60 000 Juifs du Reich vers Lodz ».

Dans ses notes de bas de page, Browning se réfère à « DKHH [= Dienstkalender Heinrich Himmlers 1941/42] pp. 200-203 » et à « DKHH, p. 205, esp. no. 19 ».[992] Terry plagie même la référence de Browning à « Witte, 'Two Decisions' », qui dans ce contexte est citée trois fois par Browning, évidemment avec indication des numéros de page,[993] en l'ajoutant à la fin de cette note de bas de page 158 : « Cette phase est également bien couverte dans Browning, *Origins*, p.314ff ainsi que dans Witte, 'Two Decisions' ».

[68] À la fin de la page 175, Terry commence sa discussion sur les déportations vers le district de Lublin :

« L'idée de faire de Lublin une destination pour les Juifs non polonais refait surface le même mois, lorsque le 20 octobre, Himmler rencontre les dirigeants slovaques – Tiso, Tuka et Mach – et aborde le sujet des Juifs de Slovaquie. Les dirigeants slovaques deviennent le premier gouvernement à accepter de livrer les Juifs de leur pays à l'Allemagne nazie ».

Dans la note de bas de page correspondante (n° 161 aux pages 175 et suivantes), Terry révèle « ses » sources :

« Dienstkalender*, p.241 (20.10.1941). En juillet 1941, des fonctionnaires slovaques avaient inspecté le complexe de camps de travail forcé de l'Organisation Schmelt en Haute-Silésie orientale et s'étaient servis de leurs impressions pour établir quelques camps de travail forcé en Slovaquie, qui ont survécu aux déportations de 1942. Voir Deutsche Gesandschaft Pressburg an Auswärtigen Amt Berlin, Abteilung Protokoll, 2.7.1941, T/1075 ; Bericht über die Besichtigung der oberschlesischen Judenlager, 12.7.1941, NARA T175/584/80-2. »*

Ici, la source du plagiat est un article de Yehoshua Büchler disponible en ligne :[994]

« Le 20 octobre 1941, Heinrich Himmler et les dirigeants slovaques – le Président Jozef Tiso, le Premier ministre Vojtech Tuka et le Ministre de l'intérieur Alexander Mach – ont tenu une 'réunion de travail' à Berlin au cours de laquelle ils ont discuté de la manière de 'résoudre' le problème juif en Slovaquie. Himmler suggère que les dirigeants slovaques lui transfèrent les Juifs pour qu'ils soient réinstallés à l'Est. Le journal de Himmler affirme que les Slovaques ont accueilli favorablement sa proposition ».

Dans la note de bas de page, l'auteur cite la source la plus vraisemblablement plagiée par Terry : « Peter Witte et al, eds, Der Dienstkalender Heinrich

---

[992] *Ibid*, notes de bas de page 59 et 60, p. 518.

[993] *Ibid*, note 57, 61 et 62, p. 518.

[994] Yehoshua Büchler, « 'Certificates' for Auschwitz », in : *Yad Vashem Studies*, XXX, Jérusalem, 2002, pp. 125-152. Je cite la version électronique du *Shoah Resource Center*, www1.yadvashem.org/odot_pdf/Microsoft%20Word%20-%205418.pdf, pp. 4-5.

Himmlers 1941/42 (Hamburg : Christians, 1999), p. 241. »[995] Le document daté du 2 juillet 1941 est un télégramme de la légation allemande à Bratislava adressé au « Foreign [Office] Berlin – protocol department, dans lequel Hanns Elard Ludin, ambassadeur du Reich en Slovaquie, annonce pour les 8 et 9 juillet la visite d'une commission slovaque dirigée par Wisliceny dans un 'camp de travail pour Juifs en Haute-Silésie orientale' ».[996]

[69] Terry poursuit :

> *« Selon le récit ultérieur du ministre slovaque de l'Intérieur Mach, Himmler avait dit 'qu'ils allaient utiliser nos Juifs'. Les sources disponibles ne permettent pas de savoir où Himmler pensait à cette époque que les Juifs slovaques pourraient être accueillis ou quel serait leur sort. »* (pp. 175-176)

Dans la note de bas de page correspondante, il s'oppose aux tentatives de rectifier l'historiographie orthodoxe de l'holocauste :

> *« Schwindt,* Konzentrations- und Vernichtungslager Majdanek*, p.79, affirme que le district de Lublin était déjà prévu en octobre 1941, mais cette affirmation n'est pas étayée. Sur les relations entre les nazis et les Slovaques en général, voir Tatjana Tönsmeyer :* Das Dritte Reich und die Slowakei 1939 - 1945. Politischer Alltag zwischen Kooperation und Eigensinn. *Paderborn : Schöningh, 2003 ».* (note 162 à la page 176)

Barbara Schwindt affirme que Himmler a proposé aux représentants du gouvernement slovaque, lors de leur conférence du 20 octobre 1941, « d'héberger des juives et des juifs slovaques dans le district de Lublin ». À l'appui de cette affirmation, elle cite comme preuve les déclarations du ministre slovaque de l'Intérieur Mach du 26 mars 1942 :[997]

> *« Nous avons eu la possibilité de parler à Himmler. À la question de savoir combien de Juifs étaient présents parmi nous, nous avons répondu : 90 000. Et ils nous ont dit qu'ils auraient* ***besoin*** *de nos Juifs ».* (emphase ajoutée dans l'original)

Le titre du livre de Tatjana Tönsmeyer est manifestement un autre plagiat ; il n'apparaît que dans cette note de bas de page et dans la bibliographie (p. 562).

[70] Après diverses digressions, Terry présente l'interprétation suivante des évènements :

> *« Mais en réalité, Heydrich et les planificateurs du RSHA dans le bureau IV B 4 d'Eichmann ne savaient absolument pas où les Juifs pouvaient être déportés au moment de Wannsee (20 janvier 1942) ou dans les semaines qui suivirent immédiatement la conférence. »* (p. 177)

---

[995] *Ibid.*, note de bas de page 11 sur p. 5.

[996] T/1075.

[997] B. Schwindt, *Das Konzentrations- und Vernichtungslager Majdanek* (Le camp de concentration et d'extermination de Majdanek), *op. cit.*, p. 79.

Ainsi, selon Terry, Heydrich a été chargé de mettre en œuvre les préparatifs de l'évacuation des juifs vers l'Est « sur les plans organisationnel, matériel et substantiel » sans avoir une idée précise de l'endroit où envoyer les juifs !

[71] Pour étayer sa thèse, Terry ajoute :

« Le 31 janvier 1942, Eichmann informa les postes de la Gestapo dans le Reich que les déportations de l'automne précédent représentaient le début de la Solution finale et que de 'nouvelles possibilités d'accueil' étaient en cours d'élaboration pour la phase suivante. » (p. 177)

Il se réfère à « RSHA IV B 4, Evakuierung von Juden, 31.1.1942, 1063-PS » (note 169). Tout, y compris la référence, est repris de Longerich qui écrit :[998]

« Les nouvelles déportations du Reich, qui commencèrent en grand nombre au printemps 1942, furent annoncées dans une dépêche d'Eichmann aux quartiers généraux régionaux et de district de la Gestapo datée du 31 janvier 1942 [note 35]. [Il y écrit que 'l'évacuation récente des Juifs vers l'Est, effectuée dans des zones individuelles' représente 'le début de la solution finale de la question juive dans l'Ancien Reich, l'Ostmark et le Protectorat de Bohême et de Moravie'. Toutefois, à ce stade, 'seuls certains quartiers généraux de la police d'État [Gestapo] pouvaient être impliqués en raison des possibilités d'accueil limitées à l'Est et des difficultés de transport'. Mais 'de nouvelles possibilités d'accueil [seraient] étudiées dans le but de déporter d'autres contingents de Juifs' ».

Dans la note de bas de page correspondante, Longerich mentionne le document PS-1063.[999], dont il semblerait que Terry ne connaisse que les quelques mots cités par Longerich. Il s'agit de la même lettre expresse d'Eichmann du 31 janvier 1942, document T/730, dont j'ai déjà parlé au point 115 du chapitre 5.

[72] Pour étayer sa thèse, Terry poursuit :

« Ce n'est que le 6 mars 1942 qu'Eichmann a pu convoquer une réunion des Judenreferenten pour discuter de la mise en œuvre de la prochaine vague de déportations du Reich ». (p. 177)

La source qu'il indique est la suivante :

« Bericht über die am 6. März 1942 im RSHA - Amt IV B 4 – stattgefundene Besprechung, 9.3.1942, T/119, également dans Hans G. Adler, Die Verheimlichte Wahrheit. Theresienstädter Dokumente*, Tübingen, 1958, pp.9-10 ».* (note 170 de la page 177)

Il est toutefois évident que Terry ne connaît ni le document, ni le livre, et qu'il a très probablement dérobé la référence à un article en ligne de Wolfgang Scheffler :[1000]

---

[998] P. Longerich (ed.), *Die Ermordung der europäischen Juden. Eine umfassende Dokumentation des Holocaust 1941-1945*, *op. cit*., p. 320.

[999] *Ibid*., note 35, p. 545.

[1000] Haus der Wannsee-Konferenz. Wolfgang Scheffler, Berlin. *Die Wannsee-Konferenz und ihre historische Bedeutung*, note de bas de page 26 à la page 12, en ligne :www.ghwk.de/deut/texte/scheffler.pdf

« Bericht über die im Judenreferat IV B 4 des Reichssicherheitshauptamt (RSHA) am 6. März 1942 stattgefundene Besprechung der Gestapostellvertreter. Eichmann-Prozeß Dok. 119 ; H. G. Adler (siehe oben Anm. 9), S. 9 f. »

Croyant que le document 119 mentionné par Scheffler était le document 119 accepté par la Cour de Jérusalem, notre plagiaire a cru bon de le citer comme « T/119 ». En réalité, il s'agit du document 119 de la police israélienne, qui a été accepté comme document T/734 [= T/37(39)]. Il s'agit d'un « Rapport sur la conférence tenue le 6 mars 1942 dans le département IV B 4 du RSHA », daté à tort du 5 mars 1942. Je reviendrai sur ce document au point 75.

[73] Terry poursuit :

« Bien que le ministère des Affaires étrangères ait signalé au gouvernement slovaque le 16 février 1942 que l'Allemagne nazie était prête à accepter 20 000 Juifs slovaques en tant que travailleurs, la trace écrite n'est pas non plus claire jusqu'en mars quant à l'endroit où ils seraient effectivement envoyés ». (p. 177)

Dans la note 171, il écrit :

« Luther an Deutsche Gesandtschaft Pressburg, 16.2.1942, T/1078, parle simplement de 'les amener à l'Est' ».

Le document qu'il cite indique en effet :[1001]

« Dans le cadre des mesures visant à résoudre définitivement la question juive en Slovaquie, le gouvernement allemand est prêt à accepter immédiatement 20 000 jeunes juifs slovaques robustes et à les envoyer à l'Est où il existe un besoin de main-d'œuvre. »

Dans son mémorandum du 21 août 1942, où il résume la politique du ministère des Affaires étrangères à l'égard des juifs, Luther confirme que la demande allemande de ces 20 000 juifs slovaques aptes au travail est motivée par le fait que « le nombre de Juifs ainsi déportés à l'Est n'est pas suffisant pour couvrir la demande de main-d'œuvre dans cette région ». [1002] Peut-on sérieusement croire que Luther ignorait *où* cette main-d'œuvre juive était nécessaire ? La spéculation de Terry est également réfutée par les « Directives pour la mise en œuvre technique de l'évacuation des Juifs vers le Gouvernement général (Trawniki près de Lu blin) », déjà mentionnées, dans lesquelles la destination des déportations est explicite.

[74] Ce qui précède n'est cependant que le prélude à l'hypothèse centrale de Terry, qui constitue un véritable éclair de génie :

« Loin d'appartenir à un plan mûrement réfléchi, la phase initiale des déportations portait donc toutes les marques d'une improvisation de dernière minute ». (p. 177)

Il tente ensuite d'en démontrer la validité en glanant des bribes dans diverses sources, en commençant par ce qui suit :

[1001] T/1078.

[1002] Voir chapitre 4, point 130.

« Eichmann s'était rendu à Minsk les 2 et 3 mars pour organiser la reprise des déportations qui avaient été interrompues par la crise des transports de l'hiver 1941/2 [174], puis avait rapidement convoqué une réunion avec les Judenberater d'Europe occidentale pour commencer à planifier leurs déportations [175]. » (pp. 177-178)

Dans la note 174, il écrit : « Au sujet de cette visite, voir Gerlach, Kalkulierte Morde, pp. 693-4 ». Terry oublie d'expliquer que la datation de cette visite n'est qu'une conjecture de Gerlach qui, comme il l'admet lui-même, est non seulement en contradiction avec la propre déclaration d'Eichmann (« au cours de l'hiver 1941/42 »), mais aussi avec la position de la Cour de Jérusalem (« au cours de l'hiver 1941/42 »), la position du Tribunal de Jérusalem (« au plus tard en septembre 1941 ») et la déclaration de Hans Safrian (« septembre/octobre 1941 »), mais qui est en outre manifestement infondée, car Gerlach déduit sa date des 2 et 3 mars 1942 du fait que l'exécution à laquelle Eichmann a assisté « d'après sa déclaration a dû durer au moins deux jours. »[1003]

En réalité, Eichman a déclaré qu'une fois arrivé à Minsk, il avait dit à quelqu'un dont il ne se souvenait pas du nom qu'il exécutait un ordre de Müller « de la regarder [une fusillade], afin de faire rapport au Gruppenführer Müller. C'est ça, le lendemain j'ai passé la nuit dans cette ville, le lendemain je suis arrivé mais c'était trop tard. Car ce matin-là, l'affaire était déjà terminée, presque terminée – ce dont j'étais personnellement très heureux ». En fait, il n'a vu que quelques soldats qui ont été « fusillés ici dans une fosse ».[1004] Par conséquent, la durée alléguée de l'exécution, « au moins deux jours », n'est qu'une conjecture infondée de la part de Gerlach.

La note de bas de page 175 de Terry fait référence à : « Vermerk Dannecker, 10.3.42, RF- 1224, également publié dans Klarsfeld (ed), *Vichy-Auschwitz*, p. 374. » Ici, Terry a plagié la mauvaise référence. Le document RF-1224 fait en effet référence aux « Principes de base de la grande action contre les Juifs de Paris » rédigés par Dannecker et datés du 4 juillet 1942.[1005]

[75] Immédiatement après, Terry revient sur la conférence du 6 mars 1942 déjà mentionnée :

« Du point de vue du RSHA, la priorité était de faire sortir les Juifs du Reich et de se préoccuper plus tard de leur sort. Les quotas fixés en mars – 55 000 pour l'Allemagne, 18 000 pour Vienne et 20 000 pour Prague – n'élimineront pas en fait tous les Juifs du Reich, mais représentent l'étape suivante d'un processus qui sera long. La sécurisation des trains est une préoccupation majeure : lors de la réunion du 6 mars concernant les déportations du Reich, les Judenreferenten sont informés que « les transports ne peuvent être programmés avec précision » et

---

1003 C. Gerlach, *Kalkulierte Morden, op. cit.* p. 693.

1004 State of Israel (ed.), The Trial of Adolf Eichmann, vol. VII, pp. 211-212.

1005 T/431. Cfr. IMT, vol. VII, p. 39. S. Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz. Le rôle de Vichy dans la solution finale de la question juive en France - 1942, op. cit.* p. 235.

que 'seuls des trains russes vides', c'est-à-dire des trains transportant des Ostarbeiter vers l'Allemagne, sont disponibles et doivent être 'reconduits dans le Generalgouvernement'». (p. 178)

Dans la note de bas de page 176, il reprend la même source que dans la note de bas de page 170 : « Bericht über die am 6.3.42 im RSHA – Amt IV B 4 – stattgefundene Besprechung, 9.3.1942, T/119, également dans Adler, *Verheimlichte Wahrheit*, pp. 9-10. » Terry ne cite que de courts extraits de ce document, plagiés on ne sait d'où, qui ne représentent pas du tout l'essentiel de son contenu. Je me réfère brièvement à quelques exemples supplémentaires. Le document commence comme suit :[1006]

« Dans son introduction, le SS-Obersturmführer Eichmann a d'abord parlé de la poursuite de l'évacuation de 55 000 Juifs de l'Altreich, ainsi que de l'Ostmark [Autriche] *et du Protectorat.*

Dans ce contexte, Prague, avec 20 000 juifs, et Vienne, avec 18 000 juifs à évacuer, se taillent la part du lion. La force des autres transports est réglée proportionnellement au nombre de Juifs encore présents dans le district de chaque quartier général de la Stapo. Dans ce contexte, un transport supplémentaire de 1 000 Juifs a été attribué à Düsseldorf ».

Le plan prévoit donc la déportation de 55 000 juifs *au total*, dont les plus gros contingents appartiennent à Prague (20 000) et à Vienne (18 000). Terry, cependant, sépare les chiffres pour l'Allemagne de ceux pour Vienne et Prague, ce qui donne un total de 93 000 personnes. Cela confirme le plagiat de Terry mentionné ci-dessus.

La partie suivante du document doit être particulièrement examinée compte tenu de l'affirmation selon laquelle la décision d'exterminer les juifs aurait été prise par Hitler – d'un point de vue exterminationniste – trois mois plus tôt et développée presque deux mois plus tôt lors de la conférence de Wannsee, au cours de laquelle une condamnation à mort aurait été prononcée à l'encontre de tous les juifs incapables de travailler :[1006]

« Dans ce contexte, le SS-Obersturmführer Eichmann a insisté sur la nécessité de respecter scrupuleusement les directives imposées, en particulier en ce qui concerne l'âge, l'infirmité, etc., car lors du transport vers Riga, les anciens juifs de Riga, par l'intermédiaire des commandants de district Lohse et Meyer, ont déclaré au SS-Obergruppenführer Heydrich que quelque 40 à 45 personnes avaient été évacuées à tort. Même si, après un examen plus approfondi, la majorité de ces cas se sont avérés être des évacuations justifiées, tout devait être fait pour éviter de telles plaintes à l'avenir. Le SS-Obergruppenführer Heydrich tiendra donc les chefs de Stapo pour seuls responsables de l'application des directives dans ce contexte.

Afin de ne pas exposer davantage les différents postes de la Stapo à 'la tentation de déporter des Juifs âgés et pour eux inconfortables', le SS-Obersturmführer Eichmann explique, pour se

[1006] T/37(39), p. 1. Cf. H.G. Adler, *Die Verheimlichte Wahrheit. Theresienstädter Dokumente*. Buchdruckerei Eugen Göbel, Tübingen, 1958, p. 9.

rassurer, que les juifs restés dans l'Altreich seront très probablement déportés dès l'été ou plutôt à l'automne vers Theresienstadt, qui est désigné comme 'Altersghetto' ['ghetto pour les personnes âgées']. *Cette ville est actuellement en cours d'évacuation, et déjà 15 à 20 000 Juifs du Protectorat pourraient y être temporairement relogés. Ceci afin de 'sauver la face' vis-à-vis du monde extérieur ».*

Les directives susmentionnées sont les « Directives pour la mise en œuvre technique de l'évacuation des Juifs dans le Gouvernement général (Trawniki près de Lublin) » déjà évoquées dans le chapitre précédent. Les documents disponibles à ce sujet confirment pleinement leur validité, notamment en ce qui concerne l'interdiction de déporter vers l'Est les juifs âgés ou faibles. En outre, dans le but déclaré d'empêcher les commandements locaux de la Gestapo d'inclure illicitement de tels juifs dans les transports, Eichmann s'est senti obligé de faire une déclaration rassurante selon laquelle ils seraient transférés dans l'« *Altersghetto* » (ghetto pour personnes âgées) de Theresienstadt. Si cela a permis de « sauver la face », cela ne signifie pas que Theresienstadt était un « *Propagandaghetto* », mais que les SS voulaient éviter le reproche de déporter ces catégories de personnes. Tout cela échappe totalement à la logique exterminationniste.

Après une discussion sur les biens des juifs déportés, apparaissent les passages dont Terry a tiré ses extraits :[1007]

« Seuls des trains vides pour les transports de Russes/travailleurs vers l'Altreich sont disponibles, qui sont censés revenir vides au gouvernement général et qui seront maintenant utilisés par le RSHA en accord avec l'OKW [Commandement suprême de la Wehrmacht]. [...]

Les trains ont une capacité de seulement 700 personnes, mais 1 000 Juifs doivent y être logés. Il est donc recommandé de réserver à temps auprès de la Reichsbahn des wagons de marchandises pour les bagages en nombre suffisant. »

Cela démontre en outre que les transports étaient effectués avec des wagons de passagers et que les wagons de marchandises pour les bagages devaient être demandés à la Reichsbahn. Ce document démontre donc qu'il n'existait à l'époque aucun ordre d'extermination des juifs et que les déportations étaient planifiées de manière rationnelle avec la coopération du commandement suprême de la Wehrmacht (OKW).

Le 29 mai 1942, Josef Löwenherz, chef de la *Israelitische Kultusgemeinde* (communauté religieuse juive) de Vienne, rencontre Eichmann à Berlin, au siège du RSHA. Le 1er juin, il rédige par la suite un « file memo » dans lequel il déclare qu'Eichmann l'a informé[1008]

[1007] *Ibid*, pp. 2-3.

[1008] T/821.

« ...que les Juifs de moins de 65 ans émigrent à l'Est, et que ceux de plus de 65 ans ainsi que certaines catégories de moins de 65 ans, comme les grands mutilés de guerre, les décorés de la Première Guerre mondiale, etc...[1009]*, soient amenés à Theresienstadt pour y résider de façon permanente.*

Conformément au décret du 16 février 1942, les habitants tchèques de Theresienstadt doivent quitter la ville jusqu'au 31 mai 1942, afin que l'ensemble de la ville soit à la disposition des Juifs.

En conséquence, la déportation des Juifs qui y ont été assignés pour résidence permanente commencera également. L'administration de la ville sera assurée de manière autonome par le Conseil juif des anciens. Outre les personnes âgées, plusieurs milliers de jeunes doivent rester sur place afin d'accomplir les tâches nécessaires en ville et à la campagne (environ 250 hectares de terres sont disponibles) et de s'occuper des personnes âgées ».

Adler rapporte un ordre de Himmler à Heydrich du 1er mai 1942 pour le transfert à Theresienstadt de 120 Juifs malades de Munich :[1010]

« 120 Juifs malades se trouvent encore dans un hôpital de Munich. Nous voulons faire de cet hôpital juif une école de sages-femmes et d'infirmières pour les 'Lebensborn'[1011] *Veuillez faire en sorte que les 120 Juifs soient emmenés à Theresienstadt le plus rapidement possible. »*

Il faut ajouter à cela ce que j'ai déjà dit au chapitre 5, point 118, concernant les fantasmes de Harrison sur le « ghetto de propagande » de Theresienstadt.

[76] Manifestement, faute d'arguments en rapport avec le sujet traité, Terry se contente d'une description banale et méandreuse des liens entre le RSHA et le SS-WVHA et de l'origine des camps d'Auschwitz et de Majdanek. Au cours de cette description, il continue à plagier des titres et des sources. Dans la note 177 de la page 178, il écrit que

« la déportation de Beuthen du 15 février 1942, souvent citée, est basée sur des informations inexactes de l'Interational Tracing Service citées par Martin Broszat dans son commentaire sur Rudolf Höss, Kommandant im Auschwitz*, Stuttgart, 1958, notamment pp.155, 174-5 ».*

Cette édition de l'ouvrage n'est mentionnée qu'ici (la note 54 de la page 450 renvoie à une édition de 2004). Dans l'édition de 1981, les informations de Broszat sont reléguées à une simple note de bas de page.[1012] L'affirmation selon laquelle « les informations du Service international de recherches sont inexactes » est un autre plagiat maladroit de Terry ; Schulte – sa source – s'est contenté d'observer que « l'ensemble des sources relatives à ce transport est très insatisfaisant. Sa datation ne repose que sur une communication du Service

[1009] Dans le texte original « uls.w. »

[1010] H.G. Adler, *Die Verheimlichte Wahrheit. Theresienädter Dokumente, op. cit.*, p. 15.

[1011] « Spring of Life », une organisation d'aide sociale nationale socialiste pour les mères célibataires.

[1012] Martin Broszat (éd.), *Kommandant in Auschwitz, op. cit.* note 3 à la p. 127.

international de recherches ».[1013] Le titre correct est d'ailleurs « Kommandant *in* Auschwitz ».

En outre, le livre de Walter Naasner, « *Neue Machtzentren in der deutschen Kriegswirtschaft 1942-1945. Die Wirtschaftsorganisation der SS, das Amt des Generalbevollmächtigten für den Arbeitseinsatz und das Reichsministerium für Bewaffnung und Munition/Reichsministerium für Rüstung und Kriegsproduktion im nationalsozialistischen Herrschaftssystem*, Boppard am Rhein, 1994 » n'est cité que dans la note de bas de page 178 à la page 178 et dans la bibliographie (p. 555), et celui de Karin Orth, « *Das System der nationalsozialistischen Konzentrationslager. Eine politische Organisationsgeschichte*, Hamburg, 1999 » n'est mentionné que dans la même note de bas de page et dans la bibliographie (p. 556).

Dans la note 183, Terry donne les références suivantes :

> *« Chef des Amtes II-Bauten an Zentralbauleitung Lublin, 22.9.1941; Der Chef des Amtes-II Bauten, Errichtung von Kriegsgefangenenlager, 27.9.41, both BA-DH KL Hafta Nr 7. »* (p. 179)

Les deux sont tirés de Schulte, qui écrit :[1014]

> *« Kammler an Zentrale Bauinspektion Lublin, 22.9. 1941, in: BAB/ZDH, KL/Hafta, Verschiedene Nr. 7 (Ghetto) – Unterstreichung vom Vf. Siehe auch Marszalek, Majdanek, S. 19. 46 Kammler an SS-Obersturmführer Grosch, 27.9. 1941, in: BAB/ZDH, KL/Hafta, Verschiedene Nr. 7 (Ghetto). »*

Pour masquer son plagiat, Terry a remplacé « Chef des Amtes II-Bauten » par « Kammler ». S'il avait vraiment vu ces documents, il saurait également que les titres sont « Hauptamt Haushalt und Bauten. Der Chef des Amtes II Bauten ».

Dans la note 184, Terry déclare :

> *« L'arrivée de Bischoff est parfois datée du 1.10.1941 sur la base de son dossier personnel (NARA-BDC SS-OA Karl Bischoff), mais son prédécesseur Schlachter ainsi que le commandant d'Auschwitz, Rudolf Höss, n'ont été informés du changement que le 11 octobre. Cf. Kammler an Schlachter, 11.10.1941 ; Kammler an Höss, 11.10.1941, RGVA 1372-6-22, pp. 240-3. Pour la date antérieure, voir les références dans Schulte, 'Vom Arbeits- zum Vernichtungslager', p.52 n.59. »*

Schulte cite en fait la source plagiée de Terry comme : « BAB/BDC, PA Bischoff. »[1015] Le fait qu'il s'agisse d'un plagiat est démontré par le fait que Schulte écrit « am 1. Oktober 1941 übernahm der Baumeister Karl Bischoff die 'Sonderbauleitung für die Errichtung eines Kriegsgefangenenlagers der Waffen-SS in Auschwitz.' » (« le 1er octobre 1941, le maître d'œuvre Karl Bischoff a pris

---

[1013] J. E. Schulte, « Vom Arbeits- zum Vernichtungslager. Die Entstehungsgeschichte von Auschwitz-Birkenau 1941/42 », *op. cit.* note 120 à la p. 64.

[1014] *Ibid*, note 45 à la p. 49.

[1015] *Ibid*, note de bas de page 59, p. 52.

en charge la 'direction spéciale des travaux pour la construction d'un camp de prisonniers de guerre de la Waffen-SS à Auschwitz' »).[1016]

D'autres plagiats se trouvent dans la note de bas de page 185 à la p. 179 :

« [1] Der Chef des Amtes II Bauten, Kriegsgefangenenlager Auschwitz, 1.11.41, RGVA 502-1-215, p.10 ; [2] pour le KGL Lublin, voir Der Chef des Amtes II Bauten, Kriegsgefangenenlager Lublin, 1.11.41, BA DH KL Hafta Nr 7, p.4. Cet ordre confirmait le chiffre donné dans le premier rapport explicatif pour Birkenau, daté de la veille ; [3] *cf. Erläuterungsbricht* [sic] *zum Vorentwurf für den Neubau des Kriegsgefangenenlagers der Waffen-SS, Auschwitz O/S, 31.10.41, RGVA 502-1-233, pp.13-21 ».*

La deuxième référence est un plagiat de mauvaise qualité, car la référence correcte est RGVA, 502-1-233, p. 11. La première référence est reprise avec une certaine confusion de Schulte :[1017]

« Kammler an Zentralbauleitung der Waffen-SS und Polizei Lublin, 1.11. 1941, in : BAB/ZDH, KL/Hafta, Verschiedene Nr. 7 (Ghetto) ».

La référence pour « recte : Erläuterungsbericht » est également plagiée, probablement par le biais de mes différentes citations. La numérotation archivistique de ce document de six pages est assez particulière, puisqu'elle passe de 14 (le numéro de page de la page précédente contenant l'en-tête est illisible) à 16, puis elle saute à 26 et enfin à 21. La référence aux 125 000 détenus se trouve aux pages 2/14 et 5/26.

[77] À la page 179, Terry écrit :

« Il s'agissait d'un compromis négocié entre Himmler, Göring et la Wehrmacht en échange de l'acceptation par les SS du déploiement de prisonniers de guerre soviétiques dans l'économie de guerre nazie dans le Reich ».

Dans la note de bas de page correspondante (181 à la page 179), il explique :

« Une réunion clé entre Himmler, Göring et le secrétaire d'État du ministère du Travail, Freidrich Syrup, a eu lieu en août ; cf. Dienstkalendar Himmler, p.198 (20.8.41). Un ordre levant l'interdiction d'utiliser la main-d'œuvre que constituaient les prisonniers de guerre soviétiques dans le Reich, imposée après le début de 'Barbarossa', est publié quelques jours plus tard : RAM Nr VA 5135/1277, Einsatz von sowjet. Kriegsgefangenen, 26.8.41, BA R3901/20168, pp.53-4 ; cf. WiRüAmt/Rü IV, Vortragsnotiz für Chef OKW, 26.8.41, NA T77/1066/375 ».

Quelle est la signification de « RAM » ? Terry ne le dit pas et on ne peut pas savoir où il a trouvé la référence. Le document en question est une « lettre expresse » du « *Reichsarbeitsminister* » (RAM, ministre du Travail du Reich) datée du 26 août 1941 et dûment publiée dans les archives du principal procès de Nuremberg. Elle a pour objet le « déploiement de prisonniers de guerre

[1016] *Ibid*, p. 52.

[1017] *Ibid*, note 62 à la page 53.

soviétiques » (seul sujet mais Terry en dérive), mais pas « dans l'économie de guerre nazie dans le Reich ». Ces prisonniers de guerre soviétiques étaient en fait censés remplacer les prisonniers de guerre français, qui devaient être employés dans l'économie de guerre :[1018]

> *« Sur ordre personnel du maréchal du Reich, 100 000 hommes parmi les prisonniers de guerre français qui n'ont pas été employés jusqu'à présent dans l'industrie de l'armement doivent y être affectés (industrie de l'aviation). Les lacunes dans l'affectation de la main-d'œuvre ainsi créées seront comblées par des prisonniers de guerre soviétiques. Le placement des 100 000 prisonniers de guerre français mentionnés doit être réalisé d'ici le 1er octobre ».*

Quant au « WiRüAmt/Rü IV », un acronyme que Terry ne prend pas la peine d'expliquer, sans doute par ignorance, Reinhard Otto informe qu'il s'agissait d'une organisation qui avait pour tâche de gérer le travail des prisonniers de guerre au printemps 1941 :[1019]

> *« le bureau de l'économie de guerre et de l'armement (WiRüAmt) s'occupait des questions relatives à l'affectation de la main-d'œuvre ».*

Curieusement, Terry cite ce même ouvrage dans la note 189 de la page 180, en relation avec l'affirmation suivante :

> *« Malgré la clarté apparente de ces ordres, les SS ont en fait dispersé les prisonniers de guerre soviétiques qui leur avaient été attribués dans de nombreux camps de concentration du Reich, dont Flossenbürg, Mauthausen et Buchenwald, et ont ainsi fatalement confondu le transfert des prisonniers de guerre travailleurs avec les transferts de commissaires et d'autres prisonniers de guerre 'indésirables' conformément aux termes de l'*Einsatzbefehl *n° 8 de Heydrich, publié le 17 juillet 1941. »* (p. 180)

La note de bas de page indique : « *Reinhard Otto, Wehrmacht, Gestapo und sowjetische Kriegsgefangene im deutschen Reichsgebiet 1941/42*, Munich, 1998. » Il s'agit là encore d'un titre plagié. Il n'apparaît en fait qu'ici (sans référence au(x) numéro(s) de page correspondant(s)) et dans la bibliographie (p. 556).

[78] Terry parvient ensuite à la conclusion suivante :

> *« Le résultat fut que les Lager-SS d'Auschwitz, qui avaient assassiné des centaines de prisonniers de guerre soviétiques lors de deux gazages sous les auspices de l'*Einsatzbefehl *n° 8 en septembre 1941[190], décimèrent méthodiquement le contingent alloué de 8 000 travailleurs soviétiques prisonniers de guerre au cours de l'hiver 1941/1921[191]. »* (p. 180)

La note 190 se lit comme suit :

> *« Stanislaw Klodzinski, 'Die erste Vergasung von Häftlingen und Kriegsgefangenen im Konzentrationslager Auschwitz' in Hamburger Institut für Sozialforschung (ed),* Die Auschwitz-Hefte : Texte der polnischen Zeitschrift 'Przeglad Lekarski' über historischen, psychologischen und medizinischen Aspekte des Lebens und

---

[1018] PS-3005. IMT, vol. XXXI, p. 474.

[1019] R. Otto, Wehrmacht, *Gestapo und sowjetische Kriegsgefangene im deutschen Reichsgebiet 1941/42.* Schriftenreihe der *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*. Oldenburg, Munich, 1998, p. 27.

Sterbens in Auschwitz. *Hambourg, 1987 ; cf. Joachim Neander et Sergey Romanov, 'Dr. Neander responds to Carlo Mattogno',* Holocaust Controversies*, 13.2.10, http://holocaustcontroversies.blogspot.com/2010/02/dr-joachim-neanderresponds-to-carlo.html. »*

La prétention de Terry de « prouver » la réalité du prétendu « premier gazage » à Auschwitz à l'aide de ces sources est manifestement ridicule. Il omet d'observer que j'ai écrit un livre entier sur cette question[1020], qui n'est jamais mentionnée dans le « Manifeste du copier-coller », mais contre laquelle l'article vide de Neander est indirectement mis en avant :

« Cf. Klodzinski, 'Die erste Vergasung', ainsi que Joachim Neander et Sergey Romanov, 'Dr. Neander responds to Carlo Mattogno', Holocaust Controversies*, 13.2.10, http://holocaustcontroversies.blogspot.com/2010/02/drjoachim-neander-responds-to-carlo.html. La réponse du Dr Neander et le post-scriptum de Sergey Romanov démolissent les erreurs et les distorsions du récit de Mattogno sur le premier gazage à Auschwitz* ». (note 39 de la page 284)

Comme on peut le constater, les sources sont les mêmes. Neander est un pauvre imbécile qui croit pouvoir fournir les noms de deux personnes *gazées* à Auschwitz : une « découverte » exterminationniste étonnante, si elle avait été fondée sur des preuves réelles. Après que j'ai réfuté sa thèse lacunaire[1021], non pas parce qu'elle méritait vraiment une attention particulière, mais parce que ses histoires à dormir debout pouvaient induire en erreur et tromper les lecteurs ignorant mes arguments réels, Neander a produit un énorme conglomérat de stupidités et de mauvaise foi – à savoir l'article cité par les « blogueurs plagiaires » – qui n'est qu'une insulte au bon sens et à l'intelligence. Je n'ai pas perdu de temps à y répondre, car cela n'aurait probablement fait que provoquer une nouvelle avalanche d'idioties encore plus grandes.

L'autre titre cité, l'article de Klodziński dont j'ai parlé dans mon livre susmentionné, est également ineptement plagié. Terry n'est pas seulement incapable d'indiquer les numéros de page respectifs, mais ne peut même pas fournir le numéro du volume ! La référence correcte est la suivante : Stanislaw Klodziński, « Die erste Vergasung von Häftlingen und Kriegsgefangenen im Konzentrationslager Auschwitz », in : *Die Auschwitz-Hefte. Texte der polnischen Zeitschrift « Przegląd Lekarski » über historische, psychische und medizinische Aspekte des Lebens und Sterbens in Auschwitz.* Hamburger Institut für Sozialforschung (Hrsg.). Verlag bei Beltz, Weinheim et Basel, 1987, Band 1, pp. 261-275.

La citation est maladroite car Terry a écrit « historischen, psychologischen und medizinischen » au lieu de « historische, psychische und medizinische », et il

[1020] *Auschwitz : The First Gassing. Rumor and Reality*. Theses & Dissertations Press. Chicago, 2005.
[1021] « Rebuttal to Joachim Neander », in : *Inconvenient History*, 8 février 2010, in : www.revblog.codoh.com/2010/02/rebuttal-to-joachim-neander/

a donné comme lieu d'édition Hambourg, qui est la ville dans laquelle se trouve l'institut d'édition, au lieu de « Weinheim et Bâle ». En d'autres termes, il a prétendu justifier le prétendu premier gazage homicide à Auschwitz par un article qu'il n'a jamais vu !

Sa note 191 à la page 180 rapporte cette source : « Jerzy Brandhuber, 'Die sowjetischen Kriegsgefangenen im Konzentrationslager Auschwitz', *Hefte von Auschwitz*, 4, 1961, pp.5-62 ». Ce titre n'apparaît qu'ici et dans la bibliographie (p. 541).

Il ne fait aucun doute que les prisonniers de guerre soviétiques déportés à Auschwitz ont connu une mortalité très élevée, mais cela ne signifie pas qu'ils ont été « méthodiquement décimés », comme le prétend Terry. Brandhuber mentionne la commission Mildner qui a fonctionné à Auschwitz à partir de novembre 1941 sur la base de l'*Einsatzbefehl* (ordre de mission) n° 8 du 17 juillet 1941[1022] et qui a réparti les 9 030 prisonniers de guerre soviétiques en quatre catégories, dont les deux premières, « communiste fanatique » et « groupe A », étaient vouées à la mort.[1023]

Dans mon étude, j'ai reproduit une lettre du SS-*Brigadeführer* Richard Glücks, alors inspecteur des camps de concentration, aux commandants des camps, transmettant l'ordre de Himmler d'exempter de l'exécution tous les prisonniers de guerre russes en bonne santé, « surtout les commissaires », afin de les envoyer « travailler dans une carrière de pierres ». J'ai également reproduit une lettre du SS-*Untersturmführer* Maximilian Grabner, chef de la section politique du camp d'Auschwitz, datée du 17 novembre 1941, à laquelle était jointe une liste de noms de Russes exemptés d'exécution.[1024]

[79] Après avoir mentionné la forte mortalité parmi les prisonniers de guerre soviétiques à l'hiver 1941 qui rendait les plans de Himmler irréalisables, Terry déclare :

> *« En conséquence, il ordonne dans un télex adressé à Richard Glücks, le chef de l'IKL, le 26 janvier 1942, que 150 000 Juifs 'qui sont émigrés d'Allemagne' soient transférés dans les camps de concentration pour remplacer les prisonniers de guerre. »* (p. 180)

Dans la note de bas de page correspondante, il cite cette source :

> *« Himmler an Glücks, 26.1.42, BA NS19/1920, p.1, également NO-500 »* (note 193 de la p. 180).

Terry plagie à nouveau Schulte qui, dans sa note 98 de la page 59, donne la référence suivante pour le document en question :

[1022] Sur cet évènement, voir l'étude déjà citée Auschwitz : *The First Gassing. Rumor and Reality*, pp. 97-100, 105.

[1023] J. Brandhuber, « Die sowjetischen Kriegsgefangenen im Konzentrationslager Auschwitz », in : *Hefte von Auschwitz*, 4, 1961, p. 22.

[1024] *Auschwitz : The First Gassing. Rumeur et réalité, op. cit.* documents 11 et 12, p. 125-126.

« Fernschreiben Himmlers an Glücks, 26.1.1942, in : BAB, NS 19/1920, fol. 1 (Nürnberger Dok. NO-500) ».

L'acronyme « IKL » n'apparaît que deux fois dans le « Manifeste du copier-coller », ici et dans la note 196 de la page 181 : « SS-WVHA C V, Frauenzweiglager Auschwitz, 18.3.42, RGVA 502-1-6, p.2ff, se référant à un télex de l'IKL du 5.3.1942 ». Il s'agit d'une lettre du SS-*Sturmbannführer* Seseman avec l'en-tête « *Der Reichsführer-SS und Chef der Deutschen Polizei. SS-Wirtschafts-Verwaltungshauptamt* » du 18 mars 1942 portant le numéro de protocole « C V/1-So-3/4/Ld./Ke. » et ayant pour objet « *Frauenzweiglager Auschwitz* » (section du camp pour femmes d'Auschwitz). La référence mentionne une « lettre de l'inspecteur des camps de concentration ('lettr. de l'inspecteur du KL') » du 9 mars 1942.[1025] Ceci explique en fait l'acronyme « IKL », dont la signification n'est jamais divulguée dans le « Manifeste du copier-coller ».

Avec ce fouillis d'informations plagiées, il semble que Terry veuille « démontrer » deux choses. La première est que l'affectation des juifs aux camps de concentration au lieu des prisonniers de guerre soviétiques

« contredit la vision de Heydrich selon laquelle les Juifs valides déportés dans le cadre de la Solution finale devaient être envoyés 'construire des routes vers l'est', exposée six jours plus tôt lors de la conférence de Wannsee ». (p. 180)

On ne comprend pas pourquoi les SS ne pouvaient pas prélever un quota de juifs aptes au travail sur les contingents destinés à la déportation et les envoyer travailler dans les camps de concentration, et cette contradiction n'existe donc que dans la tête de Terry.

Dans ce contexte, Terry fournit la source suivante :

« L'étude la plus complète est celle de Wolf Gruner, Der Geschlossene Arbeitseinsatz deutscher Juden. Zur Zwangsarbeit als Element der Verfolgung 1938-1943*, Berlin, 1997 ; pour un résumé en anglais, voir Wolf Gruner,* Jewish Forced Labor Under the Nazis. Economic Needs and Racial Aims, 1938-1944*, New York : Cambridge University Press, 2006, pp.3-173 ».* (note 194 à la page 181)

Le titre allemand est le résultat d'un énième plagiat bibliographique ; il n'apparaît qu'ici et dans la bibliographie (p. 547). Quant au texte anglais, il porte sur un tout autre sujet, à savoir le travail forcé dans les camps dits de la Reichsvereinigung, où, à la fin du mois de juillet 1941, 51 000 à 53 000 détenus juifs sur 167 245 travaillaient.[1026] Gruner observe qu'à la suite du transport de juifs de Francfort-sur-le-Main dans le Gouvernement général le 19 octobre 1941 sans notification préalable de la déportation aux autorités de l'armement, les protestations d'entreprises privées et de bureaux de la Wehrmacht ont amené le

[1025] RGVA, 502-1-6, p. 2.

[1026] Wolf Gruner, *Jewish Forced Labor Under the Nazis. Economic Needs and Racial Aims* (Besoins économiques et objectifs raciaux), 1938- 1944. Cambridge University Press, 2006, p. 19.

Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt (bureau économique de l'armement) de la Wehrmacht à rencontrer Berhard Lösener et Eichmann le 23 octobre 1941 afin d'établir des directives sur le travail forcé des juifs.[1027]

> *« Deux jours plus tard, les bureaux d'inspection de l'armement et les commandements reçoivent des directives élaborées par Heydrich selon lesquelles les Juifs participant au programme de déploiement de main-d'œuvre séparée ne doivent pas être déportés, mais avec une qualification critique : 'uniquement lorsque l'exécution en temps voulu de commandes d'armement urgentes est menacée' ».*

Terry n'a pas la moindre idée de cet évènement, ce qui réfute sa thèse d'une « contradiction » de la « vision de Heydrich ».

[80] Le deuxième élément que Terry souhaite « démontrer » apparaît à la fin de son argumentation, après quelques calculs incohérents liés aux exigences nationales-socialistes des travailleurs. Il affirme que « [d]ésormais, le travail et l'extermination fonctionneraient en parallèle comme les deux faces d'une même pièce destructrice », affirmation totalement infondée. Il passe ensuite à la section « Extermination et travail ». (p. 181). Je saute la première série d'accusations absurdes et observe le premier semblant d'argument, à savoir l'affirmation « que les nazis ont mené leur politique d'extermination en tandem avec une politique de sélection et d'épargne d'une minorité de plus en plus réduite de Juifs pour les utiliser comme travailleurs forcés. » (p. 182). La page entière ne comporte qu'une seule note de bas de page censée corroborer cette affirmation :

> *« Sur le travail forcé des Juifs dans le Gouvernement général, voir Josef Marszalek,* Obozy pracy wn Generalym Gubernatorstwie w latach 1939-1945*, Lublin, 1998 ; Dieter Pohl, 'Die großen Zwangsarbeitslager der SS- und Polizeiführer für Juden im Generalgouvernement 1942-1945', in : Ulrich Herbert, Karin Orth, Christoph Dieckmann (eds.),* Die nationalsozialistischen Konzentrationslager – Entwicklung und Struktur*, Bd. I, Göttingen 1998, pp. 415-438 ; Gruner, Jewish Forced Labor, passim. »* (note 197 de la p. 182)

Le titre de Marszałek est sans doute plagié ; il n'est mentionné que dans cette note et dans la bibliographie (pp. 554 et 557).

À la même page, Terry écrit :

> *« Ignorant tout de l'historiographie récente, Mattogno ne semble pas se rendre compte que l'Aktion Reinhard s'est déroulée en trois phases distinctes : une première phase, de mars à juin 1942, au cours de laquelle le système a été testé dans les districts de Lublin et de Galicie, tandis que des préparatifs étaient entrepris dans d'autres districts ; une deuxième phase de déportation accélérée et de massacre de masse, de fin juin à décembre 1942, au cours de laquelle tous les districts ont été visés ; et une troisième phase, à partir de janvier 1943, au cours de laquelle les Juifs survivants, désormais réduits à environ 20 % de leur nombre au début de 1942, ont été décimés au coup par coup, au fur et à mesure que les ghettos étaient réduits dans les districts qui*

[1027] *Ibid*, p. 21.

avaient pris du retard et que d'autres étaient éliminés (par exemple, dans les districts de Galicie et de Bialystok), et d'autres ghettos ont été transformés en camps de travail et de concentration ». (p. 182)

Il s'agit là de simples affirmations sans aucune justification, pas même bibliographique.

D'autres critiques génériques apparaissent contre mes arguments, dûment mal interprétés par Terry et sans aucune référence à mes textes (p. 183).

[81] Terry commence alors à dérouler sa thèse :

« Ainsi, alors que Mattogno semble penser que le plan de la 'réserve de Lublin' était une mesure relativement bénigne, si l'on examine la rhétorique réelle utilisée par les dirigeants nazis lorsqu'ils envisageaient ce plan – élaboré dès 1939 – nous trouvons de nombreuses preuves de l'émergence d'une intention génocidaire et d'une mentalité génocidaire ». (p. 183)

Il convient de souligner que je me suis limité à mettre au jour des faits sans les juger. Il n'est pas nouveau que des controverses aient existé parmi les dirigeants nationaux-socialistes sur le traitement de la « question juive » et que certains d'entre eux aient également employé une « rhétorique de l'extermination » ; ce qui importe vraiment, c'est l'orientation fondamentale de la politique actuelle.

[82] En gardant cette prémisse à l'esprit, j'analyserai les arguments de Terry.

« Conformément à la stratégie de la SS, en particulier du SD, à l'égard de la politique juive élaborée pendant les années d'avant-guerre [200], dès le début de l'occupation nazie de la Pologne, Heydrich prévoyait une solution plus systématique à la 'question juive' que ne pouvaient offrir la violence aléatoire et les pogroms. » (p. 183)

La note de bas de page 200 se lit comme suit : « Voir Michael Wildt (ed), *Die Judenpolitik des SD 1935-1938*, Munich, 1995. » Il s'agit d'un autre titre plagié, qui n'apparaît qu'ici et qui, compte tenu de la période à laquelle il se réfère, est complètement hors sujet. Terry, qui a de sérieux problèmes pour gonfler ce chapitre, cite une série de références également hors sujet, puisqu'elles ne soutiennent pas sa thèse d'une manière ou d'une autre, et que je ne prends en considération que pour montrer ses plagiats supplémentaires.

[83] *« Le 14 septembre 1939, il dit à ses chefs de service que Himmler présentera à Hitler 'des suggestions sur lesquelles seul le Führer peut se prononcer, car elles ont d'importantes ramifications en matière de politique étrangère' ». (ibid.)*

La note 201 se lit comme suit : « Protokoll der Amtschefbesprechung am 14.9.1939, BA R58/825, pp.10-12. » Tout est tiré de Longerich :[1028]

« Le 14 septembre, Heydrich rapporte lors d'une réunion des chefs de département de la police de sécurité que 'concernant le problème juif en Pologne... le Reichsführer [Himmler] présentait [à Hitler] des suggestions sur lesquelles seul le Führer pouvait se prononcer car elles avaient d'importantes ramifications en matière de politique étrangère' ».

[1028] P. Longerich, *Holocauste. The Nazi Persecution and Murder of Jews, op. cit.* p. 149.

Dans sa note de bas de page, Longerich cite la source « BAB, R 58/825, 15 sept. 1939 » ;[1029] celle adoptée par Terry provient sans doute d'un des nombreux textes allemands mentionnant ce document, vraisemblablement celui de Michael Wildt : « Protokoll der Amtschefbesprechung vom 14.9.1939, BArch, R 58/825, Bl. 10-12. »[1030]

[84] *« Le 20 septembre, Hitler informe le commandant en chef de l'armée, Walter Brauchitsch, que 'l'idée générale des ghettos existe, bien que les détails n'aient pas encore été clarifiés'. Les intérêts économiques ont été pris en compte dès le début ».* (p. 183)

Terry plagie ici Browning, qui cite le document en question comme suit :[1031]

« 'L'idée générale des ghettos existe [Ghetto-Gedanke besteht im grossen], bien que les détails n'aient pas encore été clarifiés. Prise en compte des intérêts économiques dès le début' ».

En raison d'une des nombreuses stratégies stupides adoptées par les « blogueurs plagiaires » pour cacher leurs plagiats, Terry modifie la référence de Browing, « Halder, Kriegstagebuch, 1:82 » [1032] en « *KTB Halder, I, p. 82 (20.9.1939)* » (note de bas de page 202 à la p. 183). Ils oublient cependant d'expliquer la signification de « KTB », qui est évidemment « *Kriegstagebuch* » (Journal de guerre), et de fournir les données bibliographiques correspondantes, qui peuvent être obtenues en ligne :[1033]

« Halder, Franz (Jacobsen, Hans-Adolf): Generaloberst Halder. Kriegstagebuch. *3 Bände. Bearbeitet von Hans-Adolf Jacobsen in Verbindung mit Alfred Philippi. Bd. 1:* Vom Polenfeldzug bis zum Ende der Westoffensive (14.8. 1939 – 30.6.1940). *Bd. 2:* Von der geplanten Landung in England bis zum Beginn des Ostfeldzuges (1.7.1940 – 21.6.1941). *Bd. 3:* Der Rußlandfeldzug bis zum Marsch auf Stalingrad (22.6.1941 – 24.9.1942). *Stuttgart, Kohlhammer, 1962-1964. »*

[85] *« Le lendemain* [21 septembre 1939]*, Heydrich convoque une nouvelle réunion des chefs de service, à laquelle participe également le référent du bureau pour la question juive, Adolf Eichmann, et présente les premières grandes lignes d'un plan : 'Les Juifs dans les villes le plus rapidement possible, les Juifs du Reich en Pologne, le reste des 30 000 Tziganes également en Pologne, l'expulsion systématique des Juifs des régions allemandes dans des trains de marchandises'. Les Juifs polonais seraient expulsés des territoires devant être annexés à l'Allemagne vers le 'Gau de langue étrangère', en d'autres termes le futur Generalgouvernement, ou à travers la ligne de démarcation nazie-soviétique ».* (pp. 183-184)

Terry plagie à nouveau Longerich, qui cite :[1034]

[1029] *Ibid*, note 41 à la p. 481.

[1030] M. Wildt, *Generation des Unbedingten, op. cit.* note 126 à la p. 457. Ce livre n'apparaît que dans la bibliographie du « Manifeste du copier-coller ».

[1031] C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit*. p. 19.

[1032] *Ibid*, note 27 à la p. 439.

[1033] www.zvab.com/angebote/halder-kriegstagebuch.html

[1034] P. Longerich, *Holocaust. The Nazi Persecution and Murder of Jews, op. cit*. p. 149.

« 'Les Juifs dans les villes le plus rapidement possible, les Juifs du Reich en Pologne, le reste des 30 000 Tsiganes également en Pologne, l'expulsion systématique des Juifs des régions allemandes, dans des trains de marchandises' ».

La deuxième partie du texte ainsi que la source (« BArch R 58/825, Bl. 36-37 » ; bien que Terry écrive « BA R 58/825, p. 36-37 » : note de bas de page 206), est cependant tirée de Wildt :[1035]

« La déportation des Juifs vers le district de langue étrangère [Gau]*, la déportation au-delà de la ligne de démarcation est approuvée par le Führer.* ***Toutefois, l'ensemble du processus doit s'étaler sur une période d'un an.*** *»* (Emph. ajoutée)

Tout ceci va dans le sens de mon hypothèse.

[86] *« Une lettre expresse a été envoyée aux commandants des Einsatzgruppen, les informant des grandes lignes de la Judenpolitik nazie en Pologne occupée, et soulignant la différence entre 'l'objectif final (qui prendra beaucoup de temps)' et 'les étapes par lesquelles cet objectif final sera atteint (qui peuvent être entreprises dans des périodes de temps plus courtes)'. L'*Endziel *devait être gardé 'strictement secret' ».* (p. 184)

La référence de la note 204 indique « Heydrich an die Chefs der *Einsatzgruppen* der Sicherheitspolizei, 21.9.1939, BA R58/954, pp. 181-185 », mais le texte est à nouveau emprunté avec des modifications mineures de la formulation à Longerich :[1036]

« Dans ce document, l'un des plus importants de la Judenpolitik allemande, Heydrich attire pour la première fois l'attention des chefs des Einsatzgruppen sur la nécessité de distinguer 'l'objectif final (qui prendra beaucoup de temps)' et 'les étapes par lesquelles cet objectif final sera atteint (qui peuvent être entreprises dans des périodes de temps plus courtes)'. Les 'mesures globales prévues (en d'autres termes l'objectif final)' devaient être gardées 'strictement secrètes' ».

Dans sa note de bas de page relative, Longerich cite cependant la source suivante : « Faschismus-Ghetto-Massenmord. Dokumentation über Ausrottung und Widerstand der Juden in Polen während des zweiten Weltkriegs, ed. Tatiana Berenstein et al. (Francfort-sur-le-Main, 1962), 37 et suivants ; ND 3363-PS. »[1037] La source indiquée par Terry provient sans doute de quelques textes allemands, peut-être celui de Wildt déjà utilisé :[1038]

« Heydrich an die Chefs aller Einsatzgruppen der Sicherheitspolizei, 21.9.1939, BArch, R 58/954, Bl. 181-185 ».

Était-ce un trop grand effort pour Terry de citer le document PS-3363 ? Avec ses innombrables références archivistiques, Terry tente manifestement de conférer une apparence « scientifique » à son raisonnement. Le fait que la majorité de ces références archivistiques soient des plagiats éhontés est une chose

---

[1035] M. Wildt, *Generation des Unbedingten, op. cit*. p. 458.

[1036] *Ibid*, p. 149.

[1037] *Ibid*, note 43 à la p. 481.

[1038] M. Wildt, *Generation des Unbedingten, op. cit*. note 68 à la p. 438.

que le lecteur non averti n'est pas en mesure de détecter de prime abord. La malhonnêteté des « blogueurs plagiaires » réside dans la prétendue apparence « scientifique » de leur « Manifeste du copier-coller » ; notre travail approfondi de détection et de révélation de ces plagiats est une action nécessaire pour rétablir l'honnêteté académique et la vérité scientifique.

[87] *« Le lendemain, Heydrich informa Brauchitsch qu'un 'État juif sous administration allemande près de Cracovie' était envisagé à l'intérieur de la Pologne. »* (p. 184)

La note 205 indique : « Aufzeichnung über eine mündliche Orientierung durch Major Radtke am 22.9.1939, publié dans Helmuth Groscurth, *Tagebücher eines Abwehroffiziers*, Stuttgart, 1970, p. 361-2. » Le texte et la référence sont plutôt le résultat d'un autre plagiat de l'étude de Wildt :[1039]

« 'Ein Judenstaat unter deutscher Verwaltung bei Krakau. Dahinein auch alle Zigeuner und sonstige Unliebsame'. (Aufzeichnung Groscurths über eine mündliche Orientierung durch Major Radke am 22. 9. 1939, in : Groscurth, Tagebücher, S. 361-363) »

ainsi que du livre de Longerich :[1040]

« Note of the conversation between Heydrich and Brauchitsch, published in Groscurth, Tagebücher, 361-2. »

[88] *« Dès le 29 septembre, Heydrich parle avec dérision d'une 'réserve naturelle' ou d'un 'ghetto du Reich' situé 'au-delà de Varsovie, autour de Lublin' ».* (p. 184)

Le texte et les références à la source (« Protokoll der Amtschefbesprechung am 29.9.1939, BA R58/825, p. 36-37 », note 206 de la p. 184) sont repris de Wildt (qui cite la source : « BArch R 58/825, Bl. 36- 37 ») :[1041]

« Le 29 septembre, après la nouvelle détermination de la ligne de démarcation germano-soviétique, Heydrich définit la zone 'au-delà de Varsovie et autour de Lublin' comme le territoire d'une 'réserve naturelle' ou d'un 'ghetto du Reich' ».

Götz Aly fournit quelques détails supplémentaires tirés du document :[1042]

« Deux jours plus tard, Heydrich fait remarquer qu'au lieu de la 'réserve juive' initialement prévue 'au sud-est de Cracovie', une 'réserve naturelle' ou un 'ghetto du Reich' devrait être établi dans la 'région située derrière Varsovie et autour de Lublin,'… ».

[89] *« Le même jour* [29 septembre 1939]*, Alfred Rosenberg, théoricien du parti nazi, discute avec Hitler de l'emplacement 'entre le Vistule et le Bug' et de ses futurs habitants : 'la totalité des Juifs (également du Reich), ainsi que tous les autres éléments indésirables' ».* (p. 184)

1039 *Ibid*, note 137 à la page 461.

1040 P. Longerich, *Holocaust. The Nazi Persecution and Murder of Jews, op. cit*. note 44 à la p. 481.

1041 M. Wildt, *Generation des Unbedingten, op. cit*. p. 461.

1042 G. Aly, *« Endlösung ». Völkerverschiebung..., op. cit*. p. 44.

Terry cite comme source « Hans-Günther Seraphim (ed.), *Das Politische Tagebuch Alfred Rosenbergs aus den Jahren 1933/35 und 1939/40*, Göttingen, 1956, p. 81 » (note 207 de la p. 184). Le texte est cependant plutôt tiré de Wildt :[1043]

> *« Entre* [les fleuves] *Vistule et Bug : l'ensemble des Juifs (également du Reich), ainsi que tous les éléments qui ne sont pas fiables ».*
>
> **[90]** *« Le 'nettoyage ethnique' (*völkische Flurbereinigung*) de la Pologne sera ainsi réalisé par un effet domino d'expulsion des Juifs et des Polonais des territoires annexés et du Reich vers le reste de la Pologne, et à l'intérieur du reste de la Pologne vers la 'réserve de Lublin'. Pour superviser l'ensemble du processus, Himmler est nommé, le 7 octobre, commissaire du Reich pour le renforcement de l'Allemagne (*Reichskommissar für die Festigung deutschen Volkstums*, RKFDV) ».* (p. 184)

Terry se réfère au document PS-686 (note 208), mais celui-ci ne contient aucune allusion aux juifs, pas même les mots « *völkische Flurbereinigung* ». En fait, le document indique :[1044]

> *1) « le rapatriement des Allemands du Reich et des Allemands de souche à l'étranger en vue d'un retour définitif dans le Reich » ;*
>
> *2) « l'élimination de l'influence néfaste de ces segments de population ethniquement étrangers » ;*
>
> *3) « la configuration de nouvelles zones de peuplement allemandes par le biais de la réinstallation ».*

La note 208 contient en outre un énième titre plagié : « Robert L. Koehl, RKFDV : *German Resettlement and Population Policy, 1939-1945 : A History of the Reich Commission for the Strengthening of Germandom*, Cambridge, MA : Harvard University Press, 1957 », qui n'est mentionné qu'ici et dans la bibliographie (p. 551).

Les mots « *völkische Flurbereinigung* » (consolidation ethnique, pas nettoyage ethnique)[1045] sont plutôt repris de Wildt[1046] ou d'Aly.[1047]

> **[91]** *« Le 30 octobre* [1939]*, Himmler publie sa première véritable ordonnance en tant que RKF, exigeant que 'tous les Juifs' et diverses catégories de Polonais soient réinstallés hors des territoires annexés. »* (p. 184)

La source citée par Terry (le livre *Faschismus – Getto – Massenmord*) indique ce qui suit :

[1043] M. Wildt, *Generation des Unbedingten, op. cit*. p. 461.

[1044] PS-686. TMI, vol. XXVI, p. 255-257.

[1045] Cf. la critique de Klaus-Peter Friedrich sur l'ouvrage de Philip T. Rutherford, *Prelude to the Final Solution*, en ligne à l'adresse suivante : www.aapjstudies.org/index.php?id=90.

[1046] M. Wildt, *Generation des Unbedingten, op. cit*. p. 415.

[1047] G. Aly, « Jewish Resettlement. Reflections on the Political Prehistory of the Holocaust », in : Ulrich Herbert (ed.), *National Socialist Extermination Policies, op. cit*. p. 69.

« Au cours des mois de novembre et décembre 1939 ainsi qu'au cours des mois de janvier et février 1940, les réinstallations suivantes doivent être effectuées : 1) tous les Juifs des provinces et régions anciennement polonaises et maintenant allemandes du Reich ».

La destination de ces transferts était le gouvernement général. Une note éditoriale précise que le plan initial prévoyait l'expulsion de 550 000 juifs et Polonais. « Dans ce contexte, les Juifs doivent être affectés à la région située à l'est du Vistule et du Bug. »[1048]

[92] Jusqu'à présent, Terry n'a fait que confirmer ma thèse sur la politique nationale-socialiste d'évacuation des juifs vers l'Est. Prenant soudain conscience de ce fait, il tente maladroitement d'attribuer, par un brusque changement de cap, un caractère génocidaire à cette politique :

« Les déclarations des dirigeants et planificateurs nazis concernant la 'réserve de Lublin' montrent clairement que ce projet de réinstallation a été conçu pratiquement dès le départ dans un état d'esprit génocidaire ». (p. 185)

Afin de « démontrer » cette sottise, il ne trouve rien de mieux que de citer un article du *Times* du 24 octobre 1939 (note 212 de la p. 185), qu'il introduit ainsi :

« Pour les observateurs extérieurs, parfaitement au courant de l'idée tant discutée, la conclusion était que le plan de 'réserve' conduirait à une perte massive de vies humaines : » (p. 185)

Suit cette citation du journal :

« Dans les milieux bien informés de ce pays, l'intention apparente du gouvernement allemand de former un État juif en Pologne est considérée comme un exemple remarquable de cynisme politique... Herr Hitler propose maintenant de concentrer les 3 000 000 de Juifs de Pologne dans un État qui sera découpé du corps de la Pologne et qui aura Lublin pour centre... Pousser 3 000 000 de Juifs, dont relativement peu sont des agriculteurs, dans la région de Lublin et les forcer à s'y installer, les condamnerait à la famine. Telle est peut-être l'intention. » (Ibid.)

Tout cela est repris d'Aly, qui utilise le texte anglais de l'article et la référence « New Jewish State in Poland, in : *The Times* vom 24.10.1939. »[1049]

La mauvaise foi de Terry est évidente. Abstraction faite du caractère manifestement propagandiste de cet article, la prétendue condamnation à une mort par inanition était fondée sur le transfert présumé de 3 000 000 de juifs dans le district de Lublin. Or, comme je l'ai mentionné plus haut et comme Terry le sait bien, les plans nationaux-socialistes prévoyaient à l'époque la déportation de 530 000 juifs dans la partie non occupée de la Pologne. C'est ce qui ressort clairement du document daté du 25 novembre 1939 et intitulé « *Die Frage der Behandlung der Bevölkerung der ehemaligen polnischen Gebiete nach rassenpolitischen*

[1048] T. Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Faschismus - Getto - Massenmord, op. cit.* pp. 42-43.

[1049] G. Aly, *« Endlösung ». Völkerverschiebung..., op. cit.* p. 35.

Gesichtpunkten » (La question du traitement de la population des anciens territoires polonais sous l'angle de la politique raciale)[1050], rédigé plus d'un mois après l'article de journal susmentionné.

[93] Terry procède ensuite à une recherche effrénée de confirmations de sa thèse, qu'il obtient en déformant les documents cités, à commencer par deux entrées de journal de Goebbels :

> *« Cette déduction peut être entièrement confirmée par des documents contemporains. Certains nazis, comme Joseph Goebbels, arrivaient déjà à la conclusion que 'cette juiverie doit être détruite' après avoir vu des scènes filmées à l'intérieur des ghettos polonais. Après avoir visité Lodz, Goebbels écrit dans son journal que 'ce ne sont plus des gens, ce sont des animaux'. Il ne s'agit donc pas d'une tâche humanitaire, mais d'une tâche chirurgicale. Il faut faire des coupes ici, et même des coupes radicales. Sinon, l'Europe sera terrassée par la maladie juive ».* (p. 185)

Les références sont : « TBJG I/7, p.177 (31.10.1939) » et « TBJG I/3, p.612 » (notes 213 et 214). Ce plagiat est basé sur au moins deux sources différentes, comme on peut le déduire des références susmentionnées. Terry ignore en effet qu'il existe deux éditions allemandes des *Tagebücher von Joseph Goebbels* (Journaux de Joseph Goebbels) :

- *Die Tagebücher von Joseph Goebbels*, *Sämtliche Fragmente*. Herausgegeben von Elke Fröhlich im Auftrag des Instituts für Zeitgeschichte und imVerbindung mit dem Bundesarchiv. K.G. Saur, München, New York, London, 1987 (5 Bände) (*The Diaries of Joseph Goebbels, All Fragments.* Édité par Elke Fröhlich à la demande de l'Institut d'histoire contemporaine et en coopération avec le Bundesarchiv. K.G. Saur, Munich, New York, Londres, 1987 (5 volumes)), et
- *Die Tagebücher von Joseph Goebbels*. Herausgegeben von Elke Fröhlich. Im Auftrag des Instituts für Zeitgeschichte mit Unterstützung des Staatlichen Archivdienstes Russland. K.G. Saur, München, New York, London, 1997-2005 (in drei Teile und 24 + 2 Bände) (*The Diaries of Joseph Goebbels* Édité par Elke Fröhlich. Sur demande de l'Institut d'histoire contemporaine avec le soutien du Service d'archives d'État de Russie. K.G. Saur, Munich, New York, Londres, 1997-2005 (en trois parties et 24 + 2 volumes)).

Les propos cités par Terry se trouvent dans le volume 3 de la première édition et dans le volume 7, première partie, de la deuxième édition. Terry mélange tout, en utilisant pour toutes les références un seul acronyme « TBJG », que, comme indiqué plus haut, les « blogueurs plagiaires » expliquent simplement par « Die Tagebücher Joseph Goebbels » sans mentionner laquelle des deux éditions ils désignent.

[1050] PS-660, p. 25.

Cette prémisse étant posée, je reproduis le texte des deux citations :[1051]

« Et puis des images pour le film sur le ghetto. Je n'y suis jamais allé. Des descriptions si cruelles et si brutales dans les détails qu'elles glacent le sang dans les veines. On frémit devant tant de barbarie. Cette juiverie doit être détruite. »

« C'est indescriptible. Ce ne sont plus des humains, ce sont des bêtes. Il ne s'agit donc pas d'un problème humanitaire mais d'une tâche chirurgicale. Il faut faire des coupes ici, même très radicales. Sinon, cette maladie juive détruira un jour l'Europe ».

Dans le chapitre précédent, j'ai déjà montré que Goebbels, dans ses journaux, se complaisait dans une rhétorique sinistre et belliqueuse et que ces remarques doivent être interprétées en conséquence.

[94] *« Arthur Seyss-Inquart, le gouverneur adjoint du Gouvernement général, s'attendait à ce que la réserve de Lublin conduise à une 'forte décimation des Juifs' ».* (p. 185)

Le document cité par Terry indique :[1052]

« Selon les considérations du gouverneur de district Schmidt, ce territoire au caractère intensément marécageux pourrait servir de réserve juive, une mesure qui pourrait potentiellement conduire à une forte décimation des Juifs ».

Il ne s'agit pas ici des attentes de Seyss-Inquart, mais de simples « considérations » du SS-*Brigadeführer* Friedrich Schmidt, à l'époque gouverneur du district de Lublin.

En effet, Aly, à qui Terry a emprunté les documents, déclare :[1053]

« Le 20 novembre 1939, à l'occasion d'une tournée d'inspection du gouverneur adjoint du gouvernement général Seyss-Inquart, le SS-Brigadeführer Schmidt a avancé l'idée qu'un certain territoire de l'est de la Pologne 'avec son caractère intensément marécageux' convenait à une réserve juive, 'parce qu'une décimation intense des Juifs pouvait potentiellement y être induite' ».

Il s'agit donc de l'*opinion* d'un fonctionnaire local et non d'une directive de Berlin.

[95] *« Le Generalgouverneur lui-même, Hans Frank, déclara peu après que 'plus il y a de morts, mieux c'est' ».* (p. 185)

La source citée par Terry est « Protokoll einer Rede in Radom, FGM [= *Faschismus – Getto – Massenmord*], p.46 » (note 216 de la p. 185). Le titre allemand qu'il mentionne n'est pas l'en-tête du document, mais sa *reconstitution* (!) déduite des informations données par les éditeurs :[1054]

« Ces extraits ont été tirés du protocole d'une conférence qui a eu lieu à Radom et qui était présidée par Lasch, le chef du district de Radom ».

[1051] Elke Fröhlich (ed.), *Die Tagebücher von Joseph Goebbels, Sämtliche Fragmente*, K.G. Saur, Munich/New York/Londres, 1987, vol. 3, p. 612, 628.

[1052] PS-2278. TMI, vol. XXX, p. 95.

[1053] G. Aly, *« Endlösung ». Völkerverschiebung..., op. cit.* p. 34.

[1054] T. Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Faschismus – Getto – Massenmord*, *op. cit.* 46.

Je donne le texte de la source citée par Terry :[1055]

« Aller droit au but avec les juifs. C'est une joie de pouvoir enfin s'engager physiquement avec la race juive. Plus il y a de morts, mieux c'est ; le frapper [le juif]*, c'est une victoire pour notre Reich. Les Juifs doivent sentir que nous sommes arrivés. Nous voulons avoir la moitié ou les trois quarts de tous les Juifs à l'est du Vistule. Nous réprimerons ces Juifs partout où nous le pourrons. C'est tout ou rien. Les Juifs hors du Reich, hors de Vienne, hors de partout, nous n'avons pas besoin de Juifs dans le Reich. Probablement la ligne du Vistule, derrière cette ligne, plus rien ».*

Les éditeurs du volume expliquent dans une note de bas de page :[1056]

« Frank fait ici référence au projet, alors en vigueur, de création d'une soi-disant réserve juive entre le Vistule et le Bug, dans laquelle les autorités allemandes voulaient rassembler les populations juives déportées d'Allemagne, d'Autriche, de Tchécoslovaquie et des territoires polonais qui avaient alors été incorporés au Reich. »

Au lieu de prouver que ce plan avait un but génocidaire, Terry se plonge dans toutes les déclarations marginales et non pertinentes qui pourraient étayer sa thèse.

[96] Voici une autre de ces déclarations :

« Un expert en planification de l'Institut allemand des affaires étrangères de Stuttgart, Könekamp, déclara après une tournée d'inspection de la GG fin novembre et début décembre 1939 que 'la destruction de cette sous-humanité serait dans l'intérêt du monde entier. Cette extermination est cependant l'un des problèmes les plus difficiles. On ne peut pas la mener à bien par des fusillades. On ne peut pas non plus tirer sur des femmes et des enfants. Il faut aussi compter ici et là avec les pertes des transports d'évacuation' ». (p. 185)

Eduard Könekamp était un personnage si important que Hilberg ne le mentionne même pas dans son *opus magnum*. Je tire d'une autre source le passage cité par Terry :[1057]

« L'anéantissement de cette sous-humanité serait dans l'intérêt du monde entier. Mais cet anéantissement est l'un des problèmes les plus difficiles. On ne s'en sort pas en fusillant. On ne peut pas non plus tirer sur des femmes et des enfants. Ici et là, on s'attend à des pertes lors des transports d'évacuation, et lors du transport de 1 000 Juifs mis en marche depuis Lublin, 450 seraient morts. (...) Toutes les autorités concernées par la question juive sont conscientes de l'insuffisance de toutes ces mesures. La solution de ce problème complexe n'a cependant pas encore été trouvée ».

Le contexte de ces déclarations n'est pas clair, mais il est certain que de tels cas de mort massive n'étaient pas l'objectif des directives gouvernementales, quelles qu'elles soient.

[1055] *Ibid*, note 1 de la p. 46.

[1056] *Ibid*, p. 46.

[1057] G. Aly, *« Endlösung ». Völkerverschiebung..., op. cit*, pp. 34 sqq.

[97] *« Albrecht Haushofer, qui travaillait au service de publicité du ministère des Affaires étrangères, a fait état, en décembre 1939, d'une rencontre à l'heure du déjeuner 'avec l'homme dont la tâche systématique sera de laisser un grand nombre de Juifs qui doivent être transportés dans le ghetto de Lublin mourir de froid et de faim' ».* (pp. 185-186)

La source citée par Terry est « Hans-Adolf Jacobsen (ed), *Karl Haushofer : Leben und Werk, Bd. 2 : Ausgewählter Schriftwechsel, 1917- 1946*, Boppard am Rhein, 1979, nr. 226 » (note de bas de page 218 à la p. 186), mais tout est tiré de Longerich :[1058]

« Albrecht Haushofer, qui travaillait à ce moment-là au bureau d'information du ministère des Affaires étrangères, a rapporté dans une lettre adressée à sa mère le 13 décembre qu'il était assis 'à table avec l'homme dont la tâche systématique sera de laisser un grand nombre de Juifs qui doivent être transportés dans le ghetto de Lublin mourir de froid et de faim sur place' ».

Naturellement, Terry a également plagié la source :[1059]

« Karl Haushofer : Leben und Werk, vol. ii : Ausgewählter Schriftwechsel, 1917-1946, ed. Hans-Adolf Jacobsen (Boppard am Rhein, 1979), no. 226 ».

Longerich cite le texte de ce passage comme suit :[1060]

« Albrecht Haushofer, alors employé au service d'information de l'AA [ministère des Affaires étrangères]*, rapporte le 13 décembre dans une lettre à sa mère : 'Je suis assis au bureau avec l'homme dont la tâche sera de laisser mourir de froid et de faim, selon le plan, une grande partie des Juifs allemands qui seront déportés dans le ghetto juif de Lublin' ».*

Il s'agit d'une source totalement hors sujet qui ne précise même pas qui était cet « homme ». En outre, l'extrait fait référence au ghetto de Lublin, et non au *Judenreservat* (réserve juive).

[98] *« Himmler a déclaré qu''il est grand temps de concentrer cette racaille dans des ghettos et d'y introduire des maladies pour qu'elle crève' ».* (p. 186)

La source indiquée est « Dieter Pohl, *Von der 'Judenpolitik' zum Judenmord. Der Distrikt Lublin des Generalgouvernements 1939-1944*, Francfort-sur-le-Main, 1993, p. 49 » (note 219). Le texte cité dit :[1061]

« Ce sont vraiment des conditions comme en temps de paix profonde... à part cela, on ne voit que des Juifs. Il est grand temps que cette foule soit concentrée dans des ghettos, puis que des épidémies soient introduites pour les laisser crever. »

Cette citation hyperbolique sans ambiguïté, extrapolée de son contexte, ne prouve rien.

1058 P. Longerich, *Holocaust. The Nazi Persecution and Murder of Jews, op. cit*. p. 155.

1059 *Ibid*., note 25, p. 483.

1060 P. Longerich, *Politik der Vernichtung. Eine Gesamtdarstellung der nationalsozialistischen Judenverfolgung.* Piper Verlag, 1998, p. 261.

1061 D. Pohl, *Von der « Judenpolitik » zum Judenmord. Der District Lublin des Generalgouvernements. 1939-1944, op. cit*., p. 49.

[99] *« Le représentant désigné par Himmler à Lublin, le chef des SS et de la police (SS-und Polizeiführer, SSPF) Odilo Globocnik, prévoyait plutôt la famine comme arme de destruction massive : 'les Juifs et les Polonais évacués... devraient se nourrir eux-mêmes et obtenir le soutien de leur peuple, car ces Juifs ont de l'argent en abondance. Si cela n'aboutit pas, il faudra les laisser mourir de faim' ».* (p. 186)

La source indiquée par Terry est « Pohl, *Judenpolitik*, p.52, citant Protokoll der Distriktsitzung, 16.2.1940, APL GDL/61, p.17 » (note de bas de page 220). L'acronyme « APL » est mentionné encore deux fois dans le texte (note de bas de page 257 à la p. 195 et note de bas de page 270 à la p. 197) et dans la bibliographie, section « *Unpublished Sources* » (« APL GDL 273 », p. 530), mais les « blogueurs plagiaires » ne prennent même pas la peine d'en expliquer la signification, qui est la suivante : Archiwum Państwowe w Lublinie (Archives d'État de Lublin). La source citée par Terry indique :[1062]

« Il [Globocnik] *a dit brièvement ce qui suit : les Juifs et les Polonais évacués devraient se nourrir et se laisser soutenir par leurs compatriotes, car ces Juifs en ont assez. Si cela n'aboutit pas, il faut les laisser mourir de faim ».*

Ce passage démontre si bien l'intention génocidaire que Musial, lorsqu'il le cite, omet la phrase « parce que ces Juifs en ont assez », manifestement parce qu'elle contraste avec son propre argument.[1063]

[100] *« Hans Frank, discutant de la situation alimentaire avec le secrétaire d'État du ministère de l'Agriculture, Herbert Backe, en avril 1940, a exprimé des sentiments similaires : 'Les Juifs ne m'intéressent pas du tout. Qu'ils aient quelque chose à manger ou non est la dernière chose dont je me soucie' ».* (p. 186)

Le texte précise :[1064]

« Je ne m'intéresse pas du tout aux Juifs. Qu'ils aient quelque chose à manger ou non ne me préoccupe pas ».

C'est un exemple du bavardage habituel de Frank, vif mais insensible, comme je l'ai déjà démontré au chapitre 4.

[101] *« Le plan de réserve de Lublin se solde cependant par un échec cuisant. Bien qu'on s'y soit accroché jusqu'au printemps 1940, retardant ainsi les propositions de création d'un ghetto à Varsovie, la perturbation pure et simple causée par les déportations 'sauvages' a été immense. »* (p. 186)

Terry se réfère à un « Rückblick des Umsiedlungsreferenten im Distrikt Warschau, Waldemar Schön, 21.1.1941, FGM, p.108ff » (note 222). Le titre du document est sans doute repris d'Aly, qui le mentionne avec une référence

---

[1062] *Ibid*., p. 52.

[1063] B. Musial, *Deutsche Zivilverwaltung und Judenverfolgung..., op. cit*., p. 206.

[1064] Werner Präg, Wolfgang Jacobmeyer (eds.), *Das Diensttagebuch des deutschen Generalgouverneurs in Polen 1939-1945*. Deutsche Verlags-Anstalt, 1975, p. 186.

explicite à *Faschismus-Ghetto-Massenmord.*[1065] Les éditeurs de ce volume le présentent en fait comme un « Extrait d'un rapport du département pour la réinstallation auprès du gouverneur du district de Varsovie, Schön, au sujet du Ghetto de Varsovie. »[1066]

Terry déforme également le contenu du document, qui est important et mérite d'être examiné. Tout d'abord, il résume les premiers plans allemands d'évacuation des juifs auxquels j'ai fait référence à maintes reprises :

> *« Dès février 1940 – peu après la création du département de la réinstallation – l'idée de la création d'un quartier résidentiel juif à Varsovie a été reprise et les premiers préparatifs ont été entrepris. Le gouverneur prévoyait initialement de désigner la commune de l'est de Varsovie, délimitée par le Vistule, comme quartier résidentiel juif. Le mandat de mise en œuvre a été confié au chef du département de la réinstallation ».*

Mais plusieurs objections ont été formulées à l'encontre de ce plan, qui a donc été mis de côté.

> *« À peu près à la même époque, le gouvernement général envisagea de faire du district de Lublin un réservoir pour tous les Juifs du gouvernement général, en particulier les Juifs évacués et les réfugiés juifs qui arrivaient. »*

Les évacuations juives non autorisées et les intrusions de juifs incitent le HSSPF de Cracovie, au début du mois d'avril 1940, à renoncer également à ce projet, et le projet de création de « quartiers résidentiels » juifs à Varsovie est repris. Le début des opérations est fixé au 1er juillet 1940, mais

> *« dès la première phase des préparatifs, la directive est venue de Cracovie que tous les travaux pour la formation d'un ghetto devaient être suspendus en raison du projet du Führer de déporter tous les Juifs d'Europe à Madagascar après la fin de la guerre, ce qui signifierait que la formation d'un ghetto serait pratiquement illusoire ».*

Le document s'attarde ensuite sur la création du « quartier résidentiel » juif de Varsovie, où résidaient 410 000 juifs, soit, selon d'autres estimations, entre 470 000 et 590 000.[1067]

La référence au plan Madagascar est conforme à de nombreuses déclarations de hauts fonctionnaires nationaux-socialistes en juillet 1940.

Hans Frank :[1068]

> *« La décision du Führer, qu'il a prise à ma demande, de ne plus transporter de Juifs dans le gouvernement général est également très importante. D'un point de vue politique général, je voudrais dire qu'il est prévu de transporter l'ensemble de la communauté juive du Reich*

[1065] G. Aly, *« Endlösung ». Völkerverschiebung..., op. cit.* note 114 à la p. 88.

[1066] T. Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Faschismus – Getto – Massenmord, op. cit.* p. 108.

[1067] *Ibid*, pp. 108-113.

[1068] *Ibid*, p. 57.

allemand, du gouvernement général et du protectorat vers une colonie africaine ou américaine dans les délais les plus brefs possibles après un accord de paix. Madagascar est envisagé. »

Arthur Greiser :[1069]

« Il [Greiser] *a pu s'assurer, sur la base d'une conférence avec le Reichsführer-SS* [Himmler]*, que l'intention existait de déporter les Juifs outre-mer dans certains territoires ».*

Il est utile de rappeler que les plans de déportation des juifs (ou des Polonais) dans le gouvernement général ont été élaborés dès le départ par les hauts fonctionnaires du gouvernement national-socialiste, ne laissant aucune place aux initiatives locales. La lettre expresse de Heydrich du 21 septembre 1939 tire son autorité du décret de Göring du 24 janvier 1939.[1070] Le 30 janvier 1940, lors d'une conférence à Berlin, Heydrich se réfère aux ordres émis par Hitler et Himmler :[1071]

« Le SS-Gruppenführer Heydrich annonce que la conférence d'aujourd'hui a été convoquée sur ordre du Reichsführer-SS dans le but d'établir une mise en œuvre uniforme par toutes les autorités concernées des tâches de réinstallation décrétées par le Führer. [...] Sur la base des explications du Reichminister SSGruppenführer Seyss-Inquart et du SS-Obergruppenführer Krüger, le SSGruppenführer Heydrich constate qu'aucune objection fondamentale contre les évacuations n'a été adressée au gouverneur général ».

Lors de la conférence ministérielle présidée par Göring qui s'est tenue à Berlin le 12 février 1940, le maréchal du Reich a informé :[1072]

« Le gouvernement général devra accepter l'émigration juive ordonnée d'Allemagne et des nouveaux districts de l'Est. Cependant, il ne faut plus que des trains de transport soient envoyés au gouvernement général sans que le gouverneur général en ait été informé en temps voulu. »

Himmler explique la destination des transports comme suit :

« En revanche, il sera probablement nécessaire de transférer dans les nouveaux districts de l'Est environ 30 000 Allemands du territoire de Lublin, à l'est du Vistule, qui est destiné à la réserve juive. »

L'abandon du projet de réserve juive dans le district de Lublin ne marque pas la fin des plans nationaux-socialistes de réinstallation des juifs. Le 6 avril 1940, Heinrich Gottong, consultant au département de l'administration de l'intérieur auprès du gouverneur général, les résume comme suit :[1073]

« 7. Toutes les mesures doivent être alignées sur l'objectif de concentrer plus tard l'ensemble de la communauté juive sur un certain territoire et de la limiter à une zone de colonisation juive, en tant que communauté de vie autonome sous la supervision du Reich. 8. Établissement d'un

---

[1069] *Ibid*, pp. 57-58.

[1070] *Ibid*, note de bas de page 1 à la p. 37.

[1071] *Ibid*, p. 50.

[1072] CE-305. TMI, vol. XXXVI, p. 302 et 306.

[1073] T. Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Faschismus – Getto – Massenmord, op. cit.*, p. 56.

plan pour l'installation des 400 000 Juifs qui arriveront au gouvernement général après le 1er mai 1940 ».

À cette époque, le gouvernement national-socialiste envisage encore l'émigration juive hors du Reich. Le 23 novembre 1940, Frank transmet aux gouverneurs des districts le décret suivant du RSHA du 25 octobre 1940 :[1074]

« Je vous prie de ne pas envisager d'émigration, car en cas d'émigration des Juifs du gouvernement général, les possibilités d'émigration des Juifs de l'Altreich, de l'Ostmark et du Protectorat de Bohême et de Moravie, qui ne cessent de s'amenuiser, seraient à nouveau considérablement réduites, ce qui va à l'encontre du souhait exprimé par le maréchal du Reich ».

Le 3 décembre 1940, Lammers envoie à Baldur von Schirach, chef du district [*Gau*] et gouverneur du Reich de Vienne, l'ordre de Hitler de déporter dans le Gouvernement général « déjà pendant la guerre » les 60 000 juifs résidant encore dans cette ville.[1075]

Au vu de ces directives gouvernementales, les déclarations négligeables de Terry ressemblent à des balbutiements insignifiants.

[102] *« Le plan de la 'réserve de Lublin' n'est pas non plus la dernière fois que les nazis envisagent le génocide et l'extermination dans les premières années de l'occupation. »* (p. 186)

En réalité, il n'y a aucune trace d'intention génocidaire dans la politique à l'égard des juifs décrite ci-dessus, malgré les tentatives de Terry de démontrer le contraire en citant divers ragots et opinions personnelles.

Dans ce contexte, Terry mentionne le rapport de Rudolf Gater « *Die Wirtschaftsbilanz des jüdischen Wohnbezirks in Warschau, März 1941* », pour lequel il cite la source suivante : « publié dans Götz Aly et Susanne Heim (eds.), *Bevölkerungsstruktur und Massenmord. Neue Dokumente zur deutschen Politik der Jahre 1938-1945*, Berlin : Rotbuch, 1991, pp. 74-138 » (note 224 de la page 187). Il résume les trois propositions et la conclusion du document comme suit :

« Le ghetto pouvait être soit 'un moyen ... de liquider les Juifs', soit une source de main-d'œuvre. » (p. 187)

Terry n'indique pas la page de cette citation, car il ne la connaît pas. Le plagiat est ici un mélange entre Aly, qui résume les trois propositions susmentionnées et donne la source indiquée par Terry[1076] (bien que la conclusion soit tirée d'un autre livre, écrit par Aly en coopération avec Susanne Heim)[1077], et Browning, qui reproduit la citation comme suit :[1078]

[1074] *Ibid*, p. 59.

[1075] PS-1950. IMT, vol. XXIX, p. 176.

[1076] G. Aly, *« Endlösung ». Völkerverschiebung..., op. cit*. p. 266 et note 110.

[1077] *Ibid*, p. 267 et note 111.

[1078] C. Browning, *Nazi Policy, Jewish Workers, German Killers*. New York, Cambridge University Press, 2000, p. 68.

*« 'comme moyen de liquider les Juifs' ('*als ein Mittel ... das jüdische Volkstum zu liquidieren*') ou comme source de travail productif ».*

L'exactitude du plagiat est remarquable : Terry a rétabli l'ellipse d'omission dans le texte allemand, omise par Browning dans sa traduction !

La source citée par Terry se lit comme suit selon la citation d'Aly et de Heim :[1079]

« 1) On essaie de faire du jW [= quartier résidentiel juif] une partie productive de la population ; mais cela exige que la force de travail des habitants ou plutôt des parties spécialement privilégiées soit maintenue au moyen d'une alimentation quelque peu suffisante.

2. Le jW est considéré comme un instrument de liquidation de l'ethnie juive ».

Dans le livre d'Aly et Heim, ces deux points sont suivis de ce commentaire :[1080]

« Ces deux 'points de vue' contiennent en réalité trois propositions : soit tous les habitants du ghetto seraient nourris, soit seulement ceux qui effectuent un travail productif, soit tous seraient laissés à mourir de faim. »

Mais tout cela n'a rien à voir avec des intentions d'extermination articulées et précises.

[103] Terry s'attarde ensuite sur le ghetto de Varsovie. Il observe qu'« un total de 43 000 Juifs sont morts dans le ghetto de Varsovie au cours de cette année [1941] ». (p. 188). En effet, 43 239 juifs sont morts en 1941[1081], mais pas en raison d'une politique d'extermination délibérée. Parmi les causes de décès figure également une épidémie de typhus.[1082]

[104] Terry revient ensuite à sa recherche de preuves étayant une intention génocidaire de la part des Allemands :

« Lors d'une conférence à Varsovie du 14 au 16 octobre 1941, le gouverneur du district de Varsovie, Ludwig Fischer, exigea que le ghetto soit complètement fermé pour empêcher la propagation du typhus et déclara que 'cette guerre est une confrontation avec la juiverie dans sa totalité... Je crois que nous répondrons à cette menace en anéantissant le terreau de la juiverie, à partir duquel toute la juiverie mondiale se renouvelle' ». (p. 188)

La note de bas de page correspondante se lit comme suit :

« Cité dans David Furber et Wendy Lower, 'Colonialism and Genocide in Nazi-Occupied Poland and Ukraine' in A. Dirk Moses (ed), Empire, Colony, Genocide. Conquest, Occupation, and Subaltern Resistance in World History*, Oxford : Berghahn, 2008, pp.372-400, ici p. 383 »* (note 232).

[1079] G. Aly, S. Heim. *Bevölkerungsstruktur und Massenmord : neue Dokumente zur deutschen Politik*. Berlin, Rotbuch, 1991, p. 113.

[1080] Götz Aly, Susanne Heim, *Vordenker der Vernichtung : Auschwitz und die deutschen Pläne für eine neue europäische Ordnung*, Fischer Taschenbuch, Frankfurt am Main, 1991, p. 319.

[1081] T. Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Faschismus – Getto – Massenmord, op. cit.* p. 138-139.

[1082] *Ibid*, pp. 147-149.

Terry omet ici un élément important du texte, que je cite intégralement :[1083]

« Lors d'une réunion des responsables de l'administration civile à Varsovie en octobre 1941, le gouverneur de Varsovie, Ludwig Fischer, annonça que le ghetto serait complètement scellé afin de prévenir le typhus et de réduire le commerce de nourriture au marché noir. Pour compenser, les rations du ghetto devraient être augmentées à environ 1 050 grammes de pain par jour. Il déplore que ces quantités de nourriture soient encore 'insuffisantes pour assurer la vie'. Pourtant, il conclut : 'Cette guerre est une confrontation avec la juiverie dans sa totalité... Je crois que nous répondrons à cette menace en anéantissant cette pépinière de la juiverie, à partir de laquelle toute la juiverie mondiale se renouvelle continuellement' ».

Hilberg indique le contexte de ce document, ce qui permet d'en comprendre le sens réel :[1084]

« Plus précisément, Fischer proposa que les rations suivantes soient garanties à chaque habitant du ghetto : 1 050 grammes de pain par semaine, 300 grammes de sucre par mois, un œuf par mois, 100 grammes de marmelade par mois, 50 grammes de graisse par mois, une douzaine de pommes de terre par an, ainsi que du poisson et des légumes selon les disponibilités. Selon lui, même ces quantités sont insuffisantes pour assurer la subsistance et les décès vont certainement augmenter au cours de l'hiver. Le combat dans cette guerre, a-t-il poursuivi, était contre l'ensemble de la juiverie, et ce à quoi il fallait s'attendre en cas de victoire juive, a-t-il dit, avait été indiqué de manière très claire dans une publication du 'Juif américain Kaufmann'. [...].

Fort de cette preuve de l'intention juive, Fischer se dit convaincu que les coups d''anéantissement' portés au 'troupeau juif reproducteur' dans le ghetto de Varsovie pourraient être 'justifiés', mais, peu sensible à l'approvisionnement alimentaire existant, il décrivit en détail les rations alimentaires plus élevées autorisées pour les Juifs qui travaillaient et ceux qui ne travaillaient pas dans le ghetto de Lodz ».

Le livret de Theodore N. Kaufman « *Germany Must Perish !* » qui propose « un plan global pour l'extinction de la nation allemande et l'éradication totale de la terre, de tous ses habitants »[1085] au moyen de la « stérilisation eugénique »[1086], paraît fin février 1941.[1087] Le 24 juillet 1941, le *Völkischer Beobachter* en fait la critique dans un article intitulé « *Roosevelt fordert Sterilisierung des deutschen Volkes* »

[1083] David Furber et Wendy Lower, « Colonialism and Genocide in Nazi Occupied Poland and Ukraine » in : Dirk Moses (ed.), *Empire, Colony, Genocide, Conquest, Occupation, and Subaltern. Resistance in World History*, Berghahn Books, Oxford, 2008, p. 383.

[1084] R. Hilberg, *Perpetrators, Victims, Bystanders : Jewish Catastrophe 1933-1945*. Aaron Asher Books, New York, 1992.

[1085] Theodore N. Kaufmann, *Germany must perish !* Argyle Press, New Jersey, 1941, p. 2.

[1086] *Ibid*, p. 86.

[1087] Le livre a été annoncé à la page 22 de l'édition du 28 février 1941 (vendredi) du *New York Post* comme étant « sorti aujourd'hui » et l'annonce comportait la description suivante du contenu de la brochure : « Un volume dynamique décrivant un plan pour l'extinction de l'Allemagne et contenant une carte montrant la dissection et la répartition possibles de son territoire. »

(Roosevelt exige la stérilisation de la nation allemande).[1088] Cette brochure a été exploitée par la propagande nationale-socialiste, qui a présenté de manière erronée un individu marginal comme un fonctionnaire important de l'administration Roosevelt, mais rien ne minimise le fait que les Allemands qui ont cru à cette histoire ont réagi en conséquence, comme l'ont fait Fischer et Zeitschel.[1089] Dans tout le « Manifeste du copier-coller », Kaufman n'est jamais mentionné.

[105] Terry reproduit ensuite une déclaration du Dr Jost Walbaum lors d'une conférence à Bad Krynica, en mettant en exergue cette phrase : « Il n'y a que deux possibilités. Nous condamnons les Juifs du ghetto à mourir de faim ou nous les fusillons. » (p. 188). La source indiquée est « Cité dans Christopher R. Browning, 'Genocide and Public Health : German Doctors and Polish Jews, 1939-1941', *HGS* 3/1, 1988, pp.21-36, ici p.27. » (note de bas de page 233), une citation inutile qui ne fait qu'étoffer la bibliographie, car le passage est également cité par Browning dans *Origins*, y compris le texte allemand :[1090]

> *« Il faut, je peux le dire ouvertement dans ce cercle, être clair à ce sujet. Il n'y a que deux possibilités. Nous condamnons les Juifs du ghetto à mourir de faim ou nous les fusillons.* [Man muss sich, ich kann es in diesem Kreise offen aussprechen, darüber klar sein, es gibt nur 2 Wege, wir verurteilen die Juden im Ghetto zum Hungertode oder wir erschiessen sie.] *»*

Il ne s'agit pas de prétendues intentions meurtrières à l'encontre des Juifs parce qu'ils sont Juifs, mais, comme le montre le texte cité par Terry, il s'agit de l'incapacité déplorable de nourrir les résidents du ghetto :

> **[106]** *« Naturellement, le mieux et le plus simple serait de donner aux gens des possibilités de ravitaillement suffisantes, mais ce n'est pas possible. Cela est lié à la situation alimentaire et à la situation de guerre en général. C'est pourquoi on aura recours à la fusillade lorsqu'on rencontrera un Juif en dehors du ghetto sans autorisation. »* (p. 188)

À l'époque, les seules fusillades autorisées étaient celles mises en œuvre après le verdict d'une cour martiale pour des infractions au décret de Frank du 12 octobre 1941, qui imposait la peine de mort à tout juif qui quittait le quartier résidentiel sans autorisation.[1091] Terry cite ce décret à la p. 190 avec la référence suivante : « VOBlGG, 1941, p.595 (15.10.1941), également publié dans *FGM*, pp. 128-9 » (note de bas de page 242). Cet acronyme, dont Terry ignore évidemment la signification (il n'apparaît que dans cette note), est l'abréviation de

---

[1088] Wolfgang Benz, « Judenvernichtung aus Notwehr ? Die Legenden um Theodore N. Kaufman », in : *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 29e année, cahier 4, octobre 1981, p. 615.

[1089] Voir chapitre 4, point 42.

[1090] C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit*. p. 161.

[1091] T. Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Faschismus – Getto – Massenmord*, *op. cit*., pp. 128-129.

« *Verordnungsblatt für das Generalgouvernement* » (Bulletin des décrets pour le gouvernement général). L'ouvrage cité par Terry y fait référence comme suit : « VBl GG 1941, Nr. 99, S. 595. »[1092]

[107] Je passe sur la longue digression de Terry concernant la situation alimentaire en Pologne occupée (p. 189), qui ne fait que démontrer que, simplement parce qu'elle était « catastrophique », on ne peut pas parler d'une famine intentionnelle de la population ni d'une « décision d'affamer les prisonniers de guerre soviétiques jusqu'à la mort », une affirmation qui constitue une fausse représentation de la réalité qui prévalait.

Quant au décret de Frank du 12 octobre 1941, Terry en déduit qu'il a été « finalement modulé en un ordre standard de tirer pour tuer (*Schiessbefehl*) qui fournissait un permis de chasse aux SS et à la police pour capturer et tuer tout juif fuyant les déportations en 1942 » (p. 190), mais il n'étaye pas cette affirmation par des preuves documentaires. La note 243 de la page 190 renvoie au journal de Varsovie d'Adam Czerniaków, chef du Conseil juif de Varsovie, qui mentionne « l'exécution de 15 des 17 Juifs capturés en dehors du ghetto », une affirmation qui ne démontre rien (comme je le préciserai bientôt), ainsi qu'à un titre polonais plagié : Jan Grabowski, « Zydzi przed obliczem niemieckich i polskich sadow w dystrykcie warszawskim Generalnego Gubernatorstwa, 1939-1942, in Barbara Engelking, Jacek Leociak, Darius Libionka (eds.), *Prowincja Noc. Zycie i zagłada Zdystrykcie warszawskim*, Varsovie, 2007, pp. 75-118 », qui est recyclé dans la note 37 de la p. 153 et finalement listé dans la bibliographie (p. 547) avec l'absence habituelle de signes diacritiques.

[108] Dans la note de bas de page 244, Terry fournit quelques explications supplémentaires :

> *« Le Schiessbefehl commença réellement à se faire sentir au début de l'année 1942, comme l'indiquent de nombreux rapports de Kreishauptmänner et de commandements de police. Le capitaine du comté de Tomaszow rapporte que 'la volonté des Juifs d'échapper à la mort par la faim dans le ghetto et de poursuivre leur vie à l'extérieur est à nouveau perceptible. Au cours du mois écoulé, une trentaine de Juifs qui avaient quitté le ghetto sans autorisation et qui voulaient s'échapper ont été abattus'. En mars 1942, le KdO de Lublin enregistre l'exécution de 215 Juifs au cours du mois 'afin d'empêcher la propagation de maladies infectieuses'. Cf. extrait du rapport mensuel de mars 1942 du Kreishauptmann Tomaschow, FGM, p. 133 ; KdO Lublin Halbjahresbericht 1-6.42, AIPN CA 156/44, p. 78 ».*

Le rapport du capitaine du comté de Tomaszów Mazowiecki fait explicitement référence à des assassinats par armes à feu lors d'une tentative d'évasion.[1093] Un verdict de la cour martiale de Radom du 7 mai 1942 à l'encontre de la juive Ita Bryt, punie de la peine de mort pour avoir quitté son quartier

[1092] *Ibid*, p. 129.

[1093] *Ibid*, p. 133.

résidentiel sans autorisation, démontre qu'à l'époque, aucun « *Schießbefehl* » (ordre d'exécution) n'était en place. En ce qui concerne le second document, je n'ai pas pu déterminer d'où Terry a obtenu la référence. Je ne connais pas son texte et son contexte et je ne peux donc rien dire à ce sujet.

[109] *« En octobre 1941, Hans Frank tente une dernière fois d'expulser les Juifs du Gouvernement général. Le 13 octobre, Frank rencontre Alfred Rosenberg et s'enquiert de la 'possibilité d'expulser la population juive du Gouvernement général vers les territoires occupés de l'Est'. Le ministère de l'Est n'est pas en mesure de l'aider, car Rosenberg ne voit 'aucune possibilité de mettre en œuvre de tels plans de réinstallation'. Mais Rosenberg promet de faire savoir à Frank si les choses changent ».* (p. 191)

Terry cite ce document ici plutôt qu'à la page 167, où il serait plus logique, parce qu'il démolit son affirmation selon laquelle, le 17 octobre 1941, il a été décidé de faire de Bełżec un « camp d'extermination », comme je l'ai expliqué précédemment. Terry mentionne comme source « *Diensttagebuch*, p.413 (13.10.1941) » (note de bas de page 246 à la page 191). En réalité, tout est tiré de Browning :[1094]

« Le 13 octobre 1941, le jour même de la rencontre Himmler-Krüger-Globocnik, Frank avait abordé avec Rosenberg 'la possibilité de déporter la population juive du gouvernement général dans les territoires occupés de l'Est'. Pour l'instant, Rosenberg ne voyait aucune possibilité de mettre en œuvre de tels plans de réinstallation ».

Naturellement, Terry a également plagié la référence à la source : « Frank, Diensttagebuch, p. 413 (Aktennotiz de la rencontre Frank-Rosenberg du 13 octobre 1941). »[1095]

[110] Terry réussit ensuite à saboter sa propre thèse en présentant la citation suivante :

« Un peu plus d'une semaine plus tard, le 21 octobre [1941]*, Hans Frank et son chef de l'administration intérieure Eberhard Westerkamp se rendirent à Lwow et réitérèrent l'interdiction de construire des ghettos décrétée en juillet, 'parce qu'il existe l'espoir que, dans un avenir proche, les Juifs pourront être déportés hors du GG' ».* (p. 191)

La source adoptée par lui est « *Diensttagebuch*, p. 441 (21.10.1941) ». Dans ce cas également, la véritable source est Browning, qui écrit :[1096]

« Quatre jours plus tard, alors que Frank se trouvait à Lwow, l'interdiction de poursuivre la construction de ghettos fut réitérée, 'parce qu'il existe l'espoir que ***dans un avenir proche*** [souligné par Browning] *les Juifs pourront être déportés hors du gouvernement général' (*da die Hoffung besteht, dass die Juden in naher Zukunft aus dem Generalgouvernement abgeschoben werden könnten*) ».*

[1094] C.R. Browning, J. Matthäus, *The Origins of the Final Solution, op. cit*. p. 360.

[1095] *Ibid*, note 228 à la p. 528.

[1096] *Ibid*, p. 361.

La source donnée par Browning est « Frank, Diensttagebuch, p. 436 (Regierungssitzung (réunion de cabinet) à Lwow, 21 octobre 1941) ».[1097] Cet espoir exprimé correspond parfaitement à l'établissement d'un camp de transit à Belżec, mais difficilement à celui d'un camp d'extermination.

[111] Terry propose ensuite à nouveau la remarque de Goebbels dans son journal du 13 décembre 1941 (p. 191), que j'ai déjà abordée au chapitre 5, point 73.

À la page 192, il présente une longue traduction du discours du gouverneur général Hans Frank du 16 décembre 1941, que j'ai examiné au chapitre 5, point 76. Terry en tire la conclusion absurde que « les mots de Frank ont été très clairement compris par les personnes présentes comme signalant que les Juifs du Gouvernement général allaient maintenant être exterminés ». (p. 192). Ne sachant à quoi se raccrocher, Terry cite deux extraits d'Eberhard Westerkamp, le chef de l'administration intérieure de Frank, qui avait demandé son transfert à la Wehrmacht :

> *« Avant son départ, cependant, Westerkamp eut une réunion avec le HSSPF, Krüger, au cours de laquelle Westerkamp se plaignit que 'certaines méthodes et excroissances dans le traitement du problème juif' lui causaient des 'maux de tête'. Krüger réagit en essayant de convaincre Westerkamp de la nécessité de ces mesures ».* (pp. 192-193)

Mais quelles étaient ces « mesures » ? La source de Terry n'éclaire pas beaucoup la question :[1098]

> *« Westerkamp y rapporte sa conversation avec le HSSPF Krüger, qui a eu lieu le 29 janvier 1942. Au cours de cette discussion, Westerkamp a déclaré à Krüger que la 'psychose d'espionnage de la nation allemande' et 'certaines méthodes et certains excès* dans le traitement du problème juif. *[...] lui causaient un sacré mal de tête' ».* (Emphase dans l'original)

D'autre part, même Musial fait parfois des omissions astucieuses qui altèrent ou obscurcissent le sens des documents qu'il cite, comme dans le cas de l'ellipse dans le passage reproduit ci-dessus (voir aussi le point 99).

Après cette référence insignifiante à Westerkamp, Terry s'attarde sur une interprétation imaginative du discours de Frank, à la fin de laquelle il m'accuse comme suit :

> *« Bien que Mattogno soit parfaitement au courant de cette source, il réussit à l'omettre dans les trois volumes de la 'trilogie', alors qu'elle est régulièrement citée dans les ouvrages comparables du courant dominant sur les camps de Reinhardt. »* (p. 193)

Ma réponse à cela est que l'interprétation de Terry de ce discours est invalide et purement fictive.

[112] L'accusation de Terry se poursuit ainsi :

[1097] *Ibid*, note de bas de page 236, p. 528.

[1098] B. Musial, *Deutsche Zivilverwaltung und Judenverfolgung..., op. cit*. p. 213.

« Son affirmation frénétique dans une ancienne brochure selon laquelle 'Hans Frank n'a fait qu'imiter la rhétorique hitlérienne de l'anéantissement avec la même signification' est non seulement contredite par les textes réels – Frank n'a guère fait référence au rôle de la 'juiverie mondiale' dans le déclenchement d'une guerre mondiale, mais a plutôt souligné que les Juifs étaient des 'gloutons extraordinairement dangereux' – mais aussi réfutée par les réactions des contemporains qui, contrairement à Mattogno, étaient réellement présents et ont entendu le discours, et qui en ont clairement compris la signification. Désormais, l'administration GG travaillera dans le but de tuer les Juifs ». (p. 193).

Sa référence : « Mattogno, 'Denying Evidence', p.199. C'est certainement le titre le plus ironique de toutes ses brochures » donne la mauvaise page, peut-être pour empêcher la vérification du passage en question, qui se trouve plutôt à la p. 257 :[1099]

*« D'autre part, si l'on suit le passage cité par les auteurs, le gouvernement général devait devenir 'libre de Juifs' (*judenfrei*) 'comme c'est le cas dans le Reich' (*wie es das Reich ist*), mais le grand Reich – comme nous l'avons vu – n'était devenu '*judenfrei*' (dans une certaine mesure) que grâce à l'émigration (*Auswanderung*) de quelque 537 000 Juifs vers d'autres pays. Il est donc clair que Hans Frank n'a fait qu'imiter la rhétorique hitlérienne de l'anéantissement dans le même sens ».*

À cet égard, je renvoie à mes considérations au chapitre 5, point 76. J'ajoute ici seulement que la perspective dans laquelle j'ai examiné le discours de Frank du 16 décembre 1941 était en réponse à une seule affirmation de Michael Shermer et Alex Grobman :[1100]

*« Même si cette interprétation était correcte – ce qui n'est pas le cas – le passage ne démontre que des '*intentions *homicides', alors que les auteurs l'invoquent comme preuve du fait que l'Holocauste* a eu lieu *! Cela signifie qu'à partir de prétendues intentions, ils déduisent la réalité d'un* fait *! »*

En ce qui concerne l'expression « nier les preuves », il s'agit en fait, outre le plagiat constant, de la caractéristique prédominante des écrits de Terry, sans aucune ironie.

[113] La critique de Terry se poursuit avec une référence au protocole de Wannsee :

« Mattogno a d'autres choses à dire sur le protocole de Wannsee, mais comme nous l'avons vu au chapitre 2, ses malentendus sont nombreux. » (p. 193)

J'ai abondamment démontré que les « copieux malentendus » dans le traitement de ce document sont le fait de son digne compagnon Harrison, mais certainement pas le mien.

[1099] C. Mattogno, « Denying Evidence. The Phony 'Holocaust' 'Convergence of Evidence' », in : G. Rudolf. C. Mattogno, *Auschwitz Lies. Legends, Lies, and Prejudices on the Holocaust, op. cit*, p. 257.

[1100] *Ibid.* p. 256.

Il nous refait ensuite le coup de Bełżec comme « un camp pilote pour tester la faisabilité des méthodes » (pp. 193 et s.), ce qui, comme on l'a vu plus haut, repose sur une « chaîne de documents » défectueuse et est réfutée par le seul document que Terry ne cite *pas* dans ce contexte, choisissant plutôt de l'enterrer dans un contexte encore plus absurde une vingtaine de pages plus loin : la réunion entre Frank et Rosenberg du 13 octobre 1941 concernant l'« émigration juive » et les « plans de réinstallation », deux semaines avant le début des travaux de construction du camp de Bełżec, comme le souligne Terry.

[114] Non content des fausses déclarations de Harrison, Terry présente ses propres fausses déclarations en commentant la contribution de Bühler à la conférence de Wannsee :

> *« Reprenant les arguments avancés par Frank le 16 décembre 1941, les propos de Bühler sont en fait incompatibles avec la phraséologie bien connue 'les Juifs doivent être utilisés pour le travail à l'Est', puisque sa demande portait sur le 'retrait' des Juifs inaptes. »* (p. 194)

Sur ce point également, je renvoie le lecteur au chapitre 5, point 119, où j'ai expliqué la véritable signification de ce passage.

[115] Aux pages 194-195, Terry cite le mémo de Fritz Reuter, consultant au bureau du gouverneur du district de Lublin, département de la population et de l'aide sociale. Il le commente comme suit :

> *« Les commentaires toujours changeants de Mattogno sur ce document sont une source d'amusement considérable. Dans* Treblinka *et* Bełżec*, il lit mal le document et affirme que 'Bełżec était censé devenir un camp dans lequel les Juifs étaient 'enregistrés dans un système de fichiers en fonction de leur profession'. Cela ne correspond en rien à un 'pur camp d'extermination' »* (p. 195).

J'admets l'erreur (la deuxième que je signale sur 195 pages de critique). Terry a au moins l'honnêteté d'indiquer que, comme j'ai remarqué cette erreur, je l'ai éliminée (p. 195). En effet, dans notre étude sur Sobibór, elle n'apparaît plus.[1101]

[116] C'est l'objection suivante :

> *« Lorsque Roberto Muehlenkamp l'a interrogé sur cette lecture erronée et absurde du document, Mattogno s'est contenté de répéter l'affirmation et de se retrancher derrière un nuage d'obscurcissements à l'encre de pieuvre à propos de l''extermination totale', qui peut être ignorée pour les raisons données précédemment – non seulement Bełżec était un camp expérimental en mars 1942, mais il n'y a pas d'incompatibilité entre l'extermination d'un groupe de Juifs et la préservation d'un autre groupe pour le travail. »* (p. 195)

Comme souvent, Terry donne une référence de page incorrecte :

« Mattogno, Bełżec e le controversie olocaustiche, pp. 13, 58-59 » (note 259).

Avant d'examiner la question, il convient de considérer le caractère général de mon essai, qui est traité d'une manière étrange par les « blogueurs plagiaires ».

[1101] *Sobibór. Holocaust propaganda and Reality, op. cit.* p. 297.

Dans l'ensemble de leur « Manifeste du copier-coller », il n'est cité que quatre fois (fn 259, p. 195 ; fn 272, p. 198 ; fn 360, p. 218 ; et fn 54, p. 401, cette dernière fois seulement avec le titre complet et la source), mais pas une seule fois il n'est fait mention du titre et de la référence. La traduction anglaise [1102] n'est mentionnée que six fois (fn 13, p.11 ; fn 50, p. 246 ; fn 71, p. 358 ; fn 55, p. 401f. ; fn 4, p. 528 ; bibliographie, p. 568). Puisque cet essai contient une réfutation systématique des fantasmes historiques et techniques de Muehlenkamp sur Bełżec, lui et ses compagnons auraient dû le disséquer et le réfuter point par point. On comprend aisément pourquoi mon essai a été traité avec une telle prudence. Pour en revenir à la version italienne citée par Terry, les pages qu'il indique contiennent des questions complètement différentes ; le texte auquel il se réfère se trouve aux pages 14 et suivantes.[1103] Voici la version française :[1104]

> *« Muehlenkamp esquive ici une question fondamentale : selon l'historiographie de l'Holocauste, Bełżec était un pur camp d'extermination, sans distinction entre les personnes aptes et inaptes au travail. Les populations juives de ghettos entiers et de régions entières du gouvernement général sont censées avoir été envoyées dans ce camp pour une extermination immédiate, sans aucune 'sélection' préalable des personnes aptes au travail, à l'exception de quelques centaines de déportés qui ont été choisis pour des travaux liés à la prétendue activité d'extermination. Cette interprétation est si bien établie que Raul Hilberg, qui se réfère même au rapport de Fritz Reuter du 17 mars 1942 (voir ci-dessous, section 5) tout en omettant dans sa discussion la division des Juifs en groupes aptes et inaptes au travail, la construction d''un grand camp dans lequel les Juifs aptes au travail peuvent être enregistrés dans un système de fichiers en fonction de leurs occupations' et le fait que seuls les Juifs inaptes au travail devaient être envoyés à Bełżec. »*

L'affirmation de Terry selon laquelle Bełżec était « un camp banc d'essai en mars 1942 » est manifestement dénuée de sens, car le point 2 de la note de Reuter indique explicitement :[1105]

> *« Les Juifs non déployables viennent tous à Bełżec, le poste frontière le plus éloigné du district de Zamosz. »*

À la fin du document, il est expliqué plus en détail :[1106]

> *« Par la suite, il* [Höfle] *a déclaré qu'il pouvait accepter 4 à 5 transports de 1 000 Juifs par jour, chacun ayant Bełżec comme station terminale. Ces Juifs passeraient la frontière et ne reviendraient jamais au gouvernement général. »*

[1102] « Belzec or the Holocaust Controversy of Roberto Muehlenkamp », en ligne : http://codoh.com/node/975

[1103] *Bełżec e le controversie olocaustiche di Roberto Muehlenkamp*. Réimpressions de l'AAARGH, www.vho.org/aaargh/fran/livres9/CMMuehlen.pdf, pp. 14-15

[1104] Édition anglaise « Belzec or the Holocaust Controversy of Roberto Muehlenkamp », *op. cit.*

[1105] T. Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Faschismus – Getto – Massenmord, op. cit.* p. 269.

[1106] *Ibid.* p. 270.

Il était donc prévu d'envoyer quotidiennement à Bełżec 4 000 à 5 000 juifs incapables de travailler. Mais alors, comment peut-on sérieusement soutenir – d'un point de vue orthodoxe – que Bełżec n'était pas un camp d'extermination *massive* ? Comment concilier l'extermination présumée de 4 000 à 5 000 juifs par jour avec la description faite par Terry du Bełżec de mars 1942 comme un « camp d'essai » ?

Lorsqu'ils abordent cette question, les historiens orthodoxes de l'Holocauste ne s'attardent jamais sur le fait que Bełżec pourrait à juste titre être appelé « le poste frontière le plus éloigné du district de Zamosz ». Quel sens cela aurait-il dans la perspective exterminationniste orthodoxe ? En revanche, cette expression prend tout son sens dans la perspective révisionniste. Par ailleurs, j'ai remarqué que

> *« le district de Galicie faisait partie du gouvernement général, qui était limité à l'est par le Reichskommissariat Ukraina. D'où la déclaration de Höfle, selon le rapport de Fritz Reuter du 17 mars 1942, selon laquelle il pouvait 'accepter 4 à 5 transports quotidiens de 1 000 Juifs vers la gare terminale de Bełzec. Ces Juifs passeraient la frontière et ne reviendraient jamais au Gouvernement général' n'était pas nécessairement un 'mensonge cynique', puisque les transports de Juifs arrivant de l'ouest (districts de Cracovie et de Lublin) ou ceux venant du sud-est (district de Galicie) pouvaient passer la frontière orientale, pour ne plus revenir au Gouvernement général. »*[1107]

Le troisième point du rapport Reuter se lit comme suit :[1108]

> *« Hstuf. Höfle est actuellement en train de construire un grand camp, dans lequel les Juifs pouvant être déployés peuvent être enregistrés dans un système de fichiers en fonction de leurs occupations, et réquisitionnés à partir de là. »*

Se fondant sur l'affirmation selon laquelle le « grand camp » mentionné dans ce document était Majdanek, Terry critique mon hypothèse selon laquelle « la tâche du camp de travail pour les Juifs valides était probablement de fournir de la main-d'œuvre à la Durchgangsstrasse IV (route de transit IV) dans la Galicie voisine », simplement parce que « la bonne réponse [*est*] Majdanek » (p. 195), mais même cela n'est que pure spéculation. Par exemple, Schwindt estime que, selon Dieter Pohl, « Globocnik avait l'intention de construire un camp spécialement pour les juives allemandes et les juifs déportés du Reich dans le district de Lublin »,[1109] ce qui, de toute évidence, n'était pas Majdanek. En mars 1942, ce camp est en cours de construction, mais sûrement pas à l'initiative de Höfle.

[117] Toujours à propos de la note de Reuter, Terry déclare que

> *« Höfle voulait sélectionner les Juifs étrangers à leur arrivée à Lublin et interner les Juifs étrangers valides dans 'un grand camp', à savoir Majdanek. Telle est la genèse de l'idée et de la*

[1107] « Belzec or the Holocaust Controversy of Roberto Muehlenkamp », *op. cit.*

[1108] T. Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Faschismus – Getto – Massenmord, op. cit.* p. 269.

[1109] B. Schwindt, *Das Konzentrations- und Vernichtungslager Majdanek, op. cit*, fn 118 à la p. 95.

pratique de la sélection, d'abord inaugurée sur la 'rampe' de Lublin, et non d'Auschwitz, et appliquée aux transports en provenance du Reich et de la Slovaquie dans les mois qui suivirent ». (p. 195)

Rien ne prouve cependant que les Juifs incapables de travailler étaient voués à l'extermination. Terry explique ensuite que « [l]'élection sur la 'rampe' de Lublin a été appliquée aux transports arrivant d'Allemagne, d'Autriche et du Protectorat à partir de la fin avril, ainsi qu'à au moins six des vingt-quatre transports arrivant de Slovaquie ». (pp. 195-196), se référant aux sources suivantes :

« Büchler, 'Deportation of Slovak Jews', pp. 154, 166 ; Zofia Leszczynska, 'Transporty wiezniow' in Tadeusz Mencel (ed), Majdanek 1941-1944*, Lublin, 1991, p. 438. Sur les transports de Theresienstadt vers Majdanek, voir également Miroslav Kryl, 'Deportationen von Theresienstadt nach Majdanek',* TSD *1994, pp. 74-89. »* (note 262 de la page 196)

L'article de Kryl est sans doute un titre plagié, cité uniquement ici. La référence au texte de Leszczyńska est également plagiée, et ce de manière maladroite ; sur la page correspondante, que Terry n'a apparemment jamais vue, il est fait mention de *sept* transports en provenance de Slovaquie qui sont arrivés à Majdanek entre le 29 mars et le 8 avril 1942. Pour *cinq* d'entre eux, le montant est indiqué, mais il n'est pas précisé qu'ils ont été soumis à une procédure de sélection.[1110]

[118] Terry mentionne ensuite quelques transports de juifs arrivés dans le district de Lublin au printemps 1942. Dans ce contexte, il déclare :

« Les signaux radio du KL Lublin vers Berlin interceptés par Bletchley Park indiquent que le 30 avril, il y avait 6 369 Juifs internés à Majdanek, alors que deux mois plus tard, le 30 juin, il y en avait 9 779. » (p. 196)

Dans la note de bas de page 264 correspondante, il écrit :

« PRO HW16/10. Pour une analyse de ces signaux, voir Tomasz Kranz, Robert Kuwałek, Beata Siwek-Ciupak, 'Odszyfrowane radiotelegramy ze stanami dziennymi obozu koncentracyjnego na Majdanku (styczeń 1942 - styczeń 1943 r.)', Zeszyty Majdanka *2008, t. XXIV, pp.201-232. »*

Le fait que Terry, qui ne connaît pratiquement pas le polonais, comme en témoignent ses écrits, fasse une telle référence à un article polonais est un autre exemple de son habituel emprunt de plumes. Le fait qu'il ne résume pas l'analyse à laquelle il se réfère, ne serait-ce qu'en une brève phrase, montre encore une fois qu'il ne connaît pas cet article, dont le titre se traduit comme suit : « Télégrammes radio déchiffrés concernant l'effectif quotidien des détenus du camp de

[1110] Z. Leszczyńska, « Transporty więźniów przychodzące do obozu w latach 1941 1944 » (Les transports de détenus arrivant au camp dans les années 1941-1944), in : Tadeusz Mencel (éd.), *Majdanek 1941-1944*. Wydawnictwo Lubelskie, Lublin, 1991, p. 438.

concentration de Majdanek (janvier 1941-janvier 1943) ». Il contient de longs tableaux dans lesquels sont reportés les chiffres cités par Terry.[1111]

[119] Terry s'attarde sur des détails minutieux et inutiles concernant ces transports, comme dans le cas suivant :

> *« Par exemple, un autre transport de Theresienstadt, parti le 9 mai, est arrivé à Siedliszcze, dans le comté de Chelm, les 11 et 12 mai. En cours de route, 200 à 220 personnes ont été retirées du train à Lublin et envoyées à Majdanek. Les déportés restants sont laissés seuls pendant une semaine avant que la moitié du transport ne soit prise dans une déportation vers Sobibór le 18 mai. Les survivants suivirent le 22 octobre, un petit nombre étant sélectionné pour le camp de travail forcé (*Zwangsarbeitslager*, ZAL) d'Osowa ».* (p. 196)

La source (note de bas de page 266) est la suivante : « Peter Witte, 'Letzte Nachrichten aus Siedliszcze. Der Transport Ax aus Theresienstadt in den Distrikt Lublin', *TSD* 1996, pp. 98-113. » Il ressort clairement de son résumé que Terry n'a jamais vu cet article. Witte écrit que le transport « Ax » du 9 mars 1942 est arrivé à la gare de Lublin le 11. Des SS et des Ukrainiens y ont prélevé 220 hommes capables de travailler, âgés de 15 à 50 ans, et les ont envoyés au camp de Majdanek.[1112] Les 780 personnes restantes de ce transport ont été dirigées vers Siedliszcze, où elles sont arrivées le 12.[1113] Le 18 mai, « plus de la moitié de l'ensemble de l'Axtransport a été envoyé à Sobibór[1114], soit 550-600 juifs, et 180-230 sont donc restés à Siedliszcze.[1115] Witte indique en outre que « le ghetto et le camp de travail forcé de Siedliszcze ont été définitivement fermés le 22 octobre 1942 ». Environ 700 jeunes hommes aptes au travail « arrivèrent au camp de travail de Nowosiólki près de Staw, qui fut cependant liquidé pour l'hiver le 22 décembre 1942, en même temps que le camp d'Osowa ».[1116]

Je ne m'attarde sur cet évènement marginal que pour démontrer une fois de plus que l'exposé de Terry n'est pas digne de foi.

[120] Terry conclut que les juifs déportés à Belżec ont été tués sur la base des quatre raisons suivantes (numérotation dans l'original) :

> *« (1) les déportations simultanées de Lwow et du district de Galicie et le mensonge nazi documenté selon lequel les Juifs de Lwow étaient emmenés dans le district de Lublin, (2) le rapport clandestin polonais d'avril 1942 précisant qu'aucun Juif n'a jamais quitté Belzec, (3)*

[1111] Tomasz Kranz, Robert Kuwalek, Beata Siwek-Ciupak, « Odszyfrowane radiotelegramy ze stanami dziennymi obozu koncentracyjnego na Majdanku (styczeń 1942 – styczeń 1943 r.) », in : *Zeszyty Majdanka*, tome XXIV, 2008, p. 214 (pour le nombre de 6 369) et 217 (pour le nombre 9 779).

[1112] P. Witte, *Letzte Nachrichten aus Siedliszcze. Der Transport Ax aus Theresienstadt in den Distrikt Lublin.* Theresienstädter Studien und Dokumente. Edition Theresienstädter Initiative Academia, Prag, 1996, p. 98.

[1113] *Ibid*, p. 100.

[1114] *Ibid*, p. 105.

[1115] *Ibid*, p. 107.

[1116] *Ibid*, p. 108.

une note de suivi du bureau du BuF sur les déportations ainsi que (4) l'entrée bien connue du journal de Joseph Goebbels du 27 mars 1942 ». (p. 197)

Pour le point (1), il renvoie à une section ultérieure, que je traiterai comme basse. Le point (2) est basé sur des spéculations infondées inventées par lui-même dans son premier chapitre, auxquelles j'ai déjà répondu. À l'appui du point (3), il cite une note du SS-*Hauptsturmführer* Richard Türk, chef du département de la population et de la protection sociale au bureau du gouverneur du district de Lublin, datée du 20 mars 1942 :

« Le Kreishauptmann Weienmeyer n'a encore rien pu apprendre sur l'issue finale de la déportation ; tout ce que l'on sait, c'est l'existence d'un camp de regroupement à une certaine distance de la gare de Belzec, à la frontière du district, entièrement fermé, et l'arrivée d'un commando SS d'une soixantaine d'hommes. » (p. 197)

La source qu'il cite est « Innere Verwaltung, U.Abt BuF, Vermerk, 20.3.1942, gez. Türk, APL GDL 273, p. 35 » (note 270), mais il s'agit manifestement du plagiat habituel, cette fois-ci de Browning, qui écrit :[1117]

« Le 20 mars 1942, Türk fait à nouveau état d'une discussion qui a eu lieu entre Höfle et deux Kreishauptmänner (chefs de comté) du district de Lublin.

'Le Kreishauptmann Weienmeyer n'a encore rien pu apprendre sur l'issue finale de la déportation ; tout ce que l'on sait, c'est l'existence d'un camp de collecte à une certaine distance de la gare de Belzec, à la frontière du district, entièrement fermé, et l'arrivée d'un commando SS d'une soixantaine d'hommes' ».

Dans une note de bas de page, Browning rapporte également le texte allemand.[1118] Seul Terry sait comment l'existence de ce « camp de collecte » à proximité de la gare de Bełżec pourrait démontrer qu'il s'agissait en fait d'un camp d'extermination. Ce terme ainsi que la référence à l'emplacement du camp « à la frontière du district » confirment en effet ce que j'ai déclaré plus haut. L'affirmation selon laquelle le camp était « entièrement fermé » ne contredit pas nécessairement la thèse du camp de transit : il pourrait tout aussi bien s'agir d'une description de l'étroite sécurité le long des frontières du camp, ou du fait qu'aucun transport sortant n'avait encore quitté Bełżec à ce moment-là, c'est-à-dire quatre jours à peine après la rencontre de Reuter avec Höfle.

Pour le point (4), Terry se réfère à un long extrait d'une entrée du journal de Goebbels datée du 27 mars 1942, donnant cette référence : « TBJG II/3, p.561 (27.3.1942) » (note 271 de la page 198). Il ne fait ainsi que confirmer son statut de bousilleur. Le texte qu'il cite est un autre plagiat, puisque son texte est en fait identique, mot pour mot (à l'exception de « Führer » substitué à « Fuehrer »), à ce

[1117] C.R. Browning, *Evidence for the Implementation of the Final Solution, op. cit*. p. 18.

[1118] *Ibid*, note de bas de page 107, p. 36.

qui figure sur le site *The Nizkor Project*[1119], qui reproduit le texte tel que publié dans Louis P. Lochner, ed, *The Goebbels Diaries*. Doubleday & Company, New York, 1948, pp. 147-148, livre qui n'est jamais cité dans le « Manifeste du copier-coller ». Ce qui révèle encore plus le plagiat est le fait que le Britannique Terry utilise ici les orthographes américano-anglaises « labor » et « judgment », alors qu'ailleurs dans son propre texte et ses (prétendues) traductions, il utilise des orthographes anglo-britanniques.

En ce qui concerne sa critique insipide, je réaffirme ce que j'ai écrit dans mon essai sur Hilberg tel qu'il le mentionne (note 272, p. 198) et que j'ai expliqué au chapitre 5, point 123. J'ajouterai ici quelques considérations supplémentaires.

Si l'on fait abstraction des diverses déformations de Harrison, les remarques de Goebbels semblent ici constituer le *seul* indice en faveur d'une prétendue intention homicide des Nationaux-Socialistes à l'égard des juifs incapables de travailler. Cette question doit donc être examinée et résolue dans le contexte du journal de Goebbels. Le 7 mars 1942, commentant les décisions prises à la conférence de Wannsee, il déclare :[1120]

> *« La question juive doit être résolue maintenant dans le cadre de l'ensemble de l'Europe. Il y a encore plus de 11 millions de Juifs en Europe. Plus tard, ils devront d'abord être concentrés à l'Est. Peut-être qu'après la guerre, une île, comme Madagascar, pourra leur être attribuée ».*

Puisque cela correspond parfaitement à la politique nationale-socialiste à l'égard des juifs suivie jusqu'alors, il faut se demander : que s'est-il passé entre le 7 et le 27 mars ? Quelle décision a établi que 60 % de ces 11 millions de juifs devaient être « liquidés » ? Sans réponse à cette question, la « liquidation » s'efface et se dissout dans une simple expression de la sinistre rhétorique de Goebbels. La question est trop embarrassante pour Terry, qui m'accuse constamment d'« omissions », alors qu'il omet toute référence à l'entrée du journal du 7 mars. Si, comme il le prétend sur la base de sa farfelue « chaîne de documents », la décision d'exterminer les juifs inaptes du district de Lublin a été prise dès le 17 octobre 1941, dans la mesure où « deux semaines plus tard, les travaux de construction ont commencé à Bełżec » (p. 167), comment peut-on affirmer que la décision d'exterminer les juifs inaptes du district de Lublin a été prise dès le 17 octobre 1941 ? (p. 167), comment expliquer l'entrée du journal de Goebbels du 7 mars 1942 ? Et ce n'est pas tout. Terry affirme que « selon toute vraisemblance, Goebbels a appris les plans pour le district de Lublin par le gouverneur, Zörner, une de ses vieilles connaissances'. Cf. Czeslaw Madajczyk, 'Hitler's Direct Influence on Decisions Affecting Jews During World War II », *YVS* 20, 1990,

---

[1119] *Journal de Joseph Goebbels : Extraits*, 1942-43, dans : www.nizkor.org/hweb/people/g/goebbelsjoseph/goebbels-1948-excerpts-02.html

[1120] Voir chapitre 4, point 34.

pp.53- 68, ici p. 59 » (note 271, p. 198). Il se limite à rapporter presque littéralement les paroles de Madajczyk :[1121]

« Selon toute vraisemblance, il en a été informé par le gouverneur de ce district, son vieil ami, E. Zörner. »

Il s'agit donc d'une simple conjecture.

À la page précédente, Madajczyk rapporte notamment l'entrée du journal de Goebbels du 14 février 1942 :[1122]

« Le Führer a de nouveau exprimé sa position, affirmant qu'il était déterminé à expulser les Juifs d'Europe [mit den Juden in Europa aufzuräumen] sans aucune considération. Ici, on ne peut pas se permettre de succomber à des crises de sentimentalisme. Les Juifs méritent la catastrophe qu'ils subissent actuellement. Avec la destruction de nos ennemis, ils connaîtront leur propre destruction. Nous devons hâter ce processus avec une froide insouciance et, ce faisant, nous rendons un service inestimable à l'humanité qui a été tourmentée par la juiverie pendant des milliers d'années. Cette attitude claire d'hostilité à l'égard des Juifs doit être inculquée également à tous les cercles récalcitrants et réticents de notre propre peuple. Le Führer l'a souligné en termes explicites et il l'a répété aux cercles d'officiers qui devraient le savoir par cœur ».

Il s'agit là d'un autre exemple de déportation planifiée des juifs hors d'Europe[1123], embellie par la rhétorique cruelle de Goebbels. Dans un cercle vicieux puéril, Terry prétend donc que la « liquidation » mentionnée par Goebbels serait la preuve de l'extermination des Juifs à Belżec et que l'extermination des juifs à Belżec serait la preuve que la « liquidation » mentionnée par Goebbels serait une véritable extermination.

[121] Terry fait état d'une autre prétendue « chaîne centrale de documents qui ont été examinés à plusieurs reprises par plusieurs générations d'historiens, depuis Raul Hilberg et Hanns von Krannhals au début des années 1960 jusqu'à la jeune génération actuelle de chercheurs, en passant par les travaux d'Ulrich Herbert et de Bogdan Musial » (p. 198), qui se réfère à la « deuxième phase de l'Aktion Reinhardt » et concerne la situation alimentaire dans les territoires occupés (p. 199). Cette nouvelle « chaîne de documents » commence comme suit :

« Le secrétaire d'État à l'agriculture, Herbert Backe, qui avait non seulement l'oreille de Göring mais aussi celle de Hitler, a déclaré en juin 1942 que 'dans le GG, il y a encore 3,5 millions de Juifs. La Pologne devrait déjà être assainie cette année'.

Le problème qu'une telle remarque pose à la 'thèse de la réinstallation' de Mattogno réside dans le fait que Backe était intensément concerné par l'exploitation de l'agriculture dans les

---

[1121] Czesław Madajczyk, « Hitler's Direct Influence on Decisions Affecting Jews during World War II », in : *Yad Vashem Studies*, Vol. XX, Jérusalem, 1990, note 20 à la p. 59.

[1122] *Ibid*, p. 58. Dans la note de bas de page, Madajczyk cite le texte allemand.

[1123] L'expression « mit den Juden *in Europa* aufzuräumen » (« se débarrasser des Juifs *en Europe* ») signifie évidemment « mit *den europäischen* Juden » (« avec les *Juifs européens* »).

territoires soviétiques occupés, et qu'il avait été l'un des architectes du 'Plan Faim' ainsi que l'un des fonctionnaires nazis les plus implacablement opposés à l'alimentation des prisonniers de guerre soviétiques en 1941. » (p. 199)

Ainsi, 3 500 000 juifs étaient encore présents dans le gouvernement général en juin 1942 ? Terry évite prudemment cette bévue. Dans la note de bas de page 277, il écrit : « Voir les chapitres 2 et 4 ». Dans le chapitre 5, j'ai déjà expliqué le raisonnement infondé de Harrison dans ce contexte.

[122] Terry poursuit :

« Malgré la famine massive de plus de 2 millions de prisonniers de guerre au cours de l'hiver 1941-1922, les rations des prisonniers de guerre qui travaillaient dans le Reich n'ont été augmentées qu'à contrecœur, et les barèmes fixés pour les Ostarbeiter nouvellement arrivés et déportés de l'Union soviétique occupée ont également été misérables. » (p. 199)

Dans la note de bas de page 278, Terry cite les références suivantes :

« Voir les traces écrites documentant une litanie de plaintes émanant de fonctionnaires et d'officiers de la production dans Rü III, Vortrag von Min.Dir. Mansfeld, GBA, über allgemeine Fragen des Arbeitseinsatzes, 20.2.42, NARA T77/1059/1123, également 1201-PS. Cf. Rosenberg an Keitel, Betr : Kriegsgefangene, 28.2.42, 081-PS ; Rü IV(d), Vermerk betr. Ernährung der russischen Kriegsgef. und Zivilarbeiter, 10.3.42 (Entwurf), NARA T77/1059/1090-1 ; cf. Herbert, Hitler's Foreign Workers, *p.173. »*

Le document PS-1201 indique :[1124]

*« Les difficultés actuelles dans la mobilisation de la main-d'œuvre [Arbeitseinsatz] n'auraient pas surgi si l'on avait décidé à temps d'*employer généreusement [Einsatz] les prisonniers de guerre russes. *Il y avait 3,9 millions de Russes disponibles, dont il ne reste plus que 1,1 million. Quelque 500 000 Russes sont morts rien qu'entre novembre 41 et janvier 42. Le nombre de prisonniers de guerre russes employés actuellement (400 000) peut difficilement être augmenté. Lorsque les cas de typhus diminueront, il sera peut-être possible d'intégrer 100 000 à 150 000 Russes supplémentaires dans l'économie.*

Par ailleurs, l'emploi de civils russes gagne en importance. Il y a en tout 600 000 à 650 000 civils russes disponibles*, dont 300 000 sont des travailleurs industriels qualifiés et 300 000 à 350 000 pour l'agriculture.* L'emploi de ces Russes est exclusivement une question de transport. *Il est insensé de transporter ces travailleurs dans des wagons ouverts ou fermés, non chauffés, pour simplement décharger les cadavres à destination.*

Huit à dix mille civils russes, qui sont d'excellents travailleurs, viennent en Allemagne chaque semaine. Ils possèdent de bonnes connaissances pratiques, travaillent avec précision et à une vitesse qui ne peut pas toujours être maintenue par les travailleurs allemands.

La question de l'alimentation présente des difficultés particulières. *Les Russes sont bien nourris et habillés à leur arrivée et doivent être maintenus dans un état physique qui*

[1124] PS-1201 (USSR-292). NCA, Supplément A, pp. 361-362. Un long extrait du document en allemand se trouve se trouve dans IMT (édition américaine), vol. XI, pp. 209-210.

leur permette de travailler. C'est pourquoi, après une conférence avec le secrétaire d'État BACKE, les rations des Russes doivent être améliorées.

[note crayonnée]

Affaires du BDc Gotha

concernant les prisonniers de guerre russes. »

Le document PS-081 est une vigoureuse protestation de Rosenberg contre Keitel, chef du haut commandement de la Wehrmacht, au sujet du traitement des prisonniers de guerre soviétiques – il est très long, je n'en cite donc que les points les plus saillants. Elle commence comme suit :[1125]

« Depuis sa création, le ministère du Reich pour les territoires occupés de l'Est a estimé que le grand nombre de prisonniers de guerre soviétiques constituait un matériel de propagande extrêmement précieux. »

Les prisonniers de guerre soviétiques doivent être traités différemment de ceux des autres pays belligérants, pour trois raisons. La troisième est que[1125]

« l'Allemagne mène la bataille contre l'Union soviétique d'un point de vue idéologique. Le bolchevisme doit être renversé et remplacé par quelque chose de meilleur. Les prisonniers de guerre doivent donc déjà faire l'expérience directe que le national-socialisme est prêt à leur offrir un avenir meilleur et qu'il est en mesure de le faire. Ils doivent ensuite revenir d'Allemagne dans leur patrie avec un sentiment de crainte et de respect pour l'Allemagne et ses institutions, et devenir ainsi des propagandistes de la cause de l'Allemagne et du national-socialisme ».

Jusqu'alors, cet objectif n'avait pas été atteint, le sort des prisonniers soviétiques devenant « une tragédie de la plus grande ampleur ». Sur les 3 600 000 prisonniers de guerre, seuls quelques centaines de milliers étaient pleinement capables de travailler. En outre :[1126]

« Une grande partie d'entre eux est morte de faim ou a péri à cause des intempéries. Des milliers d'entre eux ont également succombé au typhus. Il est évident que l'alimentation d'une telle masse de prisonniers de guerre a rencontré des difficultés ».

Selon Rosenberg, une meilleure compréhension des objectifs de la politique allemande aurait permis d'éviter une tragédie d'une telle ampleur, surtout si les commandants des camps avaient fait preuve de plus de souplesse, par exemple en permettant à la population locale de nourrir les prisonniers, de les loger plus convenablement et de les traiter d'une manière appropriée. Après avoir énuméré les erreurs politiques et raciales qui ont conduit à un tel traitement des prisonniers soviétiques, et après avoir également souligné les conséquences économiques, Rosenberg propose :[1127]

[1125] PS-081. TMI, vol. XXV, p. 157.

[1126] *Ibid*, p. 157 sq.

[1127] *Ibid*, pp. 160 et suivantes.

« Le traitement des prisonniers de guerre selon les lois de l'humanité et selon la dignité du Reich allemand doit être placé au premier rang des exigences. »

Il était impératif de ne pas tomber dans la logique des représailles en réponse au traitement inhumain des soldats allemands par l'armée rouge, car cela ne pouvait que conduire à une brutalisation encore plus inhumaine de la guerre.

« En outre, une alimentation adéquate et au moins un hébergement primitif des prisonniers doivent être assurés dans les limites du possible. Une propagande intelligente est nécessaire, tant dans les camps des prisonniers affectés au travail que dans les autres camps, et elle doit être réalisée sous forme de journaux de camp, de cinémas, de conférences, d'évènements musicaux simples, de jeux, etc. Chaque commandant de camp doit être tenu pour responsable du fait que les prisonniers de guerre dont il a la garde retourneront plus tard dans leur patrie en tant que propagandistes de l'Allemagne. »

Herbert, à la page indiquée par Terry, mentionne seulement que le 6 avril 1942 les rations alimentaires pour les Allemands ont été réduites, et que le 17 avril les rations ont été réduites en conséquence également pour les prisonniers de guerre soviétiques et pour les *Ostarbeiter* (travailleurs de l'Est).[1128] Cela démontre seulement qu'il n'y avait pas de plan prédéterminé visant à affamer les prisonniers de guerre soviétiques.

[123] Terry fait référence à une conférence sur le ravitaillement présidée par Göring le 6 août 1942 (p. 199), au cours de laquelle ont été discutées les réserves de nourriture qui devaient être collectées dans les différents pays occupés, y compris les pays occidentaux. Le document contient également une contribution de Rosenberg qui aborde longuement la question juive :[1129]

« La solution de la question juive, qui nous occupe depuis le premier jour de notre existence politique, va de pair avec cette question ».

Après avoir retracé l'histoire de la question juive et souligné les solutions adoptées au cours des siècles, Rosenberg a déclaré :[1129]

« Au lieu d'améliorer le sort de l'humanité, on a déversé des immondices sur les nations de la terre. Et maintenant, nous sommes prêts à éradiquer cette saleté, et ce qui se passe aujourd'hui avec l'élimination des Juifs de tous les pays du continent européen, est aussi une amélioration de l'humanité, en fait un pari biologique dur de l'humanité (applaudissements animés). [...]

Nous ne nous contenterons pas que les Juifs soient repoussés d'un pays à l'autre et qu'il reste peut-être ici et là un grand ghetto juif, mais notre objectif ne peut être que l'ancien : la question juive en Europe et en Allemagne ne sera résolue que lorsqu'il n'y aura plus aucun Juif sur le continent européen (applaudissements animés). »

[1128] Ulrich Herbert, *Hitler's foreign workers. Enforced foreign labor in Germany under the Third Reich* (Le travail étranger forcé en Allemagne sous le Troisième Reich). Reich. Cambridge University Press, Cambridge, 1997, p. 173.

[1129] URSS-170. TMI, vol. XXXIX, p. 416.

L'« ancien objectif » était en fait l'expulsion des juifs d'Europe.

[124] Terry mentionne plusieurs documents sur la situation alimentaire au sein du Gouvernement général, dont le plus important est une déclaration de Frank du 24 août 1942 (p. 200), en référence à son « *Diensttagebuch*, p. 549 (Regierungssitzung du 24.8.42) » (note de bas de page 283). Il s'agit d'un extrait de la « séance du cabinet dans la grande salle de conférence du bâtiment du gouvernement à Cracovie » du 24 août, rapporté dans le document PS- 2233 :[1130]

> *« La subsistance de la population de 1,5 million de juifs est ramenée à un nombre estimé à 300 000 juifs qui travaillent encore comme artisans ou à d'autres postes pour les intérêts de l'Allemagne. Pour ces derniers, les rations juives seront maintenues avec l'ajout de certaines allocations spéciales qui se sont avérées nécessaires pour maintenir la force de travail. Les autres Juifs, au total 1,2 million, ne recevront plus de nourriture ».*

La déclaration suivante peut également être ajoutée :[1131]

> *« Le fait que nous condamnions 1,2 million de Juifs à mourir de faim ne doit être observé que de façon marginale. Il est évident qu'une non-affamation des Juifs aura pour conséquence l'accélération des mesures anti-juives. »*

Terry commente :

> *« Que Mattogno et ses acolytes aient jusqu'à présent totalement ignoré ces sources va de soi ; la seule question est de savoir s'ils possèdent ne serait-ce qu'un résidu d'honnêteté et s'ils peuvent reconnaître que le génocide était le résultat inévitable de la politique juive nazie en Pologne. En effet, il n'y a aucune différence morale ou historique entre le fait que les Juifs polonais soient morts dans des chambres à gaz ou à cause d'une famine délibérée. Par conséquent, la 'thèse de la réinstallation' révisionniste, comme nous l'expliquerons plus en détail au chapitre 4, conduit les négationnistes dans un cul-de-sac dont ils ne peuvent logiquement s'échapper ».* (p. 201)

Ce raisonnement est invalidé par deux présupposés erronés. Le premier est que cela fait une énorme différence historique et historiographique « que les Juifs polonais soient morts dans les chambres à gaz ou à cause d'une famine délibérée ». Les révisionnistes ne nient pas qu'un nombre indéterminé de juifs sont morts de faim, mais ils affirment que ces juifs ne sont pas morts en raison d'une politique planifiée de famine à l'égard des juifs parce qu'ils étaient Juifs, indépendamment de la situation de l'approvisionnement en nourriture. Une politique intentionnelle de famine implique de laisser des gens mourir de faim tout en disposant des moyens nécessaires pour les nourrir, comme je l'expliquerai plus loin. Les révisionnistes contestent essentiellement que plusieurs millions de juifs aient été tués intentionnellement dans les chambres à gaz installées dans les camps d'extermination mis en place par l'autorité du gouvernement du Reich dans le but d'assassiner des juifs parce qu'ils étaient juifs. Le deuxième présupposé erroné est le fait que – d'un point de vue orthodoxe – ces juifs

[1130] PS-2233. TMI. vol. XXIX, p. 576.

[1131] *Ibid.* p. 580.

auraient déjà été condamnés à mort par le Führer au début du mois de décembre 1941. Le 24 août 1942, les trois « camps d'extermination » de Belżec, Sobibór et Treblinka étaient prétendument déjà opérationnels : quel sens a donc l'affirmation selon laquelle, à cette époque, 1 200 000 juifs ont été condamnés à mourir de faim ?

Le moment choisi ne convient pas non plus. Comme nous l'avons déjà expliqué, Fischer a fait la proposition suivante lors de la « conférence au château du Belvédère » le 15 octobre 1941 :[1132]

> *« En ce qui concerne l'augmentation des rations juives proposée par le gouverneur Dr. Fischer, le directeur intérimaire du département* [de l'alimentation et de l'agriculture Karl] *Naumann observe que cette augmentation des taux s'élèverait à 10 000 tonnes de céréales panifiables. La distribution d'une telle quantité n'a pas encore pu être assurée, mais il sera bientôt possible de distribuer 50 g de graisse, 300 g de sucre, 100 g de confiture et 1 œuf. Une augmentation de la ration de viande de 100 g serait impossible. Le gouverneur général estime qu'aucune autre denrée alimentaire ne peut être distribuée à la population juive. De même, pour la population polonaise, presque rien ne peut être alloué, à l'exception de l'augmentation de la ration de pain à 1 400 g. En outre, l'accent doit être mis sur la création d'un plus grand nombre d'institutions d'alimentation de masse que ce n'est le cas jusqu'à présent ».*

Deux jours plus tard, le 17 octobre, la décision de construire un « camp d'extermination » à Belżec aurait été prise. Abstraction faite de l'inexactitude de cette interprétation, il n'en reste pas moins que – d'un point de vue orthodoxe – la décision d'exterminer les Juifs aurait prévu leur mort par gazage, et non leur mort par inanition. Nous sommes donc confrontés à une prétendue condamnation à mort par gazage sans famine, mais aussi à une prétendue condamnation à mort par famine sans gazage !

Le raisonnement de Terry n'aurait de sens que

1) s'il n'y avait pas eu d'autre décision d'extermination,

2) si les juifs du gouvernement général devaient être déportés vers les territoires de l'Est, et

3) si, *en raison d'un manque de nourriture*, la décision avait été prise d'affamer ces juifs au lieu de les déporter.

Mais une telle perspective est bien sûr très éloignée de celle adoptée par l'historiographie orthodoxe de l'Holocauste.

Les historiens orthodoxes de l'Holocauste se sont-ils jamais demandé pourquoi les 42 volumes du journal de Frank ne contiennent aucune allusion aux « camps d'extermination » de Belżec, Treblinka et Sobibór ?

[1132] *Ibid.* p. 475.

Le 18 juin 1942, une « conférence de police dans la salle royale du château de Cracovie » a été organisée, au cours de laquelle la question juive a également été abordée :[1133]

« Dans la ville de Lublin, la question juive est résolue. L'ancien quartier juif a été évacué et les Juifs capables de travailler ont été logés dans un quartier spécial à l'extérieur de la ville. Par ailleurs, les Juifs du district de Lublin ont été confinés dans des ghettos. [...]

À la question du Staatssekretär *Dr. Bühler de savoir s'il existe une perspective de diminution plus rapide de la population du ghetto, le* Staatssekretär *Krüger répond qu'au cours du mois d'août, il sera possible d'avoir une vue d'ensemble de la question. Le problème de l'évacuation des juifs réclame une décision. Les mesures actuelles ont montré que l'élimination des juifs a entraîné une baisse des prix de la contrebande. Pour que la récolte soit la plus fructueuse possible, il est indispensable d'éliminer le marché noir, ce qui nécessite l'élimination des juifs. Pour mettre en œuvre une telle action, il est nécessaire de disposer d'un nombre suffisant de trains de transport. Bien qu'un moratoire complet sur les trains soit décrété pour les 14 jours à venir, il parvient à négocier avec le président Gerteis que, de temps à autre, des trains soient alloués à la déportation des juifs. Après la fin du moratoire, l'action contre les juifs sera de plus en plus poussée.* [...]

En ce qui concerne la réinstallation des Juifs, le district de Radom est désavantagé. Au cours de l'année écoulée, des quartiers résidentiels juifs ont été créés dans le discrict, dans lesquels les 15 000 Juifs du district de Radom doivent maintenant être réinstallés. Le plan de répartition avait déjà été préparé lorsque la réinstallation dans le district de Lublin s'est avérée urgente. Cette réinstallation des Juifs ne dépend plus que des problèmes de transport...

Le Staatssekretär *Krüger souligne que l'action contre les Juifs a été préparée par la police dans tous ses détails et que sa mise en œuvre n'est plus qu'une question de transport. À Radom et à Czestochowa, les travailleurs juifs doivent être retenus pour les industries d'armement. Il est évident que les membres de la famille immédiate de ces travailleurs doivent être laissés sur place, mais tous les autres seront réinstallés. »*

Le 21 juin 1942, Walter Föhl, directeur adjoint du département de la population et de la protection sociale du gouvernement général, écrit une lettre contenant les informations suivantes :[1134]

« Chaque jour, nous recevons des trains transportant chacun plus de 1 000 Juifs de toute l'Europe, nous leur faisons passer des examens médicaux, nous les hébergeons plus ou moins temporairement et nous envoyons la plupart d'entre eux dans les marais blancs de Ruthénie vers l'océan Arctique, où ils seront tous rassemblés à la fin de la guerre – à condition qu'ils survivent (et les Juifs du Kurfürstendamm ou de Vienne et de Bratislava ne survivront certainement pas) – non sans avoir construit quelques routes. (Mais nous ne sommes pas censés en parler) ».

Ceci constitue une preuve supplémentaire en faveur d'une véritable « réinstallation ». Je reviendrai sur ce document au point 157.

[1133] *Ibid.* pp. 570-572.

[1134] G. Aly, *« Endlösung. » Völkerverschiebung..., op. cit.*, p. 275.

[125] Terry s'attarde ensuite sur l'industrie de l'armement. Dans ce contexte, il cite deux documents qui mentionnent la disparition des juifs :

> *« Dans cette directive, la Wehrmacht est informée que désormais, les Juifs qui travaillent ne peuvent être tolérés que dans les camps contrôlés par les SS, 'mais là aussi, un jour, les Juifs doivent disparaître conformément à la volonté du Führer'. Dans une directive parallèle adressée à Globocnik, Krüger et Oswald Pohl, Himmler utilise un langage identique. Pour donner la version allemande : 'auch dort sollen eines Tages dem Wunsche des Führers entsprechend die Juden verschwinden' ».* (p. 202)

La référence correspondante est la suivante : « OKW, WFSt/Qu (II), Nr 02847/42 geh., Replacement of Jewish Labour by Aryan Labour in the Government General and the Occupied Eastern Territories, 10.10.42, NOKW-134, Case 12, PDB 9C, pp.246-7 ». (note de bas de page 292)

Le document, que l'on peut facilement se procurer, dit :[1135]

> *« Notre ambition sera alors de remplacer ces travailleurs juifs par des Polonais et de concentrer la plus grande partie de ces usines liées aux camps de concentration juifs dans quelques grands sites industriels liés aux camps de concentration juifs dans l'est du gouvernement général. Cependant, de là, les Juifs disparaîtront également – selon le souhait du Führer. »*

Au chapitre 5, point 43, j'ai expliqué – en présentant le contexte historique et documentaire approprié – que lorsque Hitler parlait de la disparition des Juifs « d'Europe » (« *das Judentum aus Europa verschwindet* »), [1136] il entendait leur déportation au-delà de l'Oural, sans exclure qu'après la guerre, ils puissent être transférés ailleurs, par exemple à Madagascar.

[126] Terry passe ensuite à un autre document, la note du 6 août 1942 de Karl Nauman, chef du département de l'alimentation et de l'agriculture du gouvernement général :

> *« Selon Neumann, 'd'ici une demi-année, il n'y aura plus de Juifs libres dans le Gouvernement général. Les gens seront en partie réinstallés (ausgesiedelt), en partie amenés dans des camps. Les quelques Juifs vivant à la campagne seront tués (umgebracht) par des détachements. Les Juifs concentrés dans les villes seront en partie liquidés, en partie réinstallés et en partie placés dans des camps de travail. La fiction de la 'réinstallation' est déjà révélée par le fait que les Juifs des zones rurales devaient être 'tués' et qu'une partie de la population juive urbaine devait être 'liquidée'. Selon Mattogno, ce document ne peut être utilisé comme preuve de sa thèse de la 'réinstallation' ».* (pp. 202-203)

La source de Terry est « Pohl, *Ostgalizien*, p.212, citant DALO R-35-12-42, p.70, Vermerk Neumann, 6.8.42 » (note 294 de la p. 203). J'ai déjà révélé le plagiat relatif à ce sigle. Le document en question, photocopié par Graf dans le « Deržavnyj Archiv L'vivs'koi Oblasti » (*Державний архів Львівської області*) à

[1135] T. Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Fascisme – Ghetto – Massacre*, op. *cit*., p. 447.

[1136] Discours de Hitler au Palais des Sports (Sport Hall) du 30 janvier 1942. Max Domarus, *Hitler Reden und Proklamationen 1932 1945*. R. Löwit – Wiesbaden, 1973, vol. II, *Erster Halbband*, pp. 1828-1829.

Lwów, a été cité par nous dans notre étude sur Treblinka. Il s'agit d'un « mémo » daté de « Lwów, 6 août 1942 », sans signature et ayant pour objet « conférence sur l'évacuation des Juifs ». La partie la plus importante du document est la suivante :[1137]

> *« Le Brigadeführer Katzmann a annoncé que d'ici six mois, il n'y aura plus de Juifs en liberté au sein du Gouvernement général. Les personnes seront en partie évacuées et en partie amenées dans des camps. Les Juifs isolés dans les campagnes seront tués par les Einsatzkommandos. Les Juifs concentrés dans les villes seront en partie liquidés dans des actions de grande envergure, en partie évacués, en partie rassemblés dans des camps de travail. »*

Quel est le sens de ces expressions ? Selon Terry

> *« Dans le jargon nazi, l'expression 'évacuation' (*Aussiedlung*) désignait les déportations hors d'un district ou vers les camps d'extermination. La 'réinstallation' (*Umsiedlung*) pouvait être utilisée comme euphémisme pour dissimuler des fusillades de masse, comme nous l'avons vu avec un ordre de 'réinstallation' du ghetto de Slutsk dont les détenus étaient apparemment 'réinstallés' dans des 'tombes' à côté desquelles des détachements SS devaient travailler tout en étant approvisionnés par des 'donneurs de balles' chargés de 'fournir des munitions'. Ainsi, la référence bien connue du rapport Katzmann à la 'sortie ou réinstallation' de 434 000 Juifs renvoie aux déportations (sorties) et aux fusillades (réinstallations). Cf. Katzmann-Bericht, 30.6.1943, L-18. »* (note 295 p. 203)

Comme je l'ai déclaré à maintes reprises, nous ne sommes pas superstitieux quant à la signification de ces expressions, mais nous pensons que leur sens réel doit résulter du contexte. Notre interprétation est donc la suivante :[1138]

> *« Ces ordres établissent une distinction claire entre 'évacué', 'emmené dans des camps' et 'tué' dans un cas, et 'liquidé', 'évacué' et 'rassemblé dans des camps de travail' dans l'autre cas. En aucun cas 'évacué' ne peut être compris comme synonyme de 'tué' ou 'liquidé' ; l'expression est donc à prendre au pied de la lettre. »*

Pour ce qui concerne le rapport Katzmann, j'ai révélé dans mon essai sur Hilberg les conséquences absurdes de l'hypothèse des « euphémismes » ou « mots codés » avancée par les exterminationnistes :[1139]

> *« Le rapport parle de* 'Sonderbehandlung' *('traitement spécial') et de* 'sonderbehandelt' *('traité spécialement') à deux autres reprises, à propos du* 'gesamte arbeitsscheue und asoziale jüd. Gesindel'[1140] *('l'ensemble de la population juive asociale et réfractaire au travail') et des Juifs qui avaient malhonnêtement obtenu des permis de travail.*[1141] *Puisque Hilberg s'accroche à l'idée que cette* 'Sonderbehandlung' *('traitement spécial') est aussi un 'euphémisme' indiquant des assassinats, il faut supposer que Katzmann*

[1137] DAL, R-35-12-42, p. 70.

[1138] *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.*, p. 266.

[1139] *Raul Hilberg e i "centri di sterminio" nazionalsocialisti, op. cit.*, p. 101.

[1140] L-18. TMI, vol. XXXVI, p. 393.

[1141] *Ibid*, p. 394.

utilise deux séries d''euphémismes' : une première série de Aussiedlung-ausgesiedelt Umsiedlung-umgesiedelt *(évacuation-évacuation réinstallation-réinstallation) pour les Juifs prétendument tués à Bełżec, et une deuxième série de* Sonderbehandlung-sonderbehandelt *(traitement spécial spécialement traité) pour les Juifs prétendument tués en Galicie. Mais parmi ces derniers, il faudrait également compter les 179 340 Juifs prétendument fusillés mentionnés ci-dessus, qui feraient donc partie de la deuxième série, mais qui apparaissent plutôt cumulativement parmi les 434 329* ausgesiedelt *(évacués), donc cet 'euphémisme' désignerait en même temps les prétendus gazés de Bełżec (254 989 Juifs) et les prétendus fusillés de Galicie (179 340 Juifs) ! »*

[127] Terry poursuit :

« Le processus de sélection a été encore plus clairement défini par Adolf Eichmann lors de la planification avortée de la déportation des Juifs roumains vers le district de Lublin. Il est prévu d'amener les Juifs de Roumanie, à partir du 10 septembre 1942, dans des transports continus vers le district de Lublin, où la partie valide sera mise au travail, et le reste soumis à un traitement spécial (Sonderbehandlung) ». (p. 203)

J'ai expliqué le contenu de ce document au chapitre 5, point 149.

[128] Après avoir passé tant de pages à ruminer sur ce qui n'est rien, Terry nous donne l'espoir qu'il est enfin arrivé au cœur de la question :

« Ayant démontré que les traces écrites de la politique alimentaire et de la politique du travail contiennent des propos incontestablement génocidaires, il ne reste plus qu'à présenter des documents qui le confirment et qui établissent un lien entre les motivations et les méthodes. » (p. 203)

Comme je l'ai prouvé plus haut, ces « propos génocidaires » présumés proviennent uniquement de l'imagination débordante de mon adversaire.

[129] Terry consacre une page entière à la lettre de Brack à Himmler du 23 juin 1942, que j'ai déjà examinée au chapitre 5, point 129, et je ne perdrai donc pas de temps avec la fadeur supplémentaire de Terry, mais je passerai plutôt au document suivant :

*« Le 10 juillet 1942, Philipp Bouhler, autre personnage clé du programme d'euthanasie T4, écrit à Martin Bormann et déclare qu'il a mis à la disposition de Himmler du personnel 'pour une solution de la question juive allant jusqu'à la dernière conséquence' (*für eine bis in die letzte Konsequenz gehende Lösung der Judenfrage*). Une fois de plus, les négationnistes sont confrontés à une source qui montre clairement que la Solution finale était censée être exactement cela ».* (p. 204)

Et voici ce que dit la source de Terry à ce sujet :[1142]

« Le 10 juillet, Bouhler rappelle à Bormann qu'il a affecté à Himmler du personnel 'pour une solution de la question juive allant jusqu'à la conséquence finale' ».

[1142] C. Gerlach, Krieg, *Ernährung, Völkermord, op. cit.* p. 214.

Et c'est tout. C'est un autre exemple de cette méthode particulière que l'on pourrait définir comme la « superstition des termes ». Certains mots sont sortis de leur contexte et brandis ensuite comme « preuve », sans même savoir si le document existe réellement, s'il est authentique, si les mots cités sont corrects, si la traduction est exacte, et si le contexte confirme ou infirme l'interprétation de l'auteur. Dans ce cas précis, cette phrase peut également faire référence à la *disparition* des juifs d'Europe, éventuellement combinée à l'« euthanasie » des malades incurables en cas de « nécessité ». Puisque Terry considère ce document comme si important et que, comme le reste des « blogueurs plagiaires », il feint d'être familier avec la recherche d'archives, pourquoi ne s'est-il pas procuré le document, au lieu de ne citer que ces onze mots du texte allemand donné plus haut ?

[130] Terry affirme ensuite qu'à la fin de l'année 1942, plusieurs officiers SS et fonctionnaires nationaux-socialistes ont rejeté les « euphémismes » et ont plutôt exprimé la « vérité » sans détour :

> *« En novembre 1942, le capitaine du comté de Stanislawow, Albrecht, a annoncé dans un discours que 'la communauté juive d'Europe a été en grande partie détruite au cours de cette année tout en défendant la vie des peuples aryens. Les derniers vestiges disparaîtront également dans un avenir proche' ».* (p. 205)

Le texte tel qu'il est donné par sa source est le suivant :[1143]

> *« Au cours de cette année, les Juifs d'Europe ont été en grande partie anéantis dans le cadre de la défense de la vie des nations aryennes. Les derniers vestiges disparaîtront également dans un avenir proche. »*

Il s'agit d'une autre phrase sortie de son contexte qui peut être interprétée comme les « prophéties » de Hitler concernant la « *Vernichtung* » (anéantissement) et la « *Verschwinden* » (disparition) non pas des « Juifs » mais de la « communauté juive » d'Europe par le biais de la déportation. Terry suppose d'abord l'existence des « camps d'extermination », puis il en déduit qu'Albrecht faisait référence à cette prétendue extermination physique de masse.

> **[131]** *« Le 1er décembre 1942, le médecin-chef de Varsovie, le Dr Wilhelm Hagen, écrit une lettre personnelle à Hitler pour protester contre les réinstallations de Polonais dans la région de Zamosc, déclarant que les déportations semblent 'procéder comme pour les Juifs, c'est-à-dire pour les tuer' ».* (p. 205)

La source citée par Terry est « Stadtarzt Warschau an Hitler, 7.12.1942, BA NS19/1210, également AIPN NTN 412, p.3l cf. Aly/Heim, *Vordenker der Vernichtung*, p. 217. Hagen a bien sûr été licencié pour avoir osé adresser une telle protestation à Hitler lui-même » (note de bas de page 302), mais la première

[1143] D. Pohl, *Nationalsozialistische Judenverfolgung in Ostgalizien, op. cit*. p. 233.

référence est tirée du livre d'Aly et Heim et de la page indiquée par ce dernier : « Brief Hagens an Hitler vom 7.12.1942 ; BA, NS 19/1210 ».

Hilberg cite cette lettre, datée du 7 décembre, dans un contexte plus ample :[1144]

> *« Au cours d'une conférence ministérielle sur la lutte contre la tuberculose, le chef du département de la population et de la protection sociale, l'Oberverwaltungsrat Weirauch, nous a dit, en tant qu'affaire secrète du Reich, qu'il était prévu ou envisagé, lors de la réinstallation de 200 000 Polonais dans l'est du gouvernement général en vue de l'installation* [à leur place] *de fermiers de défense allemands, de procéder avec un tiers des Polonais – 70 000 personnes âgées et enfants de moins de 10 ans – comme avec les juifs, c'est-à-dire de les tuer. »*

Ainsi, dans cette lettre, le « terrible secret » qui devait être couvert par des « euphémismes » aurait été divulgué dans un contexte ridicule, en tant qu'*exemple* de tueries, ce qui sonne comme une introduction forcée de la question. Même si la phrase était authentique, elle ne prouve pas une extermination à l'aide de « chambres à gaz » dans des « camps d'extermination », ce qui est précisément ce que Terry doit démontrer. Après avoir passé une partie considérable du chapitre réfuté ici à énumérer les nombreuses fusillades locales de juifs dans le Gouvernement général, il serait hypocrite de la part de Terry d'insinuer que la mention du meurtre de juifs dans la citation se rapporte nécessairement aux prétendus meurtres de masse dans les « camps d'extermination », surtout si l'on considère le grand nombre de juifs qui auraient été fusillés par les *Einsatzgruppen* jusqu'à cette époque, y compris des juifs en Galicie orientale et dans l'ancienne partie orientale de la Pologne. Par conséquent, toute référence générique aux meurtres de juifs ne prouve rien en ce qui concerne les « camps d'extermination ».

> **[132]** *« Une réponse ironique et laconique est apportée de manière détournée lorsque le SS-Untersturmführer Heinrich Kinna, accompagnant un transport de déportation en provenance de Zamosc qui atteint Auschwitz le 10 décembre 1942, s'entend dire par le SS-Hauptsturmführer Aumeier que 'selon la directive du RSHA, contrairement aux mesures appliquées aux Juifs, les Polonais doivent mourir d'une mort naturelle'. »* (p. 205)

Selon ce rapport, « Haumeier » (sic) a déclaré à Kinna ce qui suit :[1145]

> *« Cette mesure est cependant entravée par le fait que, selon une directive du RSHA, les Polonais doivent mourir de mort naturelle, contrairement à la mesure appliquée aux Juifs. »*

Le récit de Kinna, comme je l'ai démontré dans une autre étude, est complètement détaché des faits et auto-contradictoire[1146], se référant en outre à une « directive du RSHA » imaginaire qui est totalement inconnue, de sorte que cette déclaration ne prouve rien.

[1144] R. Hilberg, *Die Vernichtung der europäischen Juden, op. cit.*, Vol. 2, p. 547.

[1145] T/382.

[1146] *Auschwitz : Assistenza sanitaria, op. cit.*, p. 209 sq.

[133] Terry cite ensuite une déclaration faite par Frank lors d'une réunion du cabinet le 9 décembre 1942 :

> *« Il est clair que le processus de travail est rendu plus difficile lorsque, au milieu de ce programme de travail, l'ordre est donné d'abandonner tous les Juifs à l'anéantissement. La responsabilité n'en incombe pas au gouvernement général. L'ordre d'anéantir les Juifs vient d'une autorité supérieure ».* (p. 205)

Ce texte a également été cité par Hilberg :[1147]

> *« Des travailleurs non négligeables ont été enlevés à nos guildes de travail juives qui ont fait leurs preuves. Il est clair que le processus de travail est aggravé lorsqu'au milieu de ce programme de travail de guerre arrive l'ordre que tous les Juifs doivent être victimes de l'anéantissement. Le cabinet du gouvernement général n'en est pas responsable. L'ordre d'anéantir les Juifs vient de plus haut ».*

Hilberg se réfère au document PS-2233.[1148] Le discours date du 9 décembre 1942 : à quel ordre Frank fait-il référence ? Deux jours plus tôt, le 7 décembre, un conseil des ministres s'est tenu à Cracovie, au cours duquel le gouverneur Zörner a déclaré :[1149]

> *« L'opération juive, qui avait été généralement bien menée au départ, a malheureusement été précipitée* au cours des dernières semaines*, de sorte qu'une grande partie des Juifs ont fui les ghettos pour se réfugier dans les forêts et ont également rejoint des bandes de bandits. »* (Emph. ajoutée)

Si cette « opération juive » consistait à envoyer les juifs dans des « camps d'extermination », cet ordre aurait été donné bien plus tôt. Par conséquent, le prétendu nouvel « ordre » d'« extermination des Juifs » aurait fait référence aux juifs aptes au travail initialement exemptés et, sur la base du contexte, aurait été promulgué à peu près à cette époque, au début du mois d'octobre 1942. Au chapitre 5, point 63, j'ai examiné le prétendu ordre de Himmler de mai 1942 qui aurait exempté du processus d'extermination les juifs aptes au travail âgés de 16 à 32 ans. Leur assassinat aurait alors été ordonné au début du mois d'octobre. Où se trouve cet ordre ? Quelles sont les preuves de son existence ? Qui l'a promulgué ?

[134] À la fin de la page 205, Terry se penche sur le rapport Korherr. Ne sachant pas comment argumenter contre mon analyse de vingt pages de ce document, il tente de détourner l'attention en se concentrant sur un détail qui semble être d'une importance capitale pour lui :

> *« Naturellement, Mattogno trouve rapidement le moyen de confondre cet exemple avec quelque chose d'entièrement différent, en ignorant le problème logique fondamental : si la Sonderbehandlung est, comme il le croit, un terme bénin, alors pourquoi est-elle dissimulée ? »*

[1147] R. Hilberg, *Die Vernichtung der europäischen Juden, op. cit.*, Vol. 2, p. 555.

[1148] *Ibid*, note 462 à la p. 555.

[1149] PS-2233. TMI, vol. XXIXI, p. 563.

Mais si la « *Sonderbehandlung* » (traitement spécial) est un « euphémisme » pour l'extermination, alors qu'est-ce que l'« *Evakuierung* » (évacuation) ? Comme nous l'avons déjà indiqué au chapitre 5, point 154, les déportés figurant aux pages 9 et suivantes du rapport Korherr du 28 avril 1943 – 2 506 849 juifs [1150] – se répartissent en deux grandes catégories :

1) « Evacuation » : 1 057 157

2) « Traitement spécial », redéfini comme « Transport des Juifs des provinces orientales vers l'Est russe » : 1 449 692.

Ce dernier concerne les camps de l'« Aktion Reinhardt » et le camp de Chelmno.

Les « évacuations » sont à nouveau subdivisées en cinq sous-groupes, dont le plus cohérent est celui « vers les régions russes » : 633 300[1151] ; il y a aussi des évacués « vers la France », 6 504, « vers l'Est », 170 642, « vers Theresienstadt », 87 193, et en outre des Pays-Bas, de Belgique, de Norvège, de Slovaquie et de Croatie, au total 159 518, dont 129 012 ont été envoyés à Auschwitz et 39 006 ont été déportés dans le district de Lublin. Si cette « évacuation » était également un « euphémisme » en soi, Terry doit expliquer pourquoi les SS emploient deux types d'« euphémismes » différents dans le même document, prétendument pour la même chose, et comment cela est conciliable avec les déportations indubitables, comme celles vers la France et Theresienstadt. S'il ne s'agit pas d'un euphémisme, on ne peut pas affirmer que ces 1 057 157 juifs évacués ont été exterminés, pas même ceux qui ont été envoyés à Auschwitz.

Un autre problème non abordé par Terry est le double comptage de certains juifs. Étant donné que les 69 084 juifs de l'Altreich, de l'Ostmark et du Protectorat qui ont été déportés dans le district de Lublin (dont les 39 006 susmentionnés font partie) ont été « conduits à travers » Bełżec et Sobibór, ils sont comptés deux fois dans le rapport Korherr, à la fois en termes d'« évacuation » et en termes de « traitement spécial/transport ».[1152]

[135] Avec une certaine ironie, Terry ajoute :

> *« Nous laissons de côté pour nous amuser plus tard l'autre problème que pose le charabia de Mattogno sur le traitement spécial, à savoir la remarquable capacité du terme Sonderbehandlung à muter à volonté en fonction de ses besoins particuliers, puisqu'il semble à ses yeux signifier tantôt 'réinstallation', tantôt 'épouillage', interprétations qui finissent par être mutuellement incompatibles et logiquement incohérentes. »* (note 308 de la page 206)

[1150] NO-5194.

[1151] Curieusement, ce nombre, que l'historiographie orthodoxe de l'holocauste attribue aux victimes des *Einsatzgruppen*, n'est jamais mentionné dans le « Manifeste du copier-coller ».

[1152] *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.* p. 319.

Terry ne cite pas le livre dans lequel j'ai démontré ma thèse à l'aide d'une pléthore de documents, manifestement pour empêcher le lecteur de découvrir que son affirmation est infondée et malveillante. Toutes les preuves se trouvent dans mon étude *Special Treatment in Auschwitz. Origins and Meaning of a Term.*[1153] Pour mettre fin à son ironie stupide, il suffit de rappeler que les projets de construction du camp d'Auschwitz prévoyaient dès le 29 octobre 1942 la construction d'une « usine de désinfection 1. pour le traitement spécial... 2. pour les troupes de garde ».[1154] La première installation fut le bâtiment BW32, la fameuse *Zentralsauna*. Ainsi, si Terry avait raison, les SS d'Auschwitz auraient-ils prévu d'exterminer les juifs dans la *Zentralsauna* ? C'est donc à Terry qu'il faut s'en prendre, et non à moi. C'est précisément parce que le terme « traitement spécial » pouvait avoir des significations *à la fois* criminelles et inoffensives que Himmler a ordonné à Korherr d'éliminer ce terme afin d'éviter toute ambiguïté, comme je l'ai expliqué à maintes reprises et comme le confirme le document susmentionné.

[136] En discutant le message radio de Höfle du 11 janvier 1943 intercepté et décrypté par les Britanniques, Terry observe qu'il parle d'« arrivée » mais pas de « transit » (p. 206), comme si cela démontrait que les juifs arrivant n'ont jamais quitté les camps de l'« Aktion Reinhardt ». L'objection est également assez stupide : si les arrivants étaient assignés à être transférés à l'Est, « arrivée » était également synonyme de « départ ». Tous deux sont des termes de la bureaucratie des camps de concentration. Le terme « transit » n'a rien à voir avec cette terminologie.

[137] Le message radio précité indique explicitement que dans la période du 18 au 31 décembre 1942, 12 761 juifs sont arrivés au camp de Majdanek[1155], mais comme cette information pose problème pour l'hypothèse du « camp d'extermination »[1156], il est décrété par *ordre du mufti* qu'il « s'agit simplement d'un rapport rétrospectif d'arrivées antérieures ». (p. 206) et tout est ainsi résolu ! Mais quand cela fait plaisir aux « blogueurs plagiaires », c'est l'hypothèse inverse qui est retenue. À la page 249, à propos du prétendu « moratoire sur le transport des trains en direction de l'est dans les territoires soviétiques occupés de décembre 1942 à janvier 1943 », Myers mentionne « les 10 335 Juifs amenés à Treblinka au cours des dernières semaines de 1942, comme l'indique le télégramme de Höfle ». Les 12 761 juifs de Majdanek sont donc arrivés plus tôt, tandis que les 10 335 juifs de Treblinka sont arrivés au cours des deux dernières semaines de décembre 1942 !

En suivant la conjecture de Schwindt, Terry déclare :

[1153] Theses & Dissertations Press, Chicago, 2004.

[1154] *Ibid*, document 11, p. 122.

[1155] Peter Witte, Stephen Tyas, « A New Document... », *op. cit.* p. 469.

[1156] *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.* pp. 324-329.

« Une interprétation probable est que le chiffre de 12 761 se réfère au nombre de Juifs polonais déportés à Majdanek, tandis que 11 972 Juifs du Reich et de Slovaquie ont été déportés, pour un total de 24 733 Juifs emmenés dans le camp. » (p. 206)

Pour la période allant jusqu'au 21 décembre 1942, Korherr donne un total de 26 258 « admissions » au camp de Lublin-Majdanek (dont 4 568 « sorties » – d'un prétendu « camp d'extermination » ! – et 14 348 « décès »).[1157] Mais il précise :[1158]

« Les Juifs hébergés dans les camps de concentration d'Auschwitz et de Lublin au cours de l'opération d'évacuation ne sont pas inclus. »

Il est clair que l'« opération d'évacuation » était la déportation vers l'Est, parmi laquelle les 12 761 juifs susmentionnés ont été comptés à juste titre. Dans ces conditions, les 12 761 juifs mentionnés ne peuvent avoir fait partie du total des juifs susmentionnés, ni des 24 733 de Schwindt, ni des 26 258 de Korherr. Mais comme ce fait dérange également Terry, il déclare que « l'affirmation du rapport Korherr selon laquelle les statistiques relatives aux Juifs des camps de concentration excluent les 'Juifs abrités dans le cadre des actions d'évacuation' à Majdanek est manifestement fausse ». (p. 207). Cette difficulté est donc elle aussi facilement surmontée : un autre ordre du mufti à la sauce Terry, et tout est résolu.

[138] Il fait ensuite preuve d'un autre contorsionnisme argumentatif pénible en tentant maladroitement d'expliquer le nombre inexplicable indiqué dans le rapport de Himmler du 29 décembre 1942, que j'ai déjà abordé au chapitre 5, point 158. Dans un autre élan de délire, il affirme que « le chiffre de 363 211 Juifs comprend également de nombreux Juifs qui ont été déportés du district de Bialystok vers Treblinka et Auschwitz à partir de novembre 1942 ». (p. 208). La preuve fournie à cet égard n'est que du dixit Terry. À partir de son imagination et de ses vœux pieux, il tire la conclusion que « dans ces deux documents statistiques, les nazis ont explicitement inscrit les Juifs 'déportés' comme morts, qu'ils aient été tués immédiatement à l'arrivée ou non ».

Cette affirmation est à la fois désespérée et ridicule, car le document en question parle explicitement de « Juifs *exécutés* »[1159]. Il faut ajouter à cela le fait qu'en novembre 1942, aucun transport en provenance du district de Bialystok n'est arrivé à Auschwitz. Selon Arad, 9 320 juifs auraient été déportés à Treblinka entre le 10 novembre et le 15 décembre 1942.[1160] Même en supposant que cela soit vrai, rien ne démontre que la partie de ces 9 320 juifs déportés en novembre faisait partie des 70 948 juifs « exécutés » au cours de ce mois d'après le rapport

---

[1157] NO-5194, p. 12.

[1158] *Ibid*, p. 11.

[1159] NO-511 sq.

[1160] Y. Arad, *Belzec, Sobibor, Treblinka. The Operation Reinhard Death Camps*. Indiana University Press, Bloomington et Indianapolis, 1987, p. 396.

du 29 décembre. Comme d'habitude, Terry suppose a priori ce qui reste à démontrer : les juifs déportés à Treblinka sont comptés dans la catégorie des « Juifs exécutés », donc « les nazis ont explicitement inscrit les Juifs 'déportés' comme morts, qu'ils aient été tués immédiatement à l'arrivée ou non » !

[139] Suit une autre entrée du journal de Goebbels :

> *« Le 2 mars 1943, Goebbels note dans son journal : 'ce qui nous menace si nous devenions faibles dans cette guerre est parfaitement clair... en particulier en ce qui concerne la question juive, nous sommes si déterminés qu'il n'y a pas de retour en arrière possible'. Et c'est une bonne chose. Un mouvement et un peuple qui ont brûlé les ponts derrière eux se battent par expérience de manière plus inconditionnelle que ceux qui ont encore la possibilité de reculer ».* (p. 208)

La source indiquée est « TBJG II/7, p.454 (2.3.43) » (note de bas de page 315 à la page 208), une publication qui est en fait inconnue de Terry, comme nous l'avons déjà fait remarquer. L'entrée se lit en partie comme suit :

> *« Avant tout, lorsqu'il s'agit de la question juive, nous sommes tellement engagés qu'il n'y a plus de retour en arrière possible pour nous. Et c'est une bonne chose. L'expérience montre qu'un mouvement et une nation qui ont brûlé les ponts se battent avec plus d'ardeur que ceux qui ont encore la possibilité de se retirer. »*

Frank Bajhor, à qui je dois cette citation, la rapporte dans le contexte de l'« aryanisation » et de la « guerre totale » : la population allemande se battrait pour une « victoire finale » avec plus de « fanatisme » parce qu'elle avait brûlé les ponts qui se trouvaient derrière elle. Dans ce contexte, il mentionne la crainte d'une victoire alliée parmi les Allemands qui avaient détourné des biens immobiliers et des propriétés juives.[1161] Cela montre que cette citation n'a pas nécessairement de rapport avec la prétendue extermination des juifs.

[140] Terry poursuit :

> *« Hitler a également informé le dictateur roumain, le maréchal Antonescu, le 16 avril 1943, qu'il 'préférait brûler tous les ponts derrière lui, car la haine des Juifs était de toute façon gigantesque'. Il n'y avait pas de retour en arrière possible une fois la voie choisie ».* (p. 208)

La source qu'il cite est « Hillgruber (éd), *Staatsmänner und Diplomaten*, p.233 (16.4.43) » (note 316). Evans rapporte le texte allemand du passage à partir duquel la citation de Terry est extrapolée :[1162]

> *« Le Führer décrivit ensuite les mesures qui avaient été prises à cet égard en Allemagne. Au moment même où les Juifs ont été expulsés, un boom s'est produit dans l'économie, dans la vie culturelle et dans d'autres domaines. Dans d'autres pays, où la question juive a été abordée avec moins d'énergie, comme par exemple en Hongrie, les conditions sont très difficiles. Les Juifs sont les alliés naturels du bolchevisme et les candidats aux postes actuellement occupés par*

[1161] F. Bajohr, *« 'Arisierung und Rückerstattung. Eine Einschätzung »,* in : Constantin Goschler, Jürgen Litteicher (eds.), *« Arisierung » und Restitution. Die Rückerstattung jüdischen Eigentums in Deutschland und Österreich nach 1945 und 1989*, Wallstein, Göttingen, 2002, pp. 49 sq.

[1162] Irving v. Lipstadt, *Expert Report* by Richard J. Evans, note 189, pp. 396-397.

l'intelligentsia destinée à être assassinée avec la bolchevisation. C'est pourquoi le Führer soutient l'opinion – contrairement au maréchal Antonescu – qu'il faut procéder contre les Juifs de la manière la plus radicale possible. Il (le Führer) ... préfère brûler tous les ponts derrière lui, car la haine des Juifs est de toute façon énorme. En Allemagne, il y a, suite à la résolution de la question juive, une nation unie sans opposition ... mais il n'y a pas non plus de retour en arrière une fois que le chemin a été pris ».

La source citée par Evans est « A. Hillgruber (ed.), *Staatsmänner und Diplomaten bei Hitler*, (Frankfurt a.M., 1970), Vol. 2, pp. 232-3. » Ce texte est parfaitement cohérent avec une politique consistant à « supprimer » les juifs, solution radicale par rapport à celle adoptée par les autres pays européens, qui se limitaient à une législation raciale.

[141] Terry reproduit une longue citation de déclarations faites par Hitler lors d'une rencontre avec le dirigeant hongrois Horthy, pour lesquelles il ne fournit aucune date – elles datent en fait du 17 avril 1943. Comme source, Terry cite « Hillgruber (ed), *Staatsmänner und Diplomaten*, p. 256 ; également ADAP, Ser. E, Bd. 5, p. 632 » (note de bas de page 317, p. 208). Le texte est au contraire tiré du rapport d'expertise d'Evans :[1163]

« Là où les Juifs étaient livrés à eux-mêmes, comme par exemple en Pologne, une pauvreté et une dégénérescence épouvantables régnaient. Ils n'étaient que de purs parasites. En Pologne, cet état de fait a été fondamentalement clarifié. Si les Juifs ne voulaient pas travailler, ils étaient abattus. S'ils ne pouvaient pas travailler, ils devaient périr. Ils devaient être traités comme des bacilles de la tuberculose, dont un corps sain pouvait être infecté. Ce n'est pas cruel, si l'on se souvient que même des créatures naturelles innocentes, comme les lièvres et les cerfs, ont dû être tuées pour qu'il n'y ait pas de mal. Pourquoi devrait-on épargner les bêtes qui voulaient encore nous apporter le bolchevisme ? Les nations qui ne se sont pas débarrassées des Juifs ont péri ».

La source utilisée par Evans est l'ouvrage de Hillgruber, *Staatsmänner und Diplomaten bei Hitler*, pp. 256-7,[1164] bien que le site Web *Holocaust Denial on Trial* l'ait confondu avec « Ibid., pp. 256-6. Hillgruber (ed.), Staatsmänner, vol. 2, p. 256. »[1165] Cela a conduit Terry à plagier la citation comme « p. 256 », alors que l'essentiel du texte de sa citation figure à la p. 257. Il est donc certain que la référence précédente de Terry à ce livre est une autre plume empruntée. Cet acte de plagiat n'a guère de sens, si ce n'est pour étoffer sa bibliographie, car le document en question a été exhibé au procès de Nuremberg (document TMI 736-D).

Hitler a-t-il réellement avoué à Horthy la prétendue extermination des juifs ? Le contexte documentaire permet d'exclure cette possibilité. Je commencerai par

---

[1163] *Ibid*, p. 249.

[1164] Ibid., note 168 p. 395. La référence « *Ibid.* » donnée par Evans est erronée, car les pages indiquées ne se rapportent pas au volume cité dans la note précédente, mais à celui de Hillgruber mentionné dans la note 166.

[1165] http://www.hdot.org/en/trial/defense/evans/430hii.html

souligner que la traduction par Evans du verbe « *verkämen* » par « périr » est forcée, ce sur quoi je reviendrai en détail plus loin.

L'abréviation « ADAP » signifie « *Akten zur deutschen auswärtigen Politik* » (p. 533). Dans la source en question, le passage cité par Terry est donné, bien qu'incomplètement, comme une note de bas de page de l'éditeur dans le contexte de la rencontre entre Hitler et Horthy le 16 avril 1943, dont le sujet était la lutte contre le bolchevisme.

David Irving écrit que[1166]

> *« selon le registre du valet, Hitler a vu Horthy trois fois : à 17h30 le 16 avril, à 12h10 et à 17h le 17 avril. Trois enregistrements correspondants existent, par l'interprète Paul Schmidt ; comme Horthy et Schmidt affirment dans leurs mémoires que Schmidt était absent lors de la première rencontre, il est probable que, comme en 1944 (voir le journal de Jodl, 17 mars 1944), la salle de conférence de Klessheim était équipée de microphones cachés ».*

Au cours de la réunion du 16 avril, Hitler déclare que ses alliés ne sont pas suffisamment motivés pour mener le combat de manière radicale et qu'il envisage de retirer leurs troupes du front. Il reproche également à Horthy les démarches effectuées à Berne par diverses personnalités hongroises auprès des Britanniques et des Américains dans le but évident de conclure une paix séparée. La politique intérieure du gouvernement hongrois entraîne une dégradation progressive du moral des soldats sur le front. Pour Hitler, le philo-sémitisme de Horthy est incompréhensible. Tout en déclarant qu'il ne voulait pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la Hongrie, Hitler déclara :[1167]

> *« Aujourd'hui, l'Allemagne a retrouvé le moral parce qu'elle a éliminé les Juifs, dont les derniers auront bientôt disparu à l'Est. Des difficultés comme celles que l'Allemagne a connues en 1918 à cause de l'influence juive ne peuvent plus se présenter. Si les Juifs n'étaient pas chassés, ils détruiraient à nouveau, comme à l'époque, l'économie, la monnaie et le moral. Le Duce et Antonescu l'avaient complètement accepté ».*

Horthy rejette les démarches auprès des Alliés comme ayant été faites sans le consentement du gouvernement hongrois. Il attire l'attention de Hitler sur le fait que la solution de la question juive en Hongrie présente des difficultés considérables au regard du nombre de juifs ainsi que de leur position économique dans le pays, tout en rappelant les mesures anti-juives déjà adoptées :[1168]

> *« Il avait fait tout ce que l'on pouvait décemment faire contre les Juifs, mais on ne pouvait pas très bien les assassiner ou les éliminer d'une manière ou d'une autre. Le Führer lui répondit que cela n'était pas nécessaire non plus. [15] Comme la Slovaquie, la Hongrie peut accueillir les Juifs dans des camps de concentration.* [...] *S'il est question d'assassiner les Juifs, alors il (le*

[1166] D. Irving, *Hitler's War and the War Path*. Focal Point Pubblications, Londres, 2002, p. 909.

[1167] Auswärtigen Amt, *Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918-1945*. Vandenhoeck & Ruprecht à Göttingen, Serie E : 1941-1945, Band V, p. 626.

[1168] *Ibid.* p. 631-632.

Führer) doit faire remarquer qu'il n'y a qu'une seule personne assassinée, à savoir le Juif qui a incité à la guerre et qui, par son influence, a donné à ces guerres leur caractère actuel de guerres menées contre des civils, des femmes et des enfants. En ce qui concerne les Juifs, il y avait toujours la possibilité de les faire travailler dans les mines. Mais il faudrait à tout prix leur ôter toute influence sur leur pays d'accueil ».

Pour tenter de réfuter l'affirmation de Hitler selon laquelle l'extermination des juifs hongrois ne serait pas nécessaire, les éditeurs d'ADAP présentent dans leur note de bas de page 15 deux passages de la conversation entre Hitler et Horthy du 17 avril 1943, le premier étant celui cité par Terry, le second étant une déclaration du RAM (*Reichsaussenminister*, c'est-à-dire Ribbentrop) qui n'est pas mentionnée par Terry, ce qui prouve une fois de plus que sa prétention d'utiliser ADAP comme source relève du simple plagiat.

Lors de la conversation du 17 avril, Hitler revient sur la question juive et introduit dans la discussion le sujet des mesures de rationnement alimentaire. En Allemagne, ces mesures étaient appliquées conformément aux ordres donnés et il n'existait pas de marché noir. Horthy admet qu'il y a de graves problèmes en Hongrie à ce sujet, notamment parce que le gouvernement n'est pas en mesure de contrôler le marché noir. Hitler répond que c'est la faute des Juifs. Suit la réponse musclée de Ribbentrop, citée par les rédacteurs de l'ADAP :[1169]

« À la contre-question de Horthy sur ce qu'il devait faire des juifs maintenant qu'il les avait privés de presque toutes les possibilités de subsistance – après tout, il ne pouvait pas les tuer –, le Ministre des affaires étrangères du Reich a déclaré que les juifs devaient être soit exterminés, soit emmenés dans des camps de concentration. Il n'y avait pas d'autre possibilité ».

En réponse à l'observation de Horthy selon laquelle l'Allemagne avait plus de facilité à cet égard, puisqu'elle ne comptait pas autant de juifs, Hitler a cité des chiffres montrant la prédominance extraordinairement grande des juifs dans certaines professions en Allemagne, chiffres qui étaient inconnus de Horthy. Hitler poursuit en citant le cas de deux villes allemandes voisines : Nuremberg, qui pendant 400 ans n'a pas connu de juifs et a prospéré, et Fürth, qui les a accueillis et a complètement dégénéré. La discussion de Hitler sur le traitement des juifs se termine par le passage suivant, dont une partie est citée par Terry :[1170]

« Les Juifs ne possédaient même pas de valeur organisationnelle. Malgré les craintes qu'il (le Führer) avait entendues à maintes reprises en Allemagne également, tout continuait à se dérouler normalement, même sans les Juifs. Là où les Juifs étaient livrés à eux-mêmes, comme par exemple en Pologne, la misère et la dégénérescence les plus terribles régnaient. Ce ne sont que de purs parasites. En Pologne, cet état de fait a été complètement clarifié. Si les Juifs refusaient de travailler, ils étaient fusillés. S'ils ne pouvaient pas travailler, ils devaient dégénérer. Ils devaient être traités comme des bacilles de la tuberculose, avec lesquels un corps sain peut être infecté. Ce

[1169] *Ibid*, note de bas de page 15, p. 631.

[1170] D-736. TMI, vol. XXXV, p. 428.

n'était pas cruel, si l'on se souvient que même les créatures innocentes de la nature, comme les lièvres et les cerfs, doivent être tuées pour qu'elles ne causent aucun dommage. Pourquoi les bêtes qui voulaient nous apporter le bolchevisme devraient-elles être plus épargnées ? Les nations qui n'ont pas résisté aux Juifs ont dégénéré. L'un des exemples les plus célèbres est le déclin d'un peuple autrefois si fier, les Perses, qui mènent aujourd'hui une existence pitoyable en tant qu'Arméniens ».

En résumé, le 16 avril, Horthy dit à Hitler que la Hongrie a pris toutes les mesures possibles contre les juifs et qu'elle ne peut pas les tuer, ce à quoi Hitler répond que ce n'est de toute façon pas nécessaire, puisqu'ils peuvent être détenus dans des camps de concentration, comme cela a été fait en Slovaquie. Puisque Horthy ne veut pas les exterminer, il ne doit pas hésiter à les interner. Comme Horthy hésite à adopter cette mesure, Ribbentrop lui fait remarquer, le 17 avril, qu'il n'a que deux possibilités concernant les juifs : les exterminer ou les placer dans des camps de concentration.

Dans ce contexte, Hitler insiste (le 17 avril) sur la nécessité de mettre les juifs sous contrôle. Pour ce faire, comme il l'a déclaré la veille, il n'est pas nécessaire de les exterminer, mais de les placer dans des camps de concentration. Livrés à eux-mêmes, les juifs constituent un élément de désintégration, comme le montre le cas de Fürth.

Un autre exemple évoqué par Hitler lors de la réunion du 17 avril est celui de la Pologne, où les juifs qui refusent de travailler sont fusillés, tandis que ceux qui sont incapables de travailler doivent « *verkommen* », c'est-à-dire dégénérer, se ruiner, décliner. Cela ne signifiait pas qu'ils devaient être exterminés, comme le montre l'avant-dernière phrase, qui contient le même verbe dans un contexte similaire : « Les nations qui n'ont pas résisté aux Juifs ont dégénéré. » Hitler a ensuite donné comme exemple de ce destin celui des Perses qui, d'une grandeur passée, ont, selon lui, survécu à l'époque moderne sous la forme des pitoyables Arméniens.

Il faut également souligner que Hitler a déclaré que parmi les juifs « livrés à eux-mêmes », comme ceux de Pologne, régnaient « la misère et la décadence les plus terribles ». Le substantif « *Verkommenheit* » (dégénérescence, sordidité) est dérivé du verbe « *verkommen* ». Cela confirme que, dans ce contexte, Hitler n'a pas utilisé « *verkommen* » dans le sens de « périr » (ce qui serait « *umkommen* » en allemand). Son commentaire sur le fait que les que les juifs qui ne travaillaient pas devaient « *verkommen* » implique donc simplement un processus d'isolement.

La comparaison des juifs à des bacilles de diverses maladies infectant un corps sain, favorisant la subversion et instillant le défaitisme dans la population hôte si l'occasion lui en est donnée, est un procédé rhétorique bien connu de Hitler, tout comme la comparaison avec des parasites.

Le contenu du document est en fait en contradiction avec celui d'autres documents, antérieurs et postérieurs, concernant les relations entre l'Allemagne et la Hongrie au sujet de la question juive.

Le 15 août 1942, l'ambassadeur hongrois Döme Sztójay rédige un rapport sur la politique nationale-socialiste à l'égard des juifs :[1171]

« Depuis le discours récemment prononcé par le Chancelier allemand, il y a eu un changement radical d'attitude à l'égard du règlement de la question juive. Alors que le Chancelier et, par conséquent, le Parti national-socialiste étaient auparavant d'avis que la solution du problème juif dans les pays autres que l'Allemagne devrait être reportée après la fin de la guerre, cette position n'est plus valable et le Führer a donné des instructions catégoriques pour que la question soit réglée immédiatement...

Les Allemands sont déterminés à débarrasser l'Europe des éléments juifs sans plus attendre et ont l'intention – quelle que soit la nationalité de ces Juifs, et à condition que des moyens de transport existent – de les déporter vers les territoires occupés de l'Est, où ils seront installés dans des ghettos ou des camps de travail et astreints au travail. Les autorités ont reçu l'ordre de procéder à ces déportations pendant la durée de la guerre. Selon des informations absolument fiables, le Reichsleiter Himmler a fait savoir, lors d'une réunion des dirigeants du S.S., que le gouvernement allemand souhaitait achever ces déportations dans un délai d'un an ».

Ce document confirme pleinement le mémorandum de Luther du 21 août 1942, moins d'une semaine plus tard, comme nous l'avons vu au chapitre 5, point 130. Dans ce chapitre, j'ai également examiné le procès-verbal de la rencontre entre Sztójay et Luther à Berlin le 6 octobre 1942, qui a été résumé lors du procès de Nuremberg contre les ministres :[1172]

« Il [Luther] *a en outre insisté pour que la Hongrie prenne l'initiative de résoudre le problème juif à l'intérieur de ses propres frontières, en adoptant des mesures visant à éliminer tous les Juifs de la vie culturelle et économique, en les marquant et en les évacuant vers l'Est. »*

Le 15 janvier 1943, Luther répond à Sztójay[1173]

« que le Führer souhaite en toute circonstance expulser tous les Juifs d'Europe pendant la guerre car ceux-ci, comme il [Sztójay] *le sait très bien, représentent un élément de subversion et sont dans la plupart des cas coupables d'actes de sabotage et, en outre, se livrent principalement à l'espionnage pour le compte de l'ennemi. Le fait qu'un pays ami au milieu de l'Europe abrite à lui seul environ un million de Juifs nous préoccupe énormément. À long terme, nous ne pouvons pas observer passivement ce danger ».*

[1171] Eugène Levai, *Black Book of the Martyrdom of Hungarian Jewry* (Livre noir du martyre de la communauté juive hongroise). Publié par The Central European Times Publishing Co. Ltd. Zurich, en collaboration avec The Panorama Publishing Co. Ltd, Vienne, 1948, pp. 26-27

[1172] NG-1800. NMT, vol. XIV, p. 647 sq.

[1173] Irving v. *Lipstadt, Expert Report* by Richard J. Evans, note de bas de page 164 p. 394. La traduction anglaise confuse d'Evans se trouve à la page 284.

Le 23 avril, quelques jours après la conférence entre Hitler et Horthy, Sztójay rédige un long rapport secret sur l'attitude de Rippentrop à l'égard de la question juive, dont le point 2 se lit comme suit :[1174]

> *« Le Chancelier du Reich a décidé de débarrasser l'Europe des Juifs. Comme il a été établi au cours de la guerre que les Juifs servent activement l'ennemi, agissent comme espions, commettent des actes de sabotage, sapent le moral de la population et compromettent au plus haut point la poursuite de la guerre, le Chancelier du Reich a décrété que dans un délai d'un an, c'est-à-dire d'ici l'été 1943, tous les Juifs d'Allemagne et des pays occupés par les Allemands seraient transférés dans les territoires de l'Est, c'est-à-dire les territoires russes. »*

J'en conclus que les déclarations de Hitler à Horthy, telles qu'interprétées par Terry, sont également en contradiction avec le prétendu ordre d'extermination mentionné par Frank le 9 décembre 1942. Je rappelle que Frank s'est plaint du retrait des juifs du processus de production parce que « *tous* les Juifs », donc aussi ceux qui étaient aptes au travail, devaient être soumis à « l'anéantissement ». Plus tard, Hitler aurait déclaré que les juifs devaient être forcés à travailler, jusqu'à la mort. Il est impératif que Terry se réconcilie avec lui-même sur cette question.

Il ressort toutefois clairement des documents cités ci-dessus que l'expulsion de ces juifs était liée à l'ordre de Hitler selon lequel tous les juifs sous domination allemande devaient être déportés vers l'Est d'ici l'été 1943.

À Nuremberg, Göring a été interrogé sur le document relatif à la conversation du 17 avril entre Hitler, Ribbentrop et Horthy. Sir David Maxwell-Fyfe, procureur général britannique, lui demanda si, confronté à ce document, il maintiendrait que ni lui ni Hitler n'avaient eu connaissance d'une quelconque politique d'extermination des juifs. Göring répondit qu'il n'y avait aucune preuve de « l'exactitude du document ». La tentative du procureur de faire avouer à Göring qu'il avait connaissance de l'extermination s'est poursuivie :

> *« Vous ne saviez pas dans quelle mesure, mais vous saviez qu'il existait une politique visant à l'extermination des Juifs ? »*

ce à quoi Göring a répondu :[1175]

> *« Non, une politique d'émigration, pas de liquidation des Juifs. Je savais seulement qu'il y avait eu des cas isolés de tels actes. »*

[142] Terry poursuit :

> *« En février 1943, le chef du Comité principal ukrainien du Gouvernement général, le professeur Kubijowtsch, s'est plaint à Frank que 'l'opinion courante est que maintenant que les fusillades des Juifs se terminent, celles des Ukrainiens commencent' ».* (p. 209)

La référence donnée est « Kubijowytsch an Frank, 25.2.43, 1526-PS, NCA IV, pp.79-95 » (note 318 de la p. 209). Le titre du document est « COPIE Prof. Dr.

[1174] E. Levai, *Black Book of the Martyrdom of Hungarian Jewry, op. cit.* p. 33.

[1175] TMI, vol. IX, p. 619.

Wolodymyr Kubijowytsch, Président du Comité principal ukrainien. Cracovie, février 1943. Au gouverneur général, ministre du Reich Dr. Frank ». Il contient une série de plaintes concernant le traitement de la population ukrainienne, y compris plusieurs cas de fusillades, dont un en particulier, la fusillade à Ustrzyki Dolne de « 14 personnes [ukrainiennes] inaptes au travail » avec 80 juifs le 18 janvier 1943, un jour férié ukrainien :[1176]

> *« Comme cette fête est célébrée par les Ukrainiens avec une grande piété, la fusillade de ces innocents en ce jour saint a suscité une grande indignation et une grande amertume. Ces évènements déprime la population ukrainienne. L'opinion courante est que maintenant que les fusillades des Juifs se terminent, celles des Ukrainiens commencent ».*

Il s'agit en fait de fusillades effectuées dans le cadre général de la lutte contre le bolchevisme, et non de « camps d'extermination » et de « chambres à gaz », et c'est justement ce dernier point que Terry doit démontrer.

[143] Terry cite un rapport de juin 1943 du « *Kreishauptmann Dewitz, le capitaine du comté de Stryj en Galicie* », dans lequel il est indiqué que :

> *« Des plaintes ont été formulées par la population [ukrainienne] elle-même au sujet de l'inhumation inadéquate des Juifs. Les contrôles effectués par le médecin-chef du comté ont révélé que certains charniers (*einige Massengräber*) n'avaient pas été préparés efficacement et qu'ils présentaient un danger pour la santé publique en raison de l'insuffisance de la couverture du sol ».* (p. 209)

Il s'agit en fait d'une traduction fidèle du texte source allemand.[1177]

Je me limite à répéter que je ne remets pas en cause la réalité des fusillades et des charniers. Ce que je remets en cause, c'est l'existence des « chambres à gaz » homicides. J'omets donc une autre référence aux charniers et je passe au document suivant.

> **[144]** *« Le 31 mai 1943, le HSSPF, Krüger, a indiqué qu'il avait 'récemment reçu à nouveau l'ordre de procéder à la déjudaïsation dans un délai très court'. Reconnaissant que de nombreux juifs étaient employés dans d'importants travaux d'armement, Krüger répondit à ses homologues civils que 'le Reichsführer-SS souhaitait cependant que l'emploi de ces Juifs cesse également' ».* (p. 209)

La source est « *Diensttagebuch*, p.682 (31.5.43) ; cf. Pohl, *Judenpolitik*, pp.166-7 » (note 322). Il aurait été opportun de citer *Faschismus-Getto-Massenmord*, où un extrait pertinent du document est fourni :[1178]

> *« Ce n'est que récemment qu'il reçut à nouveau l'ordre de procéder à la déjudaïsation dans un délai très court. Il était obligatoire d'extraire les Juifs de l'industrie de l'armement et des usines de l'économie de guerre, à moins qu'ils ne soient exclusivement affectés aux intérêts les*

[1176] PS-1526. NCA, vol. IV, pp. 91-92.

[1177] D. Pohl, *Nationalsozialistische Judenverfolgung in Ostgalizien, op. cit*. p. 260.

[1178] T. Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Faschismus – Getto – Massenmord, op. cit*. pp. 450-451.

plus importants pour la guerre. Les Juifs étaient concentrés dans de grands camps, d'où ils étaient remis aux entreprises d'armement pour leur travail quotidien. Cependant, le Reichsführer-SS souhaite que l'emploi de ces Juifs cesse également. Il a discuté de cette question de manière approfondie avec le Generalleutnant Schindler et pense qu'en fin de compte, la demande du Reichsführer-SS ne pourra pas être satisfaite ».

Parmi les travailleurs juifs se trouvaient en effet des opérateurs hautement qualifiés qui ne pouvaient être remplacés par des Polonais :

« Il demande donc au SS-Obergruppenführer Dr. Kaltenbrunner de décrire cette situation au Reichsführer-SS et de lui demander de ne pas retirer ces travailleurs juifs. »

Ce document est également cohérent avec le plan de déportation de tous les Juifs du Gouvernement général au cours de l'été 1943.

[145] *« Un peu moins d'un mois plus tard, Hans Frank demanda plaintivement à haute voix comment il allait résoudre les contradictions fondamentales entre les objectifs idéologiques nazis et les impératifs économiques... » :*

'Comment, demande-t-on souvent, peut-on concilier la nécessité de coopérer avec une culture étrangère et l'objectif idéologique d'éliminer, par exemple, le peuple polonais (Volkstum) ? Comment la nécessité de maintenir la production industrielle est-elle compatible avec la nécessité, par exemple, d'anéantir les Juifs ? » (pp. 209-210)

La source qu'il cite fournit le texte suivant :[1179]

« En pleine guerre, où il est question de victoire et où toutes les questions de fait doivent peser dans l'argumentation finale, ce dernier problème est immensément difficile. Comment, répète-t-on souvent, la nécessité de coopérer avec des ethnies étrangères peut-elle être compatible avec l'aspect idéologique de l'extermination de l'identité ethnique polonaise ? Comment concilier le maintien du rendement de la main-d'œuvre dans les usines avec, par exemple, l'anéantissement nécessaire de la communauté juive ? Dans le cadre général de cette évolution, comment sommes-nous censés traiter – et c'est le troisième problème – la vie et les activités de nature négative de nos Allemands bien-aimés dans cette région, sans porter atteinte à l'autorité de nos dirigeants ? »

L'« extermination de l'identité ethnique polonaise », qui n'est évidemment pas de nature physique, est ici comparée à l'« anéantissement de la juiverie », qui a la même signification. Terry en est bien conscient, puisqu'il omet de reproduire les deux phrases allemandes, traduisant la première par « anéantir le peuple polonais (*Volkstum*) », mais la seconde par « anéantir les Juifs », en substituant à tort « Juifs » à la traduction correcte « juiverie ». Le terme allemand « *Volkstum* », qui n'a pas d'équivalent en anglais, ne signifie *pas* peuple (*Volk* en allemand), mais identité ethnique et/ou culturelle d'un peuple.

[146] *« Au fur et à mesure que la guerre avançait, de nombreux idéologues nazis faisaient de plus en plus appel à l'objectif de détruire le 'vivier' (*Keimzelle*) de la 'juiverie mondiale' ».* (p. 210)

[1179] Texte dans : www.ns-archiv.de/personen/frank/22-06-1943.php, extrait de Werner Präg, Wolfgang Jacobmeyer (ed.), *Das Diensttagebuch des deutschen Generalgouverneurs in Polen 1939-1945*. Stuttgart, 1975, p. 69

Dans la note 324 de la page 210, Terry fait référence à la source suivante : « Cf. Furber/Lower, 'Colonialism and Genocide in Nazi-Occupied Poland and Ukraine', p. 384. »

Ce texte cite un extrait d'un article du « gouverneur de Radom Erich Kundt », paru dans le magazine « *Europäische Revue* » en mai 1942 :[1180]

> *« ...le territoire de l'ancienne Pologne et de l'Est au sens large peut être considéré comme le terreau de la juiverie mondiale moderne... Le problème juif a donc posé dès le départ des problèmes particuliers à l'administration allemande. »*

L'article a été écrit par Lothar Weirauch, et non par Kundt, qui s'appelait Ernst et non Erich. Je cite le texte dans son contexte :[1181]

> *« Le territoire de l'ancienne Pologne et les régions plus à l'est peuvent être considérés comme le terreau de la juiverie mondiale moderne.* [...]
>
> *Les plus de deux millions de Juifs du gouvernement général constituent le troisième groupe ethnique par ordre d'importance. La question juive dans le gouvernement général a donc posé dès le départ des problèmes particuliers à l'administration allemande. Bien qu'une exclusion immédiate et complète des Juifs ait pu être réalisée dans tous les secteurs de l'administration, il n'a pas été possible d'exclure immédiatement les Juifs de la vie économique. La plus grande partie du commerce était aux mains des Juifs, mais de nombreux groupes de métiers étaient également majoritairement ou dans une large mesure aux mains des Juifs. L'élimination de l'influence juive dans la vie économique ne pouvait se faire que progressivement, après avoir fourni des forces de travail de remplacement.* [...]
>
> *L'identification du Juif en tant que force principale du marché noir dans le gouvernement général et, de plus, en tant que principal agent de propagation du typhus en raison de son manque d'hygiène, a conduit à la création de 'quartiers résidentiels juifs', pour la plupart fermés ».*

Plutôt que de faire référence à la destruction physique des juifs, ce texte parle de la destruction de leur influence économique et de la création de « quartiers résidentiels juifs » fermés (c'est-à-dire de ghettos). L'utilisation par Terry du mot « *Keimzelle* » pour « terreau » ne fait que révéler qu'il est un bouffon exterminationniste, tout comme son digne compagnon Harrison (voir chapitre 5, point 163). Ignorant la présence du mot « *Brutstätte* » dans le texte original allemand, il a procédé à une retraduction erronée en allemand en utilisant le mot « *Keimzelle* » (cellule de germ[ination]) qui figure dans le protocole de Wannsee ! [1182] Il a ainsi malicieusement attribué au texte en question la signification néfaste qu'il attribue au protocole.

[1180] David Furber, Wendy Lower, « Colonialism and Genocide in Nazi-Occupied Poland and Ukraine » in : *Empire, Colony, Genocide, op. cit.* p. 384.

[1181] L. Weirauch, « Die Volksgruppen im Generalgouvernement. Der polnische Staat und seine Minderheiten », in : *Europäische Revue*, Jg. XVIII, Heft 5 (mai 1942), p. 255.

[1182] « *...als Keimzelle eines neuen jüdischen Aufbaues...* », NG-2586-G, p. 8.

[147] *« En mars 1944, une conférence de référents juifs et de conseillers en aryanisation convoquée par le Foreign Office apprend que 'l'élimination physique des Juifs de l'Est prive les Juifs de leurs réserves biologiques' (*Die physische Beseitigung des Ostjudentums entziehe dem Judentum die biologischen Reserven.*) ».* (p. 210)

Le document en question est le résumé d'une « conférence de travail des consultants pour les questions juives dans les missions diplomatiques allemandes en Europe » qui a eu lieu à Krummhubel les 3 et 4 avril 1944.

Au chapitre 5, point 71, j'ai déjà démontré que l'expression « *Ausmerzung des Judentums* » (éradication de la juiverie) pouvait signifier l'élimination des juifs d'Europe, même en ajoutant l'adjectif « *biologische* » (biologique). Le document en question parle de la juiverie orientale dans les termes suivants :[1183]

« La véritable source de puissance du judaïsme en Europe et en Amérique est le judaïsme oriental. Elle constitue le point de départ des vagues d'émigration de la sphère européenne vers la sphère américaine. Le judaïsme oriental se déplace lentement de l'est vers l'ouest et, ce faisant, affiche un déclin non seulement religieux mais aussi social. En Europe, les Juifs d'Orient ont perdu leur rôle biologique et, en même temps, leur rôle politique. »

Ensuite, en ce qui concerne le projet sioniste, il est dit :

« L'ambassadeur Franz Six aborde ensuite la question du sionisme. Le sionisme signifie le retour de tous les Juifs dans leur patrie et terre d'origine, la Palestine. L'objectif est de les y réunir politiquement et biologiquement. L'élimination physique de la juiverie orientale prive la juiverie de ses réserves biologiques ».

Suit une observation de von Thadden :

« Le conseiller de légation von Thadden parle de la situation politique liée aux Juifs en Europe et de l'état des mesures exécutives anti-juives. L'orateur donne un aperçu des raisons pour lesquelles la solution palestine sioniste ou d'autres solutions alternatives similaires doivent être rejetées et pour lesquelles la déportation des Juifs dans les territoires de l'Est doit être effectuée ».

Le contexte confirme que les juifs de l'Est ont cessé de jouer un rôle biologique et politique en Europe, et que leur « élimination physique » consiste précisément en cela, car ils ne peuvent plus approvisionner démographiquement les autres communautés juives par le biais de la migration, exactement dans le sens du protocole de Wannsee tel qu'expliqué ci-dessus.

[148] À la page 210, Terry invoque le tristement célèbre discours de Posen de Himmler, mais il le trouve apparemment trop notoire pour s'y attarder, et cite à la place le commentaire de Goebbels qui s'y rapporte :

« En ce qui concerne la question juive, il [Himmler] donne une présentation très franche et sans fard. Il est convaincu que nous pouvons résoudre la question juive dans toute l'Europe d'ici la fin de l'année. Il propose la solution la plus dure et la plus radicale : exterminer les Juifs en

[1183] PS-3319. TMI, vol. XXXII, pp. 165-167.

profondeur [Kind und Kegel]. C'est certainement une solution logique, même si elle est brutale. Nous devons prendre la responsabilité de résoudre complètement cette question à notre époque ».

La source citée par Terry est « *TBJG* II/10, p.72 ; cf. Saul Friedländer, *The Years of Extermination : Nazi Germany and the Jews, 1939-1945*. New York : HarperCollins, 2008, p. 543 » (note de bas de page 327), mais en fait le texte et la référence sont tous deux tirés du livre de Friedländer : « *Joseph Goebbels, Die Tagebücher von Joseph Goebbels* ; ed. Elke Fröhlich (Munich, 1995), vol. 10, p. 72. »[1184]

Je donne tout d'abord le texte du passage :[1185]

« En ce qui concerne la question juive, il [Himmler] *présente un point de vue tout à fait franc et sans fard. Il est convaincu que nous pouvons résoudre la question juive pour toute l'Europe d'ici la fin de l'année. Il préconise la solution la plus radicale et la plus dure, à savoir l'extermination des Juifs avec sacs et bagages. Bien que brutale, cette solution est certainement cohérente. Car nous devons vraiment prendre nos responsabilités pour que cette question soit résolue à notre époque ».*

Dans le discours de Posen, Himmler a déclaré :[1186]

« Je veux parler ici de l'évacuation des Juifs, de l'extermination du peuple juif. »

Cette phrase est généralement interprétée dans le sens où « évacuation » est un « euphémisme » pour « extermination ». Mais le paragraphe dans lequel cette phrase apparaît porte le titre « L'évacuation juive ». Il ne faut pas oublier ici que Himmler ne s'est pas adressé à un public de foire villageoise, mais « à la conférence SS-*Gruppenführer* à Posen le 4 octobre 1943 »[1187], c'est-à-dire – du point de vue exterminationniste – devant les auteurs de la prétendue extermination des juifs. Pourquoi Himmler aurait-il utilisé un « euphémisme » en s'adressant à eux ? L'explication la plus raisonnable est que les deux termes sont strictement équivalents, bien qu'à l'inverse de l'interprétation courante, c'est-à-dire que « extermination » est un synonyme figuré d'« évacuation ». Ceci est d'ailleurs confirmé par plusieurs exemples que j'ai cités au chapitre 5.

Dans ce contexte, des déclarations tout à fait explicites de Himmler peuvent être citées, comme la suivante, tirée d'un discours devant des SS-*Junker* (aspirants SS) à Bad Tölz le 23 novembre 1942 :[1188]

« Il y a également eu un changement complet dans la question juive en Europe. Le Führer a déclaré un jour dans un discours devant le Reichstag : Si la juiverie devait déclencher une guerre,

---

[1184] S. Friedländer, *The Years of Extermination. Nazi Germany and the Jews, 1939-1945*. Harper-Collins, New York, 2008 p. 543 et note de bas de page 11 à la page 776.

[1185] Joseph Göbbels, *Die Tagebücher*. Saur Verlag, 2005, p. 72.

[1186] PS-1919. IMT. vol. XXIX, p. 145.

[1187] *Ibid*, p. 110.

[1188] Bradley F. Smith, Agnes F. Peterson (eds.), *Heinrich Himmler Geheimreden 1933 bis 1945 und andere Ansprachen*. Propyläen Verlag, 1974, p. 200.

par exemple pour éradiquer les peuples aryens, ce ne sont pas les peuples aryens qui seront éradiqués, mais la juiverie. Le Juif a été expulsé d'Allemagne ; il vit maintenant à l'Est et travaille sur nos routes, nos chemins de fer, etc. Cette mesure a été appliquée avec rigueur, mais sans aucune cruauté. Nous ne torturerons personne, mais nous savons que nous luttons pour l'existence et la survie de notre sang nordique ».

Ceci confirme une fois de plus le sens réel de la « prophétie » de Hitler.

Le contexte général est celui donné plus haut (au point 141) : alors qu'auparavant Hitler « était d'avis que la solution du problème juif dans les pays autres que l'Allemagne devrait être reportée après la fin de la guerre, cela ne tient plus et le Führer a donné des instructions catégoriques pour que la question soit réglée immédiatement », c'est-à-dire qu'il a pris la décision « d'expulser tous les juifs d'Europe même pendant la guerre ».

[149] Terry conclut cette section par une longue citation d'un discours de Himmler « devant les généraux à Sonthofen » du 21 juin 1944, dans lequel il fait notamment référence à l'assassinat de femmes et d'enfants juifs. Il ignore le titre du discours : « La 'solution finale' et la révolte du ghetto de Varsovie (1944) [recte : 1943] »[1189] Tout l'extrait se réfère en fait à la révolte du ghetto de Varsovie. Je ne considère pas cela comme une omission de la part de Terry, car il n'a probablement jamais vu le texte qu'il cite (« Bradley F. Smith and Agnes F. Peterson (eds.), *Heinrich Himmler. Geheimreden 1933 bis 1945*. Frankfurt am Main, 1974, p.203 : note 328 »), et l'a très probablement pris à la place sur le Web.[1190] Ce texte contient des omissions non indiquées, et sa traduction oscille entre approximation et falsification. Je donne ici les exemples les plus flagrants. Le passage suivant :[1191]

« La fois où nous avons nettoyé le dernier grand ghetto de Varsovie – par tous les moyens, je peux en donner le nombre – avec plus de 500 000 Juifs, à l'été 1943, après cinq semaines de combats de rue, a été aussi la dernière fois. Aussi isolés qu'ils aient pu être, les ghettos étaient les centres de tous les partisans – et de tous les mouvements de banditisme ».

est rendu comme suit :

« Nous avons nettoyé le dernier, le grand ghetto de Varsovie, à l'été 1943. À Varsovie, il y avait 500 000 Juifs. Je vous donne ce chiffre à titre confidentiel. Il nous a fallu cinq semaines de combats de rue. Je veux tout de même répondre à une petite question que vous devez sûrement vous poser ». (p. 211)

La dissolution des ghettos en tant que « centres » de la guerre contre les partisans s'oppose à la thèse de l'extermination raciale des juifs qui les habitent, et

---

[1189] *Ibid.* p. 203. Le discours se trouve aux pages 203-205.

[1190] Sonthofen Talk, in : http://stevenlehrer.com/sonthofen_talk.htm. Texte allemand et traduction anglaise.

[1191] *Heinrich Himmler Geheimreden 1933 bis 1945 und andere Ansprachen, op. cit.* p. 204 ; les textes des citations suivantes se trouvent sur la même page.

c'est pourquoi le passage pertinent a été omis (bien que l'omission corresponde à vingt lignes de texte).

Plus loin dans le texte, la phrase

« Voulons-nous avoir l'indécence de dire : non, non, nous sommes trop faibles pour cela, mais nos enfants peuvent s'en occuper une fois ».

est incorrectement traduite de la manière suivante :

« Voulons-nous être indécents au point de dire : non, non, nous sommes trop faibles pour tuer des enfants. Nos enfants peuvent s'en occuper. » (p. 211)

Et enfin « Non, nous ne pouvons pas en prendre la responsabilité » devient « Non, nous ne pouvons pas nous soustraire à notre responsabilité de tuer tous les Juifs. » (p. 211).

[150] À la page 211 commence la section « Mattogno's 'Resettlement' Shell Game », qui vise à réfuter ma reconstitution de l'évacuation des juifs vers l'Est. J'ignore la série habituelle d'accusations absurdes et passe aux questions tangibles. Terry affirme que la réinstallation des juifs n'était pas une réalité mais une fiction, ce qui est l'habituel argument de l'« euphémisme ». Évaluons ses preuves.

*« À la fin du mois de mars 1942, le bureau du gouverneur de Galicie a noté que la 'réinstallation' (*Aussiedlung*) en cours de 'tous les Juifs dispensables de Galicie' était une affaire secrète de l'État (*Geheime Reichssache*). Les juifs doivent être concentrés près des lignes de chemin de fer afin de pouvoir être transportés par 1 000 à 1 100 personnes. À cette époque, tous les transports en provenance de Galicie se dirigent vers l'ouest, vers Belzec, et non vers l'Est russe' ».* (p. 212)

La source de Terry est la suivante :[1192]

« L'évacuation de tous les Juifs non indispensables de Galicie, ordonnée pour le district de Galicie en tant qu''affaire secrète du Reich' et déjà mise en œuvre à Lwów, nécessitait également une modification des directives et des orientations émises jusqu'alors pour la concentration des Juifs dans les comtés. [...]

Le capitaine du comté décide, en accord avec l'avant-poste responsable du commandant de la police de sécurité et du SD, quels Juifs appartiennent au groupe mentionné de Juifs encore inexpulsables à l'heure actuelle. Tous les autres Juifs doivent être concentrés et enregistrés dans les villes situées le long de la voie ferrée ou à proximité de celle-ci, dans les quartiers résidentiels juifs ou dans des camps de regroupement adéquats. Ils doivent être enregistrés et préparés à l'action mentionnée ci-dessus de telle sorte qu'ils soient à tout moment prêts à être déportés du district de Galicie sur instruction plus précise du district. La déportation a lieu dans des trains spéciaux fournis par la Reichsbahn, qui contiennent chacun de 1 000 à 1 100 Juifs. »

Le document parle de « déportation à partir du district de Galicie », mais sans mentionner qu'elle devait avoir lieu « vers *l'ouest* jusqu'à Belzec ». D'un autre côté, cela ne change pas la réalité de l'« évacuation », à moins de supposer que Bełżec

[1192] D. Pohl, *Nationalsozialistische Judenverfolgung in Ostgalizien, op. cit.* p. 189.

n'était *pas* un « camp d'extermination ». Lemberg (en polonais Lwów) est situé au sud-est de Bełżec à une distance de seulement quelque 70 km, et le flux de déportation de ce camp aurait pu être dirigé vers le nord-est, « vers l'océan Arctique » (cf. point 157 ci-dessous).

[151] *« En juin 1942, le SS-Obergruppenführer Krüger écrit pour demander que Helmuth Pohl, membre du SSPF Lublin et du personnel de déportation de Höfle, soit promu officier de la Waffen-SS car il est occupé 'à des tâches importantes dans le bureau de 'réinstallation des Juifs' (*im Referat 'Judenumsiedlung'*). Des guillemets ont été utilisés dans l'original ».* (p.212)

« *Judenumsiedlung* » avec des « guillemets » ! Cela doit certainement être la preuve irréfutable que les juifs ont été gazés à Bełżec ! Je me rends devant cette preuve accablante ! Terry n'a pas du tout considéré que les « guillemets » n'étaient utilisés que pour mettre en valeur le nom du *Referat* (département). Au chapitre 5, afin de souligner la stupidité d'une interprétation similaire, je me suis référé à la lettre de la société Tesch & Stabenow au Bureau central de construction d'Auschwitz du 8 juin 1944 [1193], qui contient non seulement le terme « *Normalgaskammer* » (chambre à gaz standard) souligné et avec des « guillemets », mais aussi le terme « *Originalvergasung* » (sic, gazage à l'Areginal), également souligné et avec des « guillemets » : il faut donc peut-être en conclure qu'à Auschwitz, les SS voulaient procéder à des gazages homicides à l'*Areginal* ?[1194]

[152] *« Krüger renvoie l'Office du personnel SS à une communication écrite le 3 juin 1942 au sujet de la tâche 'Réinstallation des Juifs' du Reichsführer-SS, le jour même où Globocnik a présenté à Himmler un 'dossier juif' (Judenmappe) contenant ses plans pour la deuxième phase de l'Aktion Reinhard. »* (p. 212)

Il s'agit là encore d'un argument incohérent, car il présuppose que « la deuxième phase de l'Aktion Reinhardt » faisait partie d'une opération d'extermination. Et surtout, c'est un plagiat de plus, indigne d'un professeur d'université comme l'est Terry. Pohl déclare à ce sujet :[1195]

« Le 3 juin [1942]*, lorsque l'autorité sur les 'questions juives' a été transférée à la police de sécurité et immédiatement avant la mort de Heydrich, Globocnik a envoyé à Himmler, au RSHA et à l'Etat-major principal du RKF (commissaire du Reich pour le renforcement du germanisme) plusieurs dossiers concernant la 'politique de l'identité ethnique' dans le district. Deux de ces dossiers, dont on ne retrouve malheureusement plus la trace, concernent les Juifs ; le dossier 'Ordre concernant les Juifs' a été déclaré 'affaire secrète du Reich'. Il contenait vraisemblablement le plan élaboré par son bureau du personnel SS. Seule la lettre d'accompagnement de Globocnik a été conservée : 'Dans le document ci-joint, la situation du*

[1193] RGVA, 502-1-333, p. 35. Cfr. *Auschwitz : The Case for Sanity, op. cit.* pp. 181-185.

[1194] L'Areginal était un produit de désinfection de base à base de formiate d'éthyle.

[1195] D. Pohl, *Nationalsozialistische Judenverfolgung in Ostgalizien, op. cit.* p. 126.

travail concernant les Juifs sera examinée et simultanément les déficits et les problèmes seront mis en évidence qui 'nécessitent des ordres exécutifs' ».

La source indiquée est « BA NS 19/1755 (Abschriften) ».[1196] Par conséquent, l'affirmation selon laquelle ce dossier fait référence à « la deuxième phase de l'Aktion Reinhardt » n'est qu'une conjecture de Terry. En ajoutant le terme allemand « *Judenmappe* » (dossier juif), apparemment inventé par lui-même, au lieu de « *Judenordnung* » (ordonnance concernant les juifs), il ne fait que confirmer son statut de bouffon exterminationniste.

Si Terry avait vraiment vu le document qu'il cite dans la note 332, où il a même mal orthographié le nom de Lublin (« SSPF Lubin, 33/42 gRs, Lublin, den 3.6.42, gez. Globocnik, BA NS19/1755, p.2 »), il n'aurait pas éprouvé le besoin de recourir à ce subterfuge grotesque.

[153] *« En septembre 1943, Krüger écrivit au HSSPF Niederlande, Hanns-Albin Rauter, pour essayer de placer Hermann Höfle à un nouveau poste après l'achèvement de l'Aktion Reinhardt. Affirmant que Höfle avait dû accomplir des 'tâches spéciales' (Sonderaufträge), Krüger développa en expliquant que celles-ci avaient surtout consisté en la 'question de la solution finale pour les Juifs' (Judenendlösungsfrage), une 'affaire purement confidentielle' (reine Vertrauens sache) qui était également particulièrement exigeante. »* (pp. 212-213)

Il n'y a aucune indication permettant d'étayer l'affirmation selon laquelle la « réinstallation des Juifs » était un « euphémisme » pour le meurtre de masse, ni aucune allusion aux exterminations présumées dans les camps de l'« Aktion Reinhardt ».

[154] *« Plus bas dans la chaîne de commandement, des spécialistes de l'agriculture négociant avec des officiers SS au sujet de la poursuite de l'utilisation du travail forcé des Juifs dans les fermes kok-sagys en Galicie ont noté au printemps 1943 que 'jusqu'à présent, aucun ordre de Berlin n'avait été donné pour 'réinstaller' les Juifs ici' (*die hiesigen Juden 'umzusiedeln'*). »* (p. 213)

Quel sens peut-on donner à ces quatre mots isolés de leur contexte ? Que la « réinstallation » était un « euphémisme » pour l'extermination et que ces juifs ne devaient *pas* être exterminés ? Ou que « réinstallation » signifiait vraiment réinstallation et que ces juifs ne devaient pas être réinstallés ?

[155] Aux pages 213-214, Terry critique ma discussion sur les marais de Pripyat, que je n'ai mentionnés que deux fois dans notre livre sur Treblinka, à propos de l'*Ereignismeldung* (*Compte rendu d'évènement*) n° 52 du 14 août 1941 ; la première fois avec la bonne date,[1197] la seconde avec la mauvaise date du 14 août 1942 dans le texte (ma troisième erreur, sur 213 pages de critique), mais avec la

[1196] *Ibid*, note de bas de page 76.

[1197] *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit*. p. 205.

bonne date dans la note de bas de page correspondante.[1198] Dans notre livre sur Sobibór, j'ai également consacré quelques lignes à la question :

> *« Les SS pensaient également à l'amélioration des régions marécageuses du Pripyet, qui s'étendaient entre la Pologne orientale et la Ruthénie blanche, comme le montrent par exemple deux études parues respectivement en décembre 1941 et en juin 1942. »*

J'ai ensuite cité l'*Ereignismeldung* mentionnée ci-dessus avec la même erreur dans le texte (reprise du texte précédent) et la date correcte dans la note de bas de page.[1199] J'ai en outre mentionné le Pripyat (orthographe allemande : Pripjet) dans une ligne de texte parlant de la thèse de Steffen Werner.[1200]

> **[156]** *« Le traitement de cet épisode par Mattogno est instructif. Outre le fait qu'il a mal daté la suggestion de Rasch à deux reprises, il est totalement silencieux sur l'échec de la proposition de Hitler, et discute au contraire du projet comme s'il s'agissait d'une préoccupation vivante qui aurait bien pu se prolonger jusqu'en 1942, sans doute pour garder ouverte une autre option pour sa thèse fantaisiste de la 'réinstallation'. »* (pp. 214-215)

Le traitement de cet épisode par Terry est encore plus « instructif ». Il « passe totalement sous silence » le fait que, dans ce contexte, je me suis limité à mentionner deux articles sur Pripyat parus en décembre 1941 et en juin 1942, comme le montre le passage susmentionné.

En ce qui concerne les travaux de mise en valeur des terres dans les marais, Terry déclare :

> *« Le 20 juillet, Frank propose à Hans Lammers d'annexer les marais de Pripyat à son domaine. Contrairement à la Galicie orientale 'surpeuplée', les marais de Pripyat permettraient à Frank de 'faire travailler des éléments de la population (surtout juive) de manière productive et rentable pour le Reich'. Hitler a rejeté la proposition deux jours plus tard. »* (p. 214)

Aly cite le document en question comme suit :[1201]

> *« Dans son état actuel, ce territoire a une valeur marginale, mais des valeurs considérables pourraient sans doute être tirées de ce territoire après un drainage et une mise en valeur des terres effectués en conséquence. Si je propose d'inclure cette zone, c'est avant tout parce que j'y vois la possibilité d'amener des éléments de la population (notamment juive) à un emploi productif et avantageux pour le Reich. »*

Aly se réfère à « Schreiben Franks vom 19.7.1941 an Lammers [écrit de Frank à Lammers du 19 juillet 1941] ; BAK, R6/21, p. 136ff. »[1202] Dans ce contexte, il cite également « Monologe, S. 74 »[1203] Dans une citation ultérieure du même

---

[1198] *Ibid*, p. 254.

[1199] *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.*, p. 246.

[1200] *Ibid*, p. 357.

[1201] G. Aly, *« Endlösung. » Völkerverschiebung..., op. cit.*, p. 276.

[1202] *Ibid.*, note 133, p. 276.

[1203] *Ibid.*, note 139, p. 278.

document, Aly donne la référence suivante : « BAK, R6/21, Bl. 136 ff. ; vgl. Frank-Tgb., S. 387 »[1204] Terry a plagié les trois sources :

« Frank an Lammers, BA R6/21, p.136ff. » (note de bas de page 342 à la p. 214)

« Diensttagebuch, p. 387 (22.7.41). » (note 343)

« Jochmann, Monologe, p. 74 (28.9.1941). » (note de bas de page 346, voir ci-dessous)

Terry déclare que « Hitler lui-même craignait que l'assèchement des marais de Pripyat ne conduise à la 'steppisation' [sic] des surfaces agricoles vitales de l'Ukraine et que les marais ne soient donc mieux utilisés comme zones de manœuvre militaire » (p. 214) et se réfère à « Jochmann, *Monologe*, p. 74 (28.9.1941) » (note de bas de page 346). Dans ce livre, on peut lire :[1205]

« Nous voulons donc laisser les marais subsister, non seulement parce que nous en avons besoin comme champs de manœuvre, mais aussi à cause du climat, afin de contrer le danger d'une formation de steppe désertique. Ils agissent comme une éponge, sinon il se pourrait bien que toute la récolte soit détruite par les vagues de chaleur ».

Le 29 octobre 1941, Hitler revient sur la question :[1206]

« Afin de tester quelque chose de nouveau également en temps de paix et de maintenir notre Wehrmacht en pleine forme, nous avons besoin d'un terrain d'exercice d'une taille telle que des conditions plus ou moins semblables à celles de la guerre y soient réunies. J'ai désigné pour cela les marais de Pripjet, une zone de 500 km de long et de 300 km de large ».

Il s'agissait donc de projets à mettre en œuvre après la fin de la guerre. Mais celui-ci figurait également parmi les projets futurs :[1207]

« D'autre part, le territoire russe, qui passe sous notre domination, est tellement chargé de problèmes que nous aurons du travail à faire pendant les siècles à venir.

Dans la partie centrale, il faudra tout d'abord cultiver les marais sans fin en cultivant des roseaux, etc., afin de pouvoir limiter les vagues de froid russes extrêmement fortes au cours des hivers à venir. En outre, il faudra créer des plantations d'orties très cultivées, car selon les recherches d'une entreprise de Hambourg, on peut fabriquer à partir des fibres de ces orties une fibre de rayonne dont la qualité dépasse de loin celle du coton ».

Il n'est donc pas totalement farfelu que le projet soit encore envisagé par les autorités allemandes en 1942, comme en témoigne l'article précité de juin 1942. Thomas Kues, au chapitre 7, section 7.5, apporte une autre preuve qu'un projet de drainage massif était encore à l'étude en 1942. Je reviendrai sur les marais de Pripyat au point 168.

[1204] *Ibid.*, note 36, p. 317.

[1205] Werner Jochmann (ed.), *Adolf Hitler. Monologe im Führerhauptquartier 1941-1944. Die Aufzeichnungen Heinrich Heims*, Albrecht Knaus, Hamburg, 1980, p. 74.

[1206] *Ibid.*, p. 113.

[1207] Henry Picker, *Hitler Tischgespräche im Führerhauptquartier, op. cit.*, p. 192.

[157] À la page 215, Terry évoque la lettre de Walter Föhl du 21 juin 1942. Il accuse Graf, qui l'a citée[1208], d'une « lecture littéraliste crétine » (p. 215), ce qui, dit par quelqu'un qui a pour habitude d'offrir une « lecture littéraliste crétine » des extrapolations de traductions de documents plagiés, est tragicomique.

Il écrit que « MGK, *Sobibór*, p.358, citent les mémoires apologétiques de Fritz Arlt, fonctionnaire de la RKF, publiés après que les recherches de Götz Aly et Susanne Heim eurent renversé le rocher sous lequel cet expert en réinstallation nazie s'était caché » (note de bas de page 348). Une affirmation ridicule, car la citation de Graf est tirée d'une lettre d'Aly à Artl datée du 8 février 1989.[1209]

Dans cette lettre, Aly commente la lettre de Föhl de la manière suivante :[1210]

> *« C'est le langage de la conférence de Wannsee, c'est votre langage* [celui d'Artl] *de l'époque, c'est l'intention pure et simple d'extermination ».*

Terry, plus radicalement, observe « que toute déportation vers les marais de Pripyat décimerait les Juifs en les faisant travailler jusqu'à la mort », ce qui est faux, car le texte dit :

> *« ...où ils seront tous rassemblés à la fin de la guerre – à condition qu'ils survivent (et les Juifs du Kurfürstendamm ou de Vienne et Bratislava ne survivront certainement pas) – non sans avoir construit quelques routes. (Mais nous ne sommes pas censés en parler) ».*

Il n'y a même pas ici d'intention d'extermination : les Juifs n'ont pas été envoyés « dans les marais blancs de Ruthénie vers l'océan Arctique » pour y mourir ou y être tués, car on s'attendait à ce qu'ils soient tous « rassemblés à la fin de la guerre ». C'est plutôt une indifférence criminelle à l'égard des déportés qui est affichée. La question centrale est qu'en juin 1942, des transports de juifs sont arrivés « de toute l'Europe », en passant évidemment par les différents « camps d'extermination », qui ont donc nécessairement fonctionné comme des camps de transit.

[158] *« Dans plusieurs de ses brochures, Mattogno a tenté d'établir un lien entre le ballon d'essai des marais de Pripyat et un document décrivant la déportation, en mai 1942, de 16 882 Juifs du comté de Pulawy, dans le district de Lublin, 'par le fleuve Bug' ».* (p. 215)

Je cite tout d'abord le texte du document en question :[1211]

> *« Dans la période allant du 6 mai au 12 mai inclus, 16 822 Juifs du comté de Pulawy ont été déportés par le* [fleuve] *Bug sur ordre du chef des SS et de la police. »*

Terry émet deux objections à l'interprétation littérale de l'expression « par le Bug » :

[1208] *Ibid.*, p. 358.

[1209] Fritz Arlt, *Polen-, Ukrainer-, Juden-Politik*, Wissenschaftlicher Buchdienst Herbert Taege, Lindhorst 1995, pp. 21-22.

[1210] *Ibid*, p. 22.

[1211] T. Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Faschismus – Getto – Massenmord*, *op. cit.*, p. 438.

« Premièrement, au moins un survivant de Sobibor, Stanislaw Szmajzner, a été sélectionné pour le Sonderkommando à partir de ces transports et n'a fait état d'aucun 'transport ultérieur' ». (p. 216)

Une objection désespérée : si les rapports des « témoins oculaires » avaient une quelconque valeur historiographique, il n'y aurait pas de débat : il suffirait de les citer pour « démontrer » l'existence des « camps d'extermination » et des « chambres à gaz ».

[159] La seconde objection n'est pas moins inepte que la première :

« Lors d'une réunion tenue le 17 octobre, comme nous l'avons vu plus haut, les dirigeants civils et SS du district de Lublin ainsi que Hans Frank décident que 'tous les Juifs, à l'exception des artisans indispensables et autres, doivent être évacués de Lublin'. Dans un premier temps, 1 000 Juifs seront transférés de l'autre côté du Bug. La responsabilité en est confiée au SSPF. Le Stadthauptmann choisira les Juifs à évacuer ». (p. 216)

Dans son désespoir, il revient au document qu'il a déjà cité à la page 167 et que j'ai déjà commenté plus haut. Concrètement, Terry présuppose d'abord que l'expression « à travers le Bug » signifiait l'extermination, puis il « déduit » de ce document qu'elle signifiait en soi l'extermination. Non content de ses conjectures, Terry ajoute, sans citer la source, les conjectures de Musial dont nous avons déjà parlé (pp. 216-217).

[160] *« Il est révélateur que Mattogno soit totalement incapable de fournir une autre source que la référence, aujourd'hui démentie, à 'l'autre côté du Bug', qui* pourrait *indiquer une 'réinstallation' des 180 000 Juifs déportés à Belzec et Sobibor de mars à juin 1942 dans le cadre de la première phase de l'Aktion Reinhardt. »* (p. 217)

C'est l'une des rares choses vraies dites par Terry. Nous traitons ici du statut de la documentation séquestrée, analysée et sélectionnée par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale – en l'occurrence les Soviétiques – pour étayer leurs accusations contre l'Allemagne nationale-socialiste, comme je l'ai expliqué en détail au chapitre 2. Dans ce contexte, les documents éventuels concernant la déportation des juifs vers l'Est par le biais des camps de l'Aktion Reinhardt ne peuvent par principe pas exister, tant du point de vue exterminationniste, parce qu'ils auraient été détruits par les Nationaux-Socialistes, que du point de vue révisionniste, parce qu'ils auraient été détruits par les sélectionneurs de documents des Alliés. La question à expliquer reste la suivante : pourquoi les Nationaux-Socialistes auraient-ils détruit exclusivement la documentation sur les camps de l'Aktion Reinhardt, mais laissé derrière eux une documentation ostensible et volumineuse sur les fusillades de masse de juifs ?

[161] *« En effet, les Juifs de Lwow ont été mal informés que leurs proches avaient été déportés à Lublin, comme l'a noté le commandant de la Wehrmacht dans le district de Galicie :*

'Au sein de la population juive de Lemberg, une agitation notable s'est répandue au sujet d'une action de déportation qui a commencé, par laquelle quelque 30 000 Juifs âgés et autres

chômeurs seront saisis et prétendument transférés vers un territoire proche de Lublin. Il reste à voir dans quelle mesure cette évacuation peut être assimilée à une décimation'.

Aucun des Juifs de Lwow ou d'une autre ville de Galicie n'est jamais arrivé dans le district de Lublin, comme on s'en est rapidement rendu compte dans la capitale galicienne :

'La population juive affiche la plus profonde dépression, ce qui est tout à fait compréhensible car, d'une part, en divers endroits du district, les actions bien connues contre les Juifs se reproduisent et, d'autre part, à Lemberg, la réinstallation des Juifs, temporairement interrompue, reprend ; entre-temps, il se murmure également parmi les Juifs que les personnes évacuées n'atteignent jamais le territoire de réinstallation qui leur est prétendument destiné' ». (p. 218)

Terry ajoute que – dans ma réponse à Muehlenkamp concernant ces documents – je me serais contenté

« d'avoir apparemment mal compris la remarque de l'Oberfeldkommandatur de Lwow selon laquelle 'il reste à voir dans quelle mesure cette évacuation peut être assimilée à une décimation' comme se référant à Belzec, et non, comme il est évident pour tout lecteur sensé, comme se référant à la décimation des Juifs de Lwow. Ce sont des erreurs de ce genre qui nous amènent parfois à nous demander si Mattogno peut réellement lire l'anglais couramment, puisque l'alternative est qu'il n'a absolument aucune honte à mentir ». (p. 218)

Terry donne la référence suivante : « Mattogno, Bełżec e le controversie *olocaustiche*, p. 60. » (note 360 de la p. 218). Comme d'habitude, le numéro de page cité n'est pas correct. Dans cet article, j'ai écrit :[1212]

*« Un rapport hebdomadaire de la section de propagande du 20 mars 1942 mentionne l'évacuation de 35 000 à 38 000 Juifs du ghetto de Lublin à partir du 16 mars 1942, qui devaient être 'transportés en direction de l'est' (*nach Richtung Osten geschafft*). Une note de Türk du 20 mars 1942 parle de 'l'existence d'un camp de collecte (*Sammellager*) à une certaine distance de la gare de Bełżec à la frontière du district, qui est cependant complètement fermé' et de l'arrivée d'un commando de 60 personnes. Un autre rapport, du 19 mars 1942, mentionne l'évacuation de 30 000 Juifs âgés et d'autres Juifs non contenus dans le processus de production 'dans la région de Lublin' et précise qu''il faut voir dans quelle mesure cette évacuation équivaudra à une décimation (*Dezimierung*)', ce qui fait davantage référence à la possible mortalité partielle des Juifs à déporter en raison de l'évacuation elle-même qu'à une extermination totale à Bełżec. »*

J'ai donc explicitement déclaré que la décimation ne se référait pas « à une extermination *totale* à Bełżec », mais plutôt à « l'éventuelle mortalité partielle des Juifs *à déporter* », c'est-à-dire en fait des juifs de Lwów. C'est exactement le contraire de ce que Terry affirme, donc, pour paraphraser, cela « nous fait parfois nous demander si Terry peut réellement lire couramment l'italien, puisque l'alternative est qu'il n'a absolument aucune honte à mentir ».

[1212] *Bełżec et les controverses sur l'Holocauste par Roberto Muehlenkamp, op. cit.*, p. 64.

L'insinuation de Terry est également déplacée, car j'ai évidemment fondé mon analyse sur le texte allemand du document.[1213] Traduit en anglais, il se lit comme suit :

> *« Au sein de la population juive de Lwów, une agitation notable s'est répandue à propos d'une opération de réinstallation qui a commencé, par laquelle quelque 30 000 personnes âgées et autres Juifs n'appartenant pas au processus de travail seront appréhendés et, comme indiqué, emmenés dans les environs de Lublin. Il reste à voir dans quelle mesure cette évacuation équivaudra à une décimation ».*

Je passe maintenant au deuxième passage cité par Terry :[1214]

> *« La population juive fait preuve de la plus grande tristesse, ce qui s'explique par le fait que, d'une part, en divers endroits du district, les actions bien connues contre les Juifs ont repris et que, d'autre part, à Lwów, la réinstallation des Juifs, temporairement interrompue, suit son cours ; la nouvelle s'est peut-être répandue parmi les Juifs que les personnes évacuées n'atteignent jamais la zone de colonisation qui leur a été annoncée comme destination de leur voyage. »*

Cela peut signifier, comme le pense Terry, que les déportés ne sont pas arrivés à destination parce qu'ils ont été gazés à Bełżec, mais cela peut aussi signifier qu'ils ne sont pas arrivés à la destination *qui leur avait été annoncée*, mais à une autre. Par exemple, ils ne sont pas arrivés dans la région de Lublin, comme le mentionne le document cité ci-dessus, mais dans les territoires de l'Est. La fausse destination était donc un mensonge concocté pour ne pas agiter les juifs à déporter.

À ce stade, il est nécessaire de se pencher sur les premières déportations et la phase initiale d'activité du camp de Bełżec. Deux points ne cadrent pas avec la thèse exterminationniste.

Un rapport hebdomadaire du *Hauptabteilung Propaganda* (département principal de la Propagande) du cabinet de Cracovie daté du 21 mars 1942, non cité par Terry, indique :[1215]

> *« Réinstallation des Juifs. Depuis le lundi 16 mars 1942, le ghetto de Lublin est débarrassé de ses Juifs. Chaque jour, environ 2 000 Juifs sont enregistrés et emmenés vers l'est. Seul un petit quartier résidentiel juif subsiste pour les Juifs qui travaillent encore pour les services allemands. On estime que l'action sera terminée le 1er avril. La réinstallation de 35 à 38 000 Juifs est prévue ».*

Selon Yitzhak Arad, le premier transport de juifs en provenance du ghetto de Lublin est arrivé à Bełżec le 17 mars 1942.[1216] La note de Reuter mentionnée ci-

---

[1213] C.F. Browning, *Evidence for the Implementation of the Final Solution, op. cit.*, p. 36, note 110.

[1214] *Ibid*, p. 36, note 111.

[1215] *Ibid*, p. 36, note 105.

[1216] Y. Arad, *Belzec, Sobibor, Treblinka. The Operation Reinhard Death Camps. op. cit.*, p. 383.

dessus, qui porte la même date, rapporte les résultats d'une conférence qu'il a eue avec Höfle la veille, le 16 mars, à 17h30.[1217] À l'époque, Höfle occupait[1218]

> *« le poste de chef adjoint de l'État-major des SS et du chef de la police de Lublin et était en même temps son 'consultant pour les questions juives' À ce titre, il coordonne la construction du camp d'extermination de Bełżec et les déportations du district de Lublin qui s'y déroulent ».*

Si donc Höfle n'a convenu avec Reuter qu'après 17h30 le 16 mars 1942 que Belżec serait la destination des juifs incapables de travailler, qui pourraient être expédiés au nombre de 4 000 à 5 000 par jour, comment aurait-il pu y avoir suffisamment de temps disponible pour organiser un nettoyage du ghetto de Lublin le même jour, la sélection des personnes inaptes au travail et l'envoi des premiers transports vers Belżec le jour suivant ? Dans une note du 20 mars, Türk montre qu'à cette date le « camp de collecte » de Belżec est encore au stade de l'organisation :[1219]

> *« Le capitaine de comté Weienmeyer n'a encore rien pu apprendre sur l'issue finale de la déportation ; tout ce que l'on sait, c'est l'existence d'un camp de collecte à quelque distance de la gare de Belzec, à la frontière du district, qui est entièrement fermé, et l'arrivée d'un commando SS d'une soixantaine d'hommes. »*

En outre, le « Protocole n° 14/138 de l'assemblée générale du Conseil juif de Lublin du 17 mars 1942 » s'oppose à la thèse de l'extermination des juifs de Lublin. On y discute du « décret sur la question de la réinstallation » qui, « dans la nuit du 16 au 17 mars 1942, a été lu aux membres du conseil ». Les instructions suivantes ont été publiées :[1220]

> *« Pendant la réinstallation, chaque personne peut emporter un bagage à main de 15 kg, ainsi que tout l'argent et les objets de valeur.*
>
> *Pour les personnes gravement malades qui ne peuvent être transportées, une place doit être réservée à l'hôpital situé entre les ghettos A et B. Les médecins et le personnel infirmier sont fournis par le Conseil juif.*
>
> *Les Juifs assignés à la réinstallation doivent se préparer à marcher à pied pendant environ 3 km, puis ils seront conduits en voiture.*
>
> *Les hôpitaux épidémiologiques, avec leurs malades et leur personnel, restent en place. Environ 1 400 personnes seront réinstallées chaque jour.*
>
> *La réinstallation commence par le haut, c'est-à-dire par la rue Unicka.*
>
> *Les Juifs qui restent dans les appartements vides après leur libération seront abattus.*
>
> *Les Juifs 'timbrés' qui seront transférés du ghetto A au ghetto B sont autorisés à tout emporter avec eux.*

[1217] T. Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Fascisme – Ghetto – Massacre, op. cit.*, p. 269.

[1218] E. Jäckel, P. Longerich, J.H. Schoeps (eds.), *Enzyklopädie des Holocaust, op. cit.*, volume II, p. 619.

[1219] C.F. Browning, *Evidence for the Implementation of the Final Solution, op. cit.*, p. 36, note 107.

[1220] Protokól Nr 14/138 Walnego zebrania Rady Żydowskiej w Lublinie z dnia 17.3.1942, in : http://iis.infocenters.co.il/gfh/multimedia/GFH/0000036105/0000036105_1_web.jpg

Les morts doivent être enterrés immédiatement. »

Ces instructions témoignent en faveur d'une véritable réinstallation plutôt que d'une extermination.

La deuxième question concerne la fonction du camp de Bełżec. Je rappelle au lecteur que Terry adhère à la thèse selon laquelle Bełżec a été établi comme un centre d'extermination de district avec « un programme de mise à mort relativement limité. »

Pour étayer cette affirmation, il invoque une déclaration d'Oberhauser du 10 octobre 1964, selon laquelle au début « il n'était pas encore question d'une action d'extermination à grande échelle » ; cela a commencé en avril ou en mai 1942 (p. 174 ; voir point 63).

Lors de l'interrogatoire du 12 décembre 1962, Oberhauser a déclaré :

« Jusqu'au 1er août 1942, les gazages de Juifs au camp de Belzec peuvent être divisés en 2 catégories. La première série de tests concernait 2 à 3 transports de 4 à 6 wagons de 20 à 40 personnes chacun. En moyenne, 150 Juifs ont été livrés et tués par transport ».

Il s'agissait de gazages expérimentaux.

« Pendant les six semaines suivantes, le camp de Belzec est resté calme. Puis, début mai, le SS-Oberführer Brack arriva soudainement... »

Les six semaines s'étendent donc de la mi-mars à la fin avril. Les prétendus gazages auraient été effectués avant la mi-mars. Oberhauser n'indique pas la date précise.[1221]

« Ensuite, jusqu'au 1er août 1942, une deuxième série de tests a été effectuée. Au cours de cette période, 5 à 6 transports au total (pour autant que je sache) sont arrivés à Belzec avec 5 à 7 wagons contenant chacun 30 à 40 personnes ».

Selon cet interrogatoire, un total maximum de (3 × 150 =) 450 personnes ont été gazées au cours de la première série et (6 × 7 × 40 =) 1 680 au cours de la seconde.

À la p. 479, les « blogueurs plagiaires » produisent un tableau indiquant les déportations à Bełżec mois par mois selon Arad ; je reproduis ces données, en ajoutant à titre de comparaison les données de référence d'Oberhauser :

[1221] Interrogation protocol of Josef Kasper Oberhauser, Munich, 12. décembre 1962. ZStL, 208 AR-Z252/59, pp. 1684-1685.

Tableau 6.1		
Periode	Déportés/gazés selon Arad	Gazé selon Oberhauser
Mars	41 072	} 450
Avril	39 600	
Mai	2 210	} 1 680
Juin	18 300	
Juillet	50 300	
TOTAL	151 482	2 130

J'ai développé cette contradiction insoluble dans mon étude sur Bełżec,[1222] alors que les « blogueurs plagiaires » ont préféré garder le silence sur la question. Néanmoins, ils citent deux fois l'interrogatoire d'Oberhauser comme preuve. Aux pages 289-290, Jason Myers écrit :

> *« L'activité à Sobibór s'est considérablement accrue à la suite de la fermeture soudaine de Bełżec à la mi-avril, en raison du départ de Wirth et d'autres fonctionnaires allemands de leur poste au camp. »*

Dans la note de bas de page correspondante (n° 60 de la p. 290), il cite les sources suivantes :

> *« Vernehmungsniederschrift Josef Oberhauser, 12.12.42, BAL B162/208 AR-Z 252/59, Bd.9, p.1682 ; cf. Rückerl, NS-Vernichtungslager, pp. 136-137. »*

Rückerl cite un large extrait de l'interrogatoire d'Oberhauser. À propos du sujet qui nous occupe, il a déclaré :

> *« Ensuite, après ces premiers gazages, Wirth et Schwarz ainsi que tout le personnel allemand ont disparu de Bełżec. »*

Sur la page suivante apparaît la phrase qui a permis d'établir la chronologie des évènements concernant les six semaines de calme et l'arrivée de Brack au début du mois de mai.[1223]

L'autre référence à l'interrogatoire du 12 décembre 1962 est faite par Terry lui-même : il cite Oberhauser p. 174, note 153, à l'appui d'une déclaration d'Oberhauser du 10 novembre 1964, afin de soutenir sa thèse du « programme d'assassinat relativement limité ». Voilà des gens qui m'accusent de faire un usage opportuniste des témoignages !

La note de Reuter du 17 mars 1942 est en contradiction évidente avec les déclarations d'Oberhauser, mais aussi avec la thèse de Terry, car la prétendue extermination de 4 000 à 5 000 juifs par jour (28 000 à 35 000 par semaine ou 120 000 à 150 000 par mois !) ne peut certainement pas être considérée comme un programme limité. Selon le tableau de la page 479, un tel afflux ne s'est

[1222] *Bełżec in Propaganda..., op. cit.* p. 63-65.

[1223] A. Rückerl, *NS-Vernichtungslager im Spiegel deutscher Strafprozesse, op. cit.* p. 136-137.

produit qu'en août 1942, lorsque (en ajustant les données d'Arad avec celles de Höfle en pourcentage) 135 610 juifs auraient été gazés, soit en moyenne 4 374 par jour. Cela détruit non seulement le récit du « programme de mise à mort relativement limité » à Bełżec, mais aussi celui de la construction du nouveau bâtiment de gazage pour faire face aux déportations massives : quelle en aurait été la raison, si 5 000 personnes pouvaient être gazées chaque jour dans l'ancien bâtiment existant ?

[162] Après ces précisions, je reprends l'examen des documents.

« Lors d'un discours prononcé devant les hauts responsables de la SS immédiatement après les funérailles de Heydrich, au début du mois de juin 1942, Himmler a annoncé que « la migration des juifs sera définitivement achevée d'ici un an ; alors, plus personne n'errera. Pour l'instant, il faut faire place nette ». (p. 219)

Comme d'habitude, Terry ne précise pas le contexte de sa citation. Himmler y présente comme des perspectives d'avenir les trois grandes tâches de paix à la fin de la guerre :[1224]

« La troisième tâche est l'établissement et la migration des nations en Europe, que nous sommes en train de mettre en œuvre. Nous achèverons certainement la migration des Juifs d'ici un an ; ensuite, plus personne n'émigrera. Car il faut maintenant faire table rase du passé. Je fais référence à la 'migration de personnes d'origine étrangère qui pourraient plus tard travailler dans notre pays'. Plus tard, nous aurons certainement des travailleurs immigrés. »

Le 18 novembre 1942, dans un discours prononcé « devant les chefs SS et les fonctionnaires du gouvernement général à Cracovie », Himmler déclare :[1225]

« ...Ces 16 millions, auxquels s'ajoutaient auparavant une myriade de Juifs, ont été amenés à l'Est ... »

Dans un autre discours prononcé « devant les commandants de la marine à Weimar » le 16 décembre 1943, Himmler a déclaré :[1226]

« Tant et tant de Juifs ont été amenés à l'Est. Dans le cadre de ce développement frénétique, nous avons procédé à des mouvements de population du type de ceux dont l'histoire retient les noms... »

[163] À la page 219, Terry cite intégralement l'ordre de Himmler à Krüger du 19 juillet 1942. Il met en gras les phrases soulignées ci-dessous :[1227]

« J'ordonne par la présente que la réinstallation de l'ensemble de la population juive du Gouvernement général soit mise en œuvre et achevée avant le 31 décembre 1942. À partir du 31 décembre 1942, les personnes d'origine juive ne sont plus autorisées à résider dans le Gouvernement général, à moins qu'elles ne résident dans les camps de collecte de Varsovie,

---

[1224] *Heinrich Himmler Geheimreden 1933 bis 1945 und andere Ansprachen, op. cit.,* p. 159.

[1225] *Ibid.* p. 201. Formulation maladroite dans l'original.

[1226] *Ibid.* Himmler poursuit en parlant des partisans.

[1227] NO-5574. T. Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A.Rutkowski, *Faschismus – Getto – Massenmord, op. cit.* p. 303.

Cracovie, Czestochowa, Radom et Lublin. Toutes les autres entreprises employant des travailleurs juifs doivent avoir cessé à cette date ou, si leur cessation n'est pas possible, elles doivent se réinstaller dans l'un des camps de collecte.

Ces mesures sont exigées en vue de la nécessaire séparation ethnique des races et des nations ainsi que dans l'intérêt de la sécurité et de la propreté du Reich allemand et de ses domaines d'intérêt.

Toute infraction à ce règlement met en danger la paix et l'ordre dans l'ensemble des zones d'intérêt allemandes, point de départ du mouvement de résistance et source d'infection morale et physique. Pour toutes ces raisons, un nettoyage total est nécessaire et doit donc être effectué.

Les dépassements prévisibles des délais fixés doivent m'être signalés en temps utile afin que je puisse y remédier dans les délais impartis. Toutes les demandes de modifications et de dérogations émanant d'autres services doivent m'être soumises personnellement ».

Terry commente :

« Les phrases omises contiennent des sentiments qui, comme nous le verrons bientôt, deviennent un refrain virtuel dans les ordres de Himmler imposant la poursuite des déportations du Generalgouvernement et du district de Bialystok en 1943. » (p. 220)

L'accusation d'omission de la part de personnes qui citent un fatras de documents systématiquement privés de leur contexte et de toute partie gênante pour eux est plutôt risible. En outre, Terry fonde son analyse non pas sur le texte original allemand, mais sur une traduction anglaise tirée d'un recueil de documents bien connu[1228] qui n'a jamais été mentionné par les plagiaires. Terry l'a très probablement tirée du site Web de Yad Vashem, où figure exactement la même traduction[1229], bien que dans la note de bas de page 364 correspondante, il se réfère au document avec l'allemand « *Himmler an den Höheren SS- und Polizeiführer Ost, 19.7.42, NO-5514* ». Le passage non cité par moi n'ajoute rien à l'ordre de Himmler. Il est évident que la politique allemande à l'égard des juifs pendant la guerre ne suivait pas seulement un parti pris idéologique, mais aussi des critères pratiques de ce qu'ils considéraient comme des mesures de sécurité.

[164] Terry revient ensuite sur la question de la pénurie de documents annexes soutenant la vision révisionniste des réinstallations juives. Cette objection n'aurait de valeur que si l'on disposait de tous les documents produits par les différentes administrations allemandes dans les territoires occupés.

*« Le 28 juillet 1942, Himmler écrit à Gottlob Berger, chef du SSHauptamt, pour déclarer que 'les territoires occupés de l'Est seront libérés des Juifs (*judenfrei*). Le Führer m'a confié l'exécution de cet ordre très difficile. De plus, personne ne peut me décharger de cette responsabilité'. Comme nous le verrons à nouveau au chapitre 4, une « réinstallation » dans les*

[1228] Y. Arad et al. (eds.), *Documents on the Holocaust, op. cit*, pp. 275 sq.

[1229] Ordonnance de Himmler du 19 juillet 1942 pour l'achèvement de la « solution finale » au sein du gouvernement général. Document NO-5574, en ligne :
http://www1.yadvashem.org/about_holocaust/documents/part2/doc124.html

territoires mêmes qui doivent devenir judenfrei *est un non-sens total. Sans surprise, MGK ignorent également cette source ».* (p. 220)

Dans la note de bas de page correspondante, Terry mentionne cette source : « Himmler an Berger, 28.7.42, NO-626, cf. Fleming, *Hitler and the Final Solution*, p. 112 » (note de bas de page 365). Le texte dit :[1230]

« Je demande instamment qu'aucun décret sur le terme 'juif' ne soit publié. Avec toutes ces définitions stupides, nous ne faisons que nous lier les mains. Les territoires occupés de l'Est seront débarrassés des Juifs. Le Führer m'a confié la mise en œuvre de cet ordre très difficile. Personne ne peut me décharger de cette responsabilité. J'interdis toute interférence. »

Ce document a été présenté comme preuve lors du procès de Nuremberg contre les ministres, auquel Berger a participé en tant qu'accusé. Interrogé à ce sujet, il déclare :[1231]

« Q. Témoin, que saviez-vous de la soi-disant solution finale de la question juive ?

A. J'ai entendu parler de l'expression 'solution finale de la question juive' à Nuernberg ou à Dachau et je dois dire, en toute honnêteté, que ce n'est pas l'accusation qui me l'a dit, mais les personnes qui avaient mauvaise conscience et qui se consultaient avec beaucoup de zèle pour savoir comment elles pourraient se sortir de cette situation désagréable. J'ai appris pour la première fois qu'il existait un plan très important, mais qu'il ne s'agissait pas d'un plan d'extermination brutale, mais d'un plan d'évacuation de tous les Juifs du Reich allemand.

Himmler, à un moment donné, m'a écrit une lettre très désagréable. Je ne sais pas si elle doit être traitée ici ou ailleurs en relation avec les ministères de l'Est, mais il a déclaré dans la conclusion de sa lettre : 'C'est ainsi qu'il faut gouverner et pas autrement'. Mais lui, Himmler, n'a pas dit un mot sur le fait que les Juifs devaient être exterminés. Pendant cette période de tensions, si tout cela avait été nécessaire, et si Himmler n'avait plus été le chef de la Waffen SS, cela aurait été la goutte d'eau qui aurait fait déborder le vase ».

Si nos rôles étaient inversés, Terry affirmerait sans aucun doute que j'ai « omis » cette explication.

En ce qui concerne une « réinstallation » dans les territoires mêmes qui doivent devenir judenfrei, il s'agirait d'un « non-sens complet » uniquement si ces territoires avaient été la destination finale de ces déportations. Nous avons déjà vu que la destination finale devait être les territoires russes au-delà de l'Oural ou une colonie extra-européenne comme Madagascar.

[165] *« Notons tout d'abord que la célèbre correspondance entre Karl Wolff, chef de l'État-major personnel du Reichsführer-SS, et Ganzenmüller, secrétaire d'État aux transports, fait simplement référence à la déportation d'un train quotidien de 5 000 Juifs 'de Varsovie à Treblinka en passant par Malkinia', sans mentionner la moindre destination ultérieure ni discuter de la nécessité de coordonner les changements de trains. »* (p. 220)

[1230] NO-626. *Ibid*, p. 296. Cf. NMT, vol. XIII, p. 240-241.

[1231] NMT, vol. XIII. p. 474.

Ce document, daté du 28 juillet 1942, dont je cite l'essentiel, est important aussi pour un autre aspect :[1232]

> *« Depuis le 22 juillet, un train transportant 5 000 Juifs fait quotidiennement le voyage de Varsovie à Treblinka via Malkinia, en plus d'un train transportant 5 000 Juifs qui voyage deux fois par semaine de Przemysl à Belzec. »*

J'ai observé précédemment que le prétendu premier bâtiment de gazage à Belżec, prétendument construit pour une extermination locale limitée, contenait trois « chambres à gaz » de 4 × 8 mètres chacune, soit 96 m² au total et que, lorsque le plan d'extermination de *tous* les juifs du gouvernement général aurait été mis en œuvre, ce vieux bâtiment aurait été démoli et remplacé par un autre avec six chambres à gaz de 4 × 5 mètres chacune, soit 120 m² au total. Treblinka était opérationnel depuis le 23 juillet 1942. Selon l'historiographie orthodoxe de l'Holocauste, il a été érigé en tant que « camp d'extermination de masse », vraisemblablement en vertu d'un prétendu ordre de Himmler du 9 juin 1942 relatif à « l'accélération du génocide contre les juives et les juifs d'Europe ».[1233] L'installation d'extermination en question aurait contenu trois chambres à gaz de 4 × 4 mètres chacune, d'une superficie totale de 48 m²,[1234] et aurait eu la capacité d'exterminer 5 000 personnes par jour ! En pratique, les prétendues chambres à gaz « expérimentales » de Belżec destinées à une extermination locale *limitée* auraient eu une capacité deux fois supérieure à celles construites pour l'extermination *massive* prétendument préméditée de Treblinka, mais toutes deux pouvaient prétendument gérer l'extermination quotidienne de jusqu'à 5 000 personnes. Peut-on sérieusement croire que les SS étaient de tels idiots en matière de planification ? En tout cas, il faut être vraiment idiot pour croire à cette histoire.

[166] *« Plus hilarant, cependant, est l'insistance de Mattogno sur le fait que 'pas un seul rapport allemand concernant un déplacement de population d'une telle ampleur n'a été conservé', ignorant allègrement un extrait d'un rapport mensuel du gouverneur du district de Varsovie, Ludwig Fischer, publié dans l'une de ses sources préférées pour les mines de citations. »* (p. 220)

Comme d'habitude, Terry fournit une référence de page incorrecte (p. 275). La phrase en question se trouve à la page 277 de notre livre sur Treblinka. Après vérification, je reconnais l'erreur (la quatrième en 220 pages) : dans cette affaire, il existe effectivement *un* rapport allemand.

[167] En ce qui concerne les pourcentages de personnes aptes et inaptes au travail, Terry déclare :

> *« Manifestement, Mattogno n'a pas pensé que, premièrement, les 35 000 travailleurs 'légaux' restants qui ont évité la déportation devraient être ajoutés aux 263 243 déportés pour*

[1232] NO-2207.

[1233] B. Schwindt, *Das Konzentrations- und Vernichtungslager Majdanek, op. cit.*, p. 122.

[1234] A. Rückerl, *NS-Vernichtungslager im Spiegel deutscher Strafprozesse, op. cit.*, p. 203.

produire une statistique comparable pour le ghetto de Varsovie, et deuxièmement, que les circonstances étaient assez différentes dans le Generalgouvernement après l'ordre de Himmler du 19 juillet 1942 qu'elles ne l'étaient dans le Warthegau. » (p. 221)

Terry reprend le nombre de 35 000 « travailleurs 'légaux' » du rapport Fischer précité, dans lequel figure cependant cette maigre phrase :[1235]

« Environ 35 000 Juifs sont restés dans le quartier résidentiel juif de Varsovie. »

Il s'agit certainement de travailleurs qualifiés, mais peut-être aussi de leurs familles. Terry ne peut raisonnablement pas m'accuser d'avoir « omis » le document en question et en même temps de ne pas avoir pris en compte ces 35 000 juifs dans le calcul du pourcentage. Pour ce calcul, je ne pouvais évidemment pas utiliser des données que j'avais oubliées. En ce qui concerne la prétendue incompatibilité entre la proportion des personnes aptes et inaptes au travail dans les ghettos de Łódź et de Varsovie, il s'agit simplement de l'opinion de Terry.

[168] *« Très claironné par Mattogno et Graf dans leur ouvrage de 2002, en privé, Jürgen Graf a apparemment admis que les traces écrites entourant l'arrivée du seul transport de Varsovie à Minsk le 31 juillet 1942 ne prouvent pas que le transport ait 'transité' par Treblinka. »* (p. 221)

Pour le commentaire de Jürgen Graf sur cette question, voir le chapitre 1, section 2. Dans notre étude sur Treblinka, nous avons déclaré à ce sujet que « l'arrivée d'au moins un transport en provenance du ghetto de Varsovie à un endroit situé à l'est de Treblinka a été documentée sans l'ombre d'un doute »[1236] , sans affirmer qu'il a transité par Treblinka, mais sans l'exclure non plus. Le transport de Międzyrzec Podlaski à Treblinka mentionné dans le « *Fahrplananordnung Nr. 562* » de la « *Generaldirektion Ostbahn Krakau* » du 22 août et prévu pour le 25 août se référait à des « trains spéciaux pour les travailleurs » :[1237] il pouvait être destiné au camp de Treblinka I, mais aussi au camp de Treblinka II.

Ce que nous avons voulu démontrer, c'est le fait que des transports de travailleurs juifs ont été envoyés de Varsovie vers l'Est. Ce fait, ainsi que toutes les autres traces que nous avons présentées, nous ont amenés à considérer que ceux qui ont été envoyés à Treblinka ont ensuite été déportés plus loin vers l'Est. Par exemple, les déportés devaient porter des bagages ne dépassant pas 15 kg et de la nourriture pour trois jours de voyage, on leur promettait 3 kg de pain et 1 kg de confiture par déporté. Pour ce faire, les autorités allemandes ont acheté 180 000 kg de pain et 36 000 kg de confiture. Enfin, nous avons pris en compte

---

[1235] T. Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Faschismus – Getto – Massenmord, op. cit.* p. 323.

[1236] *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.*, p. 280.

[1237] R. Hilberg, *Sonderzüge nach Auschwitz, op. cit.* p. 183.

les observations du démographe Eugène Kulisher et les lettres et cartes postales parvenues à Varsovie en provenance de différentes villes de l'Est.

Si tous ces évènements sont de simples manœuvres de dissimulation, la question se pose de savoir pourquoi les prétendues exterminations de Treblinka sont restées un secret absolu, alors que les activités des *Einsatzgruppen* se sont déroulées plus ou moins au grand jour.

J'ajoute que les informations rapportées par le *Jewish Telegraphic Agency* le 7 janvier 1943 ne diffèrent pas de celles que nous avons fournies :[1238]

« Les maigres rapports qui nous parviennent aujourd'hui de la Pologne occupée sur le sort des dizaines de milliers de Juifs qui ont été déportés du ghetto de Varsovie au cours des derniers mois, révèlent que la majorité de ces Juifs ont été envoyés dans le district de Pinsk, dans la région des marais de Pinsk.

Les Juifs de la région de Pinsk sont complètement isolés du reste du monde, mais le sort de beaucoup d'entre eux qui ont péri en route a réveillé la population polonaise dans l'ensemble du gouvernement général. Le sentiment général parmi les Polonais est que des mesures sévères similaires vont maintenant être prises à leur encontre.

Le journal nazi Krakauer Zeitung*, qui nous est parvenu aujourd'hui de Pologne, publie un article préconisant 'l'élimination des Juifs comme dernière mesure de sécurité pour la population locale'. Le journal rapporte également que la question des déportations de Juifs a été discutée récemment lors d'une conférence des membres de l''Institut pour le travail allemand à l'Est' qui s'est tenue à Varsovie. Une 'conférence' a été donnée à cette occasion sur 'l'histoire des colonies juives en Europe centrale et orientale' et des discours anti-juifs ont été prononcés, soulignant la nécessité d''éliminer les Juifs du continent européen' ».*

Le 9 septembre 1942, la même source avait déjà rapporté :[1239]

« La déportation par les nazis de 300 000 Juifs du ghetto de Varsovie – environ la moitié de la population juive totale du ghetto – a été rapportée ici aujourd'hui.

Le rapport n'indique pas où les Juifs sont déportés. Il indique toutefois que des déportations massives de Juifs du ghetto de Varsovie vers des destinations non divulguées sont en cours depuis un certain temps ».

Selon diverses dépêches de la même agence de presse, la région de Pińsk était destinée à servir de zone de peuplement juif dès octobre 1941 :[1240]

« Cinq mille Juifs, âgés pour la plupart de 50 à 80 ans, ont été expulsés de Berlin vers la Pologne sous contrôle nazi depuis vendredi, dans le cadre d'une nouvelle vague d'expulsions massives de Juifs du Reich, rapporte aujourd'hui le correspondant berlinois du journal suédois

---

[1238] « Deported Warsaw Jews Held by Nazis in Pinsk District Isolated from World », in : *Jewish Telegraphic Agency,* 7 janvier 1943, p. 1.

[1239] « Deportation of 300 000 Jews from Warsaw Ghetto Reported », in : *Jewish Telegraphic Agency*, 9 septembre 1942, p. 1.

[1240] « Thousands of Jews Expelled from Germany to Pinsk Swamps in Poland », in : *Jewish Telegraphic Agency*, 20 octobre 1941, p. 1.

Social Demokraten. L'expulsion est menée sous la supervision du chef de la Gestapo d'origine palestinienne, Eichmann, qui a supervisé l'année dernière des expulsions similaires de Juifs de Vienne et du protectorat tchèque. Le correspondant de Berlin indique que les Juifs âgés de Berlin ont été expédiés dans des trains à bestiaux vers Lodz, en Pologne, d'où ils seront transportés à Pinsk pour travailler dans les marais de Pinsk, dans le district de Rokitno.

Le correspondant rapporte également de Berlin que des raids sur les maisons juives ont été menés dans la capitale allemande au cours des deux derniers jours, les Juifs étant expulsés de leurs maisons avec un préavis de quelques heures seulement. Ils ne sont pas autorisés à emporter leurs meubles ou autres biens. Selon le rapport, des raids similaires ont lieu dans tout le pays en vue d'expulser le plus grand nombre possible de Juifs vers les marais de Pinsk ».

Et quelques jours plus tard :[1241]

« Les responsables nazis ont annoncé aujourd'hui à Berlin que les Juifs expulsés d'Allemagne, du Luxembourg et de Prague seront utilisés pour assécher les marais de Rokitno près de Pinsk, sur l'ancienne frontière polono-soviétique, rapporte le correspondant à Berlin du journal suédois Social Demokraten. »

Et le même jour :[1242]

« La déportation massive simultanée [sic] *des Juifs de Prague a commencé hier avec le transport de 2 000 Juifs vers les marais de Pinsk, à l'ancienne frontière polono-soviétique. Quelque 6 000 autres Juifs de Prague ont été informés aujourd'hui qu'ils devaient se tenir prêts à être déportés dans les jours à venir.*

D'après toutes les indications, il semble que les autorités nazies se soient engagées dans un plan visant à établir une 'réserve juive' dans le district marécageux de Pinsk, qui était considéré comme une frontière naturelle par le gouvernement polonais puisqu'aucun être humain ne pouvait jamais traverser les marécages ».

La *Jewish Telegraphic Agency* [JTA] revient sur la question le 17 novembre 1941 :[1243]

« Un ordre interdisant la vente de fruits frais ou conservés, de noix, de marmelade, de fromage, de sucreries et de volaille aux Juifs du protectorat tchèque a été émis à Prague par le Ministre de l'agriculture sous la pression des Nazis, a-t-on appris ici aujourd'hui. Le rapport révèle que des Juifs sont toujours transportés du protectorat tchèque vers les marais de Pinsk en Pologne et que la communauté juive de Prague a commencé à collecter de vieux vêtements afin de fournir aux Juifs dans le besoin des vêtements pour l'hiver ».

Il y a aussi la dépêche de la JTA du 28 avril 1942 faisant état de la déportation prévue des juifs de Volhynie dans la région de Pińsk, déjà citée par moi au point 159 du chapitre 5.

[1241] « Expelled Jews Will Be Used to Drain Marshes, Nazi Officials Announce », in : *Jewish Telegraphic Agency*, 23 octobre 1941, p. 2.

[1242] « Hungary Resumes Deportation of Jews ; 8,000 Jews Deported from Prague », in : *Jewish Telegraphic Agency*, 23 octobre 1941, p. 1.

[1243] « Fruit, Cheese, Sweets and Poultry Forbidden to Jews in Czech Protectorate », in : *Jewish Telegraphic Agency*, 17 novembre 1941, p. 3.

La *Jewish Telegraphic Agency* a également informé brièvement, mais très tardivement et de manière laconique, ses lecteurs sur Treblinka :[1244]

« Les détails de la déportation massive des Juifs du ghetto de Varsovie avant le soulèvement sont parvenus aujourd'hui au gouvernement polonais. [...] Le rapport ajoute que la plupart des Juifs de Varsovie ont été déportés du ghetto vers le tristement célèbre camp de Treblinka où les nazis utilisent des 'chambres à gaz' pour les exécutions de masse. »

La version du camp d'extermination était déjà apparue le 29 juillet 1942, mais dans une version de propagande assez étrange (datée « Londres, 28 juillet ») :[1245]

« Les milliers de Juifs saisis par les nazis dans le ghetto de Varsovie la semaine dernière, apparemment pour être déportés vers le travail forcé derrière les lignes allemandes sur le front russe, ont en fait été assassinés dans les bois à l'extérieur de Varsovie, a déclaré aujourd'hui un porte-parole du gouvernement polonais sur la base d'informations qui lui sont parvenues de Pologne par des canaux clandestins.

Dévoilant d'autres informations détaillées concernant le pogrom des femmes, des enfants, des personnes âgées et des infirmes qui a eu lieu simultanément dans le ghetto la semaine dernière et dont la nouvelle est parvenue ici hier, le porte-parole polonais a déclaré que l'ordre de déportation lui-même n'était qu'un prétexte pour l'extermination massive des juifs de Varsovie. Il en veut pour preuve le fait que les déportés ont reçu l'ordre d'emporter avec eux non seulement des bagages à main, mais aussi des bijoux et d'autres objets de valeur. Selon lui, ces objets auraient facilement pu leur être enlevés avant ou après leur exécution dans les bois. Le reste du groupe de 6 000 Juifs, décrit sur les affiches allemandes dans les rues du ghetto comme 'le premier contingent à être déporté', est aussi probablement destiné à être exécuté, a-t-il souligné ».

Mais au début du mois d'octobre, l'Agence informe :[1246]

« Les déportations ont augmenté depuis la dissolution par la Gestapo du Conseil juif du ghetto de Varsovie, à la suite du suicide d'Adam Chorniakov [Czerniaków]*, président du Conseil, qui a préféré se suicider plutôt que de sanctionner la première déportation massive de 100 000 Juifs du ghetto vers les régions dévastées de la Russie occupée par les nazis. Les déportations de Juifs du ghetto de Varsovie ont lieu tous les jours, selon les informations qui nous parviennent. Elles soulignent que les nazis se sont définitivement engagés dans un programme de 'dissolution' de tous les ghettos de Pologne en déportant les Juifs de ce pays vers des destinations inconnues dans les régions dévastées ».*

[169] Terry passe ensuite au rapport de Pohl à Himmler du 16 septembre 1942, document NI-15392 :

« L'un des résultats des négociations a été un accord sur le déploiement de 50 000 Juifs pour des travaux d'armement à Auschwitz. Nous prélèverons la main-d'œuvre nécessaire à cette

---

[1244] « Warsaw Jews Were Transported to Treblinka Camp, Polish Government Learns », in : *Jewish Telegraphic Agency*, 8 juin 1943, p. 2.

[1245] « Thousands of Jews Seized in Warsaw Ghetto for 'Forced Labor' Executed in Woods », in : *Jewish Telegraphic Agency*, 29 juillet 1942, p. 1.

[1246] « Only 100,000 Jews Left by the Nazis in Warsaw Ghetto ; Mass Deportations Continue », in : *Jewish Telegraphic Agency*, 7 octobre 1942, p. 3.

*fin, principalement à Auschwitz, sur la migration vers l'Est (*Ostwanderung*) ... les Juifs valides destinés à la migration vers l'Est devront donc interrompre leur voyage et effectuer des travaux d'armement ».*

Ce document, qui est cité au moins neuf fois dans l'œuvre de Mattogno, est souvent repris avec l'omission d'un terme crucial : « valides ». Le document en question ne fait donc référence qu'aux Juifs aptes au travail qui 'interrompent leur migration vers l'Est' ***et ne dit absolument rien sur les Juifs considérés comme inaptes au travail****».* (pp. 222-223)

Terry conclut :

« Ils ne prouvent rien d'autre que sa dactylographie bâclée ou sa malhonnêteté en omettant deux mots qui changent tout le sens de la déclaration citée. » (p. 223)

Je commence par l'accusation d'« omission » répétée. J'ai mentionné le document en question pour la première fois dans mon livre « '*Sonderbehandlung ad Auschwitz*'. *Genesi e significato ».*[1247] En raison de l'importance du document, je cite mon texte dans son intégralité :

« La rencontre entre Speer et Pohl mentionnée dans le chapitre précédent a eu lieu le 15 septembre 1942. Le lendemain, Pohl en fit un rapport détaillé à Himmler. La discussion avait porté sur quatre points, dont le premier concernait 'l'agrandissement de la caserne d'Auschwitz en raison des migrations vers l'Est'. Pohl s'exprima sur ce point :

'Le Reichsminister Prof. Speer a pleinement approuvé l'agrandissement de la caserne d'Auschwitz et a mis à disposition un crédit de construction supplémentaire pour Auschwitz d'un montant de 13,7 millions de Reichsmarks. Cette enveloppe couvre la construction d'environ 300 baraquements avec les installations de soutien et d'appoint nécessaires. Les matières premières nécessaires sont allouées pour le 4e trimestre 1942 ainsi que pour les 1er, 2e et 3e trimestres 1943. Lorsque ce programme de construction supplémentaire sera réalisé, un total de 132 000 personnes pourront être hébergées à Auschwitz.

Pohl insiste :

'Tous les participants sont d'accord pour dire que la main-d'œuvre présente dans les camps de concentration doit maintenant être affectée à des travaux d'armement de grande envergure'.

Après avoir souligné la nécessité de retirer les travailleurs civils allemands et étrangers des usines d'armement insuffisamment dotées en personnel afin de remplir des usines similaires et de les remplacer par des détenus des camps de concentration, Pohl poursuit :

'De cette manière, le Reichsminister Prof. Speer veut assurer rapidement l'emploi de 50 000 Juifs aptes à travailler dans les entreprises privées existantes avec les possibilités de logement existantes. Nous prélèverons les travailleurs nécessaires à cette fin principalement dans le cadre de la migration orientale à Auschwitz, afin que nos installations industrielles existantes ne soient pas perturbées dans leur rendement et leur structure par un changement continu de la

[1247] *« Sonderbehandlung ad Auschwitz ». Genesi e significato*. Edizioni di Ar, Padoue, 2000 ; en anglais : *Special Treatment in Auschwitz. Origine et signification d'un terme.* Theses & Dissertations Press, Chicago, 2004, ici pp. 52 sqq.

main-d'œuvre. Les Juifs destinés à la migration orientale devront donc interrompre leur voyage et effectuer des travaux d'armement'.

Par 'migration vers l'Est', il faut entendre la déportation des Juifs vers les territoires occupés de l'Est. Dans ce contexte, la dernière phrase signifie évidemment que les Juifs inaptes au travail n'interrompaient pas leur voyage – et ne s'arrêtaient donc pas à Auschwitz – mais continuaient leur route. »

Par la suite, j'ai régulièrement mentionné les deux mots prétendument « omis » dans *tous* les livres italiens cités par Terry :

– *Raul Hilberg e i « centri di sterminio » nazionalsocialisti, op. cit.*, p. 140 ;

– *Hitler e il nemico di razza. Il nazionalsocialismo e la questione ebraica*. Edizioni di Ar, Padoue, 2009, p. 39 ;

– *« Azione Reinhard' e 'Azione 1005 »*. Effepi, Genova, 2008, p. 14.

Dans ma critique de Pressac et van Pelt à propos d'Auschwitz, le passage en question est également correctement reproduit :[1248]

« Les Juifs valides destinés à la migration vers l'est devront donc interrompre leur voyage et travailler à l'armement ».

Terry dit à juste titre que dans le livre sur Sobibór, le terme « *ablebodied* » est « omis ». Ici, la phrase en question est reproduite comme suit :[1249]

« Les Juifs [récupérés pour le travail mais finalement aussi] destinés à la migration vers l'est... »

L'explication entre les parenthèses carrées n'est pas la mienne, mais je suppose celle du traducteur. Dans mon texte italien, j'ai toujours cité comme d'habitude le texte allemand du passage, en rapportant régulièrement – comme dans toutes mes autres citations – les mots « *arbeitsfähigen Juden* » (juifs capables de travailler), et la citation est également correctement rendue dans l'édition allemande de ce livre.[1250]

Peut-être Terry pense-t-il que je suis malhonnête ou même stupide comme lui : comment aurais-je pu intentionnellement « omettre » ce mot après avoir publié le texte original dans lequel il apparaît dans tous mes autres écrits et essais ?

Par conséquent, pour Terry, une erreur du traducteur et/ou de l'éditeur que j'ai négligée lors de la correction du livre devient une « preuve » de ma « malhonnêteté » !

En ce qui concerne la signification du document, je n'aurais de toute façon pas eu de motif pour « omettre » quoi que ce soit, car la signification réelle du document est complètement différente de celle que lui attribue Terry. Selon lui,

---

[1248] *Auschwitz : The Case for Sanity, op. cit.* vol. 2, p. 653.

[1249] *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.* p. 291.

[1250] *Sobibór : Holocaust-Propaganda und Wirklichkeit*, Castle Hill Publishers, Uckfield 2010, p. 357.

l'*Ostwanderung* ne concernait que les juifs aptes au travail. L'explication farfelue de Terry est qu'il s'agit ici d'une « *référence poétique* de Pohl à l'Ostwanderung » (p. 223) ! Il « omet » en outre de mentionner que le sujet discuté entre Speer et Pohl concernait effectivement « l'agrandissement du camp de baraquements d'Auschwitz en raison de la migration vers l'Est », dont la nature n'était certainement pas du tout « poétique », si le camp d'Auschwitz demandait un agrandissement en raison de cette migration.

La présentation erronée de Terry présuppose qu'il existait à l'époque un flux de juifs *aptes au travail* passant par Auschwitz, où ceux qui étaient aptes à travailler dans les usines d'armement locales interrompaient leur voyage vers l'Est, tandis que les autres poursuivaient leur route. Si cette hypothèse se vérifiait, on aurait enregistré, au moins en septembre 1942, plusieurs transports de juifs composés *exclusivement* de juifs aptes au travail, parmi lesquels les 50 000 juifs susmentionnés auraient été sélectionnés. Or, le *Kalendarium* d'Auschwitz de Danuta Czech n'en mentionne même pas un seul : tous les transports comprenaient à la fois des juifs aptes au travail et des juifs inaptes au travail (ces derniers auraient été gazés).

L'« *Ostwanderung* » n'était donc rien d'autre que la déportation vers Auschwitz, et la seule interprétation plausible du document est celle que j'ai proposée plus haut : à Auschwitz, les détenus aptes au travail ont été sélectionnés et envoyés dans les usines d'armement, interrompant ainsi leur voyage vers l'Est, tandis que les autres, ceux qui n'étaient pas aptes au travail, ont poursuivi leur voyage.

Comme on le voit, la malhonnêteté et la mauvaise foi n'appartiennent ici qu'à Terry.

Sa source « Pohl an Himmler, 16.9.1942, NI-15392 et BA NS19/14, pp.131-3 » (note 378 de la p. 222), comme d'habitude, est plagiée. Le numéro du document provient de la page 329 du livre de Michael Thad *The Business of Genocide*, cité à plusieurs reprises dans le texte et dans la bibliographie (p. 539) ; la deuxième source est tirée de la page 69 de mon étude *« Sonderbehandlung ad Auschwitz », citée plus haut. Genesi e significato.*

[170] Terry étend ensuite sa déformation à d'autres documents :

> *« En décembre 1942, le chef de la Gestapo, Heinrich Müller, envoya un télex à Himmler à son quartier général sur le terrain concernant un plan visant à augmenter la main-d'œuvre dans le système des camps de concentration. 45 000 Juifs doivent être déportés à Auschwitz, dont 10 000 du ghetto de Theresienstadt, 3 000 des Pays-Bas et 2 000 des Juifs employés dans l'armement berlinois, jusqu'alors exemptés, et 30 000 du district de Bialystok, où les déportations ont commencé au début du mois de novembre 1942.*
>
> *Le total de 45 000 Juifs comprend 'les éléments inaptes (vieux Juifs et enfants)', de sorte que Müller espère tirer 10 à 15 000 travailleurs des 45 000 déportés destinés à Auschwitz. Ce qu'il adviendrait des 'éléments inaptes' n'a pas été précisé, mais est parfaitement clair pour quiconque connaît la véritable histoire d'Auschwitz, par opposition à la version fantaisiste des révisionnistes. Comme pour les déportations de Lwow à Belzec, la décision de déporter les Juifs*

du district de Bialystok à Auschwitz signifiait qu'une fois de plus les 'réinstallateurs' allaient dans la mauvaise direction – un problème que les MGK n'ont toujours pas reconnu à sa juste valeur, et encore moins résolu ». (p. 223)

En ce qui concerne l'objection selon laquelle ces transports allaient dans la « mauvaise direction », le rapport de l'ingénieur Max Faust couvrant la période du 29 mai au 12 juillet 1942 indique explicitement, à propos du 9 juillet :[1251]

« Discussions avec le premier lieutenant SS Schwarz sur l'emploi des détenus [Haeftlingseinsatz]. À l'heure actuelle, la situation est très difficile en raison du fait que, conformément à la nouvelle directive, tous les Polonais sont retirés du camp de concentration d'Auschwitz et placés dans des camps situés en Allemagne. Ils sont remplacés par des Juifs de tous les pays européens. Leur nombre doit être porté à 100 000 personnes. Le résultat de cette action est que, presque chaque jour, des travailleurs différents sont employés sur les différents chantiers de construction. »

Dans le chapitre 7, Kues aborde en détail le problème général des destinations des déportés, ainsi que le problème des transports « dans la mauvaise direction ». J'ajouterai ici quelques considérations spécifiques supplémentaires.

Tout d'abord, le document en question contient quelques bizarreries frappantes :[1252]

« Dans le cadre de l'augmentation des livraisons de travailleurs dans les camps de concentration, telle qu'elle a été ordonnée jusqu'au 30 janvier 1943, on peut procéder comme suit dans le domaine du secteur juif :

1. / Nombre total : 45.000 Juifs –

2. / Début des transports : 11 janvier 1943 – fin des transports : 31 janvier 1943 – (La Reichsbahn n'est pas en mesure d'affecter des trains spéciaux à l'évacuation dans la période du 15 décembre 1942 au 10 janvier 1943 en raison de l'augmentation du trafic pour les départs de la Wehrmacht) –

3. / Répartition : les 45 000 Juifs sont répartis en

–30 000 Juifs du district de Bialystok

–10 000 Juifs du ghetto de Theresienstadt. Dont 5 000 juifs aptes au travail qui étaient jusqu'à présent employés dans le ghetto pour des tâches mineures, et 5 000 juifs généralement inaptes au travail, y compris les plus de 60 ans, afin de réduire quelque peu à cette occasion l'effectif du camp de 48 000, qui est trop élevé pour le développement du ghetto.

À cette fin, je demande la délivrance d'un permis spécial. Comme auparavant, seuls les Juifs qui ne possèdent pas de relations ou de contacts particuliers et qui ne portent pas de médailles d'honneur seront enregistrés en vue de leur déportation.

–3 000 Juifs des territoires néerlandais occupés.

–2 000 Juifs de Berlin = 45 000.

[1251] NI-14512. Weekly Report No. 58/59 for the Period from 29 May to 12 July.1942 of the IGFarben. NMT, vol. VIII, pp. 438-439.

[1252] PS-1472. TMI, vol. XXVII, pp. 252-253.

Le nombre de 45 000 comprend les parents inaptes au travail (soulignés) (Juifs âgés et enfants). En appliquant un critère approprié, au moins 10 000 à 15 000 travailleurs (soulignés) seront accumulés lors de la sélection des Juifs entrants à Auschwitz ».

Ainsi, dans le cadre d'une « livraison accrue de travailleurs », une demande de 45 000 juifs a été formulée. Il est ensuite précisé qu'un « *Anhang* » (terme familier pour désigner les parents) de personnes âgées et d'enfants inaptes au travail devait être transporté, dont le nombre est de loin supérieur à celui des personnes aptes au travail : 30 000 à 35 000 contre 10 000 à 15 000. Pour le ghetto de Bialystok, cela correspond à 6 600 à 9 900 juifs aptes au travail contre 20 100 à 23 400 inaptes au travail. Les inaptes au travail étaient-ils destinés à être « gazés » à Auschwitz ? Dans ce cas, pourquoi ont-ils dû être transportés à plus de 500 km au sud-ouest, alors que les trains devaient passer par la gare de Malkinia, à quelque 5 km seulement de Treblinka ?

Je reviendrai sur cette question au point 175.

[171] Terry cite intégralement la lettre de Himmler à Ganzenmüller du 23 janvier 1943 (p. 224) avec cette source : « Himmler an Ganzenmüller, 23.1.43, BA NS19/2774, pp. 1-2, also *FGM*, p. 346 » (note 384).[1253] La citation est cependant un plagiat tiré d'Arad.[1254] Je cite le texte du document :[1255]

« J'en viens maintenant à une autre question importante : une condition préalable à la pacification du gouvernement général, de Bialystok et des territoires russes est la déportation de tous les partisans des bandits et de tous ceux qui sont soupçonnés de banditisme. Il s'agit en premier lieu de la déportation des Juifs. Cela inclut également la déportation des Juifs de l'Ouest, car sinon nous serions confrontés à une augmentation des attaques dans ces territoires également. J'ai besoin de votre aide et de votre assistance. Si je veux régler ces questions rapidement, je dois recevoir davantage de trains de transport. Je sais très bien à quel point la situation est tendue pour les chemins de fer et ce que l'on vous demande constamment. Je dois néanmoins vous demander de m'aider et de me fournir plus de trains ».

Terry observe que « dans son ordre à Krüger du 19 juillet 1942, Himmler souligne que les juifs constituent une menace dangereuse pour l'ordre et la sécurité de l'Allemagne » et conclut que « du point de vue de Himmler, comme le montrent clairement des sources telles que celles-ci, les Juifs constitueraient une menace pour la sécurité et l'ordre *partout* ». (p. 224). Il oublie que la même chose valait aussi pour les « supporteurs de brigands et suspects de brigandage », c'est-à-dire pour les supporteurs des partisans et ceux qui étaient soupçonnés d'être des

---

[1253] Terry donne la date de la lettre comme étant le 20 dans le texte mais comme étant le 23 dans la note de bas de page correspondante. Cette dernière date est manifestement la bonne. A. Rückerl (*NS-Vernichtungslager im Spiegel deutscher Strafprozesse, op. cit.*, p. 115) fournit une transcription du document avec la date du 23 janvier. Rudolf Aschenauer (*Ich, Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 530 et suivantes) cite la réponse de Himmler du 29 janvier, qui se réfère à une lettre de Ganzenmüller datée précisément du 23 janvier 1943.

[1254] Y. Arad, *Belzec, Sobibor, Treblinka, op. cit.* p. 133.

[1255] T. Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Faschismus – Getto – Massenmord, op. cit.*, p. 346.

partisans. Dans le document précité, la « déportation » est prévue pour ces derniers *et* pour les juifs. Si l'on suit la logique de Terry, cela signifierait que les « partisans et suspects de partisanerie » déportés étaient également destinés à l'extermination. Mais une directive de Himmler datant d'environ trois semaines leur réserve un sort différent :[1256]

> *« Le Reichsführer-SS a ordonné le 30 décembre la déportation dans les camps de concentration du Reich des brigands présumés et des soutiens de brigands qui ne doivent pas être exécutés ».*

L'expression « qui ne doivent pas être exécutés » se réfère à ceux qui n'ont pas été inculpés pour un délit passible de la peine de mort.

Si donc la « déportation » des « partisans des bandits et des suspects de banditisme » se réfère à l'envoi dans des camps de concentration, on ne comprend pas pourquoi la « déportation » des Juifs est censée se référer à des « camps d'extermination ».

> **[172]** *« Himmler n'a pas non plus abandonné ce refrain dans les mois qui ont suivi. Après avoir discuté avec le SS-Gruppenführer Greifelt, expert en réinstallation ethnique, de l'urgence de 'retirer' les 300 à 400 000 Juifs restants du Generalgouvernement en mai 1943, Himmler a réitéré ce point comme une nécessité dans une note vers la même époque, soulignant que 'autant l'évacuation des Juifs produit des troubles au moment de son exécution, autant elle sera la principale condition préalable à une paix fondamentale dans la région après son achèvement ».* (p. 224)

Dans la note de bas de page correspondante, Terry explique :

> *« Une fois de plus, l'évacuation proposée fut discutée de manière intransitive, Himmler parlant ainsi de 'Die Evakuierungen der restlichen rund 300 000 Juden* im *Generalgouvernement', sans même parler d'évacuer les Juifs hors du Generalgouvernement. »* (note de bas de page 386)

Voici le texte de cette note de Himmler datée du 10 mai 1943 :[1257]

> *« Je n'arrêterai pas l'évacuation des quelque 300 000 Juifs restants dans le Gouvernement général, mais je la mènerai en toute hâte. Même si l'évacuation des Juifs provoque des troubles au moment de sa mise en œuvre, elle constituera la principale condition préalable à une pacification générale du territoire après son achèvement. »*

Cela n'ajoute rien à ce que Terry a déclaré précédemment. Son interprétation du sens de la proposition « dans les » est totalement infondée, car elle ne se rapporte pas au mot « évacuations » ; le sens de la phrase est en fait :

« Les évacuations des quelque 300 000 Juifs restants [qui sont encore présents] *dans* le Gouvernement général », comme le montre également la note envoyée par Greifeldt à Himmler deux jours plus tard :[1258]

[1256] PS-1786. TMI, vol. XXVIII, p. 390.

[1257] T. Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Faschismus – Getto – Massenmord, op. cit.* p. 355.

« Une tâche urgente dans le gouvernement général est l'évacuation des 3 à 400 000 *Juifs qui y sont encore présents... » (*Emph. ajoutée)

[173] Terry aborde ensuite la question du soulèvement du ghetto de Varsovie et du rapport Stroop :

« Tout comme son traitement de l'action du ghetto de Varsovie de l'été 1942, l'exégèse de Mattogno du soulèvement du ghetto de Varsovie se distingue par son caractère fastidieux et tatillon, puisqu'il effectue une somme de contrôle pour tenter de faire disparaître les déclarations documentées de Stroop selon lesquelles il déportait certains des Juifs raflés vers Treblinka. Sa glose sur l'affirmation sans appel que 'par le transport vers T. II, 6 929 Juifs ont été détruits' est remarquable par son pur désespoir : au lieu de déclarer que le document est un faux, comme a tenté de le faire son stupide épigone 'denierbud', Mattogno opte pour l'ultralittéralisme et décide que les SS ont choisi d'utiliser Treblinka II comme site d'exécution pour la 'liquidation' des 'éléments brigands', et que, par conséquent, la référence aux Juifs envoyés à 'T II' pour être 'détruits' ne prouve pas qu'il y ait eu un gazage. Non, mais elle confirme et corrobore les témoignages de Wiernik, Strawczynski et d'innombrables autres survivants qui ont rapporté l'arrivée de Juifs du ghetto de Varsovie au printemps 1943 ainsi que leur gazage. En outre, la référence aux Juifs 'détruits' à Treblinka II n'aide en rien à confirmer la 'thèse du camp de transit' de Mattogno, puisque si un 'camp de transit' peut également servir de lieu d'exécution pour 7 000 personnes, il n'y a aucune raison de ne pas accepter toutes les preuves confirmant que le même site a été le lieu d'exécution d'un nombre cent fois supérieur en 1942. En acceptant le document tel quel, Mattogno se tire une nouvelle fois une balle dans le pied ». (p. 227)

Ici, Terry, comme à son habitude, déforme mon argumentation. Après avoir mentionné les passages où Stroop mentionne « T II », j'ai observé :[1259]

« Le rapport Stroop soulève trois questions à cet égard :

1. Combien de Juifs ont été déportés vers le 'T II' ?

2. Les Juifs déportés à Treblinka ont-ils été gazés ?

3. Où est allée la majorité des Juifs du ghetto ?

Nous allons maintenant répondre à la première de ces questions. Le 25 avril 1943, 1 990 Juifs sont faits prisonniers, dont 274 sont fusillés. L'opération de fusillade est interrompue par l'arrivée du crépuscule. Le transport vers Treblinka n'a donc pu inclure que les (1 990 – 274 =) 1 660 personnes restantes. Mais il s'agit du plus grand nombre de personnes déportées à Treblinka en une seule journée. Cela est confirmé par le fait que le lendemain, 1 722 Juifs ont été faits prisonniers, dont 1 692 ont été tués, et le nombre total pour le 26 avril correspond à celui du 25 avril plus ces 1 722 Juifs : 27 460 + 1 722 = 29 186.

Dans le rapport du 12 mai, il est dit que les transports juifs partant de Varsovie ont été conduits au 'T II pour la première fois' *ce jour-là. On ne voit pas très bien comment cela concorde avec le transport du 25 avril, qui s'est rendu à Treblinka pour la première fois. Quoi*

[1258] *Ibid*, p. 356.

[1259] *Treblinka : Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.* pp. 285 sq.

qu'il en soit, il ressort clairement du télétype du 13 mai que seuls les Juifs capturés quotidiennement ont été envoyés à Treblinka.

Selon le tableau ci-dessus, le 12 mai, 1 709 Juifs ont été faits prisonniers.

Le nombre maximum de Juifs déportés à Treblinka pendant cette période s'élève donc à (1 660 + 1 709 =) 3 369. On ne voit donc pas comment Stroop est parvenu à un chiffre de 6 929 dans son télétype du 24 mai. Mais un autre problème est plus important : si ces Juifs ont été détruits dans le 'T II', cela signifie-t-il que Treblinka était un camp créé dans le but de tuer des gens ? À notre avis, la 'liquidation' de quelques milliers de Juifs, que les SS classaient parmi les 'bandits et les éléments les plus vils du ghetto'*, ne prouve ni qu'ils ont été gazés, ni que Treblinka a été exploité comme un 'camp d'extermination'. Si l'on garde à l'esprit que le camp n'était situé qu'à 80 km de Varsovie, il ne serait pas surprenant que les SS y aient fusillé quelques milliers de personnes qu'ils ne pouvaient ou ne voulaient pas exécuter dans la ville ».*

Il ressort clairement du rapport Stroop que les juifs déportés à Treblinka étaient des combattants du ghetto : dans le telescript du 25 avril 1943, il écrit en effet :[1260]

> *« Avec les Juifs qui ont été capturés aujourd'hui, je pense qu'une très grande partie des bandits et des éléments les plus vils du ghetto ont été capturés. En raison de l'arrivée de l'obscurité, leur liquidation immédiate n'a pas été effectuée. J'essaierai d'obtenir un train pour T II pour demain, sinon la liquidation aura lieu demain. »*

Même si ces juifs ont été envoyés à Treblinka pour y être tués, cela ne démontre en rien qu'il s'agissait d'un « camp d'extermination » équipé de « chambres à gaz ». Nous rappelons qu'à Auschwitz et à Majdanek, des exécutions d'« éléments brigands » ont également eu lieu, mais cela ne rend pas plus réelle l'existence alléguée de « chambres à gaz » homicides dans ces camps. De même, les actions d'« euthanasie » éventuellement menées dans les camps de l'« Aktion Reinhardt » ne prouvent pas qu'il s'agissait de « camps d'extermination ».

Le fait que Terry se réfère à Wiernik et à Strawczyński pour démontrer que ces Juifs ont été gazés (« along with their gassing ») souligne une fois de plus son hypocrisie. Le « Manifeste du copier-coller » ne donne aucune référence à ce sujet. Voici ce que Wiernik a déclaré à ce sujet :[1261]

> *« En avril 1943, des transports ont commencé à arriver de Varsovie. On nous a dit que 600 hommes de Varsovie travaillaient dans le camp n° 1, ce qui s'est confirmé. À l'époque, une épidémie de typhus sévissait dans le camp n° 1. Ceux qui tombaient malades étaient tués. Trois femmes et un homme du transport de Varsovie sont venus nous voir. L'homme était le mari d'une des trois femmes. Les Varsoviens étaient traités avec une brutalité exceptionnelle, les*

[1260] PS-1061. TMI, vol. XXVI, p. 656.

[1261] Jankiel Wiernik, « One Year in Treblinka », in : Alexander Donat (éd.), *The Death Camp Treblinka, op. cit.*, p. 172.

femmes encore plus que les hommes. Les femmes avec des enfants étaient séparées des autres, conduites vers les feux et, après que les assassins en aient eu assez de regarder les femmes et les enfants terrorisés, ils les tuaient près du bûcher et les jetaient dans les flammes. Cela se produisait assez souvent. Les femmes s'évanouissaient de peur et les brutes les traînaient vers le feu à moitié mortes. Affolés, les enfants s'accrochaient à leur mère. Les femmes imploraient la pitié, les yeux fermés pour ne pas voir la scène macabre, mais leurs bourreaux ne faisaient que les toiser et maintenaient leurs victimes dans un suspense atroce pendant de longues minutes. Pendant qu'un groupe de femmes et d'enfants était tué, d'autres restaient debout, attendant leur tour. À maintes reprises, des enfants ont été arrachés aux bras de leur mère et jetés vivants dans les flammes, tandis que leurs bourreaux riaient, exhortant les mères à être courageuses et à sauter dans le feu à la suite de leurs enfants, et se moquant des femmes pour leur lâcheté ».

Wiernik ne parle pas de « gazage » à propos de ces juifs, mais il dit qu'ils ont été brûlés vifs ! En outre, il parle également de femmes et d'enfants, comme s'ils avaient fait partie de transports normaux et non d'insurgés et de combattants – hommes et femmes, comme le confirme Schwindt.[1262]

[174] *« Tout aussi désespérée est la tentative de Mattogno de transformer en contradiction majeure la preuve que les transports de Varsovie à Treblinka ont été sélectionnés à l'arrivée. Le fait que quelques centaines de déportés aient été sélectionnés parmi les 6 929 envoyés à Treblinka au cours de cette action a été reconnu dans la littérature depuis Poliakov et Reitlinger, respectivement en 1951 et 1953. »* (pp. 227-228)

Le fait que Terry parle de ma tentative soi-disant « désespérée » est une autre déformation de sa part afin d'éviter de répondre aux questions que j'ai posées. Le point de départ de la discussion est le téléscript de Stroop du 24 mai 1943, qui indique :[1263]

« Sur un total de 56 065 Juifs enregistrés, environ 7 000 ont été anéantis au cours de l'action principale dans l'ancien quartier résidentiel juif lui-même. Par transport vers le T II, 6 929 Juifs ont été anéantis, de sorte qu'au total 13 929 Juifs ont été anéantis ».

Mais ces 6 929 juifs ont-ils vraiment été « anéantis » à Treblinka ? J'ai démontré que certains d'entre eux n'ont certainement pas été tués. Ainsi, même si seulement « quelques centaines de déportés » ont survécu[1264], il est inexact d'affirmer que les 6 929 ont été « anéantis ».

À cet égard, le rapport Stroop contient un autre indice s'opposant à la mise à mort des insurgés :[1265]

1262 B. Schwindt, *Das Konzentrations- und Vernichtungslager Majdanek, op. cit.*, p. 211.

1263 NARA, T-175-2225/ 2764328. Contrairement à ce qu'écrit Terry (note 397 de la p. 226), ce Fernschreiben (téléscript) n'est pas contenu dans le document PS-1061 du TMI. Fernschreiben (telescript) ne figure pas dans le document PS-1061 du TMI.

1264 *Treblinka. Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.* p. 286 et suivantes.

1265 PS-1061. TMI, vol. XXVI, p. 638.

« Au cours de la grande opération, on pouvait capturer des Juifs qui avaient déjà été déportés à Lublin ou à Treblinka, qui s'en échappaient et revenaient au ghetto avec des armes et des munitions. »

Dans le document PS-1061, c'est la seule référence à « Treblinka ». Il faut donc supposer que les juifs qui se sont échappés du camp étaient encore en vie.

Avant de poursuivre, une mise à jour du plagiat bibliographique de Terry s'impose :

– Czeslaw Luczak, *Polscy robotnicy przymusowi w Treciej Rzeszy podczas II wojny swiatowej*, Poznan 1974, cité uniquement dans la note 288 de la page 201 et dans la bibliographie (p. 553) ;

– Israël Gutman, *Resistance. The Warsaw Ghetto Uprising*, Boston : Houghton Mifflin, 1994, cité uniquement dans la note de bas de page 394 à la page 226 et dans la bibliographie (p. 547) ;

– Ryszard Gicewicz, « Obóz pracy w Poniatowej (1941-1943) », *Zeszyty Majdanka* X, 1980, pp. 88-104, uniquement dans la note 395 à la p. 226 et dans la bibliographie (p. 546) ;

– Artur Podgórski, « Arbeitslager in Poniatowa, 1941-1943 », *Kwartalnik Historii Zydów*, 4/2010, pp. 425-488, uniquement dans la note 395 à la p. 226 et dans la bibliographie (p. 557) ;

– Evelyn Zegenhagen, « Poniatowa » dans : Geoffrey P. Megargee (ed), *The United States Holocaust Memorial Museum Encyclopedia of Camps and Ghettos, 1933-1945*, Vol. 1, Bloomington : Indiana University Press, 2009, pp. 888-891, uniquement dans la note de bas de page 395 à la p. 226 et dans la bibliographie (p. 564).

– Evelyn Zegenhagen, « Lublin – Alter Flughafen (Men) » et « Lublin – Alter Flughafen (Women) » dans Megargee (ed), *USHMM Encyclopedia of Camps and Ghettos*, Vol. 1, pp. 885-8, uniquement dans la note de bas de page 396 à la p. 226 et dans la bibliographie (p. 564).

En ce qui concerne les sélections de juifs de Varsovie à Treblinka et leur transfert dans la région de Lublin, Terry invoque Schwindt (p. 228), selon lequel le nombre total de personnes sélectionnées était de 1 315[1266], ce qui confirme que les 6 929 juifs envoyés à Treblinka par Stroop n'ont pas tous été « anéantis ». Schwindt mentionne également des transports de juifs du ghetto de Varsovie vers la région de Lublin et vers Majdanek :

– 5 300 le 21 avril 1943

– 4 000 le 23 avril

[1266] B. Schwindt, *Das Konzentrations- und Vernichtungslager Majdanek, op. cit*, pp. 216 sq.

– 3 496 le 27 avril vers Majdanek ; le transport était composé d'hommes, de femmes et d'enfants ;

– 2 435 le 30 avril vers Lublin ;

– 3 019 le 3 mai, principalement vers Lublin ;

– 5 843 le 4 mai vers Lublin ; le transport était composé d'hommes, de femmes et d'enfants ;

– environ 9 900 entre le 4 et le 8 mai vers Lublin (3 convois de 3 300 juifs chacun). Si j'interprète correctement, 7 100 de ces juifs sont arrivés à Majdanek, où 4 101 ont été enregistrés, tandis que le reste aurait été tué dans les « chambres à gaz » de Majdanek[1267].

Par conséquent, quelque 34 000 juifs de Varsovie ont été transférés dans la région de Lublin, et au moins deux transports de 9 339 personnes comprenaient également des enfants. Schwindt ne peut en aucun cas justifier les prétendus gazages à Majdanek, qui ne sont donc que des conjectures. Elle n'a pas du tout demandé pourquoi ces personnes prétendument *affectées* aux « chambres à gaz » ont été envoyées à Majdanek au lieu d'être gazées à Treblinka, où Stroop, selon elle, a envoyé mourir les insurgés.

[175] En ce qui concerne l'évacuation du ghetto de Bialystok, Terry porte contre moi des accusations non moins infondées :

> *« Le traitement par Mattogno de la liquidation du ghetto de Bialystok est tout aussi remarquable que son incompréhension de la liquidation du ghetto de Varsovie. Sa tentative d'obscurcir les déportations de Bialystok à Treblinka en les considérant comme de simples transferts de main-d'œuvre masque une concession silencieuse frappante. À aucun moment Mattogno ne semble remarquer qu'il a silencieusement abandonné presque tous ses efforts pour localiser les Juifs déportés dans les territoires soviétiques occupés et qu'il semble se contenter de déplacer un peu les déportés au sein du gouvernement général. Dans d'autres cas, il tente même de détourner les déportés vers l'ouest, vers Auschwitz ».* (p. 228)

Une fois de plus, il déforme intentionnellement mon exposé, qui est le suivant.

La *Fahrplanordnung* (disposition relative aux horaires des trains) n° 290 de la Reichsbahndirektion Königsberg, qui n'est pas datée mais qui date de la mi-août 1943, stipule ce qui suit : « Les trains spéciaux suivants, destinés au transport des personnes réinstallées, circulent de Bialystok à Malkinia. Destination Treblinka ». Les transports en question étaient les suivants :[1268]

[1267] *Ibid*, pp. 209-216.

[1268] Zdzisław Łukaszkiewicz, « Obóz zagłady Treblinka », in : *Biuletyn Głównej Komisji Badania Zbrodni Hitlerowskich w Polsce*, I, 1946, p. 142. Dans *Treblinka : Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.* un train non documenté portant la date du 18 août est mentionné par erreur à la p. 289.

Tableau 6.2	
Date	Nombre de wagons
17 août	41
19 août	35
21 août	38
21 août	38
22 août	38
22 août	38
23 août	38
TOTAL	266

Et voici mon commentaire :[1269]

« Il est néanmoins certain que les Juifs du ghetto de Białystok ont été pour la plupart déportés dans la région de Lublin. Selon T. Berenstein et A. Rutkowski, 24 000 de ces Juifs ont été amenés à Majdanek.

Le 20 août 1943, un transport de 2 031 personnes arriva à Majdanek en provenance de Białystok. Il contenait des hommes, des femmes et des enfants, de sorte qu'aucune sélection n'a pu avoir lieu à Treblinka. Le même jour, au moins un autre transport est arrivé à Majdanek avec environ 2 000 Juifs (hommes, femmes et enfants). De même, le transport de 1 200 enfants (initialement destinés à la Palestine) âgés de 6 à 12 ans, arrivé à Theresienstadt le 24 août, est passé par Treblinka, qui a donc servi de camp de transit pour ces transports ».

Le nombre total de wagons de marchandises est compatible avec le transport de 24 000 personnes, car il correspond à une charge moyenne de 90 personnes par wagon.

La lettre de Speer à Himmler du 1er février 1943 commence par ces mots :[1270]

« Cher camarade du parti Himmler !

Comme j'en ai été informé, une importante action de réinstallation est en cours dans le district de Białystok. Environ 40 000 Juifs sont censés être évacués du ghetto de Białystok. »

Dans le plan de transport du *Generalbetriebsleitung Ost* (Quartier général opérationnel Est) de la Reichbahn, publié à Berlin le 16 janvier 1943 et valable pour la période du 20 janvier au 18 février 1943, les transports suivants en provenance de Białystok sont répertoriés :[1271]

[1269] *Treblinka : Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.* p. 289.

[1270] Fac-similé du document dans : A. Eisenbach, *Hitlerowska polityka zagłady Żydów, op. cit.* document hors texte.

[1271] Umlaufplan für die mehrfach zu verwendenden Wagenzüge zur Bedienung der Sdz für Vd, Rm, Po, Pj u Da-Umsiedler in der Zeit vom 20.1. - 18.2.1943. NARB, 378-1-784, pp. 12-12a.

Tableau 6.3		
Periode	Destination	Nombre de déportés
5-6 février	Auschwitz	2 000
6-7 février	Auschwitz	2 000
9 février	Treblinka	2 000
10 février	Treblinka	2 000
11 février	Treblinka	2 000
12 février	Treblinka	2 000
13 février	Treblinka	2 000
TOTAL		14 000

Si, comme l'affirme Hilberg, environ 1 000 juifs ont été tués début février 1943 lors du soulèvement du ghetto de Bialystok[1272], le sort de la quasi-totalité des 40 000 juifs du ghetto est connu :

– 1 000 ont été tués dans le ghetto en février 1943

– 4 000 ont été envoyés à Auschwitz en février 1943

– 10 000 sont envoyés à Treblinka en février 1943

– 24 000 ont été envoyés dans la région de Lublin en août 1943.

Si le dernier groupe est également passé par Treblinka, y compris les personnes aptes et inaptes au travail, il doit avoir eu la fonction d'un camp de transit. Ceci étant établi, pourquoi les juifs passés par Treblinka en février auraient-ils été tués, et pourquoi tous les autres arrivés au camp ? Parce que les témoins le disent ?

Terry, qui invoque Wiernik pour confirmer le prétendu gazage des juifs de Varsovie au printemps 1943, devrait expliquer pourquoi son témoin ne mentionne pas le prétendu massacre des habitants du ghetto de Bialystok en février. Dans l'ensemble de la brochure de Wiernik, il n'y est fait référence que de la manière suivante :[1273]

> *« Après les transports bulgares, d'autres transports ont commencé à arriver de Bialystok et de Grodno. Entre-temps, j'avais terminé la construction du laboratoire, de la buanderie et des chambres pour les femmes. »*

Les transports en provenance de Bulgarie (Thrace et Macédoine : 11 384 juifs) arrivent à Treblinka fin mars 1943[1274], c'est-à-dire *après* les transports de février en provenance du ghetto de Bialystok.

[1272] R. Hilberg, *Die Vernichtung der europäischen Juden, op. cit.*, Band 2, p. 541.

[1273] J. Wiernik, « One Year in Treblinka », in : Alexander Donat (éd.), *The Death Camp Treblinka, op. cit.* p. 172. Dans la traduction américaine *A Year in Treblinka*, le passage en question n'apparaît pas.

[1274] Jack R. Fischel, *Historical Dictionary of the Holocaust*. The Scarecrow Press, Inc. Lanham Toronto Plymouth, UK 2010, p. 36 ; Y. Arad, *Belzec, Sobibor, Treblinka, op. cit.*, pp. 143-146.

L'hypocrisie de Terry doit être soulignée à nouveau : pour lui, 7 000 juifs déportés à Treblinka dans le but déclaré de les tuer démontrent ou confirment qu'il s'agissait d'un « camp d'extermination », tandis que 24 000 juifs ayant transité par Treblinka à destination du district de Lublin ne démontrent ni ne confirment qu'il s'agissait d'un camp de transit.

[176] La critique hypocrite de Terry se poursuit :

« Un autre exemple de ce jeu de dupes se trouve dans son traitement de la déportation des Juifs d'Europe occidentale vers le district de Lublin et Sobibor au printemps 1943. Ignorant plus ou moins les 5 000 Juifs français déportés à Sobibór et Majdanek à cette époque, Mattogno se concentre sur les rumeurs de guerre selon lesquelles des Juifs belges auraient été aperçus dans le ghetto de Konskowola, dans le district de Lublin, rumeurs qui seraient parvenues à Gisi Fleischmann, du 'Groupe de travail' en Slovaquie. En effet, le maquis polonais a également transmis un rapport selon lequel des Juifs belges avaient été internés à Deblin-Irena et à Konskowola, le message étant parvenu au monde extérieur en juillet 1943. Cependant, un message ultérieur d'un Juif slovaque interné dans les camps de travail du comté de Chelm réfute cette rumeur ; malgré les rapports indiquant que des Juifs belges allaient arriver, ils ne sont pas arrivés ». (pp. 228-229)

En ce qui concerne les juifs français déportés, il ajoute :

« Les quatre transports avec 5 003 déportés ont été dirigés vers 'Chelm', cf. FS RSHA IV B 4 a et BdS Frankreich, Betr : Abbeförderung der Juden aus Frankreich, 20.3.43, T/476. Alors que 40 personnes furent sélectionnées pour Majdanek dans le premier transport et une poignée d'autres dans le second, dont six survécurent en étant transférées de Majdanek à Auschwitz et Budzyn, tous les déportés des deux derniers transports allèrent directement à Sobibór, où 31 travailleurs furent prélevés dans le dernier des transports, dont deux survécurent. Voir Serge Klarsfeld, Mémorial des Juifs déportés de France 1942-1944. *New York : Beate Klarsfeld Foundation, 1983, pp. 384-425. »* (note 411 aux pages 228 et suivantes)

Dans une lettre écrite le 24 mars 1943, Gisi Fleischmann, un dirigeant sioniste slovaque, écrit :[1275]

« Ces jours-ci, cependant, nous ont apporté les rapports des schlichtim [personnes déportées], qui ont justifié un peu d'espoir que de petits restes peuvent encore être trouvés là-bas. Nous avons reçu environ 200 lettres de Dęblin-Irena et Końskowala, dans le district de Lublin, où résident, en plus de nos Juifs, des Juifs belges qui y sont arrivés au cours des dernières semaines. »

Ce récit était précédé d'un long rapport juif sur la déportation des juifs belges dans l'ancien territoire de la Pologne et même plus à l'Est. Je cite maintenant les nouvelles les plus significatives de la *Jewish Telegraphic Agency* sur cette question :

– 16 août 1942 (article daté « Genève, 14 août ») :[1276]

[1275] Dov Weissmandel, *Min-hammetsar*, Emunah, New York 1950. Document 23 (hors texte). Cf. Treblinka : *Extermination Camp or Transit Camp ?, op. cit.*, p. 252.

[1276] « Jews Expelled from Kalish and Tarnopol ; 600 Deported Belgian Jews Reach Poland », in : *Jewish Telegraphic Agency*, 16 août 1942, p. 1.

« L'expulsion de toute la population juive de la ville de Kalish [Kalisz]*, dans la Pologne occupée, vers le ghetto de Lodz est indiquée aujourd'hui dans les rapports de Cracovie. Selon ces rapports, les Juifs ont également été déportés de la ville de Tarnopol, en Galicie.*

Un 'train juif' transportant 600 Juifs déportés de Belgique est arrivé à Cracovie cette semaine sous la surveillance spéciale de la Gestapo. La majorité des déportés ont plus de cinquante ans. La plupart d'entre eux ont été immédiatement envoyés dans le ghetto de Cracovie, les autres ont été dispersés dans différents districts. D'autres transports de Juifs de Belgique devraient arriver à Cracovie avant la fin du mois. »

– 6 octobre 1942 :[1277]

« Un train spécial rempli de Juifs déportés de la province de Limbourg en Belgique est parti pendant le week-end pour l'Ukraine occupée par les nazis, selon des informations qui sont parvenues au gouvernement belge aujourd'hui.

Des trains bondés de Juifs déportés sont également partis de Liège et d'Anvers, selon le rapport. Les déportés ont reçu l'ordre d'emporter de la nourriture pour une nuit de quinze jours ».

– 8 juillet 1943 (article daté « Quelque part en Europe, 7 juillet ») :[1278]

« 'De nombreux Juifs déportés de Belgique sont internés dans des camps près de Deblin-Irena et de Konska-Wola, dans le district de Lublin', indique le message. On y apprend également que les nazis ont massacré tous les Juifs de Kosov-Poleski et que, fin juin, ils ont déporté environ 3 000 Juifs de la ville de Strzemieszyce. »

– 11 juillet 1943 : Le Centre d'information belge diffuse la nouvelle selon laquelle[1279]

« La plupart des Juifs ont été internés dans des camps de concentration en Allemagne, en Pologne et en Russie. Les Allemands eux-mêmes ont déclaré, dès le mois de novembre dernier, que sur les 52 000 Juifs de Belgique, au moins 25 000 avaient été déportés. »

L'information rapportée par Gisi Fleischmann n'était donc pas une simple chimère.

L'objection de Terry reste à analyser. Il cite la source « Tatsachenbericht eines aus der Slowakei deportierten und zurückgekehrten Juden, 17.8.43, VHA Fond 140/59, pp. 41-50 » (note 414 de la p. 229). Il s'agit du même document déjà

[1277] « Trains with Jewish Deportees Leave Belgium for Nazi-held Ukraine », in : *Jewish Telegraphic Agency*, 6 octobre 1942, p. 1.

[1278] « Deportation of Jews from Polish Cities Continues : Belgian Jews Held in Lublin District », in : *Jewish Telegraphic Agency*, 8 juillet 1943. Cette information est résumée par Terry (p. 229), mais avec la date erronée du 14.7.1943 (note 413).

[1279] « Most of Belgian Jews Deported by Nazis, Government-in-exile Reports », in : *Jewish Telegraphic Agency* 11 juillet 1943, p. 1. Le rapport mentionne également un camp en Belgique à « Mechlin » (Malines) « qui a été converti en prison » où « [un] certain nombre de Juifs auraient été asphyxiés au moyen de gaz toxiques, dans une cellule spécialement aménagée à cet effet, et d'autres Juifs auraient subi le même sort dans des camions hermétiquement fermés sur le chemin de Mechlin. Ces sinistres rumeurs sont entretenues par les Allemands eux-mêmes ».

résumé par Terry dans le chapitre 1 du « Manifeste du copier-coller », où il écrit : « En avril 1943, on a dit aux détenus du camp que des 'Juifs belges et néerlandais' arriveraient bientôt, mais ils ne sont jamais venus. » (p. 56). Il est nécessaire ici de citer intégralement le texte du rapport pour démontrer la mauvaise foi évidente de Terry :

> *« En avril 1943, la discussion entre nous portait sur le fait que des Juifs hollandais et belges viendraient chez nous, ce qui a également été confirmé par l'administration du camp. Mais ils ne sont jamais venus. Un cheminot m'a appris ce qui suit sur le sort de ces Juifs : les transports en provenance de Hollande et de Belgique sont arrivés en très bon état. Contrairement à nos transports, ils avaient même été transportés dans des wagons de 2e classe et, dans les grandes gares, ils avaient reçu de la nourriture et du pain blanc. Mais ils ont tous été emmenés à Sobibór. Quelques personnes âgées et faibles ont été renvoyées respectivement en Hollande et en Belgique, au motif qu'on n'avait besoin que de bons travailleurs ».*

Le témoin poursuit en disant que ce n'était qu'une ruse destinée à affaiblir l'opposition aux déportations en Belgique et aux Pays-Bas, et que les juifs mentionnés ont en fait tous été « anéantis à Sobibór ».[1280]

Le problème de ce récit est que le seul transport juif belge d'avril 1943 est parti de Malines (*Mechelen*) le 19 (transport n° XX) et est arrivé à Auschwitz[1281] ; par conséquent, s'il a été exterminé à Sobibór, les 879 juifs non enregistrés à Auschwitz n'ont pas été « gazés » dans ce camp, comme l'affirme Danuta Czech[1282], mais ont poursuivi leur voyage jusqu'à Sobibór. Terry doit choisir entre l'un ou l'autre « gazage ».

Mais il y a un autre point qui invalide encore plus l'objection de Terry. Lorsque son témoin dit « parmi nous », il parle des détenus du camp de « Krychow »[1283] ; or « Krychów » est un petit village situé à environ 20 km au sud-ouest de Włodawa, dans une zone marécageuse. Les informations transmises par Gisi Fleischmann concernaient cependant les petites villes de Dęblin-Irena et Końskowala. La première est située à environ 70 km au nord-est de Lublin et à quelque 20 km de Puławy (distance routière), et la seconde à environ 6 km à l'est de Puławy. Prétendre réfuter la présence de Juifs belges dans ces deux petites villes en se basant sur leur non-présence dans un autre endroit situé à 120-140 km est tout simplement ridicule.

> **[177]** *« De même, Mattogno s'est emparé sans esprit critique de faux rapports antérieurs selon lesquels des Juifs belges étaient arrivés au ghetto de Grodno à la fin de l'année 1942. Le*

[1280] *Tatsachenbericht eines aus der Slowakei deportierten und zurueckgekehrten Juden*, daté « Slovakei, 17. August 1943. » Archives Moreshet, Givat Haviva, Israël. Cfr. J. Schelvis, *Vernichtungslager Sobibór, op. cit.*, p. 269.

[1281] Serge Klarsfeld, Maxime Steinberg, *Mémorial de la déportation des Juifs de Belgique*, The Beate Klarsfeld Foundation, New York, 1994, pp. 42 et 53.

[1282] D. Czech, *Kalendarium, op. cit.* p. 475. Selon cette source, le transport comprenait 1 400 personnes dont 276 hommes et 245 femmes ont été enregistrés.

[1283] J. Schelvis, *Vernichtungslager Sobibór, op. cit.* p. 268.

rapport en question émanait en partie du ghetto de Lodz, ce qui laisse supposer que la référence aux Juifs belges n'était qu'un simple ouï-dire. » (p. 229)

À cet égard, j'ai écrit ce qui suit :[1284]

« D'autres Juifs ont été déportés dans le ghetto de Grodno (Russie blanche). Eux aussi ont dû arriver là via Auschwitz. Dans un rapport intitulé "Warunki materialne bytu Żydów" (Conditions de vie matérielles des Juifs), datant de la seconde moitié de l'année 1942, il est dit, à propos du ghetto de Lodz :

'Il existe un facteur qui entraîne une augmentation du nombre de Juifs. Ce facteur consiste en des évacuations des régions occupées par les Allemands. Les informations sur ces évacuations arrivent les unes après les autres. On sait que 23 000 Juifs de Berlin, Vienne et Prague ont été transférés à Lodz ; des cas similaires sont également connus à Varsovie ; récemment, un certain nombre de Juifs ont été transférés de Belgique à Grodno' ».

La source est : Maria Tyszkowa, « Eksterminacja Żydów w latach 1941-1943. Dokumenty Biura Informacji i Propagandy KG AK w zbiorach oddziału rękopisów BUW », in : *Biuletyn Żydowskiego Instytutu Historycznego w Polsce*, no. 4 (1964), 1992, p. 49.

Il est intéressant de voir sur quelle source Terry s'appuie pour affirmer qu'il s'agit de « purs ouï-dire » ; il l'indique dans sa note de bas de page 416 :

« Maria Tyszkowa, 'Eksterminacja Zydów w latach 1941-1943. Dokumenty Biura Informacji i Propagandy KG AK w zbiorach oddzialu rekopisów BUW', *BZIH* Nr 4, 1992, p.49. » Il se limite donc à répéter ma référence avec deux fautes d'orthographe en polonais ! À cet égard, il convient de révéler un autre exemple des bévues de ces « blogueurs plagiaires ». Ils n'ont jamais vu l'article susmentionné de Maria Tyszkowa, mais ont plagié la référence à cet article à partir de nos livres. Malgré cela, il n'apparaît qu'une seule fois dans le texte, dans la note de bas de page 44 à la page 16, mais deux fois dans la bibliographie, une fois dans la section « Sources primaires publiées » (p. 536), et l'autre fois dans la section « Littérature secondaire » ! (p. 562)

[178] *« Le fait que le ghetto de Grodno ait commencé à être vidé en novembre 1942 et qu'il ait été entièrement liquidé en février 1943, avec de nombreux détenus déportés d'abord à Auschwitz et plus tard à Treblinka, est évidemment totalement ignoré par Mattogno ; aucun des survivants n'a déclaré avoir vu des Juifs belges dans le ghetto après la guerre.* » (p. 229)

La première objection est assez puérile : le rapport cité ci-dessus date de 1942 ; la seule indication chronologique qu'il contient est « au plus tôt février »[1285], de sorte que le sort du ghetto de Grodno, à partir de novembre, n'est pas pertinent ici. Le fait qu'aucun survivant belge du ghetto de Grodno ou d'autres détenus du ghetto de Grodno ne parlent de codétenus juifs belges dans leurs témoignages ou leurs mémoires démontre uniquement que de tels

[1284] *Treblinka : Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.* p. 252.

[1285] M. Tyszkowa, « Eksterminacja Żydów... », *op. cit*. p. 48.

survivants ne sont pas connus, et non qu'un certain nombre de juifs belges n'ont pas été déportés à Grodno. Cela peut s'expliquer en partie par la mort des déportés et la mort ou le silence des détenus du ghetto de Grodno qui sont entrés en contact avec eux, et en partie par l'hypothèse formulée par Graf.[1286] Ici, Terry m'accuse également d'avoir ignoré une certaine publication :

> *« Il est probablement tout aussi inutile de noter que Mattogno ne montre nulle part la moindre conscience de l'existence même de la collection en six volumes des sources et des documents des procès d'après-guerre relatifs au ghetto de Grodno compilés dans Serge Klarsfeld (ed), Documents concernant la destruction des Juifs de Grodno, Vols 1-6. Paris, 1985-1987. »* (note de bas de page 417)

Terry n'a vraiment pas le sens du ridicule : il est vrai que j'ai ignoré ces volumes, mais de son côté, il semblerait qu'il n'ait vu le titre que dans une bibliographie exterminationniste et qu'il l'ait repris à partir de là. Il n'apparaît en effet qu'ici et dans la bibliographie (p. 535). Si nous avions procédé comme les « blogueurs plagiaires », nous aurions aussi pu citer des centaines de volumes, mais nous ne sommes pas des maladroits comme eux.

[179] Terry poursuit ses fantasmes concernant mes prétendues « distorsions » :

> *« Dans* Treblinka*, il suffit à Mattogno de noter qu'il y avait des sélections à Sobibor afin d'envoyer des Juifs hollandais dans des camps de travail forcé dans les environs. Ignorant allègrement le fait que ces sélections avaient été découvertes par les enquêtes de la Croix-Rouge néerlandaise en 1946, et passant sous silence le fait que Leon Poliakov et Gerald Reitlinger, les deux premiers auteurs à avoir présenté des vues d'ensemble de l'Holocauste, respectivement en 1951 et 1953, avaient noté ces sélections tout comme ils l'avaient fait pour les camps de travail forcé, avaient remarqué ces sélections tout comme ils avaient remarqué les sélections des transports du soulèvement du ghetto de Varsovie, Mattogno tente d'utiliser le récit présenté par Jules Schelvis, l'un des 18 survivants des sélections, pour discréditer l'"historiographie officielle : »* (pp. 229-230)

L'impudence de Terry est apparemment sans limite. Il m'accuse « d'ignorer allègrement le fait que ces sélections avaient été découvertes par les enquêtes de la Croix-Rouge néerlandaise en 1946 », en citant comme source « Affwikkelingsbureau Concentratiecampen, *Sobibor*, 's Gravenhage, 1946 ; Informatiebureau van Het Nederlandche Roode Kruis, *Sobibor*, 's Gravenhage, 1947 ; A de Haas, L Landsberger, K Selowsky, *Sobibor : rapport omtrent de Joden, uit Nederland gedeporteerd naar het kamp Sobibor*, 4de verb. et aangev. uitg.., 's Gravenhage : Vereniging het Ned. Roode Kruis, 1952 ». (note 418 de la p. 229) Ces trois sources ont été plagiées ; outre le texte, elles n'apparaissent que dans la note 58 de la p. 18 et dans la bibliographie (p. 538). De plus, Terry a plagié cette information dans notre livre *Treblinka*, où je l'ai citée abondamment aux pages

[1286] *Sobibór : Holocaust Propaganda and Reality, op. cit*. p. 372-373.

indiquées par lui (note de bas de page 420). Il m'accuse donc d'ignorer une source qu'il m'a plagiée !

Lorsqu'il formule ses arguments, Terry adopte toujours la tactique de la simplification et de la déformation. La meilleure réponse à ses objections est donc le texte correspondant de notre livre sur Treblinka :[1287]

« Après l'évacuation du Conseil juif de Mielec, des arriérés de frais de santé d'un montant de 2 260,80 zlotys sont apparus. Le 22 juin 1942, le sanatorium d'État et l'établissement de soins de Kobierzyn réclament cette somme au chef du district de Lublin. Des enquêtes ont été menées et, le 4 septembre, le chef de la police et des SS a déclaré

'que le Conseil juif a été évacué de Mielec vers la Russie'.

Personne ne connaît toutefois le lieu exact de cette évacuation.

Le 13 mai 1942, le chef du district de Puławy envoya un rapport au gouverneur du district de Lublin, dans lequel il était indiqué :

'Dans la période allant du 6 au 12 mai inclus, 16 822 Juifs ont été expulsés du district de Puławy à travers le Bug par la directive du chef des SS et de la police'.

Selon l'historiographie officielle, ces Juifs ont été déportés à Sobibór et y ont été assassinés. Le camp de Sobibór était situé à quelques kilomètres du fleuve Bug, qui forme la frontière entre la Pologne et l'Ukraine. On pouvait traverser le Bug par la route Włodawa-Tamaszouka (à environ 15 km au nord du camp) ainsi que par le chemin de fer (ligne Brest-Litovsk). Il n'y a aucune raison valable pour que ces Juifs n'aient pas été effectivement transportés à travers le Bug, d'autant plus que Sobibór n'est pas du tout mentionné dans ce rapport. La destination de Sobibór n'était nullement secrète et apparaît, par exemple, dans le rapport suivant du 4 août 1942, émanant du chef du district de Radom :

'Je vous informe que 69 Juifs ont été transportés par un Sonderdienstkommando [unité de service spécial] de Rzczywol au camp de Sobibor du chef des SS et de la police dans le district de Lublin'.

Si l'on considère le petit nombre de déportés (69 personnes), leur lieu d'origine (un endroit situé à moins de 80 km de Varsovie) ainsi que le fait qu'ils aient été rassemblés par une unité de service spécial, on peut en conclure qu'il s'agissait de travailleurs qualifiés censés être employés à Sobibór en tant que personnel de camp.

On sait par ailleurs que le 5 juillet 1943, Himmler a personnellement donné l'ordre suivant :

'Le camp de transit de Sobibór doit être transformé en camp de concentration. Dans le camp de concentration, une usine de réparation des munitions capturées doit être créée'.

Cette instruction, adressée à des fonctionnaires qui ne pouvaient ignorer la nature réelle du camp de Sobibór, était une affaire secrète du Reich : pour quelle raison Himmler aurait-il utilisé l'expression 'Durchgangslager' *(camp de transit) ? Pour tromper la vigilance de ses subordonnés, qui savaient tout depuis longtemps ?*

[1287] *Treblinka : Extermination Camp or Transit Camp?, op. cit.* pp. 258-260.

À cette époque, des déportations de Juifs néerlandais vers Sobibór ont lieu : le 2 juillet, un transport de 2 397 personnes arrive, le 9 juillet un autre de 2 417. La fonction de camp de transit de Sobibór ressort également des déclarations de plusieurs anciens déportés juifs néerlandais :

Cato Polak, déporté le 10 mars 1943, resta à Sobibór une ou deux heures et fut ensuite transféré à Lublin avec 30 femmes et 12 hommes. Ils sont rentrés en Hollande par Trawniki – Auschwitz – Bergen-Belsen – Theresienstadt.

Bertha Jansen-Ensel et Judith Eliazar, qui étaient arrivées à Sobibór le 10 mars 1943, furent également transférées à Lublin. Toutes deux sont retournées dans leur pays en passant par Auschwitz. Bien qu'elles aient fait allusion aux chambres à gaz et aux crémations, elles ont déclaré :

'Sobibor n'était pas un camp, mais un camp de transit'.

Jules Schelvis, déporté à Sobibór le 1er juin 1943, a été transféré à Trawniki trois heures après son arrivée et renvoyé en Hollande via Auschwitz.

Mirjam Penha-Blitz a fait une déclaration qui a été résumée comme suit :

'Déportée en train de Westerbork le 10 mars 1943. Arrivée à Sobibór vers le 13 mars 1943 (via Birkenau – sans arrêt – jusqu'à Sobibór)'.

Quatre ou cinq heures après son arrivée au camp, le témoin est déporté à Lublin. Son retour chez elle s'est fait via Birkenau.

Sientje et Jetje Veterman, envoyées à Sobibór le 6 avril 1943, ont été triées avec 28 autres femmes pour le travail et transférées avec elles à Trawniki. Elles sont retournées aux Pays-Bas en passant par Auschwitz-Birkenau.

Elias Alex Cohen, déporté à Sobibór le 17 mars 1943, n'a passé que quelques heures dans le camp et a été envoyé à Lublin avec 35 autres Juifs. Sophie Verduin, déportée le 10 mars 1943, a été transférée à Lublin après quelques heures ; son retour en Hollande s'est fait par Auschwitz-Birkenau.

Jozef Wins de Heer, déporté le 11 mai 1943, est allé de Sobibór à Doruhucza. Il est rentré aux Pays-Bas en passant par Lublin-Majdanek.

Dans un livre bien documenté, publié en néerlandais en 1993 et traduit plus tard en allemand, Jules Schelvis écrit qu''à Sobibór, après l'arrivée des transports, les nouvelles forces de travail pour Dorohucza' ont été 'sélectionnées'. À Dorohucza, à 5 km de Trawniki, se trouvait un camp de travail où l'on coupait la tourbe. Selon Schelvis, au moins 700 Juifs néerlandais y ont été transférés directement après leur arrivée à Sobibór, mais selon lui, seuls deux d'entre eux sont censés avoir survécu à la guerre.765 On a une connaissance certaine de 171 de ces personnes – 147 hommes et 24 femmes – puisqu'elles ont envoyé des cartes postales de Dorohucza.

Dorohucza n'était qu'un des nombreux camps de travail juifs qui recouvraient le district de Lublin comme un réseau dense. Edward Dziadosz et Józef Marszałek en dénombrent pas moins de 110. Comme le montrent les déclarations résumées ci-dessus d'anciens déportés, d'autres Juifs néerlandais ont été transférés de Sobibór à Lublin, puis vers de tels camps de travail. Schelvis a documenté un total de 89 cartes postales envoyées par des Juifs néerlandais de Sobibór, 171 de Dorohucza, 52 de Lublin et 9 de Haute-Silésie.

Il est également arrivé qu'une partie des Juifs aptes au travail soient extraits des wagons avant que le train n'atteigne sa destination finale. C'est le cas d'un transport parti de Vienne le 14 juin 1942. Après l'arrivée du train à Lublin, 51 Juifs âgés de 15 à 50 ans ont dû descendre ; les 949 autres ont poursuivi leur voyage jusqu'au 'camp de travail' de Sobibór, où il a fallu une heure pour décharger le train. La destination initiale du voyage était Izbica.

Il est caractéristique que presque tous les Juifs néerlandais, qui avaient été transférés de Sobibór vers un autre camp, soient rentrés chez eux en passant par Auschwitz-Birkenau ; au lieu d'être liquidés en tant que détenteurs de connaissances top secrètes, ils ont même survécu à ce 'camp d'extermination' ».

[180] La critique de Terry sur mon prétendu « jeu de passe-passe » se poursuit :

« À Sobibór, cependant, Mattogno a décidé d'essayer une approche différente. Notant que le BdS Niederlande, Wilhelm Harster, avait ordonné une accélération du rythme des déportations de Juifs néerlandais pour satisfaire les besoins en main-d'œuvre d'Auschwitz, Mattogno exprime sa perplexité quant au fait que les transports se sont plutôt dirigés vers le district de Lublin, et décide tout à coup de se montrer totalement ignorant des procédures en vigueur à Auschwitz en déclarant que 'les personnes valides ont été gardées à Auschwitz, le reste des déportés étant acheminé vers Sobibór', puis en ajoutant que 'les détenus sélectionnés ont sans doute été transférés directement au camp de Monowitz sans avoir été enregistrés à Birkenau'. » (p. 230)

Il s'agit d'une autre simplification de ce que j'ai écrit. Commençons par la « question intrigante » soulevée par Schelvis « pourquoi, au printemps et à l'été 1943, les transports en provenance d'Europe occidentale se sont dirigés vers Sobibór plutôt que vers Auschwitz/Birkenau, qui était en fait plus proche ». Cette question est plus que légitime, car depuis Auschwitz, les transports devaient parcourir plus de 400 km pour arriver à Sobibór dans le cadre de l'*Ostwanderung* mentionnée par Pohl (et ridiculement déformée par Terry), comme le confirme la déposition précitée de Mirjam Penha-Blitz – « Arrivée à Sobibór vers le 13 mars 1943 (via Birkenau – sans arrêt – jusqu'à Sobibór) ». Enfin, après avoir examiné la lettre du SS-*Gruppenführer* Wilhelm Harster du 5 mai 1943, qui demandait que 8 000 Juifs néerlandais soient livrés à l'usine Buna de Monowitz au cours du mois de mai 1943, je suis parvenu à la conclusion suivante :[1288]

*« En mai 1943, un total de 8 011 Juifs néerlandais ont effectivement été déportés, mais les transports respectifs ont été dirigés vers Sobibór. L'explication la plus logique de cette énigme, qui correspond également aux documents, est que ces convois faisaient partie de l'*Ostwanderung *mentionnée ci-dessus. Les personnes valides ont été maintenues à Auschwitz, le reste des déportés étant acheminé vers Sobibór.*

Mais cela vaut aussi pour les deux transports juifs qui ont quitté le camp de Drancy (en France) les 23 et 25 mars 1943 (avec respectivement 994 et 1 008 personnes à bord) et qui se sont rendus directement à Sobibór au lieu d'Auschwitz ».

[1288] *Sobibór : Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.* p. 309.

Comme on le voit, cette explication n'est pas sans fondement.

[181] *« Que les survivants des sélections aient été enregistrés et tatoués à l'intérieur du camp de Monowitz sans passer par Auschwitz ou Birkenau ressort de nombreux mémoires de survivants de Monowitz ; mais cela ne signifie pas qu'ils aient été inscrits dans une série de numéros distincte, car tous ces cas peuvent être rapprochés de la séquence de numéros 'classique' d'Auschwitz consignée dans la liste dite de Smolen. Étant donné qu'aucun transport enregistré sur la liste Smolen en provenance des Pays-Bas n'est arrivé au cours de la même période que les déportations de Juifs néerlandais vers Sobibór, Mattogno dit tout simplement n'importe quoi sur ce point. Comment quelqu'un qui est censé être aussi bien informé sur Auschwitz que Mattogno a pu penser qu'il pouvait s'en tirer avec une telle absurdité transparente, cela dépasse complètement notre compréhension. »* (p. 230)

Le camp de Monowitz est visité le 10 février 1943 par Maurer, qui a « promis que le nombre de détenus serait bientôt porté à 4 000, voire 4 500 ».[1289] Le 5 mai, le SS-*Gruppenführer* Wilhelm Harster écrit une lettre au « Bureau central de l'émigration juive » d'Amsterdam ayant pour objet « la solution finale de la question juive aux Pays-Bas », dans laquelle il communique les plans du RSHA :[1290]

« 1.) Politique générale :

Le RFSS [c'est-à-dire Himmler] *souhaite que, tout au long de cette année, le plus grand nombre possible de Juifs soient déplacés vers l'Est.*

2.) Prochains trains vers l'Est :

Comme une nouvelle usine de Buna doit être construite à Auschwitz, celle de l'ouest ayant été détruite par les raids aériens, un nombre maximum de Juifs de l'ouest sera nécessaire principalement au cours des mois de mai et de juin. Il a été convenu de déplacer les Juifs déjà rassemblés pour le transport si possible au cours de la première moitié du mois en combinant plusieurs trains, c'est-à-dire que le camp de Westerbork [aux Pays-Bas] *sera vidé rapidement. L'objectif est d'atteindre le chiffre de 8 000 au cours du mois de mai. L'organisation sera assurée par le BdS, Den Haag, en collaboration avec le RSHA ».*

Pour le mois de juin, selon le même document, le RSHA demande encore 15 000 juifs au camp de Herzogenbusch. Doit-on supposer qu'avec une telle demande de main-d'œuvre, les SS ont envoyé à la mort les 8 006 juifs des quatre transports de mai 1943[1291], y compris ceux capables de travailler[1292], de surcroît non pas à Auschwitz, mais à Sobibór, 400 km plus à l'est ?

[1289] NI-15256. NMT, vol. VIII, p. 510.

[1290] T-544.

[1291] 1 187 le 4 mai ; 1 446 le 11 mai ; 2 511 le 18 mai ; 2 862 le 25 mai. J. Schelvis, *Vernichtungslager Sobibór, op. cit.* p. 258.

[1292] D'après les statistiques des trois transports présentées par Schelvis, les personnes âgées de 18 à 50 ans représentaient 39 % du total. Compte tenu de ce pourcentage, les personnes aptes à travailler parmi les 8 006 déportés mentionnés auraient été au nombre de 3 100.

En ce qui concerne la « soi-disant liste Smolen », Terry – s'il l'avait vue – saurait qu'elle indique la date, le numéro d'enregistrement et la provenance de tous les transports arrivés à Auschwitz, à *l'exception* des transports juifs, pour lesquels l'origine n'est pas indiquée. Ils ne sont donc pas identifiables en tant que tels.[1293] L'identification de l'origine de ces transports est le résultat méritoire du travail assidu de Danuta Czech, même s'il n'est pas toujours irréprochable. Klarsfeld lui-même déplore que « ce 'calendrier' de D. Czech contienne un certain nombre d'erreurs graves concernant les juifs de France ».[1294] Mais alors, ne pourrait-il pas en être de même pour les juifs hollandais ?

Même en laissant de côté les erreurs possibles, il existe des cas documentés de juifs néerlandais non enregistrés sélectionnés pour le travail. Le plus connu est le cas de Kosel, dont au moins 3 540 juifs âgés de 15 à 50 ans ont été enlevés entre le 28 août et le 8 décembre 1942.[1295] Ils ont été dispersés dans les camps de transit de Haute-Silésie, principalement à Niederkirch, Annaberg, Sakrau et Fürstengrube.[1296] À Kędzierzyn-Koźle, un endroit situé à quelque 40 km à l'ouest de Gleiwitz, se trouvait le « camp juif de travail forcé Blechhammer ». Selon les informations de la Commission principale d'enquête sur les crimes hitlériens en Pologne, environ 29 000 « Juifs de Pologne, de Tchécoslovaquie, de France, de Hollande, parmi lesquels des femmes et des enfants » sont passés par ce camp.[1297] Les détenus de ce camp ont été répertoriés comme faisant partie des détenus d'Auschwitz le 1er avril 1944, rien n'exclut donc que certains Juifs néerlandais aient été envoyés dans ce camp ou dans d'autres camps en Haute-Silésie en mai 1944. D'autre part, Mirjam Penha-Blitz faisait partie du transport du 10 mars 1943. Or, selon D. Czech, aucun transport en provenance des Pays-Bas n'est arrivé à Auschwitz au cours de ce mois, et pourtant, selon le témoin, le train est passé par Birkenau.

J'ajouterai que Terry a également plagié le titre « Hans Frankenthal, *The Unwelcome One : Returning Home from Auschwitz. Evanston* : Northwestern University Press, 2002 », qui n'est cité que dans la note 423 et dans la bibliographie (p. 537).

[1293] NOKW-2824.

[1294] S. Klarsfeld, *Le Mémorial de la Déportation des Juifs de France, op. cit.* note sur les trains 50 et 51 (la publication ne comporte pas de numérotation des pages).

[1295] Het Nederlandsche Roodekruis (ed.), *Auschwitz.* Deel III : *De deportatietransporten in de zg. Cosel-periode* (28 augustus tot en met 12 december 1942), 's-Gravenhage 1947-1953, pp. 12-15.

[1296] ROD, c[b 4]312.1.

[1297] Główna Komisja Badania..., *Obozy hitlerowskie..., op. cit.* p. 225.

Un cas de figure opposé à celui examiné ci-dessus ressort d'une dépêche datée de « Londres, 13 février » et publiée le 14 février 1944 par la *Jewish Telegraphic Agency* :[1298]

> *« Le premier rapport authentifié de l'arrivée en Pologne d'un transport de Juifs italiens a été reçu aujourd'hui par les cercles officiels polonais. Le rapport, qui provient de sources clandestines fiables, indique que le 15 novembre dernier, environ 3 000 Juifs italiens sont arrivés au camp de travail de Trawniki. Ils ont apparemment été choisis parmi le premier groupe de Juifs rassemblés par les Allemands dans le nord de l'Italie occupée. On ne sait pas où se trouvent actuellement les déportés, le camp de Trawniki ayant été liquidé il y a plusieurs semaines ».*

Le fait est que seuls trois transports de juifs avaient quitté l'Italie au 15 novembre 1943 : le premier est parti le 16 septembre et a été envoyé au camp de transit de Reichenau, en Autriche, puis à Auschwitz (peut-être en mars 1944), tandis que le deuxième et le troisième sont partis respectivement le 18 octobre et le 9 novembre, et sont allés directement à Auschwitz. Le nombre de déportés des transports n'est pas connu, mais le deuxième aurait contenu au moins 1 023 déportés.[1299] Si l'on considère que le sort du premier transport est incertain et que le dernier est arrivé à Auschwitz le 14 novembre, l'interprétation ci-dessus est solide.

> **[182]** *« La raison pour laquelle 34 000 Juifs néerlandais ont été déportés à Sobibor et dans le district de Lublin n'est pas aussi 'mystérieuse' que Mattogno tente de le faire croire, une fois que l'on se souvient qu'à la même époque, les détenus du ghetto de Salonique arrivaient à Auschwitz-Birkenau pour être sélectionnés, puis gazés ou enregistrés, alors que peu des quatre nouveaux crématoriums étaient achevés. La déduction est à la fois évidente et, à notre avis, inéluctable. Naturellement, puisque Mattogno nie qu'un camp ait été un camp d'extermination, cette déduction lui échappe totalement. »* (p. 230)

Ce que j'ai défini comme « mystérieux » n'est rien d'autre que la « question intrigante » soulevée par Schelvis. Dans cette perspective, la déportation des juifs grecs à Auschwitz n'a rien de « mystérieux », tout simplement parce qu'ils ont été envoyés à Auschwitz et non à Treblinka, plus de 400 km plus loin. Selon les données du *Kalendarium* de D. Czech, 18 transports avec 35 857 déportés de Grèce sont arrivés à Auschwitz entre le 20 mars et le 8 juin 1943. Dix mille huit cent soixante-seize d'entre eux, soit 30,3 %, ont été enregistrés. Quelque 34 313 juifs néerlandais ont été déportés dans 19 transports vers Sobibór entre le 2 mars et le 20 juillet 1943, mais selon les témoignages, le nombre de ceux qui ont été sélectionnés pour travailler n'a pas dépassé 80 personnes par transport : seulement 1 500 personnes environ sur un total de 34 313, soit environ 4,4 % – et ce malgré le fait qu'il y avait 13 400 déportés capables de travailler à bord de

---

[1298] « Arrivée en Pologne des 3 000 premiers déportés juifs italiens signalés par la clandestinité », in : *Jewish Telegraphic Agency Telegraphic Agency*, 14 février 1944, p. 1.

[1299] Liliana Picciotto Fargion, *Il libro della memoria. Gli Ebrei deportati dall'Italia (1943-1945).* Mursia, Milan, 1992, pp. 56 et suivantes.

ces trains, si l'on utilise le pourcentage susmentionné de 39 %.[1292] Cela n'est peut-être pas « mystérieux », mais c'est certainement une « question intrigante ».

L'argument de Terry selon lequel les Juifs néerlandais ont été envoyés à Sobibór parce qu'Auschwitz-Birkenau était trop occupé à gazer les juifs grecs de Salonique à ce moment précis, « alors que seuls quelques-uns des quatre nouveaux crématoires étaient achevés » (p. 230), n'a guère de fondement. Sur les dix-neuf transports de Salonique à Auschwitz, les dix-sept premiers sont partis entre le 15 mars et le 9 mai 1943. Ensuite, il y a eu une pause de trois semaines dans les déportations jusqu'à ce que le convoi 18 quitte Salonique le 1er juin. Le dernier convoi en provenance de Salonique part le 10 août 1943. Entre-temps, un convoi en provenance d'Athènes, transportant quelque 2 000 juifs, est parti à la mi-juin et est arrivé à Auschwitz le 20 juin. Au cours de la période mai-juillet 1943, seuls cinq convois grecs transportant un total de 10 880 juifs ont atteint Auschwitz, dont 8 435 auraient été gazés.[1300] Au cours de la même période, dix convois de juifs néerlandais ont été envoyés à Sobibór, transportant un total de 23 040 déportés, ce qui correspond à plus des deux tiers de l'ensemble des juifs néerlandais envoyés dans ce « camp d'extermination ». En outre, les deux premiers convois des Pays-Bas vers Sobibór sont partis respectivement les 2 et 10 mars, avant que les déportations depuis Salonique ne commencent.[1301] Les transports depuis Salonique n'ont donc pu constituer un obstacle (hypothétique) à la déportation des juifs néerlandais vers Auschwitz-Birkenau que pendant la période allant de la mi-mars au début du mois de mai, au cours de laquelle sept convois transportant un total de 9 063 juifs néerlandais sont partis pour Sobibór. L'argument de Terry peut être opposé à celui de Schelvis, qui parle d'un « mystère » concernant la décision d'envoyer les Juifs néerlandais à Sobibór plutôt qu'à Auschwitz-Birkenau, précisément parce qu'il soutient que ce dernier camp avait la capacité de gazer également ces juifs.[1302]

En ce qui concerne les prétendus gazages homicides effectués à Auschwitz, qu'il s'agisse de juifs grecs ou d'autres personnes, les « blogueurs plagiaires » ne peuvent le prétendre qu'*après* avoir réfuté *comme il se doit* mes études sur ce camp énumérées au chapitre 2 – mais pas de la manière maladroite dont ils font preuve ici. Tant qu'ils ne le feront pas, leurs propos insipides ne peuvent être considérés que comme ceux de perroquets répétant des affirmations plagiées dans la littérature exterminationniste orthodoxe.

[183] Terry passe ensuite au document NO-482, la fameuse lettre de Himmler du 5 juillet 1943 qui ordonne : « Le camp de transit de Sobibor, situé dans le

---

[1300] Steven B. Bowman, *The Agony of Greek Jews, 1940-1945*, Stanford University Press, Stanford (CA) 2009, pp. 80-93.

[1301] J. Schelvis, Sobibór. *A History of a Nazi Death Camp*, Berg Publishers, Oxford/New York 2007, p. 204.

[1302] J. Schelvis, *Vernichtungslager Sobibor, Metropol*, Berlin 1998, pp. 14 et suivantes.

district de Lublin, doit être transformé en camp de concentration », la réponse de Pohl du 15 juillet avec pour sujet « le camp de transit de Sobibor », et enfin la réponse de Brand, l'assistant personnel de Himmler, à Pohl du 24 juillet, qui mentionne à nouveau le « camp de transit de Sobibor » :

> *« Tout d'abord, notons que c'est le seul document relatif à l'un des trois camps Reinhardt où le terme* 'Durchgangslager' *est utilisé. Deuxièmement, il semble que Mattogno, comme ses camarades, ait oublié qu'il existe d'autres documents où Sobibor porte un nom différent. En juin 1942, le lieutenant Fischmann d'un détachement de la police de Vienne accompagnant un transport de Juifs autrichiens vers Sobibor a déposé l'un des rares rapports de déportation encore existants, décrivant Sobibor comme un 'camp de travail' (*Arbeitslager*). Compte tenu de la propension des révisionnistes à permettre aux chambres à gaz de se transformer en morgues, en abris anti-aériens ou en chambres d'épouillage au gré des besoins du moment, la transmogrification de Sobibor d'un 'camp de travail' à une destination qui a accueilli 101 000 personnes en 1942 à un 'camp de transit' un peu plus d'un an plus tard ne dérange probablement pas les négationnistes. Hélas, la police viennoise a signalé qu'une sélection avait été effectuée sur la rampe de Lublin, 51 des déportés ayant été emmenés pour être envoyés à Majdanek, tandis que les bagages avaient été volés avant que les Juifs viennois n'arrivent à Sobibor ».* (p. 230)

J'ai déjà abordé le rapport Frischmann et son utilisation du terme « *Arbeitslager* » au chapitre 5, point 136.

La première objection n'est certainement pas très originale.

Les documents allemands faisant explicitement référence à Bełżec, Sobibór et Treblinka étant rares, il est certes remarquable que dans trois d'entre eux, faisant référence à l'un de ces camps, le terme *Durchgangslager* (camp de transit) apparaisse. Même un témoin, Judith Eliazar, déclare :[1303]

> *« Sobibór n'était pas un camp. C'était plutôt un camp de transit. »*

Je m'étonne que Terry s'accroche au terme « SS-*Sonderkommando* » (p. 231), mais qu'il ne mentionne pas l'attribut « *Sonderlager* » (camp spécial).[1304] Les spéculations des « blogueurs plagiaires » sont totalement infondées : à leurs yeux, le terme documenté « *Durchgangslager* » doit être rejeté et remplacé par les termes « *Vernichtungslager* » (camp d'extermination) ou « *Todeslager* » (camp de la mort), alors que ces termes n'apparaissent dans *aucun* document.

> **[184]** *« Ah, mais pourquoi Pohl et Himmler utilisent-ils un soi-disant 'terme de camouflage' dans leur correspondance secrète ? Chers révisionnistes, c'est parce que l'euphémisation de la mort n'avait pas pour but premier le camouflage, mais l'éloignement des auteurs et des décideurs de haut niveau des conséquences de leurs actes. Puisqu'il s'agit ici d'un*

[1303] Témoignage de Judith Eliazar. Rotterdam, 5 février 1946. ROD, 200AR Z251/59 0V, p. 904. Il s'agit d'une traduction assermentée en allemand de « Verklaring 134 » (« Déclaration 134 »).

[1304] Cela figure dans le rapport du Kommandeur der Sicherheitspolizei und des SD für den Distrikt Lublin (commandant de la police de sécurité et du SD pour le district de Lublin) du 17 mars 1944. Fac-similé du document dans J. Schelvis, *Vernichtungslager Sobibór, op. cit.* p. 214.

échantillon – il n'existe aucun autre document citant l'un ou l'autre officier SS affublant les camps Reinhardt d'un quelconque terme descriptif – la seule preuve comparable serait des documents tels que la lettre 'Ostwanderung' susmentionnée, écrite par Pohl à Himmler, rédigée dans un langage si ouvertement cynique que l'on est en droit de douter qu'Ozzy et Oncle Heinrich jouaient franc jeu avec les 'Durchgangslager' *».* (pp. 231-232)

Une explication « psychanalytique », proposée par Hilberg :[1305]

« La cinquième et dernière étape du processus de répression consistait à omettre toute mention de 'mise à mort' ou d''installations de mise à mort', même dans la correspondance secrète dans laquelle de telles opérations devaient être rapportées. »

Cette affirmation est ridicule et fausse, car divers documents font explicitement référence à des assassinats de juifs, y compris des documents de Himmler, par exemple l'ordre à Prützmann du 27 octobre 1942 concernant la liquidation du ghetto de Pińsk, qui contient le verbe « *vernichten* » (anéantir) : « Oncle Heinrich » aurait-il donc oublié le « processus de répression » évoqué par Terry ?

[185] Terry propose ensuite une explication du terme « *Durchgangslager* » :

*« Contrairement à Belzec en 1942, Sobibor était désormais situé dans un réseau de camps de travail forcé gérés par la SSPF de Lublin, et fonctionnait pratiquement comme un pendant du camp de Trawniki. Les transports entrants étaient souvent sélectionnés à l'arrivée à Sobibor, les plus valides étant transférés à Trawniki, Dorohucza ou dans un autre SS-*Arbeitslager *de la région ; ou bien ils étaient sélectionnés à l'arrivée à Trawniki, les inaptes étant envoyés à Sobibor, un sort que connaissaient aussi manifestement les Juifs épuisés et malades des camps de travail qui étaient réformés après une sélection à* l'intérieur *de ces camps ».* (p. 232)

Et il ajoute que « le fait qu'il y ait eu effectivement de nombreuses sélections à l'arrivée à Sobibor, plus que dans n'importe quel autre camp Reinhardt, rend la désignation de « camp de transit » beaucoup plus plausible et compréhensible ». (p. 233).

Il est évident que Terry doit d'abord se remettre en question : le terme « *Durchgangslager* » était-il un « euphémisme » dans le cadre du « processus de répression » ou signifiait-il réellement « camp de transit » ? L'explication orthodoxe de la question est plutôt comique, car les SS auraient qualifié de « *Durchgangslager* » un camp par lequel passaient au maximum 4-5 % de ceux qui y arrivaient, tandis que les 95-96 % restants étaient tués !

Mon hypothèse, discutée par Terry à la p. 232, où il malmène mon texte comme d'habitude, n'est pas aussi farfelue qu'il voudrait le faire croire :[1306]

« Le récit de Dina [recte : Zina] *Czapnik sur la façon dont 'elle a été déportée de Minsk à Sobibór à la mi-septembre 1943, puis transférée à Trawniki avec environ 225 spécialistes' est également en désaccord avec la thèse de l'extermination presque totale des déportés emmenés à*

[1305] R. Hilberg, *The Destruction of the European Jews, op. cit.*, vol. 3, p. 1016.

[1306] *Sobibór : Holocaust Propaganda and Reality, op. cit,.* p. 311.

Sobibór et donne du crédit à l'hypothèse selon laquelle les Juifs polonais sélectionnés pour le travail étaient beaucoup plus nombreux que ne l'affirme l'historiographie dominante ». [voir point 3]

L'histoire de Zina Czapnik a été racontée par Schelvis[1307], qui a également expliqué que le transport en question comptait 400 à 500 personnes, dont 200 à 250 ont été sélectionnées pour le travail à Trawniki lors de leur passage à Sobibór[1308], de sorte que dans ce cas, le pourcentage de sélectionnés était de 50 %.

[186] Terry aborde ensuite la question de la « *Erntefest* » (fête des moissons) de Majdanek, la prétendue fusillade des détenus juifs du camp de travail du district de Lublin les 3 et 4 novembre 1943, qui aurait coûté la vie à 18 000 personnes dans le seul camp de Majdanek :

> *« Cependant, la révolte à Sobibór le 13 octobre 1943, associée à la détérioration générale de la situation en matière de sécurité et à la menace croissante des partisans, a fait craindre des révoltes similaires dans d'autres camps. En conséquence, Himmler ordonne au nouveau SSPF de Lublin, le SS-Major général Jakob Sporrenberg, d'organiser la plus grande action de fusillade de masse de l'histoire du Troisième Reich, l'opération 'Erntefest' ou 'Fête de la moisson' ».* (p. 233)

La motivation de cet ordre introuvable – le danger de soulèvements dû à la révolte de Sobibór – a été considérée comme négligeable tant par Globocnik que par Frank, comme nous le verrons plus loin. À cet égard, je me permets d'ouvrir une parenthèse en évoquant l'interprétation de Schwindt qui, dans ce contexte, revêt une importance nettement plus grande que celle proposée par Terry.

Elle commence sa discussion sur la « *Erntefest* » par les mots suivants :[1309]

> *« Bien que l'on puisse s'attendre à une augmentation de la production d'Osti* [Ostindustrie GmbH] *et que la filiale de DAW à Lublin ait réalisé dès 1942 le chiffre d'affaires le plus élevé de toutes ses installations, Himmler a ordonné, au cours de la seconde moitié du mois d'octobre, de tuer les travailleurs juifs du district de Lublin ».*

La révolte de Sobibór en aurait été « la cause directe ». Le livre est très bien documenté. La première note de la page en question porte le numéro 371. Quant au prétendu ordre de Himmler, Schwindt ne fournit aucune source et se contente de répéter que « la [communauté] des chercheurs s'accorde à dire que la révolte de Sobibór a été la cause de l'ordre de Himmler ».[1310] La « communauté des chercheurs » a donc a priori supposé vrai ce fait non prouvé.

[1307] J. Schelvis, *Vernichtungslager Sobibór, op. cit.,* p. 148.

[1308] *Ibid*., p. 275.

[1309] B. Schwindt, *Das Konzentrations- und Vernichtungslager Majdanek, op. cit.* p. 268.

[1310] *Ibid*, note 372 de la p. 268.

Après avoir évoqué cet ordre imaginaire, Schwindt poursuit :[1311]

« Contrairement à Himmler, Globocnik, qui considérait que les camps de travail forcé juifs étaient suffisamment sécurisés, a supposé, même après la révolte de Sobibor, que les juives et les juifs continueraient à être employés dans les installations d'Osti et de DAW. »

L'expression « contrairement à Himmler » est trompeuse, car Schwindt ne démontre pas du tout quelle était l'attitude de Himmler en premier lieu. Elle ajoute :[1311]

« Après la révolte de Sobibór, le gouverneur général [Frank*] ne voyait pas non plus la nécessité de démanteler les camps de travail forcé. »*

Schwindt cite également un court extrait du rapport de Globocnik à Himmler du 18 janvier 1943[1312], qui est un document très important dans ce contexte. Globocnik avait créé « 18 entreprises » qui employaient « quelque 52 000 travailleurs ». En voici un extrait :[1313]

« Le 22 octobre 1943, le SS-Obergruppenführer Pohl a fait savoir qu'il avait ordonné la prise en charge des camps de travail suivants par l'Office Group D :

1) Ancien aérodrome de Lublin

2) Camp de travail SS de Trawniki

3) Camp de travail SS de Poniatowa

4) Camp de travail forcé et ateliers SS de Radom

5) Camp de travail forcé et ateliers SS de Budzyn

6) Camp principal de Kraków - Placzow [Płaszów]

*7) Deutsche Ausrüstungswerke Lublin (*usine d'équipement allemande – Lublin*)*

8) Camp de production d'armes à Lwów. »

Cette mesure a également permis de résoudre les problèmes de sécurité :

« La base de la sécurité était donnée et garantie par la direction des camps de concentration ».

Globocnik observe ensuite que « le 3 novembre 1943, les travailleurs ont été retirés des camps de travail et les usines ont été fermées ».

Il ajoute que le 2 novembre, le général Schindler, de l'inspection de l'armement de Cracovie, « avait reçu l'assurance que 10 000 Juifs supplémentaires seraient affectés à des travaux d'armement ». Si donc, le 2 novembre, il a été convenu d'envoyer 10 000 juifs *supplémentaires* dans l'industrie de l'armement, comment est-il possible que, le lendemain même, 42 000 d'entre eux aient été prétendument tués ?

[1311] *Ibid*, p. 269.

[1312] *Ibid.* note de bas de page 377 à la p. 269.

[1313] NO-057, Wirtschaftlicher Teil der Aktion Reinhardt (partie économique de l'Aktion Reinhardt).

En résumé, Schwindt évoque un ordre d'extermination introuvable de Himmler et un motif imaginaire, qu'elle considère ensuite comme l'emportant sur les documents indiquant qu'il n'y a pas eu d'ordre de ce type. Selon elle, Himmler aurait pris la « décision » non seulement en opposition à Globocnik et à Max Horn, le directeur de l'Osti (Ostindustrie GmbH), mais aussi en opposition à Pohl ![1314]

> **[187]** *« La tentative de Mattogno de 'démystifier' les massacres dans sa brochure de 1998 sur Majdanek est assez faible dans sa compréhension des sources disponibles ; l'affirmation selon laquelle 'toutes les descriptions du prétendu massacre sont basées sur le récit du SS-*Oberscharführer *Erich Mußfeldt' est absurde, comme le bref récapitulatif ci-dessus de certaines des sources devrait l'indiquer. En outre, son omission totale/ignorance des massacres parallèles de Trawniki et Poniatowa signifie que nous le renverrons simplement à la bibliothèque et aux archives pour traiter toutes les preuves plutôt que de les sélectionner. »* (p. 234)

La « tentative de démystification » de Terry est déjà infantile car il ignore pratiquement tous mes arguments. Ma démonstration, qui couvre 22 pages, est structurée comme suit :[1315]

1. Origine du nom

2. Histoire passée et raisons du prétendu massacre selon l'historiographie officielle

3. La chaîne de commandement

4. Exécution de l'ordre a) Les fosses ; b) Le processus d'exécution ; c) La crémation des corps

5. Rapports du mouvement de résistance polonais

6. Les prétendues exécutions massives n'ont aucun sens économique

7. Que s'est-il réellement passé le 3 novembre 1943 ?

Au lieu de réfuter cette démonstration point par point, Terry se contente de juxtaposer quelques publications exterminationnistes orthodoxes, parmi lesquelles – comble de l'astuce – celle-ci : « Wojciech Zysko, 'Eksterminacyjna dzialnosc Truppenpolizei w dystrykcie lubelskim w latach 1943-1944', *Zezsyty Majdanka* t.VI, 1972, pp.186-7 » (note 442 de la p. 234). Cette référence n'est pas seulement plagiée, elle est en fait tirée (avec trois fautes d'orthographe) de mon chapitre sur l'Erntefest : « Wojciech Zysko, *Eksterminacyjna działalność Truppenpolizei w dystrykcie lubelskim w latach 1943-1944* (L'activité d'extermination de la police des troupes dans le district de Lublin en 1943-1944), in : ZM [Zezsyty Majdanka t.VI, 1972], p. 186. »[1316]

[1314] B. Schwindt, *Das Konzentrations- und Vernichtungslager Majdanek, op. cit.,* p. 269.

[1315] J. Graf, C. Mattogno, *Concentration Camp Majdanek, op. cit*, Theses & Dissertations Press, Chicago, 2003, pp. 209-230.

[1316] *Ibid.* note 576 à la p. 210.

Dans la note de bas de page qui suit, je cite la p. 187 de l'article en question :[1317] Terry y a repris la référence aux « *pp. 186-7* » ! Il va sans dire que ce titre enrichit également la bibliographie du « Manifeste du copier-coller ». (p. 564).

Un autre titre sans doute plagié est « Wojciech Lenarczyk et Dariusz Libionka (éds.), *Erntefest 3-4 listopada 1943 – zapomniany epizod Zaglady*. Lublin, 2009 » (note de bas de page 446 à la page 234), qui n'apparaît qu'ici et dans la bibliographie (p. 552).

Son affirmation selon laquelle il existerait d'autres sources significatives décrivant le prétendu massacre de Majdanek est absurde, car il n'en présente pas une seule. Schwindt, qu'il invoque, cite quelques autres témoignages, mais il s'agit de déclarations faites plusieurs années après les faits et surtout très brèves[1318], et donc les déclarations de Mußfeldt restent la source la plus autorisée et la plus détaillée.

Terry tente de détourner l'attention en mettant l'accent de façon mélodramatique sur mon « omission/ignorance totale des massacres parallèles de Trawniki et Poniatowa », une objection hors de propos, puisque dans l'étude en question sur Majdanek je me suis occupé uniquement de Majdanek, mais manifestement – en raison de ses angles morts personnels évidents – il n'est pas en mesure de saisir de telles nuances.

> **[188]** *« Pour ce qui nous concerne ici, ce qui est intéressant, c'est de noter le désespoir absolu avec lequel Mattogno essaie de confabuler un 'transfert' de prisonniers de Majdanek vers des camps de travail dans le district de Cracovie, en citant comme d'habitude un seul rapport vague du temps de guerre dont il espère qu'il pèsera plus lourd dans la balance que la montagne de témoignages et d'autres preuves qui existent concernant 'Erntefest' ».* (pp. 234-235)

Après avoir démontré que l'évènement imaginaire de l'*Erntefest* est empilé et entouré de toutes sortes d'absurdités, j'ai proposé une hypothèse sur ce qui s'est réellement passé, tout en précisant d'emblée que « compte tenu de l'absence quasi-totale de documents, il est impossible de répondre précisément à cette question ». J'ai donc observé :[1319]

> *« Le numéro du 20 novembre 1943 du journal polonais en exil* Dziennik Polski*, imprimé en Angleterre, fournit un élément de preuve circonstancielle à cet égard. Ce journal fait état de l'assassinat de '15 000 Juifs' et ajoute :*
>
> *'25 000 Juifs ont été transférés de Majdanek à Cracovie, où ils ont été logés dans des centaines de baraquements récemment construits. Ces Juifs devront probablement travailler dans les usines allemandes qui ont été récemment transférées dans le district de Cracovie.'*

[1317] *Ibid*, note 577.

[1318] B. Schwindt, *Das Konzentrations- und Vernichtungslager Majdanek, op. cit.*, pp. 270-275.

[1319] *Concentration Camp Majdanek, op. cit.,* p. 230.

Ce qui suit confirme également l'hypothèse d'un transfert massif de détenus juifs vers l'ouest : comme le note Raul Hilberg dans son ouvrage de référence sur l''Holocauste', un total de 22 444 Juifs travaillaient dans les industries d'armement du gouvernement général en octobre 1943. En janvier 1944, deux mois après le prétendu meurtre de masse, le nombre de Juifs travaillant dans l'industrie de l'armement au sein du gouvernement général n'avait pas diminué, bien au contraire : il avait augmenté pour atteindre 26 296 ! »

Cependant, il existe également une autre confirmation documentaire importante du transfert de détenus juifs. Le 1er décembre 1943, « le chef des SS et de la police du district de Radom », Herbert Böttcher, a écrit une longue lettre « au chef supérieur des SS et de la police de l'Est », ayant pour objet « la protection des industries d'armement et des camps juifs, » dans laquelle on peut lire :

« Au mois d'octobre, 4 000 Juifs ont été envoyés dans mon district sur instruction du chef supérieur des SS et de la police de l'Est, par l'intermédiaire du chef des SS et de la police de Cracovie. Selon une formule élaborée par le commandement de l'armement, ces Juifs ont été répartis dans différentes usines, dans lesquelles se trouvaient déjà des camps juifs. Cela s'est fait sans demander au préalable si je considérais comme appropriée l'admission de ces Juifs dans les différentes usines, compte tenu des camps juifs qui s'y trouvaient déjà.

Je reçois maintenant une lettre du 29 novembre 1943 du commandement de l'armement à Radom, selon laquelle l'inspection de l'armement pour la période allant de début janvier à fin mars a confirmé la présence de 6 400 Juifs dans l'industrie de l'armement du district de Radom. Le commandement de l'armement m'a dit que les usines concernées ont été informées par celui-ci et qu'elles ont reçu l'ordre de préparer les mesures d'hébergement nécessaires ».

Bötcher poursuit en demandant :[1320]

« veuillez me consulter avant d'envoyer de nouveaux Juifs, afin que je puisse superviser l'hébergement et la garde de ces derniers conformément à la responsabilité imposée à l'époque à tous les dirigeants de la SS et de la police concernant les camps de Juifs à l'intérieur des usines d'armement ».

Ceci est en contradiction flagrante avec les prétendues liquidations de travailleurs juifs dans l'ensemble du gouvernement général, comme expliqué dans le point suivant.

[189] Terry soutient que la prétendue fusillade des juifs du district de Lublin s'est déroulée dans un contexte plus général :

*« Au contraire : il y a eu des liquidations parallèles dans les camps du district de Galicie, où les derniers survivants du SS-*Arbeitslager *Janowska à Lwow ont été assassinés en deux actions, les 25/26 octobre et les 12-19 novembre 1943, et dans le district de Cracovie, où le camp de Szebnie a été liquidé et ses détenus transférés à Auschwitz, 2 889 d'entre eux disparaissant dans les chambres à gaz de Birkenau. Des transferts à des fins de travail ont également eu lieu à cette époque. Le 16 novembre, le camp de Plaszow transfère un contingent de*

[1320] NARA, T-175-226, 2765116, 2765116-120.

2 500 détenus vers la grande usine de munitions de Skarzsyko-Kamienna ; deux jours plus tard, 1 400 autres détenus du camp de travail sont transférés vers d'autres camps de travail forcé dans le district de Radom ». (p. 235)

Il n'est apparemment pas conscient du fait qu'il confirme ainsi indirectement mon interprétation. Dans la note de bas de page 448 de la page 235, Terry fournit les sources suivantes concernant les prétendues fusillades à Lwów :

« Pohl, 'Zwangsarbeitslager', p.428 ; Pohl, Ostgalizien, pp.359-60 ; Eisenbach, Hitlerowska polityka*, p. 553. »*

Dans l'article cité en référence, Pohl écrit :[1321]

« Il en résulta d'énormes massacres dans les grands camps encore existants, le 15 novembre dans les camps dits 'Julag' I Krakow-Plaszow, II Prokocim et III Bieżanów, et le 19 novembre à Lwów-Janowska. »

Dans sa note de bas de page, Pohl fait référence au livre d'Eisenbach cité par Terry :[1322]

« Vgl. Arthur Eisenbach, Hitlerowska polityka zagłady Żydów, Warszawa 1961, S. 553. »

Eisenbach mentionne les « Julag » I, II et III précités et ajoute que le plus grand camp juif de Galicie, Janowska, « a cessé d'exister le 20 novembre 1943. »

Son récit, qui occupe environ une page, comporte une seule note de bas de page renvoyant à un autre ouvrage, *Zagłady Żydów lwoskich* de Filip Friedman.[1323] À la fin de cette page, Eisenbach écrit :[1322]

« La liquidation des camps du district de Lublin n'était pas un évènement isolé. La décision des autorités hitlériennes affectait l'ensemble du gouvernement général. En novembre 1943 encore, une série d'autres camps juifs ont été liquidés ».

Cela n'aurait de sens que si cette « décision » était due à un ordre insaisissable de Himmler, mais Eisenbach ne dit rien à ce sujet. D'autre part, Terry lui-même affirme que « les camps de travail forcé pour l'industrie lourde et l'armement dans le district de Radom » ont été « tous épargnés par la '*Erntefest'* ». (p. 236).

[190] Terry ajoute ensuite :

« En effet, le nombre de travailleurs forcés juifs employés à des travaux d'armement jugés 'directs' passa de 22 444 en octobre 1943 à 27 439 en mai 1944 [457], les travailleurs forcés juifs engagés dans des travaux autres que d'armement étant transférés dans les usines d'armement, y compris les 4 000 prisonniers susmentionnés transférés du district de Cracovie à Skarzysko-Kamienna en novembre 1943, et après le transfert de 1 500 Juifs du ghetto de Lodz à Skarzysko-Kamienna en mars 1944 [458]. » (pp. 236-237)

[1321] D. Pohl, « Die große Zwangsarbeitslager der SS- und Polizeiführer für Juden im Generalgouvernement 1942-1945 », in : Ulrich Herbert, Karin Orth, Christoph Dieckmann (eds.), *Die nationalsozialistischen Konzentrationslager. Entwicklung und Struktur*, Wallstein Verlag, Göttingen, 1998, volume I, p. 428.

[1322] *Ibid*., note 60 sur p. 437.

[1323] A. Eisenbach, *Hitlerowska polityka zagłady Żydów, op. cit*. p. 553.

Cela confirme en effet l'absurdité de la prétendue extermination d'*Erntefest*, et Terry « parvient donc à se tirer une balle dans le pied une fois de plus ».

La source citée dans la note 457 est un texte polonais présentant un « Tableau 44 : Nombre d'employés dans l'industrie de l'armement dans les années 1943-1944 divisé par nationalité », dans lequel les données suivantes apparaissent pour les juifs :[1324]

Tableau 6.4						
1943				1944		
I	IV	VI	X	I	IV	V
15 091	15 588	21 643	22 444	26 296	28 537	27 439

Ainsi, d'octobre 1943 à janvier 1944, le nombre de juifs employés dans l'industrie allemande de l'armement a augmenté de 3 852.

Comme le texte de Hilberg auquel Terry fait référence dans la note 457 (R. Hilberg, *Die Vernichtung der europäischen Juden, op. cit.,* p. 563) présente le même tableau[1325], il est difficile de comprendre pourquoi Terry fait ici référence à un texte polonais inaccessible au lecteur ordinaire, à moins bien sûr qu'il ne s'agisse d'un nouveau plagiat. Dans la note 458, Terry écrit :

> *« H. Biebow an Hauessler, Litzmannstadt, 18.3.1944, publié dans Tatiana Berenstein, Artur Eisenbach et Adam Rutkowski (eds.),* Eksterminacja Zydow na ziemiach polskich w okresie okupacji hitlerowskiej. Zbior dokumentov*, Varsovie, 1957, p. 256 ; Karaj, Death Comes In Yellow, p. 66. »*

Dans la collection de documents polonais mentionnée, le document est reproduit (sous le n° 136) avec le titre suivant : « 18 March 1944, Łódź. – H. Biebow à Häusler ». L'objet est « Transfert de 1 500 Juifs au gouvernement général »[1326]

Terry écrit « *Hauessler* » au lieu de « Häusler » (la source polonaise indique « Häuslera », le génitif du nom en polonais), ce qui constitue un énième plagiat. Ce titre figure également dans la bibliographie (p. 533) avec la même faute d'orthographe (« dokument*ov* » au lieu de « dokument*ów* ») ainsi que la même absence de signes diacritiques. Le SS-*Oberscharführer* Willi Häusler était fonctionnaire au bureau du *Reichsstatthalter* (gouverneur du Reich) du Warthegau. Ce document est cité dans une source également connue des plagiaires, mais il y figure avec l'orthographe correcte de « Häusler ».[1327]

[1324] Piotr Matusak, *Przemyśl na ziemiach polskich w latach II wojny światowej*, Tom 1, Varsovie/Siedlce, 2009, p. 207.

[1325] La seule différence est le nombre 15 538 au lieu de 15 588 pour avril 1943.

[1326] Tatiana Berenstein, Artur Eisenbach, Adam Rutkowski, *Eksterminacja Żydów na ziemiach polskich w okresie okupacji hitlerowskiej.* Zbiór dokumentów, Varsovie, 1957, p. 256.

[1327] T. Berenstein, A. Eisenbach, B. Mark, A. Rutkowski, *Faschismus – Getto – Massenmord, op. cit.*, p. 461.

En ce qui concerne les deux actions d'extermination dans le camp de Janowska à Lwów, Terry invoque deux études de Pohl (note 448 de la p. 235) ; mais dans un autre écrit, Pohl déclare :[1328]

> *« Enfin, en juin 1943, les derniers Juifs ont été amenés au camp de Lwów – rue Janowska – et la plupart d'entre eux ont été fusillés ».*

Même si c'est le cas, cela n'a rien à voir avec l'ordre introuvable de Himmler qui aurait été émis à la suite de la révolte de Sobibór, qui s'est produite seulement quatre mois plus tard.

L'évènement « Szebnie » est particulièrement instructif, à la fois parce qu'il me donne l'occasion de m'attarder sur les sources de D. Czech, et parce qu'il met en lumière la méthode trompeuse utilisée par les « blogueurs plagiaires », c'est-à-dire leur vision implicite selon laquelle tout peut être considéré comme « démontré » sur la base d'une simple déclaration dans la littérature exterminationniste orthodoxe.

D. Czech écrit dans son *Kalendarium* que le 5 novembre 1943, 4 237 juifs du « camp de travail de Szebnie » sont arrivés à Auschwitz : 952 hommes et 396 femmes ont été enregistrés, les 2 889 autres personnes auraient été gazées.[1329] Notons l'omission par Terry des 1 348 personnes enregistrées, dont j'expliquerai l'importance plus loin.

Les sources de D. Czech consistent en un témoignage non spécifié, fait ou présenté lors du procès Höss, et en la « *Quarantäneliste* » (liste de quarantaine), un document compilé par Otto Wolken, un détenu d'Auschwitz, énumérant les transports de détenus juifs de sexe masculin qui ont été admis dans la section BIIa du camp à des fins de quarantaine. Sous la date du 6 novembre 1943, le document fait état de deux transports ou plutôt de deux enregistrements concernant des détenus de « Schebnia » : le premier liste 952 détenus admis, tandis que 2 889 auraient été gazés, et la seconde liste compte 9 détenus admis et 48 prétendument gazés.[1330]

D. Czech ignore le second enregistrement. En outre, lorsqu'elle mentionne les 2 889 victimes de gazage mentionnées par Wolken, elle suppose manifestement que le transport ne comptait que 396 femmes, qui ont donc toutes été enregistrées.

D'où vient le nombre de 2 889 déportés prétendument gazés ? Il s'agit simplement d'une déduction de Wolken. Comme Wolken était médecin dans la section BIIa du camp, il n'avait accès qu'à la documentation relative à cette

---

[1328] D. Pohl, « Ghettos », in : W. Benz, B. Distel (eds.), *Der Ort des Terrors, op. cit.*, vol. 9, 2009, p. 174.

[1329] D. Czech, *Kalendarium, op. cit.*, p. 645.

[1330] APMO, D-AuII-3/1, p. 3.

section, c'est-à-dire aux détenus qui entraient et sortaient du camp de quarantaine, mais pas aux données de tous ceux qui arrivaient à Auschwitz.

Wolken a peut-être appris l'ampleur de ces transports par les détenus eux-mêmes. Cependant, deux témoins de ce transport, Witold et Jan Jakubowicz, âgés respectivement de 13 (!) et 17 ans, ont déclaré que le transport comptait 2 650 personnes. [1331] Si l'on en croit ces témoignages, les détenus enregistrés constituaient près de 51 % du total. Je ne connais aucun document relatif au prétendu gazage des juifs non enregistrés ou à l'effectif total du transport.

Après la révolte de Sobibór, le 14 octobre 1943, d'autres transports de juifs arrivèrent à Auschwitz, à partir desquels des pourcentages assez élevés de détenus furent sélectionnés et enregistrés. Par exemple, le 18 octobre 1943, sur un transport de 1 000 personnes originaires de Zawiercie, 401 ont été enregistrés, soit 40,1 % ; le 21, sur un transport de 1 007 personnes originaires de Westerbork, 517 ont été enregistrés, soit 51. 3 % ; les 2 et 3 novembre, de deux transports en provenance de Szopienice (une petite ville entre Sosnowiec et Katowice), 798 des 2 073 déportés ont été enregistrés, soit 38,5 % ; le 17 novembre, 1 148 juifs sont arrivés du camp néerlandais de Herzogenbusch, qui ont tous été enregistrés.[1332]

Enfin Terry indique que le 16 novembre, 2 500 juifs sont transférés de Płaszów « vers la grande usine de munitions de Skarzsyko-Kamienna le 16 novembre » et le 18, un autre « 1 400 détenus du camp de travail sont transférés vers d'autres camps de travail forcé dans le district de Radom. » En conséquence, 3 900 juifs ont été transférés dans d'autres camps ou usines, et 1 357 ont été sélectionnés à Auschwitz pour y travailler.

Comment concilier cette politique de préservation de la main-d'œuvre juive avec la prétendue extermination de 42 000 travailleurs juifs déjà employés dans des activités importantes ? Himmler n'était pas stupide, contrairement à ceux qui le pensent, et pour éviter une insurrection potentielle dans le district de Lublin, il aurait pu simplement ordonner le transfert et la répartition de ces 42 000 travailleurs dans d'autres camps de concentration ou usines.

Avant de poursuivre, je note le énième plagiat bibliographique de Terry : « Ryszard Kotarba, *Niemiecki oboz w Plaszowie 1942-1945*. War saw/Krakow : IPN, 2009 », mentionné uniquement dans la note de bas de page 450 à la p. 235 et dans la bibliographie (p. 551), avec deux fautes d'orthographe en polonais.

[191] Terry objecte en outre (p. 235) que l'énorme déploiement de forces adopté pour la dite « *Erntefest* » est prétendument inconciliable avec un transfert,

[1331] Michal M. Borwicz, Nella Rost, Jósef Wulf (éd.), *Dokumenty zbrodni i męczeństwa*. Cracovie, 1945, p. 187.

[1332] D. Czech, *Kalendarium*, *op. cit*., pp. 631-656.

mais démontrerait « le massacre de 42 000 prisonniers juifs afin d'apaiser la paranoïa sécuritaire de Heinrich Himmler. » (p. 236).

Si l'on considère le nombre de détenus à transférer, 42 000, la question s'explique d'elle-même. Quant à l'affirmation sur la « paranoïa de Heinrich Himmler », elle ne reflète que la paranoïa de ceux qui croient que Himmler aurait ordonné le meurtre de 42 000 travailleurs tout en cherchant anxieusement des détenus valides parmi les déportés arrivant à Auschwitz, et plus généralement celle de ceux qui croient à la fable de « l'immense irrationalité » de l'Holocauste (note 459 de la p. 237).

[192] Je conclus ce chapitre par une objection concernant la chaîne de commandement que Terry propose à propos de la prétendue extermination :

> *« Dans* Sobibór*, par exemple, il avance une compréhension absolument absurde de la chaîne de commandement impliquée dans l'Aktion Reinhard et d'autres camps d'extermination, ce qui est tout simplement risible pour quiconque connaît les structures organisationnelles de l'armée, de la police ou des SS de l'Allemagne de l'époque nazie. »* (p. 238)

Dans la note de bas de page correspondante, Terry explique :

> *« Le principal défaut de sa compréhension réside dans le fait qu'il ne fait pas la distinction entre les ordres hiérarchiques et les lignes de communication techniques. Les agences de soutien comme le Kriminaltechnische Institut du RSHA fournissaient un soutien logistique et des conseils. Ils ne faisaient pas partie de la chaîne de commandement verticale, mais se situaient horizontalement par rapport à d'autres organismes. Il en va de même pour le rôle joué par l'organisation T4 vis-à-vis du personnel du camp de l'Aktion Reinhard : ces hommes ont continué à être payés par l'intermédiaire de T4, c'est-à-dire que l'organisation d'euthanasie est restée impliquée sur le plan administratif. Si cela ne convient pas à Mattogno ou à ses partisans, nous ferons l'analogie suivante : placer des organismes tels que le KTI dans la chaîne de commandement des camps d'extermination est aussi stupide que de prétendre que le Heereswaffenamt était responsable d'une division de panzers sur le front de l'Est ».* (note 461)

Une autre objection qui sert décidément d'excuse. En mentionnant la chaîne de commandement :[1333]

Hitler → Chancellerie du Führer → KTI → Monoxyde de carbone dans des cylindres d'acier → Instituts d'euthanasie → Gaswagen → Chełmno.

Je n'ai certainement pas voulu dire que le KTI aurait transmis des ordres d'extermination, mais qu'il les aurait reçus et mis en œuvre techniquement, comme cela résulte également de la position hiérarchique et de la fonction de cet institut : « Le Kriminaltechnisches Institut [institut de technologie médico-légale] au sein du Reichssicherheitshauptamt [bureau principal de la sécurité du Reich] ».[1334]

[1333] *Sobibór. Holocaust Propaganda and Reality, op. cit.*, p. 251.

[1334] *Ibid*, note de bas de page 740 à la p. 251.

Terry comprend parfaitement qu'il ne s'agit que d'un organe exécutif, tout comme les instituts d'euthanasie, à propos desquels il n'a rien à redire.

Je passe sur les dernières injures de Terry. Je constate que le but qu'il s'était fixé, à savoir replacer « l'histoire de l'Aktion Reinhardt dans le contexte de la politique nazie en Pologne » et démontrer « comment et pourquoi la région de Lublin a finalement été choisie comme la région où tant de Juifs seraient tués », n'a été atteint qu'en appliquant des méthodes bidon, avec une « manipulation et une incompréhension des documents relatifs à l'évolution du programme », maquillées à l'aide d'un plagiat systématique et honteux des sources. Quant à la « critique » qu'il m'adresse, il s'agit surtout d'une série désolante de distorsions factuelles, de déformations et de balbutiements qui n'ont rien à voir avec une véritable critique historiographique.